

Règlements refondus du Québec 1981

VOLUME

8

P-15, r. 1
à
R-10, r. 2



Éditeur officiel
Québec

Règlements refondus du Québec 1981

VOLUME

8

P-15, r. 1

à

R-10, r. 2

Établis au 31 décembre 1981 par
la Commission de refonte des lois et des règlements
et publiés conformément à la Loi
sur la refonte des lois et des règlements
(L.R.Q., c. R-3; mod. L.Q., 1981, c. 23).



3-17-17
1982
Q3
1981
8
Eu.2
01/Ref.

Dépôt légal — 1er trimestre 1982
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN (édition complète) 2-551-04614-9
ISBN (volume 8) 2-551-04622-X

© Éditeur officiel du Québec, 1982

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays. Toute reproduction pour fins commerciales, par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction, est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.

VOLUME 8

TABLE DES MATIÈRES

Titre	Référence	Titre	Référence
POURSUITES SOMMAIRES (Loi sur les) <i>L.R.Q., c. P-15</i>		Règlement sur la définition d'un produit agricole	P-28, r.3
Décret sur le rapport d'infraction en vertu de l'article 31 de la Loi sur les poursuites sommaires	P-15, r.1	Ordonnance sur l'eau, le sirop ou le sucre d'érable	P-28, r.4
Tarif des frais judiciaires en matière pénale	P-15, r.2	Ordonnance sur la retenue des cotisations par les acheteurs de fruits et de légumes destinés à la transformation	P-28, r.5
Tarif d'honoraires des avocats et des sténographes judiciaires dans l'application des lois du Québec, à l'exclusion du Code de la route	P-15, r.3	Ordonnance sur la retenue des cotisations par les acheteurs de veaux et bouvillons d'engraissement	P-28, r.6
PRÊT AGRICOLE (Loi sur le) <i>L.R.Q., c. P-20</i>		PRODUITS AGRICOLES, LES PRODUITS MARINS ET LES ALIMENTS (Loi sur les) <i>L.R.Q., c. P-29</i>	
Règlement sur le paiement d'une subvention d'intérêt et d'une portion de la dette de certains emprunteurs conformément à la Loi sur le prêt agricole	P-20, r.1	Règlement sur les aliments	P-29, r.1
PRÊTS ET BOURSES AUX ÉTUDIANTS (Loi sur les) <i>L.R.Q., c. P-21</i>		Règlement sur l'emballage des bleuets destinés à la transformation ou au conditionnement	P-29, r.2
Règlement sur les bourses de l'enseignement supérieur du ministère de l'Éducation	P-21, r.1	Règlement sur les fruits et légumes frais	P-29, r.3
Règlement sur les prêts et bourses aux étudiants	P-21, r.2	Règlement sur la préparation et l'inspection du poisson	P-29, r.4
PREUVE PHOTOGRAPHIQUE DE DOCUMENTS (Loi sur la) <i>L.R.Q., c. P-22</i>		Règlement sur le remboursement des coûts d'inspection permanente	P-29, r.5
Décret d'application de la Loi sur la preuve photographique de documents	P-22, r.1	PRODUITS LAITIERS ET LEURS SUCCÉDANÉS (Loi sur les) <i>L.R.Q., c. P-30</i>	
PROBATION ET SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION (Loi sur la) <i>L.R.Q., c. P-26</i>		Règlement sur la classification du lait et de la crème	P-30, r.1
Règlement sur les établissements de détention	P-26, r.1	Règlement sur la composition, l'emballage et l'étiquetage des produits laitiers	P-30, r.2
PRODUCTEURS AGRICOLES (Loi sur les) <i>L.R.Q., c. P-28</i>		Règlement sur les distributeurs de lait, de lait modifié et de crème	P-30, r.3
Règlement sur les contributions des fédérations spécialisées à l'Union des producteurs agricoles	P-28, r.1	Règlement sur le lait et les produits laitiers	P-30, r.4
Règlement sur la cotisation annuelle des producteurs à l'Union des producteurs agricoles	P-28, r.2	Règlement sur les normes microbiologiques et la propreté des produits laitiers	P-30, r.5
		Règlement sur le paiement de la crème au fournisseur-producteur	P-30, r.6

Titre	Référence	Titre	Référence
Règlement sur le paiement du lait au producteur ou à un office de producteurs	P-30, r.7	PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS EN CAS DE SINISTRE (Loi sur la)	
Règlement sur la pasteurisation des produits laitiers	P-30, r.8	<i>L.Q., 1979, c. 64 ; après refonte :</i>	
Règlement sur le permis d'essayeur	P-30, r.9	<i>L.R.Q., c. P-38.1</i>	
Règlement sur les permis d'exploitation de fabriques et les permis de fabrication de beurre et de fromage	P-30, r.10	Règlement sur les critères relatifs aux cours de formation en matière de mesures d'urgence	P-38.1, r.1
Règlement sur la police de garantie du paiement du lait et de la crème	P-30, r.11	Règlement sur la plan municipale de prévention des sinistres et de mesures d'urgence	P-38.1, r.2
Ordonnance sur les prix du lait de consommation	P-30, r.12	PROTECTION DES PLANTES (Loi sur la)	
Ordonnance sur le prix du lait nature des producteurs	P-30, r.13	<i>L.R.Q., c. P-39</i>	
Règlement sur les registres et rapports des exploitants d'usines de lait industriel	P-30, r.14	Règlement sur la nomenclature des insectes et des maladies auxquels s'applique la Loi sur la protection des plantes	P-39, r.1
Règlement sur les succédanés de produits laitiers	P-30, r.15	PROTECTION DU CONSOMMATEUR (Loi sur la)	
Règlement sur la surveillance de l'utilisation du lait	P-30, r.16	<i>L.R.Q., c. P-40.1</i>	
Règlement sur le transport du lait et de la crème des producteurs	P-30, r.17	Règlement d'application de la Loi sur la protection du consommateur	P-40.1, r.1
PROTECTEUR DU CITOYEN (Loi sur le)		Règlement de régie interne de l'Office de la protection du consommateur	P-40.1, r.2
<i>L.R.Q., c. P-32</i>		PROTECTION DU MALADE MENTAL (Loi sur la)	
Règlement sur les conditions de travail des employés du Protecteur du citoyen	P-32, r.1	<i>L.R.Q., c. P-41</i>	
PROTECTION À LA RETRAITE DE CERTAINS ENSEIGNANTS (Loi concernant la)		Règlement d'application de l'article 27 de la Loi sur la protection du malade mental	P-41, r.1
<i>L.Q., 1978, c. 16</i>		Règlement autorisant certains établissements psychiatriques à accueillir et à traiter des personnes détenues en vertu du Code criminel ou d'une loi pénale	P-41, r.2
Règlement d'application de la Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants	PROT., r.1	PROTECTION DU TERRITOIRE AGRICOLE (Loi sur la)	
PROTECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE (Loi sur la)		<i>L.R.Q., c. P-41.1</i>	
<i>L.R.Q., c. P-35</i>		Règlement sur une demande d'autorisation, d'exclusion ou d'inclusion, sur les renseignements nécessaires à une telle demande et sur les formulaires à utiliser	P-41.1, r.1
Règlement d'application de la Loi sur la protection de la santé publique	P-35, r.1	Règlement sur l'enlèvement du sol arable	P-41.1, r.2
		Règlement sur les honoraires des experts et enquêteurs dont la Commission de protection du territoire agricole du Québec juge opportun de retenir les services	P-41.1, r.3
		Règlement de régie interne de la Commission de protection du territoire agricole du Québec	P-41.1, r.4

Titre	Référence	Titre	Référence
Règles de pratique et de procédure de la Commission de protection du territoire agricole du Québec relatives aux audiences publiques	P-41.1, r.5	Règlement sur l'eau de puits, la glace et les aliments	Q-2, r.4
Règlement sur le tarif des droits, honoraires, frais et dépens payables dans toute demande présentée à la Commission de protection du territoire agricole du Québec, sur les droits à payer pour l'obtention de copies de documents déposés au greffe, de même que sur les catégories de personnes qui peuvent en être exemptées	P-41.1, r.6	Règlement sur les eaux embouteillées	Q-2, r.5
PROTECTION SANITAIRE DES ANIMAUX (Loi sur la) <i>L.R.Q., c. P-42</i>		Règlement sur les effluents liquides des raffineries de pétrole	Q-2, r.6
Règlement sur le Comité de surveillance des étalons	P-42, r.1	Règlement sur les entreprises d'aqueduc et d'égout	Q-2, r.7
Règlement sur l'indemnisation des propriétaires d'animaux qui meurent de la rage	P-42, r.2	Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées	Q-2, r.8
Règlement sur l'insémination artificielle des bovins	P-42, r.3	Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement	Q-2, r.9
Règlement sur la vente aux enchères d'animaux vivants	P-42, r.4	Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement dans une partie du Nord-Est québécois	Q-2, r.10
PROVOCATION ARTIFICIELLE DE LA PLUIE (Loi sur la) <i>L.R.Q., c. P-43</i>		Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social dans le territoire de la Baie James et du Nord québécois	Q-2, r.11
Règlement sur la provocation artificielle de la pluie	P-43, r.1	Règlement sur les fabriques de pâtes et papiers	Q-2, r.12
QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ENTREPRENEURS DE CONSTRUCTION (Loi sur la) <i>L.R.Q., c. Q-1</i>		Règlement sur les déchets liquides	Q-2, r.13
Règlement sur la désignation d'officiers municipaux à la vérification des licences d'entrepreneur de construction	Q-1, r.1	Règlement sur les déchets solides	Q-2, r.14
Règlement de la Régie des entreprises de construction du Québec	Q-1, r.2	Règlement sur l'habitation en général	Q-2, r.15
QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT (Loi sur la) <i>L.R.Q., c. Q-2</i>		Règlement sur certains organismes de protection de l'environnement et du milieu social du territoire de la Baie James et du Nord québécois	Q-2, r.16
Règlement relatif à l'administration de la Loi sur la qualité de l'environnement	Q-2, r.1	Règlement sur les pataugeoires et les piscines publiques	Q-2, r.17
Règlement sur les carrières et sablières	Q-2, r.2	Règlement sur la prévention de la pollution des eaux par les établissements de production animale	Q-2, r.18
Règlement sur les conditions sanitaires des campements industriels ou autres	Q-2, r.3	Règles de procédure relatives au déroulement des audiences publiques	Q-2, r.19
		Règlement sur la qualité de l'atmosphère	Q-2, r.20
		Règles de régie interne du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James	Q-2, r.21
		Règlement sur les salons de coiffure	Q-2, r.22
		Règlement sur la salubrité dans les endroits publics	Q-2, r.23
		Règlement sur l'usage du DDT	Q-2, r.24
		Règlement sur les usines de béton bitumineux	Q-2, r.25

Titre	Référence	Titre	Référence
RECOURS COLLECTIF (Loi sur le) <i>L.R.Q., c. R-2.1</i>		Décret d'application de la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz à certaines compagnies	R-6, r.2
Règlement sur la demande d'aide aux recours collectifs	R-2.1, r.1	Ordonnance comptable sur la capitalisation des avantages sociaux	R-6, r.3
Règlement sur les indemnités de présence et le remboursement des frais de déplacement des administrateurs du Fonds d'aide aux recours collectifs	R-2.1, r.2	Ordonnance sur la classification uniforme des comptes des distributeurs de gaz au chapitre des immobilisations	R-6, r.4
Règlement sur les normes et barèmes de nomination et de rémunération des employés du Fonds d'aide aux recours collectifs	R-2.1, r.3	Ordonnance sur la compensation du coût des capitaux engagés durant la construction	R-6, r.5
Règlement sur la régie interne et la conduite des affaires du Fonds d'aide aux recours collectifs	R-2.1, r.4	Ordonnance sur la conservation des registres et des documents des distributeurs d'électricité	R-6, r.6
RECouvreMENT DE CERTAINES CRÉANCES (Loi sur le) <i>L.Q., 1979, c. 70 ; après refonte :</i> <i>L.R.Q., c. R-2.2</i>		Ordonnance sur la conservation des registres et des documents des distributeurs de gaz	R-6, r.7
Règlement d'application de la Loi sur le recouvrement de certaines créances	R-2.2, r.1	Ordonnance sur la conservation des registres et des documents des entreprises de vapeur	R-6, r.8
RÉGIE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC (Loi sur la) <i>L.R.Q., c. R-4</i>		Ordonnance sur la construction ou la mise en service d'ouvrages destinés à la production, à la transmission, à la distribution ou à la vente d'électricité	R-6, r.9
Règlement de régie interne de la Régie de l'assurance automobile du Québec	R-4, r.1	Ordonnance sur la contribution pour aide à la construction	R-6, r.10
RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC (Loi sur la) <i>L.R.Q., c. R-5</i>		Ordonnance sur la délivrance des permis de distributeurs d'électricité conformément à l'article 21 de la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz	R-6, r.11
Règlement sur les contributions au régime d'assurance-maladie du Québec	R-5, r.1	Ordonnance sur les dépôts exigés par les distributeurs d'électricité	R-6, r.12
Règlement prescrivant à la Régie de l'assurance-maladie du Québec d'assumer le coût de certaines rémunérations payables par le gouvernement, ses ministères ou organismes aux professionnels de la santé	R-5, r.2	Ordonnance sur les dépôts exigés par les distributeurs de gaz	R-6, r.13
Règlement de régie interne de la Régie de l'assurance-maladie du Québec	R-5, r.3	Ordonnance sur la fourniture de l'électricité et sur la formule de demande de service	R-6, r.14
RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ (Loi sur la) <i>L.R.Q., c. R-6</i>		Ordonnance sur les frais d'avis publics et de notes sténographiques ou sténotypiques, lors d'auditions de la Régie de l'électricité et du gaz	R-6, r.15
Ordonnance comptable sur l'amortissement et les retraits d'actifs, compte 486.00 - « Outils et outillage »	R-6, r.1	Ordonnance instituant une procédure sommaire d'ajustement des tarifs des distributeurs de gaz assujettis à la Régie de l'électricité et du gaz en fonction des modifications dans les taux et les droits d'achat du gaz	R-6, r.16
		Ordonnance sur le rapport annuel des distributeurs d'électricité	R-6, r.17
		Ordonnance sur le rapport annuel des distributeurs de gaz	R-6, r.18
		Ordonnance sur le rapport annuel des entreprises de vapeur et de chaleur	R-6, r.19

Titre	Référence	Titre	Référence
Ordonnance sur le rapport mensuel des distributeurs de gaz	R-6, r.20	RÉGIE DU LOGEMENT ET MODIFIANT LE CODE CIVIL ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES (Loi instituant la)	
Ordonnance comptable relative à la règle du minimum à des fins d'immobilisations	R-6, r.21	<i>L.Q., 1979, c. 48 ; après refonte :</i>	
Règlement sur les tarifs d'honoraires et de droits exigibles des distributeurs d'électricité en vertu de la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz	R-6, r.22	<i>Loi sur la Régie du logement</i>	
Règlement sur les tarifs d'honoraires et de droits exigibles des distributeurs de gaz en vertu de la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz	R-6, r.23	<i>L.R.Q., c. R-8.1</i>	
RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES (Loi sur la)		Règlement sur les critères de fixation ou de révision de loyer	R-8.1, r.1
<i>L.R.Q., c. R-7</i>		Règlement sur les mentions obligatoires du bail, de l'écrit et de certains avis prévus par le Code civil	R-8.1, r.2
Règlement sur les baux et les contrats de location et de concession de la Régie des installations olympiques	R-7, r.1	Règlement sur la procédure devant la Régie du logement	R-8.1, r.3
Règlement sur les contrats d'achats et de location de biens meubles de la Régie des installations olympiques	R-7, r.2	RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC (Loi sur le)	
Règlement sur les contrats d'aliénation de biens meubles excédentaires	R-7, r.3	<i>L.R.Q., c. R-9</i>	
Règlement sur les contrats de construction de la Régie des installations olympiques	R-7, r.4	Règlement sur l'attribution du numéro d'assurance sociale	R-9, r.1
Règlement sur les contrats de services de la Régie des installations olympiques	R-7, r.5	Règlement sur les contributions au régime de rentes du Québec	R-9, r.2
Règlement sur le mandat de la Régie des installations olympiques	R-7, r.6	Règlement sur une entente en matière de sécurité sociale entre les gouvernements du Québec et de l'Italie	R-9, r.3
RÉGIE DES SERVICES PUBLICS (Loi sur la)		Règlement sur l'exclusion du travail d'un membre d'un ordre religieux	R-9, r.4
<i>L.R.Q., c. R-8</i>		Règlement sur les prestations	R-9, r.5
Règlement sur les entreprises de téléphone	R-8, r.1	Règlement de régie interne de la Régie des rentes du Québec	R-9, r.6
Règles de procédure devant la Régie des services publics	R-8, r.2	Règles de procédure de la Commission d'appel des pensions	R-9, r.7
Tarif des droits payables à la Régie des services publics par certaines entreprises publiques	R-8, r.3	Règlement sur le travail visé	R-9, r.8
		RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS (Loi sur le)	
		<i>L.R.Q., c. R-10</i>	
		Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	R-10, r.1
		Régime de retraite des anciens employés de la ville de Montréal-Nord	R-10, r.2



c. P-15, r.1

**Décret sur le rapport d'infraction en
vertu de l'article 31 de la Loi sur les
poursuites sommaires**

Loi sur les poursuites sommaires
(L.R.Q., c. P-15)

1. La formule reproduite à l'annexe 1, en vue de servir de rapport d'infraction constatée par un agent de la paix ou par une personne chargée de surveiller l'application d'une loi du Québec ou d'un règlement adopté en vertu d'une telle loi est adoptée.

ANNEXE 1

CONSTAT D'INFRACTION
LOIS SUR LES POURSUITES SOMMAIRES DU QUÉBEC (L.R.Q., c. P-15)

		No DU DOSSIER	
CONTREVENANT			
NOM, PRÉNOMS (RAISON SOCIALE D'UNE COMPAGNIE)			DATE DE NAISSANCE <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
A	ADRESSE		VILLE/VILLAGE
			COMTÉ
	CODE POSTAL	TÉL. RÉG. BUR.	PIÈCE D'IDENTITÉ
			N.A.S.
LIEU DE L'INFRACTION			
B	RAISON SOCIALE DE L'ÉTABLISSEMENT ETC.		No DE PERMIS
	ADRESSE		VILLE/VILLAGE
			CODE MUN.
	CODE MERCATOR	DISTRICT JUDICIAIRE	GENRE D'ÉTABLISSEMENT
INFRACTIONS REPROCHÉES			
C	1re		CHAPITRE L.R.Q. ART. RÉSERVÉ AU MINISTÈRE
			DATE HEURE
D	2e		CHAPITRE L.R.Q. ART. RÉSERVÉ AU MINISTÈRE
			DATE HEURE
PIÈCES À CONVICTION			
E	DESCRIPTION		
INFORMATION ADDITIONNELLES			
F			
G			

<p>J'AI CONSTATÉ LES INFORMATIONS MENTIONNÉES EN <input style="width:100px;" type="text"/></p> <p>SIGNATURE DE L'AGENT DE LA PAIX OU D'UNE PERSONNE CHARGÉE DE SURVEILLER L'APPLICATION DE LA LOI SUR <input style="width:100px;" type="text"/></p> <p>MATRICULE <input style="width:50px;" type="text"/> CODE D'UNITÉ <input style="width:50px;" type="text"/></p>	<p>J'AI CONSTATÉ LES INFORMATIONS MENTIONNÉES EN <input style="width:100px;" type="text"/></p> <p>SIGNATURE DE L'AGENT DE LA PAIX OU D'UNE PERSONNE CHARGÉE DE SURVEILLER L'APPLICATION DE LA LOI SUR <input style="width:100px;" type="text"/></p> <p>MATRICULE <input style="width:50px;" type="text"/> CODE D'UNITÉ <input style="width:50px;" type="text"/></p>
---	---

(FORMULE APPROUVÉE PAR DÉCRET POUR SERVIR DE PREUVE DOCUMENTAIRE)



c. P-15, r.2

Tarif des frais judiciaires en matière pénale

Loi sur les poursuites sommaires
(L.R.Q., c. P-15)

- 1.** Sur tout plaidoyer de culpabilité de l'accusé ou sur toute procédure introductive 6 \$.
- 2.** Sur tout jugement rendu après enquête 12 \$.
- 3.** Sur toute remise accordée à la demande de la défense 5 \$.
- 4.** Pour toute signification ou exécution par huissier, agent de la paix ou personne autorisée :
 - a) l'honoraire prévu au tarif d'honoraires des huissiers en vigueur au moment de la signification ou de l'exécution ;
 - b) les frais réels encourus pour tout autre mode de signification ;
 - c) une indemnité égale à celle prévue au tarif d'honoraires des huissiers en vigueur au moment de ce déplacement pour chaque kilomètre parcouru à l'aller seulement.
- 5.** Pour tout *subpoena* (original) 0,50 \$
(copie) 0,20 \$.
- 6.** Les honoraires fixés par le tarif en vigueur s'appliquent pour la prise des dépositions et la transcription s'il y a lieu.
- 7.** Les témoins sont taxés suivant le tarif en vigueur.
- 8.** Pour tout mandat d'emprisonnement 3 \$.
- 9.** Pour tout mandat de perquisition 5 \$.
- 10.** Pour tout mandat de saisie 5 \$.
- 11.** Sur tout acte de cautionnement 5 \$.
- 12.** Pour tout cautionnement sur immeuble enregistré, 5 \$ doit être appliqué pour les frais, 15 \$ pour l'enregistrement, incluant le certificat de radiation 20 \$.

13. Pour toute copie de document : la page
. 0,50 \$.

14. 1) Pour tout certificat, motion ou requête écrite, enregistrement de journaux et assermentation de constable 2 \$.

2) Sur requête pour tout appel en vertu de la partie II de la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., c. P-15) ou pour tout recours extraordinaire 5 \$.

3) Préparation et transmission d'un dossier à la Cour supérieure (juridiction criminelle) 10 \$.

15. Procédure d'appel :

1) A la Cour d'appel :

- a) appelant 35 \$;
- b) intimé 30 \$.

Ces montants incluent toutes les procédures d'introduction et de comparution jusqu'à jugement final, sauf les requêtes où un montant de 10 \$ sera exigé pour chacune.

2) **A la Cour suprême :** Sur comparution de l'appelant, incluant toutes les procédures exigées par la loi devant être déposées ou préparées pour la Cour d'appel 50 \$.

16. Le présent tarif s'applique à toute poursuite prise en vertu de la Loi sur les poursuites sommaires sauf devant le Tribunal de la jeunesse.



c. P-15, r.3

Tarif d'honoraires des avocats et des sténographes judiciaires dans l'application des lois du Québec, à l'exclusion du Code de la route

Loi sur les poursuites sommaires
(L.R.Q., c. P-15)

1. Les honoraires payés au plaignant ou au poursuivant par le prévenu ou défendeur dans toute poursuite pour violation d'une disposition d'une loi du Québec, à l'exclusion du Code de la route, sont ceux déterminés suivant le tarif ci-après établi et ceci, pour chaque plainte :

a) avocats :

- i. sur plaidoyer de culpabilité le ou avant le jour du rapport 20 \$;
- ii. sur plaidoyer de culpabilité après le jour du rapport 30 \$;
- iii. sur jugement rendu *ex parte* sur production du rapport de l'agent de la paix ou sur tout jugement rendu sur preuve littérale seulement 30 \$;
- iv. sur jugement rendu après l'enquête 50 \$;
- v. sur remise à la demande du prévenu ou défendeur 5 \$.

Dans le cas où une poursuite est prise par un avocat à salaire ou un procureur de la Couronne, les honoraires perçus doivent être versés au fonds consolidé du revenu ou à la municipalité qui l'emploie ;

b) sténographes judiciaires :

- i. prise de notes, la page 0,30 \$;
- ii. transcription, 1 original et 2 copies, la page 0,70 \$.

Dans le cas où la sténographie est prise par un sténographe judiciaire à l'emploi du Gouvernement du Québec ou d'une municipalité, les honoraires perçus doivent être versés au fonds consolidé du revenu ou à la municipalité qui l'emploie.

2. Le présent tarif n'est pas applicable aux poursuites sommaires devant le Tribunal de la jeunesse.



c. P-20, r.1

Règlement sur le paiement d'une subvention d'intérêt et d'une portion de la dette de certains emprunteurs conformément à la Loi sur le prêt agricole

Loi sur le prêt agricole
(L.R.Q., c. P-20)

1. Sous réserve de l'article 6, l'Office du crédit agricole du Québec est autorisé à payer, à compter du 1^{er} mai 1962, sur les prêts hypothécaires consentis après le 8 novembre 1950 mais avant le 1^{er} octobre 1972, par la Société du crédit agricole ou la Commission du prêt agricole canadien à des cultivateurs du Québec et, à compter du 1^{er} mai 1964, sur les prêts consentis après le 26 juin 1954 mais avant le 1^{er} octobre 1972, en vertu de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants (S.R.C., 1970, c. V-4) à des anciens combattants à titre de cultivateurs à plein temps du Québec, la différence entre l'intérêt annuel de 2½ % et celui dû sur ces prêts, et ce suivant la Loi sur le prêt agricole (L.R.Q., c. P-20) ci après appelée « Loi » et selon les conditions ci-après déterminées.

2. Sous réserve de l'article 6, l'Office est autorisé à payer, sur les prêts hypothécaires consentis à compter du 1^{er} octobre 1972 par la Société à des cultivateurs du Québec et sur les prêts consentis, après la même date, en vertu de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants à des anciens combattants à titre de cultivateurs à plein temps du Québec, la différence entre l'intérêt annuel dû sur ces prêts et l'intérêt annuel calculé sur le capital équivalent d'un prêt hypothécaire que l'Office peut consentir au taux fixé par l'article 10 du Règlement d'application de la Loi sur le crédit agricole (c. C-75, r.1) en vertu de l'article 22 de ladite loi ; toute modification du taux d'intérêt annuel fixé par l'article 10 de ce règlement devant affecter pour autant cette différence relativement aux prêts consentis par la Société subséquemment à l'entrée en vigueur d'une telle modification et aux prêts consentis en vertu de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, à compter de l'entrée en vigueur d'une telle modification ; le tout selon les conditions ci-après déterminées.

3. Pour les fins de déterminer le montant de 15 000 \$ mentionné aux articles 3 et 5 de la Loi, il est tenu compte de :

a) l'ensemble des prêts hypothécaires obtenus par une même personne tant de la Société du crédit agricole que de la Commission du prêt agricole canadien ou l'ensemble des prêts consentis en vertu de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants de même que l'ensemble des prêts hypothécaires dont une personne assume le paiement du solde par voie de transfert ou autrement ;

b) tout prêt consenti par l'Office du crédit agricole du Québec à, ou tout solde de prêt dû à ce dernier et assumé par un emprunteur ou un débiteur de la Société ou de la Commission du prêt agricole canadien ou encore un ancien combattant en vertu de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants comme si tel prêt avait été consenti par la Société, la Commission ou en vertu de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants ;

c) tout solde de prêt consenti par l'Office à ou tout solde de prêt dû à ce dernier et assumé par une personne qui obtient un prêt hypothécaire de la Société ou un prêt en vertu de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, ou une personne qui assume le paiement du solde d'un prêt hypothécaire consenti par la Société du crédit agricole ou par la Commission du prêt agricole canadien ou d'un prêt consenti en vertu de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants ;

d) tout prêt consenti conformément à la Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées (L.R.Q., c. C-75.1) par un prêteur autorisé en vertu de cette loi à, ou tout solde d'un tel prêt dû à ce dernier et assumé par un emprunteur ou un débiteur de la Société ou de la Commission du prêt agricole canadien ou encore un ancien combattant en vertu de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants comme si tel prêt avait été consenti par la Société, la Commission ou en vertu de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants ;

e) tout solde d'un prêt consenti conformément à la Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées par un prêteur autorisé en vertu de cette loi à, ou tout solde d'un tel prêt dû à ce dernier et assumé par une personne qui obtient un prêt hypothécaire de la Société ou un prêt en vertu de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, ou une personne qui assume le paiement du solde d'un prêt hypothécaire consenti par la Société ou par la Commission du prêt agricole canadien ou d'un prêt consenti en vertu de la partie

III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants ;

f) tout prêt consenti à une personne ou tout solde de prêt dont elle assume ou a assumé le paiement dans les cas précités tant individuellement que conjointement avec toute autre personne et, dans ce dernier cas, suivant sa part relative dans tout prêt qu'elle a ainsi obtenu conjointement ou dont elle assume ou a assumé le paiement conjointement.

4. La différence entre, d'une part, l'intérêt annuel au taux de 2½ % ou l'intérêt annuel au taux fixé par règlement de l'Office en vertu de l'article 22 de la Loi sur le crédit agricole (L.R.Q., c. C-75), selon le cas, et, d'autre part, celui dû sur les prêts hypothécaires consentis par la Société du crédit agricole ou la Commission du prêt agricole canadien est payée sur présentation de comptes provenant de cette Société.

5. La différence entre, d'une part, l'intérêt annuel au taux de 2½ % ou l'intérêt annuel au taux fixé par règlement de l'Office en vertu de l'article 22 de la Loi sur le crédit agricole (L.R.Q., c. C-75), selon le cas, et d'autre part, celui dû sur les prêts consentis en vertu de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants est payée sur présentation de comptes provenant du Bureau du Contrôleur du Trésor du Canada.

6. Conformément au premier alinéa de l'article 6 de la Loi, la différence d'intérêt que l'Office est autorisé à payer en vertu des articles 1 à 5 n'est payable, à compter du 1^{er} novembre 1975, que dans la mesure et durant la période où les prêts visés à ces articles répondent aux exigences requises pour l'obtention d'un prêt hypothécaire en vertu de la Loi sur le crédit agricole (L.R.Q., c. C-75) et des règlements adoptés en vertu de cette loi et que, lorsqu'un prêt visé à l'un de ces articles répond aux exigences requises pour bénéficier du paiement de ladite différence d'intérêt, après avoir cessé d'y avoir droit, cette différence n'est payée que sur le solde alors dû sur un tel prêt lorsque ce prêt n'excède pas 15 000 \$, et, s'il l'excède, que sur la partie de l'intérêt proportionnelle au solde dû sur la fraction du prêt correspondant à 15 000 \$.

7. L'Office est autorisé à payer, à compter seulement de la date prévue à l'article 9, sur un prêt hypothécaire conclu entre la Société et un particulier dont l'agriculture n'est pas la principale occupation, conformément aux articles 33 à 38 de la Loi sur le crédit agricole (S.R.C., 1970, c. F-2 et mod.), la différence entre l'intérêt annuel dû sur un tel prêt et l'intérêt annuel calculé sur le capital équivalent d'un prêt hypothécaire que l'Office peut consentir au taux fixé par l'article 10 du Règlement d'application de la Loi sur le crédit agricole (c. C-75, r.1) en vertu de l'article 22

de cette loi, toute modification du taux d'intérêt annuel fixé en vertu de l'article 10 de ce règlement devant affecter pour autant cette différence relativement à un prêt conclu entre la Société et un tel particulier subséquentement à l'entrée en vigueur d'une telle modification.

8. La différence d'intérêt visée à l'article 7 n'est payable que si le prêt auquel elle s'applique répond aux exigences requises pour l'obtention d'un prêt hypothécaire en vertu de la Loi sur le crédit agricole (L.R.Q., c. C-75) et des règlements adoptés en vertu de cette loi et que si les conditions ci-après déterminées ont été observées, savoir :

a) le particulier qui a obtenu un prêt doit être toute personne physique âgée d'au moins 18 ans et d'au plus 40 ans, qui s'adonne à l'agriculture sans en faire sa principale occupation ;

b) la Société doit aviser par écrit l'Office de la date de la conclusion d'un tel prêt dans les 60 jours de la date du premier déboursement de ce prêt, la date de la conclusion d'un prêt étant la date de l'acte d'obligation hypothécaire passé entre la Société et le particulier visé à l'article 7 ;

c) ce particulier doit fournir à l'Office, dans les 60 jours de la date du premier déboursement du prêt, un engagement écrit, signé avant ou lors de la conclusion de ce prêt, de faire de l'agriculture sa principale occupation dans un délai qui ne doit pas excéder 5 ans de :

i. la date du plus ancien de tout emprunt qu'il a contracté soit à titre d'aspirant- agriculteur en vertu de l'une ou l'autre de la Loi sur le crédit agricole (L.R.Q., c. C-75), de la Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées (L.R.Q. c. C-75.1), de la Loi favorisant l'amélioration des fermes (L.R.Q., c. A-18) ou de la Loi favorisant le crédit à la production agricole (L.R.Q., c. C-77), soit à titre de particulier, dont l'agriculture n'est pas la principale occupation, en vertu des articles 33 à 38 de la Loi sur le crédit agricole (S.R.C., 1970, c. F-2 et mod.) ou de la date à laquelle une subvention a déjà été accordée à ce particulier à titre d'aspirant-agriculteur en vertu de la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles (L.R.Q., c. M-36), selon la plus éloignée de ces dates ; ou

ii. la date à laquelle il contractera un emprunt en vertu de la Loi sur le crédit agricole (S.R.C., 1970, c. F-2), dans le cas où il n'a contracté aucun emprunt ou ne s'est vu accorder aucune subvention à titre d'aspirant-agriculteur ou de particulier dont l'agriculture n'est pas la principale occupation en vertu de l'une ou l'autre des 6 lois précitées ;

d) le fait que la Société ait consenti un prêt à un tel particulier et que ce dernier ait soumis, conformément au paragraphe 1 de l'article 35 de la Loi sur le crédit agricole

(S.R.C., 1970, c. F-2 et mod.), un plan d'opérations agricoles approuvé ensuite par la Société et qu'il se soit engagé à le suivre fera considérer comme remplies les conditions imposées à un aspirant-agriculteur en vertu des paragraphes *a* et *b* de l'article 16 du Règlement d'application de la Loi sur le crédit agricole (c. C-75, r.1) ;

e) ce particulier doit aussi fournir à l'Office, dans les 60 jours de la date du premier déboursement du prêt, lorsque ce prêt a été sollicité pour s'établir sur une ferme, la preuve qu'il a adhéré, avant la date de la conclusion du prêt, à un programme de productivité approuvé par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation au moyen d'une attestation à cet effet dûment signée par un représentant autorisé du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ;

f) ce particulier doit produire à l'Office, par courrier recommandé ou certifié, une déclaration solennelle énonçant qu'il fait de l'agriculture sa principale occupation ainsi que la date à laquelle il a commencé à le faire, au plus tard dans les 30 jours de l'expiration du délai prévu au paragraphe *c*, cette déclaration pouvant être produite en tout temps avant ce délai si ce particulier a commencé à faire de l'agriculture sa principale occupation avant ce délai.

9. La différence d'intérêt visée à l'article 7 n'est calculée qu'à compter du premier versement semi-annuel et payable qu'à compter du deuxième versement semi-annuel suivant la date de réception par l'Office de la déclaration du particulier prévue au paragraphe *f* de l'article 8, pourvu que ce dernier ait fait de l'agriculture sa principale occupation dans le délai prévu au paragraphe *c* du même article et que l'Office ait obtenu la preuve de ce fait soit simplement au moyen de cette déclaration, soit par tout autre moyen additionnel que peut requérir l'Office.

10. L'Office n'est pas autorisé à payer la différence d'intérêt sur les prêts visés au deuxième alinéa de l'article 3 et au deuxième alinéa de l'article 5 de la Loi, consentis à compter du 1^{er} novembre 1975, sur les soldes de ces prêts ou les parties de ces prêts, selon le cas, lorsque et durant la période où les prêts équivalents que peut consentir l'Office, les soldes de tels prêts ou les parties de tels prêts sont assujettis, aux articles 11b ou 11c du Règlement concernant la Loi du crédit agricole tels qu'ils se lisaient avant le 1^{er} mai 1981.

11. Cependant, ces articles 11b et 11c, tels qu'ils se lisaient avant le 1^{er} mai 1981, cessent, à compter de cette date, de s'appliquer aux prêts mentionnés à l'article 10, aux soldes de tels prêts ou aux parties de tels prêts, selon le cas, et, à compter de la même date, l'article 11 de ce règlement, tel qu'approuvé par le décret 931-81, du 26 mars

1981, s'applique à ces prêts, aux soldes de ces prêts ou aux parties de ces prêts, selon le cas.

12. L'Office du crédit agricole du Québec est également autorisé à assumer, avant le 1^{er} janvier 1970, selon les conditions déterminées par la Loi, jusqu'à concurrence de 3 000 \$, le 1/3 de la dette envers la Société du crédit agricole des emprunteurs ayant obtenue de cette dernière, après le 1^{er} mai 1962, un prêt semblable à un prêt d'établissement de l'Office du crédit agricole du Québec.

A.C. 4786-75 du 29.10.75

A.C. 2731-78 du 30.08.78

D. 932-81 du 26.03.81



c. P-21, r.1

Règlement sur les bourses de l'enseignement supérieur du ministère de l'Éducation

Loi sur les prêts et bourses aux étudiants
(L.R.Q., c. P-21, a. 7)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte ne leur attribue un sens différent, on entend par :

a) « bourse » ou « bourse de l'enseignement supérieur » : l'aide pécuniaire accordée en vertu d'un programme de bourses de l'enseignement supérieur faisant l'objet du présent règlement ;

b) « boursier » : le candidat, auquel l'octroi d'une bourse a été consenti par le ministre ;

c) « candidat » : une personne physique qui soumet une demande de bourse, conformément au règlement ;

d) « concours » : le mode d'évaluation et de sélection des dossiers de candidature établi pour désigner au mérite les candidats éligibles ;

e) « demande » : la demande écrite faite par un candidat sur la formule prescrite par le ministre en vue d'obtenir une bourse ;

f) « DGES » : la Direction générale de l'enseignement supérieur du ministère de l'Éducation ;

g) « durée du programme » : période de temps comprise dans la « durée d'attribution » et pendant laquelle le boursier doit poursuivre le programme d'études, de recherches ou de travaux pour lequel une bourse lui a été octroyée ;

h) « jury » : désigne un jury de sélection ou le comité interne d'admissibilité ;

i) « MEQ » ou « ministère » : le ministère de l'Éducation ;

j) « ministre » : le ministre de l'Éducation ;

k) « durée d'attribution » : période limite de temps, s'étendant entre 2 dates extrêmes, pendant laquelle la bourse doit être utilisée ;

l) « règlement » : le présent règlement.

2. Application : Le règlement s'applique aux bourses accordées chaque année par le ministre, en vertu des programmes prévus à la section II ; il ne vise en aucun cas les bourses régies par la Loi sur les bourses pour le personnel enseignant (L.R.Q., c. B-7).

Les dispositions générales de la présente section s'appliquent à toutes les catégories de bourses et de concours, sous réserve des dispositions particulières de la section II.

3. Octroi des bourses : Les bourses de l'enseignement supérieur sont accordées par le ministre, conformément au règlement, pour permettre aux bénéficiaires de suivre un programme de formation ou de perfectionnement, dans la discipline de leur choix, par des études ou des travaux de recherches à plein temps ou à temps partiel, dans un milieu de travail ou dans une institution d'enseignement ou de recherche du Québec.

Cependant, le ministre a la faculté d'approuver la poursuite d'un programme de formation ou de perfectionnement dans toute institution située hors du Québec si les conditions particulières d'attribution de telle catégorie de bourses le permettent.

4. Attribution au mérite : Toute bourse accordée par le ministre est attribuée au mérite par voie de concours. En présentant sa demande, le candidat doit mettre en évidence son mérite et indiquer les raisons pour lesquelles il postule une bourse et croit la mériter.

5. Critères de sélection : Compte tenu des exigences propres à chaque programme de bourses, les critères généraux de sélection des candidats sont les suivants :

a) l'excellence des livrets scolaire et universitaire ;

b) s'il y a lieu, la qualité et la pertinence de l'expérience professionnelle acquise par le candidat et attestée par son employeur ;

c) l'intérêt du projet d'études, de recherches ou de stage et l'orientation générale du plan de carrière du candidat ;

d) les capacités du candidat de mener son projet d'études à bonne fin ;

e) la pertinence du projet du candidat et de l'orientation de sa carrière par rapport aux besoins prioritaires du Québec ;

f) l'institution ou le centre de recherches choisi par le candidat ainsi que l'équipe de recherche dont il fait ou fera partie.

6. Demande de bourse : Quiconque veut obtenir une bourse doit remplir la formule d'inscription officielle prévue à cette fin, quelle que soit la bourse qu'il sollicite.

7. Inscription : La formule d'inscription prescrite pour chaque concours doit être mise à la disposition des candidats vers le 15 décembre de chaque année.

Un candidat ne peut s'inscrire qu'à un seul des concours prévu à la section II sauf lorsque les dispositions particulières d'un concours le permettent.

8. Date de dépôt des demandes : À moins qu'une autre date ne soit fixée dans les dispositions particulières d'un concours, la date limite pour faire parvenir la formule d'inscription à la DGES est fixée au 31 janvier de chaque année dans le cas d'une nouvelle demande et au 1^{er} mars dans le cas d'une demande de renouvellement.

9. Admissibilité :

Pour être admis à concourir, un candidat doit à la date limite fixée pour le dépôt d'une demande de bourse :

- a) être citoyen canadien ou être résident permanent au sens de la Loi sur l'immigration de 1976 (S.C., 1976-77, c. 52) ;
- b) avoir un statut de résident du Québec conforme au deuxième ou au troisième alinéa ;
- c) dans tous les cas, être domicilié au Québec depuis au moins 1 an ;
- d) détenir un diplôme ou un certificat conforme aux exigences du programme de bourses et au concours auquel il s'inscrit ;
- e) envoyer à la DGES la formule d'inscription dûment remplie ainsi que tout autre document requis.

Un candidat détient le statut de résident du Québec lorsque, au moment de sa demande de bourse, il a acquis ce statut par 12 mois consécutifs de résidence principale au Québec, à l'exclusion du temps consacré à la poursuite d'études à temps plein dans une institution d'enseignement.

Le résident permanent qui ne possède pas le statut de résident d'une province canadienne est réputé détenir le statut de résident du Québec :

- i. s'il détient un certificat de sélection du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec ou s'il a été admis au Canada en tant que résident per-

manent suite à une demande présentée avant le 31 mars 1979 ;

- ii. s'il a sa résidence principale au Québec ;

- iii. s'il fournit une copie du certificat de sélection qu'il détient et de la formule de résidence permanente.

Les candidats qui bénéficient d'un congé sabbatique ou d'un congé d'études avec traitement ne sont cependant pas admissibles aux programmes de bourses établis par le présent règlement.

10. Constitution du dossier : Le dossier des pièces à déposer comprend la formule d'inscription officielle, qu'il s'agisse d'une demande ou d'un renouvellement de bourse, à laquelle doivent être jointes toutes les pièces nécessaires, notamment : livrets scolaire et universitaire, attestations officielles d'études, certificats et diplômes, lettres confidentielles d'appréciation ou d'attestation d'expérience et autres documents pertinents tels que le curriculum vitae.

11. Traduction : Tout document versé au dossier doit être accompagné d'une traduction certifiée conforme, s'il est rédigé dans une langue autre que le français ou l'anglais.

12. Concours : Les bourses sont accordées par voie de concours permettant de faire l'évaluation et le classement de tous les candidats inscrits à un même programme de bourses.

13. Sélection : Chaque concours est présidé par un jury de sélection ou par le comité d'admissibilité qui remplit d'office le rôle du jury de sélection pour le renouvellement de bourses.

1) Jury :

a) **Composition :** Le jury comprend au moins 3 personnes. Ce jury est composé majoritairement d'universitaires auxquels peuvent se joindre, selon le cas, des représentants du milieu des affaires et de l'administration publique. Ces personnes sont nommées par le ministre à même une liste constituée et tenue à jour par la DGES.

b) **Fonctions :** Le jury a pour fonctions, conformément au règlement et selon les conditions particulières à chaque concours, de faire l'évaluation des dossiers des candidats et de les classer par ordre de mérite. Il soumet ses recommandations au ministre.

2) Comité d'admissibilité :

a) **Composition :** Le comité d'admissibilité comprend au moins 3 membres désignés par le ministre parmi les fonctionnaires du MEQ.

b) Fonctions :

i. le comité d'admissibilité a pour fonction de vérifier la recevabilité des demandes, de les classer par catégories selon les concours et les disciplines, et, le cas échéant, d'acheminer les dossiers et candidature aux jurys ;

ii. dans le cas de renouvellement de bourses, le comité exerce les fonctions de jury, mais il doit soumettre ses recommandations au comité consultatif.

14. Choix des boursiers : Avant d'être soumises au ministre, les recommandations des jurys sont revues par un comité consultatif composé des présidents de différents jurys et dont le quorum est établi à au moins 3 membres.

15. Nombre de bourses : Le ministre détermine chaque année, compte tenu de l'article 18, le nombre de bourses pour chaque concours. Il les attribue par priorité aux candidats dont le renouvellement des bourses a été recommandé par le jury, puis aux candidats apparaissant sur une liste officielle dressée par la DGES, conformément aux recommandations du jury et du comité consultatif.

16. Décision du ministre : La décision du ministre est notifiée aux candidats par avis écrit de la DGES vers le 15 mai de chaque année. Les notations, appréciations et commentaires de chaque membre des jurys sont strictement confidentiels et ne sont pas communiqués aux candidats.

17. Acceptation de la bourse :

1) Dans les 30 jours de l'avis prévu à l'article 16, le candidat admis à bénéficier d'une bourse doit notifier à la DGES son acceptation en utilisant la formule officielle prévue à cette fin. Ce délai peut être étendu par le ministre en raison des circonstances exceptionnelles suivantes, dont la preuve incombe au candidat :

- a) non-réception de l'avis d'octroi de la bourse ;
- b) impossibilité pour le boursier de prendre connaissance de cet avis et d'y donner suite dans le délai prévu de 30 jours.

2) Aucun versement de bourse n'est effectué ou adressé au candidat, à moins que la formule officielle d'acceptation n'ait été remplie et remise à la DGES dans les délais requis.

18. Redistribution de bourses : Les montants provenant des bourses non acceptées, des bourses non octroyées en raison du nombre insuffisant de candidats dans un concours, ou provenant des crédits déclarés excédentaires par suite du cumul de revenus par les boursiers peuvent être accordés aux candidats dont les noms figurent sur la liste d'attente.

19. Révision : Il n'y a pas de session de révision visant à remettre en question la décision du jury ; celle-ci est sans appel.

20. Renouvellement :

1) Le renouvellement d'une bourse n'est accordé que si le boursier, au témoignage de son directeur de travaux ou de thèse, donne satisfaction dans ses études ou ses recherches.

2) Un candidat ne peut bénéficier de plus de 2 bourses de maîtrise, de 3 bourses de doctorat ou de 2 bourses de niveau post-doctoral. Par contre, dans le cas des concours A-3 et C-1, les dispositions particulières à ces concours sont toujours applicables. De plus, la DGES doit tenir compte du régime pédagogique de certaines institutions en ce qui concerne les sessions d'études.

3) Un boursier qui obtient le renouvellement d'une bourse continue d'être assujéti aux conditions qui prévalaient au moment de l'octroi de cette bourse tout en bénéficiant des conditions du présent règlement qui lui seraient plus avantageuses.

4) Le renouvellement d'une bourse ne peut être fait qu'aux conditions du règlement en vigueur au moment de l'octroi de cette bourse.

21. Modification du programme approuvé : Les bourses ne sont pas transférables d'un programme à un autre ; de plus, le boursier ne peut modifier son programme de travail, d'études ou de recherches, ni changer d'institution, sans autorisation préalable du ministre.

Toute dérogation au présent article sans cette autorisation est passible des sanctions prévues à l'article 32.

22. Durée d'attribution :

1) La période durant laquelle le boursier peut bénéficier de sa bourse s'étend du 1^{er} septembre d'une année au 31 août de l'année suivante ; toutefois, moyennant l'approbation du ministre, il est possible d'étendre la durée d'attribution du 1^{er} mai d'une année au 31 août de l'année suivante.

2) Pour les bourses à temps partiel, la durée d'attribution est déterminée en fonction du programme d'études approuvé lors de l'octroi de ces bourses.

3) Toute bourse doit être utilisée au cours de la durée prescrite pour son attribution.

23. Cumul de bourses : Sauf dans le cas des concours A-1, B-3 et D-1, un boursier peut accepter une autre bourse, pourvu qu'elle ne provienne pas d'un organisme ou d'un autre ministère du Gouvernement du Québec.

Dans le calcul des revenus admissibles, la DGES considère le montant entier de la bourse reçue par le boursier, peu importe le moment où ce dernier effectue ses sessions d'études ou de recherches.

24. Revenu d'emploi : Quel que soit le programme de bourses auquel est inscrit le boursier, aucun compte n'est tenu, dans le calcul de son revenu, de la rémunération qu'il perçoit pour un travail accompli en dehors de la période où il effectue ses sessions d'études ou de recherches.

Le montant des revenus d'emploi à temps partiel pendant la période où le boursier effectue ses sessions d'études ou de recherches ne doit pas dépasser, sous réserve des conditions particulières des concours A-1, A-2, A-4, B-4, C-1 et C-2, 4 000 \$ au niveau de la maîtrise, 6 000 \$ au niveau du doctorat et 5 000 \$ au niveau post-doctoral.

25. Revenus admissibles (bourses et revenus d'emploi) : Dans tous les cas, le boursier doit informer la DGES des sommes qu'il gagne ou qu'il reçoit d'autres sources pendant la durée d'attribution de la bourse.

Sous réserve des conditions particulières des concours A-1, A-2, A-4, B-4, C-1 et C-2, le montant des revenus admissibles ne doit en aucun cas dépasser 4 000 \$ au niveau de la maîtrise, 6 000 \$ au niveau du doctorat et 5 000 \$ au niveau post-doctoral. Le cas échéant, la bourse est amputée de tout excédent.

26. Dispositions bancaires : Le boursier doit indiquer le nom de la banque ou de la caisse populaire située au Québec, avec laquelle il fait affaire en utilisant la formule prévue, et joindre celle-ci à la formule d'acceptation de la bourse.

27. Bourses d'études à temps partiel : À l'exception du concours A-3, les bourses d'études à temps partiel ne couvrent que les dépenses suivantes :

a) **Frais d'inscription et de scolarité :** Les frais d'inscription et de scolarité, sauf les frais d'admission et d'étude de dossier.

b) **Frais de séjour :** Allocation de 50 \$ par semaine au boursier qui s'inscrit à plein temps à une session d'été ou qui participe à un stage, lorsque la distance du lieu où il enseigne au lieu où se donnent les cours ou se déroulent les stages est supérieure à 80 kilomètres.

c) **Frais de déplacement :**

i. une indemnité est accordée au boursier qui est domicilié à plus de 25 kilomètres du lieu où se donnent les cours où se déroulent les stages. Cette allocation est de 0,07 \$ par kilomètre, à partir du 26^e kilomètre ; ce tarif prend effet à compter du 1^{er} janvier 1978 ;

ii. le coût d'un trajet (aller-retour) est remboursé au boursier qui, pendant la session d'été, suit un cours ou participe à un stage, dans une institution ou une entreprise située à plus de 80 kilomètres de son domicile ;

iii. aux termes du présent règlement, on considère que le domicile du boursier se trouve au lieu où il enseigne.

d) **Pièces justificatives :** Dans tous les cas où la bourse consiste dans le paiement de frais de scolarité, de déplacement, de séjour, ou autres dépenses admissibles, le remboursement n'est effectué que sur production de pièces justificatives (factures acquittées et attestations officielles d'études avec au minimum la mention « passable ») requises pour chaque concours.

28. Bourses d'études à plein temps :

1) **Définition :** On entend par bourses d'études à plein temps, la bourse qui est accordée pour la poursuite d'un programme de formation ou de perfectionnement pendant une année universitaire complète c'est-à-dire, sauf en ce qui concerne le concours B-3, constituée de 2 sessions d'environ 4 mois chacune.

2) **Durée d'attribution :** La durée d'attribution d'une bourse d'études à plein temps peut, conformément à l'article 22, s'étendre du 1^{er} mai d'une année au 31 août de l'année suivante.

3) **Sessions d'études :** Un boursier peut répartir son programme d'études sur 2 sessions non consécutives, mais comprises dans la durée d'attribution de sa bourse ; il peut même s'inscrire à 3 sessions d'études pendant cette période ; toutefois, la troisième session ne peut donner droit à un versement de bourse qu'à la condition qu'elle fasse partie d'un renouvellement de bourse conforme au présent règlement.

La bourse du concours B-3 est valable pour 3 sessions d'études et la troisième session ne doit pas faire partie d'un renouvellement de bourse.

4) **Versement :** Le montant de la bourse est forfaitaire et déterminé par les conditions particulières du concours ;

il est payable en 2 versements égaux dans les 60 jours de chaque demande de versement.

Le montant de la bourse du concours B-3 est soumis aux mêmes conditions, mais il est payable en 3 versements égaux dans les 60 jours de chaque demande de versement.

5) **Demande de versements** : Pour percevoir une partie de sa bourse, l'étudiant doit remplir la formule officielle prévue à cette fin et faire certifier :

a) qu'il est dûment inscrit à l'établissement qu'il doit fréquenter ; et

b) qu'il se consacre au programme d'études, de recherches ou de perfectionnement pour lequel la bourse lui a été accordée.

29. Changement d'adresse : Le boursier doit avertir la DGES de tout changement d'adresse en utilisant la formule prescrite à cette fin.

30. Rapport du boursier : Dans les 3 mois de l'expiration de la durée d'attribution de la bourse, le boursier doit fournir à la DGES un rapport, en utilisant la formule prévue à cette fin, de même qu'une attestation d'études (relevé de notes).

31. Responsabilité : Le ministre n'encourt juridiquement aucune obligation ou responsabilité autre que celle du paiement de la bourse conformément au règlement.

32. Sanctions de l'inobservation des conditions : L'acceptation d'un candidat et l'attribution d'une bourse sont subordonnées au respect du présent règlement. En conséquence, le ministre peut retenir et annuler tout ou partie d'un versement de bourse, ou déclarer tout candidat ou boursier déchu de son droit à une bourse, lorsque ces derniers font sciemment une fausse déclaration en vue d'obtenir une bourse, ou enfreignent les conditions des concours auxquels ils s'inscrivent ou refusent de se conformer au présent règlement.

Dès que le candidat ou le boursier pris en défaut est avisé par le ministre de la perte de son droit, il doit remettre les sommes dues en conséquence au ministère, aux conditions convenues avec le ministre ; à défaut, la totalité des sommes versées par le gouvernement en vertu de la bourse octroyée doit être remboursée par le boursier, payable, sans autre avis, à l'ordre du ministre des Finances du Québec.

SECTION II PROGRAMME DE BOURSES

33. Le programme de bourses de l'enseignement supérieur est constitué de diverses catégories de bourses dont les conditions d'obtention sont décrites ci-après.

BOURSES DE CATÉGORIE A

Bourses de formation et de perfectionnement professionnels

34. Concours A-1 : BOURSES « JEUNES ADMINISTRATEURS » MAÎTRISE EN ADMINISTRATION DES AFFAIRES (M.B.A.) OU DOCTORAT EN ADMINISTRATION

1) Objectifs du programme :

a) doter les petites et moyennes entreprises d'administrateurs qualifiés ;

b) aider les jeunes administrateurs à parfaire leur formation en fonction de leurs besoins et de ceux des petites et moyennes entreprises.

2) Valeur des bourses : 8 000 \$.

3) **Autres sources de revenus** : Le montant de la bourse accordée pourra être complété par une quote-part de l'établissement employeur, au gré de la direction de cet établissement, pourvu que la DGES en soit informée.

Il n'y a pas de limite imposée aux revenus du boursier ; toutefois, le montant de la bourse et de la quote-part de l'employeur ne doit pas dépasser le salaire annuel que recevrait le boursier, s'il travaillait à plein temps.

Aucun cumul de bourse n'est permis.

4) Admissibilité : Un candidat doit :

a) posséder un diplôme de 1^{er} ou de 2^e cycle en administration ou être jugé apte à suivre un programme de maîtrise en administration des affaires (M.B.A.) ou de doctorat en administration dans une université du Québec ;

b) posséder, à la date limite fixée pour le dépôt de sa demande, 2 années d'expérience dans un poste de cadre ;

c) se consacrer à plein temps à son programme d'études pendant toute la durée de la bourse ; et

d) remplir les autres conditions prévues par l'article 9.

5) Conditions d'attribution :

a) **Lieu d'études** : Les bourses « Jeunes administrateurs » ne sont accordées que pour des études ou des re-

cherches faites dans une université ou un centre de recherches du Québec.

Toutefois, sur recommandation formelle du jury, des bourses pourront être accordées pour des études hors du Québec, dans le cas de programmes qui n'y existent pas.

b) **Durée d'attribution** : Ces bourses sont valables pour une année universitaire qui peut se situer entre le 1^{er} mai d'une année et le 31 août de l'année suivante, selon le régime pédagogique adopté par les institutions. Elles doivent être utilisées au cours de la période pour laquelle elles ont été accordées et ne peuvent être reportées à l'année suivante.

c) **Modification du programme** : Accordées dans le cadre du programme « Jeunes administrateurs », ces bourses ne peuvent être appliquées à un autre programme ou à une autre université ; toutefois, la DGES pourra autoriser un changement d'institution pourvu que le boursier s'inscrive, dans cette institution, à un programme équivalent.

6) Sélection des candidats :

a) **Jury** : Le mode de sélection des boursiers consiste en un concours provincial. Les dossiers de candidature sont étudiés par un jury comprenant des personnalités provenant du milieu des affaires, de l'administration publique et des universités. La DGES soumet au ministre de l'Éducation les recommandations du jury. Ces recommandations sont sans appel.

b) **Critères de sélection** : Les candidats sont jugés selon les critères suivants :

- i. la qualité et la pertinence de l'expérience professionnelle attestées par le ou les employeurs ;
- ii. les capacités du candidat à mener son projet d'études à bonne fin ;
- iii. l'excellence des livrets scolaire et universitaire ;
- iv. le plan de carrière dans la petite et moyenne entreprise.

La priorité est accordée aux candidats de moins de 40 ans.

c) **Entrevue** : Les candidats peuvent être requis de se présenter en personne pour une entrevue devant le jury. Dans ce cas, ils en seront avisés au préalable.

7) Constitution du dossier (1^{re} demande) :

a) toute demande de bourse doit être faite en remplissant la formule officielle prévue à cette fin et soumise à la DGES au plus tard à la date prévue à l'article 8 ;

b) les candidats qui soumettent une demande de bourse pour une première année d'études doivent s'assurer que seront jointes à la formule les pièces suivantes :

i. relevés officiels de leur livret universitaire complet (3 années de 1^{er} cycle) ;

ii. les attestations officielles (relevés de notes) pour les études (cours ou programme) faites au niveau du 2^e cycle universitaire, le cas échéant ;

iii. une lettre de leur dernier employeur ; cette lettre devra faire état des années d'expérience des candidats et des fonctions qu'ils ont occupées ;

iv. 2 lettres de répondants choisis par le candidat ;

c) les candidats qui soumettent une première demande de bourse mais qui ont terminé une première année de maîtrise en administration des affaires ou qui sont en voie de le faire, ou encore une 1^{re} ou 2^e année de doctorat en administration, doivent s'assurer que seront jointes à la formule les pièces suivantes :

i. toutes celles énumérées au sous-paragraphe a ;

ii. de plus, ils doivent fournir une attestation officielle d'études (relevé de notes) pour la première session de l'année en cours.

8) Constitution du dossier (renouvellement) :

a) une bourse peut être renouvelée si le boursier poursuit ses études à la satisfaction des autorités de l'université ;

b) toute demande de renouvellement doit être soumise à la DGES au plus tard à la date prévue à l'article 8 ;

c) le boursier doit soumettre une demande de renouvellement en remplissant en entier la formule destinée à cette fin, en ayant soin d'y joindre les pièces suivantes :

i. un rapport détaillé d'un professeur ou du directeur de travaux attestant que le boursier fait des progrès satisfaisants ;

ii. un livret universitaire pour la première session de l'année en cours.

9) **Inscription facultative** : Les candidats qui s'inscrivent au concours A-1 peuvent également s'inscrire au concours B-1 et B-2 ; ils doivent toutefois soumettre un dossier de candidature complet pour chaque concours.

10) **Engagement** : Pour bénéficier d'une bourse, tout candidat doit s'engager par écrit à travailler, pendant 2 ans après la fin de ses études, pour une petite ou moyenne entreprise (PME) du Québec.

Le boursier qui ne se conforme pas à son engagement est tenu de rembourser une partie de sa bourse. Le montant qu'il doit rembourser est établi en fonction du nombre de

moins pendant lesquels il s'est conformé à son engagement. Toutefois, il ne peut dépasser la différence entre la valeur des bourses reçues et celles d'un même nombre de bourses des concours B-1 ou B-2, selon le cas.

Le barème utilisé est le suivant :

<i>Nombre de mois</i>	<i>Proportion remboursable</i>
moins de 6 mois	100%
6 mois	75%
12 mois	50%
18 mois	25%
24 mois	aucun remboursement

En cas de décès, l'obligation de rembourser s'éteint.

35. Concours A-2 : BOURSES D'ÉTUDES OU DE RECHERCHES DANS LE DOMAINE DES TRANSPORTS

1) **Objectifs et valeur des bourses :** Des bourses de maîtrise ou de doctorat d'une valeur respective de 6 000 \$ et de 8 000 \$ chacune sont offertes en vue de favoriser les études ou les recherches dans le domaine des transports.

Une indemnité supplémentaire, couvrant les frais de scolarité excédant 600 \$, sera accordée sur présentation des reçus officiels émis par l'université.

Un intérêt particulier pourra être accordé aux projets d'études ou de recherches concernant les préoccupations suivantes : l'économie des transports, la sécurité routière, le transport urbain, l'innovation technologique et l'économie de l'énergie en transport.

2) Admissibilité :

a) **Catégories d'étudiants :** Sont admissibles les étudiants qui, au moment d'entrer en possession de leur bourse, seront en mesure d'établir qu'ils sont inscrits à un programme de maîtrise à plein temps, ainsi que les titulaires d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent qui, au moment de recevoir leur bourse, seront en mesure d'établir qu'ils sont inscrits à plein temps à un programme de doctorat ou d'un grade équivalant à un doctorat délivré par une université québécoise.

Les candidats qui bénéficient d'un congé sabbatique ou d'un congé d'études avec traitement ne sont pas admissibles à ce concours.

Les candidats qui s'inscrivent au concours A-2 peuvent également s'inscrire au concours B-1. Ils doivent présenter un dossier complet pour chacun de ces concours.

b) **Citoyenneté et résidence :** Les candidats doivent, à la date limite fixée pour le dépôt d'une demande de bourse, remplir les conditions prévues par l'article 9.

3) Conditions d'attribution :

a) Lieu d'études ou de recherches :

i. **Maîtrise :** Les bourses de maîtrise ne sont accordées que pour des études ou des recherches faites dans une université ou un centre de recherches du Québec.

Toutefois, sur recommandation formelle du jury, des bourses pourront être accordées pour des études hors du Québec, dans le cas de programmes qui n'y existent pas.

ii. **Doctorat :** Les bourses de doctorat sont accordées pour des études ou des recherches faites dans une université ou un centre de recherches du Canada de préférence ; elles pourront être accordées pour des études poursuivies dans une institution située hors du Canada, lorsque le candidat pourra fournir des motifs sérieux qui justifient le choix d'une telle institution.

Le candidat qui est résident permanent au sens de la Loi sur l'immigration de 1976 (S.C., 1976-77, c. 52) n'est pas admissible à une bourse pour des études hors du Canada, à moins qu'il ne soit titulaire d'une maîtrise obtenue au Canada.

b) **Durée d'attribution :** Ces bourses sont valables pour une période de 12 mois, généralement à compter du 1^{er} septembre de chaque année. Cependant, pour des raisons valables, la durée d'attribution des bourses peut se situer entre le 1^{er} mai d'une année et le 31 août de l'année suivante. Elles doivent être utilisées au cours de la période pour laquelle elles ont été accordées et ne peuvent être reportées à l'année suivante.

c) **Programme d'études :** Accordées pour un concours particulier (A-4), ces bourses ne peuvent être appliquées à un autre programme ou à une autre université : toutefois, la DGES peut autoriser un changement d'institution, pourvu que le boursier poursuive un programme équivalent.

d) **Revenus admissibles (bourses et revenus d'emploi) :** Le montant des revenus admissibles du boursier, soit les autres bourses et les revenus d'emploi qu'il reçoit, ne doit en aucun cas dépasser le montant de sa bourse et, le cas échéant, celle-ci sera amputée de tout excédent.

4) **Critères de sélection :** La sélection des candidats est faite par un jury qui soumet ses recommandations au ministre. Les principaux critères de sélection sont :

- a) l'excellence des livrets scolaires et universitaires ;
- b) les témoignages d'appréciation des répondants ;

c) la qualité du projet d'études ou de recherches et son intérêt pour le Québec.

5) **Dépôt des demandes :** Les demandes de bourses doivent être faites en remplissant la formule officielle prévue à cette fin et soumises à la DGES au plus tard à la date prévue à l'article 8.

6) **Constitution du dossier (1^{re} demande) :**

a) **Maîtrise :**

i. les candidats qui soumettent une demande de bourse et qui terminent leur troisième année d'études au 1^{er} cycle doivent s'assurer que sont jointes à la formule de demande les pièces suivantes :

A) les relevés officiels de leur livret universitaire pour les 2 premières années du baccalauréat ;

B) une attestation officielle d'études (relevé de notes) pour la première session de l'année en cours ;

C) 2 lettres d'appréciation de répondants choisis par les candidats ;

ii. les candidats qui ont terminé le 1^{er} cycle universitaire ou qui ont commencé en septembre leur première année de maîtrise doivent s'assurer que sont jointes à la formule de demande les pièces suivantes :

A) les relevés officiels de leur livret universitaire pour leurs 3 années d'études au 1^{er} cycle et une attestation officielle d'études pour la première session de l'année en cours, le cas échéant ;

B) une photocopie du diplôme obtenu ;

C) 2 lettres d'appréciation de répondants choisis par les candidats.

Aucune autre lettre n'est versée au dossier.

b) **Doctorat :**

i. les candidats qui soumettent une demande de bourse et qui terminent leur programme de maîtrise doivent s'assurer que sont jointes à la formule de demande les pièces suivantes :

A) les relevés officiels de leur livret universitaire pour leurs 4 dernières années d'études, soit les 3 années du baccalauréat et la première année de la maîtrise ;

B) une attestation officielle d'études (relevé de notes) pour la première session de l'année en cours ;

C) 2 lettres d'appréciation de répondants choisis par les candidats ;

ii. les candidats qui ont terminé le 2^e cycle universitaire doivent s'assurer que sont jointes à la formule de demande les pièces suivantes :

A) les relevés officiels de leur livret universitaire pour leurs études de maîtrise et de baccalauréat ;

B) 2 lettres d'appréciation de répondants choisis par les candidats.

Aucune autre lettre n'est versée au dossier ;

iii. les candidats qui ont terminé une année de doctorat doivent s'assurer que sont jointes à la formule de demande les pièces suivantes :

A) les relevés officiels de leur livret universitaire pour leurs études de maîtrise et de baccalauréat ;

B) un document officiel (relevé de notes) attestant les études faites au niveau du doctorat, au moment de la présentation de la demande ;

C) 2 lettres d'appréciation de répondants choisis par les candidats.

7) **Constitution du dossier (renouvellement) :**

a) **Date de dépôt :** Toute demande de renouvellement doit être soumise à la DGES l'année suivante, avant le 1^{er} mars.

b) **Formule et pièces exigées :** Les boursiers doivent soumettre leur demande de renouvellement en remplissant la formule destinée à cette fin, et en s'assurant qu'y seront joints le rapport du directeur de travaux ou de recherches attestant que le boursier fait des progrès satisfaisants et une attestation d'études pour la dernière session d'études.

36. Concours A-3 : BOURSES D'ÉTUDES À TEMPS PARTIEL À L'INTENTION DES ADMINISTRATEURS DE PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) DU QUÉBEC

1) **Objectifs du programme :**

a) aider les petites et moyennes entreprises à se doter d'administrateurs qualifiés ;

b) et aider les administrateurs actuels des petites et moyennes entreprises à se perfectionner par des études ou des recherches à temps partiel.

2) **Valeur des bourses :**

a) 265 \$ par crédit obtenu au niveau de la maîtrise ;

b) 150 \$ par crédit obtenu au niveau du baccalauréat.

Pour la durée complète d'un programme de 60 crédits, un candidat peut recevoir un montant maximal de 16 000 \$.

3) **Conditions d'admissibilité :** Un candidat doit :

a) occuper, à la date limite fixée pour le dépôt de sa demande, un poste d'administrateur dans une petite et

moyenne entreprise au Québec depuis au moins 2 ans et, pendant ses études, continuer à travailler dans une telle entreprise ;

b) entreprendre ou poursuivre des études dans le cadre d'un programme agréé par le MEQ et conduisant à un diplôme de 1^{er} ou 2^e cycle ;

c) remplir les autres conditions prévues par l'article 9.

4) Conditions d'attribution :

a) **Lieu d'études :** Les bourses « Jeunes administrateurs » sont valables pour des études faites dans les universités du Québec et à l'Université d'Ottawa.

b) **Durée d'attribution :** Les bourses sont valables pour toute la durée du programme d'études du candidat ; ce dernier doit, en mai de chaque année, soumettre à la DGES des prévisions aussi exactes que possible concernant son programme d'études pour l'année universitaire suivante.

c) **Paiement de la bourse :** La bourse sera payée 60 jours après que la DGES aura reçu les pièces suivantes :

- i. attestation officielle d'études (minimum : mention « passable ») ; et
- ii. attestation de l'employeur certifiant que le candidat travaille toujours pour une petite et moyenne entreprise.

5) Sélection des candidats :

a) **Jury :** Le mode de sélection des boursiers consiste en un concours provincial. Les dossiers de candidature sont étudiés par un jury comprenant des personnalités provenant du milieu des affaires, de l'administration publique et des universités. La DGES soumet au ministre les recommandations du jury. Ces recommandations sont sans appel.

b) **Critères de sélection :** Les candidats sont jugés selon les critères suivants :

- i. la qualité et la pertinence de l'expérience professionnelle attestées par le ou les employeurs ;
- ii. les capacités du candidat à mener son projet d'études à bonne fin ;
- iii. l'intérêt du projet, compte tenu de l'orientation du plan de carrière du candidat et de l'objectif du programme ;
- iv. l'excellence des livrets scolaire et universitaire.

La priorité est accordée aux candidats de moins de 40 ans.

6) **Dépôt des demandes :** Les demandes de bourse doivent être faites en remplissant la formule officielle prévue à cette fin et soumises à la DGES au plus tard à la date prévue à l'article 8.

7) **Constitution du dossier :** Les candidats qui soumettent une demande de bourse doivent s'assurer que sont jointes à la formule de demande les pièces suivantes :

- a) les relevés officiels de leurs livrets scolaire et universitaire ;
- b) une lettre de leur dernier employeur ; cette lettre devra faire état des années d'expérience des candidats et des fonctions qu'ils ont occupées ;
- c) 2 lettres de répondants choisis par les candidats.

37. Concours A-4 : BOURSES D'ÉTUDES OU DE RECHERCHES DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE

1) **Objectifs :** Cherchant à accroître l'autonomie énergétique et à assurer le développement de l'économie et de l'emploi au Québec, ce concours vise à :

- a) former le personnel de recherche qui peut aider le Québec à développer de nouvelles techniques et méthodes énergétiques ;
- b) former le personnel qui peut choisir, adapter et gérer des techniques et méthodes énergétiques d'avant-garde ;
- c) former ces 2 types de personnel dans des domaines où de nouveaux spécialistes sont requis.

Les projets d'études ou de recherches des candidats peuvent porter sur tout aspect ayant trait à l'environnement ou aux dimensions techniques, organisationnelles et sociales de toute filière d'énergie nouvelle ou conventionnelle : l'exploitation d'une ressource, la conversion en une forme secondaire d'énergie, le stockage, le transport, l'utilisation et la gestion de l'énergie.

Le jury de sélection des boursiers tient compte du fait que certains domaines souffrent d'un retard dans la formation d'une quantité suffisante de main d'oeuvre, de même qu'il peut donner préférence aux projets portant sur des ressources, des techniques de transformation ou des utilisations qui favorisent la substitution des énergies importées de l'extérieur du Québec ou qui sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur le bilan énergétique.

2) **Valeur des bourses :** Des bourses de maîtrise ou de doctorat d'une valeur respective de 6 000 \$ et de 8 000 \$ chacune sont offertes en vue de favoriser le développement énergétique du Québec.

Une indemnité supplémentaire, couvrant les frais de scolarité excédant 600 \$ est accordée sur présentation des reçus officiels émis par l'université.

3) **Admissibilité :**

a) **Catégories d'étudiants :** Sont admissibles les étudiants qui, au moment d'entrer en possession de leur bourse, sont en mesure d'établir qu'ils sont inscrits à un programme de maîtrise à plein temps, ainsi que les titulaires d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent qui, au moment de recevoir leur bourse, sont en mesure d'établir qu'ils sont inscrits à plein temps à un programme de doctorat ou d'un grade équivalent à un doctorat délivré par une université québécoise.

Les candidats qui bénéficient d'un congé sabbatique ou d'un congé d'études avec traitement ne sont pas admissibles à ce concours.

Les candidats qui s'inscrivent au présent concours peuvent également s'inscrire à un autre concours. Ils doivent présenter un dossier complet pour chacun de ces concours.

b) **Citoyenneté et résidence :** Les candidats doivent, à la date limite fixée pour le dépôt d'une demande de bourse, remplir les conditions prévues par l'article 9.

4) **Conditions d'attribution :**

a) **Lieu d'études ou de recherches :**

i. **Maîtrise :** Les bourses de maîtrise ne sont accordées que pour des études ou des recherches faites dans une université ou un centre de recherches du Québec.

Toutefois, sur recommandation formelle du jury, des bourses peuvent être accordées pour des études hors du Québec, dans les cas de programmes qui n'y existent pas.

ii. **Doctorat :** Les bourses de doctorat sont accordées pour des études ou des recherches faites dans une université ou un centre de recherches du Canada de préférence ; elles peuvent être accordées pour des études poursuivies dans une institution située hors du Canada, lorsque le candidat peut fournir des motifs sérieux qui justifient le choix d'une telle institution.

Le candidat qui est résident permanent au sens de la Loi sur l'immigration de 1976 (S.C., 1976-77, c. 52) n'est pas admissible à une bourse pour des études hors du Canada, à moins qu'il ne soit titulaire d'une maîtrise obtenue au Canada.

b) **Durée d'attribution :** Les bourses sont valables pour 2 sessions d'études situées généralement entre le 1^{er} septembre et le 31 août suivant. Cependant, pour des raisons tenant à la nature du programme, la durée d'attribution des bourses peut être modifiée et se situer entre le 1^{er}

mai de l'année en cours et le 31 août de l'année suivante. Les bourses doivent être utilisées au cours de la période pour laquelle elles ont été accordées et ne peuvent être reportées à l'année suivante.

c) **Programme d'études :** Accordées pour un programme d'études particulier, ces bourses ne peuvent être appliquées à un autre programme d'études ou à une autre université ; toutefois, la DGES peut autoriser un changement d'institution, pourvu que le boursier poursuive un programme équivalent.

d) **Revenus admissibles (bourses et revenus d'emploi) :** Le montant des revenus admissibles du boursier, soit les autres bourses et les revenus d'emploi qu'il reçoit, ne doit en aucun cas dépasser le montant de sa bourse et, le cas échéant, celle-ci est amputée de tout excédent.

5) **Critères de sélection :** La sélection des candidats est faite par un jury qui soumet ses recommandations au ministre. Les principaux critères de sélection sont :

- a) l'excellence des livrets universitaires ;
- b) les témoignages d'appréciation des répondants ;
- c) la qualité du projet d'études ou de recherches et son intérêt pour le Québec.

Le candidat doit démontrer la finalité énergétique de son projet d'études ou de recherches.

6) **Dépôt des demandes :** Les demandes de bourse doivent être faites en remplissant la formule prévue à cette fin et soumise à la DGES au plus tard à la date prévue par l'article 8.

7) **Constitution du dossier (1^{re} demande) :**

a) **Maîtrise :**

i. les candidats qui soumettent une demande de bourse et qui terminent leur troisième année d'études au 1^{er} cycle doivent s'assurer que sont jointes à la formule les pièces suivantes :

A) les relevés officiels de leur livret universitaire pour les 2 premières années de baccalauréat ;

B) une attestation officielle d'études (relevé de notes) pour la première session de l'année en cours ;

C) 2 lettres d'appréciation de répondants choisis par les candidats ;

ii. les candidats qui ont terminé le 1^{er} cycle universitaire ou qui ont commencé en septembre leur première année de maîtrise doivent s'assurer que sont jointes à la formule les pièces suivantes :

A) les relevés officiels de leur livret universitaire pour leurs 3 années d'études au 1^{er} cycle et une attestation officielle d'études pour la première session de l'année en cours, le cas échéant ;

B) une photocopie du diplôme obtenu ;

C) 2 lettres d'appréciation de répondants choisis par les candidats.

Aucune autre lettre n'est versée au dossier.

b) Doctorat :

i. les candidats qui soumettent une demande de bourse et qui terminent leur programme de maîtrise doivent s'assurer que sont jointes à la formule de demande les pièces suivantes :

A) les relevés officiels de leur livret universitaire pour leurs 4 dernières années d'études, soit les 3 années du baccalauréat et la première année de la maîtrise ;

B) une attestation officielle d'études (relevé de notes) pour la première session de l'année en cours ;

C) 2 lettres d'appréciation de répondants choisis par les candidats ;

ii. les candidats qui ont terminé le 2^e cycle universitaire doivent s'assurer que sont jointes à la formule de demande les pièces suivantes :

A) les relevés officiels de leur livret universitaire pour leurs études de maîtrise et de baccalauréat ;

B) 2 lettres d'appréciation de répondants choisis par les candidats.

Aucune autre lettre n'est versée au dossier ;

iii. les candidats qui ont terminé une année d'études de doctorat doivent s'assurer que sont jointes à la formule de demande les pièces suivantes :

A) les relevés officiels de leur livret universitaire pour leurs études de maîtrise et de baccalauréat ;

B) un document officiel (relevé de notes) attestant les études faites au niveau du doctorat, au moment de la présentation de la demande ;

C) 2 lettres d'appréciation de répondants choisis par les candidats.

8) Constitution du dossier (renouvellement) :

a) **Date de dépôt :** Toute demande de renouvellement devra être soumise à la DGES l'année suivante, avant le 1^{er} mars.

b) **Formule et pièces exigées :** Les boursiers doivent soumettre leur demande de renouvellement en remplissant la formule destinée à cette fin, et en s'assurant qu'y sont

jointes le rapport du directeur de travaux ou de recherches attestant que le boursier fait des progrès satisfaisants et une attestation d'études pour la dernière session d'études.

BOURSES DE CATÉGORIE B

Bourses d'études et de recherches de 2^e ou de 3^e cycle et de niveau post-doctorat

38. Concours B-1 : BOURSES DE MAÎTRISE

1) **Objectifs :** Ces bourses visent à aider les meilleurs étudiants à entreprendre ou à poursuivre des études et des recherches de 2^e cycle. Toutes les disciplines y donnent droit, y compris les sciences de l'administration.

2) **Valeur des bourses :**

a) 5 000 \$;

b) le boursier, qui, sur recommandation du jury, se voit accorder une bourse de maîtrise pour des études poursuivies hors du Québec, dans les cas prévus au sous-paragraphe a du paragraphe 5, peut recevoir un montant équivalent aux frais de scolarité excédant 600 \$ sur présentation des reçus officiels émis par l'université.

3) **Autres revenus :** Le boursier doit consacrer tout son temps à la réalisation du programme énoncé dans sa demande. S'il accepte un emploi rémunéré, il doit en informer la DGES. Le boursier peut accepter une somme équivalente à sa bourse à condition que le directeur de département ou de travaux de recherches y consente et que cette activité n'entrave pas la bonne marche de ses travaux.

4) **Admissibilité :**

a) **Catégories d'étudiants :**

i. sont admissibles les étudiants qui, au moment d'entrer en possession de leur bourse, sont en mesure d'établir qu'ils sont inscrits à un programme de maîtrise (première ou deuxième année) à plein temps ;

ii. les candidats qui bénéficient d'un congé sabbatique ou d'un congé d'études avec traitement ne sont pas admissibles à ce programme.

b) **Citoyenneté et résidence :** Les candidats doivent, à la date limite fixée pour le dépôt d'une demande de bourse, remplir les conditions prévues par l'article 9.

5) **Conditions d'attribution :**

a) **Lieu d'études et de recherches :** Les bourses de maîtrise ne sont accordées que pour des études et des recherches faites dans une université du Québec. Toutefois, sur recommandation formelle du jury, les bourses peuvent être accordées pour études hors du Québec, dans les cas de programmes qui n'y existent pas.

b) **Durée d'attribution** : Ces bourses sont valables pour une période de 12 mois, généralement à compter du 1^{er} septembre de chaque année. Cependant, pour des raisons valables, la durée d'attribution des bourses peut se situer entre le 1^{er} mai d'une année et le 31 août de l'année suivante. Elles doivent être utilisées au cours de la période pour laquelle elles ont été accordées et ne peuvent être reportées à l'année suivante.

c) **Programme d'études** : Accordées pour un programme d'études particulier, ces bourses ne peuvent être appliquées à un autre programme d'études ou à une autre université ; toutefois, la DGES peut autoriser un changement d'institution, pourvu que le boursier poursuive un programme équivalent.

6) **Critères de sélection** : La sélection des candidats est faite par un jury qui soumet ses recommandations au ministre. Les principaux critères de sélection sont :

- a) l'excellence des livrets scolaire et universitaire ;
- b) les témoignages d'appréciation des répondants ;
- c) la qualité et l'intérêt du projet d'études ou de recherches.

7) **Dépôt des demandes** : Les demandes de bourse doivent être faites en remplissant la formule prévue à cette fin et soumises à la DGES au plus tard à la date prévue à l'article 8.

8) **Constitution du dossier (1^{re} demande) :**

a) les candidats qui soumettent une demande de bourse et qui terminent leur troisième année d'études au 1^{er} cycle doivent s'assurer que sont jointes à la formule de demande les pièces suivantes :

- i. les relevés officiels de leur livret universitaire pour les 2 premières années du baccalauréat ;
- ii. une attestation officielle d'études (relevé de notes) pour la première session de l'année en cours ;
- iii. 2 lettres d'appréciation de répondants choisis par les candidats ;

b) les candidats qui ont terminé le 1^{er} cycle universitaire ou qui ont commencé en septembre leur première année de maîtrise doivent s'assurer que sont jointes à la formule de demande les pièces suivantes :

- i. les relevés officiels de leur livret universitaire pour leurs 3 années d'études au 1^{er} cycle et une attestation officielle d'études pour la première session de l'année en cours, le cas échéant ;
- ii. une photocopie du diplôme obtenu ;
- iii. 2 lettres d'appréciation de répondants choisis par les candidats ;

iv. aucune autre lettre n'est versée au dossier.

9) **Constitution du dossier (renouvellement) :**

a) les bourses de maîtrise peuvent être renouvelées une fois, si les boursiers poursuivent leurs études à la satisfaction des autorités de l'université ;

b) toute demande de renouvellement doit être soumise à la DGES au plus tard à la date prévue à l'article 8 ;

c) le boursier doit soumettre sa demande de renouvellement en remplissant la formule destinée à cette fin, et en s'assurant qu'y sont jointes les pièces suivantes :

- i. attestation officielle d'études (relevé de notes) pour la première session de l'année en cours ;
- ii. un rapport détaillé d'un professeur ou du directeur de travaux attestant que le boursier fait des progrès satisfaisants.

39. Concours B-2 : BOURSES DE DOCTORAT

1) **Valeur des bourses :**

- a) 7 000 \$
- b) une indemnité supplémentaire est accordée couvrant les frais de scolarité excédant 600 \$, sur présentation des reçus officiels émis par l'université.

2) **Admissibilité :**

- a) **Candidats :**
 - i. ces bourses s'adressent aux titulaires d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent qui, au moment de recevoir leur bourse, sont en mesure d'établir qu'ils sont inscrits à plein temps à un programme de doctorat ou d'un grade équivalent à un doctorat délivré par une université québécoise ;
 - ii. les candidats qui bénéficient d'un congé sabbatique ou d'un congé d'études avec traitement ne sont pas admissibles à ce programme.

b) **Citoyenneté et résidence** : Les candidats doivent, à la date limite fixée pour le dépôt d'une demande de bourse, remplir les conditions prévues par l'article 9.

Les candidats qui sont résidents permanents au sens de la Loi sur l'immigration de 1976 (S.C., 1976-77, c. 52) ne sont pas admissibles à une bourse pour des études hors du Canada, à moins qu'ils ne soient titulaires d'une maîtrise obtenue au Canada.

3) **Conditions d'attribution :**

a) **Lieu d'études ou de recherches** : Les bourses de doctorat sont accordées pour des études ou des recherches faites dans une université ou un centre de recherches du Canada de préférence ; toutefois, elles peuvent être accor-

dées pour des études poursuivies dans une institution située hors du Canada, lorsque le candidat peut fournir des motifs sérieux qui justifient le choix d'une telle institution.

b) Durée d'attribution : Ces bourses sont valables pour une période de 12 mois. Toutefois, dans certains cas, la durée d'attribution des bourses peut se situer entre le 1^{er} mai d'une année et le 31 août de l'année suivante. Elles doivent être utilisées au cours de l'année pour laquelle elles ont été accordées et ne peuvent être reportées à l'année suivante.

c) Programme d'études ou de recherches : Accordées pour un programme d'études particulier, ces bourses ne peuvent être appliquées à un autre programme d'études ou à une autre université ; toutefois, la DGES peut autoriser un changement d'institution, pourvu que le boursier poursuivre un programme équivalent.

4) Critères de sélection : La sélection des candidats est faite par un jury qui soumet ses recommandations au ministre. Les principaux critères de sélection sont :

- a) l'excellence du livret universitaire ;
- b) les témoignages d'appréciation des répondants ;
- c) la qualité et l'intérêt du projet d'études ou de recherches et les objectifs à long terme que le candidat poursuit par son projet d'études ou de recherches.

5) Dépôt des demandes : Les demandes de bourse doivent être faites en remplissant la formule prévue à cette fin et soumises à la DGES au plus tard à la date prévue à l'article 8.

6) Constitution du dossier (1^{re} demande) :

a) les candidats qui soumettent une demande de bourse et qui terminent leur programme de maîtrise doivent s'assurer que sont jointes à la formule de demande les pièces suivantes :

- i. les relevés officiels de leur livret universitaire pour les 4 dernières années d'études (3 années du baccalauréat et 1^{re} année de maîtrise) ;
- ii. une attestation officielle d'études (relevé de notes) pour la première session de l'année en cours, si possible ;
- iii. 2 lettres d'appréciation de répondants choisis par les candidats ;

b) les candidats qui ont terminé le 2^e cycle universitaire doivent s'assurer que sont jointes à la formule de demande les pièces suivantes :

- i. les relevés officiels de leur livret universitaire pour les études de maîtrise et de baccalauréat ;
- ii. 2 lettres d'appréciation de répondants choisis par les candidats ;

iii. aucune autre lettre n'est versée au dossier ;

c) les candidats qui ont terminé une année d'études de doctorat doivent s'assurer que sont jointes à la formule de demande les pièces suivantes :

- i. les relevés officiels de leur livret universitaire pour les études de maîtrise et de baccalauréat ;
- ii. un document officiel (relevé de notes) attestant les études faites au niveau du doctorat, au moment de la présentation de la demande ;
- iii. 2 lettres d'appréciation de répondants choisis par les candidats.

7) Constitution du dossier (renouvellement) :

a) les bourses de doctorat peuvent être renouvelées pour une deuxième et troisième année, si les boursiers poursuivent leurs études à la satisfaction des autorités de l'université ;

b) toute demande de renouvellement doit être soumise à la DGES au plus tard à la date prévue à l'article 8 ;

c) le boursier doit soumettre sa demande de renouvellement en remplissant la formule destinée à cette fin, et en s'assurant qu'y sont jointes les pièces suivantes :

- i. le rapport du directeur de travaux ou de recherches attestant que le boursier fait des progrès satisfaisants ;
- ii. une attestation officielle d'études (relevé de notes) pour la dernière session d'études.

40. Concours B-3 : BOURSES DE RECHERCHES POST-DOCTORALES

1) Objectif : Encourager les jeunes chercheurs à compléter leur formation de chercheurs au-delà du 3^e cycle, par la participation à des équipes de recherches.

2) Nombre et valeur des bourses : Les bourses sont au nombre de 20 et de 14 000 \$ chacune.

Une indemnité supplémentaire, couvrant les frais de scolarité excédant 600 \$, est accordée sur présentation des reçus officiels émis par l'université.

3) Cumul : Aucun cumul de bourses n'est autorisé.

4) Rémunération : Les boursiers doivent consacrer tout leur temps à leurs travaux de recherches. Un boursier peut cependant accepter une tâche d'enseignement ne dépassant pas 100 heures par année, à condition que le directeur de son département ou de l'équipe de recherches y consente. Le boursier peut accepter pour ces travaux une rémunération ne dépassant pas 5 000 \$ pour la durée d'attribution.

5) **Admissibilité :**a) **Candidats :**

i. ces bourses s'adressent aux candidats qui désirent poursuivre des recherches au-delà du 3^e cycle dans une autre université que celle où ils ont obtenu leur doctorat ;

ii. les candidats doivent faire la preuve qu'ils sont titulaires d'un doctorat au moment d'entrer en possession de leur bourse ;

iii. la priorité est accordée aux candidats qui ont moins de 35 ans ou qui ont obtenu un doctorat en 1978 ou durant les années suivantes ;

iv. les candidats qui bénéficient d'un congé sabbatique ou d'un congé d'études avec traitement ne sont pas admissibles à ce concours.

b) **Citoyenneté et résidence :** Les candidats doivent, à la date limite fixée pour le dépôt d'une demande de bourse, remplir les conditions prévues par l'article 9.

Les candidats qui sont résidents permanents au sens de la Loi sur l'immigration de 1976 (S.C., 1976-77, c. 52) ne sont pas admissibles à une bourse pour des recherches hors du Canada, à moins qu'ils ne soient titulaires d'un doctorat obtenu au Canada.

6) **Conditions d'attribution :**

a) **Lieu de recherches :** Les bourses de recherches post-doctorales sont accordées pour des recherches poursuivies dans une université ou un centre de recherches du Québec de préférence ; toutefois, les recherches peuvent être autorisées dans une institution située hors du Québec, lorsque les candidats peuvent fournir des motifs sérieux qui justifient le choix d'une telle institution.

b) **Durée d'attribution :** Les bourses post-doctorales sont valables pour une période de 12 mois, c'est-à-dire 3 sessions d'études. La durée d'attribution peut s'établir à compter du 1^{er} mai d'une année jusqu'au 31 août de l'année suivante.

c) **Programme :** Les bourses ne peuvent être accordées pour d'autres fins que la mise en application du projet d'études exposé dans la demande de bourse.

7) **Critères de sélection :** La sélection des candidats est faite par un jury qui soumet ses recommandations au ministre.

Les candidats sont jugés selon les critères suivants :

a) la qualité et l'intérêt du projet de recherches et les objectifs à long terme que le candidat poursuit ;

b) les témoignages d'appréciation des répondants ;

c) l'institution ou le centre de recherches choisi par le candidat ainsi que l'équipe de chercheurs dont il fait ou fera partie ;

d) l'excellence du livret universitaire.

8) **Dépôt des demandes :** Les demandes de bourse doivent être faites en remplissant la formule prévue à cette fin et soumises à la DGES au plus tard à la date prévue à l'article 8.

9) **Constitution du dossier (1^{re} demande) :** Les candidats qui soumettent une demande de bourse doivent s'assurer que sont jointes à la formule les pièces suivantes :

a) les relevés officiels de leur livret universitaire et photocopies des diplômes de maîtrise et de doctorat ;

b) 2 lettres d'appréciation de répondants choisis par le candidat, de préférence l'une du directeur de thèse de doctorat, l'autre du directeur de l'équipe de recherches ;

c) tout autre document relatif au projet de recherches décrit dans la formule.

10) **Constitution du dossier (renouvellement) :**

a) les bourses post-doctorales peuvent être renouvelées une deuxième année selon la nature du programme de recherches proposé.

Le renouvellement de la bourse n'est pas accordé automatiquement. Tous les dossiers des candidats inscrits à ce concours sont soumis au comité consultatif qui évalue les demandes et soumet ses recommandations au ministre ;

b) toute demande de renouvellement doit être soumise à la DGES au plus tard à la date prévue à l'article 8 ;

c) le boursier doit soumettre sa demande de renouvellement en remplissant la formule destinée à cette fin, et en s'assurant qu'y sont jointes les pièces suivantes :

i. le rapport du directeur de travaux attestant que le boursier fait des progrès satisfaisants dans son programme de recherches ;

ii. une attestation d'études pour la dernière session d'études ;

iii. tout autre document pertinent au projet de recherches en cours.

41. Concours B-4 : BOURSES D'ÉTUDES ET DE PERFECTIONNEMENT DANS LES ARTS

1) **Objectifs :** Ce programme de bourses vise à aider les artistes ayant complété leur formation de base et n'étant pas considérés comme professionnels à poursuivre des études supérieures, ne menant pas à un diplôme, dans un établissement ou auprès d'un maître reconnu.

On entend par artiste professionnel, tout artiste qui a une solide formation de base, qui travaille dans son métier professionnellement et a des réalisations à son crédit.

Le présent concours se divise en 4 secteurs :

a) **Arts plastiques** : Arts graphiques, arts publicitaires, céramique, décoration d'intérieur, ébénisterie, emailerie, esthétique, gravure, haute couture, peinture, photographie, sculpture, sérigraphie, tapisserie et verrerie.

b) **Arts du spectacle** :

i. **catégorie théâtre** : administration théâtrale, amuseurs publics, animation théâtrale, clowns, dramaturgie, éclairage, esthétique, événement, formation des actrices et acteurs, marionnettes, mimes, mise en scène, régie et scénographie ;

ii. **catégorie danse** : administration, esthétique, formation des maîtres de ballet, interprétation et création, techniques du spectacle dont éclairage, régie et scénographie.

c) **Cinéma, radio, télévision et vidéo** : Caméra, direction de production, esthétique, interprétation, montage, prise de son, réalisation, recherche en vue de scénariser et scénarisation.

d) **Musique et arts instrumentaux et vocaux** : Composition et interprétation.

2) **Durée d'attribution** : Ces bourses sont accordées pour des études ou des stages d'une durée variable n'excédant pas 12 mois et d'une durée minimale de 6 mois. Elles doivent être utilisées au cours de l'année pour laquelle elles ont été accordées, soit entre le 1^{er} mai d'une année et le 31 août de l'année suivante. Elles ne peuvent être reportées à l'année suivante.

3) **Renouvellement** : Les bourses de catégories B-4 donnent lieu à un renouvellement. Au moment de recommander l'octroi de la bourse le jury de sélection indique si le boursier est susceptible d'obtenir un renouvellement.

4) **Cadre de perfectionnement** : Les études ou stages peuvent être suivis au Québec ou hors du Québec. En soumettant leur demande de bourse, les candidats doivent présenter le programme détaillé des études ou stages qu'ils désirent poursuivre dans une institution ou auprès d'un maître reconnu. Ils doivent indiquer le nom de la personne qui supervise ce programme.

5) **Admissibilité** :

a) **Candidats** : Le présent concours ne s'adresse pas aux étudiants qui désirent être admis à un programme régulier de 2^e ou 3^e cycle universitaire ; ces candidats doivent s'inscrire aux concours B-1 ou B-2.

Seuls sont admissibles les artistes qui ont terminé leur formation de base et qui ne sont pas considérés comme professionnels.

Le niveau de formation exigé pour participer au présent concours est le suivant, selon les différents secteurs :

i. **arts plastiques** : 1^{er} cycle universitaire ou l'équivalent ;

ii. **arts du spectacle** : 1^{er} cycle universitaire ou l'équivalent tel qu'un diplôme d'une école professionnelle ;

iii. **cinéma, radio, télévision et vidéo** : 1^{er} cycle universitaire ou l'équivalent ;

iv. **musique et arts instrumentaux et vocaux** : 2^e cycle universitaire ou 4^e cycle de conservatoire ou l'équivalent.

b) **Citoyenneté et résidence** : Les candidats doivent, à la date limite fixée pour le dépôt d'une demande de bourse, remplir les conditions prévues par l'article 9.

Les candidats qui sont résidents permanents au sens de la Loi sur l'immigration de 1976 (S.C., 1976-77, c. 52) ne sont pas admissibles à une bourse pour des études ou des stages à l'extérieur du Canada, à moins qu'ils n'aient obtenu un diplôme de 1^{er} cycle universitaire ou l'équivalent au Québec.

6) **Nombre de bourses** : Le nombre de bourses offertes pour chaque spécialité est déterminé par le ministre en consultation avec le ministre des Affaires culturelles. Étant donné que le nombre de bourses est restreint et que le concours est très sélectif, les bourses ne sont accordées qu'aux candidats jugés les plus méritants par le jury.

7) **Valeur des bourses** :

a) jusqu'à concurrence de 6 000 \$;

b) le montant des bourses est déterminé en tenant compte, d'une part :

i. de la durée des études ou du stage ;

ii. des frais de transport, du séjour, de scolarité et autres frais, le cas échéant ;

iii. le revenu d'emploi à temps partiel, durant la période où le boursier bénéficie de sa bourse, est admissible jusqu'à concurrence d'une somme équivalant au montant de cette bourse ;

et d'autre part :

iv. du budget de dépenses soumis par le candidat (ce budget doit être aussi objectif que possible) ;

v. des recommandations du jury.

8) **Dépôt des demandes** : Les demandes de bourses doivent être faites en remplissant en entier la formule officielle prévue à cette fin et soumises à la DGES au plus tard à la date prévue à l'article 8.

9) Constitution du dossier :

a) **Pour une nouvelle demande** : Le candidat qui soumet une demande de bourse doit s'assurer que sont jointes à la formule les pièces suivantes :

- i. 2 lettres de recommandation de 2 répondants choisis par eux ;
- ii. ces lettres sont tenues pour confidentielles et en aucun cas leur contenu n'est divulgué aux candidats ;
- iii. les relevés officiels de leur livret scolaire, les photocopies des attestations d'études, relevés de notes et diplômes ou prix obtenus, afférents aux 3 dernières années d'études ; ces documents doivent être authentifiés ;
- iv. s'il y a lieu, des échantillons de ses oeuvres ;
- v. les prévisions budgétaires pour la durée du programme d'études ou du stage.

b) **Pour une demande de renouvellement** : Le boursier de l'année en cours doit soumettre sa demande de renouvellement en remplissant la formule destinée à cette fin, et en s'assurant qu'y sont jointes les pièces suivantes :

- i. une attestation officielle d'études pour la première session de l'année en cours ;
- ii. un rapport détaillé d'un professeur ou directeur de travaux attestant que le boursier fait des progrès satisfaisants.
- c) La DGES convient de prendre toutes les mesures possibles pour assurer la protection des oeuvres et des pièces fournies par les candidats, mais ces derniers doivent assumer seuls la responsabilité en cas de perte, vol ou dommage et en conséquence, ils doivent s'ils le jugent à propos, s'assurer contre de telles pertes ou dommages.

Les candidats doivent indiquer l'adresse où ces pièces doivent leur être retournées après l'annonce des résultats des concours.

10) Sélection des candidats :

a) **Jury** : Le mode de sélection des boursiers consiste en un concours provincial.

Les dossiers de candidature sont étudiés par un jury composé d'experts dans chaque discipline nommée par le ministre après consultation avec le ministre des Affaires culturelles.

b) **Critères de sélection** : Les critères de sélection sont les suivants :

- i. l'excellence des études ou apprentissage dont fait état le candidat ;
- ii. les témoignages d'appréciation des répondants ;
- iii. la qualité et l'intérêt du projet d'études ou de perfectionnement du candidat ;

iv. l'institution ou le maître choisi par le candidat ou avec lequel il se propose d'effectuer ses études ou son perfectionnement.

c) **Entrevue** : Les candidats peuvent être requis de se présenter en personne pour une entrevue devant le jury. Dans ce cas, ils en sont avisés au préalable.

11) **Revenus admissibles (bourses et revenus d'emploi)** : Le montant des revenus admissibles du boursier, soit les autres bourses et les revenus d'emploi qu'il reçoit, ne doit en aucun cas dépasser le montant de sa bourse et, le cas échéant, celle-ci est amputée de tout excédent.

BOURSES DE CATÉGORIE C

Programmes spéciaux

42. Concours C-1 : BOURSES « QUÉBEC-ONTARIO » (MAÎTRISE, DOCTORAT ET POST-DOCTORAT)

1) **Objectif** : Ce programme de bourses vise à favoriser les échanges culturels entre le Québec et l'Ontario, à permettre à des étudiants francophones du Québec de poursuivre des études supérieures dans une université de langue anglaise de l'Ontario, et à permettre à des étudiants anglophones de l'Ontario de poursuivre des études supérieures dans une université de langue française du Québec.

2) Valeur des bourses :

- a) bourses de maîtrise : 6 000 \$;
- b) bourses de doctorat : 8 000 \$;
- c) bourses post-doctorales : 12 000 \$.

3) **Renouvellement** : Les bourses de perfectionnement et d'échange Québec-Ontario sont renouvelables, si les boursiers poursuivent leur programme d'études ou de recherches à la satisfaction des autorités de l'université ou du centre de recherches. Un étudiant ne peut bénéficier de plus de 2 bourses de maîtrise ou de 3 bourses de doctorat ou de recherches post-doctorales dans le cadre de ce programme.

4) Autres revenus :

a) **Cumul de bourses** : Un boursier peut accepter une autre bourse à condition :

- i. que celle-ci ne provienne pas d'un organisme du Gouvernement du Québec ;
- ii. que le montant de cette bourse ne dépasse pas la moitié de celui de la bourse du Gouvernement du Québec ; le cas échéant, celle-ci est amputée de tout excédent ;
- iii. que le règlement de l'organisme d'où provient la seconde bourse autorise le cumul de bourses entières ou partielles.

b) **Revenu d'emploi** : Le boursier doit consacrer tout son temps à la réalisation de son programme d'études ou de recherches. Toutefois, il peut accepter une rémunération pour des services d'enseignement ou comme assistant de recherches, à la condition qu'elle ne dépasse pas la moitié du montant de la bourse et que le directeur de travaux l'y autorise.

5) **Admissibilité** :

a) les candidats du Québec doivent, à la date limite fixée pour le dépôt d'une demande de bourse, remplir les conditions prévues par l'article 9.

Les candidats de l'Ontario doivent, à la date limite fixée pour le dépôt d'une demande de bourse, remplir les mêmes conditions, sauf qu'ils doivent avoir un statut de résident de l'Ontario conforme aux critères énoncés au deuxième alinéa de l'article 9 et, dans tous les cas, être domiciliés en Ontario depuis au moins 1 an ;

b) seuls sont admissibles les étudiants qui sont en mesure d'établir, au moment d'entrer en possession de leur bourse, qu'ils sont admis en première année d'un programme d'études ou de recherches conduisant à une maîtrise, à un doctorat ou à un programme d'études ou de recherches post-doctorales ;

c) les candidats, compte tenu de leurs études antérieures, doivent, pour se conformer à l'objectif du programme d'échanges culturels, présenter une proposition de programme d'études comportant un changement de milieu culturel ;

d) **conditions générales** :

i. sont admissibles au concours de bourses « Québec-Ontario », les étudiants de l'Ontario ayant obtenu un baccalauréat, une maîtrise ou un doctorat d'une université où les cours sont dispensés en anglais et qui se proposent d'entreprendre un programme menant à une maîtrise, à un doctorat ou des recherches post-doctorales dans une université du Québec où l'enseignement est dispensé en français ;

ii. sont admissibles au programme de bourses « Québec-Ontario », les étudiants du Québec ayant obtenu un baccalauréat, une maîtrise ou un doctorat d'une université où les cours sont dispensés en français et qui se proposent d'entreprendre des études de maîtrise, de doctorat ou des recherches post-doctorales dans une université de langue anglaise de l'Ontario ;

e) **cas exceptionnels** :

i. exceptionnellement, pourrait être admissible à ce programme de bourses, un étudiant de l'Ontario qui a obtenu un baccalauréat ou une maîtrise ou un doctorat, dans une université bilingue de l'Ontario en suivant des cours

dispensés en français, et qui se propose de poursuivre des études dans une université du Québec où l'enseignement est dispensé en anglais ;

ii. exceptionnellement, pourrait être admissible à ce programme de bourses, un étudiant du Québec qui a obtenu un baccalauréat, une maîtrise ou un doctorat dans une université du Québec où les cours sont dispensés en anglais, et qui se propose de poursuivre des études dans une université de l'Ontario où les cours sont dispensés en français.

6) **Sélection des candidats** :

a) **Jury** : Le mode de sélection des boursiers consiste en un concours. Les dossiers de candidature sont étudiés par un jury composé de représentants du ministère de l'Éducation du Québec et du ministère des Collèges et des Universités de l'Ontario. Les recommandations du jury sont sans appel.

b) **Critères de sélection** : Les candidats sont jugés selon les critères suivants :

i. l'excellence du livret universitaire ;

ii. les témoignages de 2 répondants choisis par eux ;

iii. l'intérêt et la pertinence du projet d'études ou de recherches en fonction des objectifs spécifiques du programme de bourses ;

iv. le programme d'études ou de recherches en rapport avec certains domaines de connaissance jugés prioritaires ;

v. l'institution choisie ;

vi. l'âge du candidat.

7) **Choix des boursiers** : Le ministre choisit les boursiers parmi les candidats recommandés par le jury.

La décision du ministre est notifiée aux candidats vers le 31 mai.

8) **Dépôt des demandes** : Les demandes de bourse doivent être faites en remplissant la formule officielle destinée à cette fin et soumises à la DGES au plus tard à la date prévue à l'article 8.

Les candidats résidant en Ontario doivent soumettre leur demande de bourse au ministère des Collèges et des Universités de l'Ontario.

9) **Constitution du dossier** :

a) les candidats qui soumettent une première demande de bourse de maîtrise ou de doctorat dans le cadre du présent concours doivent s'assurer que sont jointes à la formule de demande les pièces suivantes :

i. les relevés officiels de leur livret universitaire complet au moment de la soumission de la demande ;

ii. 2 lettres d'appréciation de répondants choisis par les candidats ;

iii. un document ou annuaire émanant de l'université où ils désirent être admis et permettant d'identifier le programme auquel ils désirent s'inscrire ;

b) les candidats qui désirent s'inscrire à un programme d'études ou de recherches post-doctorales doivent s'assurer que sont jointes à la formule de demande de bourse les pièces suivantes :

i. les relevés officiels de leur livret universitaire complet (baccalauréat, maîtrise et doctorat) ;

ii. 2 lettres d'appréciation de 2 répondants ;

iii. un document émanant de l'institution ou centre de recherches décrivant leur projet d'études ou de recherches.

10) Demande de renouvellement :

a) les bourses peuvent être renouvelées si les boursiers poursuivent leurs études ou leurs recherches à la satisfaction des autorités de l'université ;

b) les demandes de renouvellement de bourse doivent être soumises à la DGES au plus tard à la date prévue à l'article 8 ;

c) les boursiers doivent soumettre leur demande de renouvellement en remplissant la formule destinée à cette fin, et en s'assurant qu'y sont jointes les pièces suivantes :

i. une attestation d'études pour la première session de l'année en cours ;

ii. le rapport du directeur de travaux attestant que le boursier fait des progrès satisfaisants.

11) **Inscription facultative** : Les candidats qui s'inscrivent au concours C-1 peuvent également s'inscrire à l'un des concours B-1, B-2 ou B-3, selon le cas, dans un programme d'études identique à celui qui fait l'objet de leur inscription au concours C-1 ; ils doivent toutefois soumettre un dossier de candidature complet pour chacun des concours auquel ils s'inscrivent.

43. Concours C-2 : BOURSES « QUÉBEC — ACADIE »

1) **Objectifs** : En vue de souligner le 375^e anniversaire de l'Acadie, il a été mis sur pied un programme permanent de bourses visant à permettre à des étudiants acadiens de poursuivre des études supérieures, de niveau maîtrise ou doctorat, dans une université de langue française du Québec. Toutes les disciplines y donnent droit.

2) **Nombre et valeur des bourses** : Chaque année, 2 nouvelles bourses sont offertes aux étudiants acadiens dans l'une ou l'autre des catégories suivantes :

a) bourses de maîtrise : 6 000 \$;

b) bourses de doctorat : 8 000 \$.

3) **Renouvellement** : Les bourses d'études Québec — Acadie sont renouvelables, si les boursiers poursuivent leur programme d'études ou de recherches à la satisfaction des autorités de l'université. Un étudiant ne peut bénéficier de plus de 2 bourses de maîtrise, de 3 bourses de doctorat.

4) Autres revenus :

a) **Cumul de bourses** : Un boursier peut accepter une autre bourse à la condition :

i. que celle-ci ne provienne pas d'un organisme du Gouvernement du Québec ;

ii. que le montant de cette bourse ne dépasse pas la moitié de celui de la bourse du présent concours ; le cas échéant, celle-ci est amputée de tout excédent ;

iii. que le règlement de l'organisme d'où provient l'autre bourse autorise le cumul de bourses entières ou partielles.

b) **Revenu d'emploi** : Le boursier doit consacrer tout son temps à la réalisation de son programme d'études ou de recherche. Toutefois, il peut accepter une rémunération pour des services d'enseignement ou à titre d'assistant de recherche, à la condition qu'elle ne dépasse pas la moitié du montant de la bourse et que le directeur de travaux l'y autorise.

5) Admissibilité :

a) les candidats acadiens doivent être citoyens canadiens, francophones et avoir leur résidence permanente à l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick ou en Nouvelle-Écosse depuis au moins 3 ans, à la date fixée pour le dépôt de leur demande de bourse ;

b) seuls sont admissibles les étudiants qui, au moment d'entrer en possession de leurs bourses sont en mesure d'établir qu'ils sont inscrits à un programme de maîtrise ou de doctorat à plein temps pour l'année scolaire 1980-81 dans une université de langue française du Québec.

6) Conditions d'attribution :

a) **Lieu d'études ou de recherches** : Les bourses de maîtrise et de doctorat ne sont accordées que pour des études ou des recherches faites dans une université de langue française du Québec.

b) **Durée d'attribution** : Ces bourses sont valables pour 2 sessions d'études situées généralement entre le 1^{er} septembre 1980 et le 31 août 1981. Cependant, pour des

raisons tenant à la nature du programme, la durée d'attribution des bourses peut être modifiée et se situer entre le 1^{er} mai 1980 et le 31 août 1981. Les bourses doivent être utilisées au cours de la période pour laquelle elles ont été accordées et ne peuvent être reportées à l'année suivante.

c) **Programme d'études** : Accordées pour un programme d'études particulier, ces bourses ne peuvent être appliquées à un autre programme d'études ou à une autre université. Toutefois, la DGES peut autoriser un changement d'institution, pourvu que le boursier poursuivre un programme équivalent.

7) **Sélection des candidates :**

a) **Jury** : Le mode de sélection des boursiers consiste en un concours. Les dossiers de candidature sont étudiés par un jury composé de représentants désignés par le ministère de l'Éducation du Québec et la Société nationale des Acadiens.

b) **Critères de sélection** : Les candidats sont jugés selon les critères suivants :

- i. l'excellence des livrets universitaires ;
- ii. les témoignages d'appréciations des répondants ;
- iii. la qualité et l'intérêt du projet d'études ou de recherches.

8) **Choix des boursiers** : Le ministre choisit les boursiers parmi les candidats acadiens recommandés par le jury. La décision du ministre est notifiée aux candidats vers le 15 mai de l'année de la présentation de la demande.

9) **Dépôt des demandes** : Les demandes de bourse doivent être faites en remplissant la formule destinée à cette fin et soumises à la DGES au plus tard à la date prévue par l'article 8.

10) **Constitution du dossier :**

a) les candidats qui soumettent une première demande de bourse de maîtrise ou de doctorat dans le cadre du présent concours devront s'assurer que sont jointes à la formule les pièces suivantes :

- i. les relevés officiels de leur livret universitaire complet au moment de la soumission de la demande ;
- ii. une attestation officielle d'études (relevé de notes) pour la première session de l'année en cours ;
- iii. 2 lettres d'appréciation de répondants choisis par les candidats.

b) les boursiers qui soumettent une demande de renouvellement doivent le faire en remplissant la formule destinée à cette fin, et en s'assurant qu'y sont jointes les pièces suivantes :

- i. une attestation d'études pour la première session de l'année en cours ;
- ii. un rapport du directeur de travaux attestant que le boursier fait des progrès satisfaisants.

BOURSES DE CATÉGORIE D

4.4. Concours D-1 : BOURSES DE STAGE PARLEMENTAIRE

1) **Nombre et valeur des bourses** : 4 bourses d'une valeur de 10 000 \$ chacune sont offertes pour des stages à l'Assemblée nationale du Québec.

2) **Objectifs** : Le présent concours vise à :

- a) permettre aux stagiaires d'acquérir une connaissance pratique du fonctionnement de l'Assemblée nationale, du travail des députés et de l'organisation des institutions parlementaires ;
- b) permettre aux stagiaires de participer à l'accomplissement des tâches incombant aux éléments constitutifs de l'Assemblée nationale, notamment en assistant les députés dans l'exercice de leurs fonctions.

3) **Admissibilité** : Les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

a) avoir obtenu, au cours des 8 mois précédant la date limite fixée pour le dépôt de leur demande de bourse, un diplôme universitaire de 1^{er} cycle en science politique, en droit ou en information et journalisme, ou obtenir un tel diplôme au cours des 4 mois suivant cette date ;

b) à la date limite fixée pour le dépôt de leur demande de bourse, remplir les conditions prévues par l'article 9.

Les candidats qui s'inscrivent au présent concours peuvent également s'inscrire au concours B-1. Ils doivent présenter un dossier complet pour chacun de ces concours.

4) **Durée d'attribution** : Les bourses sont valables pour une période de 10 mois situés généralement entre le 1^{er} septembre et le 30 juin suivant.

5) **Critères de sélection :**

a) le mode de sélection des boursiers consiste en un concours. Les dossiers de candidatures sont étudiés par un jury qui soumet ses recommandations au ministre. Les principaux critères de sélections sont :

- i. l'excellence du livret universitaire ;
- ii. les témoignages d'appréciation de 2 répondants choisis par le candidat ;
- iii. la note explicative du candidat concernant son incitation à poser sa candidature ;

b) les candidats peuvent être requis de se présenter en personne pour une entrevue devant le jury. Dans ce cas, ils en sont avisés au préalable;

c) le jury évalue les principales conditions suivantes que doivent remplir les candidats :

- i. une bonne connaissance de la langue française ;
- ii. *une disponibilité, un esprit d'initiative et une capacité d'adaptation exceptionnels.*

6) **Dépôt de la demande :** Les demandes de bourse doivent être faites en remplissant la formule destinée à cette fin et soumise à la DGES au plus tard, à la date prévue par l'article 8.

7) **Constitution du dossier :** Les candidats qui soumettent une demande de bourse devront s'assurer que sont jointes à la formule les pièces suivantes :

- a) les relevés officiels de leur livret universitaire ;
- b) une photocopie du diplôme obtenu, si disponible ;
- c) 2 lettres d'appréciation de répondants choisis par les candidats ;
- d) une note explicative sur leur incitation à poser leur candidature.

8) **Dispositions particulières :** L'article 20 ainsi que les articles 24 à 28 ne s'appliquent pas à ce concours. Le montant de la bourse accordée dans le cadre de ce concours est versé au boursier par l'intermédiaire de l'Assemblée nationale du Québec.

A.C. 816-78, (1978) 110 G.O.II, 1969
A.C. 3922-78, (1979) 111 G.O.II, 109
A.C. 1101-79, (1979) 111 G.O.II, 3603
D. 1249-80, (1980) 112 G.O.II, 2477
D. 2178-81, (1981) 113 G.O.II, 4011



c. P-21, r.2

Règlement sur les prêts et bourses aux étudiants

Loi sur les prêts et bourses aux étudiants
(L.R.Q., c. P-21, a. 12)

SECTION I DÉFINITIONS

1. À moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes désignent :

a) « année d'attribution » : les 12 mois compris entre le 1^{er} mai d'une année et le 30 avril de l'année suivante ;

b) « certificat » : un certificat suivant l'annexe A ;

c) « conjoint » : l'homme et la femme qui sont mariés, ou qui vivent ensemble maritalement et ont un ou des enfants à charge ;

d) « contrat » : un contrat entre un emprunteur et une institution de crédit relatif à un prêt approuvé ;

e) « demande » : une demande d'aide suivant la formule prescrite par le ministre de l'Éducation ;

f) « emprunteur » : un étudiant qui obtient un prêt approuvé ;

g) « enfant à charge » : un enfant non marié, quelle que soit sa filiation, qui est âgé de moins de 18 ans ou, s'il a 18 ans ou plus, qui fréquente une institution d'enseignement ;

h) « étudiant » ou « étudiant à plein temps » : une personne inscrite à temps complet dans une institution d'enseignement au niveau post-secondaire et dont l'occupation principale est d'y suivre un cours d'études reconnu par le ministre d'une durée d'au moins 13 semaines pendant une même session ;

i) « Loi » : la Loi sur les prêts et bourses aux étudiants (L.R.Q., c. P-21) ;

j) « période d'exemption » : la période qui débute à la date à laquelle l'emprunteur obtient son premier prêt ou redevient étudiant après avoir cessé de l'être et qui se termine le 31 décembre de l'année au cours de laquelle il cesse d'être étudiant ; toutefois, si l'étudiant cesse ses études après le 30 juin d'une année, cette période se termine le 30 juin suivant ;

k) « prêt sans intérêt » : un prêt approuvé dont les intérêts sont payables par le gouvernement durant la période d'exemption ;

l) « responsable d'une institution de crédit » : le gérant ou l'assistant-gérant de l'institution de crédit ou de sa succursale ou la personne qui agit provisoirement pour eux ;

m) « session » : une des 3 périodes d'une année d'attribution commençant respectivement au début de mai, de septembre et de janvier ;

n) « réorientation » : un changement dans le régime d'études choisi par l'étudiant et nécessitant une prolongation de ses études ;

o) « emprunteur sans emploi » : la personne qui n'ayant pas d'emploi rémunéré, est à la recherche d'un emploi rémunéré, est disponible au travail et réside en permanence au Québec.

Toutefois, l'expression « emprunteur sans emploi » ne comprend pas les personnes suivantes :

i. le travailleur à temps partiel dont les ressources financières sont supérieures aux sommes qu'il recevrait à titre d'aide sociale, s'il ne possédait pas ses ressources ;

ii. la personne qui, après la fin de ses études, a occupé un emploi continu pendant une période de 3 mois ou plus ;

iii. la personne qui occupe un emploi non rémunéré ;

iv. la personne qui a volontairement cessé d'occuper un emploi rémunéré après la fin de ses études ;

v. la personne qui, n'ayant pas d'emploi, reçoit des ressources financières supérieures à celles qui pourraient lui être versées à titre d'aide sociale si elle ne recevait pas de ressources financières ;

vi. la personne mariée ou vivant maritalement et dont le conjoint occupe un emploi ou reçoit des ressources financières supérieures aux sommes que celui-ci recevrait à titre d'aide sociale s'il ne recevait pas de ressources financières ; pour les fins du présent sous-paragraphe le mot « conjoint » signifie l'homme et la femme qui sont mariés ou qui vivent ensemble maritalement et qui n'ont pas d'enfant ;

vii. l'emprunteur qui a été reconnu coupable d'une infraction prévue à l'article 9 de la Loi ou qui a déjà été déchu de son droit d'obtenir un certificat ou une bourse en application de l'article 10 de la Loi ;

viii. l'emprunteur qui, malgré sa disponibilité au travail choisit délibérément de ne pas travailler ;

ix. la personne qui s'est déjà prévalu de l'article 31 et qui a cessé de s'en prévaloir.

SECTION II CITOYENNETÉ ET RÉSIDENCE

2. Pour bénéficier de la Loi, l'étudiant doit à la date de la demande remplir les conditions suivantes :

a) être citoyen canadien ou être résident permanent au sens de la Loi sur l'immigration de 1976 (S.C., 1976-77, c. 52) ; et

b) avoir un statut de résident du Québec conforme aux articles 3, 4 ou 5.

3. La résidence de l'étudiant célibataire dont les parents sont établis au Canada est déterminée en se référant à la résidence principale de ces derniers.

L'étudiant célibataire dont les parents ont leur résidence principale au Québec, à la date de la demande, a le statut de résident du Québec.

Toutefois, l'étudiant célibataire dont les parents cessent d'avoir leur résidence principale au Québec pour l'établir dans une autre province canadienne continue de détenir son statut de résident du Québec s'il y conserve sa résidence afin d'entreprendre ou de poursuivre ses études.

4. L'étudiant célibataire devient autonome à l'égard de ses parents :

a) par le mariage ;

b) lorsqu'il ne peut établir son statut de résident d'une province canadienne en raison de la résidence principale de ses parents ;

c) lorsqu'il a été sur le marché du travail sans poursuivre d'études à temps plein dans une institution d'enseignement pendant 2 périodes de 12 mois consécutifs ;

d) lorsqu'il poursuit des études après l'obtention d'un diplôme de premier cycle universitaire ou bien après 3 années ou 6 sessions d'études lui ayant permis d'accumuler 90 crédits reconnus en vue de l'obtention d'un même diplôme universitaire ;

e) lorsqu'il vit avec l'enfant dont lui-même ou son conjoint a la charge.

L'étudiant peut alors détenir son propre statut de résident du Québec dans les cas suivants :

a) lorsqu'il possède le statut de résident du Québec au moment de devenir autonome ; ou

b) lorsque, au moment de sa demande, il a acquis le statut de résident du Québec, par 12 mois consécutifs de résidence principale au Québec, à l'exclusion du temps consacré à la poursuite d'études à temps plein dans une institution d'enseignement.

Toutefois, l'étudiant marié qui ne peut établir son statut de résident du Québec est réputé détenir un tel statut si son conjoint et lui-même ont leur résidence principale au Québec et sont inscrits à des études à temps plein dans une institution d'enseignement ; et :

a) si son conjoint détient le statut de résident du Québec ; ou

b) s'il y a entente à ce sujet entre le Québec et la province canadienne où son conjoint et lui-même détiennent leur statut de résidents.

5. Le résident permanent qui ne peut établir son statut de résident d'une province canadienne est réputé détenir le statut de résident du Québec :

a) s'il détient un certificat de sélection du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec ou s'il a été admis au Canada en tant que résident permanent suite à une demande présentée avant le 31 mars 1979 ; et

b) s'il a sa résidence principale au Québec et qu'il s'inscrit à des études à temps plein dans une institution d'enseignement.

6. L'étudiant autonome perd son statut de résident du Québec par 12 mois consécutifs de résidence dans une autre province où il est demeuré pour y travailler ou être disponible au travail, sans poursuivre d'études à temps plein dans une institution d'enseignement.

Toutefois, l'étudiant marié qui est inscrit à des études à temps plein dans une institution d'enseignement d'une autre province perd son statut de résident du Québec si son conjoint travaille dans cette autre province et, depuis au moins 12 mois avant le début de la session concernée, y maintient sa résidence principale.

SECTION III BOURSE

7. Le montant de bourse qui est accordé à un étudiant pour une année d'attribution est déterminé, après analyse de sa demande et des autres documents fournis, en tenant compte :

a) de ses frais de scolarité et d'inscription ;

b) des autres frais scolaires reliés au matériel scolaire ou aux volumes évalués en fonction des études entreprises ;

c) de ses dépenses de nourriture, de logement, de transport, de vêtement, de loisirs et pour d'autres fins personnelles évaluées en fonction de la situation dans laquelle il est placé ;

d) de sa contribution personnelle évaluée en fonction de ses ressources et de la situation dans laquelle il est placé ;

e) le cas échéant, de l'une des contributions suivantes :

i. la contribution de ses parents évaluée selon leurs ressources, leurs charges familiales et le nombre de leurs enfants aux études, s'il n'est pas autonome suivant les paragraphes *a*, *c*, *d*, et *e* du premier alinéa de l'article 4 ; ou

ii. la contribution du conjoint, le cas échéant, évaluée selon ses ressources et la situation dans laquelle il est placé ; ou

iii. la contribution de la communauté, s'il est religieux ; ou

iv. la contribution de la personne qui s'est engagée à lui fournir, pendant une période de 5 ans, les soins et l'entretien nécessaires, s'il est immigrant admis au Canada conformément à l'article 43 du Règlement sur l'immigration (C.R.C., c. 940), adopté en vertu de la Loi sur l'immigration de 1976 (S.C., 1976-1977, c. 52) ; ou

v. la contribution de la personne qui s'est engagée à l'aider en conformité de la Loi sur l'immigration de 1976 ou de la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (L.R.Q., c. M-16 ; mod. L.Q., 1981, c.9 ; après refonte : L.R.Q., c. M-23.1) ou des règlements adoptés en vertu de l'une de ces lois, s'il est résident permanent ;

f) du montant du prêt sans intérêt qu'il est présumé contracter soit :

i. 895 \$ s'il est de niveau collégial ;

ii. 1 255 \$ s'il poursuit des études universitaires avant l'obtention d'un diplôme de premier cycle universitaire ou bien avant 3 années ou 6 sessions d'études lui ayant permis d'accumuler 90 crédits reconnus en vue de l'obtention d'un même diplôme universitaire ;

iii. 1 790 \$ s'il poursuit des études après l'obtention d'un diplôme de premier cycle universitaire ou bien après 3 années ou 6 sessions d'études lui ayant permis d'accumuler 90 crédits reconnus en vue de l'obtention d'un même diplôme universitaire ;

iv. 1 255 \$ s'il poursuit des études universitaires hors du Québec, jusqu'à ce qu'il ait réussi 4 années d'études universitaires ou, jusqu'à ce qu'il ait réussi 3 années d'études universitaires s'il a obtenu au Québec un diplôme d'études collégiales ;

v. 1 790 \$ s'il poursuit des études universitaires hors du Québec, après qu'il ait réussi 4 années d'études universitaires ou, après qu'il ait réussi 3 années d'études universitaires s'il a obtenu au Québec un diplôme d'études collégiales.

8. Le montant maximal de la bourse qui peut être accordée pour une année d'attribution à un étudiant qui fréquente une institution d'enseignement reconnue par le ministre pour fins de prêt et de bourse est de :

a) 6 500 \$ s'il est de niveau collégial ;

b) 7 000 \$ s'il est de niveau universitaire.

Ce montant est de 8 500 \$ pour l'étudiant marié ou ayant à sa charge un ou plusieurs enfants qu'il garde avec lui.

SECTION IV PRÊT SANS INTÉRÊT

9. Le montant du prêt sans intérêt est déterminé en tenant compte des ressources de l'étudiant, mais indépendamment de la situation financière de ses parents. Toutefois, lorsque la situation financière des parents leur permet de défrayer en entier le coût des études de leurs enfants, aucun prêt sans intérêt n'est accordé.

10. Le montant de l'emprunt qu'un étudiant est autorisé à contracter pour une année d'attribution selon la présente section est déterminé, après analyse de sa demande et des autres documents fournis, en tenant compte :

a) de ses frais de scolarité et d'inscription ;

b) des autres frais scolaires reliés au matériel scolaire ou aux volumes, évalués en fonction des études entreprises ;

c) de ses dépenses de nourriture, de logement, de transport, de vêtement, de loisirs et pour d'autres fins personnelles évaluées en fonction de la situation dans laquelle il est placé ;

d) de sa contribution personnelle évaluée en fonction de ses ressources et de la situation dans laquelle il est placé ; et

e) le cas échéant, de l'une des contributions suivantes :

i. la contribution du conjoint, le cas échéant, évaluée en fonction de ses ressources et de la situation dans laquelle il est placé ; ou

ii. la contribution de la communauté, s'il est religieux ; ou

iii. la contribution de la personne qui s'est engagée à lui fournir, pendant une période de 5 ans, les soins et l'entretien nécessaires, s'il est immigrant admis au Canada conformément à l'article 43 du Règlement sur l'immigration adopté en vertu de la Loi sur l'immigration de 1976 ;

iv. la contribution de la personne qui s'est engagée à l'aider en conformité de la Loi sur l'immigration de 1976 ou de la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration ou des règlements adoptés en vertu de l'une de ces lois, s'il est résident permanent.

11. Le montant maximal du prêt sans intérêt qui peut être accordé pour une année d'attribution à un étudiant qui fréquente une institution d'enseignement reconnue par le ministre pour fins de prêt et de bourse est de :

a) 895 \$ s'il est de niveau collégial ;

b) 1 255 \$ s'il poursuit des études universitaires avant l'obtention d'un diplôme de premier cycle universitaire ou bien avant 3 années ou 6 sessions d'études lui ayant permis d'accumuler 90 crédits reconnus en vue de l'obtention d'un même diplôme universitaire ;

c) 1 790 \$ s'il poursuit des études après l'obtention d'un diplôme de premier cycle universitaire ou bien après 3 années ou 6 sessions d'études lui ayant permis d'accumuler 90 crédits reconnus en vue de l'obtention d'un même diplôme universitaire ;

d) 1 255 \$ s'il poursuit des études universitaires hors du Québec, jusqu'à ce qu'il ait réussi 4 années d'études universitaires ou, jusqu'à ce qu'il ait réussi 3 années d'études universitaires s'il a obtenu au Québec un diplôme d'études collégiales ;

e) 1 790 \$ s'il poursuit des études universitaires hors du Québec, après qu'il ait réussi 4 années d'études universitaires ou, après qu'il ait réussi 3 années d'études universitaires s'il a obtenu au Québec un diplôme d'études collégiales.

12. Le montant maximal du prêt sans intérêt qui peut être accordé pour une année d'attribution à un étudiant qui fréquente une institution d'enseignement reconnue par le ministre pour fins de prêt mais non de bourse, est de 1 430 \$ par session pendant laquelle il est étudiant.

13. Pour obtenir un prêt sans intérêt, l'étudiant présente son certificat à l'institution de crédit et signe le contrat de prêt suivant l'annexe A.

14. Tout prêt sans intérêt doit être effectué en un seul versement avant la date limite indiquée sur le certificat.

15. En vue d'étendre la période d'exemption, l'étudiant qui a déjà obtenu un prêt sans intérêt doit, pour toute année d'attribution pour laquelle il ne soumet pas de demande, confirmer son statut d'étudiant selon la formule prescrite par le ministre.

16. Le taux d'intérêt payable par le gouvernement à une institution de crédit pendant la période d'exemption, sur un prêt consenti suivant la présente section est fixé tous les 3 mois de la façon suivante : pour chacun des trimestres débutant le premier jour des mois de juillet, octobre, janvier et avril, il est égal à la moyenne, arrondie au $\frac{1}{8}$ de 1 % le plus près, des taux de rendement hebdomadaires, tels qu'enregistrés le mercredi, des obligations du Gouvernement du Canada dont l'échéance est de 5 à 10 ans, pour les 4 premières semaines des 8 semaines précédant le début du trimestre, à laquelle on ajoute 1 %.

17. Le gouvernement paie l'intérêt à l'institution de crédit ou à sa succursale dans les 120 jours suivant la réception d'un rapport accompagné des documents requis, dûment remplis.

Si une institution de crédit estime avoir droit à un rajustement d'intérêt, elle peut en faire la demande selon la formule prescrite par le ministre.

18. L'étudiant qui présente un certificat à une institution de crédit en vue d'obtenir un prêt sans intérêt doit selon l'annexe A, préalablement à la signature du contrat de prêt, déclarer tout prêt antérieur qui lui a été consenti en vertu de la Loi.

19. Tout solde de prêt, antérieurement consenti à l'étudiant en vertu de la Loi doit être préalablement cédé à l'institution de crédit à laquelle l'étudiant demande un prêt sans intérêt. Le capital non remboursé, et le cas échéant, lorsque la période d'exemption a pris fin, les intérêts courus jusqu'à la date de la cession sont payés à l'institution de crédit cédant par l'institution à laquelle les créances sont cédées. La cession est effectuée suivant la formule appropriée prescrite par le ministre.

20. S'il appert que plusieurs institutions de crédit détiennent des créances à l'égard de prêts consentis à un même étudiant, le ministre ne peut accorder à cet étudiant l'aide financière prévue au présent règlement avant que

toutes les créances ne soient cédées à une même institution de crédit, en conformité de l'article 19.

21. Sous réserves des articles 47 et 48, lorsqu'il s'est écoulé plus de 10 ans depuis qu'un étudiant a entrepris ses études collégiales, le gouvernement en conformité avec l'article 8 de la Loi doit cesser d'acquitter l'intérêt à l'égard des prêts obtenus par cet étudiant. Dès l'expiration de cette période de 10 ans l'étudiant doit payer lui-même cet intérêt à l'institution de crédit, mensuellement, au taux en vigueur pour le gouvernement en vertu de l'article 16 au moment où l'obligation de ce dernier cesse.

22. L'emprunteur, dès la cessation de ses études et avant la fin de sa période d'exemption, par contrat et selon la formule prescrite par le ministre, doit consolider tous les prêts obtenus avec l'institution de crédit détenant les créances relatives à ses prêts.

23. Tout emprunteur qui redevient étudiant aux termes de l'article 42 doit, dès qu'il cesse à nouveau ses études et avant la fin de sa période d'exemption, signer un nouveau contrat de consolidation.

24. Le remboursement du capital et le paiement de l'intérêt sur ces prêts sont à la charge de l'emprunteur dès la fin de sa période d'exemption.

25. Le taux d'intérêt payable par l'emprunteur à une institution de crédit à la fin de la période d'exemption :

a) pour les prêts obtenus avant le 15 septembre 1968, est de 5¾ % l'an ;

b) pour les prêts obtenus à compter du 15 septembre 1968 et avant le 1^{er} septembre 1975, sera convenu entre les parties au contrat de consolidation ; toutefois, ce taux ne dépassera pas le taux d'intérêt annuel maximal déterminé par le gouvernement, ce dernier taux ne devant pas lui-même excéder de plus de 1% le taux de rendement des obligations du Gouvernement du Canada dont l'échéance est de 5 à 10 ans pour les 6 mois précédant l'année scolaire laquelle débute le 1^{er} juillet d'une année et se termine le 30 juin de l'année suivante ; le taux maximal est fixé :

i. à 9% l'an pour les contrats de consolidation signés durant la période du 1^{er} juillet 1976 au 30 juin 1977 ;

ii. à 9% l'an pour les contrats de consolidation signés durant la période du 1^{er} juillet 1977 au 30 juin 1978 ;

iii. à 9% l'an pour les contrats de consolidation signés durant la période du 1^{er} juillet 1978 au 30 juin 1979 ;

iv. à 10¾ % l'an pour les contrats devant être consolidés durant la période du 1^{er} juillet 1979 au 30 juin 1980 ;

v. à 13% l'an pour les contrats de consolidation signés durant la période du 1^{er} juillet 1980 au 30 juin 1981 ;

vi. à 14¾ % l'an pour les contrats de consolidation signés durant la période du 1^{er} juillet 1981 au 30 juin 1982 ;

c) pour les prêts obtenus à compter du 1^{er} septembre 1975, le taux annuel sera fixé par le gouvernement, le taux annuel applicable étant celui en vigueur au moment où l'emprunteur signe son contrat de consolidation ou, à défaut par l'emprunteur de signer un tel contrat avant la fin de sa période d'exemption, en vigueur le dernier jour de cette période d'exemption ; le taux est fixé :

i. à 9% l'an pour les contrats devant être consolidés avant le 1^{er} juillet 1977 ;

ii. à 9% l'an pour les contrats devant être consolidés durant la période du 1^{er} juillet 1977 au 30 juin 1978 ;

iii. à 9% l'an pour les contrats devant être consolidés durant la période du 1^{er} juillet 1978 au 30 juin 1979 ;

iv. à 10¼ % l'an pour les contrats devant être consolidés durant la période du 1^{er} juillet 1979 au 30 juin 1980 ;

v. à 13% l'an pour les contrats devant être consolidés durant la période du 1^{er} juillet 1980 au 30 juin 1981 ;

vi. à 14¾ % l'an pour les contrats devant être consolidés durant la période du 1^{er} juillet 1981 au 30 juin 1982 ;

d) pour les prêts qui ont déjà été consolidés mais pour lesquels l'emprunteur a bénéficié d'un rétablissement de sa période d'exemption, sera le taux convenu dans le contrat de consolidation antérieur ;

e) le taux d'intérêt payable pour les prêts visés aux paragraphes précédents, sera un taux moyen pondéré arrondi au ¼ de 1% le plus près.

26. Les prêts sont remboursables par versements mensuels consécutifs et approximativement égaux, capital et intérêt compris à compter de la fin de la période d'exemption, sauf le droit de l'emprunteur de rembourser avant terme, en tout ou en partie les sommes dues.

Les versements ne doivent pas être échelonnés sur une période supérieure à 10 ans, à compter de la fin de la période d'exemption.

27. Lorsque l'emprunteur est membre d'un organisme approuvé par le ministre pour les fins du présent article, il

doit être indiqué dans son contrat de consolidation que seuls les intérêts sont payables par cet emprunteur pendant la durée de ce statut particulier dont il bénéficie.

28. Sous réserve de la Loi et de l'article 26 la durée du remboursement et le montant des versements peuvent être déterminés d'un commun accord entre l'emprunteur et l'institution de crédit, lesquels peuvent utiliser la table ci-dessous comme guide.

Toutefois, l'utilisation de cette table est obligatoire si l'emprunteur ou l'institution de crédit l'exige, ou si l'emprunteur est sans emploi.

TABLE

<i>Total des prêts</i>	<i>Mode de remboursement</i>
moins de 1 000 \$	20 \$ par mois
1 000 \$ à 1 799 \$	remboursement en 5 ans
1 800 \$ à 2 599 \$	remboursement en 6 ans
2 600 \$ à 3 399 \$	remboursement en 7 ans
3 400 \$ à 4 199 \$	remboursement en 8 ans
4 200 \$ à 4 999 \$	remboursement en 9 ans
5 000 \$ et plus	remboursement en 10 ans

29. Lorsque l'emprunteur :

a) néglige de signer un contrat de consolidation avant la fin de sa période d'exemption ; ou

b) omet de payer un versement échu en vertu d'un contrat de consolidation ou d'une disposition du présent règlement et que cette omission se prolonge au delà de 30 jours ;

c) est ou devient assujéti à une loi relative à la faillite, à l'insolvabilité, à la protection des débiteurs ou se prévaut d'une telle loi ;

il peut être déclaré en défaut par l'institution de crédit et la créance devient alors exigible en entier dans le délai déterminé par l'institution de crédit.

30. Sous réserve des articles 26 et 28, un contrat de consolidation ou, le cas échéant, un nouveau contrat de consolidation peut être conclu lorsque l'emprunteur est en défaut ou éprouve des difficultés à respecter son engagement.

31. L'emprunteur sans emploi peut demander au gouvernement de verser pour lui à l'institution de crédit les versements mensuels exigibles en vertu de son contrat de consolidation par une déclaration adressée au ministre attestant qu'il est sans emploi, selon la formule prescrite.

Cette déclaration doit être renouvelée à tous les 3 mois.

32. Cet emprunteur sans emploi doit, à tous les 3 mois, requérir en personne au Centre de main-d'oeuvre du Québec de la région où il réside, un chèque émis par le gouvernement à l'ordre conjoint de cet emprunteur et de l'institution de crédit qui détient sa créance et couvrant le montant des versements mensuels exigibles en vertu du contrat de consolidation.

33. L'emprunteur sans emploi qui reçoit un chèque du gouvernement représentant des versements mensuels exigibles en vertu du contrat de consolidation doit signer une reconnaissance de dette au gouvernement prévoyant que le montant reçu est remboursable selon une table de remboursement convenue avec le ministre, à compter du moment où l'emprunteur a payé intégralement l'institution de crédit

34. Lorsque l'emprunteur est en défaut depuis plus de 3 mois, une garantie peut être exigée par l'institution de crédit à titre de condition pour la révision du contrat de consolidation.

35. Lorsque le solde d'un prêt devient exigible en vertu de l'article 29, sans que soit dégagée la responsabilité du gouvernement, l'institution de crédit doit prendre les mesures nécessaires à la perception de ce solde, capital et intérêt, ou avoir recours aux garanties qu'elle détient.

Toutefois, l'institution de crédit n'intente des procédures judiciaires que si le ministre le prescrit, auquel cas le gouvernement est responsable des dépenses que l'institution a effectivement encourues, tel que prévu au paragraphe *d* de l'article 38.

36. Toute réclamation d'une institution de crédit concernant une perte à l'égard d'un prêt est présentée au ministre selon la formule prescrite à cette fin :

a) après le 90^e jour suivant celui où l'emprunteur a été déclaré en défaut selon les paragraphes *a* ou *b* de l'article 29 ; ou

b) sans délai après que l'emprunteur ait été déclaré en défaut selon le paragraphe *c* de l'article 29 ou après son décès.

37. Toute réclamation ne peut être présentée que :

a) si la révision des modalités de remboursement prévu à l'article 30 n'est pas justifiée ; et

b) si les mesures appropriées ont été prises en vue d'obtenir le remboursement du prêt.

38. Le montant de la perte que peut réclamer une institution de crédit comprend :

- a) le solde du capital prêté ;
- b) lorsque l'emprunteur est décédé, le solde de l'intérêt couru sur le prêt jusqu'à la date du décès ou jusqu'à la date déterminée par le ministre ;
- c) dans les autres cas, le solde de l'intérêt couru sur le prêt jusqu'à la date de l'approbation par le ministre ;
- d) lorsque l'institution de crédit a intenté des poursuites judiciaires conformément au deuxième alinéa de l'article 35 : les frais effectivement encourus à titre d'honoraires extra-judiciaires jusqu'à concurrence des sommes suivantes :
 - i. 15% des sommes perçues sur le montant inférieur ou égal à 500 \$;
 - ii. 10% des sommes perçues sur le montant excédant 500 \$ et inférieur ou égal à 2 000 \$;
 - iii. 5% des sommes perçues sur le montant excédant 2 000 \$;

ainsi que les autres frais effectivement encourus par l'institution de crédit : le mémoire certifié des frais judiciaires et les déboursés extrajudiciaires à l'exception des frais courants d'administration et de perception.

39. Lors du paiement par le gouvernement d'une réclamation conforme à l'article 38, l'institution de crédit transmet au ministre un reçu suivant la formule prescrite accompagné des contrats et autres documents relatifs au prêt.

40. Toute institution de crédit détenant une créance relative à un prêt doit faire parvenir au ministre, dans les 30 jours suivant la fin de chaque mois, un rapport rédigé selon la formule prescrite par le ministre.

41. En cas de fraude ou de fausse représentation, l'institution de crédit présente immédiatement au ministre un rapport des faits et des mesures qu'il a prises.

42. Tout emprunteur qui a cessé d'être étudiant et désire faire rétablir sa période d'exemption doit transmettre au ministre :

- a) une demande d'aide ; ou
- b) une confirmation de son statut d'étudiant, établie selon la formule prescrite par le ministre.

43. Pour établir la période d'exemption, le ministre, après vérification, transmet à l'institution de crédit un avis à cet effet selon la formule prescrite.

44. Le rétablissement de la période d'exemption prend effet à la date spécifiée par le ministre dans l'avis, pourvu

que l'emprunteur ait payé à l'institution de crédits les intérêts courus à cette date. Cependant, l'emprunteur n'a pas alors à payer les arrérages sur le capital.

45. L'obligation de l'emprunteur de payer le capital et l'intérêt est suspendue à compter de la date à laquelle le rétablissement prend effet.

Cependant, dans le cas visé à l'article 21, l'intérêt qui serait payable par le gouvernement doit être acquitté par l'emprunteur, mensuellement, au taux en vigueur pour le gouvernement en vertu de l'article 16 au moment où le rétablissement prend effet.

46. Si le prêt antérieur consenti à l'emprunteur en vertu de la Loi a été remboursé par le gouvernement, aucune demande d'aide ou confirmation du statut d'étudiant ne peut être considérée à moins que l'emprunteur n'ait remboursé au gouvernement les sommes payées selon l'article 38 ainsi que les intérêts courus depuis ce paiement.

SECTION V CAS SPÉCIAUX

47. Bien qu'il se soit écoulé plus de 10 ans depuis qu'un étudiant a entrepris ses études collégiales, un certificat et une bourse peuvent lui être accordés et le gouvernement peut payer l'intérêt à l'égard d'un prêt approuvé qu'il a obtenu :

- a) s'il a repris ses études, après les avoir interrompues une seule fois et pour plus d'une session ; ou
- b) s'il a poursuivi ses études après une première réorientation.

La période prévue au premier alinéa est de 4 ans lorsque l'étudiant a entrepris ses études collégiales et qu'il désire obtenir une autre bourse ou un autre prêt pour des études de même niveau.

48. Aux fins de l'article 47, l'étudiant demeure éligible à l'aide financière prévue par la Loi et le présent règlement pour une période équivalente à celle dont il pouvait encore bénéficier conformément à l'article 8 de la Loi au moment où il a interrompu ses études.

Dans le cas d'une réorientation, la période supplémentaire d'éligibilité qui lui est accordée est égale à la plus courte des 2 périodes suivantes :

- a) le nombre d'années d'études complétées dans l'orientation première ; ou
- b) le nombre d'années d'études requises pour terminer les études entreprises dans la nouvelle orientation.

ANNEXE A

(a. 1, 13 et 18)



Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation
Service des prêts et bourses aux étudiants

CERTIFICAT, DÉCLARATION DE L'ÉTUDIANT ET CONTRAT

Annexe **A**

SECTION 1: CERTIFICAT

N° du certificat ► N° ass. soc. ► Code perm. ► N° du dossier ►

Nom de l'étudiant ► Année scolaire ►

Adresse principale ► Date d'émission ►

Nom de l'établissement d'enseignement ► Code de l'établissement d'enseignement ►

Montant du prêt approuvé par ce certificat ► Le prêt ne pourra être accordé après le jour, mois, année

La présente atteste que l'étudiant susnommé remplit les conditions requises pour que lui soit délivré un certificat aux termes de la Loi sur les prêts et bourses aux étudiants (L.R.Q., c. P-21) et des règlements qui régissent son application.

Le prêt doit être versé en un seul paiement. Cependant l'étudiant et l'établissement de crédit peuvent convenir d'un prêt pour un montant inférieur à celui indiqué ci-dessus.

SECTION 2: DÉCLARATION DE L'ÉTUDIANT SUR SES EMPRUNTS ANTERIEURS

Veuillez :

- vérifier l'exactitude des renseignements portés ci-dessous,
- effectuer, s'il y a lieu, les corrections nécessaires dans les espaces prévus à cet effet,
- signer votre déclaration.

N.B. Le montant du prêt que vous pourrez obtenir par le présent certificat ne doit pas être inclus ici. Je déclare que l'état de mes emprunts en vertu de la Loi sur les prêts et bourses aux étudiants et effectués antérieurement à ce certificat se présente tel qu'indiqué en [1] ou corrigé par moi-même en [2].

1	Nom et adresse de l'établissement de crédit:	Numéro de transit	Montant
	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	<input type="text"/>		
2	Nom et adresse corrigés de l'établissement de crédit:	Montant corrigé	
	<input type="text"/>	<input type="text"/>	\$
	Code postal <input type="text"/>		
	Signature de l'étudiant: <input type="text"/>	Date: <input type="text"/>	

A l'attention de l'établissement de crédit

La nature des prêts consentis telle qu'enregistrée sur notre dossier au moment de l'émission du certificat apparaissait comme suit

Nature
►

Prêt de classe A

- 1 normal
- 2 sujet à consolidation

Prêt de classe B

- 3 signé
- 4 non signé

SECTION 3: CONTRAT

Contrat entre l'étudiant ►

Et l'établissement de crédit (nom et adresse) Code postal:

N.B. L'établissement de crédit doit être situé au Québec:

- Tous les emprunts précédemment obtenus par l'étudiant en vertu de la Loi sur les prêts et bourses aux étudiants ont été effectués auprès de l'établissement de crédit consentant le présent prêt ou ont fait l'objet d'une cession à ce même établissement en date du
- Le montant du prêt convenu entre les parties dans ce contrat et dont l'étudiant accuse réception est de \$
- Les clauses imprimées au verso du présent document, notamment celles qui concernent le taux d'intérêt, ont été lues par les soussignés et font partie intégrante du présent contrat.

1

Signature de l'étudiant:

Signature pour le compte de l'établissement de crédit:

N° du dossier de l'étudiant

N° de transit de l'établissement de crédit

Montant du prêt

\$

Date du versement du prêt

jour, mois, année

COPIE 1 — À CONSERVER PAR L'ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT. (SMP-21-2-1-BF-REV. 10/01)

COPIE 1

A.C. 4344-76, (1977) 109 G.O.II, 581
A.C. 1036-77, (1977) 109 G.O.II, 1747
A.C. 2518-77, (1977) 109 G.O.II, 6085
A.C. 489-78, (1978) 110 G.O.II, 1635
A.C. 1231-78, (1978) 110 G.O.II, 2653
A.C. 2446-78, (1978) 110 G.O.II, 5419
A.C. 3297-78, (1978) 110 G.O.II, 6329
A.C. 1243-79, (1979) 111 G.O.II, 3627
A.C. 2244-79, (1979) 111 G.O.II, 6049

A.C. 2249-79, (1979) 111 G.O.II, 6051
D. 1420-80, (1980) 112 G.O.II, 2875
D. 1660-80, (1980) 112 G.O.II, 3311
D. 1769-80, (1980) 112 G.O.II, 3389
D. 2516-80, (1980) 112 G.O.II, 5583
D. 168-81, (1981) 113 G.O.II, 505
D. 2479-81, (1981) 113 G.O.II, 4173
D. 2873-81, (1981) 113 G.O.II, 4512



c. P-22, r.1

Décret d'application de la Loi sur la preuve photographique de documents

Loi sur la preuve photographique de documents
(L.R.Q., c. P-22, a. 6)

1. La Loi sur la preuve photographique de documents (L.R.Q., c. P-22) est applicable :

- 1) à la ville de Québec ;
- 2) à la cité de Verdun ;
- 3) à Bell Canada ;
- 4) à l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières ;
- 5) à la cité de Lachine ;
- 6) à la ville de Mont-Royal ;
- 7) à la cité de Hull ;
- 8) à la ville de Hampstead ;
- 9) à la ville d'Anjou ;
- 10) à la cité de Dorval ;
- 11) à la ville de Greenfield Park ;
- 12) à la ville de Cowansville ;
- 13) à la cité de Giffard ;
- 14) à la ville de Trois-Rivières ;
- 15) à la Dominion Steel and Coal Corporation Limited ;
- 16) à l'Imperial Oil Limited ;
- 17) à la Montréal Trust Company ;
- 18) à la ville de Pointe-Claire ;
- 19) à la ville de Montréal ;
- 20) à Air Canada ;
- 21) aux Chemins de fer nationaux du Canada et à leurs filiales canadiennes ;
- 22) à la Montréal Locomotive Works Limited ;
- 23) à la Caisse populaire Desjardins des Saints-Martyrs-Canadiens ;
- 24) à la ville de Longueuil ;
- 25) à la ville d'Iberville ;
- 26) à la ville de Saint-Jean ;
- 27) aux fédérations régies par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4) ainsi qu'à leurs caisses affiliées ;
- 28) aux dossiers médicaux, administratifs et comptables des hôpitaux du Québec ;
- 29) aux sociétés d'architectes Affleck, Desbarats, Dimakopoulos, Lebensold, Sise et Affleck, Dimakopoulos, Lebensold et à la Compagnie Arcop Holdings Ltd ainsi qu'à sa filiale Arcop Architectural Services Ltd ;
- 30) à la compagnie de Chemins de fer Canadien du Pacifique et à ses filiales ;
- 31) à la ville de Granby ;
- 32) à la ville de Laval ;
- 33) à l'Université de Montréal ;
- 34) à la Société d'ingénieurs-conseils Lalonde, Girouard et Letendre ;
- 35) à l'Alcan Aluminium Limited ;
- 36) à Liqueurs Saguenay Ltée ;
- 37) à l'Université Laval ;
- 38) à la ville de Brossard ;
- 39) à la Compagnie Mode Select Inc. ;
- 40) à la ville de Montréal-Est ;
- 41) à la Confédération des syndicats nationaux et ceux de ses organismes affiliés dont le nom suit :
 - a) le Conseil central des syndicats nationaux du Sud-Ouest québécois ;
 - b) le Conseil central des syndicats nationaux de la Côte-Nord ;
 - c) le Conseil central des syndicats nationaux de Drummondville ;
 - d) le Conseil central des syndicats nationaux de la Gaspésie ;
 - e) le Conseil central des syndicats nationaux de Granby ;
 - f) le Conseil central des syndicats nationaux de Hull-Ottawa ;

g) le Conseil central des syndicats nationaux de Joliette ;

h) le Conseil central des syndicats nationaux des Laurentides ;

i) le Conseil central des syndicats nationaux de Montréal ;

j) le Conseil central des syndicats nationaux du Nord-Ouest québécois ;

k) le Conseil central des syndicats nationaux de Québec ;

l) le Conseil central des syndicats nationaux du Bas Saint-Laurent ;

m) le Conseil central des syndicats nationaux du Saguenay—Lac-Saint-Jean ;

n) le Conseil central des syndicats nationaux de Shawinigan ;

o) le Conseil central des syndicats nationaux de Sherbrooke ;

p) le Conseil central des syndicats nationaux de Sorel ;

q) le Conseil central des syndicats de la région Richelieu—Yamaska Inc. (CSN) ;

r) le Conseil central des syndicats nationaux de Saint-Jean ;

s) le Conseil central des syndicats nationaux de Thetford Mines ;

t) le Conseil central des syndicats nationaux de Trois-Rivières ;

u) le Conseil central des syndicats nationaux de Victoriaville ;

v) le Conseil central des syndicats nationaux de Sept-Îles ;

w) la Fédération nationale des syndicats du bâtiment et du bois Inc. ;

x) la Fédération du commerce Inc. ;

y) la Fédération nationale des enseignants québécois ;

z) la Fédération des professionnels salariés et des cadres du Québec ;

aa) la Fédération des syndicats des mines, de la métallurgie et des produits chimiques ;

bb) la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt ;

cc) la Fédération des affaires sociales ;

dd) la Fédération des employés de services publics Inc. ;

ee) la Fédération nationale des communications ;

42) à la ville d'Aylmer ;

43) à Samson, Bélair et associés ;

44) à S. Albert et Compagnie, Limitée ;

45) à la compagnie Canadair Limited ;

46) à la Communauté urbaine de Québec ;

47) à la ville de Sherbrooke ;

48) à la ville de Saint-Hubert ;

49) aux collèges d'enseignement général et professionnel ;

50) à la compagnie Guillerin Allied Limited ;

51) à l'Université du Québec à Montréal ;

52) à la cité de LaSalle ;

53) à Honeywell Limitée (aux établissements que cette compagnie possède au Québec) ;

54) à Téléglobe Canada ;

55) à l'Institution royale pour l'avancement des sciences ;

56) à l'Université McGill ;

57) à Pratt & Whitney Aircraft du Canada Ltée ;

58) à l'Université du Québec à Chicoutimi ;

59) à l'Université du Québec à Rimouski ;

60) à la cité de Côte-Saint-Luc ;

61) à la ville de Sainte-Foy ;

62) à l'Université de Sherbrooke ;

63) à l'Université du Québec, siège social ;

64) à l'Université du Québec à Hull ;

65) à l'Université du Québec, à Trois-Rivières ;

66) à Via Rail Canada Inc.

A.C. 547-57, (1957) 89 G.O., 2124
A.C. 736-57, (1957) 89 G.O., 2685
A.C. 943-57, (1957) 89 G.O., 3349
A.C. 1182-57, (1957) 89 G.O., 4623
A.C. 198-58, (1958) 90 G.O., 1165
A.C. 436-58, (1958) 90 G.O., 1723
A.C. 715-58, (1958) 90 G.O., 2420
A.C. 739-58, (1958) 90 G.O., 2499
A.C. 841-58, (1958) 90 G.O., 2826
A.C. 957-58, (1958) 90 G.O., 3243
A.C. 1039-58, (1958) 90 G.O., 3634
A.C. 1176-58, (1958) 90 G.O., 4174
A.C. 249-59, (1959) 91 G.O., 1687
A.C. 250-59, (1959) 91 G.O., 1687
A.C. 420-59, (1959) 91 G.O., 2052
A.C. 832-60, (1960) 92 G.O., 2336
A.C. 571-62, (1962) 94 G.O., 2219
A.C. 1564-62, (1962) 94 G.O., 4901
A.C. 54-63, (1963) 95 G.O., 987
A.C. 677-63, (1963) 95 G.O., 2269
A.C. 906-64, (1964) 96 G.O., 2732
A.C. 1466-64, (1964) 96 G.O., 4255
A.C. 2285-68, (1968) 100 G.O., 4335
A.C. 1730-69, (1969) 101 G.O., 4636
A.C. 1745-69, (1969) 101 G.O., 3868
A.C. 3886-69, (1969) 101 G.O., 7082
A.C. 285-70, (1970) 102 G.O., 1050
A.C. 626-72, (1972) 104 G.O., 2649
A.C. 116-73, (1973) 105 G.O.II, 205
A.C. 782-73, (1973) 105 G.O.II, 865
A.C. 2507-73, (1973) 105 G.O.II, 4203
A.C. 2508-73, (1973) 105 G.O.II, 4205
A.C. 994-74, (1974) 106 G.O.II, 1517
A.C. 419-76, (1976) 108 G.O.II, 1761
A.C. 2670-76, (1976) 108 G.O.II, 5509
A.C. 3819-76, (1976) 108 G.O.II, 6419
A.C. 4057-76, (1976) 108 G.O.II, 7143
A.C. 44-77, (1977) 109 G.O.II, 599
A.C. 472-77, (1977) 109 G.O.II, 1061
A.C. 699-77, (1977) 109 G.O.II, 1365
A.C. 1768-77, (1977) 109 G.O.II, 3305
A.C. 192-78, (1978) 110 G.O.II, 1081
A.C. 1247-78, (1978) 110 G.O.II, 2665
A.C. 1714-78, (1978) 110 G.O.II, 3355
A.C. 2466-78, (1978) 110 G.O.II, 5423
A.C. 2653-78, (1978) 110 G.O.II, 5801
A.C. 3028-78, (1978) 110 G.O.II, 6045
A.C. 3118-78, (1978) 110 G.O.II, 6253
A.C. 30-79, (1979) 111 G.O.II, 365
A.C. 473-79, (1979) 111 G.O.II, 1921
A.C. 1264-79, (1979) 111 G.O. II, 3651
A.C. 1643-79, (1979) 111 G.O.II, 4629
A.C. 1980-79, (1979) 111 G.O.II, 4957
A.C. 1981-79, (1979) 111 G.O.II, 4959
A.C. 2731-79, (1979) 111 G.O.II, 6693
A.C. 3091-79, (1979) 111 G.O.II, 7289
A.C. 3472-79, (1980) 112 G.O.II, 267
D. 148-80, (1980) 112 G.O.II, 959
D. 3074-80, (1980) 112 G.O.II, 5971
D. 3552-80, (1980) 112 G.O.II, 6561
D. 864-81, (1981) 113 G.O.II, 1589
D. 1682-81, (1981) 113 G.O.II, 2795
D. 1683-81, (1981) 113 G.O.II, 2797
D. 1808-81, (1981) 113 G.O.II, 2894



c. P-26, r.1

Règlement sur les établissements de détention

Loi sur la probation et sur les établissements de détention

(L.R.Q., c. P-26, a. 23)

CHAPITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

SECTION I DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « activité rémunérée » : activité comprise dans un programme d'activités rémunérées établi en vertu de l'article 19.1 de la Loi et pour laquelle une personne incarcérée reçoit une rémunération ;

b) « administrateur » : un fonctionnaire qui dirige un établissement de détention en vertu de l'article 16 de la Loi ;

c) « directeur général » : le directeur général de la probation et des établissements de détention ;

d) « discipline » : les règles de conduite établies dans le présent règlement et les directives ;

e) « établissement » ou « établissement de détention » : tout établissement visé à l'article 15 de la Loi ;

f) « fonctionnaire » : un employé sous l'autorité du directeur général ou son représentant ;

g) « heure ouvrable » : se dit d'une heure comprise entre 8 h 30 et 16 h 30, excluant les heures du samedi, du dimanche et d'un jour férié ;

h) « Loi » : la Loi sur la probation et sur les établissements de détention (L.R.Q., c. P-26) ;

i) « personne incarcérée » : comprend à la fois la personne détenue dans l'attente de l'issue de son procès et la personne détenue qui purge une peine après avoir été trouvée coupable d'une accusation portée contre elle en vertu d'une loi ou d'un règlement en vigueur au Québec ;

j) « rémunération nette » : la rémunération à laquelle a droit une personne incarcérée moins les retenues visées au premier alinéa de l'article 19.2 de la Loi ;

k) « tiers » : un ministère ou un organisme gouvernemental, une corporation publique ou privée, une personne ou un groupe de personnes.

SECTION II POUVOIRS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

2. En outre des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi et le présent règlement, le directeur général peut exercer les pouvoirs suivants :

a) prendre les mesures nécessaires pour que, dans chaque établissement, la Loi et le présent règlement soient appliqués impartialement et dans le respect de la dignité humaine de la personne incarcérée et sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, l'orientation sexuelle, l'état civil, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale ou le fait qu'elle est une personne handicapée ou qu'elle utilise quelque moyen pour pallier à son handicap ;

b) déterminer les conditions selon lesquelles une personne incarcérée peut avoir accès à son dossier dans l'établissement ;

c) prendre des mesures pour assurer la confidentialité du dossier d'une personne incarcérée ;

d) approuver toute directive interne sur le classement des personnes incarcérées émise par un administrateur ; et

e) déterminer les documents d'information que l'administrateur remet à la personne incarcérée lors de son admission, notamment une copie de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., c. C-12), de la Loi sur la probation et sur les établissements de détention, de la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus (L.R.Q., c. L-1.1), du présent règlement et de toute directive concernant les personnes incarcérées.

3. Le directeur général peut également exercer les pouvoirs suivants et les déléguer par écrit à un fonctionnaire tout en continuant à pouvoir les exercer :

a) exiger d'un administrateur qu'il lui fournisse, dans le délai fixé, un rapport ou tout renseignement touchant l'administration de l'établissement de détention sous sa responsabilité ;

b) favoriser la formation et le perfectionnement de tout fonctionnaire ;

c) autoriser une personne autre que celles mentionnées aux paragraphes *a* à *f* de l'article 27 à effectuer une visite à une personne incarcérée ;

d) autoriser une personne autre que celles mentionnées aux paragraphes *a* et *b* de l'article 28 à effectuer une visite dans un établissement de détention ;

e) exercer les pouvoirs mentionnés aux articles 64 et 65 ;

f) désigner une personne autorisée à signer le chèque prévu à l'article 84 ;

g) faire procéder au moins une fois par année à la vérification de la gestion du fonds visé à l'article 19.3 de la Loi ; et

h) prendre les mesures provisoires qui s'avèrent nécessaires pour assurer la sécurité dans les cas d'urgence, notamment un incendie, une prise d'otage ou l'incapacité d'un administrateur à exercer ses fonctions.

SECTION III POUVOIRS DE L'ADMINISTRATEUR

4. En outre des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi et le présent règlement, l'administrateur peut exercer les pouvoirs suivants :

a) prendre les mesures nécessaires pour assurer le classement des différentes catégories de personnes incarcérées, en tenant compte notamment de leur sexe, âge et condition physique et mentale et émettre à cet effet une directive interne après l'avoir fait approuver par le directeur général ;

b) assurer adéquatement l'accueil de toute personne incarcérée dans l'établissement, notamment en lui remettant les documents d'information déterminés par le directeur général, des informations écrites sur les moyens à prendre pour obtenir des renseignements ou formuler une requête ou une plainte et tout document lui permettant de connaître ses droits et ses obligations et de s'adapter à la vie de l'établissement ;

c) si une personne incarcérée est illettrée ou si, pour d'autres raisons, elle ne peut prendre connaissance des informations mentionnées au paragraphe *b*, s'assurer que toutes ces explications lui soient données oralement ;

d) prendre les mesures nécessaires pour que soit tenue à jour une documentation cotée indiquant notamment pour chaque personne incarcérée :

- i. son identité ;
- ii. les motifs de sa détention et l'autorité compétente qui l'a décidé ;

iii. le jour et l'heure de son admission ;

iv. le jour possible de sa libération ; et

v. les personnes qui doivent être averties en cas d'urgence ; et

e) prendre les mesures nécessaires pour assurer l'application du présent règlement.

5. L'administrateur peut également exercer les pouvoirs suivants et les déléguer par écrit à un fonctionnaire tout en continuant à pouvoir les exercer :

a) enquêter ou faire enquêter notamment en cas de décès, de tentative d'évasion, d'accident de travail, d'assaut et de blessure subis par un fonctionnaire ou une personne incarcérée, de commerce de marchandise, et faire rapport sur cette enquête au directeur général ;

b) prendre les mesures nécessaires pour que la fouille préventive d'une personne incarcérée, d'un fonctionnaire ou d'un visiteur soit effectuée dans le respect de la dignité humaine, notamment en faisant fouiller une personne par une personne du même sexe et en veillant à ce que cette fouille soit faite en privé ;

c) examiner le courrier ou un colis expédié à ou par une personne incarcérée, à l'exception de celui expédié à ou par le Protecteur du citoyen ou la Commission des droits de la personne, et en interdire la transmission si ce courrier ou colis contient des objets interdits par directives ou ceux mentionnés au paragraphe *f* de l'article 35, des menaces ou des indices permettant de croire à la préparation d'une infraction à une loi ou à un règlement en vigueur au Québec ;

d) interrompre la conversation téléphonique d'une personne incarcérée, s'il y a des motifs de croire que cette personne participe à la préparation d'une infraction à une loi ou à un règlement en vigueur au Québec, profère ou reçoit des menaces ;

e) désigner les membres du comité d'activités rémunérées, d'absence temporaire et de discipline tel que prévu aux articles 19.5, 22.6 et au paragraphe *f* de l'article 23 de la Loi ;

f) autoriser une personne visée aux paragraphes *d* et *e* de l'article 27 à effectuer une visite à une personne incarcérée ;

g) autoriser une personne autre que celles mentionnées aux paragraphes *a* et *b* de l'article 28 à effectuer une visite dans un établissement de détention ;

h) autoriser le don ou l'échange d'objets entre personnes incarcérées ; et

i) autoriser la détention d'une personne sans mandat de dépôt à la suite d'une demande d'un agent de la paix conformément au Code criminel (S.R.C., 1970, c. C-34).

SECTION IV RESPONSABILITÉS DU FONCTIONNAIRE

6. Le fonctionnaire exerce ses fonctions dans le respect des personnes incarcérées en se soumettant aux principes et normes suivants :

a) la privation de liberté constituée par l'incarcération et les sanctions décrétées par le comité de discipline sont les seules contraintes pouvant être imposées à la personne incarcérée.

Le premier alinéa n'a pas pour effet de restreindre la teneur et la portée du présent règlement et des directives, particulièrement celles concernant les mesures à prendre pour assurer la protection d'une personne incarcérée en état de crise, lors d'un transfert ou dans les cas d'urgence comme l'insurrection ou l'assaut ;

b) un renseignement ou un document relatif à une personne incarcérée est confidentiel ; seules les personnes autorisées par le directeur général ou par l'administrateur peuvent en prendre connaissance ou le communiquer.

La communication d'un renseignement ou d'un document relatif à une personne incarcérée ne peut se faire qu'avec son consentement, sauf dans les cas pouvant mettre en cause sa sécurité, celle d'un tiers ou celle de l'établissement ;

c) le courrier et les colis adressés à une personne incarcérée et autorisés à la suite de l'examen doivent lui être remis dans un délai maximal de 4 jours après leur réception à l'établissement de détention.

Ce courrier et ces colis sont confidentiels et seuls l'administrateur et les fonctionnaires affectés à l'examen peuvent en prendre connaissance.

La personne incarcérée doit être avisée dans un délai maximal de 4 jours dans le cas où la transmission du courrier ou d'un colis qui lui était destiné ou qu'elle voulait expédier a été interdite ;

d) une requête écrite reçoit une réponse écrite dans un délai maximal de 7 jours ;

e) un fonctionnaire ne peut en aucun cas procurer à une personne incarcérée un avantage dont ne pourrait bénéficier une autre personne incarcérée dans les mêmes conditions ; et

f) un fonctionnaire doit apporter son soutien à une personne incarcérée qui demande de l'aide pour formuler une requête écrite ou une plainte écrite.

7. Le fonctionnaire qui ne respecte pas les principes et normes établis à l'article 6 se voit appliquer les sanctions prévues à la section IV du Règlement sur les normes de conduite et de discipline dans la fonction publique et le relevé provisoire des fonctions (c. F-3.1, r.14) avec ses modifications présentes et futures.

Les principes et les normes établis à l'article 6 n'ont pas pour effet de restreindre la portée des devoirs énoncés dans le règlement cité au premier alinéa.

SECTION V CATÉGORIES DE PERSONNES INCARCÉRÉES

8. Pour la répartition des personnes incarcérées dans un établissement, l'administrateur tient compte des catégories et normes suivantes :

a) les hommes et les femmes doivent être détenus séparément, sauf dans le cadre de l'application d'un programme de traitement des personnes incarcérées ;

b) les personnes dans l'attente de l'issue de leur procès ne doivent pas être mises en contact avec les personnes qui purgent une peine d'emprisonnement ;

c) les personnes incarcérées de moins de 21 ans et dont c'est la première incarcération doivent être détenues séparément des récidivistes, sauf s'il y a impossibilité de le faire en raison du trop grand nombre de personnes incarcérées dans l'établissement ; et

d) une personne incarcérée qui, de l'avis d'un professionnel de la santé, manifeste des troubles d'ordre physique ou mental susceptibles de mettre en danger sa santé ou sa sécurité ou celle d'autrui doit être détenue séparément des autres personnes incarcérées.

SECTION VI EFFETS PERSONNELS

9. Les vêtements, l'argent et les objets que la personne incarcérée n'est pas autorisée, selon les directives, à garder en sa possession doivent être déposés en lieu sûr lors de son admission à l'établissement et des mesures doivent être prises pour les conserver en bon état.

10. Un inventaire de ces biens doit être dressé par un fonctionnaire et signé par la personne incarcérée.

11. Les articles 9 et 10 s'appliquent aux vêtements, à l'argent et aux objets qui sont envoyés de l'extérieur à la personne incarcérée.

12. Ces vêtements, argent et objets sont remis à la personne incarcérée lors de sa libération, à l'exception de l'ar-

gent qu'elle a dépensé et des vêtements, de l'argent et des objets qu'elle a envoyés à l'extérieur.

SECTION VII HYGIÈNE

13. En vue de sa propreté personnelle et pour lui permettre de se présenter de façon convenable, une personne incarcérée doit pouvoir prendre une douche ou un bain au moins deux fois par semaine et avoir à sa disposition les articles nécessaires à sa toilette tels une serviette, une débarbouillette, du savon, un peigne, du shampoing et de la crème à barbe.

Les articles de toilette nécessaires et qui ne sont pas mis gratuitement à la disposition de la personne incarcérée par l'établissement doivent être offerts en vente à la cantine.

SECTION VIII VÊTEMENTS

14. Toute personne incarcérée qui n'est pas autorisée à porter ses vêtements personnels doit recevoir des vêtements propres, correspondant à sa taille et adaptés au climat.

15. Toute personne incarcérée doit avoir la possibilité de laver les vêtements et les sous-vêtements dont elle a l'usage ou de les faire laver au moins une fois par semaine.

16. Lorsqu'une personne incarcérée a obtenu une autorisation pour sortir de l'établissement, elle peut porter ses vêtements personnels ou en recevoir d'autres ne permettant pas de l'identifier comme personne incarcérée.

SECTION IX EXERCICE PHYSIQUE

17. Une personne incarcérée qui n'est pas occupée à un travail en plein air ou qui ne travaille pas à l'extérieur de l'établissement a droit de prendre au moins une heure par jour de promenade ou d'exercice physique en plein air.

18. L'article 17 s'applique également aux personnes qui font l'objet d'une sanction donnée par le comité de discipline.

SECTION X SOINS DE SANTÉ

19. Une personne incarcérée doit pouvoir recevoir les soins de santé que requiert son état.

20. Une personne incarcérée dont l'état le requiert doit être transférée dans un centre hospitalier.

21. Une personne incarcérée ne peut être soumise à des expériences médicales et scientifiques pouvant porter atteinte à son intégrité physique ou mentale.

22. Un professionnel de la santé de l'établissement doit présenter un rapport à l'administrateur chaque fois qu'il estime que la santé physique ou mentale d'une personne incarcérée a été ou sera affectée par les conditions de détention qui lui sont imposées ou par leur prolongation.

SECTION XI PLAINTES

23. Une personne incarcérée peut présenter une plainte écrite à l'administrateur de l'établissement ou au fonctionnaire qu'il a désigné à cette fin.

24. Une plainte écrite reçoit une réponse écrite dans les 7 jours.

25. Si la personne incarcérée juge que sa plainte n'a pas reçu une réponse équitable, elle peut adresser à nouveau cette plainte au directeur général ou au fonctionnaire qu'il a désigné à cette fin.

26. Une réponse écrite doit être expédiée à cette personne dans les 7 jours suivant la réception de la plainte par le directeur général ou le fonctionnaire qu'il a désigné à cette fin.

SECTION XII VISITE À UNE PERSONNE INCARCÉRÉE

27. Lorsqu'une des personnes suivantes veut visiter une personne incarcérée, celle-ci a le droit de recevoir cette visite à moins d'une ordonnance du tribunal à l'effet contraire :

- a) son conjoint de droit ou de fait, sa mère, son père, ses enfants, ses frères et ses soeurs ;
- b) son avocat ;
- c) un agent de la paix, un agent de probation, un agent de libération conditionnelle ou un agent de l'immigration dans l'exercice de ses fonctions ;
- d) une personne qui, selon l'administrateur, subirait un préjudice si elle ne le pouvait, en raison d'une affaire sérieuse à traiter ;
- e) une personne qui, selon l'administrateur, peut faciliter la réinsertion sociale d'une personne incarcérée ;
- f) le ministre et le sous-ministre de la Justice, le Protecteur du citoyen et un membre de la Commission des

droits de la personne ou un de ses fonctionnaires dûment autorisé par elle ; et

g) une personne dûment autorisée par le directeur général.

SECTION XIII

VISITE D'UN ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION

28. Les personnes suivantes sont autorisées à effectuer une visite d'un établissement de détention :

a) le ministre et le sous-ministre de la Justice, le Protecteur du citoyen et un membre de la Commission des droits de la personne ou un de ses fonctionnaires dûment autorisé par elle ;

b) le directeur général et ses adjoints ; et

c) une personne dûment autorisée par le directeur général ou par l'administrateur.

SECTION XIV

LIBÉRATION D'UNE PERSONNE INCARCÉRÉE

29. La libération d'une personne incarcérée s'effectue entre 8 h et 22 h :

a) le jour de l'expiration de sa sentence ;

b) le vendredi, si sa sentence expire un samedi ou un dimanche, sauf s'il y a ordonnance du tribunal à l'effet contraire ;

c) la veille du jour férié, si sa sentence expire un jour férié ;

d) à la suite d'un ordre du tribunal ; ou

e) le jour à compter duquel une personne qui purge une peine bénéficie d'une libération conditionnelle.

30. Malgré l'article 29, dans le cas d'une incarcération pour défaut de paiement d'amende, la libération s'effectue au moment où la personne qui purge une peine paie l'amende et les frais fixés par le tribunal.

31. Lorsqu'une personne incarcérée ne possède pas d'argent, d'habillement ou de moyen de transport jusqu'à son domicile, l'administrateur pourvoit à ces besoins.

32. Lorsqu'une personne incarcérée ne possède pas de domicile, l'administrateur doit prendre les mesures nécessaires pour l'aider à en trouver un.

SECTION XV

INFORMATION SUR LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

33. Une personne dont la peine d'emprisonnement est d'une durée de 6 mois ou plus est avisée par l'administrateur de sa date d'admissibilité à la libération conditionnelle, dans un délai maximal de 7 jours suivant le jour de son admission dans l'établissement, sur une formule conforme à celle reproduite à l'annexe 1.

SECTION XVI

INFORMATION À UN VISITEUR D'UNE PERSONNE INCARCÉRÉE

34. Les règles relatives à la visite d'une personne incarcérée contenues dans le règlement et les directives doivent être affichées dans un endroit à la vue du visiteur. Ces règles portent notamment sur les jours et heures de visite, la durée de la visite et les conditions applicables à la visite.

CHAPITRE II

DISCIPLINE

SECTION I

RESPONSABILITÉ DE LA PERSONNE INCARCÉRÉE

35. Une personne incarcérée a la responsabilité de se comporter de manière à respecter les autres personnes incarcérées et le personnel ainsi que leurs biens et ceux de l'établissement.

Une personne incarcérée manque à ses responsabilités et commet un manquement quand :

a) elle fait usage de violence physique envers une personne incarcérée ou un fonctionnaire ;

b) elle fait usage d'un langage menaçant envers une personne incarcérée ou un fonctionnaire ;

c) elle altère ou endommage les biens de l'établissement ou d'une personne incarcérée ;

d) elle refuse de participer aux activités obligatoires ;

e) elle entrave la bonne marche des activités, y compris les activités rémunérées, en fournissant volontairement un rendement insatisfaisant, en créant des conflits chez les autres personnes incarcérées, en se moquant d'elles, en les harcelant, en les provoquant ou en dérangeant leur travail ;

f) elle est en possession, fait usage ou fait le commerce d'objets interdits tels les boissons alcoolisées, les drogues, les stupéfiants, les médicaments non prescrits, les clés ou tout objet qui peut être considéré comme arme of-

fensive tels un éclat de verre, une pièce de métal, de bois ou de plastique ou les autres objets interdits par directive ;

g) elle fait le don ou l'échange non autorisé par l'administrateur d'objets tels une montre, une radio ;

h) elle commet des actes de nature obscène, notamment le fait de se masturber en public, de solliciter en public d'une personne ou d'offrir en public à une personne une relation sexuelle, de s'adonner en public avec une personne à une relation sexuelle ;

i) elle refuse de se conformer au règlement ou aux directives.

SECTION II RAPPORT DE MANQUEMENT À LA DISCIPLINE

36. Le fonctionnaire qui constate un manquement à la discipline prend les mesures suivantes :

a) il prend les mesures immédiates qui s'imposent afin de rétablir la situation, s'il y a lieu ;

b) en tenant compte des critères énumérés à l'article 43 :

i. il donne un avertissement, c'est-à-dire avise la personne incarcérée qu'elle contrevient au règlement ou aux directives et l'enjoint de ne plus recommencer ; ou

ii. il rédige un rapport de manquement sur une formule conforme à celle reproduite à l'annexe 2 ;

c) si, en plus du rapport de manquement, il croit qu'il faut également prendre des mesures temporaires, il en informe son supérieur immédiat afin que ce dernier les prenne, s'il y a lieu ; et

d) il inscrit sur le rapport de manquement les mesures temporaires qui ont été prises, lorsque c'est le cas.

Le supérieur immédiat du fonctionnaire qui a rédigé le rapport du manquement s'assure qu'une copie de ce rapport est aussitôt remise à la personne incarcérée.

37. Lorsque le supérieur immédiat a pris des mesures temporaires, il en informe immédiatement le président du comité de discipline qui confirme ou modifie ces mesures temporaires.

38. Les mesures temporaires prises peuvent consister en la perte de bénéfice, le confinement ou la réclusion telles que déterminées aux paragraphes b, c et d du premier alinéa de l'article 44, mais leur durée ne peut alors excéder 24 heures.

SECTION III COMITÉ DE DISCIPLINE

39. Un comité de discipline a pour fonction d'étudier la situation des personnes incarcérées qui ont fait l'objet d'un rapport de manquement, de rendre une décision et, s'il y a lieu, de statuer sur la sanction à imposer.

40. Les membres du comité de discipline sont au nombre de 3 et sont désignés par l'administrateur de la manière suivante :

a) un parmi le personnel de direction ;

b) un parmi les professionnels exerçant leurs fonctions à plein temps ou à temps partiel dans l'établissement ; et

c) un parmi les autres fonctionnaires.

L'administrateur désigne parmi les membres le président de ce comité.

41. Les règles suivantes s'appliquent au comité de discipline :

a) le comité de discipline n'étudie pas la situation d'une personne incarcérée qui a commis un manquement lorsqu'une accusation ou une poursuite est portée contre elle devant un tribunal à la suite de ce manquement ;

b) l'étude de chaque manquement doit se faire de façon juste et impartiale ;

c) quand un membre du comité de discipline a été impliqué lors d'un manquement, il ne siège pas au comité de discipline pour l'étude de ce manquement et l'administrateur désigne une autre personne pour le remplacer ;

d) les décisions du comité de discipline sont prises à la majorité des voix ;

e) le comité de discipline étudie en priorité la situation d'une personne incarcérée qui a fait l'objet de mesures temporaires ;

f) lorsque la personne incarcérée refuse de se présenter devant le comité de discipline, ce comité procède de la façon habituelle, sauf pour ce qui ne peut se faire en raison de l'absence de la personne incarcérée.

42. Dans l'exercice de ses fonctions, le comité de discipline doit :

a) convoquer la personne incarcérée visée par le rapport de manquement à la discipline ;

b) lui expliquer le contenu du rapport dont elle a fait l'objet ;

c) entendre ses explications ;

- d) convoquer et entendre un témoin, s'il y a lieu ;
- e) permettre à la personne incarcérée de contre-interroger un témoin, s'il y a lieu ;
- f) faire part à la personne incarcérée de sa décision et, le cas échéant, de la sanction ;
- g) lui remettre une copie du compte rendu de la rencontre sur une formule conforme à celle reproduite à l'annexe 3 dans un délai de 8 heures ouvrables suivant le jour de cette rencontre ; et
- h) informer la personne qui purge une peine qu'elle recevra une copie de la formule reproduite à l'annexe 6, s'il y a eu sanction portant sur la réduction de peine ou sur la déchéance.

43. Avant de déterminer la sanction à prendre, le comité de discipline doit tenir compte des critères suivants :

- a) la gravité du manquement ;
- b) le degré de préméditation ;
- c) la conscience qu'avait la personne incarcérée de commettre un manquement ;
- d) la conduite depuis le début de l'incarcération ;
- e) les circonstances ayant entouré le manquement, notamment le fait qu'il y a eu provocation ;
- f) le caractère répétitif du manquement ;
- g) les conséquences possibles de la sanction sur le comportement ultérieur de la personne incarcérée ; et
- h) les mesures temporaires prises à la suite du manquement.

44. Si le comité de discipline en vient à la conclusion qu'il y a eu manquement, il peut imposer une ou des sanctions parmi les suivantes :

- a) réprimande, c'est-à-dire un blâme adressé à la personne incarcérée ;
- b) perte de bénéfice, c'est-à-dire la privation pour une période pouvant aller jusqu'à un maximum de 15 jours d'un avantage qu'avait la personne incarcérée, notamment l'usage de la télévision, de la radio, du téléphone ou la participation aux activités socio-culturelles ou sportives ;
- c) confinement, c'est-à-dire l'obligation pour une personne incarcérée de demeurer en cellule pour une période pouvant aller jusqu'à un maximum de 5 jours ;
- d) réclusion, c'est-à-dire l'obligation pour une personne incarcérée de demeurer en cellule dans un secteur distinct pour une période pouvant aller jusqu'à un maximum de 7 jours ;

e) non-attribution de jours de réduction de peine que la personne qui purge une peine aurait pu se mériter pour le mois courant ; et

f) déchéance de jours de réduction de peine que la personne a à son actif.

Le comité de discipline peut aussi imposer l'une de ces sanctions comme sanction suspendue, c'est-à-dire déterminer la nature de la sanction mais rendre son exécution conditionnelle à la commission, au cours des 30 jours qui suivent, de tout manquement.

45. Une sanction devient exécutoire à compter du moment déterminé par le comité de discipline.

SECTION IV DROIT DE RÉVISION

46. Une personne incarcérée peut, dans un délai de 16 heures ouvrables suivant le jour de la réception du compte rendu de la rencontre devant le comité de discipline, demander à l'administrateur une révision de toute décision ou sanction de ce comité.

47. La personne incarcérée présente sa demande de révision sur une formule conforme à celle reproduite à l'annexe 4.

48. Sur réception d'une demande de révision, l'administrateur doit :

- a) procéder à l'examen de cette demande et du compte rendu du comité de discipline ;
- b) maintenir, modifier ou annuler la décision ou la sanction du comité de discipline ;
- c) transmettre à la personne incarcérée copie de sa décision sur une formule conforme à celle reproduite à l'annexe 4 dans un délai de 16 heures ouvrables suivant le jour de la demande de révision.

49. En vue de prendre sa décision, l'administrateur peut convoquer et entendre la personne incarcérée, un membre du comité de discipline ou toute autre personne. L'administrateur doit entendre la personne incarcérée lorsque :

- a) la sanction semble disproportionnée au manquement ou aux faits mis en preuve ;
- b) le comité de discipline n'a pas respecté l'une des dispositions des articles 41 à 44 ;
- c) il y a eu une erreur dans le compte rendu du comité de discipline ; et

d) il y a un fait nouveau susceptible de modifier la décision ou la sanction du comité de discipline.

50. La procédure visée aux articles 41 à 49 doit se dérouler avant la journée ou l'heure prévue pour la libération.

CHAPITRE III RÉDUCTION DE PEINE

SECTION I APPLICATION DE LA RÉDUCTION DE PEINE

51. La réduction de peine est attribuée à la personne qui purge une peine si elle respecte le règlement et les directives en vigueur dans l'établissement.

52. L'administrateur s'assure que dans les 7 jours qui suivent l'entrée d'une personne qui purge une peine dans l'établissement, un avis conforme à celui reproduit à l'annexe 5 est remis à cette personne.

53. L'administrateur s'assure qu'au plus tard à la fin du mois qui suit celui de l'entrée d'une personne qui purge une peine dans l'établissement, un avis conforme à celui reproduit à l'annexe 6 est transmis à cette personne, sauf dans le cas prévu à l'article 54.

Par la suite, si la durée de sa sentence le justifie, le même avis mis à jour lui est communiqué au moins à tous les 3 mois, et à chaque fois qu'il y a sanction du comité de discipline portant sur la réduction de peine ou sur la déchéance.

SECTION II APPLICATION PARTICULIÈRE À CERTAINES CATÉGORIES DE PERSONNES INCARCÉRÉES

54. L'administrateur s'assure que lorsque la libération conditionnelle d'une personne qui purge une peine est révoquée, un avis conforme à celui reproduit à l'annexe 7 est remis à cette personne dans les 7 jours de la date de cette révocation.

Le calcul de la réduction de peine se fait conformément aux articles 29 et 30 de la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus (L.R.Q., c. L-1.1).

Pour les cas visés au présent article, l'avis prévu au premier alinéa remplace celui remis dans les autres cas par l'établissement en vertu de l'article 53.

55. Une personne qui purge une peine et qui s'évade ou qui est en liberté illégale ne peut se mériter de réduction de peine à partir de la date de l'incident jusqu'à la date de sa réadmission dans un établissement de détention.

56. L'administrateur s'assure que lorsqu'une personne qui purge une peine est transférée d'un établissement à un autre, le calcul de sa réduction de peine soit complété jusqu'au jour précédant son transfèrement sur une formule conforme à celle reproduite à l'annexe 8 et transmis à l'établissement qui l'accueille.

57. L'article 56 s'applique également lors du transfèrement d'une personne qui purge une peine d'un établissement à un pénitencier.

58. Lorsqu'une sentence de payer une amende ou, à défaut, de purger une peine déterminée a été imposée et que la personne qui purge une peine décide de payer son amende après avoir purgé une partie de sa peine, le solde de l'amende à payer est calculé d'après la procédure suivante :

- a) diviser le total de l'amende imposée par le nombre total de jours de sentence ;
- b) soustraire du nombre total de jours de sentence le nombre de jours de peine purgés et le nombre de jours mérités de réduction de peine ;
- c) multiplier le nombre obtenu au paragraphe a par le nombre obtenu au paragraphe b ; et
- d) additionner le total des frais au nombre obtenu au paragraphe c, le cas échéant.

CHAPITRE IV ABSENCE TEMPORAIRE

SECTION I DEMANDE D'ABSENCE TEMPORAIRE

59. La personne qui purge une peine et qui fait une demande d'absence temporaire doit utiliser une formule de demande conforme à celle reproduite à l'annexe 9.

SECTION II COMITÉ D'ABSENCE TEMPORAIRE

60. Les membres du comité d'absence temporaire sont au nombre de 3 et sont désignés par l'administrateur de la manière suivante :

- a) un parmi le personnel de direction ;
- b) un parmi les professionnels exerçant leurs fonctions à plein temps ou à temps partiel dans l'établissement ; et
- c) un parmi les autres fonctionnaires.

SECTION III DOSSIER D'ABSENCE TEMPORAIRE

61. Le dossier qui est transmis au directeur général comprend les formules suivantes dûment complétées :

- a) la formule de demande d'absence temporaire conforme à celle reproduite à l'annexe 9 ;
- b) la formule de recommandation du comité d'absence temporaire conforme à celle reproduite à l'annexe 10 ; et
- c) tout autre document pertinent, s'il y a lieu, notamment une confirmation d'emploi ou une lettre de recommandation.

62. Lors d'un appel en vertu de l'article 40 de la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus, le dossier qui est transmis par le directeur général à la Commission québécoise des libérations conditionnelles comprend les formules suivantes dûment complétées :

- a) la formule de demande d'absence temporaire conforme à celle reproduite à l'annexe 9 ;
- b) la formule de recommandation du comité d'absence temporaire conforme à celle reproduite à l'annexe 10 ;
- c) la formule de décision du directeur général conforme à celle reproduite à l'annexe 11 ; et
- d) tout autre document pertinent, s'il y a lieu, notamment une confirmation d'emploi ou une lettre de recommandation.

CHAPITRE V PROGRAMME D'ACTIVITÉS RÉMUNÉRÉES

63. Dans le présent chapitre, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « comité » : le comité d'activités rémunérées visé à l'article 19.5 de la Loi ;
- b) « fonds » : le fonds au bénéfice des personnes incarcérées visé à l'article 19.3 de la Loi ;
- c) « programme » : le programme d'activités rémunérées visé à l'article 19.1 de la Loi.

SECTION I ÉTABLISSEMENT DU PROGRAMME

64. Le directeur général peut établir un programme dans un établissement sur recommandation de l'administrateur.

65. Le directeur général peut également, en vue d'établir un programme dans un établissement, demander à l'administrateur d'un établissement de lui soumettre des recommandations.

66. Lorsqu'il établit un programme dans un établissement, le directeur général tient compte :

- a) des espaces, du personnel et des installations matérielles disponibles en regard des activités rémunérées proposées ;
- b) de la nature des activités rémunérées, des possibilités d'éducation et de réinsertion sociale qu'elles offrent et de leur compatibilité avec la sécurité de l'établissement ;
- c) du nombre de personnes incarcérées et de leur capacité d'effectuer les activités rémunérées proposées ;
- d) de la rentabilité de ces activités rémunérées ; et
- e) des observations et recommandations de l'administrateur et du comité.

SECTION II FONCTIONS ET POUVOIRS DE L'ADMINISTRATEUR

67. L'administrateur doit, pour les fins d'implantation et d'administration d'un programme ou d'un fonds dans un établissement :

- a) voir à la formation du comité, s'il y a lieu, et en nommer le président ;
- b) soumettre au directeur général ses recommandations sur le programme élaboré par le comité ;
- c) assurer un contrôle administratif et budgétaire des opérations du programme et du fonds ;
- d) soumettre au directeur général les projets d'ententes avec les tiers recommandés par le comité ;
- e) assurer aux personnes incarcérées la diffusion de l'information sur le programme ;
- f) procéder à l'affectation des tâches aux personnes incarcérées en tenant compte des recommandations du comité ;
- g) décider de l'affectation et de la répartition des sommes versées au fonds en tenant compte des recommandations du comité ;
- h) fixer la rémunération des personnes incarcérées affectées au programme conformément aux échelles élaborées par le comité et déterminer leur mode de rémunération conformément à la section VI ;

i) décider de l'acceptation des dons faits au bénéfice des personnes incarcérées en tenant compte des critères établis par le comité ;

j) s'assurer de l'exécution et du respect des ententes conclues avec les tiers et, à défaut, faire rapport au directeur général ; et

k) faire rapport sur l'administration du programme et du fonds au directeur général et au comité au moins une fois par année et de plus à chaque fois que l'un ou l'autre le demande.

68. Dans le cas où le programme ou le fonds ne sont pas administrés par un comité, l'administrateur exerce les fonctions et pouvoirs visés à l'article 67, en tenant compte du fait qu'il n'y a pas de comité.

SECTION III LE COMITÉ

§1. Constitution du comité

69. Un comité peut être constitué dans un établissement à la suite d'une initiative de l'administrateur de l'établissement, d'une demande des personnes incarcérées ou d'une demande du directeur général.

70. Le comité est composé de 6 membres qui en font partie au fur et à mesure de leur nomination.

Ces membres sont les personnes suivantes :

- a) 2 fonctionnaires ;
- b) 2 personnes incarcérées ; et
- c) 2 personnes intéressées à la réinsertion sociale des personnes incarcérées dont une est un représentant des ressources communautaires et l'autre du milieu des affaires de la région.

71. Si l'importance du programme ou le nombre de personnes incarcérées le justifie, l'administrateur peut ajouter aux 6 membres du comité prévus à l'article 70, un fonctionnaire, une personne incarcérée et une personne intéressée à la réinsertion sociale des personnes incarcérées.

72. Les membres du comité qui doivent être recrutés parmi les personnes incarcérées de l'établissement sont nommés par les personnes incarcérées ou les représentants qu'elles ont choisis à cette fin.

Les membres du comité qui doivent être recrutés parmi les fonctionnaires sont nommés par l'administrateur.

Les membres du comité qui doivent être recrutés parmi les personnes intéressées à la réinsertion sociale des personnes incarcérées sont nommés par l'administrateur.

73. Une personne cesse de faire partie du comité :

- a) dès qu'elle perd la qualité nécessaire à sa nomination ;
- b) sur remise de sa démission au président de ce comité ; ou
- c) sur décision de celui qui l'a nommée.

74. Toute vacance est comblée en suivant le mode de nomination prescrit à l'article 72.

§2. Fonctions et pouvoirs du comité

75. Le comité doit pour les fins d'administration du programme ou du fonds :

- a) établir ses règles de fonctionnement ;
- b) élaborer un programme et en superviser la réalisation ;
- c) voir à la création du fonds ainsi qu'à la gestion administrative et budgétaire des opérations du programme et du fonds ;
- d) étudier les projets d'ententes avec les tiers et suggérer à l'administrateur les projets retenus en les accompagnant des informations permettant de les évaluer ;
- e) approuver le contenu des documents d'information sur le programme, destinés à être diffusés aux personnes incarcérées ;
- f) faire des recommandations à l'administrateur concernant l'affectation des tâches aux personnes incarcérées en tenant compte des critères établis à la section V ;
- g) faire des recommandations à l'administrateur concernant l'affectation et la répartition des sommes versées au fonds en tenant compte des critères établis à l'article 81 ;
- h) établir des échelles de rémunération pour chaque catégorie d'activités rémunérées ;
- i) établir des critères d'acceptation des dons faits au bénéfice des personnes incarcérées ; et
- j) faire des recommandations à l'administrateur visant l'amélioration du programme.

76. Dans le cas où le programme et le fonds ne sont pas administrés par un comité, l'administrateur se voit conférer les fonctions et pouvoirs visés à l'article 75, en tenant compte du fait qu'il n'y a pas de comité.

§3. Dissolution du comité

77. L'administrateur peut dissoudre le comité lorsque ce comité connaît des difficultés de fonctionnement de nature à affecter l'administration du fonds ou du programme. Il doit au préalable obtenir une autorisation du directeur général à cet effet.

78. Le comité est dissous à compter de la remise par l'administrateur au président du comité d'un avis à cet effet.

À compter de la remise de cet avis, l'administrateur continue à exercer ses fonctions et pouvoirs prévus à l'article 67, mais en tenant compte du fait qu'il n'y a plus de comité et assume l'administration du programme et du fonds.

SECTION IV FONDS

79. Un fonds peut être constitué dans chaque établissement.

80. Ce fonds est composé notamment des éléments suivants :

- a) la retenue prévue au premier alinéa de l'article 91 ;
- b) les profits nets d'opérations de la cantine des personnes incarcérées ;
- c) les dons faits au bénéfice des personnes incarcérées sous réserve des conditions attachées à ces dons ;
- d) les sommes provenant des transactions effectuées dans le cadre du programme ; et
- e) le produit de la vente de biens acquis à même les sommes provenant du fonds.

81. Le fonds ainsi constitué est utilisé pour la réalisation des objectifs suivants :

- a) la mise en application d'un programme et l'exécution des transactions qui s'y rapportent ;
- b) la rémunération de la personne incarcérée qui administre des services à l'intérieur de l'établissement ou qui exécute des tâches relatives à ces services ;
- c) l'octroi d'avances à une personne incarcérée pour l'aider à défrayer le coût des dépenses encourues pour l'exécution d'une activité rémunérée ;
- d) l'assistance financière à une personne incarcérée ou au fonds d'un autre établissement ;
- e) l'achat, la location ou l'entretien d'équipement et le paiement d'autres frais relatifs à l'organisation d'activi-

tés récréatives, sociales ou culturelles pour les personnes incarcérées de l'établissement ;

f) l'achat, la location ou l'entretien d'équipement et le paiement d'autres frais relatifs à la mise en opération d'un programme ; ou

g) le paiement des pertes nettes provenant de transactions effectuées dans le cadre d'un programme.

82. Un membre du comité dépose les sommes d'argent destinées au fonds, dans une institution financière à un compte en fidéicommis.

Dans le cas où il n'existe pas de comité, l'administrateur ou une personne qu'il désigne effectue la fonction prévue au premier alinéa.

83. Tout paiement effectué à même les sommes provenant du fonds doit avoir été autorisé par le comité et doit être effectué au moyen d'un chèque signé par un membre désigné du comité et par l'administrateur.

84. Dans le cas où il n'existe pas de comité, tout paiement effectué à même les sommes provenant du fonds doit avoir été autorisé par l'administrateur et doit être effectué au moyen d'un chèque signé par l'administrateur et par une personne désignée par le directeur général.

85. Lors de la fermeture d'un établissement, le directeur général procède à la liquidation du fonds après consultation de l'administrateur et du comité de cet établissement et distribue les sommes nettes qui en proviennent, de même que les biens acquis à même les sommes provenant de ce fonds, à d'autres fonds en tenant compte de leurs besoins respectifs.

SECTION V SÉLECTION DES ACTIVITÉS RÉMUNÉRÉES ET AFFECTATION DES TÂCHES

86. Dans le cadre de l'organisation du programme et de l'affectation des tâches, le comité s'assure que ces activités répondent notamment aux critères suivants :

- a) compatibles avec les capacités physiques et mentales de la personne incarcérée ;
- b) compatibles, lorsque les circonstances le permettent, avec les goûts et les aptitudes de la personne incarcérée ;
- c) compatibles avec la sécurité de l'établissement et avec l'application des autres mesures de réinsertion sociale telles que les absences temporaires ; et

d) intégrées, lorsque les circonstances le permettent, à l'économie de la région où l'établissement est situé.

SECTION VI MODE DE RÉMUNÉRATION

87. Les activités rémunérées qui sont le résultat d'une entente avec un tiers sont rémunérées à la pièce, à forfait ou sur une base horaire, quotidienne ou hebdomadaire.

88. Lorsque l'administration de services à l'intérieur d'un établissement ou l'exécution de tâches relatives à ces services fait partie d'un programme, l'administration de ces services ou l'exécution de tâches relatives à ces services est rémunérée d'après les modes de rémunération établis à l'article 87.

89. Lorsqu'une personne qui purge une peine exerce un emploi à l'extérieur de l'établissement, son mode de rémunération est celui convenu avec son employeur.

90. Lorsqu'une personne incarcérée travaille à son propre compte, le revenu net de la vente des biens ou des services qu'elle produit constitue son mode de rémunération.

SECTION VII RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE LA PERSONNE INCARCÉRÉE

91. Quand un fonds est constitué dans un établissement, le pourcentage de la rémunération due à une personne incarcérée qui est retenu pour être versé au fonds est de 10%.

Ce pourcentage est calculé sur la rémunération après que les retenues prescrites au premier alinéa de l'article 19.2 de la Loi aient été effectuées.

Dans le cas de la rémunération d'une personne qui purge une peine et qui travaille et séjourne en dehors de l'établissement, ce pourcentage est calculé sur la rémunération après que les retenues prescrites au premier alinéa de l'article 19.2 de la Loi aient été effectuées et après que les sommes nécessaires pour subvenir aux besoins de cette personne et de sa famille aient été soustraites.

92. Le pourcentage de la rémunération due à une personne incarcérée qui lui est remis à titre d'allocation est de 40%.

Ce pourcentage est calculé sur la rémunération après que les retenues mentionnées à l'article 91 aient été effectuées.

93. Une fois effectuées les opérations mentionnées aux articles 91 et 92, l'administrateur dispose du solde de la ré-

munération de la façon prévue au troisième alinéa de l'article 19.2 de la Loi.

SECTION VIII ACHATS ET REMBOURSEMENTS

94. Une personne incarcérée peut, au moyen de l'allocation qu'elle reçoit à même sa rémunération, effectuer à la cantine des personnes incarcérées l'achat d'articles pour sa consommation personnelle ou de matériaux nécessaires à la production de biens ou de services visés au paragraphe c du deuxième alinéa de l'article 19.1 de la Loi.

95. Au moyen de cette allocation, une personne incarcérée peut également effectuer les remboursements d'avances qui lui ont été consenties par l'administrateur ou le comité à même les sommes provenant du fonds.

ANNEXE 1

(a. 33)



Gouvernement du Québec
Ministère de la Justice
**Direction générale de la probation
et des établissements de détention**

**AVIS D'ADMISSIBILITÉ
À LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE**

NOM ET PRÉNOM : _____

DATE DE NAISSANCE : _____

ÉTABLISSEMENT : _____

ZONE : _____

Votre sentence étant de _____

et ayant commencé le _____
(année) (mois) (jour)vous serez éligible à l'obtention
d'une libération conditionnelle le _____

(année) (mois) (jour)

À moins que vous n'y renonciez par écrit, vous serez rencontré(e) par la Commission québécoise des libérations conditionnelles qui prendra une décision sur l'octroi ou le refus de votre libération conditionnelle.

Signature de l'administrateur
ou de son représentant (année) (mois) (jour)Remis à la personne
incarcérée par :_____
Signature de l'agent de la paix (année) (mois) (jour)

ANNEXE 2

(a. 36)



Gouvernement du Québec
Ministère de la Justice
Direction générale de la probation
et des établissements de détention

RAPPORT DE MANQUEMENT À LA DISCIPLINE

PARTIE 1 — IDENTIFICATION

NOM ET PRÉNOM : _____	DATE DE NAISSANCE : _____
ÉTABLISSEMENT : _____	ZONE : _____

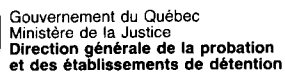
PARTIE 2 — RENSEIGNEMENT RELATIFS AU MANQUEMENT

Date du manquement : _____	Année	Mois	Jour
Description du manquement (quoi ? où ? comment ?) : _____			
Témoins du manquement : _____			

PARTIE 3 — MESURES TEMPORAIRES PRISES PAR LE SUPÉRIEUR IMMÉDIAT

_____	_____	_____	_____
Année	Mois	Jour	Signature de l'auteur du rapport
_____	_____	_____	_____
Année	Mois	Jour	Signature du supérieur immédiat
Remis à la personne incarcérée par :			
_____	_____	_____	_____
Année	Mois	Jour	Signature de l'agent de la paix

(a. 42)



PARTIE 1 — IDENTIFICATION

NOM ET PRÉNOM : _____ DATE DE NAISSANCE : _____

ÉTABLISSEMENT : _____ ZONE : _____

DATE ET NATURE DU MANQUEMENT : _____

[illegible]

Si vous désirez demander une révision, vous devez le faire avant le :

Année	Mois	Jour	Heure
-------	------	------	-------

Année	Mois	Jour	Signature du président
			Signature du membre
			Signature du membre
Remis à la personne incarcérée par :			
Année	Mois	Jour	Signature de l'agent de la paix

ANNEXE 4
 (a. 47 et 48)

 Gouvernement du Québec
 Ministère de la Justice
 Direction générale de la probation
 et des établissements de détention

**RÉVISION DE LA DÉCISION
 DU COMITÉ DE DISCIPLINE**
PARTIE 1 — IDENTIFICATION

NOM ET PRÉNOM : _____	DATE DE NAISSANCE : _____
ÉTABLISSEMENT : _____	ZONE : _____
DATE ET NATURE DU MANQUEMENT : _____	
DATE ET NATURE DE LA SANCTION : _____	

PARTIE 2 — DEMANDE DE RÉVISION

Motifs : _____			
Année	Mois	Jour	Signature de la personne incarcérée
Transmis à l'administration par :			
Année	Mois	Jour	Signature de l'agent de la paix

PARTIE 3 — DÉCISION DE L'ADMINISTRATEUR

<input type="checkbox"/> sanction maintenue <input type="checkbox"/> sanction modifiée <input type="checkbox"/> sanction annulée			
Nouvelle sanction : _____			
Motifs : _____			
Année	Mois	Jour	Signature
Remis à la personne incarcérée par :			
Année	Mois	Jour	Signature de l'agent de la paix

ANNEXE 5

(a. 52)



Gouvernement du Québec
Ministère de la Justice
Direction générale de la probation
et des établissements de détention

AVIS INITIAL
DE RÉDUCTION DE PEINE

NUMÉRO DE DOSSIER	CODE	NUMÉRO	ANNÉE

NOM ET PRÉNOM : _____

DATE DE NAISSANCE : _____

ÉTABLISSEMENT : _____

ZONE : _____

Le total de votre (vos) sentence(s) représente _____ jours.

Vous aurez donc complété cette (ces) peine(s),

le

ANNÉE	MOIS	JOUR

Le nombre de jours de réduction de peine que vous pouvez vous mériter par une bonne conduite

est _____ jours, votre date de libération

possible est ainsi le :

ANNÉE	MOIS	JOUR

Signature de l'administrateur
ou de son représentant

(année)

(mois)

(jour)

Transmis à la personne
incarcérée par :

Signature de l'agent de la paix

(année)

(mois)

(jour)

ANNEXE 6

(a. 42 et 53)



Gouvernement du Québec
Ministère de la Justice
Direction générale de la probation
et des établissements de détention

AVIS PÉRIODIQUE DE RÉDUCTION DE PEINE

NUMÉRO DE DOSSIER	CODE	NUMÉRO	ANNÉE

NOM ET PRÉNOM : _____

DATE DE NAISSANCE : _____

ÉTABLISSEMENT : _____

ZONE : _____

Par votre conduite, vous vous êtes mérité _____ jours de réduction de peine sur un total possible de _____ jours pour la période du

_____ (année) _____ (mois) _____ (jour) **au** _____ (année) _____ (mois) _____ (jour)

Votre date de libération possible demeure le

ANNÉE	MOIS	JOUR

Votre nouvelle date de libération possible est le

ANNÉE	MOIS	JOUR

Signature de l'administrateur
ou de son représentant

(année)

(mois)

(jour)

Remis à la personne
incarcérée par :

Signature de l'agent de la paix

(année)

(mois)

(jour)

ANNEXE 7

(a. 54)



Gouvernement du Québec
Ministère de la Justice
**Direction générale de la probation
et des établissements de détention**

**AVIS DE RÉDUCTION DE PEINE À LA SUITE
D'UNE RÉVOCATION DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE**

NUMÉRO DE DOSSIER	CODE	NUMÉRO	ANNÉE

NOM ET PRÉNOM : _____

DATE DE NAISSANCE : _____

ÉTABLISSEMENT : _____

ZONE : _____

SENTENCE jours

MOINS jours purgés avant la libération conditionnelle jours

TOTAL jours

MOINS jours en libération conditionnelle jours

TOTAL jours

MOINS le temps en détention pendant la suspension jours

TOTAL jours

MOINS la réduction de peine pour la période passée en détention
durant la suspension jours

TOTAL jours

MOINS la réduction de peine à son actif au moment de sa mise en
libération conditionnelle selon la décision rendue par la Commission
québécoise des libérations conditionnelles joursTOTAL À PURGER À PARTIR DE LA DATE DE
RÉVOCATION jours

PLUS sentence additionnelle (s'il y a lieu) jours

TOTAL À PURGER jours

Par une bonne conduite, vous pouvez mériter jusqu'à _____ jours de réduction de peine.
Votre date de libération possible est donc le

ANNÉE	MOIS	JOUR

Signature de l'administrateur
ou de son représentant

(année)

(mois)

(jour)

Remis à la personne
incarcérée par :


Signature de l'agent de la paix

(année)

(mois)

(jour)

ANNEXE 8
(a. 56)

 Gouvernement du Québec
Ministère de la Justice
Direction générale de la probation
et des établissements de détention

AVIS DE RÉDUCTION DE PEINE
DANS LE CAS D'UN TRANSFÈREMENT

NOM ET PRÉNOM : _____

DATE DE NAISSANCE : _____ DOSSIER : _____

Délit(s) : _____

Sentence(s) : _____

Date du début de la sentence : _____

Date de la fin de la sentence : _____

Établissement	Période	Nombre de jours mérités	Date possible de libération	Signature
	Du : au :	max. <input type="checkbox"/> ou _____ jours		
	Du : au :	max. <input type="checkbox"/> ou _____ jours		
	Du : au :	max. <input type="checkbox"/> ou _____ jours		
	Du : au :	max. <input type="checkbox"/> ou _____ jours		
	Du : au :	max. <input type="checkbox"/> ou _____ jours		
	Du : au :	max. <input type="checkbox"/> ou _____ jours		

ANNEXE 9

(a. 59, 61 et 62)



Gouvernement du Québec
Ministère de la Justice
Direction générale de la probation
et des établissements de détention

DEMANDE D'ABSENCE TEMPORAIRE

Nom et prénom : _____ Date de naissance : _____

Établissement : _____ Zone : _____

[illegible]

Explication (but et durée) :

Lieu du séjour (résidence) :

Nom et prénom des personnes : _____

Adresse : _____ No de téléphone : _____

Lien de parenté : _____

Nom de l'employeur ou de l'école : _____

Adresse : _____ No de téléphone : _____

Horaire du travail ou du cours : _____

Moyen de transport durant l'absence temporaire :

Moyen de subsistance durant l'absence temporaire :

(année) (mois) (jour)

Signature de la personne incarcérée

Signature de la personne incarcérée

Transmis par :

(année) (mois) (jour) Signature de l'agent de la paix

Signature de l'agent de la paix

ANNEXE 10

(a. 61 et 62)



Gouvernement du Québec
Ministère de la Justice
Direction générale de la probation
et des établissements de détention

RECOMMANDATION CONCERNANT UNE ABSENCE TEMPORAIRE

PARTIE 1 — IDENTIFICATION

NOM ET PRÉNOM	CODE	NUMÉRO DE DOSSIER CODE	ANNÉE
ÉTABLISSEMENT	SEXE M F	DATE DE NAISSANCE ANNÉE MOIS JOUR	

PARTIE 2 — ANALYSE DE LA DEMANDE

TYPE DE SENTENCE									
1. <input type="checkbox"/> Continue 2. <input type="checkbox"/> Intermittente 3. <input type="checkbox"/> Autre (spécifiez)									
Délit(s)								CODE	
Sentence	Date du début de la sentence			Date de fin de la sentence			Date de libération possible		
	Année	Mois	Jour	Année	Mois	Jour	Année	Mois	Jour
Antécédent(s) criminel(s) (accusation(s) et sentence(s))									
Évaluation en fonction, entre autres, des critères suivants : personnalité, comportement, habilité à remplir ses obligations, projets, relations familiales et sociales, emplois antérieurs, aptitudes au travail, conduite pendant une période de détention, d'absence temporaire ou de libération conditionnelle.									

PARTIE 3 — RECOMMANDATION

<input type="checkbox"/> Recommandée <input type="checkbox"/> Non recommandée					
Motifs : _____					
Condition(s) suggérée(s) : _____					
Genre d'absence temporaire : 22B, réinsertion sociale <input type="checkbox"/> 22D, humanitaire <input type="checkbox"/> 22M, médicale <input type="checkbox"/>					
Nature de l'absence temporaire :					
Jour <input type="checkbox"/>	Fin de semaine <input type="checkbox"/>				
Semaine <input type="checkbox"/>	Autre (spécifiez) <input type="checkbox"/> _____				
L'absence temporaire est recommandée pour _____ jours					
de _____ heure le _____ 19 à _____ heure le _____ 19 _____					
Année	Mois	Jour	Signature du président	Signature du membre	Signature du membre
Année	Mois	Jour	Signature du médecin		

ANNEXE 11

(a. 62)



Gouvernement du Québec
Ministère de la Justice
Direction générale de la probation
et des établissements de détention

DÉCISION CONCERNANT UNE ABSENCE TEMPORAIRE

PARTIE 1 — IDENTIFICATION

NOM ET PRÉNOM			CODE		NUMÉRO DE DOSSIER			ANNÉE	
ÉTABLISSEMENT			SEX M <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/>		DATE DE NAISSANCE ANNÉE MOIS JOUR				
DATE DE LA DEMANDE Année Mois Jour			DATE DE LA RECOMMANDATION Année Mois Jour			GENRE D'ABSENCE TEMPORAIRE 22B réintégration sociale <input type="checkbox"/> 22D humanitaire <input type="checkbox"/> 22M médicale <input type="checkbox"/>			
NATURE DE L'ABSENCE TEMPORAIRE									
Jour <input type="checkbox"/>		Fin de semaine <input type="checkbox"/>							
Semaine <input type="checkbox"/>		Autre (spécifiez) <input type="checkbox"/>							

PARTIE 2 — NATURE DE LA RECOMMANDATION

RECOMMANDÉE <input type="checkbox"/>	NON RECOMMANDÉE <input type="checkbox"/>
--------------------------------------	--

PARTIE 3 — NATURE DE LA DÉCISION

Autorisée <input type="checkbox"/>	Refusée <input type="checkbox"/>
Motifs : _____	
L'absence temporaire est autorisée pour _____ jours à compter de _____ heure le _____ 19 _____ aux fins de : Travail <input type="checkbox"/> études <input type="checkbox"/> visite à la famille <input type="checkbox"/> autre <input type="checkbox"/> (spécifiez) 1. Revenir à l'établissement le _____ 19 _____ à _____ heures. 2. <input type="checkbox"/> ne consommer aucune boisson alcoolique, ni faire usage de drogue non prescrite par un médecin ; 3. <input type="checkbox"/> ne conduire aucun véhicule automobile ; 4. <input type="checkbox"/> ne faire aucune déclaration publique ; 5. <input type="checkbox"/> informer l'établissement de détention avant tout changement d'adresse, de numéro de téléphone et d'emploi ; 6. <input type="checkbox"/> se rapporter à l'établissement de détention lors d'un événement (congé ou fête) annulant l'activité qui a entraîné l'autorisation de l'absence temporaire de jour ; 7. <input type="checkbox"/> se conformer au règlement quant à la répartition des sommes provenant de la rémunération obtenue à la suite d'une activité rémunérée ; 8. <input type="checkbox"/> autre (spécifiez) : _____ _____ _____ Année Mois Jour Signature du directeur général ou de son représentant	

PARTIE 4 — DÉCLARATION DE LA PERSONNE INCARCÉRÉE

Je, _____, déclare que je respecterai les conditions stipulées plus haut, conscient que tout manquement peut entraîner la révocation de l'absence temporaire en plus de la possibilité d'imposition de sanctions de la part des autorités de l'établissement. Un manquement à la condition 1 peut entraîner une poursuite judiciaire en vertu de l'article 133 (1)b du Code criminel.	
En foi de quoi j'ai signé le _____	
(Personne incarcérée)	(Témoin)



c. P-28, r.1

Règlement sur les contributions des fédérations spécialisées à l'Union des producteurs agricoles

Loi sur les producteurs agricoles
(L.R.Q., c. P-28)

1. Définitions : Dans le présent règlement, les mots :

« plan conjoint » signifie un plan de producteurs établi en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

« producteur ou producteur agricole » ont la même signification que dans la Loi sur les producteurs agricoles ;

« Union des producteurs agricoles » désigne l'association accréditée par la Régie des marchés agricoles du Québec en vertu de la Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., c. P-28) aux fins de représenter les producteurs agricoles du Québec ;

« office » signifie un office de producteurs tel que défini à la Loi sur la mise en marché des produits agricoles.

2. Augmentation des maxima des contributions : Conformément aux pouvoirs conférés à l'Union des producteurs agricoles en vertu de l'article 35 de la Loi sur les producteurs agricoles, les maxima des contributions exigibles des offices de producteurs administrés par des fédérations spécialisées telles que déterminées à l'article 31 de cette loi sont, selon le cas, augmentés de 20% des montants exigibles des producteurs soumis au plan conjoint conformément à l'article 5.

3. Contribution annuelle : Les fédérations spécialisées versent à l'Union des producteurs agricoles une contribution annuelle excédant, selon le cas, 20% des montants exigibles des producteurs soumis au plan conjoint, respectivement comme suit :

a) la Fédération des producteurs de lait industriel du Québec : 0,02 \$ les 100 livres ;

b) la Fédération des producteurs de lait du Québec : 0,02 \$ les 100 livres ;

c) la Fédération des producteurs de bois du Québec : 0,049 \$ la corde ;

d) la Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec : 0,00075 \$ la douzaine ;

e) la Fédération des producteurs de volailles du Québec : 0,025 \$ les 100 livres ;

f) la Fédération des producteurs de pommes du Québec : 0,34 \$ la tonne ;

g) la Fédération des producteurs de pommes de terre du Québec : 0,0065 \$ le quintal ;

h) la Fédération des producteurs de fruits et légumes du Québec : 0,286 \$ la tonne.

4. Modalités de paiement : Ces sommes sont versées par les fédérations à l'Union des producteurs agricoles à chaque mois à compter du mois de janvier de chaque année, au prorata du montant des contributions perçues pour le mois précédent des producteurs soumis au plan conjoint.

5. Contributions impayées : Toutes contributions impayées dans les délais de l'article 4 demeurent dues et sont payables en même temps et de la même manière que les contributions du mois suivant.

6. Répartition des contributions : Une part, représentant 47,35% des contributions perçues par l'Union des producteurs agricoles des fédérations spécialisées, est répartie entre les fédérations régionales affiliées, les fédérations spécialisées ne participant pas dans le partage, compte ayant été tenu dans l'établissement de leur contribution, des quotes-parts qui auraient pu leur revenir et revenir aux syndicats spécialisés qui les composent.



c. P-28, r.2

Règlement sur la cotisation annuelle des producteurs à l'Union des producteurs agricoles

Loi sur les producteurs agricoles
(L.R.Q., c. P-28)

1. Définitions : Dans le présent règlement, les mots « plan conjoint » signifient un plan de producteurs établi en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35), l'expression « producteur agricole » a la même signification que dans la Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., c. P-28) et les mots « Union des producteurs agricoles » désignent l'association accréditée par la Régie des marchés agricoles du Québec en vertu de la Loi sur les producteurs agricoles pour représenter les producteurs agricoles du Québec.

2. Augmentation du maximum de la cotisation : Conformément aux pouvoirs conférés à l'Union des producteurs agricoles en vertu de l'article 35 de la Loi sur les producteurs agricoles, le maximum de la cotisation annuelle exigible de chaque producteur, tel que déterminé par l'article 31 de cette Loi, est augmenté à 100 \$.

3. Cotisation annuelle : Chaque producteur agricole doit payer à l'Union des producteurs agricoles une cotisation annuelle dont la somme est fixée à 100 \$; cette cotisation est payable à compter du 1^{er} janvier de chaque année, et doit être versée selon les modalités prévues à l'article 4.

4. Modalités du paiement : La cotisation est perçue, selon le cas, de la façon suivante :

a) pour les producteurs assujettis à un plan conjoint, la cotisation annuelle est retenue par l'organisme chargé d'appliquer le plan conjoint en même temps qu'il perçoit du producteur ou de toute personne pour le compte du producteur les premiers deniers exigibles après le 1^{er} janvier de chaque année en paiement de la contribution prévue à la Loi sur la mise en marché des produits agricoles.

Toutefois, si cet organisme applique un règlement de mise en vente en commun selon l'article 68 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, il doit retenir la cotisation annuelle sur le premier paiement devant être effectué par celui-ci au producteur à compter du 1^{er} janvier de chaque année. Si le premier paiement à être effectué par le plan au producteur est moindre que le montant de la coti-

sation annuelle, la cotisation est retenue sur le paiement suivant à être effectué au producteur.

Les sommes ainsi prélevées doivent être versées à l'Union des producteurs agricoles dans les 30 jours de la retenue, accompagnées du rapport prévu à l'article 37 de la Loi sur les producteurs agricoles ;

b) lorsqu'un producteur agricole n'est assujetti à aucun plan conjoint et qu'aucune personne ou organisme n'est tenu de retenir pour lui la cotisation annuelle, chaque producteur doit payer sa cotisation annuelle directement à l'Union des producteurs agricoles avant le 1^{er} juillet de chaque année.

5. Cotisation impayée : Toute cotisation annuelle impayée pour une année demeure due et est payable en même temps et de la même manière que la cotisation de l'année en cours.

6. Répartition de la cotisation : Les cotisations perçues par l'Union des producteurs agricoles sont réparties comme suit entre l'Union, les fédérations de syndicats professionnels de producteurs qui lui sont affiliés et les syndicats professionnels composant ces derniers :

- a) le syndicat reçoit 10,00 \$
- b) la Fédération 41,50
- c) l'Union 48,50.



c. P-28, r.3

Règlement sur la définition d'un produit agricole

Loi sur les producteurs agricoles
(L.R.Q., c. P-28)

1. Le produit de la pisciculture destiné à la commercialisation est désigné comme produit agricole au sens du paragraphe *k* de l'article 1 de la Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., c. P-28).



c. P-28, r.4

Ordonnance sur l'eau, le sirop ou le sucre d'érable

Loi sur les producteurs agricoles
(L.R.Q., c. P-28, a. 39 et 41)

1. Pour les fins de la présente ordonnance, les mots suivants signifient :

- a) « association accréditée » : l'Union des producteurs agricoles du Québec ayant son siège social au 515 est, avenue Viger, Montréal ;
- b) « produit visé » : l'eau, le sirop ou le sucre de l'érable ;
- c) « producteur » : toute personne engagée dans la production et la mise en marché du produit visé ;
- d) « commerçant » : toute personne, autre qu'un consommateur, qui achète ou reçoit le produit visé d'un producteur ;
- e) « cotisation annuelle » : la cotisation annuelle fixée par règlement de l'association accréditée en vertu de la Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., c. P-28).

2. L'association accréditée fournit au commerçant une liste des producteurs de qui il doit retenir la cotisation annuelle et le montant dû par chacun.

3. Cette retenue doit être effectuée au moment et en déduction du premier paiement, versement ou crédit devant être fait au bénéfice du producteur à compter du 28 février 1979.

4. La cotisation annuelle retenue en vertu de la présente ordonnance doit être remise par le commerçant à l'association accréditée dans les 30 jours de la retenue.

5. Tout commerçant doit tenir à jour un registre des informations mentionnées à l'article 41 de la Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., c. P-28) et en permettre l'inspection aux représentants autorisés de la Régie des marchés agricoles du Québec.

6. À défaut de prélever la cotisation des producteurs et de la remettre à l'association accréditée dans le délai prescrit, le commerçant est personnellement responsable envers l'association accréditée des cotisations qu'il aurait dû percevoir.



c. P-28, r.5

Ordonnance sur la retenue des cotisations par les acheteurs de fruits et de légumes destinés à la transformation

Loi sur les producteurs agricoles
(L.R.Q., c. P-28, a. 39 et 41)

1. Pour les fins de la présente ordonnance, les mots suivants signifient :

a) « association accréditée » : l'Union des producteurs agricoles du Québec ayant son siège social au 515 est, avenue Viger, Montréal ;

b) « produit visé » : tous les fruits et légumes destinés à la transformation, à l'exception du bleuet et de la pomme ;

c) « producteur » : toute personne engagée dans la production et la mise en marché du produit visé ;

d) « acheteur » : toute personne, autre qu'un consommateur, qui achète ou reçoit le produit visé d'un producteur ;

e) « cotisation annuelle » : la cotisation annuelle fixée par règlement de l'association accréditée en vertu de la Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., c. P-28).

2. Tout acheteur doit retenir, à même le prix qui doit être versé à chaque producteur, la cotisation annuelle due à l'association accréditée. L'acheteur est exempté de cette obligation seulement si le producteur lui soumet un reçu indiquant le paiement de cette cotisation ou lorsque l'association accréditée lui indique qu'elle a déjà reçu un tel paiement de producteurs dont elle lui fournit la liste.

3. Cette retenue doit être effectuée au moment et en déduction du premier paiement, versement ou crédit devant être fait au bénéfice du producteur à compter du 19 octobre 1977.

4. La cotisation annuelle retenue en vertu de la présente ordonnance doit être remise par l'acheteur à l'association accréditée dans les 30 jours de la retenue.

5. Au plus tard le 1^{er} août de chaque année, l'acheteur doit fournir à l'association accréditée la liste des producteurs de qui il a reçu ou prévoit recevoir le produit visé durant l'année en cours. Cette liste doit contenir les informations suivantes :

a) les noms et adresse du producteur ;

b) la nature du produit visé reçu ou acheté.

6. Sur réception de la liste mentionnée à l'article 5, l'association accréditée fournit à l'acheteur les noms des producteurs de qui il doit retenir la cotisation annuelle et le montant dû par chacun.

7. Tout acheteur doit tenir à jour un registre des informations mentionnées à l'article 5 et en permettre l'inspection aux représentants autorisés de la Régie des marchés agricoles du Québec.

8. À défaut de prélever la cotisation des producteurs et de la remettre à l'association accréditée dans le délai prescrit, l'acheteur est personnellement responsable envers l'association accréditée des cotisations qu'il aurait dû percevoir.



c. P-28, r.6

Ordonnance sur la retenue des cotisations par les acheteurs de veaux et bouvillons d'engraissement

Loi sur les producteurs agricoles
(L.R.Q., c. P-28, a. 39 et 41)

1. Pour les fins de la présente ordonnance, les mots suivants signifient :

a) « association accréditée » : l'Union des producteurs agricoles du Québec ayant son siège social au 515 est, avenue Viger, Montréal ;

b) « produit visé » : les veaux et bouvillons d'engraissement ;

c) « producteur » : toute personne engagée dans la production et la mise en marché du produit visé ;

d) « acheteur » : toute personne qui achète ou reçoit le produit visé d'un producteur pour le revendre par encan ou autrement ;

e) « cotisation annuelle » : la cotisation annuelle fixée par règlement de l'association accréditée en vertu de la Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., c. P-28).

2. Tout acheteur doit retenir, à même le prix qui doit être versé à chaque producteur, la cotisation annuelle due à l'association accréditée. L'acheteur est exempté de cette obligation seulement si le producteur lui soumet un reçu pour l'année en cours indiquant le paiement de cette cotisation, ou lorsque l'association accréditée lui indique qu'elle a déjà reçu un tel paiement de producteurs dont elle lui fournit la liste.

3. Cette retenue doit être effectuée au moment et en déduction du premier paiement, versement ou crédit devant être fait au bénéfice du producteur à compter du 28 septembre 1977.

4. La cotisation annuelle retenue en vertu de la présente ordonnance doit être remise par l'acheteur à l'association accréditée dans les 30 jours de la retenue avec une liste des noms et adresses des producteurs de qui des cotisations ont été retenues et le montant retenu pour chacun.

5. Au moins 15 jours avant la tenue de chaque encan, l'acheteur doit fournir à l'association accréditée les noms et adresses des producteurs inscrits pour participer à cet encan.

6. Sur réception de la liste mentionnée à l'article 5, l'association accréditée fournit à l'acheteur les noms des producteurs de qui il doit retenir la cotisation annuelle et le montant dû par chacun.

7. Tout acheteur doit tenir à jour un registre des informations mentionnées à l'article 5 et en permettre l'inspection aux représentants autorisés de la Régie des marchés agricoles du Québec.

8. À défaut de prélever la cotisation des producteurs et de la remettre à l'association accréditée dans le délai prescrit, l'acheteur est personnellement responsable envers l'association accréditée des cotisations qu'il aurait dû percevoir.



c. P-29, r.1

Règlement sur les aliments

Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments

(L.R.Q., c. P-29, a. 40)

CHAPITRE 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

SECTION 1.1

APPLICATION — DÉFINITIONS

1.1.1. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient :

- a) « atelier d'équarrissage » : l'atelier d'équarrissage d'animaux prévu à l'article 7.1.2 ;
- b) « conserves de viandes » : les conserves de viandes visées au paragraphe a de l'article 6.1.1 ;
- c) « dénaturant » : le dénaturant visé à l'article 7.1.3 ;
- d) « inspecteur » : une personne autorisée au sens du paragraphe f de l'article 1 de la Loi ;
- e) « Loi » : la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., c. P-29) ;
- f) « ministre » : le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ;
- g) « récupérateur » : le récupérateur visé à l'article 7.1.4 ;
- h) « viandes impropres » : les viandes impropres à la consommation humaine désignées à l'article 7.1.1 ;
- i) « exploitant autorisé » : l'exploitant autorisé selon l'article 6.5.2.6 à utiliser l'estampille prévue à l'article 6.5.1.1 ou un emballage, une étiquette ou vignette portant sa reproduction.

1.1.2. Prohibition : Il est interdit de détenir, de préparer ou d'acheter en vue de la vente, de mettre en vente ou en dépôt ou de vendre dans un lieu quelconque, de servir dans un lieu de consommation, de transporter, de faire transporter ou d'accepter pour une destination quelconque, dans les limites du Québec, un aliment impropre à la consommation ou qui ne répond pas aux conditions de salubrité, de qualité, de conditionnement ou autres prévues ci-après.

SECTION 1.2

ENREGISTREMENT

1.2.1. Enregistrement : Toute personne, à l'exception d'un agriculteur qui vend uniquement au consommateur le produit provenant exclusivement de son exploitation et d'une personne détenant un permis en vertu de l'article 9 de la Loi, qui est engagée dans la préparation, le conditionnement, la transformation, la détention en vue de la vente ou la vente d'un aliment, est tenue de s'enregistrer auprès du ministre, au plus tard, dans le mois qui suit le début de ses opérations, ou avant le 12 septembre 1975 si elle est déjà en opération.

1.2.2. Formule d'enregistrement : L'enregistrement est fait sur une formule fournie par le ministre et qui doit être rédigée selon le modèle reproduit à l'annexe 1.2.A.

1.2.3. Changements : Toute personne tenue de s'enregistrer doit, dans les 15 jours, informer par écrit le ministre de tout changement touchant l'un des renseignements ou des documents requis par la présente section.

SECTION 1.3

PERMIS

§1.3.1. Dispositions générales

1.3.1.1. Demande de permis : Toute personne tenue de se munir d'un permis, aux termes de l'article 9 de la Loi, doit faire parvenir au ministre une demande de permis rédigée conformément au modèle reproduit à l'annexe 1.3.A et verser les droits qui y sont fixés au moyen d'un mandat poste ou d'un chèque visé à l'ordre du ministre des Finances.

1.3.1.2. Plans et devis : La demande de permis d'exploitation d'un établissement doit être accompagnée des plans à l'échelle de l'établissement, de ses dépendances et du terrain où ils sont situés ainsi que du devis descriptif indiquant :

- a) le genre d'atelier ;
- b) sa localisation par rapport au voisinage ;
- c) la conception, la dimension, la disposition et l'aménagement des locaux et aires de l'atelier ;
- d) la dimension et la situation des cloisons, portes, fenêtres, escaliers, colonnes, rails et de l'équipement fixe ;

e) la nature des matériaux utilisés pour les plafonds, murs et planchers et pour l'isolement des plafonds et des murs des différents locaux et aires de l'atelier ;

f) la description, la nature et les caractéristiques de l'appareillage sanitaire et de l'évacuation des eaux usées ;

g) la description, la nature et les caractéristiques de l'approvisionnement en eau potable, de l'approvisionnement d'eau chaude, de l'éclairage, de l'aération, de la réfrigération des locaux avec mention de la température, ainsi que de tout entrepôt frigorifique utilisé par le requérant ;

h) la nature des matériaux utilisés pour le revêtement extérieur de l'atelier ;

i) la localisation des postes d'eau chaude et d'eau froide.

Le requérant doit également fournir avec sa demande de permis des renseignements sur :

a) les appareils devant servir à ses opérations ;

b) les noms et adresses des entrepreneurs qu'il utilise.

1.3.1.3. Renseignements additionnels : Dans le cas d'une demande de permis d'exploitation d'un atelier d'équarrissage ou d'une demande de permis de récupération de viandes impropres, le requérant doit fournir avec sa demande la description et le nombre de camions, remorques ou conteneurs qu'il utilise ainsi que les listes prévues aux articles 7.3.11 et 7.3.12.

Dans le cas d'une demande d'un permis d'exploitation d'un atelier d'équarrissage visé à l'article 1.3.4.6 ou 1.3.4.8, le requérant doit fournir avec sa demande les nom et adresse de tout distributeur avec qui il fait affaire pour fins de mise en marché des viandes impropres dans des emballages portant le nom de ce distributeur.

Dans le cas d'une demande d'un permis d'exploitation d'un atelier visé à l'article 1.3.3.1 le requérant doit fournir avec sa demande une déclaration assermentée ou une déclaration solennelle prévue à la Loi sur la preuve au Canada (S.R.C., 1970, c. E-10) indiquant, sur la base de la moyenne hebdomadaire pour l'année précédant la date de sa demande :

a) le volume de ses ventes totales en détail et en gros, exprimé en kilogrammes ;

b) le volume de ses ventes en gros à un détaillant ;

c) le volume de ses ventes en gros à un restaurateur ;

d) le pourcentage du volume de ses ventes en gros par rapport au volume de ses ventes totales en détail et en gros ; et

e) les données visées aux paragraphes a à d, mais exprimées uniquement en fonction des viandes ou aliments carnés qu'il prépare, conditionne ou transforme à l'exclusion de ceux dont il fait uniquement la distribution.

1.3.1.4. Attestations de légalité : Le requérant doit joindre à la demande de permis les attestations émises par l'autorité compétente à l'effet que l'emplacement, la conception, la construction et l'aménagement de tout atelier répondent aux exigences de toute législation ou réglementation en vigueur relatives à la sécurité et à la salubrité dans les édifices publics, les établissements industriels et commerciaux, au zonage municipal ou à l'aménagement du territoire, ainsi qu'à l'environnement et à la protection du milieu.

Dans le cas d'une demande de permis d'exploitation d'un atelier d'équarrissage ou de récupération de viandes impropres, le requérant doit également joindre à sa demande, les attestations émises par l'autorité compétente à l'effet qu'il répond aux exigences de la législation ou de la réglementation en vigueur relatives à l'utilisation d'un moyen ou d'un système de transport ainsi qu'à l'immatriculation de véhicules.

1.3.1.5. Demande de renouvellement de permis : Pour obtenir le renouvellement de son permis, le détenteur doit faire parvenir au ministre une demande de renouvellement de permis rédigée conformément au modèle reproduit à l'annexe 1.3.B et verser les droits qui y sont fixés au moyen d'un mandat-poste ou d'un chèque visé à l'ordre du ministre des Finances au moins 60 jours avant la date d'expiration du permis.

1.3.1.6. Renouvellement de permis : Sous réserve de l'article 15 de la Loi, le ministre, sur réception de la demande de renouvellement de permis et sur paiement des droits fixés, renouvelle le permis du requérant pourvu que ce dernier ait indiqué, dans sa demande de renouvellement, tout changement intervenu relativement aux renseignements et documents fournis en application des articles 1.3.1.1, 1.3.1.2, 1.3.1.3, 1.3.1.4, 7.3.11 et 7.3.12.

L'exploitant détenant un permis visé à l'article 1.3.3.1 doit joindre à sa demande de renouvellement de permis le document prévu au troisième alinéa de l'article 1.3.1.3.

1.3.1.7. Remise du permis : Le permis doit, au cas d'annulation ou de non renouvellement, être remis au ministre par l'exploitant.

1.3.1.8. Contenu du permis : Tout permis délivré ou renouvelé par le ministre doit indiquer les nom et adresse de son détenteur, le numéro et la nature du permis ainsi que, le cas échéant, la catégorie de permis, le lieu d'exploitation, les conditions imposées par le ministre ou le numéro apparaissant sur l'estampille assignée à l'exploitant. Il doit être rédigé conformément à la formule reproduite à l'annexe 1.3.C.

1.3.1.9. Cessation, suspension des opérations : Tout détenteur d'un permis délivré ou renouvelé doit aviser par écrit le ministre dès qu'il cesse définitivement ses opérations ou les suspend durant la période qu'il indique.

1.3.1.10. Permis après annulation : Lorsque le permis d'une personne a été annulé, la délivrance d'un nouveau permis à cette personne ne peut se faire qu'à l'expiration d'un délai de 6 mois après l'annulation.

1.3.1.11. Changement : Tout détenteur de permis doit, dans les 15 jours, informer par écrit le ministre de tout changement touchant l'un des renseignements ou des documents requis par la présente section.

1.3.1.12. Requéran d'un permis de catégorie « viande crue ». Conditions : La personne requérant un permis d'atelier d'équarrissage de catégorie « viande crue » doit exploiter, à titre de propriétaire, une visonnière, une renardière, un chenil ou un jardin zoologique ; et

a) dans le cas d'une visonnière, être propriétaire d'au moins 400 femelles reproductrices ;

b) dans le cas d'une renardière, être propriétaire d'au moins 100 renards ;

c) dans le cas d'un chenil, être propriétaire d'au moins 50 chiens ; ou

d) dans le cas d'un jardin zoologique, être détenteur d'un permis d'exploitation d'un jardin zoologique en vertu de la Loi sur la conservation de la faune (L.R.Q., c. C-61).

1.3.1.13. Requéran des permis de récupération. Conditions : Seule une personne autre que celle requérant ou détenant un permis de récupération de catégorie « huile » peut requérir un permis de catégorie « carcasse ».

Seule une personne autre que celle requérant ou détenant un permis de récupération de catégorie « carcasse » peut requérir un permis de récupération de catégorie « huile ».

1.3.1.14. Requéran d'un permis de catégorie « dépôt » ou « désossement ». Conditions : Seule une personne autre que celle requérant ou détenant un permis d'atelier

d'équarrissage de catégorie « dépôt » peut requérir un permis d'atelier d'équarrissage de catégorie « désossement ».

Seule une personne autre que celle requérant ou détenant un permis d'atelier d'équarrissage de catégorie « désossement » peut requérir un permis d'atelier d'équarrissage de catégorie « dépôt ».

1.3.1.15. Requéran d'un permis d'atelier de préparation, de conditionnement ou de transformation. Conditions : La personne requérant un permis de l'une des catégories visées à la sous-section 1.3.3 doit répondre aux conditions suivantes :

a) exploiter un atelier où elle détient les viandes ou aliments carnés qu'elle prépare, conditionne ou transforme ; et

b) effectuer, à même les produits visés au paragraphe a, des ventes en gros représentant, sur la base d'une moyenne hebdomadaire par année, un volume correspondant à l'équivalent, en kilogrammes, d'au moins 50% des ventes totales, en détail et en gros, de ces produits.

§1.3.2. Catégories de permis d'abattoir

1.3.2.1. Permis d'abattoir : Le permis d'abattoir comporte 6 catégories :

a) le permis d'abattoir A-1 ;

b) le permis d'abattoir A-1B ;

c) le permis d'abattoir A-1P ;

d) le permis d'abattoir A-2 ;

e) le permis d'abattoir A-3 ;

f) le permis d'abattoir A-4.

1.3.2.2. Permis d'abattoir A-1 : Le permis d'abattoir A-1 autorise son détenteur à abattre des animaux d'espèces bovine, porcine, caprine et ovine dans un abattoir conforme à l'article 6.3.1.2.

1.3.2.3. Permis d'abattoir A-1B : Le permis d'abattoir A-1B autorise son détenteur à abattre des animaux d'espèces bovine, caprine et ovine dans un abattoir conforme à l'article 6.3.1.2.

1.3.2.4. Permis d'abattoir A-1P : Le permis d'abattoir A-1P autorise son détenteur à abattre des animaux d'espèces porcine, caprine et ovine dans un abattoir conforme à l'article 6.3.1.2.

1.3.2.5. Permis d'abattoir A-2 : Le permis d'abattoir A-2 autorise son détenteur à abattre exclusivement des

animaux d'espèce chevaline dans un abattoir conforme à l'article 6.3.1.2.

1.3.2.6. Permis d'abattoir A-3 : Le permis d'abattoir A-3 autorise son détenteur, sous réserve de l'article 6.4.3.13, à abattre des volailles, des lapins, des faisans, des pintades, des perdrix ou des cailles dans un abattoir conforme à l'article 6.3.2.4.

1.3.2.7. Permis d'abattoir A-4 : Le permis d'abattoir A-4 autorise son détenteur à abattre seulement des faisans, des pintades, des perdrix ou des cailles dans un abattoir conforme à l'article 6.3.2.A.1.

§1.3.3. Catégorie de permis d'atelier de préparation, de conditionnement ou de transformation, pour fins de vente en gros, de viandes ou d'aliments carnés destinés à la consommation humaine

1.3.3.1. Catégorie de permis : Le permis d'atelier de préparation, de conditionnement ou de transformation, pour fins de vente en gros, de viandes ou d'aliments carnés destinés à la consommation humaine, comporte 7 catégories :

- a) le permis de « charcuterie générale » ;
- b) le permis de « préparation de viandes chevalines » ;
- c) le permis de « découpe et viande hachée » ;
- d) le permis de « préparation de pizzas » ;
- e) le permis de « conserves de viandes » ;
- f) le permis de « préparation de viandes de lièvre » ;
- g) le permis de « conserves de viandes de lièvre ».

1.3.3.2. Permis de charcuterie générale : Le permis de charcuterie générale autorise son détenteur à préparer, conditionner ou transformer, pour fins de vente en gros, les viandes ou aliments carnés autres que des conserves de viandes ou des viandes ou aliments carnés à base de cheval dans un atelier conforme à l'article 6.3.3.2.

1.3.3.3. Permis de préparation de viandes chevalines : Le permis de préparation de viandes chevalines autorise son détenteur à préparer exclusivement des viandes ou aliments carnés à base de cheval, pour fins de vente en gros, dans un atelier visé à l'article 6.3.3.2.

1.3.3.4. Permis de découpe et viande hachée : Le permis de découpe et viande hachée autorise son détenteur à préparer exclusivement des viandes à l'état naturel ainsi que de la viande hachée, pour fins de vente en gros, dans un atelier conforme à l'article 6.3.3.3.

1.3.3.5. Permis de préparation de pizzas : Le permis de préparation de pizzas autorise son détenteur à préparer, à l'exclusion de tout autre aliment carné, des pizzas à base de viandes, pour fins de vente en gros, dans un atelier conforme à l'article 6.3.3.4.

1.3.3.6. Permis de conserves de viandes : Le permis de conserves de viandes autorise son détenteur à préparer des conserves de viandes, pour fins de vente en gros, dans un atelier conforme à l'article 6.3.4.2.

1.3.3.7. Permis de préparation de viandes de lièvre : Le permis de préparation de viandes de lièvre autorise son détenteur à préparer exclusivement des viandes ou aliments carnés à base de lièvre, pour fins de vente en gros, dans un atelier conforme à l'article 6.3.3.5.

1.3.3.8. Permis de conserves de viandes de lièvre : Le permis de conserves de viandes de lièvre autorise son détenteur à préparer exclusivement des conserves de viandes de lièvre, pour fins de vente en gros, dans un atelier conforme à l'article 6.3.4.4.

1.3.3.9. Dispositions reliées uniquement au permis sans estampille : Lorsque l'atelier visé à l'article 1.3.3.1 est exploité par une personne autre qu'un exploitant autorisé, les articles 1.3.3.2 à 1.3.3.8 s'appliquent sous réserve des articles 6.3.3.13, 6.3.4.5 et 6.3.5.11.

§1.3.4. Catégories de permis d'atelier d'équarrissage

1.3.4.1. Catégories de permis : Le permis d'atelier d'équarrissage comporte 8 catégories :

- a) le permis d'atelier d'équarrissage, catégorie « fon-doir » ;
- b) le permis d'atelier d'équarrissage, catégorie « re-lais » ;
- c) le permis d'atelier d'équarrissage, catégorie « con-serverie animale » ;
- d) le permis d'atelier d'équarrissage, catégorie « dé-pôt » ;
- e) le permis d'atelier d'équarrissage, catégorie « dés-ossement » ;
- f) le permis d'atelier d'équarrissage, catégorie « viande crue » ;
- g) le permis d'atelier d'équarrissage, catégorie « pré-paration générale » ;
- h) le permis d'atelier d'équarrissage, catégorie « pré-paration spéciale ».

1.3.4.2. Permis de catégorie « fondoir » : Le permis d'atelier d'équarrissage, catégorie « fondoir », autorise son détenteur, sous réserve de l'article 7.4.9, à exploiter un atelier d'équarrissage aux fins de ramasser ou de recevoir les viandes impropres et de les transformer en produits de farine, d'huile ou de graisse animale, ou en sous-produits industriels dans un atelier conforme à l'article 7.2.4.

1.3.4.3. Permis de catégorie « relais » : Le permis d'atelier d'équarrissage, catégorie « relais », autorise son détenteur, sous réserve de l'article 7.4.9, à exploiter un atelier d'équarrissage aux fins de ramasser ou de recevoir les viandes impropres autres que celles visées au paragraphe A de l'article 7.1.1 ou de recevoir les viandes impropres visées à ce paragraphe A uniquement d'un récupérateur et de les conserver dans un atelier conforme à l'article 7.2.5, en vue de les expédier ou de les livrer à un atelier d'équarrissage dont l'exploitant est muni d'un permis de catégorie « fondoir ».

1.3.4.4. Permis de catégorie « conserverie animale » : Le permis d'atelier d'équarrissage, catégorie « conserverie animale », autorise son détenteur, sous réserve de l'article 7.4.9, à exploiter un atelier d'équarrissage aux fins de ramasser ou de recevoir, à partir d'un atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « dépôt », « désossement » ou « préparation générale », d'un abattoir, d'un atelier de charcuterie ou de fabrication de conserves de viandes, des viandes impropres autres que des cadavres d'animaux ou des carcasses entières, en demies ou en quartiers et de les transformer en conserves de viandes pour l'alimentation animale dans un atelier conforme à l'article 7.2.6.

1.3.4.5. Permis de catégorie « dépôt » : Le permis d'atelier d'équarrissage, catégorie « dépôt », autorise son détenteur, sous réserve de l'article 7.4.9, à exploiter un atelier d'équarrissage aux fins de ramasser ou de recevoir des viandes impropres, de dépouiller et éviscérer les cadavres d'animaux et de conserver ces viandes sous réfrigération dans un atelier conforme à l'article 7.2.7, en vue de les expédier ou de les livrer à un atelier d'équarrissage dont l'exploitant est muni d'un permis autre que celui visé au présent article.

1.3.4.6. Permis de catégorie « désossement » : Le permis d'atelier d'équarrissage, catégorie « désossement », autorise son détenteur, sous réserve de l'article 7.4.9, à exploiter un atelier d'équarrissage aux fins de ramasser ou de recevoir les viandes impropres autres que celles provenant d'un récupérateur, de dépouiller et éviscérer les cadavres d'animaux, d'en dépecer et désosser les carcasses, et de conserver ces viandes sous réfrigération dans un atelier conforme à l'article 7.2.8, en vue de les expédier ou de les

livrer à un atelier d'équarrissage dont l'exploitant est muni d'un permis autre que celui visé à l'article 1.3.4.5. Ce détenteur peut également les expédier ou les livrer à une visonnière, une renardière, un chenil ou un jardin zoologique pour servir à l'alimentation des animaux qui y sont gardés.

1.3.4.7. Permis de catégorie « viande crue » : Le permis d'atelier d'équarrissage, catégorie « viande crue », autorise son détenteur, sous réserve de l'article 7.4.9, à exploiter un atelier d'équarrissage aux fins de ramasser ou de recevoir les viandes impropres autres que celles provenant d'un récupérateur et de les préparer ou conditionner dans un atelier conforme à l'article 7.2.9 en vue de les servir, à l'état cru, à ses propres animaux.

1.3.4.8. Permis de catégorie « préparation générale » : Le permis d'atelier d'équarrissage, catégorie « préparation générale », autorise son détenteur, sous réserve de l'article 7.4.9, à exploiter un atelier d'équarrissage aux fins de ramasser ou de recevoir, à partir d'un atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « dépôt », « désossement » ou « préparation générale », d'un abattoir ou d'un atelier de charcuterie ou de fabrication de conserves de viandes, des viandes impropres autres que des cadavres d'animaux ou des carcasses entières, en demies ou en quartiers et de les préparer ou conditionner, exclusivement pour l'alimentation animale ou pour un usage industriel autre que celui relié à l'industrie de la consommation humaine, dans un atelier conforme à l'article 7.2.10, en vue de les expédier ou de les livrer, à l'état cru, à un utilisateur pour ces fins ou à un atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie autre que « dépôt » ou « désossement ».

1.3.4.9. Permis de catégorie « préparation spéciale » : Le permis d'atelier d'équarrissage, catégorie « préparation spéciale », autorise son détenteur, sous réserve de l'article 7.4.9, à exploiter un atelier d'équarrissage aux fins de ramasser ou de recevoir, à partir d'un atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « dépôt », « désossement » ou « préparation générale », d'un abattoir, ou d'un atelier de charcuterie ou de fabrication de conserves de viandes, les viandes impropres autres que les cadavres d'animaux ou les carcasses entières, en demies ou en quartiers et de les préparer ou conditionner dans un atelier conforme à l'article 7.2.11, en vue de les expédier ou de les livrer, à l'état de hachis, à une visonnière, une renardière, un chenil ou un jardin zoologique pour servir à l'alimentation des animaux qui y sont gardés.

§1.3.5. Catégories de permis de récupération de viandes impropres à la consommation humaine

1.3.5.1. Catégories de permis de récupération : Le permis de récupération de viandes impropres comporte 3 catégories :

- a) le permis de récupération, catégorie « carcasse » ;
- b) le permis de récupération, catégorie « sous-produit » ;
- c) le permis de récupération, catégorie « huile ».

1.3.5.2. Permis de catégorie « carcasse » : Le permis de récupération, catégorie « carcasse », autorise son détenteur à récupérer uniquement les viandes impropres visées au paragraphe A de l'article 7.1.1, et à en disposer conformément à la section 7.3.

1.3.5.3. Permis de catégorie « sous-produit » : Le permis de récupération, catégorie « sous-produit », autorise son détenteur à récupérer uniquement les viandes impropres visées au paragraphe B de l'article 7.1.1 et à en disposer conformément à la section 7.3.

1.3.5.4. Permis de catégorie « huile » : Le permis de récupération, catégorie « huile », autorise son détenteur à récupérer uniquement les viandes impropres visées au paragraphe C de l'article 7.1.1 et à en disposer conformément à la section 7.3.

§1.3.6. Droits exigibles

1.3.6.1. Droits pour les permis d'abattoir : Les droits exigibles pour la délivrance ou le renouvellement du permis d'exploitation d'un abattoir sont fixés à :

- a) 100 \$, dans le cas du permis d'abattoir A-1 ;
- b) 50 \$, dans le cas du permis d'abattoir A-1B ;
- c) 50 \$, dans le cas du permis d'abattoir A-1P ;
- d) 100 \$, dans le cas du permis d'abattoir A-2 ;
- e) 100 \$, dans le cas du permis d'abattoir A-3 ;
- f) 25 \$, dans le cas du permis d'abattoir A-4.

1.3.6.2. Droits pour les permis d'atelier de préparation, de conditionnement ou de transformation, pour fins de vente en gros, de viandes ou d'aliments carnés destinés à la consommation humaine : Les droits exigibles pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis d'atelier de préparation, de conditionnement ou de transformation, pour fins de vente en gros, de viandes ou d'aliments carnés destinés à la consommation humaine sont fixés à :

- a) 100 \$, dans le cas du permis de « charcuterie générale » ;
- b) 50 \$, dans le cas du permis de « préparation de viandes chevalines » ;
- c) 50 \$, dans le cas du permis de « découpe et viande hachée » ;
- d) 25 \$, dans le cas du permis de « préparation de pizzas » ;
- e) 100 \$, dans le cas du permis de « conserves de viandes » ;
- f) 25 \$, dans le cas du permis de « préparation de viandes de lièvre » ;
- g) 25 \$, dans le cas du permis de « conserves de viandes de lièvre ».

Dans le cas où l'exploitant d'un abattoir exploite également dans le même bâtiment un atelier de découpe et viande hachée, les droits exigibles pour le permis de « découpe et viande hachée » sont fixés à 25 \$.

1.3.6.3. Droits pour les permis d'atelier d'équarrissage : Les droits exigibles pour la délivrance ou le renouvellement du permis d'exploitation d'un atelier d'équarrissage sont fixés à :

- a) 200 \$, dans le cas du permis de catégorie « fonderie » ;
- b) 50 \$, dans le cas du permis de catégorie « relais » ;
- c) 200 \$, dans le cas du permis de catégorie « conserverie animale » ;
- d) 100 \$, dans le cas du permis de catégorie « dépôt » ;
- e) 200 \$, dans le cas du permis de catégorie « désossement » ;
- f) 75 \$, dans le cas du permis de catégorie « viande crue » ;
- g) 200 \$, dans le cas du permis de catégorie « préparation générale » ;
- h) 100 \$, dans le cas du permis de catégorie « préparation spéciale ».

1.3.6.4. Droits exigibles pour le permis de récupération : Les droits exigibles pour la délivrance ou le renouvellement de chaque catégorie du permis de récupération de viandes impropres sont fixés à 50 \$.

§1.3.7. Autorisation à un exploitant d'utiliser l'estampille dans un atelier de charcuterie pour fins de vente en gros ou dans une conserverie de viandes

1.3.7.1. Demande d'autorisation : L'exploitant visé au deuxième alinéa de l'article 6.5.2.6 peut soumettre au ministre, avec sa demande de permis ou de renouvellement de permis, une demande à l'effet d'être autorisé par le ministre à utiliser l'estampille prévue à l'article 6.5.1.1 ou un emballage, une étiquette ou une vignette portant sa reproduction.

1.3.7.2. Autorisation d'utiliser l'estampille : Le ministre autorise l'utilisation de cette estampille ou de l'emballage, de l'étiquette ou de la vignette portant sa reproduction si l'exploitant remplit les conditions suivantes :

a) obtient la délivrance ou le renouvellement d'un permis d'exploitation conformément aux articles 10 et 11 de la Loi ; et

b) respecte les normes de construction et d'équipement prévues aux sous-sections 6.3.3 à 6.3.5 sans se restreindre uniquement au respect de celles visées aux articles 6.3.3.13, 6.3.4.5 et 6.3.5.11.

1.3.7.3. Suspension ou annulation de l'autorisation : Le ministre peut suspendre ou annuler l'autorisation prévue à l'article 1.3.7.2 dans le cas où l'exploitant :

a) ne détient plus de permis d'exploitation en vigueur ;

b) ne respecte plus les normes visées au paragraphe b de l'article 1.3.7.2 ; ou

c) contrevient à la Loi ou au présent règlement.

1.3.7.4. Droit aux représentations et avis motivé : Le ministre doit, avant de prononcer la suspension ou l'annulation de l'autorisation prévue à l'article 1.3.7.2, donner à l'exploitant l'occasion de soumettre ses représentations. Il doit aussi notifier par écrit sa décision, en la motivant, à l'exploitant dont il suspend ou annule l'autorisation.

SECTION 1.4 RÈGLES SANITAIRES

1.4.1. Température de conservation : Le produit doit être maintenu à une température propre à en assurer la conservation.

Le produit altérable à la chaleur doit être refroidi sans retard et maintenu constamment à une température ne dépassant pas 10°C jusqu'à sa livraison au consommateur, sauf pendant le temps requis pour l'application d'un pro-

cédé de fabrication ou d'un traitement reconnu en industrie alimentaire et qui exige une plus haute température.

Dans le cas d'un produit congelé, la température doit être inférieure au point de congélation du produit et non supérieure à celle prévue par l'industrie de la congélation. Dans le cas d'un produit non congelé, la température doit être supérieure au point de congélation du produit.

Le produit périssable vendu chaud ou servi chaud au consommateur doit être gardé à une température d'au moins 60°C jusqu'à sa livraison.

1.4.2. Conditions des opérations : La production, la préparation, la conservation, le conditionnement, la manutention et le transport du produit doivent être effectués dans des conditions de propreté et d'hygiène et de façon à assurer la pleine valeur alimentaire, hygiénique et commerciale du produit.

1.4.3. État des opérateurs : Nul ne peut procéder aux opérations visées à l'article 1.4.2 ni avoir accès à un lieu, local ou véhicule où s'exercent ces opérations ou qui contient ou est destiné à contenir le produit, à moins d'être en parfait état sanitaire et en parfait état de propreté corporelle et vestimentaire et de ne présenter aucune plaie ou infection externe ni aucun danger de contamination.

La personne visée au premier alinéa doit se conformer à la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., c. P-35) et à ses règlements.

1.4.4. Garantie sanitaire et technique : Le matériel utilisé doit présenter pleine garantie tant au point de vue sanitaire qu'au point de vue technique. Il doit être maintenu propre et en parfait état et ne doit servir qu'à cet usage.

La même règle s'applique à tout lieu, local, installation, véhicule, objet, produit ou matériau utilisé.

SECTION 1.5 FRAUDES ET INFRACTIONS

1.5.1. Prohibition de tromper : Est prohibée toute tromperie ou tentative de tromperie, toute déclaration ou indication fausse, inexacte ou trompeuse, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit :

a) sur la nature, l'état, la composition, l'identité, la provenance, l'origine, l'utilisation, la destination, la qualité, la quantité, la valeur, le prix ou une particularité du produit ;

b) sur le lieu, la date ou les procédés de préparation, fabrication, conservation ou conditionnement du produit ;

- c) sur le mode d'emploi ou de conservation du produit ;
- d) sur l'identité, les qualités ou aptitudes du producteur, préparateur, fabricant, conserveur, conditionneur, distributeur ou de l'agent de vente ou de livraison du produit.

1.5.2. Falsification et manoeuvres prohibées : Est prohibée toute falsification ou tentative de falsification du produit, toute modification frauduleuse de la composition, de la qualité ou de la quantité du produit, toute opération ou manoeuvre tendant à masquer la mauvaise qualité du produit, à le présenter sous une apparence trompeuse ou à fausser le résultat du pesage, mesurage, dosage ou de l'analyse du produit, de même que toute indication frauduleuse tendant à faire croire à une opération exacte ou à un contrôle officiel qui n'a pas eu lieu.

Est également prohibée la détention ou la mise en vente ou en circulation, de moyens propres à effectuer telle falsification, modification, opération, manoeuvre ou indication.

CHAPITRE 2 LIEUX, OPÉRATIONS, VÉHICULES

SECTION 2.1 ATELIERS ET AUTRES LIEUX

2.1.1. Site de l'atelier : Tout atelier de préparation ou de conditionnement d'aliments, d'abattage ou d'équarrissage d'animaux, doit être situé dans un site exempt d'odeurs fortes ou nauséabondes et de toute cause de pollution et être muni d'un réseau d'évacuation de ses eaux résiduaires construit et entretenu de façon à éviter tout retour.

2.1.2. Aménagement : L'atelier doit être assez spacieux pour permettre les opérations. Il doit disposer de locaux et de moyens suffisants pour répondre aux fins de sa destination.

Il doit être bien éclairé, aéré et ventilé et avoir une abondante alimentation en eau potable, chaude et froide, et d'une excellente qualité bactériologique et chimique.

Il doit être exempt d'insectes, de rongeurs, d'autres animaux, de contaminants et de polluants.

2.1.3. Matériaux. État d'entretien : Le sol et les murs doivent être constitués ou revêtus de matériaux résistants et imperméables.

Le sol, le plafond, les murs et tout le matériel ou autre installation doivent être faciles à nettoyer et être tenus en parfait état d'entretien, de propreté et de salubrité.

2.1.4. Organisation matérielle : L'organisation matérielle de l'atelier, l'aménagement et l'entretien sanitaires de ses locaux, machines, ustensiles et accessoires, de même que le mode et les procédés d'exécution des opérations, doivent répondre aux règles de l'art et de l'hygiène.

2.1.5. Autres lieux : Les règles relatives aux ateliers s'appliquent également aux lieux de commerce ou de consommation d'aliments et aux locaux contenant ou destinés à contenir des aliments.

Les lieux de provenance ou de détention d'animaux ou autres produits destinés à la production d'aliments doivent être propres et hygiéniques.

2.1.6. Marché public : Les locaux et le matériel d'un établissement de marché public, dont l'exploitant met des emplacements à la disposition de vendeurs de produits, doivent être propres et ce marché doit comprendre :

- a) un réseau d'eau potable, chaude et froide, sous pression ;
- b) un réseau d'évacuation tant des eaux pluviales que des eaux usées. Ce réseau doit être curable et conçu sur le mode séparatif, avec regard de visite, chasses d'eau, bouches siphonides, grilles de protection et intercepteur de solides ;
- c) des locaux sanitaires comportant des lavabos, distributeurs de savon liquide, dispositifs pour essuyer ou assécher, vestiaires et cabinets d'aisance à la disposition des vendeurs et de leur personnel ;
- d) un compartiment servant à remiser le matériel de nettoyage, de lavage et d'assainissement.

Dans le cas où des étals de viandes ou d'aliments carnés y sont installés, l'établissement de marché public, en plus d'être assujéti aux sous-sections 6.4.1 et 6.7.1, doit également comprendre :

- a) des postes d'eau chaude et d'eau froide installés et aménagés, à chaque étal, de façon à permettre le lavage ou le nettoyage sous pression des locaux, du matériel et des emplacements, outils ou instruments de travail ;
- b) un local des machines ou secteur distinct comportant une aire pour l'installation des appareils de chauffage, compresseurs et panneaux de distribution électrique et une aire pour la réparation et l'entretien mécanique de l'équipement.

SECTION 2.2 OPÉRATIONS

2.2.1. Règle de base : Toutes les opérations doivent être effectuées selon des méthodes éprouvées et reconnues

en industrie alimentaire et dans des conditions propres à éliminer toute possibilité de pollution, de contamination ou d'altération du produit.

2.2.2. Contrôle à exercer : L'exploitant doit contrôler la provenance, la qualité, l'intégrité et la température du produit, la température et le degré d'humidité des locaux, le fonctionnement des appareils et la bonne marche des opérations.

Ce contrôle doit s'exercer de façon à en faciliter la vérification par un inspecteur.

2.2.3. Le personnel : Le personnel doit être suffisamment instruit pour bien remplir sa tâche et ne doit présenter aucun danger de contamination.

Il doit être astreint à la plus grande propreté vestimentaire et corporelle et à une stricte observation des règles du métier et de l'hygiène. Il doit avoir à sa disposition tout ce qui est nécessaire à cette fin.

2.2.4. Produit altéré ou impropre à la consommation. Matériau défectueux : Tout produit altéré ou impropre à la consommation ou qui ne répond pas aux exigences de la Loi et des règlements doit être aussitôt confisqué. Il en est de même de tout matériel, objet ou matériau défectueux, malpropre ou insalubre, ou qui ne convient pas aux opérations, ou dont l'emploi est interdit.

2.2.5. Registre des opérations : Toute personne tenue de se munir d'un permis ou de s'enregistrer en vertu de la Loi doit tenir des registres et pièces justificatives de ses opérations et les garder à la disposition des inspecteurs.

Ces registres et pièces justificatives doivent indiquer :

- a) la nature et la quantité des produits achetés ou reçus ;
- b) la date de leur achat ou réception ;
- c) les nom et adresse du fournisseur et, dans le cas de l'entreposeur, les nom et adresse de l'entrepoteur ainsi que le numéro correspondant à un même lot de produits entreposés avec mention du numéro de l'estampille dans le cas des viandes et aliments carnés en provenance d'un exploitant autorisé.

Dans le cas du détenteur d'un permis prescrit au paragraphe c ou d du premier alinéa de l'article 9 de la Loi, l'inscription des nom et adresse du fournisseur peut se faire sur des factures tenant lieu de registres dans le cas des viandes impropres autres que celles visées au paragraphe A ou des carcasses visées au sous-paragraphe b du paragraphe B de l'article 7.1.1.

2.2.6. De plus, dans le cas de l'entreposeur, du courtier en alimentation ou du détaillant approvisionnant un restaurateur et de toute personne tenue de se munir d'un permis, ces registres et pièces justificatives doivent indiquer :

- a) la nature et la quantité des produits vendus ou livrés ;
- b) la date de leur vente ou livraison ;
- c) les nom et adresse du destinataire.

Dans le cas de l'entreposeur, ces registres doivent indiquer également le numéro de lot d'où proviennent les produits livrés.

2.2.7. Dans le cas du détaillant ou du restaurateur, les factures peuvent tenir lieu de registres ou pièces justificatives à condition de contenir les mêmes indications que celles requises par les articles 2.2.5 et 2.2.6.

2.2.8. Ces registres, pièces justificatives ou factures doivent être conservés pendant un an au moins à compter du jour de la dernière inscription qui y est portée ou de leur rédaction.

SECTION 2.3 VÉHICULES

2.3.1. État du véhicule : Tout véhicule lorsqu'il est affecté au transport d'un aliment doit en tout temps, être adapté à cet usage et maintenu dans un état d'entretien, de propreté et de salubrité convenant à la nature du produit transporté.

2.3.2. Aménagement et équipement : Il doit être équipé, aménagé et utilisé de façon à tenir bien à couvert le produit et le récipient ou l'emballage qui le contient, à les protéger parfaitement contre toute cause de pollution, de contamination ou de dépréciation.

2.3.3. Opérations : Le chargement, le transport, le déchargement ou la livraison doit s'effectuer avec soin et diligence, dans des conditions de propreté et d'hygiène irréprochables et de façon à sauvegarder la qualité et la salubrité du produit, du récipient ou de l'emballage.

2.3.4. Prohibition : Est prohibé le transport d'un produit qui n'est pas conditionné, emballé et marqué conformément aux normes prescrites, ou dont le récipient ou l'emballage est défectueux ou mal fermé.

2.3.5. Opérations prohibées : Est prohibé le dépôt ou le transvasement du produit sur la voie publique ou à proximité de cette voie ou dans un endroit exposé au soleil

ou aux conditions atmosphériques, ou qui n'est pas à l'abri de toute cause de pollution, de contamination ou de dépréciation pour le produit, le récipient ou l'emballage.

2.3.6. Inscriptions : Tout véhicule affecté à la vente et à la livraison à domicile, à l'établissement d'un détaillant ou d'un restaurateur ou à tout lieu de consommation, doit porter, en caractères indélébiles, lisibles et apparents d'au moins 8 centimètres de hauteur, sur ses faces latérales, des inscriptions indiquant les nom et adresse de son propriétaire ou ceux du vendeur, fabricant ou préparateur des aliments détenus à bord.

Les inscriptions doivent être en lettres grasses, de caractères et de couleur uniformes. La couleur des lettres doit être différente de celle des faces latérales.

CHAPITRE 3 CONDITIONNEMENT ET VENTE

SECTION 3.1 DÉNOMINATION ET COMPOSITION

3.1.1. Dénomination : La dénomination appliquée au produit doit indiquer la nature exacte de ce produit et être applicable à tout produit présentant des caractères analogues. Elle doit être précise et ne prêter à aucune équivoque.

Dans le cas d'un produit artificiel, synthétique, de fantaisie ou d'imitation, la dénomination doit être propre à distinguer nettement celui-ci d'un produit dont il existe un type défini, naturel ou fixé par l'usage.

La dénomination doit être en lettres grasses, de caractères et de couleur uniformes. La couleur des lettres doit être différente de celle du récipient, de l'emballage ou de l'enveloppe qui contient le produit.

3.1.2. Appellation d'origine : Aucune appellation d'origine ne doit être appliquée à un produit contrairement à l'origine de celui-ci ou à des usages locaux, loyaux et constants.

3.1.3. Qualificatifs réservés : Les qualificatifs suivants et toute mention équivalente sont exclusivement réservés :

a) « pasteurisé » : à un produit qui, par un procédé loyal et approprié, est débarrassé de microbes pathogènes et est maintenu en cet état jusqu'à sa livraison au consommateur ;

b) « stérilisé » : à un produit qui, par un procédé loyal et approprié, est débarrassé de tout microbe vivant et est maintenu en cet état jusqu'à sa livraison au consommateur ;

c) « homogénéisé » : à un produit qui, par un procédé loyal et approprié, est uniformisé et stabilisé dans toutes ses parties et maintenu en cet état jusqu'à sa livraison au consommateur ;

d) « congelé » : à un produit qui a subi, dans toutes ses parties, un abaissement de température en dessous de son point de congélation et est maintenu en cet état jusqu'à sa livraison au consommateur ;

e) « surgelé » ou « congelé ultra rapidement » : à un produit répondant à toutes les conditions qu'impose l'application de la technique dite « de congélation ultra rapide » aux divers stades, depuis la récolte ou préparation jusqu'à la livraison au consommateur.

3.1.4. Composition, particularités : La composition et les particularités du produit doivent être conformes à celles alors prévues pour ce produit sous le régime d'une loi du Québec ou, en l'absence de telle prévision, à celles alors prévues pour ce produit sous le régime de la Loi des aliments et drogues (S.R.C., 1970, c. F-27), de la Loi sur l'inspection des viandes (S.R.C., 1970, c. M-7) ou de la Loi relative aux aliments du bétail (S.R.C., 1970, c. F-7). Il en est de même de la dénomination et de toute mention qui l'accompagne.

3.1.5. Substance prohibée : Ne doit être présente dans ou sur un produit, ni entrer dans sa composition ou servir à sa préparation, aucune substance dont la présence, l'addition ou l'utilisation est alors prohibée sous le régime d'une loi du Québec ou, en l'absence de telle prohibition, est alors prohibée sous le régime de la Loi des aliments et drogues, de la Loi sur l'inspection des viandes ou de la Loi relative aux aliments du bétail.

3.1.6. Dérogations prohibées : Est interdite toute dérogation aux usages loyaux et constants du commerce relativement à la dénomination ou à une mention applicable au produit, ou relativement à la composition, à la préparation, à l'état, à l'intégrité ou à une particularité du produit.

SECTION 3.2 RÉCIPIENTS ET EMBALLAGES

3.2.1. Règle fondamentale : Tout récipient, emballage, appareil, dispositif, ustensile ou objet utilisé pour recueillir, mesurer, conserver, transporter, livrer ou servir le produit, doit être propre, le cas échéant aseptique, bien conditionné, apte à résister à l'action éventuelle du produit et à protéger efficacement celui-ci contre tout danger de pollution, de contamination ou d'altération.

Il doit répondre à la législation ou réglementation alors en vigueur et aux usages loyaux et constants du commerce.

Il ne doit pas être susceptible de transmettre au produit un goût, une odeur ou impureté quelconque, ni avoir été exposé à quelque cause d'insalubrité, ni avoir renfermé quelque substance dont le voisinage ou le contact serait de nature à compromettre la qualité ou la salubrité du produit.

3.2.2. Mesurage : Le mesurage du produit doit se faire au moyen d'un instrument de mesure exact et précis, utilisé d'une façon correcte et loyale.

Tout récipient-mesure servant à mesurer et contenir le produit doit être spécialement adapté à cet usage et doit pouvoir contenir une quantité déterminée du produit.

3.2.3. Remplissage et fermeture : Le remplissage, la fermeture ou le bouchage des récipients, emballages, appareils ou autres dispositifs servant à contenir le produit doit répondre aux données de l'hygiène, à la législation ou réglementation alors en vigueur et aux usages loyaux et constants du commerce.

Le récipient renfermant des conserves doit être complètement étanche et hermétiquement fermé, sans aucun bombement, trace de fuites ou autre signe extérieur susceptible de correspondre à une altération du produit.

Ce récipient doit renfermer seulement la quantité maximale de produit qu'il est possible d'y introduire sans altérer l'aspect, la qualité ou la conservation du produit.

3.2.4. Matériaux de bouchage, pellicules et matières enveloppantes : Les matériaux de bouchage des bouteilles doivent être neufs, sauf s'ils sont de verre ou aussi résistants et faciles à nettoyer que le verre, et être bactériologiquement propres.

Il en est de même des papiers, pellicules, tissus, enduits, matières plastiques, boyaux, vessies et autre matières analogues servant à envelopper, couvrir ou protéger le produit, des sacs ou emballages de papier, de tissu, de matière plastique ou transparente.

SECTION 3.3 INDICATIONS ET MARQUES

3.3.1. Indications et marques — langues : Toute indication ou marque relative au produit doit, en toutes circonstances et sous quelque forme que ce soit, être précise, loyale et sincère et ne prêter à aucune confusion ou méprise possible.

Dans toute inscription, l'usage du français est obligatoire et aucune inscription rédigée en une autre langue ne doit l'emporter sur celle rédigée en français. Cette règle ne s'applique pas à un document accompagnant la vente et rédigé dans la langue de l'acheteur.

On satisfait aux exigences du deuxième alinéa lorsque toutes les inscriptions sont en français ou que les inscriptions en français sont au moins équivalentes à celles rédigées en d'autres langues sur une même face ou sur une face de même importance.

3.3.2. Indications nécessaires : Le produit doit être accompagné des indications ou marques nécessaires pour assurer la loyauté de la vente.

3.3.3. Inscriptions obligatoires : Tout produit conditionné en vue de la vente doit porter, en caractères indélébiles, très lisibles et apparents, sur le récipient, l'emballage ou l'enveloppe qui le contient :

- a) les inscriptions nécessaires pour révéler :
 - i. la nature, l'état, la composition, l'utilisation, la quantité exacte, l'origine et toute particularité du produit ;
 - ii. les nom et adresse du fabricant, préparateur, conditionneur, emballer, fournisseur ou distributeur ;
 - iii. le lieu de fabrication, préparation ou conditionnement du produit ;
- b) toute inscription prescrite par une législation ou réglementation alors en vigueur, ou requise pour répondre aux usages loyaux et constants du commerce ou pour assurer la loyauté de la vente.

L'énumération des composants doit figurer par ordre d'importance décroissant.

L'indication de poids doit tenir compte de la perte que peut normalement subir le produit après son conditionnement et être exprimée en poids net.

3.3.4. Inscription d'un produit à l'étalage : À l'étalage dans le commerce de détail, le prix de vente à la pièce, au poids ou à la mesure doit figurer ostensiblement sur le produit, ou sur son emballage ou récipient, ou sur un écriteau afférent à un même lot de produits identiques.

L'indication du prix de vente doit être accompagnée :

- a) de la dénomination du produit, lorsqu'il peut y avoir incertitude sur la nature exacte de celui-ci ;
- b) de l'indication de l'origine du produit, dans le cas d'un produit agricole qui présente de l'analogie avec un produit agricole du Québec et ne vient pas du Québec ;
- c) de toute indication prescrite par une législation ou réglementation alors en vigueur, ou requise pour répondre aux usages loyaux et constants du commerce ou pour assurer la loyauté de la vente.

3.3.5. Menu : Dans les lieux de consommation, le menu ou, à défaut de menu, une affiche exposée à la vue du

public, doit porter, en caractères très lisibles et apparents, l'indication de la nature des produits et du prix des repas, portions ou consommations.

3.3.6. Indication de l'origine : L'indication de l'origine d'un produit agricole se fait par l'inscription du nom du pays d'origine ou s'il s'agit d'un produit canadien, du mot « Canada » ou du nom de la province d'origine ou d'une expression ou désignation équivalente.

Le mot « Québec » est exclusivement réservé aux produits agricoles du Québec.

3.3.7. Indications prohibées : Est interdite toute indication ou marque relative à un contrôle sanitaire ou autre, à un certificat officiel, une garantie, une loi ou un règlement, à moins qu'elle ne soit autorisée ou prescrite par une loi ou un règlement et ne soit utilisée de la manière et dans les conditions prévues par cette loi ou ce règlement.

Est également interdite, sauf dans le commerce pharmaceutique, toute indication de propriétés curatives ou préventives au sujet du produit, à moins qu'elle ne soit autorisée ou prescrite par une loi ou un règlement et ne soit utilisée de la manière et dans les conditions prévues par cette loi ou ce règlement.

Toute indication, expression, appellation, image, marque, publicité ou réclame relative à un contrôle sanitaire ou autre, à un certificat officiel, à une garantie de salubrité, à une inspection d'une autorité publique, à une estampille ou à une légende d'inspection prescrit par une loi ou un règlement, doit être utilisée ou se faire uniquement selon la manière et dans les conditions stipulées par cette loi ou ce règlement.

3.3.8. Infractions : Commet une infraction quiconque frauduleusement :

- a) opère quelque changement dans le contenu de l'emballage, du récipient ou de l'enveloppe ;
- b) emploie une étiquette qui a déjà servi ;
- c) supprime, masque, altère ou modifie de façon quelconque les noms, signatures, monogrammes, lettres, chiffres, numéros de série, emblèmes, mentions, signes de toute nature apposés sur le produit et servant à l'identifier ;
- d) fait une déclaration ou emploie un moyen susceptible de tromper un acheteur de quelque façon.

SECTION 3.4 DISTRIBUTEUR AUTOMATIQUE ET CANTINE AMBULANTE

3.4.1. Site : Un distributeur automatique d'aliments doit être installé dans un endroit salubre.

3.4.2. Inscription : L'exploitant de l'appareil doit inscrire sur l'appareil, sur la face à la vue du public, ses nom et adresse ainsi que la nature de tout aliment que l'appareil contient pour distribution et qui n'est pas visible par l'acheteur.

3.4.3. État d'entretien : L'exploitant doit vider l'appareil dès qu'il est hors d'usage. Le nettoyage de l'appareil doit être effectué à chaque recharge.

3.4.4. Protection de l'appareil : Toutes les surfaces d'un distributeur automatique en contact avec un aliment doivent être inaccessibles au public et protégées contre les saletés de l'air ambiant par des filtres ou enceintes.

3.4.5. Denrées préemballées : Un distributeur automatique d'aliments ne doit débiter que des denrées incluses dans des emballages, boîtes ou sachets individuels.

Lorsque les denrées ne sont pas enveloppées, l'appareil doit être aménagé de façon à empêcher leur souillure.

3.4.6. Boissons et liquides : Les parties de tout distributeur automatique de boissons et autres liquides destinées à venir en contact avec ces liquides doivent être construites en matériaux inaltérables.

La tuyauterie de distribution ne doit pas permettre l'accumulation de résidus.

Lorsque l'appareil est destiné à distribuer des boissons froides, l'ensemble de l'installation de distribution doit être inclus dans un équipement frigorifique maintenant en permanence la température entre 0° et 4°C sauf pour le contenant d'un concentré de jus de fruits non fermentescible destiné à la dilution et pour le contenant de gaz carbonique.

L'appareil doit être muni de gobelets individuels placés dans un compartiment à l'abri des pollutions ; un dispositif doit permettre au consommateur de se servir sans souiller les gobelets en réserve. Un récipient doit être prévu près pour recueillir les gobelets après usage.

3.4.7. Cantine ambulante : Un véhicule de fourniture d'aliments connu sous l'appellation générique de « cantine mobile ou ambulante » doit être pourvu :

- a) d'un lavabo alimenté d'eau chaude et d'eau froide, d'une excellente qualité hygiénique, bactériologique et chi-

mique, en quantité suffisante pour permettre aux manipulateurs d'aliments de se tenir propres ainsi que l'équipement et les ustensiles qu'ils utilisent ;

b) de savon liquide ou en poudre et de serviettes individuelles placés dans des distributeurs automatiques ;

c) d'un réfrigérateur mécanique pour les aliments périssables ;

d) d'un réservoir pour les eaux usées ;

e) d'un contenant à déchets étanche et fermé ;

f) d'un thermomètre et d'un thermostat dans le compartiment froid et dans le compartiment chaud.

3.4.8. Véhicule : Le véhicule servant de cantine ambulante ou mobile doit être utilisé exclusivement pour le transport et la vente d'aliments.

Il doit être couvert, fermé et recouvert d'un matériau inaltérable, lisse, dur et lavable.

Si le service se fait à l'intérieur du véhicule, seul le préposé peut y pénétrer.

3.4.9. Aliments débités : Les aliments et les ustensiles destinés et servis au consommateur à partir d'une cantine mobile ou ambulante doivent être préparés, enveloppés et emballés hermétiquement et séparément en portions individuelles dans un atelier de préparation d'aliments avant d'être mis à bord du véhicule.

Ces aliments et ustensiles doivent être servis au consommateur dans leur emballage d'origine, sauf tout aliment à l'état liquide conservé en vrac et servi au moyen d'un distributeur automatique.

3.4.10. Aliments carnés : Tout aliment carné détenu ou conservé dans une cantine mobile ou fourni par un distributeur automatique doit avoir été préparé et emballé dans un atelier exploité conformément au présent règlement et servant exclusivement à ces fins.

3.4.11. Inscriptions : Le véhicule servant de cantine mobile ou ambulante doit porter, en caractères indélébiles, lisibles et apparents d'au moins 8 centimètres de hauteur, sur ses faces latérales, des inscriptions indiquant les nom et municipalité de la place d'affaires du vendeur, fabricant ou préparateur des aliments détenus à bord.

Les inscriptions doivent être en lettres grasses, de caractères et de couleur uniformes. La couleur des lettres doit être différente de celle des faces latérales.

CHAPITRE 4 CONTRÔLE ET RÉPRESSION

SECTION 4.1 INSPECTION ET RÉPRESSION

4.1.1. Échantillons et analyses : Le prélèvement, la conservation et l'analyse des échantillons se font selon les méthodes prévues dans la législation ou réglementation alors en vigueur ou, en l'absence de prévision, selon des méthodes éprouvées et reconnues par la profession et agréées par le ministre.

Le ministre désigne les laboratoires autorisés à procéder aux analyses et en détermine le ressort et les attributions.

4.1.2. Procès-verbal d'infraction : L'inspecteur, témoin d'une infraction, en dresse immédiatement procès-verbal où il consigne, avec les mentions prévues à l'article 4.1.7 les circonstances propres à établir l'infraction.

4.1.3. Prélèvement d'échantillon : Le prélèvement d'échantillons peut, en toute circonstance, être opéré d'office.

Il est obligatoire dans le cas où un produit paraît falsifié ou impropre à la consommation. Le produit est alors placé sous saisie, en attendant le résultat de l'analyse de l'échantillon prélevé.

4.1.4. Confiscation obligatoire : La confiscation est obligatoire dans le cas où un produit est reconnu falsifié, impropre à la consommation ou susceptible de servir à une fraude ou falsification.

4.1.5. Saisie ou confiscation : L'inspecteur appose un bulletin numéroté et daté sur tout lot d'un produit saisi ou confisqué et laissé en dépôt. Ce bulletin doit porter la mention « saisi » ou « confisqué », suivant le cas, « en vertu de la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments » et la signature de l'inspecteur. Il doit être conforme au modèle reproduit à l'annexe 4.1.A.

Les opérations relatives à la saisie ou confiscation sont relatées au procès-verbal.

4.1.6. Mainlevée : Mainlevée de la saisie peut être donnée par écrit par tout inspecteur convaincu que l'intéressé s'est, depuis la saisie, conformé à la Loi.

Telle mainlevée doit être datée et signée par l'inspecteur et porter les indications suivantes : numéro et date de la saisie, dénomination du produit et nom de l'intéressé. Elle doit être conforme au modèle reproduit à l'annexe 4.1.B.

4.1.7. Procès-verbal : Tout prélèvement d'échantillons donne lieu, séance tenante, à la rédaction d'un procès-verbal.

Le procès-verbal doit porter les mentions suivantes :

- a) les nom, qualité et résidence de l'inspecteur ;
- b) la date, l'heure et le lieu où le prélèvement a été effectué ;
- c) les nom, profession et domicile ou résidence de la personne chez laquelle le prélèvement a été opéré ; si le prélèvement a lieu en cours de route, les nom et domicile des personnes figurant sur la lettre de voiture ou le connaissance comme expéditeur ou destinataire ;
- d) la signature de l'inspecteur.

Le procès-verbal doit, en outre, contenir un exposé succinct des circonstances dans lesquelles le prélèvement a été effectué, relater les marques et inscriptions figurant sur les récipients, emballages ou enveloppes, l'importance du lot de marchandise échantillonnée, ainsi que toute indication jugée utile pour établir l'authenticité des échantillons prélevés, l'identité de la marchandise, la dénomination exacte sous laquelle cette dernière était détenue ou mise en vente.

Le propriétaire ou le détenteur de la marchandise ou, le cas échéant, le représentant de l'entreprise de transport, peut, en outre, faire insérer au procès-verbal toute déclaration qu'il juge utile. Il est invité à signer le procès-verbal. En cas de refus, mention en est faite par l'inspecteur.

4.1.8. Triple expédition : Tout procès-verbal est rédigé en triple expédition, selon le modèle reproduit à l'annexe 4.1.C ou, dans le cas d'une confiscation exécutée postérieurement à la rédaction d'un procès-verbal de saisie, selon le modèle reproduit à l'annexe 4.1.D.

Le premier exemplaire est envoyé par l'inspecteur dans les 24 heures au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Un exemplaire est laissé au propriétaire ou détenteur du produit ou, le cas échéant, au représentant de l'entreprise de transport. Un exemplaire est conservé par l'inspecteur.

4.1.9. Envoi de l'échantillon au laboratoire : Tout échantillon prélevé est mis sous scellés et adressé, en même temps que le procès-verbal, au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Si la nature du produit exige des mesures spéciales de conservation, l'échantillon est immédiatement envoyé au laboratoire où des mesures appropriées sont prises. Mention de cet envoi est faite au procès-verbal.

Les scellés sont appliqués sur une étiquette numérotée et qui porte la dénomination sous laquelle le produit est mis en vente, la date du prélèvement, les nom et adresse du

propriétaire ou détenteur de la marchandise ou, en cas de prélèvement en cours de route, ceux de l'expéditeur et du destinataire, ainsi que la signature de l'auteur du procès-verbal. L'étiquette doit être conforme au modèle reproduit à l'annexe 4.1.E.

Un récépissé, détaché d'un livre à souche, est remis au propriétaire ou détenteur de la marchandise qui en fait la demande.

En cas de prélèvement en cours de route, le représentant de l'entreprise de transport reçoit pour sa décharge, un récépissé indiquant la nature et la quantité des échantillons prélevés.

4.1.10. Analyse de l'échantillon : Dans les 24 heures de sa réception, l'échantillon est transmis au laboratoire.

Le laboratoire doit, dans les 8 jours de la réception de l'échantillon ou dans le délai additionnel requis pour parfaire l'analyse, adresser au ministère un rapport où sont relatées et justifiées les opérations et constatations faites et consignés les résultats de l'analyse. Le rapport doit être conforme au modèle reproduit à l'annexe 4.1.F.

Si le rapport ne conclut pas à une présomption de fraude, de falsification ou d'infraction, le ministère en avise l'intéressé.

CHAPITRE 5 DISPOSITIONS SPÉCIALES RELATIVES AUX OEUFS

SECTION 5.1 INTERPRÉTATION

5.1.1. Définition de « oeuf » : Le mot « oeuf » dans le présent chapitre signifie l'oeuf en coquille d'une poule domestique.

PARTIE I DES OEUFS EN COQUILLE

SECTION 5.2 POSTES DE CLASSIFICATION ET D'EMBALLAGE

5.2.1. Avis d'arrivage : Toute personne recevant d'un expéditeur de l'extérieur du Québec des oeufs de provenance extérieure, pour fins de vente dans le Québec, doit aviser sans retard le ministre ou son préposé de l'arrivée de ce produit en indiquant la quantité du produit et le lieu où l'inspection peut en être faite.

5.2.2. Règle de classification : Toute personne détenant des oeufs pour fins de vente doit les faire classer, conditionner et emballer dans un poste de classification.

Cependant le producteur d'oeufs visé par la décision 1395 du 23 août 1973 de la Régie des marchés agricoles du Québec (1973, 105 G.O. II, 5559) peut classer, conditionner et emballer les oeufs qu'il produit exclusivement sur sa ferme et qu'il vend ou distribue s'il possède les locaux exclusivement réservés pour les fins mentionnées aux paragraphes *b* et *c* du premier alinéa de l'article 5.2.3.

Le producteur qui ne vend que les produits de sa ferme peut classer, conditionner et emballer les oeufs qu'il produit exclusivement sur sa ferme et vend au consommateur.

L'emballage d'oeufs, déjà classifiés et conditionnés en caisse ou demi-caisse, pour la vente au détail peut être fait chez un grossiste, un détaillant ou distributeur.

5.2.3. Aménagement du poste : Le poste doit avoir des locaux exclusivement réservés pour :

- a) la réception des oeufs ;
- b) la classification, l'emballage et le conditionnement des oeufs ;
- c) la conservation des oeufs conditionnés.

Ces locaux doivent être séparés de tout lieu utilisé pour le débit d'aliments, la fabrication, l'emballage ou la conservation de produits susceptibles de nuire à la saveur ou au goût des oeufs.

5.2.4. Organisation des locaux : Le local réservé à la réception doit être aménagé de manière à faciliter la conservation des oeufs par lots distincts jusqu'à leur classification.

Le local réservé à la classification, à l'emballage et au conditionnement doit être aménagé de manière à faciliter ces opérations et pourvu de l'appareillage nécessaire à la bonne exécution des opérations de mirage, triage, calibrage, classification, emballage et marquage des oeufs, selon le cas.

Le local réservé à la conservation des oeufs doit être muni des appareils nécessaires pour maintenir la température des oeufs et l'état hygrométrique du local au degré prescrit.

5.2.5. Température et humidité : Le local réservé à la réception des oeufs doit être refroidi et maintenu constamment à une température ne dépassant pas 12°C et le local réservé au conditionnement des oeufs doit être maintenu constamment à une température ne dépassant pas 18°C.

Le local réservé à la conservation des oeufs doit être maintenu constamment à une température ne dépassant pas 12°C, l'humidité relative devant y être de 70 à 85%.

La température et l'état hygrométrique doivent être mesurés par des instruments précis. Lorsque les mesures ne sont pas enregistrées automatiquement, elles doivent être lues quotidiennement et inscrites dans un registre tenu à cette fin.

SECTION 5.3 CLASSIFICATION ET CONDITIONNEMENT

5.3.1. Réception et classification par lots : Les oeufs d'un producteur doivent être reçus et classifiés séparément de ceux d'un autre producteur, sauf lorsqu'il est autrement prévu dans une réglementation adoptée en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35).

5.3.2. Classification. Délai et catégories : Les oeufs reçus à un poste de classification doivent être classifiés dans les 72 heures de leur réception.

Ils doivent être classifiés conformément aux catégories prévues au tableau 5.3.A de la section 5.3.A du présent chapitre.

5.3.3. Classificateur : La classification est faite par un classificateur compétent ou sous sa surveillance.

5.3.4. Destination des oeufs : Seuls les oeufs de catégories A-1, A et B peuvent être vendus en coquille pour fins de revente ou de consommation.

Les oeufs des catégories C et fêlés doivent être livrés au cassage.

5.3.5. Oeufs déclassés : Sont déclassés et impropres à la consommation :

- a) les oeufs qui ne répondent pas aux conditions prévues au tableau 5.3.A de la section 5.3.A du présent chapitre ;
- b) les oeufs en état d'incubation ou ayant subi l'incubation ;
- c) les oeufs corrompus ou qui présentent des altérations étendues, multiples ou profondes, ou qui dégagent une odeur anormale.

5.3.6. Registres : Les registres que doit tenir l'exploitant d'un poste indiquent :

- a) les nom et adresse du producteur ou du détenteur ;
- b) la date de la réception des oeufs ;

c) la quantité des oeufs reçus, classifiés dans chaque catégorie, déclassés ou emballés, ainsi que leur destination à la sortie ;

d) la date de classification ou d'emballage selon le cas.

SECTION 5.3.A

TABLEAUX

TABLEAU 5.3.A

Catégorie d'oeufs

Les catégories pour les oeufs en coquille provenant de poules domestiques et les normes de ces catégories sont les suivantes :

5.3.A.1. A-1 : La catégorie des oeufs dont :

- a) le mirage fait voir :
 - i. un albumen ferme ;
 - ii. l'ombre légèrement floue du jaune ;
 - iii. un jaune rond maintenant raisonnablement sa position au centre de l'oeuf ; et
 - iv. une chambre à air ne dépassant pas $\frac{1}{8}$ de pouce de profondeur ; et
- b) la coquille est :
 - i. propre ;
 - ii. de forme régulière et exempte de surfaces rugueuses ou de rides ; et
 - iii. non fêlée.

5.3.A.2. A : La catégorie des oeufs dont :

- a) le mirage fait voir :
 - i. un albumen raisonnablement ferme ;
 - ii. le contour indistinct du jaune ;
 - iii. un jaune rond raisonnablement bien centré ; et
 - iv. une chambre à air ne dépassant pas $\frac{3}{16}$ de pouce de profondeur ;
- b) la coquille :
 - i. n'a pas plus de 3 taches, pourvu que la surface de chaque tache ne dépasse pas $\frac{1}{8}$ de pouce et est propre à tout autre égard ;
 - ii. est de forme régulière ou presque régulière mais peut avoir des surfaces rugueuses et des rides peu prononcées ; et
 - iii. n'est pas fêlée.

5.3.A.3. B : La catégorie des oeufs :

- a) qui :
 - i. pesant au moins $1\frac{3}{4}$ once chacun ;
 - ii. ne sont pas admissibles à la catégorie A-1 ou A ;
- b) dont le mirage :
 - i. peut faire voir le contour distinct du jaune ;
 - ii. peut faire voir un jaune légèrement oblong flottant librement dans l'oeuf lorsque le mireur fait tourner l'oeuf sur lui-même ;
 - iii. laisse voir un jaune dont le germe est très légèrement développé ; et
 - iv. laisse voir une chambre à air ne dépassant pas $\frac{3}{8}$ de pouce de profondeur ;
- c) dont la coquille :
 - i. a des taches pourvu que la surface totale salie ne dépasse pas $\frac{1}{16}$ de pouce carré, et des taches colorées si la superficie totale de la coloration ne dépasse pas $\frac{1}{2}$ pouce carré ;
 - ii. est de forme légèrement anormale et a des surfaces rugueuses et des rides nettes ; et
 - iii. n'est pas fêlée.

5.3.A.4. C : La catégorie des oeufs exempts de saleté et dont :

- a) le mirage :
 - i. laisse voir un contour bien prononcé du jaune ;
 - ii. laisse voir un jaune nettement oblong mais n'adhérant pas à la membrane de la coquille ; et
 - iii. laisse voir des taches de chair ou de sang ne dépassant pas $\frac{1}{8}$ de pouce de diamètre ; et dont
- b) la coquille :
 - i. laisse voir des taches colorées pourvu que la surface totale de la coloration ne dépasse pas $\frac{1}{3}$ de la surface de la coquille ;
 - ii. n'est pas fêlée.

5.3.A.5. Fêlés : La catégorie des oeufs :

- a) qui répondent aux normes exigées au moins pour les oeufs de la catégorie C ; et
- b) dont la coquille est fêlée, mais le contenu interne ne coule pas.

TABEAU 5.3.B

Calibre des oeufs

5.3.B.1. Les oeufs classifiés catégorie A-1 doivent être désignés, selon leur poids, de calibre extra gros, gros, moyens ou petits et les oeufs classifiés catégorie A doivent être désignés, selon leur poids, de calibre extra gros, gros, moyens, petits ou peewee conformément à l'échelle suivante :

<i>Désignation du calibre</i>	<i>Poids</i>	
	Non inférieur à	Inférieur à
Extra gros	2¼ onces	_____
Gros	2 onces	_____
Moyen	1¾ once	2 onces
Petit	1½ once	1¾ once
Peewee	_____	1½ once.

SECTION 5.4

EMBALLAGES ET MARQUES

5.4.1. Emballages : Les emballages utilisés pour les oeufs doivent être résistants aux chocs, secs, maintenus en bon état d'entretien et de propreté, fabriqués de matières qui ne puissent provoquer ni odeur ni altération.

Les cartons doivent être neufs et leur réemploi est interdit.

5.4.2. Contenance : Les oeufs doivent être livrés à la vente ou à la consommation :

- a) dans un carton contenant ½ douzaine ou une douzaine d'oeufs ;
- b) dans une demi-caisse contenant 15 douzaines d'oeufs ;
- c) dans une caisse contenant 30 douzaines d'oeufs.

Les oeufs dans le contenant doivent être séparés entre eux par une matière suffisamment rigide et isolante.

5.4.3. Marques : Sous réserve de la section 3.3, le carton, la demi-caisse et la caisse d'oeufs doivent porter en caractères indélébiles, lisibles et apparents d'au moins 6 millimètres de hauteur les inscriptions suivantes :

- a) le nom de la catégorie des oeufs et la désignation prévue au tableau 5.3.B de la section 5.3.A du présent chapitre ;
- b) dans le cas de la demi-caisse ou de la caisse, les nom et adresse de l'exploitant du poste licencié où les

oeufs ont été classifiés et emballés ou emballés seulement et, dans le cas du carton, uniquement le numéro de la licence du poste ;

- c) la date de classification ou d'emballage selon le cas ;
- d) le lieu d'origine des oeufs et, dans le cas des oeufs provenant du Québec, le mot « Québec » est exclusivement réservé aux oeufs produits, classifiés et emballés au Québec.

Chacune des inscriptions doivent être en lettres grasses, de caractères et de couleur uniformes. La couleur des lettres doit être différente de celle de la surface où elles apparaissent.

CHAPITRE 6

VIANDES PROPRES À LA CONSOMMATION HUMAINE

SECTION 6.1

DÉFINITIONS

6.1.1. Dans le présent chapitre, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient :

- a) « conserves de viandes » : viandes ou aliments carnés conditionnés pour détruire tout microorganisme toxigène ;
- b) « charcuterie » : les opérations de préparation, de conditionnement ou de transformation de viandes ou d'aliments carnés destinés à la consommation humaine, à l'exception de la fabrication de conserves de viandes ;
- c) « conserverie de viande » : atelier où l'on prépare exclusivement, pour fins de vente en gros, des conserves de viandes destinées à la consommation humaine.

SECTION 6.2

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

6.2.1. Abattage : Tout abattage d'un animal doit être fait uniquement dans un abattoir conformément au présent règlement lorsque la chair de cet animal est destinée à la vente pour la consommation humaine ou qu'elle sert à l'alimentation d'une personne autre que celle faisant l'abattage.

Toutefois, la section 6.3 ne s'applique qu'à un abattoir dont l'exploitant est tenu de détenir un permis en vertu du paragraphe a du premier alinéa de l'article 9 de la Loi ou qui est visé au deuxième alinéa de cet article.

Cependant, l'abattoir de l'exploitant visé au troisième alinéa de l'article 9 de la Loi doit, au moins, comprendre les locaux suivants :

- a) un local d'abattage ;
- b) un local frigorifique.

6.2.2. Charcuterie pour fins de vente : La préparation, la transformation ou tout autre conditionnement, pour fins de vente, de viandes ou aliments carnés destinés à la consommation humaine doit se faire dans un atelier de charcuterie conformément au présent règlement.

6.2.3. Conserves de viandes : La préparation ou tout autre conditionnement, pour fins de vente en gros, de conserves de viandes destinées à la consommation humaine doit se faire uniquement dans une conserverie de viandes conformément au présent règlement.

6.2.4. Site : L'emplacement d'un abattoir, d'une conserverie de viandes ou d'un atelier de charcuterie construit après le 25 janvier 1978 doit être situé à plus de 600 mètres d'un atelier d'équarrissage.

SECTION 6.3

CONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT DES ABATTOIRS, CONSERVERIES DE VIANDES ET ATELIERS DE CHARCUTERIE POUR FINS DE VENTE EN GROS

§6.3.1. Normes de construction et d'équipement des abattoirs d'animaux des espèces bovine, chevaline, porcine, ovine ou caprine

6.3.1.1. Étendue du terrain : Le terrain occupé par un abattoir d'animaux des espèces bovine, chevaline, porcine, ovine ou caprine doit permettre :

- a) l'accès à la réception des animaux, à l'enlèvement des déchets et produits non comestibles, et à l'expédition des viandes et abats ;
- b) la séparation des circuits de produits comestibles et non comestibles à l'extérieur des bâtiments.

6.3.1.2. Abattoir — locaux : L'abattoir d'animaux des espèces bovine, chevaline, porcine, ovine ou caprine doit comprendre l'implantation sur un même terrain des locaux et emplacements suivants :

- a) un local de réception ou enclos pour les animaux ;
- b) un local d'abattage comprenant une aire d'insensibilisation et de saignée des animaux, ainsi qu'une aire d'habillage et d'éviscération des carcasses ;

- c) des locaux frigorifiques comprenant une chambre de ressuage réfrigérée et une chambre de conservation ; la chambre de ressuage réfrigérée et la chambre de conservation peuvent constituer un même local à la condition que les opérations de ressuage et de conservation s'y fassent consécutivement et non simultanément ;

- d) un local à déchets, réfrigéré à une température maximale de 7°C, incluant une aire pour les déchets animaux, y compris les viandes ou abats éliminés ou confisqués ainsi qu'une aire pour le préstockage ou la conservation des peaux ; ce local doit être muni d'une porte qui ouvre sur l'extérieur de l'abattoir ;

- e) un local ou compartiment sous clé pour l'entreposage du matériel d'emballage et des étiquettes portant la reproduction de l'estampille ;

- f) un local ou compartiment d'entreposage du matériel d'emballage ne portant pas la reproduction de l'estampille ;

- g) des locaux sanitaires comprenant une salle de repos avec fontaine, lavabos, vestiaires et cabinets d'aisance à la disposition du personnel employé par l'exploitant ;

- h) un local d'expédition avec poste de réinspection sanitaire, pour le chargement et le déchargement ;

- i) une installation d'épuration des eaux usées conforme à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, une trappe pour le gras organique, installée dans un local de produits non comestibles ou à l'extérieur de l'abattoir ;

- j) un local des machines séparé des autres locaux et comprenant une aire pour l'installation des appareils de chauffage, compresseurs et panneaux de distribution électrique et une aire pour la réparation et l'entretien mécanique de l'équipement ;

- k) un compartiment servant à remiser le matériel de nettoyage, de lavage et d'assainissement ;

- l) un local d'une surface d'au moins 8 mètres carrés avec en plus une salle de toilette y attenante, réservé exclusivement à l'inspecteur ; s'il doit y avoir plus d'un inspecteur, cette surface doit être augmentée de 4 mètres carrés pour chaque inspecteur additionnel. Ce local doit ouvrir directement sur les locaux autres que les locaux de travail.

Le local à déchets prévu au paragraphe *d* du premier alinéa est dispensé de la réfrigération à la condition que les déchets en soient sortis quotidiennement et que les peaux n'y soient pas conservées.

6.3.1.3. Secteurs comestibles et non comestibles : La disposition des locaux et des divers bâtiments composant l'abattoir doit être telle qu'existe une séparation entre le secteur comestible et le secteur non comestible et que soit

assuré, depuis l'introduction de l'animal vivant dans l'abattoir jusqu'à la sortie des viandes et des abats propres à la consommation humaine, un cheminement continu sans possibilité de retour en arrière, sans croisement ni chevauchement entre les animaux vivants et les viandes, sous-produits de viandes et déchets.

Il doit en outre être prévu des aménagements permettant d'effectuer le contrôle de toute entrée ou sortie de l'abattoir.

6.3.1.4. Superficie de l'enclos d'animaux : Le local de réception ou enclos pour animaux doit permettre :

- a) le séjour du nombre d'animaux à abattre durant la demi-journée de travail correspondant à la moitié du programme journalier ;
- b) un repos des animaux et une période de jeûne avant l'abattage.

Tous les animaux qui entrent dans le local de réception ou dans l'enclos doivent être dirigés vers le local d'abattage et seuls des animaux destinés à l'abattage doivent y être gardés.

6.3.1.5. Aménagement de l'enclos d'animaux : Ce local doit être distinct et isolé du local d'abattage tout en y étant attenant ou relié par un corridor couvert et il doit comprendre :

- a) un plancher en béton et disposé en pente de manière à conduire les eaux de lavage vers un orifice d'évacuation ;
- b) des murs, un plafond et des cloisons ;
- c) une ventilation de façon à éliminer les odeurs de ce local et à les empêcher d'atteindre le local d'abattage ;
- d) des stalles munies d'abreuvoirs et de mangeoires ;
- e) une stalle spéciale pour les animaux soupçonnés d'être atteints de maladie ;
- f) des rampes et des cloisons aménagées de manière à prévenir les chutes et les blessures chez les animaux.

6.3.1.6. Aménagement de l'abattoir : L'abattoir doit répondre aux normes suivantes :

- a) le local d'abattage dans lequel doivent être effectuées les opérations d'insensibilisation, de saignée, de dépouillement, d'éviscération, d'habillage et d'inspection doit permettre l'installation d'un équipement adapté au programme d'abattage ;
- b) l'aire d'insensibilisation et de saignée doit être distincte de celle qui est réservée à l'habillage et à l'éviscération ;

- c) il doit y avoir un tuyau de drainage d'un diamètre minimal de 10 centimètres muni d'un orifice avec grille d'au moins 9 décimètres carrés pour l'évacuation des eaux de lavage ;

- d) l'équipement de suspension de tout animal doit être tel qu'il y ait un espace libre de 45 centimètres entre le plancher et la tête de la carcasse de l'animal ;

- e) il doit être équipé de façon à insensibiliser l'animal avant de le saigner ;

- f) pour les porcs, l'aire réservée aux opérations d'échauldage, d'épilage et brûlage doit également être distincte de celle qui est réservée à l'habillage et à l'éviscération ;

- g) le local d'abattage équipé pour le travail en position suspendue, avec rails ou chaînes de travail, peut être commun aux diverses espèces d'animaux ; toutefois, si le dépouillement du boeuf ne se fait pas sur rail ou sur chaîne, il peut se faire sur berce en matériau non-corrosif à une hauteur d'au moins 20 centimètres du sol ;

- h) des aménagements doivent être prévus pour permettre d'effectuer simultanément les opérations d'inspection sanitaire de la carcasse et des viscères correspondants ; à cette fin, la table ou chariot servant à l'inspection des viscères doit être située au niveau de la cage thoracique de l'animal suspendu ;

- i) la chambre de conservation doit être pourvue d'une aire de saisie pour y conserver les carcasses ou viandes saisies. Cette aire doit être séparée du reste de la chambre au moyen d'un treillis métallique muni d'une porte fermant à clé.

6.3.1.7. Équipement obligatoire : L'abattoir doit comprendre :

- a) un treuil en métal ;
- b) une cage de contention en métal pour le boeuf et le cheval ;
- c) des jambiers ;
- d) un cabinet de lavage sous pression pour les têtes de boeuf et de cheval ;
- e) une table à désosser ainsi qu'un support pour l'inspection des têtes de boeuf et de cheval ;
- f) une table ou chariot pour l'inspection des viscères du porc, du veau et du mouton ;
- g) une table ou chariot pour l'inspection des viscères du boeuf et du cheval ;
- h) des appareils de lavage sous pression pour les carcasses ;

- i) une balance sur rail ;
- j) dans les aires de saignée et d'éviscération, 2 évier à pédales, 2 stérilisateur à couteaux et 1 stérilisateur à scie ou 1 appareil à l'eau chaude sous pression pour laver les scies ;
- k) un appareil électrique pour l'estampillage des abats ;
- l) des barils en matériau résistant à la manipulation et à la corrosion ;
- m) dans le cas de l'abattage du porc, un bassin d'échaudage, une épileuse, une table d'accrochage et un brûleur.

L'équipement mentionné aux paragraphes *c, e, f, g et j* du premier alinéa doit être en acier inoxydable ou en métal galvanisé.

6.3.1.8. Installation frigorifique : Les installations frigorifiques doivent comprendre :

- a) dans le cas de la chambre de ressuage, un équipement conçu de façon à abaisser en moins de 24 heures la température interne des viandes et abats, à un maximum de 7°C pour les carcasses et 3°C pour les abats pourvu qu'elle soit supérieure à 0°C dans les deux cas ;
- b) dans le cas de la chambre de conservation, un équipement suffisant pour stocker sous régime de froid les viandes et les abats à une température variant entre 0°C et 2°C ;
- c) dans les cas où un même local sert au ressuage et à la conservation conformément au paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 6.3.1.2, un équipement de nature à garder la température entre 0°C et 2°C.

6.3.1.9. Réseau aérien de manutention : Tous les locaux dans lesquels les carcasses sont préparées, circulent ou séjournent doivent être équipés d'un réseau aérien de manutention.

6.3.1.10. Abattage et préparation de viandes dans un même établissement : Dans le cas où l'exploitant d'un abattoir exploite également dans le même bâtiment un atelier de charcuterie, pour fins de vente en gros, de viandes ou d'aliments carnés destinés à la consommation humaine, son établissement doit, en plus des locaux prescrits à l'article 6.3.1.2, comprendre :

- a) sous réserve du paragraphe *a* de l'article 6.3.3.13, les locaux prescrits aux paragraphes *a, b, c, d, e, f, g et h* du premier alinéa de l'article 6.3.3.2 pour les opérations autorisées par le permis de « charcuterie générale » prévu à l'article 1.3.3.2 ; ou

- b) le local prescrit au paragraphe *b* de l'article 6.3.3.3 pour les opérations autorisées par le permis de « découpe et viande hachée » prévu à l'article 1.3.3.4.

6.3.1.11. Communication prohibée et estampille : Les dispositions de l'article 6.7.1.2 relatives à la communication prohibée et celles de la sous-section 6.5.2 concernant la surveillance des opérations et l'usage de l'estampille s'appliquent à l'exploitant visé à l'article 6.3.1.10 qui est également un exploitant autorisé pour les fins de l'atelier de charcuterie pour fins de vente en gros.

§6.3.2. Normes de construction et d'équipement des abattoirs de volailles et lapins

6.3.2.1. Étendue du terrain : Le terrain occupé par un abattoir de volailles ou de lapins doit répondre aux exigences de l'article 6.3.1.1.

6.3.2.2. Superficie. Secteur comestible et non comestible : L'abattoir de volailles doit comprendre des locaux et des emplacements ayant chacun une superficie permettant l'activité de l'abattoir ainsi que l'inspection sanitaire.

Ces locaux ou emplacements doivent être disposés de telle sorte que soit assuré un cheminement continu des volailles avant, pendant et après abattage, sans retour en arrière, sans chevauchement ou croisement des axes de circulation réservés respectivement aux volailles vivantes, aux produits comestibles et aux produits non comestibles, afin que l'établissement comprenne un secteur de produits comestibles séparé du secteur de produits non comestibles.

6.3.2.3. Convoyeurs distincts : Les installations de l'abattoir de volailles doivent comprendre au moins 2 convoyeurs à vitesse réglable distincts l'un de l'autre et sur lesquels doivent être effectuées respectivement les opérations suivantes : un convoyeur pour l'insensibilisation, la saignée et la plumaçon, un second convoyeur pour l'éviscération.

6.3.2.4. Abattoir — locaux : L'abattoir de volailles ou de lapins doit comprendre :

- a) un local d'attente attenante au local d'abattage ;
- b) un emplacement pour le nettoyage, le lavage et la désinfection des cages vides et des véhicules, aménagé dans le secteur des produits non comestibles ;
- c) un local d'abattage et de plumaçon de la volaille ou de dépouillement du lapin séparé du local d'attente par une cloison complète dans laquelle peut toutefois exister, outre les ouvertures nécessaires au passage du convoyeur, une porte munie d'un système de fermeture automatique ;

d) un local d'éviscération et de conditionnement faisant suite au local visé au paragraphe c ; aucune ouverture ne doit exister entre eux, à l'exception de celles nécessaires au passage du convoyeur et des carcasses et d'une porte munie d'un système de fermeture automatique ;

e) une chambre réfrigérée à une température variant entre 0°C et 2°C ;

f) des locaux de congélation à une température d'au plus de — 18°C pour les produits congelés ;

g) un local à déchets réfrigéré à une température maximale de 7°C incluant une aire pour les déchets animaux, y compris les viandes ou abats éliminés ou confisqués ainsi qu'une aire pour le préstockage ou la conservation des peaux de lapins ; ce local doit être muni d'une porte qui ouvre sur l'extérieur de l'abattoir ;

h) un local pour la coupe et l'emballage, si les opérations l'exigent ;

i) un local d'expédition pour le chargement et le déchargement ;

j) un local ou compartiment sous clé pour l'entreposage du matériel d'emballage et des étiquettes portant la reproduction de l'estampille ;

k) un local ou compartiment d'entreposage du matériel d'emballage ne portant pas la reproduction de l'estampille ;

l) des locaux sanitaires comprenant une salle de repos avec fontaine, lavabos, vestiaires et cabinets d'aisance à la disposition du personnel employé par l'exploitant ;

m) une installation d'épuration des eaux usées conforme à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, une trappe pour le gras organique installée dans un local de produits non comestibles ou à l'extérieur de l'abattoir ;

n) un local des machines séparé des autres locaux et comprenant une aire pour l'installation des appareils de chauffage, compresseurs et panneaux de distribution électrique et une aire pour la réparation et l'entretien mécanique de l'équipement ;

o) un compartiment servant à remiser le matériel de nettoyage, de lavage et d'assainissement ;

p) un local d'une surface d'au moins 8 mètres carrés avec en plus une salle de toilette y attenante, réservé exclusivement à l'inspecteur ; s'il doit y avoir plus d'un inspecteur, cette surface doit être augmentée de 4 mètres carrés pour chaque inspecteur additionnel. Ce local doit ouvrir directement sur les locaux autres que les locaux de travail.

Le local à déchets prévu au paragraphe g du premier alinéa est dispensé de la réfrigération pourvu que les déchets

en soient sortis quotidiennement et que les peaux de lapins n'y soient pas conservées.

L'abattoir doit aussi comporter un tuyau de drainage d'un diamètre minimal de 10 centimètres muni d'un orifice avec grille d'au moins 9 décimètres carrés pour l'évacuation des eaux de lavage.

6.3.2.5. Local d'attente : Le local d'attente doit suffire à entreposer les cages de volailles nécessaires à l'approvisionnement des convoyeurs pendant 2 heures au moins. Il doit permettre d'éviter l'entassement des cages en vue de l'examen sanitaire des volailles avant l'abattage.

6.3.2.6. Local d'abattage et de plumaison : Le local d'abattage et de plumaison doit être équipé des appareils mécaniques pour la plumaison et le flambage des volailles.

Un couloir ou tunnel de saignée doit être aménagé et permettre d'éviter toute dispersion ou projection de sang dans le local d'abattage.

Il doit être muni d'un ventilateur mécanique de façon à éliminer les vapeurs et buées.

Ce local doit également comprendre un évier à pédale, un stérilisateur à couteaux et un distributeur de savon et de papier.

6.3.2.7. Local d'éviscération et de conditionnement : La superficie du local d'éviscération et de conditionnement doit permettre d'effectuer les opérations suivantes :

- a) l'éviscération ;
- b) la mise en forme ou troussage ;
- c) le conditionnement individuel des carcasses et des abats, y compris le refroidissement à une température inférieure ou égale à 4°C.

Ces opérations doivent être effectuées dans des aires distinctes les unes des autres de façon à permettre le travail et l'inspection sanitaire.

6.3.2.8. Équipement du local d'éviscération : Le local d'éviscération et de conditionnement doit comprendre :

- a) un convoyeur indépendant du convoyeur d'abattage ;
- b) une auge d'éviscération munie de jets d'eau, faite en béton et encastrée dans le plancher ou en acier inoxydable, afin d'assurer l'écoulement et de prévenir le débordement ;
- c) un poste d'inspection comprenant :
 - i. une table métallique de 2 mètres de longueur ;
 - ii. 10 crochets pour y suspendre les viandes saisies ;

- iii. une poubelle pour y déposer les viandes éliminées ou confisquées ;
- iv. un banc pour l'inspecteur ;
- v. un évier à pédale avec un stérilisateur à couteaux ;
- vi. l'appareil de contrôle du convoyeur d'éviscération ;
- d) un appareil servant au lavage des carcasses de volailles ;
- e) un appareil à vide pour l'enlèvement des reins, des poumons, des testicules et des tissus non comestibles ;
- f) un brûleur pour flamber les poils des volailles.

Les paragraphes *a*, *e* et *f* du premier alinéa ne s'appliquent pas dans le cas où le local ne sert qu'à l'éviscération et au conditionnement du lapin.

6.3.2.9. Local d'emballage et d'expédition : Lorsqu'un appareil d'emballage à vide est utilisé dans le local d'emballage et d'expédition, celui-ci doit être pourvu d'un ventilateur mécanique de façon à éliminer les vapeurs et buées.

6.3.2.10. Abattoirs de lapins : À moins d'indication contraire, les règles relatives à l'aménagement et à l'équipement des abattoirs de volailles s'appliquent également aux abattoirs de lapins.

Toutefois, les convoyeurs peuvent être remplacés par des rails aériens sur lesquels seront effectuées les opérations d'insensibilisation, de saignée, de dépouillement et d'éviscération.

§6.3.2.A. Normes de construction et d'équipement des abattoirs de faisans, pintades, perdrix ou cailles

6.3.2.A.1. Abattoir — locaux : L'abattoir de faisans, pintades, perdrix ou cailles doit comprendre l'implantation sur un même terrain des locaux et emplacements suivants :

- a) un local d'abattage avec des aires distinctes pour la réception, pour l'abattage et la plumaison et pour l'éviscération ;
- b) un local frigorifique à une température variant entre 0°C et 2°C et, le cas échéant, un local de congélation à une température d'au plus -18°C pour la conservation des produits congelés ;
- c) un local pour la préparation des commandes et l'expédition ;

d) un local ou compartiment à déchets réfrigéré à une température maximale de 7°C pour la conservation des déchets d'animaux ;

e) un local ou compartiment d'entreposage du matériel d'emballage ; et

f) un compartiment servant à remiser le matériel de nettoyage, de lavage ou d'assainissement.

Le local ou compartiment à déchets prévu au paragraphe *d* du premier alinéa est dispensé de la réfrigération pourvu que les déchets en soient sortis quotidiennement.

6.3.2.A.2. Planchers, murs et plafonds : Les planchers doivent être exempts de fissures et constitués en matériau résistant aux chocs, imperméable et lavable. Le recouvrement des murs et plafonds doit être également lavable.

6.3.2.A.3. Éclairage : L'éclairage artificiel doit être d'au moins 50 décalux dans les locaux de travail et de plus de 20 décalux dans les autres locaux.

6.3.2.A.4. Alimentation en eau : L'abattoir doit être pourvu d'un réseau d'eau potable sous pression.

Des postes d'eau chaude et d'eau froide doivent être installés et aménagés de façon à laver ou nettoyer, sous pression, les carcasses habillées ainsi que les locaux et l'équipement.

6.3.2.A.5. Température de l'eau chaude : L'eau chaude utilisée pour le nettoyage des locaux et de l'équipement doit être à une température d'au moins 82°C.

6.3.2.A.6. Oiseaux de la faune : La plumaison et l'éviscération des faisans, pintades, perdrix ou cailles abattus à la chasse peuvent se faire dans un abattoir de faisans, pintades, perdrix ou cailles.

§6.3.3. Normes de construction et d'équipement des ateliers de charcuterie pour fins de vente en gros

6.3.3.1. Superficie : L'atelier de charcuterie pour fins de vente en gros doit comprendre des locaux et des emplacements ayant chacun une superficie en rapport avec l'activité de l'atelier, de façon à permettre l'exécution du travail et l'inspection.

6.3.3.2. Charcuterie générale — locaux : L'atelier de charcuterie pour fins de vente en gros doit comprendre :

- a) un local pour la réception, la préparation des commandes et l'expédition avec marquise ou quai recouvert pour le chargement et le déchargement ;

- b) un local pour le dépeçage et le désossement ;
- c) un local pour le hachage et la préparation des viandes ;
- d) un local pour la cuisson avec aires distinctes pour la préparation et pour le conditionnement et l'emballage des produits cuits ;
- e) un local pour les produits saumurés, si les opérations le requièrent pour le conditionnement du produit ;
- f) un local de fumage, si les opérations le requièrent pour le conditionnement du produit, à moins que le fumoir ne soit aménagé dans une aire distincte à l'intérieur d'un local de cuisson ;
- g) une chambre de réfrigération à une température variant entre 0°C et 2°C et, le cas échéant, une chambre de congélation à une température d'au plus -18°C pour la conservation des produits congelés ;
- h) un local ou compartiment pour l'entreposage des épices, ingrédients et autres additifs ou agents de conservation ;
- i) un local ou compartiment réfrigéré à une température maximale de 7°C pour la conservation des os et résidus de viandes ou aliments carnés comestibles qui ne sont pas destinés à la consommation humaine ;
- j) un local ou compartiment sous clé pour l'entreposage du matériel d'emballage et des étiquettes portant la reproduction de l'estampille ;
- k) un local ou compartiment d'entreposage du matériel d'emballage ne portant pas la reproduction de l'estampille ;
- l) des locaux sanitaires comprenant une salle de repos avec fontaine, lavabos, vestiaires et cabinets d'aisance à la disposition du personnel employé par l'exploitant ;
- m) une installation d'épuration des eaux usées conforme à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, une trappe pour le gras organique, installée dans un local de produits non comestibles ou à l'extérieur de l'atelier ;
- n) un local des machines séparé des autres locaux et comprenant une aire pour l'installation des appareils de chauffage, compresseurs et panneaux de distribution électrique et une aire pour la réparation et l'entretien mécanique de l'équipement ;
- o) un compartiment servant à remiser le matériel de nettoyage, de lavage et d'assainissement ;
- p) un local d'une surface d'au moins 8 mètres carrés avec en plus une salle de toilette y attenante, réservé exclusivement à l'inspecteur ; s'il doit y avoir plus d'un inspecteur, cette surface doit être augmentée de 4 mètres carrés

pour chaque inspecteur additionnel. Ce local doit ouvrir directement sur les locaux autres que les locaux de travail.

Un seul local peut servir à faire les opérations visées aux paragraphes *b* et *c* du premier alinéa à condition qu'elles soient faites dans des aires distinctes.

6.3.3.3. Découpe et viande hachée : L'atelier de charcuterie où l'on prépare exclusivement des viandes à l'état naturel ainsi que de la viande hachée, pour fins de vente en gros, doit comprendre :

- a) un local pour la réception, la préparation des commandes et l'expédition avec marquise ou quai recouvert pour le chargement et le déchargement ;
- b) un local pour la découpe, le hachage et la préparation des viandes à l'état naturel ou de la viande hachée ;
- c) une chambre de réfrigération à une température variant entre 0°C et 2°C et, le cas échéant, une chambre de congélation à une température d'au plus -18°C pour la conservation des produits congelés ;
- d) un local ou compartiment réfrigéré à une température maximale de 7°C pour la conservation des os et résidus de viandes ou aliments carnés comestibles qui ne sont pas destinés à la consommation humaine ;
- e) un local ou compartiment sous clé pour l'entreposage du matériel d'emballage et des étiquettes portant la reproduction de l'estampille ;
- f) un local ou compartiment d'entreposage du matériel d'emballage ne portant pas la reproduction de l'estampille ;
- g) des locaux sanitaires comprenant une salle de repos avec fontaine, lavabos, vestiaires et cabinets d'aisance à la disposition du personnel employé par l'exploitant ;
- h) un local des machines séparé des autres locaux et comprenant une aire pour l'installation des appareils de chauffage, compresseurs et panneaux de distribution électrique et une aire pour la réparation et l'entretien mécanique de l'équipement ;
- i) un compartiment servant à remiser le matériel de nettoyage, de lavage et d'assainissement ;
- j) une installation d'épuration des eaux usées conforme à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, une trappe pour le gras organique, installée dans un local de produits non comestibles ou à l'extérieur de l'atelier ;
- k) un local d'une surface d'au moins 8 mètres carrés avec en plus une salle de toilette y attenante, réservé exclusivement à l'inspecteur ; s'il doit y avoir plus d'un inspecteur, cette surface doit être augmentée de 4 mètres carrés

pour chaque inspecteur additionnel. Ce local doit ouvrir directement sur les locaux autres que les locaux de travail.

6.3.3.4. Préparation de pizzas — locaux : L'atelier de charcuterie où l'on prépare, à l'exclusion de tout autre aliment carné, des pizzas à base de viandes, pour fins de vente en gros, doit comprendre :

- a) un local pour la réception, la préparation des commandes et l'expédition avec marquise ou quai recouvert pour le chargement et le déchargement ;
- b) un local pour la préparation des pizzas ;
- c) une chambre de réfrigération à une température variant entre 0°C et 2°C et, le cas échéant, une chambre de congélation à une température d'au plus -18°C pour la conservation des produits congelés ;
- d) un local ou compartiment sous clé pour l'entreposage du matériel d'emballage et des étiquettes portant la reproduction de l'estampille ;
- e) un local ou compartiment d'entreposage du matériel d'emballage ne portant pas la reproduction de l'estampille ;
- f) un local ou compartiment pour l'entreposage des matières premières non périssables ;
- g) un local ou compartiment réfrigéré à une température maximale de 7°C pour la conservation des os et résidus de viandes ou aliments carnés comestibles qui ne sont pas destinés à la consommation humaine ;
- h) des locaux sanitaires comprenant une salle de repos avec fontaine, lavabos, vestiaires et cabinets d'aisance à la disposition du personnel employé par l'exploitant ;
- i) une installation d'épuration des eaux usées conforme à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, une trappe pour le gras organique, installée dans un local de produits non comestibles ou à l'extérieur de l'atelier ;
- j) un local des machines séparé des autres locaux et comprenant une aire pour l'installation des appareils de chauffage, compresseurs et panneaux de distribution électrique et une aire pour la réparation et l'entretien mécanique de l'équipement ;
- k) un compartiment servant à remiser le matériel de nettoyage, de lavage et d'assainissement ;
- l) un local d'une surface d'au moins 8 mètres carrés avec en plus une salle de toilette y attenante, réservé exclusivement à l'inspecteur ; s'il doit y avoir plus d'un inspecteur, cette surface doit être augmentée de 4 mètres carrés pour chaque inspecteur additionnel. Ce local doit ouvrir directement sur les locaux autres que les locaux de travail.

6.3.3.5. Viandes de lièvre — locaux : L'atelier de charcuterie où l'on prépare exclusivement des viandes ou aliments carnés à base de lièvre, pour fins de vente en gros, doit comprendre, en outre des locaux et emplacements visés aux paragraphes *j* à *p* du premier alinéa de l'article 6.3.3.2 :

- a) une chambre de réfrigération à une température variant entre 0°C et 2°C ou, le cas échéant, de congélation à une température d'au plus -18°C pour la conservation du lièvre avant le dépouillement ;
- b) un local de dépouillement avec une aire distincte pour la décongélation ;
- c) un local d'éviscération avec rail aérien ;
- d) un local pour la préparation du produit avec des aires distinctes pour la cuisson et pour l'emballage ;
- e) un local de réfrigération à une température variant entre 0°C et 2°C ou de congélation à une température d'au plus -18°C pour la conservation des carcasses éviscérées et des viandes ou aliments carnés ;
- f) un local à déchets réfrigéré à une température maximale de 7°C incluant une aire pour les déchets animaux, y compris les viandes ou abats éliminés ou confisqués ainsi qu'une aire pour le préstockage ou la conservation des peaux ; ce local doit être muni d'une porte qui ouvre sur l'extérieur de l'atelier ;
- g) un local pour la préparation des commandes et l'expédition.

Le local à déchets prévu au paragraphe *f* du premier alinéa est dispensé de la réfrigération à la condition que les déchets en soient sortis quotidiennement et que les peaux n'y soient pas conservées.

6.3.3.6. Température : Dans les locaux prévus aux paragraphes *b*, *c* et *e* du premier alinéa de l'article 6.3.3.2, au paragraphe *b* de l'article 6.3.3.3 et au paragraphe *b* de l'article 6.3.3.4, la température doit être d'au plus 10°C.

6.3.3.7. Aménagement : L'atelier de charcuterie pour fins de vente en gros doit être aménagé comme suit :

- a) il doit être pourvu des aménagements permettant d'exécuter le contrôle de toute entrée ou sortie de l'atelier ;
- b) il doit être pourvu des appareils pour le lavage des équipements ;
- c) il doit avoir des lavabos à pédales, avec eau chaude, eau froide et distributeurs de savon liquide et de serviettes individuelles ;
- d) si les réservoirs de cuisson sont reliés directement à un système d'évacuation des eaux usées, l'entrée de ce sys-

tème doit être muni d'un clapet de façon à empêcher le reflux des eaux dans les réservoirs ;

e) les tables situées près des murs doivent être munies d'un dos protecteur ;

f) les contenants d'aliments doivent être placés sur des chariots ou des tablettes ; ces dernières ne doivent jamais être à moins de 10 centimètres du sol ;

g) il doit avoir un tuyau de drainage d'un diamètre minimal de 10 centimètres muni d'un orifice avec grille d'au moins 9 décimètres carrés pour l'évacuation des eaux de lavage.

6.3.3.8. Local à usage exclusif : La préparation des boyaux et la fonte des graisses comestibles doivent être faites exclusivement dans un local réservé à ces fins.

6.3.3.9. Fumoir et appareils de cuisson : Une hotte munie d'un ventilateur électrique doit être installée à la sortie des fumoirs ainsi que dans l'aire de cuisson. Tous les fumoirs et appareils de cuisson doivent être munis d'un orifice d'évacuation des eaux de lavage aménagé de façon à les canaliser vers le système d'évacuation des eaux usées.

Les fumoirs doivent également être munis de thermographes.

6.3.3.10. Local de dépeçage : Le local de dépeçage et de désossement doit être équipé de tables et muni d'un stérilisateur pour la désinfection des couteaux et des autres instruments de travail.

6.3.3.11. Éclairage : L'éclairage artificiel doit être d'une intensité d'au moins 50 décalux dans les locaux de travail, de plus de 20 décalux dans les autres locaux et de 100 décalux aux endroits d'inspection ou de réinspection sanitaire.

6.3.3.12. Ventilation : La ventilation doit être suffisante pour assurer le renouvellement de l'air 5 fois par heure dans les locaux non réfrigérés, les toilettes, les vestiaires, les cafétérias et autres locaux destinés au personnel.

6.3.3.13. Disposition reliées uniquement au permis sans estampille : Dans la présente sous-section, lorsque l'atelier de charcuterie pour fins de vente en gros est exploité par une personne autre qu'un exploitant autorisé, seules s'appliquent les dispositions suivantes :

a) dans le cas du permis de « charcuterie générale » ou de « préparation de viandes chevalines », les paragraphes *a, b, c, d, g, h, i, k* et *o* du premier alinéa de l'article 6.3.3.2. Un seul local peut servir à faire les opérations vi-

sées aux paragraphes *b* et *c* à condition qu'elles soient faites dans des aires distinctes ;

b) dans le cas du permis de « découpe et viande hachée », les paragraphes *a, b, c, d, f* et *i* de l'article 6.3.3.3 ;

c) dans le cas du permis de « préparation de pizzas », les paragraphes *a, b, c, e, f, g* et *k* de l'article 6.3.3.4 ;

d) dans le cas du permis de « préparation de viande de lièvres », les paragraphes *a, b, c, d, e, f* et *g* du premier alinéa et le deuxième alinéa de l'article 6.3.3.5. Un seul local peut servir à faire les opérations visées aux paragraphes *b* et *c* et il en est de même pour les opérations visées aux paragraphes *a* et *e* à condition qu'elles soient faites dans des aires distinctes et seuls les paragraphes *k* et *o* du premier alinéa de l'article 6.3.3.2 s'appliquent ;

e) l'article 6.3.3.6, le paragraphe *g* de l'article 6.3.3.7 et l'article 6.3.3.9 ;

f) l'atelier peut être exploité sans marquise ou quai recouvert pour le chargement et le déchargement.

§6.3.4. Normes applicables aux conserveries de viandes

6.3.4.1. Superficie : La conserverie de viandes doit comprendre des locaux et des emplacements ayant chacun une superficie en rapport avec l'activité de la conserverie, de façon à permettre l'exécution du travail et l'inspection.

6.3.4.2. Conserverie de viandes — locaux : La conserverie de viandes doit comprendre :

a) un local pour la réception, la préparation des commandes et l'expédition avec marquise ou quai recouvert pour le chargement et le déchargement ;

b) une chambre de réfrigération à une température variant entre 0°C et 2°C ou, le cas échéant, de congélation à une température d'au plus -18°C pour la conservation des viandes ;

c) un local pour le dépeçage et le désossement, si les viandes ne sont pas dépecées et désossées lors de la réception ;

d) un local de fabrication pour la préparation et la mise en conserve des viandes avec une aire distincte pour la stérilisation commerciale ;

e) un local ou compartiment réfrigéré à une température maximale de 7°C pour la conservation des os et résidus de viandes ou d'aliments carnés comestibles qui ne sont pas destinés à la consommation humaine ;

f) un local ou compartiment sous clé pour l'entreposage du matériel d'emballage et des étiquettes portant la reproduction de l'estampille ;

g) un local ou compartiment d'entreposage du matériel d'emballage ne portant pas la reproduction de l'estampille ;

h) un local ou compartiment pour l'entreposage des épices, ingrédients et autres additifs ou agents de conservation ;

i) des locaux sanitaires comprenant une salle de repos avec fontaine, lavabos, vestiaires et cabinets d'aisance à la disposition du personnel employé par l'exploitant ;

j) une installation d'épuration des eaux usées conforme à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, une trappe pour le gras organique, installée dans un local de produits non comestibles ou à l'extérieur de la conserverie ;

k) un local des machines séparé des autres locaux et comprenant une aire pour l'installation des appareils de chauffage, compresseurs et panneaux de distribution électrique et une aire pour la réparation et l'entretien mécanique de l'équipement ;

l) un compartiment distinct servant à remiser le matériel de nettoyage, de lavage et d'assainissement ;

m) un local d'une surface d'au moins 8 mètres carrés avec en plus une salle de toilette y attenante, réservé exclusivement à l'inspecteur ; s'il doit y avoir plus d'un inspecteur, cette surface doit être augmentée de 4 mètres carrés pour chaque inspecteur additionnel. Ce local doit ouvrir directement sur les locaux autres que les locaux de travail.

La conserverie de viandes doit aussi comporter un tuyau de drainage d'un diamètre minimal de 10 centimètres muni d'un orifice avec grille d'au moins 9 décimètres carrés pour l'évacuation des eaux de lavage.

6.3.4.3. Équipement : Le local de fabrication de conserves de viandes doit comprendre :

a) un cuiseur sous pression ou à ébullition si la cuisson ne se fait pas lors du traitement à l'autoclave ;

b) une hotte et un ventilateur électrique de façon à éliminer les vapeurs et buées ;

c) une sertisseuse ;

d) un ou plusieurs autoclaves avec thermographe, thermomètre, manomètre et chronomètre ;

e) un évier à pédales avec stérilisateur à couteaux ;

f) un appareil pour le nettoyage à la vapeur ou à l'eau chauffée à 82°C ;

g) une étuve avec thermographe pour l'incubation des conserves à une température de 37°C.

6.3.4.4. Conserverie de viandes de lièvre — locaux :

La conserverie de viandes de lièvre doit comprendre les locaux visés à l'article 6.3.3.5 et comporter une aire de stérilisation distincte à l'intérieur du local prévu pour la préparation du produit.

Cet atelier doit comprendre l'équipement prévu aux paragraphes *b*, *c* et *d* du premier alinéa de l'article 6.3.2.8 pour l'éviscération et celui prévu à l'article 6.3.4.3 pour la fabrication des conserves de viandes.

6.3.4.5. Dispositions reliées uniquement au permis sans estampille : Dans la présente sous-section, lorsque la conserverie de viandes est exploitée par une personne autre qu'un exploitant autorisé, seules s'appliquent les dispositions suivantes :

a) les paragraphes *a*, *b*, *c*, *d*, *e*, *g*, *h* et *l* du premier alinéa et le deuxième alinéa de l'article 6.3.4.2. Un seul local peut servir à faire les opérations visées aux paragraphes *c* et *d* à condition qu'elles soient faites dans des aires distinctes ;

b) l'article 6.3.4.3, sauf les paragraphes *e* et *f* ;

c) dans le cas de la conserverie de viandes de lièvre, le paragraphe *d* de l'article 6.3.3.13 avec une aire de stérilisation distincte à l'intérieur du local prévu pour la préparation du produit ainsi que le paragraphe *b* du présent article ;

d) la conserverie peut être exploitée sans marquise ou quai recouvert pour le chargement et le déchargement.

§6.3.5. Normes applicables aux abattoirs, conserveries de viandes ou ateliers de charcuterie pour fins de vente en gros

6.3.5.1. Planchers, murs et plafonds : Les locaux de l'abattoir, de l'atelier de charcuterie pour fins de vente en gros ou de la conserverie de viandes exploité par un exploitant autorisé, doivent répondre aux conditions suivantes :

a) les planchers doivent être résistants aux chocs, imperméables, lavables et non glissants. Ils doivent comporter des pentes vers les drains de l'ordre de 2 centimètres par mètre et un réseau d'évacuation pour l'écoulement des liquides ;

b) dans les locaux où sont manipulés les viandes ou aliments carnés, les plafonds et les murs doivent être revêtus d'un matériau imperméable, lisse et imputrescible et la hauteur de ces locaux doit être d'au moins 275 centimètres ; pour tous les autres locaux de l'atelier, la hauteur doit être d'au moins 250 centimètres ; de plus, les murs doivent être résistants aux chocs ;

c) le paragraphe *b* s'applique aux murs des salles de toilette sur une hauteur de 130 centimètres à partir du point de jonction avec le plancher ;

d) les angles des murs entre eux et avec les planchers doivent être arrondis ;

e) les portes et chambranles attenantes aux locaux prévus au paragraphe *b* doivent être revêtus d'un matériau imperméable, lisse, imputrescible et non corrosif et les joints doivent en être soudés.

Dans les ateliers de charcuterie pour fins de vente en gros ou les conserveries de viandes exploités par une personne autre qu'un exploitant autorisé, le plancher doit être exempt de fissures et constitué en matériau résistant aux chocs, imperméable et lavable. Le recouvrement des murs et plafonds doit être également lavable.

6.3.5.2. Éclairage : Les locaux dans lesquels les animaux sont abattus, habillés et travaillés ou dans lesquels les viandes ou aliments carnés sont préparés, transformés, conditionnés ou mis en vente doivent être pourvus d'un éclairage d'au moins 50 décalux.

Les endroits d'inspection ou de réinspection sanitaire doivent être pourvus d'un éclairage d'au moins 100 décalux.

Dans tous les autres locaux, l'éclairage peut être réduit à 20 décalux.

6.3.5.3. Ventilation : La ventilation doit être suffisante pour assurer le renouvellement de l'air 5 fois par heure dans les locaux non réfrigérés et dans les locaux sanitaires.

6.3.5.4. Alimentation en eau : Chaque établissement ou atelier doit être pourvu d'un réseau d'eau potable sous pression.

Des postes d'eau chaude et d'eau froide doivent être installés et aménagés de façon à laver ou nettoyer, sous pression, les carcasses habillées ainsi que les locaux et l'équipement.

6.3.5.5. Température de l'eau chaude : L'eau chaude utilisée pour le nettoyage des locaux et de l'équipement doit être à une température d'au moins 82°C.

6.3.5.6. Réseau d'évacuation des eaux : Chaque établissement ou atelier doit être pourvu d'un réseau d'évacuation, tant des eaux pluviales que des eaux usées. Ce réseau doit être conçu sur le mode séparatif.

Ce réseau d'évacuation doit être curable, avec regard de visite, chasses d'eau, bouches siphonides, grilles de protection et intercepteur de solides.

La canalisation des eaux de lavage doit être indépendante de celle des drains sanitaires pour les cabinets d'aisance, les urinoirs et les lavabos.

6.3.5.7. Locaux sanitaires : Les locaux sanitaires de chaque établissement ou atelier doivent être pourvus d'eau courante chaude et froide et de dispositifs pour nettoyer les mains, les essuyer ou assécher.

Les essuie-mains doivent être mis à la poubelle après chaque utilisation.

Les cabinets d'aisance et les lavabos qui les desservent doivent ouvrir directement sur les locaux autres que les locaux de travail.

6.3.5.8. Locaux de travail : Il sera prévu dans les locaux de travail un lavabo et autres dispositifs pour le nettoyage et la désinfection des mains et du matériel de travail.

6.3.5.9. Outils et instruments : Les outils, ustensiles et accessoires de travail, doivent être en matière non corrosive.

6.3.5.10. Équipement du local de l'inspecteur : Le local de l'inspecteur doit comprendre :

- a) un bureau et 2 chaises ;
- b) une machine à écrire avec chariot d'au moins 30 centimètres ;
- c) un appareil téléphonique ;
- d) un classeur métallique à trois sections de 45 centimètres fermant à clé ;
- e) une armoire métallique avec penture intérieure et fermeture à cadenas pour la garde de l'estampille à timbre ;
- f) une armoire pour les vêtements de travail propres et un contenant avec couvercle pour les vêtements de travail souillés ;
- g) un porte-manteaux ou patère.

La salle de toilette attenante au local de l'inspecteur doit être pourvue d'un lavabo et d'un cabinet d'aisance.

6.3.5.11. Dispositions reliées uniquement au permis sans estampille : Dans la présente sous-section, lorsque l'atelier de charcuterie pour fins de vente en gros ou la conserverie de viandes est exploité par une personne autre qu'un exploitant autorisé, seules s'appliquent les dispositions suivantes :

- a) le deuxième alinéa de l'article 6.3.5.1 ;

- b) les premier et troisième alinéas de l'article 6.3.5.2 ;
- c) le premier alinéa de l'article 6.3.5.4 ;
- d) l'article 6.3.5.5 ;
- e) l'article 6.3.5.9.

SECTION 6.4

NORMES OPÉRATIONNELLES DES ATELIERS

§6.4.1. Opérations relatives à tous les ateliers

6.4.1.1. Manipulation sans réfrigération :

Lorsqu'une opération de traitement ou de conditionnement de viandes se fait dans un local non réfrigéré, le produit doit être dirigé dans une chambre de conservation, sous réfrigération ou sous congélation, dès que l'opération est terminée.

6.4.1.2. Propreté : Le personnel ainsi que les locaux et le matériel de l'abattoir, de la conserverie de viandes ou de l'atelier de charcuterie doivent être propres.

6.4.1.3. Personnel : Le personnel doit porter des vêtements de travail blancs, un couvre-chef ou résille propre, de façon à recouvrir entièrement la chevelure.

Les personnes qui ont été en contact avec des animaux malades ou de la viande infectée doivent immédiatement se laver les mains et les bras avec de l'eau chaude et un produit germicide.

6.4.1.4. Protection contre les insectes, rongeurs : Les ateliers doivent être exempts de chien, chat, rongeur, insecte ou autre vermine.

6.4.1.5. Nettoyage, désinfection des instruments et accessoires : Le matériel et les instruments utilisés pour le travail des viandes doivent être nettoyés et désinfectés :

- a) à la fin des opérations de la journée ; ou
- b) avant d'être réutilisés s'ils sont contaminés.

6.4.1.6. Récirage : Le récurage doit se faire au moyen d'un instrument ou tampon non métallique.

6.4.1.7. Usages exclusifs : Les locaux, les outils et le matériel utilisés pour la préparation, le conditionnement ou la transformation des viandes ou aliments carnés doivent servir exclusivement à ces fins.

6.4.1.8. Absence de contact : Les viandes ne doivent pas être en contact avec le sol ou les murs de la pièce. Tous les récipients ou contenants de viandes doivent être placés sur des supports à plus de 10 centimètres du sol.

6.4.1.9. Détersifs, désinfectants, autres produits :

Les détersifs, les désinfectants et les moyens de lutte contre les animaux nuisibles doivent être conformes aux exigences prescrites sous le régime de la Loi sur les produits antiparasitaires (S.R.C., 1970, c. P-10) ou de la Loi des aliments et drogues (S.R.C., 1970, c. F-27).

6.4.1.10. Usage du tabac : L'usage du tabac doit se faire uniquement dans les locaux sanitaires.

6.4.1.11. Travail de manipulation des viandes : Le travail et la manipulation des viandes sont réservés exclusivement à une personne :

- a) n'étant pas atteinte d'une maladie contagieuse à un stade transmissible ou n'ayant pas une plaie ou une blessure infectée ;
- b) n'étant pas porteur de microbes pathogènes susceptibles de contaminer les viandes ; ou
- c) qui, ayant une blessure non infectée, porte sur cette blessure un pansement empêchant la contamination des viandes.

6.4.1.12. Examens médicaux : L'employé atteint ou suspect d'une maladie infectieuse doit se soumettre aux examens cliniques et diagnostiques ainsi qu'aux mesures de prophylaxie déterminées par le chef du département de santé communautaire.

6.4.1.13. Prohibitions : Il est interdit :

- a) d'employer pour la préparation ou la conservation des viandes ou aliments carnés, des antiseptiques ou des substances nuisibles ou dangereuses pour la santé ;
- b) de faire usage, pour la salaison, d'une saumure altérée ou contaminée ;
- c) d'ajouter du sang ou tout additif à la viande hachée ;
- d) d'ajouter de la viande de porc à du boeuf ou du veau haché.

6.4.1.14. Antimicrobiens : Les viandes et aliments carnés destinés à la consommation humaine doivent être exempts de toute trace d'antibiotiques.

Les viandes de boeuf ou de porc, qui sont destinées à la consommation humaine, doivent, à l'état cru, être exemptes de résidus de sulfamides désignés à l'annexe 6.4.B et excédant la quantité maximale prévue à cette annexe.

6.4.1.15. Contact avec les viandes : Tout ustensile, récipient ou appareil entrant en contact avec les viandes doit être fait en matériau inoxydable et imputrescible.

6.4.1.16. Dispositions des déchets : Les viandes impropres, déchets, rebuts et détritiques de toute sorte sont déposés dans un récipient étanche qui doit être muni d'un couvercle et transporté au local ou compartiment à déchets aussitôt rempli.

Le contenu de ce récipient doit être ensuite brûlé ou détruit par un procédé chimique ou livré ou expédié à un atelier d'équarrissage ou encore récupéré par un récupérateur dans les 60 heures qui suivent son remplissage.

Le récipient doit être nettoyé dès qu'il est vidé.

Ce récipient doit porter l'inscription « viandes non comestibles » en caractères de 2 centimètres de hauteur comportant des lettres grasses, de caractères et de couleur uniformes. La couleur des lettres doit être différente de celle du récipient.

6.4.1.17. Conservation du gibier : Les viandes de gibier légalement détenues peuvent être entreposées dans la chambre de conservation des abattoirs ou des ateliers de charcuterie pourvu qu'elles soient dépouillées, qu'elles ne viennent pas en contact avec les viandes domestiques et qu'au préalable, elles aient été complètement enveloppées de papier kraft et d'une étamine.

6.4.1.18. Lecture de température : Dans tout endroit où sont conservés des viandes ou aliments carnés réfrigérés ou congelés, il doit y avoir un thermomètre qui indique la température la plus chaude de l'endroit.

6.4.1.19. Conserve de viandes : Les conserves de viandes doivent être exemptes de tout microorganisme toxigène ou de toute toxine.

6.4.1.20. Viande hachée : La viande hachée doit être exempte de toute trace d'additifs.

Le bœuf ou le veau haché doit être exempt de viande de porc.

§6.4.2. Opérations relatives aux abattoirs d'animaux des espèces bovine, chevaline, porcine, ovine ou caprine

6.4.2.1. Prestations obligatoires : L'exploitant de l'abattoir d'animaux des espèces bovine, chevaline, porcine, ovine ou caprine est tenu d'assurer les services suivants :

a) la réception et l'entretien des animaux livrés à l'abattoir ainsi que la fourniture de l'eau, des litières et, s'il y a lieu, des fourrages, l'enlèvement et l'évacuation des fumiers et déjections ;

b) le nettoyage, le lavage et la désinfection des véhicules utilisés pour le transport des animaux ;

c) l'abattage des animaux comprenant l'insensibilisation et la saignée, le dépouillement, l'éviscération, l'habillage et, pour les porcs, aux lieux et places du dépouillement, l'échaudage, l'épilage, le brûlage et le grattage ;

d) le prélèvement et le transfert des abats, des suifs et des graisses vers les locaux de traitement, stockage ou expédition situés dans l'enceinte de l'établissement ;

e) le premier traitement des abats ;

f) le transfert des peaux vers les locaux de préstockage et leur conservation jusqu'à enlèvement ;

g) le nettoyage, le lavage et la désinfection des locaux, cours, passages, emplacements compris dans l'enceinte de l'établissement.

6.4.2.2. Contention — insensibilisation — saignée : L'animal doit être insensibilisé avant la saignée conformément aux méthodes prescrites en vertu du Règlement sur l'abattage sans cruauté (C.R.C., 1978, c. 937).

La contention de l'animal doit se faire sans lui causer de meurtrissure.

La saignée doit être pratiquée après l'insensibilisation sauf dans le cas d'un égorgement rituel (Kasher). Dans ce cas, un dispositif doit être utilisé de façon à protéger l'animal contre les risques de contusions ou de chute immédiatement avant l'égorgement et pendant l'effusion de sang.

6.4.2.3. Saignée et collecte du sang : La saignée doit être complète et effectuée au moyen d'un couteau cannelé. Le sang provenant d'un animal sain et destiné à la consommation humaine doit être recueilli dans des récipients propres. Il doit être défibriné à l'aide d'instruments propres.

6.4.2.4. Dépouillement. Épilage : Le bœuf, le cheval, le mouton et la chèvre doivent être complètement dépouillés et les porcs doivent être immédiatement débarrassés de leurs soies.

Le veau de moins d'un an, l'agneau et le chevreau de printemps sont exempts du dépouillement, s'ils sont lavés et nettoyés de façon à les rendre propres avant l'éviscération.

6.4.2.5. Éviscération : L'éviscération doit être effectuée sans délai et terminée une demi-heure après la saignée.

Les porcs et les veaux doivent être lavés et nettoyés complètement avant l'éviscération.

6.4.2.6. Usage immédiat du local à déchets : Les estomacs, les intestins, les peaux, les cornes et les onglons doivent être placés immédiatement dans le local à déchets.

6.4.2.7. Disposition des carcasses, viandes et abats : Sous réserve du paragraphe c de l'article 6.3.1.8, les carcasses, viandes et abats propres à la consommation humaine sont dirigés dans les locaux frigorifiques, d'abord dans la chambre de ressuage réfrigérée où la température interne des viandes et abats est abaissée en moins de 24 heures à une température inférieure ou égale à 7°C pour les carcasses et à 3°C pour les abats pourvu qu'elle soit supérieure à 0°C dans les deux cas, et ensuite dans la chambre de conservation destinée au stockage des viandes et des abats sous régime de froid à une température entre 0°C et 2°C.

6.4.2.8. Animal malade : L'animal atteint de maladie doit être abattu après les autres animaux.

6.4.2.9. Viandes impropres. Abattoir. Disposition, coloration et dénaturant : Les viandes impropres doivent, à moins d'être incinérées, détruites par un procédé chimique ou transformées à l'abattoir en farines, huiles ou autres sous-produits industriels, être expédiées sous la responsabilité de l'exploitant de l'abattoir à un atelier d'équarrissage ou être récupérées par l'exploitant d'un tel atelier ou par un récupérateur.

Avant d'être livrées ou expédiées à un atelier d'équarrissage ou récupérées par un récupérateur, ces viandes doivent être complètement colorées par l'application d'un dénaturant sauf dans le cas des viandes impropres visées au sous-paragraphe b du paragraphe B de l'article 7.1.1 lesquelles doivent être entièrement dénaturées par l'application de mazout numéro 2 ou d'huile à chauffage avant d'être livrées ou expédiées à un atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « fondoir » ou « relais » ou récupérées par un récupérateur détenant un permis de récupération de catégorie « sous-produit ».

§6.4.3. Opérations relatives aux abattoirs de volailles et de lapins

6.4.3.1. Cages et cageots : Les volailles doivent être transportées à l'abattoir dans des cages ou cageots, aménagés de façon à éviter toute blessure aux volailles transportées.

Ces cages ou cageots ne doivent en aucun cas être entreposés dans les locaux où sont préparées ou entreposées les volailles abattues. Ils doivent être nettoyés, lavés et désinfectés avant chaque nouvel emploi.

6.4.3.2. Volailles à éliminer : La volaille trouvée morte ou la viande provenant d'une volaille confisquée lors de l'inspection *ante mortem* doit être placée dans un récipient étanche et muni d'un couvercle et éliminée conformément à l'article 6.4.2.9.

6.4.3.3. Saignée et plumaison : La saignée, l'échaudage et la plumaison des volailles doivent être effectués dans le local d'abattage.

Ces opérations doivent être exécutées en observant les prescriptions suivantes :

- a) les volailles doivent être placées sur le convoyeur ou le rail aérien, immobilisées et insensibilisées ;
- b) la saignée doit être complète ;
- c) la plumaison doit se faire sans détérioration de la carcasse ni réduction de sa conservation ;
- d) les carcasses et les abats ne doivent pas être déposés sur le sol.

6.4.3.4. Échaudage : L'échaudage avant plumaison doit être fait 90 secondes ou plus après la saignée. Il se fait dans un bain d'eau potable constamment renouvelée et maintenue à une température constante, située entre 53°C et 64°C.

6.4.3.5. Enlèvement des plumes : Les plumes doivent être enlevées du local d'abattage au moins 4 fois par jour.

6.4.3.6. Nettoyage et lavage : Le sang doit être enlevé des murs et du plancher du local d'abattage au moins une fois par jour. La trémie et le bassin collecteur doivent être nettoyés et rincés au moins deux fois par jour.

Les sols dans les locaux d'abattage, d'habillage et d'éviscération doivent être égouttés.

6.4.3.7. Désinfection : Le matériel et les appareils situés dans le local d'éviscération et venant en contact avec les volailles doivent être désinfectés avant chaque utilisation et au moins une fois par jour.

6.4.3.8. Éviscération : L'éviscération est effectuée par une ouverture de la carcasse. Les viscères sont extraits de la carcasse et reçus sur un dispositif en matériau inoxydable ou demeurent attachés à la carcasse. Les abats sont immédiatement séparés des viscères non comestibles.

Les carcasses ou les abats doivent être exempts de toute souillure provenant du contenu intestinal.

6.4.3.9. Habillage des volailles : Les volailles doivent être habillées de façon à satisfaire aux conditions suivantes :

a) la saignée doit être complète de façon à ce que les volailles ne soient pas décolorées ;

b) les plumes et tous les poils doivent être enlevés de la carcasse ;

c) dans le cas des volailles abattues :

i. les jabots doivent être vidés ;

ii. les pattes et les doigts doivent être nettoyés et l'anus doit être lavé afin d'enlever les matières fécales ;

iii. les aliments et le sang doivent être enlevés du bec ;

iv. l'extérieur de l'oiseau doit être lavé avec de l'eau potable ; et

v. les têtes doivent être enveloppées ;

d) dans le cas des volailles éviscérées :

i. la glande uropygienne doit être enlevée ;

ii. l'intérieur et l'extérieur des oiseaux doivent être lavés avec de l'eau potable ;

iii. les oiseaux doivent être égouttés ;

iv. les pattes doivent être coupées à l'articulation tibio-métatarsienne ;

v. le cou et les abats peuvent être laissés dans la carcasse, pourvu que les abats soient placés à l'extrémité antérieure de l'oiseau de façon que la carcasse ait une apparence lisse, arrondie, et que le cou soit placé dans la cavité abdominale.

6.4.3.10. Température des volailles : Les volailles doivent, immédiatement après l'éviscération, être refroidies à une température d'au plus 4°C. Par la suite, elles sont placées dans une chambre réfrigérée à une température variant entre 0°C et 2°C.

6.4.3.11. Normes relatives au lapin : La présente sous-section s'applique aux lapins, sauf les articles 6.4.3.4, 6.4.3.5, 6.4.3.9, 6.4.3.16, 6.4.3.17 et 6.4.3.18.

Les pattes antérieures des lapins doivent être coupées à l'articulation métacarpo-phalangienne et les pattes postérieures à l'articulation tarso-métatarsienne.

Les têtes de lapins peuvent rester attachées à la carcasse, si elles sont dépouillées.

6.4.3.12. Abattage de lapins : Le lapin peut être abattu dans un abattoir de volailles à la condition que l'abattage ne se fasse pas simultanément avec celui de la volaille.

6.4.3.13. Abattage — faisans, pintades, perdrix, cailles : Les faisans, pintades, perdrix ou cailles d'élevage

peuvent être abattus dans un abattoir de volailles à la condition que l'abattage ne se fasse pas simultanément avec celui de la volaille ou du lapin. Il est permis de laisser la tête à la carcasse éviscérée de ces oiseaux pourvu qu'elle soit enveloppée.

6.4.3.14. Nettoyage et lavage : Dans les cas visés aux articles 6.4.3.12 et 6.4.3.13, les locaux et l'équipement doivent être nettoyés et lavés entre les opérations d'abattage des animaux d'espèces différentes.

6.4.3.15. Oiseaux de la faune : La plumaison et l'éviscération des faisans, pintades et perdrix abattus à la chasse peuvent se faire dans un abattoir de volailles.

Ces opérations ne doivent pas se faire en même temps que l'abattage ou l'éviscération de la volaille ou du lapin.

De plus elles ne doivent pas les précéder au cours d'une même journée.

6.4.3.16. Classification des volailles : Les volailles doivent être classées conformément aux catégories prévues au tableau 6.4.A.

6.4.3.17. Espèces de volailles : Pour les fins du classement, les espèces de volailles sont les suivantes :

a) les poulets : jeunes oiseaux des deux sexes ayant le cartilage flexible à l'extrémité postérieure du bréchet (sternum), la chair tendre, la peau douce et la texture lisse ;

b) les poulets chapons : poulets mâles ayant subi une opération par laquelle les organes sexuels sont complètement enlevés ou rendus inactifs, dont le cartilage à l'extrémité postérieure du bréchet est flexible, la chair tendre, la peau douce et la texture lisse ;

c) les poules : oiseaux adultes des deux sexes ayant le cartilage rigide à l'extrémité postérieure du bréchet ; les oiseaux mâles peuvent avoir de longs éperons durs ;

d) les dindons soit :

i. les jeunes dindons : jeunes oiseaux des deux sexes ayant le cartilage flexible à l'extrémité postérieure du bréchet, la chair tendre, la peau douce et à texture lisse ; et

ii. les dindons adultes : oiseaux adultes des deux sexes ayant le cartilage rigide à l'extrémité postérieure du bréchet ;

e) les canards soit :

i. les jeunes canards : jeunes oiseaux des deux sexes ayant le cartilage flexible à l'extrémité postérieure du bréchet, la chair tendre, la peau douce et à texture lisse ; et

ii. les canards adultes : oiseaux adultes des deux sexes ayant le cartilage rigide à l'extrémité postérieure du bréchet ;

f) les oies soit :

i. les jeunes oies : jeunes oiseaux des deux sexes ayant le cartilage flexible à l'extrémité postérieure du bréchet, la chair tendre, la peau douce et à texture lisse ; et

ii. les oies adultes : oiseaux adultes des deux sexes ayant le cartilage rigide à l'extrémité postérieure du bréchet.

6.4.3.18. Normes générales : En plus des normes prescrites au tableau 6.4.A, pour les catégories, les normes suivantes sont applicables à toutes les volailles :

a) les carcasses de volailles endommagées par des rongeurs ou d'autres animaux ne peuvent être classées dans une catégorie ;

b) les carcasses de volailles qui sont en mauvais état par suite de leur couleur verte, de la décoloration attribuable à la putréfaction, de la viscosité de leur état gluant, de la moisissure, ne sont pas admissibles au classement ; et

c) les carcasses de volailles accusant des caractéristiques anormales dans la région abdominale ne sont pas admissibles au classement.

§6.4.4. Opérations relatives aux ateliers de charcuterie et aux conserveries de viandes

6.4.4.1. Langues : Le préparateur de viandes ou aliments carnés doit enlever le larynx, l'épiglotte, les amygdales et la membrane muqueuse des langues avant de les conditionner.

6.4.4.2. Personnel : Le personnel travaillant dans un atelier de charcuterie ou dans une conserverie de viandes, doit porter un sarrau blanc, un couvre-chef ou résille propre de façon à recouvrir entièrement les cheveux.

6.4.4.3. Nettoyage des récipients : Les récipients de métal, de verre ou de tout autre matière solide devant contenir des viandes ou aliments carnés pour fins de vente doivent être nettoyés immédiatement avant le remplissage.

6.4.4.4. Récipients à éliminer : L'exploitant doit éliminer tout récipient ne répondant pas aux exigences des articles 3.2.1 et 3.2.3.

6.4.4.5. Identification des lots : Les lots de viandes ou d'aliments carnés mis en conserve doivent être identifiés avant d'être stérilisés et maintenus ainsi jusqu'à l'entreposage des produits.

6.4.4.6. Stérilisation : Les viandes ou aliments carnés mis en conserve doivent être stérilisés de façon à les rendre exempts de tout microorganisme toxigène.

Le traitement de stérilisation doit être enregistré sur thermogramme.

6.4.4.7. Échantillon mis à l'étuve : Un échantillon équivalent à 1% des boîtes de conserves de viandes d'un même lot ou à 3 boîtes par panier d'autoclave, selon la moindre de ces deux quantités, est mis à l'étuve à une température de 37°C pendant au moins 10 jours consécutifs.

À l'expiration de ce délai, si l'échantillon mis à l'étuve est trouvé sain, les boîtes de conserves de viandes du même lot que cet échantillon peuvent être livrées à la consommation humaine.

6.4.4.8. Indications et marques : Les récipients renfermant des conserves de viandes sont marqués conformément au règlement.

En outre doit apparaître sur le couvercle métallique de chaque récipient de conserves de viandes le code du fabricant consistant en signes conventionnels, lettres ou chiffres aux fins d'identifier le lot et le fabricant et d'indiquer la date de fabrication.

6.4.4.9. Renseignements sur le code : Au moment de sa demande de permis ou de son renouvellement, le fabricant de conserves de viandes informe le ministre du code d'identification qu'il entend utiliser conformément à l'article 6.4.4.8.

6.4.4.10. Viandes impropres à la consommation humaine. Disposition et coloration : L'article 6.4.2.9 s'applique à l'exploitant d'un atelier de charcuterie ou d'une conserverie de viandes.

6.4.4.11. Conserves de viandes. Gros ou détail : La présente sous-section et l'article 6.3.4.3 s'appliquent également à une conserverie de viandes dont l'exploitant fait de la vente en gros ou de la vente en détail de même qu'à un atelier de charcuterie où se préparent des conserves de viandes.

SECTION 6.5 L'ESTAMPILLE

§6.5.1. Fabrication et reproduction de l'estampille

6.5.1.1. Modèle et numéro de l'estampille : Sous réserve de la Loi sur l'inspection des viandes (S.R.C., 1970, c. M-7), seule l'estampille conforme au modèle prévu à l'annexe 6.5.A peut être fabriquée, reproduite ou apposée

sur une viande ou un aliment carné, son emballage, son étiquette ou sa vignette.

Cette estampille doit alors porter dans un rectangle transversal à la fleur de lys le numéro d'identification assigné par le ministre à l'exploitant autorisé, en vertu de l'article 6.5.2.6, à utiliser l'estampille ou un emballage, une étiquette ou une vignette portant sa reproduction.

6.5.1.2. Prohibitions : Nul ne peut fabriquer ou faire fabriquer, reproduire ou faire reproduire, détenir ou utiliser l'estampille visée à l'article 6.5.1.1 ou un emballage, une étiquette ou une vignette portant sa reproduction, sauf dans les cas prévus au règlement.

Il est prohibé :

a) de reproduire ou de faire reproduire l'estampille sur un emballage destiné principalement à la vente en gros de viandes ou aliments carnés ou sur l'étiquette apposée ou devant être apposée sur tel emballage ;

b) de détenir ou d'utiliser un emballage destiné principalement à la vente en gros de viandes ou aliments carnés et portant la reproduction de l'estampille ou une étiquette la reproduisant ;

c) de reproduire ou de faire reproduire l'estampille sur une vignette autre que celle visée à l'article 6.5.2.12.

Nul ne peut fabriquer ou faire fabriquer, reproduire ou faire reproduire, détenir ou utiliser une estampille autre que celle visée à l'article 6.5.1.1 ou un emballage, une étiquette ou une vignette portant sa reproduction.

6.5.1.3. Fabrication de l'estampille à timbre et des vignettes : Dans le cas où l'exploitant d'un abattoir, d'un atelier de charcuterie pour fins de vente en gros ou d'une conserverie de viandes obtient un permis et est autorisé, par l'article 6.5.2.6, à utiliser l'estampille ou un emballage, une étiquette ou une vignette portant sa reproduction, le ministre lui fait fabriquer une estampille à timbre ainsi que des vignettes reproduisant exclusivement l'estampille.

6.5.1.4. Procédures de reproduction de l'estampille : Avant de reproduire l'estampille sur un emballage ou sur une étiquette, à la demande de l'exploitant, le reproducteur de l'estampille doit demander l'approbation du ministre.

Cette demande d'approbation doit comprendre :

- a) ses nom et adresse ainsi que ceux de son client ;
- b) une esquisse, en quatre exemplaires, de l'emballage ou de l'étiquette projeté par le client et comportant la reproduction de l'estampille ; cette esquisse doit indiquer les

dimensions de l'emballage ou de l'étiquette ainsi que le diamètre de l'estampille devant y figurer ;

c) le nombre d'emballages ou d'étiquettes ;

d) les nom et adresse du fabricant de l'estampille matrice dans les cas où le reproducteur de l'estampille ne la fabrique pas lui-même.

6.5.1.5. Le ministre approuve l'esquisse de l'estampille projetée si les conditions suivantes sont remplies :

a) la demande doit être faite conformément à l'article 6.5.1.4 ;

b) l'estampille reproduite sur l'esquisse doit satisfaire aux exigences de l'article 6.5.1.1 ;

c) le diamètre de l'estampille projetée doit être d'une dimension variant de 11 millimètres à 35 millimètres ;

d) les inscriptions et les marques faisant partie de l'esquisse doivent être conformes au règlement ; et

e) le client du reproducteur de l'estampille doit être un exploitant autorisé.

6.5.1.6. Le ministre adresse un exemplaire de l'esquisse approuvée ou rejetée au reproducteur de l'estampille ainsi qu'à son client et, dans le cas du paragraphe d du deuxième alinéa de l'article 6.5.1.4, au fabricant de l'estampille matrice.

6.5.1.7. Seul le fabricant qui a reçu une commande d'un reproducteur de l'estampille visé à l'article 6.5.1.4 et l'exemplaire d'une esquisse approuvée par le ministre conformément à l'article 6.5.1.5, peut fabriquer une estampille matrice.

Une fois le travail terminé, il doit remettre au reproducteur de l'estampille toutes les matrices fabriquées.

6.5.1.8. Avant de reproduire l'estampille sur les emballages ou les étiquettes de façon définitive, le reproducteur de l'estampille doit soumettre à l'approbation du ministre une épreuve de reproduction réalisée au moyen de l'estampille matrice. Celui-ci approuve l'épreuve si elle est conforme à l'esquisse.

6.5.1.9. Le reproducteur de l'estampille ne peut la reproduire uniquement que sur le nombre d'emballages ou d'étiquettes indiqué au paragraphe c du deuxième alinéa de l'article 6.5.1.4.

Dans le cas contraire, il doit en aviser par écrit le ministre dans les 10 jours en lui indiquant le nombre exact d'emballages ou d'étiquettes sur lesquels l'estampille a été reproduite.

6.5.1.10. Une fois la reproduction terminée, le reproducteur de l'estampille doit détenir les matrices dans un compartiment sous clé et ne les réutiliser qu'à la demande de son client et en se conformant à la procédure établie à l'article 6.5.1.4.

6.5.1.11. Le reproducteur de l'estampille livre ou fait livrer sous sa responsabilité, à l'inspecteur chargé de surveiller les opérations de l'établissement de son client, les emballages ou étiquettes comportant la reproduction de l'estampille ainsi qu'une feuille d'expédition décrivant de façon détaillée le contenu de la livraison.

6.5.1.12. L'exploitant autorisé qui cesse définitivement ses opérations doit détruire ou faire détruire ses emballages ou étiquettes inutilisées portant la reproduction de l'estampille et qui sont en sa possession ou en celle du reproducteur de l'estampille.

Cette règle s'applique également à la destruction de toute estampille matrice en possession du reproducteur de l'estampille.

6.5.1.13. L'exploitant doit, préalablement à la destruction, en aviser par écrit le ministre dans un délai de 15 jours et lui indiquer l'endroit de détention et le nombre des emballages, étiquettes ou estampilles matrices à détruire.

Il doit de même, dans les 15 jours suivant la destruction, informer par écrit le ministre.

6.5.1.14. Le reproducteur de l'estampille ne peut disposer de l'estampille matrice que dans les cas suivants :

a) dans le cas de destruction, il doit, au préalable, en aviser par écrit le ministre dans un délai de 15 jours en précisant l'endroit et les modalités ; ou

b) dans le cas de transfert à un autre reproducteur d'estampille à la demande de son client, il doit, au préalable, en aviser par écrit le ministre dans un délai de 15 jours en l'informant de la demande du client et des nom et adresse du reproducteur auquel le transfert est fait.

6.5.1.15. Nul ne peut détenir ou utiliser les emballages, étiquettes ou vignettes inutilisés portant la reproduction de l'estampille, ni les estampilles matrices de l'exploitant visé à l'article 6.5.1.12.

§6.5.2. Surveillance des opérations et usage de l'estampille

6.5.2.1. Inspection ante mortem : Tout animal doit subir une inspection *ante mortem* par un inspecteur immédiatement avant son entrée dans le local d'abattage dans le

cas d'un abattoir dont l'exploitant détient un permis en vigueur.

6.5.2.2. Saisie à l'ante mortem : L'animal trouvé malade, estropié ou dont l'état de santé est douteux lors de l'inspection *ante mortem* doit être saisi et abattu séparément des autres animaux.

6.5.2.3. Élimination ou confiscation d'un animal mort ou malade : L'animal trouvé mort, mourant ou l'animal ayant une température de 41,1°C et plus et le cheval ayant une température de 39,4°C ou plus doit être éliminé par l'exploitant de l'abattoir conformément à l'article 6.4.2.9 et à défaut par lui de ce faire, l'inspecteur procède à la confiscation lors de l'inspection *ante mortem*.

6.5.2.4. Élimination ou confiscation des oiseaux : Les oiseaux atteints, au moment de l'inspection *ante mortem*, d'une maladie ou infection qui peut justifier leur confiscation au moment de l'inspection *post mortem* en vertu de l'article 6.6.3 doivent être éliminés par l'exploitant de l'abattoir conformément à l'article 6.4.2.9 et à défaut par lui de ce faire, l'inspecteur procède à la confiscation.

6.5.2.5. Inspection post mortem : La carcasse, les parties et organes des animaux abattus doivent subir une inspection *post mortem* par un inspecteur immédiatement après l'abattage dans le cas d'un abattoir dont l'exploitant détient un permis en vigueur.

6.5.2.6. Utilisation de l'estampille : Seul l'exploitant d'un abattoir exploité sous permis conformément à la Loi et au présent règlement, à l'exception de l'exploitant d'un abattoir de faisans, pintades, perdrix ou cailles seulement, doit utiliser l'estampille prévue à l'article 6.5.1.1 ou un emballage, une étiquette ou une vignette portant sa reproduction et est autorisé de plein droit à ce faire.

Cependant le ministre peut, conformément à la sous-section 1.3.7, autoriser l'exploitant d'un atelier de charcuterie pour fins de vente en gros ou d'une conserverie de viandes exploités sous permis conformément à la Loi et au présent règlement à utiliser l'estampille prévue à l'article 6.5.1.1 ou un emballage, une étiquette ou vignette portant sa reproduction.

Cette estampille, l'emballage, l'étiquette ou la vignette portant sa reproduction, doivent alors être utilisés sous contrôle constant de l'inspecteur et aux conditions prévues ci-après qui s'appliquent à l'atelier de charcuterie pour fins de vente en gros ou à la conserverie de viandes uniquement dans le cas où leur exploitant est autorisé conformément au deuxième alinéa.

6.5.2.7. Port obligatoire de l'estampille : À leur sortie de l'abattoir, de l'atelier de charcuterie pour fins de vente en gros ou de la conserverie de viandes, la viande ou partie d'un animal, à l'état naturel ou transformé, les aliments carnés ou les conserves de viandes destinés à la consommation humaine doivent porter l'estampille ou être dans un emballage portant la reproduction de l'estampille ou une étiquette ou vignette reproduisant l'estampille.

Cette règle ne s'applique pas aux emballages qui contiennent d'autres emballages de viandes ou aliments carnés portant déjà la reproduction de l'estampille ou une étiquette ou vignette reproduisant l'estampille.

6.5.2.8. Viande estampillée : Seule peut porter l'estampille la viande ou partie d'un animal, à l'état naturel, saine, propre à la consommation humaine et en parfait état, lors de l'estampillage du produit et de sa sortie de l'abattoir ou de l'atelier de charcuterie de lièvre visé à l'article 6.3.3.5, et provenant d'un animal sain, propre à la consommation humaine et en parfait état au moment des inspections *ante mortem* et *post mortem*, sauf dans le cas du lièvre où seule l'inspection *post mortem* est requise.

6.5.2.9. Aliments carnés et emballages estampillés : Seuls, peuvent porter l'estampille ou être dans un emballage portant :

- a) la reproduction de l'estampille ; ou
- b) une étiquette ou vignette reproduisant l'estampille, les aliments carnés ou conserves de viandes préparés ou fabriqués à partir de viandes ou produits de viandes sains, propres à la consommation humaine et en parfait état lors de l'estampillage ou de l'apposition de l'étiquette ou de la vignette ou de l'emballage des aliments carnés ou conserves de viandes et lors de leur sortie de l'abattoir, l'atelier de charcuterie pour fins de vente en gros ou la conserverie de viandes.

6.5.2.10. Emballages non estampillés : L'emballage qui contient d'autres emballages estampillés de viandes ou aliments carnés ne peut porter la reproduction de l'estampille ou une étiquette ou vignette la reproduisant.

6.5.2.11. Estampille à timbre métallique : L'estampillage des viandes, carcasses de viandes ou abats non emballés se fait au moyen d'une estampille à timbre métallique imprégnée dans le produit.

6.5.2.12. Vignette : La vignette visée à l'article 6.5.1.3 est apposée, en présence de l'inspecteur, uniquement sur un emballage :

- a) contenant des viandes ou aliments carnés non déjà emballés ; et

- b) ne portant pas déjà la reproduction de l'estampille ou une étiquette la reproduisant.

Cette vignette doit être apposée sur l'emballage de façon à ce qu'elle se brise en ouvrant l'emballage.

6.5.2.13. Emballage neuf : Tout emballage de viandes ou d'aliments carnés portant la reproduction de l'estampille ou une étiquette ou vignette la reproduisant doit être neuf et être utilisé une seule fois.

6.5.2.14. Garde de l'inspecteur : L'estampille à timbre ainsi que les emballages, étiquettes ou vignettes portant la reproduction de l'estampille doivent demeurer constamment sous la garde de l'inspecteur lors de leur utilisation.

6.5.2.15. Entreposage des produits estampillés : L'exploitant autorisé peut faire entreposer, en dehors de son établissement, dans un entrepôt dont l'exploitant est enregistré auprès du ministre, les produits visés à l'article 6.5.2.7 uniquement s'ils sont dûment emballés, étiquetés et marqués conformément au présent règlement.

6.5.2.16. Feuille d'expédition : Une feuille d'expédition doit accompagner les produits visés à l'article 6.5.2.7 à leur sortie de l'abattoir, de l'atelier de charcuterie pour fins de vente en gros, de la conserverie de viandes ou de l'entrepôt ; et cette feuille doit indiquer la nature et la quantité du produit, la date de la sortie, l'identité de l'expéditeur, du destinataire, du transporteur et du véhicule servant au transport.

6.5.2.17. Renseignements : Avant d'utiliser l'estampille, l'exploitant visé à l'article 6.5.2.6 doit fournir au ministre des renseignements sur :

- a) ses sources d'approvisionnement ;
- b) ses procédés de préparation ou de conditionnement ;
- c) les appareils devant servir aux opérations ;
- d) la nature ou la composition et les particularités du produit préparé ou conditionné et le pourcentage en poids de chacun de ses composants ;
- e) la dénomination et le nom de fantaisie ou la marque sous lesquels doit se faire la vente du produit ;
- f) la matière, la forme, la dimension et la capacité des récipients, emballages ou enveloppes devant servir à la vente en détail, ainsi que les inscriptions devant y figurer.

L'exploitant doit, dans les 15 jours, informer par écrit le ministre de tout changement relatif aux renseignements requis par le présent article.

6.5.2.18. Approbation des contenants : L'exploitant autorisé doit soumettre à l'approbation du ministre 3 fac-similés des récipients, emballages, enveloppes et inscriptions reproduisant l'estampille avant leur utilisation.

Le ministre approuve ces fac-similés lorsque la reproduction de l'estampille y apparaissant a été faite conformément à la sous-section 6.5.1.

6.5.2.19. Viandes et aliments carnés préemballés : Les viandes et les aliments carnés préemballés et destinés à être livrés comme tels à la consommation humaine doivent être préparés, conditionnés, étiquetés et marqués conformément aux renseignements et documents fournis au ministre en vertu des articles 6.5.2.17 et 6.5.2.18 et approuvés par ce dernier.

6.5.2.20. Absence d'estampille : Les articles 6.5.2.7 et 6.5.2.25 ne s'appliquent pas dans le cas de la viande ou partie d'un animal, à l'état naturel, expédiée d'un abattoir, d'un atelier ou d'une conserverie visé à l'article 6.5.2.7 vers un établissement du même type pour subir un conditionnement avant l'estampillage dans cet établissement.

6.5.2.21. Plombage : L'expédition visée à l'article 6.5.2.20 doit se faire dans un véhicule plombé par un inspecteur et, à l'arrivée, le bris du plombage ne doit s'effectuer que par un inspecteur.

6.5.2.22. Certificat d'inspection : La viande ou partie d'un animal, à l'état naturel, faisant l'objet de l'expédition prévue à l'article 6.5.2.20, doit être accompagnée d'un certificat d'inspection délivré par l'inspecteur de l'établissement d'origine attestant que ce produit, à sa sortie, était sain, propre à la consommation humaine et en parfait état.

Ce certificat doit de plus indiquer la nature et la quantité du produit, la date de la sortie, l'identité de l'expéditeur, du transporteur et du véhicule servant au transport.

Dans le cas où le véhicule contenant un produit destiné à plusieurs établissements sous inspection est plombé de nouveau en cours de route, l'inspecteur de chaque établissement note cette opération sur le certificat d'inspection accompagnant le produit.

6.5.2.23. Encre d'estampillage — viandes chevalines : L'encre comestible de couleur verte est réservée à l'estampillage de la viande des animaux d'espèce chevaline.

6.5.2.24. Provenance de viandes ou d'aliments carnés estampillés : Les viandes ou aliments carnés détenus ou utilisés par le détenteur d'un permis qui exploite un établissement visé au paragraphe *a* ou *b* du premier alinéa de l'article 9 de la Loi doivent provenir exclusivement :

a) d'un animal abattu dans un abattoir visé au paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 9 de la Loi dont l'exploitant détient un permis en vigueur ou dans un abattoir enregistré en vertu de la Loi sur l'inspection des viandes (S.R.C., 1970, c. M-7) ; et

b) de viandes ou parties d'un animal, à l'état naturel ou transformé, traitées, préparées ou conditionnées dans un abattoir ou un atelier dont l'exploitant est un exploitant autorisé ou dans un atelier enregistré en vertu de la Loi sur l'inspection des viandes.

Cette règle de provenance ne s'applique pas au lièvre non éviscéré et non dépouillé et seul le paragraphe *a* du premier alinéa s'applique aux viandes de pintade, de faisan, de perdrix ou de caille.

6.5.2.25. Il est prohibé à l'exploitant visé à l'article 6.5.2.24 de détenir ou d'utiliser des viandes ou aliments carnés à moins que, lors de leur entrée à son établissement, ces produits ne portent l'estampille prévue et apposée conformément à l'article 6.5.2.6 ou qu'ils ne soient placés dans un emballage portant la reproduction de l'estampille ou une étiquette ou vignette reproduisant l'estampille.

Cette interdiction ne s'applique pas à l'entrée des viandes de pintade, de faisan, de perdrix ou de caille ou du lièvre non éviscéré et non dépouillé.

Pour les fins du présent article, seule la légende d'inspection prévue et apposée conformément au Règlement sur l'inspection des viandes (C.P. 1979-2123 du 9 août 1979, DORS 79-579, Gaz. du Can., Partie II, 1979-08-22, p. 2211) a la même valeur que l'estampille.

6.5.2.26. Les viandes ou aliments carnés détenus ou utilisés par un détaillant qui fait, même occasionnellement, de la vente en gros à un restaurateur doivent, quelle que soit leur destination, provenir exclusivement :

a) d'un animal abattu dans un abattoir visé au paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 9 de la Loi dont l'exploitant détient un permis en vigueur ou dans un abattoir enregistré en vertu de la Loi sur l'inspection des viandes ; et

b) de viandes ou parties d'un animal, à l'état naturel ou transformé, traitées, préparées ou conditionnées dans un abattoir ou un atelier dont l'exploitant est un exploitant autorisé ou dans un atelier enregistré en vertu de la Loi sur l'inspection des viandes.

Cette règle de provenance ne s'applique pas au lièvre non éviscéré et non dépouillé et seul le paragraphe *a* du premier alinéa s'applique aux viandes de pintade, de faisan, de perdrix ou de caille.

Le paragraphe *a* du premier alinéa s'applique à tout détaillant autre que celui visé à ce premier alinéa.

Toutefois, les viandes ou les aliments carnés détenus ou utilisés par un détaillant ne peuvent provenir d'un autre détaillant, ni de la personne visée à l'article 6.5.2.30.

6.5.2.27. Il est prohibé à un détaillant qui fait, même occasionnellement, de la vente en gros à un restaurateur de détenir ou d'utiliser, pour quelque destination que ce soit, des viandes ou aliments carnés à moins que, lors de leur entrée à son établissement, ils ne portent l'estampille prévue et apposée conformément à l'article 6.5.2.6 ou qu'ils ne soient placés dans un emballage portant la reproduction de l'estampille ou une étiquette ou vignette reproduisant l'estampille.

L'interdiction prévue au premier alinéa s'applique également à tout détaillant autre que celui visé à ce premier alinéa, mais uniquement quant au port de l'estampille sur les carcasses en demies ou les quartiers de viandes en provenance d'un abattoir.

Cette interdiction ne s'applique pas aux viandes de pintade, de faisan, de perdrix ou de caille, ni au lièvre non éviscéré et non dépouillé.

Pour les fins du présent article, seule la légende d'inspection prévue et apposée conformément au Règlement sur l'inspection des viandes a la même valeur que l'estampille.

6.5.2.28. Les viandes ou aliments carnés détenus ou utilisés par un restaurateur doivent provenir exclusivement :

a) d'un animal abattu dans un abattoir visé au paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 9 de la Loi dont l'exploitant détient un permis en vigueur ou dans un abattoir enregistré en vertu de la Loi sur l'inspection des viandes ; et

b) de viandes ou parties d'un animal, à l'état naturel ou transformé, traitées, préparées ou conditionnées dans un atelier de charcuterie ou de fabrication de conserves de viandes qui les a reçues exclusivement d'un abattoir ou d'un atelier décrit aux paragraphes *a* et *b* du premier alinéa de l'article 6.5.2.26.

Toutefois, dans le cas du paragraphe *b* du premier alinéa, les viandes ou aliments carnés ne peuvent provenir d'un autre restaurateur, ni de la personne visée à l'article 6.5.2.30.

6.5.2.29. Il est prohibé à un restaurateur de détenir ou d'utiliser des viandes ou aliments carnés à moins qu'ils ne proviennent exclusivement :

a) d'un animal abattu dans un abattoir visé au paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 9 de la Loi dont l'exploitant détient un permis en vigueur ou dans un abattoir enregistré en vertu de la Loi sur l'inspection des viandes ; et

b) de viandes ou parties d'un animal, à l'état naturel ou transformé, traitées, préparées ou conditionnées dans un atelier de charcuterie ou de fabrication de conserves de viandes qui les a reçues exclusivement d'un abattoir ou d'un atelier décrit aux paragraphes *a* et *b* du premier alinéa de l'article 6.5.2.26.

6.5.2.30. La personne visée au troisième alinéa de l'article 9 de la Loi doit faire uniquement de la vente en détail des viandes ou aliments carnés qu'elle détient ou utilise.

Les règles de provenance et les interdictions prévues au troisième alinéa de l'article 6.5.2.26 et au deuxième alinéa de l'article 6.5.2.27 ne s'appliquent pas aux viandes et aliments carnés vendus et livrés dans l'atelier de préparation pour fins de vente en détail de cette personne.

Cependant, ces règles s'appliquent dans les cas où cette personne exerce un commerce spécial prévu à l'article 6.7.1.12 ou détient ou utilise, pour fins de vente en détail et livraison à son atelier, des viandes ou aliments carnés ne provenant pas exclusivement des animaux abattus dans son abattoir.

6.5.2.31. Publicité et réclame des viandes ou aliments carnés : Toute indication, expression, appellation, image, marque, publicité ou réclame servant à promouvoir le commerce des viandes ou aliments carnés doit se faire, sauf pour l'exposition de ces produits ou de leurs emballages estampillés conformément à une loi ou à un règlement, sans aucune référence à un contrôle sanitaire ou autre, à un certificat officiel, à une garantie de salubrité, à une inspection d'une autorité publique, à une estampille ou à une légende d'inspection prescrit par cette loi ou ce règlement.

Toutefois, seul l'exploitant autorisé ou l'exploitant d'un abattoir ou d'un atelier enregistré en vertu de la Loi sur l'inspection des viandes peut, dans la publicité ou la réclame servant à promouvoir le commerce de ses viandes ou aliments carnés, inclure une indication à l'effet que son établissement est sous inspection permanente et qu'il est autorisé à utiliser l'estampille visée à l'article 6.5.1.1 ou la légende d'inspection visée au troisième alinéa de l'article 6.5.2.25. Cependant, cette indication doit se faire sans aucune référence à une garantie de salubrité ou à un effet sanitaire reliés à cette inspection, estampille ou légende.

SECTION 6.6

INSPECTION *POST MORTEM* DES CARCASSES

6.6.1. Identité : La tête, la langue, la queue, le sang, les viscères et les autres parties comestibles de l'animal abattu doivent pouvoir être identifiés à cet animal jusqu'à ce que l'inspection *post mortem* soit complétée.

6.6.2. Viandes propres : Les carcasses, viandes, parties ou organes d'un animal qui, à l'inspection *post mortem* sont sains et propres à la consommation humaine, doivent être estampillés conformément aux articles 6.5.2.6 et 6.5.2.8.

6.6.3. Viandes impropres : Les carcasses, viandes, parties ou organes d'un animal qui, à l'inspection *post mortem* sont malsains, de provenance malsaine, atteints d'une maladie mentionnée ou dans un état décrit au tableau 6.6.A sont impropres à la consommation humaine.

À défaut par l'exploitant de l'abattoir de les éliminer conformément à l'article 5 de la Loi et à l'article 6.4.2.9, ils sont confisqués par l'inspecteur.

6.6.4. Peaux infestées : La peau des veaux infestés d'hypodermes, de gale, de dartres, doit être enlevée avant de placer les carcasses dans les locaux frigorifiques.

6.6.5. Glandes mammaires : Les glandes mammaires en lactation, ou celles qui ont été actives ou malades sont impropres à la consommation humaine et elles doivent, dans le local d'abattage et sans ouvrir les vaisseaux lactifères, être enlevées et éliminées ou confisquées selon ce que prévu à l'article 6.6.3.

6.6.6. Sang : Le sang provenant d'un animal, dont la carcasse est éliminée ou confisquée, est impropre à la consommation humaine et il doit être éliminé ou confisqué selon ce que prévu à l'article 6.6.3.

SECTION 6.7

VENTE EN DÉTAIL ET ENTREPOSAGE DES VIANDES ET ALIMENTS CARNÉS

§6.7.1. Vente en détail

6.7.1.1. Règles applicables par référence : Outre les dispositions générales prévues aux sections 2.1 et 2.2, la sous-section 6.4.1 s'applique aux ateliers de charcuterie pour fins de vente en détail et autres débits de viandes ou aliments carnés.

Ces dispositions et celles de la présente sous-section s'appliquent également aux établissements où sont servis des viandes ou aliments carnés moyennant rémunération

et, sous réserve des sous-sections 6.3.3, 6.3.5 et 6.4.4, aux ateliers de charcuterie pour fins de vente en gros ou aux conserveries de viandes exploités sous permis et dont l'exploitant fait aussi de la vente en détail.

6.7.1.2. Communication prohibée : Les locaux de conditionnement, de préparation, de transformation ou de conservation et de mise en vente en détail de viandes ou aliments carnés ne peuvent communiquer directement avec le local d'abattage, les étables ou autres locaux insalubres ou malpropres pouvant contaminer ou altérer ces viandes ou aliments carnés.

Ces mêmes locaux doivent également être séparés et ne pas communiquer avec des locaux où l'on prépare, conditionne, transforme ou conserve, pour fins de vente en gros, des viandes ou aliments carnés.

Cependant, les opérations de charcuterie pour fins de vente en détail peuvent se faire dans le local où se fait la coupe pour fins de vente en gros lorsque l'inspecteur est déjà sur les lieux pour surveiller en permanence les opérations de charcuterie pour fins de vente en gros.

Les deuxième et troisième alinéas s'appliquent uniquement à l'atelier de charcuterie pour fins de vente en gros qui est exploité sous permis par un exploitant autorisé.

Dans le cas d'un atelier de charcuterie pour fins de vente en gros exploité sous permis par une personne autre qu'un exploitant autorisé et qui fait aussi de la vente en détail, le local de préparation et de mise en vente en détail, qui est accessible au public, doit être distinct du local de traitement, de préparation ou de transformation des viandes ou aliments carnés destinés à la vente en gros.

6.7.1.3. Superficie : Les locaux de conditionnement et de mise en vente en détail de viandes ou aliments carnés doivent avoir une superficie permettant l'exécution des opérations de manipulation, de coupe, de vente, de pesage et d'emballage.

6.7.1.4. Matériau des planchers, murs et plafonds : Dans les locaux de conditionnement et de préparation de viandes ou aliments carnés pour fins de vente en détail, le plancher doit être exempt de fissures et constitué en matériau résistant aux chocs, imperméable et lavable.

Le recouvrement des murs et plafonds doit être également lavable.

6.7.1.5. Matériaux des étals et comptoirs : Les étals et comptoirs placés dans ces locaux doivent être en matériau dur, lisse, lavable et non absorbant.

6.7.1.6. Tringles-crochets : Les tringles et crochets servant à suspendre les viandes et abats doivent être en

métal inoxydable et placés de telle façon que les viandes fraîches, préparées ou conservées qui y sont suspendues ne touchent ni les murs ni le sol.

6.7.1.7. Tablettes-récipients : Les viandes non suspendues doivent être disposées sur des tablettes en métal inoxydable ou dans des récipients inoxydables propres et lavables.

6.7.1.8. Chambre froide : L'atelier de charcuterie pour fins de vente en détail doit comprendre une chambre froide permettant d'entreposer, à l'issue journalière des ventes, la totalité des viandes ou aliments carnés détenus par l'exploitant.

Cette chambre froide doit être maintenue à une température d'au plus 3°C.

6.7.1.9. Exposition des viandes : Les viandes ne doivent être exposées en dehors de la chambre froide que le temps nécessaire aux opérations de préparation et de découpe pour fins de vente en détail ; les pièces découpées et préparées sont placées sur les plats ou étagères dans un comptoir vitré réfrigéré à une température d'au plus 4°C.

Le comptoir vitré réfrigéré doit être aménagé de façon à ce que les pièces de viandes soient à l'abri des manipulations du public.

6.7.1.10. Nettoyage et entretien : Les planchers des locaux où l'on prépare et vend en détail des viandes ou aliments carnés doivent être nettoyés quotidiennement et balayés autrement qu'à sec.

Les planchers de ces locaux et des locaux de conservation doivent être exempts de poussière, de bran de scie ou de toute autre matière sèche.

6.7.1.11. Vente en détail d'aliments : Les entreprises de vente en détail de produits alimentaires détenant des viandes ou aliments carnés doivent répondre aux exigences suivantes :

a) l'emplacement où sont détenus les viandes ou aliments carnés doit être distinct de l'emplacement des autres produits alimentaires ; le plancher doit être exempt de fissures et constitué en matériau lavable et le recouvrement des murs et plafonds doit être lavable ;

b) cet emplacement doit comprendre des comptoirs frigorifiques à une température ambiante d'au plus 4°C comportant des aires distinctes exclusivement réservées à l'exposition et à la conservation des viandes ou aliments carnés ;

c) les comptoirs et étals doivent être recouverts en matériau dur, lisse, lavable et non absorbant ;

d) les saucissons secs et les préparations de viandes séchées peuvent être suspendus à des crochets inoxydables ;

e) les viandes, aliments carnés et autres produits non emballés doivent être à l'abri des manipulations du public.

6.7.1.12. Commerce spécial : Les personnes qui exercent le commerce spécial des viandes ou aliments carnés sur la voie publique ou de porte en porte doivent se conformer aux conditions suivantes :

a) elles doivent détenir les viandes ou aliments carnés sous réfrigération à une température d'au plus 4°C jusqu'à leur livraison au consommateur ;

b) ce commerce spécial doit s'exercer au moyen, soit d'une échoppe fermée, étanche, en matériau lisse et lavable, soit d'un véhicule réservé uniquement au transport des viandes ou aliments carnés et qui répond aux exigences de la section 6.8 ;

c) les véhicules et échoppes doivent être pourvus d'étals recouverts de plaques lavables et permettant de placer ou d'exposer les viandes à l'abri des manipulations du public.

6.7.1.13. Site des lieux de consommation : Un endroit public où se consomment des viandes ou aliments carnés doit être distinct et séparé de tout local insalubre ou malpropre pouvant occasionner une altération ou une contamination des aliments consommés.

6.7.1.14. Hache-viande : Les appareils utilisés à la préparation de la viande hachée sont démontés et nettoyés après chaque jour d'utilisation.

Le hachage des viandes doit se faire uniquement dans la chambre froide.

6.7.1.15. Récipient, emballage et autre dispositif : Les viandes ou aliments carnés doivent être vendus dans un récipient, emballage, appareil ou tout dispositif conforme aux prescriptions de l'article 3.2.1.

6.7.1.16. Décongélation : Les viandes ou aliments carnés congelés soumis à un traitement de décongélation doivent :

a) être décongelés à une température ambiante d'au plus 10°C ;

b) être maintenus en cet état jusqu'à leur livraison au consommateur ; et

c) porter directement ou sur leur emballage une indication à l'effet qu'il s'agit de produits décongelés.

§6.7.2. Entreposage

6.7.2.1. Entrepôt frigorifique : L'exploitant d'un entrepôt frigorifique recevant pour fins de conservation des carcasses, viandes ou aliments carnés destinés à la consommation humaine doit les conserver dans l'état de congélation à une température d'au plus -18°C .

6.7.2.2. Aménagement de l'entrepôt frigorifique : L'entrepôt frigorifique utilisé pour la conservation des carcasses, viandes ou aliments carnés destinés à la consommation humaine doit être pourvu :

a) de compartiments séparés pour la conservation dans des secteurs distincts :

i. des carcasses, viandes ou aliments carnés provenant d'un abattoir ou d'un atelier de charcuterie pour fins de vente en gros dont l'exploitant détient un permis en vertu de la Loi ;

ii. des carcasses, viandes ou aliments carnés provenant d'un abattoir ou d'un atelier de charcuterie pour fins de vente en gros enregistré en vertu de la Loi sur l'inspection des viandes (S.R.C., 1970, c. M-7) ;

b) de thermographes ou de thermomètres enregistreurs dans tout compartiment dans lequel des carcasses, viandes ou aliments carnés sont entreposés ; et

c) d'étagères murales en métal inoxydable ou en bois dur et d'un plancher propre, résistant aux chocs et aménagé de façon à maintenir le produit à l'état congelé à une température d'au plus -18°C .

6.7.2.3. Contenu des compartiments : Les compartiments visés au paragraphe *a* de l'article 6.7.2.2 ne doivent contenir que des carcasses, viandes ou aliments carnés propres à la consommation humaine provenant exclusivement des établissements visés aux sous-paragraphe i et ii de ce paragraphe *a*.

6.7.2.4. Étiquette d'entrepôt : Les carcasses, viandes ou aliments carnés entreposés dans un entrepôt frigorifique doivent être regroupés en lots et chaque lot doit porter une étiquette d'entrepôt indiquant lisiblement la date de réception ainsi que le numéro du lot correspondant aux entrées des registres tenus par l'entreposeur conformément aux articles 2.2.5 et 2.2.6.

SECTION 6.8

TRANSPORT DES ANIMAUX, DES VIANDES OU DES ALIMENTS CARNÉS

6.8.1. Animaux. Aménagement du véhicule : Le véhicule affecté au transport des animaux destinés à l'abattage doit être aménagé de façon à permettre le chargement et le

déchargement des animaux et muni d'un toit fixe ou d'une bâche de toile imperméable.

Le plancher doit être conçu de manière à empêcher les animaux de glisser et recouvert, durant la totalité du voyage, d'une couche de sciure de bois ou de paille.

6.8.2. Aération et espace : Le véhicule servant au transport des animaux doit être aéré.

Au cours du transport dans un même véhicule, les grands animaux doivent être séparés des petits animaux.

Si les animaux sont attachés ou liés l'un à l'autre, ils doivent l'être de manière à pouvoir se coucher sans être entassés.

6.8.3. Abreuvement — alimentation — nettoyage : Le transporteur doit abreuver et alimenter, au moins à toutes les 12 heures, les animaux confiés à sa garde.

Il doit nettoyer et désinfecter après chaque voyage le véhicule ayant servi au transport des animaux ainsi que le matériel utilisé au chargement.

6.8.4. Transport restreint : Le transport des carcasses, viandes ou aliments carnés doit se faire uniquement dans un véhicule n'ayant pas servi au transport des animaux vivants ou d'un produit susceptible d'altérer ou de contaminer ces carcasses, viandes ou aliments carnés.

6.8.5. Viandes. Aménagement du véhicule : Le véhicule destiné au transport des viandes ou aliments carnés doit répondre aux exigences suivantes :

a) les parois internes ou toute autre partie pouvant se trouver en contact avec les viandes ou aliments carnés doivent permettre le nettoyage et la désinfection et être en matériau lisse et non corrosif de façon à ne pas altérer les caractères organoleptiques des viandes ou aliments carnés ou à ne pas les rendre nocifs pour la santé humaine ;

b) il doit être étanche et aménagé de façon à éviter la présence d'insectes et de poussières ;

c) dans le cas des viandes fraîches ou réfrigérées transportées en carcasses, demis ou quartiers, il doit être pourvu d'un équipement de suspension non corrosif et aménagé de façon à ce que les viandes ne viennent pas en contact avec le plancher du véhicule ; cette disposition ne s'applique pas aux viandes congelées, emballées conformément au paragraphe *b* de l'article 6.8.6 ;

d) il doit être entièrement clos et n'être ouvert que pendant les opérations de chargement ou de déchargement ;

e) il doit être conçu et équipé de telle sorte que la température interne de la viande ne dépasse pas 7°C jusqu'à la

livraison, sauf dans le cas de la viande congelée où la température ambiante doit maintenir l'état de congélation du produit.

6.8.6. Conditionnement pendant le transport : Le conditionnement des viandes pendant le transport doit se faire de façon à les protéger de toute altération ou contamination et à respecter les conditions suivantes :

a) les viandes fraîches ou réfrigérées transportées en carcasses, demis ou quartiers, doivent être suspendues ou placées sur des supports non corrosifs de façon à ce que ces viandes ne viennent pas en contact avec le plancher du véhicule ; dans tous les cas, elles doivent être emballés sauf si elles sont livrées à un abattoir, un atelier de charcuterie pour fins de vente en gros ou à une conserverie de viandes exploité sous permis ;

b) les viandes congelées transportées en carcasses, demis ou quartiers doivent être emballées ;

c) les viscères comestibles et les viandes autres que celles visées aux paragraphes a et b doivent être placés dans des récipients ou emballages en matériau non corrosif ;

d) les récipients ou emballages prévus au paragraphe c doivent être nettoyés et désinfectés avant d'être réutilisés ;

e) les emballages de viscères comestibles doivent être étanches et résistants aux chocs ;

f) l'emballage hermétique du sang ou d'un composant du sang doit être placé dans un récipient résistant aux chocs, lavable et en matériau non corrosif.

6.8.7. Préposés au transport : Toute personne préposée à la manutention des viandes ou aliments carnés doit porter des vêtements de travail propres et éviter de contaminer les viandes ou aliments carnés.

6.8.8. Nettoyage du véhicule : Le véhicule employé au transport des viandes ou aliments carnés doit être nettoyé et désinfecté de façon à être propre au moment du chargement.

SECTION 6.9 VIANDE DE CHEVAL

6.9.1. Abattage exclusif du cheval : L'abattoir d'animaux d'espèce chevaline doit être séparé et distinct d'un abattoir d'animaux d'une autre espèce animale et seuls des animaux d'espèce chevaline doivent y être abattus.

Cet abattoir doit porter sur sa façade en caractères apparents, l'inscriptions « abattoir chevalin » ou toute autre inscription indiquant clairement que l'on y fait exclusive-

ment l'abattage d'animaux d'espèce chevaline destinés à la consommation humaine.

6.9.2. Préparation et vente exclusives de la viande de cheval : La préparation, le conditionnement, la transformation, la détention en vue de la vente ou la vente de viandes d'animaux d'espèce chevaline ou d'aliments carnés à base de ces viandes doit se faire uniquement dans une conserverie de viandes ou un atelier de charcuterie destiné au traitement de ces viandes ou aliments carnés et constituant un établissement séparé et distinct de tout autre atelier de viandes de boeuf ou de veau ou d'aliments carnés à base de ces viandes.

6.9.3. Identification et approvisionnement des ateliers de viandes de cheval : La conserverie de viandes ou l'atelier de charcuterie visé à l'article 6.9.2 doit porter sur sa façade, en caractères apparents, l'inscription « chevaline » reliée au type d'établissement ou toute autre inscription indiquant clairement que l'on y fait le traitement et le commerce des viandes d'animaux d'espèce chevaline ou d'aliments carnés à base de ces viandes.

Cette conserverie de viandes ou cet atelier de charcuterie doit s'approvisionner uniquement d'un abattoir visé à l'article 6.9.1.

6.9.4. Transport restreint : Seules des carcasses ou des viandes d'animaux autres que le boeuf et le veau peuvent être transportées dans le même véhicule en même temps que des carcasses ou des viandes d'animaux d'espèce chevaline.

6.9.5. Identification du véhicule : Le transport de la viande d'animaux d'espèce chevaline en entier, en quartiers ou en morceaux d'un abattoir, d'un entrepôt, d'une conserverie de viandes ou d'un atelier de charcuterie pour fins de vente en gros doit se faire dans un véhicule portant une inscription en caractères apparents l'identifiant au transport d'une telle viande.

6.9.6. Information de l'acheteur : Toute personne qui prépare ou transforme, pour fins de vente, détient en vue de la vente, offre en vente ou vend de la viande d'animaux d'espèce chevaline ou des aliments carnés à base de cette viande doit indiquer à tout acheteur qu'il s'agit de la viande d'animaux d'espèce chevaline ou d'aliments carnés à base de cette viande et doit utiliser une désignation se rapportant uniquement à l'espèce chevaline.

Dans un établissement où l'on sert à manger moyennant rémunération, on peut offrir ou servir de la viande d'animaux d'espèce chevaline ou des aliments carnés à base de cette viande uniquement en prévenant le consommateur à cet effet par une indication sur le menu ou, à défaut de menu, une affiche ou une étiquette.

CHAPITRE 7

VIANDES IMPROPRES À LA CONSOMMATION HUMAINE

SECTION 7.1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

7.1.1. Viandes impropres à la consommation humaine : Pour les fins de la Loi et du présent règlement, l'expression « viandes impropres à la consommation humaine » désigne les produits suivants :

A) **Carcasse :** la carcasse ou toute partie d'un animal mort de causes naturelles ou des suites d'un accident ou qui, à l'exception d'un animal tué à la chasse selon les prescriptions de la Loi sur la conservation de la faune (L.R.Q., c. C-61), n'a pas été abattu conformément aux dispositions du chapitre 6 ; ou

B) **Sous-produits :**

a) toute partie d'un animal ou d'un aliment carné qui :

- i. n'est pas destinée à la consommation humaine ; ou
- ii. se trouve ou a séjourné dans un atelier d'équarrissage ou dans un entrepôt visé à l'article 7.6.2 ; ou
- iii. est ou a été placée dans les mêmes locaux ou véhicules que des produits ou des matières pouvant l'altérer ou la contaminer, dans un local ou un compartiment à déchets ou dans un récipient visé à l'article 6.4.1.16 ou à la section 7.3 ; ou

b) la carcasse ou toute partie de viandes ou abats provenant d'un animal atteint des maladies prévues au tableau 6.6.A ; ou

c) les déchets d'abattoir comprenant les os, le gras, les viscères, les intestins, les panses, les poumons, les pis, les têtes ou les pattes provenant en tout ou en partie des matières visées au paragraphe A et au sous-paragraphe a ; ou

d) les déchets des opérations de charcuterie ou de fabrication de conserves de viandes comprenant le suif, le gras de lard ou les os provenant en tout ou en partie des matières visées au paragraphe A et au sous-paragraphe a ; ou

C) **Huile :** l'huile ou la graisse provenant en tout ou en partie des matières visées au sous-paragraphe d du paragraphe B.

7.1.2. Atelier d'équarrissage : Pour les fins de la Loi et du présent règlement, l'expression « atelier d'équarrissage d'animaux » ou « atelier d'équarrissage » désigne tout établissement et ses dépendances où l'on dépouille ou éviscère un animal mort visé au paragraphe A de l'article 7.1.1 ou celui où l'on dépèce, désosse, prépare, transforme, traite, reçoit ou conditionne des viandes impropres.

7.1.3. Dénaturant : Le terme « dénaturant » désigne un agent marquant consistant en une solution aqueuse contenant un volume d'au moins 75% de charbon de bois en particules moulues à une grosseur maximale de 1 millimètre.

7.1.4. Récupérateur : Le terme « récupérateur » désigne toute personne qui récupère du possesseur d'origine et détient en vue de la vente à l'état cru des viandes impropres sans être munie d'un permis d'atelier d'équarrissage tout en étant assujettie au paragraphe d du premier alinéa de l'article 9 de la Loi.

7.1.5. Désignation de l'atelier d'équarrissage : L'atelier d'équarrissage doit être désigné par une affiche fixée sur la façade de l'atelier et portant, en caractères indélébiles, lisibles et apparents d'au moins 10 centimètres de hauteur, l'inscription « atelier de viandes non comestibles », ou, dans le cas de l'atelier où sont conditionnées exclusivement des viandes impropres visées au paragraphe C de l'article 7.1.1, l'inscription « atelier d'huile non comestible ».

Cette inscription peut être également accompagnée de l'expression « fondoir » dans le cas d'un atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « fondoir ».

L'inscription doit être en lettres grasses, de caractères et de couleur uniformes. La couleur des lettres doit être différente de celle de l'affiche.

7.1.6. Animal admis à l'atelier d'équarrissage : L'animal admis, reçu ou détenu dans un atelier d'équarrissage, dans ses dépendances ou sur le terrain occupé par cet atelier, pour fins de transformation en viandes impropres, doit être mort et il est prohibé à l'exploitant d'y abattre un animal.

7.1.7. Exclusivité des opérations : Toute opération de dépouillement ou d'éviscération d'un animal visé au paragraphe A de l'article 7.1.1 ou toute opération de dépeçage, désossement, préparation, transformation, traitement, réception ou conditionnement de viandes impropres doit se faire uniquement dans un atelier d'équarrissage conformément au présent règlement à l'exclusion de tout abattoir, atelier de charcuterie ou de fabrication de conserves de viandes destinées à la consommation humaine où l'exploit-

tant doit s'abstenir de faire ou empêcher l'exécution de ce genre d'opération.

Toutefois, l'agriculteur peut dépouiller un animal mort provenant de son troupeau pour en récupérer la peau à des fins industrielles, avant d'en disposer conformément à l'article 7.3.1.

7.1.8. Détention de viandes impropres dans un atelier de viandes propres : Sous réserve des articles 6.4.1.16, 6.4.2.9 et 6.4.4.10, les viandes impropres, détenues par l'exploitant d'un abattoir ou d'une conserverie de viandes ou par le fabricant, le préparateur, le conditionneur, le vendeur ou l'entreposeur d'aliments, doivent être placées uniquement dans un récipient ou dans une chambre froide ou autre local ou compartiment servant à une fin autre qu'à la détention ou à l'entreposage des viandes ou aliments carnés destinés à la consommation humaine.

La personne visée au premier alinéa doit détenir ces viandes impropres exclusivement en vue de leur élimination ou de leur récupération par un exploitant d'atelier d'équarrissage ou un récupérateur sans les vendre ou les préparer, traiter ou autrement conditionner en vue de la vente à une personne autre que cet exploitant ou ce récupérateur.

7.1.9. Destination des viandes impropres : Les viandes impropres doivent être détenues ou utilisées exclusivement pour l'alimentation animale, pour une utilisation autre que la consommation humaine ou pour un usage industriel autre que celui relié à l'industrie de la consommation humaine.

SECTION 7.2

NORMES DE CONSTRUCTION, D'ÉQUIPEMENT ET D'AMÉNAGEMENT DES ATELIERS D'ÉQUARRISSAGE

7.2.1. Site : L'emplacement d'un atelier d'équarrissage construit après le 15 juillet 1975 doit être situé à plus de 600 mètres d'un abattoir, d'une conserverie de viandes ou d'un atelier de charcuterie.

L'atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « viande crue » par un propriétaire d'une visionnière, d'une renardière, d'un chenil ou d'un jardin zoologique doit être implanté sur le terrain même de la visionnière, de la renardière, du chenil ou du jardin zoologique ou un terrain adjacent.

7.2.2. Étendue du terrain : Le terrain occupé par un atelier d'équarrissage doit permettre :

a) l'accès à la réception des viandes impropres et à l'expédition, selon le cas, des farines, huiles, graisses ou

sous-produits industriels ou des viandes ou conserves de viandes destinés à l'alimentation animale ;

b) la séparation des circuits propres et souillés à l'extérieur des bâtiments.

7.2.3. Secteur propre et souillé : La disposition des locaux et divers bâtiments composant l'atelier d'équarrissage doit comporter une séparation entre le secteur des opérations malpropres où arrivent les carcasses et viandes impropres et le secteur des opérations propres où sont traités et conservés les matières stérilisées ou les produits destinés à l'alimentation animale.

7.2.4. Atelier d'équarrissage. Fendoir. Locaux : L'atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « fendoir » doit comprendre :

a) un local de réception de viandes impropres ;

b) un local de traitement pour la transformation de ces viandes impropres en farines, graisses, huiles, préparations d'engrais ou autres sous-produits industriels ;

c) un local ou réservoir pour l'entreposage des produits ou sous-produits finis. Le réservoir peut être situé à l'extérieur de l'atelier ;

d) des locaux sanitaires comportant une salle de repos avec fontaine, lavabos et cabinets d'aisance à la disposition du personnel employé par l'exploitant ;

e) une installation d'épuration des eaux usées conforme à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, une trappe pour le gras organique, installée dans le secteur souillé ou à l'extérieur de l'atelier d'équarrissage ;

f) un local des machines ou secteur distinct comportant une aire pour l'installation des appareils de chauffage, compresseurs et panneaux de distribution électrique et une aire pour la réparation et l'entretien mécanique de l'équipement ;

g) un compartiment servant à remiser le matériel de nettoyage, de lavage et d'assainissement.

7.2.5. Atelier d'équarrissage. Relais. Locaux : L'atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « relais » doit comprendre :

a) un local pour la réception, conservation et expédition des viandes impropres ; et

b) un local des machines ou secteur distinct comportant une aire pour l'installation des appareils de chauffage, compresseurs et panneaux de distribution électrique et une aire pour la réparation et l'entretien mécanique de l'équipement.

7.2.6. Atelier d'équarrissage. Conserverie animale.

Locaux : L'atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « conserverie animale » doit comprendre :

- a) un local principal comportant :
 - i. un secteur de réception des viandes impropres ;
 - ii. un secteur de fabrication avec des aires distinctes pour la préparation et le conditionnement précédant le sertissage, pour le sertissage, pour l'emplacement des autoclaves ainsi que pour l'emballage et l'étiquetage des conserves ; et
 - iii. un secteur d'entreposage et d'expédition des emballages de boîtes de conserves avec une aire distincte pour l'entreposage des matières premières sèches ;
- b) une chambre de réfrigération à une température variant entre 0° C et 2° C ou, le cas échéant, de congélation à une température d'au plus - 18° C pour la conservation des produits congelés ;
- c) un local ou compartiment pour l'entreposage des épices, ingrédients et autres additifs ou agents de conservation ;
- d) un local ou compartiment à déchets réfrigéré à une température maximale de 7°C pour la conservation des viscères et os inutilisés et destinés à un atelier d'équarrissage prévus aux articles 7.2.4 ou 7.2.5. Ce local doit avoir une porte ouvrant sur l'extérieur de l'atelier ;
- e) des locaux sanitaires comportant une salle de repos avec fontaine, lavabos, vestiaires et cabinets d'aisance à la disposition du personnel employé par l'exploitant ;
- f) une installation d'épuration des eaux usées conforme à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, une trappe pour le gras organique, installée dans le secteur souillé ou à l'extérieur de l'atelier d'équarrissage ;
- g) un local des machines ou secteur distinct comportant une aire pour l'installation des appareils de chauffage, compresseurs et panneaux de distribution électrique et une aire pour la réparation et l'entretien mécanique de l'équipement ;
- h) un compartiment servant à remiser le matériel de nettoyage, de lavage et d'assainissement ;
- i) un local d'une surface d'au moins 8 mètres carrés et une salle de toilette réservés exclusivement à l'inspecteur ; s'il doit y avoir plus d'un inspecteur, cette surface doit être augmentée de 4 mètres carrés pour chaque inspecteur additionnel.

Le local ou le compartiment à déchets prévu au paragraphe d du premier alinéa est dispensé de la réfrigération pourvu que les déchets en soient sortis quotidiennement.

7.2.7. Atelier d'équarrissage. Dépôt. Locaux : L'atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « dépôt » doit comprendre :

- a) un local de traitement comportant des aires distinctes pour la réception, pour le dépouillement et l'éviscération et pour le conditionnement et la coloration des viandes impropres ;
- b) une chambre de réfrigération à une température variant entre 0° C et 2° C ou, le cas échéant, de congélation à une température d'au plus - 18° C pour la conservation des produits congelés ;
- c) un local ou compartiment à déchets réfrigéré à une température maximale de 7°C pour la conservation des peaux et celle des viscères et os inutilisés et destinés à un atelier d'équarrissage prévus aux articles 7.2.4 ou 7.2.5. Ce local ou compartiment peut être remplacé par une aire distincte à cette fin, à l'intérieur du local prévu au paragraphe b. La partie de cette aire réservée aux peaux doit comporter un muret de 1 mètre ;
- d) des locaux sanitaires comportant des lavabos et des cabinets d'aisance à la disposition du personnel employé par l'exploitant ;
- e) une installation d'épuration des eaux usées conforme à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, une trappe pour le gras organique, installée dans le secteur souillé ou à l'extérieur de l'atelier d'équarrissage ;
- f) un local des machines ou secteur distinct comportant une aire pour l'installation des appareils de chauffage, compresseurs et panneaux de distribution électrique et une aire pour la réparation et l'entretien mécanique de l'équipement ;
- g) un compartiment servant à remiser le matériel de nettoyage, de lavage et d'assainissement.

Le local ou le compartiment à déchets prévu au paragraphe c du premier alinéa est dispensé de la réfrigération pourvu que les déchets en soient sortis quotidiennement et que les peaux n'y soient pas conservées.

7.2.8. Atelier d'équarrissage. Désossement. Locaux : L'atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « désossement » doit comprendre :

- a) un local comportant :
 - i. un secteur de réception des viandes impropres ;
 - ii. un secteur de traitement avec des aires distinctes pour le dépouillement et l'éviscération et pour le dépeçage, le désossement et la coloration de ces viandes ; et

iii. un secteur d'entreposage des emballages et d'expédition des produits emballés ;

b) une chambre de réfrigération à une température variant entre 0° C et 2° C ou, le cas échéant, de congélation à une température d'au plus -18° C pour la conservation des produits congelés ;

c) un local ou compartiment à déchets réfrigéré à une température maximale de 7°C pour la conservation des peaux et celle des viscères et os inutilisés et destinés à un atelier d'équarrissage prévus aux articles 7.2.4 ou 7.2.5. Ce local ou compartiment peut être remplacé par une aire distincte à cette fin, à l'intérieur du local prévu au paragraphe b. La partie de cette aire réservée aux peaux doit comporter un muret de 1 mètre ;

d) des locaux sanitaires comportant des lavabos et des cabinets d'aisance à la disposition du personnel employé par l'exploitant ;

e) une installation d'épuration des eaux usées conforme à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, une trappe pour le gras organique, installée dans le secteur souillé ou à l'extérieur de l'atelier d'équarrissage ;

f) un local des machines ou secteur distinct comportant une aire pour l'installation des appareils de chauffage, compresseurs et panneaux de distribution électrique et une aire pour la réparation et l'entretien mécanique de l'équipement ;

g) un compartiment servant à remiser le matériel de nettoyage, de lavage et d'assainissement ;

h) un local d'une surface d'au moins 8 mètres carrés et une salle de toilette réservés exclusivement à l'inspecteur ; s'il doit y avoir plus d'un inspecteur, cette surface doit être augmentée de 4 mètres carrés pour chaque inspecteur additionnel.

Le local ou le compartiment à déchets prévu au paragraphe c du premier alinéa est dispensé de la réfrigération pourvu que les déchets en soient sortis quotidiennement et que les peaux n'y soient pas conservées.

7.2.9. Atelier d'équarrissage. Viande crue. Locaux : L'atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « viande crue » doit comprendre :

a) un local de traitement comportant des aires distinctes pour la réception des viandes impropres, pour le dépouillement et l'éviscération et pour le dépeçage, le désossement, le découpage et la coloration de ces viandes ;

b) une chambre de réfrigération à une température variant entre 0° C et 2° C ou, le cas échéant, de congélation à une température d'au plus -18° C pour la conservation des produits congelés ;

c) un local ou compartiment réfrigéré à une température maximale de 7°C pour la conservation des peaux et celle des viscères et os inutilisés destinés à un atelier d'équarrissage prévus aux articles 7.2.4 ou 7.2.5. Ce local ou compartiment peut être remplacé par une aire distincte à cette fin, à l'intérieur du local prévu au paragraphe b. La partie de cette aire réservée aux peaux doit comporter un muret de 1 mètre ;

d) des locaux sanitaires comportant des lavabos et des cabinets d'aisance à la disposition du personnel employé par l'exploitant ;

e) une installation d'épuration des eaux usées conforme à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, une trappe pour le gras organique, installée dans le secteur souillé ou à l'extérieur de l'atelier d'équarrissage ;

f) un local des machines ou secteur distinct comportant une aire pour l'installation des appareils de chauffage, compresseurs et panneaux de distribution électrique et une aire pour la réparation et l'entretien mécanique de l'équipement ;

g) un compartiment servant à remiser le matériel de nettoyage, de lavage et d'assainissement.

Le local ou compartiment prévu au paragraphe c du premier alinéa est dispensé de la réfrigération pourvu que les déchets en soient sortis quotidiennement et que les peaux n'y soient pas conservées.

7.2.10. Atelier d'équarrissage. Préparation générale. Locaux : L'atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « préparation générale » doit comprendre :

a) un local comportant :

i. un secteur de réception des viandes impropres ;

ii. un secteur de préparation avec des aires distinctes pour la sélection et pour le conditionnement et la coloration de ces viandes ;

iii. un secteur d'expédition des produits emballés ; et

iv. un secteur d'entreposage des emballages ;

b) une chambre de réfrigération à une température variant entre 0° C et 2° C ou, le cas échéant, de congélation à une température d'au plus -18° C pour la conservation des produits congelés ;

c) le cas échéant, un local ou compartiment à déchets réfrigéré à une température maximale de 7°C pour la conservation des viscères et os inutilisés et destinés à un atelier d'équarrissage prévus aux articles 7.2.4 ou 7.2.5. Ce local ou compartiment peut être remplacé par une aire distincte à cette fin, à l'intérieur du local prévu au paragraphe b ;

d) des locaux sanitaires comportant des lavabos et des cabinets d'aisance à la disposition du personnel employé par l'exploitant ;

e) une installation d'épuration des eaux usées conforme à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, une trappe pour le gras organique, installée dans le secteur souillé ou à l'extérieur de l'atelier d'équarrissage ;

f) un local des machines ou secteur distinct comportant une aire pour l'installation des appareils de chauffage, compresseurs et panneaux de distribution électrique et une aire pour la réparation et l'entretien mécanique de l'équipement ;

g) un compartiment servant à remiser le matériel de nettoyage, de lavage et d'assainissement ;

h) un local d'une surface d'au moins 8 mètres carrés et une salle de toilette réservés exclusivement à l'inspecteur ; s'il doit y avoir plus d'un inspecteur, cette surface doit être augmentée de 4 mètres carrés pour chaque inspecteur additionnel.

Le local ou le compartiment à déchets prévu au paragraphe c du premier alinéa est dispensé de la réfrigération pourvu que les déchets en soient sortis quotidiennement.

7.2.11. Atelier d'équarrissage. Préparation spéciale. Locaux : L'atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « préparation spéciale » doit comprendre :

a) un local de traitement comportant des aires distinctes pour la réception des viandes impropres, pour la préparation, le conditionnement et la coloration de ces viandes, pour l'entreposage du matériel d'emballage et pour l'expédition des produits emballés ;

b) une chambre de réfrigération à une température variant entre 0° C et 2° C ou, le cas échéant, de congélation à une température d'au plus -18° C pour la conservation des produits congelés ;

c) un local ou compartiment réfrigéré à une température maximale de 7° C pour la conservation des viscères et os inutilisés destinés à un atelier d'équarrissage prévu aux articles 7.2.4 ou 7.2.5. Ce local ou compartiment peut être remplacé par une aire distincte à cette fin, à l'intérieur du local prévu au paragraphe b ;

d) des locaux sanitaires comportant des lavabos et des cabinets d'aisance à la disposition du personnel employé par l'exploitant ;

e) une installation d'épuration des eaux usées conforme à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, une trappe pour le gras organique, installée dans le secteur souillé ou à l'extérieur de l'atelier d'équarrissage ;

f) un local des machines ou secteur distinct comportant une aire pour l'installation des appareils de chauffage, compresseurs et panneaux de distribution électrique et une aire pour la réparation et l'entretien mécanique de l'équipement ;

g) un compartiment servant à remiser le matériel de nettoyage, de lavage et d'assainissement.

Le local ou compartiment prévu au paragraphe c du premier alinéa est dispensé de la réfrigération pourvu que les déchets en soient sortis quotidiennement.

7.2.12. Locaux sanitaires et local des machines. Situation : L'atelier d'équarrissage est dispensé des locaux sanitaires et du local des machines dans le cas où des locaux aux mêmes fins, situés dans un autre bâtiment implanté sur le terrain même de l'atelier ou un terrain adjacent, sont à la disposition de l'exploitant ou de son personnel pour le fonctionnement de cet atelier.

7.2.13. Aménagement du local de réception : Le local de réception de l'atelier d'équarrissage doit répondre aux conditions suivantes :

a) le sol doit être étanche et muni d'un orifice avec grille pour l'évacuation des lavages ;

b) l'espace intérieur de ce local doit être aménagé de façon à permettre, au cas d'arrêt subit des opérations de traitement, la réception de toutes les matières brutes ou viandes impropres livrées à l'atelier.

7.2.14. Treuil : Le local prévu au paragraphe a du premier alinéa de l'article 7.2.7 ou de l'article 7.2.8 doit être muni d'un treuil mécanique ou manuel pour la manipulation des carcasses.

7.2.15. Dénaturant disponible : L'exploitant de l'atelier d'équarrissage exploité sous un permis autre qu'un permis de catégorie « fondoir » doit, dans l'atelier, avoir constamment à sa disposition ou à celle de l'inspecteur le dénaturant servant à colorer les viandes impropres conformément à l'article 7.4.5.

7.2.16. Local de fabrication de conserves. Équipement : Le secteur de fabrication de conserves prévu au sous-paragraphe ii du paragraphe a du premier alinéa de l'article 7.2.6 doit comprendre :

a) un cuiseur sous pression ou à ébullition si la cuisson ne se fait pas lors du traitement à l'autoclave ;

b) une hotte et un ventilateur électrique de façon à éliminer les vapeurs et buées ;

c) une sertisseuse ;

- d) un ou plusieurs autoclaves avec thermographe, thermomètre, manomètre et chronomètre ;
- e) un évier à pédales avec stérilisateur à couteaux ;
- f) un appareil sous pression pour le nettoyage à la vapeur ou à l'eau chauffée à 82°C ;
- g) une étuve pour l'incubation des conserves à une température de 37°C.

7.2.17. Équipement du local de l'inspecteur : Le local de l'inspecteur doit comprendre :

- a) un bureau et 2 chaises ;
- b) un téléphone avec une ligne de communication privée distincte de celle de l'exploitant ;
- c) un classeur métallique à 3 sections de 45 centimètres fermant à clé ;
- d) dans le cas de l'atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « désossement » ou « préparation générale », une armoire métallique avec penture intérieure et fermeture à cadenas pour la garde des vignettes visées à l'article 7.5.2 ;
- e) une armoire pour les vêtements de travail propres et un contenant avec couvercle pour les vêtements de travail souillés ;
- f) un porte-manteaux ou patère.

La salle de toilette réservée à l'inspecteur doit être pourvue d'un lavabo et d'un cabinet d'aisance.

7.2.18. Éclairage des locaux : Les locaux dans lesquels les viandes impropres sont préparées, transformées, conditionnées ou mises en vente doivent être pourvus d'un éclairage d'au moins 50 décalux.

Dans tous les autres locaux, l'éclairage peut être réduit à 20 décalux.

7.2.19. Ventilation des locaux : Les locaux de travail non réfrigérés et les locaux sanitaires doivent être pourvus d'un système de ventilation assurant le renouvellement de l'air selon les prescriptions suivantes :

- a) 5 fois par heure dans le cas des ateliers d'équarrissage visés aux articles 7.2.4 et 7.2.6 ;
- b) une fois par heure dans le cas des ateliers d'équarrissage visés aux articles 7.2.5 et 7.2.7 à 7.2.11.

7.2.20. Outils et instruments : Les outils, ustensiles et accessoires de travail doivent être exempts de corrosion.

7.2.21. Planchers, murs et plafonds : Les locaux de l'atelier d'équarrissage doivent répondre aux conditions suivantes :

a) les planchers doivent être résistants aux chocs, imperméables, lavables et non glissants. Ils doivent comporter une pente vers les drains de l'ordre de 2 centimètres par mètre et être pourvus de tuyaux de drainage d'un diamètre minimal de 10 centimètres munis d'un orifice avec grille d'au moins 9 décimètres carrés pour l'évacuation des eaux de lavage ;

b) les murs doivent être revêtus d'un matériau imperméable, lisse et imputrescible ;

c) les murs, autres que ceux du secteur visé au sous-paragraphe iii du paragraphe a du premier alinéa de l'article 7.2.6 ou que ceux de la chambre de réfrigération ou de congélation des ateliers d'équarrissage exploités sous un permis de catégorie « conserverie animale », « préparation générale » ou « préparation spéciale », doivent être revêtus d'un matériau résistant aux chocs ;

d) les paragraphes b et c s'appliquent aux murs des salles de toilette sur une hauteur de 130 centimètres à partir du point de jonction avec le plancher.

7.2.22. Locaux sanitaires : Les locaux sanitaires de chaque atelier d'équarrissage doivent être pourvus d'eau courante chaude et froide et de dispositifs pour désinfecter les mains, les essuyer ou assécher.

Les essuie-mains doivent être mis à la poubelle après chaque utilisation.

Les cabinets d'aisance et les lavabos qui les desservent doivent ouvrir directement sur les locaux autres que les locaux de travail.

7.2.23. Alimentation en eau : L'atelier d'équarrissage doit être pourvu d'un réseau d'eau potable sous pression.

Des postes d'eau chaude et froide doivent être installés et aménagés de façon à laver, nettoyer ou désinfecter, sous pression, les locaux, l'équipement, le matériel de travail et les véhicules de ramassage ou de récupération.

7.2.24. Température de l'eau chaude : L'eau chaude utilisée pour le nettoyage des locaux et de l'équipement, y compris les véhicules et le matériel de travail, doit être à une température d'au moins 82°C.

SECTION 7.3

RAMASSAGE ET RÉCUPÉRATION DES VIANDES IMPROPRES À LA CONSOMMATION HUMAINE

7.3.1. Disposition des viandes impropres : Les viandes impropres doivent être, sans délai, incinérées ou détruites par un procédé chimique par leur possesseur d'origine, sauf si elles sont récupérées par l'exploitant d'un atelier d'équarrissage ou par un récupérateur.

7.3.2. Exclusivité de récupération : La récupération des viandes impropres doit se faire uniquement par l'exploitant d'un atelier d'équarrissage ou par un récupérateur.

7.3.3. Livraison par le récupérateur : Le récupérateur peut livrer les viandes qu'il a récupérées uniquement aux ateliers d'équarrissage dont l'exploitant détient un permis de catégorie « fondoir », « relais » ou « dépôt » sans les décharger ailleurs que dans ces ateliers.

Le récupérateur de viandes impropres visées au paragraphe A de l'article 7.1.1 doit les livrer directement et exclusivement à l'atelier d'équarrissage dont l'exploitant détient un permis de catégorie « fondoir », « relais » ou « dépôt ».

Dans le cas des viandes impropres visées au sous-paragraphe b du paragraphe B et au paragraphe C de l'article 7.1.1, le récupérateur doit les livrer directement et exclusivement à l'atelier d'équarrissage dont l'exploitant détient un permis de catégorie « fondoir » ou « relais ».

Le récupérateur peut récupérer d'un atelier d'équarrissage dont l'exploitant détient un permis de catégorie « dépôt » les viandes impropres visées aux sous-paragraphe c et d du paragraphe B et au paragraphe C de l'article 7.1.1, à la condition de les livrer directement et exclusivement à un atelier d'équarrissage dont l'exploitant détient un permis de catégorie « fondoir » ou « relais ». Il peut également récupérer ces viandes d'un atelier d'équarrissage dont l'exploitant détient un permis de catégorie « relais » à la condition de les livrer directement et exclusivement à un atelier d'équarrissage dont l'exploitant détient un permis de catégorie « fondoir ».

7.3.4. Dénaturant disponible : L'exploitant d'un atelier d'équarrissage ou le récupérateur doit, dans son moyen de transport ou véhicule de récupération, avoir constamment à sa disposition ou à celle de l'inspecteur le dénaturant servant à colorer les viandes impropres conformément à l'article 7.4.5.

7.3.5. Exclusivité de détention : Sauf pendant le temps nécessaire au possesseur d'origine pour disposer des viandes

des impropres conformément à l'article 7.3.1, seules les personnes ci-après énumérées peuvent détenir de telles viandes destinées à la vente :

- a) le récupérateur ;
- b) le détenteur d'un permis d'atelier d'équarrissage ; ou
- c) l'exploitant d'un entrepôt visé à l'article 7.6.2.

7.3.6. Moyens de transport des viandes impropres : Le transport des viandes impropres doit se faire dans des benues de camions, des remorques ou conteneurs dont les parois internes doivent permettre le nettoyage et la désinfection et être en matériau lisse, étanche et exempt de corrosion. Si des récipients sont utilisés, ils doivent être constitués d'un matériau semblable.

Les benues des camions, les remorques ou conteneurs doivent être fermés sur leurs 4 côtés à une hauteur minimale de 120 centimètres et leur contenu ne doit pas excéder l'ouverture supérieure de façon à ce qu'il n'y ait aucun débordement durant le transport.

Dans le cas de benues de camions d'une capacité de chargement de 500 kilogrammes, elles peuvent être fermées uniquement sur les côtés latéraux et avant en autant que le côté arrière soit muni d'une porte.

Les benues des camions de toute capacité, les remorques ou conteneurs renfermant des viandes impropres visées au paragraphe C de l'article 7.1.1 doivent fermer sur leurs 4 côtés et l'ouverture supérieure doit être recouverte de façon à ce qu'il n'y ait aucun débordement durant le transport.

7.3.7. Usage restreint des moyens de transport : Le transport des viandes impropres doit se faire uniquement dans des benues de camions, des remorques ou conteneurs ne servant pas au transport des animaux vivants ou des produits destinés à la consommation humaine.

7.3.8. Inscriptions sur les moyens de transport : Les benues de camions, les remorques ou conteneurs affectés à la récupération et au transport des viandes impropres doivent porter, en caractères indélébiles, lisibles et apparents, d'au moins 10 centimètres de hauteur, sur leurs faces latérales ou sur des panneaux amovibles qui y sont fixés, l'inscription « viandes non comestibles » ainsi que les nom et adresse de l'exploitant de l'atelier d'équarrissage ou du récupérateur et son numéro de permis.

Cette inscription peut également être accompagnée de l'expression « fondoir » exclusivement réservée à l'identification des moyens de transport du détenteur d'un permis d'atelier d'équarrissage de catégorie « fondoir ».

Les indications et inscriptions prévues au présent article doivent être en lettres ou chiffres gras, de caractères et de couleur uniformes. La couleur des lettres ou chiffres doit être différente de celle des faces latérales ou des panneaux amovibles.

7.3.9. Nettoyage et désinfection des moyens de transport : Le nettoyage et la désinfection des bennes de camions, des remorques, conteneurs ou récipients employés à la récupération ou au transport des viandes impropres doivent être faits immédiatement après le déchargement à l'atelier d'équarrissage.

7.3.10. Inscriptions sur les récipients à usage restreint : Les récipients utilisés pour le transport en vrac des viandes impropres doivent porter sur tous leurs côtés, en caractères indélébiles, lisibles et apparents, d'au moins 10 centimètres de hauteur, l'inscription « viandes non comestibles » ainsi que les nom et adresse de l'exploitant de l'atelier d'équarrissage ou du récupérateur ou son numéro de permis.

Ces récipients doivent servir uniquement au transport des viandes impropres.

Les indications et inscriptions prévues au présent article doivent être en lettres ou chiffres gras, de caractères et de couleur uniformes. La couleur des lettres ou chiffres doit être différente de celle des récipients.

7.3.11. Liste des préposés ou récupérateurs : L'exploitant d'un atelier d'équarrissage doit fournir au ministre, avec sa demande de permis ou de renouvellement de permis, une liste indiquant les noms et adresses de ses préposés affectés à la récupération des viandes impropres et, le cas échéant, de tout récupérateur avec qui il fait affaire. Il doit tenir à jour cette liste, en avisant sans délai le ministre, par écrit, de tout changement.

7.3.12. Liste des ateliers d'équarrissage : Le récupérateur doit fournir au ministre, avec sa demande de permis ou de renouvellement de permis, une liste indiquant les noms et adresses de ses préposés et des exploitants d'ateliers d'équarrissage avec qui il fait affaire et qui détiennent un permis de catégorie « fondoir », « relais » ou « dépôt ». Il doit tenir à jour cette liste, en avisant sans délai le ministre, par écrit, de tout changement.

7.3.13. Registre de récupération : L'exploitant d'un atelier d'équarrissage ou le récupérateur effectuant la récupération des viandes impropres visées au paragraphe A ou des carcasses visées au sous-paragraphe b du paragraphe B de l'article 7.1.1 doit tenir et mettre à la disposition des inspecteurs, dans chaque véhicule utilisé à cette fin, un registre de ses opérations de récupération portant sur la cou-

verture les nom et adresse du détenteur de permis, son numéro de permis de même que le numéro d'immatriculation du moyen de transport.

Ce registre doit être celui fourni, en double exemplaire, par le ministre et doit indiquer :

- a) les nom et adresse du possesseur d'origine des viandes impropres visées au paragraphe A ou des carcasses visées au sous-paragraphe b du paragraphe B de l'article 7.1.1 ;
- b) le numéro d'immatriculation du moyen de transport utilisé ;
- c) la date de la récupération ;
- d) la nature et la quantité des carcasses ; et
- e) dans le cas du récupérateur, les nom et adresse du détenteur de permis d'atelier d'équarrissage à qui ces carcasses ont été vendues et livrées ainsi que la nature et la quantité de telles carcasses.

Le récupérateur doit, pour chaque jour de récupération, se faire remettre ou conserver, à sa principale place d'affaires ou, le cas échéant, à sa résidence, un exemplaire du registre visé au premier alinéa et le tenir à la disposition des inspecteurs.

L'exploitant d'un atelier d'équarrissage doit, également, pour chaque jour de récupération, se faire remettre ou conserver, à l'atelier, un exemplaire du registre visé au premier alinéa et le tenir à la disposition des inspecteurs.

Ces registres doivent être conservés pendant un an au moins à compter du jour de la dernière inscription qui y est portée.

SECTION 7.4 NORMES OPÉRATIONNELLES DES ATELIERS D'ÉQUARRISSAGE

7.4.1. Conformité des opérations : Les opérations effectuées dans un atelier d'équarrissage doivent être conformes aux opérations prévues à la sous-section 1.3.4 pour la catégorie du permis détenu par l'exploitant et toute autre opération y est prohibée.

7.4.2. Réception des viandes impropres : Les viandes impropres reçues doivent être déversées à l'intérieur du local de réception sauf les carcasses dont la réception peut se faire, le cas échéant, au quai de déchargement.

7.4.3. Détention de viandes impropres avant traitement : Les viandes impropres doivent être détenues dans le local de réception ou, le cas échéant, au quai de déchargement uniquement durant le jour de leur réception et lorsqu'elles ne sont pas traitées ce même jour elles doivent,

sauf dans le cas de l'atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « relais », être placées dans la chambre de réfrigération à une température variant entre 0° C et 2° C.

7.4.4. Quantité limitée : L'exploitant d'un atelier d'équarrissage doit recevoir à son atelier uniquement la quantité de viandes impropres qui peuvent y être traitées, transformées ou conditionnées quotidiennement à moins que cet atelier ne comprenne une chambre de réfrigération ou de congélation.

7.4.5. Coloration : L'exploitant d'un atelier d'équarrissage doit colorer complètement par application de dénaturant les viandes impropres détenues dans son atelier à l'exception de celles visées au paragraphe C de l'article 7.1.1, sauf dans le cas d'un atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « fondoir » ou « conserverie animale » où l'exploitant doit effectuer la coloration de telles viandes seulement si elles ne sont pas utilisées pour la transformation dès leur réception.

Les cadavres d'animaux doivent être dépouillés et les carcasses doivent être tailladées avant leur coloration à l'atelier d'équarrissage.

Après leur coloration, ces viandes doivent être mises dans la chambre de réfrigération ou de congélation et conservées ainsi jusqu'à leur utilisation.

L'exploitant d'un atelier d'équarrissage ou le récupérateur doit également colorer complètement par application de dénaturant les viandes impropres qu'il détient dans un moyen de transport prévu à l'article 7.3.6 sauf celles visées au paragraphe C de l'article 7.1.1 et les cadavres d'animaux non dépouillés.

7.4.6. Détention de viandes impropres colorées : Sous réserve de l'article 7.4.5, seules des viandes impropres complètement colorées avec du dénaturant et dont les carcasses sont tailladées peuvent être détenues dans un atelier d'équarrissage ou par l'exploitant d'un tel atelier, dans un entrepôt visé à l'article 7.6.2, un moyen de transport visé à l'article 7.3.6, dans ou pour une visionnière, une renardière, un chenil, un jardin zoologique ou dans tout autre endroit aux fins de servir à l'alimentation animale.

7.4.7. Conservation des viandes impropres traitées avant la mise en conserve : Dans l'atelier d'équarrissage visé à l'article 7.2.6, les viandes doivent, après leur traitement et tant qu'elles ne sont pas utilisées pour la mise en conserves, être placées dans des emballages ou récipients identifiés conformément à l'article 7.3.10 ou 7.5.10 et conservées dans la chambre de réfrigération ou, le cas échéant, de congélation à moins qu'elles ne soient dirigées à un entrepôt visé à l'article 7.6.2.

7.4.8. Inspection permanente des opérations : Dans l'atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « conserverie animale », les opérations de transformation des viandes impropres en conserves de viandes pour l'alimentation animale doivent se dérouler entièrement et exclusivement en présence d'un inspecteur et il est prohibé pour l'exploitant de procéder à l'exécution de ces opérations en son absence.

Dans l'atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « désossement » ou « préparation générale », les opérations de préparation, de traitement ou de conditionnement des viandes impropres doivent se dérouler entièrement et exclusivement en présence d'un inspecteur et il est prohibé pour l'exploitant de procéder à l'exécution de ces opérations en son absence.

7.4.9. Prohibitions d'opérations relatives aux viandes impropres : L'exécution d'opérations relatives aux viandes impropres détenues par un exploitant d'atelier d'équarrissage ou un récupérateur est assujettie aux prohibitions suivantes :

a) dans le cas de l'atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « dépôt », la détention des viandes impropres doit se faire sans que ces viandes n'y soient dépecées ou désossées et seules les viandes n'y ayant pas subi un traitement de dépeçage et de désossement ou les carcasses coupées au plus en 4 quartiers peuvent être détenues ;

b) dans le cas de l'atelier visé au paragraphe a, les opérations de dépeçage, désossement, broyage ou hachage sont prohibées et il en est de même des opérations de découpage autres que le débitage des cadavres d'animaux ou des carcasses en demies ou en quartiers ;

c) dans le cas de l'atelier visé au paragraphe a, les opérations de conservation, d'expédition ou de livraison de cadavres d'animaux non dépouillés et non éviscérés sont prohibées et seuls des cadavres d'animaux dépouillés et éviscérés peuvent y être détenus ;

d) dans le cas de l'atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « relais », les opérations de dépouillement, d'éviscération, de dépeçage, de désossement, de découpage, de broyage, de hachage, de préparation ou de transformation ou tout autre traitement sont prohibés ;

e) dans le cas de l'atelier visé au paragraphe d, les opérations de ramassage des viandes impropres visées au paragraphe A de l'article 7.1.1 ou de réception de ces viandes livrées par une personne autre que l'exploitant d'un atelier d'équarrissage muni d'un permis de catégorie « dépôt » ou qu'un récupérateur sont prohibées ;

f) dans le cas de l'atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « fondoir », « conserverie animale », « préparation générale » ou « préparation spé-

ciale », les opérations de dépeçage ou de désossement sont prohibées ;

g) dans le cas de l'atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « conserverie animale », « préparation générale » ou « préparation spéciale », les opérations de ramassage ou de réception de cadavres d'animaux ou de carcasses sont prohibées ;

h) dans le cas de l'atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « préparation générale », les opérations de découpage sont prohibées ;

i) dans le cas de l'atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « désossement », les opérations de broyage, de hachage ou de mélange sont prohibées et il est également prohibé d'y désosser les viandes en morceaux de plus de 4,5 kilogrammes et seules des viandes désossées en morceaux de moins de 4,5 kilogrammes peuvent y être détenues ;

j) dans le cas de l'atelier visé au paragraphe i, l'opération de réception de cadavres d'animaux non dépouillés et non éviscérés expédiés ou livrés par l'exploitant d'un atelier d'équarrissage muni d'un permis de catégorie « dépôt » est prohibée et la réception des viandes impropres d'un récupérateur y est également prohibée ;

k) dans le cas de l'atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « viande crue », les opérations de vente, d'expédition ou de livraison des viandes impropres sont prohibées ;

l) dans le cas d'un récupérateur, les opérations de dépouillement, d'éviscération, de dépeçage, de désossement, de découpage, de broyage, de hachage, de préparation ou de transformation ou tout autre traitement sont prohibés.

7.4.10. Pesée et inscription au registre de réception : Dès leur réception à l'atelier d'équarrissage, les viandes impropres doivent être pesées par lot ou par carcasse d'animaux. Dans le cas des ateliers d'équarrissage exploités sous permis de catégorie « dépôt », « désossement » ou « viande crue », la pesée des viandes peut se faire après la réception, mais avant leur entrée dans la chambre de conservation.

Après le pesage, le registre de réception de l'atelier doit être complété conformément à l'article 2.2.5 et l'indication de la quantité achetée ou reçue doit se faire par l'inscription au registre de la masse de chaque lot ou carcasse d'animaux. Le préposé à la réception ou à la pesée doit apposer sa signature en regard de chaque inscription.

Dans le cas où ces viandes sont reçues en vrac, l'inscription de la date et de la masse est faite au registre et le préposé à la réception ou à la pesée de ces viandes doit apposer sa signature en regard de l'inscription.

Dans le cas où l'exploitant de l'atelier d'équarrissage détient un exemplaire de registre selon ce que prévu au quatrième alinéa de l'article 7.3.13, il doit y inscrire le poids des carcasses et cet exemplaire tient alors lieu de registre de réception.

Le registre visé au deuxième alinéa doit être celui fourni par le ministre et l'exploitant doit le garder, à l'atelier, à la disposition des inspecteurs.

7.4.11. Inscription au registre d'expédition : Le registre d'expédition de l'atelier d'équarrissage doit être complété conformément à l'article 2.2.6.

Ce registre doit être celui fourni par le ministre et l'exploitant doit le garder, à l'atelier, à la disposition des inspecteurs.

7.4.12. Protection contre les animaux nuisibles : L'atelier d'équarrissage doit être exempt de chien, chat, rongeur, insecte ou autre vermine.

7.4.13. Détersifs, désinfectants et autres produits : Les détersifs, les désinfectants et les moyens de lutte contre les animaux nuisibles doivent être conformes aux exigences prescrites sous le régime de la Loi sur les produits antiparasitaires (S.R.C., 1970, c. P-10) ou de la Loi des aliments et drogues (S.R.C., 1970, c. F-27).

7.4.14. Disposition des déchets et récipients : Les déchets, rebuts et détritres de toute sorte doivent être immédiatement déposés dans des récipients étanches et qui sont disposés dans les locaux de travail de l'atelier d'équarrissage pour être exclusivement réservés à la collecte des matières inutilisées à la préparation des produits de l'atelier.

Ces récipients sont vidés et nettoyés au moins une fois par jour et leur contenu est brûlé ou détruit par un procédé chimique à moins qu'il ne soit expédié à un atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « fondoir » ou « relais ».

7.4.15. Nettoyage et désinfection. Équipement. Matériel : L'équipement et le matériel de travail doivent être lavés, nettoyés et désinfectés à la fin des opérations de la journée.

7.4.16. Traitement thermique : À l'exception des viandes destinées, à l'état cru, à une visonnière, une renardière, un chenil, ou un jardin zoologique, les viandes impropres destinées à l'alimentation animale doivent être soumises à un traitement thermique d'une température minimale de 104° C durant au moins 20 minutes avant leur utilisation pour l'alimentation animale ou la fabrication de suppléments protéiques.

SECTION 7.5

EMBALLAGES ET VIGNETTES

7.5.1. Emballage de viandes impropres : L'emballage détenu ou utilisé par l'exploitant d'un atelier d'équarrissage muni d'un permis de catégorie « désossement » ou « préparation générale » pour y emballer des viandes impropres doit être neuf et porter, en caractères indélébiles, lisibles et apparents, d'au moins 2 centimètres de hauteur, des inscriptions comportant :

- a) la dénomination « viandes non comestibles » suivie, dans le cas des viandes désossées, de l'indication « désossées » ;
- b) l'indication de la quantité exacte et, le cas échéant, l'expression « congelées » ;
- c) le numéro de permis de l'exploitant ; et
- d) les nom et adresse de l'exploitant ou, dans le cas où l'exploitant ne fait pas la distribution de ces viandes, le nom et adresse du distributeur.

Chacune des inscriptions doit être en lettres ou chiffres gras, de caractères et de couleur uniformes. La couleur des lettres ou chiffres doit être différente de celle de l'emballage.

L'inscription visée au paragraphe *a* du premier alinéa doit apparaître sur les 4 côtés de l'emballage et les inscriptions visées aux paragraphes *b* à *d* du même alinéa doivent apparaître sur 2 côtés.

Il est prohibé pour cet exploitant de réemployer cet emballage dans ses opérations relatives à l'emballage de viandes impropres.

Dans l'inscription visée au paragraphe *a* du premier alinéa, l'indication « désossées » est exclusivement réservée à l'emballage des viandes impropres qui ont été préalablement désossées par l'exploitant d'un atelier d'équarrissage détenant un permis de catégorie « désossement » même si elles n'ont pas été emballées par cet exploitant.

7.5.2. Fabrication et fourniture de vignettes : Dans le cas où l'exploitant d'un atelier d'équarrissage obtient un permis de catégorie « désossement » ou « préparation générale », le ministre lui fait fabriquer et lui fournit, pour apposition sur ses emballages de viandes impropres désossées, des vignettes conformes au modèle prévu à l'annexe 7.5.A.

Chaque vignette doit alors porter le numéro de permis assigné par le ministre à l'exploitant.

7.5.3. Vignette sur l'emballage de viandes impropres désossées : L'emballage de viandes impropres désossées doit également porter la vignette visée à l'article 7.5.2, sur

laquelle apparaît le numéro de permis de l'exploitant qui a emballé ces viandes.

Cette vignette doit être apposée sur l'emballage, en présence d'un inspecteur, de façon à ce qu'elle se brise en ouvrant l'emballage.

7.5.4. Garde de l'inspecteur : Les vignettes visées à l'article 7.5.2 doivent demeurer constamment sous la garde de l'inspecteur.

7.5.5. Détention et utilisation exclusives : Seul l'exploitant d'un atelier d'équarrissage détenant un permis de catégorie « désossement » ou « préparation générale » est autorisé à détenir ou à utiliser la vignette visée à l'article 7.5.2.

Tout autre exploitant d'un atelier d'équarrissage ou un récupérateur doit s'abstenir de détenir ou d'utiliser telle vignette qui est réservée uniquement à l'exécution des opérations relatives à l'emballage des viandes impropres désossées par l'exploitant visé au premier alinéa.

Tout exploitant d'un atelier d'équarrissage détenant un permis de catégorie « désossement » ou « préparation générale » doit :

- a) expédier ou livrer des viandes impropres désossées uniquement lorsqu'elles sont placées dans un emballage conforme à l'article 7.5.1 et portant la vignette visée et apposée conformément à l'article 7.5.3 ; ou
- b) s'abstenir de détenir ou d'utiliser sur cet emballage une vignette reproduisant le numéro de permis d'un autre exploitant détenant un permis d'atelier d'équarrissage.

Cependant l'exploitant d'un atelier d'équarrissage détenant un permis de catégorie autre que « dépôt » ou l'exploitant d'une visonnière, d'une renardière, d'un chenil ou d'un jardin zoologique peut recevoir les viandes impropres contenues dans l'emballage visé à l'article 7.5.1, mais sans, par la suite, l'utiliser pour y emballer ses viandes impropres ou d'autres aliments.

7.5.6. Marques et vignette sur l'emballage de viandes impropres désossées : Tout emballage contenant des viandes impropres désossées doit porter les inscriptions, indications et vignettes visées aux articles 7.5.1 et 7.5.3.

7.5.7. Exception à l'emballage prescrit : Le paragraphe *a* du troisième alinéa de l'article 7.5.5 et l'article 7.5.6 ne s'appliquent pas dans le cas de viandes impropres désossées expédiées en vrac, dans des récipients visés à l'article 7.3.10, d'un atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « désossement » vers un atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « conserverie animale », « désossement » ou « préparation générale ».

rale » pour y subir une préparation avant d'être placées dans un emballage conforme aux articles 7.5.1 et 7.5.3 ou d'être mises en conserves de viandes pour l'alimentation animale.

La même règle s'applique dans le cas des viandes visées au premier alinéa expédiées d'un atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « préparation générale » vers un atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « conserverie animale » pour y être mises en conserves de viandes pour l'alimentation animale.

7.5.8. Plombage : L'expédition visée à l'article 7.5.7 doit se faire dans des récipients plombés par un inspecteur et, à l'arrivée, le bris du plombage ne doit s'effectuer que par un inspecteur.

7.5.9. Certificat d'inspection : Les viandes impropres faisant l'objet de l'expédition prévue à l'article 7.5.7, doivent être accompagnées d'un certificat d'inspection délivré par l'inspecteur de l'atelier d'équarrissage d'origine, indiquant la nature et la quantité de ces viandes et de leurs récipients, la date de l'expédition, l'identité de l'expéditeur, du transporteur et le numéro d'immatriculation du véhicule servant au transport.

Dans le cas où les récipients, contenant ces viandes destinées à plusieurs ateliers d'équarrissage exploités sous permis de catégorie « conserverie animale », « désossement » ou « préparation générale », sont plombés en cours de route, aux ateliers de livraison, l'inspecteur de chacun de ces ateliers note cette opération sur le certificat d'inspection accompagnant les viandes.

7.5.10. Récipients de conserves de viandes : Les récipients de conserves de viandes pour l'alimentation animale doivent porter, en caractères indélébiles, lisibles et apparents, l'inscription « viandes non comestibles » ou une inscription indiquant la nature et l'utilisation finale du produit ainsi que les nom et adresse de l'emballleur.

L'inscription et l'indication prévues au premier alinéa doivent être en lettres grasses, de caractères et de couleur uniformes. La couleur des lettres doit être différente de celle des récipients.

7.5.11. Viandes impropres préemballées : Sous réserve des articles 7.5.6 et 7.5.10, dans le cas des viandes impropres préemballées dans un emballage autre que celui visé à l'article 7.5.1, l'emballage doit porter sur tous ses côtés, en caractères indélébiles, lisibles et apparents, d'au moins 2 centimètres de hauteur, l'inscription « viandes non comestibles ».

L'inscription doit être en lettres grasses, de caractères et de couleur uniformes. La couleur des lettres doit être différente de celle de l'emballage.

7.5.12. Emballages : Sous réserve des articles 3.3.3 et 7.3.10, un exploitant d'atelier d'équarrissage ou un récupérateur doit détenir, utiliser, expédier ou livrer, dans l'exécution de ses opérations relatives aux viandes impropres, des emballages de ces viandes portant uniquement les inscriptions, indications ou marques prévues à la présente section et sans porter des inscriptions, indications ou marques se référant à l'industrie de la consommation humaine.

SECTION 7.6 ENTREPOSAGE DES VIANDES IMPROPRES À LA CONSOMMATION HUMAINE

7.6.1. Entreposage : L'exploitant d'un atelier d'équarrissage détenant un permis de catégorie « conserverie animale », « désossement », « viande crue » ou « préparation générale » peut entreposer des viandes impropres, qu'il a préalablement colorées d'une solution de dénaturant, dans un entrepôt indiqué à sa demande de permis ou de renouvellement de permis.

7.6.2. Entrepôt : L'entrepôt visé à l'article 7.6.1 doit être exclusivement utilisé à la conservation des viandes impropres et son exploitant doit être enregistré auprès du ministre conformément à l'article 8 de la Loi et à la section 1.2.

Cet entrepôt doit être désigné par une affiche fixée sur la façade de l'entrepôt et portant, en caractères indélébiles, lisibles et apparents, d'au moins 10 centimètres de hauteur, l'inscription « viandes non comestibles ».

L'inscription doit être en lettres grasses, de caractères et de couleur uniformes. La couleur des lettres doit être différente de celle de l'affiche.

7.6.3. Étiquette d'entreposage : Les viandes impropres conservées dans l'entrepôt doivent porter une étiquette ou être placées dans un emballage portant une étiquette indiquant :

- la nature, la quantité exacte, l'origine et toute particularité du produit ;
- l'identité de l'entrepositaire ou du propriétaire du produit ; et
- la date de l'entreposage.

SECTION 7.7**HUILE OU GRAISSE PROVENANT DE VIANDES IMPROPRES À LA CONSOMMATION HUMAINE**

7.7.1. Huile ou graisse : L'huile ou la graisse visée au paragraphe C de l'article 7.1.1 doit être détenue et utilisée exclusivement pour l'alimentation animale ou pour un usage industriel autre que celui relié à l'industrie de la consommation humaine.

7.7.2. Inscriptions additionnelles dans les registres : Dans le cas de toute livraison d'huile ou de graisse visée à l'article 7.7.1 et provenant de son atelier, la personne tenue de se munir d'un permis d'atelier d'équarrissage de catégorie « fondoir » doit, en outre des autres inscriptions requises, indiquer également dans les registres prévus à l'article 2.2.6 :

- a) les spécifications de l'huile ou de la graisse livrée ; et
- b) le moyen de transport utilisé.

7.7.3. Registres de vendeur : Toute personne engagée dans la vente d'huile ou de graisse visée à l'article 7.7.1 à titre autre que celui de préparateur, conditionneur, transformateur ou entreposeur doit tenir des registres et pièces justificatives de ses opérations et les garder à la disposition des inspecteurs.

Ces registres et pièces justificatives doivent indiquer :

- a) la quantité d'huile ou de graisse achetée par lui ou son client ;
- b) la date de l'achat ;
- c) les nom et adresse du fournisseur ;
- d) les nom et adresse de l'entreposeur, s'il y a lieu ;
- e) la quantité d'huile ou de graisse vendue ;
- f) la date de la vente ; et
- g) les nom et adresse du destinataire.

7.7.4. Délai de conservation des registres : Les registres doivent être ceux fournis par le ministre et ils doivent, de même que les pièces justificatives, être conservés pendant un an au moins à compter du jour de la dernière inscription qui y est portée ou de leur rédaction.

7.7.5. Inscriptions sur les véhicules contenant de l'huile d'origine animale : Les bennes de camions, les remorques, citernes, wagons, conteneurs ou tout autre contenant servant à transporter l'huile ou la graisse visée à l'article 7.7.1 doivent porter, en caractères indélébiles, lisibles et apparents, d'au moins 10 centimètres de hauteur,

sur leurs faces latérales ou sur des panneaux amovibles qui y sont fixés, l'inscription « huile non comestible ».

L'inscription doit être en lettres grasses, de caractères et de couleur uniformes. La couleur des lettres doit être différente de celle des faces latérales ou des panneaux amovibles.

CHAPITRE 8

PRODUITS DE L'ÉRABLE ET LEURS SUCCÉDANÉS

SECTION 8.1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

8.1.1. Définitions : Dans le présent chapitre, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « acheteur » : une personne qui achète ou qui reçoit d'un exploitant d'érablière un produit de l'érable en grands contenants pour fins de préparation, de conditionnement, de transformation ou de vente ;
- b) « cabane à sucre » : atelier où l'exploitant d'érablière fait la concentration de la sève d'érable ou du sirop d'érable ;
- c) « exploitant d'érablière » : une personne qui exploite une érablière et qui fabrique un produit de l'érable soit sur les lieux de l'érablière, soit dans les locaux de sa résidence, de ses bâtiments de ferme ou leurs dépendances ;
- d) « fabricant » : une personne, autre que l'exploitant d'érablière, qui prépare, conditionne, transforme ou emballe un produit de l'érable en vue de la vente ;
- e) « grand contenant » : l'emballage, récipient ou contenant de plus de 5 litres ou de plus de 5 kilogrammes d'un produit de l'érable ;
- f) « petit contenant » : l'emballage, récipient ou contenant d'au plus 5 litres ou d'au plus 5 kilogrammes d'un produit de l'érable ;
- g) « principale surface » : la surface d'un contenant ou de son étiquette où apparaissent la dénomination du produit et, le cas échéant, sa marque de commerce ou l'image qui le représente ;
- h) « produit de l'érable » : la sève d'érable, le sirop d'érable, ou tout autre produit obtenu par concentration de la sève d'érable ou du sirop d'érable ;
- i) « sève d'érable » : sève provenant exclusivement des arbres du genre botanique « Acer » ;
- j) « sirop d'érable » : sirop obtenu par concentration de la sève d'érable ou par la dilution ou dissolution, dans l'eau potable, d'un produit de l'érable autre que la sève d'érable ;

k) « succédané » : tout produit qui par ses caractères extérieurs ou son mode d'emploi, offre de l'analogie avec un produit de l'érable sans provenir exclusivement de la sève d'érable ;

l) « sucre d'érable » : sucre obtenu par concentration de la sève d'érable ou du sirop d'érable ;

m) « tire d'érable » : tire obtenue par concentration de la sève d'érable ou du sirop d'érable.

SECTION 8.2

NORMES RELATIVES A L'EXPLOITATION D'ÉRABLIÈRES

8.2.1. Cabane à sucre : L'exploitant d'érablière doit faire la concentration de la sève d'érable à l'intérieur d'une cabane à sucre.

8.2.2. Propreté : Le personnel de l'exploitant d'érablière ainsi que les locaux et le matériel de la cabane à sucre doivent être propres.

8.2.3. Équipement : L'équipement servant à la collecte, au transport et à l'entreposage de la sève d'érable doit être propre, exempt de corrosion, de résidus ou de moisissures et fait en matériau non toxique, lisse et lavable.

8.2.4. Outils et instruments : Les outils, ustensiles et accessoires de travail utilisés par l'exploitant d'érablière pour fabriquer un produit de l'érable doivent être propres, exempts de corrosion, de résidus ou de moisissures et faits en matériau non toxique, lisse et lavable.

La même règle s'applique aux plats, récipients et ustensiles mis par l'exploitant d'une érablière à la disposition d'un utilisateur, pour consommation de produits de l'érable à la cabane à sucre ou sur les lieux de l'exploitation de l'érablière.

8.2.5. Eau potable : L'exploitant d'érablière doit disposer d'eau potable à la cabane à sucre.

8.2.6. Aération et ventilation : La cabane à sucre doit être aérée et ventilée de façon à éliminer la vapeur d'eau et la fumée.

8.2.7. Consommation à la cabane à sucre : L'exploitant d'érablière ou tout restaurateur doit, dans la période du 15 février au 31 mai, servir ou offrir, pour consommation à la cabane à sucre ou sur les lieux de l'exploitation d'une érablière, uniquement des produits de l'érable ou des aliments autres que des succédanés de produits de l'érable.

SECTION 8.3

NORMES RELATIVES À L'EXPLOITATION DE L'ATELIER DU FABRICANT

8.3.1. Règles générales applicables au fabricant : Les dispositions générales prévues aux sections 2.1 et 2.2 s'appliquent au fabricant et à son atelier de fabrication de produits de l'érable.

SECTION 8.4

NORMES DE COMPOSITION ET DE QUALITÉ

8.4.1. Sirop d'érable en petits contenants : Le sirop d'érable en petits contenants doit être conforme aux conditions suivantes :

- a) provenir exclusivement de la sève d'érable ou d'un autre produit de l'érable ;
- b) être propre, sain et comestible ;
- c) être exempt d'odeur ou de goût désagréable ou étranger à l'érable ;
- d) être exempt de goût de bourgeon relié à la présence d'acides aminés ;
- e) être exempt de fermentation et de mois ;
- f) être exempt de substances organiques visqueuses ou filantes résultant d'une transformation microbiologique ;
- g) avoir une teneur minimale en extraits secs solubles de 66% à 20°C mesurée au moyen d'un réfractomètre ;
- h) être d'une catégorie déterminée selon l'annexe 8.A ; et
- i) être de l'une des classes de couleur prescrite au tableau A de l'annexe 8.B.

8.4.2. Sève d'érable — sirop d'érable en grands contenants : La sève d'érable doit être propre à la consommation humaine.

Le sirop d'érable en grands contenants doit être propre à la consommation humaine et provenir exclusivement de la sève d'érable ou d'un autre produit de l'érable.

8.4.3. Autres produits de l'érable : Tout produit de l'érable, autre que la sève d'érable et le sirop d'érable, doit répondre aux conditions suivantes :

- a) provenir exclusivement de la sève d'érable ou d'un autre produit de l'érable ;
- b) être propre, sain et comestible ;
- c) être exempt d'odeur ou de goût désagréable ou étranger à l'érable ;

d) être exempt d'un goût de bourgeon relié à la présence d'acides aminés ;

e) être exempt de fermentation et de moisissure ;

f) être exempt de substances organiques visqueuses ou filantes résultant d'une transformation microbiologique ;

g) être exempt de malate de calcium insolubilisé ; et

h) renfermer, dans le cas de la tire d'érable et du sucre d'érable mou, au plus 15% d'humidité ou, dans le cas du beurre d'érable, au plus 19% d'humidité.

8.4.4. Sirop d'érable en détail : Le sirop d'érable détenu en vue de la vente en détail doit répondre aux exigences de l'article 8.4.1 même s'il n'est pas emballé dans un petit contenant.

Le sirop d'érable détenu en vue de la vente ou servi au consommateur par un restaurateur doit répondre également aux exigences de l'article 8.4.1.

8.4.5. Filtration : Au cours de sa préparation, le sirop d'érable doit être filtré.

8.4.6. Procédés à suivre : La préparation, le conditionnement ou la transformation des produits de l'érable peut se faire en ajoutant de l'eau potable sans, toutefois, utiliser des procédés de décoloration, de blanchiment ou de raffinage.

SECTION 8.5

CLASSEMENT ET INSPECTION OBLIGATOIRES

8.5.1. Classement du sirop d'érable en petits contenants : Le sirop d'érable conditionné en vue de la vente en petits contenants doit :

a) être conforme aux conditions de l'article 8.4.1 ;

b) être classé par l'exploitant d'érablière ou le fabricant :

i. dans une des catégories déterminées selon l'annexe 8.A ; et

ii. dans une des classes de couleur prescrites au tableau A de l'annexe 8.B.

8.5.2. Inspection du sirop d'érable en grands contenants : L'acheteur, avant de conditionner ou de transformer le sirop d'érable en grands contenants ou de le vendre sans conditionnement ou transformation, doit obtenir les données prévues à l'article 8.5.5.

8.5.3. Modalités en vue du prélèvement : L'acheteur, pour obtenir les données prévues à l'article 8.5.5, doit :

a) regrouper des grands contenants dont la masse totale représente au moins 1 000 kilogrammes ;

b) donner à un inspecteur, durant un jour ouvrable, un avis de la date et de l'endroit où les grands contenants de sirop d'érable seront disponibles pour l'inspection. Cet avis comprend également le nombre de grands contenants et le format de chacun ;

c) mettre à la disposition de l'inspecteur un local propre, d'une surface d'au moins 9 mètres carrés, pourvu d'un courant électrique d'une tension de 110 volts, d'un système d'éclairage dont le niveau minimal d'éclairement est de 100 décalux et d'eau potable chaude à une température d'au moins 60°C afin de laver les outils, ustensiles ou instruments ; maintenir ce local à une température d'au moins 20°C ;

d) disposer les grands contenants de sirop d'érable de façon à les rendre facilement accessibles à l'inspecteur et les regrouper par numéros en fonction de leur assignation à chaque exploitant d'érablière ;

e) fournir à l'inspecteur les nom et adresse des exploitants d'érablières ainsi que les numéros des grands contenants de sirop d'érable en provenance de chacun d'eux ;

f) fournir la main-d'oeuvre requise pour la manutention des grands contenants de sirop d'érable durant l'inspection ; et

g) procéder à la pesée des grands contenants de sirop d'érable sur une balance conforme à la Loi sur les poids et mesures (S.C., 1970-71-72, c. 36), réviser la masse nette obtenue conformément à l'annexe 8.D et transmettre ces résultats à l'inspecteur.

L'inspection est faite pendant les jours ouvrables, entre 8 h et 20 h.

Le délai de l'avis prévu au paragraphe b du premier alinéa est de :

a) 2 jours ouvrables francs avant la date de l'inspection, durant la période du 1^{er} février au 30 juin de chaque année ; ou

b) 10 jours ouvrables francs, avant la date de l'inspection, en dehors de cette période.

8.5.4. Échantillonnage : Un échantillon de sirop d'érable destiné à l'inspection est prélevé, par l'inspecteur ou en sa présence, à même chaque grand contenant de sirop d'érable.

L'échantillon est placé dans une bouteille et doit demeurer sous la surveillance de l'inspecteur jusqu'à l'inspection qui doit être effectuée au plus tard 6 heures après le prélèvement.

Si l'inspection n'est pas faite sur place immédiatement après le prélèvement, la bouteille doit porter un numéro identique au numéro du grand contenant d'où l'échantillon a été prélevé.

8.5.5. Objet de l'inspection : A même l'échantillon de sirop d'érable prélevé conformément à l'article 8.5.4, l'inspecteur :

- a) détermine le pourcentage de transmission de la lumière à l'aide d'un photomètre calibré au moyen d'un spectrophotomètre conformément au tableau B de l'annexe 8.B ;
- b) détermine la teneur en extraits secs solubles à 20°C au moyen d'un réfractomètre ;
- c) note les défauts de saveur et de limpidité, le cas échéant.

8.5.6. Rapport d'inspection : Dans le cas où le sirop d'érable a une teneur en extraits secs solubles d'au moins 62% à 20°C mesurée au moyen d'un réfractomètre, l'inspecteur dresse un rapport d'inspection attestant, pour chaque grand contenant provenant d'un même exploitant d'érablière, des données relevées conformément à l'article 8.5.5. Si l'inspecteur saisit ou confisque un grand contenant de sirop d'érable qui ne répond pas à l'article 8.4.2, il inscrit, au rapport, le numéro de procès-verbal de saisie ou confiscation avec les autres données relatives à ce grand contenant.

Toutefois, dans le cas où ce sirop a une teneur en extraits secs solubles inférieure à celle visée au premier alinéa, l'inspecteur atteste au rapport d'inspection, uniquement la donnée relevée conformément au paragraphe b de l'article 8.5.5.

Il inscrit également au rapport les renseignements fournis par l'acheteur et portant sur la masse nette du sirop d'érable de chaque grand contenant ainsi que la masse révisée conformément à l'annexe 8.D.

Le rapport d'inspection est rédigé en triple exemplaire, dont le premier est conservé par l'inspecteur et les deuxième et troisième sont remis respectivement à l'acheteur et au vendeur ou à leur représentant.

SECTION 8.6 NORMES RELATIVES AUX CONTENANTS ET EMBALLAGES

8.6.1. Petit contenant de détail : Seul un petit contenant doit être utilisé pour la vente en détail des produits de l'érable.

Cependant, un grand contenant peut être utilisé pour la détention de sirop d'érable destiné à la vente en détail dans

des petits contenants fournis par le consommateur. Dans ce cas, le grand contenant doit porter en caractères lisibles et apparents, d'au moins 2 centimètres de hauteur, les inscriptions visées aux paragraphes a, b, c, e et f du premier alinéa de l'article 8.7.1. Si ces inscriptions n'apparaissent pas sur le grand contenant, elles doivent figurer sur un document remis au consommateur au moment de la vente.

8.6.2. Petit contenant neuf : À compter du 1^{er} janvier 1981, le petit contenant renfermant un produit de l'érable doit être neuf et fait de matériau non-toxique.

8.6.3. Produit de l'érable dans le petit contenant : Le produit de l'érable à l'intérieur du petit contenant doit représenter au moins 90% de la capacité totale de ce contenant.

8.6.4. Quantités nettes de sirop d'érable : À compter du 1^{er} janvier 1981, le petit contenant de sirop d'érable, d'une capacité supérieure à 60 millilitres, doit contenir une quantité nette égale à 125, 250, 375, 500, 750 millilitres ou de 1, 1,5, 2, 3, 4 ou 5 litres.

Cependant, s'il est fait de métal, le petit contenant visé au premier alinéa peut contenir une quantité nette égale à 540 millilitres.

8.6.5. Quantités nettes des autres produits de l'érable : À compter du 1^{er} janvier 1981, le petit contenant de produits de l'érable, autres que la sève d'érable et le sirop d'érable, d'une masse supérieure à 60 grammes, doit contenir une quantité nette égale à 125, 250, 375, 500, 750 grammes ou de 1, 1,5, 2, 3, 4 ou 5 kilogrammes.

SECTION 8.7 NORMES RELATIVES AUX INSCRIPTIONS ET À L'ÉTIQUETAGE

8.7.1. Petit contenant de sirop d'érable : À compter du 1^{er} janvier 1981, le petit contenant de sirop d'érable d'une capacité supérieure à 60 millilitres, doit porter, sur sa principale surface, en caractères indélébiles, lisibles et apparents conformes à l'annexe 8.C, les inscriptions suivantes :

- a) la dénomination « sirop d'érable » ;
- b) la désignation de la catégorie précédant, sur la même surface que la dénomination du produit, la désignation de la classe de couleur ;
- c) la désignation de la classe de couleur adjacente à la désignation de la catégorie ;
- d) l'indication exacte de la quantité nette en litres ou, si elle est inférieure à 1 litre, en millilitres ;

- e) l'indication de l'origine ; et
- f) les nom et adresse de l'exploitant d'érablière, du fabricant, préparateur, conditionneur, emballer, fournisseur ou distributeur.

Dans le cas des paragraphes *e* et *f* du premier alinéa, les inscriptions requises conformément à cet alinéa peuvent apparaître sur une autre surface que la principale surface.

8.7.2. Exactitude de la classe de couleur inscrite : La classe de couleur inscrite sur le petit contenant de sirop d'érable doit correspondre à la classe de couleur du sirop qu'il contient telle que déterminée au moyen d'un spectrophotomètre conformément au tableau B de l'annexe 8.B.

8.7.3. Petit contenant des autres produits de l'érable : À compter du 1^{er} janvier 1981, le petit contenant de produits de l'érable, autres que la sève d'érable et le sirop d'érable, d'une masse supérieure à 60 grammes, doit porter, sur sa principale surface, en caractères indélébiles, lisibles et apparents conformes à l'annexe 8.C, les inscriptions suivantes :

- a) la dénomination du produit ;
- b) l'indication exacte de la quantité nette en kilogrammes ou, si elle est inférieure à 1 kilogramme, en grammes ;
- c) l'indication de l'origine ; et
- d) les nom et adresse de l'exploitant d'érablière, du fabricant, préparateur, conditionneur, emballer, fournisseur ou distributeur.

Dans le cas des paragraphes *c* et *d* du premier alinéa, les inscriptions requises conformément à cet alinéa peuvent apparaître sur une autre surface que la principale surface.

8.7.4. Portions individuelles de produits de l'érable : À compter du 1^{er} janvier 1981, les petits contenants de produits de l'érable d'une capacité d'au plus 60 millilitres ou d'une masse d'au plus 60 grammes doivent porter, directement ou sur leur étiquette, en caractères indélébiles, lisibles et apparents, les inscriptions suivantes :

- a) la dénomination du produit ;
- b) l'indication exacte de la quantité nette exprimée, selon le cas, en millilitres ou en grammes ; et
- c) les nom et adresse de l'exploitant d'érablière, du fabricant, préparateur, conditionneur, emballer, fournisseur ou distributeur.

L'emballage qui contient les petits contenants visés au premier alinéa doit porter, directement ou sur son étiquette, les inscriptions prévues aux paragraphes *a*, *c* et *d* du premier alinéa de l'article 8.7.3, ainsi que le nombre de

petits contenants qu'il contient et la quantité nette de chacun d'eux.

Dans le cas où, à l'étalage, un produit de l'érable, vendu en portions individuelles, d'au plus 60 millilitres ou 60 grammes, n'est pas emballé séparément ou est emballé dans un petit contenant ne portant pas les inscriptions visées au premier alinéa, le détaillant doit faire figurer ces inscriptions, en caractères lisibles et apparents d'au moins 1 centimètre de hauteur, sur un écriteau afférent à un même lot de produits identiques.

8.7.5. Uniformité des inscriptions : Chacune des inscriptions visées aux articles 8.7.1, 8.7.3 et 8.7.4 doit être en lettres ou chiffres gras de caractères et de couleur uniformes. La couleur des lettres ou chiffres doit être différente de celle de la surface où ils apparaissent.

8.7.6. Indication de l'origine : L'indication de l'origine d'un produit de l'érable fabriqué au Québec doit contenir le mot « Québec ». L'indication de l'origine de tout autre produit de l'érable se fait par l'inscription du nom du pays d'origine, ou s'il s'agit d'un produit canadien, d'une inscription comprenant le mot « Canada » ou le nom de la province d'origine.

8.7.7. Expressions réservées : L'utilisation des expressions « érablière » ou « cabane à sucre » est exclusivement réservée à l'exploitant d'érablière.

L'exploitant d'érablière doit utiliser ces expressions uniquement en relation avec les produits de l'érable.

SECTION 8.8 NORMES RELATIVES AUX SUCCÉDANÉS DE PRODUITS DE L'ÉRABLE

8.8.1. Succédanés — règle générale : Sous réserve de la présente section, tout succédané de produit de l'érable doit porter, soit directement, soit sur son contenant ou son étiquette, des dénominations, appellations, indications, expressions, images ou marques de commerce autres que celles comprenant le mot « érable » ou pouvant rappeler les produits de l'érable ou évoquer l'industrie acéricole.

La même règle s'applique à la publicité, à la réclame et aux menus qui font référence à un tel succédané.

8.8.2. Succédanés — inscriptions requises : Tout succédané d'un produit de l'érable doit porter les inscriptions suivantes :

- a) la dénomination du produit conforme à la présente section ;
- b) l'indication exacte de la quantité nette ;

c) la liste de ses constituants par ordre d'importance décroissant, sauf s'il y a indication de la teneur ou du pourcentage de chacun des constituants dans le produit ;

d) les nom et adresse du fabricant, préparateur, conditionneur, emballer, fournisseur ou distributeur.

Les inscriptions visées aux paragraphes *a* et *b* du premier alinéa doivent apparaître sur la principale surface alors que celles visées aux paragraphes *c* et *d* du même alinéa peuvent apparaître sur n'importe quelle surface.

L'inscription visée au paragraphe *a* du premier alinéa doit apparaître en caractères ayant au moins la moitié de la hauteur des plus grands caractères figurant sur la principale surface. Cependant telle inscription doit ressortir autant que toute autre inscription apparaissant sur n'importe quelle surface, y compris les marques de commerce ou un terme de fantaisie sous réserve de l'article 4 de la Loi.

L'inscription visée au paragraphe *d* du premier alinéa doit figurer en caractères ayant au plus la moitié de la hauteur de ceux de l'inscription de la dénomination.

Malgré le deuxième alinéa, dans le cas où les inscriptions visées au paragraphe *c* ou *d* du premier alinéa comprennent le mot « érable », elles doivent apparaître sur une surface autre que la principale surface.

8.8.3. Succédanés — publicité ou réclame : À compter du 1^{er} janvier 1981, la publicité ou la réclame d'un succédané de produit de l'érable doit se faire de façon distincte de la publicité ou de la réclame d'un produit de l'érable et sans référence à ce produit.

À compter de cette date, la règle prévue à l'article 8.8.5 dans le cas de l'emballage de tire à l'érable s'applique également dans le cas de la publicité ou de la réclame relative à ce succédané.

À compter de la même date, lorsque la publicité ou la réclame d'un succédané de produit de l'érable comprend le mot « érable » dans l'inscription visée au paragraphe *d* du premier alinéa de l'article 8.8.2, cette inscription doit apparaître en caractères ayant moins de la moitié de la hauteur des caractères utilisés, dans cette publicité ou réclame, pour l'inscription de la dénomination du succédané.

8.8.4. Dénomination — tire à l'érable : Les dénominations « tire à l'érable », et, le cas échéant, « *maple taffy blend* », peuvent être utilisées pour la vente d'un succédané de la tire d'érable pourvu qu'il contienne au plus 15% d'eau et soit le produit de l'évaporation d'un mélange composé exclusivement d'au moins 75% de sirop d'érable et d'au plus 25% de glucose commercial.

Le sirop d'érable utilisé dans le mélange doit avoir une teneur minimale en extraits secs solubles de 66% à 20° C et le glucose commercial doit être composé de 18% à 24% de dextrose et de 14% à 22% de maltose.

Seul un succédané de tire d'érable répondant aux dispositions du présent article et de l'article 8.8.5 peut être fabriqué, détenu pour fins de vente, mise en vente ou vendu sous les dénominations « tire à l'érable » et, le cas échéant, « *maple taffy blend* ».

8.8.5. Emballage de tire à l'érable — indication : L'emballage de la tire à l'érable visée à l'article 8.8.4 doit porter, en caractères indélébiles, lisibles et apparents, d'au moins 3 millimètres de hauteur, sur sa principale surface et sous la dénomination, l'indication : « Fait de 75% de sirop d'érable et d'au plus 25% de glucose » ou une expression faisant état des pourcentages de sirop d'érable et de glucose utilisés dans le produit.

8.8.6. Autres succédanés de produits de l'érable : À compter du 1^{er} janvier 1981, tout succédané d'un produit de l'érable autre que la tire à l'érable et le succédané de sirop d'érable doit porter dans sa dénomination le mot « composé ».

8.8.7. Écriteau pour la vente à l'étalage : Toute personne qui offre en vente ou détient en vue de la vente, à l'étalage, un succédané de produit de l'érable doit apposer, en caractères indélébiles, lisibles et apparents, sur un écriteau afférent à un même lot de produits identiques, une dénomination répondant aux exigences de la présente section ainsi que le prix unitaire de chaque succédané identique.

8.8.8. Vente à l'étalage : À l'étalage, les succédanés doivent être séparés des produits de l'érable de façon à prévenir toute méprise ou confusion de la part du consommateur.

8.8.9. Vente par le restaurateur : Le restaurateur qui sert ou offre en vente un succédané de produits de l'érable doit prévenir le consommateur qu'il s'agit d'un succédané par l'indication, sur le menu ou, à défaut de menu, sur une affiche ou une étiquette, d'une dénomination prescrite à la présente section.

La même règle s'applique pour la réclame ou la publicité relative à un tel produit.

8.8.10. Uniformité des inscriptions : Chacune des inscriptions ou indications visées à la présente section doit être en lettres ou chiffres gras, indélébiles, lisibles et apparents, de caractères et de couleur uniformes. La couleur des lettres ou chiffres doit être différente de celle de la surface où ils apparaissent.

8.8.11. Offre verbale : Toute personne qui offre verbalement un succédané détenu en vue de la vente doit référer au produit en utilisant une dénomination répondant aux exigences de la présente section.

8.8.12. Expressions anglaises : L'emploi des expressions anglaises visées à la présente section doit se faire sous réserve de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

ANNEXE 1.2.A

(a. 1.2.2)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., c. P-29, a. 8)

ENREGISTREMENT

A. Renseignements sur l'exploitant

1. Nom, dénomination ou raison sociale de l'exploitant

.....
(individu, société ou corporation)

2. Adresse de l'exploitant

Téléphone Code postal

3. Adresse postale

..... Code postal

Pour une corporation, indiquer l'adresse de son siège social; lorsque le siège social est situé à l'extérieur du Québec, indiquer la principale place d'affaires au Québec.

Pour une société, indiquer l'adresse de sa principale place d'affaires au Québec

..... Code postal

4. Groupe juridique

a) Personne physique faisant affaires seule sous son nom; ☐

b) Personne physique faisant affaires seule sous une raison sociale enregistrée; ☐

Nom et adresse de la personne

..... Code postal

c) Personnes physiques ou corporations faisant affaires ensemble sous une raison sociale enregistrée (société en nom collectif ou commandite); ☐

Noms et adresses des associés

.....

..... Code postal

d) Compagnie, coopérative et toute autre corporation à responsabilité limitée; ☐

Noms et adresses des principaux officiers

Président

Secrétaire

Trésorier

N.B.: Dans les cas des paragraphes *b*, *c* ou *d*, joindre aux présentes le certificat du protonotaire de la Cour supérieure du district judiciaire où l'exploitant fait affaires attestant qu'il s'est conformé à la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés (L.R.Q., c. D-1). Dans le cas du paragraphe *d*, joindre également une copie de la charte, des lettres patentes ou de ses statuts accompagnés du certificat de constitution.

5. Noms et adresses des établissements et nom de chaque gérant (cas des exploitants qui ont plusieurs places d'affaires)

.....

.....

.....

(compléter sur document joint si nécessaire)

B. Renseignements opérationnels sur l'exploitation d'une personne non visée à l'article 9 de la Loi.

1. Type d'exploitation

Courtage en alimentation	<input type="checkbox"/>	Distributrices automatiques	<input type="checkbox"/>
Épicerie	<input type="checkbox"/>	Colportage	<input type="checkbox"/>
Épicerie-boucherie	<input type="checkbox"/>	Kiosque	<input type="checkbox"/>
Boucherie	<input type="checkbox"/>	Emplacement sur marché public	<input type="checkbox"/>
Poissonnerie	<input type="checkbox"/>	Fabrique	<input type="checkbox"/>
Restaurateur	<input type="checkbox"/>	Emballage	<input type="checkbox"/>
Tabagie	<input type="checkbox"/>	Entreposage	<input type="checkbox"/>
Traiteur	<input type="checkbox"/>	Distribution d'aliments	<input type="checkbox"/>
Cantine mobile	<input type="checkbox"/>	Autre	

(préciser)

2. Nature des produits

Érable	<input type="checkbox"/>	Oeufs et sous-produits	<input type="checkbox"/>
Miel	<input type="checkbox"/>	Produits de la pêche	<input type="checkbox"/>
Viandes comestibles	<input type="checkbox"/>	Viandes non comestibles	<input type="checkbox"/>
Fruits et légumes	<input type="checkbox"/>	Huile ou graisse non comestible	<input type="checkbox"/>
Autre (préciser)			

3. Conditionnement et transformation

Frais	<input type="checkbox"/>	Conserves	<input type="checkbox"/>
Réfrigérés	<input type="checkbox"/>	Surgelés	<input type="checkbox"/>
Congelés	<input type="checkbox"/>	Séchés	<input type="checkbox"/>
		Pasteurisés	<input type="checkbox"/>
Autre			

4. Équipement

Autoclave	<input type="checkbox"/>	Comptoir réfrigéré	<input type="checkbox"/>
Bouilloire	<input type="checkbox"/>	Réfrigérateur	<input type="checkbox"/>
Fumoir	<input type="checkbox"/>		
Chambre pour congélation	<input type="checkbox"/>	Congélateur	<input type="checkbox"/>
Chambre réfrigérée	<input type="checkbox"/>		
Camion isotherme	<input type="checkbox"/>	Nombre	<input type="checkbox"/>
Camion pour congelés	<input type="checkbox"/>	Nombre	<input type="checkbox"/>
Camion réfrigéré	<input type="checkbox"/>	Nombre	<input type="checkbox"/>
Camion sans réfrigération	<input type="checkbox"/>	Nombre	<input type="checkbox"/>

C. Renseignements opérationnels sur l'exploitation d'une personne exemptée de l'obligation de détenir un permis en vertu de l'article 9 de la Loi (Cochez la case appropriée)

☐ **Abattoir d'animaux**

(espèces)

(espèce)

Bovine et porcine

☐

Bovine

☐

(espèce)

(espèce)

Porcine

☐

Chevaline

☐

Note: Crochetez si vous abattez des animaux d'espèces

Ovine

☐

Caprine

☐

(espèce)

(espèce)

Volailles

☐

Faisans

☐

Lapins

☐

Pintades

☐

Cailles

☐

Perdrix

☐

☐ **Atelier de préparation, de conditionnement, de transformation pour fins de vente en gros**

Charcuterie générale

☐

Préparation de viandes chevalines

☐

Découpe et viande hachée

☐

Préparation de pizzas

☐

Conserves de viandes

☐

Préparation de viandes de lièvre

☐

Conserves de viandes de lièvre

☐

D. Renseignement sur les horaires d'opérations de l'exploitation déclarée

Nombre de jours d'opérations par semaine:

Nombre de semaines d'opérations par année:

du au
(date) (date).....
(signature).....
(fonction)

Fait à

Le

Cette formule dûment complétée et signée doit être expédiée en double au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Hôtel du Gouvernement, Québec.

ANNEXE 1.3.A

(a. 1.3.1.1)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

**Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments
(L.R.Q., c. P-29, a. 10)**

DEMANDE DE PERMIS

A. Renseignements sur l'exploitant

1. Nom, dénomination ou raison sociale de l'exploitant

.....
(individu, société ou corporation)

2. Adresse de l'exploitant

.....

Téléphone

3. Adresse postale

..... Code postal

Pour une corporation, indiquer l'adresse de son siège social; lorsque le siège social est situé à l'extérieur du Québec, indiquer la principale place d'affaires au Québec.

Pour une société, indiquer l'adresse de sa principale place d'affaires au Québec.

..... Code postal

4. Groupe juridique

a) Personne physique faisant affaires seule sous son nom; ☐

b) Personne physique faisant affaires seule sous une raison sociale enregistrée; ☐
Nom et adresse de la personne

c) Personnes physiques ou corporations faisant affaires ensemble sous une raison sociale enregistrée (société en nom collectif ou en commandite); ☐

Noms et adresses des associés

.....

.....

d) Compagnie, coopérative et toute autre corporation à responsabilité limitée; ☐

Noms et adresses des principaux officiers

Président

Secrétaire

Trésorier

N.B.: Dans le cas des paragraphes *b*, *c* ou *d*, joindre aux présentes le certificat du protonotaire de la Cour supérieure du district judiciaire où l'exploitant fait affaires attestant qu'il s'est conformé à la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés (L.R.Q., c. D-1). Dans le cas du paragraphe *d*, joindre également une copie de la charte, des lettres patentes ou de ses statuts accompagnés du certificat de constitution.

5. Noms et adresses des établissements et nom de chaque gérant (cas des exploitants qui ont plusieurs places d'affaires);

.....

.....

.....

(compléter sur document joint si nécessaire)

B. Renseignements sur la catégorie de permis

1. Viandes impropres à la consommation humaine

☐ Atelier d'équarrissage (catégories)Fondoir ☐Désossement ☐Relais ☐Viande crue ☐Conserverie animale ☐Préparation générale ☐Dépôt ☐Préparation spéciale ☐☐ Récupération (catégories)Carcasse ☐Sous-produit ☐Huile ☐

2. Viandes propres à la consommation humaine

☐ Abattoir d'animaux

Abattoir A-1 (espèces)

Bovine et porcine ☐

Abattoir A-1P (espèce)

Porcine ☐

Note: Crochetez si vous abattez des animaux d'espèces

Ovine ☐

Abattoir A-3

Volailles ☐

Lapins ☐

Abattoir A-1B (espèce)

Bovine ☐

Abattoir A-2 (espèce)

Chevaline ☐

Caprine ☐

Abattoir A-4

Faisans ☐

Pintades ☐

Perdrix ☐

Cailles ☐

☐ Atelier de préparation, de conditionnement, de transformation pour fins de vente en gros avec ☐ ou sans ☐ estampille.

Charcuterie générale ☐

Préparation de viandes chevalines ☐

Découpe et viande hachée ☐

Préparation de pizzas ☐

Conserves de viandes ☐

Préparation de viandes de lièvre ☐

Conserves de viandes de lièvre ☐

C. Renseignements sur les moyens de transport de l'exploitant

Camions ☐

Remorques ☐

Conteneurs ☐

Nombre ☐

Nombre ☐

Nombre ☐

D. Documents à annexer

La demande doit être accompagnée de tout document prévu aux articles 1.3.1.2, 1.3.1.3, 1.3.1.4, 7.3.11 et 7.3.12 du Règlement sur les aliments (R.R.Q., c. P-29, r.1).

.....
(signature).....
(fonction)

Fait à

Le

Mandat-poste ☐

Ci-joint ou

Chèque visé ☐

en paiement des droits exigibles

par la sous-section 1.3.6 du règlement

Cette formule dûment complétée et signée doit être expédiée en double au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Hôtel du Gouvernement, Québec.

ANNEXE 1.3.B

(a. 1.3.1.5)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION**Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments
(L.R.Q., c. P-29, a. 11)****DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DE PERMIS**

Par la présente, je soussigné
(en lettres moulées)

fais la demande au nom de l'exploitant (individu, société ou corporation)
.....
(en lettres moulées)

de renouveler le permis no.
qui lui a été délivré sous la catégorie suivante:

☐ **Atelier d'équarrissage (catégories)**

Fondoir	<input type="checkbox"/>	Désossement	<input type="checkbox"/>
Relais	<input type="checkbox"/>	Viande crue	<input type="checkbox"/>
Conserverie animale	<input type="checkbox"/>	Préparation générale	<input type="checkbox"/>
Dépôt	<input type="checkbox"/>	Préparation spéciale	<input type="checkbox"/>

☐ **Récupération (catégories)**

Carcasse ☐ Sous-produit ☐ Huile ☐

☐ **Abattoir d'animaux**

Abattoir A-1 (espèces)		Abattoir A-1B (espèce)	
Bovine et porcine	<input type="checkbox"/>	Bovine	<input type="checkbox"/>
Abattoir A-1P (espèce)		Abattoir A-2 (espèce)	
Porcine	<input type="checkbox"/>	Chevaline	<input type="checkbox"/>

Note: Crochetez si vous abattez des animaux d'espèces

Ovine	<input type="checkbox"/>	Caprine	<input type="checkbox"/>
Abattoir A-3		Abattoir A-4	
Volailles	<input type="checkbox"/>	Faisans	<input type="checkbox"/>
Lapins	<input type="checkbox"/>	Pintades	<input type="checkbox"/>
		Perdrix	<input type="checkbox"/>
		Cailles	<input type="checkbox"/>

- ☐ Atelier de préparation, de conditionnement, de transformation pour fins de vente en gros avec ☐ ou sans ☐ estampille

Charcuterie générale	<input type="checkbox"/>
Préparation de viandes chevalines	<input type="checkbox"/>
Découpe et viande hachée	<input type="checkbox"/>
Préparation de pizzas	<input type="checkbox"/>
Conserves de viandes	<input type="checkbox"/>
Préparation de viandes de lièvre	<input type="checkbox"/>
Conserves de viandes de lièvre	<input type="checkbox"/>

CHANGEMENTS depuis ma dernière demande:

.....

.....
 (signature)

.....
 (fonction)

Fait à

Le

ci-joint ou Mandat-poste ☐

Chèque visé ☐

par la sous-section 1.3.6 du règlement

en paiement des droits exigibles

_____ Cette formule dûment complétée et signée doit être expédiée en double au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Hôtel du Gouvernement, Québec.

ANNEXE 1.3.C

(a. 1.3.1.8)

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE
L'ALIMENTATION****Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments
(L.R.Q., c. P-29, a. 10)****PERMIS N°.....**

Nature du permis

Catégorie

Conditions

(le cas échéant)

Nom et adresse de l'exploitant

Lieu d'exploitation

(le cas échéant)

Estampille numéro

(le cas échéant)

— Ce présent permis autorise la personne qui le détient à exploiter son commerce suivant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., c. P-29), sous réserve des conditions qui y sont indiquées.

— La demande de renouvellement doit parvenir au ministre 60 jours avant l'expiration du présent permis.

— Ce permis est personnel et ne peut en conséquence être transféré à une autre personne.

— À la suite d'une infraction ou d'une inobservance des conditions de délivrance, ce permis peut être suspendu, annulé ou non renouvelé.

— Dans le cas d'une annulation, un délai de 6 mois est requis avant qu'un nouveau permis soit délivré.

— Dans l'un ou l'autre des cas, le détenteur sera entendu avant que le ministre ne se prononce à son sujet.

— Ce permis doit être affiché dans l'établissement à un endroit où il peut être facilement vu du public ou, selon le cas, dans le véhicule du récupérateur.

— Ce permis prend effet le

— Ce permis expire le

Québec, le

(jours,mois,année)

.....
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

ANNEXE 4.1.A

(a. 4.1.5)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

CONFISQUÉ Bulletin No.

en vertu de la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., c.P-29)

Produits:
(quantité, nature)

sous la garde de:

Procès-verbal No

Fait àle
(endroit) (jour, mois, année)

.....
(signature de la personne autorisée)

N.B. Art. 37. « Nul ne peut, sans l'assentiment d'une personne autorisée, vendre ou offrir en vente un produit saisi ou confisqué ni enlever ou permettre d'enlever ce produit, son contenant, le bulletin de saisie ou de confiscation, ni enlever ou briser un scellé apposé par une personne autorisée ».

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

SAISI Bulletin No.

*en vertu de la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., c. P-29)*Produits:
(quantité, nature)

sous la garde de:

Procès-verbal No

Fait à le
(endroit) (jour, mois, année).....
(signature de la personne autorisée)

N.B. Art. 37. « Nul ne peut, sans l'assentiment d'une personne autorisée, vendre ou offrir en vente un produit saisi ou confisqué ni enlever ou permettre d'enlever ce produit, son contenant, le bulletin de saisie ou de confiscation, ni enlever ou briser un scellé apposé par une personne autorisée ».

ANNEXE 4.1.B

(a. 4.1.6)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

*Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments
(L.R.Q., c. P-29)*

MAINLEVÉE

TOTALE ☐

PARTIELLE ☐

Vu la saisie No. pratiquée le
(jour, mois, année)

en vertu de la Loi ci-haut mentionnée, sur :

.....
(nature du produit)

alors détenu (s) par
(nom et adresse)

actuellement sous la garde de
(nom et adresse)

Considérant que, depuis ladite saisie, les produits suivants ont été rendus /ou trouvés /conformes à la Loi, mainlevée
de la saisie est donnée sur:

.....
(tous les produits ou les produits visés)

Fait en triple expédition à le
(jour, mois, année)

.....
(signature de la personne autorisée)

ANNEXE 4.1.C

(a. 4.1.8)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments
(L.R.Q., c. P-29)

PROCÈS-VERBAL D'INSPECTION

☐ CONSTATATION☐ SAISIE

NO:

☐ PRÉLÈVEMENT☐ CONFISCATION

Je, soussigné, résidant à
(en lettres moulées)

..... agissant en ma
 qualité d'inspecteur en vertu de la Loi ci-haut mentionnée, déclare ce qui suit :

1-Le à h
(jour, mois, année)

à
(endroit, route, chemin)

j'ai procédé à l'inspection de

.....
(quantité et nature des produits ou objets inspectés)

qui se trouvaient dans

.....
(désignation du lieu-local, véhicule etc. - et no permis et enregistrement)

exploité par

.....
(nom et adresse de l'exploitant du lieu désigné)

et sous la responsabilité de

.....
(nom et qualité de la personne en charge)

2. J'ai relevé sur ces produits ou objets, les indications et marques suivantes :

.....

.....

3- D'après la lettre de voiture ☐
la déclaration du détenteur ☐
les registres du détenteur ☐

ces produits étaient expédiés par
(nom et adresse)

et destinés à
(nom et adresse)

4- Étant donné que
(constatation, motif de la saisie ou de la confiscation)

.....

.....

.....
(geste posé par l'inspecteur)

.....

.....

.....
(prélèvement d'échantillons, s'il y a lieu)

.....

.....
(déclaration reçue ou autres observations)

.....

Des faits ci-haut relatés, j'ai dressé, à toutes fins que de droit, le présent procès-verbal que

M. a
(détenteur ou représentant) (accepté ou refusé)

de signer avec moi, après lecture faite, pour être transmis au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries
et de l'Alimentation

Un exemplaire de cet acte a été délivré, séance tenante, à

.....

Fait en triple expédition à
(endroit)

ce
(jour, mois, année)

.....
(signature du détenteur ou représentant) (signature de la personne autorisée)

.....

Annexe (s) incluse (s) ☐

ANNEXE 4.1.D

(a. 4.1.8)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION*Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments**(L.R.Q., c. P-29)***PROCÈS-VERBAL (Confiscation)**

Vu la saisie numéro pratiquée le

.....19..... Je soussigné,.....
(en lettres moulées)

résidant à

déclare avoir confisqué ce jour, le
(jour, mois, année)

à h.

chez
(détenteur actuel et son adresse)

les produits agricoles suivants

lesquels ont été antérieurement saisis chez

(détenteur lors de la saisie et son adresse)

Motif de la confiscation

Fait en 4 copies à le19.....
(jour, mois, année)

(détenteur)

(personne autorisée)

ANNEXE 4.1.E

(a. 4.1.9)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

*Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments
(L.R.Q., c. P-29)*

ÉTIQUETTE DE PRÉLÈVEMENT

Procès-verbal no Prélèvement no

Échantillon par mois prélevé, ce jour, à h, sur le produit suivant :

.....
(nature du produit)

Détenteur:

Expéditeur:

Destinataire:

Fait à le 19

.....
(signature de la personne autorisée)

ANNEXE 4.1.F MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION
 (a. 4.1.10)

Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments
 (L.R.Q., c. P-29)

RAPPORT D'ANALYSE

Analyse no:

Procès-verbal

no

du

Prélèvement no

du

Je, soussigné,
 (en lettres moulées)

personne autorisée à agir comme analyste au sens de la Loi susvisée, atteste que le

j'ai analysé un échantillon de
 (description — quantité — nature du produit et autres remarques)

reçu le

par

avec les scellés intacts apposés sur l'étiquette de prélèvement susvisée en relation avec le procès-verbal susdécrit,

le tout prélevé par la personne autorisée

fabriqué

propriété:

détenu:

Cet échantillon a été expédié au laboratoire par:

J'ai moi-même (ou M.) a brisé les scellés de l'échantillon et

J'ai procédé à son analyse et je sou mets les constatations suivantes: (remarques d'ordre scientifique selon les règles de l'art en la matière-opérations-constatations)

Conclusions:

.....
.....
.....
.....
.....

Fait et consigné à

ce..... jour de 19 en triple expédition

.....
(signature de la personne autorisée)

Annexe (s) incluse (s) ☐

TABEAU 6.4.A

(a. 6.4.3.16 et 6.4.3.18)

CLASSIFICATION DES VOLAILLES**6.4.A.1 Catégories des poulets**

Les catégories pour les poulets et les normes de ces catégories sont les suivantes :

6.4.A.1.1. Catégorie spéciale : Nom de la catégorie de poulets qui possèdent les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière, sauf chez le poulet éviscéré, les coupes ordinairement nécessaires à une bonne éviscération ;

b) le poulet doit avoir une conformation physique normale, sans difformité ;

c) la poitrine doit être dodue, bien en chair des deux côtés de l'extrémité antérieure du bréchet (sternum) ; la chair peut aller en s'effilant légèrement vers l'extrémité postérieure du bréchet ; la pointe antérieure du bréchet ne doit pas dépasser la chair de plus de 1/16 de pouce ;

d) le poulet doit avoir un épais dépôt de graisse à la base du cou formant un gros bourrelet et s'étendant jusque dans le « V » de la fourchette (clavicule) et, en général, porter de la graisse sur l'étendue de la poitrine, des cuisses et du dos ;

e) il ne doit pas compter plus de 4 plumes naissantes ou chicots sur la poitrine ni plus de 8 sur les autres parties de la carcasse ;

f) il ne doit pas avoir de décoloration marquée ;

g) la poitrine ne doit pas porter plus d'une déchirure de la peau et la déchirure ne doit pas mesurer plus de ¼ de pouce de longueur ;

h) il ne doit pas y avoir plus de 2 déchirures de la peau sur les parties de la carcasse autres que la poitrine ; dans le cas d'un poulet abattu pesant 4 ½ livres ou moins, ou d'un poulet éviscéré pesant 4 livres ou moins, aucune déchirure de la peau ne doit dépasser ¼ de pouce de longueur ; dans le cas d'un poulet abattu pesant plus de 4 ½ livres ou d'un poulet éviscéré pesant plus de 4 livres, aucune déchirure de la peau ne doit dépasser ½ pouce de longueur ;

i) il ne doit pas avoir de brûlure frigorifique autre qu'une légère dessiccation superficielle ;

j) l'oiseau ne doit pas avoir une apparence desséchée ;

k) il ne doit pas avoir de kystes ;

l) il ne doit pas avoir d'os rompus.

6.4.A.1.2. Catégorie A : Nom de la catégorie de poulets ayant les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière, sauf, chez le poulet éviscéré, les coupes ordinairement nécessaires à une bonne éviscération ;

b) le poulet doit avoir une conformation physique normale, sans difformité, sauf une légère déformation du bréchet, qui ne dérange pas la répartition normale de la chair ;

c) la poitrine doit être assez dodue des deux côtés de l'extrémité antérieure du bréchet (sternum) ; la chair peut aller en s'effilant modérément vers l'extrémité postérieure et l'extrémité antérieure ne doit pas dépasser la chair de plus de ⅛ de pouce ;

d) le poulet doit avoir à la base du cou un dépôt bien net de graisse, la graisse se continuant sur les côtés et dans le « V » de la fourchette (clavicule), et aussi un peu de graisse sur la poitrine et les cuisses ;

e) il ne doit pas avoir plus de 5 plumes naissantes ou chicots sur la poitrine, ni plus de 10 ailleurs sur la carcasse ;

f) il ne doit pas avoir plus de 4 taches décolorées prononcées sur la poitrine, et l'étendue totale de ces taches ne doit pas dépasser ¼ de pouce carré ;

g) il peut avoir une décoloration attribuable à une mauvaise saignée dans la région allant de la tête à un endroit situé à mi-chemin entre la tête et la base du cou, une décoloration due à la plumaison, d'une teinte ambrée ou rougeâtre, sur le dos et jusqu'à 6 autres taches décolorées prononcées sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine, si l'étendue totale de ces taches ne dépasse pas 1 pouce carré ;

h) il ne doit pas avoir sur la poitrine plus d'une déchirure de la peau et la longueur de cette déchirure ne doit pas dépasser ¼ de pouce ;

i) il ne doit pas avoir plus de 2 déchirures de la peau sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine et aucune de ces déchirures ne doit mesurer plus de ½ pouce de longueur ;

j) il ne doit pas avoir de brûlure frigorifique autre qu'une dessiccation superficielle, et la superficie totale de la dessiccation superficielle ne doit pas dépasser 2¼ pouces carrés ;

k) l'oiseau ne doit pas avoir une apparence desséchée ;

l) il ne doit pas avoir de kystes ;

m) il ne doit pas avoir d'os rompus.

6.4.A.1.3. Catégorie B : Nom de la catégorie de poulets qui ne satisfont pas aux normes d'une catégorie supérieure à la catégorie B et ayant les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière sauf, chez le poulet éviscéré, les coupes ordinairement nécessaires à une bonne éviscération ;

b) le poulet doit avoir une conformation physique normale, sans difformité, sauf un bréchet légèrement tordu ;

c) il doit avoir une quantité suffisante de chair des deux côtés du bréchet de façon à prévenir toute diminution prononcée de la chair entre l'extrémité antérieure et l'extrémité postérieure, et le bréchet ne doit pas dépasser la chair de plus de $\frac{1}{8}$ de pouce ;

d) il doit avoir une quantité suffisante de graisse pour que l'oiseau n'ait pas un aspect rouge foncé ;

e) il ne doit pas avoir plus de 8 plumes naissantes ou chicots sur la poitrine, ni plus de 16 ailleurs sur la carcasse ;

f) il ne doit pas avoir plus de 6 taches décolorées prononcées sur la poitrine, et la superficie totale de ces taches ne doit pas dépasser 1 pouce carré ;

g) il peut avoir une décoloration attribuable à une mauvaise saignée sur le cou, une décoloration due à la plumeaison, d'une teinte ambrée ou rougeâtre, sur le dos, et jusqu'à 6 autres taches décolorées prononcées sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine, si la superficie totale de ces taches ne dépasse pas $1 \frac{1}{4}$ pouce carré ;

h) il ne doit pas avoir plus de 2 déchirures de la peau sur la poitrine, et aucune de ces déchirures ne doit mesurer plus de $\frac{1}{2}$ pouce de longueur ;

i) il ne doit pas avoir plus de 3 déchirures de la peau sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine, et aucune de ces déchirures ne doit mesurer plus de $\frac{1}{2}$ pouce de longueur ;

j) il peut avoir une brûlure frigorifique si la superficie totale de la dessication prononcée ne dépasse pas $2 \frac{1}{4}$ pouces carrés ;

k) il ne doit pas avoir plus d'un kyste et le kyste doit être petit, dégagé et non décoloré ; et

l) il ne doit pas avoir d'os rompus.

6.4.A.1.4. Catégorie d'utilité : Nom de la catégorie de poulets ne répondant pas aux conditions requises pour une autre catégorie et ayant les caractéristiques suivantes :

a) chez le poulet éviscéré, la coupe habituelle requise pour l'éviscération ;

b) la chair doit être presque entièrement intacte sauf qu'une petite partie de la chair peut être coupée et enlevée s'il n'en résulte aucune perte appréciable de la quantité de viande ;

c) nonobstant le paragraphe b, les ailes peuvent être enlevées en entier ou en partie, une patte comprenant la cuisse peut être enlevée complètement si l'autre patte est laissée intacte, ou le pilon de chaque patte peut être enlevé et la queue peut être enlevée à la base ; les membres ne doivent être coupés qu'aux jointures ;

d) des parties de peau peuvent manquer pourvu que la superficie totale de ces étendues ne dépasse pas la superficie de la moitié de la poitrine ;

e) sous réserve des paragraphes a à d, la carcasse doit être entière ;

f) le poulet doit avoir une quantité suffisante de chair des deux côtés du bréchet afin qu'il n'y ait pas de diminution prononcée de chair entre l'extrémité antérieure et l'extrémité postérieure, et le bréchet ne doit pas dépasser la chair de plus de $\frac{1}{8}$ de pouce ;

g) il doit avoir une couche suffisante de graisse pour que l'oiseau n'ait pas une apparence rouge foncé ;

h) il ne doit pas avoir plus de 8 plumes naissantes ou chicots sur la poitrine, ni plus de 16 ailleurs sur la carcasse ;

i) il ne doit pas avoir plus de 6 taches décolorées prononcées sur la poitrine, et la superficie totale de ces taches ne doit pas dépasser 1 pouce carré ;

j) il peut avoir une décoloration attribuable à une mauvaise saignée sur le cou, une décoloration due à la plumeaison, d'une teinte ambrée ou rougeâtre, sur le dos, et jusqu'à 6 autres taches décolorées prononcées sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine si la superficie totale de ces taches ne dépasse pas $1 \frac{1}{4}$ pouce carré ;

k) il ne doit pas avoir plus d'un kyste et le kyste doit être petit, dégagé et non décoloré ;

l) il peut avoir de la brûlure frigorifique si la superficie totale de la dessication prononcée ne dépasse pas $2 \frac{1}{4}$ pouces carrés ; et

m) il peut avoir les os des ailes ou des pattes disloqués ou rompus, mais aucun autre os disloqué ou rompu.

6.4.A.1.5. Catégorie C : Nom de la catégorie de poulets ne répondant pas aux conditions requises pour une catégorie supérieure à la catégorie C et ayant les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière sauf, chez le poulet éviscéré, les coupes habituellement requises pour une bonne éviscération ;

b) le poulet doit avoir une quantité suffisante de chair des deux côtés du bréchet afin de prévenir toute diminution extrêmement prononcée de la chair de l'extrémité antérieure à l'extrémité postérieure, et le bréchet ne doit pas dépasser la chair de plus de 3/16 de pouce ;

c) il peut avoir des plumes naissantes ou chicots ou une décoloration causée par les plumes naissantes ou chicots ;

d) sous réserve du paragraphe c, l'oiseau ne doit pas avoir sur la poitrine une décoloration ayant une superficie de plus de 2 1/4 pouces carrés ;

e) il peut avoir une décoloration attribuable à une mauvaise saignée sur le cou, une décoloration due à la plumaison, d'une teinte ambrée ou rougeâtre sur le dos et, sous réserve du paragraphe c, d'autres taches décolorées sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine si l'étendue totale de ces taches ne dépasse pas 2 1/4 pouces carrés ; et

f) il ne doit pas avoir de kystes décolorés.

6.4.A.1.6. Catégorie D : Nom de la catégorie de poulets ne répondant pas aux conditions requises pour une catégorie supérieure à la catégorie D et ayant les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière, sauf, chez le poulet éviscéré, les coupes habituellement requises pour une bonne éviscération ;

b) le poulet doit avoir un peu de chair des deux côtés du bréchet ;

c) il peut avoir des plumes naissantes ou chicots ou une décoloration causée par les plumes naissantes ou chicots ; et

d) sous réserve du paragraphe c, il ne doit pas y avoir de décoloration grave attribuable à une cause quelconque.

6.4.A.2 Catégories des poulets chapons

Les catégories pour les poulets chapons et les normes de ces catégories sont les suivantes :

6.4.A.2.1. Catégorie spéciale : Nom de la catégorie de chapons ayant les caractéristiques suivantes :

a) la poitrine, les cuisses et le dos doivent être bien recouverts de graisse ; et

b) à tous les autres égards, le poulet chapon doit avoir les mêmes caractéristiques que le poulet de la catégorie spéciale.

6.4.A.2.2. Catégorie A : Nom de la catégorie de chapons ayant les caractéristiques suivantes :

a) la poitrine, les cuisses et le dos doivent être raisonnablement bien recouverts de graisse ; et

b) à tous les égards, le chapon doit avoir les mêmes caractéristiques que le poulet de la catégorie A.

6.4.A.2.3. Catégorie B : Nom de la catégorie de chapons ne répondant pas aux conditions voulues pour une catégorie supérieure à la catégorie B et qui a les mêmes caractéristiques que le poulet de la catégorie B.

6.4.A.2.4. Catégorie d'utilité : Nom de la catégorie de chapons ne répondant pas aux conditions voulues pour une autre catégorie et qui a les mêmes caractéristiques que le poulet de la catégorie d'utilité.

6.4.A.2.5. Catégorie C : Nom de la catégorie de chapons ne répondant pas aux conditions voulues pour une catégorie supérieure à la catégorie C et qui a les mêmes caractéristiques que le poulet de la catégorie C.

6.4.A.2.6. Catégorie D : Nom de la catégorie de chapons ne répondant pas aux conditions voulues pour une catégorie supérieure à la catégorie D et qui a les mêmes caractéristiques que le poulet de la catégorie D.

6.4.A.3 Catégories des poules

Les catégories pour les poules et les normes de ces catégories sont les suivantes :

6.4.A.3.1. Catégorie spéciale : Nom de la catégorie de poules ayant les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière sauf, chez la poule éviscérée, les coupes habituellement requises pour une bonne éviscération ;

b) la poule doit avoir une conformation physique normale sans difformité ;

c) la poitrine doit être dodue, bien en chair des deux côtés de l'extrémité antérieure du bréchet ; la chair doit aller en s'effilant légèrement vers l'extrémité postérieure et le bréchet à l'extrémité antérieure ne doit pas dépasser la chair de plus de 1/16 de pouce ;

d) la poitrine, les cuisses et le dos doivent être bien recouverts de graisse ;

e) la poule ne doit pas avoir plus de 4 plumes naissantes ou chicots sur la poitrine ni plus de 8 ailleurs sur la carcasse ;

f) elle ne doit pas avoir de décoloration prononcée ;

g) elle ne doit pas avoir plus d'une déchirure de la peau sur la poitrine et cette déchirure ne doit pas mesurer plus de $\frac{1}{4}$ de pouce de longueur ;

h) elle ne doit pas avoir plus de 2 déchirures de la peau sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine, et aucune de ces déchirures ne doit mesurer plus de $\frac{1}{2}$ pouce de longueur ;

i) elle ne doit pas avoir de brûlure frigorifique autre qu'une légère dessiccation superficielle ;

j) l'oiseau ne doit pas avoir une apparence desséchée ;

k) il ne doit pas avoir de kystes ;

l) il ne doit pas avoir d'os rompus.

6.4.A.3.2. Catégorie A : Nom de la catégorie de poules ayant les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière sauf, chez la poule éviscérée, les coupes habituellement requises pour une bonne éviscération ;

b) la poule doit avoir une conformation physique normale, sans difformité, mais il peut être toléré un bréchet légèrement tordu qui ne dérange pas la répartition normale de la chair ;

c) la poitrine doit être modérément dodue des deux côtés de l'extrémité antérieure du bréchet ; la chair doit aller en s'effilant modérément vers l'extrémité postérieure, et le bréchet à l'extrémité antérieure ne doit pas dépasser la chair de plus de $\frac{1}{8}$ de pouce ;

d) la poitrine, les cuisses et le dos doivent être raisonnablement bien recouverts de graisse ;

e) elle ne doit pas avoir plus de 5 plumes naissantes ou chicots sur la poitrine ni plus de 10 ailleurs sur la carcasse ;

f) elle ne doit pas avoir plus de 4 taches décolorées prononcées sur la poitrine et la superficie totale de ces taches ne doit pas dépasser $\frac{1}{4}$ de pouce carré ;

g) elle peut avoir une décoloration attribuable à une mauvaise saignée dans la région du cou allant de la tête à un endroit situé à mi-chemin entre la tête et la base du cou, une décoloration due à la plumaison, d'une teinte ambrée ou rougeâtre, sur le dos et jusqu'à 6 autres taches décolorées prononcées sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine si la superficie totale de ces taches ne dépasse pas 1 pouce carré ;

h) elle ne doit pas avoir sur la poitrine plus d'une déchirure de la peau, et la longueur de cette déchirure ne doit pas dépasser $\frac{1}{4}$ de pouce ;

i) elle ne doit pas avoir plus de 3 déchirures de la peau sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine, et aucune de ces déchirures ne doit mesurer plus de $\frac{1}{2}$ pouce de longueur ;

j) elle ne doit pas avoir de brûlure frigorifique autre qu'une dessiccation superficielle, et la superficie totale de la surface desséchée ne doit pas dépasser 2 $\frac{1}{4}$ pouces carrés ;

k) l'oiseau ne doit pas avoir une apparence desséchée ;

l) il ne doit pas avoir de kystes ; et

m) il ne doit pas avoir d'os rompus.

6.4.A.3.3. Catégorie B : Nom de la catégorie de poules ne répondant pas aux conditions voulues pour une catégorie supérieure à la catégorie B et qui a les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière sauf, chez la poule éviscérée, les coupes habituellement requises pour une bonne éviscération ;

b) la poule doit avoir une conformation normale, sans difformité, mais il peut être toléré un bréchet légèrement tordu ;

c) elle doit avoir une quantité suffisante de chair des deux côtés du bréchet afin de prévenir toute diminution prononcée de la chair de l'extrémité antérieure à l'extrémité postérieure, et le bréchet ne doit pas dépasser la chair de plus de $\frac{1}{8}$ de pouce ;

d) elle doit avoir une quantité suffisante de graisse pour ne pas avoir une apparence rouge foncé ;

e) elle ne doit pas avoir plus de 8 plumes naissantes ou chicots sur la poitrine ni plus de 16 ailleurs sur la carcasse ;

f) elle ne doit pas avoir plus de 6 taches décolorées prononcées sur la poitrine et la superficie totale de ces taches ne doit pas dépasser 1 pouce carré ;

g) elle peut avoir une décoloration attribuable à une mauvaise saignée sur le cou, une décoloration due à la plumaison, d'une teinte ambrée ou rougeâtre sur le dos et jusqu'à 6 autres taches décolorées prononcées sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine si la superficie totale de ces taches ne dépasse pas 1 $\frac{1}{4}$ pouce carré ;

h) elle ne doit pas avoir plus de 2 déchirures de la peau sur la poitrine et aucune de ces déchirures ne doit mesurer plus de $\frac{1}{2}$ pouce de longueur ;

i) elle ne doit pas avoir plus de 3 déchirures de la peau sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine et aucune de ces déchirures ne doit mesurer plus de $\frac{1}{2}$ pouce de longueur ;

j) elle peut avoir de la brûlure frigorifique si la superficie totale de la dessiccation prononcée ne dépasse pas 2 ¼ pouces carrés ;

k) elle ne doit pas avoir plus d'un kyste et le kyste doit être petit, dégagé et non décoloré ; et

l) elle ne doit pas avoir d'os rompus.

6.4.A.3.4. Catégorie d'utilité : Nom de la catégorie de poules ne répondant pas aux conditions voulues pour une autre catégorie et qui a les caractéristiques suivantes :

a) dans le cas d'une poule éviscérée, la coupe habituelle pour l'éviscération est permise ;

b) la chair est presque entièrement intacte mais une petite partie de la chair peut être coupée et enlevée s'il n'en résulte aucune perte appréciable de viande ;

c) nonobstant le paragraphe b, les ailes peuvent être enlevées en entier ou en partie, une patte comprenant la cuisse peut être enlevée complètement si l'autre patte est laissée intacte, ou le pilon de chaque patte peut être enlevé et la queue peut être enlevée à la base ; les membres ne doivent être coupés qu'aux jointures ;

d) il peut manquer des étendues de peau pourvu que la superficie totale de ces étendues ne dépasse pas celle de la moitié de la poitrine ;

e) sous réserve des paragraphes a à d, la carcasse doit être entière ;

f) la poule doit avoir une quantité assez abondante de chair des deux côtés du bréchet pour prévenir toute diminution prononcée de la chair de l'extrémité antérieure à l'extrémité postérieure ; le bréchet ne doit pas dépasser la chair de plus de ⅛ de pouce ;

g) elle doit avoir une quantité suffisante de graisse pour ne pas avoir une apparence rouge foncé ;

h) elle ne doit pas avoir plus de 8 plumes naissantes ou chicots sur la poitrine ni plus de 16 ailleurs sur la carcasse ;

i) elle ne doit pas avoir plus de 6 taches décolorées prononcées sur la poitrine, et la superficie totale de ces taches ne doit pas dépasser 1 pouce carré ;

j) elle peut avoir une décoloration attribuable à une mauvaise saignée sur le cou, une décoloration due à la plumaison, d'une teinte ambrée ou rougeâtre, sur le dos et jusqu'à 6 autres taches décolorées prononcées sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine si la superficie totale de ces taches ne dépasse pas 1 ¼ pouce carré ;

k) elle ne doit pas avoir plus d'un kyste et le kyste doit être petit, dégagé et non décoloré ;

l) elle peut avoir de la brûlure frigorifique si la superficie totale de la dessiccation prononcée ne dépasse pas 2 ¼ pouces carrés ; et

m) elle peut avoir des os disloqués ou rompus dans les ailes ou les pattes, mais elle ne doit pas avoir d'autres os disloqués ou rompus.

6.4.A.3.5. Catégorie C : Nom de la catégorie de poules ne répondant pas aux conditions voulues pour une catégorie supérieure à la catégorie C et qui a les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière sauf, dans le cas des poules éviscérées, les coupes habituellement requises pour une bonne éviscération ;

b) il doit y avoir une quantité assez abondante de chair des deux côtés du bréchet pour prévenir toute diminution extrêmement prononcée de la chair de l'extrémité antérieure à l'extrémité postérieure ; le bréchet ne doit pas dépasser la chair de plus de 3/16 de pouce ;

c) il peut y avoir des plumes naissantes ou chicots ou une décoloration causée par les plumes naissantes ou les chicots ;

d) sous réserve du paragraphe c, il ne doit pas y avoir sur la poitrine de décoloration dont la superficie dépasse 2 ¼ pouces carrés ;

e) il peut y avoir de la décoloration attribuable à une mauvaise saignée sur le cou, une décoloration due à la plumaison, d'une teinte ambrée ou rougeâtre, sur le dos et, sous réserve du paragraphe c, d'autres taches décolorées sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine si la superficie totale de ces taches ne dépasse pas 2 ¼ pouces carrés ; et

f) il ne doit pas y avoir de kystes décolorés.

6.4.A.3.6. Catégorie D : Nom de la catégorie de poules ne répondant pas aux conditions voulues pour une catégorie supérieure à la catégorie D et qui a les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière, sauf, dans le cas d'une poule éviscérée, les coupes habituellement requises pour une bonne éviscération ;

b) la poule doit avoir un peu de chair des deux côtés du bréchet ;

c) elle peut avoir des plumes naissantes ou des chicots ou une décoloration causée par les plumes naissantes ou les chicots ; et

d) sous réserve du paragraphe c, elle ne doit pas avoir de décoloration grave attribuable à une cause quelconque.

6.4.A.4 Catégories des dindons

Les catégories pour les dindons et les normes de ces catégories sont les suivantes :

6.4.A.4.1. Catégorie spéciale : Nom de la catégorie de dindons ayant les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière, mais les ailerons peuvent être enlevés, et dans le cas d'un dindon éviscéré, les coupes habituellement requises pour une bonne éviscération ;

b) le dindon doit avoir une conformation physique normale, sans difformité ;

c) la poitrine doit être dodue, bien en chair des deux côtés de l'extrémité antérieure du bréchet ; la chair peut aller en s'effilant légèrement vers l'extrémité postérieure et le bréchet à l'extrémité antérieure ne doit pas dépasser la chair de plus de 1/16 de pouce ;

d) la disposition et la quantité de graisse sont telles que dans le cas d'un dindon abattu pesant 11 livres ou moins ou d'un dindon éviscéré pesant 10 livres ou moins, la poitrine, les cuisses et le dos sont raisonnablement bien recouverts de graisse, et dans le cas d'un dindon abattu pesant plus de 11 livres ou d'un dindon éviscéré pesant plus de 10 livres, la poitrine, les cuisses et le dos sont bien recouverts de graisse ;

e) le dindon ne doit pas avoir plus de 4 plumes nées sur la poitrine ni plus de 8 ailleurs sur la carcasse ;

f) il ne doit pas avoir de décoloration prononcée ;

g) il ne doit pas avoir plus d'une déchirure de la peau sur la poitrine et cette déchirure ne doit pas mesurer plus de ¼ de pouce de longueur ;

h) il ne doit pas avoir plus de 2 déchirures de la peau sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine ; dans le cas d'un dindon abattu pesant 11 livres ou moins ou d'un dindon éviscéré pesant 10 livres ou moins, aucune de ces déchirures ne doit mesurer plus de ½ pouce de longueur ; dans le cas d'un dindon abattu pesant plus de 11 livres ou d'un dindon éviscéré pesant plus de 10 livres, aucune de ces déchirures ne doit mesurer plus de ¾ de pouce de longueur ;

i) la partie antérieure de la poitrine ne doit pas être flasque ;

j) il ne doit pas y avoir de brûlure frigorifique autre qu'une légère dessiccation superficielle ;

k) l'oiseau ne doit pas avoir une apparence desséchée ;

l) il ne doit pas avoir de kystes ;

m) il ne doit pas avoir d'os rompus.

6.4.A.4.2. Catégorie A : Nom de la catégorie de dindons ayant les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière sauf que les ailerons peuvent être enlevés et, dans le cas d'un dindon éviscéré, les coupes habituellement requises pour une bonne éviscération ;

b) le dindon doit avoir une conformation physique normale, sans difformité, mais il peut être toléré un bréchet légèrement tordu qui ne dérange pas la répartition normale de la viande ;

c) la poitrine doit être modérément dodue des deux côtés de l'extrémité antérieure du bréchet ; la chair doit aller en s'effilant modérément vers l'extrémité postérieure et le bréchet à l'extrémité antérieure ne doit pas dépasser la chair de plus de ¼ de pouce ;

d) la disposition et la quantité de graisse sont telles que dans le cas d'un dindon abattu pesant 11 livres ou moins ou d'un dindon éviscéré pesant 10 livres ou moins, il y a une couche modérée de graisse sur la poitrine, les cuisses et le dos, dans le cas d'un dindon abattu pesant plus de 11 livres mais moins de 18 livres ou d'un dindon éviscéré pesant plus de 10 livres mais moins de 16 livres, la poitrine et les cuisses sont raisonnablement bien recouvertes de graisse et il y a une couche modérée de graisse sur le dos, et dans le cas d'un dindon abattu pesant 18 livres ou plus ou d'un dindon éviscéré pesant 16 livres ou plus, il y a en évidence des dépôts de graisse dans la ptéryle principale de chaque côté de la poitrine, comme l'indique l'épaississement prononcé au centre de chacune de ces régions, il y a suffisamment de graisse en dessous de la peau dans les autres régions de la poitrine pour masquer la chair, et, dans la ptéryle du dos s'étendant de la base de la queue à un point situé entre les os de la hanche, il y a un dépôt suffisant de graisse pour donner une apparence lisse aux follicules des plumes ;

e) le dindon ne doit pas avoir plus de 5 plumes nées sur la poitrine ni plus de 10 ailleurs sur la carcasse ;

f) il peut avoir une décoloration de couleur ambrée claire sur le bréchet, une décoloration d'une nature écaillée sur le bréchet, dont la longueur ne dépasse pas 2 pouces, et jusqu'à 4 autres taches décolorées prononcées sur la poitrine si la superficie totale de ces taches ne dépasse pas ¼ de pouce carré ;

g) il peut avoir une décoloration attribuable à une mauvaise saignée dans la région du cou allant de la tête jusqu'à un endroit situé à mi-chemin entre la tête et la base du cou, une décoloration due à la plumaison, d'une teinte ambrée ou rougeâtre, sur le dos et jusqu'à 6 autres taches

décolorées prononcées sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine si la superficie totale de ces taches ne dépasse pas 1 pouce carré ;

h) il ne doit pas avoir plus d'une déchirure de la peau sur la poitrine et cette déchirure ne doit pas mesurer plus de $\frac{1}{4}$ de pouce de longueur ;

i) il ne doit pas avoir plus de 2 déchirures de la peau sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine, dans le cas d'un dindon abattu pesant 11 livres ou moins ou d'un dindon éviscéré pesant 10 livres ou moins, aucune de ces déchirures ne doit avoir plus de $\frac{1}{2}$ pouce de longueur, et dans le cas d'un dindon abattu pesant plus de 11 livres ou d'un dindon éviscéré pesant plus de 10 livres, aucune de ces déchirures ne doit avoir plus de $\frac{3}{4}$ de pouce de longueur ;

j) la partie antérieure de la poitrine ne doit être que légèrement flasque ;

k) il ne doit pas y avoir de brûlure frigorifique autre qu'une dessiccation superficielle, et la superficie totale de la surface desséchée ne doit pas dépasser 2 $\frac{1}{4}$ pouces carrés ;

l) l'oiseau ne doit pas avoir une apparence desséchée ;

m) il ne doit pas avoir de kystes ;

n) il ne doit pas avoir d'os rompus.

6.4.A.4.3. Catégorie B : Nom de la catégorie de dindons ne répondant pas aux conditions voulues pour une catégorie supérieure à la catégorie B et qui a les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière sauf que les ailerons peuvent être enlevés et, dans le cas d'un dindon éviscéré, la coupe habituelle requise pour une bonne éviscération ;

b) le dindon doit avoir une conformation physique normale, sans difformité, mais il peut être toléré un bréchet légèrement tordu ;

c) il doit avoir une quantité suffisante de chair des deux côtés du bréchet pour prévenir toute diminution prononcée de la chair entre l'extrémité antérieure et l'extrémité postérieure, et le bréchet ne doit pas dépasser la chair de plus de $\frac{1}{8}$ de pouce ;

d) il doit avoir une quantité suffisante de graisse pour ne pas avoir une apparence rouge foncé ;

e) il ne doit pas avoir plus de 8 plumes naissantes ou chicots sur la poitrine ni plus de 16 ailleurs sur la carcasse ;

f) il peut avoir une décoloration légèrement ambrée sur le bréchet, une décoloration de nature écailleuse tout le long du bréchet et jusqu'à 6 autres taches décolorées pro-

noncées sur la poitrine si la superficie totale de ces taches ne dépasse pas 1 pouce carré ;

g) il peut avoir une décoloration attribuable à une mauvaise saignée sur le cou, une décoloration due à la plumaison, d'une teinte ambrée ou rougeâtre, sur le dos, une décoloration de pigment foncé si elle se limite à une étendue ne dépassant pas 2 pouces en avant de la base de la queue, et jusqu'à 6 autres taches décolorées prononcées sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine si la superficie totale de ces taches ne dépasse pas 1 $\frac{1}{4}$ pouce carré ;

h) il ne doit pas avoir plus de 2 déchirures de la peau sur la poitrine et aucune de ces déchirures ne doit mesurer plus de $\frac{1}{2}$ pouce de longueur ;

i) il ne doit pas avoir plus de 3 déchirures de la peau sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine ; dans le cas d'un dindon abattu pesant 11 livres ou moins ou d'un dindon éviscéré pesant 10 livres ou moins, aucune de ces déchirures ne doit avoir plus de $\frac{1}{2}$ pouce de longueur, et dans le cas d'un dindon abattu pesant plus de 11 livres ou d'un dindon éviscéré pesant plus de 10 livres, aucune de ces déchirures ne doit mesurer plus de 1 pouce de longueur ;

j) il peut avoir de la brûlure frigorifique si la superficie totale de la dessiccation prononcée ne dépasse pas 4 pouces carrés ;

k) il ne doit pas avoir plus d'un kyste et le kyste doit être petit, dégagé et non décoloré ; et

l) il ne doit pas avoir d'os rompus.

6.4.A.4.4. Catégorie d'utilité : Nom de la catégorie de dindons ne répondant pas aux conditions voulues pour une autre catégorie et qui a les caractéristiques suivantes :

a) dans le cas d'un dindon éviscéré, la coupe habituelle pour l'éviscération est permise ;

b) la chair doit être entièrement intacte sauf qu'une petite partie peut être coupée et enlevée s'il n'en résulte pas une perte appréciable de viande ;

c) nonobstant le paragraphe b, les ailes peuvent être enlevées en entier ou en partie, une patte comprenant la cuisse peut être enlevée complètement si l'autre patte est laissée intacte ou le pilon de chaque patte peut être enlevé, et la queue peut être enlevée à la base ; les membres ne doivent être coupés qu'aux jointures ;

d) il peut manquer des étendues de peau pourvu que la superficie totale de ces étendues ne dépasse pas celle de la moitié de la poitrine ;

e) sous réserve des paragraphes a à d, la carcasse doit être entière ;

f) le dindon doit avoir une quantité suffisante de chair des deux côtés du bréchet pour prévenir toute diminution prononcée de la chair à partir de l'extrémité antérieure jusqu'à l'extrémité postérieure et le bréchet ne doit pas dépasser la chair de plus de $\frac{1}{8}$ de pouce ;

g) il doit avoir une quantité suffisante de graisse pour ne pas avoir une apparence rouge foncé ;

h) il ne doit pas avoir plus de 8 plumes naissantes ou chicots sur la poitrine ni plus de 16 ailleurs sur la carcasse ;

i) il peut avoir une décoloration légèrement ambrée sur le bréchet, une décoloration de nature écailleuse tout le long du bréchet et jusqu'à 6 autres taches décolorées prononcées sur la poitrine si la superficie totale de ces taches ne dépasse pas 1 pouce carré ;

j) il peut avoir une décoloration attribuable à une mauvaise saignée sur le cou, une décoloration due à la plumeaison, d'une teinte ambrée ou rougeâtre, sur le dos, une décoloration de pigment foncé si elle se limite à une étendue d'au plus 2 pouces en avant de la base de la queue et jusqu'à 6 autres taches décolorées prononcées sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine, si la superficie totale de ces taches ne dépasse pas $1\frac{1}{4}$ pouce ;

k) il ne doit pas avoir plus d'un kyste et ce kyste doit être petit, dégagé et non décoloré ;

l) il peut avoir de la brûlure frigorifique si la superficie totale de la dessiccation prononcée ne dépasse pas 4 pouces carrés ; et

m) il peut avoir des os disloqués ou rompus dans les ailes ou les pattes, mais il ne doit pas avoir d'autres os disloqués ou rompus.

6.4.A.4.5. Catégorie C : Nom de la catégorie de dindons ne répondant pas aux conditions pour une catégorie supérieure à la catégorie C et qui a les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière sauf que les ailerons peuvent être enlevés et, dans le cas d'un dindon éviscéré, la coupe habituelle pour une bonne éviscération ;

b) le dindon doit avoir une quantité suffisante de chair des deux côtés du bréchet pour prévenir toute diminution extrêmement prononcée de la chair à partir de l'extrémité antérieure jusqu'à l'extrémité postérieure et le bréchet ne doit pas dépasser la chair de plus de $\frac{3}{16}$ de pouce ;

c) il peut avoir des plumes naissantes ou chicots ou de la décoloration causée par les plumes naissantes ou les chicots ;

d) il peut avoir une décoloration de couleur légèrement ambrée sur le bréchet, une décoloration de nature écailleuse tout le long du bréchet et, sous réserve du paragraphe c, d'autres taches décolorées sur la poitrine si la superficie totale de ces taches ne dépasse pas $2\frac{1}{4}$ pouces carrés ;

e) il peut avoir une décoloration attribuable à une mauvaise saignée sur le cou, une décoloration due à la plumeaison, d'une teinte ambrée ou rougeâtre, sur le dos, une décoloration de pigment foncé si elle se limite à une étendue n'ayant pas plus de 8 pouces de longueur en avant de la base de la queue et, sous réserve du paragraphe c, d'autres taches décolorées sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine si la superficie totale de ces taches ne dépasse pas $2\frac{1}{4}$ pouces carrés ; et

f) il ne doit pas avoir de kystes décolorés.

6.4.A.4.6. Catégorie D : Nom de la catégorie de dindons ne répondant pas aux conditions voulues pour une catégorie supérieure à la catégorie D et qui a les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière sauf que les ailerons peuvent être enlevés et, dans le cas d'un dindon éviscéré, la coupe habituelle requise pour une bonne éviscération ;

b) le dindon doit avoir un peu de chair des deux côtés du bréchet ;

c) il peut avoir des plumes naissantes ou des chicots, une décoloration causée par les plumes naissantes ou les chicots, une pigmentation foncée, de la brûlure frigorifique ; et

d) sous réserve du paragraphe c, il ne doit pas avoir de décoloration grave attribuable à une cause quelconque.

6.4.A.5 Catégories des canards

Les catégories pour les canards et les normes de ces catégories sont les suivantes :

6.4.A.5.1. Catégorie spéciale : Nom de la catégorie de canards ayant les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière sauf, dans le cas d'un canard éviscéré, la coupe habituelle requise pour une bonne éviscération ;

b) le canard doit avoir une conformation physique normale sans difformité ;

c) la poitrine doit être dodue, bien en chair, des deux côtés de l'extrémité antérieure du bréchet ; la chair peut aller en s'effilant légèrement vers l'extrémité postérieure et le bréchet à l'extrémité antérieure ne doit pas dépasser la chair de plus de $\frac{1}{16}$ de pouce ;

d) la poitrine, les cuisses et le dos doivent être bien recouverts de graisse ;

e) le canard ne doit pas avoir plus de 4 plumes naissantes ou chicots sur la poitrine ni plus de 8 ailleurs sur la carcasse ;

f) il ne doit pas avoir de décoloration prononcée ;

g) il ne doit pas avoir plus d'une déchirure de la peau sur la poitrine et cette déchirure ne doit pas avoir plus de $\frac{1}{4}$ de pouce de longueur ;

h) il ne doit pas avoir plus de 2 déchirures de la peau sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine et aucune de ces déchirures ne doit mesurer plus de $\frac{1}{2}$ pouce de longueur ;

i) il ne doit pas avoir de brûlure frigorifique autre qu'une légère dessiccation superficielle ;

j) il ne doit pas avoir une apparence desséchée ;

k) il ne doit pas avoir de kystes ;

l) il ne doit pas avoir d'os rompus.

6.4.A.5.2. Catégorie A : Nom de la catégorie de canards ayant les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière sauf, dans le cas d'un canard éviscéré, la coupe habituelle requise pour une bonne éviscération ;

b) le canard doit avoir une conformation physique normale, sans difformité, mais il peut être toléré un bréchet légèrement tordu qui ne dérange pas la répartition normale de la viande ;

c) la poitrine doit être modérément dodue des deux côtés de l'extrémité antérieure du bréchet ; la chair peut aller en s'effilant modérément vers l'extrémité postérieure et le bréchet à l'extrémité antérieure ne doit pas dépasser la chair de plus de $\frac{1}{8}$ de pouce ;

d) la poitrine, les cuisses et le dos doivent être raisonnablement bien recouverts de graisse ;

e) le canard ne doit pas avoir plus de 5 plumes naissantes ou chicots sur la poitrine ni plus de 10 ailleurs sur la carcasse ;

f) il ne doit pas avoir plus de 4 taches décolorées prononcées sur la poitrine et la superficie totale de ces taches ne doit pas dépasser $\frac{1}{4}$ de pouce carré ;

g) il peut avoir une décoloration attribuable à une mauvaise saignée dans la région du cou allant de la tête à un endroit situé à mi-chemin entre la tête et la base du cou, une décoloration due à la plumaïson, d'une teinte ambrée ou rougeâtre, sur le dos et jusqu'à 6 autres taches décolorées prononcées sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine

si la superficie totale de ces taches ne dépasse pas 1 pouce carré ;

h) il ne doit pas avoir plus d'une déchirure de la peau sur la poitrine et cette déchirure ne doit pas mesurer plus de $\frac{1}{4}$ de pouce de longueur ;

i) il ne doit pas avoir plus de 2 déchirures de la peau sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine et aucune de ces déchirures ne doit avoir plus de $\frac{1}{2}$ pouce de longueur ;

j) il ne doit pas avoir de brûlure frigorifique autre qu'une dessiccation superficielle et la superficie totale de la dessiccation superficielle ne doit pas dépasser 2 $\frac{1}{4}$ pouces carrés ;

k) il ne doit pas avoir une apparence desséchée ;

l) il ne doit pas avoir d'os rompus.

6.4.A.5.3. Catégorie B : Nom de la catégorie de canards ne répondant pas aux conditions voulues pour une catégorie supérieure à la catégorie B et qui a les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière sauf, dans le cas d'un canard éviscéré, la coupe habituelle requise pour une bonne éviscération ;

b) le canard doit avoir une conformation physique normale, sans difformité, sauf qu'il peut être toléré un bréchet légèrement tordu ;

c) il doit avoir une quantité suffisante de chair des deux côtés du bréchet pour prévenir toute diminution prononcée de la chair à partir de l'extrémité antérieure jusqu'à l'extrémité postérieure et le bréchet ne doit pas dépasser la chair de plus de $\frac{1}{8}$ de pouce ;

d) il doit avoir une quantité suffisante de graisse pour ne pas avoir une apparence rouge foncé ;

e) il ne doit pas avoir plus de 8 plumes naissantes ou chicots sur la poitrine ni plus de 16 ailleurs sur la carcasse ;

f) il ne doit pas avoir plus de 6 taches décolorées prononcées sur la poitrine et la superficie totale de ces taches ne doit pas dépasser 1 pouce carré ;

g) il peut avoir une décoloration attribuable à une mauvaise saignée sur le cou, une décoloration due à la plumaïson, d'une teinte ambrée ou rougeâtre, sur le dos et jusqu'à 6 autres taches décolorées prononcées sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine si la superficie totale de ces taches ne dépasse pas 1 $\frac{1}{4}$ pouce carré ;

h) il ne doit pas avoir plus de 2 déchirures de la peau sur la poitrine et aucune de ces déchirures ne doit dépasser $\frac{1}{2}$ pouce de longueur ;

i) il ne doit pas avoir plus de 3 déchirures de la peau sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine et aucune de ces déchirures ne doit dépasser ½ pouce de longueur ;

j) il peut avoir de la brûlure frigorifique si la superficie totale de la dessiccation prononcée ne dépasse pas 2 ¼ pouces carrés ;

k) il ne doit pas avoir plus d'un kyste et ce kyste doit être petit, dégagé et non décoloré ;

l) il ne doit pas avoir d'os rompus.

6.4.A.5.4. Catégorie d'utilité : Nom de la catégorie de canards ne répondant pas aux conditions voulues pour une autre catégorie et qui a les caractéristiques suivantes :

a) dans le cas d'un canard éviscéré, la coupe habituelle requise pour l'éviscération est permise ;

b) la chair doit être presque complètement intacte sauf qu'une petite partie peut être coupée et enlevée s'il n'en résulte aucune perte appréciable de viande ;

c) nonobstant le paragraphe b, les ailes peuvent être enlevées en entier ou en partie, une patte comprenant la cuisse peut être enlevée complètement si l'autre patte est laissée intacte ou le pilon de chaque patte peut être enlevé, et la queue peut être enlevée à la base ; les membres ne doivent être coupés qu'aux jointures ;

d) il peut manquer des étendues de peau pourvu que la superficie totale de ces étendues ne dépasse pas celle de la moitié de la poitrine ;

e) sous réserve des paragraphes a à d, la carcasse doit être entière ;

f) le canard doit avoir une quantité suffisante de chair des deux côtés du bréchet pour prévenir toute diminution prononcée de la chair de l'extrémité antérieure à l'extrémité postérieure et le bréchet ne doit pas dépasser la chair de plus de ⅓ de pouce ;

g) il doit avoir une quantité suffisante de graisse pour ne pas avoir une apparence rouge foncé ;

h) il ne doit pas avoir plus de 8 plumes naissantes ou chicots sur la poitrine ni plus de 16 ailleurs sur la carcasse ;

i) il ne doit pas avoir plus de 6 taches décolorées prononcées sur la poitrine et la superficie totale de ces taches ne doit pas dépasser 1 pouce carré ;

j) il peut avoir une décoloration attribuable à une mauvaise saignée sur le cou, une décoloration due à la plumaison, d'une teinte ambrée ou rougeâtre, sur le dos et jusqu'à 6 autres taches décolorées prononcées sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine si la superficie totale de ces taches ne dépasse pas 1 ¼ pouce carré ;

k) il ne doit pas avoir plus d'un kyste et ce kyste doit être petit, dégagé et non décoloré ;

l) il peut avoir de la brûlure frigorifique si la superficie totale de la dessiccation prononcée ne dépasse pas 2 ¼ pouces carrés ; et

m) il peut avoir des os disloqués ou rompus dans les ailes ou les cuisses, mais il ne doit pas avoir d'autres os disloqués ou rompus.

6.4.A.5.5. Catégorie C : Nom de la catégorie de canards ne répondant pas aux conditions voulues pour une catégorie supérieure à la catégorie C et qui a les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière sauf, dans le cas d'un canard éviscéré, la coupe habituelle requise pour une bonne éviscération ;

b) le canard doit avoir une quantité suffisante de chair des deux côtés du bréchet pour prévenir toute diminution extrêmement prononcée de la chair de l'extrémité antérieure à l'extrémité postérieure et le bréchet ne doit pas dépasser la chair de plus de 3/16 de pouce ;

c) il peut avoir des plumes naissantes ou des chicots ou une décoloration causée par les plumes naissantes ou les chicots ;

d) sous réserve du paragraphe c, il ne doit pas avoir sur la poitrine une décoloration dont la superficie dépasse 2 ¼ pouces carrés ;

e) il peut avoir une décoloration attribuable à une mauvaise saignée sur le cou, une décoloration due à la plumaison, d'une teinte ambrée ou rougeâtre, sur le dos et, sous réserve du paragraphe c, d'autres taches décolorées sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine si la superficie totale de ces taches ne dépasse pas 2 ¼ pouces carrés ; et

f) il ne doit pas avoir de kystes décolorés.

6.4.A.5.6. Catégorie D : Nom de la catégorie de canards ne répondant pas aux conditions voulues pour une catégorie supérieure à la catégorie D et qui a les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière sauf, dans le cas d'un canard éviscéré, la coupe habituelle requise pour une bonne éviscération ;

b) le canard doit avoir un peu de chair des deux côtés du bréchet ;

c) il peut avoir des plumes naissantes ou chicots ou une décoloration causée par les plumes naissantes ou chicots ; et

d) sous réserve du paragraphe c, il ne doit pas avoir de décoloration grave attribuable à une cause quelconque.

6.4.A.6 Catégories des oies

Les catégories pour les oies et les normes de ces catégories sont les suivantes :

6.4.A.6.1. Catégorie spéciale : Nom de la catégorie d'oies ayant les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière sauf, dans le cas d'une oie éviscérée, la coupe habituelle requise pour une bonne éviscération ;

b) l'oie doit avoir une conformation physique normale, sans difformité ;

c) la poitrine doit être dodue, bien en chair, des deux côtés de l'extrémité antérieure du bréchet ; la chair peut aller en s'effilant légèrement vers l'extrémité postérieure et le bréchet à l'extrémité antérieure ne doit pas dépasser la chair de plus de 1/16 de pouce ;

d) la poitrine, les cuisses et le dos doivent être bien recouverts de graisse ;

e) elle ne doit pas avoir plus de 4 plumes naissantes ou chicots sur la poitrine ni plus de 8 ailleurs sur la carcasse ;

f) elle ne doit pas avoir de décoloration prononcée ;

g) elle ne doit pas avoir plus d'une déchirure de la peau sur la poitrine et cette déchirure ne doit pas avoir plus de ¼ de pouce de longueur ;

h) elle ne doit pas avoir plus de 2 déchirures de la peau sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine et aucune de ces déchirures ne doit mesurer plus de ¾ de pouce de longueur ;

i) elle ne doit pas avoir de brûlure frigorifique autre qu'une légère dessiccation superficielle ;

j) l'oiseau ne doit pas avoir une apparence desséchée ;

k) il ne doit pas avoir de kystes ; et

l) il ne doit pas avoir d'os rompus.

6.4.A.6.2. Catégorie A : Nom de la catégorie d'oies ayant les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière sauf, dans le cas d'une oie éviscérée, la coupe habituelle requise pour une bonne éviscération ;

b) l'oie doit avoir une conformation physique normale, sans difformité, mais il peut être toléré un bréchet légèrement tordu ;

gèrement tordu qui ne dérange pas la répartition normale de la viande ;

c) la poitrine doit être modérément dodue des deux côtés de l'extrémité antérieure du bréchet ; la chair peut aller en s'effilant modérément vers l'extrémité postérieure et le bréchet à l'extrémité antérieure ne doit pas dépasser la chair de plus de ¼ de pouce ;

d) la poitrine, les cuisses et le dos doivent être raisonnablement bien recouverts de graisse ;

e) l'oie ne doit pas avoir plus de 5 plumes naissantes ou chicots sur la poitrine ni plus de 10 ailleurs sur la carcasse ;

f) elle ne doit pas avoir plus de 4 taches décolorées prononcées sur la poitrine et la superficie totale de ces taches ne doit pas dépasser ¼ de pouce carré ;

g) elle peut avoir une décoloration attribuable à une mauvaise saignée dans la région du cou allant de la tête à un endroit situé à mi-chemin entre la tête et la base du cou, une décoloration due à la plumaison, d'une teinte ambrée ou rougeâtre, sur le dos et jusqu'à 6 autres taches décolorées prononcées sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine si la superficie totale de ces taches ne dépasse pas 1 pouce carré ;

h) elle ne doit pas avoir plus d'une déchirure de la peau sur la poitrine et cette déchirure ne doit pas mesurer plus de ¼ de pouce de longueur ;

i) elle ne doit pas avoir plus de 2 déchirures de la peau sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine et aucune de ces déchirures ne doit mesurer plus de 1 pouce de longueur ;

j) elle ne doit pas avoir de brûlure frigorifique autre qu'une dessiccation superficielle et la superficie totale de la surface desséchée ne doit pas dépasser 2 ¼ pouces carrés ;

k) elle ne doit pas avoir une apparence desséchée ;

l) elle ne doit pas avoir de kystes ; et

m) elle ne doit pas avoir d'os rompus.

6.4.A.6.3. Catégorie B : Nom de la catégorie d'oies ne répondant pas aux conditions voulues pour une catégorie supérieure à la catégorie B et qui a les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière sauf, dans le cas d'une oie éviscérée, la coupe habituellement requise pour une bonne éviscération ;

b) l'oie doit avoir une conformation physique normale, sans difformité, mais il peut être toléré un bréchet légèrement tordu ;

c) elle doit avoir une quantité suffisante de graisse des deux côtés du bréchet pour prévenir toute diminution prononcée de la chair de l'extrémité antérieure à l'extrémité postérieure et le bréchet ne doit pas dépasser la chair de plus de $\frac{1}{8}$ de pouce ;

d) elle doit avoir une quantité suffisante de graisse, pour que l'oiseau n'ait pas une apparence rouge foncé ;

e) elle ne doit pas avoir plus de 8 plumes naissantes ou chicots sur la poitrine ni plus de 16 ailleurs sur la carcasse ;

f) elle ne doit pas avoir plus de 6 taches décolorées prononcées sur la poitrine et la superficie totale de ces taches ne doit pas dépasser 1 pouce carré ;

g) elle peut avoir une décoloration attribuable à une mauvaise saignée sur le cou, une décoloration due à la plumaison, d'une teinte ambrée ou rougeâtre, sur le dos et jusqu'à 6 autres taches décolorées prononcées sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine si la superficie totale de ces taches ne dépasse pas $1\frac{1}{4}$ pouce carré ;

h) elle ne doit pas avoir plus de 2 déchirures de la peau sur la poitrine et aucune de ces déchirures ne doit avoir plus de $\frac{1}{2}$ pouce de longueur ;

i) elle ne doit pas avoir plus de 3 déchirures de la peau sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine et aucune de ces déchirures ne doit mesurer plus de 1 pouce de longueur ;

j) elle peut avoir de la brûlure frigorifique si la superficie totale de la dessiccation prononcée ne dépasse pas $2\frac{1}{4}$ pouces carrés ;

k) elle ne doit pas avoir plus d'un kyste et ce kyste doit être petit, dégagé et non décoloré ; et

l) elle ne doit pas avoir d'os rompus.

6.4.A.6.4. Catégorie d'utilité : Nom de la catégorie d'oies ne répondant pas aux conditions voulues pour une autre catégorie et qui a les caractéristiques suivantes :

a) dans le cas d'une oie éviscérée, la coupe habituelle pour l'éviscération est permise ;

b) la chair doit être presque entièrement intacte sauf qu'une petite partie de la chair peut être coupée et enlevée s'il n'en résulte pas une perte appréciable de viande ;

c) nonobstant le paragraphe b, les ailes peuvent être enlevées en entier ou en partie, une patte comprenant la cuisse peut être enlevée complètement si l'autre patte est laissée intacte ou le pilon de chaque patte peut être enlevé, et la queue peut être enlevée à la base ; les membres ne doivent être coupés qu'aux jointures ;

d) il peut manquer des étendues de peau pourvu que la superficie totale de ces étendues ne dépasse pas celle de la moitié de la poitrine ;

e) sous réserve des paragraphes a à d, la carcasse doit être entière ;

f) l'oie doit avoir une quantité suffisante de chair des deux côtés du bréchet pour prévenir toute diminution prononcée de la chair de l'extrémité antérieure à l'extrémité postérieure et le bréchet ne doit pas dépasser la chair de plus de $\frac{1}{8}$ de pouce ;

g) elle doit avoir une quantité suffisante de graisse pour ne pas avoir une apparence rouge foncé ;

h) elle ne doit pas avoir plus de 8 plumes naissantes ou chicots sur la poitrine ni plus de 16 ailleurs sur la carcasse ;

i) elle ne doit pas avoir plus de 6 taches décolorées prononcées sur la poitrine et la superficie totale de ces taches ne doit pas dépasser 1 pouce carré ;

j) elle peut avoir une décoloration attribuable à une mauvaise saignée sur le cou, une décoloration due à la plumaison, d'une teinte ambrée ou rougeâtre, sur le dos et jusqu'à 6 autres taches décolorées prononcées sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine si la superficie totale de ces taches ne dépasse pas $1\frac{1}{4}$ pouce carré ;

k) elle ne doit pas avoir plus d'un kyste et ce kyste doit être petit, dégagé et non décoloré ;

l) elle peut avoir de la brûlure frigorifique si la superficie totale de la dessiccation prononcée ne dépasse pas $2\frac{1}{4}$ pouces carrés ; et

m) elle peut avoir des os disloqués ou rompus dans les ailes ou les pattes, mais elle ne doit pas avoir d'autres os disloqués ou rompus.

6.4.A.6.5. Catégorie C : Nom de la catégorie d'oies ne répondant pas aux conditions voulues pour une catégorie supérieure à la catégorie C et qui a les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière sauf, dans le cas d'une oie éviscérée, la coupe habituelle requise pour une bonne éviscération ;

b) l'oie doit avoir une quantité suffisante de chair des deux côtés du bréchet pour prévenir toute diminution extrêmement prononcée de la chair de l'extrémité antérieure à l'extrémité postérieure et le bréchet ne doit pas dépasser la chair de plus de $\frac{3}{16}$ pouce ;

c) elle peut avoir des plumes naissantes ou chicots ou une décoloration causée par les plumes naissantes ou les chicots ;

d) sous réserve du paragraphe c, elle ne doit pas avoir sur la poitrine une décoloration dont la superficie dépasse 2 ¼ pouces carrés ;

e) elle peut avoir une décoloration attribuable à une mauvaise saignée sur le cou, une décoloration due à la plumeaison, d'une teinte ambrée ou rougeâtre, sur le dos et, sous réserve du paragraphe c, d'autres taches décolorées sur la carcasse ailleurs que sur la poitrine si la superficie totale de ces taches ne dépasse pas 2 ¼ pouces carrés ; et

f) elle ne doit pas avoir de kystes décolorés.

6.4.A.6.6. Catégorie D : Nom de la catégorie d'oies ne répondant pas aux conditions voulues pour une catégorie supérieure à la catégorie D et qui a les caractéristiques suivantes :

a) la carcasse doit être entière sauf, dans le cas d'une oie éviscérée, la coupe habituelle requise pour une bonne éviscération ;

b) l'oie doit avoir un peu de chair des deux côtés du bréchet ;

c) elle peut avoir des plumes naissantes ou des chicots ou une décoloration causée par les plumes naissantes ou les chicots ; et

d) sous réserve du paragraphe c, elle ne doit pas avoir de décoloration attribuable à une cause quelconque.

ANNEXE 6.4.B

(a. 6.4.1.14)

SULFAMIDES

Sulfamides désignées : Quantité maximale des résidus :

1. Sulfaméthazine 0,1 ppm

ANNEXE 6.5.A

(a. 6.5.1.1)

MODÈLE D'ESTAMPILLE

« approuvé Québec »



TABLEAU 6.6.A

(a. 6.6.3 et 7.1.1)

NORMES POUR L'INSPECTION POST MORTEM DES CARCASSES

6.6.A.1 Carcasses à éliminer ou confiscation en totalité

Doivent être éliminées en totalité ou sont sujettes en totalité à confiscation les carcasses d'animaux atteintes de l'une des maladies ou trouvées en l'état mentionné ci-après :

6.6.A.1.1. Anaplasmose.

6.6.A.1.2. Anémie infectieuse équine.

6.6.A.1.3. Anémie, cachexie, hydrémie persistant dans les 24 heures après l'abattage.

6.6.A.1.4. Azoturie.

6.6.A.1.5. Charbon symptomatique.

6.6.A.1.6. Choléra du porc.

6.6.A.1.7. Dourine.

6.6.A.1.8. Émaciation dans laquelle l'état de la carcasse est caractérisé par la perte de tissu intermusculaire et de graisses internes, remplacés par une substance gélatineuse jaune.

6.6.A.1.9. Encéphalomyélite toxique (empoisonnement par le fourrage).

6.6.A.1.10. Exanthème vésiculeux.

6.6.A.1.11. Farcin.

6.6.A.1.12. Fièvre catarrhale maligne.

6.6.A.1.13. Fièvre charbonneuse.

6.6.A.1.14. Fièvre du Texas.

6.6.A.1.15. Gourme.

6.6.A.1.16. Immaturité : Il ya immaturité lorsque :

a) la musculature a l'apparence d'être imbibée d'eau ;

b) les muscles de la fesse sont flasques et mous, de couleur rouge grisâtre ;

c) le gras de la région des reins est oedémateux, d'un jaune sale ou d'un rouge grisâtre.

6.6.A.1.17. Inflammation : La carcasse d'un animal atteinte de mammite, métrite, péritonite, entérite, pneumonie, pleurésie, méningite, doit être éliminée ou confisquée, s'il y des lésions aiguës ou de nombreuses inflammations chroniques.

6.6.A.1.18. Lymphosarcome ou leucémie généralisée.

6.6.A.1.19. Maladies cutanées, telles la gale, la teigne ou toute autre maladie cutanée généralisée à un stade avancé et accompagnée d'émaciation, de cachexie.

6.6.A.1.20. Morve.

6.6.A.1.21. Parturition ou mise bas dans les 10 jours précédant l'abattage d'un animal qui présente des signes de pyrexie ou d'oedème.

6.6.A.1.22. Peste porcine.

6.6.A.1.23. Purpura hémorragique.

6.6.A.1.24. Pyémie.

6.6.A.1.25. Rage.

6.6.A.1.26. Salmonellose des équidés.

6.6.A.1.27. Saprémie.

6.6.A.1.28. Septicémie.

6.6.A.1.29. Tétanos.

6.6.A.1.30. Toxémie.

6.6.A.1.31. Tularémie.

6.6.A.1.32. Urémie.

6.6.A.2 Carcasses ou parties de carcasse à éliminer ou confisquer

Doivent être éliminées ou confisquées en entier les carcasses d'animaux atteintes d'une maladie mentionnée ci-après ou seulement la partie de la carcasse affectée suivant l'étendue de la maladie et des lésions décrites ci-après :

6.6.A.2.1. Abscesses et adhérences : Tout organe ou partie d'un animal atteint d'un abcès, d'une plaie suppurante ou d'adhérences doit être éliminé ou confisqué.

6.6.A.2.2. Actinomycose, actinobacillose, coccidio-mycose, mucormycose, tuberculose :

1) Ces maladies sont considérées comme généralisées :

a) lorsqu'elles sont présentes à la fois aux sièges habituels de l'infection primaire et dans les organes ou parties qui n'en peuvent être atteintes que par transport dans la circulation générale des organismes en cause.

Sont acceptées comme preuve de généralisation la présence des lésions dans 2 des organes suivants : rate, reins, utérus, pis, ovaires, testicules, glandes surrénales, cerveau, moelle épinière ou leurs membranes ;

b) lorsqu'il y a de nombreuses lésions d'une de ces maladies uniformément réparties dans les deux poumons.

2) La carcasse d'un animal atteinte de l'une des maladies susdites généralisées doit être éliminée ou confisquée en entier.

3) Lorsqu'il n'y a pas généralisation, la partie seule atteinte est éliminée ou confisquée.

6.6.A.2.3. Arthrite — polyarthrite :

1) La carcasse affectée d'arthrite généralisée caractérisée par la présence d'abcès périarticulaires ou de suppurations à plus d'une articulation, doit être éliminée ou confisquée.

2) Lorsque l'arthrite est localisée et non associée à un changement systémique, seuls l'articulation affectée et le ganglion correspondant doivent être confisqués.

6.6.A.2.4. Lymphadénite casséeuse : Les carcasses et les parties d'une carcasse atteintes de lymphadénite casséeuse doivent être jugées suivant l'étendue des lésions :

a) la carcasse entière doit être éliminée ou confisquée lorsque la maladie est généralisée ou encore est associée à l'émaciation ;

b) lorsque la maladie est limitée à un ganglion, la partie correspondante doit être confisquée.

6.6.A.2.5. Oedème : La carcasse atteinte d'oedème (hydrothorax, ascite, anasarque) doit être éliminée ou confisquée, sauf lorsque l'affection est peu prononcée et limitée au siège de l'infection. Dans ce cas, seules les parties affectées sont confisquées.

6.6.A.2.6. Omphalophlébite :

1) Doit être éliminée ou confisquée toute carcasse d'un animal atteint d'une affection du nombril et qui présente en plus une lésion soit d'arthrite, de péritonite, de néphrite, de pneumonie, de pleurésie ou un abcès à un autre organe.

2) Dans le cas d'omphalophlébite sans complication, le foie seul peut être éliminé ou confisqué suivant l'appréciation de l'état de la carcasse.

6.6.A.2.7. Péricardite traumatique :

1) Une carcasse atteinte de péricardite traumatique doit être éliminée ou confisquée chaque fois qu'il y a un changement systémique de la carcasse, notamment lorsqu'il y a de l'œdème de la région de la poitrine et des ganglions correspondants, associée à une pneumonie, pleurésie, péritonite.

2) Lorsqu'une carcasse atteinte de péricardite traumatique légère et localisée est normale et sèche dans les 24 heures de l'abattage, seuls sont éliminés ou confisqués les parties ou organes affectés.

6.6.A.2.8. Rouget du porc :

1) Doit être éliminée ou confisquée la carcasse de porc atteinte de la forme aiguë septicémique du rouget (érysipèle).

2) Dans le cas d'une carcasse de porc atteinte de la forme sub-aiguë (cutanée-urticair), les parties affectées doivent être éliminées ou confisquées.

6.6.A.3 Carcasses ou parties de carcasses à éliminer ou confisquer par suite de conditions pathologiques ou anormales

Doivent être éliminées ou confisquées en entier les carcasses d'animaux présentant une des conditions pathologiques ou anormales suivantes, ou seulement la partie de la carcasse affectée suivant l'étendue de la condition décrite ci-après :

6.6.A.3.1. Néoplasme :

1) Dans le cas d'un organe ou partie d'une carcasse atteinte d'une tumeur maligne primaire, la carcasse entière doit être éliminée ou confisquée s'il y a présence de métastase dans les muscles, le squelette ou les ganglions lymphatiques de la carcasse ; en l'absence de métastase, seul l'organe ou la partie affecté est éliminé ou confisqué.

2) Dans le cas d'une tumeur bénigne affectant un organe ou une partie de la carcasse, seul l'organe ou la partie affecté d'une carcasse par ailleurs indemne est éliminée ou confisquée.

6.6.A.3.2. Odeurs anormales :

1) Doit être éliminée ou confisquée la carcasse affectée d'une odeur diététique ou médicinale prononcée, ou d'une odeur métabolique anormale.

2) Doit également être éliminée ou confisquée la carcasse affectée d'une odeur d'urine ou sexuelle.

6.6.A.3.3. Pigmentation :

1) Doit être éliminé ou confisqué le foie atteint de caroténose accentué.

2) Doivent être éliminés ou confisqués, selon le cas, la carcasse, l'organe ou la partie affectés de mélanose, d'ochronose ou d'ostéohémochromatose qu'on ne peut éliminer complètement.

3) Lorsqu'une carcasse est affectée par une xanthose généralisée accompagnée d'une décoloration grisâtre ou verdâtre dans la musculature, elle doit être éliminée ou confisquée en entier ; si la xanthose est limitée à un organe ou partie de carcasse, seuls les parties ou organes atteints sont éliminés ou confisqués.

4) Doit être éliminée ou confisquée la carcasse dont la coloration verdâtre ou jaunâtre de l'ictère persiste après un refroidissement de 24 heures ou dont l'ictère est accompagné de dégénérescence parenchymateuse des organes à la suite d'une infection ou d'une intoxication.

6.6.A.4 Carcasses ou parties de carcasses à éliminer ou à confisquer par suite d'une infestation parasitaire

6.6.A.4.1. Cysticercose bovine :

1) La carcasse infestée de cysticerques bovins (*cysticercus bovis*) doit être éliminée ou confisquée, s'il y a présence à la fois de plus de 2 cysticerques à plus de 2 endroits dans la musculature de la carcasse.

2) S'il n'y a pas de cysticerques en nombre suffisant pour justifier l'élimination de la carcasse infestée, elle doit cependant être retenue pour congélation, pendant au moins 20 jours, à une température de -9° C ou inférieure.

3) Lorsque l'infestation consiste en un kyste mort ou dégénéré (dépôt calcifié), on doit procéder à l'enlèvement du kyste ou à l'élimination ou confiscation de l'organe.

6.6.A.4.2. Cysticercose ovine :

1) Doivent être éliminés ou confisqués l'organe ou la partie d'une carcasse atteints d'une infestation parasitaire qui n'est pas transmissible à l'homme, comme la cysticercose ovine.

2) Si la répartition des parasites dans une carcasse est telle que l'enlèvement des lésions parasitaires est impraticable, la carcasse doit être éliminée ou confisquée.

6.6.A.4.3. Cysticercose porcine : La carcasse infestée de cysticerques du porc (*cysticercus cellulosae*) doit être éliminée ou confisquée.

6.6.A.4.4. Sarcosporidiose : La carcasse atteinte d'une infestation généralisée de sarcosporidies doit être éliminée ou confisquée.

6.6.A.4.5. Trichinose : Lorsqu'une carcasse a été déclarée positive à une épreuve pour la trichine, la carcasse doit être confisquée.

6.6.A.5 Carcasses de volailles à éliminer ou à confisquer en totalité

Doivent être éliminées en totalité ou sont sujettes en totalité à confiscation les carcasses de volailles atteintes de l'une des maladies ou trouvées en l'état mentionné ci-après :

6.6.A.5.1. Ascite.

6.6.A.5.2. Botulisme.

6.6.A.5.3. Cloacite, entérite, péritonite, salpyngite : Lorsqu'il y a des lésions aiguës ou de nombreuses inflammations chroniques.

6.6.A.5.4. Dermatitis ou maladie cutanée généralisée.

6.6.A.5.5. Émaciation.

6.6.A.5.6. Listériose.

6.6.A.5.7. Leucémie.

6.6.A.5.8. Maladie de marek.

6.6.A.5.9. Meurtrissures généralisées.

6.6.A.5.10. Ornithose.

6.6.A.5.11. Putréfaction ou fermentation fétide.

6.6.A.5.12. Septicémie, toxémie.

6.6.A.5.13. Tuberculose.

6.6.A.6 Carcasses ou parties de carcasses de volailles à éliminer ou à confisquer

Doivent être éliminées ou confisquées en entier les carcasses des volailles atteintes d'une maladie mentionnée ci-après, ou seulement la partie de la carcasse affectée suivant l'étendue de la maladie et des lésions décrites ci-après :

6.6.A.6.1. Arthrite : Lorsqu'une carcasse de volaille est atteinte d'arthrite localisée à une ou 2 articulations non

associées à un changement systémique, les parties affectées doivent être éliminées ou confisquées.

6.6.A.6.2. Bronchite infectieuse.

6.6.A.6.3. Choléra des poules.

6.6.A.6.4. Coccidiose.

6.6.A.6.5. Coryza infectieux.

6.6.A.6.6. Entéro-hépatite.

6.6.A.6.7. Infection mycotique.

6.6.A.6.8. Laryngotrachéite infectieuse.

6.6.A.6.9. Maladies parasitaires : Les organes ou les parties comestibles des carcasses de volaille infestés de parasites ou qui portent des lésions de ces infestations doivent être éliminés ou confisqués.

6.6.A.6.10. Maladies respiratoires chroniques.

6.6.A.6.11. Pneumoencéphalite aviaire.

6.6.A.6.12. Pullorose.

6.6.A.6.13. Sinusite.

6.6.A.6.14. Synovite.

6.6.A.6.15. Trichomonase.

6.6.A.6.16. Tumeur :

1) Dans le cas d'un organe ou partie d'une carcasse de volaille atteints d'une tumeur maligne primaire, la carcasse entière doit être éliminée ou confisquée s'il y a présence de métastase dans les muscles ou le squelette ; en l'absence de métastase et de changement secondaire, seul l'organe ou la partie affecté est éliminé ou confisqué.

2) Dans le cas d'une tumeur bénigne affectant un organe ou une partie de la carcasse, seul l'organe ou la partie affecté d'une carcasse par ailleurs indemne est éliminé ou confisqué.

6.6.A.6.17. Typhose aviaire.

6.6.A.6.18. Variole aviaire.

6.6.A.7. Décoloration verte : Toute partie d'une carcasse de volaille atteinte de décoloration verte doit être éliminée ou confisquée.

6.6.A.8. Changement *post mortem* : Peut être acceptée une carcasse de volaille, après élimination ou confiscation des parties atteintes, qui subit un changement *post mortem* de nature superficielle.

6.6.A.9. Pérose — rachitisme : Une carcasse de volaille atteinte de pérose ou de rachitisme est éliminée ou confisquée selon son état général.

ANNEXE 7.5.A

(a. 7.5.2)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments

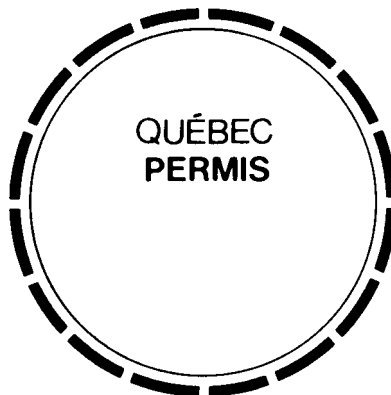
(L.R.Q., c. P-29)

MODÈLE DE VIGNETTES

**Viandes
désossées
non comestibles**



Gouvernement du Québec
Ministère de l'Agriculture,
des Pêcheries et de
l'Alimentation



**Viandes
désossées
non comestibles**

ANNEXE 8.A

(a. 8.4.1 et 8.5.1)

CATÉGORIES DE SIROP D'ÉRABLE**1.** Le sirop d'érable est de la catégorie no 1 :

- a) s'il est limpide et de couleur uniforme ;
- b) s'il possède la saveur caractéristique du sirop d'érable ;
- c) s'il est exempt :
 - i. de goût de caramel ou de sève ; et
 - ii. de malate de calcium insolubilisé ; et
- d) s'il a tout au plus une trace de cristallisation.

2. Le sirop d'érable est de la catégorie no 2 :

- a) s'il est limpide ;
- b) s'il possède la saveur caractéristique du sirop d'érable ;
- c) s'il a tout au plus une trace de cristallisation ; et
- d) s'il a tout au plus les défauts suivants :
 - i. un goût de caramel ou de sève ; ou
 - ii. une trace de malate de calcium insolubilisé.

Les défauts visés au paragraphe *d* du premier alinéa peuvent affecter la limpidité du sirop d'érable de catégorie no 2, sans toutefois masquer sa saveur caractéristique.

ANNEXE 8.B

(a. 8.4.1, 8.5.1, 8.5.5 et 8.7.2)

CLASSES DE COULEUR DU SIROP D'ÉRABLE**Tableau A**

<i>Colonne I</i>	<i>Colonne II</i>	
<i>Classe de couleur</i>	<i>Pourcentage de transmission de lumière déterminé au spectrophotomètre</i>	
Extra Clair	au moins	75,0
Clair	inférieur à mais d'au moins	75,0 60,5
Médium	inférieur à mais d'au moins	60,5 44,0
Ambré	inférieur à mais d'au moins	44,0 27,0
Foncé	inférieur à	27,0

Tableau B

Le sirop d'érable est de la classe de couleur visée à la colonne I du tableau A, si son pourcentage de transmission de lumière est celui visé à la colonne II, déterminé à la longueur d'onde de 560 nm au moyen d'un spectrophotomètre muni de cellules optiques à fenêtres parallèles de 10 mm de parcours, en utilisant comme référence du glycérol de pureté analytique représentant 100% de transmission.

ANNEXE 8.C

(a. 8.7.1 et 8.7.3)

**DIMENSION DES CARACTÈRES
POUR LES ÉTIQUETTES DE PETITS
CONTENANTS DE SIROP D'ÉRABLE**

<i>Colonne I</i>	<i>Colonne II</i>	
<i>Aire de la principale surface</i>	<i>Hauteur minimale des caractères</i>	
	<i>en pouces</i>	<i>en millimètres</i>
1. Au plus 1,55 pouces carrés (10 centimètres carrés)	1/32	0,8
2. Plus de 1,55 pouces carrés (10 centimètres carrés), mais d'au plus 5 pouces carrés (32 centimètres carrés)	1/16	1,6
3. Plus de 5 pouces carrés (32 centimètres carrés), mais d'au plus 40 pouces carrés (258 centimètres carrés)	1/8	3,2
4. Plus de 40 pouces carrés (258 centimètres carrés), mais d'au plus 100 pouces carrés (645 centimètres carrés)	1/4	6,4
5. Plus de 100 pouces carrés (645 centimètres carrés), mais d'au plus 400 pouces carrés (2 580 centimètres carrés)	3/8	9,5
6. Plus de 400 pouces carrés (2 580 centimètres carrés)	1/2	12,7

ANNEXE 8.D
(a. 8.5.3 et 8.5.6)

TABLE DE CORRECTION DE LA MASSE DU SIROP D'ÉRABLE DONT LA TENEUR EN EXTRAITS SECS SOLUBLES EST INFÉRIEURE À 65,00% OU SUPÉRIEURE À 66,99%

<i>Teneur de 70,00% et plus</i>		<i>Teneur de 62,00% à 62,99% (–) Teneur de 69,00% à 69,99% (+)</i>		<i>Teneur de 63,00% à 63,99% (–) Teneur de 68,00% à 68,99% (+)</i>		<i>Teneur de 64,00% à 64,99% (–) Teneur de 67,00% à 67,99% (+)</i>	
<i>Masse initiale</i>	<i>Indice de correction</i>	<i>Masse initiale</i>	<i>Indice de correction</i>	<i>Masse initiale</i>	<i>Indice de correction</i>	<i>Masse initiale</i>	<i>Indice de correction</i>
15 à 25	1	20 à 33	1	30 à 50	1	70 à 100	1
26 à 42	2	34 à 55	2	51 à 85	2	101 à 165	2
43 à 57	3	56 à 77	3	86 à 115	3	166 à 235	3
58 à 75	4	78 à 100	4	116 à 150	4	236 à 300	4
76 à 92	5	101 à 122	5	151 à 185	5	301 à 365	5
93 à 107	6	123 à 145	6	186 à 215	6	366 à 435	6
108 à 125	7	146 à 167	7	216 à 250	7	436 à 500	7
126 à 142	8	168 à 190	8	251 à 285	8	501 à 565	8
143 à 157	9	191 à 210	9	286 à 315	9	566 à 635	9
158 à 175	10	211 à 232	10	316 à 350	10		
176 à 192	11	233 à 255	11	351 à 385	11		
193 à 207	12	256 à 277	12	386 à 415	12		
208 à 225	13	278 à 300	13	416 à 450	13		
226 à 242	14	301 à 322	14	451 à 485	14		
243 à 257	15	323 à 345	15	486 à 515	15		
258 à 275	16	346 à 367	16	516 à 550	16		
276 à 292	17	368 à 390	17	551 à 585	17		
293 à 307	18	391 à 410	18	586 à 615	18		
308 à 325	19	411 à 432	19	616 à 650	19		
326 à 342	20	433 à 455	20				
343 à 360	21	456 à 477	21				
361 à 375	22	478 à 500	22				
376 à 390	23	501 à 522	23				
391 à 407	24	523 à 545	24				
408 à 425	25	546 à 567	25				
426 à 442	26	568 à 590	26				
443 à 457	27	591 à 610	27				
458 à 475	28	611 à 632	28				
476 à 492	29	633 à 655	29				
493 à 507	30	656 à 675	30				

Notes:

1. Pour les masses initiales non inscrites au tableau, utiliser la formule suivante:

$$\frac{\text{Masse nette du sirop} \times \text{Pourcentage de la teneur en extraits secs solubles}}{66,00\%} = \text{Masse révisée du sirop}$$

2. En utilisant le tableau, corriger la masse initiale comme suit:
a) soustraire l'indice de correction pour une teneur inférieure à 65,00%;
b) additionner l'indice de correction pour une teneur supérieure à 66,99%.



c. P-29, r.2

Règlement sur l'emballage des bleuets destinés à la transformation ou au conditionnement

Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments
(L.R.Q., c. P-29, a. 40)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. But : Le présent règlement a pour but de réglementer, sous le régime de la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., c. P-29), la matière, la forme, la capacité et l'utilisation des récipients servant à emballer les bleuets destinés à la transformation ou au conditionnement.

2. Prohibitions : Il est interdit de détenir, acheter ou exposer en vue de la vente, de mettre en vente ou en dépôt ou de vendre dans un lieu quelconque, de transporter, faire transporter ou accepter pour une destination quelconque, des bleuets destinés à la transformation ou au conditionnement, à moins qu'ils ne soient emballés dans des récipients qui répondent aux normes prescrites ci-après.

3. Exclusion : Les dispositions autres que l'article 10 ne s'appliquent pas aux récipients utilisés uniquement pour la cueillette du bleuet.

4. Inspection : La section IV du Règlement sur les fruits et légumes frais (c. P-29, r.3) s'applique aux bleuets destinés à la transformation ou au conditionnement.

SECTION II EMBALLAGE

5. Récipients : Tous les bleuets visés par le présent règlement doivent être emballés :

- a) soit dans une boîte carrée de matière plastique,
- b) soit dans un panier de bois.

6. Boîte de plastique : La boîte carrée de matière plastique doit répondre aux critères suivants :

a) elle doit être faite de résine polyéthylène haute densité, traitée pour résister à l'action des rayons ultraviolets et à celle des détergents et non interdite par la Direc-

tion générale de la protection de la santé, du Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social du Canada ;

b) elle doit être construite d'une pièce avec coins renforcés et avoir un poids de 3 livres ;

c) elle doit avoir, en pouces, les dimensions :

extérieures : $16\frac{1}{4} \times 16\frac{1}{4} \times 6\frac{5}{8}$

intérieures : $15 \times 15 \times 6\frac{1}{2}$

extérieures à la base : $14\frac{7}{8} \times 14\frac{7}{8}$

et les parois et le fond doivent avoir une épaisseur de $\frac{1}{8}$ de pouce ;

d) elle doit conserver ses propriétés physiques et chimiques lorsqu'elle est lavée à la vapeur ou à l'eau bouillante et qu'il en est fait un usage normal ;

e) pleine, elle se superpose sur les autres boîtes de même nature qui peuvent la supporter sans affecter la qualité du bleuet ; vide, elle s'emboîte dans les autres boîtes vides.

7. Panier de bois : Le panier de bois doit répondre aux critères suivants :

a) il doit être muni d'une anse résistante et fait entièrement de bois ;

b) il doit avoir une capacité de 11 pintes ;

c) il doit avoir, en pouces, les dimensions intérieures suivantes :

longueur au sommet : $17\frac{5}{16}$

à la base : $16\frac{5}{8}$

largeur au sommet : $7\frac{5}{16}$

à la base : $6\frac{5}{8}$

profondeur : 6 ;

d) l'épaisseur minimale de ses parois doit être de $\frac{1}{16}$ de pouce et celle du fond de $\frac{3}{8}$ de pouce.

8. Résistance des récipients : Les récipients doivent être résistants de façon à protéger le bleuet pendant la manutention ou le transport.

9. Récipient expérimental : Le ministre peut autoriser l'emploi expérimental d'un récipient autre que ceux prévus à l'article 5, pourvu qu'il ne soit pas interdit par la Direction de la protection de la santé, du Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social du Canada et qu'il ait subi avec succès, en laboratoire, des épreuves sur sa résistance et sur ses propriétés physiques et chimiques.

SECTION III RÈGLES SANITAIRES

10. Propreté : Les récipients doivent être propres, sains et bien conditionnés. Ils ne doivent pas transmettre au bleuet un goût ou une odeur quelconque, ni avoir renfermé quelque produit chimique ou autre matière dont le voisinage porterait atteinte à la qualité du bleuet.

11. Lavage après utilisation : Dès que le récipient est libéré de son contenu, il doit être lavé et nettoyé sur place, de façon à le débarrasser de toute souillure ainsi que de tout insecte ou autre agent de contamination du bleuet.

Il est interdit de manutentionner ou de transporter des récipients vides qui n'ont pas été lavés et nettoyés conformément au présent article.



c. P-29, r.3

Règlement sur les fruits et légumes frais

Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments

(L.R.Q., c. P-29, a. 40)

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Le présent règlement a pour but de réglementer, sous le régime de la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., c. P-29), la vente des fruits et légumes frais destinés à la consommation humaine, à l'état frais.

Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est dans le présent règlement désigné par le mot « ministre ».

2. Il est interdit de détenir, de préparer ou d'acheter en vue de la vente, de mettre en vente ou en dépôt ou de vendre dans un lieu quelconque, de transporter, de faire transporter ou d'accepter pour une destination quelconque dans les limites du Québec des fruits ou légumes impropres à la consommation ou qui ne répondent pas aux conditions de qualité, de classement, de conditionnement et de marquage ou autres formulées ci-après.

3. Les fruits et légumes doivent être sains, propres et en parfait état de conservation et présenter un degré de développement ou de maturité conforme aux loyaux usages du commerce.

Ils ne doivent présenter aucun caractère physique, chimique ou biologique anormal, ni avoir aucun goût, arôme ou aspect anormal.

4. Ils ne doivent contenir aucun produit altéré, ni aucune substance d'origine organique ou minérale, de nature à diminuer leur valeur commerciale ou alimentaire.

Sauf dans les cas autrement prévus, sont tolérées les altérations qui n'affectent pas plus de 5% de la surface ou du volume de chaque pièce, ni plus de 15% des produits d'un lot ou emballage ou, dans le cas d'un même défaut, plus de 10%.

5. Les fruits et légumes doivent être soustraits à tout contact ou voisinage nocif et être constamment à l'abri de toute cause de pollution ou de contamination ou toute cause susceptible d'en altérer la qualité.

Le conditionnement, la manutention et le transport des produits et toute opération relative à ces produits doivent se faire dans des conditions de propreté et d'hygiène irréprochables et de façon à prévenir toute dépréciation des produits.

6. Il est tenu compte des modifications ou erreurs involontaires et pratiquement inévitables qui peuvent se produire au cours de la manutention, du conditionnement ou du transport des produits, ou à la suite du délai écoulé entre le conditionnement et la vente de ces produits.

Ces erreurs ou modifications ne doivent, dans aucun cas, affecter plus de 5% des produits d'un lot ou d'un emballage et, dans le cas de la pourriture molle, plus de 2% de ces produits.

Le présent article n'est pas applicable à la détermination de la catégorie d'un produit soumis au classement.

7. Est prohibée la détention ou l'expédition en vue de la vente, la mise en vente ou la vente :

a) de fruits ou légumes qui ont été soumis au « trempage » ;

b) de colis de fruits ou légumes dont la partie visible ne correspond pas à la moyenne de la marchandise contenue dans le colis ;

c) de colis de fruits ou légumes insuffisamment ou mal remplis eu égard à la nature du produit ou de l'emballage, aux loyaux usages du commerce et aux prescriptions du présent règlement.

8. Commet une infraction au présent règlement quiconque, par lui-même ou par une personne à son emploi ou agissant sous son autorité, viole une disposition du règlement ou consent ou participe à cette violation.

SECTION II

CONDITIONNEMENT

§1. Produits classés

9. Les fruits et légumes pour lesquels des catégories sont prévues à l'annexe 1 doivent être classés conformément à ces catégories.

Cette règle n'est pas applicable aux légumes-racines vendus à l'état frais avec une partie de leur tige et connus dans le commerce sous l'appellation de « légumes verts ».

Afin d'assurer aux consommateurs un approvisionnement suffisant en produits de qualité supérieure et d'empêcher l'avisement des prix offerts aux producteurs, l'application de la catégorie inférieure d'un fruit ou légume prévue à l'annexe et des dispositions de l'annexe s'y rattachant est suspendue temporairement lorsqu'il y a une récolte exceptionnellement abondante de ce produit dont une forte proportion est de qualité inférieure.

Le ministre donne avis de la suspension à la *Gazette officielle du Québec*, indiquant le produit et la catégorie en cause, ainsi que la date d'entrée en vigueur de la suspension. Pareil avis doit être également publié pour la remise en vigueur de la catégorie et des dispositions dont l'application a été suspendue.

À compter de la date fixée dans l'avis, est prohibée à l'égard du fruit ou légume de la qualité ou catégorie visée dans l'avis, chacune des opérations énumérées à l'article 2.

§2. Emballages

10. Les fruits ou légumes sont exposés à la vente au consommateur dans un emballage ou dans une case renfermant une même espèce d'une seule qualité.

Cependant des légumes lavés d'espèces différentes peuvent être présentés dans un même emballage en quantité d'au plus 5 livres.

Chaque portion d'un fruit ou d'un légume offerte en vente au consommateur doit être protégée par un emballage de matière transparente.

11. Les colis de fruits ou légumes sont soumis aux prescriptions du tableau C de l'annexe 1.

12. Est interdit pour l'emballage d'un produit l'emploi d'une matière susceptible de porter à confusion ou de permettre une méprise sur la qualité ou la catégorie du produit.

13. Les emballages doivent être propres, sains, bien conditionnés et suffisamment résistants pour protéger efficacement la marchandise pendant la conservation ou le transport. Ils ne doivent pas transmettre au contenu un goût ou une odeur quelconque, ni avoir renfermé quelque produit chimique ou autre matière dont le voisinage serait susceptible de porter atteinte à la qualité des fruits ou légumes ou à leur valeur commerciale.

14. Les papiers ou autres matériaux utilisés à l'intérieur du colis doivent être neufs et non nocifs pour l'alimentation humaine. Dans le cas où ils portent des mentions imprimées, celles-ci ne doivent figurer que sur la face exté-

rieure de façon à ne pas se trouver en contact avec les fruits ou légumes.

15. Tout emballage doit être neuf, sauf s'il est fait de toile, de jute ou de filet, ou fait entièrement de bois et contenant plus d'une pinte, à la condition d'avoir, au préalable, servi exclusivement à emballer des fruits et légumes frais.

Dans le cas d'un sac usagé fait de toile, de jute ou de filet, la face intérieure du sac doit être mise à l'extérieur avant de l'utiliser.

16. Les emballages doivent être bien remplis de manière à assurer une bonne conservation.

Les casseaux de petits fruits sont remplis à pleine capacité et les produits sont tassés au moyen de secousses légères et répétées.

Les emballages doivent être bien fermés, sauf ceux qui sont utilisés ouverts.

17. Le ministre peut autoriser temporairement et à l'essai, aux conditions qu'il veut bien imposer, l'emploi d'un emballage autre que ceux prévus par le présent règlement.

Un avis à cet effet doit être publié dans un journal agricole.

SECTION III INDICATIONS ET MARQUES

18. Chaque colis doit porter à l'extérieur, en caractères apparents et indélébiles, les mentions suivantes :

- a) la dénomination du produit, sauf pour un emballage transparent ou à claire-voie ;
- b) la désignation de la catégorie sauf pour un emballage de mini-carottes ou de pommes de terre grenaille ;
- c) le nom ou la raison sociale de l'emballleur et son adresse ;
- d) la quantité du contenu en nombre, poids ou mesure ;
- e) le prix de vente du colis ou le prix à la livre, dans le cas de vente au consommateur ;
- f) l'expression « Produit du Québec » dans le cas d'un fruit ou légume produit au Québec ;
- g) le nom du pays d'origine ou, s'il s'agit d'un produit canadien, le mot « Canada » ou le nom de la province d'origine, pour un produit de provenance extérieure au Québec.

Nonobstant le paragraphe *a* du premier alinéa, la dénomination prescrite dans l'annexe pour la vente d'un produit doit être indiquée sur tout emballage de ce produit.

Le prix total d'un colis dont le produit est vendu au poids doit être basé sur le poids net indiqué.

19. En outre des mentions susvisées, doivent être mentionnés :

a) le poids net du produit sur tout sac, excepté un sac contenant du maïs sucré, et sur tout emballage de betteraves, choux, carottes, oignons, panais, pommes de terre, rhubarbe ou rutabagas ;

b) le nombre de pièces sur un emballage de maïs sucré ou de concombre et sur un emballage opaque de chou-fleur, de laitue ou de céleri ;

c) la dénomination « pommes de terre de table » sur tout emballage de pommes de terre ;

d) le nombre de petits emballages sur le grand emballage qui les renferme ;

e) le mot « mélange » sur un emballage opaque contenant des légumes d'espèces différentes ;

f) la nature de tout traitement subi par le produit après sa cueillette pour en faciliter la conservation, le cas échéant.

20. L'emploi des expressions « Refroidi par le vide », « Refroidi par eau glacée » ou « Refroidi à l'air forcé », en français, et « *Vacuum cooled* », « *Hydrocooled* » ou « *Forced-air cooled* », en anglais, ou d'expressions équivalentes est permis sur les emballages, les papiers de commerce ou dans la publicité, à la condition que les fruits et légumes, auxquels ces expressions se réfèrent, aient été, aussitôt après leur récolte, prérefroidis dans leur masse à une température d'au moins 38° F, au moyen de l'appareillage et de l'équipement propre à assurer la prérefrigération rapide par le vide, par eau glacée ou à l'air forcé, selon le cas.

Est également permis l'emploi sur les emballages et les papiers de commerce ou dans la publicité, des expressions « Entrepôt à double paroi », en français, et « *Jacketed Storage* », en anglais, ou d'expressions équivalentes, à la condition que les fruits et légumes, auxquels ces expressions se réfèrent, aient été entreposés, dès le moment de la récolte jusqu'à celui de l'emballage, dans un entrepôt dans lequel l'humidité relative a été maintenue à au moins 95% et la température à au plus 35° F pendant la période de conservation.

21. Chaque colis de pommes doit porter à l'extérieur, en caractères apparents et indélébiles, les mentions additionnelles suivantes :

a) le nom de la variété ;
b) le nombre de pièces, si les pommes sont présentées en lit ;

c) la grosseur minimale et maximale des pièces, si les pommes ne sont pas présentées en lit, sauf dans le cas d'un emballage de matière transparente, d'un panier ouvert ou d'un emballage de pommes offertes sous la dénomination « pommes à cuire » ou « pommes tombées » ;

d) la dénomination établie au tableau B de l'annexe 1 ainsi que le matricule attribué à la personne qui a fait la conservation ou le conditionnement des pommes d'atmosphère contrôlée, dans le cas de ces pommes.

22. Les articles 18, 19 et 21 ne s'appliquent pas à la vente au détail de produits non préalablement emballés en vue de telle vente, sauf dans le cas d'un commerce ambulancier.

Toutefois doivent apparaître bien en vue au-dessus du produit exposé en vente les indications suivantes :

a) la désignation de la catégorie ;
b) le prix de la livre ou de l'unité ;
c) le nom de la variété dans le cas des pommes ;
d) le nom du pays d'origine ou, s'il s'agit d'un produit canadien, le mot « Canada » ou le nom de la province d'origine, pour un produit de provenance extérieure au Québec ;

e) l'expression « Produit du Québec » pour les fruits et légumes produits au Québec ;

f) l'identification du calibre des pièces, dans le cas des fruits et dans le cas de la laitue pommée, du chou-fleur et du céleri exposés en vente à l'unité ; cette indication n'est pas requise dans le cas des petits fruits et lorsque le produit est vendu au poids.

23. Les indications susvisées doivent être inscrites sans abréviation, en français ou en français et en anglais, en caractères apparents, d'une dimension raisonnable par rapport à l'emballage ou à l'étiquette et d'au moins 3/16 de pouce sur un emballage d'une capacité de moins de 10 livres.

24. Dans le cas d'un emballage de réemploi, les mentions antérieures inapplicables au produit qu'il renferme ou à l'emballer de ce produit, doivent être annulées ou rendues illisibles.

25. Les produits pour lesquels aucun calibre n'est prescrit doivent être conformes au calibre indiqué sur l'emballage ou au-dessus de la case qui les contient.

26. Les annonces, réclames ou autres moyens de publicité doivent mentionner les indications suivantes :

- a) la désignation de la catégorie ;
- b) le nom du pays d'origine ou, s'il s'agit d'un produit canadien, le mot « Canada » ou le nom de la province d'origine, pour un produit de provenance extérieure au Québec ;
- c) l'expression « Produit du Québec » pour les fruits et légumes produits au Québec ;
- d) le nom de la variété dans le cas des pommes ;
- e) le poids net du produit, la quantité ou le calibre dans le cas des fruits ainsi que de la laitue pommée, du chou-fleur et du céleri.

Ces indications doivent être inscrites en caractères d'au moins $\frac{1}{8}$ de pouce de hauteur.

27. La désignation de la catégorie du produit et le nom de la variété de pommes doivent figurer dans les papiers de commerce, factures, titres de mouvement, lettres de voitures, récépissés, connaissements et déclarations qui accompagnent les ventes, livraisons ou envois.

28. Commet une infraction quiconque frauduleusement :

- a) opère quelque changement dans le contenu d'un emballage ;
- b) emploie une étiquette qui a déjà servi ;
- c) supprime, masque, altère ou modifie de façon quelconque les noms, signatures monogrammes, lettres, chiffres, numéros de série, emblèmes, mentions, signes de toute nature apposés sur les marchandises en vue de leur étiquetage ou de leur identification ;
- d) fait une déclaration ou emploie un moyen susceptible de tromper un acheteur de quelque façon.

SECTION IV SURVEILLANCE ET INSPECTION

§1. Enregistrement et renseignements exigibles

29. Toute personne engagée dans la mise en marché des fruits ou légumes est tenue de s'enregistrer auprès du ministre dans un délai d'un mois à compter du début de ses opérations ou avant le 16 octobre 1966, si elle est déjà en opération.

30. Cet enregistrement est fait sur une formule fournie par le ministre et doit indiquer les nom et adresse ou domicile de la personne engagée dans la mise en marché des fruits ou légumes, la nature du produit, et, le cas échéant, la marque ou le terme de fantaisie sous lequel le produit est mis en vente, le nom ou la raison sociale sous laquelle cette personne fait ses opérations, l'endroit où elle fait ses opérations et tous autres renseignements requis par le ministre.

Chaque fois qu'il survient un changement ou une modification touchant l'un des renseignements ci-dessus, le ministre en doit être informé au plus tard dans les 15 jours.

31. N'est pas tenu de s'enregistrer pour vendre un produit de son exploitation celui qui habite en permanence une ferme dont la culture ou l'exploitation pour des fins connexes à l'agriculture est sa principale occupation.

Est dispensé de l'enregistrement pour la vente des pommes celui qui bénéficie de l'agrément du ministre prévu au tableau B de l'annexe 1.

32. Toute personne recevant d'un expéditeur de l'extérieur du Québec, des fruits ou légumes de provenance extérieure au Québec en vue de les vendre au Québec, doit aviser sans retard le ministre ou son préposé de l'arrivée de ce produit en indiquant la nature et la quantité du produit et le lieu où l'inspection peut en être faite.

§2. Inspection

33. Les infractions à la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments ou au présent règlement sont recherchées et constatées conformément à la présente sous-section.

Ces dispositions ne font pas obstacle à ce que la preuve de ces infractions puisse être établie par toutes voies de droit.

34. Est qualifié pour procéder aux recherches, faire des prélèvements et, s'il y a lieu, effectuer des saisies ou confiscations tout inspecteur autorisé par le ministre.

35. L'inspecteur a le droit d'interroger toute personne en charge d'une expédition ou d'un local de vente ou de dépôt de fruits ou légumes sur toute matière relative à l'accomplissement des prescriptions de la Loi et du règlement.

La personne interrogée doit répondre honnêtement et au meilleur de sa connaissance et intelligence à cet interrogatoire et représenter à l'inspecteur, à sa réquisition, les documents et livres dont elle est détentrice et qui concernent les opérations sur les produits visés au premier alinéa.

Les réponses ou les éléments d'informations recueillis sont rapportés dans un procès-verbal rédigé à cette fin et qui comporte les mentions prévues à l'article 42.

36. L'inspecteur est tenu de dresser un procès-verbal de toute inspection.

Le procès-verbal doit contenir les mentions prévues à l'article 42 et relater les constatations faites.

37. L'inspecteur témoin d'un flagrant délit de contravention est tenu d'en faire la constatation immédiate.

La confiscation est obligatoire dans le cas où un produit est reconnu impropre à la consommation.

38. Le produit saisi est laissé en dépôt au propriétaire ou détenteur de la marchandise, ou, s'il refuse, transporté en lieu sûr.

Le produit confisqué est placé sous scellés. L'inspecteur peut le laisser en dépôt au propriétaire ou au détenteur ou le faire transporter en lieu sûr. S'il s'agit d'un produit impropre à la consommation, l'inspecteur peut procéder à sa destruction, stérilisation ou dénaturation.

L'inspecteur appose un bulletin numéroté et daté sur tout lot d'un produit saisi ou confisqué et laissé en dépôt. Ce bulletin doit porter la mention « saisi » ou « confisqué » suivant le cas « en vertu de la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments » et la signature de l'inspecteur.

Les opérations relatives à la saisie ou confiscation sont relatées au procès-verbal.

39. Nul ne peut vendre ou offrir en vente un produit saisi ou confisqué, ni enlever ou permettre d'enlever ce produit, son contenant ou le bulletin de saisie ou de confiscation sans une autorisation d'un inspecteur ou du ministre.

40. Mainlevée de la saisie peut être donnée par écrit par tout inspecteur convaincu que le propriétaire ou détenteur de la marchandise s'est, depuis la saisie, conformé à la Loi.

Telle mainlevée doit être datée et signée par l'inspecteur et porter les indications suivantes : numéro et date de la saisie, dénomination du produit et nom de l'intéressé.

41. Le prélèvement d'échantillons peut, en toute circonstance, être opéré d'office.

42. Tout prélèvement d'échantillons donne lieu, séance tenante, à la rédaction d'un procès-verbal.

Le procès-verbal doit porter les mentions suivantes :

- a) les nom, qualité et résidence de l'inspecteur ;
- b) la date, l'heure et le lieu où le prélèvement a été effectué ;
- c) les nom, profession, domicile ou résidence de la personne chez laquelle le prélèvement a été opéré ; si le prélèvement a lieu en cours de route, les nom et domicile des personnes figurant sur la lettre de voiture ou connaissance comme expéditeur ou destinataire ;
- d) la signature de l'inspecteur.

Le procès-verbal doit, en outre, contenir un exposé succinct des circonstances dans lesquelles le prélèvement a été effectué, relater les marques et inscriptions figurant sur les récipients, emballages ou enveloppes, l'importance du lot de marchandise échantillonnée, ainsi que toute indication jugée utile pour établir l'authenticité des échantillons prélevés, l'identité de la marchandise, la dénomination exacte sous laquelle cette dernière était détenue ou mise en vente.

Le propriétaire ou le détenteur de la marchandise ou, le cas échéant, le représentant de l'entreprise de transport, peut, en outre, faire insérer au procès-verbal toutes les déclarations qu'il juge utiles. Il est invité à signer le procès-verbal. En cas de refus, mention en est faite par l'inspecteur.

43. Tout procès-verbal est rédigé en triple expédition.

Le premier exemplaire est envoyé par l'inspecteur dans les 24 heures au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Un exemplaire est laissé au propriétaire ou détenteur du produit ou, le cas échéant, au représentant de l'entreprise de transport. Un exemplaire est conservé par l'inspecteur.

44. Tout échantillon prélevé est mis sous scellés et adressé, en même temps que le procès-verbal, au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Les scellés sont appliqués sur une étiquette numérotée et qui porte la dénomination sous laquelle le produit est mis en vente, la date du prélèvement, les nom et adresse du propriétaire ou détenteur de la marchandise ou, en cas de prélèvement en cours de route, ceux de l'expéditeur et du destinataire, ainsi que la signature de l'auteur du procès-verbal.

Un récépissé, détaché d'un livre à souche, est remis au propriétaire ou détenteur de la marchandise qui en fait la demande.

En cas de prélèvement en cours de route, le représentant de l'entreprise de transport reçoit, pour sa décharge, un ré-

cépissé indiquant la nature et la quantité des échantillons prélevés.

§3. Analyse

45. Dans les 24 heures de sa réception, l'échantillon est transmis au laboratoire du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ou à un laboratoire désigné par le ministre, accompagné d'une copie du procès-verbal de prélèvement.

46. Le laboratoire doit, dans les 8 jours de la réception de l'échantillon ou dans le délai additionnel requis pour compléter l'analyse, dresser un rapport où sont consignées les mentions suivantes :

a) les nom, qualité et résidence de l'analyste verbalisateur, la date de réception par lui de l'échantillon et du procès-verbal de prélèvement, les inscriptions portées sur l'étiquette recouvrant l'échantillon ainsi que la date de la levée par lui des scellés ;

b) l'état dans lequel se trouve l'échantillon au moment de sa réception ;

c) les indications jugées utiles pour établir l'identité de l'échantillon et du procès-verbal de prélèvement ;

d) la relation et la justification des opérations de l'analyste, depuis la réception de l'échantillon jusqu'à la rédaction du procès-verbal d'analyse, la date de ces diverses opérations et les circonstances dans lesquelles elles sont effectuées ;

e) les constatations et conclusions de l'analyste ;

f) la date de sa rédaction et la signature de son auteur.

Ce rapport est adressé sans retard au ministère.

47. Si le rapport ne conclut pas à une présomption de fraude, de falsification ou d'infraction à la Loi ou au règlement, le ministère en avise l'intéressé.

48. Peuvent être employés pour déterminer la proportion d'oxygène et de gaz carbonique (CO₂) dans une chambre de conservation de pommes sous atmosphère contrôlée l'appareil et la méthode d'analyse connus sous le nom de « Orsat » ou tout autre appareil et méthode agréés par le ministre.

49. Peut être employée toute méthode d'analyse biologique, chimique ou physique, agréée par le ministre, en vue de déterminer la nature, l'état et la qualité hygiénique d'un produit, sa composition, ses caractéristiques, sa coloration, la nature, l'étendue et les causes de toute altération de ce produit, ainsi que le degré de résistance ou de trans-

parence et les qualités d'un emballage ou d'une matière employée dans l'emballage d'un produit.

ANNEXE 1

(a. 9, 11 et 31)

TABLEAU A

CATÉGORIES DE PRODUITS

1. Le diamètre d'un fruit ou légume est le plus grand diamètre de la section équatoriale du produit.

PARTIE I

FRUITS

SECTION I

BLEUETS

2. Sont établies pour les bleuets la catégorie et la désignation suivantes : no 1.

§1. Exigences qualitatives et présentation

3. Les bleuets de la catégorie no 1 doivent être de bonne qualité et présenter la forme, le développement et la coloration typiques des bleuets mûrs.

Ils doivent être secs et exempts de défaut pouvant en altérer l'aspect, la conservation ou la comestibilité. Ils doivent être dépourvus de tige et de feuille.

4. La présentation doit être soignée et homogène. Un emballage ne doit contenir ni fruit vert, ni saleté ou substance étrangère.

§2. Tolérances

5. Un emballage peut contenir au plus 5% de bleuets inférieurs à la catégorie, dont 3% au plus de bleuets atteints d'un même défaut et 1% de fruits au plus atteints de pourriture.

SECTION II

FRAISES CULTIVÉES

6. Sont établies pour les fraises cultivées les catégories et désignations suivantes : no 1, no 2.

§1. Exigences qualitatives

7. Les fraises de la catégorie no 1 doivent être de bonne qualité, avoir un beau coloris et porter le calice.

Elles doivent être fermes, bien formées et propres. Elles doivent présenter les caractéristiques typiques de la variété et être exemptes de défaut.

Peut être admis cependant un léger défaut d'épiderme qui n'est pas susceptible de nuire ni à l'aspect général, ni à la conservation, ni à la comestibilité.

8. Les fraises de la catégorie no 2 sont des fraises de qualité marchande qui ne peuvent être classées dans la catégorie no 1 mais correspondent aux caractéristiques minimales prescrites au règlement.

Elles doivent avoir leur calice et peuvent présenter des défauts d'épiderme qui ne sont pas susceptibles de nuire ni à l'aspect général, ni à la conservation, ni à la comestibilité.

Elles doivent être assez fermes, mais peuvent avoir un état de maturité plus avancée.

§2. Calibrage

9. Les fraises de la catégorie no 1 doivent avoir un diamètre d'au moins $\frac{3}{4}$ de pouce.

§3. Tolérances

10. Dans un lot ou un emballage, au plus 5% des fraises de la catégorie no 1 et 10% des fraises de la catégorie no 2 peuvent n'être pas conformes aux caractéristiques de la catégorie mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure. La pourriture molle ne doit pas affecter plus de 2% de ces fruits.

11. Dans un lot ou un emballage, au plus 5% des fraises de la catégorie no 1 peuvent être inférieures au diamètre minimal permis.

§4. Présentation

12. Chaque colis de fraises ne doit contenir que des fruits de même qualité et maturité et de grosseur sensiblement homogènes.

SECTION III POMMES

13. Sont établies pour les pommes les catégories et les désignations suivantes : « Extra de fantaisie », « De fantaisie », « Commerciales » ou « C » ou « Cee ».

§1. Exigences qualitatives

14. Les fruits classés dans la catégorie « Extra de fantaisie » doivent être de qualité supérieure. Ils doivent présenter le développement, la forme et la coloration typiques pour la variété. Ils doivent être exempts de défaut ou sans altération externe ou interne.

Peut être admis cependant, dans cette catégorie, un fruit atteint d'un ou plusieurs des défauts suivants : un léger défaut de forme ou de développement, un léger défaut de coloration ou de frottement, une légère meurtrissure ou brûlure, une crevasse légère et cicatrisée, dans les limites établies ci-après.

Un défaut ne doit nuire ni à l'aspect extérieur du fruit ni à sa conservation ; aucun ne doit avoir plus de $\frac{3}{4}$ de pouce dans sa plus grande dimension ; dans le cas de plusieurs défauts, ils ne doivent pas atteindre une étendue totale de plus d'un pouce de diamètre.

Toutefois, une marque causée par la grêle ne doit pas avoir plus d'un huitième de pouce de diamètre ; s'il y en a plusieurs, ou, si un défaut a été causé par un frottement de rameau, l'étendue totale affectée ne doit pas avoir plus d'un quart de pouce de diamètre. La tache du thrips ne peut affecter une étendue de plus d'un demi-pouce de diamètre. L'épiderme ne doit porter qu'une perforation et celle-ci est limitée à $\frac{3}{16}$ de pouce de diamètre.

15. Les fruits classés dans la catégorie « De fantaisie » doivent être de bonne qualité. Ils doivent présenter les caractéristiques typiques de la variété. Peuvent toutefois être admis une légère déformation, un léger défaut de développement, un léger défaut de coloration.

La pulpe doit être indemne d'altération. Cependant, les défauts d'épiderme non susceptibles de nuire ni à l'aspect général ni à la conservation sont admis dans les limites suivantes.

Aucun défaut ne doit avoir plus de $\frac{3}{4}$ de pouce dans sa plus grande dimension ; dans le cas de plusieurs défauts, ils ne doivent pas atteindre une étendue totale de plus d'un pouce de diamètre.

Les marques causées par la grêle peuvent couvrir une étendue totale d'au plus $\frac{1}{2}$ pouce. Le nombre de piqûres d'insectes est limité à 3 et aucune ne peut être plus profonde que $\frac{3}{8}$ de pouce ni toucher une étendue de plus d'un huitième de pouce de diamètre. Une marque laissée par un frottement de branche ne peut couvrir une étendue de plus d'un demi-pouce de diamètre. La tavelure admise à l'exclusion de la tavelure en pointe d'épingle est limitée à une étendue d'au plus $\frac{1}{8}$ de pouce de diamètre. L'épiderme ne doit porter qu'une perforation, et celle-ci est limitée à $\frac{3}{16}$ de pouce de diamètre.

16. Dans la catégorie « Commerciales », « C » ou « Cee » sont classées les pommes de qualité marchande qui ne peuvent être classées dans les catégories supérieures, mais qui correspondent aux caractéristiques minimales définies au règlement.

Des défauts de forme, de développement et de coloration sont admis à condition que les fruits gardent leurs caractéristiques.

La pulpe ne doit pas présenter de défaut essentiel. Cependant, des défauts d'épiderme sont admis pour chaque fruit dans les limites ci-après.

La surface totale atteinte d'un fruit ne doit pas avoir plus de 1½ pouce de diamètre.

Toutefois les taches causées par la sécheresse limitées à 3 par fruit et les taches de tavelure ne peuvent couvrir une étendue totale de plus de ½ pouce de diamètre. La brûlure causée par le soleil ou par les pulvérisations et qui ne se fond pas avec la coloration de la pomme est limitée à 10% de la surface du fruit. La brunissure, développée au cours de la conservation, est admise si au plus ¼ de la surface du fruit est atteint.

Une blessure de l'épiderme causée par la grêle mais bien cicatrisée est admise mais ne peut avoir une étendue de plus d'un quart de pouce de diamètre ; les autres marques de grêle admises peuvent couvrir une étendue globale d'au plus ¾ de pouce.

L'épiderme de la pomme peut porter au plus 2 perforations et celles-ci ne doivent pas excéder 3/16 de pouce chacune en diamètre.

Les traces ou attaques d'insecte sur un fruit ne peuvent atteindre plus de ⅜ de pouce de profondeur ni avoir un diamètre de plus d'un huitième de pouce. Le nombre de piqûres ou attaques causées par le pique-bouton est limité à 6 et celui causé par un autre insecte à 4. Sont admises meurtrissure ou blessure causées par les tordeuses, à l'exclusion de la tordeuse à bandes rouges, sur au plus 5% de la surface du fruit.

§2. Coloration

17. Sur la surface d'une pomme d'une variété rouge ou rayée de rouge, la couleur rouge spécifique de la variété parvenue à pleine maturité doit apparaître sur au moins 55% d'un fruit de la catégorie « Extra de fantaisie », 30% d'un fruit de la catégorie « De fantaisie » et 15% d'un fruit de la catégorie « Commerciales ».

18. Toutefois le minimum de la couleur rouge exigée est de 65% de la surface d'une pomme de la catégorie « Extra de fantaisie » et de 40% d'une pomme de la catégorie « De fantaisie », pour chacune des variétés suivantes : *Alexander, Atlas, Bancroft, Baxter, Gano, Jubilee, Kendall, Lobo, Red delicious, Red Rome Beauty, Red Spy, Scarlett Pippin, Spartan, Stayman Winesap, Winesap, Wolfe River.*

19. Les pommes d'une variété rougeâtre doivent être sensiblement rougeâtres si elles sont classées dans la catégorie « Extra de fantaisie » et montrer un soupçon de couleur rouge si elles sont classées dans la catégorie « De fantaisie ».

20. Une pomme d'une variété verte, jaune ou rousse, classée dans la catégorie « Extra de fantaisie » ou « De fantaisie » doit montrer la couleur spécifique de la variété parvenue à pleine maturité. Dans le cas d'une pomme de la variété *Golden Russet*, la couleur rousse ou dorée doit apparaître sur au moins 40% de la surface.

§3. Calibrage

21. Le diamètre des pommes ne doit pas être inférieur à 2¼ pouces.

Lorsque les pommes sont présentées en lit dans un emballage, la différence de diamètre entre les fruits est limitée à 5/16 de pouce si l'emballage en contient au moins 100 et à ¼ de pouce si l'emballage en contient moins de 100.

Si à la suite de l'évaluation de la récolte de pommes, celle-ci est prévue comme faible, le ministre peut permettre la vente, sous la dénomination « Petites », des pommes de la catégorie « Extra de fantaisie » dont le diamètre est inférieur à 2¼ pouces mais non à 2 pouces.

§4. Tolérances

22. Au plus 10% des pommes d'un lot ou emballage peuvent n'être pas conformes aux caractéristiques de la catégorie mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure. Cependant il ne doit pas y avoir dans un lot ou emballage plus de 5% de pommes inférieures par suite d'un même défaut et au plus 3% des fruits peuvent être atteints de pourriture.

23. Dix pour cent au plus des pommes d'un lot ou d'un emballage présentées en lit peuvent dépasser l'écart de grosseur permise.

Cinq pour cent au plus des pommes d'un lot ou d'un emballage peuvent être inférieures et 5% supérieures au calibre prescrit ou déclaré.

§5. Présentation

24. Chaque colis ne doit contenir que des pommes de même variété et catégorie et de grosseur sensiblement homogènes.

25. Au plus 15% des pommes d'un lot ou colis peuvent être atteintes d'un défaut, s'il s'agit de pommes de la caté-

gorie « Extra de fantaisie » et 30%, s'il s'agit de pommes de la catégorie « De fantaisie ».

26. Aucune pomme classée dans la catégorie « Extra de fantaisie » ou « De fantaisie » et dont l'épiderme est perforé ne peut être emballée dans une caisse, un plateau ou un emballage cellulaire. Il est excepté pour les pommes de la variété *McIntosh*, si au plus 10% dans la première catégorie, et 15%, dans la seconde, sont ainsi atteintes.

Les pommes classées dans la catégorie « Commerciales » et dont l'épiderme est perforé dans les limites admises peuvent être emballées dans une caisse, un plateau ou un emballage cellulaire. Un tel emballage ne doit pas contenir plus de 20% de pommes ainsi atteintes de la variété *McIntosh* ou 10% dans le cas d'une autre variété.

27. Lorsque des pommes dont l'épiderme est perforé sont emballées dans tout autre emballage permis, un tel emballage n'en peut contenir :

a) plus de 15% dans le cas de pommes classées dans la catégorie « Extra de fantaisie » si elles sont de la variété *McIntosh* et 10% si elles sont d'une autre variété ;

b) plus de 20% dans le cas de pommes classées dans la catégorie « De fantaisie » si elles sont de la variété *McIntosh* et 15% si elles sont d'une autre variété ;

c) plus de 30% dans le cas de pommes classées dans la catégorie « Commerciales » si elles sont de la variété *McIntosh* et 20% si elles sont d'une autre variété.

28. Aucun lot ou emballage de pommes classées dans la catégorie « Extra de fantaisie » ou « De fantaisie » ne peut contenir plus de 5% de fruits piqués par la mouche de la pomme ou portant les traces du kermès virgule.

Dans la catégorie « Commerciales », les pommes piquées par la mouche de la pomme ne peuvent dépasser 25% du lot ou de l'emballage.

29. Jusqu'au 1^{er} novembre de chaque campagne annuelle, peuvent être vendues sous la dénomination « Pommes à cuire » ou « Pommes tombées », dans la catégorie « Commerciales », les pommes qui répondent aux exigences de la catégorie « Commerciales » sauf à l'une des exigences relatives à la coloration, à la maturité, aux meurtrissures ou aux marques causées par la grêle pourvu que la superficie affectée n'excède pas 1 pouce de diamètre.

PARTIE II LÉGUMES

SECTION I ASPERGES

30. Sont établies pour les asperges les catégories et désignations suivantes : no 1, no 2.

§1. Exigences qualitatives

31. Dans la catégorie no 1 sont classés les turions frais, tendres, charnus et bien formés ne présentant aucune apparence grenue et exempts de toute blessure ou défaut. S'il s'agit d'asperge verte, la coloration blanche ne peut paraître sur plus de 15% de la surface d'un turion.

32. Les turions de la catégorie no 2 présentent les mêmes caractéristiques que les asperges de la catégorie no 1. Peuvent être admis quelques défauts qui ne sont pas susceptibles d'affecter ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité et la coloration blanche peut apparaître sur plus de 15% de la surface d'un turion d'asperge verte.

§2. Calibrage

33. Les asperges de la catégorie no 1 doivent avoir un diamètre d'au moins 5/16 de pouce et une longueur minimale de 5½ pouces.

Lorsqu'elles sont placées dans un emballage, l'écart de longueur de la tige la plus longue et de la tige la plus courte ne doit pas dépasser 1½ pouce.

§3. Tolérances

34. Au plus 10% des asperges d'un lot ou d'un emballage peuvent n'être pas conformes aux caractéristiques de la catégorie mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure et au plus 5% lorsque les asperges sont inférieures à cause d'un même défaut. La pourriture molle est restreinte à 1% de ces produits.

35. Aucun lot ou emballage ne peut contenir plus de 5% d'asperges non conformes au calibre prescrit.

§4. Présentation

36. Chaque colis d'asperges ne doit contenir que des turions de même qualité et maturité et de calibre sensiblement homogènes.

SECTION II BETTERAVES, CAROTTES ET PANAIS

37. Sont établies pour les betteraves, les carottes et les panais vendus à l'état frais les catégories et désignations suivantes : no 1, no 2.

§1. Exigences qualitatives

38. Les betteraves, carottes ou panais de la catégorie no 1 doivent être de bonne qualité et présenter la forme, le développement et la coloration typiques de la variété.

La chair doit être tendre mais ferme et non ligneuse.

Ils doivent être exempts de tout défaut. Toutefois, sauf dans le cas des mini-carottes, de légers défauts d'épiderme peuvent être admis pourvu que le cumul n'affecte pas sensiblement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

Les mini-carottes doivent être dépourvues de toute saleté. Elles ne doivent pas être parées dans le collet et les fanes ne doivent pas dépasser ½ pouce.

39. Les betteraves, carottes ou panais de la catégorie no 2 ont les caractéristiques de la catégorie no 1. Peuvent être admis de légers défauts qui ne sont pas susceptibles d'affecter sérieusement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

40. Les carottes autres que les mini-carottes ainsi que les panais, dans chaque catégorie, peuvent être dépouillés de leur collet.

§2. Calibrage

41. Le calibrage des betteraves, des carottes et des panais est déterminé par le diamètre et par la longueur pour les carottes et panais.

42. Le diamètre des betteraves ne doit pas être inférieur à 1¼ pouce ni, dans le cas des betteraves de la catégorie no 1, dépasser 3 pouces.

Cependant dans la catégorie no 1, les betteraves peuvent avoir un diamètre d'un pouce lorsqu'elles ne sont pas emballées préalablement à la vente au consommateur ou lorsque l'emballage qui les contient est transparent ou mentionne l'écart de grosseur des betteraves.

43. Aucune carotte de la catégorie no 1 ne peut avoir un diamètre inférieur à ¾ de pouce.

Ce diamètre doit être conforme aux diamètres minimum et maximum indiqués sur l'emballage.

Sauf dans le cas d'un emballage transparent, s'il n'y a aucune indication de grosseur sur l'emballage, le diamètre ne doit pas être inférieur à 1 pouce ni supérieur à 1 ¾ pouce.

Dans la catégorie no 2, le diamètre ne doit pas être inférieur à 1 pouce.

Dans les 2 catégories, aucune carotte ne doit être plus courte que 3½ pouces.

44. Peuvent être vendues sous la dénomination (Mini-carottes), les carottes provenant de variétés cultivées à cette fin, de catégorie no 1, et qui ont un diamètre d'au moins ½ pouce et d'au plus ¾ de pouce, ainsi qu'une longueur d'au moins 2½ pouces et d'au plus 3 ½ pouces.

45. Aucun panais ne peut avoir un diamètre inférieur à 1 ¼ pouce.

Dans la catégorie no 1, ce diamètre doit être conforme aux diamètres minimum et maximum indiqués sur l'emballage. Sauf dans le cas d'un emballage transparent, s'il n'y a aucune indication de grosseur sur l'emballage, le diamètre ne doit pas être supérieur à 3 pouces.

La longueur d'un panais ne doit pas être inférieure à 5 pouces dans la catégorie no 1 et à 4 pouces dans la catégorie no 2.

§3. Tolérances

46. Un lot ou un emballage de betteraves, carottes ou panais ne peut contenir plus de 6% de betteraves, carottes ou panais ne correspondant pas aux caractéristiques de la catégorie, mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure, ni plus de 2% de produits atteints de pourriture molle.

47. Au plus 8% des betteraves, carottes ou panais d'un lot ou d'un emballage peuvent dépasser le diamètre maximum prescrit ou désigné et 4% ne pas avoir le diamètre minimum prescrit ou désigné.

§4. Présentation

48. Chaque lot ou emballage ne doit contenir que des betteraves, carottes ou panais présentant des caractères variétaux analogues, de même qualité et maturité et de calibre sensiblement homogènes.

49. Un emballage de carottes ou de panais dépouillés de leur collet doit en faire mention et il ne doit contenir que des carottes ou panais sans collet.

SECTION III CÉLERI

50. Sont établies pour la vente du céleri à l'état frais les catégories et désignations suivantes : no 1, no 2.

§1. Exigences qualitatives

51. Le céleri de la catégorie no 1 doit être de bonne qualité et présenter la forme, le développement et la coloration typiques de la variété parvenue à maturité.

Il doit être frais, propre et paré, dépourvu de tige à graine et exempt de tout défaut. Peuvent être admis de légers défauts d'une côte extérieure si le cumul n'affecte pas sensiblement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

52. Le céleri de la catégorie no 2 a les caractéristiques de la catégorie no 1. Sont admis cependant les défauts qui n'affectent pas sérieusement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

§2. Calibrage

53. Le calibrage du céleri est déterminé par la longueur moyenne des côtes extérieures mesurée à partir de la coupe des racines ainsi que par le diamètre des côtes mesuré à 2 pouces au-dessus du point d'attache le plus bas d'une côte extérieure à la base du pied.

54. Aucun pied de céleri ne doit mesurer moins de 2½ pouces de diamètre.

La longueur d'un pied de céleri dans la catégorie no 1 ne doit pas être inférieure à 15 pouces, lorsque la tête a été enlevée et à 18 pouces dans les autres cas.

L'écart maximum permis entre les pièces de céleri d'un emballage dans la catégorie no 1 est de 1½ pouce de diamètre et 2 pouces de longueur.

55. N'est pas exclu de la catégorie no 1 le céleri qui n'est pas conforme au calibre, lorsque la dénomination « Coeur de céleri » est ajoutée au nom de la catégorie.

§3. Tolérances

56. Un emballage ou un lot de céleri ne doit pas contenir plus de 10% de pièces ne répondant pas aux normes de la catégorie mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure et pas plus de 5% dans le cas où les pièces ne répondent pas aux normes de la catégorie par suite d'un même défaut, ni plus de 2% de pièces atteintes de pourriture molle.

Un lot ou un emballage de céleri ne doit pas contenir plus de 5% de pièces non conformes au calibre prescrit.

§4. Présentation

57. Chaque colis de céleri ne doit comporter que des produits de même variété et qualité et de grosseur et longueur sensiblement homogènes.

SECTION IV CHOUX

58. Sont établies pour la vente des choux frais les catégories et désignations suivantes : no 1, no 2.

§1. Exigences qualitatives

59. Les choux de la catégorie no 1 doivent être de bonne qualité. Ils doivent présenter les caractéristiques typiques de la variété, être fermes et bien parés et exempts de défaut.

Toutefois, peuvent être admis de légers défauts dont le cumul n'est pas susceptible d'affecter sensiblement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

60. Les choux de la catégorie no 2 ont les caractéristiques de la catégorie no 1. Peuvent être admis des défauts dont le cumul n'est pas susceptible d'affecter sérieusement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

§2. Calibrage

61. Les choux d'un même emballage ne peuvent différer de plus de 2 pouces en diamètre.

§3. Tolérances

62. Un lot ou un emballage de choux ne doit pas contenir plus de 10% de pièces ne répondant pas aux normes de la catégorie mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure, pas plus de 5% dans le cas où les pièces ne répondent pas aux normes de la catégorie par suite d'un même défaut, ni plus de 2% de pièces atteintes de pourriture molle.

§4. Présentation

63. Chaque colis de choux ne doit comporter que des produits de même variété et qualité et de grosseur sensiblement homogènes.

SECTION V

CHOUX DE BRUXELLES

64. Sont établies pour la vente des choux de Bruxelles frais les catégories et désignations suivantes : no 1, no 2.

§1. Exigences qualitatives

65. Les choux de Bruxelles de la catégorie no 1 doivent être de bonne qualité et présenter la forme, le développement et la coloration typiques de la variété. Les pommes doivent être sans tige, bien formées, fermes et exemptes de tout défaut. Peuvent être admis de légers défauts dont le cumul n'est pas susceptible d'affecter sensiblement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

66. Les choux de Bruxelles de la catégorie no 2 ont les caractéristiques de la catégorie no 1. Toutefois, les pommes peuvent être de teinte légèrement plus pâle et moins compactes. Peuvent être admis de légers défauts qui ne sont pas susceptibles d'affecter sérieusement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

§2. Calibrage

67. Le diamètre ne doit pas être inférieur à 1 pouce, dans chaque catégorie, ni dépasser 2 pouces dans la catégorie no 1.

§3. Tolérances

68. Un emballage ou lot de choux de Bruxelles ne doit pas contenir plus de 10% de pièces ne répondant pas aux normes de la catégorie mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure, pas plus de 5% dans le cas où les pièces ne répondent pas aux normes de la catégorie par suite d'un même défaut, ni plus de 2% de pièces atteintes de pourriture molle.

Un lot ou un emballage de choux de Bruxelles ne doit pas contenir plus de 5% de pièces inférieures, ni plus de 5% de pièces supérieures au calibre prescrit.

§4. Présentation

69. Chaque colis de choux de Bruxelles ne doit comporter que des produits de même variété et qualité et de gros-sieur sensiblement homogènes.

SECTION VI

CHOUX-FLEURS

70. Sont établies pour la vente des choux-fleurs frais les catégories et désignations suivantes : no 1, no 2.

§1. Exigences qualitatives

71. Les choux-fleurs de la catégorie no 1 doivent être de qualité supérieure. Ils doivent présenter la forme, le développement et la coloration typiques de la variété. Les inflorescences doivent être fermes, compactes, de grain serré, de teinte blanche à ivoire et exemptes de défaut.

Toutefois, peuvent être admis un léger défaut de forme ou de développement, un léger défaut de coloration, un très léger duvet.

Si les choux-fleurs sont présentés en feuilles ou couronnés, les feuilles protectrices doivent être fraîches et indemnes d'altération.

72. Les choux-fleurs de la catégorie no 2 doivent être de bonne qualité et présenter les caractéristiques typiques de la variété.

Les inflorescences peuvent être légèrement déformées, de grains légèrement desserrés et de coloration jaunâtre.

Peuvent être admis un défaut de forme ou de développement, un défaut de coloration, un léger duvet, une meurtrissure, une légère trace d'attaque d'insecte, de rongeur ou de maladie, pourvu que ces défauts ne soient nuisibles ni à l'aspect général, ni à la conservation, ni à la comestibilité.

§2. Calibrage

73. Le diamètre du chou-fleur est le plus grand diamètre de la section équatoriale de l'inflorescence.

Il ne doit pas être inférieur à 4 pouces dans la catégorie no 1, sauf si le produit est vendu au poids.

Dans un emballage de choux-fleurs de la catégorie no 1, le plus gros ne doit pas dépasser le plus petit de plus de 2 pouces de diamètre.

§3. Tolérances

74. Un lot ou un emballage de choux-fleurs ne doit pas contenir plus de 10% de pièces ne répondant pas aux normes de la catégorie mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure, pas plus de 5% dans le cas où les pièces ne répondent pas aux normes de la catégorie par suite d'un même défaut, ni plus de 2% de pièces atteintes de pourriture molle.

Un lot ou un emballage de choux-fleurs ne doit pas contenir plus de 5% de pièces non conformes au calibre prescrit.

§4. Présentation

75. Les choux-fleurs peuvent être présentés en feuilles, couronnés ou effeuillés.

Présenté en feuilles, le chou-fleur est revêtu de feuilles saines et vertes de nombre et de longueur suffisants pour couvrir et protéger entièrement l'inflorescence ; le trognon est coupé légèrement au-dessous des feuilles de protection.

Le chou-fleur couronné demeure garni d'un nombre suffisant de feuilles pour protéger l'inflorescence ; les feuilles doivent être vertes et saines et élaguées à $\frac{3}{8}$ de pouce au plus du ras de l'inflorescence. Le trognon doit être coupé légèrement en dessous des feuilles de protection.

Le chou-fleur effeuillé est dépourvu de toutes les feuilles et de la partie non comestible du trognon. Il doit être protégé au moyen d'un emballage ou enveloppe individuelle.

76. Chaque colis de choux-fleurs ne doit contenir que des produits de même qualité, calibre, type et forme, de coloration sensiblement homogènes et de présentation uniforme.

SECTION VII CONCOMBRES

77. Sont établies pour la vente des concombres frais les catégories et désignations suivantes : no 1, no 2.

§1. Exigences qualitatives

78. Les concombres de la catégorie no 1 doivent être de bonne qualité et présenter la forme, le développement et la coloration de la variété. Ils doivent être fermes et exempts de défaut. Peuvent être admis de légers défauts dont le cumul n'est pas susceptible de nuire sensiblement ni à l'aspect général, ni à la conservation, ni à la comestibilité.

La couleur verte caractéristique de la variété doit apparaître sur au moins 85% de la surface de chaque concombre.

79. Les concombres de la catégorie no 2 ont les caractéristiques de la catégorie no 1. Peuvent aussi être admis des défauts dont le cumul n'est pas susceptible d'affecter sérieusement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

La couleur verte caractéristique de la variété doit apparaître sur au moins 75% de la surface de chaque concombre.

§2. Calibrage

80. Le calibrage des concombres est déterminé par la longueur et par le diamètre.

81. À l'exception des concombres produits en serre, les concombres de la catégorie no 1 doivent avoir un diamètre d'au plus $2\frac{3}{4}$ pouces.

Les concombres de la catégorie no 1 doivent avoir une longueur minimale de 6 pouces.

Cependant, dans cette catégorie, les concombres peuvent avoir une longueur minimale de 2 pouces lorsqu'ils ne sont pas emballés préalablement à la vente au consommateur ou lorsqu'ils sont vendus au poids dans un emballage de matière transparente ou dans un emballage mentionnant l'écart de calibre.

Dans la catégorie no 2 les concombres doivent avoir une longueur minimale de 5 pouces, s'ils ont été produits en serre, et de 4 pouces dans les autres cas.

82. Aucun emballage de concombres de la catégorie no 1 ne peut contenir de produits dont le diamètre diffère de plus de $\frac{1}{2}$ pouce, s'il s'agit de concombres produits en serre, et de $\frac{3}{4}$ de pouce dans les autres cas.

Aucun emballage de concombres de la catégorie no 2 ne peut contenir de produits dont le diamètre diffère de plus de $\frac{3}{4}$ de pouce, s'il s'agit de concombres de serre et de 1 pouce dans les autres cas.

La longueur des concombres d'un emballage ne peut différer de plus de $1\frac{1}{2}$ pouce dans le cas de concombres de serre de la catégorie no 1 et de plus de 2 pouces dans les autres cas.

§3. Tolérances

83. Aucun lot ou emballage de concombres ne doit contenir plus de 10% de concombres ne correspondant pas aux caractéristiques de la catégorie, mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure et pas plus de 5% s'il s'agit de concombres produits en serre ou de concombres ne correspondant pas aux caractéristiques de la catégorie par suite d'un même défaut.

Au plus 1% des concombres d'un lot ou d'un emballage peuvent être atteints de pourriture.

Un lot ou un emballage de concombres ne peut contenir plus de 5% de concombres non conformes au calibre prescrit.

§4. *Présentation*

84. Chaque colis ne doit contenir que des concombres de même origine, variété et qualité et de grosseur et forme sensiblement homogènes.

Les concombres produits en serre doivent être présentés sous la dénomination « Concombres de serre ».

SECTION VIII LAITUE POMMÉE

85. Sont établies pour la vente de la laitue pommée les catégories et désignations suivantes : no 1, no 2.

§1. *Exigences qualitatives*

86. La laitue pommée de la catégorie no 1 doit être de bonne qualité et présenter une seule pomme bien formée, ferme et non éclatée, exempte d'attaque de parasites animaux ou de maladies qui peuvent en affecter sérieusement la conservation ou la comestibilité, exempte de toute trace de gel, pratiquement exempte de dommages physiques, et de coloration normale pour la variété. Elle doit être parée et débarrassée des racines au ras des dernières feuilles.

87. La laitue de la catégorie no 2 doit être de qualité marchande. Elle doit présenter une seule pomme assez bien formée et ferme mais non éclatée, être exempte d'attaque de parasites animaux ou de maladies qui peuvent en affecter sérieusement la conservation et la comestibilité, exempte de dommages physiques graves. Elle peut présenter un léger défaut de coloration. Elle doit être parée et débarrassée des racines au ras des dernières feuilles.

§2. *Calibrage*

88. Un emballage de laitue de la catégorie no 1 ne doit pas contenir de produits dont le diamètre diffère de plus de 2 pouces.

§3. *Tolérances*

89. Aucun lot ou emballage de laitue ne doit contenir plus de 10% de pièces ne correspondant pas aux caractéristiques de la catégorie mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure, ni plus de 2% de pièces atteintes de pourriture molle.

§4. *Présentation*

90. Chaque colis ne doit contenir que de la laitue de même variété et qualité et de grosseur sensiblement homogène.

SECTION IX MAÏS SUCRÉ

91. Sont établies pour la vente du maïs sucré la catégorie et la désignation suivantes : no 1.

§1. *Exigences qualitatives*

92. Le maïs sucré de la catégorie no 1 doit être de qualité supérieure et présenter la forme, le développement et la coloration typiques de la variété.

L'épi doit être frais et la rafle bien garnie de grains tendres, pleins et laiteux, uniformes et placés en rangs serrés et réguliers. Peut être détachée en partie, l'extrémité de la rafle garnie de grains avortés ou informes.

Si l'épi a conservé ses spathes, celles-ci doivent être vertes, fraîches et indemnes.

Le maïs doit être exempt de tout défaut. Peuvent être admis de légers défauts dont le cumul n'est pas de nature à altérer sensiblement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

§2. *Calibrage*

93. Le calibrage du maïs est déterminé par la plus petite dimension de la longueur de l'épi garnie de grains comestibles.

Celle-ci ne doit pas être inférieure à 4 pouces.

§3. *Tolérances*

94. Un lot ou un emballage de maïs sucré ne doit pas contenir plus de 10% de pièces ne répondant pas aux normes de la catégorie et au plus 5% lorsque les pièces ne répondent pas aux normes de la catégorie par suite d'un même défaut.

Aucun lot ou emballage ne peut contenir plus de 1% d'épis atteints de pourriture.

95. Un lot ou un emballage de maïs sucré ne doit pas contenir plus de 5% d'épis non conformes au calibre prescrit.

§4. *Présentation*

96. Le maïs peut être présenté recouvert de ses spathes ou celles-ci enlevées, et dans ce cas, il doit être protégé par un emballage de matière transparente.

Il peut être présenté sous la dénomination « Petit » si la partie de l'épi garnie de grains comestibles n'a pas plus de

6 pouces et sous la dénomination « Gros » si elle a 6 pouces et plus.

97. Chaque colis de maïs ne doit contenir que des produits de même variété et qualité, de forme, maturité et coloration sensiblement homogènes et de présentation uniforme.

SECTION X OIGNONS

98. Sont établies pour la vente des oignons les catégories et désignations suivantes : no 1, no 2.

§1. Exigences qualitatives

99. Les oignons de la catégorie no 1 doivent être de bonne qualité et présenter la forme, le développement et la coloration typiques de la variété.

Les bulbes doivent être fermes et consistants, suffisamment secs, non germés, dépourvus de tige creuse et résistante, exempts de renflements provoqués par un développement végétatif anormal, dépourvus de touffe radiculaire.

Ils doivent être exempts de tout défaut. Peuvent être admis cependant de légers défauts dont le cumul n'est pas susceptible d'affecter sensiblement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

Toutefois, peuvent être moins fermes et secs les bulbes vendus sous la dénomination d'« Oignons nouveaux » aussitôt après leur récolte et avant le 30 septembre de chaque campagne annuelle.

100. Les oignons de la catégorie no 2 ont les caractéristiques des oignons de la catégorie no 1. Les bulbes peuvent cependant être moins fermes et secs.

Peuvent aussi être admis les défauts qui ne sont pas susceptibles d'affecter sérieusement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

§2. Calibrage

101. Le diamètre des oignons ne doit pas être inférieur à 1 3/4 pouce.

Les oignons de la catégorie no 1 ne peuvent avoir un diamètre de plus de 3 pouces, sauf s'ils ne sont pas emballés préalablement à la vente au consommateur ou s'ils sont emballés dans un emballage de matière transparente ou indiquant l'écart de grosseur entre l'oignon le plus petit et le plus gros.

102. Toutefois peuvent être présentés :

a) sous la dénomination « Petits », les oignons dont le plus petit a un diamètre d'au moins 1 1/4 pouce et le plus gros d'au plus 2 pouces ;

b) sous la dénomination « Jumbo », les oignons dont le plus petit a un diamètre de 3 pouces ;

c) sous la dénomination « À mariner », les oignons dont le plus petit a un diamètre d'au moins 1/2 pouce et le plus gros au plus 1 pouce ;

d) sous la dénomination « Gros à mariner », les oignons dont le plus petit a un diamètre d'au moins 1/2 pouce et le plus gros au plus 1 1/2 pouce.

§3. Tolérances

103. Un lot ou un emballage d'oignons ne peut contenir plus de 5% de produits ne correspondant pas aux caractéristiques de la catégorie, mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure, ni plus de 2% atteints de pourriture molle.

Au plus 5% des oignons d'un lot ou d'un emballage peuvent être inférieurs et 5% supérieurs au calibre prescrit ou indiqué.

§4. Présentation

104. Chaque colis d'oignons ne doit contenir que des produits de même variété et qualité et de calibre suffisamment homogènes.

SECTION XI POMMES DE TERRE

105. Sont établies pour la vente des pommes de terre, les catégories et désignations suivantes : no 1, no 2.

§1. Exigences qualitatives

106. Les pommes de terre de la catégorie no 1 doivent être de bonne qualité et présenter la forme, le développement et la coloration typiques de la variété.

Les tubercules doivent être fermes et dépourvus de germe dépassant 1/2 pouce. Ils doivent être exempts de tout défaut ou sans altération externe ou interne, et pratiquement débarrassés de souillure, de terre ou matière étrangère.

Peuvent cependant être admis les défauts qui ne sont pas susceptibles d'affecter sensiblement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité et qui peuvent être enlevés sans causer une perte de plus de 5% du volume du tubercule.

Toutefois, la gale ne peut couvrir plus de 5% de la superficie d'un tubercule, ou, s'il s'agit de la gale profonde plus de ¼ de pouce de diamètre.

L'insolation ne peut toucher plus de 5% de la surface d'un tubercule ni pénétrer la pulpe de plus de ¼ de pouce.

Le verdissement est limité à 15% de la surface d'un tubercule et doit pouvoir disparaître totalement par le pelage ordinaire.

107. Les pommes de terre de la catégorie no 2 ont les caractéristiques de la catégorie no 1. Peuvent être admis, un léger défaut de forme, un léger défaut de développement, un léger défaut de coloration.

Les tubercules peuvent être raisonnablement fermes et consistants et suffisamment secs. Sont admis les défauts qui ne sont pas susceptibles d'affecter sérieusement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité, et qui peuvent être enlevés sans causer une perte de plus de 10% du volume d'un tubercule. Ils peuvent être suffisamment propres.

Toutefois, la gale peut couvrir au plus 25% de la surface d'un tubercule. La gale profonde, la brûlure et le mildiou secs ne sont admis que s'ils peuvent être enlevés sans causer la perte de plus de 5% du volume du tubercule.

§2. Calibrage

108. Les pommes de terre doivent passer dans une maille ronde de 4½ pouces de diamètre sans toutefois passer dans une maille ronde de 1½ pouce de diamètre dans le cas de la catégorie no 1 et de 1¾ pouce dans le cas de la catégorie no 2.

109. Dans la catégorie no 1, les pommes de terre sont présentées selon le calibre et les dénominations suivantes :

a) sous la dénomination « Petites », les pommes de terre passant dans une maille ronde d'un diamètre de 2¼ pouces mais non de 1½ pouce ;

b) sous la dénomination « Moyennes », les pommes de terre passant dans une maille ronde d'un diamètre de 3 pouces mais non de 2 pouces ;

c) sous la dénomination « Grosses », les pommes de terre passant dans une maille ronde d'un diamètre de 4½ pouces mais non de 3 pouces.

110. Les pommes de terre de la catégorie no 1 peuvent aussi être présentées sans dénomination dans le calibre suivant :

a) s'il s'agit d'une variété longue, les pommes de terre doivent passer dans une maille ronde d'un diamètre de

3 ½ pouces mais non de 2 pouces, ni 1¾ pouce dans le cas où la longueur excède 3½ pouces ;

b) s'il s'agit d'une variété ronde, les pommes de terre doivent passer dans une maille ronde d'un diamètre de 3½ pouces mais non de 2¼ pouces.

Jusqu'au 30 septembre de chaque campagne annuelle, les pommes de terre vendues aussitôt après leur récolte, peuvent être inférieures aux calibres minima fixés aux paragraphes *a* et *b* du premier alinéa sans toutefois passer dans une maille ronde d'un diamètre de 1½ pouce. Cependant, lorsqu'elles sont inférieures à ce dernier calibre mais ne passent pas dans une maille ronde d'un diamètre de ¾ de pouce et qu'elles sont exemptes de tout défaut, elles peuvent être vendues sous la dénomination « Grenaille ».

§3. Tolérances

111. Aucun lot ou emballage de pommes de terre ne doit contenir, dans la catégorie no 1, plus de 10% et, dans la catégorie no 2, plus de 15% de pièces ne répondant pas aux caractéristiques de la catégorie, mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure. S'il s'agit de pommes de terre non conformes par suite d'un même défaut, il ne doit pas y en avoir plus de 5%. S'il s'agit de pommes de terre atteintes de coeur creux, elles sont limitées à 5% pour les pommes de terre vendues sous la dénomination « Grosses » et à 3% pour les autres pommes de terre de la catégorie no 1, à 10% dans la catégorie no 2.

112. Au plus 1% des pommes de terre d'un lot ou d'un emballage peuvent être atteintes de pourriture.

113. Un lot ou un emballage de pommes de terre ne doit pas contenir plus de 5% de pommes de terre inférieures ni plus de 5% supérieures au calibre prescrit.

§4. Présentation

114. Chaque colis de pommes de terre ne doit contenir que des produits de même variété et qualité et de forme et de grosseur suffisamment homogènes.

115. Nul lot ou emballage de pommes de terre de la catégorie no 1 ne doit contenir plus de 5% de pommes de terre atteintes de la gale profonde, ni plus de 10% de tubercules dont la chair est découverte ou qui ne sont pas débarrassées de leurs germes, ni plus de 35% de tubercules atteints d'un défaut qui ne peut être enlevé par le pelage ordinaire, ni plus de 50% de pommes de terre affectées de la gale.

116. Nul lot ou emballage de pommes de terre de la catégorie no 2 ne doit contenir plus de 10% de pommes de

terre non débarrassées de leurs germes ni plus de 25% de pommes de terre passant dans une maille ronde d'un diamètre de 2 pouces, ni plus d'un tiers de tubercules souillés de terre.

SECTION XII RUTABAGAS OU CHOUX-NAVETS

117. Sont établies pour la vente des rutabagas ou choux-navets les catégories et désignations suivantes : no 1, no 2.

§1. Exigences qualitatives

118. Les rutabagas ou choux-navets de la catégorie no 1 doivent être de bonne qualité et présenter la forme, le développement et la coloration typiques de la variété. Ils doivent être fermes, bien parés et exempts de tout défaut. La chair doit être tendre et non ligneuse.

Peuvent être admis de légers défauts dont le cumul n'est pas susceptible d'affecter sensiblement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

119. Les rutabagas ou choux-navets de la catégorie no 2 ont les caractéristiques de la catégorie no 1.

Peuvent être admis un léger défaut de forme, un léger défaut de développement, un léger défaut de coloration.

La chair peut être suffisamment tendre et ferme. Sont admis les défauts dont le cumul n'est pas susceptible d'affecter sérieusement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

§2. Calibrage

120. Le calibre des rutabagas ou choux-navets est déterminé par le diamètre et la longueur.

Celle-ci ne doit pas dépasser 1½ fois le diamètre.

121. Les rutabagas ou choux-navets doivent être conformes aux diamètres minimum et maximum indiqués sur l'emballage.

L'écart de grosseur entre le plus petit rutabaga ou chou-navet d'un emballage et le plus gros ne doit pas excéder 2 pouces.

122. Peuvent être présentés dans la catégorie no 1 :

a) sous la dénomination « Petits », les rutabagas ou choux-navets dont le diamètre n'est pas inférieur à 2 pouces et n'excède pas 4 pouces ;

b) sous la dénomination « Moyens », les rutabagas ou choux-navets dont le diamètre n'est pas inférieur à 4 pouces et n'excède pas 6 pouces ;

c) sous la dénomination « Gros », les rutabagas ou choux-navets dont le diamètre n'est pas inférieur à 5 pouces et n'excède pas 7 pouces.

§3. Tolérances

123. Aucun lot ou emballage de rutabagas ou choux-navets ne peut contenir plus de 10% de produits ne répondant pas aux caractéristiques de la catégorie, mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure et au plus 5% peuvent être atteints de pourriture molle.

124. Aucun lot ou emballage de rutabagas ou choux-navets ne peut contenir plus de 10% de produits inférieurs et 10% de produits supérieurs au calibre prescrit, à l'exclusion des produits inférieurs ou supérieurs par plus de ½ pouce.

§4. Présentation

125. Chaque colis ne peut contenir que des rutabagas ou choux-navets de même variété et qualité, et de coloration et grosseur sensiblement homogènes.

SECTION XIII TOMATES

126. Sont établies pour la vente des tomates les catégories et désignations suivantes : no 1, no 2.

§1. Exigences qualitatives

127. Les tomates de la catégorie no 1 doivent être de qualité supérieure. Elles doivent être de chair ferme et présenter la forme, le développement et la coloration typiques de la variété.

Elles doivent être exemptes de tout défaut et, lorsqu'elles ont été cultivées en serre, être de coloration uniforme.

Sont exclues de cette catégorie les tomates présentant des dos verts.

Peuvent cependant être admis de légers défauts dont le cumul n'est pas susceptible d'affecter sensiblement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

128. Les tomates de la catégorie no 2 ont les caractéristiques de la catégorie no 1. Elles peuvent être suffisamment fermes et doivent être exemptes de défauts graves. Peuvent être admis de légers défauts dont le cumul n'est pas sus-

ceptible d'affecter sérieusement ni l'aspect général, ni la conservation, ni la comestibilité.

§2. Calibrage

129. Les tomates cultivées en pleine terre ne peuvent avoir un diamètre inférieur à 2 pouces dans la catégorie no 1 et à 1¾ pouce dans la catégorie no 2.

Cependant peuvent être présentées sous la dénomination « Petites » les tomates de pleine terre de la catégorie no 1 lorsque la plus petite n'est pas inférieure à 1½ pouce de diamètre et la plus grosse n'excède pas 2 pouces. Il est permis d'indiquer sur l'emballage les diamètres minimum et maximum au lieu du mot « Petites ».

130. Les tomates cultivées en serre ne peuvent avoir un diamètre inférieur à 1½ pouce dans la catégorie no 1.

131. La plus grosse des tomates contenues dans un emballage opaque et fermé ne doit pas excéder la plus petite de plus de 1 pouce de diamètre.

Les tomates de serre d'un emballage ou d'un lot ne doivent pas différer entre elles de plus de 1 pouce lorsque la plus petite a un diamètre d'au moins 2½ pouces et, d'au plus ½ pouce, lorsque la plus petite a un diamètre d'au moins 1½ pouce.

§3. Tolérances

132. Aucun lot ou emballage de tomates ne peut contenir plus de 10% de produits ne répondant pas aux caractéristiques de la catégorie mais conformes à celles de la catégorie immédiatement inférieure, et, s'il s'agit de produits non conformes par suite d'un même défaut ou s'il s'agit de tomates de serre, au plus 5% de tels produits.

Au plus 3% de tomates de pleine terre d'un lot ou emballage peuvent être atteintes de pourriture et 1% lorsqu'il s'agit de tomates de serre.

133. Aucun lot ou emballage de tomates ne peut contenir plus de 5% de produits inférieurs et 5% de produits supérieurs au calibre prescrit.

§4. Présentation

134. Chaque colis ne doit contenir que des tomates de même origine, variété et qualité et de grosseur sensiblement homogène. Les tomates doivent être de coloration et de maturité uniformes.

135. Les tomates cultivées en serre doivent être présentées sous cette dénomination.

TABLEAU B

DÉNOMINATIONS PARTICULIÈRES POMMES D'ATMOSPHÈRE CONTRÔLÉE

1. Est établie pour les pommes conservées sous atmosphère contrôlée conformément au présent tableau la dénomination « Atmosphère contrôlée » ou « AC » en français ou *Controlled atmosphere* ou CA en anglais.

2. L'emploi de cette dénomination ou de tout autre indication ou signe laissant croire qu'il s'agit de pommes conservées sous atmosphère contrôlée n'est permise que pour les pommes de la catégorie « Extra de fantaisie » ou « De fantaisie », conservées sous atmosphère contrôlée, classées, emballées et marquées dans les conditions prévues ci-après et sous la surveillance d'un inspecteur ou agent autorisé à cette fin par le ministre ou, pour les pommes de provenance extérieure, sous une surveillance jugée équivalente par le ministre.

3. La conservation des pommes sous atmosphère contrôlée doit être faite pendant une période d'au moins 90 jours consécutifs dans une chambre réfrigérée maintenue dans des conditions de température et d'humidité propres à assurer cette conservation et dans laquelle l'atmosphère ne contient pas plus de 5% d'oxygène en volume d'air.

4. Des instruments précis doivent mesurer la température de la chambre et des fruits, l'état hygrométrique ainsi que la quantité d'oxygène et de gaz carbonique (CO₂) contenue dans l'air de la chambre et enregistrer automatiquement ces mesures lorsqu'ils sont munis d'appareils à cet effet.

À défaut d'enregistrement automatique de ces mesures, elles sont lues quotidiennement par un préposé qui doit les inscrire dans un registre tenu à cette fin.

5. La mise des pommes en chambre réfrigérée doit être faite sans retard après la cueillette et un classement sommaire.

Les scellés doivent être apposés sur la chambre par l'inspecteur au plus tard dans les 15 jours de la première entrée de pommes.

Dans les 20 jours qui suivent l'apposition des scellés, la quantité d'oxygène dans l'air de la chambre doit être réduite au maximum prescrit.

On doit placer dans des chambres distinctes les variétés de pommes qui exigent des conditions différentes de conservation.

Les pommes d'une variété appartenant à un même propriétaire constituent un lot distinct qui est identifié par un

numéro. Chaque contenant de pommes d'un même lot doit être marqué du numéro du lot ainsi que de l'abréviation AC ou CA et du matricule prévu à l'article 9.

6. La sortie des pommes de la chambre de même que leur classement, conditionnement et marquage doivent être faits sous la surveillance de l'inspecteur. Ces opérations sont faites rapidement dans des conditions favorables à la conservation des pommes.

Les pommes destinées à la vente sous la dénomination établie à l'article 1 doivent être mises dans un emballage fermé prescrit au tableau C de l'annexe, à l'exclusion de la boîte à verger, de la manne ou demi-manne. Elles doivent être conservées dans une chambre froide jusqu'à leur livraison au commerce de détail.

Ces pommes doivent être mises en vente, vendues et livrées dans l'emballage d'origine sous la dénomination prévue à l'article 1. Cet emballage doit, jusqu'à la livraison au consommateur, porter un certificat de contrôle en la forme prescrite par le ministre.

Les pommes d'atmosphère contrôlée peuvent être offertes en vente au consommateur dans un emballage ouvert lorsque le détaillant ne détient en vue de la vente que des pommes d'atmosphère contrôlée.

7. Seul un inspecteur peut apposer ou briser les scellés sur une chambre réfrigérée.

L'ouverture temporaire de la chambre sous la surveillance d'un inspecteur pendant la période de conservation n'interrompt pas cette période si l'atmosphère de la chambre n'est pas modifiée.

8. Une personne qui procède à la conservation ou au conditionnement des pommes d'atmosphère contrôlée doit obtenir l'agrément du ministre.

La demande d'agrément est faite chaque année avant le 15 août sur une formule fournie à cette fin indiquant les nom ou raison sociale et l'adresse du requérant ainsi que le lieu où seront faites ces opérations et tout autre renseignement requis par le ministre.

9. Le ministre peut agréer la demande d'un requérant s'il est d'avis qu'il offre les garanties suffisantes pour assurer le respect de la Loi et du règlement. Dans le cas de conservation, le requérant doit justifier qu'il possède un bâtiment construit et équipé en vue de la conservation des pommes sous atmosphère contrôlée dans les conditions et pendant le temps prescrit par ce présent tableau.

Le requérant est alors inscrit dans un registre des personnes agréées et un matricule lui est attribué.

Le ministre peut révoquer en tout temps l'agrément donné, s'il est d'avis que le bénéficiaire enfreint l'une des dispositions de la Loi ou du règlement.

10. Toute personne qui a obtenu l'agrément du ministre pour la conservation ou le conditionnement des pommes d'atmosphère contrôlée doit, selon le cas :

a) faciliter à l'inspecteur la surveillance et la vérification des opérations et tenir à sa disposition les instruments ou appareils nécessaires ou utiles ;

b) dans les 30 jours de l'apposition des premiers scellés sur une chambre, transmettre au ministre un rapport, en la forme et aux conditions qu'il détermine, indiquant le cubage et la capacité en boisseaux de la chambre scellée, la quantité et le nom de chaque variété de pommes conservées constituant un lot, le numéro donné à ce lot inscrit sur le contenant, ainsi que les nom et adresse du propriétaire de chaque lot ;

c) tenir des registres de ses opérations dans lesquels elle inscrit le jour, la quantité et le nom de chaque variété de pommes conservées, reçues ou livrées, le numéro de lot donné à chaque variété, les nom et adresse du propriétaire ou destinataire de chaque lot et, le cas échéant, les nom ou raison sociale, l'adresse et le matricule de la personne qui les a conservées ;

d) tenir un répertoire des documents relatifs à ses opérations et les produire à l'inspecteur sur demande ;

e) fournir au ministre tout autre renseignement qu'il juge utile à l'application du présent règlement.

Les registres et répertoires sont ouverts à l'examen de l'inspecteur. Ils sont conservés, de même que tout document relatif aux opérations, pendant au moins un an à compter du jour de la dernière inscription qui y est portée.

TABLEAU C

NORMES RELATIVES AUX EMBALLAGES

1. Les fruits ou les légumes peuvent être emballés :

a) dans un emballage approprié portant l'indication du poids net du produit ;

b) dans un emballage-type énuméré ci-après approprié au produit et contenant la quantité fixée de ce produit.

2. Peuvent être utilisés pour les fruits et légumes :

a) un emballage d'une chopine contenant 33,6 pouces cubes ;

b) un emballage d'une pinte contenant 67,2 pouces cubes ;

- c) un panier contenant 2, 4, 6 ou 11 pintes ;
- d) une manne-boisseau contenant 32 pintes ;
- e) une manne demi-boisseau contenant 16 pintes ;
- f) une caisse, une boîte ou cageot contenant 2 200 pouces cubes ;
- g) une demi-caisse, boîte ou cageot contenant 1 100 pouces cubes.

3. Peuvent être utilisés pour les pommes :

- a) une boîte dont les dimensions intérieures en pouces sont les suivantes : $18 \times 11\frac{1}{2} \times 10\frac{1}{2}$ ou $16\frac{1}{8} \times 8\frac{5}{8} \times 7\frac{5}{8}$;
- b) un cageot ou plateau dont les dimensions intérieures en pouces sont les suivantes : $17 \times 13 \times 11$ ou $16\frac{1}{8} \times 11\frac{1}{2} \times 5\frac{3}{4}$ de hauteur de bout et $4\frac{3}{4}$ de hauteur de côté ;
- c) un plateau alvéolaire dont les dimensions intérieures en pouces sont les suivantes : $19\frac{3}{4} \times 12 \times 11\frac{3}{4}$;
- d) une boîte divisée en cellules pouvant contenir chacune une pomme en nombre et de dimensions suivantes :

Lorsque la boîte contient des pommes de forme allongée, elle doit être divisée en cellules :

au nombre de :	ayant chacune les dimensions intérieures suivantes, en pouces :		
	longueur	largeur	profondeur
60	3 5/8	3 3/8	3 5/8
72	3 7/16	3 3/16	3 7/16
80	3 5/16	3 1/16	3 5/16
96	3 1/16	2 7/8	3 1/8
120	2 7/8	2 11/16	2 15/16
140	2 11/16	2 9/16	2 3/4
160	2 9/16	2 7/16	2 5/8
175	2 15/32	2 11/32	2 1/2
200	2 11/32	2 9/32	2 7/16
216	2 7/32	2 7/32	2 3/8

Lorsque la boîte contient des pommes de forme ronde, elle doit être divisée en cellules :

au nombre de :	ayant chacune les dimensions intérieures suivantes, en pouces :		
	longueur	largeur	profondeur
60	3 9/16	3 1/4	3 3/4
72	3 7/16	3 1/16	3 9/16
84	3 1/4	2 3/4	3 5/16
96	3 3/16	2 11/16	3 1/4
120	2 15/16	2 1/2	3
140	2 3/4	2 5/16	2 13/16
160	2 9/16	2 1/4	2 11/16
180	2 1/2	2 3/16	2 5/8
200	2 3/8	2 1/16	2 1/2
216	2 5/16	2	2 7/16

4. Lorsqu'un sac contient des pommes ou des légumes énumérés ci-après, il doit renfermer un poids net de marchandise prescrit ci-après pour chacun de ces produits :

- a) pour les pommes : 3, 4, 5, 8, 10 livres ;
- b) pour les betteraves, carottes, oignons : 1, 2, 3, 5, 10, 50, 75, 100 livres ;
- c) pour les choux : 25, 40, 50, 75 livres ;
- d) pour les choux-navets ou rutabagas : 2, 3, 5, 20, 25, 50, 75, 100 livres ;
- e) pour les haricots : 1, 2, 3, 4, 5, 20, 40, livres ;
- f) pour les pommes de terre : 3, 5, 10, 20, 50, 75, 100 livres ;
- g) pour les panais : 1, 2, 20, 40 livres ;
- h) pour les mini-carottes : 12 onces.

5. Les tomates ne peuvent être présentées en sac ; elles peuvent être emballées en panier ou, lorsqu'elles sont présentées en quantité de 3 livres et plus dans un autre emballage, celui-ci doit renfermer un poids net de marchandise de 3, 4, 5 et 8 livres ou un multiple de 5.

6. Tout emballage doit être fermé, à l'exception d'un emballage de céleri, chou-fleur et laitue produits au Québec, d'un emballage-type de 11 pintes et moins et d'un grand emballage contenant de petits emballages.

En outre l'emballage de mini-carottes destiné au consommateur doit être transparent et non teinté.

7. Le rebord d'un petit emballage en forme de plat ne doit pas excéder 1 1/2 pouce et la matière utilisée pour le fermer doit être entièrement transparente.

8. Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux produits qui ne sont emballés qu'au moment de la vente au consommateur.

- A.C. 623-66, (1966) 98 G.O., 3823
 A.C. 1759-66, (1966) 98 G.O., 5598
 A.C. 2267-70, (1970) 102 G.O., 3791
 A.C. 4281-71, (1971) 103 G.O., 9240
 A.C. 1983-73, (1973) 105 G.O. II, 2497
 A.M. du 06.11.74, (1974) 106 G.O.II, 4609
 A.C. 5361-75, (1975) 107 G.O.II, 6285
 D. 1613-81, (1981) 113 G.O.II, 2791



c. P-29, r.4

Règlement sur la préparation et l'inspection du poisson

Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments

(L.R.Q., c. P-29 ; mod. L.Q., 1981, c. 29)

1. Définitions : Dans le présent règlement :

a) « anguille grasse et argentée » : désigne une anguille grasse dont le ventre est de coloration argentée ;

b) « baguettes de poisson » : désignent des portions uniformes et rectangulaires de chair de poisson enrobées de chapelure ou de pâte lisse et de chapelure ;

c) « conserve de poisson » : désigne du poisson mis en boîte et stérilisé ;

d) « conserverie » : signifie tout bâtiment où se fait la mise en conserve du poisson ;

e) « contenant » : comprend tout genre de boîte, enveloppe, caisse, baril, bocal, seau et tout matériel servant à l'emballage pour la mise sur le marché du poisson ;

f) « inspecteur » : désigne un inspecteur nommé en vertu de la loi ;

g) « ministre » : désigne le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ;

h) « poisson » : comprend tout animal aquatique, incluant dans un sens large, les mollusques et les crustacés, les parties, les produits et les dérivés de ces animaux ;

i) « poisson frais » : tout poisson qui n'a été soumis à aucun traitement, sauf au refroidissement ;

j) « préparation » : comprend le vidage, le nettoyage, le glaçage, le givrage, le tranchage, la congélation, le fumage, le salage, le séchage, la cuisson et toutes autres formes de traitement du poisson ;

k) « producteur » : toute personne ou société qui fait la préparation du poisson ;

l) « produit pané » : désigne de la chair de poisson enrobée de chapelure ou de pâte lisse et de chapelure, mais ne comprend pas les baguettes de poisson ;

m) « semi-conservé » : désigne du poisson traité par salage ou saumurage ou traité au vinaigre, au sucre ou aux épices ou à tout mélange de ces ingrédients, et mis en boîte de façon qu'il puisse se conserver propre à la consommation

humaine au moins 6 mois, par réfrigération sans congélation ;

n) « usine » : signifie tout bâtiment ou partie de bâtiment utilisé par un producteur pour y faire la préparation du poisson.

2. Aucun producteur ne peut préparer du poisson pour la vente excepté dans une usine ou une conserverie sans s'être procuré un permis du ministre pour cette usine ou cette conserverie.

3. Le permis pour l'usine ou la conserverie expire le 31 mars de chaque année. Le coût annuel est de 1 \$.

4. Le permis pour l'usine ou la conserverie n'est pas transférable.

5. Le permis pour une usine ou une conserverie ne peut être accordé par le ministre à moins que l'usine ou la conserverie ne soit jugée conforme aux normes établies dans les annexes A, B, et C.

6. L'exploitation de toute usine et conserverie est soumise à des conditions de manipulation et de salubrité qui sont vérifiées périodiquement au moyen de formules approuvées par le ministre.

7. Le ministre peut annuler pour cause tout permis d'usine ou de conserverie émis suivant ce règlement.

8. Le terrain avoisinant l'usine ou la conserverie doit être tenu propre et libre de déchets susceptibles de se corrompre.

9. Tout bateau servant à la pêche ou au transport du poisson doit être propre, nettoyé après chaque voyage et désinfecté.

10. Tout camion, toute voiture ou tout autre accessoire de transport du poisson doit être tenu propre, nettoyé après chaque voyage et désinfecté.

11. Toute table, tout récipient et tout autre matériel servant au tranchage, au lavage du poisson sur les quais et grèves doivent être au moins de bois raboté et peinturé ou autrement traité ; ils doivent être nettoyés et lavés après chaque usage et désinfectés.

12. Le poisson transporté d'un havre à un autre doit être placé dans des caisses ou des compartiments avec de

la glace concassée et être recouvert pour le protéger contre le soleil et les intempéries.

13. Avant la préparation ou la mise en marché, le poisson doit être gardé dans des caisses ou des compartiments avec de la glace concassée. Dans ce dernier cas, l'épaisseur d'un lot de poisson dans un compartiment ne doit pas dépasser 36 pouces, à l'exclusion de la glace.

14. L'eau servant au lavage du poisson, la saumure et les autres solutions dans lesquelles le poisson est trempé, doivent être tenues propres et froides et changées périodiquement.

15. La glace utilisée pour le refroidissement du poisson doit être propre et fabriquée avec de l'eau dont la provenance est approuvée.

16. Tout poisson, au déchargement ou avant sa préparation pour la mise sur le marché à l'état frais, congelé ou en conserve, doit être en bon état de fraîcheur et répondre aux spécifications suivantes :

- a) la chair doit être ferme ;
- b) il ne doit présenter aucune décomposition apparente ;
- c) il doit être lavé adéquatement avant sa préparation.

17. Tout poisson, durant ou après sa préparation pour la mise sur le marché à l'état frais, congelé ou en conserve, doit être conforme aux spécifications suivantes :

- a) la chair doit être ferme ;
- b) il ne doit présenter aucune décomposition apparente ;
- c) le poisson entier et les tranches de poisson doivent être exemptes d'anomalie, de meurtrissure, de tache de sang, de décoloration et de vice de travail ; les filets et les portions de filets doivent de plus, être exempts de parasites et d'arêtes, à l'exclusion des petites arêtes dites *pinbones* ; les blocs de poisson destinés à la préparation de baguettes de poisson, en plus des spécifications déjà énoncées, doivent être sans arêtes ; mais, la chair saine des filets meurtris ou ramollis peut être utilisée dans les blocs de poisson ;
- d) il doit être bien coupé, sans lambeaux ni déchirures.

18. Le poisson frais qui ne répond pas aux spécifications de l'article 17 ne doit pas être mis sur le marché tel quel. Le propriétaire doit en disposer immédiatement d'une autre façon, suivant les directives de l'inspecteur.

19. Le poisson congelé, qui ne répond pas aux spécifications de l'article 17 doit être mis sous retenue, et le propriétaire doit en disposer dans les 21 jours suivants, suivant les directives de l'inspecteur.

20. Il est interdit d'emballer ou de vendre des baguettes de poisson qui ne répondent pas aux conditions suivantes :

- a) les baguettes de poisson doivent peser au moins 1 once chacune ;
- b) les baguettes de poisson cuit doivent se composer d'un minimum de 66 2/3%, en poids de chair de poisson ;
- c) les baguettes de poisson non cuit doivent se composer d'un minimum de 75%, en poids de chair de poisson ;
- d) les baguettes de poisson doivent être exemptes de défauts et acceptables pour le marché.

21. L'éperlan, le hareng, le maquereau, le saumon, le flétan, la plie, et l'anguille, à l'état congelé entier, ou éviscéré ou en quartiers, doivent être recouverts d'une couche de glace en tout temps ou suffisamment protégés par un moyen approprié.

22. 1) Tout contenant ou emballage dans lequel est placé du poisson à l'état frais, congelé ou préparé doit porter une marque ou une étiquette qui indique de façon correcte et lisible :

- a) le nom vernaculaire du poisson ou le nom du produit du poisson ;
- b) le poids net, à moins que :
 - i. le contenant, l'enveloppe ou l'étiquette n'indique que le contenu doit être pesé au moment de la vente au détail ; ou
 - ii. dans le cas de la chair non congelée d'huîtres et de myes, le contenant, l'enveloppe ou l'étiquette n'indique le contenu net, en mesure liquide ou en nombre ;
 - iii. dans le cas des huîtres vendues en écailles, le contenant, l'enveloppe ou l'étiquette n'indique le contenu exprimé en boisseaux, en quarts de boisseaux ou suivant le nombre ;
- c) le nom et l'adresse de la personne, de la firme ou de la société par qui ou pour qui le poisson est produit ou emballé ou par qui il est distribué ;
- d) les ingrédients qui entrent dans la composition du produit lorsqu'il y en a plus d'un, soit :

i. en dressant la liste des ingrédients par ordre de proportion décroissante ; ou

ii. en indiquant la proportion de chaque ingrédient.

2) Les indications de l'étiquette ou du marquage mentionnées aux sous-paragraphes *a* à *c* du paragraphe 1 doivent apparaître en caractère d'au moins $\frac{1}{8}$ de pouce de hauteur sur la face principale de tout emballage contenant 2 livres ou moins de poisson.

3) Tout contenant d'expédition qui renferme des emballages marqués ou étiquetés conformément aux paragraphes 1 et 2 est soustrait des sous-paragraphes *b* à *d* du paragraphe 1.

23. 1) Aucune référence à la qualité ne doit figurer sur un contenant, à moins que :

a) le présent règlement ne définisse, à propos du contenu, des normes précises de qualité,

b) auxquelles ce produit réponde.

2) Nonobstant le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1, le ministre peut permettre l'usage de certaines références à la qualité pourvu qu'elles soient significatives et qu'elles correspondent à des normes établies par le gouvernement canadien ou à des lois d'autres pays.

24. Les contenants dans lesquels on expédie du poisson hors du Québec peuvent être soustraits par le ministre des exigences de l'article 25.

25. Pour toute inscription sur les emballages, l'usage du français est obligatoire et aucune inscription rédigée dans une autre langue ne doit primer l'inscription rédigée en français. Cette règle ne s'applique pas à la documentation qui accompagne le produit qui peut être rédigée dans la langue de l'acheteur.

On satisfait aux exigences du présent article si l'on fait en sorte que les indications sur les contenants soient exprimées en français et que les inscriptions en langue française soient au moins équivalentes à celles qui sont rédigées dans d'autres langues sur une même face ou sur une face de même importance.

26. 1) Chaque boîte de conserve ou de semi-conserve doit indiquer de façon correcte et lisible :

a) le nom vernaculaire du poisson ou le nom du produit du poisson ; et

b) le poids net du contenu dans le cas du poisson ;

c) le poids égoutté du contenu, dans le cas des mollusques et des crustacés ;

d) les ingrédients contenus dans chaque boîte, lorsqu'il y en a plus d'un ; soit :

i. en dressant la liste des ingrédients par ordre de proportion décroissante ; ou

ii. en indiquant la proportion de chaque ingrédient.

2) *a)* Le nom vernaculaire du poisson ou le nom du produit du poisson et le poids déclaré de l'un et de l'autre doivent apparaître sur la partie ou face principale du contenant ou sur la face principale de l'étiquette ;

b) au nom du poisson ou du produit doivent s'ajouter les indications suivantes, présentées en lettres de même hauteur et de même relief : le produit a été :

i. haché, émietté ou autrement préparé ;

ii. préparé avec des morceaux choisis de poisson ; ou

iii. préparé à des fins de régime ; et

c) les caractères employés pour indiquer le poids du poisson ne doivent pas mesurer moins de $\frac{1}{8}$ de pouce de hauteur.

3) Lorsque des termes descriptifs s'ajoutent aux mentions exigées par le paragraphe 1, ces termes descriptifs doivent être imprimés en lettres d'au moins la moitié de la hauteur de celles qui ont servi à indiquer le nom du poisson ou du produit.

27. 1) Aucune référence à la qualité ne doit figurer sur un contenant, à moins que :

a) le présent règlement ne définisse, à propos du contenu, des normes précises de qualité,

b) auxquelles ce contenu réponde.

2) Nonobstant le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 le ministre peut permettre l'usage de certaines références à la qualité pourvu qu'elles soient significatives et qu'elles correspondent à des normes établies par le gouvernement canadien ou des lois d'autres pays.

28. Les contenants dans lesquels on expédie du poisson en conserve ou en semi-conserve, hors du Québec, peuvent être soustraits par le ministre aux exigences de l'article 29.

29. Pour toute inscription sur les emballages, l'usage du français est obligatoire et aucune inscription rédigée dans une autre langue ne doit primer l'inscription rédigée en français. Cette règle ne s'applique pas à la documentation qui accompagne le produit, et qui peut être rédigée dans la langue de l'acheteur.

On satisfait aux exigences du présent article si l'on fait en sorte que toutes les indications sur les contenants soient exprimées en français et que les inscriptions en langue

française soient au moins équivalentes à celles qui sont rédigées dans d'autres langues sur une même face ou sur une face de même importance.

30. Tous les cartons et caisses dans lesquels des récipients contenant du poisson sont emballés par un établissement doivent être lisiblement marqués sur l'un des bouts, de manière qu'un inspecteur puisse vérifier le nom de l'établissement ainsi que le jour, le mois et l'année ou le poisson a été traité.

31. Chaque boîte de conserve en provenance d'une conserverie qui détient un permis doit être estampillée suivant un code qui :

- identifie la conserverie ;
- indique le jour, le mois et l'année de mise en conserve ;
- identifie l'espèce contenue, s'il s'agit de homard, conformément au tableau suivant :

Espèces	Premières lettres du code
1. Homard	L
2. Tomalli ou pâte de homard	LT
3. Coquetel de homard	LC

32. L'estampille exigée par l'article 31 doit apparaître sur l'une des extrémités de la caisse d'expédition dans laquelle les boîtes de conserve ou de semi-conserve sont emballées.

33. Il est interdit de marquer, d'étiqueter ou d'emballer du poisson frais, congelé, préparé en conserve ou en semi-conserve d'une manière fausse, trompeuse ou décevante.

34. L'échantillonnage du poisson pour fins d'inspection ou d'analyses doit être fait selon l'échelle ci-dessous :

- à l'état frais et congelé :

livres	contenants
0 à 1 000	12
1 001 à 5 000	18
5 001 à 10 000	24
10 001 et plus	36

- en conserve :

caisses	échantillons
0 à 100	12
101 à 500	18
501 à 1 000	25
1 001 et plus	48

35. Dans le cas où le propriétaire d'un lot de poisson à l'état congelé ou en conserve n'est pas satisfait de l'inspection, il peut demander une réinspection dans les 7 jours suivants en s'adressant à l'inspecteur de district, pourvu que l'identité du lot en litige ait été conservée.

36. Un inspecteur peut :

- visiter et inspecter les quais, les grèves, les bateaux de pêche, les usines, les conserveries, les entrepôts ou tout autre établissement dans lequel on prépare du poisson pour le marché et tout matériel qui vient en contact avec le poisson ou qui sert au transport du poisson ;
- pénétrer dans tout endroit ou local, dans tout vaisseau ou bateau, dans tout wagon de chemin de fer, camion, remorque, voiture, automobile, aéronef ou tout autre véhicule utilisé pour le transport, la préparation ou l'entreposage du poisson, dans tout magasin de gros ou de détail de poisson ; ouvrir tout contenant qui, d'après ce qu'il a raison de croire, contient du poisson ;
- exiger de se faire montrer les livres, les connaissances, les polices de chargement ou autres documents, aux fins d'inspection ou dans le but d'en obtenir des copies ou des extraits ;
- inspecter le poisson et les conserves de poisson et les échantillonner n'importe où pour inspection ; les échantillons doivent être fournis gratuitement par le propriétaire du poisson ;
- refuser ou retirer tout permis d'usine ou de conserverie jusqu'à ce que les lieux et les objets aient été trouvés conformes à ce règlement ;
- saisir tout poisson ou toute conserve de poisson non conforme aux exigences de ce règlement ou trouvé manifestement gâté et en disposer selon l'ordre du ministre.

37. Nul ne doit gêner, entraver ou refuser d'admettre un inspecteur ou une autre personne suppléante dans l'exécution du présent règlement ; nul ne doit aider ou assister un individu à gêner, à entraver ou à refuser d'admettre un inspecteur ou telle personne.

38. Le ministre peut ordonner la fermeture d'une usine et d'une conserverie lorsque le présent règlement ou les instructions valides des inspecteurs ne sont pas observées.

39. 1) Lorsqu'un inspecteur croit, pour des motifs raisonnables, qu'une infraction au présent règlement a été commise, il peut saisir tout le poisson et tous les contenants au moyen ou à l'égard desquels il croit raisonnablement que l'infraction a été commise.

2) Tout le poisson et tous les contenants saisis en conformité avec le paragraphe 1 peuvent être retenus pendant une période de 2 mois après la date de la saisie, à moins que, pendant cette période, des procédures par le présent règlement et à l'égard de ce poisson et de ces contenants, ne soient entamées, auquel cas le poisson et les contenants peuvent être retenus davantage jusqu'à ce que ces procédures soient définitivement terminées.

3) Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction au présent règlement, le poisson et les contenants, au moyen ou à l'égard desquels l'infraction a été commise, doivent, dès cette déclaration de culpabilité, en plus de toute peine infligée, être confisqués au profit du gouvernement, et il faut en disposer comme l'ordonne le ministre.

40. 1) Nul ne doit falsifier, ni illégalement modifier, détruire, effacer ou oblitérer toute déclaration, tout certificat d'inspection ou tout autre document fait ou délivré en conformité avec le présent règlement, ou toutes marques placées sur tout contenant aux termes du présent règlement.

2) Quiconque viole le paragraphe 1 est coupable d'une infraction et encourt, sur déclaration sommaire de culpabilité, une amende d'au moins 50 \$ et d'au plus 500 \$ ou un emprisonnement d'au moins 2 mois et d'au plus 6 mois, ou à la fois l'amende et l'emprisonnement.

41. Quiconque commet une contravention au présent règlement, pour laquelle aucune peine n'est prévue ailleurs dans le présent règlement, est coupable d'une infraction et encourt, sur déclaration sommaire de culpabilité, une amende d'au plus 500 \$ ou un emprisonnement d'au plus 6 mois, ou à la fois l'amende et l'emprisonnement.

42. Aux fins de toute poursuite, chaque infraction au présent règlement est réputée avoir été commise et chaque cause de plainte aux termes du présent règlement est sensée avoir pris naissance à l'endroit où l'infraction a été réellement commise, ou à l'endroit où elle a été en premier lieu découverte par un inspecteur, ou à l'endroit où le défendeur réside ou se trouve.

ANNEXE A

(a. 5)

NORMES DE CONSTRUCTION ET DE MATÉRIEL D'EXPLOITATION DES USINES DE POISSON FRAIS, CONGELÉ ET PRÉPARÉ

§1. Construction

1. Murs intérieurs : Ils doivent être lisses, imperméables et peints de couleur claire dans les endroits humides de travail, à l'exception de ceux qui sont construits de matériau métallique non corrosif.

2. Plafond : A l'exception des chambres de refroidissement et de réception, le plafond, dans la partie de l'usine où se fait la préparation ou l'emballage du poisson, doit être lisse, facile à nettoyer, étanche à la poussière et peint de couleur claire. Dans les usines à structure métallique, toute toiture intérieure visible doit être peinte si elle est rouillée.

3. Planchers : Aux endroits humides d'opération, ils doivent être de béton, d'asphalte ou d'autre matériau approuvé, étanches, non poreux, exempts de fentes et inclinés vers le drain.

4. Drains : Ils doivent être de grandeur suffisante pour un écoulement continu ; s'ils sont reliés directement à un système d'égout, ils doivent l'être par un siphon ; s'ils ne se déversent pas dans un puisard, ils doivent se prolonger jusqu'à ce que leur embouchure demeure continuellement sous l'eau.

5. Toilettes : Elles doivent être à l'eau courante, en nombre suffisant et distinctes pour les hommes et les femmes. Les portes ne doivent pas ouvrir directement sur les salles de travail et doivent avoir un système de fermeture automatique. Voici le barème conseillé :

- a) de 1 à 9 employés — 1 toilette ;
- b) 10 à 24 employés — 2 toilettes ;
- c) 25 à 49 employés — 3 toilettes ;
- d) 50 à 100 employés — 5 toilettes ;
- e) par 30 employés au dessus de 100 — 1 toilette additionnelle.

6. Lavabos : Ils doivent être en nombre suffisant, approvisionnés en eau froide et en eau chaude, en savon liquide ou en poudre, en serviettes de papier ou munis de sècheurs à air. Voici le barème conseillé : 1 lavabo par 10 employés ou moins jusqu'à 100 employés et 1 de plus par 15 employés au-delà de 100.

7. Vestiaires : Ils doivent être de grandeur suffisante et séparés pour les hommes et les femmes.

8. Eclairage : L'éclairage dans les usines doit être d'intensité suffisante pour permettre la bonne marche des opérations et pourvoir à la sécurité du personnel.

9. Ventilation : Il doit y avoir une ventilation suffisante dans les pièces de travail.

10. Eau : L'usine doit être pourvue d'un système d'eau courante ayant une pression minimale de 20 livres par pouce carré. L'eau doit être pure et sans danger et ne doit pas contenir plus de 2 bactéries-coliformes par 100 millilitres, compte établi selon une méthode qui agréée au ministre.

§2. Matériel d'exploitation

11. Surface des tables : La surface des tables servant à la préparation du poisson doit être d'acier inoxydable, d'alliage d'aluminium résistant à l'eau salée, de monel ou d'autre matériau approuvé ; les joints doivent être soudés.

12. Planchettes : Les planchettes qui servent au filetage et à l'écorchage doivent être faites d'un seul morceau de bois raboté ou autre matériau approuvé. Le contre-plaqué n'est pas permis.

13. Cadres et pattes des tables : Ils doivent être de métal et bien entretenus ou de bois raboté et peinturé.

14. Ustensiles : Les contenants, plateaux et autres accessoires servant à la préparation du poisson doivent être d'acier inoxydable, d'alliage d'aluminium résistant à l'eau salée, de monel, de plastique ou d'autre matériau approuvé ; ils doivent avoir une surface exempte de fentes et de crevasses.

15. Réservoirs et cuves : Les réservoirs et cuves qui servent à l'immersion du poisson doivent être de matériau non corrosif et avoir une surface lisse, exempte de fentes et crevasses. Ceux en bois doivent être peints avec une peinture imperméable à base de résine synthétique.

16. Caisses, compartiments, chariots, etc. : Les caisses, compartiments, chariots, etc., qui servent à la manipulation ou au transport du poisson doivent être de métal non corrosif ou au moins de bois raboté, peinturé avec de la peinture imperméable et durable à base de résine synthétique, exempts de fentes et crevasses et doivent s'égoutter convenablement.

17. Convoyeurs : Le bois ne doit pas être utilisé dans la construction de convoyeurs avec lesquels le poisson ou la chair de poisson vient en contact, sauf s'il s'agit de poisson empaqueté.

18. Accessoires de nettoyage : Il doit y avoir tous les accessoires nécessaires au nettoyage tels que brosses, balais et boyaux.

19. Réservoirs à déchets : Les poubelles, barils ou autres réservoirs à déchets doivent être de métal ou autre matériau approuvé, étanches et non rouillés à l'extérieur. Les bacs à déchets surélevés doivent être construits de matériau étanche et la porte doit être ajustée pour réduire au minimum l'égouttement ; sous ces bacs, il doit y avoir une base de béton ou d'autre matériau approuvé, inclinée vers un drain.

ANNEXE B

(a. 5)

NORMES DE CONSTRUCTION ET DE MATÉRIEL D'EXPLOITATION DES USINES DE POISSON SALÉ, SÉCHÉ ET FUMÉ

§1. Construction

1. Murs intérieurs : Les murs de la pièce ou section de la pièce où se fait le tranchage du poisson doivent avoir une hauteur d'au moins 4 pieds, être lisses, exempts de fentes et de crevasses, étanches et peints de couleur claire. Les murs de la pièce de salage doivent avoir 4 pieds à partir du plancher ou du dessus des réservoirs quand ceux-ci sont adossés au mur ; ils doivent répondre aux exigences ci-dessus mentionnées quant à la finition, l'étanchéité et la couleur. La partie supérieure entre les murs extérieurs et intérieurs doit être fermée de façon étanche. La partie supérieure non finie doit être au moins chaulée. Dans les endroits secs de travail, les murs, lambrissés ou non, doivent être au moins chaulés.

2. Plafonds et toiture intérieure : Toute toiture de bois visible doit être au moins chaulée.

3. Planchers : Aux endroits humides d'opération, les planchers doivent être de béton ou d'autre matériau semblable, étanches, non poreux, exempts de fentes et crevasses et inclinés vers le drain.

4. Drains : Aux endroits humides d'opération, le système de drainage doit être organisé de façon à permettre un écoulement continu. Si les drains sont reliés directement à un système d'égout, ils doivent l'être par un siphon ; s'ils ne se déversent pas dans un puisard, ils doivent

se prolonger jusqu'à ce que leur embouchure demeure continuellement sous l'eau.

5. Toilettes : Elles doivent être en nombre suffisant et distinctes pour les hommes et les femmes ; si elles ne sont pas à l'eau courante, elles doivent être munies d'un réceptacle en métal ou de modèle approuvé. Les portes doivent avoir un système de fermeture automatique.

6. Vestiaires : Le vestiaire doit être de grandeur suffisante en relation avec le personnel de l'usine.

7. Éclairage : L'éclairage doit être adéquat dans l'usine, surtout dans les salles de tranchage, de classification et d'emballage de façon à faciliter les différentes opérations.

8. Eau : L'usine doit être pourvue d'un système d'eau courante ayant une pression minimale de 20 livres par pouce carré. L'eau doit être pure et sans danger et ne doit pas contenir plus de 2 bactéries-coliformes par 100 millilitres, compte établi selon une méthode qui agréée au ministre.

§2. Matériel d'exploitation

9. Tables : La surface des tables de tranchage doit être au moins en bois raboté, exempt de fentes et de crevasses ; celle des autres tables doit être peinte de couleur claire.

10. Cadres et pattes des tables : Ils doivent être au moins en bois raboté, peints de couleur claire et en bon état.

11. Réservoirs et cuves : Les réservoirs et cuves qui servent au lavage et au salage du poisson doivent être construits de matériau non corrosif, étanches, à surface lisse ; s'ils sont de bois, ils doivent être peints à l'extérieur.

12. Caisses, compartiments, chariots, etc : Les caisses, les compartiments et les chariots qui servent à la manipulation et au transport du poisson doivent être au moins en bois raboté et peints avec de la peinture durable. Les caisses utilisées pour le transport du poisson frais ou vert salé doivent s'égoutter convenablement.

13. Accessoires de nettoyage : L'usine doit posséder tous les accessoires nécessaires au nettoyage tel que brosses, balais, boyaux.

14. Réservoirs à déchets : Les poubelles, barils ou autres réservoirs à déchets doivent être de métal ou autre matériau approuvé, étanches et non rouillés à l'extérieur. Les bacs à déchets surélevés doivent être construits de maté-

riau étanche et la porte doit être ajustée pour réduire au minimum l'égouttement ; sous ces bacs, il doit y avoir une base de béton ou d'autre matériau approuvé, inclinés vers un drain.

ANNEXE C

(a. 5)

NORMES DE CONSTRUCTION ET DE MATÉRIEL D'EXPLOITATION DES CONSERVERIES

§1. Construction

1. Murs intérieurs : A l'exclusion des chambres, des chaudières à vapeur et de la cuisson, les murs doivent être étanches, lisses et peints de couleur claire, à moins qu'ils ne soient en matériau non corrosif et approuvé.

2. Plafonds : A l'exclusion des chambres, des bouilloires à vapeur et de la cuisson, les plafonds doivent être lisses, faciles à nettoyer, étanches à la poussière et peints de couleur claire. Toute toiture de métal visible doit être peinte si elle est rouillée.

3. Planchers : Ils doivent être de béton, d'asphalte ou d'autre matériau approuvé, exempts de fentes et de crevasses et inclinés vers le drain. Les planchers de bois bouvetés existant actuellement sont acceptables à la condition qu'ils soient maintenus en bon état, mais s'ils doivent être refaits, il faut employer du béton, de l'asphalte ou un autre matériau approuvé.

4. Drains : Les drains doivent être de grandeur suffisante pour un écoulement continu ; s'ils sont reliés directement à un système d'égout, ils doivent l'être par un siphon ; s'ils ne se déversent pas dans un puisard, ils doivent se prolonger jusqu'à ce que leur embouchure demeure continuellement sous l'eau.

5. Toilettes : Elles doivent être en nombre suffisant et distinctes pour les hommes et les femmes ; si elles ne sont pas à l'eau courante, elles doivent être munies d'un réceptacle en métal ou de modèle approuvé. Les portes ne doivent pas ouvrir directement sur les salles de travail et doivent avoir un système de fermeture automatique.

6. Lavabos : Ils doivent être en nombre suffisant et approvisionnés en eau froide et en eau chaude, en savon liquide ou en poudre, en serviettes de papier ou munis de séchoirs à l'air.

7. Vestiaires : Ils doivent être de grandeur suffisante et séparés pour les hommes et les femmes.

8. Eclairage : L'éclairage dans les conserveries doit être d'intensité suffisante pour permettre la bonne marche des opérations et pourvoir à la sécurité du personnel.

9. Salles : Les conserveries doivent avoir des salles séparées pour la mise en boîte et l'entreposage.

10. Ventilation : Des hottes ou des ventilateurs doivent être installés au-dessus des cuves à cuisson des boîtes à vapeur et à préchauffage.

11. Eau : La conserverie doit être pourvue d'un système d'eau courante ayant une pression minimale de 20 livres par pouce carré. L'eau doit être pure et sans danger et ne doit pas contenir plus de 2 bactéries-coliformes par 100 millilitres, compte établi selon une méthode qui agréée au ministre.

§2. Matériel d'exploitation

12. Cuiseurs et cuves de cuisson : Ils doivent se nettoyer et s'égoutter facilement et être en nombre suffisant.

13. Tables : La surface des tables d'emballage, de craquage et d'écaillage doit être en acier inoxydable, en aluminium ou tout autre matériau approuvé. La surface des autres tables doit être au moins en bois dur, lisse, exempte de fente et de crevasse.

14. Cadres et pattes des tables : Ils doivent être en bois raboté au moins, lisses et peints.

15. Eviers ou bassins de lavage : Ils doivent être d'acier inoxydable, d'alliage d'aluminium résistant à l'eau salée ou de tout autre matériau approuvé. L'émail écaillé n'est pas accepté.

16. Ustensiles : Ils doivent être de métal non corrosif ou d'autre matériau approuvé.

17. Balances : Elles doivent être approuvées par le service des poids et mesures.

18. Accessoires de nettoyage : Il doit y avoir tous les accessoires nécessaires au nettoyage tels que brosses, balais, boyaux.

19. Réservoirs à déchets : Les poubelles, barils ou autres réservoirs à déchets doivent être de métal ou d'autre matériau approuvé, étanches et non rouillés à l'extérieur.

20. Chaudière ou autre générateur de vapeur : Il doit y avoir l'un ou l'autre de ces appareils pour effectuer la stérilisation sous pression.

21. Appareil à vide : Il doit y avoir, si nécessaire, une boîte à préchauffage ou sertisseuse à vide.

22. Autoclave : Il doit y avoir au moins un autoclave à vapeur avec manomètre thermomètre et robinet de purge bien installés.

A.C. 779-63, (1963) 95 G.O., 2704

A.C. 1407-64, (1964) 96 G.O., 4066

A.C. 2197-72, (1972) 104 G.O., 7236



c. P-29, r.5

Règlement sur le remboursement des coûts d'inspection permanente

Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments

(L.R.Q., c. P-29, a. 40, par. k)

1. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « exploitant » : l'exploitant autorisé visé au paragraphe *i* de l'article 1.1.1 du Règlement sur les aliments (c. P-29, r.1) ou l'exploitant d'un atelier d'équarrissage exploité sous un permis de catégorie « conserverie animale », « désossement » ou « préparation générale » ;

b) « inspecteur » : l'inspecteur visé au paragraphe *d* de l'article 1.1.1 du Règlement sur les aliments ;

c) « jour férié » : le jour de l'An, le lendemain du jour de l'An, le Vendredi saint, le lundi de Pâques, le jour fixé par proclamation du gouverneur général pour marquer l'anniversaire du Souverain ou le jour fixé par proclamation du gouvernement comme jour de la fête de Dollard, le jour de la fête nationale, le jour de la fête du Dominion, le jour de la fête du Travail, le jour de l'Action de grâces, la veille de Noël, le jour de Noël, le lendemain de Noël et la veille du jour de l'An ;

d) « ministre » : le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ;

2. Remboursement : L'exploitant doit rembourser au gouvernement, pour l'inspection permanente de ses opérations et des animaux ou produits carnés se trouvant dans son établissement, un montant de 17 \$ par inspecteur, pour chaque heure d'inspection exécutée :

a) en plus de 8 heures par jour par un même inspecteur ; ou

b) un samedi, un dimanche ou un jour férié.

3. Modalités : L'exploitant doit enregistrer le temps d'inspection visé à l'article 2 et en fournir au ministre une attestation hebdomadaire.

4. L'exploitant doit effectuer le remboursement prévu à l'article 2 dès la réception de l'état de compte mensuel que le ministre lui expédie après vérification de chaque attestation hebdomadaire visée à l'article 3.

Ce remboursement s'effectue par l'envoi au ministre d'un chèque à l'ordre du ministre des Finances.



c. P-30, r.1

Règlement sur la classification du lait et de la crème

Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés
(L.R.Q., c. P-30)

1. La classification de la crème est basée sur sa saveur, son odeur et son acidité, au moment de sa réception à la fabrique.

2. La crème reçue dans les fabriques pour la vente en nature, la fabrication de la crème à la glace et du beurre, doit être d'un goût raisonnablement franc, d'une consistance uniforme et bonne pour faire du beurre de première qualité. L'acidité de la crème ne doit pas dépasser $40/100$ de 1%, au moment de sa réception. La richesse de la crème doit être d'un minimum de 30% de gras. Toute crème ne rencontrant pas l'une ou l'autre de ces conditions est dite crème de mauvaise qualité.

3. Le lait reçu dans les fabriques pour la fabrication du fromage et du beurre doit être propre, d'une saveur raisonnablement franche, pour faire du fromage de première qualité. Son acidité ne doit pas dépasser $22/100$ de 1%. Tout lait ne rencontrant pas l'une ou l'autre de ces conditions est dit lait de mauvaise qualité.

4. La détermination de l'acidité doit être obtenue par les acidimètres Dornic ou Tournet. L'acidité est déterminée au moyen de la soude caustique (NaOH N-9).

5. L'usage de préservatifs ou neutralisants, pour la conservation de la crème et du lait, est prohibé. Néanmoins, mais pour la fabrication du beurre seulement, le fabricant pourra neutraliser la crème jusqu'au pourcentage d'acidité de $25/100$ de 1%.

6. Les crèmes provenant d'autres provinces seront reçues d'après les règlements en vigueur au Québec. Toutefois, s'il existe dans ces autres provinces, des règlements plus sévères que ceux du Québec, les crèmes provenant de ces autres provinces seront alors reçues en conformité des règlements de ces provinces ; ce procédé ne pourra cependant être appliqué que si ces autres provinces adoptent une attitude réciproque vis-à-vis le Québec.

7. Lorsque, en raison de sa mauvaise qualité, du lait ou de la crème d'un patron aura été refusé à une fabrique, le lait ou la crème de ce patron ne devra être accepté à au-

cune autre fabrique durant les 30 jours qui suivront ce refus. Le lait ou la crème de ce patron pourra cependant être reçu à la fabrique qui l'a refusé aussitôt qu'il sera de première qualité.

Ces prescriptions ne s'appliquent pas à un autre refus pendant cette période de 30 jours.

8. Chaque fois que du lait ou de la crème est refusé à une fabrique, en raison de sa mauvaise qualité, le propriétaire de cette fabrique, le gérant ou le fabricant est tenu de faire immédiatement rapport de tel refus.

Une formule en triplicata est fournie à cet effet. Il doit en donner une copie au patron, une copie à l'inspecteur de la division et en garder une à la fabrique.

9. L'inspecteur est tenu, dans le plus bref délai possible, de porter le délit dont le patron s'est rendu coupable, à la connaissance des fabricants susceptibles de recevoir le produit refusé.

10. Tout propriétaire de fabrique, gérant ou fabricant, doit refuser à sa fabrique tout lait ou toute crème d'un patron, durant les 30 jours qui suivent la réception d'un avis l'informant que du lait ou de la crème de ce patron a été refusé à une autre fabrique, en raison de sa mauvaise qualité.

11. La crème doit être livrée à la fabrique, sans mélange avec aucune autre, dans le bidon du producteur. Il est du devoir du propriétaire de la fabrique de laver ce bidon avec grand soin et de le stériliser à la vapeur vive, immédiatement après le lavage.

12. Le fabricant en chef doit tenir un registre spécial pour toutes les constatations d'acidité et de bonne ou mauvaise odeur et saveur de la crème et du lait. Il fournit, au besoin, des copies de ces constatations au secrétaire ou trésorier de l'arrondissement des patrons, de même qu'au président de tel arrondissement.

L'inspecteur-général des produits laitiers, le sous-inspecteur général de district, ou tout fonctionnaire dûment autorisé par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a droit d'examiner ce registre.

13. Le fabricant en chef qui ne se conforme pas à ce règlement encourt, en plus de l'amende dont il est passible, la révocation de son permis de fabricant de beurre ou de fromage et de son certificat d'expert essayeur de lait ou de crème.

A.C.2847-33 (1933) 65 G.O., 4717

A.C.1897-34, (1934) 66 G.O., 3422



c. P-30, r.2

Règlement sur la composition, l'emballage et l'étiquetage des produits laitiers

Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés
(L.R.Q., c. P-30, a. 42)

1. Le sel de caséine n'est pas considéré comme produit laitier et est exclu de l'application de la Loi.

2. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

a) « lait » : le lait cru, le lait pasteurisé, le lait pasteurisé homogénéisé ou le lait stérilisé ;

b) « lait modifié » : le lait duquel les constituants gras ont été totalement ou partiellement soustraits, avec ou sans addition de vitamines ou d'éléments solides tirés du lait ;

c) « matière grasse » : la matière grasse tirée du lait ;

d) « solides non gras » : les éléments solides non gras tirés du lait ;

e) « enrichi » : enrichi de solides non gras ;

f) « vitaminé » : additionné de vitamines ;

g) « produit laitier à l'état liquide » : le produit laitier liquide qui contient au plus 15% de solides non gras du lait ;

h) « préemballé » : déjà emballé dans le contenant destiné à la vente en détail à un acheteur ou à un usager, pour fins de consommation ou d'usage et non de revente ;

i) « caséinate comestible » : le produit obtenu par la réaction d'un neutralisant alimentaire avec de la caséine comestible ou un caillé frais de caséine comestible, après séchage.

SECTION II NORMES DE COMPOSITION

3. Les produits laitiers destinés à la consommation humaine et désignés au présent article doivent être conformes aux normes de composition suivantes :

a) le lait doit contenir au moins 3,25% de matière grasse et 8% de solides non gras ;

b) le lait partiellement écrémé est un lait modifié qui doit contenir 1 ou 2% de matière grasse et au moins 8% de solides non gras ;

c) le lait écrémé est un lait modifié qui doit contenir au plus 0,1% de matière grasse et au moins 8% de solides non gras ;

d) le lait partiellement écrémé modifié est un lait modifié enrichi qui doit contenir 1 ou 2% de matière grasse et au moins 10% de solides non gras ;

e) le lait écrémé modifié est un lait modifié enrichi qui doit contenir au plus 0,1% de matière grasse et au moins 10% de solides non gras ;

f) la crème doit contenir au moins 10% de matière grasse ;

g) la crème à fouetter est une crème qui doit contenir au moins 32% de matière grasse ;

h) la crème acidulée est une crème, fermentée par l'addition de culture bactérienne, qui doit contenir au moins 10% de matière grasse et 0,2% d'acide lactique ;

i) le lait de beurre est un produit laitier, obtenu à la suite de la fabrication du beurre, qui doit contenir au plus 2% de matière grasse et au moins 8,5% de solides non gras ;

j) le lait acidulé est un produit laitier, fermenté par l'addition de culture bactérienne, qui doit contenir au plus 2% de matière grasse et au moins 8,5% de solides non gras et 0,7% d'acide lactique ;

k) le yogourt est un produit laitier, semi-liquide, semi-solide ou congelé, qui doit être fermenté par l'addition des cultures bactériennes lactiques *Streptococcus thermophilus* et *Lactobacillus bulgaricus*, auxquelles on peut associer le *Lactobacillus acidophilus*, et doit contenir au moins 9,5% de solides non gras et 0,8% d'acide lactique.

Il peut être ajouté à ce produit de l'acide citrique au taux de 0,1 à 0,2% des fruits, jus de fruits ou toute autre substance aromatisante conférant au produit une saveur agréable sans altération de sa valeur biologique ;

l) le beurre doit être constitué d'au moins 80% de matière grasse ; il peut en outre contenir :

- i. des éléments solides tirés du lait ;
- ii. une culture bactérienne ;
- iii. du sel ; et

iv. un colorant alimentaire conforme aux normes des titres 1, 6, 16 et 17 de la partie B du Règlement sur les aliments et drogues (C.R.C., c. 870) adopté en vertu de la Loi des aliments et drogues (S.R.C., 1970, c. F-27) ;

m) le beurre réduit en calories doit être conforme à la norme du beurre, sous les réserves suivantes :

i. il doit contenir au plus :

A) 39% de matière grasse ; et

B) 50% des calories qui sont contenues dans le beurre ; et

ii. il peut contenir :

A) des caséinates comestibles ;

B) des agent émulsifiants et stabilisants ;

C) des agents de conservation ;

D) du sel ; et

E) un colorant alimentaire.

Les produits visés aux sous-paragraphes B, C, D et E du sous-paragraphe ii doivent être conformes aux normes des titres 1, 6, 16 et 17 de la partie B du Règlement sur les aliments et drogues (C.R.C., c. 870) adopté en vertu de la Loi des aliments et drogues.

Les produits laitiers visés aux paragraphes *h*, *j* et *k* du présent article peuvent également contenir un stabilisant inoffensif.

4. Les normes de composition des produits laitiers non désignés à l'article 3 sont celles adoptées sous l'autorité de la Loi des aliments et drogues, et il en est de même de leur désignation.

5. Les solides non gras ajoutés pour enrichir du lait modifié doivent provenir de la poudre de lait écrémé, classée numéro 1 en vertu des règlements édictés sous l'autorité de la Loi sur les produits laitiers du Canada (S.R.C., 1970, c. D-1), et dont le comptage microscopique direct est conforme aux exigences de la Commission canadienne du lait.

SECTION III

ADDITION DE VITAMINES

6. L'addition de la vitamine D est obligatoire dans le lait et celle des vitamines A et D, dans le lait modifié.

7. Le lait vitaminé doit avoir une teneur en vitamine D d'au moins 355 unités internationales et d'au plus 465 unités internationales par litre.

8. Le lait modifié vitaminé doit avoir, par litre :

a) une teneur en vitamine A d'au moins 1 410 unités internationales et d'au plus 2 930 unités internationales, et

b) une teneur en vitamine D d'au moins 355 unités internationales et d'au plus 465 unités internationales.

9. L'addition de la vitamine doit se faire avant la pasteurisation, conformément à la méthode approuvée et reconnue sous le régime de la Loi des aliments et drogues (S.R.C., 1970, c. F-27), dans des conditions de propreté et d'hygiène, et de façon à assurer la pleine valeur hygiénique et commerciale du produit.

10. Le préparateur de lait vitaminé ou de lait modifié vitaminé doit tenir des registres ou écritures de ses opérations commerciales et les mettre, sur demande, à la disposition des inspecteurs.

Les registres ou écritures doivent indiquer chaque achat de vitamines, leur provenance et leur utilisation. Ils doivent être conservés pendant une période d'au moins 1 an, à compter de la date des dernières inscriptions qui y sont portées.

SECTION IV

CONTENANT ET ÉTIQUETAGE

11. Doivent être utilisés les contenants dont la capacité ou la masse est établie en regard des produits laitiers correspondants suivants :

a) un contenant de 75, 100, 150 ou 250 millilitres ou un contenant de 1, 2, 4, 10,2 ou 11,4 litres, pour la crème glacée dont le contenant a une capacité supérieure à 60 millilitres ;

b) un contenant de 75, 100, 150, 250 ou 500 millilitres ou un contenant de 1, 2, 10,2 ou 11,4 litres pour le lait glacé, le sorbet ou le yogourt congelé dont le contenant a une capacité supérieure à 60 millilitres ;

c) un contenant de 2, 10 ou 20 litres, pour le mélange à crème glacée, à lait glacé, à sorbet ou à yogourt congelé ;

d) un contenant de 160 ou 425 millilitres, pour le lait concentré ou lait évaporé, pour le lait partiellement écrémé concentré ou lait partiellement écrémé évaporé et pour le lait écrémé concentré ou lait écrémé évaporé ;

e) un contenant de 395 grammes, pour le lait concentré sucré ou lait condensé ;

f) un contenant de 125, 250 ou 500 millilitres ou un contenant de 1 ou 2 litres, pour la crème acidulée ;

g) un contenant de 25 kilogrammes pour la poudre de lait entier, de lait partiellement écrémé ou de lait écrémé ou toute autre poudre de produit laitier, vendue en gros ;

h) en outre du contenant prévu au paragraphe g pour le produit y visé, un contenant de 100 ou 500 grammes ou un contenant de 1,5, 2,5, 5 ou 10 kilogrammes, pour la poudre de lait entier, de lait partiellement écrémé ou de lait écrémé, instantanée ou non ;

i) un contenant de 25 kilogrammes, pour le beurre vendu en gros ;

j) un contenant de 125, 250 ou 454 grammes pour le beurre et le beurre réduit en calories préemballés dont la masse est supérieure à 20 grammes et qui ne contiennent pas de portions ou unités individuelles ;

k) un contenant de 75, 100, 125, 175, 250 ou 500 grammes ou un contenant de 1 kilogramme, ou d'un multiple de 500 grammes, pour le fromage cottage et le yogourt préemballés ;

l) un contenant de 125, 250 ou 500 grammes ou un contenant de 1 kilogramme ou de tout autre multiple de 500 grammes, pour les fromages préemballés, dont la masse est supérieure à 60 grammes, à l'exception du fromage cottage, des fromages et préparations de fromage conditionnés à froid et des fromages naturels autres que le fromage en grain ;

m) un contenant de 15, 200 ou 500 millilitres ou un contenant de 1, 2, 4, 10 ou 20 litres pour un produit laitier à l'état liquide non visé aux paragraphes a à l du premier alinéa ;

n) un contenant de 75, 100, 125, 175, 250 ou 500 grammes ou un contenant de 1 kilogramme ou d'un multiple de 500 grammes pour un produit laitier préemballé autre que ceux visés ou expressément exemptés aux paragraphes a à m du premier alinéa et dont la masse est supérieure à 60 grammes.

Malgré le paragraphe m, un contenant d'une capacité de 150 millilitres peut être utilisé pour le lait modifié distribué en application du Programme de distribution de lait gratuit dans les écoles primaires approuvé par le gouvernement en vertu de la section VI de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., c. M-14).

12. Le contenant de lait pasteurisé selon le procédé d'ultra-haute température doit être étanche aux liquides, aux gaz, aux micro-organismes et aux odeurs.

Le contenant de lait, de lait partiellement ou entièrement écrémé doit être un emballage de carton, s'il a une capacité de 1 ou 2 litres et un sachet de plastique, s'il a une capacité de 4 litres.

Le contenant de 10 ou 20 litres doit être de la nature d'un emballage perdu et non réutilisable.

Le beurre et le beurre réduit en calories préemballés, dont la masse est supérieure à 20 grammes, doivent être placés dans un contenant à travers lequel la diffusion de la lumière est d'au plus 2% de transmittance pour l'échelle des longueurs d'ondes de 300 à 400 nanomètres et d'au plus 5% de transmittance pour l'échelle des longueurs d'ondes de 401 à 500 nanomètres.

13. Tout produit laitier conditionné en vue de la vente doit porter en caractères indélébiles, lisibles et apparents sur son contenant, les indications suivantes :

a) la dénomination du produit ; et

b) les nom et adresse de la personne par laquelle ou pour laquelle le produit est fabriqué et le numéro de permis d'exploitation de la fabrique ou le numéro d'enregistrement de l'exploitant utilisé conformément à la Loi sur les produits laitiers du Canada (S.R.C., 1970, c. D-1).

Ces indications ne sont pas requises dans le cas des unités ou portions visées au quatrième alinéa de l'article 14.

14. En outre des indications prescrites à l'article 13, tout produit laitier conditionné en vue de la vente doit porter en caractères indélébiles, lisibles et apparents sur son contenant l'indication du volume du produit exprimé en millilitres ou en litres ou, le cas échéant, sa masse exprimée en grammes ou en kilogrammes.

Le contenant de crème glacée, de lait glacé, de sorbet ou de yogourt glacé préemballés, qui contient des unités ou portions d'un volume d'au plus 60 millilitres, emballées séparément, doit porter, au lieu de l'indication prescrite au premier alinéa, les inscriptions du nombre de ces unités ou portions, ainsi que du volume de chacune.

Le contenant de beurre qui contient des unités ou portions, d'une masse d'au plus 20 grammes, en micropains ou en barquettes, doit porter, au lieu de l'indication prescrite au premier alinéa, les inscriptions du nombre de ces unités ou portions ainsi que de la masse de chacune.

Le contenant de beurre qui contient des unités ou portions, d'une masse d'au plus 20 grammes, en plaquettes sur carton ou sur papier, doit porter, en outre de l'indication prescrite au premier alinéa, l'inscription du nombre d'unités ou de portions.

15. En outre des indications prescrites aux articles 13 et 14, le contenant de lait, de lait partiellement écrémé ou de crème conditionné en vue de la vente doit porter en caractères indélébiles, lisibles et apparents l'indication du pourcentage de matière grasse.

16. En outre des indications prescrites aux articles 13, 14 et 15, le contenant de lait vitaminé ou de lait modifié vi-

taminé doit porter en caractères indélébiles, lisibles et apparents, l'inscription « additionné de vitamine D » ou « additionné de vitamines A et D », selon le cas, accompagnée de la mention du nombre d'unités internationales de chaque vitamine par 100 millilitres.

Sous réserve du premier alinéa la dénomination du produit qui est vitaminé peut être accompagnée, sur l'étiquette, de la mention « vitaminé ».

17. La dénomination des produits laitiers à l'état liquide ci-après nommés ne peut être indiquée que par les expressions et mots suivants :

a) « lait pasteurisé », « lait pasteurisé homogénéisé », « lait 3,25% de matière grasse » ou « lait 3,25% de m.g. » pour le lait ;

b) « lait écrémé », « lait 0,1% maximum de matière grasse » ou « lait 0,1% max. de m.g. », pour le lait écrémé ;

c) « lait écrémé modifié », « lait 0,1% maximum de matière grasse et 10% de solides non gras » ou « lait 0,1% max. de m.g. et 10% de solides non gras », pour le lait écrémé modifié ;

d) « lait partiellement écrémé », ou, selon le cas « lait 1% de matière grasse », « lait 1% de m.g. » ou « lait 2% de matière grasse », « lait 2% de m.g. », pour le lait partiellement écrémé ;

e) « lait partiellement écrémé modifié », ou, selon le cas, « lait 1% de matière grasse et 10% de solides non gras », « lait 1% de m.g. et 10% de solides non gras » ou « lait 2% de matière grasse et 10% de solides non gras », « lait 2% de m.g. et 10% de solides non gras », pour le lait partiellement écrémé modifié.

La dénomination des produits laitiers visés aux paragraphes b, c, d ou e du premier alinéa doit être accompagnée de l'expression « UHT » dans le cas où ces produits laitiers sont pasteurisés selon le procédé d'ultra-haute température.

18. En plus des inscriptions prescrites par les articles 13 et 14, l'étiquette du contenant servant à la vente en détail de produits laitiers ou à leur livraison au consommateur, doit porter l'énumération, en termes clairs et juxtaposés, de tous les constituants par ordre d'importance décroissante, sauf s'il y a indication de la teneur ou du pourcentage de la masse de chacun des constituants dans le produit.

19. Dans toute inscription relative à un produit laitier, l'usage du français est obligatoire et aucune inscription rédigée en une autre langue ne doit l'emporter sur celle rédigée en français. Cette règle ne s'applique pas à un docu-

ment accompagnant la vente et rédigé dans la langue de l'acheteur.

On aura satisfait aux exigences du présent article, lorsque toutes les indications et marques seront en français et que les inscriptions de langue française seront au moins équivalentes à celles rédigées en d'autres langues sur une même face ou sur une face de même importance.

20. Il est interdit de faire usage de récipients, d'emballages, d'enveloppes, d'inscriptions, d'étiquettes ou de marques à moins qu'ils n'aient été préalablement approuvés par le ministre.

SECTION V UNIFORMISATION DU LAIT

21. Il est permis à l'exploitant d'une fabrique ou au marchand de lait d'uniformiser la teneur en gras et autres solides du lait destiné à la consommation à l'état nature, dans les conditions et suivant les procédés ci-après prévus :

a) le lait uniformisé doit contenir au moins 3,25% de gras de lait et pas moins de 8% de solides non gras ;

b) l'uniformisation ne peut être opérée que par la soustraction ou l'addition de crème ou par l'addition de lait entièrement ou partiellement écrémé provenant du lait à uniformiser.

-
- A.C. 658-70, (1970) 102 G.O., 1441
 A.C. 2284-75, (1975) 107 G.O.II, 3067
 A.C. 2439-76, (1976) 108 G.O.II, 4871
 A.C. 1143-77, (1977) 109 G.O.II, 2161
 A.C. 119-78, (1978) 110 G.O.II, 439 et 1269
 D. 997-80, (1980) 112 G.O.II, 1869
 D. 1107-81, (1981) 113 G.O.II, 2103



c. P-30, r.3

Règlement sur les distributeurs de lait, de lait modifié et de crème

Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés
(L.R.Q., c. P-30, a. 12 et 42)

1. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

a) « laiterie » : une fabrique dans laquelle on pasteurise, homogénise ou stérilise du lait, du lait modifié ou de la crème pour fin de consommation ;

b) « Loi » : la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30) ;

c) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec.

2. L'article 12 de la Loi ne s'applique pas à un distributeur qui est détenteur d'un permis d'exploitation de fabrique.

3. Le permis de distributeur permet à son détenteur de livrer ou de faire livrer à la clientèle du lait, du lait modifié et de la crème.

4. Les classes de détenteurs de permis de distributeur sont :

a) la classe « distributeur-vendeur » ; et

b) la classe « distributeur-livreur ».

5. Le détenteur de permis de classe « distributeur-vendeur » est celui qui achète du lait, du lait modifié ou de la crème pour la revendre à la clientèle.

6. Le détenteur de permis de classe « distributeur-livreur » est celui qui ne fait que livrer du lait, du lait modifié ou de la crème à la clientèle.

7. Toute personne qui demande un permis de distributeur doit indiquer :

a) son nom et son adresse ;

b) la classe désirée de détenteur ;

c) la région où elle a l'intention d'exercer son activité et le nombre de véhicules qui seront utilisés ; et

d) le nom et l'adresse de la laiterie ou du distributeur ainsi que leur consentement à l'approvisionnement.

8. Cette demande doit être signée par le requérant et par un représentant de la laiterie ou par le distributeur qui accepte de l'approvisionnement. Cette demande doit ensuite être transmise à la Régie.

9. Le permis demeure en vigueur jusqu'à ce qu'il soit suspendu ou révoqué en vertu de la Loi, que le détenteur cesse son activité ou change de classe de détenteur de permis.

10. Le coût d'un permis est de 10 \$ et cette somme doit être déposée à la Régie avec la demande pour l'émission du permis.

11. Le distributeur doit, pendant qu'il exerce son activité, conserver dans son véhicule le permis qui lui a été délivré par la Régie.

12. Le distributeur doit se procurer le lait, le lait modifié ou la crème nécessaire à son activité, seulement auprès de la laiterie ou du distributeur indiqué à son permis.

13. Tout détenteur qui désire être approvisionné par une autre laiterie ou un autre distributeur ou changer toute condition mentionnée au permis doit en faire la demande à la Régie et obtenir un permis modifié.

14. Lorsque la demande se rapporte à un changement d'approvisionnement, la Régie doit, sur réception d'une telle demande, en aviser celui qui approvisionne le détenteur. Ce dernier peut, dans les 15 jours, déposer une opposition à cette demande.

15. Si la Régie constate, lors d'une demande de changement d'approvisionnement, que le distributeur doit, à celui qui l'approvisionne, des sommes pour l'achat de lait, de lait modifié ou de crème, elle peut la rejeter, à moins toutefois que le distributeur ne dépose à la Régie, en consignation, la somme qui lui est réclamée jusqu'à adjudication par le tribunal compétent.

16. Lorsqu'à sa face même, la demande prévue à l'article 13 présente un caractère d'urgence, la Régie peut l'autoriser d'une façon temporaire, jusqu'à ce qu'elle ait rendu sa décision finale. Cette autorisation ne peut toutefois être donnée pour une période supérieure à 3 mois.

17. Le véhicule servant à la livraison doit être propre et il ne peut s'y trouver un produit qui pourrait contaminer le lait, le lait modifié ou la crème.

Ce véhicule doit avoir une boîte fermée où sont placés le lait, le lait modifié ou la crème, et ces produits doivent être conservés jusqu'à leur livraison à la clientèle à une température pouvant varier entre 0°C et 5°C.

18. Le nom et l'adresse de la laiterie d'où proviennent le lait, le lait modifié ou la crème et, s'il s'agit du véhicule d'un distributeur-vendeur, le nom et l'adresse de ce dernier, doivent apparaître sur chaque côté de la boîte du camion en caractère d'au moins 3 pouces de hauteur.



c. P-30, r.4

Règlement sur le lait et les produits laitiers

Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés
(L.R.Q., c. P-30)

SECTION I DÉFINITION

I. Dans le présent règlement, les expressions et les mots suivants signifient :

1) « breuvage lacté » : comprend le lait écrémé, le lait de beurre, le lait vitaminé, le lait écrémé vitaminé, le lait reconstitué, la crème sûre et tous les breuvages contenant un ou plusieurs de ces produits ou contenant du lait ou de la crème mélangés à d'autres substances ;

2) « crème » : la partie du lait, riche en gras, qui monte à la surface lorsqu'il est laissé en repos, ou qui en est séparée par la force centrifuge ;

3) « crème glacée » : le produit alimentaire congelé fabriqué exclusivement avec de la crème et du sucre, ou avec du lait, de la crème et du sucre, ou avec des produits dérivés du lait, et additionné ou non de matière colorante, d'arômes, de fruits, d'amandes, de gélatine et d'un stabilisateur ;

4) « crème sûre » : de la crème dont le pourcentage d'acidité exprimé en acide lactique dépasse 0,60% ;

5) « dépôt » : tout entrepôt de lait, épicerie, magasin, ou tout autre local semblable, où du lait, de la crème ou des breuvages lactés sont gardés et conservés pour être livrés à un laitier ou au public ;

6) « endroit public » : tout restaurant, hôtel, salle à manger publique, bar laitier, cafétéria, cantines, roulottes, hôpitaux, hospices, orphelinats, établissements éducationnels et institution de bienfaisance où du lait, de la crème ou des breuvages lactés sont servis directement au consommateur ;

7) « fabrique » : tout établissement qui reçoit du lait ou de la crème pour être converti, en tout ou en partie, en beurre, fromage, lait condensé, lait en poudre, crème à la glace ou autre produit du lait, dans l'établissement même ou ailleurs ;

8) « gras » : le gras du lait ;

9) « lait » : le produit obtenu par la traite d'une ou plusieurs vaches, à l'exclusion du colostrum ;

10) « lait aromatisé » : un produit composé de lait, de poudre de lait, de lait écrémé ou de poudre de lait écrémé, d'une préparation aromatique, d'un agent édulcorant et d'un stabilisateur ou sel, avec ou sans colorant et doit contenir en poids au moins 2% de gras de lait ;

11) « lait de beurre » : le produit résultant du barattage du lait ou de la crème, ou d'un traitement, par un acide ou une culture lactique, du lait ou du lait écrémé ;

12) « lait écrémé » : du lait dont une partie suffisante du gras a été enlevée pour abaisser son pourcentage en gras à moins de 3,25% ;

13) « lait écrémé vitaminé » : du lait écrémé dont la teneur en vitamines A et D a été augmentée suivant un mode approuvé par le ministre ;

14) « lait homogénéisé » : du lait traité par la division des globules gras de telle façon qu'il ne puisse s'établir une ligne de crème avant 48 heures d'emmagasinage ;

15) « lait reconstitué » : le produit résultant d'un mélange de tous les constituants du lait et dont le pourcentage en gras et en solides non-gras est conforme aux pourcentages déterminés par le présent règlement ;

16) « lait vitaminé » : du lait dont la teneur en vitamine D a été augmentée suivant un mode approuvé par le ministre ;

17) « laiterie du laitier » : le local dans lequel le laitier conserve le lait, la crème ou tout breuvage lacté, le prépare et l'embouteille pour la distribution ;

18) « laiterie du producteur » : le local dans lequel le producteur manipule, emmagasine et conserve le lait de son troupeau ;

19) « laitier » : toute personne qui reçoit ou achète du lait ou de la crème, soit pour le revendre ou le livrer tel quel, cru ou pasteurisé, soit pour le transformer et ensuite le revendre ou le livrer sous forme de breuvage lacté ;

20) « ministre » : le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ;

21) « méthodes standards d'analyses » : les méthodes d'analyses sérologiques, bactériologiques et chimiques adoptées par le laboratoire du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, basées sur les méthodes officielles de l'*American Public Health Association* ;

22) « inspecteur » : selon le cas ;

a) le directeur d'un bureau, service ou département de santé municipal ;

b) l'inspecteur désigné par le ministre dans les municipalités ou dans les territoires qui ne sont pas desservis par un bureau de santé municipal ;

23) « pasteurisation » et « pasteurisé » : doivent être compris comme se rapportant au procédé par lequel chaque particule de lait, de crème, ou de tout autre breuvage lacté, est chauffée à une température de 145°F maintenue à cette température pendant au moins 30 minutes, immédiatement refroidie à une température de 45°F et maintenue à cette température jusqu'à livraison ; ou, à tout autre procédé démontré comme étant au moins aussi efficace et aussi sûr, et qui, de même que les appareils qu'il nécessite, est approuvé par le ministre ;

24) « personne » : tout individu, société, association, compagnie ou corporation ;

25) « poste de réception » : tout établissement où l'on recueille et garde le lait et la crème des producteurs ou cultivateurs en attendant le transport à un dépôt, une laiterie de laitier, une fabrique ou une usine de pasteurisation ;

26) « producteur » : toute personne qui livre ou vend du lait ou de la crème provenant de son troupeau à un poste de réception, un dépôt, une laiterie de laitier ou une usine de pasteurisation. Le producteur qui vend directement le lait ou la crème de son troupeau à une personne doit être considéré comme étant à fois, ou successivement, producteur et laitier ;

27) « usine de pasteurisation » : tout établissement qui reçoit du lait ou de la crème pour être vendu, après pasteurisation, ou pour être vendu sous forme de breuvages lactés, après transformation et pasteurisation ;

28) « vacherie » : est la partie de l'étable du producteur ou tout autre endroit d'un bâtiment où une ou plusieurs vaches sont gardées ;

29) « vendre » : offrir en vente, exposer en vente, avoir en sa possession pour vendre, échanger, troquer ou aliéner à un titre onéreux quelconque.

SECTION II INSPECTION ET CERTIFICATION

2. Pouvoir de l'inspecteur : L'inspecteur en vertu du présent règlement a le pouvoir et le droit de visiter les maisons privées et d'examiner les personnes pour établir ou faire établir par un médecin licencié, si elles souffrent d'une maladie contagieuse ou sont porteuses de germes d'une maladie contagieuse, et, ces personnes sont tenues de soumettre les spécimens requis pour les examens chimiques, sérologiques et bactériologiques ; d'examiner ou

faire examiner les troupeaux pour établir s'ils sont sains ; d'examiner ou faire examiner les vacheries, les étables, les laiteries, les puits ou sources d'alimentation en eau de l'homme et des animaux, les postes de réception du lait, les dépôts, les voitures servant au transport du lait ou à sa livraison et les glaciers des endroits publics, pour établir s'ils sont construits, aménagés et entretenus de façon à déterminer de bonnes conditions sanitaires ; et enfin de délivrer un certificat de ses constatations.

3. Certificat du producteur : Aucun producteur de lait ne peut vendre ou offrir en vente du lait ou de la crème à un laitier ou à une personne quelconque sans avoir obtenu au préalable un certificat de salubrité de l'inspecteur.

4. Certificat du laitier : Aucune personne ne peut agir comme laitier, ou opérer un poste de réception du lait, ou tenir un dépôt, sans avoir obtenu au préalable un certificat de salubrité de l'inspecteur.

5. Conditions à remplir pour obtenir un certificat : Toute personne désirant obtenir le certificat de l'inspecteur, soit comme producteur, soit comme laitier, doit lui en faire la demande par écrit, au moins un mois avant la date prévue pour les opérations, en donnant clairement ses nom, prénom et adresse.

Le laitier doit en plus inclure dans sa demande la liste de ses producteurs et de toute personne lui fournissant du lait, de la crème ou des breuvages lactés et il doit par la suite fournir le nom de tout nouveau producteur avant d'accepter son produit.

L'inspecteur procède alors à l'examen du personnel intéressé et à celui des troupeaux ; il visite ou fait visiter les locaux de manutention des produits laitiers et fait faire les analyses sérologiques, chimiques ou bactériologiques requises tant chez le producteur que chez le laitier et lorsque toutes les conditions sanitaires répondent au présent règlement, il délivre son certificat de salubrité.

6. Qualité du certificat : Le certificat de salubrité de l'inspecteur est émis nommément pour une personne et il est incessible ; il peut être révoqué en tout temps pour violation du présent règlement et il doit être renouvelé chaque année le ou avant le 1^{er} juin. Le détenteur de certificat doit l'afficher dans un endroit bien en vue dans son établissement. Une copie du certificat ou de la révocation doit être envoyée au secrétaire-trésorier municipal.

7. Devoir du conseil municipal : Le conseil municipal doit attendre la réception du certificat de salubrité avant d'émettre une licence ou d'accorder une permission de vendre du lait, de la crème ou des breuvages lactés dans les limites de la municipalité au producteur ou au laitier ; lors

de la révocation du certificat, le conseil doit prendre les mesures nécessaires pour que le producteur ou le laitier arrête immédiatement la vente ou la livraison du lait, de la crème ou des breuvages lactés.

8. Contrôle des certificats : Toute personne opérant un poste de réception ou un dépôt de lait, ou opérant un hôtel, un restaurant, un établissement d'hôtellerie ou tout autre endroit public doit sur demande de l'inspecteur lui fournir les nom et adresse de toute personne ou de tout établissement d'où provient le lait, la crème, la crème glacée, le beurre, le fromage, ou les breuvages lactés, afin de pouvoir vérifier que ces produits sont de provenance saine et ne sont pas une menace pour la santé des pensionnaires et des voyageurs.

SECTION III DISPOSITIONS GÉNÉRALES

9. Maladies contagieuses : Il est interdit à toute personne atteinte d'une maladie contagieuse ou porteuse du germe de cette maladie de faire tout acte concernant la production, la manipulation, la distribution, le commerce du lait, de la crème, crème glacée, du beurre, du fromage ou des breuvages lactés ; il lui est de même interdit de pénétrer dans l'établissement d'un producteur, d'un laitier, d'une usine de pasteurisation ou d'un fabricant de produits laitiers.

10. Echantillons : L'inspecteur ou son représentant, est autorisé, en tout temps et en tout lieu, à ouvrir tout bidon, bouteille ou autre récipient, scellé ou non, vide ou plein, à examiner le produit qui y est contenu et à en prendre des échantillons qui doivent être fournis gratuitement. Ces échantillons constituent des échantillons officiels.

11. Confiscation : L'inspecteur ou son représentant, peut interdire la vente, dénaturer ou confisquer tout lait, crème ou breuvage lacté qu'il considère malpropre, anormal, malsain, non étiqueté ou faussement étiqueté, ou encore qui a été produit, transporté, étiqueté, emmagasiné, vendu, livré ou conservé dans des conditions contraires au présent règlement. Il peut de même confisquer toute bouteille ou tout bidon en mauvais état.

12. Refroidissement des produits laitiers : Le producteur doit refroidir le lait immédiatement après chaque traite à une température ne dépassant pas 50°F et le maintenir au plus à cette température jusqu'à livraison.

Le laitier, en charge d'une laiterie ou d'un poste de réception ou d'un dépôt, doit conserver et maintenir à une température ne dépassant pas 50°F le lait, la crème ou les breuvages lactés.

13. Eau potable : Toute fabrique de produits laitiers, usine de pasteurisation, laiterie du laitier, laiterie du producteur, tout poste de réception, et dépôt doit être pourvue d'eau courante, potable, approuvée officiellement par l'inspecteur et en quantité suffisante pour les besoins de l'établissement.

14. Eaux usées et vidanges : Toute fabrique de produits laitiers, laiterie du laitier, laiterie du producteur, usine de pasteurisation du lait, tout poste de réception et dépôt doit disposer des eaux usées et des vidanges de façon à éviter toute nuisance, contamination ou odeurs.

15. Ustensiles, appareils : Tous les ustensiles et appareils venant en contact avec le lait, la crème, ou les breuvages lactés doivent être construits de matériaux qui ne sont pas attaquables par ces produits et de façon à ce que toutes leurs parties soient visibles et accessibles pour le nettoyage. Les surfaces doivent être lisses, exemptes de cavités, de filets de vis, fissures ou taches de rouille et les joints doivent être arasés lors de la soudure.

Les échangeurs de température, refroidisseurs ou réchauffeurs, doivent être étanches et construits de façon à éviter toute possibilité de mélange entre les produits réchauffés ou refroidis et le médium réfrigérant ou réchauffant.

Les refroidisseurs tubulaires doivent être munis de couvercles amovibles.

Tout appareil ou ustensile servant pour le lait cru ne peut servir pour le lait pasteurisé.

Ces ustensiles et appareils doivent être gardés dans l'établissement et ne servir qu'aux fins auxquelles ils sont destinés.

L'usage de tout appareil ou ustensiles souillé ou en mauvais état ou en matériaux pouvant affecter la qualité du lait est interdit.

16. Lavage et stérilisation : Tous les ustensiles et appareils doivent, après chaque service, être démontés, brossés et lavés, suivant les méthodes approuvées par le ministre et, immédiatement avant d'être utilisés de nouveau, ils doivent être stérilisés.

Après le lavage et la stérilisation, et en attendant de servir de nouveau, ces ustensiles et appareils doivent être déposés dans un endroit à l'abri des mouches, des animaux, des insectes et des poussières et ils ne doivent pas être contaminés par les mains ou les vêtements du personnel.

Les bidons doivent être lavés et stérilisés soit à la laiterie, soit à l'usine de pasteurisation ou encore au poste de réception, selon le cas.

SECTION IV PRODUCTION

17. Santé des vaches : Toute vache laitière doit être exempte d'infection possiblement transmissible par le lait comme la tuberculose ou la brucellose ; le pis doit être sain, exempt de mammite, d'engorgement ou d'inflammation.

Toute maladie contagieuse de l'animal doit être rapportée dans les 3 jours, par le propriétaire du troupeau ou par le médecin-vétérinaire qui a fait les constatations, à l'inspecteur.

L'inspecteur peut déterminer la manière et la fréquence des épreuves et des essais nécessaires à la vigilance constante à exercer sur la santé du troupeau laitier, dans le but d'isoler les sujets malades ou infectieux et d'empêcher la vente de leur lait.

18. Étables ou vacheries : Tout producteur de lait doit avoir une vacherie utilisée uniquement pour la garde ou la stabulation du bétail bovin et des chevaux. Cette vacherie doit être suffisamment grande, ventilée et éclairée. Il doit également y avoir un éclairage artificiel suffisant. La vacherie doit être maintenue propre et en bon état, ainsi que ses alentours.

On ne doit loger plus d'une vache par 450 pieds cubes d'air ; la surface vitrée doit être d'au moins 3 pieds carrés par unité animale dans les nouvelles vacheries. Les planchers et les rigoles doivent être construits en béton ou autre matériau imperméable. Les rigoles doivent avoir au moins 7 pouces de profondeur du côté de la stalle.

S'il existe un étage au-dessus de la vacherie, le plafond du premier étage doit être à joints étanches. La vacherie doit être pourvue d'un système de ventilation efficace et approuvé par l'inspecteur et elle ne doit pas être située à moins de 50 pieds de la porcherie.

La cour de la vacherie doit être drainée ou aller en pente pour permettre un écoulement facile des eaux.

19. Entretien : Les murs et le plafond doivent être blanchis au lait de chaux au moins une fois par année ou peints tous les 2 ans. Les auges et les mangeoires doivent être tenues propres.

La vacherie doit être complètement nettoyée et tous les fumiers doivent en être sortis au moins une fois par jour. Le fumier doit être de préférence transporté chaque jour sur les terrains à cultiver, sinon le producteur doit le déposer dans une remise à fumier à fond étanche en béton, munie d'un toit et de murs imperméables et ventilée par le toit. Dans le cas où le fumier est déposé dans une cour ou

verte, l'amoncellement doit être situé à au moins 50 pieds de la vacherie et 100 pieds de tout chemin public.

Les bancs à traire doivent être maintenus propres et gardés entre chaque usage à l'abri des souillures.

20. Traite : Toute personne qui fait la traite des vaches doit avoir les mains propres et sèches et la traite doit se faire à sec. Le lait des premiers jets de chaque trayon doit être recueilli dans un récipient à cet usage. On peut le donner en nourriture aux animaux, mais il est défendu de le vendre pour consommation humaine. Les flancs, le pis et les trayons de la vache doivent être lavés avant la traite.

Les trayeuses mécaniques doivent être démontées et doivent subir un traitement bactéricide après chaque traite ; elles doivent être stérilisées immédiatement avant usage.

Les seaux, la trayeuse mécanique, de même que ses parties ne doivent être introduits dans l'étable qu'au moment de la traite et en être sortis immédiatement après.

Les seaux servant à la traite doivent être emboutis, non soudés, faits d'une seule pièce et être de préférence, du genre à petite ouverture ; il est interdit de s'en servir pour d'autres usages que la traite.

Il est interdit de traire les vaches sur un sol recouvert de fumier ou de déchets. Il est interdit de nettoyer, de remuer ou changer les litières ou de distribuer du fourrage aux animaux pendant la traite ou durant les 30 minutes qui la précèdent.

Si par accident, un seau, la trayeuse ou un vaisseau de lait est souillé il est interdit de livrer ce lait pour la consommation humaine.

21. Refroidissement : Immédiatement après la traite de chacune des vaches, le lait doit être transporté de la vacherie à la laiterie du producteur pour être refroidi rapidement et maintenu à une température d'au plus 50°F. Il est interdit de refroidir ou de conserver le lait dans un puits.

La filtration ne doit être faite qu'à l'aide de disques de coton filtre stériles, ces disques ne devant servir qu'à une seule filtration.

22. Laiterie du producteur : Tout producteur doit posséder une laiterie distincte laquelle ne doit servir qu'au lavage et à la stérilisation des ustensiles et qu'au refroidissement et à la conservation du lait.

Cette laiterie ne doit pas être située dans une cave, un hangar ou une pièce quelconque d'une maison d'habitation. Elle doit être située à 100 pieds, au moins, de tout établissement insalubre, porcherie, poulailler, renardière, parc d'animaux à fourrures et au moins la même distance

de toute fosse d'aisance, des amas de fumiers ou de déchets ; elle peut être attenante à la vacherie sans communication directe.

Le plancher doit être en béton, ou un autre matériau imperméable et les murs intérieurs, à surface lisse, doivent être peints de couleurs claires et maintenus propres. La laiterie doit être pourvue d'un système de drainage sanitaire et de ventilateurs efficaces. Elle doit avoir des fenêtres dont la surface vitrée égale au moins 10% de la superficie du plancher. Les portes à ressorts et les fenêtres doivent être munies de moustiquaires, pendant toute la saison des mouches.

A défaut de réfrigération mécanique, il doit y avoir dans la laiterie un réservoir ou citerne pour le refroidissement du lait en bidons. Ce réservoir doit être construit en béton, ou un autre matériau imperméable, préférablement calorifugé ; il doit être muni d'un couvercle, d'un tuyau de vidage et d'un trop plein. Lorsqu'on a creusé dans le sol pour y placer le réservoir, le bord supérieur de ce dernier doit dépasser la surface du plancher d'au moins 6 pouces. Les parois du réservoir, les murs de la glacière et toutes les parties de la laiterie doivent être exempts de moisissures. La laiterie doit être munie de supports convenables pour y déposer les ustensiles.

La glace employée pour la réfrigération doit provenir d'un site qui a été approuvé par l'inspecteur au moment de la coupe de la glace.

Les préposés à la laiterie doivent avoir les mains propres et porter des habits propres.

Il est interdit de fumer, de chiquer ou de cracher dans la laiterie.

Il est interdit de laisser entrer des animaux domestiques dans la laiterie.

23. Chambre de lavage : Toute laiterie de producteur de lait doit avoir une chambre munie d'un évier pour permettre le lavage des mains, l'eau courante, un chauffe-eau et un bassin de lavage.

24. Transport des bidons : Pendant leur transport, du point de départ au point de destination, les bidons doivent être bien fermés. En tout temps, il est interdit de laisser séjourner des bidons remplis, plus de 15 minutes sur le quai des gares de chemin de fer, ou autres endroits d'expédition, et les bidons doivent être à l'abri du soleil. Arrivés à leur destination, tous les bidons non réclamés dans le même délai doivent être placés dans une glacière.

25. Identification des bidons : Chaque bidon doit porter une étiquette indiquant en caractères permanents et lisibles les noms et adresses du producteur et du destinataire.

SECTION V

LAITERIE DU LAITIER, POSTE DE RÉCEPTION, USINE DE PASTEURISATION

26. Localisation et site : Toute laiterie du laitier, poste de réception, dépôt de lait, usine de pasteurisation ou fabrique doit être placée à l'abri des fumées, poussières, odeurs ou autres conditions nuisibles susceptibles d'affecter la qualité des produits manipulés.

L'établissement doit être situé à une distance d'au moins :

- a) 1 800 pieds de tout dépotoir ;
- b) 600 pieds de toute renardière ou parc d'élevage d'animaux à fourrure ;
- c) 150 pieds de toute porcherie ;
- d) 100 pieds de toute fosse d'aisance, vacherie ou étable, poulailler, amas de fumier ou accumulation de déchets.

27. Construction : Toute laiterie de laitier, poste de réception, usine de pasteurisation doit être d'une superficie suffisante pour rendre les opérations faciles.

La réception du lait, de la crème ou d'un breuvage lacté, le lavage et la stérilisation des bouteilles et des bidons ne doivent pas être faits dans les pièces réservées à la pasteurisation, la fabrication, l'embouteillage, la réfrigération ou le refroidissement.

28. Éclairage et ventilation : Chacune des pièces d'une laiterie de laitier, d'un poste de réception ou d'une usine de pasteurisation doit avoir un éclairage naturel et artificiel convenable ; la surface vitrée doit être d'au moins 10% de la superficie du plancher. Ces mêmes établissements doivent avoir un système de ventilation efficace, approuvé par l'inspecteur et capable de prévenir la condensation des vapeurs d'eau et l'apparition des moisissures.

29. Planchers : Le plancher de toute laiterie de laitier, poste de réception ou usine de pasteurisation doit être construit en béton imperméable ou en d'autre matériau similaire ; la base des murs doit être de matériau semblable sur une hauteur de 4 pieds et faire corps avec le plancher. La surface du plancher doit être lisse, avec inclinaison régulière vers des drains munis de siphons cloche ou de gâches d'eau de dimensions suffisantes et convenablement disposés. Les planchers doivent être gardés propres et en bon état.

30. Murs et plafonds : Les murs et les plafonds de toute laiterie de laitier, poste de réception, usine de pasteurisation doivent être lisses, à joints étanches et de matériaux

imperméables. Ils doivent être maintenus propres et en bon état et être peints régulièrement.

31. Portes et fenêtres : Les portes et les fenêtres de toute laiterie de laitier, poste de réception ou usine de pasteurisation doivent être munies de moustiquaires bien ajustés du 1^{er} mai au 1^{er} novembre. Les portes conduisant à l'extérieur doivent être munies d'appareils à fermeture automatique. Toutes les autres ouvertures doivent être munies de chasse-mouches approuvés par l'inspecteur.

Pour détruire les mouches, il est interdit dans ces établissements de se servir d'appareils vaporisateurs de l'héxachlorure de benzène ou de l'isomère gamma de l'héxachlorure de benzène, ou hexachlorchène.

32. Chambre de toilette : Toute laiterie de laitier, poste de réception ou usine de pasteurisation doit être pourvu d'au moins une chambre de toilette, comprenant un cabinet à chasse d'eau et un lavabo avec eau froide et eau chaude. Cette chambre de toilette doit être éclairée et ventilée par une fenêtre ouvrant vers l'extérieur et elle ne doit pas communiquer directement avec aucune pièce de l'établissement servant à la manipulation des produits laitiers.

33. Chambre des bouilloires : La chaudière à vapeur doit être isolée dans une pièce en bon ordre et sans communication directe avec aucune pièce servant à la manipulation des produits laitiers pasteurisés.

34. Chambre de refroidissement : Les chambres pour la conservation des produits laitiers autres que le fromage et les produits stérilisés doivent être de grandeur convenable et doivent être pourvues d'appareils de contrôle de la température, ainsi que d'un système de réfrigération mécanique adéquat. Ces chambres doivent être nettoyées et désinfectées régulièrement et ne doivent servir qu'à la conservation des produits laitiers.

35. Laboratoire : Toute usine de pasteurisation doit être pourvue d'un laboratoire pour effectuer les diverses épreuves nécessaires sur la qualité du lait et sa teneur en gras.

36. Propreté générale : Toute laiterie de laitier, dépôt de lait, poste de réception ou usine de pasteurisation doit être constamment maintenue propre et en bon état et aucun animal domestique ne doit avoir accès à l'intérieur de la bâtisse ; les alentours de l'établissement doivent être propres et bien drainés.

Toute personne travaillant dans un tel établissement doit être habillée proprement et avoir les mains propres constamment.

Il est interdit de cracher, de fumer ou de chiquer ou de priser du tabac dans un tel établissement.

37. Laitier de lait cru : Tout laitier de lait cru doit avoir une laiterie et les plans et devis, ainsi que la liste des appareils, doivent être approuvés par l'inspecteur.

Cette laiterie doit avoir une chambre pour le lavage des récipients et pour la réception du lait, une seconde chambre pour l'embouteillage, une troisième pour la bouilloire et une quatrième pour la conservation du lait ou de la crème, avant et après l'embouteillage.

Toutefois, lorsque le laitier n'a qu'un débit minime, l'inspecteur peut accepter de remplacer la chambre de chauffage par un appareil de chauffage, et la chambre froide par un appareil de réfrigération, avec un minimum de 2 chambres.

SECTION VI EMBOUTEILLAGE ÉTIQUETAGE, DISTRIBUTION

38. Récipients : Il est interdit à tout laitier de livrer du lait, de la crème ou des breuvages lactés dans des récipients autres que les bouteilles de verre, dites bouteilles à lait et les contenants de carton parcheminé approuvés par le ministre ; il est interdit de livrer le lait en bidon, à moins d'une permission spéciale de l'inspecteur.

39. Bouteilles à lait : Il est interdit à toute personne de se servir des bouteilles à lait ou de bidons de lait comme récipient pour tout autre liquide que du lait, de la crème ou des breuvages lactés.

Il est interdit à tout laitier de recevoir des clients des bouteilles ou des bidons vides qui n'ont pas été lavés, ou qui dégagent une odeur de pétrole, de fermentation ou toute autre mauvaise odeur.

Les bouteilles et les bidons vides provenant des clients doivent être lavés et stérilisés à la laiterie ou à l'usine de pasteurisation avant de servir de nouveau ou à un autre endroit approuvé par le ministre.

40. Embouteillage : L'embouteillage du lait, de la crème ou des breuvages lactés, ainsi que la pose des disques de carton sur ces bouteilles et l'emballage de la crème glacée doivent se faire dans la laiterie ou dans l'usine de pasteurisation, d'une façon sanitaire et à la satisfaction de l'inspecteur.

Une fois embouteillés ou emballés les produits doivent être maintenus dans les récipients originaux et gardés à une température d'au plus 50°F jusqu'au moment de leur livraison.

41. Équipement et matériel des usines de pasteurisation : Tout l'équipement mécanique et tous les appareils doivent être d'un standard sanitaire et de première qualité. Les raccords, tuyauteries, pompes et équipements sanitaires doivent être construits de manière à pouvoir facilement se nettoyer ; ils doivent en plus être toujours maintenus en parfait ordre et en bon état.

Sur les appareils à pasteurisation rapide, la pompe distributrice du lait doit être réglée et scellée de façon à ne pas fournir plus de lait que les appareils ne peuvent en pasteuriser. Cette même pompe distributrice doit toujours maintenir le lait pasteurisé à une pression supérieure à celle du lait cru.

Thermomètre : Chaque appareil de pasteurisation doit être pourvu d'un thermomètre indicateur exact et en bon ordre et d'un thermomètre enregistreur avec graphiques gradués approuvés par le ministre. Les graphiques doivent être datés et signés et le nom de la laiterie doit y être inscrit avant la mise en place dans l'enregistreur avant le début de la première opération de pasteurisation de chaque journée, et ils doivent y être laissés jusqu'à ce que 24 heures se soient écoulées, et aucun graphique ne doit être utilisé plus d'une journée de 24 heures. Les graphiques utilisés doivent être conservés au moins 3 mois et doivent être produits sur demande à l'inspecteur.

Godets : Des godets doivent être placés au-dessous de tous les agitateurs mécaniques et les arbres de couche. Les poulies et les courroies doivent être disposées de manière à prévenir la chute de graisse et la dispersion des poussières dans les produits laitiers.

Entretien et fonctionnement : L'entretien de la bâtisse et des appareils, le fonctionnement de l'équipement et les opérations de pasteurisation, embouteillage, capsulage, réfrigération, lavage et stérilisation doivent être faits à la satisfaction de l'inspecteur.

Recontamination : Le lait pasteurisé ne doit jamais pouvoir se mélanger au cours des opérations avec le lait cru et il ne doit jamais entrer en contact avec des surfaces d'équipement ou d'ustensiles ayant contenu du lait cru ou des produits non pasteurisés. Tout lait qui pourrait être ainsi recontaminé ou qui aura débordé d'un appareil ne peut être vendu pour consommation humaine.

Stérilisation : Pour la stérilisation des appareils et de l'équipement au chlore on doit employer une eau contenant au moins 100 ppm de chlore libre à la sortie ; pour la stérilisation à l'eau chaude, celle-ci doit être à une température d'au moins 180°F à la sortie et avoir été en contact pendant 5 minutes avec la surface à stériliser ; si on emploie la vapeur vive, le contact doit être d'au moins 5 minutes.

42. Étiquetage des bouteilles : Chaque bouteille de lait, de crème ou de breuvage lacté doit porter, sur le disque de carton fermant la bouteille, une inscription indiquant le nom de la laiterie, ou de la raison sociale, ou le nom du laitier et le nom de la municipalité où s'est fait l'embouteillage, ainsi que la nature du produit, accompagnée de la mention « Cru » ou « pasteurisé » selon le cas.

Tout autre contenant doit comporter les mêmes informations à sa surface extérieure. Ceci s'applique aux contenants de la crème glacée.

Il est interdit, pour désigner la nature du produit, d'employer des termes autres que ceux qui sont définis à l'article 1 à moins d'une permission du ministre.

43. Disques : Les disques de carton servant à boucher les bouteilles, ou tout autre bouchon, approuvés par le ministre, doivent être conservés à l'abri de toute contamination ; il est défendu de se servir du même disque plus d'une fois ; il est interdit d'en avoir en sa possession sur les véhicules de livraison ou dans les dépôts.

44. Véhicules : Tout véhicule servant à la livraison du lait, de la crème ou des breuvages lactés ne doit servir qu'à cet usage, sauf pour la vente au détail du beurre, du fromage, de la crème glacée ou des oeufs.

Il est interdit de transporter du lait cru et du lait pasteurisé dans le même véhicule servant à la livraison du lait.

Le véhicule doit être propre, en bon état, fermé et doit porter bien en évidence de chaque côté, le nom ou la raison sociale, le prénom ou les initiales, et l'adresse de la laiterie en lettres de pas moins de 3 pouces de hauteur par 2 pouces de largeur.

Lorsque le nom et l'adresse de la laiterie apparaissent de chaque côté du véhicule, et qu'il s'agit du laitier opérant à son compte, le nom, le prénom ou les initiales et l'adresse de ce dernier doivent être inscrits de chaque côté, en lettres de pas moins de 3 pouces de hauteur par 2 pouces de largeur. Lorsque le nom de la laiterie n'apparaît pas sur le véhicule du laitier à son compte, les mots « Lait et Crème Pasteurisés » ou les mots « Lait et Crème non Pasteurisés » doivent être inscrits de chaque côté de ce véhicule en lettres de pas moins de 3 pouces de hauteur par 2 pouces de largeur.

Tous les véhicules servant au transport, du lait, de la crème ou des produits laitiers doivent être construits et opérés de façon à protéger leur contenu contre le soleil, le froid et toute contamination.

Les wagons ou camions citernes doivent être construits et opérés d'une façon sanitaire. Ils doivent être lavés et stérilisés après chaque usage à la laiterie ou à un poste de réception, aussitôt que vidés.

45. Endroits publics : Tout lait, crème ou breuvage lacté servi ou consommé dans les endroits publics doit être un produit pasteurisé et doit être maintenu à une température d'au plus de 50°F et doit être servi dans le contenant original provenant de la laiterie.

Il est cependant permis, dans les endroits publics, de vendre du lait homogénéisé ou des produits laitiers provenant de bidons équipés d'un dispensateur approuvé par le ministre et satisfaisant aux conditions suivantes :

- a) toute surface venant en contact avec le lait ou les produits laitiers doit être inaccessible au contact manuel, à la poussière ou à toute autre source de contamination ;
- b) le bidon et son dispensateur doivent être lavés et stérilisés à la laiterie ;
- c) le bidon et son dispensateur, une fois remplis à la laiterie, doivent y être scellés de 2 sceaux de façon à ce qu'il soit impossible d'y introduire quoi que ce soit sans en briser un et d'en soutirer le lait ou les produits laitiers sans en briser l'autre ;
- d) le dispensateur doit être équipé de façon que le produit soit servi dans des gobelets de carton ;
- e) le dispensateur doit être placé dans une pièce pour qu'il soit à la vue du public.

46. Breuvages lactés : Il est interdit de vendre du lait homogénéisé, du lait aromatisé et des breuvages lactés à moins qu'ils n'aient été pasteurisés conformément au présent règlement.

SECTION VII

VENTE ET RESTRICTIONS

47. Lait malsain : Est considéré lait impur et malsain, et ne doit pas être vendu, tout lait, crème ou breuvage lacté malpropre ou dont l'odeur, le goût ou l'apparence est anormal, ou tout lait qui contient un préservatif.

48. Qualité du lait cru : Tout lait ou crème du producteur lorsqu'il parvient à une laiterie ou une usine de pasteurisation doit être propre, dépourvu d'odeurs, être de couleur et de consistance normales, d'une teneur en matière grasses standard, être à une température d'au plus 50°F et ne doit pas avoir été altéré par l'addition d'eau, de lait écrémé ou l'enlèvement de la crème.

49. Lait ou breuvage vitaminisé : Tout lait ou tout breuvage lacté vitaminisé et tout lait ou breuvage lacté reconstitué doit être un produit pasteurisé et ne doit être distribué que dans des contenants de carton parcheminé ; le producteur doit en faire approuver la formule par le minis-

tre et la formule complète doit être imprimée sur le contenant.

50. Contrôle du lait ou du breuvage lacté vitaminisé : Tout lait ou tout breuvage lacté vitaminisé reconstitué ou non, doit avoir une teneur en vitamine D d'au moins 800 unités internationales par pinte ; l'inspecteur est autorisé à prélever 4 échantillons par année et à faire déterminer par un laboratoire à son choix et aux frais du fabricant les vitamines et leur teneur dans ces échantillons ; de plus, le producteur doit tenir à jour les preuves d'achat de vitamines ou autres produits ajoutés au lait ou au breuvage lacté sous quelle que forme que ce soit, de même que la somme de sa production ; il doit faire rapport au ministre le premier de chaque mois de ces inventaires et donner droit de regard à tout représentant du ministre aussi souvent que ce représentant jugera bon de le faire.

51. Contrôle du lait cru par l'usine de pasteurisation : Tout propriétaire d'une usine de pasteurisation doit détenir lui-même, ou retenir les services d'une personne détenant le certificat d'études de lait nature de l'Institut de technologie agricole de Saint-Hyacinthe et il doit effectuer ou faire effectuer, dans son propre laboratoire, au moins une fois par mois, sur le lait ou la crème chacun de ses producteurs, les épreuves suivantes :

- a) odeur, apparence, température ;
- b) épreuve de sédimentation ;
- c) épreuve bactériologique ou de réductase.

52. Dossier du producteur : Le propriétaire de l'usine de pasteurisation doit constituer un dossier pour chacun de ses producteurs dans lequel apparaissent les résultats mensuels des épreuves énumérées à l'article 51 et le produire sur demande à l'inspecteur.

53. Responsabilité : Le propriétaire et la personne chargée de l'opération de toute laiterie, dépôt, poste de réception, fabrique ou usine de pasteurisation sont conjointement responsables des bonnes conditions sanitaires de l'établissement telles qu'imposées par le présent règlement.

54. Restrictions générales : Il est interdit à toute personne de vendre :

- 1) *lait malsain* : du lait impur ou malsain ;
- 2) *gras de lait* : du lait qui ne contient pas au moins 3,25% de gras et au moins 8,25% de matières solides autres que le gras du lait ;

3) *produit sûr* : de la crème ou de la crème sûre dont le contenant ne porte pas l'indication du pourcentage de gras ;

4) *dilution* : du lait ou de la crème qui a été dilué avec de l'eau ou tout autre liquide ;

5) *étiquetage* : du lait ou de la crème ou un breuvage lacté faussement étiqueté ;

6) *vaches malades* : du lait ou de la crème provenant de vaches qui n'ont pas une épreuve négative à la tuberculine, ou qui sont atteintes de tuberculose ou de toute autre infection ;

7) *âge du lait* : du lait cru ou de la crème crue dont l'âge dépasse 36 heures, à moins d'une permission spéciale de l'inspecteur ;

8) *deux fois pasteurisés* : du lait ou de la crème pasteurisé plus d'une fois ;

9) *matières solides* : du lait écrémé qui ne contient pas au moins 8,25% de matières solides ;

10) *breuvage lacté* : tout breuvage lacté qui n'est pas pasteurisé ;

11) *crème glacée* : toute crème glacée dont le mélange n'a pas été pasteurisé avant congélation ;

12) *lait de beurre, crème sûre* : tout lait de beurre ou crème sûre qui n'a pas été pasteurisé avant ensemencement ;

13) *antibiotés* : tout lait ou toute crème provenant d'un animal qui a reçu un traitement antibiotique depuis moins de 14 jours ;

14) *mauvaises conditions sanitaires* : tout lait, crème ou breuvage lacté dont la production, le refroidissement, la conservation, l'embouteillage, le transport, la pasteurisation ou toute autre manipulation n'est pas conforme aux exigences de présent règlement ;

15) *lait non vendu* : tout lait ou crème qui reste non vendu après la livraison de chaque jour ; de retour à la laiterie, il doit immédiatement être transvidé, écrémé, et transformé en sous-produit.

55. Restriction : lait du producteur : Aucun producteur ne peut vendre pour pasteurisation et aucun laitier ne peut accepter pour pasteurisation ou pasteuriser du lait impur ou malsain, ou dont la production, ou toute autre manipulation subséquente n'est pas conforme au présent règlement, ou enfin qui contient plus de 200 000 bactéries par centimètre cube.

56. Limites bactériologiques : Aucune personne ne peut vendre pour consommation humaine :

a) tout lait pasteurisé, tout breuvage lacté, excepté la crème sûre et le lait de beurre, ayant plus de 50 000 bactéries par centimètre cube, ou plus de 50 bactéries coliformes par 100 centimètres cubes, ou une réaction positive à l'épreuve de la phosphatase ;

b) toute crème sûre ou tout lait de beurre ayant plus de 50 bactéries coliformes par 100 centimètres cubes ;

c) toute crème pasteurisée ayant plus de 150 000 bactéries par centimètre cube et dont le degré d'acidité est supérieur à 0,20% ;

d) toute crème glacée ayant plus de 100 000 bactéries par gramme ;

e) tout lait cru ayant plus de 75 000 bactéries par centimètre cube, à l'exception du lait du producteur destiné à la pasteurisation ;

f) toute crème crue ayant plus de 300 000 bactéries par centimètre cube, à l'exception de la crème crue destinée à la pasteurisation.

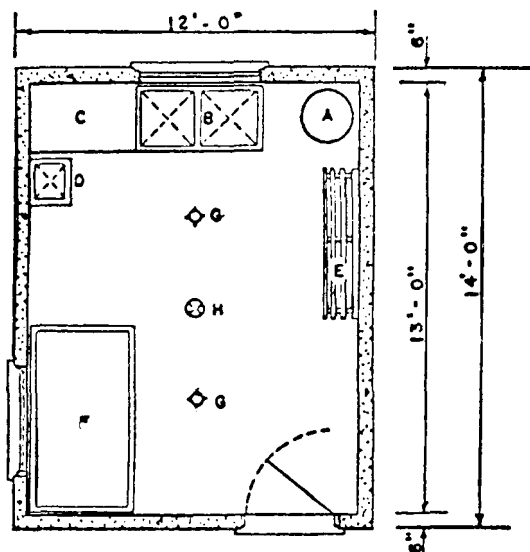
Dans l'application de cet article et de l'article 55, l'inspecteur acceptera qu'un échantillon, parmi les 4 derniers échantillons prélevés à des dates différentes, dépasse les limites bactériologiques ci-dessus fixées.

SECTION VIII PÉNALITÉS

57. Pénalités : Toute infraction au présent règlement sera punie d'une amende n'excédant pas 20 \$ et d'une amende additionnelle n'excédant pas 20 \$ par jour, pour chaque jour en plus de 2 durant lesquels l'infraction se continue.

CROQUIS I

Normes suggérées
CHAMBRE à LAIT du PRODUCTEUR
Capacité: 500 livres par jour



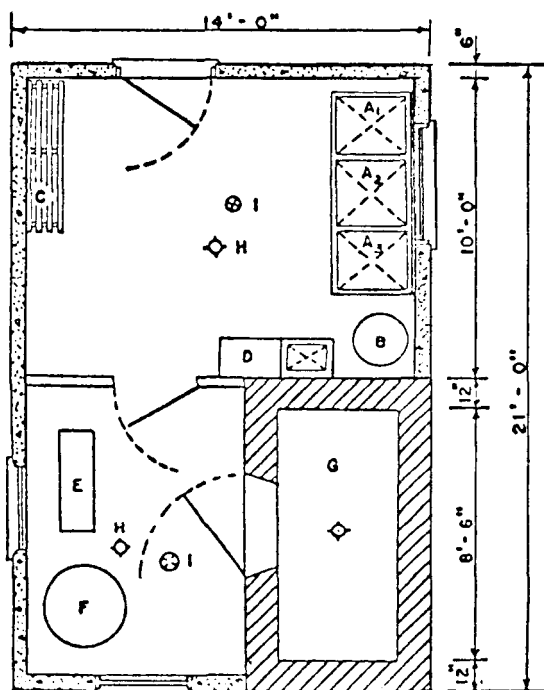
LÉGENDE:

- (A) chauffe eau électrique
- (B) bassins de lavage
- (C) table et armoires
- (D) lavabo
- (E) support pour bidons et ustensiles
- (F) bassin ou appareil de refroidissement
- (G) lumière électrique 60 watts
- (H) drain

N.B. Cotes à modifier suivant débit.

CROQUIS II

Normes suggérées
LAITERIE de LAITIER
Capacité: 200 pintes par jour



LÉGENDE:

- (A₁) bassin de lavage avec brosse rotative
- (A₂) bassin de rinçage
- (A₃) bassin de stérilisation avec chlore
- (B) chauffe eau électrique
- (C) support pour bidons et ustensiles
- (D) lavabo avec table et armoire
- (E) appareil frigorifique
- (F) embouteilleuse
- (G) chambre froide ou appareil de réfrigération
- (H) lumière électrique 60 watts
- (I) drain

N.B. Cotes à modifier suivant débit.

**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX CONCERNANT
CROQUIS I et CROQUIS II**

1. Planchers en béton solidaires avec murs.
2. Surface vitrée des fenêtres égale à au moins 10% de la superficie du plancher.
3. Murs intérieurs à surface lisse et peints.
4. Moustiquaires pour portes et fenêtres.
5. Système de ventilation efficace.
6. Drainage sanitaire.
7. Hauteur libre minimum intérieure : 9 pieds.
8. Eau chaude et eau froide.
9. Appareil de chauffage.
10. Laiterie située à 100 pieds de tout établissement insalubre.
11. Le laitier ou le producteur doit soumettre et faire approuver son installation par l'inspecteur.



c. P-30, r.5

Règlement sur les normes microbiologiques et la propreté des produits laitiers

Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30, a. 42)

SECTION I DISPOSITION GÉNÉRALE

1. Interdiction : Il est interdit de détenir, de préparer ou d'acheter en vue de la vente, de mettre ou d'offrir en vente ou en dépôt ou de vendre dans un lieu quelconque, de servir dans un lieu de consommation, de transporter, de faire transporter ou d'accepter pour une destination quelconque, au Québec, un produit laitier qui n'est pas conforme aux normes prévues par ce règlement.

SECTION II NORMES MICROBIOLOGIQUES, DE PROPRETÉ OU AUTRES

2. Normes minimales : Le lait, la crème ou tout produit laitier destiné à la consommation humaine est conforme aux normes microbiologiques du présent règlement lorsqu'à l'analyse, l'échantillon prélevé suivant les règles de l'art, en tout temps et en tout endroit, à même ce lait, cette crème ou ce produit laitier, répond aux caractéristiques suivantes :

- a) ne contient aucun microorganisme pathogène ;
- b) n'excède pas la numération des microorganismes vivants énumérés au tableau 1 ;
- c) ne contient pas plus de 750 000 leucocytes par millilitre selon la formule leucocytaire établie par une méthode scientifique reconnue suivant les règles de l'art en la matière ;
- d) ne contient aucun antiseptique ou antibiotique.

Le lait ou, selon le cas, tout produit laitier liquide destiné à la consommation humaine est conforme aux normes de propreté du présent règlement lorsqu'à l'épreuve de lactofiltration l'échantillon prélevé suivant les règles de l'art, à l'établissement du producteur ou à la fabrique, à même ce lait ou ce produit laitier liquide, ne contient pas plus de 2 milligrammes de sédiments par 16 onces liquides ou 452,8 millilitres.

Dans le cas d'un produit laitier pasteurisé il est conforme aux normes microbiologiques du présent règlement lorsqu'à l'analyse l'échantillon prélevé suivant les règles de l'art à même ce produit, en tout temps et en tout endroit, réagit négativement à l'épreuve de la phosphatase et positivement à l'épreuve de la peroxydase en ne libérant pas plus de 80 microgrammes de phénol par millilitre lorsqu'analysé selon la méthode Gilcreas-Davis.

3. Lait et crème destinés à la pasteurisation : L'échantillon prélevé suivant les règles de l'art, à l'établissement du producteur, à même le lait et la crème destinés à la consommation humaine en l'état après pasteurisation peut, à l'analyse, par dérogation à l'article 2 :

a) contenir, dans le cas du lait, au plus 100 000 microorganismes vivants par millilitre après épreuve de numération de la flore microbienne sur plaque de gélose lorsqu'incubé à 32°C ou pas plus de 10 000 microorganismes vivants par millilitre après épreuve de numération de la flore microbienne sur plaque de gélose lorsqu'incubé à 32°C à la suite d'une pasteurisation en laboratoire ;

b) contenir, dans le cas de la crème, au plus 300 000 microorganismes vivants par millilitre après épreuve de numération de la flore microbienne sur plaque de gélose lorsqu'incubé à 32°C ou pas plus de 15 000 microorganismes vivants par millilitre après épreuve de numération de la flore microbienne sur plaque de gélose lorsqu'incubé à 32°C à la suite d'une pasteurisation en laboratoire.

4. Lait et crème pasteurisés : L'échantillon prélevé suivant les règles de l'art à la fabrique de pasteurisation, à la suite de tout traitement, pasteurisation ou autre conditionnement, à même le lait et la crème destinés à la consommation humaine en l'état doit, à l'analyse, par dérogation à l'article 2 :

a) contenir, dans le cas du lait, au plus 20 000 microorganismes vivants par millilitre à l'épreuve de numération de la flore microbienne sur plaque de gélose lorsqu'incubé à 32°C ;

b) contenir, dans le cas de la crème, au plus 50 000 microorganismes vivants par millilitre à l'épreuve de numération de la flore microbienne sur plaque de gélose lorsqu'incubé à 32°C et, également, au plus 30 bactéries vivantes du type coliforme par 100 millilitres de crème.

5. Produit laitier industriel : L'échantillon prélevé suivant les règles de l'art à l'établissement du producteur ou à la fabrique de lait industriel à même le lait ou un produit

laitier destiné à la transformation industrielle peut, à l'analyse, par dérogation à l'article 2, contenir au plus 2 000 000 microorganismes vivants par millilitre après épreuve de numération de la flore microbienne sur plaque de gélose lorsqu'incubé à 32°C.

L'échantillon prélevé suivant les règles de l'art à l'établissement du producteur ou à la fabrique de lait industriel à même la crème destinée à la transformation industrielle doit, à l'analyse, contenir au moins 30% de matières grasses et avoir un taux d'acidité inférieur à 30 degrés Dornic.

6. Classification des produits laitiers industriels : Sous réserve de l'article 5, le lait ou un produit laitier destiné à la transformation industrielle est reconnu de qualité A si l'échantillon prélevé contient au plus 1 000 000 microorganismes vivants par millilitre ou de qualité B si l'échantillon prélevé contient au plus 2 000 000 microorganismes vivants par millilitre.

SECTION III INSPECTION ET RÉPRESSION

7. Les infractions à la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30) ou au présent règlement sont recherchées et constatées conformément à la présente section.

Ces dispositions ne font pas obstacle à ce que la preuve de ces infractions puisse être établie par toute voie de droit.

8. Est qualifié pour procéder aux recherches, faire des prélèvements et, s'il y a lieu, effectuer des saisies ou confiscations tout inspecteur autorisé par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

9. Échantillonnage : Le prélèvement, la conservation et l'analyse des échantillons se font selon les méthodes prévues dans la législation ou réglementation alors en vigueur ou, en l'absence de prévision, selon les méthodes éprouvées et reconnues par la profession et agréées par le ministre.

Le ministre désigne les laboratoires autorisés à procéder aux analyses et en détermine le ressort et les attributions.

10. L'inspecteur : L'inspecteur a le droit d'interroger toute personne qu'il croit en mesure de l'éclairer dans ses recherches.

La personne interrogée doit répondre honnêtement et au meilleur de sa connaissance et intelligence à l'interrogatoire et représenter à l'inspecteur, à sa réquisition, les documents et livres dont elle est détentrice et qui concernent

une opération soumise à l'application de la Loi et du règlement.

Les réponses et les éléments d'information recueillis, s'il est jugé utile, sont rapportés dans un procès-verbal rédigé à cette fin et qui comporte les mentions prévues à l'article 16.

11. L'inspecteur témoin d'une infraction en dresse immédiatement procès-verbal où il consigne, avec les mentions prévues à l'article 16, les circonstances propres à établir l'infraction.

12. Prélèvement et confiscation : Le prélèvement d'échantillon peut, en toute circonstance, être opéré d'office.

Il est obligatoire dans le cas où un produit laitier paraît falsifié ou impropre à la consommation. Le produit laitier est alors placé sous saisie, en attendant le résultat de l'analyse de l'échantillon prélevé.

La confiscation est obligatoire dans le cas où un produit laitier est reconnu falsifié, impropre à la consommation ou susceptible de servir à une fraude ou falsification.

13. Saisie et confiscation : Le produit laitier saisi est laissé en dépôt à l'intéressé ou, sur son refus, transporté en lieu sûr.

Le produit laitier confisqué est placé sous scellés. L'inspecteur peut le laisser en dépôt à l'intéressé ou le faire transporter en lieu sûr. S'il s'agit d'un produit laitier visé au troisième alinéa de l'article 12, l'inspecteur peut procéder à sa destruction, stérilisation ou dénaturation.

L'inspecteur appose un bulletin numéroté et daté sur tout lot d'un produit laitier saisi ou confisqué et laissé en dépôt. Ce bulletin doit porter la mention « saisi » ou « confisqué », suivant le cas, en vertu de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés et la signature de l'inspecteur.

Les opérations relatives à la saisie ou confiscation sont relatées au procès-verbal.

14. Prohibition : Nul ne peut vendre ou offrir en vente un produit laitier saisi ou confisqué, ni enlever ou permettre d'enlever ce produit, son contenant ou le bulletin de saisie ou de confiscation sans une autorisation d'un inspecteur ou du ministre.

15. Mainlevée : Mainlevée de la saisie peut être donnée, par écrit par tout inspecteur convaincu que l'intéressé s'est, depuis la saisie, conformé à la Loi.

Telle mainlevée doit être datée et signée par l'inspecteur et porter les indications suivantes : numéro et date de la saisie, dénomination du produit et nom de l'intéressé.

16. Procès-verbal : Tout prélèvement d'échantillons donne lieu, séance tenante, à la rédaction d'un procès-verbal.

Le procès-verbal contient les mentions suivantes :

- a) les nom, qualité et résidence de l'inspecteur ;
- b) la date, l'heure et le lieu où le prélèvement a été effectué ;
- c) les noms, profession et domicile ou résidence de la personne chez laquelle le prélèvement a été opéré ; si le prélèvement a lieu en cours de route, les noms et domicile des personnes figurant sur la lettre de voiture ou le connaissance comme expéditeur ou destinataire ;
- d) la signature de l'inspecteur.

Le procès-verbal doit, en outre, contenir un exposé succinct des circonstances dans lesquelles le prélèvement a été effectué, relater les marques et inscriptions figurant sur les récipients, emballages ou enveloppes, l'importance du lot de marchandise échantillonnée, ainsi que toute indication jugée utile pour établir l'authenticité des échantillons prélevés, l'identité de la marchandise, la dénomination exacte sous laquelle cette dernière était détenue ou mise en vente.

Le propriétaire ou le détecteur de la marchandise ou, le cas échéant, le représentant de l'entreprise de transport, peut, en outre, faire insérer au procès-verbal toute déclaration qu'il juge utile. Il est invité à signer le procès-verbal. En cas de refus, mention en est faite par l'inspecteur.

17. Triple expédition : Tout procès-verbal est rédigé en triple expédition.

Le premier exemplaire est envoyé par l'inspecteur dans les 24 heures au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Un exemplaire est laissé au propriétaire ou détenteur du produit ou, le cas échéant, au représentant de l'entreprise de transport. Un exemplaire est conservé par l'inspecteur.

18. Identification des échantillons : Tout échantillon prélevé est mis sous scellés et adressé, en même temps que le procès-verbal, au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Si la nature du produit exige des mesures spéciales de conservation, l'échantillon est immédiatement envoyé au laboratoire où des mesures appropriées sont prises. Mention de cet envoi est faite au procès-verbal.

Les scellés sont appliqués sur une étiquette numérotée et qui porte la dénomination sous laquelle le produit est mis en vente, la date du prélèvement, les nom et adresse du propriétaire ou détenteur de la marchandise ou, en cas de prélèvement en cours de route, ceux de l'expéditeur et du

destinataire, ainsi que la signature de l'auteur du procès-verbal.

Un récépissé, détaché d'un livre à souche, est remis au propriétaire ou détenteur de la marchandise qui en fait la demande.

En cas de prélèvement en cours de route, le représentant de l'entreprise de transport reçoit, pour sa décharge, un récépissé indiquant la nature et la quantité des échantillons prélevés.

19. Rapport d'analyse : Dans les 24 heures de sa réception, l'échantillon est transmis au laboratoire.

Le laboratoire doit, dans les 8 jours de la réception de l'échantillon ou dans le délai additionnel requis pour parfaire l'analyse, adresser au ministère un rapport où sont relatées et justifiées les opérations et constatations faites et consignés les résultats de l'analyse.

Si le rapport ne conclut pas à une présomption de fraude, de falsification ou d'infraction, le ministère en avise l'intéressé.

Tableau 1

(a. 2)

NUMÉRATION DES MICROORGANISMES

	<i>Microorganismes vivants par millilitre ou par programme</i>	<i>Bactéries du type coliforme par 100 grammes ou 100 millilitres</i>	<i>Levures et moisissures au total</i>
Lait non pasteurisé	75 000	20	0
Crème non pasteurisée	100 000	50	0
Lait et autres produits laitiers non fermentés pasteurisés	25 000	20	0
Crème pasteurisée	75 000	50	0
Crème glacée, mélange à crème glacée et autres produits laitiers congelés	75 000	50	0
Produits laitiers fermentés et lait de beurre	aucune	50	0
Beurre non fermenté	application 100 000	50	50
Fromages cottage	aucune	50	50
Fromages en grains	application aucune	100	50
Fromages frais ou fondus	aucune	100	aucune
Fromages à pâte molle	application aucune	100	application aucune
Yogourt	application aucune	20	application 0
Lait en poudre	application 10 000	20	0



c. P-30, r.6

Règlement sur le paiement de la crème au fournisseur-producteur

Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Le présent règlement a pour but de réglementer, sous le régime de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30), le paiement de la crème par un marchand de lait à son fournisseur-producteur.

2. Tout marchand de lait doit effectuer le paiement de la crème à son fournisseur-producteur selon la teneur du produit en matière grasse, déterminée par l'épreuve Babcock.

3. Le paiement doit se faire par chèque remis au fournisseur-producteur :

a) dans le cas de paiement bimensuel, avant la fin du mois, pour le produit livré pendant la première quinzaine du mois, avant le 16 du mois suivant, pour le produit livré après le 15 du mois ;

b) dans le cas de paiement mensuel, avant le 16 du mois qui suit le mois pendant lequel le produit a été livré.

4. Lors du paiement, le marchand de lait doit délivrer au fournisseur-producteur une feuille de paie portant les indications suivantes :

a) le nom et l'adresse du marchand de lait, le nom et le lieu de sa fabrique, les nom, adresse et numéro d'ordre du fournisseur-producteur ;

b) la date de chaque livraison de crème faite par le fournisseur-producteur pendant la période de paie et la quantité livrée ;

c) le pourcentage et la quantité de matière grasse de la crème à chaque livraison de crème, la quantité de matière grasse de la crème livrée pendant la période de paie, le prix de base du produit ;

d) le prix d'achat de la crème livrée pendant la période de paie, le prix total, le détail des sommes déduites du prix total, le montant et la date du paiement.

La quantité doit être exprimée en livres et toute fraction égale ou supérieure à $\frac{1}{2}$ livre, lors de la pesée, est comptée pour 1 livre. Il n'est pas tenu compte d'une fraction inférieure à $\frac{1}{2}$ livre.

Un double de la feuille de paie doit être conservé à la fabrique pendant au moins 2 ans après la date du paiement.

5. Le marchand de lait doit avoir dans sa fabrique et maintenir en parfait état l'appareillage requis pour la pesée et l'échantillonnage de la crème et pour l'exécution de l'épreuve Babcock.

6. La pesée, l'examen qualitatif, l'acceptation ou le refus du produit, de même que son échantillonnage pour l'épreuve Babcock et cette épreuve elle-même, doivent être faits par une personne autorisée à agir comme essayeur en vertu d'un permis.

Ces opérations doivent se faire avec diligence, selon les règles du métier et de manière à assurer une pesée exacte, à donner une juste appréciation de la qualité, à obtenir et conserver un échantillon parfait du produit, à déterminer la vraie teneur du produit en matière grasse.

Il doit être dressé séance tenante un état des constatations faites et des décisions prises, avec mention des nom et adresse ou du numéro d'ordre du fournisseur-producteur intéressé, de la date et de la nature de l'opération. Cet état doit être signé par l'essayeur et conservé à la fabrique pendant au moins un an après la date de la dernière inscription qui y est portée.

7. Un inspecteur a le droit d'examiner tout document conservé à la fabrique en vertu des articles 4 et 6 et d'en prendre copie. Le marchand de lait doit faciliter l'exercice de ce droit.

8. Le marchand de lait doit, au cours du mois de juin de chaque année, transmettre au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation la liste de ses fournisseurs-producteurs, portant les nom, adresse et numéro d'ordre de chacun d'eux.

Il doit également, avant le 15 de chaque mois, faire rapport au ministre de tout changement intervenu dans cette liste au cours du mois précédent.

9. Commet une infraction au présent règlement quiconque, par lui-même ou par une personne à son emploi ou agissant sous son autorité, viole une disposition du présent règlement.

SECTION II PESÉE ET PRÉLÈVEMENT

10. La crème doit être examinée, dès l'ouverture de son contenant lors de la livraison, puis pesée, bien mélangée et échantillonnée dans ce contenant.

11. Dans le cas de refus à la fabrique, l'essayeur dresse séance tenante un état signé par lui et portant les indications suivantes :

- a) la date et l'heure du refus ;
- b) les nom et adresse ou le numéro d'ordre du fournisseur-producteur ;
- c) le nom et le numéro de permis de l'essayeur ;
- d) la cause du refus.

Il en délivre séance tenante un exemplaire au fournisseur-producteur ou à son agent.

12. L'échantillon de crème, pour être complet et pouvoir servir à l'épreuve Babcock, doit contenir au moins 40 grammes du produit et porter sur la totalité de la livraison.

Lorsque la livraison se compose de plusieurs récipients, l'essayeur doit, pour former l'échantillon requis, prélever sur chaque récipient une quantité proportionnelle à la quantité du contenu de celui-ci et bien mélanger les différents échantillons ainsi prélevés.

13. L'échantillon de crème doit être conservé jusqu'à la prochaine livraison de crème du fournisseur-producteur et pendant au moins 48 heures après l'épreuve.

14. L'échantillon doit être mis dans une bouteille et conservé en parfait état. Il doit être soustrait à l'action de la gelée ou des rayons du soleil et maintenu à une température supérieure à 1°C mais n'excédant pas 4°C.

La bouteille doit être hermétiquement fermée et porter en caractères indélébiles et très apparents le numéro d'ordre du fournisseur-producteur.

15. Dans le cas de perte totale ou partielle de l'échantillon, de son altération ou insuffisance ou de bris de la bouteille qui le contient, le pourcentage de matière grasse du produit est déterminé par la moyenne entre le pourcentage établi par l'épreuve précédente et celui établi par l'épreuve suivante.

SECTION III DE L'ÉPREUVE BABCOCK

16. L'échantillon de crème doit être soumis à l'épreuve Babcock le jour même de son prélèvement.

17. L'essayeur doit employer :

a) pour faire l'épreuve de la crème, une éprouvette Babcock à crème d'une capacité de 9 grammes de crème, à col court (6 pouces) et gradué au 0,5% de 0 à 50% ;

b) pour mesurer la crème introduite dans l'éprouvette, une balance à crème propre à cette fin et conforme à la Loi sur les poids et mesures (S.C., 1970-71-72, c. 36) ;

c) pour centrifuger le contenu de l'éprouvette, un centrifugeur propre à cette fin, solidement fixé à sa base de façon à éviter toute vibration, placé au niveau et facile à chauffer durant la centrifugation ;

d) pour mesurer la longueur de la colonne de gras dans l'éprouvette, un compas à ressort avec écrou d'arrêt, à longues tiges à pointe bien aiguisée.

18. Avant son utilisation pour l'épreuve Babcock, l'échantillon doit être réchauffé à une température de 35°C à 38°C et sa masse parfaitement mélangée.

Le réchauffement se fait en plaçant la bouteille d'échantillon dans un bassin d'eau, dont la température ne dépasse pas 43°C.

19. Lorsque l'échantillon est à une température de 35°C à 38°C et parfaitement homogène, l'essayeur doit :

a) en introduire 9 grammes dans une éprouvette Babcock à crème ;

b) ajouter au contenu de l'éprouvette de l'acide sulfurique d'une densité de 1,82 à 1,83 à la température de 20°C selon la quantité prévue ci-après, et mêler parfaitement l'acide avec le contenu de l'éprouvette jusqu'à disparition du caillé.

L'addition d'acide doit être précédée d'une addition d'environ 9 millilitres d'eau ou suivie d'une addition d'environ 5 millilitres d'eau. La quantité d'acide à ajouter est d'environ 17,5 millilitres, dans le premier cas, et d'environ 9 millilitres, dans le dernier cas ;

c) placer l'éprouvette dans un centrifugeur chauffé et maintenu à une température de 60°C à 65°C et centrifuger pendant au moins 5 minutes à la vitesse indiquée au tableau suivant par rapport au diamètre du cercle d'opération du centrifugeur, savoir :

Diamètre du cercle en pouces	Révolution par minute
16	848
18	800
20	759
22	724
24	693

d) ajouter au contenu de l'éprouvette, jusqu'à la base du col de l'éprouvette, de l'eau à une température de 60°C à 65°C, centrifuger pendant au moins 2 minutes, ajouter de l'eau à la même température jusqu'au sommet de la colonne graduée du col de l'éprouvette et centrifuger pendant au moins 2 minutes ;

e) placer immédiatement l'éprouvette dans de l'eau maintenue à une température de 57°C à 60°C, de façon que la surface de l'eau ne soit pas à un niveau inférieur à celui du sommet de la colonne de gras dans l'éprouvette, et l'y maintenir jusqu'à la fin de l'opération suivante ;

f) 3 minutes au moins après la plongée de l'éprouvette, mesurer très exactement la longueur de la colonne de gras dans l'éprouvette, à l'aide du compas prévu à l'article 17, reporter cette longueur sur la colonne graduée du col de l'éprouvette et déterminer le pourcentage du produit en matière grasse selon le degré indiqué pour cette longueur sur la colonne graduée.

L'essayeur doit, lors du mesurage, vérifier la qualité de la colonne de gras. Si la colonne de gras est trouble, ou contient en suspension quelque matière brûlée ou trace de caillé, l'essayeur doit reprendre l'épreuve.

La longueur de la colonne de gras doit être mesurée après avoir ajouté dans l'éprouvette 2 gouttes de glymol, soit de l'huile minérale colorée d'une densité n'excédant pas 0,85 à la température de 20°C, à partir de l'extrémité inférieure de la colonne de gras jusqu'à la ligne de démarcation entre le gras et le glymol.

Toute fraction égale ou supérieure à ½ degré doit être comptée pour un degré. Il n'est pas tenu compte d'une fraction inférieure à ½ degré.

20. Le fournisseur-producteur intéressé ou son agent a le droit d'obtenir sans délai :

- a) un rapport sur le résultat de l'épreuve ;
- b) la reprise de l'épreuve par l'essayeur en sa présence ;
- c) la substitution du résultat de la nouvelle épreuve à celui de la première épreuve.

21. Un inspecteur peut procéder à la vérification du résultat de l'épreuve et à cette fin utiliser le matériel et le personnel de la fabrique.

Il peut, lorsque le résultat de l'épreuve n'est pas conforme à celui de la vérification, exiger que le résultat de la vérification soit substitué à celui de l'épreuve.

A.C. 15-64, (1964) 96 G.O., 554
 A.C. 3405-73, (1973) 105 G.O.II, 5523
 A.C. 2007-79, (1979) 111 G.O.II, 4965, 4971 et 6461



c. P-30, r.7

Règlement sur le paiement du lait au producteur ou à un office de producteurs

Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés
(L.R.Q., c. P-30, a. 42)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

- a) « appareil de dosage » : l'appareil de dosage visé à l'article 20 ;
- b) « lait » : le liquide sécrété par les glandes mammaires de la vache ;
- c) « Loi » : la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30) ;
- d) « office de producteurs » : un office chargé d'appliquer un plan conjoint établi selon la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;
- e) « période de paie » : un mois de calendrier.

2. Mode de paiement du lait au producteur : Le paiement final du lait par le marchand de lait au producteur doit se faire par chèque qui lui est remis avant le 16 du mois suivant la période de paie. Le 1^{er} du mois suivant la période de paie, le marchand de lait doit verser un acompte pour le lait livré entre le 1^{er} et le 15^e jour de la période de paie.

3. Feuille de paie : Lors du paiement du lait par le marchand de lait au producteur, le marchand de lait doit délivrer au producteur un exemplaire d'une feuille de paie préparée en double et portant :

- a) les nom et adresse du marchand de lait, les nom et lieu de sa fabrique ou le numéro de permis d'exploitation de celle-ci, les nom, adresse et numéro d'ordre du producteur ;
- b) la date de chaque livraison de lait faite par le producteur pendant la période de paie et le volume livré ;
- c) le volume de lait livré, pendant la période de paie et sa teneur en matière grasse, le volume du lait de chaque classe différente de prix, le prix de base de chaque classe ;

d) le prix d'achat total du lait livré pendant la période de paie, le détail des sommes déduites du prix total, le montant et la date du paiement.

Le marchand de lait peut préparer un seul exemplaire de la feuille de paie dans le cas où il la microfilme pour fins de conservation.

Le deuxième exemplaire de la feuille de paie ou son microfilm doit être conservé à la fabrique pendant au moins 2 ans après la date du paiement.

4. Essayeur : Les opérations de détermination du volume, d'échantillonnage et de dosage de la teneur en matière grasse doivent être faites par une personne autorisée à agir comme essayeur en vertu du permis et du certificat prévus à l'article 9 de la Loi et conformément aux normes prescrites par le présent règlement.

SECTION II MESURAGE DU VOLUME DU LAIT

5. Méthodes de détermination du volume du lait : Le volume du lait livré par chaque citerne et reçu à la fabrique d'un marchand de lait doit être obtenu selon l'une ou l'autre des méthodes suivantes :

- a) par l'usage d'un compteur et d'un purgeur à la fabrique ;
- b) par la somme des volumes du lait fourni par chaque producteur tels que déterminés par l'usage d'un compteur et d'un purgeur installés sur la citerne de chaque camion de livraison ;
- c) par la somme des volumes du lait fourni par chaque producteur tels que déterminés par le jaugeage du bassin réfrigérant de chacun des producteurs.

Le lait livré en bidon par un producteur doit être examiné dans son contenant, dès son ouverture à la fabrique, immédiatement versé dans un bassin de réception, mélangé, pesé et échantillonné dans ce bassin et le volume est ensuite exprimé en hectolitres en multipliant le poids contenu en livres par le facteur 0,004405.

6. Température et exactitude : Le compteur et le purgeur de la fabrique ou de la citerne du camion de livraison ainsi que leur installation doivent être conformes à la Loi sur les poids et mesures (S.C., 1970-71-72, c. 36).

Ce compteur et ce purgeur doivent être constamment maintenus à une température excédant 2°C.

7. Jaugeage du bassin réfrigérant du producteur : Dans le cas du paragraphe c du premier alinéa de l'article 5, le volume du lait à la ferme est déterminé par le jaugeage du bassin réfrigérant de chaque producteur par un essayeur procédant à l'aide d'une jauge dans les conditions suivantes :

- a) le bassin réfrigérant du producteur doit présenter des conditions propres à assurer un jaugeage exact et être conforme aux normes d'installation du manufacturier ;
- b) la jauge doit être sèche, propre et droite ;
- c) le lait doit être au repos ;
- d) la jauge doit être plongée délicatement dans le bassin jusqu'à ce que le siège appuie sur le support ;
- e) la jauge doit être retirée immédiatement et la graduation supérieure mise en contact avec le lait doit être identifiée ;
- f) l'opération de jaugeage doit être répétée jusqu'à ce que 2 lectures soient identiques ;
- g) la table d'étalonnage du bassin réfrigérant doit permettre de lire et d'établir le volume en litres correspondant à la lecture de la jauge. Le numéro de série qui apparaît sur la table d'étalonnage doit être le même que celui du bassin et de la jauge.

8. Bordereau de cueillette : Dans le cas de l'article 7, l'essayeur dresse séance tenante sous sa signature, en double exemplaire, un bordereau de cueillette portant :

- a) la date et l'heure du transvasement du lait dans la citerne de livraison ou, le cas échéant, du refus ;
- b) les nom, adresse et numéro d'ordre du producteur ;
- c) les nom et numéro de permis de l'essayeur ;
- d) la température et le volume du lait et, dans le cas du refus du lait, la cause du refus.

Il en délivre immédiatement un exemplaire au producteur, l'autre exemplaire est délivré, le jour même, au marchand de lait dans le cas où le paiement du lait est fait par le marchand de lait au producteur et à l'office de producteurs lorsque le paiement du lait est fait par le marchand de lait à l'office de producteurs.

Cet exemplaire doit être conservé selon le cas, à la fabrique du marchand de lait ou au bureau de l'office de producteurs pendant au moins 2 ans après la date inscrite à ce bordereau conformément au paragraphe a du premier alinéa.

SECTION III ÉCHANTILLONNAGE DU LAIT

9. Échantillonneur mécanique : Tout échantillonneur mécanique installé sur un camion-citerne ou dans une fabrique doit être maintenu à une température excédant 2°C.

À compter du 1^{er} août 1980, tout camion-citerne destiné au transport du lait et toute fabrique doivent être munis d'un échantillonneur mécanique.

10. Approbation de l'échantillonneur mécanique : Le fonctionnement de l'échantillonneur mécanique doit être approuvé par un inspecteur conformément à l'article 11.

11. Échantillonneur mécanique approuvé : L'inspecteur approuve le fonctionnement de l'échantillonneur mécanique lorsque la différence est d'au plus 0,06 kilogramme par hectolitre entre le résultat du dosage de la teneur en matière grasse d'un échantillon de lait prélevé à même cet échantillonneur mécanique chez un producteur et le résultat du dosage de la teneur en matière grasse d'un échantillon de lait prélevé manuellement, à la même occasion, dans le bassin réfrigérant de ce producteur.

Ces échantillons doivent être prélevés conformément à l'article 12 et le dosage de leur teneur en matière grasse doit être effectué par le même appareil de dosage au laboratoire visé à l'article 21.

12. Prélèvement d'un échantillon de lait du producteur possédant un bassin réfrigérant : Lors de chaque transvasement du lait du bassin réfrigérant d'un producteur à la citerne, un échantillon d'au moins 60 millilitres de ce lait doit être prélevé par l'échantillonneur mécanique du camion-citerne. L'essayeur doit prélever, à même cet échantillon, un échantillon d'au moins 50 millilitres en retournant à la citerne le reste du lait contenu dans l'échantillonneur mécanique.

Dans le cas où le camion-citerne n'est pas muni d'un échantillonneur mécanique, un échantillon de 50 millilitres de lait est prélevé dans le bassin réfrigérant du producteur avant son transvasement dans la citerne de livraison à même un mélange de lait rendu homogène par une agitation d'au moins 5 minutes.

Cet échantillon doit alors être maintenu constamment à une température supérieure à 1°C mais n'excédant pas 4°C jusqu'à son arrivée à la fabrique du marchand de lait.

13. Prélèvement d'un échantillon de lait du producteur livrant en bidons : Dans le cas où le lait du producteur est livré en bidons à la fabrique du marchand de lait, un échantillon de 50 millilitres de lait est prélevé à la fabrique, dans le bassin de réception ou de conservation du lait, à

même un mélange homogène ne devant contenir que du lait d'une seule livraison d'un même producteur.

14. Prélèvement d'un échantillon de lait de citerne : Dans le cas du lait dont le paiement est fait par le marchand de lait à un office de producteurs, au moment de la livraison du lait contenu dans chaque camion-citerne à la fabrique du marchand de lait, l'essayeur de la fabrique doit prélever à même l'échantillonneur mécanique de la fabrique un échantillon de lait de 100 millilitres dont la moitié demeure la propriété du marchand de lait et l'autre moitié devient la propriété de l'office de producteurs.

15. Préparation de l'échantillon de lait de citerne : Chaque moitié de l'échantillon prélevé à même l'échantillonneur mécanique doit être mise dans une bouteille d'une capacité de 60 millilitres et contenant, comme seul agent de conservation, une pastille de bichromate de potassium. Ces échantillons sont alors désignés sous l'appellation « échantillon de lait de citerne ».

16. Préparation de l'échantillon de lait du producteur : À la fabrique du marchand de lait, lors de chaque livraison de lait, l'essayeur du camion-citerne ou, dans le cas de l'article 13, l'essayeur de la fabrique doit prélever, à même l'échantillon de lait de 50 millilitres de chaque producteur préparé selon les articles 12 ou 13, un échantillon d'environ 4 millilitres dans le cas du lait provenant de 4 traites et moins et d'au moins 1 millilitre par traite dans les autres cas. Cet échantillon doit être mis dans une bouteille d'une capacité de 60 millilitres ou, dans le cas de l'article 13, de 120 millilitres et contenant, comme seul agent de conservation, 2 ou 3 pastilles de bichromate de potassium.

L'échantillon composé par l'addition des échantillons prélevés selon le premier alinéa lors de livraisons consécutives et portant sur au moins 75% des livraisons totales de lait d'un producteur durant une période de paie est désigné sous l'appellation « échantillon de lait du producteur ».

17. Conservation des échantillons : Tout marchand de lait doit conserver en parfait état, en vue du dosage de la teneur en matière grasse, l'« échantillon de lait de citerne » et l'« échantillon de lait du producteur » qui doivent en tout temps être soustraits à l'action de la gelée ou des rayons du soleil et maintenus constamment à une température supérieure à 1°C mais n'excédant pas 4°C.

Le marchand de lait doit tenir à la disposition de l'office de producteurs tout « échantillon de lait de citerne » propriété de cet office de même que tout « échantillon de lait du producteur ».

18. Bouteille et inscription : Toute bouteille contenant un de ces échantillons doit être hermétiquement fermée et

porter en caractères indélébiles, lisibles et apparents, pour l'« échantillon de lait de citerne », le numéro du bordereau de la cueillette du lait, le numéro de la fabrique attribué par l'office de producteurs, et la date du prélèvement ; et, pour l'« échantillon de lait du producteur », le numéro de producteur attribué par l'office de producteurs ou par le marchand de lait dans le cas où le paiement du lait est fait par ce dernier au producteur.

19. Délai de livraison des échantillons : Tout « échantillon de lait du producteur » doit être livré au laboratoire d'analyse visé à l'article 21 pour le dosage de la teneur en matière grasse au plus tard dans les 6 jours ouvrables de sa préparation et tout « échantillon de lait de citerne » au plus tard dans les 15 jours de sa préparation.

Toutefois, dans le cas où un « échantillon de lait de citerne » est prêt à la fin d'une période de paie, sa livraison au laboratoire d'analyse doit se faire dans les 5 jours suivant la fin de cette période.

SECTION IV DOSAGE DE LA TENEUR EN MATIÈRE GRASSE

20. Appareil de dosage de la teneur en matière grasse : Le dosage de la teneur en matière grasse des échantillons de lait doit être déterminé selon une méthode basée sur le spectre d'absorption infra-rouge de la matière grasse du lait et effectué au moyen d'un appareil de dosage qui doit être approuvé par un inspecteur conformément au deuxième alinéa.

L'inspecteur approuve un appareil de dosage lorsqu'il est conforme aux normes descriptives prévues à l'annexe A et que son fonctionnement répond aux exigences des articles 23, 26 et 27.

21. Laboratoire de dosage de la matière grasse : Tout laboratoire procédant au dosage de la teneur en matière grasse du lait pour les fins de paiement du lait doit être muni d'au moins 2 appareils de dosage.

22. Base du paiement du lait : Dans le cas de paiement du lait par un marchand de lait à un office de producteurs, le paiement est basé sur le dosage de la teneur en matière grasse de l'« échantillon de lait de citerne ».

Dans le cas de paiement du lait par un marchand de lait à un producteur, le paiement est basé sur le dosage de la teneur en matière grasse de l'« échantillon de lait du producteur ».

Dans le cas de perte totale ou partielle d'un « échantillon de lait du producteur », de son altération ou de bris de la bouteille qui le contient, la teneur en matière grasse du

produit est déterminée par la moyenne entre les teneurs en matière grasse établies pour les 3 périodes de paie précédentes.

23. Lecture de la teneur en matière grasse : Le dosage de la teneur en matière grasse du lait doit être déterminé en kilogramme par hectolitre avec 2 décimales.

24. Délai d'exécution du dosage de la teneur en matière grasse : À compter de la date de réception des échantillons au laboratoire d'analyse, le dosage de leur teneur en matière grasse doit être exécuté dans un délai n'excédant pas 3 jours ouvrables.

25. Transmission des résultats : Dans le cas de tout « échantillon de lait de citerne » le résultat du dosage de la teneur en matière grasse doit être transmis au marchand de lait et à l'office de producteurs dans les 2 jours ouvrables suivant le jour du dosage

Dans le cas de paiement du lait par un marchand de lait à un producteur, le résultat du dosage de la teneur en matière grasse doit être transmis au marchand de lait dans les 2 jours ouvrables suivant le jour du dosage.

26. Vérification du calibrage de l'appareil de dosage : Le calibrage de l'appareil de dosage doit être vérifié par le dosage de la teneur en matière grasse d'un échantillon de lait de contrôle dont la teneur en matière grasse a été établie au préalable par la méthode chimique de référence Röse-Gottlieb, adaptation Mojonnier, telle que décrite à l'annexe B.

Cette vérification doit être effectuée à tous les 30 échantillons.

Advenant que le résultat du dosage de la teneur en matière grasse obtenu au moyen de l'appareil de dosage et celui obtenu par la méthode chimique de référence diffèrent de plus de 0,06%, l'appareil doit être réglé de façon à éliminer cette différence.

Dans ce cas, le dosage de chacun des 30 échantillons précédant cet échantillon de lait de contrôle doit être repris et le résultat corrigé en conséquence.

27. Fiabilité de l'appareil de dosage : L'écart limite entre 2 dosages successifs de teneur en matière grasse sur un même échantillon et sur un même appareil de dosage doit être d'au plus 0,02 kilogramme par hectolitre.

28. Préparation de l'échantillon de lait de contrôle : L'échantillon de lait de contrôle est préparé au laboratoire d'analyse à partir du lait prélevé bimensuellement, à la fabrique, dans un réservoir d'entreposage situé à la réception.

Chaque prélèvement bimensuel doit permettre la préparation d'un échantillon ayant la composition moyenne de celle du lait dont le laboratoire d'analyse effectue le dosage de la teneur en matière grasse.

29. Teneur en matière grasse de l'échantillon de lait de contrôle : L'échantillon de lait de contrôle est expédié bimensuellement à un laboratoire autre que celui visé à l'article 21 où il doit subir 8 dosages de la teneur en matière grasse par la méthode chimique de référence Röse-Gottlieb, adaptation Mojonnier.

La différence entre le résultat le plus élevé et le moins élevé de ces dosages doit être d'au plus 0,03%.

Dans le cas où la différence est plus grande que 0,03%, un nouveau dosage doit être fait conformément au présent article.

30. Étalonnage de l'appareil de dosage : L'étalonnage de l'appareil de dosage doit se faire, au moins deux fois par année, aux périodes de mise à l'herbe et de rentrée à l'étable des vaches laitières, en respectant les méthodes de fonctionnement de l'appareil et les dispositions indiquées aux articles 31 et 32.

Ces mêmes méthodes et dispositions s'appliquent dans tous les autres cas où un étalonnage de l'appareil est effectué.

31. Préparation de l'échantillon d'étalonnage : Un échantillon de lait est préparé au laboratoire d'analyse à partir du lait prélevé, à la fabrique, dans un réservoir d'entreposage situé à la réception.

Chaque prélèvement doit permettre la préparation d'un échantillon ayant la composition moyenne de celle du lait dont le laboratoire d'analyse effectue le dosage de la teneur en matière grasse.

À même cet échantillon, il doit être constitué, par addition soit de lait écrémé ou de crème, 10 échantillons d'étalonnage d'une teneur en matière grasse variant entre 2 et 7%.

32. Dosage des échantillons d'étalonnage : Chacun de ces 10 échantillons est étalonné dans un laboratoire autre que celui visé à l'article 21 où il doit subir 8 dosages de la teneur en matière grasse par la méthode chimique de référence Röse-Gottlieb, adaptation Mojonnier.

La différence entre le résultat le plus élevé et le moins élevé de ces dosages doit être d'au plus 0,03%.

Dans le cas où la différence est plus grande que 0,03%, un nouveau dosage doit être fait conformément au présent article.

33. Dosage des échantillons étalons par l'appareil de dosage : Chacun des 10 échantillons étalons doit être ensuite utilisé pour étalonner l'appareil de dosage au moyen du dosage de la teneur en matière grasse de ces échantillons.

ANNEXE A

(a. 20)

NORMES DESCRIPTIVES DE L'APPAREIL DE DOSAGE

1) **Principe général :** La méthode utilisée pour le dosage de la matière grasse du lait doit être basée sur le spectre d'absorption infra-rouge de l'échantillon obtenu par transmission.

2) **Exigence spécifique :** La mesure de l'intensité de l'absorption infra-rouge de la matière grasse et les correctifs nécessités par la présence d'autres constituants perturbateurs, sont effectués en sélectionnant 2 bandes de longueur d'onde caractéristiques dont les intensités ne doivent être mesurées qu'à travers une seule cellule, soit celle contenant l'échantillon.

ANNEXE B

(a. 26)

LA MÉTHODE RÖSE-GOTTLIEB, ADAPTATION MOJONNIER

1) Matériel :

a) Instrument Mojonnier pour la détermination de la matière grasse dans le lait. Mojonnier Bros. Co., 26, Linden Ave., Springfield, New Jersey, 07081, U.S.A. ;

b) tubes à extraction Mojonnier, Cat. Mojonnier # G-3 ;

c) balance de précision permettant une lecture à $\pm 0,0001$ g ;

d) bouchons de liège # 6 ;

e) capsules d'aluminium, 85 mm de diamètre, 50 mm de hauteur, Cat. Mojonnier # T-49 ;

f) pipettes (*) de pesée, no de cat. G-54 de la compagnie Mojonnier.

2) Réactifs :

a) Hydroxyde d'ammonium 26° baumé (NH_4OH) ;

b) alcool éthylique 95% ($\text{C}_2\text{H}_5\text{OH}$) ;

c) ether éthylique anhydre ($\text{C}_2\text{H}_5)_2\text{O}$;

d) ether de pétrole 30-60°C.

N.B. Tous les réactifs employés doivent être de qualité analytique.

3) **Mode opératoire :** Peser (*) environ 10 g de lait à 20°C avec une précision de $\pm 0,0001$ g dans un tube à extraction Mojonnier. Additionner 1,5 ml d'hydroxyde d'ammonium et mélanger. Ajouter 10 ml d'alcool éthylique, fermer le tube à l'aide d'un bouchon de liège et agiter vigoureusement. Introduire ensuite 25 ml d'ether éthylique, boucher et agiter de nouveau pendant 20 secondes. Finalement ajouter 25 ml d'ether de pétrole, fermer le tube et extraire en agitant pendant 30 secondes.

Centrifuger à 600 tours/minute pour 30 secondes. Retirer la phase éthérée, placer celle-ci dans une capsule d'aluminium préalablement pesée à $\pm 0,0001$ g et évaporer.

Répéter l'extraction de la phase aqueuse en utilisant cette fois 5 ml d'éthanol, 15 ml d'ether éthylique et 15 ml d'ether de pétrole. Centrifuger, récupérer la phase éthérée, joindre celle-ci aux résidus de la première extraction dans la capsule d'aluminium puis évaporer jusqu'à disparition complète de l'ether. Finalement placer la capsule dans l'étuve à vide chauffée à 135°C jusqu'à l'obtention d'un poids constant, soit 5 minutes, refroidir dans un dessiccateur et peser.

(*)Ce type de pipette peut être utilisé pour mesurer précisément la quantité de lait impliqué dans l'analyse en procédant de la façon suivante : Peser exactement la pipette vide, aspirer le lait dans la pipette et peser à nouveau. Verser le contenu dans un tube à extraction Mojonnier, peser la pipette allégée de son contenu et, par différence, on obtient la quantité exacte de lait.



c. P-30, r.8

Règlement sur la pasteurisation des produits laitiers

Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés
(L.R.Q., c. P-30, a. 42)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Pasteurisation obligatoire : Le lait et la crème destinés à la consommation humaine en l'état ou à la confection de produits laitiers doivent être pasteurisés dans une fabrique.

2. Interdiction : Il est interdit, dans un lieu quelconque, de détenir, de préparer, d'acheter en vue de la vente, de mettre ou d'offrir en vente ou en dépôt ou de vendre, de servir dans un lieu de consommation, de transporter, de faire transporter ou d'accepter pour une destination quelconque au Québec, du lait et de la crème destinés à la consommation humaine en l'état ou un produit laitier contenant du lait ou de la crème qui n'ont pas été soumis à la pasteurisation conformément aux normes prévues dans ce règlement.

3. Équivalence : La pasteurisation n'est pas obligatoire dans les cas suivants :

a) pour tout fromage conservé à une température de 35°F (1,67°C) ou plus durant 60 jours ou davantage après la date du début de sa fabrication ;

b) pour tout produit laitier concentré ou à l'état sec ayant subi un traitement thermique équivalent ou supérieur au traitement thermique de pasteurisation.

SECTION II TRAITEMENT THERMIQUE DE PASTEURISATION

4. Normes minimales de pasteurisation : Le lait et la crème destinés à la consommation humaine en l'état ou à la confection d'un produit laitier doivent être soumis à un traitement thermique de pasteurisation selon les normes minimales de pasteurisation prescrites au tableau A annexé au présent règlement.

5. Température : Pendant toute la durée de la pasteurisation, la température ne doit pas s'abaisser en quelque

point que ce soit de la masse du lait ou de la crème au-dessous des normes minimales de pasteurisation.

6. Refroidissement : Immédiatement après la pasteurisation, le lait et la crème ou tout produit laitier liquide non fermenté ou non concentré et destinés à la consommation humaine doivent être refroidis, en tous leurs points et en moins d'une heure, à une température inférieure à 40°F (5°C) dans la fabrique et, après leur sortie, maintenus constamment à une température n'excédant pas 45°F (7,22°C) jusqu'à leur livraison au consommateur.

7. Emballage : Tout produit laitier pasteurisé doit être contenu dans un emballage propre, aseptique, hermétiquement fermé jusqu'à la livraison au consommateur, et apte à résister à l'action éventuelle du produit et à le protéger efficacement contre tout danger de pollution, de contamination ou d'altération.

8. Appareils de pasteurisation : Tout appareil de pasteurisation utilisé pour la pasteurisation haute et rapide doit comprendre :

a) une vanne de diversion dont le fonctionnement dépend de la température effective du lait ou de la crème à la sortie du secteur de pasteurisation et permet, si le lait ou la crème n'ont pas atteint la température déterminée, à une fraction de degré près, de les dévier automatiquement de leur cours normal et de les déverser dans le bassin d'alimentation pour être de nouveau soumis au traitement complet de pasteurisation ;

b) un tableau de contrôle contenant un régulateur de température, un thermographe enregistrant la température du lait ou de la crème chauffé ou pasteurisé et mettant en marche, si nécessaire, le mécanisme de la vanne de diversion et un thermographe indiquant la température finale du lait ou de la crème pasteurisé refroidi au moment où il quitte l'échangeur thermique ; et

c) un thermomètre indiquant la température de pasteurisation du lait ou de la crème ainsi qu'un autre thermomètre indiquant la température de refroidissement du lait ou de la crème à la sortie du pasteurisateur.

9. Pasteurisation basse et lente : Dans le cas de la pasteurisation basse et lente, l'appareil de pasteurisation doit être muni d'un thermomètre indicateur et d'un thermographe.

10. Scellés : Dans tout appareil de pasteurisation haute et rapide, le thermographe enregistrant la température de

pasteurisation et déclenchant la vanne de diversion de même que la pompe positive distributrice du lait et, selon le cas, le cadran à minuterie alternative de la pompe auxiliaire doivent être réglés et scellés par un inspecteur.

saisies ou confiscations, tout inspecteur autorisé par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

11. Bris ou enlèvement des scellés : Nul ne peut briser ou enlever les scellés posés sans l'autorisation de l'inspecteur.

12. Pression : Les pompes de tout appareil de pasteurisation haute et rapide doivent constamment maintenir le lait pasteurisé à une pression supérieure à celle du lait cru.

13. Diagramme : Chaque diagramme d'un thermographe doit n'être utilisé que pour une seule journée de pasteurisation, comporter une date, une indication des opérations, les initiales de l'opérateur et être classé par ordre chronologique. Il doit être conservé pendant 6 mois à la fabrique et présenté pendant cette période à un inspecteur sur demande.

14. Vapeur : La vapeur entrant en contact avec le lait ou la crème ne doit contenir aucun principe susceptible de nuire à la santé des consommateurs et doit provenir d'un générateur utilisant uniquement de l'eau potable.

15. État sanitaire du matériel : Le matériel utilisé pour l'application du traitement de pasteurisation doit présenter pleine garantie tant au point de vue sanitaire qu'au point de vue technique. Il doit être maintenu propre et en parfait état et ne doit servir qu'à cet usage.

16. Opérations de pasteurisation : Les opérations de pasteurisation doivent, en outre, être effectuées selon les procédés reconnus en industrie alimentaire et dans des conditions propres à éliminer toute possibilité de pollution, de contamination ou d'altération du lait ou de la crème avant, pendant et après l'application du traitement de pasteurisation.

SECTION III INSPECTION ET RÉPRESSION

17. Infraction : Les infractions à la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30) ou au présent règlement sont recherchées et constatées conformément à la section III du Règlement sur les normes microbiologiques et la propreté des produits laitiers (c. P-30, r.5).

Ces dispositions ne font pas obstacle à ce que la preuve de ces infractions puisse être établie par toute voie de droit.

18. Inspecteur : Est qualifié pour procéder aux recherches, faire des prélèvements et, s'il y a lieu, effectuer des

TABLEAU A

(a. 4)

Normes minimales de pasteurisation

Genre de produit laitier	Température minimale	Durée minimale
Produit laitier à 3,25% ou moins de matières grasses sans agent édulcorant	145°F (62,8°C) pasteurisation basse et lente pendant	30 min.
	ou 163°F (72,8°C) pasteurisation haute et rapide pendant	16 sec.
Produit laitier à plus de 3,25% de matières grasses avec agents édulcorants	150°F (65,5°C) pasteurisation basse et lente pendant	30 min.
	ou 166°F (74,4°C) pasteurisation haute et rapide pendant	16 sec.
Mélange à crème glacée et mélange à lait glacé	155°F (68,3°C) pasteurisation basse et lente pendant	30 min.
	ou 175°F (79,4°C) pasteurisation haute et rapide pendant	25 sec.



c. P-30, r.9

Règlement sur le permis d'essayeur

Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés
(L.R.Q., c. P-30)

1. L'inspecteur général des produits laitiers peut accorder un permis d'essayeur à quiconque, porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'expert essayeur décerné par l'Institut de technologie agricole de Saint-Hyacinthe, lui en fait la demande par écrit.

Il peut accorder ce permis à une personne d'une autre province possédant des qualifications égales à celles exigées des essayeurs du Québec, lorsqu'il existe dans cette autre province une attitude réciproque vis-à-vis le Québec.

2. Le permis d'essayeur est annuel et valable, sauf les restrictions ci-dessous, du 1^{er} janvier au 31 décembre inclusivement de chaque année.

3. Ce permis est personnel et cesse d'avoir effet du jour où le bénéficiaire quitte l'emploi de la fabrique désignée sur son permis.

4. Toute personne préposée à l'échantillonnage du lait et de la crème livrés à une fabrique, pour en déterminer la teneur en matières grasses d'après la procédé « Babcock », doit être porteur d'un permis d'essayeur et doit l'exhiber, sur demande, à tout inspecteur ou officier nommé en vertu de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30).

5. Le bénéficiaire de ce permis est responsable de la bonne observance, dans l'établissement où il opère, des méthodes relatives au procédé « Babcock ».

6. L'essayeur doit tenir un registre spécial où il inscrit, en la manière prescrite par l'inspecteur général ou ses assistants, le pourcentage exact de matières grasses indiqué par l'épreuve au « Babcock ». Il doit, en tout temps, donner accès à ce registre à tout inspecteur ou officier, nommé en vertu de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés.

Ce registre demeure dans l'établissement et y est ouvert aux fournisseurs-producteurs alimentant la fabrique.

7. L'inspecteur général des produits laitiers et leurs succédanés peut, en tout temps, révoquer le permis d'essayeur en donnant par écrit un avis à cet effet au bénéficiaire, lors-

que celui-ci se rend coupable de fraude, d'irrégularités ou de manque de probité dans l'accomplissement de ses devoirs, ou néglige de se conformer aux règlements ou à la Loi.

A.C. 1259-34, (1934) 66 G.O., 2451



c. P-30, r.10

Règlement sur les permis d'exploitation de fabriques et les permis de fabrication de beurre et de fromage

Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés
(L.R.Q., c. P-30)

1. Les conditions pour obtenir un permis d'exploitation d'une fabrique sont les suivantes :

- a) la bâtisse doit être construite suivant les plans fournis par la section de l'industrie laitière du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ;
- b) l'outillage doit être complet ;
- c) tous les bassins, ustensiles, bidons ou récipients quelconques destinés à contenir les sous-produits du lait, doivent être faits de métal ;
- d) les planchers en ciment doivent être imperméables et de surface lisse ;
- e) les murs et cloisons, à partir du plancher, doivent être revêtus de ciment sur une hauteur de 12 pouces ;
- f) l'eau doit être potable et en quantité suffisante pour répondre à tous les besoins de la fabrique ;
- g) la pasteurisation du petit-lait de fromage est obligatoire. La température doit être portée à 155°F et maintenue pendant au moins 30 minutes.

L'inspecteur général peut, en tout temps, révoquer le permis d'exploitation sur le rapport de l'un des sous-inspecteurs généraux, établissant que la fabrique n'est pas dans un état satisfaisant de salubrité, ou qu'elle n'est pas installée et outillée convenablement pour la fabrication des produits laitiers.

Un permis d'exploitation peut être octroyé sur un rapport favorable, produit et signé par l'un des sous-inspecteurs généraux.

2. Les conditions pour obtenir un permis de fabrication de beurre et de fromage sont les suivantes :

- a) un permis de première classe pour fabriquer du beurre ou du fromage peut être accordé à tout fabricant, porteur d'un certificat d'expert-essayeur de lait et d'un diplôme décernés par l'Institut de technologie agricole de Saint-Hyacinthe, et dont les produits classifiés par les classificateurs fédéraux auront obtenu 94% et plus de no 1. Il

faudra, en outre, que la tenue générale de la fabrique, ainsi que celle du fabricant, méritent la note « très bien » ;

- b) un permis de seconde classe peut être accordé à tout fabricant, porteur d'un certificat d'expert-essayeur de lait et d'un diplôme décernés par l'Institut de technologie agricole de Saint-Hyacinthe, et dont les produits classifiés par les classificateurs fédéraux auront obtenu au moins 88% de no 1. Il faut de plus, que la tenue générale de la fabrique ainsi que celle du fabricant, méritent la note « bien ».

Mais si les produits ne sont pas classifiés, l'inspecteur-général, sur un rapport favorable de l'inspecteur de la division, confirmé par le sous-inspecteur général, peut accorder un permis de première ou de seconde classe, selon la qualité du produit fabriqué ;

- c) un permis temporaire, dont la durée est laissée à la discrétion de l'inspecteur-général, peut être accordé aux fabricants qui n'entrent pas dans les 2 catégories précédentes, après qu'une enquête a démontré qu'ils ne sont pas responsables des mauvais résultats obtenus ;

- d) tout fabricant débutant peut obtenir un permis de seconde classe, après avoir fait au moins 2 ans d'apprentissage dans l'une ou l'autre des fabrications, beurre ou fromage, ou dans les 2, et après avoir obtenu un certificat d'expert-essayeur de lait et un diplôme décernés par l'Institut de technologie agricole de Saint-Hyacinthe ;

- e) si un fabricant a une certaine expérience dans une fabrication, la durée de l'apprentissage peut être réduite dans l'autre fabrication ;

- f) pour obtenir les permis de fabrication, les fabricants doivent mettre en pratique, dans tous leurs détails, les méthodes de fabrication enseignées à l'Institut de technologie agricole de Saint-Hyacinthe. Ces permis peuvent être révoqués en tout temps par l'inspecteur-général, si les fabricants ne se conforment pas aux conditions ci-haut mentionnées. Les résultats de l'année précédente, obtenus par les fabricants, servent de base à la recommandation du permis.



c. P-30, r.11

Règlement sur la police de garantie du paiement du lait et de la crème

Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés
(L.R.Q., c. P-30, a. 41)

1. Une police de garantie est délivrée par la Régie des marchés agricoles du Québec au marchand de lait, détenteur d'un permis de la Régie, qui satisfait aux conditions ci-après.

2. Chaque année, le marchand de lait doit, dans les 90 jours qui suivent la date de la fin de son exercice financier, faire parvenir à la Régie une copie de l'état financier de cet exercice comportant, entre autres, le bilan annuel apuré, les comptes de profits et pertes, d'amortissement et de capital.

3. La Régie peut, aux fins d'établir à sa satisfaction la solvabilité du marchand de lait, en exiger tous autres renseignements qu'elle estime utiles.

4. Si la Régie n'est pas satisfaite de la solvabilité d'un marchand de lait, elle peut exiger de celui-ci d'autres conditions qu'elle juge nécessaires pour assurer le paiement du lait et de la crème livrés à ce marchand de lait par les producteurs.

5. Le paiement du lait ou de la crème livré par les producteurs au marchand de lait s'effectue selon les prescriptions des règlements en vigueur et, s'il y a lieu, des conventions entre les parties.

6. Le montant d'assurance accordé au marchand de lait par la police de garantie que lui délivre la Régie représente la valeur de ses 3 plus fortes réceptions mensuelles de lait et de crème provenant des producteurs au cours de l'année précédente.

7. La prime de la police est calculée sur la valeur totale du lait et de la crème expédiés au marchand de lait par les producteurs durant les 3 plus gros mois de réception de l'année précédente. Le taux de la prime annuelle est de 0,20 \$ par 1 000 \$ de garantie jusqu'à concurrence de 1 200 \$ par année et de pas moins de 25 \$ par année.

8. Si, au cours de l'année précédente, le marchand de lait n'a pas acheté ou reçu du lait ou de la crème de producteurs, le montant de la garantie est fixé à 125 000 \$ et la

prime est calculée sur ce montant. Le montant de la garantie est révisé par la Régie en proportion du volume reçu ou acheté par le marchand de lait après 3 mois d'exploitation.

9. Si le chèque représentant la somme due a été remis au producteur dans le délai légal, la somme représentée par ce chèque ne sera plus considérée comme étant garantie par la police, si le producteur ne présente pas son chèque pour encaissement dans les 3 mois suivant son émission.

Dans le cas où le versement du paiement du lait ou de la crème s'effectue par le marchand de lait à un organisme chargé d'appliquer un plan conjoint établi selon la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35), cet organisme doit, dans les 4 jours, informer la Régie de tout défaut de paiement.

10. La Régie peut en tout temps, même pendant la durée d'une police, modifier le montant de la garantie et de la prime exigée du marchand de lait si le volume de ses réceptions de lait ou de crème change, ou si, dans l'opinion de la Régie, les prix de ces produits sont modifiés.

11. La Régie adresse, au moins 15 jours avant la délivrance de la police, un avis de prime au marchand de lait, mentionnant le montant d'assurance qu'elle lui accorde et le montant de la prime qu'il doit payer en conséquence.

12. Le marchand de lait doit acquitter la prime dans les 10 jours de la réception de l'avis de prime.

13. La police expire le 31 mars de chaque année ; la Régie peut cependant en délivrer une nouvelle pour une autre année, avec ou sans changement, selon les circonstances.

14. Le marchand de lait qui cesse de faire affaire pendant la durée de la police, pour une cause autre que la liquidation volontaire ou forcée, a droit à une ristourne ou doit payer un supplément de prime selon que ses réceptions ont été inférieures ou supérieures au montant qui a servi de base pour calculer sa prime. S'il y a liquidation, le débiteur doit payer le supplément de prime, mais ne peut recevoir l'excédent de prime.

15. La Régie peut annuler, pour cause, une police sur un avis de 3 jours à cet effet au débiteur, mais sans remboursement de prime. La Régie doit informer les producteurs créanciers du débiteur aussitôt qu'elle annule la police de ce dernier.

16. La Régie, dès qu'elle constate le non-paiement à échéance par le marchand de lait des sommes dues aux producteurs ou à un organisme chargé d'appliquer un plan conjoint des producteurs, pour du lait ou de la crème livré, met ce dernier en demeure, par lettre recommandée ou certifiée, d'acquitter cette dette dans les 3 jours de la réception de telle mise en demeure ; à défaut de quoi, la police est annulée sans autre avis, les producteurs créanciers du débiteur en étant avisés aussitôt par la Régie.

17. La Régie doit acquitter, dans un délai de 30 jours suivant cet avis de 3 jours, à la place du marchand de lait, les sommes dues par celui-ci à ses producteurs ou à l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint des producteurs, jusqu'à concurrence du montant garanti.

18. Si la Régie ne possède pas un état complet et détaillé des sommes dues par le marchand de lait à ses producteurs ou à un organisme chargé d'appliquer un plan conjoint des producteurs, ce délai de 30 jours commence à courir à partir de la date où la Régie a obtenu de ces derniers tous les renseignements requis pour acquitter leurs créances, la Régie devant les aviser sans délai, s'il y a lieu, après sa mise en demeure de 3 jours au marchand de lait, de produire leurs créances.

19. La Régie est subrogée dans les droits des producteurs ou de l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint des producteurs contre le marchand de lait, pour les créances qu'elle a ainsi acquittées, et peut recouvrer de ce dernier les montants qu'elle a payés pour lui aux producteurs ou à l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint des producteurs.

20. Lorsqu'un tiers effectue le paiement du lait et de la crème livrés par les producteurs au nom du marchand de lait, la Régie est dégagée des obligations assumées en vertu du présent règlement, tant vis-à-vis des producteurs que du tiers.

21. La police de garantie délivrée par la Régie doit être conforme, quant à ses conventions et conditions, à la formule de police reproduite à l'annexe 1.

22. Sur paiement de la prime, la Régie expédie au marchand de lait la police de garantie.

ANNEXE 1
(a. 21)
RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC
201 est, boulevard Crémazie,
Montréal H2M 1L2

Police No
Permis No

POLICE DE GARANTIE
(Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés)
(L.R.Q., c. P-30)

Marchand de lait :
Adresse :

Montant de la garantie :
Prime :
Durée :

La Régie des marchés agricoles du Québec garantit jusqu'à concurrence du montant indiqué ci-haut, le paiement des sommes que doit ou pourra devoir le marchand de lait nommé ci-dessus, pour le lait ou la crème livré par les producteurs, ou les sommes dues à un organisme représentant les producteurs appliquant un règlement de mise en vente en commun édicté selon la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35), pour le lait et la crème livrés par les producteurs visés par le plan conjoint concerné.

Cette police est délivrée pour la période mentionnée ci-haut, et est sujette aux modalités, conditions et obligations prévues au Règlement sur la police de garantie du paiement du lait et de la crème (R.R.Q., c. P-30, r.11), approuvé par le gouvernement. La Régie peut, pour cause, annuler la présente police, selon ce règlement.

Montréal, ce
.....
.....
pour la Régie des marchés agricoles du Québec

A.C. 1302-70, (1970) 102 G.O., 2333
D. 728-80, (1980) 112 G.O.II, 1657



c. P-30, r.12

Ordonnance sur les prix du lait de consommation

Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés
(L.R.Q., c. P-30, a. 38)

1. Dans la présente ordonnance les mots et expressions suivants désignent :

a) « lait » : le lait pasteurisé et homogénéisé, le lait écrémé et partiellement écrémé vendu ou livré pour consommation ;

b) « lait UHT » : le lait partiellement écrémé contenant 2% de matière grasse, pasteurisé selon le procédé d'ultra haute température et vendu ou livré pour consommation.

2. La présente ordonnance s'applique à quiconque vend ou livre directement ou indirectement du lait et du lait UHT aux personnes ou aux établissements indiqués aux articles 4, 5 ou 6 et situés dans les régions décrites à l'article 3.

3. Pour les fins de la présente ordonnance, le Québec est divisé en 2 régions, étant exclus les territoires situés au nord du 50^e parallèle (sauf la municipalité de Sept-Iles), l'île d'Anticosti et les Iles-de-la-Madeleine :

a) région I : le territoire du Québec à l'exception des régions décrites au paragraphe b ;

b) région II :

i. les comtés municipaux d'Abitibi, Bonaventure, Gaspé-Est, Gaspé-Ouest, Saguenay et Témiscamingue, ainsi que les municipalités de cités et villes comprises géographiquement à l'intérieur de ces comtés ;

ii. les municipalités de Lebel-sur-Quévillon et Mata-gami ;

iii. la municipalité de Chibougamau ainsi que les municipalités situées à moins de 50 milles de cette dernière.

4. Le lait livré à un consommateur doit être offert ou vendu aux prix suivants, respectivement pour chacune des régions ci-après :

a) région I :

0,80 \$ à 0,85 \$ le litre de lait ;

1,54 \$ à 1,64 \$ les 2 litres de lait ;

2,92 \$ à 3,16 \$ les 4 litres de lait ;

b) région II :

0,83 \$ à 0,91 \$ le litre de lait ;

1,60 \$ à 1,76 \$ les 2 litres de lait ;

3,04 \$ à 3,36 \$ les 4 litres de lait.

5. Le lait offert ou vendu au comptoir directement au consommateur, doit l'être aux prix suivants pour chacune des régions indiquées ci-après :

a) région I :

0,77 \$ à 0,82 \$ le litre de lait ;

1,52 \$ à 1,62 \$ les 2 litres de lait ;

2,88 \$ à 3,12 \$ les 4 litres de lait ;

b) région II :

0,80 \$ à 0,88 \$ le litre de lait ;

1,58 \$ à 1,74 \$ les 2 litres de lait ;

3,00 \$ à 3,32 \$ les 4 litres de lait.

6. Le lait offert, vendu ou livré à un établissement public, hôtel, cantine militaire, centre hospitalier, restaurant ou épicerie, doit l'être aux prix suivants respectivement pour chacune des régions indiquées ci-après :

a) région I :

0,69 \$ à 0,725 \$ le litre de lait ;

1,37 \$ à 1,44 \$ les 2 litres de lait ;

2,61 \$ à 2,78 \$ les 4 litres de lait ;

6,52 \$ à 6,94 \$ les 10 litres de lait ;

13,04 \$ à 13,88 \$ les 20 litres de lait ;

b) région II :

0,72 \$ à 0,85 \$ le litre de lait ;

1,43 \$ à 1,56 \$ les 2 litres de lait ;

2,73 \$ à 2,98 \$ les 4 litres de lait ;

6,82 \$ à 7,44 \$ les 10 litres de lait ;

13,64 \$ à 14,88 \$ les 20 litres de lait.

Le prix du lait nature vendu dans un contenant de 10 ou 20 litres à l'une des personnes prévues au présent article, doit être majoré de 0,03 \$ le litre pour couvrir le coût du contenant.

7. Nonobstant les articles 4, 5 et 6 :

a) le lait contenant 2% de gras, y compris le lait UHT doit être vendu à un rabais de :

0,04 \$ le litre de lait ;

0,07 \$ les 2 litres de lait ;

0,16 \$ les 4 litres de lait ;

0,39 \$ les 10 litres de lait ;

0,78 \$ les 20 litres de lait ;

b) le lait contenant 1% de gras doit être vendu à un rabais de :

0,07 \$ le litre de lait ;

0,15 \$ les 2 litres de lait ;

0,29 \$ les 4 litres de lait ;

0,72 \$ les 10 litres de lait ;

1,44 \$ les 20 litres de lait ;

c) le lait écrémé doit être vendu à un rabais de :

0,10 \$ le litre de lait ;

0,21 \$ les 2 litres de lait ;

0,42 \$ les 4 litres de lait ;

1,04 \$ les 10 litres de lait ;

2,08 \$ les 20 litres de lait.

8. Les prix fixés aux articles 4, 5, 6 et 7 pour un contenant de 4 litres s'appliquent au lait offert, vendu ou livré en 3 sachets de polyéthylène d'un litre et un tiers chacun groupés dans un seul emballage.

9. La présente ordonnance ne s'applique pas au lait de chèvre.



c. P-30, r.13

Ordonnance sur le prix du lait nature des producteurs

Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés
(L.R.Q., c. P-30, a. 38)

1. Dans la présente ordonnance, les expressions et les mots suivants signifient :

- a) « lait de classe I » :
 - i. le lait utilisé finalement par le marchand de lait dans les produits de consommation suivants : lait contenant au moins 3,25% de matière grasse, lait chocolaté ou aromatisé contenant au moins 3% de matière grasse ;
 - ii. le lait écrémé, le lait partiellement écrémé ou la crème servant à l'uniformisation de tout produit laitier énuméré au sous-paragraphe i ;
 - iii. le lait utilisé finalement par le marchand de lait dans la préparation du lait écrémé ou du lait partiellement écrémé à l'exception du lait utilisé dans la préparation du lait UHT destiné à l'exportation en dehors du Canada ;
 - iv. le lait et la crème vendus par le marchand de lait à un autre marchand de lait pour les fins indiquées aux sous-paragraphe i, ii et iii ;
- b) « Office » : l'Office des producteurs de lait du Québec ;
- c) « marchand de lait » : toute personne qui achète ou reçoit, d'un producteur ou de l'Office, du lait pour l'utiliser ou le vendre en l'un ou l'autre des produits laitiers énumérés au paragraphe a ;
- d) « producteur » et « Régie » : la même signification que dans la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30).

2. Pour les fins de la présente ordonnance, le Québec est divisé en 2 régions :

- a) région I : tout le territoire du Québec à l'exception du territoire décrit au paragraphe b ;
- b) région II : les comtés municipaux d'Abitibi et de Témiscamingue, les municipalités de cité et de ville situées à l'intérieur de ces comtés, ainsi que les municipalités de Lebel-sur-Quévillon et de Matagami.

3. Selon la région où sa fabrique est située au Québec, le marchand de lait doit verser les prix suivants à l'Office,

pour le lait provenant des producteurs, ainsi qu'à ses autres fournisseurs s'il y a lieu, pour chaque hectolitre de lait de classe I qu'il achète ou reçoit d'eux :

- a) dans la région I, 43,96 \$;
- b) dans la région II, 44,64 \$.

Ces prix sont nets, FAB la place d'affaires du marchand de lait et fixés sur la base de 3,6 kilogrammes de matière grasse par hectolitre de lait, avec une variation de 0,41 \$ par dixième de kilogramme au-dessus ou en-dessous de cette base.

4. Le marchand de lait dont la fabrique est située dans la région I qui vend ou livre directement ou par l'intermédiaire d'un distributeur, du lait de classe I dans la région II doit le payer à l'Office au prix fixé pour la région II.

5. Le marchand de lait peut convenir avec l'Office ou, s'il y a lieu, avec d'autres fournisseurs, par contrat écrit, approuvé par la Régie, d'un autre prix pour le lait destiné à d'autres produits que ceux du lait de classe I.

6. La présente ordonnance ne s'applique pas au lait de chèvre.



c. P-30, r.14

Règlement sur les registres et rapports des exploitants d'usines de lait industriel

Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés
(L.R.Q., c. P-30, a. 42)

1. Définitions : Pour les fins du présent règlement, on entend par :

a) « exploitant d'usine de lait industriel » : l'exploitant de toute usine détenant de la Régie des marchés agricoles du Québec un permis de fabrique autre qu'un permis pour la pasteurisation et la préparation de lait nature pour la vente ;

b) « période » : un mois, 4 semaines ou 5 semaines, selon le système d'opération de l'exploitant.

2. Renseignements requis : Les registres ou livres de comptes tenus par l'exploitant d'usine de lait industriel doivent contenir les renseignements suivants :

a) la quantité de lait reçue chaque jour par chaque camion-citerne en indiquant le poids obtenu à la ferme et, le cas échéant, celui obtenu à l'usine, ainsi que la différence entre les 2 ;

b) le pourcentage de gras de lait contenu dans chaque chargement de camion-citerne ;

c) la quantité de lait et de crème reçue chaque jour de chaque producteur ;

d) pour chaque période, le pourcentage de gras de lait et de crème reçu de chaque producteur ainsi que la quantité de livres de gras ;

e) la quantité de produits laitiers reçus d'autres sources en indiquant le poids, le pourcentage de gras, la quantité de livres de gras et la provenance ;

f) les quantités de produits laitiers vendus en indiquant pour chaque vente l'identité du produit, le pourcentage de gras et la quantité de livres de gras ;

g) les quantités de produits laitiers en inventaire au début et à la fin de chaque période en indiquant l'identité du produit, le pourcentage de gras et la quantité de livres de gras ; et

h) pour chaque jour, la teneur en matières grasses et la quantité de livres de gras utilisés dans les produits laitiers préparés pour la vente.

3. Rapport sur formule prescrite : L'exploitant d'usine de lait industriel doit faire parvenir au siège social de la Régie, au plus tard le 15^e jour suivant chaque période, un rapport détaillé selon la formule RMA-10, reproduite à l'annexe 1.

ANNEXE 1

(a. 3)

FORMULE R.M.A.-10



RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC

PAGE 1

Nom de l'usine

Adresse

Ms	An	No d'usine
1	4	5
9		

séquence
0 1
10

code géo.
12
15

comté
16

rég.
18

s. rég.
20

Catégorie de fabriques	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
	Beurre	Crème et Caséine	Poudre	Fromage	Lait évaporé et condensé	Pâte de réception	Crème glacée et mélange	Yogourt	Crème sure	Poudring			

SECTION A — DÉCLARATION DES RÉCEPTIONS DE LAIT ET DE CRÈME DES PRODUCTEURS

Produit	10	12	15	16	19	23	30	31	41	42	47	48	58	59	62
	gr	Prix de base	Prix du diff. gras	% de base	Prix	Quantité livres	Valeur brute	% de gras	Quantité de gras livres	Nbre produc					
Lait Vrac A	02														
Lait Vrac B	03														
Lait Bidons A	04														
Lait Bidons B	05														
F.P.L.Q.	06														
Sous Total 2 + 3 + 4 + 5 + 6	07	////	////	////	////										
Prime d'hiver	08					////		////	////	////	////	////	////	////	////
Prime d'efficacité	09					////		////	////	////	////	////	////	////	////
Remise additionnelle	10					////		////	////	////	////	////	////	////	////
Remise spéciale	11					////		////	////	////	////	////	////	////	////
	12					////		////	////	////	////	////	////	////	////
Total - Lait 7 + 8 + 9 + 10 + 11 + 12	13	////	////	////	////										
Total - Crème	14														
Total 13 + 14	15	////	////	////	////	////		////	////	////	////	////	////	////	////

Taux de transport	10	12	14	15	17	18	20	21	23	24	26
	gr										
		Vrac	Bidons								
		\$/100 livres	\$/100 livres								
	16										

Je déclare sujet aux prescriptions de la loi, que ce rapport a été examiné par moi et fait au meilleur de ma connaissance, qu'il est vrai, correct et complet. Je fais cette déclaration solennelle la croyant vraie et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment, en vertu de la Loi sur la preuve au Canada (S.R.C., 1970, c. E-10).

Je certifie que je suis autorisé à signer ce rapport.

Acheteur

Par

Date 19 Titre

N.B. Ce rapport entièrement rempli et signé doit être expédié au plus tard le quinzième jour suivant chaque période au bureau de la Régie des marchés agricoles du Québec.

Mo	An	No d'usine
1	4 5	9

PAGE 2

SECTION B — ACHATS D'AUTRES ETABLISSEMENTS

(Indiquer nom) 15 - 16 - 17 Cocher la case appropriée (X)	Sec.	No d'usine	Lait	Crème	Lait écrémé	Quantité livres	Gras %	Quantité en lb de gras	À l'usage du vérificateur	
	10	12	14	15	16	17	18	25	26	35
USINES DE LAIT INDUSTRIEL										
	20									
	21									
	22									
	23									
	24									
	25									
	26									
	27									
USINES DE LAIT NATURE										
	30									
	31									
	32									
	33									
	34									
	35									
	36									
TOTAL GRAS (Section B)										

SECTION C — PRODUITS LAITIERS UTILISÉS (spécifier)

Produits laitiers (Indiquer nom)	Quantité livres	Gras %	Quantité en lb de gras	À l'usage du vérificateur
TOTAL GRAS (Section C)				

SECTION D — INVENTAIRE DU DÉBUT DE LA PÉRIODE

Lait				
Crème				
Lait écrémé				
TOTAL GRAS (Section D)				

DISPONIBILITÉ DE LA PÉRIODE - LIVRES DE GRAS (Section A + B + C + D)				
---	--	--	--	--

Ms	An	No d'usine
1	4	5

PAGE 3

SECTION E — VENTES À D'AUTRES ÉTABLISSEMENTS[illegible]

SECTION F — DÉCLARATION DES PRODUITS LAITIERS FABRIQUÉS ET DES INGRÉDIENTS UTILISÉS

Produits laitiers fabriqués	Suq	No produit	Ingédients	Quantité livres	Gras %	Quantité en lb de gras	A l'usage du vérificateur
	10			18 25		26 35	

Mélange à crème glacée molle	Production		//////////		//////////		
Quantité fabriquée en gallons _____		Lait					
		Crème					
		Lait écrémé					
		Poudre de lait					
		Lait évaporé					
		Gras de beurre					
		Lait condensé					
	Produits non laitiers						
Total gras - 1							
Mélange à crème glacée dure	Production		//////////		//////////		
Quantité fabriquée en gallons _____		Lait					
		Crème					
		Lait écrémé					
		Poudre de lait					
		Lait évaporé					
		Gras de beurre					
		Lait condensé					
	Produits non laitiers						
Total gras - 2							

Ms	An	No d'usine
1	4 5	9

PAGE 4

SECTION F — DÉCLARATION DES PRODUITS LAITIERS FABRIQUÉS ET DES INGRÉDIENTS UTILISÉS (suite)

Produits laitiers fabriqués Fromage (Spécifier types)	Séq.	No produit	Ingrédients	Quantité livres	Gras %	Quantité en lb de gras	À l'usage du vérificateur
Cheddar	Production		////////			////////	
			Lait				
			Crème				
			Lait écrémé				
			Lait écrémé en poudre				
Total gras - 3							
Cottage	Production		////////			////////	
			Lait				
			Crème				
			Lait écrémé				
			Lait écrémé en poudre				
Total gras - 4							
Cottage diète	Production		////////			////////	
			Lait				
			Lait écrémé				
			Lait écrémé en poudre				
Total gras - 5							
Fromage fondu	Production		////////			////////	
			Fromage				
			Crème				
			Lait écrémé en poudre				
			Beurre de petit lait de fromage				
Total gras - 6							
	Production		////////			////////	
			Lait				
			Crème				
			Lait écrémé				
			Lait écrémé en poudre				
Total gras - 7							
	Production		////////			////////	
			Lait				
			Crème				
			Lait écrémé				
			Lait écrémé en poudre				
Total gras - 8							

Mo	An	No d'usine
1	4 5	9

PAGE 5

SECTION F — DÉCLARATION DES PRODUITS LAITIERS FABRIQUÉS ET DES INGRÉDIENTS UTILISÉS (Suite)

Produits laitiers fabriqués Fromage (Spécifier types)	Sac	No produit	Ingrédients	Quantité livrée	Gras %	Quantité en lb de gras	A l'usage du vérificateur
	Production		////////		////////		
			Lait				
			Crème				
			Lait écrémé				
			Lait écrémé en poudre				
Total gras - 9							
	Production		////////		////////		
			Lait				
			Crème				
			Lait écrémé				
			Lait écrémé en poudre				
Total gras - 10							
	Production		////////		////////		
			Lait				
			Crème				
			Lait écrémé				
			Lait écrémé en poudre				
Total gras - 11							
	Production		////////		////////		
			Lait				
			Crème				
			Lait écrémé				
			Lait écrémé en poudre				
Total gras - 12							
	Production		////////		////////		
			Lait				
			Crème				
			Lait écrémé				
			Lait écrémé en poudre				
Total gras - 13							
	Production		////////		////////		
			Lait				
			Crème				
			Lait écrémé				
			Lait écrémé en poudre				
Total gras - 14							

Mo	An	No d'usine
1	4 5	9

PAGE 6

SECTION F — DÉCLARATION DES PRODUITS LAITIERS FABRIQUÉS ET DES INGRÉDIENTS UTILISÉS (Suite)

Produits laitiers fabriqués	Séq.	No produit	Ingrédients	Quantité livres	Gras %	Quantité en lb de gras	A l'usage du vérificateur
	10		18	25	26	35	
Yogourt	Production		////////		////////	////////	
			Lait entier				
			Lait part. écrémé				
			Lait écrémé				
			Lait écrémé en poudre				
			Caséine				
			Produits non laitiers				
Total gras - 15							
Beurre salé	Production		////////		////////	////////	
			Crème				
			Huile de beurre				
			Beurre salé				
			Lait écrémé en poudre				
			Beurre doux				
Total gras - 16							
Beurre doux	Production		////////		////////	////////	
			Crème				
			Beurre salé				
			Lait écrémé en poudre				
Total gras - 17							
Beurre de petit lait de fromage	Production		////////		////////	////////	
			Crème de petit lait de fromage				
Total gras - 18							
Huile de beurre	Production		////////		////////	////////	
			Beurre salé				
			Crème				
			Crème de petit lait de fromage				
			Beurre doux				
Total gras - 19							
Poudre de lait entier, (atomisation)	Production		////////		////////	////////	
			Lait entier				
Total gras - 20							
Poudre de lait écrémé (atomisation)	Production		////////		////////	////////	
			Lait écrémé				
Total gras - 21							
Poudre de lait écrémé (rouléau)	Production		////////		////////	////////	
			Lait écrémé				
Total gras - 22							
Poudre de lait (consommation animale)	Production		////////		////////	////////	
			Lait entier				
			Lait écrémé				
			Lait de beurre				
			Petit lait de fromage				
Total gras - 23							

Mo	An	No du mois
1	4	5
6	7	8

PAGE 7

SECTION F — DÉCLARATION DES PRODUITS LAITIERS FABRIQUÉS ET DES INGRÉDIENTS UTILISÉS (suite)

Produits laitiers fabriqués	Sdg	No produit	Ingrédients	Quantité livres	Gras %	Quantité en lb de gras	A l'usage du vérificateur
				18	25	26	35

Poudre de lait de beurre (atomisation)	Production	////	////	////	////	////	////
Total gras - 24							
Poudre de lait de beurre (roulé)	Production	////	////	////	////	////	////
Total gras - 25							
Lactose	Production	////	////	////	////	////	////
Total gras - 26							
Caséinate	Production	////	////	////	////	////	////
Total gras - 27							
Caséine	Production	////	////	////	////	////	////
Total gras - 28							
Lait condensé	Production	////	////	////	////	////	////
Total gras - 29							
Lait évaporé	Production	////	////	////	////	////	////
Lait entier							
Lait écrémé							
Lait de beurre							
Petit lait de fromage							
Gras de beurre							
Total gras - 30							
Crème sure	Production	////	////	////	////	////	////
Crème							
Lait écrémé en poudre							
Total gras - 31							
Crème - dessert (pudding)	Production	////	////	////	////	////	////
Crème							
Lait écrémé							
Lait écrémé en poudre							
Total gras - 32							

Ms	An	No d'usine
1	4 5	9

PAGE 8

SECTION F — DÉCLARATION DES PRODUITS LAITIERS FABRIQUÉS ET DES INGRÉDIENTS UTILISÉS (Suite)

Produits laitiers fabriqués	Séq.	No produit	Ingrédients	Quantité livrés	Gras %	Quantité en lb de gras	A l'usage du vérificateur
	Production		////				
			Lait				
			Crème				
			Lait écrémé				
Total gras - 33							
	Production		////				
			Lait				
			Crème				
			Lait écrémé				
Total gras - 34							
	Production		////				
			Lait				
			Crème				
			Lait écrémé				
Total gras - 35							
TOTAL GRAS (Section F 1 à 35)							
				Quantité livrés	Gras %	Quantité en lb de gras	A l'usage du vérificateur

SECTION G — DÉCLARATION D'INVENTAIRE (Fin de la période)

Lait				
Crème				
Lait écrémé				
TOTAL GRAS (Section G)				

SECTION H — PERTES EXTRAORDINAIRES

Lait				
Crème				
Lait écrémé				
TOTAL GRAS (Section H)				
UTILISATION DE LA PÉRIODE - LIVRES DE GRAS (Sections E + F + G + H)				

Mo	An	No d'usine
1	4	5

PAGE 9

SECTION I — CONTRÔLE --- PRODUITS LAITIERS UTILISÉS

	Qté	Quantité livres	Gras %	Quantité en lb de gras	À l'usage du vérificateur
--	-----	--------------------	-----------	---------------------------	------------------------------

LAIT ÉCRÉMÉ EN POUDRE (atomisation)

Disponibilité de la période

Inventaire du début

Ajouter: achats de la période

Fabrication

Déduire: inventaire de fin

Total de la période

Utilisation de la période (Détail)

LAIT ÉCRÉMÉ EN POUDRE (rouleau)

Disponibilité de la période

Inventaire du début

Ajouter: achats de la période

Fabrication

Déduire: inventaire de fin

Total de la période

Utilisation de la période (Détail)

LAIT ENTIER EN POUDRE (atomisation)

Disponibilité de la période

Inventaire du début

Ajouter: achats de la période

Fabrication

Déduire: inventaire de fin

Total de la période

Utilisation de la période (Détail)

CRÈME ENTREPOSÉE

Disponibilité de la période

Inventaire du début

Ajouter: achats de la période

Fabrication

Déduire: inventaire de fin

Total de la période

Utilisation de la période (Détail)

Ms	An	No d'usine
1	4	5
		9

PAGE 10

SECTION I — CONTRÔLE --- PRODUITS LAITIERS UTILISÉS (Suite)

	Séq	Quantité livres	Gras %	Quantité en lb de gras	A l'usage du vérificateur
GRAS DE BEURRE (Salé)					
Disponibilité de la période					
Inventaire du début					
Ajouter : achats de la période					
Fabrication					
Déduire: inventaire de fin					
Total de la période					
Utilisation de la période (Détail)					
GRAS DE BEURRE (Doux)					
Disponibilité de la période					
Inventaire du début					
Ajouter: achats de la période					
Fabrication					
Déduire: inventaire de fin					
Total de la période					
Utilisation de la période (Détail)					
HUILE DE BEURRE					
Disponibilité de la période					
Inventaire du début					
Ajouter: achats de la période					
Fabrication					
Déduire: inventaire de fin					
Total de la période					
Utilisation de la période (Détail)					
LAIT DE BEURRE					
Disponibilité de la période					
Inventaire du début					
Ajouter: achats de la période					
Fabrication					
Déduire: inventaire de fin					
Total de la période					
Utilisation de la période (Détail)					

Mo	An	No d'usine
1	4	5
		9

PAGE 11

SECTION I — CONTRÔLE — — — PRODUITS LAITIERS UTILISÉS (Suite)

	Q. G.	Quantité livres	Gras %	Quantité en lb de gras	A l'usage du vérificateur
FROMAGE					
Disponibilité de la période					
Inventaire du début					
Ajouter: achats de la période					
Fabrication					
Déduire: inventaire de fin					
Total de la période					
Utilisation de la période (Détail)					
PETIT LAIT DE FROMAGE					
Disponibilité de la période					
Inventaire du début					
Ajouter: achats de la période					
Fabrication					
Déduire: inventaire de fin					
Total de la période					
Utilisation de la période (Détail)					
CASÉINE					
Disponibilité de la période					
Inventaire du début					
Ajouter: achats de la période					
Fabrication					
Déduire: inventaire de fin					
Total de la période					
Utilisation de la période (Détail)					
PETIT LAIT DE CASÉINE					
Disponibilité de la période					
Inventaire du début					
Ajouter: achats de la période					
Fabrication					
Déduire: inventaire de fin					
Total de la période					
Utilisation de la période (Détail)					

Mo	An	No d'usine
1	4 5	9

PAGE 12

SECTION I — CONTRÔLE — — — PRODUITS LAITIERS UTILISÉS (Suite)

	Qté	Quantité livres	Gras %	Quantité en lb de gras	À l'usage du vérificateur
LAIT CONDENSÉ					
Disponibilité de la période					
Inventaire du début					
Ajouter: achats de la période					
Fabrication					
Déduire: inventaire de fin					
Total de la période					
Utilisation de la période (Détail)					
LAIT ÉVAPORÉ					
Disponibilité de la période					
Inventaire du début					
Ajouter: achats de la période					
Fabrication					
Déduire: inventaire de fin					
Total de la période					
Utilisation de la période (Détail)					
Disponibilité de la période					
Inventaire du début					
Ajouter: achats de la période					
Fabrication					
Déduire: inventaire de fin					
Total de la période					
Utilisation de la période (Détail)					



c. P-30, r.15

Règlement sur les succédanés de produits laitiers

Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés
(L.R.Q., c. P-30, a. 42)

SECTION I CHAMP D'APPLICATION

1. Le présent règlement a pour but de réglementer, sous le régime de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30), la fabrication et la mise en marché des succédanés.

2. Le règlement s'applique à tous les succédanés à l'exception des succédanés suivants :

- a) le mélange en poudre que le consommateur peut utiliser dans la préparation de poudings, garnitures à desserts et remplissages pour tartes ;
- b) la sauce à salade ;
- c) le succédané du lait spécialement préparé à l'intention des bébés et nourrissons ;
- d) le succédané de pouding au lait.

Les succédanés décrits au premier alinéa sont également exclus de l'application de la Loi à l'exception de l'article 28.

3. La fabrication et la mise en marché de tout succédané, qui n'est pas expressément désigné à la sous-section 2 de la section IV, est interdite.

SECTION II PERMIS

4. La demande de permis de fabrication doit indiquer :

- a) le nom et l'adresse du fabricant intéressé ;
- b) le lieu de fabrication et le nom de l'usine ;
- c) l'espèce de succédané dont il s'agit.

Cette demande doit être complétée et signée par le fabricant suivant la formule 1, et elle doit être accompagnée de la somme requise pour satisfaire au coût prévu à l'article 6.

La Régie des marchés agricoles du Québec peut exiger tout autre renseignement qu'elle juge utile.

5. La demande de permis de vente en gros doit indiquer :

- a) le nom et l'adresse du grossiste intéressé ;
- b) le lieu de vente en gros et le nom de l'établissement ;
- c) l'espèce de succédané dont il s'agit ;
- d) le nom et l'adresse du fournisseur, le lieu de fabrication et le nom de l'usine.

Cette demande doit être complétée et signée par le grossiste suivant la formule 3 et elle doit être accompagnée de la somme requise pour satisfaire au coût prévu à l'article 7.

La Régie peut exiger tout autre renseignement qu'elle juge utile.

6. Tout fabricant de succédanés doit être détenteur d'un permis délivré selon la formule 2 pour chaque usine où il fabrique un succédané.

Le coût annuel d'un permis délivré selon la formule 2 est, pour chaque usine :

- a) de 500 \$ si l'on y fabrique seulement des succédanés du beurre ;
- b) de 500 \$ si l'on y fabrique une ou plusieurs espèces de succédanés autres que les succédanés du beurre ; ou
- c) 1 000 \$ si l'on y fabrique des succédanés du beurre et une ou plusieurs espèces des autres succédanés.

7. Tout vendeur en gros de succédanés doit être détenteur d'un permis délivré selon la formule 4 pour chaque établissement où il vend en gros un succédané.

Le coût annuel d'un permis délivré selon la formule 4 est, pour chaque établissement de vente en gros :

- a) de 25 \$ si l'on y vend seulement des succédanés du beurre ;
- b) de 25 \$ si l'on y vend une ou plusieurs espèces de succédanés autres que les succédanés du beurre ; ou
- c) de 50 \$ si l'on y vend des succédanés du beurre et une ou plusieurs espèces des autres succédanés.

Ce permis n'est pas requis pour un établissement déjà couvert par un permis de fabricant.

8. Sans restreindre la portée générale de l'article 33 de la Loi, le permis peut être accordé à tout fabricant ou vendeur en gros qui, dans l'opinion de la Régie, offre des garanties suffisantes pour assurer le respect de la Loi, des règlements et des ordonnances et qui a au moins un bureau d'affaires au Québec.

9. Tout permis délivré en vertu du présent règlement demeure en vigueur tant qu'il n'a pas été suspendu, révoqué ou annulé en vertu de la Loi, pourvu qu'il ait été renouvelé.

Sous réserve du premier alinéa, tout permis se renouvelle automatiquement d'année en année, sur paiement à la Régie, avant le 15 décembre de chaque année, de la somme requise pour satisfaire au coût annuel fixé en vertu de l'article 6 ou 7.

10. Dans les cas où la Régie est obligée, en vertu de la Loi, de tenir une audience publique avant de délivrer un permis, elle doit donner un avis écrit d'au moins 6 jours francs au requérant du permis afin de l'informer de la date, de l'heure et du lieu de l'audience, et publier avant ce délai un avis semblable dans au moins un journal agricole circulant dans la région.

11. Avant de suspendre ou révoquer un permis conformément à la Loi, la Régie doit donner au détenteur un avis d'au moins 6 jours francs afin de lui permettre de se faire entendre. Cet avis doit indiquer :

- a) la date, l'heure et le lieu où se tiendra l'enquête ;
- b) la nature de la violation pouvant donner lieu à la suspension ou révocation du permis.

Si le détenteur est en défaut de se présenter aux date, heure et lieu indiqués dans l'avis, la Régie peut procéder à l'enquête et se prononcer sur la suspension ou révocation du permis en son absence.

Au cours de l'enquête, le détenteur du permis est en droit d'entendre la preuve déposée contre lui, de transquestionner les témoins de la Régie, de faire entendre les siens et de faire valoir ses arguments.

Le détenteur peut être représenté par un avocat.

Si la Régie décide de suspendre le permis, le délai de suspension ne doit pas excéder 60 jours.

12. Aucun nouveau permis ne peut être délivré à une personne dont le permis a été révoqué ou annulé en vertu de la Loi avant qu'il ne se soit écoulé un délai de 12 mois depuis cette révocation ou annulation.

SECTION III REGISTRES ET RAPPORTS

13. Tout fabricant de succédanés doit tenir un registre ou des écritures, relatifs aux succédanés qu'il fabrique, indiquant :

- a) la nature et la quantité de chaque succédané fabriqué ;
- b) le nom de fantaisie ou la marque de commerce sous lesquels le succédané est vendu ou livré ;
- c) les nom et adresse des personnes à qui le succédané est vendu ou livré et la quantité vendue ou livrée à chaque personne.

14. Tout vendeur en gros, distributeur ou entrepositaire de succédanés doit tenir un registre ou des écritures indiquant :

- a) la nature et la quantité de chaque succédané qu'il achète, entrepose, vend ou livre ;
- b) sauf pour l'entrepositaire, la marque ou le nom de fantaisie sous lesquels le succédané est vendu ou livré ;
- c) les nom et adresse des personnes qui lui ont fourni ce succédané.

15. Les registres ou écritures visés aux articles 13 et 14 doivent être conservés durant une période d'au moins une année à compter de la date des dernières inscriptions qui y sont faites.

16. La Régie peut également exiger un rapport des opérations de tout détenteur de permis, contenant les mêmes renseignements que les registres ou écritures prévus aux articles 13 et 14. Ce rapport est rédigé sur la formule 5 ou 6 selon qu'il est rempli par un fabricant ou un vendeur en gros.

La Régie peut exiger également tout autre renseignement qu'elle juge utile.

SECTION IV FABRICATION, DÉTENTION, VENTE ET DISTRIBUTION

17. Sans restreindre la portée du Règlement sur les aliments (c. P-29, r.1) édicté en vertu de la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., c. P-29), tout succédané produit, vendu ou distribué, détenu ou transporté en vue de sa vente ou distribution, dans les limites du Québec, doit répondre aux règles de salubrité, de qualité, de conditionnement ou autres prévues ci-après.

§1. Règles sanitaires et autres

18. L'organisation matérielle de l'usine de succédanés, l'aménagement et l'entretien sanitaire de ses locaux, machines, ustensiles et accessoires, de même que le mode et les procédés de fabrication, doivent répondre à toutes les données de l'hygiène alimentaire.

19. L'usine doit être située dans un site exempt de fumée, odeur ou poussière et de toute cause de pollution pouvant affecter la valeur alimentaire, hygiénique et commerciale du succédané ou des substances qui entrent dans sa composition.

20. L'usine doit être munie d'un réseau d'évacuation de ses eaux résiduaires adéquat et en bon état d'entretien et de fonctionnement, de façon à prévenir tout retour. Les tuyaux de ce réseau doivent avoir un diamètre minimum de 4 pouces.

Ce système d'évacuation des eaux résiduaires doit, préalablement à son utilisation, être approuvé par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ou la personne qu'il autorise à cette fin. Cette approbation ne doit être accordée que sur avis favorable du ministère de l'Environnement.

Les alentours doivent être bien drainés et rester constamment en état de propreté et de salubrité. Ils ne doivent présenter aucun danger d'ordre sanitaire.

21. La construction de l'usine de succédanés doit être faite suivant des plans et devis bien définis, et préalablement soumis à l'approbation du ministre ou de la personne qu'il autorise à cette fin.

22. L'usine doit être assez spacieuse pour en faciliter les opérations. Elle doit disposer de locaux et de moyens suffisants pour répondre aux fins de sa destination.

La préparation et le conditionnement du succédané doivent s'effectuer dans des locaux séparés de ceux destinés à recevoir la matière première et autres substances servant à la fabrication du produit fini.

23. L'usine doit assurer une protection adéquate contre les insectes, rongeurs ou autres animaux et contre toute cause de pollution et de contamination.

24. L'usine et ses locaux doivent disposer d'un éclairage convenable adapté au genre d'opérations qui y sont effectuées.

Elle doit être bien aérée et ventilée de façon à prévenir toute condensation.

Son alimentation en eau potable doit être suffisante et d'une excellente qualité bactériologique et chimique. Ce système d'approvisionnement en eau doit être approuvé avant que l'usine ne puisse débiter ses opérations. Le ministre ou la personne qu'il autorise à cette fin ne peut donner cette approbation qu'après avoir obtenu un avis favorable du ministère de l'Environnement.

25. Le plancher, le plafond et les murs doivent être constitués ou revêtus de matériaux résistants et imperméables.

La base des murs doit avoir au moins 6 pouces de hauteur et faire partie intégrante du plancher.

Le plancher, le plafond, les murs et tout le matériel et autres installations doivent être faciles à nettoyer et être tenus en bon état d'entretien, de propreté et de salubrité.

26. Toute usine doit être munie de latrines pour hommes et, s'il y a lieu, pour femmes. Ces latrines doivent être *sans communication directe* avec les autres pièces servant à la manipulation des succédanés.

Nonobstant le premier alinéa, tout local destiné à la fabrication et au conditionnement du produit doit disposer d'un lavabo et des facilités nécessaires pour se laver les mains.

27. Toute usine doit posséder un laboratoire.

La chambre de bouilloires, la chambre de refroidissement et le laboratoire doivent être isolés du local servant à la fabrication du succédané.

28. La chambre de refroidissement doit être assez grande pour entreposer le succédané et être munie des instruments et équipements nécessaires pour en contrôler adéquatement la température.

Il est interdit d'y entreposer un produit pouvant altérer le succédané.

29. Le laboratoire doit être dirigé par une personne apte à faire l'analyse des échantillons de succédanés, de façon à assurer le respect des normes de composition et de qualité prévues au présent règlement.

30. Il est interdit de fabriquer ou détenir, ou de laisser fabriquer ou détenir, dans une usine et ses dépendances, des succédanés autres que ceux visés par le permis, des substances destinées à la préparation de tels autres succédanés ou des appareils servant à les fabriquer.

Est également prohibé l'emploi ou la détention de matières premières avariées, corrompues ou nuisibles à la santé.

31. Le détenteur d'un permis de vente en gros ne peut détenir ou vendre ni laisser détenir ou vendre dans son établissement d'autres succédanés que ceux visés par le permis.

32. Le succédané doit être sain, propre et comestible.

Il ne doit contenir aucun élément étranger à sa composition ou impropre à la consommation humaine, ni être mêlé avec un autre succédané.

Les éléments entrant dans la composition du succédané doivent répondre aux normes établies sous le régime de la Loi des aliments et drogues (S.R.C., 1970, c. F-27). Il en est de même de leur désignation.

33. Le succédané doit être maintenu à une température propre à en assurer la conservation.

Le succédané altérable à la chaleur doit être refroidi sans retard et maintenu constamment à une température ne dépassant pas 50°F jusqu'à sa livraison au consommateur, sauf pendant le temps requis pour l'application d'un procédé de fabrication ou d'un traitement reconnu dans l'industrie des succédanés et qui exige une plus haute température.

Dans le cas d'un produit congelé, la température doit être inférieure au point de congélation du produit et non supérieure à celle prévue par l'industrie de la congélation. Dans le cas d'un produit non congelé, la température doit être supérieure au point de congélation du produit.

34. Il est interdit d'additionner ou de mêler un produit laitier ou l'un de ses constituants à un succédané sauf dans la mesure où le présent règlement le prévoit.

35. Les récipients, emballages et enveloppes doivent être propres, sains et bien conditionnés. Ils ne doivent transmettre au contenu un goût ou une odeur quelconque, ni avoir renfermé quelque produit susceptible de porter atteinte à la qualité de la marchandise ou à sa valeur commerciale.

36. Le succédané destiné à être livré au consommateur doit être façonné, emballé et marqué dans l'établissement du fabricant conformément aux indications fournies à la sous-section 3 de la présente section.

37. Le succédané doit être exposé et mis en vente, vendu ou livré dans l'emballage d'origine. Il ne doit avoir subi aucune modification dans sa composition ni dans sa présentation depuis sa sortie de l'usine.

Le présent article ne s'applique pas au succédané servi dans un établissement où l'on sert à manger moyennant rémunération, pourvu que le consommateur soit prévenu

qu'il s'agit d'un succédané par une indication sur le menu ou, à défaut de menu, une affiche ou une étiquette.

38. À l'étalage, les succédanés doivent être séparés de tout produit laitier par une distance suffisante pour prévenir toute méprise ou confusion de la part de l'acheteur.

§2. Désignation et normes de composition et de qualité des succédanés autorisés

39. Sont considérés comme désignés au sens de l'article 3 les succédanés définis ci-après :

- a) margarine : le succédané du beurre ;
- b) colorant à café : le succédané, liquide ou en poudre, de crème à café ;
- c) garniture à dessert : le succédané, liquide ou en mousse, de crème fouettée ou à fouetter ;
- d) mélange à dessert congelé : le succédané de mélange à crème glacée ;
- e) dessert congelé : le succédané de crème glacée.

40. En plus des exigences requises en vertu de la Loi des aliments et drogues et de ses règlements, les succédanés désignés à l'article 39 doivent répondre aux normes de composition ci-après énoncées :

- 1) La margarine :
 - a) doit contenir des huiles raffinées d'origine végétale, animale ou marine ou un mélange de ces huiles dont la teneur ou le pourcentage en poids n'est pas :
 - i. soit supérieur à 40% ;
 - ii. soit inférieur à 80% ;
 par rapport au poids total de l'ensemble des constituants du produit et dont les acides gras monoéniques à 22 carbones ne doivent pas représenter plus de 5% des acides gras totaux de ce produit ;
 - b) peut également contenir des éléments solides non gras tirés du lait dans une proportion n'excédant pas :
 - i. 2,8% de son poids total si elle contient des huiles raffinées dans les limites prévues au sous-paragraphe i du paragraphe a ; ou
 - ii. 1,4% de son poids total, si elle contient des huiles raffinées dans les limites prévues au sous-paragraphe ii du paragraphe a.

2) Le colorant à café doit contenir au moins 10% d'huiles raffinées d'origine végétale et peut contenir des éléments solides non gras tirés du lait dans une proportion n'excédant pas 5%.

3) La garniture à dessert doit contenir au moins 16% d'huiles raffinées d'origine végétale et peut contenir des éléments solides non gras tirés du lait dans une proportion n'excédant pas 5%.

4) Le mélange à dessert congelé doit contenir au moins 10% d'huiles raffinées d'origine végétale et peut contenir des éléments solides non gras tirés du lait dans une proportion n'excédant pas 10%.

5) Le dessert congelé doit contenir au moins 10% d'huiles raffinées d'origine végétale et 0,5 de livre d'huiles raffinées par gallon. Il peut également contenir des éléments solides non gras tirés du lait dans une proportion n'excédant pas 10%.

41. Les succédanés désignés à l'article 39 ne peuvent contenir plus de :

- a) 10 000 bactéries par millilitre ;
- b) 20 bactéries du groupe coliforme par 100 millilitres ;
- c) 10 000 bactéries du groupe staphylocoque par gramme ;
- d) 50 levures et moisissures combinées par gramme.

§3. Étiquetage et publicité

42. Tout succédané fabriqué en vue de la vente ou mis en vente au Québec doit porter, en caractères indélébiles, très lisibles et apparents, sur le récipient, l'emballage ou l'enveloppe qui le contient, les inscriptions suivantes :

a) le mot « margarine » dans le cas d'un succédané du beurre, le mot « succédané » dans les autres cas, en caractères ayant au moins la moitié de la hauteur des plus grands caractères y figurant. Telle inscription doit ressortir à la vue autant que toute inscription autre qu'une marque ou un terme de fantaisie non prohibé par la loi ;

b) le nom ou la raison sociale et l'adresse du fabricant ou de la personne qui met en vente ce produit au Québec ;

c) le poids net, le volume ou la quantité exacte du contenu ;

d) l'énumération, en termes clairs, juxtaposés et tracés en caractères uniformes et sans abréviation, de tous les constituants, par ordre d'importance décroissante, sauf s'il y a indication de la teneur ou du pourcentage de chacun des constituants dans le produit ;

e) la date de fabrication et le numéro du permis sur le gros emballage contenant les petits emballages servant à la livraison du produit au consommateur, ou contenant un produit qui n'est pas emballé pour le commerce de détail.

43. Nonobstant le paragraphe *d* de l'article 42, si l'un ou plusieurs des constituants du succédané sont sujets à une norme de pourcentage minimum ou maximum en vertu de la sous-section 2 de la présente section, ce pourcentage doit être indiqué conformément à la norme prévue.

44. Dans toute publicité verbale ou écrite, le succédané doit être expressément désigné comme « margarine » ou « succédané », suivant le cas, en caractères uniformes avec ceux utilisés pour inscrire la marque ou le nom de fantaisie.

La même règle s'applique à l'indication requise sur le menu, l'affiche ou l'étiquette en vertu de l'article 27 de la Loi.

45. L'exploitant d'une fabrique laitière, qui fait le commerce d'un succédané sous la même identité que celle utilisée pour étiqueter ses produits laitiers, doit inscrire son nom ou sa raison sociale en caractères uniformes de pas plus de 1/8 de pouce de hauteur et à une distance suffisante des mots « margarine » et « succédané » afin d'éviter toute confusion dans l'esprit du consommateur.

46. Avant que des récipients, emballages et enveloppes ne soient utilisés pour la vente au détail de succédanés, la matière, la forme, la dimension et la capacité de ces récipients, emballages et enveloppes ainsi que les inscriptions devant y figurer doivent être approuvées par la Régie. Dans toute inscription, l'usage du français est obligatoire et aucune inscription rédigée en une autre langue ne doit l'emporter sur celle rédigée en français. Cette règle ne s'applique pas à un document accompagnant la vente et rédigée dans la langue de l'acheteur.

On aura satisfait aux exigences du présent article, lorsque toutes les indications et marques seront en français et que les inscriptions de langue française seront au moins équivalentes à celles rédigées en d'autres langues sur une même face ou sur une face de même importance.

SECTION V DISPOSITIONS SPÉCIALES RELATIVES AU SUCCÉDANÉ DU BEURRE

47. Un succédané du beurre ne peut être désigné autrement que par le mot « margarine », qui peut cependant être accompagné d'une marque ou d'un terme de fantaisie non prohibé par une loi ou un règlement.

48. Sous réserve du paragraphe *a* de l'article 42, dans le cas où la margarine contient des matières grasses ou huiles raffinées dans une proportion n'excédant pas 40% de son poids total, le mot « margarine » doit être suivi, en fran-

çais, des mots « de régime » et précédé, en anglais, du mot « *diet* », en caractères uniformes avec ceux du mot « margarine ».

49. Dans le commerce de détail, la margarine doit être vendue ou livrée dans un emballage opaque.

En outre des inscriptions prescrites aux articles 42 et 43, le récipient, emballage ou enveloppe qui contient le produit, doit porter l'inscription, en caractères apparents d'au moins $\frac{1}{8}$ de pouce de hauteur, du pourcentage de chaque sorte d'huile ou matière grasse utilisée par rapport à un total de 100% de matières grasses.

SECTION VI INSPECTION, SAISIE, CONFISCATION ET ANALYSE

50. Les infractions à la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30) ou au présent règlement sont recherchées et constatées, conformément à la présente section.

Ces dispositions ne font pas obstacle à ce que la preuve de ces infractions puisse être établie par toutes voies de droit.

51. Est qualifié pour procéder aux recherches, faire des prélèvements et, s'il y a lieu, effectuer des saisies et confiscations tout inspecteur autorisé à cet effet par le ministre.

Est également qualifié pour procéder à l'examen et analyse d'échantillons relatifs à la composition d'un succédané tout inspecteur autorisé à cet effet par le ministre.

52. L'inspecteur est tenu de dresser un procès-verbal de toute inspection. Le procès-verbal doit contenir les mentions prévues à l'article 58 et relater brièvement les constatations faites. Il doit être rédigé suivant la formule 7.

53. L'inspecteur témoin d'un flagrant délit de contravention est tenu d'en faire la constatation immédiate.

La confiscation est obligatoire dans tous les cas où un produit est reconnu falsifié, corrompu ou toxique.

54. Le produit saisi ou confisqué est placé sous scellés. L'inspecteur peut le laisser en dépôt au propriétaire ou détenteur, ou le faire transporter en lieu sûr. S'il s'agit d'un produit corrompu ou toxique, l'inspecteur peut procéder à sa destruction, stérilisation ou dénaturation.

L'inspecteur appose un bulletin numéroté et daté sur tout lot d'un produit saisi ou confisqué et laissé en dépôt. Ce bulletin doit porter la mention « saisi » ou « confisqué », suivant le cas, « en vertu de la Loi sur les produits laitiers

et leurs succédanés » et doit être rédigé et signé par l'inspecteur conformément à la formule 8 ou 9.

Les opérations relatives à la saisie ou confiscation sont relatées au procès-verbal.

55. Nul ne peut vendre ou offrir en vente le produit saisi ou confisqué, ni enlever ou permettre d'enlever ce produit, son contenant ou le bulletin de saisie ou de confiscation, sans une autorisation d'un inspecteur ou du ministre.

56. Mainlevée totale ou partielle de la saisie peut être donnée par écrit par tout inspecteur convaincu que le propriétaire ou détenteur de la marchandise s'est, depuis la saisie, conformé à la loi.

Telle mainlevée peut affecter tous les produits saisis ou une partie d'entre eux et doit être signée par l'inspecteur et porter les indications suivantes : le numéro de la saisie, la dénomination du produit et le nom de l'intéressé.

Elle doit être rédigée selon la formule 10.

57. Le prélèvement d'échantillons peut, en toute circonstance, être opéré d'office. Ce prélèvement est obligatoire dans tous les cas où un produit paraît falsifié, corrompu ou toxique.

58. Tout prélèvement d'échantillons donne lieu, à la rédaction d'un procès-verbal.

Le procès-verbal doit porter les mentions suivantes :

- a) les nom, qualité et résidence de l'inspecteur ;
- b) la date, l'heure et le lieu où le prélèvement a été effectué ;
- c) le nom, profession, domicile ou résidence de la personne chez laquelle le prélèvement a été opéré ; si le prélèvement a lieu en cours de route, les nom et domicile des personnes figurant sur la lettre de voiture ou connaissance comme expéditeur ou destinataire ;
- d) la signature de l'inspecteur.

Le procès-verbal doit, en outre, contenir un exposé succinct des circonstances dans lesquelles le prélèvement a été effectué, relater les marques et inscriptions figurant sur les récipients, emballages ou enveloppes, l'importance du lot de marchandise échantillonnée, ainsi que toute indication jugée utile pour établir l'authenticité des échantillons prélevés, l'identité de la marchandise, la dénomination exacte sous laquelle cette dernière était détenue ou mise en vente.

Le propriétaire ou le détenteur de la marchandise ou, le cas échéant, le représentant de l'entreprise de transport peut, en outre, faire insérer au procès-verbal toutes les déclarations qu'il juge utiles. Il est invité à signer le procès-

verbal. En cas de refus, mention en est faite par l'inspecteur.

59. Tout procès-verbal est rédigé en triple expédition.

Le premier exemplaire est envoyé par l'inspecteur dans les 24 heures au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Un exemplaire est laissé au propriétaire ou détenteur du produit ou, le cas échéant, au représentant de l'entreprise de transport. Un exemplaire est conservé par l'inspecteur.

60. Tout échantillon prélevé est mis sous scellés et adressé, en même temps que le procès-verbal, au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Les scellés sont appliqués sur une étiquette numérotée et qui porte la dénomination sous laquelle le produit est mis en vente, le numéro du procès-verbal, le numéro et la date du prélèvement, les nom et adresse du propriétaire ou détenteur de la marchandise ou, en cas de prélèvement en cours de route, ceux de l'expéditeur et du destinataire, ainsi que la signature de l'auteur du procès-verbal.

L'étiquette sur laquelle sont appliqués les scellés doit être rédigée suivant la formule 11.

61. L'échantillon est transmis au laboratoire désigné par le ministre, dans un délai raisonnable après sa réception.

62. Le laboratoire doit, dans les 8 jours de la réception de l'échantillon ou dans le délai additionnel requis pour parfaire l'analyse, adresser au ministère un rapport ou certificat où sont relatées et justifiées les opérations et constatations faites et où sont consignés les résultats de l'analyse.

Ce rapport ou certificat est rédigé conformément à la formule agréée par le ministre et signée par l'inspecteur qui a effectué l'analyse.

63. Si le rapport ne conclut pas à une fraude, falsification ou infraction à la Loi ou au règlement, le ministre en avise l'intéressé.

Le remboursement de l'échantillon prélevé s'effectue d'après sa valeur réelle au jour du prélèvement, aux frais du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Le détenteur d'un permis n'a pas droit cependant au remboursement d'un échantillon prélevé sur son produit.

64. Les méthodes d'analyse employées pour établir la qualité hygiénique, la composition et la teneur en constituants d'un succédané sont celles agréées par le ministre.

FORMULE 1

(a. 4)

LOI SUR LES PRODUITS LAITIERS ET LEURS SUCCÉDANÉS**(L.R.Q., c. P-30)**

Demande de permis de fabrication de succédanés de produits laitiers

À la Régie des marchés agricoles du Québec,

Je, soussigné, demande un permis de fabrication de succédanés, sous le régime de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés, selon les indications suivantes :

1. Nom et adresse du fabricant:.....

.....
(s'il s'agit d'une société enregistrée, donner le nom, l'adresse et la qualité des associés)

2. Lieu et nom de l'établissement et tout autre lieu devant être utilisé par le fabricant:.....

3. Espèce de succédané:.....

Fait à..... le

.....
(nom de la compagnie ou société s'il y a lieu).....
(signature et qualité de l'officier responsable)

N.B. La demande doit être accompagnée de 3 fac-similés des emballages et de la somme de 500 \$ ou 1 000 \$, selon qu'il s'agit de l'un ou l'autre cas prévu à l'article 6 du Règlement sur les succédanés de produits laitiers (R.R.Q., c. P-30, r. 15)

FORMULE 2

(a. 6)

RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC*Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30)***Permis de fabrication de succédanés de produits laitiers**

No.....

.....est autorisé

à fabriquer les succédanés suivants:.....

dans l'établissement.....

situé à.....

Délivré à.....ce.....19.....

(Ce permis doit être affiché dans un endroit ouvert au public)

FORMULE 3

(a. 5)

**LOI SUR LES PRODUITS LAITIERS ET LEURS SUCCÉDANÉS
(L.R.Q., c. P-30)**

Demande de permis de vente en gros de succédanés de produits laitiers

À la Régie des marchés agricoles du Québec,

Je, soussigné, demande un permis de fabrication de succédanés, sous le régime de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés, selon les indications suivantes :

1. Nom et adresse du vendeur:.....

.....
(s'il s'agit d'une société enregistrée, donner le nom, l'adresse et la qualité des associés)

2. Lieu et nom de l'établissement et tout autre lieu devant être utilisé par le vendeur.....

3. Espèce de succédané:.....

4. a) Nom et adresse du fournisseur:.....

b) Nom de l'usine et lieu de fabrication:.....

Fait à le

.....
(non de la compagnie ou société s'il y a lieu)

.....
(signature et qualité de l'officier responsable)

N.B. La demande doit être accompagnée de la somme de 25 \$ ou 50 \$, selon qu'il s'agit de l'un ou l'autre cas prévu à l'article 7 du Règlement sur les succédanés de produits laitiers (R.R.Q., c. P-30, r.15) et, s'il y a lieu, de 3 fac-similés des emballages.

FORMULE 4

(a. 7)

RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC

Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30)

Permis de vente en gros de succédanés de produits laitiers

No

..... est autorisé

à vendre en gros les succédanés suivants:

dans l'établissement

situé à

Délivré à ce 19.....

(Ce permis doit être affiché dans un endroit ouvert au public)

FORMULE 5

(a. 16)

RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC*Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30)*

Rapport des opérations du détenteur d'un permis de fabrication de succédanés de produits laitiers

Nom:

Numéro de permis:

Adresse

Période du au
(date, mois, année) (date, mois, année)1) *Succédanés fabriqués:*

Nature	Marque	Quantité

2) *Succédanés vendus:*

Noms et adresses des acheteurs	Nature	Marque	Quantité

Fait à ce 19.....

.....
(nom ou raison sociale du détenteur de permis).....
(signature et qualité de l'officier responsable)

FORMULE 6

(a. 16)

RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC

Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30)

Rapport des opérations du détenteur d'un permis de vente en gros de succédanés de produits laitiers

Nom:

Numéro de permis:

Adresse:

Période du au
(date, mois, année) (date, mois, année)

1) *Succédanés achetés:*

Noms et adresses des fournisseurs	Nature	Marque	Quantité

2) *Succédanés vendus:*

Nature	Marque	Quantité

Fait à ce

.....
(nom ou raison sociale du détenteur de permis)

.....
(signature et qualité de l'officier responsable)

FORMULE 7

(a. 52)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30)

Procès-verbal d'inspection

□ **Constatation**

□ Saisie

☐ Prélèvement

☐ **Confiscation**

No.

Je, soussigné,....., résidant à.....
agissant en ma qualité d'inspecteur en vertu de la Loi ci-haut mentionnée, déclare ce qui suit :

1. Le à h,
date, mois, année) (lieu)

j'ai procédé à l'inspection de.....
(nature des produits)

qui se trouvaient dans.....
(désignation du local ou véhicule)

appartenant à
(nom, occupation et adresse)

et conduit par
(nom, adresse et numéro de permis s'il y a lieu)

2. D'après { la lettre de voiture ☐
la déclaration du détenteur ☐, ces produits étaient expédiés
les indications et marques ☐

par..... et (ou) destinés à.....
(nom et adresse) (nom et adresse)

3. Étant donné que.....
(motifs de la constatation, saisie ou confiscation)

j'ai { examiné ☐
saisi ☐
confisqué ☐ :
(quantité, nature, emballage et marque de commerce)

4. J'ai relevé, sur l'emballage de ces produits, les indications et marques suivantes:

5. À même les produits ainsi { examinés ☐
saisis ☐ , j'ai prélevé, pour fins d'analyse,
confisqués ☐

(détails sur les échantillons)

6.
(déclaration reçue ou autres observations)

Des faits ci-haut relatés, j'ai dressé, à toutes fins que de droit, le présent procès-verbal que M.....

.....
 (détenteur ou représentant) (accepté ou refusé)

de signer avec moi, après lecture faite, pour être transmis au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Un exemplaire de cet acte a été délivré, séance tenante, à.....

Fait en triple expédition à.....cc.....
 (endroit) (jour, mois, année)

.....
 (signature du détenteur ou représentant)

.....
 (signature de l'inspecteur)

Annexe s'il y a lieu ☐

FORMULE 8

(a. 54)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

Saisi

Bulletin No.....

en vertu de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30)

Denrée:.....

sous la garde de:.....

Procès-verbal No.....

Fait à.....le.....
 (endroit) (jour, mois, année)

.....
 (signature de l'inspecteur)

Bulletin No.....

Procès-verbal No.....

N.B. Art. 55. « Nul ne peut vendre ou offrir en vente le produit saisi ou confisqué, ni enlever ou permettre d'enlever ce produit, son contenant ou le bulletin de saisie ou de confiscation sans une autorisation d'un inspecteur ou du ministre ». Règlement sur les succédanés de produits laitiers (R.R.Q., c. P-30, r. 15).

FORMULE 9

(a. 54)

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION**

Confisqué

Bulletin No.

en vertu de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30)

Denrée:

sous la garde de:

Procès-verbal No.

Fait à le
(endroit) (jour, mois, année)

.....
(signature de l'inspecteur)

Bulletin No.

Procès-verbal No.

N.B. Art. 55. « Nul ne peut vendre ou offrir en vente le produit saisi ou confisqué, ni enlever ou permettre d'enlever ce produit, son contenant ou le bulletin de saisie ou de confiscation sans une autorisation d'un inspecteur ou du ministre ». (Règlement sur les succédanés de produits laitiers (R.R.Q., c. P-30, r.15).

FORMULE 10

(a. 56)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30)

Mainlevée

Totale ☐ — ☐ Partielle

Vu la saisie No pratiquée le
(jour, mois, année)

en vertu de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30)

.....
(nature du produit)

alors détenu(s) par
(nom et adresse)

appartenant à
(nom et adresse)

actuellement sous la garde de
(nom et adresse)

Considérant que, depuis cette saisie, les produits suivants ont été rendus/ ou trouvés/ conformes
à la Loi, mainlevée de la saisie est donnée sur :

.....
(tous les produits ou les produits visés)

Fait en triple expédition à le
(jour, mois, année)

.....
(signature de l'inspecteur)

FORMULE 11

(a. 60)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION*Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30)***Étiquette de prélèvement**

Procès-verbal No.....

Prélèvement No.....

Échantillon par moi prélevé, ce jour, à h, sur le produit suivant :

.....
(nature du produit)

Propriétaire:.....

Détenteur:.....

Expéditeur:.....

Destinataire:.....

Fait à.....le.....19.....

.....
(signature de l'inspecteur)

A.C. 659-70, (1970) 102 G.O., 1332

A.C. 2792-71, (1971) 103 G.O., 6888

A.C. 3768-72, (1972) 104 G.O., 11530 et (1973) 105 G.O.II, 185

A.C. 530-74, (1974) 106 G.O.II, 575



c. P-30, r.16

Règlement sur la surveillance de l'utilisation du lait

Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés
(L.R.Q., c. P-30, a. 42)

SECTION I APPLICATION

1. Le présent règlement a pour but de réglementer, sous le régime de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30), la surveillance de l'utilisation du lait par le marchand de lait en vue du paiement aux producteurs selon cette utilisation.

SECTION II DÉFINITIONS

2. Pour les fins du présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

a) « marchand de lait » : tout marchand de lait qui détient de la Régie des marchés agricoles du Québec un permis l'autorisant à effectuer, entre autres opérations, la pasteurisation et la préparation pour la vente de lait nature ;

b) « Fédération » : la Fédération des producteurs de lait du Québec, en sa qualité d'administratrice du Plan conjoint des producteurs de lait du Québec ;

c) « période » : un mois de calendrier ou, sur demande écrite d'un marchand de lait, toute autre période acceptée par la Régie ne couvrant pas moins de 4 semaines ni plus de 5 semaines.

SECTION III REGISTRES ET LIVRES DE COMPTES

3. Tout marchand de lait doit tenir et conserver, à son siège social ou à sa place d'affaires au Québec, des registres ou livres de comptes en la forme appropriée, lesquels doivent contenir les renseignements suivants qui permettent de déterminer et de surveiller le paiement du lait selon son utilisation :

a) lorsque le marchand de lait pèse à sa fabrique, au moyen d'un appareil approuvé par le service fédéral des poids et mesures, le lait qu'il reçoit par camion-citerne :

i. la quantité de lait reçu chaque jour par chaque camion-citerne en indiquant le poids ou le volume obtenu à la ferme et celui obtenu à la fabrique ainsi que la différence entre les 2 ;

ii. la quantité de lait à payer à la Fédération selon la convention entre les parties ;

iii. le pourcentage de gras de chaque chargement de camion-citerne ;

iv. la quantité totale de livres ou de kilogrammes de gras pour chaque jour de réception ;

b) dans tous les autres cas :

i. la quantité de lait et de crème reçus de chaque producteur ou de tout autre fournisseur, à chaque livraison ;

ii. pour chaque période, le pourcentage de gras de lait et de crème reçus de chaque producteur ou de tout autre fournisseur, ainsi que la quantité de livres ou de kilogrammes de gras ;

c) les quantités de produits laitiers vendus en indiquant pour chaque vente l'identité du produit, le pourcentage de gras, le nombre et la capacité des contenants ;

d) les quantités de produits laitiers en inventaire au début et à la fin de chaque période en indiquant l'identité du produit, le pourcentage de gras, le nombre et la capacité des contenants ;

e) pour chaque jour, la teneur en matière grasse des produits laitiers préparés pour la vente.

4. Si un marchand de lait visé par le présent règlement n'a pas tenu des registres ou livres de comptes appropriés, la Régie peut, sur rapport d'un enquêteur de la Régie, prescrire la forme des registres ou livres de comptes que cette personne doit tenir, ainsi que les renseignements qu'ils doivent contenir.

5. Si un enquêteur de la Régie constate que, pour une période quelconque, un marchand de lait a omis de tenir les registres ou livres de comptes prescrits par le présent règlement, la Régie peut décréter que, pour cette période, ce marchand de lait sera tenu de payer le lait reçu de ses producteurs comme s'il avait été utilisé en classe I.

6. Tout marchand de lait visé par le présent règlement doit, en tout temps raisonnable, mettre ses registres et livres de comptes, ainsi que toutes pièces justificatives, à la disposition des enquêteurs de la Régie et leur procurer

toutes les facilités nécessaires pour en faire la vérification et en prendre des extraits.

7. Tout marchand de lait doit conserver pendant au moins 2 ans, à son siège social ou à sa place d'affaires au Québec, les registres et livres de comptes qu'il est tenu de tenir en vertu du présent règlement, ainsi que toutes autres pièces justificatives ou écritures s'y rapportant.

SECTION IV RAPPORTS

8. Tout marchand de lait doit faire parvenir au bureau de la Régie, au plus tard le 15^e jour de chaque mois :

a) une copie du rapport mensuel de paiement du lait qu'il est tenu de produire à la Fédération en vertu de la convention en vigueur entre les parties ;

b) pour la dernière période, un rapport détaillé et complet selon les formules RMA-1 et RMA-1M ;

c) pour la dernière période, un rapport comprenant les renseignements mentionnés au paragraphe b de l'article 3, selon la formule RMA-2 ;

d) pour la dernière période, les sommaires journaliers de réceptions de lait par camions-citernes comprenant les renseignements mentionnés au paragraphe a de l'article 3, selon la formule RMA-3 ;

e) pour la dernière période, un résumé des sommaires journaliers mentionnés au paragraphe d, selon la formule RMA-4 ;

f) pour la dernière période, une copie des factures d'achats de lait et de crème reçus de tout autre fournisseur qu'un producteur.

9. Tout marchand de lait qui utilise une période autre qu'un mois de calendrier doit en plus faire parvenir au bureau de la Régie, au plus tard le 15^e jour de chaque mois, la formule de conciliation RMA-5.

10. Les formules RMA-1, RMA-1M, RMA-2, RMA-3, RMA-4 et RMA-5 mentionnées aux articles 8 et 9, sont jointes aux présentes pour en faire partie intégrante comme si elles y étaient incorporées.

11. Seules les formules RMA-1 et RMA-1M fournies par la Régie doivent être utilisées par le marchand de lait. Les autres formules peuvent être celles fournies par la Régie ou des formules équivalentes.

12. Tous les rapports que le marchand de lait doit faire parvenir mensuellement à la Régie en vertu du présent rè-

glement doivent être signés par lui ou par son mandataire dûment autorisé à cette fin.

SECTION V VOLUMES ET POIDS

13. Pour les fins du présent règlement :

a) les facteurs de conversion en kilogrammes pour un volume d'un litre des produits laitiers suivants à une température de 15,5°C sont :

Kilogrammes

Lait avec teneur en matière grasse de 3,25% et plus	1,030
Lait avec teneur en matière grasse de 1% à 2%	1,033
Lait partiellement écrémé (chocolaté)	1,054
Lait de beurre avec teneur en matière grasse de 1%	1,038
Lait écrémé ne contenant pas plus de 0,1% de matière grasse	1,038
Crème avec teneur en matière grasse de 10% . . .	1,022
Crème avec teneur en matière grasse de 15% . . .	1,017
Crème avec teneur en matière grasse de 18% . . .	1,013
Crème à fouetter avec teneur en matière grasse de 35%	0,994
Mélange à crème glacée avec teneur en matière grasse de 10%	1,078

b) les quantités de lait ou de matière grasse, en livres, nécessaires pour la fabrication d'une livre ou d'un gallon des produits laitiers suivants sont :

<i>Pour une livre de :</i>	<i>lb de lait</i>	<i>lb de matière grasse</i>
Beurre	23,4	0,82
Fromage Cheddar et autres de fabrique, faits de lait entier . .	11,0	0,385
Crème glacée (gallon)	17,0	0,60
Fromage cottage fait de lait écrémé	7,86	0,03
Fromage à la crème	10,3	0,36
Lait condensé	2,3	0,08
Lait évaporé	2,3	0,08
Poudre de lait entier	8,0	0,28
Poudre de crème	21,0	0,735
Lait malté	2,5	0,087

<i>Pour une livre de :</i>	<i>lb de lait écrémé</i>	<i>lb de lait de beurre</i>
Lait écrémé condensé	3,0	
Lait écrémé évaporé	3,0	
Poudre de lait écrémé	11,0	
Caséine	33,0	
Fromage cottage	7,0	

<i>Pour une livre de :</i>	<i>lb de petit lait de fromage</i>	<i>lb de lait de beurre</i>
Lait de beurre condensé		3,0
Poudre de lait de beurre		12,0
Lactose	22,0	
Poudre de petit lait de fro- mage	20,0	

c) les quantités de lait ou de matière grasse, en kilo-grammes, nécessaires pour la fabrication d'un kilogramme ou d'un litre des produits laitiers suivants, sont :

<i>Pour 1 kilogramme de</i>	<i>kg de lait</i>	<i>kg de ma- tière grasse</i>
Beurre	23,4	0,82
Fromage cheddar et autres de fabrique, faits de lait entier	11,0	0,385
Fromage cottage fait de lait écrémé	7,86	0,03
Fromage à la crème	10,3	0,36
Lait condensé	2,3	0,08
Lait évaporé	2,3	0,08
Poudre de lait entier	8,0	0,28
Poudre de crème	21,0	0,735
Lait malté	2,5	0,087

<i>Pour 1 litre de</i>	<i>kg de lait</i>	<i>kg de ma- tière grasse</i>
Crème glacée	1,70	0,06

<i>Pour 1 kilogramme de</i>	<i>kg de lait écrémé</i>
Lait écrémé condensé	3,0
Lait écrémé évaporé	3,0
Poudre de lait écrémé	11,0
Caséine	33,0
Fromage cottage	7,0

<i>Pour 1 kilogramme de</i>	<i>kg de petit lait de fromage</i>	<i>kg de lait de beurre</i>
Lait de beurre condensé		3,0
Poudre de lait de beurre		12,0
Lactose	22,0	
Poudre de petit lait de fro- mage	20,0	

SECTION VI DISPOSITIONS GÉNÉRALES

14. Le pourcentage de gras des produits laitiers déclaré par le marchand de lait dans les formules RMA-1 et RMA-1M précitées doit représenter la moyenne des pourcentages de gras inscrits dans le registre quotidien prévu au paragraphe e de l'article 3.

15. Pour fins de vérification par la Régie des formules RMA-1 et RMA-1M précitées :

a) la matière grasse de la crème extraite du lait ou de la crème, doit être convertie à une teneur de 35% ;

b) la perte de lait imputable aux opérations d'une fabrique de marchand de lait doit être établie pour chaque période, conformément à la convention en vigueur entre le marchand de lait et la Fédération.

16. Dans les cas où la vérification des registres, livres de comptes ou rapports mensuels d'un marchand de lait démontre une utilisation de lait supérieure aux approvisionnements, la Régie peut ordonner que l'excédent soit payé immédiatement à la Fédération au prix moyen de la période

Cependant, si le marchand de lait peut démontrer à la satisfaction de la Régie, dans un délai de 3 mois, que le surplus d'utilisation est dû à des écritures erronées et involontaires, l'excédent qu'il aura dû payer comme susdit doit lui être remboursé ou crédité par la Fédération.

FORMULE R.M.A - 1

(a. 8)



RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC

Nom de l'usine.....Adresse.....

Ms	An	Permis
1	4	5
9		

séquence

0	1
10	

code geo.

12	15

comté

16

rég.

18

s. rég.

20

DÉCLARATION DES RÉCEPTIONS

SECTION A — ACHATS DE LAIT ET DE CRÈME DES CULTIVATEURS

	10	13	15	16	23	24	31	32	37	38	47	48	51
Produit	Lg	Prix	Quantité (lb)		Valeur	% de	Quantité (lb)		Nbre				
		de base	de lait			gras	de gras		produc.				
Lait cl. I	0 2	*											
Lait cl. II	0 3	*											
Lait cl. III	0 4	*											
Lait cl. IV	0 5	*											
Excédentaire	0 6	*											
Lait Total	0 7					*	*						
Crème	0 8	*				*	*						
TOTAL EN LIVRES DE GRAS (Section-A)													

Dans les cas d'utilisation de gras de beurre, de lait évaporé, de poudre de lait, de crème entreposée et autres produits laitiers, veuillez compléter la section I.

Je déclare sujet aux prescriptions de la Loi, que ce rapport a été examiné par moi et fait au meilleur de ma connaissance et qu'il est vrai, correct et complet. Je fais cette déclaration solennelle la croyant vraie et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment, en vertu de la Loi sur la preuve au Canada (S.R.C., 1970, c. E-10).

Je certifie que je suis autorisé à signer ce rapport.

Acheteur.....

Par.....

Date.....19.....

Titre.....

N.B. Ce rapport entièrement rempli et signé doit être expédié au plus tard le 15 de chaque mois au bureau de la Régie des marchés agricoles du Québec à

[illegible]

SECTION — C PRODUITS LAITIERS UTILISÉS

	Quantité livres	Gras %	Quantité en lb de gras	À l'usage du vérificateur
Poudre de lait				
Gras de beurre				
Lait évaporé				
Autres (spécifier)				
TOTAL EN LIVRES DE GRAS (Section — C)				

SECTION — D INVENTAIRE DU DÉBUT DU MOIS

(Expliquer s'il y a différence avec l'inventaire de la fin du mois précédent)

Produits laitiers non embouteillés				
Produits laitiers embouteillés				
TOTAL EN LIVRES DE GRAS (Section — D)				
DISPONIBILITÉ DU MOIS — LIVRES DE GRAS (Sections A-B-C-D)				

DÉCLARATION DES VENTES

SECTION — E VENTES À D'AUTRES ÉTABLISSEMENTS

(Indiquer nom)	Sortes	Embouteillé en pintes	Non embou- teillé lb	Total en livres	Gras %	Quantité lb gras	À l'usage du véri- ficateur
Lait — Classe I							
1- Total en livres de gras							
Lait - Crème - Lait écrémé — Classe II							
2- Total en livres de gras							
Lait - Crème - Lait écrémé — Classe III							
3- Total en livres de gras							
Lait - Crème - Lait écrémé — Classe IV							
4- Total en livres de gras							
TOTAL EN LIVRES DE GRAS (Section — E 1 à 4)							

ms	on	permis
1	4 5	9

N.R. - Contenants non retournables
R. - Contenants retournables

7

ms	an	permis
1	4	5
1	1	1
1	1	1

Contenants Unité de mesure	10	Crème 10 à 14.99%					Crème 15 à 31.99%					Crème 32% et plus							
		12	N.R.	19	20	R.	27	28	N.R.	35	36	R.	43	44	N.R.	51	52	R.	59
Gallons	33																		
3/4 gallon	34																		
1/2 gallon	35																		
Pintes	36																		
Chopines	37																		
10 onces	38																		
8 onces	39																		
7 onces	40																		
6 onces	41																		
Godets 5/8 once	42																		
Total Contenants	43																		
% gras	44	*			*			*		*			*		*		*		
Équivalence en pintes																			
Total livres																			
Total gras - 3																			
Contenants Unité de mesure	10	Crème sure					Yogourt					Autres produits - Crème							
		12	N.R.	19	20	R.	27	28	N.R.	35	36	R.	43	44	N.R.	51	52	R.	59
Gallons	45																		
3/4 gallon	46																		
1/2 gallon	47																		
Pintes	48																		
Chopines	49																		
10 onces	50																		
8 onces	51																		
7 onces	52																		
6 onces	53																		
Godets 5/8 once	54																		
Total Contenants	55																		
% gras	56	*			*			*		*			*		*		*		
Équivalence en pintes																			
Total livres																			
Total gras - 4																			
TOTAL EN LIVRES DE GRAS (Section - F 1 à 4)																			

SECTION G — DÉCLARATION DES PRODUITS LAITIERS FABRIQUÉS

Produits laitiers fabriqués	Quantité fabriquée livres	Ingrédients	Quantité livres	Gras %	Quantité livres de gras	À l'usage du vérificateur
Mélange à crème glacée		Lait				
		Crème				
		Lait écrémé				
		Poudre de lait				
		Lait évaporé				
		Gras de beurre				
		Autres				
1- Total en livres de gras						
Fromage (Spécifier types)		Lait				
		Crème				
		Lait écrémé				
2- Total en livres de gras						
Beurre		Lait				
		Crème				
3- Total en livres de gras						
Crème entreposée						
4- Total en livres de gras						
Autres Produits (Spécifier)		Lait				
		Crème				
		Lait écrémé				
5- Total en livres de gras						
Perte extraordinaire		Lait				
		Crème				
		Lait écrémé				
6- Total en livres de gras						
TOTAL EN LIVRES DE GRAS (Section - G 1 à 6)						

SECTION H — DÉCLARATION D'INVENTAIRE (Fin du mois)

NON EMBOUTEILLÉ		Total en livres	% Gras	Total livres de gras	A l'usage du vérificateur	
Lait						
Crème						
Lait écrémé						
1- Total en livres de gras						
EMBOUTEILLÉ						
CONTENANTS	Lait homogénéisé et pasteurisé	Lait partiellement écrémé	Lait écrémé	Lait de beurre	Breuvage au chocolat	
Gallons						
3/4 Gallon						
1/2 Gallon						
Pintes						
Chopines						
10 Onces						
8 Onces						
7 Onces						
6 Onces						
Godets 5/8 Once						
Équivalence pintes						
Total en livres						
% de gras						
Livres de gras						
2- Total en livres de gras						
CONTENANTS	Yogourt	Crème 10 à 14,99%	Crème 15 à 31,99%	Crème 32% et plus	Crème sure	Autres produits
Gallons						
3/4 Gallon						
1/2 Gallon						
Pintes						
Chopines						
10 Onces						
8 Onces						
7 Onces						
6 Onces						
Godets 5/8 Once						
Équivalence pintes						
Total en livres						
% de gras						
Livres de gras						
3- Total en livres de gras						
TOTAL EN LIVRES DE GRAS (Section — H 1 à 3)						
UTILISATION DU MOIS — LIVRES DE GRAS (Sections E-F-G-H)						

SECTION I — CONTRÔLE --- PRODUITS LAITIERS

	Quantité livres	Gras %	Quantité livres de gras	À l'usage du vérifi- cateur
A — GRAS DE BEURRE (Doux)				
Disponibilité du mois				
Inventaire du début				
Ajouter: achats du mois — Fabrication				
Déduire: inventaire de fin				
Total du mois				
Utilisation du mois (Détail)				
Total du mois				
B — LAIT ÉVAPORÉ				
Disponibilité du mois				
Inventaire du début				
Ajouter: achats du mois — Fabrication				
Déduire: inventaire de fin				
Total du mois				
Utilisation du mois (Détail)				
Total du mois				
C — POUDRE DE LAIT				
Disponibilité du mois				
Inventaire du début				
Ajouter: achats du mois — Fabrication				
Déduire: inventaire de fin				
Total du mois				
Utilisation du mois (Détail)				
Total du mois				
D — CRÈME ENTREPOSÉE				
Disponibilité du mois				
Inventaire du début				
Ajouter: achats du mois — Fabrication				
Déduire: inventaire de fin				
Total du mois				
Utilisation du mois (Détail)				
Total du mois				
E — AUTRES PRODUITS (Spécifier)				
Disponibilité du mois				
Inventaire du début				
Ajouter: achats du mois — Fabrication				
Déduire: inventaire de fin				
Total du mois				
Utilisation du mois (Détail)				
Total du mois				

FORMULE R.M.A - 1M

(a. 8)



RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC

Nom de l'usine _____ Adresse _____

Ms	An	No d'usine
		8

12	1 ADDITION 2 MODIFICATION 3 ANNULATION
----	--

séquence
A A
13

code géo.
15

comté
19

rég.
21

s. rég.
20

DÉCLARATION DES RÉCEPTIONS

SECTION A — ACHATS DE LAIT ET DE CRÈME DES PRODUCTEURS

	13	15	19	22	26	35	36	49	55	67
	Séq	Prix de base	Pris du diff. gras		Quantité de lait en litres	Quantité de lait en kilogrammes	Valeur	Gras %	Quantité de gras en kilogrammes	
			% de base	Prix						
Classe I	02	.	.	.		////	.	////	////	
Classe II	03	.	.	.		////	.	////	////	
Classe III	04	.	.	.		////	.	////	////	
Classe IV	05	.	.	.		////	.	////	////	
Surplus	06	.	.	.		////	.	////	////	
Lait Total	07	////	////	////			.	.	.	
Prime Kosher	08	////	////	////	////	////	.	////	////	
	09				////	////	.	////	////	
Total	10	////	////	////			.	.	.	

Dans les cas d'utilisation de gras de beurre, de lait évaporé, de poudre de lait, de crème entreposée et autres produits laitiers, veuillez compléter la section I.

Je déclare sujet aux prescriptions de la Loi, que ce rapport a été examiné par moi et fait au meilleur de ma connaissance qu'il est vrai, correct et complet. Je fait cette déclaration solennelle la croyant vraie et sachant qu'elle a la même force et le même effet si elle était faite sous serment, en vertu de Loi sur la preuve au Canada (S.R.C., 1970, c. E-10).

Je certifie que je suis autorisé à signer ce rapport.

Acheteur.....

Par.....

Date..... 19....

Titre.....

N.B. Ce rapport entièrement rempli et signé doit être expédié au plus tard le 15 de chaque mois au bureau de la Régie des marchés agricoles du Québec.

.....

PAGE 2

8-304

	Quantité en litres	Quantité en kilogrammes	Gras %	Quantité de gras en kilogrammes
--	-----------------------	----------------------------	-----------	------------------------------------

SECTION - C PRODUITS LAITIERS UTILISÉS

Poudre de lait				
Gras de beurre				
Lait évaporé				
TOTAL (Section - C)				

SECTION - D INVENTAIRE DU DÉBUT DU MOIS

Produits laitiers non embouteillés				
Produits laitiers embouteillés				
TOTAL (Section - D)				

DISPONIBILITÉ DU MOIS				
------------------------------	--	--	--	--

PAGE 3

8-306

17

Ms	An	No d'usine
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
4	8	12

1	ADDITION	séquence <input type="text"/> <input type="text"/>
2	MODIFICATION	
3	ANNULATION	
		13

code gbo.	
<input type="text"/>	<input type="text"/>
15	18

SECTION F — VENTES (DÉTAIL — GROS — REVENDEURS)

PAGE 4

Contenants Unité de mesure		Lait Homogénéisé	Lait Part. écrémé — 2%	Lait Écrémé	Kosher Homogénéisé
	13	17	25 27	35 37	45 47
20 litres	5111		12	13	14
10 litres	5311		12	13	14
4 litres	5511		12	13	14
2 litres	5711		12	13	14
1 litre	5911		12	13	14
0,500 litre	6111		12	13	14
0,200 litre	6311		12	13	14
0,015 litre	6511		12	13	14
	11		12	13	14
	11		12	13	14
Total Contenants	7111		12	13	14
Équivalence en litres	7211		12	13	14
Total kilogrammes					
% — gras	7311	.	12	13	14
Total - gras					

Contenants Unité de mesure	Lait Part, écrémé 1%							
	13	17	25	27	35	37	45	47
20 litres	5115							
10 litres	5315							
4 litres	5515							
2 litres	5715							
1 litre	5915							
0,500 litre	6115							
0,200 litre	6315							
0,015 litre	6515							
	15							
	15							
Total Contenants	7115							
Équivalence en litres	7215							
Total Kilogrammes								
% — gras	7315	.	.	.	.	.	.	.
Total - gras								

Ms	An	No d'usine	1	ADDITION	séquence	code géo.
4		8	2	MODIFICATION	A A	15
			3	ANNULATION	13	18

SECTION F - VENTES (DÉTAIL - GROS - REVENDEURS) (suite)

PAGE 5

Contenants Unité de mesure	13	Lait de beurre 17	Chocolat 25 27	Crème sûre 35 37	Crème 10% 45 47
20 litres	5121		22	23	24
10 litres	5321		22	23	24
4 litres	5521		22	23	24
2 litres	5721		22	23	24
1 litre	5921		22	23	24
0,500 litre	6121		22	23	24
0,200 litre	6321		22	23	24
0,015 litre	6521		22	23	24
	21		22	23	24
	21		22	23	24
Total Contenants	7121		22	23	24
Équivalence en litres	7221		22	23	24
Total Kilogrammes					
% — gras	7321	.	22	23	24
Total - gras					

Contenants Unité de mesure		Crème 15%	Crème 35%					
	13	17	25	27	35	37	45	47
20 litres	5125		26					
10 litres	5325		26					
4 litres	5525		26					
2 litres	5725		26					
1 litre	5925		26					
0,500 litre	6125		26					
0,200 litre	6325		26					
0,015 litre	6525		26					
	25		26					
	25		26					
Total Contenants	7125		26					
Équivalence en litres	7225		26					
Total Kilogrammes								
% — gras	7325	.	26	.		.		.
Total - gras								

GRAS TOTAL DES VENTES AU DÉTAIL, AU GROS, AUX REVENDEURS (EN KILOGRAMMES)

PAGE 6

8-312

	Production	06	Q		//// ()	////	////
		06	A1		Lait ()	.	.
		06	A2		Crème ()	.	.
		06	A3		Lait écrémé ()	.	.
		06			()	.	.
		06			()	.	.
		06			()	.	.
		06	TF		Total — gras — 6 ()	.	.
Crème entreposée					Crème	.	.
					Crème	.	.
					Total - gras - 7	.	.
Perte extraordinaire					Lait	.	.
					Crème	.	.
					Lait écrémé	.	.
					Total - gras - 8	.	.
TOTAL (Section - G 1 à 8)						.	.

Ms

An

No d'usine

4

8

12

1

2

3

ADDITION

MODIFICATION

ANNULATION

séquence

A

A

code géo.

15

18

SECTION H - DÉCLARATION D'INVENTAIRE (Fin du mois)

PAGE 7

EN EMBOUTEILLÉ

	Quantité en kilogrammes	Gras %	Quantité de gras en kilogrammes
Lait			
Crème			
Lait écrémé			

1- Total

EMBOUTEILLÉ

CONTENANTS	Lait homogénéisé	Lait partiellement écrémé	Lait écrémé			
20 litres						
10 litres						
4 litres						
2 litres						
1 litre						
0,500 litre						
0,200 litre						
0,015 litre						
Total litres						
Total kilogrammes						
% de gras						
Total gras						
2- Total						

CONTENANTS	Lait de beurre	Breuvage au chocolat	Crème sure	Crème 10%	Crème 15%	Crème 35%
20 litres						
10 litres						
4 litres						
2 litres						
1 litre						
0,500 litre						
0,200 litre						
0,015 litre						
Total litres						
Total kilogrammes						
% de gras						
Total gras						
3- Total						
				Quantité en litres	Quantité en kilogrammes	Gras % Quantité de gras en kilogrammes
TOTAL (Section - H 1 à 3)						
UTILISATION DU MOIS (Sections E-F-G-H)						

Ms	An	No d'usine
4	8	12

1 ADDITION
2 MODIFICATION
3 ANNULATION

séquence
A A
13

code géo.
15 18

SECTION I - CONTRÔLE... PRODUITS LAITIERS

PAGE 8

	Group code	Sect code	Prod code	Quantité en litres	Quantité en kilogrammes	Gras %	Quantité de gras en kilogrammes
	13	15	17	19	29	35	45
BEURRE							
Disponibilité du mois							
Inventaire du début				()			
Ajouter: achats du mois				()			
Fabrication				()			
Déduire: inventaire de fin				()			
Total du mois	01	VT		()			
Utilisation du mois (Détail)							
	01			()			
	01			()			
	01			()			
	01			()			
POUDRE DE LAIT							
Disponibilité du mois							
Inventaire du début				()			
Ajouter: achats du mois				()			
Fabrication				()			
Déduire: inventaire de fin				()			
Total du mois	02	VT		()			
Utilisation du mois (Détail)							
	02			()			
	02			()			
	02			()			
	02			()			
CRÈME ENTREPOSÉE							
Disponibilité du mois							
Inventaire du début				()			
Ajouter: achats du mois				()			
Fabrication				()			
Déduire: inventaire de fin				()			
Total du mois	03	VT		()			
Utilisation du mois (Détail)							
	03			()			
	03			()			
	03			()			
	03			()			

Disponibilité du mois						
Inventaire du début			()		
Ajouter: achats du mois			()		
Fabrication			()		
Déduire: inventaire de fin			()		
Total du mois	04	VT	()		
Utilisation du mois (Détail)						
	04		()		
	04		()		
	04		()		
	04		()		

Disponibilité du mois						
Inventaire du début			()		
Ajouter: achats du mois			()		
Fabrication			()		
Déduire: inventaire de fin			()		
Total du mois	05	VT	()		
Utilisation du mois (Détail)						
	05		()		
	05		()		
	05		()		
	05		()		

(a. 8)

Fabrique: _____ No

--	--	--

Réception totale pour la période du _____ au _____

[illegible]

Date: _____ Signature: _____

FORMULE RMA-3

(a. 8)

ANNEXE À PRODUIRE AVEC LA FORMULE RMA-1

RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC
SOMMAIRE JOURNALIER DES RÉCEPTIONS DE LAIT PAR CAMION-CITERNE

DATE: _____ LAITERIE: _____ ENREGISTREMENT:

--	--	--

[illegible]

Total								

NOTE: Les laiteries qui possèdent un compteur approuvé doivent multiplier la colonne (1) par le facteur 10,32 et inscrire le résultat dans la colonne (2), si le système de mesure utilisé est le système impérial.

PRÉPARÉ PAR: _____ DATE _____ VÉRIFIÉ PAR _____ DATE _____

FORMULE RMA-4

(a. 8)

RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC
RÉSUMÉ DES SOMMAIRES JOURNALIERS DES RÉCEPTIONS DE LAIT PAR CAMION-CITERNE

MOIS/AN: _____ LAITERIE: _____ ENR:

--	--	--

DATE	LECTURE DES COMPTEURS (1)	PESÉES APPAREIL APPROUVÉ (2)	QUANTITÉ À LA FERME	LAIT PAYABLE À LA F.P.L.Q.	GRAS PAYABLE À LA F.P.L.Q.	À L'USAGE DE LA FÉDÉRATION
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
11						
12						
13						
14						
15						

16						
17						
18						
19						
20						
21						
22						
23						
24						
25						
26						
27						
28						
29						
30						
31						
Total						

NOTE: Les laiteries qui possèdent un compteur approuvé doivent multiplier la colonne (1) par le facteur 10,32 et inscrire le résultat dans la colonne (2), si le système de mesure utilisé est le système impérial.

PRÉPARÉ PAR: _____ DATE: _____ VÉRIFIÉ PAR: _____ DATE: _____

FORMULE RMA-5

(a. 9)

RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC

Conciliation du paiement du lait pour une période

Nom de la fabrique _____ Période _____

	Classe I livres	Classe II livres	Classe III livres	Classe IV livres	Total livres
1. Quantité utilisée durant la période					
Pourcentage d'utilisation					100%
2. Plus la réception du _____ au _____					
_____ sous-total					
3. Déduire la réception du _____ au _____					
4. Quantité payée à la Fédération selon le rapport de paiement					

Note 1: La quantité à payer de lait reçu pendant les jours additionnels complétant le mois de calendrier sera déterminée suivant le pourcentage d'utilisation dans chaque classe obtenu au cours de la période.

Note 2: La quantité de lait apparaissant à l'item 2 de la période précédente doit être inscrite à l'item 3 de la période courante.

Date _____ Signature _____

A.C. 463-72, (1972) 104 G.O., 2579

A.C. 1152-78, (1978) 110 G.O.II, 2625



c. P-30, r.17

Règlement sur le transport du lait et de la crème des producteurs

Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés
(L.R.Q., c. P-30, a. 42)

SECTION I DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « circuit » : le territoire ou l'ensemble des municipalités où le transporteur peut effectuer le transport ou, selon le cas, les producteurs pour lesquels il peut effectuer ce service ;

b) « Loi » : la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30) ;

c) « office de producteurs » : un organisme chargé d'appliquer un plan conjoint établi selon la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35) ;

d) « permis » : l'un ou l'autre des permis de transport prévus au présent règlement ;

e) « Régie » : la Régie des marchés agricoles du Québec établie par la Loi sur la mise en marché des produits agricoles ;

f) « transport » : le transport du lait ou de la crème de la ferme d'un producteur à une fabrique dans les cas prévus au premier alinéa de l'article 11 de la Loi.

2. Le présent règlement s'applique aux personnes faisant du transport, au sens du paragraphe *f* de l'article 1. Toutefois, les articles 20, 26 à 28 et 34 à 47 s'appliquent également aux transporteurs de lait ou d'un produit laitier d'une fabrique à une autre.

SECTION II PERMIS DE TRANSPORT

3. Nul ne peut transporter ou faire transporter du lait ou de la crème de la ferme d'un producteur à une fabrique à moins de détenir un permis de transport délivré par la Régie dans la forme et aux conditions stipulées au présent règlement.

4. La Régie peut, selon le cas, délivrer l'un ou l'autre des permis suivants aux personnes effectuant du transport, soit :

a) un permis de la catégorie « entreprise de transport » ;

b) un permis de la catégorie « transporteur contractant » ; ou

c) un permis de la catégorie « transport à forfait ».

5. Une personne qui fait le transport du lait ou de la crème avec un ou plusieurs véhicules qui lui appartiennent ou qu'il loue doit obtenir un permis d'entreprise de transport.

6. Si le transporteur établit les conditions de transport avec les producteurs ou un office de producteurs, et qu'il fait effectuer le transport à forfait par d'autres personnes qui ont des véhicules à cette fin, il doit obtenir un permis de transporteur contractant.

7. La personne qui effectue le transport à forfait dans le cas prévu à l'article 6 doit obtenir un permis de transport à forfait.

8. La personne qui sollicite un permis, ou le renouvellement d'un permis, doit utiliser la formule en annexe 1 dans les cas prévus aux articles 5 et 7, et la formule en annexe 2 dans le cas prévu à l'article 6.

9. La demande de permis doit être déposée au bureau de la Régie en quatre copies. Dans le cas d'un renouvellement de permis, la requête doit être faite le ou avant le 15 février de chaque année, mais la Régie peut considérer une requête produite ultérieurement, si le requérant démontre qu'il en a été empêché pour des raisons valables.

10. La Régie peut en tout temps autoriser le requérant à modifier sa demande de permis ou de renouvellement de permis.

11. La Régie accorde le permis aux conditions qu'elle détermine dans chaque cas, selon l'intérêt public, lorsque le requérant a démontré qu'il peut exécuter efficacement le service de transport demandé et qu'il a rempli les conditions prévues au présent règlement.

Le permis est annuel. Il entre en vigueur le 1^{er} avril, ou à la date qui y est indiquée et prend fin le dernier jour du mois de mars de chaque année. Cependant, la Régie ac-

corde un permis pour une période plus courte lorsqu'un transporteur le requiert. Ce permis ne vaut alors que pour le temps et aux conditions qui y sont inscrites.

12. Le coût annuel du permis, pour chaque véhicule ou chaque citerne visés par le présent règlement, est établi selon la capacité de chargement du véhicule, ou de la citerne dans le cas du transport en vrac, et les montants en sont fixés aux articles 30 à 32. Ces montants payables à la Régie doivent lui être versés par le requérant au moment où il fait sa demande de permis ou dans des délais ultérieurs que la Régie lui indique.

Si le requérant ne fournit pas à la Régie les renseignements suffisants pour qu'elle puisse établir le coût du permis, la Régie peut en fixer le coût provisoire selon les autres indications qu'elle possède. Le transporteur pourra ultérieurement obtenir un remboursement s'il peut établir que le montant ainsi fixé était trop élevé, et la Régie pourra également exiger le versement d'une somme additionnelle si elle constate que le montant provisoire n'était pas suffisamment élevé.

Lorsque le permis demandé est refusé par la Régie, le coût du permis est remboursé au requérant s'il avait été versé à cette dernière.

13. Le permis indique le nom et l'adresse du détenteur, la période pour laquelle il est en vigueur, ainsi que les conditions du transport. Il peut être signé par des moyens mécaniques.

14. Le permis est incessible et il doit être retourné à la Régie si le détenteur cesse de faire le transport qui y est prévu, s'il vend ou loue son entreprise de transport ou si la Régie annule ou modifie le permis.

15. Si le détenteur d'un permis loue son véhicule ou la citerne, dans le cas du transport en vrac, à une autre personne, il doit en informer la Régie, qui délivre un nouveau permis au locataire, y indiquant ce changement. Ce permis est délivré jusqu'à la date d'expiration qui y est prévue. Si le coût annuel du permis avait déjà été versé à la Régie pour l'année en cours, il n'y a pas d'autres frais à payer par le locataire pour le reste de l'année.

16. Si le transporteur loue un véhicule ou une citerne, dans le cas du transport en vrac, pour effectuer du transport, il doit obtenir un permis de la Régie comme s'il était propriétaire de ce véhicule ou de cette citerne et payer à la Régie le coût annuel prévu au présent règlement, sauf s'il a déjà été versé par le propriétaire pour l'année en cours.

17. Le détenteur d'un permis et toute personne directement intéressée peut adresser une requête à la Régie en vue

de faire modifier les conditions d'un permis. La Régie peut également, sur demande ou *proprio motu* faire enquête et, pour cause, modifier, annuler ou suspendre par ordonnance le taux, le circuit ou toute autre condition prévue au permis. Les personnes directement intéressées doivent être préalablement avisées et, si elles le demandent, elles peuvent faire des représentations à la Régie à ce sujet.

SECTION III CONDITIONS DU TRANSPORT

18. Le détenteur d'un permis doit procéder au transport autorisé aussi souvent qu'il est nécessaire pour que la qualité du lait ou de la crème ne soit pas affectée. S'il omet ou cesse de le faire, et à moins que le détenteur démontre à la Régie qu'il en a été empêché par cas fortuit ou force majeure, cette dernière peut annuler le permis dès cet instant et attribuer le circuit à un autre transporteur aux conditions qu'elle détermine.

19. Si le détenteur d'un permis ne fait pas le transport du lait ou de la crème d'un circuit, en tout ou en partie, pendant 15 jours consécutifs, le permis de ce dernier est modifié et ce circuit est attribué, pour le tout ou pour la partie en cause, à un autre transporteur désigné par la Régie, aux conditions qu'elle détermine. Le transporteur original peut cependant conserver le circuit s'il peut démontrer à la Régie qu'il a été empêché de faire le transport par cas fortuit ou force majeure, ou que, le volume de lait ou de crème n'étant pas suffisant, il s'est entendu avec un autre détenteur de permis pour que ce dernier effectue temporairement le transport.

20. Un véhicule ou une citerne pour lequel un permis a été délivré doit être utilisé seulement pour le transport de produits laitiers. La Régie peut cependant autoriser spécifiquement le transport de d'autres produits qui ne peuvent affecter la qualité ou la saveur du lait ou de la crème.

21. Le transport doit se faire directement et sans arrêt autre que pour les besoins du service.

22. L'échantillonnage et la pesée ou, selon le cas, l'évaluation du volume du lait transporté en vrac doivent être faits avant son chargement par une personne détenant un permis et un diplôme reconnu d'essayeur, tel qu'il est prévu à l'article 9 de la Loi.

23. Nul ne peut transporter de la ferme d'un producteur à une fabrique du lait en vrac qui est refusé par l'essayeur ou par un inspecteur nommé selon la Loi.

24. Après avoir transvasé le lait du bassin réfrigérant d'un producteur au camion-citerne, le conducteur du véhi-

cule doit rincer le bassin avec de l'eau froide ou tiède et le vidanger complètement.

25. Une personne effectuant le ramassage du lait et de la crème à la ferme d'un producteur ne doit pas avoir une maladie pouvant contaminer le lait ou la crème. Il doit de plus être propre, habillé et coiffé de façon à éviter la contamination du produit. Cette personne ne peut fumer lorsqu'elle est à l'intérieur de la laiterie de ferme ni durant le chargement ou le transvasement de ces produits.

26. Après avoir livré le lait à une fabrique, le conducteur du véhicule doit immédiatement nettoyer toute partie de la citerne et de l'équipement qui ont été en contact avec le lait et, après la dernière livraison de la journée, prendre les mesures nécessaires pour que la citerne et ses accessoires soient entièrement propres et sanitaires.

La fabrique doit fournir gratuitement l'espace et l'équipement nécessaires pour ce lavage.

27. Le véhicule effectuant le transport doit être tenu dans un état de propreté qui assure le transport du lait ou de la crème de façon hygiénique.

28. Le transporteur doit faire vérifier par un inspecteur son véhicule ou, selon le cas, la citerne transportant du lait ou un produit laitier.

La Régie fait apposer par un inspecteur sur le véhicule ou, selon le cas, sur la citerne, à l'endroit qu'elle indique, un certificat attestant que le véhicule ou la citerne est conforme aux normes prescrites par le présent règlement.

29. La Régie peut refuser de renouveler, retirer ou suspendre le permis d'un transporteur qui n'a pas fait vérifier le véhicule ou, selon le cas, la citerne faisant du transport, ou lorsque le véhicule ou la citerne ne répondent pas aux conditions du présent règlement ou du permis.

SECTION IV COÛT DES PERMIS DE TRANSPORT

30. Le coût annuel des permis délivrés par la Régie pour le transport, à l'intérieur du Québec, dans le cas des catégories « entreprise de transport » et « transport à forfait », est le suivant, pour chaque véhicule ou chaque citerne et selon leur capacité de chargement :

- a) pour le transport du lait en vrac, dans un camion ou avec une remorque :
 - i. jusqu'à 10 886 kilogrammes25 \$
 - ii. de 10 887 à 13 154 kilogrammes28 \$

- iii. de 13 155 à 14 969 kilogrammes32 \$
- iv. de 14 970 à 16 330 kilogrammes35 \$
- v. de 16 331 à 18 144 kilogrammes40 \$
- vi. de 18 145 à 22 226 kilogrammes50 \$
- vii. de 22 227 à 24 494 kilogrammes55 \$
- viii. plus de 24 495 kilogrammes70 \$;
- b) pour le transport du lait ou de la crème en bidons15 \$;

c) si le permis est délivré pour une période de moins de 12 mois, la Régie calcule le coût du permis proportionnellement au nombre de mois durant lesquels le transporteur fait du transport.

31. Le permis délivré au transporteur-contractant est gratuit.

32. Lorsque le véhicule est immatriculé dans une autre province du Canada pour l'année en cours et que le transporteur effectue du transport partiellement au Québec, il n'est pas tenu de payer le coût du permis prévu à l'article 30 s'il a obtenu un permis de sa province d'origine.

SECTION V NORMES DE CONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT

33. Le véhicule utilisé pour transporter du lait ou de la crème en bidons doit être pourvu d'une boîte rigide fermée et isolée, construite et utilisée de telle sorte que le lait ou la crème et leurs contenants soient complètement protégés de la poussière, des rayons du soleil de la chaleur, du gel et de toute cause de contamination. Lorsque le véhicule circule, les portes de la boîte doivent être complètement fermées.

34. La paroi intérieure de la citerne contenant du lait ou un produit laitier doit être fabriquée d'acier inoxydable. Cette paroi, ainsi que les soudures et les autres joints, doivent être construits de façon à présenter une surface lisse, résistants à la corrosion et facilement lavables.

35. La paroi extérieure de la citerne doit être fabriquée de métal ou de tout autre matériau présentant une surface lisse, imperméable et facilement lavable.

36. Le matériel isolant de la citerne doit pouvoir limiter l'accroissement de la température de l'eau contenue dans la citerne à 1°C pendant une période de 18 heures lorsque la différence entre la température de l'eau et celle de l'atmosphère est de 14°C.

37. Le trou d'homme doit avoir un diamètre permettant l'accès à l'intérieur de la citerne.

38. Les parois du trou d'homme de même que le couvercle doivent être faits d'acier inoxydable. Ce couvercle doit être lisse et facilement lavable ; il doit être étanche et muni d'une soupape pour prévenir l'excès de vide ou de pression.

39. Le couvercle extérieur du trou d'homme doit être fait de matériau résistant à la corrosion et protégé contre la poussière.

40. Toutes les valves doivent être fabriquées de matériau résistant à la corrosion et facilement lavable.

41. Les obturateurs de joints doivent être de caoutchouc ou de matériau non toxique, relativement stable, imperméable et de surface lisse. Ils doivent assurer une fermeture étanche.

42. La citerne doit être construite de façon à prévenir toute ondulation et à permettre un vidage complet.

43. La citerne doit être pourvue d'un compartiment en acier inoxydable pour contenir le boyau, la pompe et tout autre équipement utilisé pour emplir ou vider le réservoir ; ce compartiment doit être protégé contre la poussière et une variation trop considérable de température.

44. La citerne doit également être pourvue d'un compartiment pouvant garder les échantillons de lait en tout temps à des températures variant entre 4°C et 0°C.

45. Les parois du boyau servant à emplir ou vider le réservoir de lait doivent être lisses, en matériau non toxique et n'affectant pas la saveur du lait ; le boyau doit être maintenu propre.

46. La citerne doit être pourvue d'un système de lavage par recirculation.

47. La citerne et ses accessoires, de même que les soudures et les autres moyens de rendre ces équipements étanches, doivent être faits selon les normes formulées par le *International Association of Milk, Food and Environmental Sanitarians, United States Public Health Service* sous le titre de *3-A Sanitary Standards for Stainless Steel Automotive Milk and Milk Products Transportation Tanks for Bulk delivery and/or Farm Pick-up Service*, série numéro 0511, telles qu'elles ont été publiées dans le *Journal of Milk and Food Technology*, du mois de décembre 1971 (vol. 34, no 12).

48. La citerne utilisée pour le transport du lait nature, destiné à une fabrique de pasteurisation du lait, doit être pourvue d'un échantillonneur mécanique du lait. Cet équipement doit prendre de façon mécanique des échantillons du lait provenant des bassins réfrigérants des producteurs, afin que l'on puisse ensuite faire des analyses pour en déterminer la teneur en gras.

L'échantillonneur doit fonctionner de telle sorte que les échantillons pris lors de la collecte du lait des producteurs puissent permettre d'en établir la teneur réelle en gras.

Un inspecteur peut en tout temps vérifier le fonctionnement de cet équipement. S'il établit qu'il ne donne pas des résultats satisfaisants, il en fait rapport immédiatement au transporteur et à la Régie. Cette dernière peut alors, sans audience préalable, suspendre le permis de transport du transporteur jusqu'à ce que l'échantillonneur soit corrigé ou remplacé.

Cet équipement doit être installé selon les normes établies par le manufacturier dans un compartiment qui le protège, et il doit être utilisé à une température supérieure à 1°C. Il doit être tenu en tout temps en bon état de fonctionnement et propre.

ANNEXE 1

(a. 5, 7 et 8)



RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC
201, boul. Crémazie est, Montréal H2M 1L5

**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSPORT
DE LAIT ET DE CRÈME**

Nom du requérant: Adresse: <div style="display: flex; justify-content: space-between; font-size: small;"> (localité) (comté) </div>	Année: Dossier no: Permis no:
--	---

Conformément à la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30), je demande un permis pour transporter du lait ou de la crème de producteurs, jusqu'à une fabrique laitière, aux conditions ci-après :

a) Le taux de ce transport, ainsi que le circuit,

☐ sont ceux déjà déterminés par convention homologuée par la Régie, que j'ai signée avec un organisme chargé d'appliquer un plan conjoint selon la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35).

☐ sont ceux déterminés par une entente avec un marchand de lait.

☐ ne sont déterminés par aucune entente en vigueur, et je demande l'approbation des conditions indiquées à l'annexe A.

b) Le lait ou la crème sera ordinairement livré à.....

(nom de la fabrique)

(adresse)

ou à toute autre fabrique laitière indiquée dans la convention en vigueur conclue avec l'organisme chargé d'appliquer le plan conjoint concerné, ou à la fabrique désignée en vertu des règlements approuvés.

c) Avec le camion décrit à l'annexe B, je désire également effectuer le transport des marchandises suivantes:.....

Veuillez compléter la déclaration suivante:

1. J'effectue ce transport depuis
2. Du premier chargement à destination, je parcours milles par jour.
3. Je transporte un volume de (bidon) (vrac) livres par année.
4. Je détiens en plus un permis de transport général émis par la Commission des transports du Québec, et portant le numéro
5. Les camions utilisés pour le transport du lait ou de la crème sont décrits à l'annexe B ci-jointe.

Daté le

(Signature du requérant)

Téléphone (code régional).....

IMPORTANT

Ces documents doivent être remplis en quatre copies et retournés à la Régie des marchés agricoles du Québec dans le plus bref délai. Le transporteur qui a plusieurs camions ne remplit qu'une seule formule, et il décrit tous ses camions à l'annexe B. Le transporteur doit s'assurer que chacun des camions a été vérifié par un inspecteur au nom de la Régie, et qu'un décalque qui l'atteste a été apposé par l'inspecteur.

Cette page est réservée à l'usage de la

RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC

Cette demande de permis de transport de lait et de crème a été vérifiée à la Régie des marchés agricoles du Québec.

par
date

RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC

PERMIS DE TRANSPORT DE LAIT ET DE CRÈME N°.....

En vertu de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30),

.....

de.....

.....

est autorisé du.....

au..... à transporter le lait et la crème
de la ferme des producteurs à une fabrique, selon les conditions stipulées au document
annexé ou, selon le cas, par une ordonnance de la Régie ou par une convention conclue avec
un organisme chargé d'appliquer un plan conjoint en vertu de la Loi sur la mise en marché
des produits agricoles (L.R.Q., c. M-35).

Montréal, ce

.....

Président

.....

Vice-Président

ANNEXE A



RÉGIE
DES MARCHÉS
AGRIcoles
DU QUÉBEC
201 EST, BOULEVARD CRÉMAZIE
MONTREAL, QUE.
H2M 1L5

DEMANDE DE PERMIS DE TRANSPORT DE LAIT ET DE CRÈME

ANNÉE:

REQUÉRANT NOM: DOSSIER:

ADRESSE: PERMIS:

localité

comic

[illegible]

Bidon

Vrac


Bidon

Vrac

Bidon

Υγας

ANNEXE B

 <p>RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC 201, boul. Crémazie est, Montréal H2M 1L5</p> <p>DEMANDE DE PERMIS DE TRANSPORT DE LAIT ET DE CRÈME</p> <p>REQUÉRANT NOM:</p> <p>ADRESSE: <div style="display: flex; justify-content: space-between; width: 100%;"> localité comté </div> </p>					<p>À L'USAGE DE LA RÉGIE</p> <p>ANNÉE:</p> <p>DOSSIER:</p> <p>PERMIS:</p>		
Camion de marque	Année	N° de série	Capacité de la citerne	N° de décalques		Frais de permis Coût annuel	
				Camion	Citerne		

ANNEXE 2

(a. 6 et 8)

RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC
201, boul. Crémazie est, Montréal H2M 1L5

**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSPORT
DE LAIT ET DE CRÈME
POUR LE TRANSPORTEUR CONTRACTANT**

Nom du requérant:

Adresse:

.....
(localité) (comté)

Année:

Dossier no:

Permis no:

Conformément à la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., c. P-30), je demande un permis pour faire effectuer le transport du lait ou de la crème, à titre de transporteur contractant, selon l'article 6 du Règlement sur le transport du lait et de la crème des producteurs (R.R.Q., c. P-30, r.17). Le taux et les circuits

☐ ont été établis par convention avec les producteurs, ou avec un organisme chargé d'appliquer un plan conjoint;

☐ n'ont pas encore été établis, et je demande

.....
.....

Le lait ou la crème sera livré aux fabriques suivantes:

.....
.....
.....

Daté le
(signature du requérant)



c. P-32, r.1

Règlement sur les conditions de travail des employés du Protecteur du citoyen

Loi sur le Protecteur du citoyen
(L.R.Q., c. P-32)

1. Interprétation : On entend par :

- a) « employeur » : le Protecteur du citoyen nommé en vertu de l'article 1 de la Loi sur le Protecteur du citoyen (L.R.Q., c. P-32) ;
- b) « employés » : les employés du Protecteur du citoyen.

2. Champ d'application : Le présent règlement s'applique à tous les employés du Protecteur du citoyen.

3. Conditions générales de travail :

1) Un employé, à l'égard des matières énumérées au paragraphe 5, est régi *mutatis mutandis* par les dispositions applicables, en vertu d'une convention collective de travail intervenue entre le Gouvernement du Québec et l'un des syndicats créés en vertu du Chapitre VIII de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1), au corps d'emploi auquel il appartiendrait s'il faisait partie de la fonction publique.

2) Un employé qui appartiendrait, s'il faisait partie de la fonction publique, à un corps d'emploi pour lequel une convention collective de travail n'est pas intervenue entre le Gouvernement du Québec et un syndicat, est régi *mutatis mutandis*, à l'égard des matières énumérées au paragraphe 5, par les dispositions applicables à ce corps d'emploi en vertu d'une loi, d'un règlement de la fonction publique, d'un décret ou d'une décision du Conseil du trésor.

3) Un employé qui, même s'il faisait partie de la fonction publique, ne serait pas régi par une convention collective de travail visée au paragraphe 1 parce qu'il en serait exclu au sens du paragraphe *m* de l'article 1 du Code du travail (L.R.Q., c. C-27) ou conformément à une entente entre les parties, est régi *mutatis mutandis*, à l'égard des matières énumérées au paragraphe 5, par les dispositions applicables, à un tel fonctionnaire exclu, en vertu d'une loi, d'un règlement de la fonction publique, d'un décret ou d'une décision du Conseil du trésor.

4) Un employé qui, s'il faisait partie de la fonction publique, appartiendrait au personnel des cadres supérieurs ou serait adjoint aux cadres supérieurs, est régi *mu-*

tatis mutandis, à l'égard des matières énumérées au paragraphe 5, par les dispositions applicables aux cadres supérieurs ou aux adjoints aux cadres supérieurs en vertu d'une loi, d'un règlement de la fonction publique, d'un décret ou d'une décision du Conseil du trésor.

5) Les matières qui font l'objet du présent article sont les suivantes :

- a) congé pour études de perfectionnement ;
- b) congé pour jours fériés ou chômés ;
- c) congé pour vacances annuelles ;
- d) congé de maternité ;
- e) congés sociaux ;
- f) congés pour affaires judiciaires (juré ou témoin) ;
- g) congés, absences sans traitement ;
- h) frais de déplacement, déménagement ;
- i) frais de voyage, d'assignation et d'usage de voitures personnelles ;
- j) langue de travail ;
- k) pratique et responsabilité professionnelles ;
- l) pratiques interdites (discrimination) ;
- m) régime d'assurance-vie, maladie et salaire ;
- n) régime de retraite ;
- o) semaine et heures de travail ;
- p) service continu ;
- q) stationnement ;
- r) temps supplémentaire ;
- s) versement du traitement et des gains.

6) Toute modification, tout remplacement, toute abrogation ou tout renouvellement apporté, à l'égard des matières énumérées au paragraphe 5, à une loi, à un règlement de la fonction publique, à un décret, à une décision du Conseil du trésor ou à une convention collective de travail visée au paragraphe 1, s'applique *mutatis mutandis* à un employé visé par le présent règlement.

4. Disposition transitoire : Un employé qui a quitté la fonction publique pour être nommé à l'emploi de l'employeur peut se voir reconnaître des crédits de vacances et de congés de maladie équivalents à ceux qu'il avait accumulés au moment de son départ de la fonction publique,

s'il consent à renoncer par écrit, au remboursement auquel il aurait autrement droit.



c. PROT., r.1

Règlement d'application de la Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants

Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants
(L.Q., 1978, c. 16, a. 31)

1. Dans le présent règlement, on entend par :

a) « Loi » : la Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants (L.Q., 1978, c. 16) ;

b) « Commission » : la Commission administrative du régime de retraite constituée en vertu de l'article 15 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10).

2. Constitue une fonction pédagogique ou éducative pour les fins de la Loi :

a) la fonction d'instituteur ;

b) toute fonction de conseil, d'animation, de coordination ou de direction se rapportant directement à l'administration des programmes d'enseignement, à l'organisation pédagogique des écoles, à la formation académique ou personnelle des élèves ou des instituteurs, aux activités para-pédagogiques ou aux services aux élèves ; ou

c) toute fonction à plein temps, quoique non directement reliée à l'enseignement, dans l'exercice de laquelle l'expérience et les connaissances d'une personne ayant déjà exercé une fonction visée aux paragraphes a ou b sont utiles.

3. Les communautés religieuses reconnues aux fins d'application de la Loi sont celles apparaissant à l'annexe A.

4. Aux fins du paragraphe i de l'article 1 de la Loi, est considérée comme une fonction à temps plein, l'exécution complète et régulière de l'horaire de travail prévu à la classification d'un employé ou à la convention collective qui le régit au sens du paragraphe j de l'article 1 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

5. Les cotisations dont un employé fait remise en vertu de l'article 4 de la Loi portent intérêt au taux de 8½ % composé annuellement.

6. Le paiement des crédits de rente prévus par la section III de la Loi est effectué à tous les 14 jours de la même façon et aux mêmes dates que celui de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., c. R-11).

Le paiement découlant de l'application de l'article 24 de la Loi est effectué en un seul versement au mois de juin de chaque année.

7. Les montants requis en vertu du deuxième alinéa de l'article 27 de la Loi sont établis à partir d'un estimé des déboursés annuels à venir obtenu de l'expérience passée, s'il y a lieu, et des hypothèses actuarielles utilisées par la Commission.

Les montants ainsi établis sont transmis le 1^{er} de chaque mois à la Commission par le ministre des Finances conformément à la cédule de versements remise au ministre des Finances au début de chaque année.

8. Le montant de rente prévu aux paragraphes a, b ou c du premier alinéa de l'article 18 de la Loi est ajusté, par rapport au montant du crédit de rente payable en vertu de l'article 14 de la Loi, en utilisant, selon le cas, les facteurs de conversion établis aux tableaux I, II ou III de l'annexe B.

9. 1) Tout employé ou bénéficiaire doit, pour permettre à la Commission d'établir son droit aux bénéfices prévus par la Loi, lui transmettre, selon le cas, les renseignements et documents suivants :

a) son salaire annuel au 30 juin 1977 ;

b) son salaire annuel au 1^{er} juillet 1973 ou à la date de son adhésion au régime de retraite prévu à la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics si cette dernière est postérieure au 1^{er} juillet 1973 ;

c) une attestation officielle de la communauté religieuse à laquelle il a appartenu qui indique les dates exactes de chacune de ses années d'enseignement ainsi que sa date de sécularisation ;

d) une attestation officielle des institutions d'enseignement dans lesquelles il a enseigné qui indique les dates exactes de chacune de ses années d'enseignement ;

e) une attestation officielle des institutions d'enseignement dans lesquelles il a poursuivi des études de perfectionnement à plein temps entre le 1^{er} juillet d'une année et le 30 juin de l'année suivante ;

- f) son certificat de naissance.
- 2) L'employé ou bénéficiaire doit, par ailleurs, indiquer :
- a) ses nom et prénom ;
 - b) son numéro d'assurance sociale ;
 - c) son adresse complète, et, s'il y a lieu, le régime de retraite auquel il participe, de même que le nom et l'adresse de son employeur.

ANNEXE A

(a. 3)

LISTE DES COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES RECONNUES AUX FINS D'APPLICATION DE LA LOI CONCERNANT LA PROTECTION À LA RETRAITE DE CERTAINS ENSEIGNANTS (L.Q., 1978, c. 16)

Pères

1. Assomptionnistes
2. Augustinian Fathers
3. Basilian Fathers
4. Basilian Fathers of St. Josaphat
5. Bénédictins
6. Capucins
7. Friars Minor Conventual
8. Chanoines Réguliers de l'Immaculée-Conception
9. Cisterciens de l'Immaculée-Conception
10. Clarétains
11. Clercs de Saint-Viateur
12. Consolata (Missionnaires de la)
13. Dominicains
14. Eudistes
15. Fils de la Charité
16. Franciscains
17. Fraternité Sacerdotale
18. Institut séculier Pie-X
19. Jésuites
20. Marianistes
21. Maristes
22. Missions africaines (Société des)
23. Missions étrangères (Société des)
24. Montfortains
25. Oblats de Marie Immaculée
26. Pallotine Fathers
27. Passionist Fathers
28. Pères Blancs d'Afrique
29. Rédemptoristes
30. Resurrectionist Fathers
31. Sacré-Coeur (Missionnaires du)
32. Sacré-Coeur de Jésus (Prêtres du)
33. Sacrés-Coeurs de Jésus et de Marie (Pères des)
34. Saints-Apôtres (Société des)

35. Sainte-Croix (Congrégation de)
36. Saint-Esprit (Pères du)
37. Saint-Vincent-de-Paul (Religieux de)
38. Salette (Missionnaires de la)
39. Scarboro Foreign Mission Society
40. Servites de Marie
41. Sulpiciens
42. Trappistes
43. Très-Saint-Sacrement (Congrégation du)
44. Trinitaires
45. Missionnaires de Mariannhill
46. Salésiens de Don Bosco

Frères

47. Charité (Frères de la)
48. Christian Brothers (Congregation of)
49. Écoles Chrétiennes (Frères des)
50. Hospitaliers de Saint-Jean-de-Dieu
51. Instruction Chrétienne (Frères de l')
52. Little Brothers of the Good Shepherd
53. Maristes (Frères)
54. Notre-Dame de la Miséricorde (Frères de)
55. Our Lady of Lourdes (Brothers of)
56. Presentation Brothers
57. Sacré-Coeur (Frères du)
58. Sainte-Croix (Frères de)
59. Saint-Gabriel (Frères de)
60. Brothers of Our Lady of The Seven Sorrows

Soeurs

61. Religieuses du Précieux-Sang
62. Antoniennes de Marie
63. Assomption de la Ste-Vierge (Soeurs de l')
64. Auxiliatrices (Soeurs)
65. Benedictine Sisters
66. Bon-Pasteur d'Angers (Soeurs du)
67. Bon-Pasteur de Québec (Soeurs du)
68. Carmélites
69. Carmelite Sisters of The Divine Heart
70. Carmélites Missionnaires
71. Charité de Notre-Dame d'Evron (Soeurs de la)
72. Charité d'Ottawa (Soeurs de la)
73. Charité de Québec (Soeurs de la)
74. Charité de Saint-Hyacinthe (Soeurs de la)
75. Charité de Saint-Louis (Soeurs de la)
76. Charité de Sainte-Marie (Soeurs de)
77. Charity of St. Vincent de Paul (Sisters of)
78. Charity of The Immaculate Conception (Sisters of)
79. Clarisses — Order of St. Clare
80. Congrégation de Notre-Dame
81. Disciples du Divin Maître (Soeurs)
82. Dominicaines (Soeurs)
83. Dominicaines Missionnaires Adoratrices

84. Dominicaines de Ste-Catherine-de-S.
85. Dominicaines des Saints-Anges
86. Dominicaines de la Trinité
87. Enfant-Jésus (Soeurs de l')
88. Faithful Companions of Jesus
89. Felician Sisters
90. Filles de la Charité du Sacré-Coeur de Jésus
91. Filles de la Charité de St-Vincent-de-Paul
92. Filles du Coeur de Marie
93. Filles de la Croix
94. Filles de Jésus
95. Filles de Marie-Auxiliatrice
96. Filles de Marie-de-l'Assomption
97. Filles de la Providence
98. Filles Réparatrices du Divin Coeur
99. Filles de la Sagesse
100. Filles de Saint-Paul
101. Filles de Ste-Marie-de-la-Prés.
102. Franciscaines Missionnaires de l'Immaculée-Conception
103. Franciscaines Missionnaires de Marie
104. Grey Sisters of The Immaculate Conception
105. Hospitalières de Saint-Augustin
106. Hospitalières de Saint-Joseph
107. Institut Jeanne-d'Arc
108. Jésus-Marie (Religieuses de)
109. Marie-Réparatrice (Religieuses de)
110. Maristes (Soeurs)
111. Miséricorde (Soeurs de la)
112. Missionary SS. of Christian Charity
113. Missionary Sisters of The Precious Blood
114. Missionnaires du Christ-Roi
115. Missionnaires de l'Immaculée-Conception
116. Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique
117. Missionnaires de Notre-Dame-des-Anges
118. Missionnaires Notre-Dame des Apôtres
119. Missionnaires du Saint-Esprit
120. Missionnaires Oblates du S.C. et de M.I.
121. Notre-Dame d'Auvergne (Soeurs)
122. Notre-Dame-Auxiliatrice (Soeurs de)
123. Notre-Dame du Bon-Conseil (Soeurs de) — Québec
124. Notre-Dame de Bon-Conseil (Soeurs de) — Montréal
125. Notre-Dame du Perpétuel-Secours (Soeurs de)
126. Notre-Dame du Sacré-Coeur (Soeurs de)
127. Notre-Dame du Saint-Rosaire (Soeurs de)
128. Notre-Dame de Sion (Soeurs)
129. Oblates de Béthanie
130. Oblates Franciscaines de Saint-Joseph
131. Our Lady of The Cross (Sisters of)
132. Our Lady of The Missions
133. Our Lady of The Retreat in The Cenacle (Congregation of)
134. Our Lady's Missionaries
135. Petites Filles de Saint-François
136. Petites Filles de Saint-Joseph
137. Petites Franciscaines de Marie
138. Petites Missionnaires de Saint-Joseph
139. Petites Soeurs de l'Assomption
140. Petites Soeurs de la Sainte-Famille
141. Présentation de Marie (Soeurs de la)
142. Providence (Soeurs de la Charité de la)
143. Recluses Miss. de Jésus-Marie
144. Redemptoristine Sisters
145. Sacré-Coeur de Jésus (Religieuses du)
146. Sacré-Coeur (Soeurs du)
147. Sacrés-Coeurs de Jésus et de Marie
148. Sacrés-Coeurs et de l'A.P. (Soeurs des)
149. Sainte-Anne (Soeurs de)
150. Saints-Apôtres (Soc. des SS. des)
151. Saints-Coeurs de Jésus-Marie (Soeurs des)
152. Sainte-Croix (Soeurs de)
153. Saint Elizabeth (Sisters of)
154. Sainte-Famille de Bordeaux (Soeurs de la)
155. Saint-François-d'Assise (Soeurs de)
156. Sainte-Jeanne-d'Arc (Soeurs de)
157. Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe (Soeurs de)
158. Saint-Joseph de Saint-Vallier (Soeurs de)
159. Sainte-Marie de Namur (Soeurs de)
160. Sainte-Marthe (Soeurs de)
161. Saints-Noms de Jésus et de Marie (Soeurs des)
162. Saint-Paul de Chartres (Soeurs de)
163. Sauveur (Soeurs du)
164. School Sisters of Notre Dame
165. Servantes de N.-D., Reine du C.
166. Servantes du Saint-Coeur de Marie
167. Servantes du Très Saint-Sacrement
168. Servants of Mary Immaculate
169. Servites de Marie
170. Sisters of Loretto
171. Sisters of Mercy
172. Sisters of Mission Service
173. Sisters of The Presentation
174. Sisters of Providence of Saint Vincent de Paul
175. Sisters of Saint Joseph — (Hamilton)
176. Sisters of Saint Joseph — (London)
177. Sisters of Saint Joseph — (Pembroke)
178. Sisters of Saint Joseph — (Peterborough)
179. Sisters of Saint Joseph — (Sault Ste. Marie)
180. Sisters of Saint Joseph — (Toronto)
181. Sisters of St. Martha — (Antigonish, N.S.)
182. Sisters of St. Martha — (Charlottetown, P.E.I.)
183. Sisters of Service
184. Sisters of Social Service
185. Sisters of The Child Jesus
186. Soeurs Grises de Montréal
187. Soeurs de Sainte-Chrétienne
188. Ursulines — (Québec)

189. Ursuline Religious — (Bruno, Sask.)	75	0,92253	0,95925
190. Ursuline Religious — (Chatham, Ont.)	76	0,91269	0,95283
191. Ursuline Sisters — (Saskatoon, Sask.)	77	0,90138	0,94561
191. Ursuline Sisters — (Winnipeg, Man.)	78	0,88886	0,93755
193. Ursuline of Jesus	79	0,87532	0,92859
194. Petites Soeurs de Jésus	80	0,86082	0,91873
195. Soeurs de l'Immaculée	81	0,84557	0,90788
196. Soeurs Trinitaires	82	0,82963	0,89592
Moniales	83	0,81302	0,88269
197. Bénédictines	84	0,79588	0,86799
198. Carmélites	85	0,77823	0,85181

**FACTEUR DE CONVERSION APPLICABLE À
UNE RENTE VIAGÈRE DONT LE PAIEMENT
EST GARANTI 10 ANS**

	<i>Âge</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>
199. Cisterciennes	55	0,97310	0,99046
200. Clarisses	56	0,96998	0,98914
201. Dominicaines	57	0,96643	0,98762
202. Rédemptoristes	58	0,96235	0,98586
203. Visitandines	59	0,95766	0,98385
Religieuses de vie contemplative	60	0,95231	0,98156
204. Religieuses du Précieux-Sang	61	0,94625	0,97896
205. Petites Soeurs de Jésus	62	0,93938	0,97598
206. Recluses Missionnaires de Jésus-Marie	63	0,93159	0,97255
207. Société de Marie-Réparatrice	64	0,92278	0,96855
208. Servantes de Jésus-Marie	65	0,91294	0,96388
209. Servantes du Très Saint-Sacrement	66	0,90209	0,95838
ANNEXE B	67	0,89028	0,95187
(a. 8)	68	0,87753	0,94416
Tableau I	69	0,86378	0,93510

**FACTEUR DE CONVERSION APPLICABLE À
UNE RENTE VIAGÈRE DONT LE PAIEMENT
EST GARANTI 5 ANS**

<i>Âge</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>
70	0,84907	0,92464
71	0,83353	0,91280
72	0,81713	0,89969
73	0,79965	0,88535
74	0,78078	0,86978
75	0,76033	0,85302
76	0,73831	0,83503
77	0,71501	0,81580
78	0,69101	0,79538
79	0,66674	0,77380
80	0,64241	0,75119
81	0,61833	0,72758
82	0,59462	0,70298
83	0,57131	0,67739
84	0,54855	0,65083
85	0,52633	0,62353
55	0,99351	0,99789
56	0,99276	0,99760
57	0,99189	0,99726
58	0,99088	0,99685
59	0,98970	0,99637
60	0,98833	0,99581
61	0,98678	0,99517
62	0,98500	0,99444
63	0,98293	0,99362
64	0,98050	0,99270
65	0,97765	0,99166
66	0,97436	0,99044
67	0,97060	0,98898
68	0,96633	0,98714
69	0,96153	0,98482
70	0,95625	0,98196
71	0,95062	0,97854
72	0,94468	0,97457
73	0,93824	0,97007
74	0,93096	0,96497

**FACTEUR DE CONVERSION APPLICABLE À
UNE RENTE VIAGÈRE DONT LE PAIEMENT
EST GARANTI 15 ANS**

<i>Âge</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>
55	0,93841	0,97630
56	0,93149	0,97317
57	0,92372	0,96958
58	0,91498	0,96544
59	0,90519	0,96068
60	0,89435	0,95522
61	0,88245	0,94896
62	0,86946	0,94181
63	0,85532	0,93366
64	0,83994	0,92438
65	0,82336	0,91387
66	0,80563	0,90198
67	0,78687	0,88855
68	0,76718	0,87343
69	0,74659	0,85659
70	0,72531	0,83810
71	0,70356	0,81813
72	0,68145	0,79692
73	0,65887	0,77466
74	0,63563	0,75146
75	0,61169	0,72747
76	0,58717	0,70278
77	0,56237	0,67747
78	0,53783	0,65171
79	0,51389	0,62563
80	0,49066	0,59942
81	0,46836	0,57318
82	0,44698	0,54697
83	0,42649	0,52085
84	0,40693	0,49487
85	0,38823	0,46923

Tableau II

**FACTEUR DE CONVERSION APPLICABLE À
UNE RENTE VIAGÈRE DONT LE PAIEMENT
EST GARANTI TANT QUE LE PARTICIPANT OU
SON CONJOINT VIVENT**

<i>Âge</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>
55	0,75699	0,93191
56	0,75067	0,92989
57	0,74422	0,92779
58	0,73762	0,92561
59	0,73086	0,92335
60	0,72400	0,92104
61	0,71708	0,91867
62	0,71011	0,91624
63	0,70307	0,91374
64	0,69596	0,91115

65	0,68882	0,90843
66	0,68175	0,90555
67	0,67484	0,90243
68	0,66816	0,89898
69	0,66173	0,89520
70	0,65570	0,89117
71	0,65020	0,88706
72	0,64527	0,88304
73	0,64067	0,87920
74	0,63610	0,87552
75	0,63131	0,87195
76	0,62623	0,86839
77	0,62100	0,86481
78	0,61596	0,86117
79	0,61138	0,85745
80	0,60732	0,85371
81	0,60393	0,84990
82	0,60122	0,84599
83	0,59913	0,84193
84	0,59772	0,83763
85	0,59698	0,83323

Tableau III

**FACTEUR DE CONVERSION APPLICABLE À
UNE RENTE VIAGÈRE SUR LA VIE DU
PARTICIPANT ET DONT LA MOITIÉ DE LA
RENTE EST CONTINUÉE SOUS FORME DE
RENTE VIAGÈRE AU CONJOINT SURVIVANT**

<i>Âge</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>
55	0,86169	0,96476
56	0,85758	0,96367
57	0,85336	0,96254
58	0,84900	0,96137
59	0,84450	0,96015
60	0,83991	0,95890
61	0,83523	0,95761
62	0,83048	0,95629
63	0,82565	0,95493
64	0,82073	0,95351
65	0,81574	0,95202
66	0,81076	0,95043
67	0,80585	0,94871
68	0,80107	0,94680
69	0,79644	0,94470
70	0,79205	0,94246
71	0,78803	0,94015
72	0,78439	0,93789
73	0,78099	0,93572
74	0,77758	0,93363
75	0,77399	0,93159
76	0,77016	0,92956
77	0,76619	0,92751
78	0,76234	0,92541

79	0,75883	0,92326
80	0,75569	0,92108
81	0,75306	0,91886
82	0,75095	0,91657
83	0,74932	0,91418
84	0,74821	0,91164
85	0,74764	0,90903



c. P-35, r.1

Règlement d'application de la Loi sur la protection de la santé publique

Loi sur la protection de la santé publique
(L.R.Q., c. P-35, a. 69)

Préliminaires

INTERPRÉTATION

1. Loi : Dans le présent règlement, le mot « Loi » signifie la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., c. P-35).

2. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

a) « accouchement » : expulsion ou extraction complète de l'organisme maternel humain d'un produit de conception de 500 grammes et plus, vivant ou non ;

b) « agents infectieux » : germes ou microorganismes capables de causer une maladie infectieuse chez l'homme ou chez l'animal ;

c) « certificat de santé » : document signé par un médecin, attestant de l'état de santé d'une personne ;

d) « crémation » ou « incinération » : action de brûler les restes humains ou les corps d'êtres humains décédés pour les réduire en cendres ;

e) « crématorium » : installation aménagée dans le but de procéder à des crémations ;

f) « columbarium » : installation aménagée dans le but de recevoir les cendres produites par crémation ;

g) « camps forestiers » ou « installations temporaires » : ensemble des installations qu'un employeur établit pour loger des personnes à son emploi aux fins de travaux d'exploitation forestière ou minière, de voie ferrée, de voirie, de barrage, de scierie ou d'autres travaux analogues ;

h) « désinfection » : destruction des agents infectieux par l'application directe de procédés physiques, chimiques ou biologiques ;

i) « embaumer » : action de préparer, désinfecter et préserver les corps d'êtres humains décédés ;

j) « embaumeur » : personne qui procède à embaumer des corps d'êtres humains décédés ;

k) « établissement » : établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ;

l) « isolement » : séparation d'une personne ou d'un animal contagieux des personnes réceptives et non infectées ;

m) « manipulateur d'aliments » : personne qui, de façon régulière, produit, prépare, conditionne, transporte ou distribue des aliments ou boissons destinés à la consommation par des personnes autres que les membres de sa propre famille ;

n) « ministre » : le ministre des Affaires sociales ;

o) « porteur de germes » : personne qui, sans présenter les symptômes d'une maladie à déclaration ou traitement obligatoire, héberge en elle-même l'agent causal d'une telle maladie ;

p) « quarantaine » : limitation de la liberté de déplacement de personnes bien portantes ou d'animaux domestiques sains ayant été en contact avec l'agent causal d'une maladie transmissible, pendant une période égale à la plus longue durée habituelle d'incubation de cette maladie ;

q) « résident » : un résident au sens de la section VI de la partie VI du Règlement d'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (c. S-5, r.1) ;

r) « restes humains » : partie du corps d'un être humain décédé ou parties détachées du corps d'un être humain vivant ;

s) « services de santé courants » : services de santé d'ordre général, y compris les premiers soins, la prestation des soins essentiels à la survie et le transport à un centre hospitalier ;

t) « laboratoire de radiologie diagnostique générale » : un laboratoire où l'on effectue tout genre d'examen de radiologie diagnostique ;

u) « laboratoire de radiologie diagnostique spécifique » : un laboratoire où l'on effectue seulement des examens de radiologie diagnostique spécifiquement reliés à l'exercice de la profession du détenteur du permis ;

v) « rayons X » : rayonnements électromagnétiques ionisants, produits par l'interaction d'électrons avec une cible de métal lourd.

CHAPITRE I

DÉCLARATIONS DE NAISSANCES, DE MARIAGES, DE DÉCÈS, D'ADOPTIONS, AVIS DE DIVORCE ET DE NULLITÉ DE MARIAGE

Dispositions générales

3. Transmission : Les déclarations faites en vertu des articles 45, 46 et 47 de la Loi doivent être signées par le déclarant et transmises par courrier au Registre de la population, ministère des Affaires sociales, Québec.

Les déclarations sont faites suivant les formulaires produits en annexe au présent règlement et le déclarant doit fournir tous les renseignements requis par ces formulaires.

4. Erreur : Une personne qui a signé ou transmis une déclaration conformément aux articles 45, 46 ou 47 de la Loi doit sans délai adresser un avis de correction si elle se rend compte qu'elle a commis une erreur ou si elle obtient une information supplémentaire ; elle doit fournir à l'appui de ses prétentions toute preuve documentaire en sa possession.

Copie de cet avis doit être transmise aux autres personnes qui ont signé le formulaire visé au premier alinéa.

5. Enquête : Le ministre peut demander à un enquêteur de procéder à une enquête pour établir la véracité d'une déclaration ou obtenir un renseignement dont il a droit de prendre connaissance.

6. Lorsqu'une déclaration incomplète lui est adressée, le ministre, ou toute personne qu'il autorise, peut la retourner au déclarant ou à toute autre personne susceptible de fournir les renseignements manquants et demander que la déclaration soit complétée et retournée dans les 30 jours.

7. Les renseignements sont fournis au meilleur de la connaissance personnelle du déclarant, lequel doit indiquer son absence de connaissance personnelle de certains faits ou sa source d'information s'il y a lieu.

8. Le ministre procède à la correction de toute déclaration faite en vertu des articles 45, 46 ou 47 de la Loi lorsqu'il vient à sa connaissance que telle correction est nécessaire pour rendre la déclaration conforme à la réalité.

SECTION I

DÉCLARATIONS DE NAISSANCES

9. Contenu de la déclaration : Une déclaration de naissance au sens de l'article 45 de la Loi doit être faite à l'occasion de chaque accouchement.

S'il s'agit d'un enfant né vivant, le formulaire SP-1 produit à l'annexe 1 doit être rempli.

S'il s'agit d'un enfant mort-né ou du produit d'un avortement spontané ou thérapeutique, pesant 500 grammes ou plus, le formulaire SP-4 produit à l'annexe 4 doit être rempli.

Tout formulaire rempli doit être transmis au Registre de la population, ministère des Affaires sociales, Québec, au plus tard 8 jours après l'accouchement.

10. Établissement : Lorsqu'un accouchement a lieu dans un établissement, il appartient au directeur général de voir à ce que la déclaration de naissance soit remplie et transmise conformément à la Loi et au présent règlement.

11. Si l'accouchement a lieu ailleurs que dans un établissement, le médecin qui a assisté la mère ou, si aucun médecin n'a assisté la mère, l'infirmière, la sage-femme ou la personne qui l'a assistée est responsable de voir à ce que la déclaration soit remplie et transmise.

12. Jumeaux : Si un accouchement donne lieu à plus d'un produit de conception, un formulaire doit être rempli pour chacun d'entre eux et l'ordre d'arrivée doit être indiqué.

13. Le déclarant remet à la mère de l'enfant, à son père ou à son gardien une attestation qu'une déclaration de naissance a été faite conformément à la Loi et au présent règlement.

14. Enfant trouvé : Un établissement, un organisme ou une personne qui accepte de prendre en charge un enfant trouvé vivant et apparemment âgé de moins d'un an, doit remplir et transmettre un formulaire SP-1 produit à l'annexe 1 dans les 8 jours suivant cette prise en charge ; la mention « enfant trouvé » doit alors être inscrite au lieu et place des informations non disponibles.

15. Le fonctionnaire de l'état civil qui rédige un acte de naissance conformément au Code civil doit exiger que lui soit remise une attestation de la déclaration de naissance.

SECTION II

DÉCLARATIONS DE MARIAGES

16. Contenu de la déclaration : Une déclaration de mariage au sens de l'article 46 de la Loi doit être faite par le célébrant en remplissant le formulaire SP-2 produit à l'annexe 2.

17. Transmission : Le formulaire dûment rempli doit être transmis au Registre de la population, ministère des

Affaires sociales, Québec, au plus tard 8 jours après la célébration du mariage. Une copie du formulaire doit en outre être remis aux époux.

SECTION III DÉCLARATIONS DE DÉCÈS

18. Contenu de la déclaration : Une déclaration de décès au sens de l'article 47 de la Loi doit être effectuée en remplissant le formulaire SP-3 produit à l'annexe 3 et transmise au Registre de la population, ministère des Affaires sociales, Québec, au plus tard 72 heures après la constatation du décès.

19. Cause de la mort : La cause de la mort doit être indiquée de la façon la plus précise possible, exposant le nom de la maladie dont souffrait le décédé ou, en cas de mort violente, les circonstances de la mort.

20. Délai : Lorsqu'un décès survient dans un établissement, la partie de la déclaration relative à la certification médicale du décès doit être remplie dans les 18 heures qui suivent le décès sauf dans les cas dont le coroner doit prendre charge conformément à la Loi sur les coroners (L.R.Q., c. C-68).

21. Condition préalable : Un embaumeur, un directeur de funérailles ou une autre personne ne peut prendre possession d'un cadavre ni effectuer sur lui quelque opération sans que lui soit remise une attestation de la déclaration de décès ; il doit la conserver pendant au moins 5 années dans un endroit facile d'accès et l'exhiber sur demande à tout enquêteur nommé en vertu de la Loi.

22. Le déclarant doit indiquer l'endroit et le moment précis du décès.

23. Navire : Un décès survenant à bord d'un navire, d'un train ou d'un avion doit être déclaré si la personne décédée résidait au Québec.

24. Jugement déclaratif de décès : Lorsqu'un jugement déclaratif de décès est prononcé, le protonotaire du district où le jugement est rendu doit transmettre sans délai, à l'adresse mentionnée à l'article 18, une copie du certificat de décès qu'il délivre conformément à l'article 72 du Code civil.

25. Cadavres trouvés : Lorsqu'un cadavre humain est trouvé et que le coroner ne fixe pas la date et le lieu du décès, le ministre peut déterminer le moment présumé du décès comme étant le point milieu entre le moment de la disparition de la personne et le moment de la découverte de

son cadavre ; si le moment de la disparition n'est pas connu, la date de la découverte du cadavre est considérée comme la date du décès.

26. Lorsque le cadavre d'une personne décédée hors du Québec est introduit au Québec, la personne ayant responsabilité du transport du cadavre doit voir à ce qu'un formulaire SP-3 produit à l'annexe 3 soit transmis à l'adresse mentionnée à l'article 18.

SECTION IV DÉCLARATIONS D'ADOPTIONS

27. Le greffier du tribunal qui a rendu un jugement d'adoption ou, dans le cas d'un jugement d'adoption prononcé en dehors du Québec, les personnes déclarées parents adoptifs en vertu d'un tel jugement, doivent adresser sans délai copie de ce jugement à l'adresse mentionnée à l'article 18.

CHAPITRE II MALADIES

SECTION I MALADIES À DÉCLARATION OBLIGATOIRE

28. Liste des maladies à déclaration obligatoire : Les maladies suivantes sont à déclaration obligatoire :

a) le botulisme ; le charbon ; le choléra ; la fièvre jaune ; la peste ; la toxi-infection alimentaire de nature épidémique ; la variole ;

b) l'amibiase ; la brucellose ; la diphtérie ; la dysenterie à bacillaire ; l'encéphalite à arthropodes ; les fièvres entériques dues à d'autres salmonelloses ; la fièvre pourprée des Montagnes Rocheuses ; la fièvre Q ; la fièvre récurrente ; la fièvre typhoïde et paratyphoïde ; la gastro-entérite et autres syndromes dus à yersinia entérococolitica ; l'hépatite infectieuse et sérique ; la lèpre ; la méningite à méningo ; la méningite aseptique à entérovirus ; le paludisme ; la poliomyélite paralytique ; la psittacose ; la rage ; le tétanos ; la tuberculose ; la tularémie ; la trichinose ; le typhus ;

c) la coqueluche ; les oreillons ; la rougeole ; la rubéole.

29. Les maladies énumérées au paragraphe a de l'article 28 doivent être déclarées par téléphone ou télégramme dès qu'elles sont découvertes en plus d'être déclarées par écrit dans les 48 heures.

Celles qui sont énumérées au paragraphe b doivent être déclarées par écrit dans les 48 heures.

Celles qui sont énumérées au paragraphe *c* doivent être déclarées par écrit chaque semaine.

30. La déclaration écrite d'une maladie visée à chacun des paragraphes *a* ou *b* de l'article 28 doit comprendre le diagnostic, le résultat des examens de laboratoire le cas échéant, la date du début de la maladie, les nom, prénom, adresse, âge, sexe et occupation de la personne atteinte.

La déclaration d'une maladie visée au paragraphe *c* de l'article 28 doit comprendre le diagnostic, la date du début de la maladie, l'âge et le sexe de la personne atteinte.

Toute déclaration d'une maladie visée à l'article 28 ou d'une maladie vénérienne doit être adressée au Service des maladies infectieuses, ministère des Affaires sociales, Québec.

31. Les cas de maladies à déclaration obligatoire constatés dans un centre hospitalier doivent être rapportés quotidiennement au directeur des services professionnels ou au directeur général, lequel fait les déclarations visées à l'article 5 de la Loi.

Le directeur des services professionnels ou le directeur général doit en outre remettre copie de toute déclaration au chef du département de santé communautaire du centre, s'il y en a un, ou, s'il n'y en a pas, transmettre telle copie au chef du département de santé communautaire du centre hospitalier le plus rapproché où existe un tel département.

32. La déclaration d'un cas de maladie vénérienne doit mentionner par écrit le diagnostic et la phase de la maladie au moment de la déclaration, le résultat des examens de laboratoire ou la nature du traitement projeté ou en cours. S'il s'agit d'une femme enceinte, la déclaration doit mentionner également la date prévue pour l'accouchement. La déclaration doit être transmise au plus tard 48 heures après la connaissance du déclarant.

33. Lorsqu'un pathologiste, un coroner ou un médecin légiste constate ou est informé qu'une personne décédée souffrait d'une maladie à déclaration obligatoire, il doit sans délai faire une déclaration conformément à l'article 31.

SECTION II MALADIES À TRAITEMENT OBLIGATOIRE

34. Toute personne atteinte d'une maladie vénérienne, de variole ou de tuberculose en phase contagieuse doit se rapporter sans délai à un médecin afin de recevoir les traitements requis pour sa condition et prévenir la contagion.

35. Le parent, le tuteur, le curateur ou le gardien d'une personne atteinte d'une maladie visée à l'article 34 doit faire en sorte que cette personne reçoive les traitements requis pour son état.

36. Une personne atteinte ou vraisemblablement atteinte de variole doit être immédiatement placée en situation d'isolement à sa résidence jusqu'à ce qu'une admission soit faite dans un centre hospitalier ayant les ressources nécessaires pour assurer le traitement.

Un centre hospitalier disposant des ressources nécessaires doit admettre d'urgence toute personne atteinte ou vraisemblablement atteinte de variole.

37. Un directeur des services professionnels ou un médecin qui a connaissance qu'une personne refuse, néglige ou cesse de suivre le traitement requis pour une maladie visée à l'article 34 doit en aviser le chef du Service des maladies infectieuses au ministère des Affaires sociales. Celui-ci peut alors :

- a)* charger un médecin de faire enquête ; ou
- b)* faire une requête conformément aux articles 12 et 13 de la Loi afin d'obtenir une ordonnance enjoignant à la personne de se soumettre à des traitements.

38. Le chef du Service des maladies infectieuses au ministère des Affaires sociales de même que le chef du département de santé communautaire d'un centre hospitalier doivent prendre les mesures nécessaires pour prévenir et enrayer la contagion et protéger la santé de la population lorsqu'une maladie à déclaration obligatoire leur a été signalée.

39. Un non-résident atteint d'une maladie visée aux paragraphes *a* ou *b* de l'article 28 ne peut être admis sur le territoire du Québec que sur autorisation écrite du ministre.

40. Tout employeur doit s'assurer que toute personne à son service qui agit à titre de manipulateur d'aliments, de préposé aux soins de malades ou à la garde des enfants, se soumette aux examens cliniques et diagnostiques ainsi qu'aux mesures de prophylaxie déterminées par le chef de département de santé communautaire.

41. Lorsqu'une personne est appréhendée ou incarcérée pour un délit sexuel ou comme prostituée ou proxénète, elle doit se soumettre à un examen visant à déterminer si elle est atteinte d'une maladie vénérienne. Si la personne est vraisemblablement atteinte d'une maladie vénérienne, elle doit subir le traitement approprié.

CHAPITRE III

CONDITIONS DE PRÉPARATION, D'EMBAUMEMENT, DE CRÉMATION OU D'INCINÉRATION DES DÉFUNTS, LES PERSONNES POUVANT EFFECTUER CES OPÉRATIONS ET LES ENDROITS OÙ ELLES PEUVENT ÊTRE CONDUITES

Dispositions générales

42. Un directeur de funérailles ou un embaumeur qui prend possession d'un cadavre humain contenant possiblement des radioisotopes doit prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les membres de son personnel appelés à manipuler le cadavre et doit faire en sorte d'éliminer toute source radioactive.

Toute source scellée de radioactivité doit être retirée d'un cadavre avant son embaumement ou crémation.

43. Aucune photographie d'un cadavre humain ne peut être prise, sauf sous autorité du ministère de la Justice ou avec le consentement écrit du conjoint de la personne ou de l'un de ses plus proches parents.

SECTION I

EMBAUMEMENT

44. Toute installation servant à des opérations d'embaumement doit avoir une dimension d'au moins 13 mètres carrés de plancher par table d'embaumement et doit être exclusivement utilisée à cette fin. Elle doit être isolée par des murs ou des parois adéquats.

45. Telle installation doit comprendre une table recouverte d'acier inoxydable ou de porcelaine vitrifiée et les armoires nécessaires pour ranger les instruments d'embaumement. Les murs et l'ameublement doivent être faits de matériaux facilement lavables. Les planchers doivent être faits de tuiles ou de tout autre matériau non poreux et résistant à l'eau et posséder des drains pour l'évacuation de l'eau. Un évier en fonte émaillée ou en acier inoxydable doit être constamment maintenu en bon état.

46. L'installation doit comprendre un service d'eau chaude et d'eau froide, sous pression et en quantité suffisante pour les opérations qui s'y font de même que pour le nettoyage de la pièce ; les eaux résiduelles ou usées doivent se déverser dans l'égout collecteur ou dans une fosse septique adéquate.

47. L'installation doit profiter d'un système de ventilation naturelle ou artificielle suffisant pour y assurer la salubrité.

48. Les lieux d'embaumement et l'équipement utilisé doivent être entretenus avec la plus grande propreté ; après chaque opération, les lieux doivent être nettoyés à grande eau et au savon puis lavés avec une solution antiseptique.

49. Un embaumement doit être effectué au moyen d'un liquide désinfectant approprié autre que le formol.

50. Aucun embaumement ne peut avoir lieu avant 6 heures après la constatation du décès.

51. Tout cadavre humain qui doit être exposé pendant plus de 24 heures ou dont l'exposition commence plus de 18 heures après le décès doit être embaumé.

Toutefois, le cadavre d'une personne décédée de la variole, de la peste ou du choléra ne peut être embaumé. Il doit être incinéré sans délai.

52. Un cadavre humain doit être conservé à une température inférieure à 5°C avant d'être embaumé ou incinéré.

53. Le détenteur d'un permis d'embaumeur et le personnel qu'il emploie doivent effectuer leur travail prudemment, avec l'attention et le soin requis afin de prévenir tout danger de contamination ; ils doivent éviter toute mutilation du corps de l'être humain décédé et toute atteinte inutile à son intégrité physique.

54. Pour effectuer leur travail, l'embaumeur et le personnel qu'il emploie doivent être munis d'un sarrau imperméable, d'un couvre-chef et de gants de caoutchouc ; ces vêtements doivent être lavés après chaque opération.

55. Si des organes doivent être enlevés au cours de l'embaumement, ils doivent être placés dans des récipients étanches et remplacés ensuite dans le corps de l'être humain décédé.

Le sang, les sécrétions et les excréments doivent être recueillis au moyen de récipients appropriés et être jetés d'une manière sanitaire en les vidant dans une cuvette de toilette à chasse d'eau ou dans un évier-vidoir spécial ; il est cependant interdit de jeter d'autres matières provenant du corps d'un être humain décédé.

56. Tout le matériel, les objets ou les substances irrécupérables ayant servi aux opérations d'embaumement doivent être brûlés dans un fourneau ou un incinérateur spécial.

57. Un embaumeur ne peut procéder à l'embaumement d'un cadavre lorsqu'il soupçonne ou est informé que la personne est décédée des suites d'un accident, d'un homi-

cide, d'un suicide ou d'une autre cause non naturelle avant d'avoir obtenu une autorisation d'un coroner, du ministre ou d'un médecin à qui celui-ci a donné par écrit le pouvoir de délivrer telles autorisations.

SECTION II CRÉMATION

58. Personne effectuant les crémations : Une incinération ou crémation du corps d'un être humain décédé ne peut être effectuée que sur autorisation écrite d'un coroner.

Un établissement ne peut toutefois procéder à la crémation d'un enfant mort-né qu'avec l'autorisation du coroner, ainsi qu'avec l'autorisation du père ou de la mère de l'enfant, et après qu'un formulaire SP-4 produit à l'annexe 4 ait été dûment rempli.

Hors d'un établissement, seul un détenteur d'un permis de directeur de funérailles autorisant à procéder à des crémations peut y procéder.

59. Une crémation ne peut être effectuée que dans un crématorium aménagé et opéré de façon à prévenir tout danger de contamination et éviter toute pollution. Telle installation doit être notamment pourvue d'un four en pierre à feu constamment tenu en bon état.

60. Les cendres provenant d'une crémation doivent être enterrées dans un cimetière ou déposées dans une boîte ou urne de métal identifiée au nom du défunt et conservées dans un columbarium à moins que le défunt n'ait manifesté par écrit le désir qu'il en soit disposé autrement.

61. Un columbarium ne peut être possédé, opéré et maintenu que par une personne détenant un permis de directeur de funérailles l'autorisant à maintenir un columbarium.

La personne qui maintient un columbarium ne peut jamais se départir des cendres qui y sont conservées et doit tenir un registre permettant l'identification de toutes les boîtes ou urnes contenant des cendres.

Toute installation servant de columbarium doit être à l'épreuve du feu.

62. Coroner : Un coroner ne délivre une autorisation de crémation que s'il est en mesure d'établir la cause du décès, à partir d'un diagnostic médical confirmé par la déclaration de décès.

En cas de doute, le coroner doit faire procéder à une autopsie. Il doit ensuite remplir le formulaire SP-3 produit à l'annexe 3 et l'adresser au ministre.

63. Aucune crémation ne peut avoir lieu avant 12 heures après la constatation du décès.

CHAPITRE IV DÉSINFECTION, CADAVRES CONTAGIEUX, ANIMAUX CONTAGIEUX

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES SUR LA DÉSINFECTION

64. Dans tout lieu où séjournent ou ont séjourné des malades atteints d'une maladie énumérée aux paragraphes *a* et *b* de l'article 28, y compris une chambre située dans un établissement, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour prévenir la dissémination des agents infectieux et la contamination.

Il est notamment obligatoire de :

a) brûler les articles à usage unique comme les papiers ou les pansements et les objets de peu de valeur possiblement souillés ou contaminés ;

b) nettoyer et désinfecter séparément les couvertures de lit, taies d'oreillers, draps, vêtements de nuit, serviettes, débarbouillettes et autres pièces de lingerie ou de vêtements utilisés par les malades ou s'étant trouvés dans le lieu ;

c) laver séparément et stériliser la vaisselle, la verrerie et les ustensiles étant entrés en contact avec le malade ;

d) détruire les aliments servis au malade mais non utilisés ;

e) nettoyer et désinfecter immédiatement toute pièce d'instrument et d'appareil ayant servi au soin et au traitement du malade ;

f) verser dans une toilette reliée à un réseau public d'égout tous les excréments du malade. S'il n'existe pas de réseau public d'égout, les excréments doivent être désinfectés avant d'être jetés.

65. Une personne qui entre en contact avec une personne atteinte d'une maladie énumérée aux paragraphes *a* et *b* de l'article 28 ou qui pénètre dans la chambre de celle-ci doit porter un vêtement protecteur.

La personne doit se laver et se brosser soigneusement les mains avant de sortir du lieu où séjourne le malade.

Aucun animal ne peut être admis.

Les planchers doivent être nettoyés adéquatement et désinfectés ; le balayage à sec n'est pas suffisant.

66. Au départ du malade, le lieu où il a séjourné et tout son contenu doivent être désinfectés au moyen d'un procédé physique, chimique ou biologique efficace.

Tout ce qui a été souillé par une matière organique provenant du malade doit être soigneusement nettoyé. Les surfaces et les objets lavables doivent être lavés avec de l'eau et du savon ou du détergent ; les objets non lavables doivent être nettoyés à sec.

67. Toute personne chargée du soin de malades visés à l'article 64 doit utiliser constamment des techniques assurant la complète asepsie des opérations qu'elle conduit et de l'équipement qu'elle utilise.

68. Tout médecin pratiquant un accouchement doit appliquer dans les yeux du nouveau-né, immédiatement après la naissance, un médicament efficace pour la prévention de l'ophtalmie purulente.

SECTION II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CADAVRES DES PERSONNES DÉCÉDÉES DE MALADIES TRANSMISSIBLES

69. Lorsqu'une personne décède d'une maladie énumérée aux paragraphes *a* et *b* de l'article 28, l'établissement où elle est décédée ou, si telle personne est décédée ailleurs que dans un établissement, le dernier médecin l'ayant soignée doit informer de la cause du décès toute personne appelée à manipuler ou prendre charge du cadavre et lui indiquer les dispositions à prendre pour prévenir la contagion.

70. Toute personne manipulant ou prenant charge du cadavre d'une personne décédée des suites d'une maladie visée à l'article 28 doit prendre les mesures nécessaires pour empêcher la dissémination de l'infection lors de l'autopsie, de l'expertise, du transport, de l'embaumement, de la crémation ou de l'inhumation et doit assurer la désinfection des locaux, véhicules, objets et autres instruments de travail.

71. Aucune restriction sanitaire supplémentaire ne s'impose au sujet de l'exposition, du transport, des funérailles, de l'inhumation ou de la crémation du cadavre d'une personne décédée d'une maladie visée à l'article 28 autre que la variole, la peste ou le choléra, pourvu que tel cadavre ait été embaumé.

Toutefois, si un tel cadavre n'a pas été embaumé :

a) les orifices naturels du cadavre doivent être obturés avec du coton absorbant imbibé de liquide désinfectant ;

b) le cadavre doit être lavé avec un liquide désinfectant et enfermé immédiatement dans un cercueil scellé ; tel cercueil peut toutefois être pourvu d'une vitre ;

c) le transport du cadavre ne peut être effectué qu'avec la permission du chef du département de santé communautaire ou du directeur des services professionnels du centre hospitalier le plus rapproché ;

d) l'inhumation ou la crémation doit être faite dans les 36 heures du décès ; et

e) le cadavre ne doit pas être déposé dans un charnier public.

SECTION III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ANIMAUX ATTEINTS DE MALADIES TRANSMISSIBLES

72. Un animal atteint ou vraisemblablement atteint d'une maladie transmissible à l'homme ne peut être donné ou vendu.

73. Le propriétaire ou toute personne ayant la garde ou la charge d'un animal atteint d'une maladie transmissible à l'homme doit l'isoler dans un local ou un enclos particulier.

74. Quiconque est entré en contact avec un animal atteint d'une maladie transmissible à l'homme doit changer de vêtements et de chaussures et se laver les mains avant de réintégrer un lieu d'habitation humain.

Pendant la maladie de l'animal, ses restes de nourriture, la litière, les excréments et le sang doivent être brûlés.

75. Après la guérison ou la mort de l'animal, le local ou l'enclos qu'il occupait ainsi que les objets contaminés doivent être nettoyés et désinfectés.

76. Si un animal meurt de charbon bactérien, son cadavre doit être incinéré. Si le diagnostic de charbon bactérien a été posé après l'écorchement, la peau doit être retracée, identifiée par le propriétaire de l'animal et incinérée.

S'il est impossible de retracer la peau d'un animal mort de charbon bactérien parmi les autres peaux d'un acheteur ou tanneur, celui-ci doit désinfecter toutes les peaux qu'il possède.

77. Il doit être disposé de tout animal mort d'une maladie transmissible à l'homme de façon à prévenir la dissémination de l'infection.

78. Tout animal familial atteint d'une maladie transmissible à l'homme doit être isolé par son propriétaire ou celui qui en a la garde.

Lorsque le propriétaire fait défaut d'isoler l'animal, le chef du département de santé communautaire d'un centre hospitalier peut le faire saisir, isoler, traiter, détruire ou faire détruire.

Le coût de ces opérations doit être défrayé par le propriétaire de l'animal.

Les mesures ordonnées par le chef du département de santé communautaire prennent fin lorsque celui-ci l'ordonne.

79. Tout importateur, vendeur ou éleveur d'oiseaux aptes à développer la psittacose aviaire ou à devenir porteurs de germes, doit tenir un registre écrit mentionnant la provenance des oiseaux, le nom et l'adresse des acheteurs et la date des transactions.

Avant de vendre un oiseau, il doit obtenir d'un médecin vétérinaire une certification écrite à l'effet que l'oiseau ne souffre pas de psittacose aviaire.

80. Le propriétaire d'un oiseau atteint de psittacose aviaire doit confier tous ses oiseaux aux soins d'un médecin vétérinaire jusqu'à leur complète guérison ou les détruire.

81. Nul ne peut vendre ou distribuer des tortues ou des oeufs de tortues lorsqu'il y a des raisons de croire qu'ils peuvent constituer un risque de contamination.

CHAPITRE V DÉTERMINATION DE CERTAINS LIEUX, CAMPS FORESTIERS OU INSTALLATIONS TEMPORAIRES SITUÉS HORS D'ACCÈS DES ÉTABLISSEMENTS OÙ DOIVENT ÊTRE FOURNIS DES SERVICES DE SANTÉ COURANTS

82. Tout employeur qui se propose d'établir ou d'opérer un camp forestier ou des installations temporaires doit aviser le ministre au moins 3 semaines avant le début des opérations.

83. Lorsqu'un camp forestier ou des installations temporaires regroupent plus de 25 personnes et sont situés à plus de 80 kilomètres d'un centre hospitalier ou d'un centre local de services communautaires, la personne responsable de ce camp ou de ces opérations doit prendre les mesures nécessaires pour que des services de santé courants soient fournis.

84. Un employeur doit exiger de toute personne à son service qui agit comme manipulateur d'aliments dans un camp forestier ou des installations visées à l'article 83, un

certificat de santé délivré depuis moins de 12 mois attestant :

- a) qu'il n'est pas atteint de la tuberculose ; et
- b) qu'il n'est pas porteur de germes de salmonellose, ni atteint d'une maladie à déclaration obligatoire pouvant se transmettre par les aliments.

CHAPITRE VI MODALITÉS DE DÉLIVRANCE DES AUTORISATIONS SPÉCIALES DE TRANSPORT DES DÉFUNTS

85. Aucune autorisation n'est nécessaire pour le transport d'un cadavre humain d'un lieu à un autre à l'intérieur des limites du Québec.

86. Copie de la déclaration : Lorsqu'un cadavre doit être transporté d'un lieu à un autre au Québec par transport public, une attestation de la déclaration de décès doit être en la possession de la personne ayant charge et surveillance du cadavre.

En outre, une enveloppe contenant une autre attestation de la déclaration de décès et portant la mention « déclaration de décès » doit être solidement fixée à la caisse contenant le cercueil.

87. Autorisation spéciale : Avant de délivrer une autorisation spéciale pour l'entrée d'un défunt au Québec ou le transport d'un défunt hors du Québec, le ministre ou la personne qu'il a autorisée en vertu de l'article 52 de la Loi peut faire procéder à une autopsie.

L'autorisation spéciale ne peut être donnée qu'à un directeur de funérailles.

Le directeur de funérailles ayant obtenu l'autorisation spéciale doit sceller le cercueil.

88. Conservation : Le directeur de funérailles ayant obtenu une autorisation spéciale doit la conserver, ainsi qu'une attestation de la déclaration de décès, pendant 5 ans, dans un endroit facilement accessible et doit l'exhiber sur demande à tout enquêteur nommé en vertu de la Loi.

89. Cadavre exhumé : Une autorisation spéciale pour le transport hors du Québec d'un cadavre exhumé ne peut être délivrée que sur la preuve que les prescriptions de l'article 16 de la Loi sur les inhumations et exhumations (L.R.Q., c. I-11) ont été respectées.

CHAPITRE VII

CONDITIONS DE DÉLIVRANCE DES PERMIS

90. Les permis sont délivrés :

- a) pour pouvoir embaumer des défunts ou pratiquer la thanatopraxie ;
- b) pour agir comme directeur de funérailles ;
- c) pour l'opération d'un laboratoire ; ou
- d) pour l'opération d'un service d'ambulance.

Plusieurs permis peuvent être délivrés à la même personne à des fins différentes.

91. Un permis pour l'opération d'un laboratoire peut être délivré dans l'un ou l'autre des secteurs d'activités suivants ou plus d'un à la fois :

- a) pour la fabrication et la réparation de prothèses ou orthèses ;
- b) pour examens et analyses de biologie médicale ;
- c) pour examens en radio-isotopes ou en radiologie.

92. Les permis de laboratoire visés dans le paragraphe a de l'article 91 sont délivrés pour un ou plusieurs des domaines d'opération suivants :

- a) orthèses orthopédiques ;
- b) prothèses orthopédiques ;
- c) orthèses du pied ;
- d) orthèses podiatriques ;
- e) prothèses dentaires.

93. Les permis de laboratoire visés au paragraphe b de l'article 91 sont délivrés pour l'un ou l'autre des domaines d'opérations suivants ou plus d'un à la fois :

- a) anatomopathologie ;
- b) biochimie ;
- c) microbiologie ;
- d) hématologie.

Les opérations visées au paragraphe b du premier alinéa incluent, en outre de la biochimie proprement dite, les examens de routine suivants : hémogramme, hémoglobine, hématocrite, prothrombine, temps de saignement, temps de coagulation, vitesse de sédimentation, isolement de bactéries, antibiogramme.

Les opérations visées au paragraphe c du premier alinéa incluent la bactériologie, la mycologie, la parasitologie et la virologie.

Les opérations visées au paragraphe d du premier alinéa incluent l'immunologie et le maintien d'une banque de sang. Elles incluent aussi les examens de routine visés au deuxième alinéa.

94. Un permis de laboratoire de radiologie diagnostique peut être délivré pour les catégories de laboratoire suivantes :

- a) laboratoire de radiologie diagnostique générale ;
- ou

b) laboratoire de radiologie diagnostique spécifique dans l'un ou l'autre des champs d'activités suivants : médecine, médecine dentaire, podiatrie et chiropratique.

95. Toute requête pour l'émission ou le renouvellement d'un permis doit être faite par écrit. Si toutefois, une requête est relative à un permis visé au paragraphe d du premier alinéa de l'article 90, elle doit comprendre les éléments suivants :

- a) l'identification du requérant, soit ses nom, prénom, adresse, date de naissance, numéro de téléphone, titre ou fonction principale au sein de la corporation, société ou association pour le bénéfice de laquelle le permis est demandé ;
- b) l'identification de l'entreprise, soit sa raison sociale ou son nom corporatif et son adresse ;
- c) la preuve d'assurance-responsabilité exigée par l'article 105 ; et
- d) les renseignements suivants :
 - i. le nombre de véhicules utilisés par la corporation, société ou association pour le bénéfice de laquelle le permis est demandé ;
 - ii. le nom de la municipalité où ces véhicules sont stationnés ;
 - iii. les tarifs en vigueur.

96. Tous les permis sont délivrés au nom d'une personne physique.

Un permis de directeur de funérailles, de laboratoire ou de service d'ambulance peut toutefois être délivré au nom d'une personne physique pour le bénéfice d'une corporation, société ou association.

Si le requérant d'un permis de laboratoire ou de directeur de funérailles agit pour le bénéfice d'une corporation, société ou association, il doit, en plus de remplir les autres conditions prévues au présent règlement, avoir pour occupation principale de travailler pour cette corporation, société ou association.

La personne qui détient le permis au bénéfice d'une corporation, société ou association est responsable des activités et opérations effectuées au sens de la Loi et du présent règlement par cette corporation, société ou association.

97. Un permis d'embaumeur ne peut être délivré qu'à une personne qui :

- a) est âgée de 18 ans ou plus ;
- b) est domiciliée au Québec ;
- c) est détentrice d'un diplôme de l'Institut de Thanatologie du Québec, créé en vertu de l'article 10 de la Loi des directeurs de funérailles et embaumeurs du Québec (S.Q., 1960-61, c. 152) ou de toute autre institution d'enseignement reconnue équivalente par le ministre ;
- d) démontre une connaissance suffisante des lois et règlements relatifs aux embaumeurs.

98. Un permis de directeur de funérailles ne peut être délivré qu'à une personne qui :

- a) est âgée de 21 ans ou plus ;
- b) est domiciliée au Québec ;
- c) est elle-même propriétaire ou locataire ou agit pour le bénéfice d'une corporation, société ou association qui est propriétaire ou locataire d'installations comprenant une salle d'exposition d'au moins 35 mètres de surface et tout le matériel nécessaire pour coordonner les services ;
- d) démontre une connaissance suffisante des lois et règlements relatifs aux directeurs de funérailles.

Le permis de directeur de funérailles indique si le détenteur peut procéder à la crémation de cadavres et maintenir un columbarium.

Dans le cas où un permis de directeur de funérailles est délivré à une personne agissant pour le bénéfice d'une compagnie de cimetière uniquement pour procéder à la crémation de cadavres et maintenir un columbarium, il n'est pas obligatoire pour telle compagnie de disposer des installations visées au paragraphe c du premier alinéa.

99. 1) Sous réserve du paragraphe c de l'article 69 de la Loi, un permis de laboratoire autre qu'un permis de laboratoire de radiologie diagnostique ne peut être délivré qu'à une personne qui :

- a) est âgée de 21 ans ou plus ;
- b) est de citoyenneté canadienne et domiciliée au Québec depuis au moins 12 mois ;
- c) est propriétaire ou locataire d'installations, ou agit pour le compte d'une corporation, société ou association

ayant son siège social au Québec, propriétaire ou locataire d'installations, qui sont conformes aux normes édictées à la section I du chapitre VIII. Le personnel travaillant dans ces installations doit posséder les qualités requises en vertu du présent règlement.

2) Un permis de laboratoire de radiologie diagnostique ne peut être délivré qu'à une personne physique qui :

- a) est âgée de 21 ans ou plus ;
- b) i. est propriétaire ou locataire d'installations conformes aux normes édictées à la section II du chapitre VIII ;
- ii. agit pour le compte d'une société ou association, propriétaire ou locataire d'installations conformes aux normes édictées à la section II du chapitre VIII, dont les membres font partie d'une des corporations visées aux troisième et quatrième paragraphes ; ou
- iii. agit pour le compte d'une institution d'enseignement ou de recherche reconnue par le ministre de l'Éducation propriétaire ou locataire d'installations conformes aux normes édictées à la section II du chapitre VIII.

Le personnel travaillant dans ces installations doit posséder les qualités requises en vertu du présent règlement ;

c) a fourni une liste des appareils à rayons X de son laboratoire précisant le nom du fabricant, le modèle et le numéro de série de ces appareils ; et

d) satisfait aux exigences édictées par la Loi et par le présent règlement.

3) Un permis de laboratoire de radiologie diagnostique générale ne peut être délivré qu'à une personne qui détient un certificat de spécialiste en radiologie diagnostique délivré par la Corporation professionnelle des médecins du Québec.

4) Un permis de laboratoire de radiologie diagnostique spécifique ne peut être délivré qu'à une personne qui est membre d'une corporation professionnelle dont les membres sont habilités par la Loi à faire de la radiologie sur les êtres vivants et, lorsque cette Loi l'exige, détient un permis délivré conformément aux articles 186 et 187 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

100. Lorsqu'une même personne est propriétaire ou locataire de plusieurs laboratoires, un seul permis peut être délivré. Ce permis doit toutefois énumérer tous les laboratoires qu'il vise ainsi que les centres de prélèvement aménagés hors d'un établissement qui leur sont reliés et indiquer les secteurs d'activités dans lesquels chacun des laboratoires peut opérer ou les opérations qu'il peut effectuer. En tel cas, chacun des laboratoires visés par le permis

doit être conforme aux dispositions du présent règlement qui lui sont applicables.

101. Un permis de service d'ambulance ne peut être délivré qu'à une personne qui :

- a) est âgée de 21 ans ou plus ;
- b) est domiciliée au Québec depuis au moins 12 mois ;
- c) est elle-même propriétaire ou locataire ou agit pour le bénéfice d'une corporation, société ou association, ayant son siège social au Québec, qui est propriétaire ou locataire de véhicules munis de l'équipement conforme aux spécifications décrites par le chapitre IX et dont le personnel a les qualités requises par ce chapitre.

102. Malgré l'article 99, le ministre délivre un premier permis de laboratoire de radiologie diagnostique à toute personne qui le 1^{er} janvier 1979 exploitait un tel laboratoire depuis au moins le 17 avril 1974, à la condition que la demande de permis soit faite avant le 1^{er} juin 1979.

Un permis ne peut être renouvelé que si le requérant remplit les conditions énumérées au présent règlement

103. Une personne a droit d'obtenir un permis d'embaumeur nonobstant le paragraphe c de l'article 97 ou un permis de directeur de funérailles nonobstant le paragraphe c de l'article 97 si :

- a) elle procède à moins de 7 embaumements ou 7 funérailles par année ; et
- b) elle habite une municipalité ou un territoire de moins de 2 000 habitants situé à plus de 50 kilomètres d'une municipalité plus peuplée ; et
- c) telle municipalité ou territoire est situé dans la région de l'Outaouais, du Nord-Ouest, de la Côte-Nord ou du Nouveau-Québec dont le territoire est décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions (c. C-26, r.8).

104. La requête pour l'émission ou le renouvellement d'un permis de laboratoire doit être accompagnée d'une preuve d'assurance-responsabilité professionnelle envers les personnes examinées d'au moins 1 000 000 \$ par sinistre.

105. La requête pour l'émission ou le renouvellement d'un permis d'un service d'ambulance doit être accompagnée :

- a) d'une preuve d'assurance-responsabilité automobile d'au moins 1 000 000 \$ par sinistre ;

- b) d'une police d'assurance-responsabilité relative aux actes posés par les employés d'au moins 1 000 000 \$ par sinistre.

En cas de modification aux contrats d'assurance ou de l'annulation de ceux-ci, le détenteur d'un permis de service d'ambulance doit fournir au ministre un document signé par l'assureur qui a émis ces contrats, attestant les modifications apportées à ceux-ci ou leur annulation.

106. La requête pour le renouvellement d'un permis d'embaumeur, de directeur de funérailles, de laboratoire ou de service d'ambulance doit être faite avant le 1^{er} octobre de chaque année.

107. Un droit de 25 \$ est exigé pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis de service d'ambulance ou de laboratoire ; cette somme est multipliée par le nombre de véhicules ou le nombre de laboratoires opérés par le détenteur de permis ou la corporation, société ou association qu'il représente.

Un droit de 25 \$ est exigé pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis d'embaumeur.

Un droit de 50 \$ est exigé pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis de directeur de funérailles ; cette somme est multipliée par le nombre de salles d'exposition opérées par le détenteur de permis ou par la corporation, société ou association qu'il représente.

108. Tout service de police municipale au Québec, ainsi que la Sûreté du Québec, peut, dans les cas d'urgence, agir comme s'il détenait un permis de service d'ambulance délivré aux termes de la Loi et du présent règlement.

Toutefois, une municipalité qui opère un service régulier d'ambulance doit se conformer à la Loi et au présent règlement.

109. Le détenteur de permis ou la corporation, société ou association qu'il représente ne peut avoir à son emploi des personnes âgées de moins de 18 ans.

Il doit en outre tenir sur chacun de ses employés un dossier contenant :

- a) un certificat de santé délivré il y a moins de 12 mois, établissant que l'employé n'est porteur d'aucun agent infectieux ;
- b) une attestation des diplômes dont l'employé est titulaire ;
- c) un document donnant les nom, prénom, adresse, âge, sexe et occupation antérieure de l'employé.

110. En outre de respecter les autres conditions prévues au présent chapitre, le ministre ne délivre ou ne renouvelle pas un permis :

a) si le requérant est un failli non libéré ou si la corporation, société ou association qu'il représente est en faillite ou insolvable ;

b) si au cours des 2 années précédant la requête, le requérant a été déclaré coupable personnellement ou si la corporation, société ou association qu'il représente a été déclarée coupable :

i. d'une infraction à la Loi ou au présent règlement ;
ii. d'une infraction à la loi ou aux règlements d'une autre province sur les laboratoires, les ambulances ou la santé publique en général ; ou

c) si au cours des 5 années précédant la requête, le requérant a été déclaré coupable d'un vol ou d'une fraude, d'une tentative de vol ou de fraude ou d'une offense prévue au sous-paragraphe e du paragraphe 1 de l'article 189 du Code criminel (S.R.C., 1970, c. C-34).

111. Si le requérant agit pour le bénéfice d'une association, société ou corporation, un permis ne peut être délivré que si chacun des administrateurs ou officiers satisfait aux conditions de l'article 110.

CHAPITRE VIII NORMES D'ÉQUIPEMENT, DE FONCTIONNEMENT TECHNIQUE ET DE SALUBRITÉ DES LABORATOIRES ET DE LA QUALITÉ DU PERSONNEL Y EMPLOYÉ

Dispositions générales

112. Le détenteur d'un permis de laboratoire ou toute autre personne agissant en son nom ou au nom du laboratoire ne peut donner à quiconque, directement ou indirectement, des primes, cadeaux, échantillons ou ristournes destinés à attirer la clientèle.

113. Une liste des types d'examen et analyses faits dans un laboratoire, ainsi que du prix exigé au moment de la demande de permis pour chaque type d'examen ou analyse non assuré par la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., c. A-29), doit accompagner toute demande originale ou de renouvellement de permis.

Une liste des types de prothèses et orthèses non assurés par la Loi sur l'assurance-maladie, ainsi que du prix exigé au moment de la demande de permis pour chaque type de prothèse et orthèse, doit accompagner toute demande originale ou de renouvellement de permis.

114. Si une analyse ou examen, non assuré par la Loi sur l'assurance-maladie, a dû être envoyé à un autre laboratoire, la facturation au client doit être faite par le laboratoire ayant envoyé l'analyse ou l'examen et doit indiquer :

a) le nom et l'adresse du laboratoire ayant effectué l'analyse ou l'examen ;

b) le coût de l'analyse ou de l'examen demandé par ce laboratoire ;

c) et les frais accessoires.

115. Un dossier doit être tenu pour toute personne recevant des services. Ce dossier doit inclure l'identification de la personne, ses nom, selon l'acte de naissance, prénom, adresse, numéro d'assurance-maladie, âge et sexe ainsi que les demandes ou ordonnances faites par les professionnels ou les établissements et les rapports fournis.

SECTION I LABORATOIRES DE PROTHÈSES ET ORTHÈSES ET LABORATOIRES DE BIOLOGIE MÉDICALE

§1. Équipement

116. Tout équipement ou instrument utilisé dans un laboratoire de prothèses et orthèses ou un laboratoire de biologie médicale doit être entretenu pour assurer constamment son parfait fonctionnement.

117. Tout équipement dont le mauvais état peut constituer un danger pour la personne qui l'emploie doit être retiré ou remplacé sans délai.

118. Toute pièce d'équipement susceptible d'être étalonnée doit être vérifiée aussi souvent que l'exige un fonctionnement optimum, compte tenu des spécifications de l'appareil et des méthodes employées. Un registre contenant la date de vérification, l'identification de l'équipement ou de l'instrument, le résultat obtenu et la signature de la personne ayant procédé à la vérification doit être gardé à jour et rendu accessible à toute personne autorisée à faire une enquête conformément à la Loi.

119. Une hotte doit être fournie à tout membre du personnel dont la sécurité l'exige. Les hottes doivent être toujours en bon état de fonctionnement.

120. Des mesures de salubrité conformes aux normes généralement acceptées dans les laboratoires des centres hospitaliers doivent être prises pour éviter les dangers de contamination et d'épidémie. Les zones contaminées doivent être isolées des zones propres et de l'environnement extérieur.

Les produits employés doivent être placés dans des récipients identifiés et étiquetés ; ces récipients doivent indiquer les précautions que doit prendre l'utilisateur, les dangers que présente le produit et la date limite d'utilisation.

121. Tout examen à l'aide de radio-isotopes doit être fait en respectant les normes et règlements établis par la Commission de contrôle de l'énergie atomique.

122. 1) Dans tout laboratoire :

- a) des toilettes et des issues doivent être accessibles à quiconque se trouve dans le laboratoire ;
- b) des extincteurs au dioxyde de carbone contre les incendies doivent être installés dans toutes les pièces où sont effectués des examens. Ces appareils doivent être d'accès facile et à la vue de quiconque et le directeur du laboratoire doit faire en sorte que chaque membre du personnel soit informé de leur mode d'opération ;
- c) un endroit doit être aménagé pour accueillir les personnes qui se présentent pour des examens ou analyses ;
- d) un compartiment privé et isolé doit être aménagé pour les personnes requérant des services.

2) Dans un laboratoire de prothèses orthopédiques, toute partie ouverte au public ainsi que les ascenseurs y donnant accès s'il y a lieu et les toilettes mises à la disposition du public doivent être accessibles sans marche aux personnes par des portes d'une largeur d'au moins 80 centimètres.

123. Dans le local utilisé pour le laboratoire, toute prise de courant électrique doit avoir une fiche permettant de brancher un fil conducteur équipé d'une prise-terre.

124. Dans un laboratoire de biologie médicale :

- a) des douches de secours à haute pression facilement accessibles doivent être mises à la disposition du personnel lorsque celui-ci est exposé à des substances toxiques ou corrosives ;
- b) des couvertures contre le feu doivent être disponibles en tout temps dans des endroits bien identifiés et facilement accessibles. Des masques et gants contre les produits toxiques doivent être disponibles pour les membres du personnel lorsque leur sécurité l'exige ;
- c) le compartiment privé et isolé prévu au paragraphe d de l'article 122 doit contenir un lit ou une civière ainsi qu'un système d'appel facilement accessible ;
- d) des lieux sécuritaires d'entreposage doivent être prévus pour la mise en réserve des produits chimiques ou

biologiques afin d'éviter les dangers particuliers causés par leur volatilité ou leurs possibilités d'explosion.

§2. Personnel

125. Un laboratoire de prothèses et orthèses ou un laboratoire de biologie médicale doit être dirigé par un directeur employé à plein temps. Celui-ci est responsable de la qualité de tout le travail scientifique qui se fait à l'intérieur de ce laboratoire.

126. Le directeur d'un laboratoire est responsable :

- a) de l'embauche du personnel et de la qualité du personnel ;
- b) du choix des techniques à utiliser, de leur description, de leur révision et de l'accessibilité du personnel à l'information s'y rapportant ;
- c) de la répartition des tâches entre les membres du personnel en tenant compte des qualifications et de l'entraînement de chacun ;
- d) de l'établissement d'un programme de contrôle sur chaque technique utilisée, chacun des appareils employés, le matériel, les réactifs et les solutions ;
- e) de la mise en oeuvre des mesures de sécurité relatives à la santé du personnel et à la protection contre le feu, les brûlures, les explosions, l'inhalation de produits toxiques et les dangers de contamination ;
- f) de la protection de toute personne qui subit un examen ou se soumet à une analyse ;
- g) de ce que des membres compétents du personnel soient disponibles lorsque des personnes se présentent au laboratoire, notamment en cas de réaction à la suite de prélèvements ou d'injections.

127. Un laboratoire de prothèses ou orthèses orthopédiques doit être dirigé par une personne qui :

- a) dirigeait un laboratoire de prothèses ou orthèses orthopédiques au Québec le 1^{er} janvier 1975 et possédait à cette date une expérience d'au moins 10 ans dans le domaine des opérations effectuées dans son laboratoire ; ou
- b) détient un diplôme d'orthésiste ou de prothésiste selon le cas, d'une institution d'enseignement reconnue par le ministre de l'Éducation et possède une expérience d'au moins 5 ans dans la prise de mesures, la fabrication, l'ajustement, l'installation et la réparation de prothèses ou orthèses orthopédiques.

128. Un laboratoire d'orthèses du pied doit être dirigé par une personne qui :

a) dirigeait un laboratoire d'orthèses du pied au Québec le 1^{er} janvier 1978 et possédait à cette date une expérience d'au moins 10 ans dans le domaine de la fabrication et de l'ajustement de chaussures orthopédiques ; ou

b) détient un diplôme d'orthésiste du pied d'une institution d'enseignement reconnue par le ministre de l'Éducation et possède une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine de la fabrication et de l'ajustement de chaussures orthopédiques.

129. Un laboratoire d'orthèses podiatriques doit être dirigé par un membre de la Corporation professionnelle des podiatres du Québec.

Seules des opérations relevant du champ d'exercice des membres de la Corporation professionnelle des podiatres du Québec peuvent être effectuées dans ce laboratoire.

130. Un laboratoire de prothèses dentaires doit être dirigé par un membre de la Corporation professionnelle des denturologistes du Québec ou de la Corporation professionnelle des techniciens dentaires du Québec.

Seules des opérations relevant du champ d'exercice des membres de la Corporation professionnelle des denturologistes du Québec ou de la Corporation professionnelle des techniciens dentaires du Québec peuvent être effectuées dans ce laboratoire.

131. Pour occuper le poste de directeur d'un laboratoire de biologie médicale dans les secteurs de l'anatomopathologie ou de l'hématologie, une personne doit détenir un permis délivré par la Corporation professionnelle des médecins du Québec et un certificat de spécialiste dans le secteur dans lequel opère le laboratoire.

132. Pour occuper le poste de directeur d'un laboratoire de biologie médicale dans les secteurs de la biochimie ou de la microbiologie, une personne doit remplir l'une ou l'autre des conditions suivantes :

a) détenir un permis délivré par la Corporation professionnelle des médecins du Québec et un certificat de spécialiste dans le secteur dans lequel opère le laboratoire ;

b) détenir un permis délivré par la Corporation professionnelle des chimistes du Québec et un certificat de spécialiste dans le secteur dans lequel opère le laboratoire ;

c) détenir une maîtrise ou un doctorat d'une université canadienne ou américaine dans le secteur dans lequel opère le laboratoire et jouir dans ce secteur d'une expérience de laboratoire d'au moins 2 ans ;

d) détenir un baccalauréat en sciences reconnu par le ministre de l'Éducation, avec option dans le secteur dans

lequel opère le laboratoire et jouir dans ce secteur d'une expérience de laboratoire d'au moins 10 ans ; ou

e) détenir un baccalauréat en technologie médicale délivré par une institution canadienne ou américaine avant le 1^{er} janvier 1975 et jouir dans le secteur dans lequel opère le laboratoire d'une expérience de laboratoire d'au moins 10 ans.

133. Dans les laboratoires de biologie médicale, au moins 1 membre du personnel technique sur 3 doit être titulaire d'un diplôme en technologie médicale reconnu par le ministre de l'Éducation et être membre en règle de la Corporation professionnelle des technologistes médicaux du Québec.

134. Un dossier à jour doit être tenu sur chacun des membres du personnel d'un laboratoire et doit inclure un certificat annuel de santé attestant que la personne peut travailler dans un laboratoire, un duplicata de tout diplôme ou certificat d'études et l'attestation de l'enregistrement comme membre de toute association, corporation ou société professionnelle.

§3. Fonctionnement

1 — Examens et rapports

135. Toute fabrication d'une prothèse ou d'une orthèse et toute modification effectuée dans un laboratoire de prothèses ou orthèses doivent être faites suite à une ordonnance signée par un professionnel habilité à signer cette ordonnance par la loi régissant la corporation professionnelle à laquelle il appartient.

Des ajustements ou des réparations de prothèses ou d'orthèses peuvent être faits sans ordonnance lorsqu'il s'agit d'adapter un appareil ou d'en prolonger l'utilisation lorsque l'état physique de la personne n'a pas changé et si les ajustements ou réparations ne modifient pas l'ordonnance originale s'il y a lieu.

136. Tout travail effectué par un laboratoire de biologie médicale doit être effectué suite à une ordonnance signée par un professionnel habilité à signer cette ordonnance par la loi régissant la corporation professionnelle à laquelle il appartient.

Le présent article ne s'applique pas lorsque le travail a été effectué suite à une demande faite par un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5).

137. Le laboratoire doit transmettre un rapport au professionnel ou au centre hospitalier qui a requis le travail.

Tout rapport provenant d'un laboratoire de biologie médicale doit porter la signature du directeur de ce laboratoire ou d'un membre du personnel dûment autorisé par le directeur.

138. Dans les laboratoires de biologie médicale :

a) les ordonnances ainsi que les rapports d'examen dans le secteur de l'anatomopathologie doivent être conservés pour une période d'au moins 10 ans ; ils doivent être conservés pour une période d'au moins 2 ans dans les autres secteurs ;

b) les lames de moelle osseuse, les coupes histologiques et les blocs de paraffine contenant les tissus doivent être conservés pour une période d'au moins 10 ans ;

c) le directeur est responsable de la mise sur pied des mécanismes administratifs permettant de relier sans possibilité d'erreur la personne au sujet de laquelle un examen a été fait et les échantillons qui sont prélevés sur cette personne ; il doit avoir des feuilles de travail permettant de remonter à la source pour l'identification de toute personne ; chaque feuille de travail doit inclure les renseignements suivants : date, nom de l'employé ayant fait l'analyse et détail des calculs qui ont été faits s'il y a lieu ;

d) le directeur doit tenir à la disposition du personnel un cahier indiquant, pour chaque méthode utilisée, la référence de la technique, les différentes étapes de la technique, les réactifs employés, la méthode pour l'étalonnage des instruments ainsi que les valeurs normales ;

e) toute courbe d'étalonnage établie pour la lecture d'une analyse doit inclure la date et le nom de la personne qui l'a établie ; et

f) toutes les courbes d'étalonnage doivent être revues périodiquement.

2 — Programme de contrôle de la qualité

139. Le directeur d'un laboratoire doit établir des programmes de contrôle de la qualité conformes aux normes généralement acceptées dans les laboratoires des centres hospitaliers. Il doit notamment établir un programme de contrôle de la qualité des examens ou analyses faits.

140. Parmi les contrôles que doit établir le directeur d'un laboratoire de biologie médicale :

a) l'analyse des étalons pour les examens demandés doit être faite chaque jour. Les résultats de l'examen de l'étalon doivent être compilés au jour le jour dans un cahier réservé à cette fin ;

b) les limites acceptables de la marge pour chacune des méthodes utilisées dans les cas d'analyses en hématologie, biochimie ou radio-isotope doivent être établies. Ces limites ainsi déterminées doivent apparaître en regard de tout résultat rapporté par le laboratoire.

141. Lorsqu'une méthode ou une technique ne fonctionne pas adéquatement, ou si un laboratoire n'est pas en mesure d'utiliser cette méthode ou technique, une demande reçue par un laboratoire d'utiliser cette méthode ou technique doit être référée à un autre laboratoire du Québec et le professionnel ou l'établissement ayant fait la demande doit en être informé.

Toutefois, si aucun laboratoire du Québec n'est en mesure d'utiliser la méthode ou la technique requise, la demande peut être faite à un laboratoire situé hors du Québec.

3 — Rapports et statistiques

142. Le directeur d'un laboratoire doit tenir un registre à jour du nombre de chacun des examens ou de chacune des analyses faites mensuellement ou du nombre des orthèses ou prothèses fabriquées, ajustées, installées ou réparées chaque mois.

**SECTION II
LABORATOIRE DE RADIOLOGIE
DIAGNOSTIQUE**

143. Pour les fins de la présente section, les expressions et mots suivants signifient :

a) « personne directement affectée à des travaux sous rayons X » : personne qui travaille habituellement dans une zone contrôlée ;

b) « personnel » : toute personne travaillant dans un laboratoire de radiologie diagnostique ;

c) « personne non directement affectée à des travaux sous rayons X » : personne qui, exposée du fait de ses activités professionnelles à des rayons X, ne travaille pas habituellement en zone contrôlée ;

d) « physicien » : une personne détenant un diplôme de premier cycle en physique ou l'équivalent et ayant une compétence en radio-protection ;

e) « zone contrôlée » : parties du laboratoire à l'intérieur desquelles les travailleurs sont susceptibles de recevoir des équivalents de doses supérieures aux équivalents de doses maximums admissibles fixés à l'annexe 8, pour les personnes non directement affectées à des travaux sous rayons X.

§1. Équipement

144. L'équipement utilisé dans un laboratoire de radiologie diagnostique doit être maintenu en bon état de fonctionnement pour assurer constamment la protection du patient et du personnel.

145. Un dossier d'équipement doit être ouvert et contenir pour chacun des appareils à rayons X les renseignements suivants :

- a) l'identification de l'appareil : nom du fabricant, numéro de série et nombre de tubes radiogènes ;
- b) l'identification des systèmes d'imagerie ;
- c) le plan du local indiquant les spécifications du blindage des murs, du plancher, du plafond, des portes et des fenêtres ainsi que l'emplacement des zones contrôlées, de la cabine de contrôle, des systèmes d'imagerie, des passe-cassettes, des portes et des fenêtres ;
- d) l'aménagement des locaux adjacents, sus et sous-adjacents et le type d'occupation et d'utilisation de ces locaux et des locaux avoisinants ;
- e) les orientations utilisées du faisceau primaire et la filtration totale des tubes radiogènes ;
- f) la date des vérifications prévues aux articles 146, 147 et 149, les résultats obtenus, la signature du physicien ayant procédé à ces vérifications et le rapport visé à l'article 150.

146. Lors de l'installation d'un appareil à rayons X, un avis contenant le nom du fabricant, le modèle et le numéro de série de cet appareil doit être envoyé au ministre. De plus, le blindage et l'appareil doivent être vérifiés par un physicien avant la mise en opération de cet appareil.

147. Lors d'une modification au blindage, à un appareil à rayons X ou à son utilisation, le blindage et l'appareil doivent être vérifiés par un physicien avant la mise en opération de cet appareil.

148. Lors d'une modification au blindage, à un appareil à rayons X ou à son utilisation, le dossier d'équipement prévu à l'article 145 doit être mis à jour et indiquer les modifications effectuées.

149. Une vérification du blindage, de la calibration de chaque appareil à rayons X et de la sécurité des installations doit être effectuée tous les 2 ans par un physicien.

Toutefois cette vérification doit être effectuée tous les 3 ans dans le cas d'un laboratoire de radiologie diagnostique spécifique en médecine dentaire.

150. Le physicien qui, lors d'une vérification effectuée en vertu des articles 146, 147 ou 149, constate que le blindage ou la zone contrôlée, l'appareil à rayons X, son installation, sa calibration ou son utilisation n'est pas conforme à la présente section doit en avvertir immédiatement le détenteur du permis. Celui-ci doit avvertir le personnel s'il y a danger qu'il soit exposé à des équivalents de doses supérieurs à ceux fixés à l'annexe 8 et apporter immédiatement les correctifs nécessaires.

Dans les 5 jours de ces vérifications, le physicien doit faire parvenir un rapport écrit de ses constatations au détenteur du permis.

151. Un appareil à rayons X installé après le 28 mai 1979 doit être muni des dispositifs permettant de réduire le temps d'exposition jusqu'à 1/60 de seconde.

152. Le tube radiogène destiné au diagnostic doit être fixé et ajusté à l'intérieur de l'emboîtement de sa gaine ou d'une structure blindée, laquelle doit isoler celui-ci de telle sorte que, pour le potentiel maximum, la fuite de rayons X n'excède pas 0,1% de la radiation primaire à la même distance du foyer.

153. En radiologie, sauf dans le cas prévu à l'article 154, un appareil à rayons X doit être équipé de façon à ce que la distance foyer-peau ne puisse être inférieure à 30 centimètres.

154. En radiologie dentaire, sauf lorsqu'il s'agit d'un appareil destiné à l'usage intra-oral, un appareil à rayons X doit être équipé de façon à ce que la distance foyer-peau ne puisse être inférieure à 18 centimètres.

155. Un appareil de radiographie dentaire doit être muni d'un dispositif ne permettant pas au faisceau de radiation primaire de dépasser un diamètre de 7 centimètres à l'extrémité du cône localisateur.

156. Un appareil à rayons X destiné à fonctionner à des tensions supérieures à 70 kilovolts doit être muni d'un filtre fixé dans l'appareil pour assurer une filtration totale équivalente au moins à 2,5 millimètres d'aluminium.

Un appareil à rayons X destiné à fonctionner à des tensions inférieures à 50 kilovolts doit être muni d'un filtre fixé dans l'appareil pour assurer une filtration totale équivalente au moins à 0,5 millimètre d'aluminium.

Un appareil à rayons X destiné à fonctionner à des tensions supérieures à 50 kilovolts mais inférieures à 70 kilovolts doit être muni d'un filtre fixé dans l'appareil pour assurer une filtration totale équivalente au moins à 1,5 millimètre d'aluminium.

Un appareil à rayons X destiné à fonctionner à toute tension et non muni de filtre fixé doit être équipé de façon à ne pas permettre l'exposition à moins d'assurer une filtration égale à celle prévue aux alinéas précédents.

157. L'atténuation des rayons X par le dessus de la table d'examen ne doit pas être supérieure à l'équivalent de 1 millimètre d'aluminium mesuré à 100 kilovolts (tension de crête) dans le cas où le tube se trouve au-dessus de la table.

158. En fluoroscopie, lorsque l'opérateur d'un appareil à rayons X est placé directement derrière le détecteur, le faisceau primaire de rayons X doit se trouver à l'intérieur de la surface de l'écran fluoroscopique en assurant une marge inexposée d'au moins 6 millimètres.

159. Un appareil radiophotographique pulmonaire doit être équipé de façon à ce que la surface du faisceau de radiation primaire ne puisse dépasser 36 centimètres \times 43 centimètres au plan de l'écran quelle que soit la distance foyer-peau.

160. Un appareil de fluoroscopie installé après le 28 mai 1979 doit être équipé d'un intensificateur de luminescence.

161. Le faisceau primaire employé en fluoroscopie doit être atténué par un écran dont l'équivalent en plomb est d'au moins 1,5 millimètre pour les appareils à rayons X fonctionnant jusqu'à un potentiel de 100 kilovolts plus l'équivalent de 0,01 millimètre de plomb pour chaque kilovolt additionnel.

L'exposition doit s'interrompre automatiquement lorsque l'écran est enlevé du faisceau utile.

162. Un appareil de fluoroscopie installé après le 28 mai 1979 doit être équipé d'un blindage équivalent à 0,25 millimètre de plomb permettant de couvrir la fente de la grille mobile Bucky pendant l'examen.

163. Un appareil de radiologie doit être muni d'un interrupteur d'exposition du type à ressort ou d'un interrupteur à pression continue.

164. Sauf en fluoroscopie, l'interrupteur d'exposition d'un appareil à rayons X doit être placé de façon à ce que l'opérateur ne puisse exposer à l'extérieur du poste de contrôle.

165. Le pupitre de commande de l'appareil de radiographie doit être muni d'un dispositif indicatif de production de radiation au moment de l'exposition.

166. Un appareil de fluoroscopie doit être pourvu d'une minuterie permettant d'avertir l'opérateur, à l'aide d'un signal sonore, qu'un temps d'exposition d'un maximum de 5 minutes est écoulé.

167. Un appareil de fluoroscopie doit être muni d'indicateur de courant, de tension et de temps d'exposition placé de façon à permettre la surveillance de ces variables par l'opérateur pendant l'examen.

168. Un appareil de radiologie doit permettre une tension d'au moins 90 kilovolts sauf en mammographie et en radiographie dentaire.

169. Sauf en radiographie dentaire, un appareil à rayons X doit être muni d'un dispositif pouvant limiter le champ aux dimensions du récepteur d'image.

170. Un laboratoire doit être équipé d'un appareil à rayons X fixe après le 28 mai 1979. Dans un laboratoire où existe déjà un appareil à rayons X mobile, celui-ci doit être fixé et la salle où il est utilisé blindée conformément à la sous-section 6.

§2. Personnel

171. Le détenteur du permis est responsable de la qualité de tout le travail effectué à l'intérieur d'un laboratoire de radiologie diagnostique, de l'application du chapitre VIII, et

a) il doit s'assurer que toute personne qui opère un appareil à rayons X est soit un membre en règle d'une corporation professionnelle dont les membres sont habilités par la loi à faire de la radiologie sur les êtres vivants et, lorsque cette loi l'exige, détient un permis délivré conformément aux articles 186 et 187 du Code des professions, (L.R.Q., c. C-26), soit un étudiant qui effectue un stage de formation professionnelle en vue d'obtenir un permis d'exercice délivré en vertu d'une de ces lois professionnelles ;

b) il est responsable de la préparation et de la mise à jour d'un manuel de méthodologie décrivant les différentes techniques utilisées pour les examens et voit à ce qu'il soit accessible au personnel en tout temps ;

c) il doit tenir compte des qualifications et de la formation de chaque employé lorsqu'il assure la répartition des tâches ;

d) il doit tenir à jour et conserver au laboratoire les dossiers visés aux articles 115, 145, 148, 173 et le registre visé à l'article 182.

172. Le détenteur du permis de laboratoire de radiologie diagnostique générale doit s'assurer qu'un médecin détenant un certificat de spécialiste en radiologie diagnostique délivré par la Corporation professionnelle des médecins du Québec assure la surveillance de ce laboratoire pendant les heures d'activités de celui-ci.

Le détenteur d'un permis de laboratoire de radiologie diagnostique spécifique doit s'assurer qu'un membre d'une corporation professionnelle dont la loi l'autorise à faire de la radiologie sur les êtres vivants et, lorsque la loi l'exige, détenant un permis délivré conformément aux articles 186 et 187 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26) assure la surveillance de ce laboratoire pendant les heures d'activités de celui-ci.

173. Un dossier à jour doit être tenu sur chacun des membres du personnel et doit inclure :

- a) un certificat médical à l'embauchage et par la suite annuel attestant que la personne est apte à travailler dans un laboratoire de radiologie ;
- b) les résultats des examens médicaux visés aux articles 174, 175, 176 et 185 ;
- c) les rapports des équivalents de doses de rayons X auxquels il a été exposé ;
- d) un duplicata de tout diplôme ou certificat d'étude se rapportant à son emploi et les documents attestant qu'il remplit les exigences visées au paragraphe a de l'article 171 ;
- e) les formules visées aux articles 181 et 189, s'il y a lieu.

174. Le détenteur du permis doit s'assurer que tout membre du personnel directement affecté à des travaux sous rayons X s'est soumis à un examen médical d'embauchage comprenant :

- a) une anamnèse orientée vers les risques auxquels peut être exposé l'employé et relative à :
 - i. l'existence possible d'affections familiales héréditaires ;
 - ii. des affections possibles ayant un retentissement hématologique ; et
 - iii. l'estimation des équivalents de doses de rayons X d'origine professionnelle reçus antérieurement. Si, pour une période donnée de la vie professionnelle de la personne directement affectée antérieurement à des travaux sous rayons X, l'équivalent de doses cumulées n'est pas connu de façon certaine, il est considéré égal à l'équivalent de doses maximum admissible prévu à l'annexe 8 correspondant à cette période ;

b) un examen physique ; et

c) une formule sanguine complète y compris une numération des globules rouges, des globules blancs et des plaquettes, et une formule leucocytaire différentielle.

175. Le détenteur du permis doit s'assurer que tout membre du personnel directement affecté à des travaux sous rayons X s'est soumis annuellement à l'examen médical visé dans l'article 174.

176. Le détenteur du permis doit s'assurer qu'à la fin des premier et deuxième mois d'emploi, toute personne directement affectée à des travaux sous rayons X et toute personne visée à l'article 184 s'est soumise aux examens visés au paragraphe c de l'article 174.

§3. Fonctionnement

177. Avant la mise en opération d'un appareil à rayons X, l'opérateur doit s'assurer que les personnes présentes dans la salle d'examen, sauf celles soumises à l'examen, sont protégées conformément à l'article 186 et que les portes blindées de la salle d'examen sont fermées.

178. L'opérateur d'un appareil à rayons X qui prend des clichés d'une personne doit identifier celle-ci et les clichés qui en ont été pris.

Les clichés radiologiques doivent être identifiés de façon permanente, pour la durée de conservation du dossier.

179. Un registre à jour indiquant le nombre de chaque type d'examen faits par période de 24 heures doit être tenu.

§4. Protection du personnel

180. Le détenteur du permis doit délimiter une zone contrôlée autour d'une source de rayons X. L'accès à cette zone doit faire l'objet d'une signalisation.

181. Le détenteur du permis doit voir à ce qu'une personne directement affectée à des travaux sous rayons X signe un document par lequel elle accepte de travailler dans les zones contrôlées avant que cette affectation prenne effet.

182. Le détenteur du permis doit rendre disponible à une personne directement affectée à des travaux sous rayons X un dosimètre permettant de déceler les doses cumulatives de rayons X auxquelles elle est exposée.

183. Les équivalents de doses cumulatives de rayons X reçus par le personnel ne doivent pas dépasser les équivalents de doses déterminées à l'annexe 8.

184. Lorsqu'un membre du personnel reçoit des équivalents de doses de rayons X de 25 millirem ou plus par semaine, le détenteur du permis de laboratoire de radiologie diagnostique doit voir à ce qu'une étude soit effectuée afin de déterminer les causes de cette exposition et voir à la diminuer.

185. Lorsqu'un membre du personnel reçoit des équivalents de doses de rayons X supérieurs à ceux prévus à l'annexe 8, il doit en être averti immédiatement et si la dose est personnelle, le détenteur du permis doit s'assurer qu'il s'est soumis à nouveau à l'examen médical visé à l'article 174.

186. Le personnel effectuant un examen radiologique doit se protéger des rayons X en se tenant dans une cabine de contrôle, ou derrière un écran, ou en portant des vêtements protecteurs visés dans le deuxième alinéa.

Des vêtements protecteurs doivent être disponibles et conformément aux prescriptions suivantes,

a) les tabliers protecteurs en usage en radiologie dentaire doivent produire une atténuation du faisceau équivalente à celle produite par 0,25 millimètre de plomb ;

b) les tabliers protecteurs autres que ceux prévus au paragraphe a doivent produire une atténuation du faisceau équivalente à celle produite par 0,5 ou 0,25 millimètre de plomb selon les besoins ;

c) les gants doivent fournir une protection équivalente à celle produite par 0,5 millimètre de plomb.

187. L'épaisseur équivalente en plomb du matériel utilisé doit être indiquée sur chacun des vêtements.

188. Dans un laboratoire de radiologie diagnostique, des accessoires d'immobilisation doivent être disponibles.

Lorsqu'il est impossible d'immobiliser un patient par ces accessoires, la personne l'immobilisant doit se protéger en se plaçant hors du faisceau primaire et en portant des vêtements protecteurs visés dans l'article 186.

189. À l'embauchage, le détenteur du permis doit voir à ce qu'une employée signe la formule prévue à l'annexe 10 l'informant des limites d'exposition aux rayons X dans les cas de grossesse.

190. Lorsque le détenteur du permis est averti qu'une employée est en état de grossesse, il doit s'assurer qu'elle n'est pas exposée à recevoir des équivalents de doses de

rayons X supérieurs à la dose prévue à l'annexe 8 pour une personne en état de grossesse.

191. Une employée en état de grossesse peut continuer d'exercer ses fonctions à condition qu'un contrôle hebdomadaire des doses reçues soit effectué.

192. En radiographie dentaire, l'opérateur de l'appareil à rayons X doit s'abstenir de maintenir lui-même le film lors de l'exposition aux rayons X. Ce film doit être maintenu en position par un appareil conçu à cet effet ou par la personne subissant l'examen.

§5. Protection des personnes examinées aux rayons X

193. Sauf en radiographie dentaire, l'opérateur d'un appareil à rayons X doit s'assurer que des caches plombées protègent les gonades des personnes en âge de procréer, sauf si ces caches interfèrent avec l'objectif premier de l'examen.

Sauf en radiographie dentaire, l'opérateur d'un appareil à rayons X doit s'assurer que le conage du faisceau de radiation protège les épiphyses des enfants et les gonades des personnes en âge de procréer.

194. En radiographie dentaire, l'opérateur de l'appareil à rayons X doit s'assurer que la personne exposée aux rayons X est revêtue d'un tablier protecteur conforme aux spécifications du paragraphe a de l'article 186.

§6. Blindage

195. Un laboratoire de radiologie diagnostique doit être aménagé, les murs, plancher, plafond, portes et fenêtres de ce laboratoire doivent être blindés de façon à ce que :

a) une personne directement affectée à des travaux sous rayons X ne soit pas exposée à une irradiation moyenne de plus de 100 millirem par semaine ; et

b) une personne non directement affectée à des travaux sous rayons X ne soit pas exposée à une irradiation moyenne de plus de 10 millirem par semaine.

Ce blindage est calculé selon la méthode prévue à l'annexe 9.

196. Lors de la pose d'un blindage, le détenteur du permis de laboratoire de radiologie diagnostique doit voir à ce qu'un physicien vérifie ce blindage avant la fermeture des cloisons du laboratoire.

197. Le blindage des murs, du plancher, du plafond, des portes et des fenêtres d'un laboratoire de radiologie diagnostique doit constituer une protection ininterrompue.

198. Les films radiographiques ne doivent pas être exposés à une irradiation de plus de 0,2 milliröntgen pendant la durée de l'entreposage.

Ce blindage est calculé selon la méthode prévue à l'annexe 9.

CHAPITRE IX

NORMES D'ÉQUIPEMENT, D'OPÉRATION ET DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES D'AMBULANCE, LES LIEUX OÙ CES OPÉRATIONS DOIVENT ÊTRE CONDUITES ET LA QUALITÉ DU PERSONNEL EMPLOYÉ

Préliminaires

199. Tout véhicule servant habituellement à transporter des malades ou des blessés sur civière est une ambulance au sens du présent règlement et tout propriétaire d'un tel véhicule est considéré comme exploitant un service d'ambulance.

N'est toutefois pas considéré comme une ambulance le véhicule qu'une entreprise utilise pour assurer gratuitement un service de secourisme sur un terrain dont elle est propriétaire, concessionnaire ou locataire. Aucune indication ne doit toutefois laisser croire qu'un tel véhicule est une ambulance.

200. Le détenteur d'un permis de service d'ambulance ne peut transporter des personnes nécessitant des soins médicaux ou se trouvant déjà sous traitement médical que dans une ambulance, sauf en cas de nécessité absolue.

201. Le conducteur d'une ambulance doit arrêter son véhicule sur la scène de tout accident et fournir ses services à toute personne accidentée à moins que l'ambulance ne transporte déjà un malade ou un blessé dont l'état ne permet pas de retarder le transport ou qu'il soit en route pour aller recueillir une personne à la suite d'un appel d'urgence.

202. Le détenteur d'un permis de service d'ambulance doit faire parvenir au ministre, avant le 1^{er} avril de chaque année, un état indiquant les coûts facturés par kilomètre parcouru avec une personne transportée au cours des 12 mois précédents.

203. Le détenteur doit tenir un registre de tous les appels et des réponses données à ces appels. Le registre doit indiquer l'heure de réception des appels et l'heure d'arrivée de l'ambulance sur les lieux dans chaque cas.

204. Le détenteur qui désire abandonner l'exploitation du service doit en aviser le ministre, par courrier recommandé ou certifié, au moins 90 jours à l'avance.

Il doit de même aviser le ministre de toute modification du service qu'il offre ou du territoire qu'il dessert.

205. Tout service d'ambulance doit pouvoir être rejoint par téléphone en composant un numéro branché sur au moins 2 lignes d'entrée à usage simple ; au moins une ligne doit être réservée aux appels d'entrée ; l'utilisation de ces lignes et de ce numéro doit être limitée aux seules activités d'ambulance. Ce numéro doit être inscrit dans les pages jaunes de tout annuaire téléphonique publié dans la région desservie sous la rubrique « Ambulance » seulement, avec une inscription différente pour chaque localité desservie.

Avant d'utiliser un système de communication considéré équivalent à celui mentionné au premier alinéa relatif aux services fournis à la population, un détenteur doit en informer le ministre.

SECTION I

ÉQUIPEMENT DES VÉHICULES

§1. Équipement général

206. Le détenteur d'un permis de service d'ambulance doit voir à ce que toutes ses ambulances soient constamment maintenues dans une condition de fonctionnement adéquate.

207. À cette fin, le détenteur de permis doit procéder aux inspections, vérifications et réparations nécessaires et maintenir une fiche pour chaque véhicule.

Cette fiche doit indiquer la date et la nature de chaque inspection, vérification ou réparation.

208. Une ambulance doit être identifiée de façon à la distinguer de tout autre véhicule. Elle doit :

a) être entièrement et uniformément de couleur jaune, conformément à la norme BNQ 9901-905 « couleur jaune pour véhicules prioritaires », émise par le Bureau de Normalisation du Québec, tel que décrit à l'annexe 5 ;

b) porter 4 fois le mot « AMBULANCE » écrit en couleur bleue, conformément à la norme BNQ 9901-950 couleur « Bleu Primaire », émise par le Bureau de Normalisation du Québec, décrite à l'annexe 6, dont une fois sur chaque côté, aux dimensions de 114 centimètres de longueur par 15 centimètres de hauteur, une fois à l'arrière, aux dimensions de 63,5 centimètres de longueur par 10 centimètres de hauteur, une fois à l'avant, inversé, aux mé-

mes dimensions qu'à l'arrière, le tout en caractères de style « Helvetica medium » ;

c) porter 5 emblèmes « étoile de vie » conformément à la norme BNQ 6833-103 « Décalques de l'emblème étoile de vie », émise par le Bureau de Normalisation du Québec, décrits à l'annexe 6, de couleur bleue sur fond blanc dont un sur le toit et un sur chaque porte avant, aux dimensions de 30 centimètres par 30 centimètres, un à l'avant et un à l'arrière, aux dimensions de 15 centimètres par 15 centimètres. La couleur bleue doit être conforme à la norme BNQ 9901-950 couleur « Bleu Primaire », émise par le Bureau de Normalisation du Québec, décrite à l'annexe 6.

Les paragraphes *a* et *b* ne s'appliquent pas aux ambulances utilisées par un service de police municipal, une communauté urbaine ou la Sûreté du Québec.

L'espace consacré à la publicité, y compris à la reproduction du nom de l'exploitant ou du détenteur de permis, ne peut dépasser 645 centimètres carrés sur chacun des côtés du véhicule.

209. Le véhicule doit être équipé d'un moteur à essence d'un minimum de 100 kilowatts nets à 8 cylindres et d'une capacité minimum de 4,9 litres.

La conduite et les freins du véhicule doivent être assistés ; l'alternateur doit être d'une capacité minimum de 80 ampères, de 12 volts, avec 1 courroie d'entraînement de rechange.

Le véhicule doit être équipé de 2 accumulateurs d'une capacité individuelle minimum de 90 ampères/heure, de 12 volts ; il doit être équipé d'une transmission automatique, avec un minimum de 3 vitesses avant.

Le véhicule doit être équipé d'un pneu de secours accessible sans déplacer les civières, d'un système de refroidissement du moteur répondant à des exigences de haute performance et d'un tuyau d'échappement à embouts soudés.

210. Le véhicule doit être séparé, par une cloison, en 2 parties distinctes :

- a) un compartiment réservé aux personnes transportées ;
- b) un compartiment réservé au conducteur.

La cloison doit être pourvue d'une porte coulissante permettant le passage d'un individu entre les 2 compartiments. Cette porte et la cloison doivent pouvoir arrêter tout objet en cas de décélération brusque.

211. Le compartiment réservé aux personnes transportées doit être isolé et insonorisé. Ses dimensions minimales doivent être de 265 centimètres de longueur par 175 centi-

mètres de largeur à la base des fenêtres et de 130 centimètres de hauteur à l'intérieur, entre le plancher et le plafond.

Les fenêtres doivent pouvoir être obstruées.

212. Le réseau électrique du compartiment réservé aux personnes transportées doit être contrôlé indépendamment de celui du reste du véhicule.

213. L'espace nécessaire pour la civière permanente prévue au sous-paragraphe ii du paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 223 doit être aménagé dans le compartiment réservé aux personnes transportées. Des courroies ou des attaches doivent être prévues au plancher et aux murs pour l'immobilisation de la civière.

214. Un banc, situé dans le côté droit du compartiment réservé aux personnes transportées, doit pouvoir servir pour le transport de malades ou blessés assis.

Le compartiment réservé aux personnes transportées doit être muni d'un deuxième banc, escamotable, destiné au préposé d'ambulance.

215. Tout objet ou pièce d'équipement non utilisé doit être fixé ou remisé dans un cabinet à fermeture. Les contenants de solutés doivent être en matière souple.

216. Des portes, situées à l'arrière du véhicule ainsi que du côté latéral opposé au conducteur, doivent donner accès au compartiment réservé aux personnes transportées. Ces portes doivent être d'une hauteur d'au moins 110 centimètres ; la largeur doit en être d'au moins 110 centimètres à l'arrière et 75 centimètres sur le côté.

217. Les surfaces des marchepieds et du plancher du compartiment réservé aux personnes transportées doivent être recouvertes d'une surface antidérapante et être faciles d'entretien.

218. Lorsqu'un malade ou un patient se trouve dans le compartiment réservé aux personnes transportées, la température doit être constamment maintenue entre 20° et 23°C.

219. Une ambulance doit en outre être munie de l'équipement de sauvetage suivant :

- a) 2 cordes de 12,5 millimètres en sisal ou l'équivalent d'une longueur de 15 mètres et 4 500 newtons de résistance ;
- b) 1 extincteur chimique de 2,25 kilogrammes, classe B-C à poudre sèche ;
- c) 1 pince-monseigneur, type pied-de-biche de 90 centimètres de longueur ;

- d) 1 ensemble de tournevis ;
- e) 4 torches de signalisation Feu de Bengale ;
- f) 1 fil électrique de 30 mètres extension ;
- g) 1 adaptateur électrique double mâle ; et
- h) 2 lampes à pile sèche, à réflecteur scellé d'un diamètre de 7,5 centimètres.

220. Le véhicule doit être muni du groupe électrique extérieur suivant :

- a) un avertisseur sonore intermittent ou une sirène de 103 décibels à 30 mètres ;
- b) une entrée de courant de 110 volts, 15 ampères, sur le côté droit du véhicule, pouvant recevoir du courant d'une source extérieure ;
- c) un phare rouge tournant, au centre du toit, ayant une rotation de 360 degrés, composé de *sealed beams* ayant chacun une puissance minimale de 35 000 candelas ;
- d) 4 phares avertisseurs rouges fixes, clignotants, ayant chacun une puissance minimale de 300 candelas, situés chacun à un coin du toit du véhicule, 2 dirigés vers l'avant et 2 vers l'arrière et situés de façon à ce que leur lumière ne soit pas diminuée ou arrêtée par les portes, lorsque celles-ci sont ouvertes ;
- e) 3 phares de chargement ou déchargement, produisant de chaque côté et à l'arrière une puissance minimale de 800 candelas.

Les phares de chargement visés au paragraphe *e* doivent être installés de façon à ce que leur lumière ne soit pas diminuée ou arrêtée par l'ouverture des portes et être situés aux endroits suivants :

1 à l'arrière du véhicule de façon à éclairer l'aire de travail situé près des portes arrières et fonctionnant quand les portes sont ouvertes et lorsque le véhicule est en position de recul ;

1 sur le côté droit, fonctionnant quand la porte du côté droit est ouverte ;

1 sur le côté gauche.

221. Le véhicule doit être équipé, dans la cabine du préposé, du groupe électrique suivant :

- a) 1 prise de courant double de 110 volts, d'un minimum de 15 ampères, reliée à l'entrée située à l'extérieur ;
- b) 1 prise de courant double de 12 volts ; et
- c) 1 éclairage d'un minimum de 430 lux mesurés au plancher dans toute la cabine.

Le deuxième accumulateur, visé au troisième alinéa de l'article 209, doit être branché de façon à être toujours sous « charge » sans « décharge », avec un interrupteur à 2 positions placé à un endroit permettant au conducteur d'utiliser l'accumulateur de réserve en tournant l'interrupteur, si l'accumulateur principal ne peut plus faire démarrer le moteur.

Chacune des prises visées au présent article doit être identifiée selon son voltage et sa source.

222. Les articles 208 et 215 s'appliquent à compter du 1^{er} février 1976 à toute ambulance non utilisée au Québec avant cette date. Ils s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 1977 aux ambulances utilisées au Québec avant le 31 janvier 1976.

Les articles 209, 210, 211, 212, 213, 214, 216, 220 et 221 s'appliquent à compter du 1^{er} février 1976 à toute ambulance non utilisée au Québec avant cette date. Ils s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 1979 aux ambulances utilisées au Québec avant le 31 janvier 1976.

§2. Équipement médical

223. Une ambulance doit avoir à son bord un équipement médical lequel doit être désinfecté et vérifié pour assurer un fonctionnement normal. Cet équipement doit comprendre :

- a) un matériel de base :
 - i. 1 civière de type *multi-level* avec tout l'équipement nécessaire à son utilisation ;
 - ii. 1 civière articulée convertible, position assise ou couchée ;
 - iii. 1 planche dorsale courte, modèle standard, de 85 centimètres par 45 centimètres ;
 - iv. 1 planche dorsale longue, modèle standard, de 180 centimètres par 45 centimètres ;
 - v. 3 colliers de support cervicaux : 1 petit, 1 moyen, 1 grand ;
 - vi. 6 attelles de carton dont 2 de 105 centimètres, 2 de 80 centimètres pour les jambes et 2 de 45 centimètres pour les bras ;
 - vii. 2 sacs de sable de 1,75 kilogrammes chacun de type long pour permettre le maintien en place d'un membre ou de la tête ;
 - viii. 3 couvertures ;
 - ix. 4 draps ;
 - x. 2 oreillers ; et

- xi. 4 taies d'oreiller en tissu et 2 en plastique ;
- b) un matériel pour la respiration :
 - i. 2 cylindres d'oxygène de 360 litres chacun ;
 - ii. 1 ensemble de manomètre et de régulateur de débit et un humidificateur d'oxygène ;
 - iii. 3 masques à oxygène, concentration 24% : 1 pour adulte, 1 pour enfant et 1 pour bébé ;
 - iv. 3 lunettes à oxygène : 2 pour adulte et 1 pour enfant ;
 - v. 4 cathéters à oxygène dont 2 numéro 14F et 2 numéro 10F ;
 - vi. 1 masque de ventilation pour le bouche-à-bouche ; et
 - vii. 1 ballon de type ambu avec valve sécuritaire pour réanimation ;
- c) un matériel pour la succion :
 - i. 1 appareil à succion avec pompe à vide électrique ;
 - ii. 1 appareil à succion portatif ;
 - iii. 3 séries de cathéters à succion numéro 10F, 14F et 18F ; et
 - iv. 1 tige rigide pour succion ;
- d) un matériel pour les premiers soins :
 - i. 24 tampons pré-alcoolisés ;
 - ii. 12 pansements compressifs ;
 - iii. 4 bandes type velpeau élastique de 10 centimètres ;
 - iv. 6 bandes genre kling : 3 de 7,5 centimètres et 3 de 15 centimètres ;
 - v. 20 compresses de gaze stériles de 10 centimètres par 10 centimètres, enveloppées individuellement ;
 - vi. 2 rouleaux de ruban adhésif anti-allergique de 5 centimètres ;
 - vii. 1 flacon de sirop d'Ipeca de 15 millilitres ;
 - viii. 15 abaisse-langue enveloppés individuellement ;
 - ix. 2 récipients réniformes ; et
 - x. 1 bouteille en plastique de 100 millilitres contenant du désinfectant à base de chlorexidine ;
- e) un matériel pour intraveineuses :
 - i. 2 sacs de Lactate Ringer de 1 000 millilitres chacun ;
 - ii. 2 sacs de glucose 5% de 500 millilitres chacun ;
 - iii. 2 sacs de sérum physiologique de 1 000 millilitres chacun ;
 - iv. 2 garrots veineux ;
 - v. 4 tubulures à perfusion ; et
 - vi. 3 séries d'aiguilles intraveineuses style butterfly numéros 19, 21 et 25 ;
- f) une trousse portative de support vital de base :
 - i. 1 stéthoscope ;
 - ii. 1 sphygmomanomètre ;
 - iii. 1 série de canules oro-pharyngées, incluant les tailles suivantes : 0, 1, 2, 3, 4, 5 et 6 ;
 - iv. 1 paire de ciseaux à bout courbe ;
 - v. 1 boîte de gants jetables ;
 - vi. 20 compresses de gaze, 10 centimètres par 10 centimètres, enveloppées individuellement ;
 - vii. 3 bandes genre kling de 7,5 centimètres ;
 - viii. 2 rouleaux de ruban adhésif : 1 de 5 centimètres et 1 de 7,5 centimètres ;
 - ix. 5 abaisse-langue enveloppés individuellement ;
 - x. 6 sachets de sucre granulé ; et
 - xi. 1 sac de 250 millilitres de sérum physiologique ;
- g) une trousse pour accouchement :
 - i. 2 paires de gants stériles ;
 - ii. 2 clamps stériles jetables de 48 par 66 centimètres ;
 - iii. 2 cathéters à succion : 1 numéro 10F et 1 numéro 18F ;
 - iv. 1 cathéter à oxygène avec valve sécuritaire pour réanimation numéro 10F ;
 - v. 1 ballon masque avec valve sécuritaire pour réanimation pour nouveau-né ;
 - vi. 1 poire en caoutchouc pour succion des voies aériennes du nouveau-né ;
 - vii. 3 clamps à cordon ombilical ou pinces hémostatiques ;
 - viii. 1 paire de ciseaux stériles ;
 - ix. 12 serviettes sanitaires ou obstétricales ; et
 - x. 10 compresses stériles de 10 centimètres par 10 centimètres.

Toute fourniture jetable visée au présent article doit être remplacée lorsqu'elle a été utilisée. Les sacs visés aux sous-paragraphe i, ii et iii du paragraphe e du premier alinéa et

au sous-paragraphe xi du paragraphe *f* du premier alinéa doivent être remplacés à la date d'échéance fixée par le manufacturier.

224. Toute ambulance doit avoir à son bord le livre de secourisme de l'Ambulance St-Jean.

SECTION II PERSONNEL

225. Un conducteur et un préposé d'ambulance doivent être affectés à chaque ambulance. Sous réserve du deuxième alinéa de l'article 102, un permis de service d'ambulance ne peut être délivré que si tous les conducteurs et tous les préposés oeuvrant sur les véhicules couverts par le permis ont les qualités requises par la présente section.

226. Une personne doit, pour pouvoir agir comme conducteur ou préposé :

a) ne pas avoir été depuis 5 ans déclarée coupable ni s'être avouée coupable d'une infraction au Code criminel (S.R.C., 1970, c. C-34) sur une poursuite intentée au moyen d'un acte d'accusation, ni s'être avouée coupable à la suite d'une dénonciation pour une infraction au Code criminel qui, selon la dénonciation, devrait être poursuivie au moyen d'un acte d'accusation ;

b) avoir réussi avec succès au moins 9 années de scolarité dans le cas d'un conducteur et 11 années dans le cas d'un préposé ;

c) être âgée d'au moins 18 ans ;

d) connaître le fonctionnement de tout l'équipement devant obligatoirement se trouver dans une ambulance, à compter de la date où cet équipement est installé ;

e) connaître les dispositions de la Loi et du présent règlement relatives aux services ambulanciers.

Aux fins du paragraphe *b*, 2 années d'expérience comme conducteur ou préposé d'ambulance équivalent à une année de scolarité réussie avec succès.

227. En outre des conditions énumérées à l'article 224, un conducteur doit détenir un permis de conduire pour un tel véhicule et connaître la localisation de tous les établissements de la région dans laquelle il est appelé à travailler ainsi que le nom des centres hospitaliers déterminés en vertu du paragraphe *o* de l'article 173 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) et qui offrent et maintiennent un service d'urgence.

228. Une personne doit en outre, pour pouvoir agir comme conducteur, avoir suivi avec succès un cours d'une durée minimale de 40 heures en technique ambulancière.

Une personne doit, pour pouvoir agir comme préposé, avoir suivi avec succès un cours d'une durée minimale de 120 heures dans la même discipline.

Un cours visé au présent article peut être celui de l'Ambulance St-Jean ou d'une institution dont le cours en technique ambulancière est reconnu par le ministère de l'Éducation.

229. Le conducteur reçoit les appels, est responsable de conduire le véhicule là où celui-ci doit être conduit et assiste le préposé lorsque celui-ci le requiert.

230. Le conducteur d'une ambulance doit conduire son véhicule à une vitesse normale et raisonnable, tenant compte de l'état de santé des personnes transportées, des conditions de la route et de l'urgence du transport.

231. Le préposé constate et stabilise l'état de la personne transportée en lui donnant les premiers soins d'urgence requis, communique avec les centres hospitaliers, avise le conducteur de l'état de santé de la personne transportée et est responsable du nettoyage et de l'asepsie de l'équipement médical et du matériel utilisé à l'intérieur du véhicule.

232. Le préposé et le conducteur sont chargés de remplir, à l'occasion de chaque transport, au sujet de chaque personne transportée, une « déclaration de transport par ambulance » sur des copies du formulaire ADM-307 produit à l'annexe 7.

S'ils conduisent une personne dans un centre hospitalier, ils doivent y laisser 3 copies. Le centre hospitalier en conserve alors une copie pour ses dossiers et transmet les 2 autres sans délai au ministère des Affaires sociales.

S'ils conduisent une personne ailleurs que dans un centre hospitalier, ils doivent remettre 3 copies au détenteur de permis. Celui-ci conserve une copie dans ses archives pendant 2 ans et transmet les 2 autres sans délai au ministère des Affaires sociales.

ANNEXE 1

(a. 9 et 14)



Ministère des Affaires sociales
Registre de la population

FORMULAIRE SP-1

DECLARATION DE NAISSANCE VIVANTE

Veillez remplir cette déclaration à la machine ou en lettres moulées.

Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

NOTE: VOIR AU VERSO
AVANT DE REMPLIR

LIEU DE LA NAISSANCE

1 - Nom du centre hospitalier où a eu lieu la naissance

2 - Adresse de l'endroit où a eu lieu la naissance (Nº, rue, municipalité, comté)

IDENTIFICATION DES PARENTS

3 - Nom du père (si le père est inconnu, pointer (✓) ici [] et vous reporter à la question 9)

4 - Prénom usuel

5 - Autres prénoms

6 - Date de naissance du père
Année Mois Jour

7 - Lieu de naissance du père (province ou pays étranger)

8 - Langue maternelle du père

9 - Nom de la mère (selon acte de naissance)

10 - Prénom usuel

11 - Autres prénoms

12 - Date de naissance de la mère
Année Mois Jour

13 - Lieu de naissance de la mère (province ou pays étranger)

14 - Langue maternelle de la mère

15 - Adresse du domicile de la mère (Nº, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)
☐ Cité, ville ☐ Canton ou village ☐ paroisse

16 - Langue d'usage à la maison

17 - Etat civil de la mère

1 ☐ Célibataire 2 ☐ Mariée 3 ☐ Veuve 4 ☐ Divorcée 5 ☐ Séparée légalement

18 - Nombre d'années de scolarité de la mère

19 - Nombre d'enfants nés de grossesses antérieures (exclure la présente grossesse)

Nés vivants Morts-nés (500 grammes et plus)

20 - Date de la dernière naiss. vivante (s'il y a lieu)
Année Mois Jour

21 - Date du dernier mariage (s'il y a lieu)
Année Mois Jour

IDENTIFICATION DE L'ENFANT À LA NAISSANCE

22 - Nom de l'enfant

23 - Prénom usuel

24 - Autres prénoms

SIGNATURE DE LA MÈRE OU DU PÈRE

Je confirme l'exactitude des renseignements ci-dessus et j'autorise l'envoi de la copie du présent formulaire au centre hospitalier doté d'un département de santé communautaire dans ma région.

25 - Date de la signature (année, mois, jour)

26 - Signature de la mère ou du père

CONSTAT MÉDICAL

27 - Date de naissance de l'enfant
Année Mois Jour

28 - Type de naissance

10 ☐ Simple ☐ Double Autre (préciser)

29 - En cas de naissance multiple, donnez l'ordre

1er ☐ 2e ☐ 3e ☐ Autre (préciser)

30 - Sexe de l'enfant

1 ☐ Masculin 2 ☐ Féminin 9 ☐ Indéterminé

31 - Poids à la naissance

grammes ou livres onces

32 - Durée de la grossesse

semaines complètes

33 - Accoucheur (nom, prénom, adresse)

Nº de permis
(Corp. des médecins)

34 - Qualité de l'accoucheur

1 ☐ Médecin 2 ☐ Infirmière Autre (préciser)

35 - Date de la signature (année, mois, jour)

36 - Signature de l'accoucheur

En cas de naissance multiple, veuillez remplir une déclaration de naissance vivante (SP-1) pour chaque enfant né vivant et une déclaration de mortinaissance (SP-4) pour chaque enfant mort-né.

ESPACE RÉSERVÉ AU MINISTÈRE

37 - Etat civil

☐ Identique

☐ Tel qu'il a modifié

38 - R.P.

☐ Identique

☐ Tel qu'il a modifié

39 - Nom

40 - Prénom usuel

41 - Autres prénoms

42 - Date d'enregistrement

43 - Collecteur

44 - Lot

1 ORIGINAL REGISTRE DE LA POPULATION
Ministère des Affaires sociales, Québec

1-



Ministère des Affaires sociales
Registre de la population

FORMULAIRE SP-1

ATTESTATION D'UNE DÉCLARATION DE NAISSANCE VIVANTE

Veillez remplir cette déclaration à la **machine** ou en **lettres moulées**.
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

NOTE: VOIR AU VERSO
AVANT DE REMPLIR

LIEU DE LA NAISSANCE		
1 - Nom du centre hospitalier ou a eu lieu la naissance		
2 - Adresse de l'endroit où a eu lieu la naissance (N ^o , rue, municipalité, comté)		

IDENTIFICATION DES PARENTS		
Père	3 - Nom du père (si le père est inconnu, pointer (✓) ci □ et vous reporter à la question 9)	4 - Prénom usuel
	5 - Autres prénoms	
Mère	9 - Nom de la mère (selon acte de naissance)	10 - Prénom usuel
	11 - Autres prénoms	
	15 - Adresse du domicile de la mère (N ^o , rue, municipalité, comté, province ou pays étranger) <input type="checkbox"/> Cité, ville <input type="checkbox"/> Canton ou paroisse <input type="checkbox"/> ou village <input type="checkbox"/> paroisse	

IDENTIFICATION DE L'ENFANT À LA NAISSANCE		
22 - Nom de l'enfant	23 - Prénom usuel	24 - Autres prénoms

SIGNATURE DE LA MÈRE OU DU PÈRE	
Je confirme l'exactitude des renseignements ci-dessus et j'autorise l'envoi de la copie du présent formulaire au centre hospitalier doté d'un département de santé communautaire dans ma région.	
25 - Date de la signature (année, mois, jour)	26 - Signature de la mère ou du père

CONSTAT MÉDICAL	
27 - Date de naissance de l'enfant Année Mois Jour	N ^o de permis (Corp. des médecins)
30 - Sexe de l'enfant 1 <input type="checkbox"/> Masculin 2 <input type="checkbox"/> Féminin 3 <input type="checkbox"/> Indéterminé	
33 - Accoucheur (nom, prénom, adresse)	
34 - Qualité de l'accoucheur 1 <input type="checkbox"/> Médecin 2 <input type="checkbox"/> Infirmière Autre (préciser)	35 - Date de la signature (année, mois, jour)
36 - Signature de l'accoucheur	

NOTE: Le présent document doit être remis par les parents ou tenants lieu au fonctionnaire de l'état civil lors de l'enregistrement officiel de la naissance chez un ministre du culte ou auprès du secrétaire ou greffier de la municipalité. Le Code civil (article 59 a) mentionne qu'une naissance doit être enregistrée dans les 4 mois qui la suivent.

ESPACE RÉSERVÉ AU FONCTIONNAIRE DE L'ÉTAT CIVIL	
37 - Nom et prénom du fonctionnaire de l'état civil	37a - Qualité du fonctionnaire de l'état civil Ministre du culte <input type="checkbox"/> secrétaire ou greffier d'une municipalité <input type="checkbox"/>
38 - Nom de l'enfant	39 - Prénom usuel
40 - Autres prénoms	
41 - Endroit de l'enregistrement (paroisse religieuse et municipalité)	42 - Date (année, mois, jour)
43 - Je soussigné(e), confirme avoir enregistré la naissance de l'enfant ci-haut mentionné(e)	

2 FONCTIONNAIRE DE L'ÉTAT CIVIL ET REGISTRE DE LA POPULATION

1-



Ministère des Affaires sociales
Registre de la population

FORMULAIRE SP-1

ATTESTATION D'UNE DÉCLARATION DE NAISSANCE VIVANTE

Veuillez remplir cette déclaration à la machine ou en lettres moulées.
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

NOTE: VOIR AU VERSO
AVANT DE REMPLIR

LIEU DE LA NAISSANCE

1 - Nom du centre hospitalier ou à eu lieu la naissance	
2 - Adresse de l'endroit où a eu lieu la naissance (N°, rue, municipalité, comté)	

IDENTIFICATION DES PARENTS

Père	3 - Nom du père (si le père est inconnu, pointer (V) ici et vous reporter à la question 9)	4 - Prénom usuel	5 - Autres prénoms
Mère	9 - Nom de la mère (selon acte de naissance)	10 - Prénom usuel	11 - Autres prénoms
15 - Adresse du domicile de la mère (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)			
<input type="checkbox"/> Cité, ville ou village <input type="checkbox"/> Canton ou paroisse			

IDENTIFICATION DE L'ENFANT À LA NAISSANCE

22 - Nom de l'enfant	23 - Prénom usuel	24 - Autres prénoms
----------------------	-------------------	---------------------

SIGNATURE DE LA MÈRE OU DU PÈRE

Je confirme l'exactitude des renseignements ci-dessus et j'autorise l'envoi de la copie du présent formulaire au centre hospitalier doté d'un département de santé communautaire dans ma région.

25 - Date de la signature (année, mois, jour)

X

26 - Signature de la mère ou du père

CONSTAT MÉDICAL

27 - Date de naissance de l'enfant			No de permis (Corp. des médecins)
Année	Mois	Jour	
30 - Sexe de l'enfant			
1 <input type="checkbox"/> Masculin 2 <input type="checkbox"/> Féminin 9 <input type="checkbox"/> Indéterminé			
33 - Accoucheur (nom, prénom, adresse)			
34 - Qualité de l'accoucheur		35 - Date de la signature (année, mois, jour)	36 - Signature de l'accoucheur
1 <input type="checkbox"/> Médecin 2 <input type="checkbox"/> Infirmière Autre (préciser)			X

NOTE: Le présent document doit être remis par les parents ou tenants lieu au fonctionnaire de l'état civil lors de l'enregistrement officiel de la naissance chez un ministre du culte ou auprès du secrétaire ou greffier de la municipalité. Le Code civil (article 53-a) mentionne qu'une naissance doit être enregistrée dans les 4 mois qui la suivent.

ESPACE RÉSERVÉ AU FONCTIONNAIRE DE L'ÉTAT CIVIL

37 - Nom et prénom du fonctionnaire de l'état civil		37a - Qualité du fonctionnaire de l'état civil	
		Ministre du culte <input type="checkbox"/> secrétaire ou greffier d'une municipalité <input type="checkbox"/>	
38 - Nom de l'enfant	39 - Prénom usuel	40 - Autres prénoms	
41 - Endroit de l'enregistrement (paroisse religieuse et municipalité)		42 - Date (année, mois, jour)	
43 - Je soussigné(e) confirme avoir enregistré la naissance de l'enfant ci-haut mentionné(e)			

3 PARENTS OU CELUI QUI A LA GARDE DE L'ENFANT

1-



Ministère des Affaires sociales
Registre de la population

FORMULAIRE SP-1

ATTESTATION D'UNE DÉCLARATION DE NAISSANCE VIVANTE

Veuillez remplir cette déclaration à la machine ou en lettres moulées.
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

NOTE: VOIR AU VERSO
AVANT DE REMPLIR

LIEU DE LA NAISSANCE

1 - Nom du centre hospitalier ou à eu lieu la naissance	
2 - Adresse de l'endroit où a eu lieu la naissance (N°, rue, municipalité, comté)	

IDENTIFICATION DES PARENTS

3 - Nom du père (si le père est inconnu, porter (✓) ci-É et vous reporter à la question 9)	4 - Prénom usuel	5 - Autres prénoms
6 - Date de naissance du père Année Mois Jour	7 - Lieu de naissance du père (province ou pays étranger)	8 - Langue maternelle du père
9 - Nom de la mère (selon acte de naissance)	10 - Prénom usuel	11 - Autres prénoms
12 - Date de naissance de la mère Année Mois Jour	13 - Lieu de naissance de la mère (province ou pays étranger)	14 - Langue maternelle de la mère
15 - Adresse du domicile de la mère (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger) <input type="checkbox"/> Cité, ville <input type="checkbox"/> Canton ou paroisse		
16 - Langue d'usage à la maison	17 - État civil de la mère 1 <input type="checkbox"/> Célibataire 2 <input type="checkbox"/> Mariée 3 <input type="checkbox"/> Veuve 4 <input type="checkbox"/> Divorcée 5 <input type="checkbox"/> Séparée légalement	18 - Nombre d'années de scolarité de la mère
19 - Nombre d'enfants nés de grossesses antérieures (exclure la présente grossesse) Nés vivants Morts-nés (500 grammes et plus)	20 - Date de la dernière naiss. vivante (s'il y a lieu) Année Mois Jour	21 - Date du dernier mariage (s'il y a lieu) Année Mois Jour

IDENTIFICATION DE L'ENFANT À LA NAISSANCE

22 - Nom de l'enfant	23 - Prénom usuel	24 - Autres prénoms
----------------------	-------------------	---------------------

SIGNATURE DE LA MÈRE OU DU PÈRE

Je confirme l'exactitude des renseignements ci-dessus et j'autorise l'envoi de la copie du présent formulaire au centre hospitalier doté d'un département de santé communautaire dans ma région.

25 - Date de la signature (année, mois, jour)

X

26 - Signature de la mère ou du père

CONSTAT MÉDICAL

27 - Date de naissance de l'enfant Année Mois Jour	28 - Type de naissance 10 <input type="checkbox"/> Simple <input type="checkbox"/> Double Autre (préciser)	29 - En cas de naissance multiple, donnez l'ordre 1er <input type="checkbox"/> 2e <input type="checkbox"/> 3e <input type="checkbox"/> Autre (préciser)
30 - Sexe de l'enfant 1 <input type="checkbox"/> Masculin 2 <input type="checkbox"/> Féminin 9 <input type="checkbox"/> Indéterminé	31 - Poids à la naissance grammes ou livres onces	32 - Durée de la grossesse semaines complètes
33 - Accoucheur (nom, prénom, adresse)		
34 - Qualité de l'accoucheur 1 <input type="checkbox"/> Médecin 2 <input type="checkbox"/> Infirmière Autre (préciser)	35 - Date de la signature (année, mois, jour)	36 - Signature de l'accoucheur X

4 DÉPARTEMENT DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE

1-

ANNEXE 2

(a. 16)



Ministère des Affaires sociales
Registre de la population

FORMULAIRE SP-2

DÉCLARATION DE MARIAGE

Veuillez remplir cette déclaration à la **machine** ou en **lettres moulées**.
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

NOTE: VOIR AU VERSO
AVANT DE REMPLIR

IDENTIFICATION DES CONJOINTS									
1 - Nom de l'épouse (selon acte de naissance)					2 - Prénom usuel			3 - Autres prénoms	
Epouse	4 - Etat civil de l'épouse		5 - Date du décès du conjoint ou date du divorce		6 - Date de naissance de l'épouse		7 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)		8 - Langue maternelle
	1 <input type="checkbox"/> Célibataire				Année Mois Jour				
	3 <input type="checkbox"/> Veuve								
	4 <input type="checkbox"/> Divorcée								
9 - Domicile avant le mariage (municipalité, comté, province ou pays étranger)					10 - Nombre d'années de scolarité				
11 - Nom de l'époux					12 - Prénom usuel			13 - Autres prénoms	
Epoux	14 - Etat civil de l'époux		15 - Date du décès du conjoint ou date du divorce		16 - Date de naissance de l'époux		17 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)		18 - Langue maternelle
	1 <input type="checkbox"/> Célibataire				Année Mois Jour				
	3 <input type="checkbox"/> Veuf								
	4 <input type="checkbox"/> Divorcé								
19 - Domicile avant le mariage (municipalité, comté, province ou pays étranger)					20 - Nombre d'années de scolarité				
21 - Domicile après le mariage (N° , rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)									

IDENTIFICATION DES PARENTS DES CONJOINTS										
Epouse	22 - Nom de la mère de l'épouse (selon acte de naissance)					23 - Prénom usuel		24 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)		
	25 - Nom du père de l'épouse					26 - Prénom usuel		27 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)		
Epoux	28 - Nom de la mère de l'époux (selon acte de naissance)					29 - Prénom usuel		30 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)		
	31 - Nom du père de l'époux					32 - Prénom usuel		33 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)		

IDENTIFICATION DES TÉMOINS									
34 - Nom du témoin					35 - Prénom usuel				
<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> Mlle									
36 - Nom du témoin					37 - Prénom usuel				
<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> Mlle									

DATE ET LIEU DU MARIAGE									
38 - Date du mariage			39 - Lieu de la célébration du mariage (nom de la municipalité et du comté)						
Année Mois Jour			<input type="checkbox"/> Cité, ville ou village <input type="checkbox"/> Canton ou paroisse						
40 - Lieu de l'enregistrement du mariage (nom de la paroisse religieuse ou du district judiciaire dans le cas de mariage civil)							41 - Qualité du célébrant		
							5 <input type="checkbox"/> Ministre du Culte 6 <input type="checkbox"/> Protonotaire ou son adjoint		
42 - Nom et prénom du célébrant					43 - Signature du célébrant				
					X				

SIGNATURE DES CONJOINTS ET DES TÉMOINS									
Je confirme l'exactitude des renseignements ci-dessus									
44 - Signature de l'épouse					45 - Signature du témoin				
X					X				
46 - Signature de l'époux					47 - Signature du témoin				
X					X				

1 ORIGINAL REGISTRE DE LA POPULATION
Ministère des Affaires sociales, Québec

2-



Ministère des Affaires sociales
Registre de la population

FORMULAIRE SP-2

ATTESTATION D'UNE DÉCLARATION DE MARIAGE

Veuillez remplir cette déclaration à la machine ou en lettres moulées.
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

NOTE: VOIR AU VERSO
AVANT DE REMPLIR

IDENTIFICATION DES CONJOINTS									
1 - Nom de l'épouse (selon acte de naissance)					2 - Prénom usuel			3 - Autres prénoms	
Epouse	4 - Etat civil de l'épouse		5 - Date du décès du conjoint ou date du divorce		6 - Date de naissance de l'épouse		7 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)		8 - Langue maternelle
	<input type="checkbox"/> Célibataire		Année Mois Jour		Année Mois Jour				
	<input type="checkbox"/> Veuve								
	<input type="checkbox"/> Divorcée								
9 - Domicile avant le mariage (municipalité, comté, province ou pays étranger)					10 - Nombre d'années de scolarité				
11 - Nom de l'époux					12 - Prénom usuel			13 - Autres prénoms	
Epoux	14 - Etat civil de l'époux		15 - Date du décès du conjoint ou date du divorce		16 - Date de naissance de l'époux		17 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)		18 - Langue maternelle
	<input type="checkbox"/> Célibataire		Année Mois Jour		Année Mois Jour				
	<input type="checkbox"/> Veuf								
	<input type="checkbox"/> Divorcé								
19 - Domicile avant le mariage (municipalité, comté, province ou pays étranger)					20 - Nombre d'années de scolarité				
21 - Domicile après le mariage (Nº, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)									

IDENTIFICATION DES PARENTS DES CONJOINTS										
Epouse	22 - Nom de la mère de l'épouse (selon acte de naissance)					23 - Prénom usuel		24 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)		
	25 - Nom du père de l'épouse					26 - Prénom usuel		27 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)		
Epoux	28 - Nom de la mère de l'époux (selon acte de naissance)					29 - Prénom usuel		30 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)		
	31 - Nom du père de l'époux					32 - Prénom usuel		33 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)		

IDENTIFICATION DES TÉMOINS									
34 - Nom du témoin					35 - Prénom usuel				
<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> Mlle									
36 - Nom du témoin					37 - Prénom usuel				
<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> Mlle									

DATE ET LIEU DU MARIAGE									
38 - Date du mariage			39 - Lieu de la célébration du mariage (nom de la municipalité et du comté)						
Année Mois Jour			<input type="checkbox"/> Cité, ville ou village <input type="checkbox"/> Canton ou paroisse						
40 - Lieu de l'enregistrement du mariage (nom de la paroisse religieuse ou du district judiciaire dans le cas de mariage civil)					41 - Qualité du célébrant				
					5 <input type="checkbox"/> Ministre du Culte 6 <input type="checkbox"/> Protonotaire ou son adjoint				
42 - Nom et prénom du célébrant					43 - Signature du célébrant				
					X				

SIGNATURE DES CONJOINTS ET DES TÉMOINS									
Je confirme l'exactitude des renseignements ci-dessus									
44 - Signature de l'épouse					45 - Signature du témoin				
X					X				
46 - Signature de l'époux					47 - Signature du témoin				
X					X				

2 ÉPOUX

2-

ANNEXE 3

(a. 18, 26 et 62)

Ministère des Affaires sociales
Registre de la population

DECLARATION DE DECÈS

FORMULAIRE SP-3

NOTE. VOIR AU VERSO
AVANT DE REMPLIRVeuillez remplir cette déclaration à la machine ou en lettres moulées.
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

LIEU DU DECÈS															
1 - Nom de l'établissement ou à eu lieu le décès															
2 - Adresse de l'endroit où a eu lieu le décès (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)															
<input type="checkbox"/> Cité, ville ou village <input type="checkbox"/> Canton ou paroisse															
IDENTIFICATION DU DÉFUNT															
3 - Nom (selon acte de naissance)				4 - Prénom usuel				5 - Autres prénoms				6 - N° d'assurance sociale			
7 - Date de naissance Année Mois Jour				8 - Âge au décès Ans(s) Mois Jours				9 - Si âgé(e) de moins de 7 jours Heures Minutes				10 - Si âgé(e) de moins de 168 heures, donner le poids à la naissance grammes			
9 - État civil 1 <input type="checkbox"/> Célibataire 3 <input type="checkbox"/> Veuf(ve) 2 <input type="checkbox"/> Marié(e) 4 <input type="checkbox"/> Divorcé(e) 5 <input type="checkbox"/> Séparé(e) légalement				10 - Si le défunt était marié(e), veuf(ve), divorcé(e), séparé(e) légalement, donner le nom de son conjoint (selon acte de naissance)				11 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)				12 - Langue d'usage à la maison			
13 - Adresse du domicile du défunt (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)															
<input type="checkbox"/> Cité, ville ou village <input type="checkbox"/> Canton ou paroisse															
14 - Nom de la mère (selon acte de naissance)				15 - Prénom usuel				16 - Lieu de naissance de la mère (province ou pays étranger)							
17 - Nom du père				18 - Prénom usuel				19 - Lieu de naissance du père (province ou pays étranger)							
CONSTAT MÉDICAL															
20 - Sexe du défunt 1 <input type="checkbox"/> Masculin 2 <input type="checkbox"/> Féminin 9 <input type="checkbox"/> Indéterminé				21 - Date du décès Année Mois Jour				22 - Causes du décès				Intervalle approximatif entre le début étologique et le décès			
1. Cause immédiate du décès				a) due à (ou consécutive à)				b) due à (ou consécutive à)				c)			
Causes antécédentes: états morbides ayant conduit à la cause précitée, en indiquant en dernier lieu la cause initiale															
2. Autre(s) état(s) morbide(s) ayant contribué au décès, mais sans rapport avec la cause immédiate ci-dessus															
23 - Dans le cas de décès avant sept (7) jours complets, soit 168 heures de vie, indiquer quelle est à votre avis, la cause INITIALE du décès Pointer (✓) une cause seulement <input type="checkbox"/> Malformation congénitale <input type="checkbox"/> Hémorragie ante-partum <input type="checkbox"/> Infection <input type="checkbox"/> Traumatisme ou asphyxie obstétricale <input type="checkbox"/> Erythroblastose <input type="checkbox"/> Autre* <input type="checkbox"/> Membrane hyaline *Préciser _____ <input type="checkbox"/> Malnutrition foetale				24 - Y a-t-il eu autopsie? 1 <input type="checkbox"/> Oui 2 <input type="checkbox"/> Non Si oui, la certification de la cause du décès tient-elle compte de l'information fournie par l'autopsie? 1 <input type="checkbox"/> Oui 2 <input type="checkbox"/> Non				25 - S'il s'agit d'une femme, le décès est-il survenu au cours d'une grossesse ou dans les 90 jours? 1 <input type="checkbox"/> Oui 2 <input type="checkbox"/> Non				26 - Présence de radio-isotopes 1 <input type="checkbox"/> Oui 2 <input type="checkbox"/> Non			
				27 - Si mort violente, pointer <input type="checkbox"/> Accident <input type="checkbox"/> Suicide <input type="checkbox"/> Homicide				28 - Défunt atteint d'une maladie à déclaration obligatoire 1 <input type="checkbox"/> Oui 2 <input type="checkbox"/> Non Préciser _____				27a - Lieu et circonstances (ferme, usine, route, noyade, armes, strangulation, etc.)			
IDENTIFICATION DU DÉCLARANT															
29 - Nom et prénom du déclarant				30 - Qualité du déclarant 1 <input type="checkbox"/> Médecin 4 <input type="checkbox"/> Coroner Autre (préciser) _____				31 - Date de la signature (année, mois, jour)				32 - Signature du déclarant (J'ai rédigé au meilleur de ma connaissance les causes et les circonstances du décès de cette personne). N° de permis (Corp. des médecins)			
				X											
DISPOSITION DU CORPS/DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES															
33 - Mode de disposition 1 <input type="checkbox"/> Inhumation 2 <input type="checkbox"/> Crémation 3 <input type="checkbox"/> Pour l'étude de l'anatome 4 <input type="checkbox"/> Transport à l'extérieur du Québec				34 - Nom et prénom du directeur de funérailles				N° de permis du thanatologue							
35 - Adresse du directeur de funérailles (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)															
36 - Date de la prise en charge (année, mois, jour)				37 - Nom et prénom du représentant du directeur de funérailles				38 - Signature du représentant X							



Ministère des Affaires sociales
Registre de la population

ATTESTATION D'UNE DÉCLARATION DE DÉCÈS

FORMULAIRE SP-3

NOTE VOIR AU VERSO
AVANT DE REMPLIR

Veillez remplir cette déclaration à la machine ou en lettres moulées.
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

LIEU DU DÉCÈS											
1 - Nom de l'établissement ou à eu lieu le décès											
2 - Adresse de l'endroit ou à eu lieu le décès (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)											
<input type="checkbox"/> Cité, ville ou village <input type="checkbox"/> Canton ou paroisse											
IDENTIFICATION DU DÉFUNT											
3 - Nom (selon acte de naissance)				4 - Prénom usuel		5 - Autres prénoms		6 - N° d'assurance sociale			
7 - Date de naissance			8 - Âge au décès		Si âgé(e) de moins de 7 jours		Si âgé(e) de moins de 168 heures, donner le poids à la naissance		Si âgé(e) de moins de 168 heures, donner le poids à la naissance		
Année Mois Jour			Année Mois Jour		Mois Jour		Heures Minutes		grammes		
9 - État civil			10 - Si le défunt était marié(e), veuve, divorcé(e), séparé(e) légalement, donner le nom de son conjoint (selon acte de naissance)								
1 <input type="checkbox"/> Célibataire 3 <input type="checkbox"/> Veuve											
2 <input type="checkbox"/> Marié(e) 4 <input type="checkbox"/> Divorcé(e)											
5 <input type="checkbox"/> Séparé(e) légalement											
11 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)											
12 - Langue d'usage à la maison											
13 - Adresse du domicile du défunt (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)											
<input type="checkbox"/> Cité, ville ou village <input type="checkbox"/> Canton ou paroisse											
14 - Nom de la mère (selon acte de naissance)				15 - Prénom usuel				16 - Lieu de naissance de la mère (province ou pays étranger)			
Mère											
17 - Nom du père				18 - Prénom usuel				19 - Lieu de naissance du père (province ou pays étranger)			
Père											
CONSTAT MÉDICAL											
20 - Sexe du défunt				21 - Date du décès							
1 <input type="checkbox"/> Masculin 2 <input type="checkbox"/> Féminin 9 <input type="checkbox"/> Indéterminé				Année Mois Jour							
22 - Causes du décès											
Intervalle approximatif entre le début étiologique et le décès											
1. Cause immédiate du décès											
a) due à (ou consécutive à)											
b) due à (ou consécutive à)											
c) due à (ou consécutive à)											
2. Autre(s) état(s) morbide(s) ayant contribué au décès, mais sans rapport avec la cause immédiate ci-dessus											
23 - Dans le cas de décès avant sept (7) jours complets, soit 168 heures de vie indiquer quelle est à votre avis, la cause INITIALE du décès											
Pointer (✓) une case seulement											
<input type="checkbox"/> Malformation congénitale* <input type="checkbox"/> Hémorragie ante-partum <input type="checkbox"/> Infection* <input type="checkbox"/> Traumatisme ou asphyxie obstétricale* <input type="checkbox"/> Erythroblastose <input type="checkbox"/> Autre* <input type="checkbox"/> Membrane hyaline *Préciser _____ <input type="checkbox"/> Malnutrition fœtale											
24 - Y a-t-il eu autopsie?				25 - S'il s'agit d'une femme, le décès est-il survenu au cours d'une grossesse ou dans les 90 jours?				26 - Présence de radio-isotopes			
1 <input type="checkbox"/> Oui 2 <input type="checkbox"/> Non				1 <input type="checkbox"/> Oui 2 <input type="checkbox"/> Non				1 <input type="checkbox"/> Oui 2 <input type="checkbox"/> Non			
Si oui, la certification de la cause du décès tient-elle compte de l'information fournie par l'autopsie?											
1 <input type="checkbox"/> Oui 2 <input type="checkbox"/> Non											
27 - Si mort violente, pointer				28 - Défunt atteint d'une maladie à déclaration obligatoire				29 - Défunt atteint d'une maladie à déclaration obligatoire			
<input type="checkbox"/> Accident <input type="checkbox"/> Suicide <input type="checkbox"/> Homicide 27a - Lieu et circonstances (terme, usine, route, noyade, armes, strangulation, etc.)				1 <input type="checkbox"/> Oui 2 <input type="checkbox"/> Non				1 <input type="checkbox"/> Oui 2 <input type="checkbox"/> Non			
								Préciser _____			
IDENTIFICATION DU DÉCLARANT											
29 - Nom et prénom du déclarant								30 - Qualité du déclarant			
								1 <input type="checkbox"/> Médecin 4 <input type="checkbox"/> Coroner Autre (préciser) _____			
31 - Date de la signature (année, mois, jour)				32 - Signature du déclarant (J'ai rédigé au meilleur de ma connaissance les causes et les circonstances du décès de cette personne)				N° de permis (Corp. des médecins)			
				X							
DISPOSITION DU CORPS/DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES											
33 - Mode de disposition				34 - Nom et prénom du directeur de funérailles				N° de permis du thanatologue			
1 <input type="checkbox"/> Inhumation 2 <input type="checkbox"/> Crémation 3 <input type="checkbox"/> Pour l'étude de l'anatomie											
4 <input type="checkbox"/> Transport à l'extérieur du Québec											
35 - Adresse du directeur de funérailles (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)											
36 - Date de la prise en charge (année, mois, jour)				37 - Nom et prénom du représentant du directeur de funérailles				38 - Signature du représentant			
								X			

2 DOSSIER MÉDICAL

3-



Ministère des Affaires sociales
Registre de la population

ATTESTATION D'UNE DÉCLARATION DE DÉCÈS

FORMULAIRE SP-3

NOTE : VOIR AU VERSO
AVANT DE REMPLIR

Veillez remplir cette déclaration à la machine ou en lettres moulées.
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

LIEU DU DÉCÈS											
1 - Nom de l'établissement ou a eu lieu le décès											
2 - Adresse de l'endroit où a eu lieu le décès (N° rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)											
<input type="checkbox"/> Cité, ville ou village <input type="checkbox"/> Canton ou paroisse											
IDENTIFICATION DU DÉFUNT											
3 - Nom (selon acte de naissance)				4 - Prénom usuel		5 - Autres prénoms		6 - N° de résidence sociale			
7 - Date de naissance			8 - Âge au décès			9 - Si âgé(e) de moins d'un an			10 - Si âgé(e) de moins de 7 jours		
Année Mois Jour			Année(s) Mois Jour			Heures Minutes			Si âgé(e) de moins de 100 livres, indiquer le poids à la naissance (grammes)		
9 - État civil				10 - Si le défunt était marié(e), veuf(ve), divorcé(e), séparé(e) légalement, donner le nom de son conjoint (selon acte de naissance)							
<input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Veuf(ve) <input type="checkbox"/> Marié(e) <input type="checkbox"/> Divorcé(e) <input type="checkbox"/> Séparé(e) légalement				11 - Lieu de naissance (province ou pays étranger)				12 - Lieu de naissance du défunt			
13 - Adresse du domicile du défunt (N° rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)											
<input type="checkbox"/> Cité, ville ou village <input type="checkbox"/> Canton ou paroisse											
14 - Nom de la mère (selon acte de naissance)				15 - Prénom usuel				16 - Lieu de naissance de la mère (province ou pays étranger)			
17 - Nom du père				18 - Prénom usuel				19 - Lieu de naissance du père (province ou pays étranger)			
CONSTAT MÉDICAL											
20 - Sexe du défunt				21 - Date du décès							
<input type="checkbox"/> Masculin <input type="checkbox"/> Féminin <input type="checkbox"/> Indéterminé				Année Mois Jour							
22 - Causes du décès											
Intervalle approximatif entre le début étiologique et le décès											
1. Cause immédiate du décès											
a) due à (ou consécutive à)											
b) due à (ou consécutive à)											
c)											
2. Autre(s) état(s) morbide(s) ayant contribué au décès, mais sans rapport avec la cause immédiate ci-dessus											
23 - Dans le cas de décès avant sept (7) jours complets, soit 168 heures, indiquer quelle est à votre avis, la cause INITIALE du décès. Pointer (✓) une case seulement											
<input type="checkbox"/> Malformation congénitale <input type="checkbox"/> Hémorragie anténatale <input type="checkbox"/> Infection <input type="checkbox"/> Traumatisme ou accident obstétrical <input type="checkbox"/> Erythroblastose <input type="checkbox"/> Autre: _____ <input type="checkbox"/> Membrane hyaline Préciser: _____ <input type="checkbox"/> Malnutrition fœtale											
24 - Y a-t-il eu autopsie?											
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, la certification de la cause du décès tient-elle compte de l'information fournie par l'autopsie? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non											
25 - Si s'agit d'une femme, le décès est-il survenu au cours d'une grossesse ou dans les 90 jours?											
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non											
26 - Présence de radio-isotopes											
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non											
27 - Si mort violente, pointer											
<input type="checkbox"/> Accident <input type="checkbox"/> Suicide <input type="checkbox"/> Homicide											
27a - Lieu et circonstances (femme, usine, route, noyade, armes, strangulation, etc.)											
28 - Défunt atteint d'une maladie à déclaration obligatoire											
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Préciser: _____											
IDENTIFICATION DU DÉCLARANT											
29 - Nom et prénom du déclarant						30 - Qualité du déclarant					
						<input type="checkbox"/> Médecin <input type="checkbox"/> Coroner Autre (préciser): _____					
31 - Date de la signature (année, mois, jour)						32 - Signature du déclarant (J'ai rédigé au meilleur de ma connaissance les causes et les circonstances du décès de cette personne. N° de permis (Corp. des médecins))					
						X					
DISPOSITION DU CORPS/DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES											
33 - Mode de disposition											
<input type="checkbox"/> Inhumation <input type="checkbox"/> Crémation <input type="checkbox"/> Pour l'étude de l'anatomie <input type="checkbox"/> Transport à l'extérieur du Québec											
34 - Nom et prénom du directeur de funérailles						N° de permis du thanatologue					
35a - Je soussigne autopsie l'incinération du cadavre de cette personne						35b - Nom et prénom de la personne qui donne l'autorisation					
Je soussigne autopsie le transport du cadavre à l'extérieur du Québec											
35c - Qualité du signataire						35d - Date (année, mois, jour)					
<input type="checkbox"/> Coroner <input type="checkbox"/> Autre: précisez: _____						35e - Signature					
						X					

3 DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES/CRÉMATION
TRANSPORT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC

3-



Ministère des Affaires sociales
Registre de la population

ATTESTATION D'UNE DÉCLARATION DE DÉCÈS

FORMULAIRE SP-3

NOTE: VOIR AU VERSO
AVANT DE REMPLIR

Veuillez remplir cette déclaration à la machine ou en lettres moullées.
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

LIEU DU DÉCÈS											
1 - Nom de l'établissement ou à eu lieu le décès											
2 - Adresse de l'endroit ou à eu lieu le décès (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)											
<input type="checkbox"/> Cité, ville ou village <input type="checkbox"/> Canton ou paroisse											
IDENTIFICATION DU DÉFUNT											
3 - Nom (selon acte de naissance)				4 - Prénom usuel				5 - Autres prénoms			
6 - N° d'identification sociale											
7 - Date de naissance			8 - Âge au décès			9 - Si âgé(e) de moins d'un an			10 - Si âgé(e) de moins de 7 jours		
Année Mois Jour			An(s) Mois Jours			Heures Minutes			Si âgé(e) de moins de 7 jours		
11 - État civil			12 - Si le défunt était marié(e), veuf(ve), divorcé(e), séparé(e) légalement, donner le nom de son conjoint (selon acte de naissance)								
1 <input type="checkbox"/> Célibataire 3 <input type="checkbox"/> veuf(ve)											
2 <input type="checkbox"/> Marié(e) 4 <input type="checkbox"/> Divorcé(e)											
5 <input type="checkbox"/> Séparé(e) légalement											
13 - Adresse du domicile du défunt (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)											
<input type="checkbox"/> Cité, ville ou village <input type="checkbox"/> Canton ou paroisse											
14 - Nom de la mère (selon acte de naissance)						15 - Prénom usuel			16 - Lieu de naissance de la mère (province ou pays étranger)		
Mère											
17 - Nom du père						18 - Prénom usuel			19 - Lieu de naissance du père (province ou pays étranger)		
Père											
CONSTAT MÉDICAL											
20 - Sexe du défunt						21 - Date du décès					
1 <input type="checkbox"/> Masculin 2 <input type="checkbox"/> Féminin 3 <input type="checkbox"/> Indéterminé						Année Mois Jour					
IDENTIFICATION DU DÉCLARANT											
29 - Nom et prénom du déclarant						30 - Qualité du déclarant					
						1 <input type="checkbox"/> Médecin 4 <input type="checkbox"/> Coroner Autre (préciser):					
31 - Date de la signature (année, mois, jour)						32 - Signature du déclarant (J'ai rédigé au meilleur de ma connaissance les causes et les circonstances du décès de cette personne):					
						N° de permis (Corp. des médecins)					
						X					
LIEU DE DISPOSITION/DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES											
33 - Mode de disposition						34 - Nom du cimetière ou du crématorium					
1 <input type="checkbox"/> Inhumation 2 <input type="checkbox"/> Crémation 3 <input type="checkbox"/> Pour l'étude de l'anatomie 4 <input type="checkbox"/> Transport à l'extérieur du Québec											
35 - Adresse de l'endroit de disposition du corps (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)											
36 - Date de disposition du corps (année, mois, jour)						37 - Nom et prénom du représentant			38 - Signature du représentant		
									X		

4 LIEU DE DISPOSITION

3-

ANNEXE 4

(a. 9 et 58)



Ministère des Affaires sociales
Registre de la population

DÉCLARATION DE MORTINAISSANCE

FORMULAIRE SP-4

Veillez remplir cette déclaration à la **machine** ou en **lettres moulées**.
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

NOTE VOIR AU VERSO
AVANT DE REMPLIR

LIEU DE L'ACCOUCHEMENT			
1 - Nom du centre hospitalier ou a eu lieu l'accouchement			
2 - Adresse de l'endroit où a eu lieu l'accouchement (N ^o , rue, municipalité, comté)			
IDENTIFICATION DES PARENTS			
3 - Nom du père (si le père est inconnu, pointer (✓) ici (†) et vous reporter à la question 9)		4 - Prénom usuel	5 - Autres prénoms
6 - Date de naissance du père Année Mois Jour	7 - Lieu de naissance du père (province ou pays étranger)	8 - Langue maternelle du père	
9 - Nom de la mère (selon acte de naissance)		10 - Prénom usuel	11 - Autres prénoms
12 - Date de naissance de la mère Année Mois Jour	13 - Lieu de naissance de la mère (province ou pays étranger)	14 - Langue maternelle de la mère	
15 - Adresse du domicile de la mère (N ^o , rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)			
16 - Langue d'usage à la maison			
17 - État civil de la mère <input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Mariée <input type="checkbox"/> Veuve <input type="checkbox"/> Divorcée <input type="checkbox"/> Séparée légalement			
18 - Nombre d'années de scolarité de la mère		19 - Nombre d'enfants nés de grossesses antérieures	
20 - Date de la dernière nais. vivante (s'il y a lieu) Année Mois Jour		21 - Date du dernier mariage (s'il y a lieu) Année Mois Jour	
Nés vivants: _____ Mort-nés (de 500 grammes et plus): _____			
CONSTAT MÉDICAL			
22 - Date de l'accouchement Année Mois Jour		23 - Type d'accouchement <input type="checkbox"/> Simple <input type="checkbox"/> Double Autre (préciser): _____	
24 - En cas d'accouchement multiple donner l'ordre de naissance <input type="checkbox"/> 1er <input type="checkbox"/> 2e <input type="checkbox"/> 3e Autre (préciser): _____		25 - Sexe du mort-né <input type="checkbox"/> Masculin <input type="checkbox"/> Féminin <input type="checkbox"/> Indéterminé	
26 - Poids à l'accouchement _____ grammes ou _____ livres _____ onces		27 - Durée de la grossesse _____ semaines complètes	
28 - Causes de la mortinaissance			
1. Cause immédiate			
Causes antécédentes: états morbides ayant conduit à la cause précitée, en indiquant en dernier lieu la cause initiale			
2. Autre(s) état(s) morbide(s) ayant contribué au décès, mais sans rapport avec la cause immédiate ci-dessus			
29 - Indiquer quelle est, à votre avis, la cause INITIALE de la mortinaissance. Pointer (✓) une case seulement <input type="checkbox"/> Malformation congénitale <input type="checkbox"/> Malnutrition foetale <input type="checkbox"/> Traumatisme ou asphyxie obstétricale <input type="checkbox"/> Infection <input type="checkbox"/> Hémorragie ante-partum <input type="checkbox"/> Autre* *Préciser: _____		30 - Y-a-t-il eu autopsie? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, la certification de la cause du décès tient-elle compte de l'information fournie par l'autopsie? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
IDENTIFICATION DU DÉCLARANT			
31 - Nom et prénom du déclarant		32 - Qualité du déclarant <input type="checkbox"/> Médecin <input type="checkbox"/> Infirmière Autre (préciser): _____	
33 - Date de la signature (année, mois, jour)		34 - Signature du déclarant (J'ai rédigé au meilleur de ma connaissance les causes et les circonstances du décès de ce mort-né) <div style="text-align: center;">X</div>	
DISPOSITION DU CORPS/DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES			
35 - Mode de disposition <input type="checkbox"/> Inhumation <input type="checkbox"/> Crémation <input type="checkbox"/> Pour l'étude de l'anatomie <input type="checkbox"/> Transport à l'extérieur du Québec		36 - Identification du directeur de funérailles ou du centre hospitalier N ^o de permis du thanatologue: _____	
37 - Adresse du directeur de funérailles (N ^o , rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)			
38 - Date de la prise en charge (année, mois, jour)		39 - Nom et prénom du représentant du directeur de funérailles	
		40 - Signature du représentant <div style="text-align: center;">X</div>	

1 ORIGINAL REGISTRE DE LA POPULATION
Ministère des Affaires sociales, Québec

4-



Ministère des Affaires sociales
Registre de la population

ATTESTATION D'UNE DÉCLARATION DE MORTINAISSANCE

FORMULAIRE SP-4

Veuillez remplir cette déclaration à la **machine** ou en **lettres moulées**.
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

NOTE VOIR AU VERSO
AVANT DE REMPLIR

LIEU DE L'ACCOUCHEMENT			
1 - Nom du centre hospitalier ou a eu lieu l'accouchement			
2 - Adresse de l'endroit ou a eu lieu l'accouchement (N° rue, municipalité, comté)			
IDENTIFICATION DES PARENTS			
3 - Nom du père (si le père est inconnu, pointer (✓) ici et vous reporter à la question 9)		4 - Prénom usuel	5 - Autres prénoms
Père	6 - Date de naissance du père (Année Mois Jour)	7 - Lieu de naissance du père (province ou pays étranger)	8 - Langue maternelle du père
9 - Nom de la mère (selon acte de naissance)		10 - Prénom usuel	11 - Autres prénoms
Mère	12 - Date de naissance de la mère (Année Mois Jour)	13 - Lieu de naissance de la mère (province ou pays étranger)	14 - Langue maternelle de la mère
15 - Adresse du domicile de la mère (N° rue, municipalité, comté, province ou pays étranger) <input type="checkbox"/> Cité, ville ou village <input type="checkbox"/> Canton ou paroisse		16 - Langue d'usage à la maison	
17 - Etat civil de la mère 1 <input type="checkbox"/> Célibataire 2 <input type="checkbox"/> Mariée 3 <input type="checkbox"/> Veuve 4 <input type="checkbox"/> Divorcée 5 <input type="checkbox"/> Séparée légalement		18 - Nombre d'années de scolarité de la mère	
19 - Nombre d'enfants nés de grossesses antérieures Nés vivants: _____ Mort-nés (de 500 grammes et plus): _____		20 - Date de la dernière naiss. vivante (s'il y a lieu) Année Mois Jour	21 - Date du dernier mariage (s'il y a lieu) Année Mois Jour
CONSTAT MÉDICAL			
22 - Date de l'accouchement Année Mois Jour		23 - Type d'accouchement 1 <input type="checkbox"/> Simple <input type="checkbox"/> Double Autre (préciser): _____	
24 - En cas d'accouchement multiple donner l'ordre de naissance 1 <input type="checkbox"/> 1er 2 <input type="checkbox"/> 2e 3 <input type="checkbox"/> 3e Autre (préciser): _____		25 - Sexe du mort-né 1 <input type="checkbox"/> Masculin 2 <input type="checkbox"/> Féminin 9 <input type="checkbox"/> Indéterminé	
26 - Poids à l'accouchement _____ grammes ou _____ livres _____ onces		27 - Durée de la grossesse _____ semaines complètes	
28 - Causes de la mortinaissance			
1 Cause immédiate		a) _____ due à (ou consécutive à)	
Causes antécédentes : états morbides ayant conduit à la cause précitée, en indiquant en dernier lieu la cause initiale		b) _____ due à (ou consécutive à)	
2 Autre(s) état(s) morbide(s) ayant contribué au décès, mais sans rapport avec la cause immédiate ci-dessus			
29 - Indiquer quelle est à votre avis la cause INITIALE de la mortinaissance. Pointer (✓) une case seulement. <input type="checkbox"/> Malformation congénitale <input type="checkbox"/> Malnutrition foetale <input type="checkbox"/> Traumatisme ou asphyxie obstétricale <input type="checkbox"/> Infection <input type="checkbox"/> Hémorragie ante-partum <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Erythroblastose Préciser: _____		30 - Y a-t-il eu autopsie? 1 <input type="checkbox"/> Oui 2 <input type="checkbox"/> Non Si oui, la certification de la cause du décès tient-elle compte de l'information fournie par l'autopsie? 1 <input type="checkbox"/> Oui 2 <input type="checkbox"/> Non	
IDENTIFICATION DU DÉCLARANT			
31 - Nom et prénom du déclarant		32 - Qualité du déclarant 1 <input type="checkbox"/> Médecin 2 <input type="checkbox"/> Infirmière Autre (préciser): _____	
33 - Date de la signature (année, mois, jour)		34 - Signature du déclarant (J'ai rédigé au meilleur de ma connaissance les causes et les circonstances du décès de ce mort-né) X	
		N° de permis (Corp. des médecins)	
DISPOSITION DU CORPS/DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES			
35 - Mode de disposition 1 <input type="checkbox"/> Inhumation 2 <input type="checkbox"/> Crémation 3 <input type="checkbox"/> Pour l'étude de l'anatomie 4 <input type="checkbox"/> Transport à l'extérieur du Québec		36 - Identification du directeur de funérailles ou du centre hospitalier	
37 - Adresse du directeur de funérailles (No, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)		N° de permis du thanatologue	
38 - Date de la prise en charge (année, mois, jour)		39 - Nom et prénom du représentant du directeur de funérailles	
		40 - Signature du représentant X	

2 DOSSIER MÉDICAL

4-



Ministère des Affaires sociales
Registre de la population

ATTESTATION D'UNE DÉCLARATION DE MORTINAISSANCE

FORMULAIRE SP-4

Veillez remplir cette déclaration à la **machine** ou en **lettres moulées**.
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

NOTE : VOIR AU VERSO
AVANT DE REMPLIR

LIEU DE L'ACCOUCHEMENT

1 - Nom du centre hospitalier ou à eu lieu l'accouchement

2 - Adresse de l'endroit où a eu lieu l'accouchement (N° rue, municipale, comté)

IDENTIFICATION DES PARENTS

3 - Nom du père (si le père est inconnu, porter l'X) et vous reporter à la question 9)

4 - Prénom usuel

5 - Autres prénoms

9 - Nom de la mère (selon acte de naissance)

10 - Prénom usuel

11 - Autres prénoms

15 - Adresse du domicile de la mère (N° rue, municipale, comté, province ou pays étranger)

☐ Cité, ville ou village

☐ Canton ou paroisse

CONSTAT MÉDICAL

22 - Date de l'accouchement

Année Mois Jour

23 - Type d'accouchement

11 ☐ Simple ☐ Double

Autre (préciser)

24 - En cas d'accouchement multiple donner l'ordre de naissance

☐ 1er ☐ 2e ☐ 3e

Autre (préciser)

25 - Sexe du mort-né

1 ☐ Masculin 2 ☐ Féminin

9 ☐ Indéterminé

26 - Poids à l'accouchement

grammes ou livres onces

27 - Durée de la grossesse

semaines complètes

28 - Causes de la mortinaissance

1. Cause immédiate

Causes antécédentes: états morbides ayant conduit à la cause précitée, en indiquant en dernier lieu la cause initiale

a) due à (ou consécutive à)

b) due à (ou consécutive à)

c)

2. Autre(s) état(s) morbide(s)

ayant contribué au décès, mais sans rapport avec la cause immédiate ci-dessus

29 - Indiquer quelle est, à votre avis, la cause INITIALE de la mortinaissance. Porter (✓) une case seulement

☐ Malformation congénitale

☐ Malnutrition foetale

☐ Traumatisme ou asphyxie obstétricale

☐ Infection

☐ Hémorragie ante-partum

☐ Autre

☐ Erythroblastose

Préciser

30 - Y a-t-il eu autopsie?

1 ☐ Oui 2 ☐ Non

Si oui, la certification de la cause du décès tient-elle compte de l'information fournie par l'autopsie?

1 ☐ Oui 2 ☐ Non

IDENTIFICATION DU DÉCLARANT

31 - Nom et prénom du déclarant

32 - Qualité du déclarant

1 ☐ Médecin 2 ☐ Infirmière

Autre (préciser)

33 - Date de la signature (année, mois, jour)

34 - Signature du déclarant (J'ai rédigé au meilleur de ma connaissance les causes et les circonstances du décès de ce mort-né)

X

N° de permis (Corp. des médecins)

DISPOSITION DU CORPS/DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES

35 - Mode de disposition

1 ☐ Inhumation 2 ☐ Crémation

3 ☐ Pour l'étude de l'anatomie

4 ☐ Transport à l'extérieur du Québec

36 - Identification du directeur de funérailles ou du centre hospitalier

N° de permis du thanatologue

37a - Je soussigné autorise l'inhumation du cadavre de ce mort-né

☐

Je soussigné autorise le transport du cadavre à l'extérieur du Québec

☐

37b - Nom et prénom de la personne qui donne l'autorisation

37c - Qualité du signataire

☐ Coroner

☐ Autre

préciser

37d - Date (année, mois, jour)

37e - Signature

X

3 DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES/CRÉMATION
TRANSPORT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC

4-



Ministère des Affaires sociales
Registre de la population

ATTESTATION D'UNE DÉCLARATION DE MORTINAISSANCE

FORMULAIRE SP-4

Veuillez remplir cette déclaration à la machine ou en lettres moulées.
Ne pas écrire dans les espaces ombrés.

NOTE: VOIR AU VERSO
AVANT DE REMPLIR

LIEU DE L'ACCOUCHEMENT

1 - Nom du centre hospitalier ou a eu lieu l'accouchement	
2 - Adresse de l'endroit ou a eu lieu l'accouchement (N°, rue, municipalité, comté)	

IDENTIFICATION DES PARENTS

Père	3 - Nom du père (si le père est inconnu, pointer (✓) ici et vous reporter à la question 9)	4 - Prénom usuel	5 - Autres prénoms
Mère	9 - Nom de la mère (selon acte de naissance)	10 - Prénom usuel	11 - Autres prénoms
15 - Adresse du domicile de la mère (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)			
<input type="checkbox"/> Cité, ville ou village <input type="checkbox"/> Canton ou paroisse			

CONSTAT MÉDICAL

22 - Date de l'accouchement	Année	Mois	Jour

IDENTIFICATION DU DÉCLARANT

31 - Nom et prénom du déclarant	32 - Qualité du déclarant
	1 <input type="checkbox"/> Médecin 2 <input type="checkbox"/> Infirmière Autre (préciser) _____
33 - Date de la signature (année, mois, jour)	34 - Signature du déclarant (J'ai rédigé au meilleur de ma connaissance les causes et les circonstances du décès de ce mort-né)
	X

LIEU DE DISPOSITION/DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES (S'IL Y A LIEU)

35 - Mode de disposition	3 <input type="checkbox"/> Pour l'étude de l'anatomie	36 - Nom du cimetière, du crématorium ou du centre hospitalier
1 <input type="checkbox"/> Inhumation 2 <input type="checkbox"/> Crémation 4 <input type="checkbox"/> Transport à l'extérieur du Québec		
37 - Adresse de l'endroit de disposition du corps (N°, rue, municipalité, comté, province ou pays étranger)		
38 - Date de la disposition du corps (année, mois, jour)	39 - Nom et prénom du représentant	40 - Signature du représentant
		X

4 LIEU DE DISPOSITION

4-

ANNEXE 5

(a. 208)

**COULEUR JAUNE POUR VÉHICULES
PRIORITAIRES SELON LA NORME BNQ
9901-905****CARACTÉRISTIQUES REQUISES****Chromaticité**

La couleur jaune utilisée pour la peinture des véhicules doit avoir les caractéristiques chromatiques suivantes et la tolérance doit être inférieure ou égale à 2 unités McAdams :

X	51,84
Y	61,97
Z	14,75
LX	0,40322
LY	0,48201

Ces valeurs numériques doivent être déterminées conformément à la méthode E308 de l'*American Society for Testing and Materials*.

Contretypage

Une vérification par contretypage ne doit noter aucune différence appréciable entre l'étalon secondaire et l'échantillon à analyser. De plus, le contretypage doit être effectué selon la méthode D1729 de l'*American Society for Testing and Materials*.

APPAREILS DE MESURE

Les valeurs numériques données doivent être lues au moyen des appareils suivants : Spectronic 505 Bausch & Lomb et DPE Digital Computer.

ANNEXE 6

(a. 208)

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES
HÔTEL DU GOUVERNEMENT
QUÉBEC****« ÉTOILE DE VIE »****CARACTÉRISTIQUES REQUISES****Chromaticité**

La couleur bleu primaire utilisée pour l'emblème étoile de vie doit avoir les caractéristiques chromatiques suivantes et la tolérance doit être inférieure ou égale à 4 unités McAdams.

X	5,29
Y	9,00
Z	34,65
LX	0,10809
LY	0,18389

Couleurs : un bâton d'esculape blanc sur fond bleu primaire BNQ 9901-950.

Dimensions : 3 branches entrecroisées et équiangles dont la longueur de 4 fois la largeur. Le bâton d'Esculape dont la longueur est égale à 3 fois la largeur d'une branche est disposé au centre de la branche verticale du sigle.

Critères de la couleur bleu BNQ-9901-950

La couleur bleu doit rencontrer les standards du système MUNSELL. Les qualités visuelles telles que, teinte, valeur et chromatisme sont telles que décrites dans la méthode D1535 de l'*American Society for Testing and Materials*. Cette couleur est identifiée en notation MUNSELL comme suit :

2,5 PB 3,5/10 avec tolérance en teinte, valeur et chromatisme de :

Teinte + 4,5 PB ; teinte —, 10,0B ; valeur + 4,0 ;

Valeur —, 3,0 ; chromatisme +, illimité ; et chromatisme —, 8.

La réflectivité de cet emblème doit se conformer aux spécifications fédérales américaines L-S-300, type I, classe 3, taux de réflectivité I.

ANNEXE 7

(a. 232)



Ministère des Affaires sociales
Direction générale du financement
DIVISION DES SERVICES AUX CENTRES HOSPITALIERS

DÉCLARATION DE TRANSPORT PAR AMBULANCE

Identification				
Nom de la personne transportée			Sexe M <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/>	Nom du service d'ambulance
Adresse				
N° de téléphone	Age	N° - RAMQ	N° du permis	N° référence du véhicule

Coordonné du transport				
Date d'appel	Heure d'appel	Hre prise en charge	Hre arrivée CH	Distance parcourue avec la personne transportée
				km

Prise en charge par le transporteur		
<input type="checkbox"/> Voie publique <input type="checkbox"/> Résidence privée <input type="checkbox"/> Édifice public <input type="checkbox"/> Lieu de travail	<input type="checkbox"/> Centre hospitalier <input type="checkbox"/> Centre d'accueil <input type="checkbox"/> CLSC <input type="checkbox"/> Autre _____	ZONE DE PRISE EN CHARGE <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 30px; margin-top: 5px;"></div>
Identification du lieu de prise en charge		
Adresse		Code d'établissement de prise en charge

Destination de la personne transportée	
Nom de l'établissement ou autre	Code d'établissement receveur

Transfert par un établissement			
Transfert par avion <input type="checkbox"/>	Hélicoptère <input type="checkbox"/>	Ambulance <input type="checkbox"/>	Autres <input type="checkbox"/>
Nom de l'escorte			Voyage aller <input type="checkbox"/> retour <input type="checkbox"/>
Raison du transfert 1- Périnatalité 2- Néo-natalité 3- Pour diagnostic 4- Urgence 5- Autres			Montant à payer par l'établissement pour le transfert \$
Justification		Autorisation du transfert	
Date _____ Médecin traitant _____		Date _____ Directeur général du CH ou son représentant _____	

Date _____ Signature du préposé _____ Signature de la personne transportée ou de son escorte ou du receveur _____

Espace réservé au transporteur

ADM-307

ANNEXE 8

(a. 143, 150, 174, 183, 185 et 190)

**ÉQUIVALENTS DE DOSES MAXIMUMS
ADMISSIBLES (EDMA)****Tableau 1**

Équivalents de doses maximums admissibles (EDMA) de rayons X, excluant les doses reçues à des fins médicales et paramédicales et les doses d'origine naturelle, pour :

- 1) les personnes de 16 et 17 ans directement affectées à des travaux sous rayons X ;
- 2) les personnes non directement affectées à des travaux sous rayons X ;
- 3) les personnes du public.

<i>Organe ou tissu</i>	<i>Équivalents de doses maximums admissibles (EDMA) rems</i>
	<i>Annuels</i>
Tout le corps, gonades, moelle des os, cristallin	0,5
Os, peau	3
Thyroïde	
a) personnes de moins de 16 ans	1,5
b) personnes de 16 ans et plus	3
Tout tissu des mains, des avant-bras, des pieds et des chevilles	7,5
Autres organes ou tissus pris isolément	1,5

**ÉQUIVALENTS DE DOSES MAXIMUMS
ADMISSIBLES (EDMA)****Tableau 2**

Équivalents de doses maximums admissibles (EDMA) de rayons X pour les personnes de 18 ans et plus qui sont directement affectées à des travaux sous rayons X, excluant les doses reçues à des fins médicales et paramédicales et les doses d'origine naturelle.

<i>Organe ou tissu</i>	<i>Équivalents de doses maximums admissibles (EDMA) rems</i>	
	<i>Trimes-triels</i>	<i>Annuels</i>
Tout le corps, gonades, moelle des os, cristallin	3	5
Os, peau, thyroïde	15	30
Tout tissu des mains, des avant-bras, des pieds et des chevilles	38	75
Autres organes ou tissus pris isolément	8	15

**ÉQUIVALENTS DE DOSES MAXIMUMS
ADMISSIBLES (EDMA)****Tableau 3**

Équivalents de doses maximums admissibles (EDMA) de rayons X pour les femmes en âge de procréer directement affectées à des travaux sous rayons X, excluant les doses reçues à des fins médicales et paramédicales et les doses d'origine naturelle.

<i>Organe ou tissu</i>	<i>Équivalents de doses maximums admissibles (EDMA) rems</i>	
	<i>Trimes-triels</i>	<i>Annuels</i>
Tout le corps, gonades, moelle des os, cristallin	1,3*	5*
Os, peau, thyroïde	15	30
Tout tissu des mains, des avant-bras, des chevilles et des pieds	38	75
Autres organes ou tissus pris isolément	8	15

*La dose reçue au niveau de l'abdomen ne doit pas dépasser 0,2 rem par période de 2 semaines et, si la personne est en état de grossesse, cette dose ne doit pas dépasser 1,5 rem par année.

ANNEXE 9

(a. 195 et 198)

Pour déterminer le blindage d'une installation en radiologie diagnostique, il est essentiel de connaître :

a) Le niveau d'exposition admissible au point considéré (P/T)

P : étant la dose maximum hebdomadaire permise par l'article 195 du présent règlement, à savoir :

- 100 mRem/sem. pour une zone contrôlée
- 10 mRem/sem. pour une zone non contrôlée.

T : étant le coefficient d'occupation, c'est-à-dire la fraction de la semaine ouvrable durant laquelle un secteur est occupé.

N.B. Lorsque T est inconnu, on utilise les valeurs du tableau II.

b) L'exposition hebdomadaire au point d'intérêt (E mR/sem.)

À des fins pratiques de calcul, on distingue pour chaque tube en opération 3 sources distinctes de radiation :

- 1) le faisceau primaire;
- 2) le rayonnement diffusé par le patient;
- 3) le rayonnement de fuite.

Les valeurs correspondantes de E se calculent à l'aide des formules suivantes :

$$1) E_{\text{prim}} = \phi_n W.U. / (d_{\text{prim}})^2 \quad (1)$$

$$2) E_{\text{dif}} = \phi_n a WF/400 (d_{\text{dif}})^2 (d_{\text{sec}})^2 \quad (2)$$

$$3) E_f = \phi_t W/d_{\text{sec}}^2 \quad (3)$$

où W : est le volume de travail hebdomadaire exprimé en mA-min/sem.

U : le coefficient d'utilisation : à savoir, la fraction du temps au cours duquel le faisceau utile est dirigé vers l'écran ou le secteur considéré.

N.B. Lorsqu'inconnu, on utilise les valeurs du tableau I de la présente annexe.

d_{prim} : la distance en mètres entre le point le plus près de la surface à blinder et la position d'utilisation moyenne du tube radiogène.

d_{dif} : la distance en mètres entre le foyer du tube et la surface la plus rapprochée du patient (distance foyer-peau généralement utilisée et compatible avec les articles 153 et 154 du règlement).

d_{sec} : la distance en mètres entre le foyer de diffusion et le point d'intérêt.

ϕ_n : le débit d'exposition par unité de courant de l'appareil visé exprimé en milliRöntgen/

milliAmpère-minute (mR/mA-min.). Cette valeur doit être connue ou mesurée à un mètre de distance du foyer, dans le faisceau primaire filtré selon l'article 156 du règlement dans des conditions normales d'utilisation. Cette mesure de ϕ doit nécessairement être faite par un physicien à l'aide d'instruments appropriés. Elle dépend de la tension et du mode de rectification. Le tableau III de la présente annexe donne les valeurs mesurées récemment par Kelley et Trout pour des appareils à potentiel pulsé (Réf : J.P. Kelley and E. Dale Trout, Radiology 104 : 171-172 juillet 1972).

ϕ_t : le débit d'exposition unitaire exprimé en (mR/mA-min.) dû au maximum de rayonnement de fuite permis.

On écrit :

$$\phi_t = \phi_{n/1000} \quad (4)$$

F : la grandeur du champ utilisé exprimée en cm².

a : le rapport moyen de la quantité de rayonnement diffusé au rayonnement primaire pour un champ de 400 cm². Ce rapport dépend de l'angle de diffusion et de la tension appliquée aux bornes du tube. Les valeurs sont données au tableau IV de la présente annexe.

Connaissant le niveau d'exposition admissible (P/T) et l'intensité du rayonnement (E) au point d'intérêt, on calcule la transmission (B) et l'épaisseur requise X (mm de Pb) de l'écran protecteur par la formule suivante :

$$B = \frac{P/T}{E} = 2^{-n} \quad (5)$$

où n : est le nombre de couches de demi-atténuation requises. L'épaisseur de la couche de demi-atténuation, pour un faisceau polychromatique, varie avec l'atténuation et la tension de crête ; sa valeur moyenne CDA s'obtient en pondérant les valeurs du tableau V suivant l'atténuation désirée.

On écrit $E = E_{\text{prim}}$ pour le calcul de l'écran primaire.

et $E = E_{\text{dif}} + E_f$ pour le calcul de l'écran secondaire.

$$\text{Enfin } X = n (\text{CDA}) \quad (6)$$

N.B. On convient, pour les fins de calcul de blindage, que l'énergie moyenne des photons diffusés est la même que celle du faisceau primaire lorsqu'il s'agit d'appareils de moins de 500 kV.

Cette méthode s'applique aussi au calcul de l'épaisseur des écrans nécessaires à la protection des films radiogra-

phiques. Le seuil d'exposition du film au-dessus duquel il y aura formation de voile étant fixé à 0,2 mR, l'on détermine la valeur du niveau d'exposition admissible par la formule :

$$P/T = 1,4/J \quad \text{mR/sem.}$$

où J : est le nombre de jours pendant lequel le film reste entreposé à proximité d'une source de rayonnement.

L'exposition hebdomadaire E à cet endroit s'obtient par les équations 1, 2 et 3 suivant le cas.

Les valeurs contenues dans les tableaux VII à X de la présente annexe pour des installations types assurent un blindage suffisant pour réduire l'exposition des appareils à potentiel pulsé au niveau stipulé dans le présent règlement.

(Ref : NCRP Report no 49. (Sept. 15, 1976) *Structural Shielding Design and Evaluation for medical use of X Rays of Energies up to 10MEV*. National Council on Radiation Protection and Measurements, 7910, Woodmont Avenue, Washington, DC 20014.)

Tableau I**FACTEURS D'UTILISATION U EN RADIOGRAPHIE ET EN RADIOSCOPIE**

<i>Rayons X</i>	<i>Paroi</i>	<i>Radiographie Générale</i>	<i>Radiographie Pulmonaire</i>	<i>Radiographie dentaire</i>	<i>Radioscopie (3)</i>
	Plancher	1	S.O.	1/16	S.O.
Primaires	Murs	1/4	1 mur: 1	1/16	S.O.
	Plafond	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.

Note: 1) S.O.: sans objet.

2) Pour les rayons X secondaire U = 1.

3) L'on utilise U = 1 pour le calcul de l'écran protecteur derrière la caméra.

Tableau II**COEFFICIENT D'OCCUPATION (T)**

<i>Occupation complète (T = 1)</i>	<i>Occupation partielle (T = 1/4)</i>	<i>Occupation occasionnelle (T = 1/16)</i>
Cabines des techniciens	Salles d'attente	Toilettes non utilisées par le personnel radiologique
Postes de réception	Passages trop étroits pour bureaux	Salles d'entreposage non occupées
Toilettes et salles de repos pour le personnel radiologique	Salles de repos non utilisées par le personnel radiologique	Escaliers
Salles de travail, Salles et chambres de patients		Ascenseurs automatiques
Chambres noires	Ascenseurs avec opérateur	Trottoirs et rues
Magasins, boutiques	Terrains de stationnement	
Restaurants		
Logis et autres lieux d'habitation		
Terrains et salles de jeux		
Édifices avoisinants		

N.B. Le coefficient d'occupation pour la zone contrôlée est égal à 1.

Tableau III

DÉBIT D'EXPOSITION ϕ_n EN FONCTION
DE LA TENSION DE CRÊTE ET DE LA FILTRATION.

kVc	Filtration (mm. Al.)	ϕ_n mR/mA.min à 1 m
50	0,5	860
70	1,5	470
100	2,5	570
125	2,5	760
150	2,5	980

N.B. Les valeurs à 50 et 70 k Vc. proviennent d'un générateur autodressé, 60 Hz.; celles à 100, 125 et 150 k Vc. d'un générateur une phase, redressé, pleine onde. Pour des appareils triphasés, 12 impulsions, ϕ_n est environ le double.

Tableau IV

COEFFICIENT DE DIFFUSION, a, POUR UN
APPAREIL À POTENTION PULSE

Angle de diffusion (Faisceau central)

kVc	30°	45°	60° ($\times 10^{-3}$)	90°	120°	135°
50	0,5	0,2	0,25	0,35	0,8	1,0
70	0,65	0,35	0,35	0,5	1,0	1,3
100	1,5	1,2	1,2	1,3	2,0	2,2
125	1,8	1,5	1,5	1,5	2,3	2,5
150	2,0	1,6	1,6	1,6	2,4	2,6
200	2,4	2,0	1,9	1,9	2,7	2,8
250	2,5	2,1	1,9	1,9	2,7	2,8
300	2,6	2,2	2,0	1,9	2,6	2,8

Réf. 3: Voir Réf. 1 de l'annexe.

Tableau V

C.D.A. (EN MM) MOYENNES POUR LE PLOMB^a

<i>TANSMISSION B</i>	<i>TENSION DE CRÊTE (KILO-VOLTS)</i>						
	<i>50</i>	<i>70</i>	<i>100</i>	<i>125</i>	<i>150</i>	<i>200</i>	<i>300</i>
$1 \leq B < 10^{-1}$	0,01	0,01	0,05	0,08	0,11	0,19	0,27
$10^{-1} \leq B < 10^{-2}$	0,02	0,05	0,13	0,19	0,22	0,28	0,58
$10^{-2} \leq B < 10^{-3}$	0,03	0,09	0,24	0,25	0,28	0,36	1,01
$10^{-3} \leq B < 10^{-4}$	0,04	0,13	0,26	0,28	0,29	0,45	1,24
$10^{-4} \leq B < 10^{-5}$	0,05	0,15	0,27	0,29	0,30	0,51	1,37
$10^{-5} \leq B < 10^{-6}$	0,06	0,17	0,27	0,30	0,31	0,52	1,47

a : Ces valeurs ont été extraites des courbes des Fig. 1 et 2 de l'annexe D du rapport NCRP49. Elles s'appliquent donc à un rayonnement filtré selon le tableau III.

ANNEXE 10

(a. 189)

FORMULE À SIGNER PAR LE PERSONNEL
FÉMININ D'UN LABORATOIRE DE
RADIOLOGIE DIAGNOSTIQUE, ARTICLE 189

Je reconnais avoir pris connaissance des limites d'exposition aux rayons X telles que prévues au tableau 3 de l'annexe 8 ci-dessous reproduit.

Organe ou tissu	Équivalents de doses maximums admissibles (EDMA) rems	
	Trimes-triels	Annuels
Tout le corps, gonades, moelle des os, cristallin	1,3*	5*
Os, peau, thyroïde	15	30
Tout tissu des mains, des avant-bras, des chevilles et des pieds	38	75
Autres organes ou tissus pris isolément	8	15

Ces EDMA excluent les doses reçues à des fins médicales et paramédicales et les doses d'origine naturelle.

*La dose reçue au niveau de l'abdomen ne doit pas dépasser 0,2 rem par période de 2 semaines et, si la personne est en état de grossesse, cette dose ne doit pas dépasser 1,5 rem par année.

Je m'engage à signaler au détenteur du permis tout état de grossesse.

.....
nom de l'employée

.....
signature de l'employée

.....
date

.....
nom du détenteur du permis

.....
signature du détenteur du permis

.....
date

Cette formule doit être déposée au dossier de l'employée.

A.C. 1444-74, (1974) 106 G.O.II, 1827
A.C. 2456-75, (1975) 107 G.O.II, 3323
A.C. 3913-75, (1975) 107 G.O.II, 5783
A.C. 126-76, (1976) 108 G.O.II, 1305
A.C. 2202-76, (1976) 108 G.O.II, 4045
A.C. 3171-76, (1976) 108 G.O.II, 5691
A.C. 2504-77, (1977) 109 G.O.II, 4043
A.C. 1893-78, (1978) 110 G.O.II, 3627
A.C. 2216-78, (1978) 110 G.O.II, 4283
A.C. 3283-78, (1978) 110 G.O.II, 6313
A.C. 346-79, (1979) 111 G.O.II, 1707 et 2361
A.C. 435-79, (1979) 111 G.O.II, 2147 et 2158
A.C. 554-79, (1979) 111 G.O.II, 2187
A.C. 878-79, (1979) 111 G.O.II, 2821



c. P-38.1, r.1

Règlement sur les critères relatifs aux cours de formation en matière de mesures d'urgence

Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre

(L.Q., 1979, c. 64 ; après refonte : L.R.Q., c. P-38.1, a. 40)

1. Au moment de l'institution, de l'organisation ou de l'approbation des cours de formation en matière de mesures d'urgence, le Bureau de la protection civile du Québec tient compte des critères suivants :

1° du type de cours de formation, qu'il soit théorique ou pratique ;

2° du contenu de ces cours selon les besoins de la clientèle ;

3° de la clientèle visée par ces cours : soit les personnes recrutées par un ministère, par un organisme gouvernemental, par une corporation municipale ou par toute autre personne. Celles-ci doivent être inscrites à un plan approuvé par le Bureau en vertu du troisième alinéa de l'article 13 de la Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre (L.Q., 1979, c. 64 ; après refonte : L.R.Q., c. P-38.1) ;

4° du personnel enseignant, que celui-ci soit engagé ou non par le Bureau ; et

5° du coût de ces cours, qu'ils soient organisés et payés en tout ou en partie par le Bureau, par un ministère, par un organisme gouvernemental, par une corporation municipale ou par toute autre personne.



c. P-38.1, r.2

Règlement sur le plan municipal de prévention des sinistres et de mesures d'urgence

Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre

(L.Q., 1979, c. 64 ; après refonte : L.R.Q., c. P-38.1, a. 40)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par « plan » un plan municipal de prévention des sinistres et de mesures d'urgence.

SECTION II CONTENU

2. Un plan doit contenir :

1° une identification des risques établie par un procédé de recherche de la vulnérabilité. Ces risques doivent être identifiés selon les appellations apparaissant à l'annexe 1 ;

2° un organigramme représentant l'organisation de prévention des sinistres et de mesures d'urgence et tenant compte des 12 secteurs de responsabilité mentionnés à l'annexe 2 ;

3° une description et une explication du mode de fonctionnement de ces 12 secteurs de responsabilité ;

4° toute entente d'entraide ou tout projet d'entente avec toute personne susceptible de renforcer l'organisation de prévention des sinistres et de mesures d'urgence ;

5° une énumération des mesures préventives comprenant celles qui sont déjà entreprises et celles que la corporation municipale veut établir ;

6° une énumération des besoins de formation en matière de mesures d'urgence pour les personnes recrutées à cet effet par la corporation municipale et inscrites au plan selon les différents secteurs de responsabilité ;

7° une description du procédé d'alerte de l'organisation de prévention des sinistres et de mesures d'urgence, une description du réseau de communication et l'identification d'un centre de coordination ; et

8° une liste des membres du conseil de la corporation municipale, des principaux employés de la corporation municipale, des responsables de l'organisation de prévention des sinistres et de mesures d'urgence, des principaux édifices publics, des groupes sociaux et un répertoire téléphonique d'urgence.

3. Lors de l'élaboration du contenu d'un plan, on doit tenir compte des principales ressources humaines et matérielles internes à la corporation municipale de même que des ressources sur lesquelles la corporation municipale n'a pas de contrôle mais qui pourraient être disponibles à la suite d'ententes préalables.

SECTION III CONFECTION

4. Un plan doit être divisé en chapitres.

5. Le premier chapitre d'un plan doit traiter des matières prévues aux paragraphes 1° à 8° de l'article 2 et chacun des chapitres subséquents traite d'un ou de plusieurs secteurs de responsabilité visés aux paragraphes 2° et 3° de l'article 2.

6. Un plan doit, le cas échéant, comporter des annexes ayant trait aux différents plans d'opération pouvant le compléter.

7. Un plan doit être révisé annuellement.

SECTION IV MISE À JOUR

8. Un plan doit être mis à jour dès qu'une information qui y est contenue devient erronée.

ANNEXE 1

(a. 2)

RISQUES

Accident d'alpinisme
Accident ferroviaire
Accident nautique
Accident routier
Animaux prédateurs
Avalanche
Avarie de barrage
Chute d'aéronef
Chute dans les excavations
Conflagration
Disette
Disparition en forêt
Disparition en mer
Effondrement d'édifice
Effondrement minier
Épidémies diverses
Explosions diverses
Feu de forêt
Fuite de gaz
Fuite de produits chimiques
Glissement de terrain
Incendies (divers)
Inondation
Naufrage
Noyage
Panne de gaz
Panne d'électricité
Pénurie d'eau potable
Pluie diluvienne — grêle
Pollutions diverses
Radioactivité
Raz de marée
Sécheresse
Séisme
Tempête de neige
Tornade — ouragan
Vague de chaleur
Vague de froid
Verglas.

ANNEXE 2

(a. 2)

SECTEURS DE RESPONSABILITÉ

Communications
Incendies
Information
Main-d'oeuvre
Police
Radioprotection
Ravitaillement
Santé
Sauvetage
Services sociaux
Services techniques
Transports.



c. P-39, r.1

Règlement sur la nomenclature des insectes et des maladies auxquels s'applique la Loi sur la protection des plantes

Loi sur la protection des plantes
(L.R.Q., c. P-39, a. 25)

1. Sont ajoutés à la nomenclature de l'article 15 de la Loi sur la protection des plantes (L.R.Q., c. P-39) les espèces d'insectes nuisibles et les maladies végétales suivantes :

INSECTES

<i>Nom vulgaire</i>	<i>Nom scientifique</i>
17. La bruche du haricot	<i>Acanthoscelides obtectus</i> (Say)
18. Le carpocapse de la pomme	<i>Laspeyresia pomonella</i> (L.)
19. Le charançon de la pomme	<i>Tachyderellus quadrigibbus</i> (Say)
20. Le charançon de la prune	<i>Conotrachelus nenuphar</i> (Hbst.)
21. La chrysomèle des racines du maïs	<i>Diabrotica longicornis</i> (Say)
22. La coccinelle mexicaine des haricots	<i>Epilachna varivestis</i> Muls.
23. La cochenille virgule du pommier	<i>Lepidosaphes ulmi</i> (L.)
24. Le cul-brun	<i>Nygmia phaeorrhoea</i> (Donov.)
25. La mouche de la pomme	<i>Rhagoletis pomonella</i> (Walsh)
26. Le puceron lanigère du pommier	<i>Eriosoma lanigerum</i> (Hausm.)
27. La pyrale du maïs	<i>Ostrinia nubilalis</i> (Hbn.)
28. La saperde du pommier	<i>Saperda candida</i> F.
29. Le scarabée japonais	<i>Popillia japonica</i> Newm.
30. La tordeuse à bandes rouges	<i>Argyrotaenia velutinana</i> (Wlk.)

31. La tordeuse à pois *Laspeyresia nigricana* (Steph.)

32. La tordeuse du pommier *Archips argyrospilus* (Wlk.)

MALADIES

<i>Nom vulgaire</i>	<i>Nom scientifique</i>
33. La brûlure bactérienne	<i>Erwinia amylovora</i> (Burr.) Winsl. et al.
34. Le chancre européen	<i>Nectria galligena</i> Bres.
35. La maladie hollandaise de l'orme	<i>Ceratocystis ulmi</i> (Buism.) C. Moreau
36. Le nodule noir	<i>Dibotryon morbosum</i> (Schw.) Th. & Syd.
37. La pochette du prunier	<i>Taphrina pruni</i> Tul.
38. La pourriture noire	<i>Physalospora obtusa</i> (Schw.) Cke.
39. La rouille vésiculeuse du pin blanc	<i>Cronartium ribicola</i> J.C. Fisch.
40. La tavelure du pommier	<i>Venturia inaequalis</i> (Cke.) Wint. (<i>Spilocaea pomi</i>)
41. La tumeur du collet	<i>Agrobacterium tumefaciens</i> (E.F. Sm. & Town.) Conn.

A.C. 1440-36, (1936) G.O., 2139

A.C. 212-45 du 18.01.45

D. 3406-80, (1980) 112 G.O.II, 6251



c. P-40.1, r.1

Règlement d'application de la Loi sur la protection du consommateur

Loi sur la protection du consommateur
(L.R.Q., c. P-40.1, a. 350)

CHAPITRE I INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « Loi » : la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1) ;

b) « maison mobile » : un local destiné à être occupé en toute saison comme lieu d'habitation et à être raccordé aux services publics, pouvant être transporté sur son propre train par voie de remorquage ou par tout autre moyen.

CHAPITRE II EXEMPTIONS

2. Sont exemptés de l'application de la Loi, les contrats concernant un prêt agricole ou un prêt forestier au sens de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers (L.R.Q., c. A-29.1).

3. Sont exemptés de l'application de la Loi, les contrats concernant un prêt approuvé au sens de la Loi sur les prêts et bourses aux étudiants (L.R.Q., c. P-21).

4. Sont exemptés de l'application des articles 22, 254 à 256 et du cautionnement exigé en vertu de l'article 323 de la Loi, le gouvernement, ses ministères et ses organismes dont le budget est voté par l'Assemblée nationale.

5. Est exempté de l'application de la Loi, un contrat de crédit conclu conformément au Règlement sur l'aide à la restauration résidentielle (Loginove) (c. S-8, r. 1), que ce contrat soit garanti ou non par une hypothèque.

6. L'article 22 de la Loi ne s'applique pas au contrat d'abonnement à un journal, à une revue ou à un magazine.

7. Malgré l'article 57 de la Loi, le contrat conclu par un commerçant et dont l'objet est :

a) la vente d'une porte, d'une fenêtre, d'un isolant thermique, d'une couverture ou d'un revêtement extérieur d'un bâtiment ;

b) le louage de services relativement à un bien mentionné au paragraphe *a* ; ou

c) à la fois, la vente d'un bien mentionné au paragraphe *a* et le louage de services relativement à un tel bien ;

constitue un contrat conclu par un commerçant itinérant même s'il a été conclu à l'adresse du consommateur à la demande expresse de ce dernier.

8. Les articles 58 à 65 de la Loi ne s'appliquent pas :

a) au contrat conclu à un marché public ou à une exposition agricole ou commerciale, sauf s'il est conclu avec un titulaire de permis de commerçant itinérant ou son représentant ;

b) au contrat de vente d'une automobile neuve conclu à l'adresse du commerçant même si le consommateur a été sollicité ailleurs qu'à l'adresse du commerçant ;

c) au contrat à distance ;

d) au contrat de prêt d'argent et au contrat de crédit variable conclu pour l'utilisation d'une carte de crédit ;

e) au contrat de vente d'un billet de loterie par une personne légalement autorisée ;

f) au contrat de vente d'un produit alimentaire non congelé au moment de sa livraison ;

g) au contrat de vente ou de louage de biens ou de services de télécommunications conclu par une entreprise de services publics de téléphone ;

h) au contrat conclu avec un expert en sinistres qui se conforme à la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32) et aux règlements adoptés en vertu de cette loi ;

i) au contrat passé entre un commerçant et un consommateur portant sur un bien nécessaire à l'exercice du métier, de l'art ou de la profession du consommateur, lorsque le contrat contient la mention suivante, signée à part par le consommateur : « (insérer ici le nom et l'activité principale du consommateur) déclare que le bien faisant l'objet du contrat est nécessaire à l'exercice de son métier, de son art ou de sa profession. ».

9. Un titulaire de permis de commerçant itinérant peut, lorsqu'il fait affaire à un marché public ou à une exposition

agricole ou commerciale ou dans un message publicitaire se rapportant à la pratique de ce commerce à un marché public ou à une exposition agricole ou commerciale, alléguer qu'il est titulaire d'un permis de commerçant itinérant et qu'il a fourni le cautionnement exigé par la Loi et le règlement.

Un titulaire de permis qui se prévaut du présent article dans un message publicitaire doit indiquer le numéro de son permis.

10. Un commerçant itinérant ne peut s'autoriser de l'article 9 pour prétendre que sa compétence, sa solvabilité, sa conduite ou ses opérations sont ainsi reconnues ou approuvées par l'Office de la protection du consommateur.

11. Les articles 9 et 10 s'appliquent au représentant du commerçant visé par ces articles.

12. Le commerçant partie à un contrat visé à l'article 8 est exempté, aux fins de ce contrat, de l'obligation d'être titulaire d'un permis de commerçant itinérant et de fournir un cautionnement.

13. Les contrats mentionnés aux articles 89 et 100 de la Loi bénéficient des exemptions prévues par ces articles lorsque le taux de crédit y est divulgué sous forme de pourcentage annuel qui s'applique au solde du capital net à recouvrer, les frais de crédit devant alors être divulgués comme si le terme du contrat était d'un an et comme si le capital net et le taux de crédit demeuraient inchangés pendant ce temps. Si cependant la date d'échéance est déterminée, c'est le terme indiqué au contrat qui doit être utilisé pour le calcul et la divulgation des frais de crédit.

14. Est exempté de l'application des articles 111 et 112 de la Loi, une caisse d'épargne et de crédit régie par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4).

15. Sont exemptés de l'application de l'article 115 ou 150 de la Loi, selon le cas, le contrat de prêt d'argent et le contrat assorti d'un crédit autre que le contrat de vente à tempérament qui sont portés à un compte de crédit variable déjà régi par les articles 118 à 130 de la Loi.

16. N'est pas considéré comme un commerçant au sens de la section VI du chapitre III du titre I de la Loi, un agent de voyages au sens de la Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., c. A-10) et des règlements adoptés en vertu de cette loi.

17. Est exempté de l'application du titre III de la Loi, un agent de voyages qui se conforme à la Loi sur les agents de voyages et des règlements adoptés en vertu de cette loi relativement au compte en fiducie.

18. Est exemptée de l'obligation d'être titulaire d'un permis de commerçant qui conclut des contrats de prêt d'argent :

a) une banque régie par la Loi sur les banques (S.C., 1980-81, c. 40) ou par la Loi sur les banques d'épargne de Québec (S.R.C., 1970, c. B-4) ;

b) une caisse d'épargne et de crédit régie par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4) ;

c) une compagnie de fidéicommis au sens de la Loi sur les compagnies de fidéicommis (L.R.Q., c. C-41) ;

d) une personne qui est titulaire d'un permis en vertu de la Loi sur les petits prêts (S.R.C., 1970, c. S-11) ou que l'article 5 de cette loi dispense de l'obligation d'être titulaire d'un tel permis ;

e) le commerçant qui est partie à un contrat de prêt d'argent qui est ou qui doit être garanti par hypothèque, pour les fins de ce contrat.

19. Est exempté de l'application de l'article 87 de la Loi, le contrat assorti d'un crédit ayant pour objet la vente d'une maison mobile ainsi que le contrat de prêt d'argent consenti à l'occasion d'une telle vente lorsque ce contrat assorti d'un crédit ou ce contrat de prêt d'argent stipule que si, à l'expiration de son terme, une somme excédant le montant d'un paiement différé reste due, le commerçant ne peut en exiger le paiement que 90 jours après avoir donné au consommateur un avis écrit de son intention.

20. Est exempté de l'application de la Loi, le contrat où un crédit consenti à un consommateur est garanti par une hypothèque grevant un immeuble :

a) comportant plus de 4 logements ; ou

b) utilisé principalement à une fin commerciale, industrielle ou professionnelle.

21. Est exempté de l'application des articles 12, 14 et 15 de la Loi, du chapitre II du titre I de la Loi, des sections II et III du chapitre III du titre I et du titre II de cette Loi, le contrat où un crédit consenti à un consommateur est ou doit être garanti par une hypothèque de premier rang.

22. Est exempté de l'application des articles 12, 14 et 15 de la Loi, du chapitre II du titre I de la Loi, des sections II et III du chapitre III du titre I de la Loi, sauf des articles 81, 86, 98, 99, 101, 102 et 103 de la Loi, et est aussi exempté du titre II de cette Loi, le contrat où un crédit consenti à un consommateur est ou doit être garanti par une hypothèque autre qu'une hypothèque de premier rang aux conditions suivantes :

a) le commerçant doit, au moins 2 jours avant la passation du contrat en forme authentique, indiquer par écrit au consommateur, en termes de dollars et de cents, les frais de crédit déterminés conformément à la Loi et sous réserve de l'article 23 ;

b) une copie de cet écrit doit être annexée au contrat en forme authentique ;

c) ce contrat doit stipuler que si, à l'expiration du terme du contrat, une somme excédant le montant d'un paiement périodique reste due, le commerçant ne peut en exiger le paiement que 30 jours après avoir donné au consommateur un avis écrit de son intention, sauf en cas de défaut du consommateur.

23. Aux fins de l'application de l'article 22, les frais d'acte, de certificat de recherche, d'examen et de copie de titres, d'enregistrement, d'évaluation foncière, de localisation ou d'arpentage n'entrent pas dans la détermination des modalités de calcul et de divulgation des conditions de paiement, du taux de crédit et des frais de crédit.

24. Est exempté de l'application des articles 98 et 99 de la Loi, le contrat visé à l'article 22, à la condition que le commerçant remette au consommateur un écrit indiquant le changement survenu aux frais de crédit, au taux de crédit et aux modalités de paiement pour le reste de la durée du contrat.

Une copie de cet écrit doit être annexée au contrat en forme authentique.

25. Est exempté de l'application du titre III.I de la Loi, l'agent d'information dont les rapports ne concernent que des commerçants et ne sont distribués qu'à des commerçants.

CHAPITRE III FORME DES ÉCRITS

26. Le contrat visé par les articles 58, 80, 158, 164, 190, 199, 207 ou 208 de la Loi peut être manuscrit, dactylographié ou imprimé.

Ce contrat doit être rédigé sur du papier Bond numéro 7 d'une pesanteur de 11,8 kg aux mille feuilles de 432mm x 559mm ou sur du papier d'une qualité supérieure.

S'il est rédigé recto verso, il doit comporter, au bas du recto de chaque feuille, en caractères majuscules d'une grosseur minimale de 14 points, la mention et l'encadrement suivants :

VOIR VERSO

27. Si le contrat visé par l'article 26 est dactylographié, il doit être rédigé en caractères d'au moins 10 points.

28. Si le contrat visé par l'article 26 est imprimé :

a) à moins qu'il n'en soit autrement prévu dans le présent règlement, toute mention exigée doit être imprimée en caractère typographique équivalent à l'HELVÉTIKA MAIGRE d'au moins 10 points sur corps 12 ;

b) tous les chiffres imprimés doivent l'être en caractère typographique équivalent à l'HELVÉTIKA DEMI-GRAS d'au moins 12 points sur corps 14 ;

c) le reste du contrat doit être imprimé en caractère typographique équivalent à l'HELVÉTIKA MAIGRE d'au moins 8 points sur corps 10 ;

d) seuls les caractères romains et italiques peuvent être utilisés ;

e) il doit être imprimé à l'encre noire ou rouge foncé.

CHAPITRE IV MENTIONS OBLIGATOIRES

Disposition générale

29. À l'exception des mentions prévues aux articles 34, 37, 40, 41, 42, 43, 44 et 45, lorsqu'un contrat doit contenir plusieurs des mentions exigées par le présent chapitre, elles doivent être regroupées sous le titre unique suivant :

« Mentions exigées par la Loi sur la protection du consommateur ».

Chacune des mentions doit alors être précédée du titre qui lui est attribué et qui figure entre parenthèses à l'article qui la prescrit.

De plus, un paragraphe unique doit compléter l'ensemble de ces mentions. Ce paragraphe remplace celui qui figure à l'article qui prescrit chacune des mentions et doit se lire comme suit :

« Le consommateur aura avantage à consulter les articles (*ici insérer les numéros d'articles auxquels réfère chacun des articles qui prescrit les mentions reproduites et selon l'ordre dans lequel elles sont reproduites*) de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1) et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur ».

SECTION I CONTRATS CONCLUS PAR UN COMMERÇANT ITINÉRANT

30. Un contrat conclu par un commerçant itinérant et assujéti aux articles 58 à 65 de la Loi, à l'exception d'un

contrat de louage de services à exécution successive, doit contenir la mention obligatoire suivante :

« Mention exigée par la Loi sur la protection du consommateur.

(Contrat conclu par un commerçant itinérant)

1) Le consommateur peut résoudre le présent contrat dans les 10 jours qui suivent celui où il prend possession d'un double du contrat.

2) Le commerçant ne peut percevoir aucun paiement avant l'expiration du délai de 10 jours prévu plus haut pour la résolution, sauf si le consommateur a déjà reçu le bien qui fait l'objet du contrat.

3) La résolution du contrat par le consommateur dans le délai de 10 jours se fait de l'une des 3 façons suivantes :

a) en remettant le bien au commerçant ou à son représentant ;

b) en retournant au commerçant ou à son représentant, après l'avoir remplie et signée, la formule intitulée « formule de résolution » qui doit être jointe au double du contrat ; ou

c) en faisant parvenir au commerçant ou à son représentant un avis écrit indiquant son intention de résoudre le contrat.

4) Le contrat est résolu, sans autre formalité, dès que le consommateur remet le bien ou dès qu'il envoie la formule ou l'avis.

5) Dans les 10 jours qui suivent la résolution, le consommateur et le commerçant doivent se restituer ce qu'ils ont reçu l'un de l'autre. Le commerçant assume les frais de restitution.

6) Le commerçant assume les risques de perte ou de détérioration, même par cas fortuit, du bien qui fait l'objet du contrat jusqu'à l'expiration du délai de 10 jours prévu ci-dessus pour la restitution du bien.

7) Le consommateur ne peut résoudre le présent contrat si, par suite d'un fait ou d'une faute dont il est responsable, il ne peut restituer le bien au commerçant dans l'état où il l'a reçu.

Le consommateur aura avantage à consulter les articles 58 à 65 de la Loi sur la protection du consommateur

(L.R.Q., c. P-40.1) et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur. ».

31. Un contrat d'abonnement à une revue ou à un magazine conclu par un commerçant itinérant et assujéti aux articles 58 à 65 de la Loi doit en plus comporter en caractères d'au moins 14 points, les détails suivants :

a) la durée de l'abonnement ;

b) le prix de l'abonnement ;

c) le prix de détail de chaque revue ou magazine lorsqu'il est acheté au numéro ;

d) le prix ordinaire d'un abonnement à chaque revue ou magazine pour toute la durée du contrat d'abonnement ;

e) la mention suivante : « Les revues ou magazines suivants (*ici insérer leurs noms*) sont en langue française. Les revues ou magazines suivants (*ici insérer leurs noms*) sont en langue (*ici indiquer leur langue*). ».

SECTION II CONTRATS DE CRÉDIT

§1. Assurances

32. Si la souscription d'une assurance est une condition à la formation d'un contrat de crédit, le contrat doit contenir la mention obligatoire suivante :

« Mention exigée par la Loi sur la protection du consommateur.

(Assurance)

Avant de conclure le présent contrat, le commerçant exige que le consommateur détienne une police d'assurance (*indiquer ici le type d'assurance exigé*).

Le consommateur peut remplir cette exigence :

a) soit en souscrivant une police d'assurance auprès de l'assureur que peut lui suggérer le commerçant ;

b) soit en souscrivant une police d'assurance équivalente à celle exigée par le commerçant auprès d'un assureur choisi par le consommateur ;

c) soit au moyen d'une police d'assurance qu'il détient déjà.

Le consommateur aura avantage à consulter les articles 111 et 112 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1) et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur. ».

§2. Contrats de prêt d'argent

33. Un contrat de prêt d'argent doit contenir, en plus des mentions prévues à l'annexe 3 de la Loi, la mention obligatoire suivante :

« Mention exigée par la Loi sur la protection du consommateur.

(Contrat de prêt d'argent)

1) Le consommateur peut résoudre, sans frais, le présent contrat dans les 2 jours qui suivent celui où chaque partie prend possession d'un double du contrat.

Pour résoudre le contrat, le consommateur doit :

a) remettre l'argent au commerçant ou à son représentant, s'il a reçu l'argent au moment où chaque partie a pris possession d'un double du contrat ;

b) expédier un avis écrit à cet effet ou remettre l'argent au commerçant ou à son représentant si l'argent ne lui a pas été remis au moment où chaque partie a pris possession d'un double du contrat.

Le contrat est résolu, sans autre formalité, dès que le consommateur remet l'argent ou expédie l'avis.

2) Si le consommateur utilise l'argent pour payer en totalité ou en partie l'achat ou le louage d'un bien ou d'un service, il peut, si le prêteur d'argent et le commerçant vendeur ou locateur collaborent régulièrement en vue de l'octroi de prêts d'argent à des consommateurs, opposer au prêteur d'argent les moyens de défense qu'il peut faire valoir à l'encontre du commerçant vendeur ou locateur.

3) Le consommateur peut payer en tout ou en partie son obligation avant échéance.

Le solde dû est égal en tout temps à la somme du solde du capital net et des frais de crédit calculés conformément à la Loi et au Règlement général adopté en vertu de cette Loi.

4) Le consommateur peut, une fois par mois et sans frais, demander un état de compte au commerçant ; ce dernier doit le fournir ou l'expédier aussitôt que possible mais au plus tard dans les 10 jours de la réception de la demande.

En plus de l'état de compte ci-dessus prévu, le consommateur qui veut payer avant échéance le solde de son obligation peut, en tout temps et sans frais, demander un état de compte au commerçant ; ce dernier doit le fournir ou l'expédier aussitôt que possible mais au plus tard dans les 10 jours de la réception de la demande.

Le consommateur aura avantage à consulter les articles 73, 74, 76, 91, 93 et 116 de la Loi sur la protection du con-

sommateur (L.R.Q., c. P-40.1) et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur. ».

34. Un contrat de prêt d'argent qui contient une clause de déchéance du bénéfice du terme doit contenir, immédiatement après cette clause, la mention obligatoire suivante :

« Mention exigée par la Loi sur la protection du consommateur.

(Clause de déchéance du bénéfice du terme)

Avant de se prévaloir de cette clause, le commerçant doit expédier au consommateur un avis écrit et un état de compte.

Dans les 30 jours qui suivent la réception par le consommateur de l'avis et de l'état de compte, le consommateur peut :

a) soit remédier au fait qu'il est en défaut ;

b) soit présenter une requête au tribunal pour faire modifier les modalités de paiement prévues au présent contrat.

Le consommateur aura avantage à consulter les articles 104 à 110 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1) et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur. ».

§3. Contrats de crédit variable

35. Un contrat de crédit variable conclu pour l'utilisation d'une carte de crédit doit contenir, en plus des mentions prévues à l'annexe 4 de la Loi, la mention obligatoire suivante :

« Mention exigée par la Loi sur la protection du consommateur.

(Contrats de crédit variable pour l'utilisation d'une carte de crédit)

Aux fins du présent contrat, l'émission de la carte tient lieu de signature du commerçant et l'utilisation de la carte par le consommateur tient lieu de signature du consommateur.

En cas de perte ou de vol de la carte de crédit, le consommateur n'encourt aucune responsabilité pour une dette découlant de l'usage de cette carte par un tiers après que l'émetteur de la carte a été avisé de la perte ou du vol par téléphone, télégraphe, avis écrit ou tout autre moyen. Même en l'absence d'un tel avis, la responsabilité du consommateur dont la carte a été perdue ou volée est limitée à la somme de 50 \$.

À la fin de chaque période, le commerçant, s'il a une créance à l'égard d'un consommateur, doit lui fournir un état de compte, posté au moins 21 jours avant la date à laquelle il peut exiger des frais de crédit si le consommateur n'acquitte pas la totalité de son obligation ; dans le cas d'une avance en argent, ces frais peuvent courir à compter de la date de cette avance jusqu'à la date du paiement.

Le consommateur peut exiger du commerçant qu'il lui fasse parvenir sans frais une copie des pièces justificatives de chacune des transactions décrites dans l'état de compte.

Tant que le consommateur n'a pas reçu à son adresse un état de compte, le commerçant ne peut exiger des frais de crédit sur le solde impayé, sauf sur les avances en argent.

Le consommateur aura avantage à consulter les articles 29, 123, 124, 126 et 127 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1) et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur. ».

36. Un contrat de crédit variable autre que celui conclu pour l'utilisation d'une carte de crédit doit contenir, en plus des mentions prévues à l'annexe 4 de la Loi, la mention obligatoire suivante :

« Mention exigée par la Loi sur la protection du consommateur.

(Contrat de crédit variable autre que celui conclu pour l'utilisation d'une carte de crédit)

À la fin de chaque période, le commerçant, s'il a une créance à l'égard d'un consommateur, doit lui fournir un état de compte, posté au moins 21 jours avant la date à laquelle il peut exiger des frais de crédit si le consommateur n'acquitte pas la totalité de son obligation ; dans le cas d'une avance en argent, ces frais peuvent courir à compter de la date de cette avance jusqu'à la date du paiement.

Tant que le consommateur n'a pas reçu à son adresse un état de compte, le commerçant ne peut exiger de frais de crédit sur le solde impayé, sauf sur les avances en argent.

Lorsque le consommateur reçoit un état de compte, il peut exiger du commerçant qu'il lui fasse parvenir sans frais une copie des pièces justificatives de chacune des transactions décrites dans l'état de compte.

Le consommateur aura avantage à consulter les articles 126 et 127 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1) et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur. ».

37. Un contrat de crédit variable qui contient une clause de déchéance du bénéfice du terme doit contenir, immédiatement après cette clause, la mention obligatoire suivante :

« Mention exigée par la Loi sur la protection du consommateur.

(Clause de déchéance du bénéfice du terme)

Avant de se prévaloir de cette clause, le commerçant doit expédier au consommateur un avis écrit et, à moins d'en être exempté conformément à l'article 69 du Règlement général, un état de compte.

Dans les 30 jours qui suivent la réception par le consommateur de l'avis et, s'il y a lieu, de l'état de compte, le consommateur peut :

a) soit remédier au fait qu'il est en défaut ;

b) soit présenter une requête au tribunal pour faire modifier les modalités de paiement prévues au présent contrat.

Le consommateur aura avantage à consulter les articles 104 à 110 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1) de même que l'article 69 du Règlement général adopté en vertu de cette Loi et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur. ».

§4. Contrats assortis d'un crédit

38. Un contrat assorti d'un crédit conclu par un commerçant itinérant et assujetti aux articles 58 à 65 de la Loi, à l'exception d'un contrat de louage de services à exécution successive, doit contenir, en plus des mentions prévues à l'annexe 5 ou 7 de la Loi, selon le cas, la mention obligatoire suivante :

« Mention exigée par la Loi sur la protection du consommateur.

(Contrat assorti d'un crédit conclu par un commerçant itinérant)

1) Le consommateur peut résoudre le présent contrat dans les 10 jours qui suivent celui où il prend possession d'un double du contrat.

2) Le commerçant ne peut percevoir aucun paiement avant l'expiration du délai de 10 jours prévu plus haut pour la résolution, sauf si le consommateur a déjà reçu le bien qui fait l'objet du contrat.

3) La résolution du contrat par le consommateur dans le délai de 10 jours se fait de l'une des 3 façons suivantes :

a) en remettant le bien au commerçant ou à son représentant ;

b) en retournant au commerçant ou à son représentant, après l'avoir remplie et signée, la formule intitulée

« formule de résolution » qui doit être jointe au double du contrat ; ou

c) en faisant parvenir au commerçant ou à son représentant un avis écrit indiquant son intention de résoudre le contrat.

4) Le contrat est résolu, sans autre formalité, dès que le consommateur remet le bien ou dès qu'il envoie la formule ou l'avis.

5) Dans les 10 jours qui suivent la résolution, le consommateur et le commerçant doivent se restituer ce qu'ils ont reçu l'un de l'autre.

Le commerçant assume les frais de restitution.

6) Le commerçant assume les risques de perte ou de détérioration, même par cas fortuit, du bien qui fait l'objet du contrat jusqu'à l'expiration du délai de 10 jours prévu plus haut pour la restitution.

7) Le consommateur ne peut résoudre le présent contrat si, par suite d'un fait ou d'une faute dont il est responsable, il ne peut restituer le bien au commerçant dans l'état où il l'a reçu.

8) Le consommateur peut payer en tout ou en partie son obligation avant échéance.

Le solde dû est égal en tout temps à la somme du solde du capital net et des frais de crédit calculés conformément à la Loi et au Règlement général adopté en vertu de cette Loi.

9) Le consommateur peut, une fois par mois et sans frais, demander un état de compte au commerçant ; ce dernier doit le fournir ou l'expédier aussitôt que possible mais au plus tard dans les 10 jours de la réception de la demande.

En plus de l'état de compte ci-dessus prévu, le consommateur qui veut payer avant échéance le solde de son obligation peut, en tout temps et sans frais, demander un état de compte au commerçant ; ce dernier doit le fournir ou l'expédier aussitôt que possible mais au plus tard dans les 10 jours de la réception de la demande.

Le consommateur aura avantage à consulter les articles 58 à 65, 73, 74, 76, 91, 93 et 116 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1) et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur. ».

39. Un contrat assorti d'un crédit autre qu'un contrat conclu par un commerçant itinérant assujéti aux articles 58 à 65 de la Loi et autre qu'un contrat de louage de services à exécution successive, doit contenir, en plus des mentions prévues à l'annexe 5 ou 7 de la Loi, selon le cas, la mention obligatoire suivante :

« Mention exigée par la Loi sur la protection du consommateur.

(Contrat assorti d'un crédit)

1) Le consommateur peut résoudre, sans frais, le présent contrat dans les 2 jours qui suivent celui où chaque partie prend possession d'un double du contrat.

Pour résoudre le contrat, le consommateur doit :

a) remettre le bien au commerçant ou à son représentant s'il en a reçu livraison au moment où chaque partie a pris possession d'un double du contrat ;

b) expédier un avis écrit à cet effet, ou remettre le bien au commerçant ou à son représentant s'il n'en a pas reçu livraison au moment où chaque partie a pris possession d'un double du contrat.

2) Le contrat est résolu, sans autre formalité, dès que le consommateur remet le bien ou dès que le commerçant remet le bien ou dès qu'il envoie l'avis.

3) Dans les plus brefs délais après la résolution, le consommateur et le commerçant doivent se remettre ce qu'ils ont reçu l'un de l'autre.

Le commerçant assume les frais de restitution.

4) Le commerçant assume les risques de perte ou de détérioration, même par cas fortuit, du bien qui fait l'objet du contrat jusqu'à l'expiration du délai de 2 jours qui suivent celui où les parties ont pris possession d'un double du contrat.

5) Le consommateur ne peut résoudre le présent contrat si, par suite d'un fait ou d'une faute dont il est responsable, il ne peut restituer le bien au commerçant dans l'état où il l'a reçu.

6) Le consommateur peut payer en tout ou en partie son obligation avant échéance.

Le solde dû est égal en tout temps à la somme du solde du capital net et des frais de crédit calculés conformément à la Loi et au Règlement général adopté en vertu de cette Loi.

7) Le consommateur peut, une fois par mois et sans frais, demander un état de compte au commerçant ; ce dernier doit le fournir ou l'expédier aussitôt que possible mais au plus tard dans les 10 jours de la réception de la demande.

En plus de l'état de compte ci-dessus prévu, le consommateur qui veut payer avant échéance le solde de son obligation peut, en tout temps et sans frais, demander un état de compte au commerçant ; ce dernier doit le fournir ou l'expédier aussitôt que possible mais au plus tard dans les 10 jours de la réception de la demande.

Le consommateur aura avantage à consulter les articles 75, 76 à 79 et 93 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1) et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur. ».

40. Un contrat de vente à tempérament qui ne contient pas de clause de déchéance du bénéfice du terme doit contenir, en plus des mentions prévues à l'annexe 5 de la Loi et de la mention prévue à l'article 38 ou 39, selon le cas, immédiatement après la clause de réserve de propriété, la mention obligatoire suivante :

« Mention exigée par la Loi sur la protection du consommateur.

(Contrat de vente à tempérament)

Si le consommateur n'exécute pas son obligation de la manière prévue au présent contrat, le commerçant peut :

- a) soit exiger le paiement immédiat des versements échus ;
- b) soit reprendre possession du bien qui fait l'objet du contrat.

Avant de reprendre possession du bien, le commerçant doit donner au consommateur un avis écrit de 30 jours pendant lesquels le consommateur peut, à son choix :

- a) soit remédier au fait qu'il est en défaut ;
- b) soit remettre le bien au commerçant.

Si le consommateur remet le bien au commerçant, son obligation en vertu du présent contrat est éteinte et le commerçant n'est pas tenu de lui remettre les paiements qu'il en a reçus.

Si le consommateur a payé au moins la moitié de la somme de l'obligation totale et du versement comptant avant de devenir en défaut, le commerçant ne peut reprendre le bien sans avoir d'abord obtenu la permission du tribunal.

Le consommateur aura avantage à consulter les paragraphes a et c de l'article 138 et les articles 139 à 142 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1) et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur. ».

41. Un contrat de vente à tempérament qui contient une clause de déchéance du bénéfice du terme doit contenir, en plus des mentions prévues à l'annexe 5 de la Loi et de la mention prévue à l'article 38 ou 39, selon le cas, immédiatement après la clause de réserve de propriété, la mention obligatoire suivante :

« Mention exigée par la Loi sur la protection du consommateur.

(Contrat de vente à tempérament contenant une clause de déchéance du bénéfice du terme)

Si le consommateur n'exécute pas son obligation de la manière prévue au présent contrat, le commerçant peut :

- a) soit exiger le paiement immédiat des versements échus ;
- b) soit se prévaloir de la clause de déchéance du bénéfice du terme prévue au présent contrat.

Avant de se prévaloir de cette clause, le commerçant doit expédier au consommateur un avis écrit et un état de compte. Dans les 30 jours qui suivent la réception par le consommateur de l'avis et de l'état de compte, le consommateur peut :

- i. soit remédier au fait qu'il est en défaut ;
- ii. soit présenter une requête au tribunal pour faire modifier les modalités de paiement prévues au présent contrat ;
- iii. soit présenter une requête au tribunal pour obtenir la permission de remettre au commerçant le bien qui fait l'objet du contrat.

Si le consommateur remet le bien au commerçant avec la permission du tribunal, son obligation en vertu du présent contrat est éteinte et le commerçant n'est pas tenu de lui remettre les paiements qu'il en a reçus ;

- c) soit reprendre possession du bien qui fait l'objet du contrat.

Avant de reprendre possession du bien, le commerçant doit donner au consommateur un avis écrit de 30 jours pendant lesquels le consommateur peut, à son choix :

- i. soit remédier au fait qu'il est en défaut ;
- ii. soit remettre le bien au commerçant.

Si le consommateur remet le bien au commerçant, son obligation en vertu du présent contrat est éteinte et le commerçant n'est pas tenu de lui remettre les paiements qu'il en a reçus.

Si le consommateur a payé au moins la moitié de la somme de l'obligation totale et du versement comptant avant de devenir en défaut, le commerçant ne peut reprendre le bien sans avoir d'abord obtenu la permission du tribunal.

Le consommateur aura avantage à consulter les articles 104 à 110 et 138 à 142 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1) et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur. ».

42. Un contrat assorti d'un crédit, autre qu'un contrat de vente à tempérament, qui contient une clause de dé-

chéance du bénéfice du terme, doit contenir, en plus des mentions prévues à l'annexe 7 de la Loi et de la mention prévue à l'article 38 ou 39, selon le cas, immédiatement après la clause de déchéance du bénéfice du terme, la mention obligatoire suivante :

« Mention exigée par la Loi sur la protection du consommateur.

(Clause de déchéance du bénéfice du terme)

Avant de se prévaloir de cette clause, le commerçant doit expédier au consommateur un avis écrit et un état de compte.

Dans les 30 jours qui suivent la réception par le consommateur de l'avis et de l'état de compte, le consommateur peut :

- a) soit remédier au fait qu'il est en défaut ;
- b) soit présenter une requête au tribunal pour faire modifier les modalités de paiement prévues au présent contrat ;
- c) soit présenter une requête au tribunal pour obtenir la permission de remettre au commerçant le bien qui fait l'objet du présent contrat.

Si le consommateur remet le bien au commerçant avec la permission du tribunal, son obligation en vertu du présent contrat est éteinte et le commerçant n'est pas tenu de lui remettre les paiements qu'il en a reçus.

Le consommateur aura avantage à consulter les articles 104 à 110 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1) et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur. ».

SECTION III

CONTRATS AUTRES QU'UN CONTRAT DE CRÉDIT

43. Un contrat autre qu'un contrat de crédit qui contient une clause de déchéance du bénéfice du terme mais qui ne contient pas une clause de réserve de propriété doit contenir, immédiatement après la clause de déchéance du bénéfice du terme, la mention obligatoire suivante :

« Mention exigée par la Loi sur la protection du consommateur.

(Contrat autre qu'un contrat de crédit qui contient une clause de déchéance du bénéfice du terme)

Avant de se prévaloir de cette clause, le commerçant doit expédier au consommateur un avis écrit et un état de compte.

Dans les 30 jours qui suivent la réception par le consommateur de l'avis et de l'état de compte, le consommateur peut :

- a) soit remédier au fait qu'il est en défaut ;
- b) soit présenter une requête au tribunal pour faire modifier les modalités de paiement prévues au présent contrat ;
- c) soit présenter une requête au tribunal pour obtenir la permission de remettre au commerçant le bien qui fait l'objet du présent contrat.

Si le consommateur remet le bien au commerçant avec la permission du tribunal, son obligation en vertu du présent contrat est éteinte et le commerçant n'est pas tenu de lui remettre les paiements qu'il en a reçus.

Le consommateur aura avantage à consulter les articles 14, 104 à 110 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1) et, au besoin, à consulter l'Office de la protection du consommateur. ».

44. Un contrat autre qu'un contrat de crédit qui contient une clause de réserve de propriété mais qui ne contient pas de clause de déchéance du bénéfice du terme doit contenir, en plus des mentions prévues à l'annexe 5 s'y appliquant, immédiatement après la clause de réserve de propriété, la mention obligatoire suivante :

« Mention exigée par la Loi sur la protection du consommateur.

(Contrat autre qu'un contrat de crédit qui contient une clause de réserve de propriété)

Si le consommateur n'exécute pas son obligation de la manière prévue au présent contrat, le commerçant peut :

- a) soit exiger le paiement immédiat des versements échus ;
- b) soit reprendre possession du bien qui fait l'objet du contrat.

Avant de reprendre possession du bien, le commerçant doit donner au consommateur un avis écrit de 30 jours pendant lesquels le consommateur peut, à son choix :

- a) soit remédier au fait qu'il est en défaut ;
- b) soit remettre le bien au commerçant.

Si le consommateur remet le bien au commerçant, son obligation en vertu du présent contrat est éteinte et le commerçant n'est pas tenu de lui remettre les paiements qu'il en a reçus.

Si le consommateur a payé au moins la moitié de la somme de l'obligation totale et du versement comptant avant de devenir en défaut, le commerçant ne peut repren-

dre le bien sans avoir d'abord obtenu la permission du tribunal.

Le consommateur aura avantage à consulter l'article 15, les paragraphes *a* et *c* de l'article 138 et les articles 139 à 142 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1) et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur. ».

45. Un contrat autre qu'un contrat de crédit qui contient une clause de déchéance du bénéfice du terme et une clause de réserve de propriété doit contenir, en plus des mentions prévues à l'annexe 5 s'y appliquant, immédiatement après la clause de réserve de propriété, la mention obligatoire suivante :

« Mention exigée par la Loi sur la protection du consommateur.

(Contrat autre qu'un contrat de crédit qui contient une clause de déchéance du bénéfice du terme et une clause de réserve de propriété)

Si le consommateur n'exécute pas son obligation de la manière prévue au présent contrat, le commerçant peut :

- a) soit exiger le paiement immédiat des versements échus ;
- b) soit se prévaloir de la clause de déchéance du bénéfice du terme prévue au présent contrat.

Avant de se prévaloir de cette clause, le commerçant doit expédier au consommateur un avis écrit et un état de compte.

Dans les 30 jours qui suivent la réception par le consommateur de l'avis et de l'état de compte, le consommateur peut :

- i. soit remédier au fait qu'il est en défaut ;
- ii. soit présenter une requête au tribunal pour faire modifier les modalités de paiement prévues au présent contrat ;
- iii. soit présenter une requête au tribunal pour obtenir la permission de remettre au commerçant le bien qui fait l'objet du présent contrat.

Si le consommateur remet le bien au commerçant avec la permission du tribunal, son obligation en vertu du présent contrat est éteinte et le commerçant n'est pas tenu de lui remettre les paiements qu'il en a reçus ;

- c) soit reprendre possession du bien qui fait l'objet du contrat.

Avant de reprendre possession du bien, le commerçant doit donner au consommateur un avis écrit de 30 jours pendant lesquels le consommateur peut, à son choix :

- i. soit remédier au fait qu'il est en défaut ;
- ii. soit remettre le bien au commerçant.

Si le consommateur remet le bien au commerçant, son obligation en vertu du présent contrat est éteinte et le commerçant n'est pas tenu de lui remettre les paiements qu'il en a reçus.

Si le consommateur a payé au moins la moitié de la somme de l'obligation totale et du versement comptant avant de devenir en défaut, le commerçant ne peut reprendre le bien sans avoir d'abord obtenu la permission du tribunal.

Le consommateur aura avantage à consulter les articles 14, 15, 104 à 110 et 138 à 142 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1) et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur. ».

SECTION IV CONTRATS DE LOUAGE DE SERVICES À EXÉCUTION SUCCESSIVE

§1. Contrats principaux

46. Un contrat de louage de services à exécution successive autre qu'un contrat conclu par un commerçant qui exploite un studio de santé doit contenir la mention obligatoire suivante :

« Mention exigée par la Loi sur la protection du consommateur.

(Contrat de louage de services à exécution successive)

Le consommateur peut résilier le présent contrat à tout moment en envoyant la formule ci-annexée ou un autre avis écrit à cet effet au commerçant.

Le contrat est résilié, sans autre formalité, dès l'envoi de la formule ou de l'avis.

Si le consommateur résilie le présent contrat avant que le commerçant n'ait commencé à exécuter son obligation principale, le consommateur n'a aucun frais ni pénalité à payer.

Si le consommateur résilie le contrat après que le commerçant ait commencé à exécuter son obligation principale, le consommateur n'a à payer que :

- a) le prix des services qui lui ont été fournis, calculé au taux stipulé dans le contrat ; et
- b) la moins élevée des 2 sommes suivantes : soit 50 \$, soit une somme représentant au plus 10% du prix des services qui ne lui ont pas été fournis.

Dans les 10 jours qui suivent la résiliation du contrat, le commerçant doit restituer au consommateur l'argent qu'il lui doit.

Le consommateur aura avantage à consulter les articles 190 à 196 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1) et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur. ».

47. Un contrat conclu par un commerçant qui exploite un studio de santé doit contenir la mention obligatoire suivante :

« Mention exigée par la Loi sur la protection du consommateur.

(Contrat conclu par un commerçant exploitant un studio de santé)

Le consommateur peut résilier le présent contrat sans frais ni pénalité avant que le commerçant n'ait commencé à exécuter son obligation principale en envoyant la formule ci-annexée ou un autre avis écrit à cet effet au commerçant.

Si le commerçant a commencé à exécuter son obligation principale, le consommateur peut résilier le présent contrat dans un délai égal à 1/10 de la durée prévue au présent contrat en envoyant la formule ci-annexée ou un autre avis écrit à cet effet au commerçant. Ce délai a comme point de départ le moment où le commerçant commence à exécuter son obligation principale. Dans ce cas, le commerçant ne peut exiger au plus, du consommateur, que le paiement d'un dixième du prix total prévu au contrat.

Le contrat est résilié, sans autre formalité, dès l'envoi de la formule ou de l'avis.

Dans les 10 jours qui suivent la résiliation du contrat, le commerçant doit restituer au consommateur l'argent qu'il lui doit.

Le consommateur aura avantage à consulter les articles 197 à 205 de la Loi sur la protection de consommateur (L.R.Q., c. P-40.1) et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur. ».

§2. Contrats accessoires

48. Un contrat de louage de biens ou de services conclu à l'occasion de la conclusion ou de l'exécution d'un contrat principal visé à l'article 46 doit contenir la mention obligatoire suivante :

« Mention exigée par la Loi sur la protection du consommateur.

(Contrat accessoire de louage)

Le présent contrat est accessoire du contrat de louage de services à exécution successive conclu le *(insérer ici la date de la formation du contrat de louage de services à exécution successive)*.

Le consommateur peut résilier le présent contrat à tout moment en envoyant la formule ci-annexée ou un autre avis écrit à cet effet au commerçant.

Le contrat est résilié, sans autre formalité, dès l'envoi de la formule ou de l'avis.

Si le consommateur résilie le présent contrat avant que le commerçant n'ait commencé à exécuter son obligation principale, le consommateur n'a aucun frais ni pénalité à payer.

Si le consommateur résilie le contrat après que le commerçant ait commencé à exécuter son obligation principale, le consommateur n'a à payer que :

a) le prix de location du bien ou des services qui lui ont été fournis, calculé au taux stipulé dans le contrat ; et

b) la moins élevée des 2 sommes suivantes : soit 50 \$, soit une somme représentant au plus 10% du prix des services qui ne lui ont pas été fournis ou du prix de la durée de location non écoulée.

Dans les 10 jours qui suivent la résiliation du contrat, le commerçant doit restituer au consommateur l'argent qu'il lui doit.

Le consommateur aura avantage à consulter les articles 190 à 196 et 207 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1) et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur. ».

49. Un contrat de louage de biens ou de services conclu à l'occasion de la conclusion ou de l'exécution d'un contrat principal avec un commerçant qui exploite un studio de santé doit contenir la mention obligatoire suivante :

« Mention exigée par la Loi sur la protection du consommateur.

(Contrat accessoire de louage)

Le présent contrat est accessoire du contrat de louage de services à exécution successive conclu le *(insérer ici la date de la formation du contrat de louage de services à exécution successive)*.

Le consommateur peut résilier le présent contrat sans frais ni pénalité avant que le commerçant n'ait commencé à exécuter son obligation principale en envoyant la formule ci-annexée ou un autre avis écrit à cet effet au commerçant.

Si le commerçant a commencé à exécuter son obligation principale, le consommateur peut résilier le présent con-

trat dans un délai égal à 1/10 de la durée prévue au présent contrat en envoyant la formule ci-annexée ou un autre avis écrit à cet effet au commerçant. Ce délai a comme point de départ le moment où le commerçant commence à exécuter son obligation principale. Dans ce cas, le commerçant ne peut exiger au plus, du consommateur, que le paiement d'un dixième du prix total prévu au contrat.

Le contrat est résilié, sans autre formalité, dès l'envoi de la formule ou de l'avis.

Dans les 10 jours qui suivent la résiliation du contrat, le commerçant doit restituer au consommateur l'argent qu'il lui doit.

Le consommateur aura avantage à consulter les articles 197 à 205 et 207 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1) et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur. ».

50. Un contrat de vente dans lequel le montant total de l'obligation du consommateur excède 100 \$ et qui est conclu à l'occasion de la conclusion ou de l'exécution d'un contrat principal de louage de services à exécution successive doit contenir la mention obligatoire suivante :

« Mention exigée par la Loi sur la protection du consommateur.

(Contrat accessoire de vente)

Le présent contrat est accessoire du contrat de louage de services à exécution successive conclu le (*insérer ici la date de la formation du contrat de louage de services à exécution successive*).

Le consommateur peut résoudre le présent contrat dans les 10 jours qui suivent :

- a) soit la date de la livraison du bien vendu ;
- b) soit la date où le commerçant commence à exécuter son obligation en vertu du contrat principal mentionné plus haut ;

selon l'échéance du plus long terme.

Pour résoudre le présent contrat, le consommateur doit :

- a) soit remettre le bien au commerçant ;
- b) soit envoyer au commerçant la formule de résolution ci-annexée ou un autre avis écrit à cet effet.

Le contrat est résolu, sans autre formalité, dès que le consommateur remet le bien ou expédie la formule ou l'avis au commerçant.

De plus, si le consommateur résilie le contrat principal mentionné plus haut, il peut également résoudre le présent

contrat en remettant le bien au commerçant dans les 10 jours qui suivent la résiliation du contrat principal.

Le consommateur ne peut cependant se prévaloir de ce droit s'il a été en possession du bien pendant 2 mois ou pendant une période équivalant à 1/3 de la durée prévue du contrat principal, selon la plus courte des 2 périodes.

Dans les 10 jours qui suivent la résolution, les parties doivent se restituer ce qu'elles ont reçu l'une de l'autre.

Le commerçant assume les frais de restitution.

Le commerçant assume les risques de perte ou de détérioration, même par cas fortuit, du bien qui fait l'objet du contrat jusqu'à l'échéance du plus long terme prévu pour la résolution.

Le consommateur aura avantage à consulter les articles 208 à 214 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1) et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur. ».

CHAPITRE V CONTRATS DE CRÉDIT

SECTION I CALCUL DU TAUX ET DES FRAIS DE CRÉDIT DANS UN CONTRAT DE PRÊT D'ARGENT ET DANS UN CONTRAT ASSORTI D'UN CRÉDIT

51. Aux fins de la présente section, on entend par « période de paiement » l'espace de temps, calculé en jours, qui s'écoule depuis la date à compter de laquelle des frais de crédit sont exigibles jusqu'à la date du premier paiement effectué inclusivement et, subséquentement, depuis le jour qui suit la date d'un paiement effectué jusqu'à la date où le paiement suivant est effectué inclusivement.

52. Les frais de crédit doivent être calculés, à la fin d'une période de paiement, en multipliant, par le taux de crédit applicable en vertu de l'article 83 de la Loi, le solde du capital net à recouvrer au début de cette période de paiement et, s'il y a lieu, des frais de crédit impayés au début de cette période de paiement, et en multipliant le produit ainsi obtenu par la fraction que constitue cette période de paiement par rapport à 365.

Un commerçant peut toutefois exiger des frais de crédit inférieurs à ceux calculés conformément au premier alinéa.

53. Si un contrat prévoit des paiements hebdomadaires, aux 2 semaines, bimensuels, aux 4 semaines ou mensuels, le taux de crédit calculé conformément à la Loi est celui qui, lorsqu'utilisé selon la méthode de calcul prescrite par l'article 52, produit des montants dont la somme est égale

au total des frais de crédit indiqué au contrat en supposant que :

a) les parties exécutent leurs obligations de la façon prévue au contrat ; et que

b) toutes les périodes prévues au contrat sont d'une durée égale à 1/52 d'une année s'il prévoit des paiements hebdomadaires, d'un vingt-sixième d'une année s'il prévoit des paiements aux 2 semaines, d'un vingt-quatrième d'une année s'il prévoit des paiements bi-mensuels, d'un treizième d'une année s'il prévoit des paiements aux 4 semaines et d'un douzième d'une année s'il prévoit des paiements mensuels.

54. Si un contrat prévoit des paiements autres que ceux mentionnés à l'article 53, le taux de crédit calculé conformément à la Loi est celui qui, lorsqu'utilisé selon la méthode de calcul prescrite par l'article 52, produit des montants dont la somme est égale au total des frais de crédit indiqué au contrat en supposant que :

a) les parties exécutent leurs obligations de la façon prévue au contrat ; et que

b) la durée de chacune des périodes est celle qui est prévue au contrat.

SECTION II

CALCUL DU TAUX ET DES FRAIS DE CRÉDIT DANS UN CONTRAT DE CRÉDIT VARIABLE

55. Aux fins de la présente section, on entend par :

a) « solde quotidien » : le montant qui, au cours d'une période, est déterminé à la fin de chaque jour en ajoutant à la somme du solde du capital net à la fin de la période précédente et, s'il y a lieu, des frais de crédit impayés à la fin de la période précédente, la valeur de toute avance en argent portée au débit du compte depuis le début de la période et en soustrayant la valeur de tout paiement reçu par le commerçant depuis le début de la période ;

b) « solde quotidien moyen » : la somme obtenue en divisant le résultat de l'addition de tous les soldes quotidiens d'une période par le nombre de jours qu'a duré la période.

56. La valeur d'une transaction, autre qu'une avance en argent, effectuée au cours d'une période ne peut être ajoutée au capital net qu'à la fin de cette période, sans affecter le dernier solde quotidien de la période.

57. Une somme autre qu'un paiement, qui doit être créditée au compte d'un consommateur et qui se rapporte à

une transaction, autre qu'une avance en argent, portée au débit du même compte à la fin d'une période, doit être portée au crédit du compte au plus tard à la date de sa réception par le commerçant.

58. Le taux de crédit doit être calculé comme étant le pourcentage annuel ou l'échelle de pourcentages annuels qui, lorsqu'on l'applique à la fin d'une période de la manière prévue à l'article 60 au solde quotidien moyen, produit les frais de crédit pour la période.

59. Sous réserve de l'article 61, les frais de crédit sont calculés à la fin de chaque période à l'aide du taux de crédit applicable en vertu de l'article 83 de la Loi et appliqué de la manière prévue à l'article 60 au solde quotidien moyen de la période.

Un commerçant peut toutefois exiger des frais de crédit inférieurs à ceux calculés conformément au premier alinéa.

60. Le pourcentage à appliquer à la fin d'une période au solde quotidien moyen de cette période est égal au taux de crédit applicable en vertu de l'article 83 de la Loi multiplié par la fraction que constitue la période par rapport à 365 jours.

61. Malgré l'article 59, si le consommateur effectue un paiement au moins égal au solde du compte à la fin de la période précédente dans les 21 jours suivant la mise à la poste par le commerçant de l'état de compte requis par l'article 126 de la Loi, aucun frais de crédit ne peuvent lui être exigés sur ce solde du compte sauf pour la partie de ce solde que représentent les avances en argent.

SECTION III

DIVULGATION DU TAUX DE CRÉDIT

62. Dans un contrat de prêt d'argent et dans un contrat assorti d'un crédit, le taux de crédit divulgué doit être égal au taux calculé de la manière prescrite par l'article 53 ou 54 selon le cas.

63. Dans un contrat de prêt d'argent et dans un contrat assorti d'un crédit, le taux de crédit divulgué ne doit pas être inférieur de plus de ¼ de 1% au pourcentage annuel calculé conformément à l'article 53 ou 54 selon le cas.

64. Dans un contrat de crédit variable, le taux de crédit divulgué doit être égal au taux calculé de la manière prescrite par l'article 58.

SECTION IV ÉTATS DE COMPTE

65. Dans le cas d'un contrat de prêt d'argent ou d'un contrat assorti d'un crédit, le consommateur peut, une fois par mois et sans frais, demander un état de compte au commerçant ; ce dernier doit le fournir ou l'expédier aussitôt que possible mais au plus tard dans les 10 jours de la réception de la demande.

66. En plus de l'état de compte prévu à l'article 65, le consommateur qui veut payer avant échéance le solde de son obligation peut, en tout temps et sans frais, demander un état de compte au commerçant ; ce dernier doit le fournir ou l'expédier aussitôt que possible mais au plus tard dans les 10 jours de la réception de la demande.

67. L'état de compte prévu aux articles 65 ou 66 doit indiquer les renseignements suivants :

- a) la date de l'état de compte ;
- b) le solde du capital net à la date de la formation du contrat ou à la date de l'état de compte précédent, selon le cas ;
- c) la somme qui était requise du consommateur pour acquitter la totalité de son obligation à la date de l'état de compte précédent ;
- d) la date, la nature et le montant de chaque somme d'argent portée au compte du consommateur depuis la formation du contrat ou depuis la date de l'état de compte précédent, selon le cas ;
- e) le solde du capital net après chaque somme d'argent ainsi portée au compte du consommateur ;
- f) pour chaque somme d'argent portée au compte du consommateur, la partie imputée au capital net et celle imputée aux frais de crédit ; et
- g) la somme requise du consommateur pour acquitter la totalité de son obligation à la date de l'état de compte ou, sur demande du consommateur, à la date qu'il détermine.

Toutefois, dans le cas d'un contrat conclu avant le 10 septembre 1980, l'état de compte peut n'indiquer que :

- a) la date de l'état de compte ;
- b) le solde de l'obligation du consommateur ; et
- c) la façon dont ce montant a été calculé.

68. Lorsque le commerçant veut se prévaloir d'une clause de déchéance du bénéfice du terme, les renseignements que doit indiquer l'état de compte prévu à l'article 105 de la Loi sont les suivants :

a) dans le cas d'un contrat de prêt d'argent ou d'un contrat assorti d'un crédit, les renseignements prévus à l'article 67 ;

b) dans le cas d'un contrat de crédit variable, les renseignements prévus aux paragraphes a à f du deuxième alinéa de l'article 126 de la Loi.

69. Est exempté de l'obligation de joindre l'état de compte prévu à l'article 105 de la Loi, le commerçant partie à un contrat de crédit variable qui, dans les 30 jours précédant l'envoi de l'avis de déchéance du bénéfice du terme, a fait parvenir au consommateur l'état de compte prévu à l'article 126 de la Loi, à la condition que cet avis contienne la mention obligatoire suivante :

« Si le consommateur veut connaître les détails de son compte, il n'a qu'à se référer à l'état de compte posté le (*indiquer ici la date de mise à la poste*). »

Si le consommateur n'est plus en possession de cet état de compte, il peut en obtenir un en en faisant la demande au commerçant. Celui-ci lui en fera parvenir un sans frais et dans les plus brefs délais. ».

CHAPITRE VI AUTOMOBILES, MOTOCYCLETTES ET APPAREILS DOMESTIQUES

SECTION I AUTOMOBILES ET MOTOCYCLETTES

70. Est exempté de l'application de l'article 73 de la Loi, un contrat assorti d'un crédit ayant pour objet une automobile neuve dont le consommateur a pris livraison.

71. Est exempté de l'application des articles 37, 38, 53, 54 et 155 à 165 de la Loi, un commerçant qui vend une automobile d'occasion ou une motocyclette d'occasion lorsque :

a) l'automobile d'occasion ou la motocyclette d'occasion a été donnée en échange au commerçant par un consommateur lors de l'achat d'une automobile ou d'une motocyclette ;

b) la vente de l'automobile d'occasion ou de la motocyclette d'occasion est effectuée à un consommateur désigné par celui qui l'a donnée en échange ; et

c) le prix de vente maximal de l'automobile d'occasion ou de la motocyclette d'occasion correspond au prix

comptant accordé par le commerçant au consommateur pour cet échange.

L'exemption mentionnée au premier alinéa ne s'applique qu'au contrat comportant l'attestation écrite du consommateur qui a donné en échange l'automobile d'occasion ou la motocyclette d'occasion à l'effet que ce véhicule est vendu au consommateur qu'il avait désigné.

72. La garantie prévue à l'article 164 de la Loi ne comprend pas les accessoires qui ne sont pas nécessaires au bon fonctionnement de la motocyclette.

73. Ne constitue pas une réparation au sens du paragraphe *b* de l'article 167 de la Loi :

- a) un travail dont le coût total, incluant le prix des pièces et le coût de la main-d'oeuvre, n'excède pas 50 \$;
- b) l'installation, sur une automobile ou sur une motocyclette, de pneumatiques ou d'une batterie lorsque l'achat et l'installation font l'objet d'une même facture.

74. Un commerçant qui effectue la réparation d'automobile ou de motocyclette doit afficher, dans un endroit bien en vue de son établissement, une pancarte sur laquelle figurent les mentions suivantes :

« Avis aux consommateurs.

I – En vertu de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1), lorsqu'un consommateur fait effectuer une réparation d'automobile ou de motocyclette dans cet établissement, le commerçant doit, pour une réparation de plus de 50 \$:

- a) fournir une évaluation écrite ;
- b) fournir une facture détaillée de la réparation effectuée ;
- c) remettre les pièces remplacées si le consommateur l'a exigé au moment où il a demandé de faire la réparation.

II – Tarif horaire de la main-d'oeuvre : \$.

III – Une réparation d'automobile est garantie pour 3 mois ou 5 000 kilomètres selon le premier terme atteint.

Une réparation de motocyclette est garantie pour 1 mois, sans limite de kilométrage.

La garantie prend effet au moment de la livraison de l'automobile ou de la motocyclette.

Ces dispositions ne constituent qu'un résumé des droits du consommateur. Ces droits peuvent comporter des restrictions. Pour plus de détails, le consommateur aura avantage à consulter les articles 167 à 181 de la Loi sur la protection du consommateur et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur. ».

75. La pancarte doit être faite d'un matériau rigide. La surface sur laquelle figurent les mentions prescrites par l'article 74 doit être mate et de couleur blanche.

76. La pancarte doit respecter les dimensions minimales suivantes :

- a) hauteur : 100 centimètres ;
- b) largeur : 50 centimètres.

77. Le texte des mentions prescrites par l'article 74 doit être imprimé d'une couleur foncée et mate, en caractère typographique équivalent à l'HELVÉTICA DEMI-GRAS d'au moins 36 points.

78. Lorsque le totalisateur d'une automobile est remplacé, le propriétaire de l'automobile doit indiquer le nombre de kilomètres parcourus par l'automobile avant l'installation du nouveau totalisateur sur un écrit indiquant les renseignements suivants :

- a) la marque, le modèle et l'année de l'automobile ;
- b) le numéro de série de l'automobile ;
- c) le nombre de kilomètres parcourus par l'automobile ;
- d) la date de cet écrit ; et
- e) la signature du propriétaire de l'automobile et de la personne qui a installé le nouveau totalisateur.

Cet écrit ou une copie doit être remise à tout propriétaire acquéreur subséquent de l'automobile.

SECTION II APPAREILS DOMESTIQUES

79. Ne constitue pas une réparation au sens du paragraphe *c* de l'article 182 de la Loi, un travail dont le coût total, incluant le déplacement, le prix des pièces et le coût de la main-d'oeuvre, n'excède pas 50 \$.

CHAPITRE VII PRATIQUES DE COMMERCE

SECTION I PUBLICITÉ CONCERNANT LE CRÉDIT

§1. Disponibilité du crédit

80. Un message publicitaire concernant un bien ou un service et informant le consommateur sur le crédit qu'on lui offre, ne peut mentionner la disponibilité du crédit que de l'une ou plusieurs des façons suivantes :

a) en indiquant le nom, la raison sociale, la marque de commerce ou le symbole social d'un commerçant qui conclut des contrats de crédit ;

b) en utilisant les expressions « crédit offert », « crédit accepté » ou « possibilité de crédit » ;

c) en illustrant une carte de crédit.

§2. Publicité concernant les modalités du crédit

81. Aux fins de la présente sous-section, les frais de crédit doivent être calculés conformément au chapitre V.

82. La présente sous-section vise toute publicité d'un commerçant concernant les modalités du crédit, autre que le taux de crédit, qu'il offre à un consommateur.

Elle ne vise pas cependant un renseignement communiqué par un commerçant à un autre commerçant ou contenu dans une publication spécialisée dans l'information commerciale aux commerçants.

83. Toute publicité d'un commerçant concernant les modalités du crédit qu'il offre et faite dans un écrit comportant plus d'une page doit, à l'endroit où cette publicité est faite, référer clairement à la page de cet écrit où figurent les mentions prescrites par la présente sous-section.

84. Toute publicité d'un commerçant concernant les modalités du crédit d'un contrat de prêt d'argent et comprenant l'une des mentions suivantes :

- a) une composante des frais de crédit ;
- b) le total des frais de crédit ;
- c) le nombre et la durée des périodes de paiement ;
- d) le montant de chaque paiement différé ;
- e) l'obligation totale du consommateur ;
- f) un tableau d'exemples des frais de crédit à payer ;

doit les comprendre toutes.

85. Toute publicité d'un commerçant concernant les modalités du crédit d'un contrat de crédit variable et comprenant l'une des mentions suivantes :

- a) la durée de chaque période pour laquelle un état de compte est fourni ;
- b) les frais d'adhésion ou de renouvellement ;
- c) le délai pendant lequel le consommateur peut acquitter son obligation sans être obligé de payer des frais de crédit ;

d) le paiement minimal requis pour chaque période ;

e) un tableau d'exemples des frais de crédit à payer ;

doit les comprendre toutes.

86. Toute publicité d'un commerçant concernant les modalités du crédit d'un contrat assorti d'un crédit et comprenant l'une des mentions suivantes :

- a) le prix comptant du bien ;
- b) le versement comptant exigé ou l'absence de versement comptant ;
- c) une composante des frais de crédit ;
- d) le total des frais de crédit ;
- e) le nombre et la durée des périodes de paiement ;
- f) le montant de chaque paiement différé ;
- g) l'obligation totale du consommateur ;
- h) un tableau d'exemples des frais de crédit à payer ;

doit les comprendre toutes.

SECTION II

PUBLICITÉ DESTINÉE À DES ENFANTS

87. Aux fins de la présente section, le mot « enfant » désigne une personne âgée de moins de 13 ans.

88. Est exempté de l'application de l'article 248 de la Loi, un message publicitaire destiné à des enfants, aux conditions suivantes :

- a) il doit être contenu dans une revue ou dans un encart qui est destiné à des enfants ;
- b) cette revue ou cet encart doit être offert en vente ou inséré dans une publication offerte en vente ;
- c) cette revue ou cet encart doit être publié à des intervalles n'excédant pas 3 mois ; et
- d) le message publicitaire doit être conforme aux exigences de l'article 91.

89. Est exempté de l'application de l'article 248 de la Loi, un message publicitaire destiné à des enfants dont l'objet est d'annoncer un spectacle qui leur est destiné, à la condition que ce message soit conforme aux exigences de l'article 91.

90. Est exempté de l'application de l'article 248 de la Loi, un message publicitaire destiné à des enfants constitué par une vitrine, un étalage, un contenant, un emballage ou une étiquette de même que celui qui y apparaît, à la

condition que les exigences des paragraphes *a à g, j, k, o et p* de l'article 91 soient respectées.

91. Aux fins de l'application des articles 88, 89 et 90, un message publicitaire destiné à des enfants ne peut :

- a)* exagérer la nature, les caractéristiques, le rendement ou la durée d'un bien ou d'un service ;
- b)* minimiser le degré d'habileté, la force, l'adresse ou l'âge requis pour faire usage d'un bien ou d'un service ;
- c)* employer un superlatif pour décrire les caractéristiques d'un bien ou d'un service ou un diminutif pour en indiquer le coût ;
- d)* employer un comparatif ou établir une comparaison en relation avec le bien ou le service qui fait l'objet du message publicitaire ;
- e)* inciter directement un enfant à acheter ou à inviter une autre personne à acheter un bien ou un service ou à s'informer à leur sujet ;
- f)* représenter des habitudes de vie sociale ou familiale répréhensibles ;
- g)* annoncer un bien ou un service qui, par sa nature, sa qualité ou son usage ordinaire, ne devrait pas être à l'usage d'un enfant ;
- h)* annoncer un médicament ou une spécialité pharmaceutique ;
- i)* annoncer une vitamine sous forme liquide, en poudre ou en comprimé ;
- j)* représenter une personne agissant d'une façon imprudente ;
- k)* représenter un bien ou un service de façon à en suggérer un usage impropre ou dangereux ;
- l)* représenter une personne ou un personnage connu des enfants de façon à promouvoir un bien ou un service sauf :
 - i.* s'il s'agit d'un artiste, d'un acteur ou d'un présentateur professionnel qui ne figure pas dans une publication ou une émission destinée aux enfants ;
 - ii.* dans le cas prévu à l'article 89 à titre d'illustration de sa participation à un spectacle qui est destiné aux enfants.

Aux fins du présent paragraphe, n'est pas un personnage connu des enfants celui créé dans le but d'annoncer un bien ou un service, lorsqu'il est utilisé à cette fin seulement ;

m) employer un procédé d'animation cinématographique sauf pour annoncer un spectacle d'animation cinématographique qui leur est destiné ;

n) employer une bande illustrée sauf pour annoncer une publication de bandes illustrées qui leur est destinée ;

o) suggérer que le fait de posséder ou d'utiliser un bien développe chez un enfant un avantage physique, social ou psychologique par rapport aux autres enfants de son âge, ou que la privation de cette marchandise a un effet contraire ;

p) annoncer un bien d'une façon telle qu'un enfant soit faussement porté à croire que, pour le prix ordinaire de ce bien, il peut se procurer d'autres biens que celui annoncé.

CHAPITRE VIII

PERMIS, CAUTIONNEMENTS ET DROITS

92. Aux fins du présent chapitre, on entend par :

- a)* « demande » : une demande de permis ou de renouvellement de permis formulée par un demandeur ;
- b)* « demandeur » : une personne physique, une société ou une corporation qui demande un permis ou le renouvellement d'un permis ;
- c)* « groupe » : une corporation, un syndicat, une société, une association ou un autre groupement ayant souscrit, au profit de ses membres, un cautionnement par police collective de garantie ;
- d)* « membre » : toute personne qui est actionnaire, associée ou membre d'un groupe et qui est identifiée par un certificat de membre rédigé selon la formule N-33 apparaissant en annexe.

SECTION I

PERMIS

93. Il y a 3 types de permis :

- a)* le permis de commerçant itinérant délivré au commerçant visé au paragraphe *a* de l'article 321 de la Loi ;
- b)* le permis de prêteur d'argent délivré au commerçant visé au paragraphe *b* de l'article 321 de la Loi ;
- c)* le permis d'exploitation d'un studio de santé délivré au commerçant visé au paragraphe *c* de l'article 321 de la Loi.

94. Une demande doit être présentée en utilisant l'une ou l'autre des formules suivantes, dont le texte figure en annexe :

- a) la formule N-22, si le demandeur requiert un permis de commerçant itinérant ;
- b) la formule N-23, si le demandeur requiert un permis de prêteur d'argent ;
- c) la formule N-24, si le demandeur requiert un permis d'exploitation d'un studio de santé.

95. Une demande d'une personne physique doit être signée par elle-même, celle d'un société par l'un des associés, et celle d'une corporation par une personne dûment autorisée.

96. Un demandeur doit aviser le président de chacun des noms ou raisons sociales sous lesquels il exerce un commerce l'assujettissant à l'article 321 de la Loi ; il doit, le cas échéant, lui transmettre une copie de chacune des déclarations de raison sociale sous lesquelles il exerce un commerce.

97. Une demande formulée par une société ou une corporation doit être accompagnée des documents suivants :

- a) une copie de la déclaration de société ou, selon le cas, des lettres patentes et lettres patentes supplémentaires ou de tout autre acte constitutif du demandeur ;
- b) une liste indiquant le nom, la date de naissance, le numéro d'assurance sociale et l'adresse personnelle des associés ou des administrateurs, de même que leur fonction dans la société ou dans la corporation.

98. Une demande de renouvellement de permis formulée par une personne physique qui exploite un commerce sous une raison sociale n'a pas à être accompagnée d'une copie de la déclaration de raison sociale si celle-ci est identique à celle dont une copie a été fournie lors d'une demande antérieure.

99. Une demande de renouvellement de permis formulée par une société ou par une corporation n'a pas à être accompagnée des documents visés au paragraphe a de l'article 97 s'ils sont identiques à ceux dont une copie a été fournie lors d'une demande antérieure.

100. Une demande est transmise au président.

101. Le permis est signé par le président. Sa signature peut être manuscrite ou reproduite mécaniquement.

SECTION II CAUTIONNEMENTS ET DROITS

102. Le demandeur d'un permis doit, lors de la demande, verser les droits, et s'il y a lieu, fournir le cautionnement prescrit par la présente section.

103. Le commerçant visé par le paragraphe 1 de l'article 22 du Code de la route (L.R.Q., c. C-24) est dispensé, pendant la validité de sa licence, de fournir le cautionnement prévu aux articles 104 et 105 pour obtenir le permis de commerçant itinérant.

104. Le cautionnement que doit fournir le demandeur d'un permis de commerçant itinérant et les droits qu'il doit payer sont fixés selon l'échelle et les classes ci-après indiquées :

a) lorsque la considération des contrats du demandeur doit, dans la majorité des cas et pour la durée de validité du permis demandé, être inférieure à 100 \$:

i. s'il agit seul, le cautionnement est de 1 000 \$ et les droits sont de 45 \$ (classe 1) ;

ii. s'il a moins de 5 représentants, le cautionnement est de 2 500 \$ et les droits sont de 85 \$ (classe 2) ;

iii. s'il a 5 représentants ou plus mais moins de 10, le cautionnement est de 5 000 \$ et les droits sont de 125 \$ (classe 3) ;

iv. s'il a 10 représentants ou plus mais moins de 50, le cautionnement est de 10 000 \$ et les droits sont de 225 \$ (classe 4) ;

v. s'il a 50 représentants ou plus mais moins de 100, le cautionnement est de 25 000 \$ et les droits sont de 525 \$ (classe 5) ;

vi. s'il a 100 représentants ou plus mais moins de 500, le cautionnement est de 50 000 \$ et les droits sont de 1 025 \$ (classe 6) ;

vii. s'il a 500 représentants ou plus mais moins de 1 000, le cautionnement est de 100 000 \$ et les droits sont de 2 025 \$ (classe 7) ;

viii. s'il a 1 000 représentants ou plus, le cautionnement est de 200 000 \$ et les droits sont de 4 025 \$ (classe 8) ;

b) lorsque la considération des contrats du demandeur doit, dans la majorité des cas et pour la durée de validité du permis demandé, être égale ou supérieure à 100 \$:

i. s'il agit seul, le cautionnement est de 5 000 \$ et les droits sont de 125 \$ (classe 9) ;

ii. s'il a moins de 5 représentants, le cautionnement est de 12 500 \$ et les droits sont de 175 \$ (classe 10) ;

iii. s'il a 5 représentants ou plus mais moins de 10, le cautionnement est de 25 000 \$ et les droits sont de 225 \$ (classe 11) ;

iv. s'il a 10 représentants ou plus mais moins de 50, le cautionnement est de 50 000 \$ et les droits sont de 425 \$ (classe 12) ;

v. s'il a 50 représentants ou plus mais moins de 100, le cautionnement est de 100 000 \$ et les droits sont de 1 025 \$ (classe 13) ;

vi. s'il a 100 représentants ou plus mais moins de 500, le cautionnement est de 200 000 \$ et les droits sont de 2 025 \$ (classe 14) ;

vii. s'il a 500 représentants ou plus mais moins de 1 000, le cautionnement est de 300 000 \$ et les droits sont de 3 025 \$ (classe 15) ;

viii. s'il a 1 000 représentants ou plus, le cautionnement est de 500 000 \$ et les droits sont de 6 025 \$ (classe 16).

105. Si, au cours de la durée du permis, le nombre de représentants d'un titulaire de permis augmente suffisamment pour le faire changer de classe selon l'échelle qui figure à l'article 104, ce titulaire doit, sans délai, parfaire le cautionnement et le paiement des droits exigibles en vertu de cet article.

106. Le demandeur d'un permis de commerçant itinérant doit fournir au président une liste mentionnant le nom et l'adresse de chacun de ses représentants.

107. Les droits que doit payer le demandeur d'un permis de prêteur d'argent sont de 175 \$.

108. Le cautionnement que doit fournir le demandeur d'un permis d'exploitation d'un studio de santé est de 10 000 \$ par établissement utilisé comme studio de santé ; les droits qu'il doit payer sont de 175 \$ par établissement utilisé comme studio de santé.

109. Si les droits sont payés par chèque, mandat-poste, mandat de banque ou ordre de paiement tiré sur une caisse d'épargne et de crédit, il doit être fait à l'ordre du ministre des Finances.

110. Le cautionnement doit être fourni :

- a) au moyen d'une police individuelle de garantie ;
- b) au moyen d'une police collective de garantie ;
- c) en espèces, par chèque visé, mandat-poste, mandat de banque ou ordre de paiement visé tiré sur une caisse d'épargne et de crédit à l'ordre du ministre des Finances ; ou

d) au moyen d'une obligation au porteur réalisable en tout temps, émise ou garantie par le Gouvernement du Canada ou de l'une de ses provinces et dont la valeur au marché est au moins égale au montant du cautionnement exigible.

111. Le cautionnement visé aux paragraphes a et b de l'article 110 ne peut être émis que par une compagnie autorisée à se porter caution en vertu des lois du Québec.

112. Le cautionnement visé aux paragraphes c et d de l'article 110 peut être fourni par un tiers pour le demandeur.

Il peut également être fourni par le demandeur pour lui-même ; dans ce cas, le demandeur est soumis aux mêmes obligations que la caution en plus de celles qui lui incombent comme débiteur principal.

113. Si le cautionnement est fourni au moyen d'une police individuelle de garantie, il doit être rédigé selon la formule N-25 figurant en annexe.

114. Si le cautionnement est fourni au moyen d'une police collective de garantie, il doit être rédigé selon la formule N-31 figurant en annexe.

115. Si le cautionnement est fourni de la manière prescrite aux paragraphes c ou d de l'article 110 et par un tiers pour le demandeur, il doit être accompagné d'un engagement rédigé selon la formule N-26 figurant en annexe.

116. Si le cautionnement est fourni de la manière prescrite aux paragraphes c ou d de l'article 110 et par le demandeur pour lui-même, il doit être accompagné d'un engagement rédigé selon la formule N-27 figurant en annexe.

117. Le cautionnement par police collective de garantie doit être signé par une personne dûment autorisée par résolution du conseil d'administration de la caution. Une copie de cette résolution doit être annexée au cautionnement.

118. Chacun des demandeurs ou titulaires de permis couverts par une police collective de garantie doit être identifié par un certificat de membre rédigé selon la formule N-33 figurant en annexe, signé par la caution et remis au président.

119. Le cautionnement par police individuelle de garantie, le cautionnement par police collective de garantie, les engagements visés aux articles 115 et 116 de même que les certificats de membres sont gardés par le président.

Le cautionnement en espèces, par chèque visé, par mandat-poste, par mandat de banque, par ordre de paiement visé tiré sur une caisse d'épargne et de crédit ou au moyen d'une obligation est transmis par le président au ministre des Finances qui le détient en fiducie jusqu'à la date de son expiration et durant une période de 3 ans après cette date.

120. Le cautionnement prévu par la présente section est exigé pour garantir l'observance de la Loi par un commerçant qui a fourni un cautionnement ou son représentant pendant la durée du cautionnement :

a) d'abord, pour l'indemnisation en capital, intérêts et frais taxés de tout consommateur porteur d'un jugement final prononcé contre ce commerçant ou son représentant à la suite d'une action intentée en vertu de la Loi ;

b) ensuite, pour le recouvrement de l'amende et des frais imposés à ce commerçant ou à son représentant en vertu du chapitre III du titre IV de la Loi.

121. Lorsque le président reçoit la copie d'un jugement final visé à l'article 120 mettant fin à un litige, il doit :

a) si le cautionnement a été fourni au moyen d'une police individuelle ou collective de garantie, aviser la caution en lui transmettant une copie du jugement avec instruction d'en acquitter le capital, les intérêts et les frais taxés jusqu'à concurrence du montant du cautionnement ;

b) si le cautionnement a été fourni en espèces, au moyen d'un chèque visé, d'un mandat-poste, d'un mandat de banque ou d'un ordre de paiement visé tiré sur une caisse d'épargne et de crédit, demander au ministre des Finances de lui transmettre la somme nécessaire pour acquitter le capital, les intérêts et les frais taxés du jugement jusqu'à concurrence du montant du cautionnement ;

c) si le cautionnement a été fourni au moyen d'une obligation, demander au ministre des Finances de réaliser cette obligation et de lui transmettre, à même le produit de cette réalisation, la somme nécessaire pour acquitter le capital, les intérêts et les frais taxés du jugement jusqu'à concurrence du montant du cautionnement.

Suite à un avis ou à une demande du président en vertu du paragraphe a, b ou c, la caution ou le ministre des Finances doit lui transmettre la somme nécessaire pour acquitter le capital, les intérêts et les frais taxés du jugement dans les 60 jours de la réception de l'avis ou de la demande.

Le président voit à l'acquittement des réclamations qui lui sont faites en vertu du présent chapitre selon la date de signification de la copie du jugement final ou de réception de cette copie par courrier recommandé ou certifié.

Lorsque plusieurs copies de jugement final sont signifiées ou reçues à une même date, le président voit à l'acquittement de ces réclamations au *prorata*.

122. L'article 121 s'applique en l'adaptant, au paiement de l'amende et des frais imposés à un titulaire ou à son représentant en vertu du chapitre III du titre IV de la Loi.

123. Lorsqu'un jugement a été exécuté conformément aux articles 121 et 122, le commerçant doit parfaire le cautionnement fourni de façon à ce que le montant de ce cautionnement satisfasse en tout temps aux exigences des articles 104 ou 108 selon le cas.

SECTION III

TRANSFERT DE PERMIS EN CAS DE DÉCÈS DU TITULAIRE

124. En cas de décès du titulaire d'un permis, l'héritier, l'exécuteur testamentaire, le représentant légal ou l'administrateur de la succession, selon le cas, peut, après avoir donné un avis écrit de ce décès au président, obtenir de ce dernier l'autorisation de poursuivre les activités autorisées par le permis jusqu'à son expiration.

125. La poursuite des activités commerciales pour la période mentionnée à l'article 124 se fait sur le paiement de droits au montant de 10 \$.

En pareil cas, le cautionnement, s'il en est, doit prévoir qu'il continue d'être en vigueur.

126. Si l'administration de la succession nécessite la poursuite des activités commerciales au-delà de la date d'expiration du permis, le président peut délivrer un permis à une personne mentionnée à l'article 124 en sa qualité d'héritier, d'exécuteur testamentaire, de représentant légal ou d'administrateur de la succession, selon le cas.

La durée de validité de ce permis ne peut excéder 12 mois.

127. Le permis visé à l'article 126 est délivré après l'accomplissement des formalités et conditions requises d'un demandeur, mais le montant des droits à payer en vertu des articles 104, 107 ou 108 est réduit de moitié.

SECTION IV

DOSSIERS DE CRÉDIT

128. Les droits payables en vertu du deuxième alinéa de l'article 260.3 de la Loi par un consommateur qui requiert copie de son dossier de crédit sont fixés comme suit :

a) un montant forfaitaire de 0,50 \$; plus

- b) un coût additionnel de 0,50 \$ par page.

SECTION V CONTRATS À DISTANCE

129. Sous réserve du deuxième alinéa de l'article 309 de la Loi, le commerçant qui est partie à un contrat à distance doit, pour être exempté par le président de l'application de l'article 22 de la Loi, fournir un cautionnement conformément à la présente section.

130. Un commerçant, qui a fourni au président un cautionnement conformément à l'article 309 de la Loi, peut, lorsqu'il conclut des contrats à distance ou dans un message publicitaire se rapportant à des contrats à distance, alléguer qu'il a fourni un tel cautionnement.

131. Un commerçant ne peut s'autoriser de l'article 130 pour prétendre que sa compétence, sa solvabilité, sa conduite ou ses opérations sont ainsi reconnues ou approuvées par l'Office.

132. Les articles 130 et 131 s'appliquent au représentant du commerçant visé par ces articles.

133. Le montant du cautionnement à fournir suivant l'article 129 s'établit comme suit :

a) si la valeur annuelle de la totalité des contrats à distance est moindre que 50 000 \$, le montant du cautionnement est de 5 000 \$;

b) si la valeur annuelle de la totalité des contrats à distance est de 50 000 \$ et plus mais moindre que 750 000 \$, le montant du cautionnement à fournir est de 10% de cette valeur annuelle totale ;

c) si la valeur annuelle de la totalité des contrats à distance est de 750 000 \$ et plus mais moindre que 1 000 000 \$, le montant du cautionnement à fournir est de 75 000 \$;

d) si la valeur annuelle de la totalité des contrats à distance est de 1 000 000 \$ et plus, le montant du cautionnement à fournir est de 100 000 \$.

134. La valeur annuelle totale qui sert de base de calcul est celle de l'exercice financier précédent.

135. Si le commerçant n'a pas conclu de contrats à distance au cours de l'exercice financier précédent, ou si la valeur annuelle totale de ces contrats ne peut raisonnablement pas permettre une estimation de la valeur annuelle totale de l'exercice en cours, le cautionnement est de 50 000 \$.

136. Les articles 110 à 112 s'appliquent, en les adaptant, à la présente section.

137. Si le cautionnement est fourni au moyen d'une police individuelle de garantie, il doit être rédigé selon la formule N-28 figurant en annexe.

138. Si le cautionnement est fourni au moyen d'une police collective de garantie, il doit être rédigé selon la formule N-32 figurant en annexe.

139. Si le cautionnement est fourni de la manière prescrite aux paragraphes c ou d de l'article 110 et par un tiers pour le commerçant, il doit être accompagné d'un engagement rédigé selon la formule N-29 figurant en annexe.

140. Si le cautionnement est fourni de la manière prescrite aux paragraphes c ou d de l'article 110 et par le commerçant pour lui-même, il doit être accompagné d'un engagement rédigé selon la formule N-30 figurant en annexe.

141. Les articles 117 à 119 s'appliquent, en les adaptant, à la présente section.

142. Le cautionnement prévu dans la présente section est d'une durée de 1 an à moins que le commerçant n'ait avisé par écrit le président de son intention de ne plus se prévaloir de cette exemption et de la date à compter de laquelle cette exemption cessera d'être effective.

143. Le cautionnement visé par la présente section doit servir à garantir le paiement du capital, des intérêts et des frais taxés accordés pour tout jugement final prononcé contre un commerçant ou son représentant et basé sur le fait que ce commerçant ou son représentant a reçu du consommateur un paiement partiel ou total avant d'exécuter son obligation principale.

144. Lorsque le président reçoit la copie d'un jugement final visé à l'article 143 et mettant fin à un litige, il doit se conformer à l'article 121.

145. Lorsqu'un jugement a été exécuté conformément à l'article 144, le commerçant doit parfaire le cautionnement fourni de façon à ce que le montant de ce cautionnement satisfasse en tout temps aux exigences des articles 133 ou 135 selon le cas.

SECTION VI EXEMPTION DES COMPTES EN FIDUCIE

146. Sous réserve du deuxième alinéa de l'article 308 de la Loi, un commerçant qui veut être exempté des comptes en fiducie exigés par les articles 254 à 256 de la Loi, doit

fournir au président un cautionnement conformément à la présente section.

147. Le cautionnement que doit fournir un commerçant autre qu'un commerçant itinérant, qui veut être exempté du compte en fiducie exigé par l'article 254 de la Loi, est basé sur le chiffre d'affaires apparaissant dans les états financiers du dernier exercice et est établi comme suit :

<i>Chiffre d'affaires</i>	<i>Cautionnements</i>
0,00 \$ à 999 999,99 \$	10 000 \$
1 000 000,00 \$ à 1 999 999,99 \$	20 000
2 000 000,00 à 4 999 999,99	30 000
5 000 000,00 et plus	50 000

148. Au cours de la première année d'opération d'un commerce, un commerçant, autre qu'un commerçant itinérant, satisfait à l'article 147 s'il fournit au président un cautionnement de 10 000 \$.

149. Un commerçant itinérant qui satisfait aux articles 104 et 105 peut être exempté du compte en fiducie exigé par l'article 255 de la Loi sans fournir de cautionnement additionnel.

150. Le cautionnement que doit fournir le commerçant qui veut être exempté du compte en fiducie exigé par l'article 256 de la Loi, est basé sur le chiffre d'affaires apparaissant dans les états financiers du dernier exercice et est établi comme suit :

<i>Chiffre d'affaires</i>	<i>Cautionnements</i>
0,00 \$ à 999 999,99 \$	25 000 \$
1 000 000,00 \$ à 1 999 999,99 \$	50 000
2 000 000,00 à 4 999 999,99	75 000
5 000 000,00 et plus	100 000

151. Au cours de la première année d'opération d'un commerce, un commerçant satisfait à l'article 150 s'il fournit au président un cautionnement de 25 000 \$.

152. Un commerçant, autre qu'un commerçant itinérant, qui fournit un cautionnement de 50 000 \$ et plus pour l'exemption prévue à l'article 150 est dispensé de fournir un cautionnement additionnel pour être exempté du compte en fiducie exigé par l'article 254 de la Loi.

153. Le commerçant visé par le paragraphe 1 de l'article 22 du Code de la route (L.R.Q., c. C-24) est dispensé, pendant la validité de sa licence, de fournir les cautionnements prévus par la présente section pour être exempté des comptes en fiducie exigés par les articles 254 à 256 de la Loi.

154. Un commerçant itinérant qui fournit, en vertu des articles 104 et 105, un cautionnement 50 000 \$ et plus, peut être exempté du compte en fiducie exigé par l'article 256 de la Loi sans fournir le cautionnement prévu par l'article 150.

Si le cautionnement fourni en vertu des articles 104 et 105 est moindre que 50 000 \$, le commerçant itinérant doit fournir un nouveau cautionnement dont le montant équivaut à la différence entre 50 000 \$ et le montant du cautionnement fourni, ou fournir un cautionnement suivant l'article 150 pour être exempté du compte en fiducie exigé par l'article 256 de la Loi.

155. Si le cautionnement visé par la présente section est fourni au moyen d'une police collective de garantie en faveur d'un groupe exerçant le même type de commerce, le montant global de cette police est établi comme suit :

a) 200 000 \$, lorsque le cautionnement est appliqué à l'exemption du compte en fiducie exigé par l'article 254 de la Loi ;

b) 300 000 \$, lorsque le cautionnement est appliqué à l'exemption du compte en fiducie exigé par l'article 256 de la Loi ;

c) 400 000 \$, lorsque le cautionnement est appliqué à l'exemption des comptes en fiducie exigés par les articles 254 et 256 de la Loi.

156. Les articles 110 à 112 s'appliquent, en les adaptant, à la présente section.

157. Si un cautionnement visé par la présente section est fourni au moyen d'une police individuelle de garantie, il doit être rédigé selon la formule N-43 figurant en annexe.

158. Si un cautionnement visé par la présente section est fourni au moyen d'une police collective de garantie, il doit être rédigé selon la formule N-44 figurant en annexe.

159. Si un cautionnement visé par la présente section est fourni de la manière prescrite aux paragraphes c ou d de l'article 110 et par un tiers pour le commerçant, il doit être accompagné d'un engagement rédigé selon la formule N-45 figurant en annexe.

160. Si le cautionnement visé par la présente section est fourni de la manière prescrite aux paragraphes c ou d de l'article 110 et par le commerçant pour lui-même, il doit être accompagné d'un engagement rédigé selon la formule N-46 figurant en annexe.

161. Les articles 117 à 119 s'appliquent, en les adaptant, à la présente section.

162. Un cautionnement applicable à la présente section, doit servir à garantir le paiement du capital, des intérêts et des frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre un commerçant ou son représentant et basé sur le fait que ce commerçant ou son représentant a reçu d'un consommateur une somme d'argent dans un cas visé par les articles 254, 255 ou 256 de la Loi et n'a pas exécuté son obligation principale ou n'a pas remboursé au consommateur, le cas échéant, la somme d'argent reçue.

163. Un cautionnement fourni en vertu de la présente section est d'une durée de 1 an à moins que le commerçant n'ait avisé par écrit le président de son intention de ne plus se prévaloir de cette exemption et de la date à compter de laquelle cette exemption cessera d'être effective.

164. Lorsque le président reçoit la copie d'un jugement final visé à l'article 162 et mettant fin à un litige, il doit se conformer à l'article 121.

165. Lorsqu'un jugement a été exécuté conformément à l'article 164, le commerçant doit parfaire le cautionnement fourni de façon à ce que le montant de ce cautionnement satisfasse en tout temps aux exigences de la présente section.

CHAPITRE IX NORMES MINIMALES DE QUALITÉ ET DE SÉCURITÉ

166. Une maison mobile faisant l'objet d'un contrat doit être construite conformément aux normes techniques mentionnées aux paragraphes *a*, *b* ou *c* :

a) normes fixées par l'Association canadienne de normalisation (ACNOR) :

i. norme ACNOR Z 240.1-1975, concernant les caractéristiques véhiculaires des maisons mobiles et véhicules récréatifs ;

ii. norme ACNOR Z 240.2.1-1979, concernant les exigences de construction pour maisons mobiles ;

iii. norme ACNOR Z 240.3.1-1973, concernant les exigences de plomberie pour maisons mobiles ;

iv. norme ACNOR 10.1/Z 240.4-1974, concernant les installations de gaz dans les constructions mobiles et véhicules récréatifs ;

v. norme ACNOR Z 240.5-1971, concernant les installations d'huile dans les maisons mobiles et véhicules récréatifs ;

vi. norme ACNOR Z 240.6.1-1976, concernant les exigences électriques pour maisons mobiles ;

vii. norme ACNOR Z 240.9.1-1976, concernant les exigences relatives au calcul des charges et la conception de conduits pour le chauffage et le conditionnement de l'air dans les maisons mobiles ;

b) norme ACNOR A 277-1972, concernant la procédure pour la certification des maisons préusinées ;

c) normes de construction résidentielle (Canada, 1977) publié par le Comité associé du Code national du bâtiment, Conseil national de recherches du Canada, Ottawa, Canada.

La conformité avec les normes visées aux paragraphes *a* et *b* du premier alinéa doit être attestée par l'Association canadienne de normalisation.

La conformité avec les normes visées au paragraphe *c* du premier alinéa doit être attestée par la Société canadienne d'hypothèque et de logement.

Le présent article ne s'applique pas :

a) à la maison mobile construite avant le 18 juin 1978 et qui, avant cette date, avait déjà fait l'objet d'une vente au Québec entre un consommateur et un commerçant ; et

b) à la maison mobile construite, entre le 18 juin 1978 et le 30 avril 1980, conformément au Règlement sur les normes minimales de qualité et de sécurité pour les maisons mobiles adopté en vertu de la Loi de la protection du consommateur (L.Q., 1971, c. 74) par l'arrêté en conseil 1089-78 du 5 avril 1978.

167. Le contrat ayant pour objet une maison mobile assujettie à l'article 166 doit comporter la mention que cette maison mobile est conforme à l'une des normes mentionnées aux paragraphes *a*, *b* ou *c* selon le cas du premier alinéa de cet article.

Le contrat ayant pour objet une maison mobile visée au paragraphe *b* du quatrième alinéa de l'article 166 doit comporter la mention que cette maison mobile est conforme au Règlement sur les normes minimales de qualité et de sécurité pour les maisons mobiles adopté en vertu de la Loi de la protection du consommateur (L.Q., 1971, c.74) par l'arrêté en conseil 1089-78 du 5 avril 1978.

FORMULE N-22

(a. 94)

DEMANDE DE PERMIS DE COMMERÇANT ITINÉRANT

À l'usage exclusif de l'Office

Classe:

Droits perçus:

Date:

Demande examinée par:

Date:

Numéro de permis:

Valide jusqu'au :

S'il s'agit d'une demande de renouvellement de permis, veuillez inscrire le numéro de permis:

1. Nom du demandeur:
2. Adresse du principal établissement au Québec:
Code postal: Tél.:
3. Date du début des activités commerciales au Québec:
4. Nombre d'établissements au Québec (*annexer la liste de leurs adresses*) :
5. Si le demandeur est une personne physique, inscrire:
 - a) la date de naissance :
 - b) le numéro d'assurance sociale :
6. Nature des biens vendus:
7. Montant, dans la majorité des cas et pour la durée de validité du permis demandé, de la considération des contrats:
Inférieure à 100 \$ ☐
100 \$ ou plus ☐
8. Nombre de représentants:
9. Le demandeur exerce-t-il, seul ou en société, un autre commerce assujéti à un permis en vertu de la Loi sur la protection du consommateur ?
oui ☐ non ☐

10. Dans l'affirmative, fournir les renseignements suivants:

Nom ou raison sociale:

Adresse:

Tél.:

Nature du commerce:

Numéro de permis:

11. Le demandeur est-il titulaire d'un permis ou d'une licence de commerçant itinérant ailleurs qu'au Québec?oui ☐non ☐

Endroit (province, état ou pays) :

No de permis ou de licence:

12. Le demandeur s'est-il déjà vu refuser un permis de commerçant itinérant?oui ☐non ☐**13. Dans l'affirmative, préciser:****14. Le demandeur est-il un failli non libéré?**oui ☐non ☐**15. Dans l'affirmative, préciser (raisons, numéro du dossier de la cour) :****16. Le demandeur a-t-il été déclaré coupable au cours des 3 années précédentes :**

a) d'une infraction à une loi ou à un règlement dont l'Office doit surveiller l'application ?

oui ☐non ☐

b) d'un acte criminel punissable par voie de mise en accusation seulement ?

oui ☐non ☐**17. Dans l'affirmative, préciser (nature de l'infraction, date du jugement, numéro de dossier de la cour, etc.) :****18. La présente demande est accompagnée des documents suivants:**a) copie de la déclaration de raison sociale si le demandeur est une personne physique qui exploite un commerce sous une raison sociale (*ne pas tenir compte de ceci s'il s'agit d'une demande de renouvellement de permis et que la copie de la déclaration de raison sociale est identique*) ☐b) liste des nom et adresse des représentants du demandeur ☐

c) cautionnement :

i) police individuelle de garantie

ii) certificat de membre couvert par police collective de garantie

iii) espèces ☐ chèque visé ☐ mandat-poste ☐ mandat de banque ☐ ordre de paiement ☐

iv) obligation ☐

d) droits : chèque ☐ mandat-poste ☐ mandat de banque ☐ ordre de paiement ☐

Tout chèque, mandat-poste, mandat de banque ou ordre de paiement doit être fait à l'ordre du ministre des Finances.

19. Le demandeur accepte de fournir tous les renseignements supplémentaires pertinents exigés par l'Office de la protection du consommateur.

Si le demandeur est une société ou une corporation, il doit fournir les renseignements supplémentaires suivants:

20. L'un des associés ou des administrateurs est-il un failli non libéré?

oui ☐

non ☐

21. Dans l'affirmative, préciser:

Nom:

Numéro du dossier de la cour:

Nom:

Numéro du dossier de la cour:

22. L'un des associés ou des administrateurs a-t-il été déclaré coupable, au cours des 3 années précédentes :

a) d'une infraction à une loi ou à un règlement dont l'Office doit surveiller l'application?

oui ☐

non ☐

b) d'un acte criminel punissable par voie de mise en accusation seulement?

oui ☐

non ☐

23. Dans l'affirmative, préciser (*nature de l'infraction, date du jugement, numéro du dossier de la cour, etc.*) :

24. La présente demande est accompagnée des documents suivants:

a) copie de la déclaration de société ou, selon le cas, copie des lettres patentes et lettres patentes supplémentaires ou de tout autre acte constitutif (*ne pas tenir compte de ceci s'il s'agit d'une demande de renouvellement de permis*) ☐

b) liste des nom, date de naissance, numéro d'assurance sociale, adresse personnelle et fonction des associés ou des administrateurs dans la société ou dans la corporation ☐

25. Si le demandeur est une corporation étrangère, il doit fournir une copie du permis l'autorisant à faire des affaires au Québec.

Je,, demandeur ou signataire autorisé de la société ou de la corporation, déclare que les renseignements fournis dans la présente demande et dans toutes les pièces ci-annexées sont véridiques et complets.

SIGNÉ À CE JOUR DE 19
mois

.....
*Signature du demandeur ou
du signataire autorisé*

.....
*Fonction dans la société
ou dans la corporation*

Toute fausse déclaration rend le demandeur passible des sanctions prévues dans la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1).

FORMULE N-23

(a. 94)

DEMANDE DE PERMIS DE PRÊTEUR D'ARGENT

À l'usage exclusif de l'Office

Droits perçus:

Date:

Demande examinée par:

Date:

Numéro de permis:

Valide jusqu'au :

S'il s'agit d'une demande de renouvellement de permis, veuillez inscrire le numéro de permis:

1. Nom du demandeur:

2. Adresse du principal établissement au Québec:

Code postal:

Tél.:

3. Date du début des activités commerciales au Québec:

4. Nombre d'établissements au Québec (*annexer la liste de leurs adresses*) :

5. Si le demandeur est une personne physique, inscrire:

a) la date de naissance:

b) le numéro d'assurance sociale:

6. Le demandeur exerce-t-il, seul ou en société, un autre commerce assujéti à un permis en vertu de la Loi sur la protection du consommateur ?

oui ☐non ☐

7. Dans l'affirmative, fournir les renseignements suivants:

Nom ou raison sociale:

Adresse:

Tél.:

Nature du commerce:

Numéro de permis:

8. Le demandeur est-il titulaire d'un permis ou d'une licence pour exploiter son commerce ailleurs qu'au Québec?

oui ☐non ☐Endroit (*province, état ou pays*) :

No de permis ou de licence:

9. Le demandeur s'est-il déjà vu refuser un permis en vertu de la Loi sur la protection du consommateur ?

oui ☐

non ☐

10. Dans l'affirmative, préciser:

11. Le demandeur est-il un failli non libéré?

oui ☐

non ☐

12. Dans l'affirmative, préciser (*raisons, numéro du dossier de la cour*) :

13. Le demandeur a-t-il été déclaré coupable, au cours des 3 années précédentes :

a) d'une infraction à une loi ou à un règlement dont l'Office doit surveiller l'application?

oui ☐

non ☐

b) d'un acte criminel punissable par voie de mise en accusation seulement?

oui ☐

non ☐

14. Dans l'affirmative, préciser (*nature de l'infraction, date du jugement, numéro du dossier de la cour, etc.*):

15. La présente demande est accompagnée des documents suivants:

a) copie de la déclaration de raison sociale si le demandeur est une personne physique qui exploite un commerce sous une raison sociale (*ne pas tenir compte de ceci s'il s'agit d'une demande pour renouvellement de permis et que la copie de la déclaration de raison sociale est identique*) ☐

b) droits: chèque ☐ mandat-poste ☐ mandat de banque ☐ ordre de paiement ☐

Tout chèque, mandat-poste, mandat de banque ou ordre de paiement doit être fait à l'ordre du ministre des Finances.

16. Le demandeur accepte de fournir tous les renseignements supplémentaires pertinents exigés par l'Office de la protection du consommateur.

Si le demandeur est une société ou une corporation, il doit fournir les renseignements supplémentaires suivants:

17. L'un des associés ou des administrateurs est-il un failli non libéré?

oui ☐

non ☐

18. Dans l'affirmative, préciser:

Nom:

Numéro du dossier de la cour:

Nom:

Numéro du dossier de la cour:

19. L'un des associés ou des administrateurs a-t-il été déclaré coupable, au cours des 3 années précédentes :
- a) d'une infraction à une loi ou un règlement dont l'Office doit surveiller l'application?
- oui ☐ non ☐
- b) d'un acte criminel punissable par voie de mise en accusation seulement?
- oui ☐ non ☐
20. Dans l'affirmative, préciser (*nature de l'infraction, date du jugement, numéro du dossier de la cour, etc.*);
21. La présente demande est accompagnée des documents suivants:
- a) copie de la déclaration de société ou, selon le cas, copie des lettres patentes et lettres patentes supplémentaires ou de tout autre acte constitutif (*ne pas tenir compte de ceci s'il s'agit d'une demande pour renouvellement de permis*) ☐
- b) liste des nom, date de naissance, numéro d'assurance sociale, adresse personnelle et fonction des associés ou des administrateurs dans la société ou dans la corporation ☐
22. Si le demandeur est une corporation étrangère, il doit fournir une copie du permis l'autorisant à faire des affaires au Québec.

Je,, demandeur ou signataire autorisé de la société ou de la corporation déclare que les renseignements donnés dans la présente demande et dans toutes les pièces ci-annexées sont véridiques et complets.

SIGNÉ À CE JOUR DE 19
mois

.....
*Signature du demandeur ou
du signataire autorisé*

.....
*Fonction dans la société
ou dans la corporation*

Toute fausse déclaration rend le demandeur passible des sanctions prévues dans la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1).

FORMULE N-24

(a. 94)

DEMANDE DE PERMIS D'EXPLOITATION D'UN STUDIO DE SANTÉ

À l'usage exclusif de l'Office

Droits perçus:

Date:

Demande examinée par:

Date:

Numéro de permis:

Valide jusqu'au :

S'il s'agit d'une demande de renouvellement de permis, veuillez inscrire le numéro de permis:

1. Nom du demandeur:
2. Adresse du principal établissement au Québec:
Code postal: Tél.:
3. Date du début des activités commerciales au Québec:
4. Nombre d'établissements au Québec (*annexer la liste de leurs adresses*) :
5. Si le demandeur est une personne physique, inscrire:
 - a) la date de naissance:
 - b) le numéro d'assurance sociale:
6. Le demandeur exerce-t-il, seul ou en société, un autre commerce assujéti à un permis en vertu de la Loi sur la protection du consommateur ?
oui ☐ non ☐
7. Dans l'affirmative, fournir les renseignements suivants:
Nom ou raison sociale:

Adresse: Tél.:

Nature du commerce:

Numéro du permis:
8. Le demandeur est-il titulaire d'un permis ou d'une licence pour exploiter son commerce ailleurs qu'au Québec?
oui ☐ non ☐
Endroit (*province, état ou pays*) : No de permis ou de licence:

9. Le demandeur s'est-il déjà vu refuser un permis en vertu de la Loi sur la protection du consommateur ?

oui ☐

non ☐

10. Dans l'affirmative, préciser:

11. Le demandeur est-il un failli non libéré?

oui ☐

non ☐

12. Dans l'affirmative, préciser (*raisons, numéro du dossier de la cour*) :

13. Le demandeur a-t-il été déclaré coupable, au cours des 3 années précédentes :

a) d'une infraction à une loi ou à un règlement dont l'Office doit surveiller l'application?

oui ☐

non ☐

b) d'un acte criminel punissable par voie de mise en accusation seulement?

oui ☐

non ☐

14. Dans l'affirmative, préciser (*nature de l'infraction, date du jugement, numéro du dossier de la cour, etc.*) :

15. La présente demande est accompagnée des documents suivants:

a) copie de la déclaration de raison sociale si le demandeur est une personne physique qui exploite un commerce sous une raison sociale (*ne pas tenir compte de ceci s'il s'agit d'une demande pour renouvellement de permis et que la copie de la déclaration de raison sociale est identique*) ☐

b) cautionnement :

i) police individuelle de garantie ☐

ii) certificat de membre couvert par police collective de garantie ☐

iii) espèces ☐ chèque visé ☐ mandat-poste ☐ mandat de banque ☐ ordre de paiement visé ☐

iv) obligation ☐

c) droits : chèque ☐ mandat-poste ☐ mandat de banque ☐ ordre de paiement ☐

Tout chèque, mandat-poste, mandat de banque ou ordre de paiement doit être fait à l'ordre du ministre des Finances.

16. Le demandeur accepte de fournir tous les renseignements supplémentaires pertinents exigés par l'Office de la protection du consommateur.

Si le demandeur est une société ou une corporation, il doit fournir les renseignements supplémentaires suivants:

17. L'un des associés ou des administrateurs est-il un failli non libéré?

oui ☐

non ☐

18. Dans l'affirmative, préciser:

Nom:

Numéro du dossier de la cour:

Nom:

Numéro du dossier de la cour:

19. L'un des associés ou des administrateurs a-t-il été déclaré coupable, au cours des 3 années précédentes :

a) d'une infraction à une loi ou un règlement dont l'Office doit surveiller l'application?

oui ☐

non ☐

b) d'un acte criminel punissable par voie de mise en accusation seulement?

oui ☐

non ☐

20. Dans l'affirmative, préciser (*nature de l'infraction, date du jugement, numéro du dossier de la cour, etc.*) :

21. La présente demande est accompagnée des documents suivants:

a) copie de la déclaration de société ou, selon le cas, copie des lettres patentes et lettres patentes supplémentaires ou de tout autre acte constitutif (*ne pas tenir compte de ceci s'il s'agit d'une demande de renouvellement de permis*) ☐

b) liste des nom, date de naissance, numéro d'assurance sociale, adresse personnelle et fonction des associés ou des administrateurs dans la société ou dans la corporation ☐

22. Si le demandeur est une corporation étrangère, il doit fournir une copie du permis l'autorisant à faire des affaires au Québec.

Je,, demandeur ou signataire autorisé de la société ou de la corporation, déclare que les renseignements donnés dans la présente demande et dans toutes les pièces ci-annexées sont véridiques et complets.

SIGNÉE À CE JOUR DE 19
mois

.....
*Signature du demandeur ou
du signataire autorisé*

.....
*Fonction dans la société
ou dans la corporation*

Toute fausse déclaration rend le demandeur passible des sanctions prévues dans la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1).

Formule N-25

(a. 113)

**CAUTIONNEMENT PAR POLICE
INDIVIDUELLE DE GARANTIE**

CAUTIONNEMENT NoSOMME..... \$

Nous, ci-après appelé débiteur principal et nous,, ci-après appelé caution, sommes obligés solidairement envers le ministre des Finances du Québec, ci-après appelé bénéficiaire, pour la somme de dollars (..... \$), monnaie légale du Canada, au paiement de laquelle nous nous engageons solidairement par les présentes envers le bénéficiaire, ainsi que nos héritiers, nos exécuteurs, nos administrateurs, nos successeurs et nos représentants légaux respectifs.

ATTENDU QUE le débiteur principal exerce ou projette d'exercer le commerce suivant :

(indiquer le type de commerce)

ATTENDU QUE l'exercice de ce commerce oblige, suivant la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1), ci-après appelée Loi, le débiteur principal à fournir un cautionnement dans le but de garantir d'abord le paiement du capital, des intérêts et des frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre le débiteur principal ou son représentant en vertu de la Loi et ensuite le paiement de l'amende et des frais imposés au débiteur principal ou à son représentant en vertu du chapitre III du titre IV de la Loi.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE le présent cautionnement est valide pour toute la durée du permis et que la caution ne peut y mettre fin que moyennant un avis écrit d'au mois 3 mois au président de l'Office de la protection du consommateur.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE le présent cautionnement continuera d'être en vigueur malgré le transfert du permis du débiteur principal, effectué conformément à la Loi et à son Règlement général.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE le débiteur principal et la caution s'engagent solidairement à payer d'abord le capital, les intérêts et les frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre le débiteur principal ou son représentant en vertu de la Loi et ensuite à payer l'amende et les frais imposés au débiteur principal ou à son représentant en vertu du chapitre III du titre IV de la Loi.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE la responsabilité totale de la caution en vertu du présent cautionnement ou de tout renouvellement de celui-ci est limitée à la somme mentionnée ci-dessus ou à toute autre somme qui y

sera substituée au moyen d'un avenant ou d'un certificat de continuation.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE, malgré l'expiration du présent cautionnement, la caution demeurera obligée en vertu du présent cautionnement à la condition que l'action civile soit intentée dans le délai prescrit par la Loi, et la poursuite pénale dans le délai prescrit par la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., c. P-15) et que l'acte ou l'omission qui fait l'objet du jugement civil ou de la condamnation au pénal se soit produit à un moment où le présent cautionnement était en vigueur.

EN FOI DE QUOI le débiteur principal a signé les présentes et la caution y a apposé son sceau corporatif dûment reconnu par la signature de ses officiers accrédités à ce jour de 19...

.....
Témoin.....
Débiteur principal.....
Caution**FORMULE N-26**

(a. 115)

**ENGAGEMENT DU TIERS ET DU DEMANDEUR
(Cautionnement)****MODE DE CAUTIONNEMENT**

UTILISÉ :SOMME..... \$

Engagement de, ci-après appelé caution et de, ci-après appelé débiteur principal.

Nous,, à titre de débiteur principal et nous, à titre de caution, sommes obligés solidairement envers le ministre des Finances du Québec, ci-après appelé bénéficiaire, pour la somme de dollars (..... \$), monnaie légale du Canada, au paiement de laquelle nous nous engageons solidairement par les présentes envers le bénéficiaire, ainsi que nos héritiers, nos exécuteurs, nos administrateurs, nos successeurs et nos représentants légaux respectifs.

ATTENDU QUE le débiteur principal exerce ou projette d'exercer le commerce suivant :

(indiquer le type de commerce)

ATTENDU QUE l'exercice de ce commerce oblige, suivant la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1), ci-après appelée Loi, le débiteur principal à fournir un cautionnement dans le but de garantir d'abord le paiement du capital, des intérêts et des frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre le débiteur

principal ou son représentant en vertu de la Loi et ensuite le paiement de l'amende et des frais imposés au débiteur principal ou à son représentant en vertu du chapitre III du titre IV de la Loi.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE le présent cautionnement est valide pour toute la durée du permis et que la caution ne peut y mettre fin que moyennant un avis écrit d'au moins 3 mois au président de l'Office de la protection du consommateur.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE le présent cautionnement continuera d'être en vigueur malgré le transfert du permis du débiteur principal, effectué conformément à la Loi et à son Règlement général.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE le débiteur principal et la caution s'engagent solidairement à payer d'abord le capital, les intérêts et les frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre le débiteur principal ou son représentant en vertu de la Loi et ensuite à payer l'amende et les frais imposés au débiteur principal ou à son représentant en vertu du chapitre III du titre IV de la Loi.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE la responsabilité totale de la caution en vertu du présent cautionnement ou de tout renouvellement de celui-ci est limitée à la somme mentionnée ci-dessus.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE, malgré l'expiration du présent cautionnement, la caution demeurera obligée en vertu du présent cautionnement à la condition que l'action civile soit intentée dans le délai prescrit par la Loi, et la poursuite pénale dans le délai prescrit par la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., c. P-15) et que l'acte ou l'omission qui fait l'objet du jugement civil ou de la condamnation au pénal se soit produit à un moment où le présent cautionnement était en vigueur.

EN FOI DE QUOI le débiteur principal et la caution ont signé à ce jour de 19...

.....
Débiteur principal
(Demandeur)

.....
Caution
(Tiers)

FORMULE N-27

(a. 116)

ENGAGEMENT DU DEMANDEUR (Cautionnement)

MODE DE CAUTIONNEMENT

UTILISÉ SOMME \$

Engagement de tant à titre de caution qu'à titre de débiteur principal, et ci-après appelé demandeur.

Le demandeur s'engage envers le ministre des Finances du Québec, à titre de bénéficiaire, ci-après appelé bénéficiaire, pour la somme de dollars (..... \$), en monnaie légale du Canada, au paiement de laquelle il s'engage ainsi que ses héritiers et représentants légaux.

ATTENDU QUE le demandeur exerce ou projette d'exercer le commerce suivant :

.....
(indiquer le type de commerce)

ATTENDU QUE l'exercice de ce commerce oblige, suivant la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1), ci-après appelée Loi, le demandeur à fournir un cautionnement dans le but de garantir d'abord le paiement du capital, des intérêts et des frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre le demandeur ou son représentant en vertu de cette Loi et ensuite le paiement de l'amende et des frais imposés au demandeur ou à son représentant en vertu du chapitre III du titre IV de la Loi.

IL EST ENTENDU QUE le présent cautionnement est valide pour toute la durée du permis et que le demandeur ne peut y mettre fin que moyennant un avis écrit d'au moins 3 mois au président de l'Office de la protection du consommateur.

IL EST ENTENDU QUE le présent cautionnement continuera d'être en vigueur malgré le transfert du permis du demandeur, effectué conformément à la Loi et à son Règlement général.

IL EST ENTENDU QUE le demandeur s'engage à payer d'abord le capital, les intérêts et les frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre le demandeur ou son représentant en vertu de la Loi et ensuite à payer l'amende et les frais imposés au demandeur ou à son représentant en vertu du chapitre III du titre IV de la Loi.

IL EST ENTENDU QUE la responsabilité du demandeur à titre de caution est limitée à la somme mentionnée ci-dessus.

IL EST ENTENDU QUE la responsabilité du demandeur à titre de débiteur principal n'est aucunement limitée par les termes du présent cautionnement.

IL EST ENTENDU QUE, malgré l'expiration du présent cautionnement, le demandeur demeurera obligé à titre de caution à la condition que l'action civile soit intentée dans le délai prescrit par la Loi, et la poursuite pénale dans le délai prescrit par la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., c. P-15) et que l'acte ou l'omission qui fait l'objet du jugement civil ou de la condamnation au pénal se soit produit à un moment où le présent cautionnement était en vigueur.

EN FOI DE QUOI le demandeur a signé les présentes
ce jour de 19...

.....
Demandeur

FORMULE N-28

(a. 137)

CAUTIONNEMENT PAR POLICE INDIVIDUELLE DE GARANTIE

(Exemption a. 309)

CAUTIONNEMENT No SOMME..... \$

Nous, ci-après appelé débiteur principal et nous, , ci-après appelé caution, sommes obligés solidairement envers le ministre des Finances du Québec, ci-après appelé bénéficiaire, pour la somme de dollars (..... \$), monnaie légale du Canada, au paiement de laquelle nous nous engageons solidairement par les présentes envers le bénéficiaire, ainsi que nos héritiers, nos exécuteurs, nos administrateurs, nos successeurs et nos représentants légaux respectifs.

ATTENDU QUE le débiteur principal désire être exempté de l'application de l'article 22 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1), ci-après appelée Loi.

ATTENDU QUE l'article 309 de la Loi permet au débiteur principal d'être ainsi exempté à la condition de fournir un cautionnement dans le but de garantir le paiement du capital, des intérêts et des frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre le débiteur principal ou son représentant et basé sur le fait que le débiteur principal ou son représentant a reçu d'un consommateur un paiement partiel ou total avant d'exécuter son obligation principale.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE le présent cautionnement est valide à compter du
..... jour de 19... jusqu'au
..... jour de 19... et que la caution ne peut y mettre fin que moyennant un avis écrit d'au moins 3 mois au président de l'Office de la protection du consommateur.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE le débiteur principal et la caution s'engagent solidairement à payer le capital, les intérêts et les frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre le débiteur principal ou son représentant et basé sur le fait que le débiteur principal ou son représentant a reçu d'un consommateur un paiement partiel ou total avant d'exécuter son obligation principale.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE la responsabilité totale de la caution en vertu du présent cautionne-

ment ou de tout renouvellement de celui-ci est limitée à la somme mentionnée ci-dessus ou à toute autre somme qui y sera substituée au moyen d'un avenant ou d'un certificat de continuation.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE, malgré l'expiration du présent cautionnement, la caution demeurera obligée en vertu du présent cautionnement à la condition que l'action dont il est ci-dessus question soit intentée dans le délai prescrit par la Loi et que l'acte ou l'omission qui fait l'objet du jugement se soit produit à un moment où le présent cautionnement était en vigueur.

EN FOI DE QUOI le débiteur principal a signé les présentes et la caution y a apposé son sceau corporatif dûment reconnu par la signature de ses officiers accrédités à ce jour de 19...

.....
Témoin

.....
Débiteur principal

.....
Caution

FORMULE N-29

(a. 139)

ENGAGEMENT DU TIERS ET DU COMMERÇANT

(Cautionnement)
(Exemption a. 309)

MODE DE CAUTIONNEMENT

UTILISÉ : SOMME..... \$

Engagement de , ci-après appelé caution et de , ci-après appelé débiteur principal.

Nous, , débiteur principal et nous , caution, sommes obligés solidairement envers le ministre des Finances du Québec, ci-après appelé bénéficiaire, pour la somme de dollars (..... \$), monnaie légale du Canada, au paiement de laquelle nous nous engageons solidairement par les présentes envers le bénéficiaire, ainsi que nos héritiers, nos exécuteurs, nos administrateurs, nos successeurs et nos représentants légaux respectifs.

ATTENDU QUE le débiteur principal désire être exempté de l'application de l'article 22 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1), ci-après appelée Loi.

ATTENDU QUE l'article 309 de la Loi permet au débiteur principal d'être ainsi exempté à la condition de fournir un cautionnement dans le but de garantir le paiement du capital, des intérêts et des frais taxés accordés par tout

jugement final prononcé contre le débiteur principal ou son représentant et basé sur le fait que le débiteur principal ou son représentant a reçu d'un consommateur un paiement partiel ou total avant d'exécuter son obligation principale.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE le présent cautionnement est valide à compter du jour de 19... jusqu'au jour de 19... et que la caution ne peut y mettre fin que moyennant un avis écrit d'au moins 3 mois au président de l'Office de la protection du consommateur.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE le débiteur principal et la caution s'engagent solidairement à payer le capital, les intérêts et les frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre le débiteur principal ou son représentant et basé sur le fait que le débiteur principal ou son représentant a reçu d'un consommateur un paiement partiel ou total avant d'exécuter son obligation principale.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE la responsabilité totale de la caution en vertu du présent cautionnement ou de tout renouvellement de celui-ci est limitée à la somme mentionnée ci-dessus.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE, malgré l'expiration du présent cautionnement, la caution demeurera obligée en vertu du présent cautionnement à la condition que l'action dont il est ci-dessus question soit intentée dans le délai prescrit par la Loi et que l'acte ou l'omission qui fait l'objet du jugement se soit produit à un moment où le présent cautionnement était en vigueur.

EN FOI DE QUOI le débiteur principal et la caution ont signé à ce jour de 19...

.....
Débiteur principal
(Commerçant)

.....
Caution
(Tiers)

FORMULE N-30

(a. 140)

ENGAGEMENT DU COMMERÇANT

(Cautionnement)
(Exemption a. 309)

MODE DE CAUTIONNEMENT

UTILISÉ : SOMME \$

Engagement de , tant à titre de caution qu'à titre de bénéficiaire, et ci-après appelé commerçant.

Le commerçant s'engage envers le ministre des Finances du Québec, à titre de bénéficiaire, ci-après appelé bénéficiaire, pour la somme de dollars (..... \$), en monnaie légale du Canada, au paiement de laquelle il s'engage ainsi que ses héritiers et représentants légaux.

ATTENDU QUE le commerçant désire être exempté de l'application de l'article 22 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1), ci-après appelée Loi.

ATTENDU QUE l'article 309 de la Loi permet au commerçant d'être ainsi exempté à la condition de fournir un cautionnement dans le but de garantir le paiement du capital, des intérêts et des frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre le commerçant ou son représentant et basé sur le fait que le commerçant ou son représentant a reçu d'un consommateur un paiement partiel ou total avant d'exécuter son obligation principale.

IL EST ENTENDU QUE le présent cautionnement est valide à compter du jour de 19... , jusqu'au jour de 19... et que le commerçant ne peut y mettre fin que moyennant un avis écrit d'au moins 3 mois au président de l'Office de la protection du consommateur.

IL EST ENTENDU QUE le commerçant s'engage à payer le capital, les intérêts et les frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre le commerçant ou son représentant et basé sur le fait que le commerçant ou son représentant a reçu d'un consommateur un paiement partiel ou total avant d'exécuter son obligation principale.

IL EST ENTENDU QUE la responsabilité du commerçant à titre de caution est limitée à la somme mentionnée ci-dessus.

IL EST ENTENDU QUE la responsabilité du commerçant à titre de débiteur principal n'est aucunement limitée par les termes du présent cautionnement.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE, malgré l'expiration du présent cautionnement, le commerçant demeurera obligé à titre de caution à la condition que l'action dont il est ci-dessus question soit intentée dans le délai prescrit par la Loi et que l'acte ou l'omission qui fait l'objet du jugement se soit produit à un moment où le présent cautionnement était en vigueur.

EN FOI DE QUOI le commerçant a signé les présentes ce jour de 19...

.....
Commerçant

FORMULE N-31

(a. 114)

**CAUTIONNEMENT PAR POLICE COLLECTIVE
DE GARANTIE**

CAUTIONNEMENT No

NOUS,, ci-après appelé caution, nous portons caution solidaire de tout membre du groupe ci-après désigné :

Cet engagement est pris envers le ministre des Finances du Québec, ci-après appelé bénéficiaire, pour la somme exigée du membre concerné de ce groupe par l'article 104 ou 108, selon le cas, du Règlement général adopté en vertu de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1), ci-après appelée Loi, en monnaie légale du Canada, somme au paiement de laquelle nous nous engageons solidairement envers le bénéficiaire avec ce membre, ainsi que nos héritiers, nos exécuteurs, nos administrateurs, nos successeurs et nos représentants légaux respectifs.

ATTENDU QUE chacun des membres du groupe ci-haut désigné exerce ou projette d'exercer le commerce suivant :

.....
(indiquer le type de commerce)

ATTENDU QUE l'exercice de ce commerce oblige, suivant la Loi, chacun des membres de ce groupe à fournir un cautionnement dans le but de garantir d'abord le paiement du capital, des intérêts et des frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre ce membre ou son représentant en vertu de la Loi et ensuite le paiement de l'amende et des frais imposés à ce membre ou à son représentant en vertu du chapitre III du titre IV de la Loi.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE le présent cautionnement est valide pour 2 ans à compter du jour de 19... jusqu'au jour de 19...

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE la caution ne peut mettre fin au présent cautionnement à l'égard d'un membre du groupe ci-haut désigné ou à l'égard du groupe entier que moyennant un avis écrit d'au moins 3 mois au président de l'Office de la protection du consommateur.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE le présent cautionnement continuera d'être en vigueur malgré le transfert du permis d'un membre du groupe ci-haut désigné, effectué conformément à la Loi et à son Règlement général.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE la caution s'engage solidairement avec chacun des membres du groupe ci-haut désigné à payer d'abord le capital, les intérêts et les frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre ce membre ou son représentant en vertu de la Loi et ensuite à payer l'amende et les frais imposés à ce membre ou à son représentant en vertu du chapitre III du titre IV de la Loi.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE la responsabilité totale de la caution en vertu du présent cautionnement ou de tout renouvellement de celui-ci est limitée à la somme exigée d'un membre par l'article 104 ou 108, selon le cas, du Règlement général adopté en vertu de la Loi.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE, malgré l'expiration du présent cautionnement, la caution demeurera obligée en vertu du présent cautionnement à la condition que l'action civile soit intentée dans le délai prescrit par la Loi, et la poursuite pénale dans le délai prescrit par la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., c. P-15) et que l'acte ou l'omission qui fait l'objet du jugement civil ou de la condamnation au pénal se soit produit à un moment où le présent cautionnement était en vigueur.

EN FOI DE QUOI nous avons apposé notre seing et sceau à ce jour de 19...

.....
Sceau de la caution

.....
Signature de la personne dûment autorisée

FORMULE N-32

(a. 138)

**CAUTIONNEMENT PAR POLICE COLLECTIVE
DE GARANTIE**

(Exemption a. 309)

CAUTIONNEMENT No

Nous,, ci-après appelé caution, nous portons caution solidaire de tout membre du groupe ci-après désigné :

Cet engagement est pris envers le ministre des Finances du Québec, ci-après appelé bénéficiaire, pour la somme exigée du membre concerné de ce groupe par l'article 133 ou 135, selon le cas, du Règlement général adopté en vertu de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1), ci-après appelée Loi, en monnaie légale du Canada, somme au paiement de laquelle nous nous engageons solidairement envers le bénéficiaire avec ce membre, ainsi que nos héritiers, nos exécuteurs, nos administrateurs, nos successeurs et nos représentants légaux respectifs.

ATTENDU QUE chacun des membres du groupe ci-haut désigné désire être exempté de l'application de l'article 22 de la Loi.

ATTENDU QUE l'article 309 de la Loi permet à un membre d'être ainsi exempté à la condition de fournir un cautionnement dans le but de garantir le paiement du capital, des intérêts et des frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre ce membre ou son représentant et basé sur le fait que ce membre ou son représentant a reçu d'un consommateur un paiement partiel ou total avant d'exécuter son obligation principale.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE le présent cautionnement est valide pour 2 ans à compter du . . . jour de . . . 19. . . jusqu'au . . . jour de . . . 19. . .

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE la caution ne peut mettre fin au présent cautionnement à l'égard d'un membre du groupe ci-haut désigné ou à l'égard du groupe entier que moyennant un avis écrit d'au moins 3 mois au président de l'Office de la protection du consommateur.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE la caution s'engage solidairement avec chacun des membres du groupe ci-haut désigné à payer le capital, les intérêts et les frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre ce membre ou son représentant et basé sur le fait que ce membre ou son représentant a reçu d'un consommateur un paiement partiel ou total avant d'exécuter son obligation principale.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE la responsabilité totale de la caution en vertu du présent cautionnement ou de tout renouvellement de celui-ci est limitée à la somme exigée d'un membre par l'article 133 ou 135, selon le cas, du Règlement général adopté en vertu de la Loi.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE, malgré l'expiration du présent cautionnement, la caution demeurera obligée en vertu du présent cautionnement à la condition que l'action dont il est ci-dessus question soit intentée dans le délai prescrit par la Loi et que l'acte ou l'omission qui fait l'objet du jugement se soit produit à un moment où le présent cautionnement était en vigueur.

EN FOI DE QUOI nous avons apposé notre seing et sceau à . . . ce . . . jour de . . . 19. . .

Sceau de la caution

Signature de la personne dûment autorisée

FORMULE N-33

(a. 92 et 118)

CERTIFICAT DE MEMBRE

Nom de la caution :

Numéro du certificat :

Nous, caution du groupe ci-après désigné en vertu de la police collective de garantie no. . . émise le jour de 19. . . , certifions que est membre dudit groupe et est couvert par cette police collective de garantie.

(Signature de la caution)

FORMULE N-43

(a.157)

CAUTIONNEMENT PAR POLICE INDIVIDUELLE DE GARANTIE

(Exemption a. 308)

OBJET DU CAUTIONNEMENT : (exemption de(s) (l') article(s) (insérer le numéro de(s) (l') article(s) pertinent(s) : 254 et/ou 256) de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1), ci-après appelée Loi.

CAUTIONNEMENT No SOMME \$

Nous, , ci-après appelé débiteur principal et nous, , ci-après appelé caution, sommes obligés solidairement envers le ministre des Finances du Québec, ci-après appelé bénéficiaire, pour la somme dollars (. \$), monnaie légale du Canada, au paiement de laquelle nous nous engageons solidairement par les présentes envers le bénéficiaire, ainsi que nos héritiers, nos exécuteurs, nos administrateurs, nos successeurs et nos représentants légaux respectifs.

ATTENDU QUE le débiteur principal désire être exempté de l'application de(s) (l') article(s) (insérer le numéro de(s) (l') article(s) de la Loi correspondant à l'objet du cautionnement désiré) de la Loi.

ATTENDU QUE l'article 308 de la Loi permet au débiteur principal d'être ainsi exempté à la condition de fournir un cautionnement dans le but de garantir le paiement du capital, des intérêts et des frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre le débiteur principal ou son représentant et basé sur le fait que le débiteur principal ou son représentant a reçu d'un consommateur une somme d'argent dans un cas visé par le ou les articles de la Loi dont l'exemption fait l'objet du présent cautionnement et n'a pas exécuté son obligation principale ou n'a pas rem-

boursé au consommateur, le cas échéant, la somme d'argent reçue.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE le présent cautionnement est valide à compter du
 jour de 19... jusqu'au
 jour de 19... et que la caution ne peut y mettre fin que moyennant un avis écrit d'au moins 3 mois au président de l'Office de la protection du consommateur.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE le débiteur principal et la caution s'engagent solidairement à payer le capital, les intérêts et les frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre le débiteur principal ou son représentant et basé sur le fait que le débiteur principal ou son représentant a reçu d'un consommateur une somme d'argent dans un cas visé par le ou les articles de la Loi dont l'exemption fait l'objet du présent cautionnement et n'a pas exécuté son obligation principale ou n'a pas remboursé au consommateur, le cas échéant, la somme d'argent reçue.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE la responsabilité totale de la caution en vertu du présent cautionnement ou de tout renouvellement de celui-ci est limitée à la somme mentionnée ci-dessus ou à toute autre somme qui y sera substituée au moyen d'un avenant ou d'un certificat de continuation.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE, malgré l'expiration du présent cautionnement, la caution demeurera obligée en vertu du présent cautionnement à la condition que l'action dont il est ci-dessus question soit intentée dans le délai prescrit par la Loi et que l'acte ou l'omission qui fait l'objet du jugement se soit produit à un moment où le présent cautionnement était en vigueur.

EN FOI DE QUOI le débiteur principal a signé les présentes et la caution y a apposé sa signature et son sceau.

Signé à
 ce jour de
 19...

.....
 Témoin

.....
 Débiteur principal

Signé à
 ce jour de
 19...

.....
 Sceau de la caution

.....
 Signature de la personne dûment autorisée

FORMULE N-44

(a.158)

CAUTIONNEMENT PAR POLICE COLLECTIVE DE GARANTIE

(Exemption a. 308)

OBJET DU CAUTIONNEMENT : exemption de(s) (l')article(s) (insérer le numéro de(s) (l') article(s) pertinent(s) : 254 et/ou 256) de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1), ci-après appelée Loi.

CAUTIONNEMENT No.

MONTANT GLOBAL. \$

Nous,, ci-après appelé caution, nous portons caution solidaire de tout membre du groupe ci-après désigné :

.....

Cet engagement est pris envers le ministre des Finances du Québec, ci-après appelé bénéficiaire, pour la somme exigée du membre concerné de ce groupe par la section VI du chapitre VIII du Règlement général adopté en vertu de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1), en monnaie légale du Canada, somme au paiement de laquelle nous nous engageons solidairement envers le bénéficiaire avec ce membre, ainsi que nos héritiers, nos exécuteurs, nos administrateurs, nos successeurs et nos représentants légaux respectifs, jusqu'à concurrence du montant global apparaissant ci-dessus.

ATTENDU QUE chacun des membres du groupe ci-dessus désigné exerce ou projette d'exercer le commerce suivant :

.....
 (indiquer le type de commerce)

ATTENDU QUE chacun des membres du groupe ci-dessus désigné désire être exempté de l'application de(s) (l')article(s) (insérer le numéro de(s) (l')article(s) de la Loi correspondant à l'objet du cautionnement désiré) de la Loi.

ATTENDU QUE l'article 308 de la Loi permet à un membre d'être ainsi exempté à la condition de fournir un cautionnement dans le but de garantir le paiement du capital, des intérêts et des frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre ce membre ou son représentant et basé sur le fait que ce membre ou son représentant a reçu d'un consommateur une somme d'argent dans un cas visé par le ou les articles de la Loi dont l'exemption fait l'objet du présent cautionnement et n'a pas exécuté son obligation principale ou n'a pas remboursé au consommateur, le cas échéant, la somme d'argent reçue.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE le présent cautionnement est valide à compter du
 jour de 19... jusqu'au
 jour de 19...

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE la caution ne peut mettre fin au présent cautionnement à l'égard d'un membre du groupe ci-dessus désigné ou à l'égard du groupe entier que moyennant un avis écrit d'au moins 3 mois au président de l'Office de la protection du consommateur.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE la caution s'engage solidairement avec chacun des membres du groupe ci-dessus désigné à payer le capital, les intérêts et les frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre ce membre ou son représentant et basé sur le fait que ce membre ou son représentant a reçu d'un consommateur une somme d'argent dans un cas visé par le ou les articles de la Loi dont l'exemption fait l'objet du présent cautionnement et n'a pas exécuté son obligation principale ou n'a pas remboursé au consommateur, le cas échéant, la somme d'argent reçue.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE la responsabilité totale de la caution en vertu du présent cautionnement ou de tout renouvellement de celui-ci est limitée à la somme exigée de chaque membre de ce groupe par la section VI du chapitre III du Règlement général adopté en vertu de la Loi jusqu'à concurrence du montant global apparaissant ci-dessus.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE, malgré l'expiration du présent cautionnement, la caution demeure obligée en vertu du présent cautionnement à la condition que l'action dont il est ci-dessus question soit intentée dans le délai prescrit par la Loi et que l'acte ou l'omission qui fait l'objet du jugement se soit produit à un moment où le présent cautionnement était en vigueur.

EN FOI DE QUOI nous avons apposé notre signature et notre sceau à ce
 jour de 19...

Sceau de la caution

Signature de la personne dûment autorisée

FORMULE N-45 (a.159)

ENGAGEMENT DU TIERS ET DU COMMERÇANT

(Cautionnement)
(Exemption a. 308)

OBJET DU CAUTIONNEMENT : exemption de(s)
 (l')article(s) (insérer le numéro de(s)
 (l')article(s) pertinent(s) : 254 et/ou 256) de la Loi sur la

protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1), ci-après appelée Loi.

MODE DE CAUTIONNEMENT UTILISÉ :
 SOMME \$

Engagement de , ci-après appelé caution et de , ci-après appelé débiteur principal.

Nous, , débiteur principal et nous , caution, sommes obligés solidairement envers le ministre des Finances du Québec, ci-après appelé bénéficiaire, pour la somme de dollars (..... \$), monnaie légale du Canada, au paiement de laquelle nous nous engageons solidairement par les présentes envers le bénéficiaire, ainsi que nos héritiers, nos exécuteurs, nos administrateurs, nos successeurs et nos représentants légaux respectifs.

ATTENDU QUE le débiteur principal désire être exempté de l'application de(s) (l')article(s)
 (insérer le numéro de(s) (l')article(s) de la Loi correspondant à l'objet du cautionnement désiré) de la Loi.

ATTENDU QUE l'article 308 de la Loi permet au débiteur principal d'être ainsi exempté à la condition de fournir un cautionnement dans le but de garantir le paiement du capital, des intérêts et des frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre le débiteur principal ou son représentant et basé sur le fait que le débiteur principal ou son représentant a reçu d'un consommateur une somme d'argent dans un cas visé par le ou les articles de la Loi dont l'exemption fait l'objet du présent cautionnement et n'a pas exécuté son obligation principale ou n'a pas remboursé au consommateur, le cas échéant, la somme d'argent reçue.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE le présent cautionnement est valide à compter du
 jour de 19... jusqu'au
 jour de 19... et que la caution ne peut y mettre fin que moyennant un avis écrit d'au moins 3 mois au président de l'Office de la protection du consommateur.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE le débiteur principal et la caution s'engagent solidairement à payer le capital, les intérêts et les frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre le débiteur principal ou son représentant et basé sur le fait que le débiteur principal ou son représentant a reçu d'un consommateur une somme d'argent dans un cas visé par le ou les articles de la Loi dont l'exemption fait l'objet du présent cautionnement et n'a pas exécuté son obligation principale ou n'a pas remboursé au consommateur, le cas échéant, la somme d'argent reçue.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE la responsabilité totale de la caution en vertu du présent cautionnement ou de tout renouvellement de celui-ci est limitée à la somme mentionnée ci-dessus.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE, malgré l'expiration du présent cautionnement, la caution demeurera obligée en vertu du présent cautionnement à la condition que l'action dont il est ci-dessus question soit intentée dans le délai prescrit par la Loi et que l'acte ou l'omission qui fait l'objet du jugement se soit produit à un moment où le présent cautionnement était en vigueur.

EN FOI DE QUOI le débiteur principal et la caution ont signé à ce jour de 19...

.....
Débiteur principal
(Commerçant)

.....
Caution
(Tiers)

FORMULE N-46

(a. 160)

ENGAGEMENT DU COMMERÇANT

(Cautionnement)
(Exemption a. 308)

OBJET DU CAUTIONNEMENT : Exemption de(s) (l')article(s) (insérer le numéro de(s) (l')article(s) pertinent(s) : 254 et/ou 256) de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1), ci-après appelée Loi.

MODE DE CAUTIONNEMENT UTILISÉ :
SOMME \$

Engagement de, tant à titre de caution qu'à titre de débiteur principal, et ci-après appelé commerçant.

Le commerçant s'engage envers le ministre des Finances du Québec, à titre de bénéficiaire, ci-après appelé bénéficiaire, pour la somme de dollars (..... \$), au paiement de laquelle il s'engage ainsi que ses héritiers et représentants légaux.

ATTENDU QUE le commerçant désire être exempté de l'application de(s) (l')article(s) (insérer le numéro de(s) (l')article(s) de la Loi correspondant à l'objet du cautionnement désiré) de la Loi.

ATTENDU QUE l'article 308 de la Loi permet au commerçant d'être ainsi exempté à la condition de fournir un cautionnement dans le but de garantir le paiement du capital, des intérêts et des frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre le commerçant ou son représentant et basé sur le fait que le commerçant ou son représentant a reçu d'un consommateur une somme d'argent dans un cas visé par le ou les articles de la Loi dont

l'exemption fait l'objet du présent cautionnement et n'a pas exécuté son obligation principale ou n'a pas remboursé au consommateur, le cas échéant, la somme d'argent reçue.

IL EST ENTENDU QUE le présent cautionnement est valide à compter du jour de 19... jusqu'au jour de 19... et que le commerçant ne peut y mettre fin que moyennant un avis écrit d'au moins 3 mois au président de l'Office de la protection du consommateur.

IL EST ENTENDU QUE le commerçant s'engage à payer le capital, les intérêts et les frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre le commerçant ou son représentant et basé sur le fait que le commerçant ou son représentant a reçu d'un consommateur une somme d'argent dans un cas visé par le ou les articles de la Loi dont l'exemption fait l'objet du présent cautionnement et n'a pas exécuté son obligation principale ou n'a pas remboursé au consommateur, le cas échéant, la somme d'argent reçue.

IL EST ENTENDU QUE la responsabilité du commerçant à titre de caution est limitée à la somme mentionnée ci-dessus.

IL EST ENTENDU QUE la responsabilité du commerçant à titre de débiteur principal n'est aucunement limitée par les termes du présent cautionnement.

IL EST ENTENDU QUE, malgré l'expiration du présent cautionnement, le commerçant demeurera obligé à titre de caution à la condition que l'action dont il est ci-dessus question soit intentée dans le délai prescrit par la Loi et que l'acte ou l'omission qui fait l'objet du jugement se soit produit à un moment où le présent cautionnement était en vigueur.

EN FOI DE QUOI le commerçant a signé les présentes ce jour de 19...

.....
Commerçant

- D. 223-80, (1980) 112 G.O. II, 2147
- D. 2510-80, (1980) 112 G.O. II, 5623
- D. 250-81, (1981) 113 G.O. II, 959
- D. 2170-81, (1981) 113 G.O. II, 4010
- D. 3061-81, (1981) 113 G.O. II, 4998



c. P-40.1, r.2

Règlement de régie interne de l'Office de la protection du consommateur

Loi sur la protection du consommateur
(L.R.Q., c. P-40.1, a. 304)

SECTION I DISPOSITION GÉNÉRALE

1. L'Office de la protection du consommateur se réunit aussi souvent que l'exige la conduite de ses affaires mais au moins une fois par 2 mois.

SECTION II CONVOCATION

2. Le secrétaire, sur demande du président, convoque, au moins 5 jours avant une réunion, chaque membre par un avis écrit mentionnant l'endroit, la date et l'heure de la réunion.

Cet avis est accompagné d'un projet d'ordre du jour.

3. Toute correspondance est expédiée au domicile de chaque membre ou à toute autre adresse expressément déclarée à cette fin.

4. Malgré les articles 2 et 3, le président peut, en cas d'urgence, déroger aux formalités et aux délais de convocation d'une réunion aux conditions suivantes :

- a) que tous les membres soient avertis par téléphone ou télégramme ;
- b) que l'ordre du jour de la réunion soit mentionné aux membres lors de leur convocation.

Une réunion ainsi convoquée ne peut porter que sur les sujets pour lesquels elle a été convoquée.

5. À la demande de 5 membres, le président est tenu de convoquer une réunion.

Cette demande doit être signée par les 5 membres et doit contenir le projet d'ordre du jour.

6. Si un membre omet, sans motif, d'assister à 3 réunions consécutives, le président doit le convoquer par écrit, à la réunion suivante de l'Office pour qu'il justifie ses absences.

L'avis de convocation doit mentionner que l'Office, lors de cette prochaine réunion, délibérera sur l'opportunité de

recommander au gouvernement la destitution de ce membre et que celui-ci peut se présenter en personne pour faire valoir les motifs de ses absences ou encore les soumettre par écrit à l'Office avant cette réunion.

SECTION III VOTE

7. Le quorum aux réunions est fixé à 7 membres.

8. Les décisions de l'Office sont prises à la majorité simple des voix des membres présents et sont consignées sous forme de résolutions.

En cas d'égalité des voix, celle du président d'assemblée est prépondérante.

Le vote se déroule à main levée à moins que l'un des membres présents ne demande le scrutin secret.

9. Un membre ne peut se faire représenter ni exercer son droit de vote par procuration.

10. Lorsque, sur une question donnée, il y a conflit d'intérêts pour un membre, celui-ci est tenu de le déclarer à l'Office et de s'abstenir de voter.

11. Les délibérations des membres de l'Office lors des réunions et tout document qui émane de son secrétariat ne peuvent être rendus publics sans l'autorisation du président.

SECTION IV COMITÉS

12. L'Office forme tous les comités nécessaires à la bonne marche de ses activités.

Les comités font rapport à l'Office lors d'une réunion subséquente.

13. Le président est membre d'office de chaque comité.

14. Chaque comité établit ses propres règles de procédure et de convocation relatives à ses réunions.

SECTION V SECRÉTAIRE

15. L'Office se nomme un secrétaire qui ne peut, à la fois, être membre de l'Office.

Le secrétaire n'a pas droit de vote aux réunions de l'Office.

16. Le secrétaire remplit toutes les fonctions inhérentes à sa charge ainsi que celles qui peuvent lui être confiées par le président ou par l'Office.

Sans limiter la portée de ce qui précède, le secrétaire :

- a) agit comme secrétaire aux réunions de l'Office ;
- b) rédige les procès-verbaux des réunions de l'Office ainsi que les rapports des comités ; et
- c) exécute toute tâche, accomplit tout travail qui lui est confié par l'Office, par un comité ou par le président.

17. En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du secrétaire, le président désigne une personne pour le remplacer provisoirement.



c. P-41, r.1

Règlement d'application de l'article 27 de la Loi sur la protection du malade mental

Loi sur la protection du malade mental
(L.R.Q., c. P-41, a. 27)

1. Tout centre hospitalier ou tout centre d'accueil où une personne est admise en cure fermée doit remettre à cette personne et, le cas échéant, à son tuteur ou curateur ou à la personne qui en a la garde légale le document reproduit à l'annexe A.

ANNEXE A (a. 1)

DROITS ET RECOURS DES PERSONNES ADMISES EN CURE FERMÉE

1. Vous avez été admis en cure fermée dans votre propre intérêt et pour votre propre sécurité.

Conformément à la Loi, pour être admis en cure fermée, vous avez dû subir 2 examens psychiatriques concluant à la nécessité de la cure fermée dans votre cas. Toutefois, vous pouvez être admis en cure fermée suite à 1 seul examen psychiatrique, pour une période d'au plus 96 heures en attendant de pouvoir subir un deuxième examen psychiatrique.

Si vous avez refusé de vous soumettre librement à un examen psychiatrique, il se peut que vous y ayez été contraint suite à une ordonnance d'un juge. Il en est de même si, suite à un examen clinique psychiatrique concluant à la nécessité d'une cure fermée, vous avez refusé de vous y soumettre.

Par ailleurs, il est possible que les rapports psychiatriques aient conclu à votre incapacité d'administrer vos biens. Dans ce cas, le directeur des services professionnels de l'établissement a dû informer ou informera le curateur public d'une telle conclusion et ce dernier s'occupera de l'administration de vos biens si vous n'avez pas déjà un curateur privé.

2. Une fois admis en cure fermée, vous avez des droits :

- a) le droit d'exiger de l'établissement qui vous garde en cure fermée qu'il vous remette le présent document ;
- b) le droit d'exiger du médecin qui vous soigne qu'il avise votre famille ou les personnes qui prennent soin de vous des mesures qui devraient être prises pour hâter votre

retour à la santé. Vous aussi, vous devez en être informé, sauf s'il n'est pas dans votre intérêt de vous les communiquer ;

c) le droit d'exiger de l'établissement et de tous ses employés que toute correspondance que vous échangez avec :

- i. un avocat ;
- ii. un notaire ;
- iii. un député à l'Assemblée nationale ;
- iv. un médecin ;
- v. le curateur public ;
- vi. le Protecteur du citoyen ;
- vii. la Commission des affaires sociales, un de ses membres ou encore un des assesseurs ;
- viii. un conseil de la santé et des services sociaux,

soit transmise immédiatement et de façon confidentielle. Il est interdit à quiconque de prendre connaissance des écrits que vous expédiez et recevez de ces personnes ;

d) le droit d'exiger que l'on mette fin à votre cure fermée si vous n'avez pas été soumis à un examen psychiatrique confirmant la nécessité de la prolonger :

- i. dans les 21 jours après votre admission en cure fermée ;
- ii. dans les 3 mois après le premier examen ;
- iii. et une fois tous les 6 mois, par la suite.

3. Lorsque vous n'êtes pas satisfait de la décision qui vous a conduit ou qui vous a maintenu en cure fermée, vous pouvez soumettre votre cas à la Commission des affaires sociales.

Voici comment procéder :

a) vous pouvez écrire vous-même ou vos parents, votre tuteur, votre curateur ou la personne qui a votre garde légale peuvent écrire, en votre nom, à l'adresse suivante :

Québec :
Commission des affaires sociales
1020, route de l'Église
Sainte-Foy, Québec
G1V 3V9 (tél. : 643-3400)

Montréal :

Commission des affaires sociales
440 ouest, boulevard Dorchester
Montréal, Québec
H2Z 1V7 (tél. : 873-5643)

b) dans votre lettre, vous devez expliquer, autant que possible, pourquoi vous n'êtes pas satisfait de la décision qui a été rendue à votre sujet ;

c) vous devez envoyer cette lettre à la Commission des affaires sociales dans les 90 jours qui suivent la décision qui vous a conduit ou maintenu en cure fermée. Si vous faites parvenir votre lettre après ce délai, la Commission pourra vous entendre quand même suivant les motifs que vous ferez valoir pour justifier votre retard ;

d) la Commission, avant de prendre une décision, doit vous rencontrer et lors de cette rencontre, vous pourrez interroger des témoins ;

e) vous pouvez être représenté par un avocat lors de cette rencontre.

4. Votre période de cure fermée prend fin :

a) lorsque l'établissement qui vous gardait en cure fermée décide de vous libérer, suite à une recommandation d'un psychiatre ;

b) par jugement d'un juge d'une cour compétente ;

c) lorsque la Commission des affaires sociales rend une décision à cet effet.

L'établissement doit toujours vous aviser par écrit lorsque votre cure fermée prend fin.

A.C. 2302-79, (1979) 111 G.O.II, 6171

D. 1754-80, (1980) 112 G.O.II, 3387

D. 3222-80, (1980) 112 G.O.II, 6035 et 6597



c. P-41, r.2

**Règlement autorisant certains
établissements psychiatriques à accueillir
et à traiter des personnes détenues en
vertu du Code criminel ou d'une loi
pénale**

Loi sur la protection du malade mental
(L.R.Q., c. P-41, a. 34)

1. Les corporations Hôpital Louis H. Lafontaine et Centre hospitalier Robert Giffard, respectivement de Montréal et de Québec, sont autorisées à accueillir et traiter des personnes détenues en vertu du Code criminel (S.R.C., 1970, c. C-34) ou d'une loi pénale, le tout conformément à l'article 34 de la Loi sur la protection du malade mental (L.R.Q., c. P-41).



c. P-41.1, r.1

Règlement sur une demande d'autorisation, d'exclusion ou d'inclusion, sur les renseignements nécessaires à une telle demande et sur les formulaires à utiliser

Loi sur la protection du territoire agricole
(L.R.Q., c. P-41.1, a. 80)

SECTION I FORMULAIRES

1. Pour l'application des articles 43 et 58 de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., c. P-41.1), à l'exception d'une demande d'autorisation concernant l'utilisation d'une érablière, sur une formule, les mentions suivantes doivent apparaître :

- a) le nom, l'adresse ou le siège social, le numéro d'assurance sociale, s'il y a lieu, et le numéro de téléphone du demandeur ;
- b) la désignation sommaire du lot visé par la demande, c'est-à-dire le numéro du lot, le rang, s'il y a lieu, la division cadastrale, la superficie du lot et la municipalité dans laquelle est situé le lot ;
- c) l'utilisation du lot concerné ;
- d) l'utilisation des lots contigus au lot concerné ou qui le seraient s'ils n'étaient séparés du lot concerné par un chemin public ;
- e) l'utilisation projetée du lot concerné ;
- f) la liste des documents à joindre ;
- g) l'attestation du demandeur à l'effet que les renseignements fournis dans sa demande sont exacts ; et
- h) les motifs de l'aliénation, s'il y a lieu.

2. Pour l'application des articles 43 et 58 de la Loi, mais concernant une demande d'autorisation pour l'utilisation d'une érablière, sur une formule, les mentions suivantes doivent apparaître :

- a) les mentions requises aux paragraphes a, b, d, e, f, et g de l'article 1 ;
- b) une mention à l'effet que l'érablière est exploitée ou inexploitée ;
- c) la superficie totale de l'érablière ;

- d) la superficie visée par la demande ; et
- e) les motifs de la demande.

SECTION II DEMANDE D'AUTORISATION

3. Une personne qui désire obtenir une autorisation en vertu des articles 43 et 58 de la Loi, mais à l'exception d'une demande d'autorisation pour l'utilisation d'une érablière, doit soumettre pour examen les documents suivants :

- a) la formule prévue à l'article 1 dûment remplie ;
- b) un plan du lot concerné et, s'il y a lieu, celui des lots loués ou appartenant au requérant qui sont contigus au lot concerné ou qui le seraient s'ils n'étaient séparés du lot concerné par un chemin public ; et
- c) un chèque visé payable à l'ordre du ministre des Finances au montant fixé au Règlement sur le tarif des droits, honoraires, frais et dépens payables dans toute demande présentée à la Commission de protection du territoire agricole du Québec, sur les droits à payer pour l'obtention de copies de documents déposés au greffe, de même que sur les catégories de personnes qui peuvent en être exemptées (c. P-41.1, r. 6).

4. Une personne qui désire obtenir une autorisation en vertu des articles 43 et 58 de la Loi concernant l'utilisation d'une érablière, doit soumettre pour examen les documents suivants :

- a) la formule prévue à l'article 2 dûment remplie ;
- b) un plan du lot concerné avec l'indication de la superficie affectée par la demande ; et
- c) un chèque visé payable à l'ordre du ministre des Finances au montant fixé par règlement adopté par le gouvernement en vertu du paragraphe 8 de l'article 80 de la Loi.

5. Sur tout plan requis par le présent règlement doivent apparaître l'échelle adoptée pour sa confection, la date de sa confection et la signature de la personne qui l'a confectionné.



c. P-41.1, r.2

Règlement sur l'enlèvement du sol arable

Loi sur la protection du territoire agricole
(L.R.Q., c. P-41.1, a. 70 et 80)

SECTION I

DEMANDES DE PERMIS D'ENLÈVEMENT DU SOL ARABLE ET GARANTIES QUI PEUVENT ÊTRE EXIGÉES

§1. *Formulaires*

1. Pour l'application de la section V de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., c. P-41.1), sur la formule, les mentions suivantes doivent apparaître :

- a) le nom, l'adresse ou le siège social, le numéro d'assurance sociale, s'il y a lieu, et le numéro de téléphone du demandeur ;
- b) la désignation du lot visé par la demande, c'est-à-dire le numéro du lot, le rang, s'il y a lieu, la division cadastrale, la superficie du lot et la municipalité dans laquelle est situé le lot ;
- c) l'utilisation du lot concerné ;
- d) l'utilisation des lots contigus au lot concerné ou qui le seraient s'ils n'étaient séparés du lot concerné par un chemin public ;
- e) la liste des documents à joindre ;
- f) l'attestation du demandeur à l'effet que les renseignements fournis dans sa demande sont exacts ;
- g) la superficie exploitée par le demandeur pour l'enlèvement du sol arable, s'il y a lieu ;
- h) la superficie visée par la demande ;
- i) le volume total du sol arable à enlever ;
- j) le numéro du permis détenu par le demandeur, sa date d'émission, l'autorité qui a émis le permis, s'il y a lieu ;
- k) l'exploitation envisagée ; et
- l) les techniques d'exploitation utilisées.

§2. *Demande de permis*

2. Une personne qui sollicite un permis ou un renouvellement de permis de la Commission de protection du terri-

toire agricole du Québec en vertu de la section V de la Loi, doit soumettre pour examen les documents suivants :

- a) la formule prévue à l'article 1 dûment remplie ;
 - b) un plan général indiquant :
 - i. l'aire d'exploitation, y compris, s'il y a lieu, la localisation des équipements, des aires de chargement et de déchargement, des aires d'entreposage ainsi que le zonage municipal du terrain où sera située l'exploitation ;
 - ii. le numéro cadastral du lot ou des lots où se situe l'exploitation, et des lots situés à moins de 200 mètres de l'aire d'exploitation, ainsi que le zonage municipal de ce territoire ;
 - iii. le nom et le tracé des chemins publics, des voies d'accès privées existantes et à construire, des cours d'eau ou des lacs, l'emplacement des puits et l'emplacement et la nature de toute construction agricole, situés dans le périmètre délimité selon le sous-paragraphe ii ;
 - iv. la date de confection du plan général ; et
 - v. les limites de la propriété sur laquelle le requérant possède des droits d'exploitation ;
 - c) un plan de réaménagement de l'immeuble à exploiter et dont l'exécution permettra de conserver, s'il y a lieu, le sol arable pour l'agriculture malgré l'exploitation envisagée par le demandeur ; et
 - d) un chèque visé payable à l'ordre du ministre des Finances au montant fixé au Règlement sur le tarif des droits, honoraires, frais et dépens payables dans toute demande présentée à la Commission de protection du territoire agricole du Québec, sur les droits à payer pour l'obtention de copies de documents déposés au greffe, de même que sur les catégories de personnes qui peuvent en être exemptées (c. P-41.1, r.6).
- 3.** En plus des documents énumérés à l'article 2, le demandeur d'un permis d'enlèvement du sol arable doit, sur demande de la Commission à cet effet, produire également les documents suivants :
- a) une analyse de sol faite par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ;
 - b) l'indication des courbes de niveau sur le plan exigé au paragraphe b de l'article 2.

4. Sur tout plan requis par le présent règlement doivent apparaître l'échelle adoptée pour sa confection, la date de sa confection et la signature de la personne qui l'a confectionné.

§3. Garantie

5. La garantie fournie par le requérant, en vertu de l'article 74 de la Loi peut, au choix du requérant, prendre l'une des formes suivantes :

a) des obligations émises ou garanties par le Gouvernement du Québec et payables au porteur ; dans ce cas, seule leur valeur marchande est reconnue ;

b) une police de garantie émise par un assureur dûment autorisé à faire des opérations au Québec selon la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32) ;

c) un dépôt en argent fait par chèque visé payable à l'ordre du ministre des Finances.

6. Dans le cas où la Commission autorise le renouvellement d'un permis, la garantie exigée lors de l'émission originale du permis, s'il y a lieu, est réputée avoir été fournie à l'égard de ce renouvellement, à moins que la Commission ne décide que telle garantie n'est plus nécessaire, auquel cas elle doit l'annuler, ou est insuffisante, auquel cas elle peut fixer un nouveau montant.

7. En cas d'annulation d'une garantie par la Commission, celle-ci doit remettre à la personne ayant fourni la garantie le document la constituant ou faire effectuer remise de la somme fournie en garantie.

8. La Commission peut confisquer et réaliser la garantie si le détenteur du permis ne se conforme pas au permis. Dans le cas où la Commission réalise la garantie, elle doit affecter la somme ainsi perçue aux travaux nécessaires pour remettre les lieux, ayant fait l'objet du permis, en état d'être exploités pour l'agriculture.

Lorsque la somme perçue excède celle qui est nécessaire à cette affectation, la Commission remet le surplus au détenteur du permis.

§4. Coût du permis

9. Le coût du permis est de 10 \$ s'il est émis pour un an ou pour moins d'un an et de 20 \$ s'il est émis pour plus d'un an.

SECTION II CAS D'ENLÈVEMENT DU SOL ARABLE POUR FINS DE VENTE QUI NE REQUIÈRENT PAS DE PERMIS

10. Une personne peut, sans l'autorisation de la Commission, à condition d'envoyer à la Commission avant le 30 mars 1979 ou dans les 30 jours du début de l'enlèvement du sol arable sur le site d'une nouvelle exploitation, dans le cas où elle débute après le 27 décembre 1978, une déclaration à cet effet contenant tous les renseignements nécessaires à l'identification et à la localisation du site de l'exploitation, procéder sans permis à l'enlèvement du sol arable sur un lot pour fins de vente :

a) lorsque sa principale occupation est l'horticulture, afin d'alimenter en terre horticole ses serres, plants ou couches chaudes, les contenants de plants ou fleurs destinés à la vente ;

b) lorsque sa principale occupation est l'ensemencement ou la culture de plants d'arbres ou d'arbustes, afin d'alimenter en terre horticole les contenants des arbres ou arbustes destinés à la vente ; et

c) lorsque sa principale occupation est l'ensemencement et la culture de gazon destinée à la vente, à condition qu'à l'occasion de la récolte il n'enlève qu'un maximum de 2 centimètres d'épaisseur de terre par année, et qu'il fasse entre les récoltes un labour profond et une fertilisation adéquate du sol.

Cependant, dans le cas du paragraphe c du premier alinéa, lorsque la personne n'est pas propriétaire du lot, elle doit faire parvenir à la Commission, en plus de la déclaration prévue au premier alinéa, une copie du contrat l'autorisant à utiliser le lot aux fins du paragraphe c ; ce contrat doit avoir une durée minimale de 5 ans et stipuler que l'enlèvement du gazon sera fait conformément au paragraphe c.

11. Une personne peut procéder sans permis, à condition d'envoyer à la Commission la déclaration prévue à l'article 10, à la vente de l'excédent du sol arable enlevé lors d'une construction et non requis pour l'aménagement du terrain sur lequel est situé la construction.

A.C. 3981-78, (1978) 110 G.O.II, 7259

A.C. 3982-78, (1978) 110 G.O.II, 7263



c. P-41.1, r.3

Règlement sur les honoraires des experts et enquêteurs dont la Commission de protection du territoire agricole du Québec juge opportun de retenir les services

Loi sur la protection du territoire agricole
(L.R.Q., c. P-41.1, a. 10 et 80)

1. Les tarifs d'honoraires autorisés pour les services professionnels rendus au gouvernement et apparaissant à la décision du Conseil du trésor concernant les tables d'équivalence avec les classes d'emplois du gouvernement aux fins de l'application du Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement (c. A-6, r. 30), et ses modifications présentes et futures, s'appliquent aux contrats conclus entre la Commission de protection du territoire agricole du Québec et les experts et enquêteurs dont cette Commission juge opportun de retenir les services et qui sont architectes, ingénieurs forestiers, évaluateurs agréés ou urbanistes.

2. Les tarifs d'honoraires pour les services professionnels rendus au gouvernement par un avocat ou un notaire et apparaissant à l'annexe du Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des avocats ou des notaires (c. A-6, r. 31) et ses modifications présentes et futures, s'appliquent aux contrats conclus entre la Commission de protection du territoire agricole du Québec et les experts et enquêteurs dont cette Commission juge opportun de retenir les services et qui sont avocats ou notaires.

3. Quant aux experts ou enquêteurs dont la Commission de protection du territoire agricole du Québec juge opportun de retenir les services et qui ne sont pas visés par les règlements mentionnés aux articles 1 et 2, les honoraires qui leur sont consentis dans les contrats de services conclus entre eux et la Commission de protection du territoire agricole du Québec sont établis en utilisant le taux horaire maximum prévu au Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement (c. A-6, r. 30) et ses modifications présentes et futures.



c. P-41.1, r.4

Règlement de régie interne de la Commission de protection du territoire agricole du Québec

Loi sur la protection du territoire agricole
(L.R.Q., c. P-41.1, a. 80)

SECTION I SÉANCES DE LA COMMISSION AUX FINS DE SA RÉGIE INTERNE

1. Convocation : Toute séance de la Commission est convoquée sur l'ordre du président ou du vice-président désigné au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président ou sur l'ordre du second vice-président en cas d'absence, ou incapacité d'agir des 2 premiers.

Le président est tenu de convoquer une séance de la Commission sur demande écrite de 2 membres et, s'il n'accède pas à leur requête dans les 48 heures de la réception d'une demande à cet effet, ces membres peuvent convoquer eux-même cette séance.

2. Délai : Sous réserve de l'article 1, toute convocation doit être faite par écrit et adressée par le secrétaire à chaque membre de la Commission à sa dernière adresse connue au moins 3 jours francs avant la tenue de la séance et, au cas d'urgence, par télégramme ou par téléphone. Le délai de convocation n'est alors que de 24 heures.

3. Dérogation : Il peut être dérogé aux formalités de convocation si tous les membres de la Commission y consentent par écrit.

La présence d'un membre de la Commission à une séance ou partie de séance constitue de la part de ce membre une renonciation à tout avis de convocation qui aurait dû ou pu être donné relativement à cette séance ainsi qu'un consentement à la continuation de cette séance pour discuter des affaires qui y sont présentées.

Un membre peut toujours renoncer à un avis de convocation relatif à une séance à la condition de le faire par écrit ; cette renonciation peut être faite avant ou après la séance à laquelle l'avis aurait dû se rapporter et elle équivaut, quant au membre qui la signe, à la signification de tel avis.

4. Quorum : S'il n'y a pas quorum à une séance, celle-ci peut être ajournée à un moment ultérieur du même jour ou à un jour postérieur à celui de cette séance sur simple décision du ou des membres présents.

5. Vote : Les décisions de la Commission sont prises à la majorité des voix des membres présents. Ce vote est donné verbalement. Le vote peut également avoir lieu par scrutin secret sur requête de 2 membres de la Commission ou du président. Une demande de vote par scrutin secret peut être retirée en tout temps avant le début du scrutin par ceux qui en ont fait la demande.

À moins que le scrutin secret ne soit ainsi demandé, la déclaration par le président qu'une résolution a été adoptée à l'unanimité, ou par majorité quelconque, ou n'a pas été adoptée, fait preuve *prima facie*.

6. Procès-verbal : Le secrétaire de la Commission dresse un procès-verbal des délibérations et résolutions adoptées lors de chacune des séances. Les procès-verbaux sont dressés et dactylographiés dans un livre tenu à cette fin par le secrétaire de la Commission. Après lecture et ratification, ils sont signés par celui qui a présidé la séance et par le secrétaire de la séance.

7. Ajournement : Toute séance peut être ajournée, par résolution, à un moment ou une date subséquente et un nouvel avis de convocation n'est alors pas nécessaire.

8. Résolution : Une résolution signée par tous les membres de la Commission a la même valeur et le même effet que si elle avait été adoptée à une séance de la Commission dûment convoquée et régulièrement constituée. Toute telle résolution est portée au procès-verbal de la séance qui suit la date de sa signature.

SECTION II FONCTIONS ET POUVOIRS

9. Président : Les fonctions du président sont entre autres de :

- a) convoquer et présider les séances de la Commission et inviter à assister à telle séance toute personne qu'il juge à propos de convoquer ;
- b) voir au bon fonctionnement de la Commission ;
- c) diriger le personnel de la Commission ;
- d) voir à l'application des règlements de la Commission ;

e) confier, sous sa surveillance et son contrôle, sauf dans le cas des pouvoirs délégués d'office par la Loi ou les règlements au vice-président, certains de ses pouvoirs et fonctions.

10. Secrétaire : Les fonctions du secrétaire sont entre autres de :

- a) donner tous les avis de convocation ;
- b) rédiger les procès-verbaux ;
- c) conserver les archives ;
- d) assister aux séances de la Commission ;
- e) maintenir à jour la liste complète des membres de la Commission avec leur dernière adresse ;
- f) préparer pour le président le rôle de présentation des demandes devant la Commission lorsqu'elles sont complètes selon leur date d'inscription ;
- g) consigner par écrit, dans un registre constitué à cette fin, les décisions de la Commission, les communiquer aux intéressés et les transmettre au greffe ; et
- h) remplir tous autres devoirs relatifs à ses fonctions ainsi que ceux que la Commission ou le président peuvent lui assigner.

11. Secrétaire-adjoint : Le secrétaire-adjoint assiste le secrétaire dans l'exercice de ses fonctions et assume les devoirs et responsabilités de celui-ci qui lui sont confiées par le président.

SECTION III AFFIDAVIT

12. Le président a autorité pour désigner un ou des fonctionnaires de la Commission à faire au nom de celle-ci toute déclaration requise par la Loi, sous serment ou non, dans le cadre d'une procédure judiciaire ou autrement.

SECTION IV RENSEIGNEMENTS

13. Le président ou son délégué est seul autorisé à fournir à l'autorité compétente tout renseignement requis sur les opérations de la Commission.

Le demandeur peut consulter et obtenir copie de tout document relatif à sa demande et en la possession de la Commission. Un intéressé peut aussi consulter et obtenir copie de tout document relatif à la demande pour laquelle il a fait des représentations, en la possession de la Commission.

SECTION V DÉCISION

14. La Commission peut rendre toute décision à la place d'une division lorsqu'il s'est écoulé plus de 3 mois depuis qu'une division est saisie d'une demande et dans les cas où un membre prend sa retraite, est malade, souffre d'une incapacité ou décède avant que la décision terminant l'affaire ne soit rendue.

SECTION VI SÉANCES DE LA COMMISSION AUX FINS DE DÉCIDER DES DEMANDES QUI LUI SONT FAITES EN VERTU DE LA LOI

15. Rôle : Le président de la Commission établit le rôle de présentation des demandes devant la Commission ou, le cas échéant, devant l'une de ses divisions.

Au moins 24 heures avant l'étude de la demande par la Commission ou, le cas échéant, l'une de ses divisions, le secrétaire doit transmettre à chacun des membres de la Commission ou de la division appelée à décider de la demande une copie de la demande.

16. Avis : Le secrétaire doit, par courrier recommandé ou certifié, par huissier ou par télégramme, donner avis au demandeur ainsi qu'à toute personne intéressée ayant soumis des représentations écrites, de la tenue d'une audition. Cet avis doit également mentionner l'objet de la demande, l'endroit, la date et l'heure de cette audition, et être transmis ou signifié au moins 15 jours avant la date fixée pour la tenue de l'audition.

17. Audition *ex-parte* : Si, lors de l'audition, le demandeur ou l'une des personnes intéressées fait défaut de comparaître, la Commission dispose de la demande de la façon qu'elle croit la mieux appropriée en motivant par écrit sa décision ; elle peut également remettre l'audition à une date ultérieure.

18. Ajournement : La Commission peut, pour cause, accorder la remise ou l'ajournement de l'audition à une date et aux conditions jugées convenables.

19. Témoins et documents : Le demandeur et toute personne intéressée peuvent faire entendre des témoins, fournir des renseignements et produire des documents à l'appui de leurs demandes.

20. Procédure : Les dispositions du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25) concernant l'assignation des témoins (a. 280 et ss.), la marche de l'instruction et de l'ajournement (a. 285 et ss.), l'audition des témoins (a. 293

et ss.) et la prise des dépositions (a. 324 et ss.) s'appliquent en les adaptant, à une audition.

21. Greffier-audancier : Le secrétaire, secrétaire-adjoint ou toute autre personne désignée à cette fin par le secrétaire, assiste aux délibérations de la Commission ou de l'une de ses divisions et dresse le procès-verbal des décisions ou avis donnés pour chacune des demandes présentées, le signe et le dépose au dossier.

22. Décision : Tout avis ou décision de la Commission ou toute décision de l'une de ses divisions doit être signé par celui qui a présidé la séance. L'avis ou la décision est ensuite transmis au secrétaire de la Commission pour dépôt au greffe de la Commission.

SECTION VII BUREAUX RÉGIONAUX

23. Bureaux régionaux : La Commission peut établir des bureaux régionaux à tout endroit du Québec lorsqu'elle le juge à propos.



c. P-41.1, r.5

Règles de pratique et de procédure de la Commission de protection du territoire agricole du Québec relatives aux audiences publiques

Loi sur la protection du territoire agricole
(L.R.Q., c. P-41.1, a. 80)

SECTION I AVIS

1. Le secrétaire doit, par courrier recommandé ou certifié, par huissier ou par télégramme, donner avis au demandeur ainsi qu'à toute personne intéressée ayant soumis des représentations écrites de la tenue d'une audience publique. Cet avis doit également mentionner l'objet de la demande, l'endroit, la date et l'heure de cette audience publique et être transmis ou signifié au moins 15 jours avant la date fixée pour la tenue de l'audience.

Le secrétaire doit publier une copie de cet avis dans un journal diffusé dans la municipalité où est situé le lot faisant l'objet de la demande, au moins 15 jours avant la date fixée pour la tenue de l'audience.

SECTION II AUDIENCE PUBLIQUE

2. Les articles 15, 17 à 19, 21 et 22 du Règlement de régie interne de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (c. P-41.1, r.4) s'appliquent, en les adaptant, à une audience publique.

SECTION III PREUVE

3. La Commission a le pouvoir d'accepter tout mode de preuve qu'elle croit le mieux servir les fins de la justice. Elle peut requérir la production de tout document qu'elle juge nécessaire.

SECTION IV DÉCISIONS

4. Les décisions de la Commission doivent être motivées ; elles sont rendues par écrit et déposées à son greffe.

Une copie de ces décisions est envoyée au demandeur ainsi qu'à toute personne intéressée, le cas échéant.

A.C. 3977-78, (1978) 110 G.O.II, 7251



c. P-41.1, r.6

Règlement sur le tarif des droits, honoraires, frais et dépens payables dans toute demande présentée à la Commission de protection du territoire agricole du Québec, sur les droits à payer pour l'obtention de copies de documents déposés au greffe, de même que sur les catégories de personnes qui peuvent en être exemptées

Loi sur la protection du territoire agricole
(L.R.Q., c. P-41.1, a. 80)

1. Des droits au montant de 10 \$ sont payables au ministre des Finances par toute personne qui présente à la Commission de protection du territoire agricole une demande d'autorisation en vertu des articles 43 et 58 de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., c. P-41.1) ou une demande de permis ou de renouvellement de permis en vertu de la section V de la Loi pour tenir lieu de frais et dépens d'enquête et audition.

2. Des droits au montant de 5 \$ sont payables au ministre des Finances à l'occasion de toute représentation faite par une tierce personne intéressée en vertu des articles 44 et 60 de la Loi pour tenir lieu de frais et dépens d'enquête et audition.

3. Tous droits payés à la Commission en vertu du présent règlement ne sont pas remboursables et sont versés au fonds consolidé du revenu.

4. Toute personne peut obtenir une copie certifiée de tout document déposé au greffe de la Commission en payant le montant requis conformément au tarif suivant :

- a) copie de toute décision ou de tout avis de la Commission 0,50 \$ la page ;
- b) copie de toute décision ou décret du gouvernement 0,50 \$ la page ;
- c) copie de tout plan 2 \$ la page ;
- d) copie de toute description technique 0,50 \$ la page ;
- e) copie de tout autre document déposé au greffe 0,50 \$ la page.

5. Sont exemptés du paiement des droits et tarifs prévus au présent règlement le gouvernement, les ministères, les organismes publics, les communautés, les corporations municipales et de comté.

6. Les frais de sténographie, lorsqu'elle est autorisée par la Commission, sont à la charge de la partie qui la requiert. Une copie de la transaction pour la Commission est également à la charge de la partie qui l'a requise à titre de dépens. Les autres copies sont à la charge de la partie qui les requiert.



c. P-42, r.1

Règlement sur le Comité de surveillance des étalons

Loi sur la protection sanitaire des animaux
(L.R.Q., c. P-42, a. 21)

1. Le Comité de surveillance des étalons du Québec est composé de 5 personnes nommées par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

2. Les officiers sont : le président, le vice-président, élus chaque année, et le secrétaire du Comité.

3. Les avis de convocation des séances sont donnés par le secrétaire, sur l'ordre du président, au moins 8 jours d'avance, par lettre recommandée ou certifiée à chacun des membres.

4. En l'absence du président et du vice-président, le Comité nomme un président temporaire.

5. Trois membres du Comité, à toute séance, forment un quorum.

6. Le président ou son remplaçant n'a droit de vote que lorsque les voix sont également partagées.

7. Aucune modification aux règlements du Comité ne peut être adoptée si le projet de cette modification n'a pas été préalablement remis au secrétaire pour qu'il en transmette une copie aux membres, avec l'avis de convocation de la séance à laquelle cette modification doit être soumise pour discussion. Le Comité peut cependant suspendre l'application de cette règle du consentement unanime des membres présents.

8. Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut nommer le nombre d'inspecteurs compétents qu'il juge nécessaire pour visiter les étalons, sous la surveillance du Comité, et fixer leur rémunération.

9. Tout propriétaire ou possesseur d'étalon destiné à la reproduction doit en faire la déclaration au Comité avant le 1^{er} septembre de chaque année.

10. Aucun propriétaire ou possesseur d'étalon ne peut l'offrir ou l'employer pour la monte des juments appartenant à autrui avant de l'avoir présenté à l'inspection et

d'avoir obtenu un permis de monte signé par le président et le secrétaire du Comité.

11. Tout propriétaire ou possesseur d'étalon doit le présenter à l'inspection à l'heure, à la date et au lieu fixés par le Comité. Il est aussi tenu de remettre aux inspecteurs le permis de monte accordé à son étalon pour l'année écoulée et de fournir tous les renseignements exigés.

12. La visite de chaque étalon est faite par 1 ou 2 inspecteurs.

13. Tout étalon visité par les inspecteurs est classé par le Comité d'après la classification suivante :

a) Classe AA : Étalon de race pure, sain, bien conformé, ayant le poids voulu, bonnes allures, typique de sa race et éprouvé comme étant bon raceur.

b) Classe A : Étalon de race pure, sain, bien conformé, ayant le poids voulu, bonnes allures, typique de sa race mais non éprouvé comme bon raceur. Aucun étalon ne peut être classé A avant l'âge de 4 ans.

c) Classe B : Étalon de race pure, sain, mais ne pouvant être classé A, à cause de quelques légers défauts tels que manque d'action ou conformation un peu grossière.

d) Classe C : Étalon de race pure, n'entrant pas dans les classes ci-dessus, à cause d'un ensemble de légers défauts tels que manque de poids, mauvaises allures, conformation un peu grossière.

e) Croisé : Tout étalon croisé, accepté avant 1^{er} septembre 1939, aussi longtemps qu'il continuera de mériter un permis de monte. Il devra être d'une bonne conformation, d'un poids suffisant, posséder de bonnes allures, et être exempt de tares héréditaires.

f) Refusé : Tout étalon de mauvaise conformation ou porteur de tares héréditaires.

14. Un permis de monte peut être émis au nom de tout étalon classé dans une des classes mentionnées dans l'article 13. Ce permis de monte n'est valable que pour un an, c'est-à-dire du 1^{er} janvier au 31 décembre, et doit être renouvelé tous les ans. Tout permis de monte obtenu sous de fausses représentations sera révoqué.

15. Tout étalon doit être présenté à l'inspection chaque année, quel que soit son âge.

16. Le permis de monte est rédigé de la manière prévue à l'annexe 1.

17. Tout étalon de race pure et de race croisée, trouvé impropre à la reproduction est classé « refusé » et aucun permis de monte ne peut lui être accordé.

Tout permis de monte accordé à un étalon peut être révoqué par le Comité s'il est établi que cet étalon avait des défauts, tares ou vices héréditaires que les inspecteurs n'ont pu constater au moment de l'inspection.

18. L'inspection annuelle faite à la date et au lieu fixés par le Comité est gratuite. Toute autre demande d'inspection spéciale doit être faite au secrétaire du Comité et doit être accompagnée d'un honoraire de 5 \$ par cheval si telle demande est faite avant le 1^{er} mai. Après le 1^{er} mai, l'honoraire est de 10 \$.

19. Tout propriétaire ou possesseur d'étalon qui n'est pas satisfait de l'inspection peut en appeler au Comité en déposant entre les mains du secrétaire le montant de 25 \$ pour aider à couvrir les frais entraînés par une nouvelle inspection. Si la nouvelle classification est favorable au propriétaire, le montant lui est remis. Dans le cas contraire, il est confisqué par le Comité. Cette nouvelle inspection est finale.

Aucun protêt n'est considéré s'il n'est fait dans les 30 jours qui suivent l'avis officiel de classification.

20. Le propriétaire ou le possesseur d'un étalon importé d'une autre province ou d'un autre pays après la date de l'inspection annuelle doit en donner avis au secrétaire du Comité, afin que cet étalon soit visité par les inspecteurs et classé par le Comité avant de faire la monte au Québec. Un honoraire de 5 \$ par cheval doit accompagner cet avis.

21. L'acquéreur d'un étalon doit exiger du vendeur, lors de la vente, le permis de monte émis par le Comité de surveillance, lui faire signer le transfert inscrit au verso de ce permis, lequel doit être remis au Comité dans les 30 jours de la transaction, et un nouveau permis est alors émis au nom de l'acquéreur si le Comité le juge à propos.

22. Tout propriétaire ou possesseur d'étalon doit exhiber son permis, lorsqu'il est requis de le faire. Le permis de monte doit être reproduit exactement tel qu'émis et être placé en évidence dans toute annonce publiée dans les journaux, dans les affiches, circulaires, et autres média de publicité.

23. Les inspecteurs nommés par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation doivent faire rapport au Comité en se servant de la formule prévue à l'annexe 2.

24. Le secrétaire du Comité doit tenir un registre contenant le signalement, la classification de chaque étalon ainsi que le nom du propriétaire ou du possesseur, la date de l'inspection, les noms des inspecteurs, et tous les autres détails jugés nécessaires.

25. Le secrétaire du Comité est chargé de surveiller les procédures à prendre contre les propriétaires qui font faire la monte des juments appartenant à autrui par des étalons refusés ou qui n'ont pas été inspectés suivant les dispositions de la Loi.

ANNEXE 1

(a. 16)

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ÉTALONS

CLASSE:

Permis de monte no
de l'étalon

..... enregistré aux Annales nationales du Canada, Ottawa.

No Signalement

Né

Propriétaire

Adresse comté de

Le cheval ci-haut mentionné a été inspecté par le
..... 19.... et classé par le Comité de surveillance des étalons.

Ce permis expire le 31 décembre 19....

.....
Secrétaire

Lorsque le cheval mentionné sur un permis change de propriétaire, soit par vente ou échange, le transfert ci-dessous, imprimé au verso de chaque permis doit être rempli et signé par le propriétaire mentionné sur le permis et adressé au Comité de surveillance des étalons dans les 30 jours de la transaction.

Transfert

Je soussigné, certifie avoir vendu (on échangé) à

..... Adresse le 19,
l'étalon, Nom Numéro du permis

Daté à ce 19.....

.....
Signature du propriétaire.

Les permis de monte sont de couleur différente et portent une désignation spéciale :

Classe AA :	rose ;	privilegié.
Classe A :	jaune ;	très recommandé.
Classe B :	chamois ;	recommandé.
Classe C :	bleu ;	autorisé.
Croisé :	blanc ;	toléré.

ANNEXE 2

(a. 23)

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ÉTALONS

Rapport d'inspection

Nous inspecteurs du Comité de surveillance des étalons, certifi-
fions par les présentes, avoir examiné ce jour, l'étalon de race
..... no propriété de adresse
..... comté et trouvons la description comme suit :

Signalement

âge
sangles
poids
condition
hauteur
tour du canon
conformation
allures

Le cheval est-il affecté des tares ou difformité suivantes :

cataracte	ophtalmie périodique	jéméplégie du larynx
emphysème pulmonaire	chorée éparvin sec	éparvin
forme cornaire	forme en quartier	maladie naviculaire
vessignon articulaire	hydarthrose	conformation courbée du jarret
la conformation est-elle prédisposante ?	la conformation est-elle prédisposante ?	y a-t-il courbe ?
pieds faibles	pieds contractés	pieds difformes

Les testicules sont-ils normaux ?

L'étalon est-il affecté d'autres tares, de conformation faible ou défectueuse pouvant être transmise à la progéniture ?

Pourcentage de poulains engendrés

Grosueur et qualité de progéniture

La prime est-elle recommandée ?

Quel serait un prix raisonnable pour la saillie ?

Remarques

Daté à le 19

.....
Inspecteurs.

A.C. 761-19 du 27.05.19
A.C. 1983-21 du 13.10.21
A.C. 153-23 du 12.02.23
A.C. 510-25 du 16.04.25
A.C. 543-26 du 08.04.26
A.C. 64-28 du 28.01.28
A.C. 559-30 du 28.03.30
A.C. 2730-39 du 04.12.39



c. P-42, r.2

Règlement sur l'indemnisation des propriétaires d'animaux qui meurent de la rage

Loi sur la protection sanitaire des animaux
(L.R.Q., c. P-42)

1. Une indemnité est payée par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation à tout propriétaire d'un animal qui meurt de la rage.

2. Le montant de l'indemnité représente la valeur de l'animal, telle indemnité ne dépassant pas :

- a) 500 \$ pour un bovin ;
- b) 350 \$ pour un cheval ;
- c) 100 \$ pour un mouton ;
- d) 100 \$ pour un porc ; et
- e) 100 \$ pour une chèvre.

3. Aucune indemnité n'est payée à moins que le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation n'ait reçu un certificat en duplicata signé par un inspecteur vétérinaire nommé en vertu de la Loi sur les maladies et la protection des animaux (S.R.C., 1970, c. A-13) attestant que l'animal est mort de la rage et déterminant la valeur de l'animal.



c. P-42, r.3

Règlement sur l'insémination artificielle des bovins

Loi sur la protection sanitaire des animaux
(L.R.Q., c. P-42, a. 26)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

§1. *Objet et application*

1. Le présent règlement a pour but de réglementer, sous le régime de la Loi sur la protection sanitaire des animaux (L.R.Q., c. P-42), les opérations relatives à l'insémination artificielle des bovins.

Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est dans le présent règlement désigné par le mot « ministre ».

2. Sont soustraits à l'application de la section III de la Loi sur la protection sanitaire des animaux, les animaux des espèces chevaline, ovine et porcine.

3. Il est interdit de prélever, de détenir, de préparer, d'utiliser, d'acheter, d'échanger ou donner, de mettre en vente ou en dépôt, de vendre dans un lieu quelconque, de transporter, de faire transporter ou d'accepter pour une destination quelconque, dans les limites du Québec, pour l'insémination d'une femelle bovine, le sperme d'un bovin qui est impropre à l'insémination ou qui ne répond pas aux conditions de salubrité, de qualité, de prélèvement, de conditionnement et de marquage ou autres prévues ci-après.

§2. *Permis et rapports*

4. Nul ne peut exploiter un établissement où l'on fait la récolte, le conditionnement, la conservation et la livraison du sperme d'un animal d'espèce bovine, ou un établissement où l'on assure la mise en place du sperme d'un tel animal, à moins d'avoir obtenu du ministre un permis à ces fins.

5. Nul ne peut prélever du sperme sur un animal d'espèce bovine, le traiter ou en introduire au moyen d'un instrument dans les voies génitales d'une femelle bovine à moins d'avoir obtenu du ministre un permis à ces fins.

6. L'éleveur qui exploite un troupeau de bovins dans un territoire que ne dessert nul établissement pour la mise en place de la semence, peut inséminer, sans permis, ses propres animaux avec le sperme provenant d'un établissement de production ou prélevé sur un animal de son troupeau par un détenteur de permis.

7. La demande d'un permis d'établissement doit indiquer :

- a) le nom et l'adresse de l'exploitant ;
- b) le lieu de l'établissement et le nom sous lequel il est désigné ;
en outre, dans le cas d'une association ou d'une société :
 - c) le nombre de membres ou d'associés et le nom et l'adresse des officiers, directeurs ou sociétaires ;
dans le cas d'une corporation ou compagnie :
 - d) la date de sa formation, le capital-action, le capital souscrit, le nombre d'actionnaires, le nom et l'adresse des officiers, directeurs ou administrateurs ;
 - e) le montant des honoraires accompagnant la demande ou, s'il s'agit d'une demande de renouvellement, le numéro et la date du permis ;
en outre, s'il s'agit d'un établissement de production de semence :
 - f) le nom et l'adresse de toute personne préposée au prélèvement et au conditionnement de la semence ;
 - g) le nombre de reproducteurs utilisés, l'identité, l'âge et la race de chacun d'eux ainsi que le lieu où il est logé, s'il n'est pas présent à l'établissement ;
 - h) le mode de conditionnement et de conservation de la semence ainsi que la densité sous laquelle les unités de semence sont offertes et le prix des contenants ;
 - i) le nom et l'adresse des établissements de production lui fournissant de la semence, le cas échéant, et le lieu de production et de conditionnement de cette semence ;
s'il s'agit d'un établissement de mise en place de la semence :
 - j) le nom et l'adresse de tout inséminateur à son emploi ;
 - k) le territoire desservi par l'établissement ;

l) le nombre d'éleveurs et de troupeaux bovins sur le territoire desservi, et l'effectif des femelles susceptibles de bénéficier de l'insémination ;

m) le nom et l'adresse des éleveurs de bovins membres de l'association exploitant l'établissement et l'effectif de leurs troupeaux respectifs ;

n) le tarif des services de mise en place de la semence ;

o) le nom et l'adresse de l'établissement de production de semence avec lequel il s'est lié par contrat pour se procurer la semence.

Le requérant doit fournir avec la demande une description sommaire de l'établissement et du matériel utilisé ainsi qu'un plan à l'échelle de l'établissement, et, le cas échéant, une copie du contrat prévu au paragraphe o.

Le ministre peut exiger tout autre renseignement qu'il juge utile.

8. La demande d'un permis pour le prélèvement, le traitement de la semence ou les opérations d'insémination artificielle doit indiquer :

a) le nom, l'adresse et l'âge du requérant ;

b) le nom et l'adresse de l'exploitant qui a retenu les services du requérant, la nature et la durée de ces services et le lieu ou le territoire où ils seront rendus ;

c) les études et l'expérience du requérant ;

d) le montant des honoraires accompagnant la demande ou, s'il s'agit du renouvellement d'un permis, le numéro et la date du permis.

Une attestation d'emploi signée par l'employeur doit accompagner la demande, ainsi qu'un extrait des registres de l'état civil établissant l'âge du requérant.

Le ministre peut exiger tout autre renseignement qu'il juge utile.

9. Les honoraires suivants sont exigibles et payables au ministre, par chèque visé ou mandat-poste :

a) 100 \$ avec toute demande d'un permis d'établissement de production de semence ;

b) 10 \$ avec toute demande d'un permis d'établissement de mise en place de semence ;

c) 5 \$ avec toute demande d'un permis de prélèvement, de conditionnement ou d'insémination artificielle.

10. Tout détenteur d'un permis doit payer annuellement au ministre les honoraires suivants :

a) 50 \$ dans le cas d'un établissement de production de semence ;

b) 5 \$ dans le cas d'un établissement de mise en place de semence ;

c) 2 \$ dans le cas d'un préposé au prélèvement ou au conditionnement de la semence ou à l'insémination artificielle.

Ces honoraires sont acquittés à même les honoraires versés au ministre avec la demande de permis ou payés au ministre avec la demande de renouvellement de permis. Dans ce dernier cas, nul autre honoraire n'est versé au ministre.

11. Le permis peut être accordé, après paiement des honoraires exigibles, à l'exploitant au Québec d'un établissement de production ou de mise en place de semence bovine ou à toute personne se livrant aux opérations de prélèvement, de traitement ou de mise en place de semence bovine au Québec, qui, dans l'opinion du ministre, offre des garanties suffisantes pour assurer le respect de la Loi et du règlement.

12. Le permis est incessible. Il ne vaut que pour le titulaire, l'établissement, les opérations et le territoire visés.

13. Le détenteur d'un permis visant le prélèvement ou le traitement du sperme ou l'insémination artificielle doit exhiber sur demande le permis qu'il détient.

Tout autre détenteur de permis est tenu de l'afficher bien en vue dans un endroit de son établissement ouvert au public.

14. La demande de renouvellement d'un permis doit être faite avant le 1^{er} décembre.

15. Le ministre peut annuler le permis d'un détenteur qui ne remplit plus les conditions prévues dans la Loi ou le règlement ou le suspendre jusqu'à ce qu'il se soit conformé à ces conditions ou annuler le permis d'un détenteur qui, dans son opinion, n'offre plus les garanties suffisantes pour assurer le respect de la Loi et du règlement.

Il peut aussi, selon la nature et la gravité, le nombre et la fréquence des infractions, suspendre, pendant la période de temps qu'il détermine, ou annuler le permis d'un détenteur qui enfreint une disposition de la Loi ou du règlement.

16. Les détenteurs de permis doivent tenir des registres de leurs opérations. Ces registres sont ouverts à l'examen des inspecteurs. Ils sont conservés pendant 1 an au moins à dater de la dernière inscription qui y est portée.

17. Les registres d'un établissement de production de semence doivent indiquer :

a) pour chaque reproducteur présent à l'établissement ou mis en service :

- i. le nom et tout moyen d'identification ;
- ii. la date de naissance et la race ;
- iii. le lieu d'origine, le nom et l'adresse du vendeur ou propriétaire ;
- iv. le jour de son entrée et de sa mise en service ;
- v. les performances reconnues de ses ascendants, ses propres performances ou les résultats des épreuves d'aptitudes à l'amélioration du cheptel bovin auxquels il a été soumis ou tout renseignement utile à l'exécution d'un programme d'épreuves auquel il peut être soumis ;
- vi. le jour, la nature et le résultat des examens subis, le nom et l'adresse de l'examineur et, s'il y a lieu, la mention des diagnostics et traitements établis ;

b) pour chaque éjaculat récolté par l'établissement :

- i. l'identité du reproducteur et le nom et l'adresse de l'éleveur propriétaire de l'animal dans le cas prévu à l'article 6 ;
- ii. le lieu, le jour et l'heure de la récolte ;
- iii. le nom du préposé à la récolte ainsi qu'à chacune des opérations ou examens subis par le sperme, le jour et la nature de ces opérations ou examens, le résultat de ces examens ;
- iv. le volume de sperme récolté, rejeté ou conditionné ;
- v. le volume et le nombre d'unités de semence obtenues, leur concentration ou leur degré de dilution, leur mode de conservation ainsi que le jour de leur mise en chambre de conservation.

Les registres doivent aussi indiquer le taux de conception pour chaque reproducteur mis en service, chaque entrée de semence provenant d'un autre établissement et sa provenance, chaque sortie de semence, sa destination et le prix obtenu ou tout autre mode de disposition de la semence.

Un certificat émis par un médecin-vétérinaire du bon état de santé d'un reproducteur peut tenir lieu des renseignements requis au sous-paragraphe vi du paragraphe a du premier alinéa.

L'établissement doit posséder pour chaque reproducteur un certificat émis par un laboratoire approuvé par le ministre démontrant l'établissement de la formule sanguine du taureau et le certificat d'enregistrement de tout

reproducteur qu'il garde ou utilise et qui est enregistré aux livres généalogiques d'une association d'élevage ou d'un organisme reconnu.

18. Les registres d'un établissement de mise en place de la semence doivent indiquer chaque entrée de semence et sa provenance ainsi que chaque sortie et sa destination, le prix payé ou obtenu pour chaque unité de semence, l'identité et la race de l'animal pour lequel elle est utilisée, le nom et l'adresse du propriétaire de l'animal, le nom et l'adresse de l'inséminateur, le jour, l'heure et le lieu de l'insémination et, au cas de défaut de fécondation, le jour et l'heure de la reprise de l'insémination et les nom et adresse de l'inséminateur.

Lorsque l'établissement exécute un programme de contrôle des troupeaux de ses adhérents ou y participe, les registres doivent indiquer toutes les informations nécessaires ou utiles à la bonne exécution de ce programme.

19. Tout exploitant d'un établissement de production ou de mise en place de semence bovine doit fournir au ministre :

a) chaque année, au plus tard le 30 avril, un rapport sur ses opérations financières pour l'année se terminant le 31 décembre précédant et comportant un état des recettes et déboursés, des profits et pertes, ainsi que de l'actif et du passif de l'établissement ;

b) au plus tard le 15^e jour de chaque mois, un rapport des opérations de prélèvement, de conditionnement ou de mise en place de semence effectuées au cours du mois précédent et indiquant selon le cas :

i. l'effectif total des reproducteurs de l'établissement de production ou le nom des troupeaux bovins et leur effectif total dans le territoire desservi par un établissement de mise en place de semence ;

ii. le nom ou l'identité de chaque reproducteur mâle, son âge, sa race, l'endroit où il est hébergé, s'il est en service ou non ou soumis aux épreuves d'aptitudes ;

iii. pour chaque taureau dont le sperme a été récolté ou utilisé, au cours de la période du rapport, le nombre d'éjaculats prélevés, le volume de sperme obtenu, le résultat des examens ou analyses du sperme, le volume de sperme rejeté ou conditionné, le nombre de doses unitaires préparées, reçues ou utilisées, le nombre et la variété des contenants de semence fraîche ou congelée préparés, reçus, livrés ou utilisés ainsi que leur nature et contenance, le prix des contenants de semence, le nombre de vaches inséminées ou fécondées et le taux de fécondation.

20. Le ministre peut déterminer la forme des registres et des rapports et prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être rédigés.

Il peut exiger des détenteurs de permis tout autre rapport ou renseignement qu'il juge utile.

SECTION II PRODUCTION DE LA SEMENCE

§1. Organisation de l'établissement

21. Tout établissement de production de semence doit être situé dans un site suffisamment éloigné de toute cause de pollution ou de contamination et être muni d'un réseau d'évacuation de ses eaux résiduaires adéquat et en parfait état d'entretien et de fonctionnement.

Les terrains et enclos doivent être bien drainés et rester constamment en bon état de propreté et de salubrité. Ils ne doivent présenter aucun danger d'ordre sanitaire.

22. L'établissement ne doit avoir ni locaux communs, ni dépendances communes, ni communications directes avec une exploitation agricole.

23. L'établissement doit être assez spacieux pour faciliter les opérations. Il doit disposer de locaux et de moyens suffisants pour répondre aux fins de sa destination et permettre l'entretien d'hygiène, de confort, de commodité et de sécurité.

Il doit disposer, d'une manière distincte, de logements pour l'hébergement séparé des bovins en service et de chacun des autres groupes d'animaux, d'un emplacement réservé à l'isolement des animaux malades, susceptibles d'être contagieux ou nouvellement admis, de stalle pour la monte, de locaux ou enclos pour l'exercice des bêtes, de locaux administratifs comprenant au minimum un laboratoire pour le traitement et la conservation de la semence et d'un bureau propre au classement des archives et à la tenue des écritures.

24. L'établissement doit être bien éclairé, aéré et ventilé et avoir une abondante alimentation en eau potable et d'une excellente qualité bactériologique et chimique.

25. L'établissement doit être inaccessible et inhospitalier aux insectes, aux rats et autres rongeurs.

26. Le plancher et les murs doivent être constitués ou revêtus de matériaux résistants, imperméables et à surface unie.

Le plancher, le plafond, les murs et tout le matériel ou autre installation doivent être faciles à nettoyer et être tenus en parfait état d'entretien, de propreté et de salubrité.

27. L'organisation matérielle de l'établissement, l'aménagement et l'entretien sanitaire de ses locaux, machines, ustensiles et accessoires de même que le mode et les procédés d'exécution des opérations doivent répondre aux règles de l'art, de la sécurité et de l'hygiène, ainsi qu'à toute directive que le ministre peut juger à propos de donner dans le but de protéger ou d'améliorer la santé des bovins ou pour assurer le respect de la Loi et du règlement.

Les précautions utiles doivent être prises pour éviter l'introduction de maladies infectieuses par l'intermédiaire des visiteurs, du personnel, des véhicules ou autre matériel. L'entrée de personnes étrangères au service de l'établissement doit être limitée autant que possible.

§2. Personnel de l'établissement

28. Tout établissement de production de semence doit avoir à son emploi le personnel qualifié suffisant pour la bonne exécution de ses opérations, l'entretien et le maintien en bon état de son cheptel reproducteur.

29. Le personnel doit être suffisamment instruit et expérimenté pour bien remplir sa tâche et ne doit présenter aucun danger de contamination.

Il doit être astreint à la plus grande propreté vestimentaire et corporelle et à une stricte observance des règles de la méthode et de l'hygiène. Il doit avoir à sa disposition tout ce qui est nécessaire à cette fin.

30. Les opérations de prélèvement et de traitement de la semence doivent être faites par une personne autorisée en vertu d'un permis à cette fin.

31. Le ministre peut accorder un permis de prélever ou traiter le sperme d'un bovin dans un établissement de production de semence à toute personne âgée au moins de 18 ans, domiciliée au Québec, dont les services sont retenus par cet établissement et qui a obtenu un résultat favorable à l'examen d'aptitudes sur épreuves subi devant un jury désigné par le ministre.

32. Le ministre détermine la nature et le nombre d'épreuves à subir ainsi que les matières sur lesquelles elles doivent porter. Il fixe le degré de scolarité ou les connaissances équivalentes que doit démontrer posséder le candidat pour se présenter à l'examen. Il peut exiger préalablement à l'examen un stage théorique et pratique dans une institution ou un établissement qu'il désigne.

33. Toute personne exerçant régulièrement les fonctions de préposé au prélèvement et au traitement du sperme dans un établissement de production de semence, depuis au moins 1 an, le 3 octobre 1970, peut obtenir du ministre, pour une durée déterminée au permis, l'autorisation de continuer à exercer ces fonctions à cet établissement pourvu qu'elle se présente à l'examen prescrit pour l'obtention d'un permis avant l'expiration de ce permis temporaire. Sur résultat défavorable à l'examen, elle doit cesser toute opération de prélèvement ou de traitement de semence.

§3. Reproducteurs

34. Aucun reproducteur ne peut être admis dans un établissement de production de semence ou dans un lieu où l'on garde un reproducteur servant à la production de semence, ni ne peut être mis en service pour la production de semence, à l'établissement ou ailleurs, avant d'avoir été reconnu en parfait état de santé et indemne de toute maladie transmissible, notamment de tuberculose, de leptospirose, d'entérite paratuberculeuse, de brucellose, de vibriose, de trichomonose, de leucémie et de toute affection de l'appareil génital, ainsi que de vice ou tare le rendant impropre à l'insémination artificielle.

35. Avant sa mise en service, un reproducteur est soumis à l'analyse du sang en vue de déterminer les groupes sanguins auxquels il est rattaché, et son sperme doit avoir fait l'objet d'un contrôle biologique et bactériologique.

36. Le ministre détermine la nature, le nombre et le temps des examens auxquels doit être soumis chaque reproducteur avant et après sa mise en service pour en vérifier l'état de santé, les conditions d'hygiène dans lesquelles il est entretenu ainsi que son comportement sexuel.

Il peut accepter, pour tenir lieu de tout examen mentionné ci-dessus, les résultats des examens faits sous l'autorité du Ministère de l'Agriculture du Canada.

37. Nul bovin ne doit être utilisé pour la production de semence avant d'avoir atteint un développement sexuel suffisant. Il peut être alors utilisé avec régularité, en évitant aussi bien les excès du surmenage que le repos excessif; dans cette appréciation, il faut tenir compte de l'âge, des caractéristiques propres et du comportement sexuel du taureau, de son état de santé passé et actuel ainsi que des conditions de son entretien et de son alimentation.

38. Nul reproducteur ne peut être mis en service par un établissement de production de semence à moins qu'il n'ait été trouvé apte à l'amélioration génétique du cheptel bovin par des méthodes de sélection jugées suffisantes par le ministre ou mis en service pour fin des épreuves de sélection.

39. Les reproducteurs en service à l'établissement ou ailleurs doivent être isolés de tout autre groupe animal et ne peuvent être utilisés pour la saillie naturelle.

40. Les reproducteurs souffrant de maladie transmissible ou susceptibles d'être contagieux doivent être gardés dans l'emplacement réservé à cette fin.

Aucun de ces animaux ne doit servir à la production de semence tant qu'il ne satisfait pas aux conditions prescrites à l'article 34.

41. L'entretien et l'alimentation des reproducteurs doivent se faire selon les meilleures méthodes et principes reconnus en élevage et dans des conditions de propreté et d'hygiène irréprochables. Un exercice suffisant et convenable doit être assuré à chaque bovin.

§4. Récolte et conditionnement du sperme

42. La récolte, la préparation, la conservation, le conditionnement, la manutention et le transport de la semence doivent être effectués dans des conditions de propreté et d'hygiène irréprochables et de façon à assurer la pleine valeur hygiénique et la fécondité de la semence.

43. L'exploitant doit avoir dans son établissement de production de semence l'appareillage requis pour la récolte, l'analyse, le traitement, le conditionnement, la conservation, la distribution et le transport du sperme.

L'appareillage utilisé doit présenter pleine garantie tant au point de vue sanitaire qu'au point de vue technique. Il doit être maintenu propre et en parfait état et ne doit servir qu'à cet usage.

44. Toutes les opérations doivent être effectuées selon des méthodes éprouvées et reconnues en insémination artificielle des bovins et dans des conditions propres à éliminer toute possibilité de pollution, de contamination ou d'altération de la semence.

45. L'exploitant doit user de moyens adéquats pour contrôler la provenance, la qualité, l'intégrité et la température de la semence et des produits de dilution et des adjuvants, la température et le degré d'humidité des locaux, le fonctionnement des appareils et la bonne marche des opérations.

Ce contrôle doit s'exercer à la satisfaction du ministre et de façon à en faciliter la vérification par un inspecteur.

46. La récolte du sperme doit être faite dans un local spécialement aménagé et réservé à cet usage, suffisamment vaste et bien dégagé de tout objet pouvant effrayer ou risquer de blesser l'animal. Le plancher doit être de niveau et non glissant.

47. Sauf à titre expérimental et pour fins de recherche, est prohibée la récolte du sperme par une méthode qui n'est pas reconnue en insémination artificielle ou qui est susceptible de blesser ou d'affecter sérieusement l'état de santé d'un bovin ou de donner une semence polluée, contaminée ou altérée. Dans tous les cas, l'usage défectueux d'une méthode reconnue est prohibé.

48. Avant d'entreprendre la récolte, les mains de l'opérateur doivent être soigneusement lavées au savon et à l'eau chaude et ensuite rincées et séchées.

49. Tout l'équipement doit être soigneusement nettoyé, stérilisé et maintenu stérile jusqu'au moment de l'emploi.

50. Tout le matériel perdu doit être rejeté après usage.

51. L'appareil utilisé pour la récolte du sperme doit être propre, non souillé de produits chimiques, de bactéries ou de moisissures. Avant et après chaque utilisation, les éléments de l'appareil sont démontés, soigneusement lavés puis rincés, séchés, désinfectés et conservés à l'abri de toute contamination.

Les diverses pièces de l'appareil et des accessoires ne sont montées qu'immédiatement avant la saillie et dans le laboratoire de l'établissement. Lorsque la récolte a lieu ailleurs qu'à l'établissement, l'appareil, une fois monté et stérilisé, est transporté dans un contenant propre à maintenir sa stérilité jusqu'à l'usage.

52. Toute la verrerie utilisée pour recueillir et traiter le sperme doit être parfaitement sèche et tout contact d'eau et de sperme est proscrié.

53. Le plus tôt possible après sa récolte, l'éjaculat est l'objet d'un examen pour déterminer sa qualité et son volume.

Le ministre détermine l'objet et la nature de cet examen ainsi que le temps et la nature de tout autre examen dont le sperme peut être l'objet pendant les opérations auxquelles il est soumis.

54. Le sperme récolté en dehors de l'établissement pour le compte de celui-ci y est transporté sans délai, dans les conditions requises pour prévenir sa contamination ou la perte de son pouvoir et soumis aux examens susdits.

Il en est de même du sperme récolté à la ferme d'un éleveur, dans le cas de l'article 6, sur un animal du troupeau de cet éleveur, s'il n'est pas atteint de maladie transmissible ou susceptible d'être contagieux. Ce sperme doit être traité et conservé séparément de la semence appartenant à l'établissement et ne peut être livré que pour servir à l'insémination des animaux de cet éleveur.

55. Doit être rejeté tout éjaculat qui serait contaminé, qui proviendrait d'un animal contaminé, qui serait susceptible de transmettre des tares ou vices sérieux, ou dont le pouvoir fécondant serait insuffisant par suite d'une motilité insuffisante, d'un nombre trop faible de spermatozoïdes vivants ou d'un nombre trop élevé de spermatozoïdes morts ou anormaux, ou serait gravement réduit par les opérations de dilution, de conditionnement, de refroidissement ou de congélation.

56. Le sperme qui n'est pas rejeté est dilué sans retard et conditionné pour être conservé à l'état frais ou congelé.

57. Les opérations de dilution, de conditionnement et de refroidissement ou de congélation de la semence doivent être faites avec toutes les précautions nécessaires pour conserver à la semence son pouvoir fécondant et sa valeur hygiénique.

58. Le milieu de dilution ne doit pas être toxique aux spermatozoïdes ; il doit être isotonique avec le sperme et favorable au maintien de sa vitalité.

59. Peuvent être ajoutés au milieu de dilution, des sulfamides ou antibiotiques en taux suffisant pour inhiber le développement des bactéries pouvant se trouver dans la semence, ainsi que des colorants pour en faciliter l'identification.

60. Les produits utilisés doivent être chimiquement purs et solubilisés dans de l'eau distillée préparée à partir d'appareils en verre.

61. La semence doit être conditionnée en dose unitaire suffisante pour faire l'insémination d'un animal. Elle peut être conditionnée en doses multiples lorsque chaque dose peut être utilisée sans affecter la valeur hygiénique et le pouvoir fécondant des doses non utilisées.

62. Le contenant destiné à recevoir la semence doit être fait de matière inaltérable et non toxique. Il doit être propre, non souillé de produits chimiques ou de moisissures et stérilisé à sec avant usage. Il doit convenir en tout point au mode de conservation et assurer à la semence une protection efficace jusqu'à son utilisation par l'inséminateur.

63. Chaque contenant de semence doit indiquer en abréviation le nom de l'établissement ou son numéro de permis, le nom et l'identité du taureau, sa race, ainsi que le numéro et le jour de la récolte. L'indication de la race est omise sur le contenant lorsqu'elle est faite par la coloration appropriée de la semence ou du contenant ou par un symbole reconnu par le ministre.

64. Le stockage de la semence doit être fait avec le plus grand souci d'ordre afin de permettre de repérer immédiatement tout contenant recherché de semence.

65. Toute semence ou tout produit défectueux, altéré ou impropre à la dilution ou à l'insémination ou qui ne répond pas aux exigences de la Loi et du règlement doit être aussitôt éliminé.

Il en est de même de tout matériel, objet ou matériau défectueux, malpropre ou insalubre ou qui ne convient pas aux opérations ou dont l'emploi est interdit.

SECTION III

MISE EN PLACE DE LA SEMENCE

§1. Achat et distribution de semence

66. La semence utilisée dans l'insémination artificielle d'un bovin ne doit pas être contaminée ou provenir d'un animal atteint de maladie transmissible ou susceptible d'être contagieux ; elle doit être propre à l'insémination d'un bovin et avoir été récoltée et conditionnée conformément à la Loi et à ce règlement dans un établissement de production détenant un permis, ou, dans le cas de semence provenant de l'extérieur du Québec, dans des conditions jugées équivalentes par le ministre.

67. Sous réserve de l'article 6, un établissement de production ne peut livrer ou distribuer de semence destinée à l'insémination artificielle d'un bovin si ce n'est pas un établissement de mise en place de semence.

68. Un établissement de production peut cependant acquérir, par échange ou autrement, d'un établissement similaire toute semence récoltée et conditionnée conformément à la Loi et au règlement ou, s'il s'agit de semence de provenance extérieure, dans des conditions jugées équivalentes par le ministre.

La quantité de semence ainsi acquise ne doit pas dépasser 25% de la quantité de semence produite dans l'établissement même et livrée aux établissements de mise en place au Québec.

69. La semence provenant d'un taureau mis à l'épreuve en vue de déterminer son aptitude à améliorer le cheptel

bovin ne doit servir qu'à l'insémination des femelles bovines en nombre suffisant à la conduite de l'épreuve.

Elle ne doit pas être distribuée à d'autres fins tant que le résultat de l'épreuve n'a pas été favorable au taureau. En cas de résultat défavorable, la semence conservée de ce taureau doit être détruite sans délai et mention en est faite aux registres.

Le ministre peut cependant autoriser l'usage de la semence d'un taureau mis à l'épreuve sur ses descendants, lorsque les performances reconnues des ascendants de ce taureau correspondent aux normes acceptées de la méthode de sélection sur les ascendants.

70. Avant de livrer ou distribuer un lot de semence, l'exploitant de l'établissement doit en soumettre un échantillon à l'analyse.

Il doit s'assurer que la semence livrée sera maintenue pendant son transport à la température de conservation et protégée de toute source de pollution ou de contamination ainsi que des chocs anormaux.

§2. Établissement de mise en place de la semence

71. Une association formée en vertu de la Loi sur les sociétés agricoles et laitières (L.R.Q., c. S-23) en vue de l'amélioration des animaux peut obtenir du ministre un permis pour la mise en place de la semence dans la zone qui lui est attribuée.

72. L'association qui désire obtenir un permis pour l'exploitation d'un établissement de mise en place de la semence ou qui détient un tel permis doit :

a) disposer d'un local et des appareils nécessaires à la conservation de la semence, au classement des archives et à la tenue des écritures ;

b) avoir à son service un nombre suffisant d'inséminateurs détenteurs d'un permis et reconnus par les associations d'éleveurs pour desservir économiquement et efficacement les éleveurs de la zone ;

c) fournir aux inséminateurs et leur renouveler tout le matériel nécessaire pour les opérations d'insémination et la conservation de la semence ;

d) lorsque le ministre l'exige, exécuter un programme de contrôle des géniteurs et de leurs descendants, ou participer à un tel programme.

73. Un établissement de mise en place de la semence doit se procurer la semence requise pour l'insémination des femelles bovines de la zone qu'il dessert d'un seul établissement de production au Québec avec lequel il doit se lier par contrat et tant que ce contrat est en vigueur, il ne

peut fournir à ses inséminateurs que la semence provenant de cet établissement de production.

74. Lorsqu'un établissement de mise en place de la semence cesse d'être lié à un établissement de production de semence pour se procurer la semence, il doit immédiatement se lier à un autre établissement de production au Québec par un contrat dont une copie doit être transmise sans délai au ministre ; sur réception de la copie du contrat, le ministre fait inscrire au permis de cet établissement le nom et l'adresse du nouvel établissement de production aux lieu et place de l'ancien.

75. L'association est tenue d'accepter comme usagers les éleveurs non-adhérents de sa zone mais elle peut, pour ses services, leur imposer des conditions différentes de celles imposées à ses membres.

§3. Insémination artificielle

76. Le ministre peut accorder un permis de procéder à l'insémination artificielle des femelles bovines dans une zone déterminée à toute personne âgée au moins de 18 ans, résidant dans la zone à desservir, autorisée par les associations d'éleveurs d'animaux de race ou leur représentant à procéder à l'insémination des bovins de race, dont les services sont retenus par un établissement de mise en place de la semence et qui a obtenu un résultat favorable à l'examen d'aptitudes sur épreuves subies devant un jury désigné par le ministre.

77. Le ministre détermine la nature et le nombre d'épreuves à subir ainsi que les matières sur lesquelles elles doivent porter. Il fixe le degré de scolarité ou les connaissances équivalentes que doit démontrer posséder le candidat pour se présenter à l'examen. Il peut exiger préalablement à l'examen un stage théorique et pratique dans une institution ou un établissement qu'il désigne.

78. Toute personne exerçant régulièrement les fonctions d'inséminateur dans un territoire déterminé pour le compte d'un cercle ou d'une association d'éleveurs, depuis au moins 1 an, le 3 octobre 1970, peut obtenir du ministre pour une durée déterminée au permis, l'autorisation de continuer à exercer ces fonctions dans ce territoire, pourvu qu'elle se présente à l'examen prescrit pour l'obtention d'un permis avant l'expiration de ce permis temporaire. Sur résultat défavorable à l'examen, elle doit cesser toute opération d'insémination.

79. L'inséminateur ne peut procéder à la mise en place de la semence en dehors du territoire assigné à l'établissement mentionné au permis et ne peut être simultanément à l'emploi de plusieurs établissements.

80. Dans le cas où un inséminateur est incapable par suite d'absence, de maladie, de suspension ou d'annulation de permis, d'exercer ses fonctions pendant plusieurs semaines, le ministre peut autoriser un inséminateur d'une autre zone ou une personne compétente à agir à sa place jusqu'à ce que l'inséminateur puisse reprendre ses fonctions ou soit définitivement remplacé.

81. La mise en place de la semence dans le tractus génital d'une femelle bovine doit être exécutée à une époque assez rapprochée de l'ovulation en tenant compte du moment de cette dernière, de la durée de survivance des spermatozoïdes dans le tractus génital et de la durée de leur capacité fertilisante.

82. L'inséminateur est astreint à la plus grande propreté vestimentaire et corporelle et à une stricte observance des règles de la méthode et de l'hygiène. Il doit avoir à sa disposition tout ce qui est nécessaire à cette fin.

Avant d'entreprendre l'insémination, les mains de l'inséminateur doivent être soigneusement lavées au savon et à l'eau chaude et ensuite rincées et séchées.

83. L'orifice vulvaire de l'animal à inséminer est soigneusement nettoyé au moyen d'un papier aseptique en évitant l'emploi de tout désinfectant.

84. L'instrumentation venant en contact avec le tractus génital de l'animal à inséminer doit être parfaitement propre et stérile. Il ne doit servir qu'à un animal et ne peut être réemployé sans avoir été lavé soigneusement, rincé à l'eau distillée, séché et stérilisé.

Toute pièce ou instrument qui ne doit servir qu'une fois doit être jeté après usage.

85. L'inséminateur ne peut utiliser d'autre semence que celle qui lui est fournie par l'établissement de mise en place mentionné à son permis. Dans le cas où cette semence provient d'un taureau soumis à une épreuve d'aptitude, il ne doit l'utiliser que pour l'insémination des femelles bovines choisies pour la tenue de ces épreuves, sous réserve du troisième alinéa de l'article 69.

Il ne doit pas utiliser la semence s'il se rend compte que le contenant a été avarié et que la semence a pu être altérée ou est devenue impropre à l'insémination.

86. Il doit effectuer la séparation, la dilution ou la décongélation de la semence ou sa mise en appareil dans des conditions propres à éliminer toute possibilité de pollution, de contamination ou d'altération de la semence.

87. Il doit exécuter rigoureusement la technique choisie pour la mise en place de la semence et déposer celle-ci à

l'endroit approprié dans le tractus génital de l'animal. En y introduisant l'instrument ou en le retirant, il doit éviter de blesser quelque partie de l'animal.

88. Après chaque insémination et séance tenante, l'inséminateur doit rédiger un bulletin d'insémination. Ce bulletin est signée par l'inséminateur, doit porter un numéro de série propre à l'identifier et mentionne :

- a) le jour et le lieu de l'insémination ;
- b) le nom et l'adresse de l'éleveur et de l'inséminateur et le numéro du permis de ce dernier ;
- c) la race, le nom et le numéro d'enregistrement ou d'identification de l'animal inséminé et du taureau qui a fourni la semence ;
- d) le nom et l'adresse des établissements de production et de mise en place de semence intéressés ou le code ou symbole les identifiant ;
- e) les indications et marques figurant sur le contenant de semence utilisée ;
- f) le montant des honoraires perçus ;
- g) s'il s'agit d'une reprise, le jour de l'insémination précédente, le numéro de série du bulletin de cette insémination ainsi que le nom de l'inséminateur et les nom, numéro d'enregistrement ou d'identification et code du taureau et de l'établissement ayant fourni la semence utilisée ;
- h) tout autre renseignement qui peut être jugé utile par le ministre.

89. Ce bulletin est rédigé en quatre exemplaires, dont un exemplaire est remis à l'éleveur, un exemplaire est transmis sans retard à chacun des établissements de production et de mise en place de la semence intéressés et le quatrième est conservé par l'inséminateur.

SECTION IV INSPECTION ET RÉPRESSION

90. Les infractions à la section III de la Loi sur la protection sanitaire des animaux ou au présent règlement sont recherchées et constatées conformément à la présente section.

Ces dispositions ne font pas obstacle à ce que la preuve de ces infractions puisse être établie par toute voie de droit.

91. Est qualifié pour procéder aux recherches, faire des prélèvements et, s'il y a lieu, effectuer des saisies ou confiscations tout inspecteur autorisé par le ministre.

92. Le prélèvement, la conservation et l'analyse des échantillons se font selon les méthodes éprouvées et reconnues agréées par le ministre.

Le ministre désigne les laboratoires autorisés à procéder aux analyses et en détermine le ressort et les attributions.

93. L'inspecteur a le droit d'interroger toute personne qu'il croit en mesure de l'éclairer dans ses recherches.

La personne interrogée doit répondre honnêtement et au meilleur de sa connaissance et intelligence à cet interrogatoire et représenter à l'inspecteur, à sa réquisition, les documents et livres dont elle est détentrice et qui concernent une opération soumise à l'application de la Loi et du règlement.

Les réponses et les éléments d'information recueillis, s'il est jugé utile, sont rapportés dans un procès-verbal rédigé à cette fin et qui comporte les mentions prévues à l'article 101.

94. L'inspecteur témoin d'une infraction en dresse immédiatement procès-verbal où il consigne, avec les mentions prévues à l'article 101, les circonstances propres à établir l'infraction.

95. Le prélèvement d'échantillons peut, en toute circonstance, être opéré d'office.

Il est obligatoire dans tous les cas où le produit paraît falsifié, non conforme à la Loi ou au règlement ou impropre à l'insémination artificielle. Le produit est alors placé sous saisie jusqu'à ce qu'un tribunal compétent en ait prononcé la confiscation.

96. L'inspecteur appose un bulletin numéroté et daté sur tout lot d'un produit saisi. Ce bulletin doit porter la mention « Saisi en vertu de la Loi sur la protection sanitaire des animaux » et la signature de l'inspecteur. Ce dernier transporte en lieu sûr le produit saisi.

97. L'inspecteur détruit sans délai le produit dont la confiscation a été prononcée par le tribunal compétent.

98. Les opérations relatives à la saisie ou confiscation sont relatées au procès-verbal.

99. Nul ne peut vendre ou offrir en vente, livrer ou utiliser de la semence saisie ou confisquée ni enlever ou permettre d'enlever ce produit, son contenant ou le bulletin de saisie sans une autorisation d'un inspecteur ou du ministre.

100. Mainlevée de la saisie peut être donnée par écrit par tout inspecteur convaincu que l'intéressé s'est, depuis la saisie, conformé à la Loi.

Telle mainlevée doit être datée et signée par l'inspecteur et porter les indications suivantes : numéro et date de la saisie, dénomination du produit et nom de l'intéressé.

101. Tout prélèvement d'échantillon donne lieu, séance tenante, à la rédaction d'un procès-verbal. Le procès-verbal doit porter les mentions suivantes :

- a) les nom, qualité et résidence de l'inspecteur ;
- b) la date, l'heure et le lieu où le prélèvement a été effectué ;
- c) les nom, profession, domicile ou résidence de la personne chez laquelle le prélèvement d'échantillon a été opéré ; si le prélèvement a lieu en cours de route, les nom et domicile des personnes figurant sur la lettre de voiture ou le connaissance comme expéditeur ou destinataire ;
- d) la signature de l'inspecteur.

Le procès-verbal doit, en outre, contenir un exposé succinct des circonstances dans lesquelles le prélèvement a été effectué, relater les marques et inscriptions figurant sur les contenants de semence, l'importance du lot de semence échantillonné, ainsi que toute indication jugée utile pour établir l'authenticité des échantillons prélevés et l'identité de la semence.

Le propriétaire ou le détenteur de la marchandise, son représentant ou, le cas échéant, le représentant de l'entreprise de transport, peut, en outre, faire insérer au procès-verbal toute déclaration qu'il juge utile. Il est invité à signer le procès-verbal. En cas de refus, mention en est faite par l'inspecteur.

102. Tout procès-verbal est rédigé en triple expédition. Le premier exemplaire est envoyé par l'inspecteur dans les 24 heures au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Un exemplaire est laissé au propriétaire ou détenteur du produit ou, le cas échéant, au représentant de l'entreprise de transport. Un exemplaire est conservé par l'inspecteur.

103. Tout échantillon prélevé est mis sous scellés et envoyé ou transporté immédiatement au laboratoire. L'inspecteur doit prendre les mesures appropriées pour assurer la conservation de l'échantillon pendant le transport. Mention de cet envoi est faite au procès-verbal.

Les scellés sont appliqués sur une étiquette numérotée et qui porte l'identification de la semence, la date du prélèvement d'échantillon, les nom et adresse du propriétaire ou détenteur de la semence, ou, en cas de prélèvement en

cours de route, ceux de l'expéditeur et du destinataire, ainsi que la signature de l'auteur du procès-verbal.

Un récépissé, détaché d'un livre à souche, est remis au propriétaire ou détenteur de la semence qui en fait la demande.

En cas de prélèvement en cours de route, le représentant de l'entreprise de transport reçoit, pour sa décharge, un récépissé indiquant la nature et la quantité des échantillons prélevés.

104. Le laboratoire doit, dans les 8 jours de la réception de l'échantillon ou dans le délai additionnel requis pour parfaire l'analyse, adresser au ministère un rapport où sont relatées et justifiées les opérations et constatations faites et consignés les résultats de l'analyse. Le ministère en avise l'intéressé.



c. P-42, r.4

Règlement sur la vente aux enchères d'animaux vivants

Loi sur la protection sanitaire des animaux
(L.R.Q., c. P-42, a. 45)

SECTION I DÉFINITIONS

1. Dans ce règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient :

- a) « Loi » : la Loi sur la protection sanitaire des animaux (L.R.Q., c. P-42) ;
- b) « ministre » : le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ;
- c) « exploitant » : tout détenteur d'un permis exploitant un établissement visé au paragraphe c de l'article 30 de la Loi.

SECTION II PERMIS ET GARANTIE

§1. Permis

2. Demande de permis : Toute personne tenue de se munir d'un permis aux termes de l'article 31 de la Loi doit en faire la demande par écrit au ministre, dans les 90 jours de l'entrée en vigueur du présent règlement, sur la formule reproduite à l'annexe 1 et accompagner sa demande des pièces et renseignements qui y sont requis.

3. Plans et devis : La demande de permis doit être accompagnée du plan de l'établissement ainsi que du devis indiquant :

- a) l'emplacement ;
- b) les dimensions et aménagements des aires de l'établissement ;
- c) la nature des matériaux utilisés ;
- d) la dimension et situation des portes, fenêtres et escaliers ;
- e) la description des systèmes d'électricité, de ventilation, d'alimentation en eau et d'évacuation des eaux usées ; et

f) la ou les espèces d'animaux qui seront offerts en vente.

4. Attestations de légalité : Le requérant doit joindre à la demande de permis les attestations émises par l'autorité compétente à l'effet que l'emplacement, la conception, la construction et l'aménagement de tout établissement répondent aux exigences de toute législation ou réglementation en vigueur relatives à la sécurité et à la salubrité dans les édifices publics, les établissements industriels et commerciaux, aux plans d'urbanisme ou d'aménagement du territoire, ainsi qu'à l'environnement, à la protection du milieu et à toutes les autres exigences prévues par une loi ou un règlement.

5. Renouvellement de permis : Le ministre doit, aux mêmes conditions, sur réception d'une demande de renouvellement de permis régulièrement présentée de la part d'un détenteur de permis selon la formule reproduite à l'annexe 2, renouveler le permis en autant que le requérant continue de satisfaire aux exigences de la Loi et du règlement et qu'il indique, le cas échéant, tout changement intervenu relativement aux renseignements et documents fournis en application des articles 2 à 4.

6. Demande de renouvellement du permis : La demande de renouvellement du permis doit être faite et parvenir au ministre au moins 60 jours avant la date d'expiration du permis.

7. Remise du permis : Tout exploitant doit, au cas d'annulation ou de non-renouvellement du permis, le remettre au ministre.

8. Contenu du permis : Le permis doit être rédigé conformément à la formule reproduite à l'annexe 3.

9. Cessation ou suspension des opérations : Tout exploitant doit, sans délai, informer le ministre qu'il a cessé ses opérations ou les a suspendues pour la période qu'il indique. S'il reprend ses opérations alors que son permis est encore en vigueur, il doit également informer le ministre sans délai.

10. Exclusion : L'exploitant ne peut détenir, ni avoir un intérêt dans un permis prescrit à l'article 9 de la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., c. P-29).

11. Prohibition d'un nouveau permis : Toute personne dont le permis a été annulé ne peut présenter une demande de permis avant qu'il ne se soit écoulé un délai de 12 mois depuis cette annulation.

12. Changement – modification : Chaque fois qu'il survient un changement ou une modification concernant l'un des renseignements prévus à la formule reproduite à l'annexe 1 et à l'article 3, l'exploitant doit informer le ministre au plus tard dans les 15 jours.

13. États financiers de l'exploitant : L'exploitant doit fournir annuellement au ministre, dans les 4 mois de la fin de son exercice financier, 2 copies de son état financier certifiées par un comptable agréé, incluant le bilan, le compte d'opérations de cet exercice financier et le rapport du vérificateur des comptes de l'entreprise.

14. Droits : Des droits de 50 \$ sont payables lors de toute demande de permis ou de renouvellement de permis.

§2. Garantie

15. Garantie : L'exploitant ne peut faire affaires avant d'avoir déposé entre les mains du ministre une garantie du paiement en capital, intérêts et frais des sommes dues par lui à tout propriétaire d'un animal mis en vente dans son établissement.

Cette garantie doit être d'un montant de 15 000 \$ dans le cas d'un chiffre d'affaires hebdomadaire inférieur à 75 000 \$ et de 30 000 \$ dans le cas d'un chiffre d'affaires hebdomadaire de 75 000 \$ et plus.

16. Forme de la garantie : La garantie doit être fournie et déposée sous l'une ou l'autre des formes suivantes :

- a) en espèces ;
- b) par chèque visé ou mandat-poste à l'ordre du ministre des Finances ;
- c) en obligations du Québec ou en bons et obligations du Canada ;
- d) en bons d'une compagnie d'assurance ou de fidéi-commis ;
- e) par lettre de crédit bancaire ; ou
- f) par une police de garantie émise par une compagnie autorisée à se porter caution judiciaire en vertu de la Loi sur les compagnies de garantie (L.R.Q., c. C-43).

17. Garde de la garantie : Toute garantie reçue par le ministre doit sans délai être transmise au ministre des Finances qui la garde en fidéi-commis pour la durée du per-

mis et toute période additionnelle de 90 jours suivant l'annulation ou le non-renouvellement du permis.

18. Durée de la police de garantie : Toute police de garantie doit être maintenue en vigueur pour la période prévue à l'article 17.

SECTION III LIEUX ET ORGANISATION DES ÉTABLISSEMENTS

§1. Normes de construction et d'équipement

19. Aménagement : L'établissement doit avoir un éclairage d'au moins 50 pieds – bougies, une ventilation effectuant au moins 4 changements d'air à l'heure et une alimentation en eau potable.

Il doit être nettoyé et désinfecté avant et après chaque opération de vente aux enchères.

Les compartiments et tous les accessoires avec lesquels les animaux pourront prendre contact doivent être aménagés pour prévenir les chutes et les blessures.

20. Locaux obligatoires : L'établissement doit comprendre les locaux suivants :

- a) une aire de réception ;
- b) un enclos d'examen et de retenue ;
- c) un enclos d'attente avant la vente ;
- d) une aire de vente ;
- e) un enclos de séjour avant l'expédition ;
- f) une aire d'expédition ;
- g) une aire d'entreposage séparée pour la litière et les aliments nécessaires dans les cas de séjour prolongé des animaux ;
- h) une aire d'entreposage pour la litière usée ;
- i) un bureau d'inspecteur exclusivement réservé à l'inspecteur ; et
- j) des lavabos et cabinets d'aisance, distincts pour les 2 sexes pour le personnel et le public.

21. Restriction à l'admission du public : Le public n'est pas admis dans les enclos d'animaux ou dans les endroits de manipulation des animaux. Des affiches à ces fins doivent être disposées à la vue du public.

22. Aménagement de l'aire de réception : L'aire de réception doit répondre aux conditions suivantes :

a) elle est munie d'un quai en béton d'une hauteur minimale de 2 pieds de nature à faciliter les opérations de déchargement et pouvant s'adapter à tous les genres de véhicules ;

b) la surface du plancher doit être antidérapante et disposée en pente pour permettre l'évacuation des eaux de lavage ;

c) le quai utilisé pour l'arrivée et la sortie des animaux doit être couvert ; et

d) elle doit permettre l'examen sommaire des animaux à l'arrivée.

23. Aménagement de l'enclos d'examen et de retenue : L'enclos d'examen et de retenue est réservé à l'examen et à la retenue de tout animal qui, à son entrée, semble malade ou qui est blessé. Il doit répondre aux mêmes exigences de construction que les autres enclos.

24. Aménagement de l'enclos d'attente avant la vente : L'enclos d'attente avant la vente doit permettre de séparer les diverses espèces animales et répondre aux exigences suivantes :

a) le plancher doit être en béton et disposé en pente de manière à permettre l'évacuation des eaux de lavage vers un orifice d'évacuation ; et

b) les murs et les cloisons doivent être exempts d'aspérité.

25. Aménagement de l'aire de vente : L'aire de vente doit comprendre une balance, une arène de vente et des gradins pour le public.

26. Aménagement de l'enclos de séjour avant l'expédition : L'enclos de séjour avant l'expédition doit répondre aux normes de construction de l'enclos d'attente avant la vente et être en plus muni d'abreuvoirs et de mangeoires.

27. Aménagement de l'aire d'expédition : L'aire d'expédition doit être aménagée comme l'aire de réception de façon à permettre les opérations de chargement et de manipulation des animaux.

28. Équipement obligatoire : L'établissement doit comporter l'équipement suivant :

a) un boyau d'arrosage pouvant assurer un débit d'au moins 1 pouce d'eau et assez long pour atteindre tous les endroits à l'intérieur de l'établissement ;

b) les appareils pour le lavage, nettoyage et désinfection de l'établissement et des véhicules ;

c) des sorties de secours, des extincteurs chimiques de même qu'un éclairage indiquant les sorties d'urgence ;

d) un système de chauffage et de ventilation ; et

e) une balance pour la pesée des animaux.

29. Balance : La balance doit répondre aux exigences suivantes :

a) elle doit être placée dans l'aire de vente à la vue du public ;

b) elle doit avoir une capacité minimale de 2 000 livres avec lecture automatique et imprimante pour le poids, numéro consécutif, date et mesure ainsi qu'un tableau indicateur de poids avec chiffres minimaux de 9 pouces ; lorsque la balance est vide, le tableau indicateur doit indiquer le chiffre 0 ;

c) tout billet de pesée doit être rempli en quadruplata sur la formule reproduite à l'annexe 4 ;

d) elle doit être équipée d'une plate-forme d'une largeur minimale de 4 pieds et d'une longueur minimale de 7 pieds sur laquelle est installé un enclos ;

e) elle doit comporter un détecteur de mouvement pour empêcher la machine imprimante de fonctionner avant que l'indicateur soit complètement arrêté ;

f) elle doit être dotée de 2 stabilisateurs hydrauliques pour minimiser l'oscillation ;

g) elle doit être dotée de stabilisateurs à la base de la balance pour rendre la plate-forme stable ;

h) elle ne doit comporter aucun fléau ou autre accessoire extérieur découvert ;

i) l'unité de pesanteur doit être automatique ;

j) la graduation ne doit pas dépasser 2 livres pour une capacité de 2 000 livres et ne dépassant pas 5 livres pour une capacité supérieure ; et

k) elle doit être convertible au système métrique.

§2. Normes d'opérations/Registres et rapports

30. Assurances : L'exploitant doit assurer et tenir assuré contre l'incendie tout animal gardé dans son établissement pour en couvrir totalement la perte.

Lors de la demande ou du renouvellement du permis, il doit déposer entre les mains du ministre une attestation de l'assurance prescrite au premier alinéa.

31. Heures ouvrables : L'exploitant doit fournir au ministre une cédule indiquant les heures d'ouverture et de réception des animaux à son établissement. Lorsque cette cé-

dule est modifiée, l'exploitant doit en aviser le ministre sans délai. Elle doit être affichée dans l'établissement.

32. Mémoire de réception : À la réception d'animaux, l'exploitant doit remplir un mémoire de réception indiquant les date et heure d'arrivée, nom du propriétaire, quantité et catégorie d'animaux et le ou les numéros d'identification des animaux. Ce mémoire doit être conforme à la formule reproduite à l'annexe 5.

33. Billet de pesée : L'exploitant doit conserver une copie de tous les billets de pesée indiquant le poids, la date, l'heure et le numéro de vente, la catégorie de l'animal, ainsi que le prix de vente. Une copie est remise au ministre au plus tard dans les 7 jours suivant la transaction.

34. Registre des consignations : L'exploitant doit tenir un registre des consignations indiquant la date, le nom de l'expéditeur, les catégories d'animaux, le montant brut de la vente, les déductions admises de transport, commission, frais de vente, de même que le montant net de la remise et le numéro de chèque. Ce registre doit être conforme à la formule reproduite à l'annexe 6.

35. Registre des ventes : L'exploitant doit tenir un registre des ventes comportant les numéros des factures, les montants perçus, ainsi que la ou les dates d'acquittement des factures. Ce registre doit être conforme à la formule reproduite à l'annexe 7.

36. Registre de contrôle : L'exploitant doit tenir un registre de contrôle des opérations permettant la réconciliation des comptes de vente et consignation.

37. Liste des chèques non-encaissés : L'exploitant doit tenir une liste mensuelle comportant les numéros ainsi que les montants des chèques émis pour la vente des animaux et non présentés pour encaissement.

38. Conservation des documents : L'exploitant doit conserver les registres et mémoires de réception pendant une période d'au moins 2 ans.

39. Présence d'un inspecteur : Les opérations de réception des animaux à un établissement ainsi que la vente aux enchères doivent être effectuées uniquement en présence d'un inspecteur qui doit faire une surveillance constante.

40. Animaux dont la vente est prohibée : Nul ne peut vendre dans un établissement un animal incurable ou atteint d'une maladie contagieuse et déclaré tel par un inspecteur médecin-vétérinaire advenant l'entrée de cet animal dans l'établissement.

Cet animal est alors placé sous saisie par cet inspecteur et dirigé vers un abattoir où main-levée est accordée selon les résultats de l'examen *ante mortem* ou *post mortem*.

Si cet animal ne peut être abattu dans un abattoir, il doit être abattu par son propriétaire et dirigé vers un atelier d'équarrissage où main-levée est accordée.

41. Animal soupçonné d'être malade : Tout animal qui, lors d'un examen visuel par un inspecteur à sa réception à un établissement, est soupçonné d'être malade ou qui est blessé doit être dirigé dans l'enclos d'examen et de retenue pour être examiné par un inspecteur médecin-vétérinaire avant la vente aux enchères.

Advenant que l'animal soit trouvé malade par l'inspecteur médecin-vétérinaire, sans qu'il ne s'agisse d'un état visé à l'article 40, il doit être placé sous saisie par cet inspecteur, vendu comme tel et, après la vente, dirigé vers l'abattoir où main-levée est accordée selon les résultats de l'examen *ante mortem* ou *post mortem*.

42. Registre des animaux malades : Un registre doit être tenu pour les animaux visés à l'article 41 donnant le nom du propriétaire de l'animal, le nom de l'acheteur, l'endroit où il sera abattu ainsi que le numéro d'identification.

43. Destination des animaux vendus : Tout animal ayant fait l'objet d'une vente aux enchères ne peut être amené ou reçu dans un établissement pour faire l'objet d'une nouvelle vente aux enchères.

44. Restriction d'achat : L'exploitant de l'établissement, le commissaire-priseur ou toute personne représentant ou agissant directement ou indirectement pour le compte ou le bénéfice de l'un d'eux, ne peut enchérir, ni se porter acquéreur lors d'une vente aux enchères qui y est tenue.

45. Paiement : L'acheteur doit payer son achat dans un délai n'excédant pas 60 heures du moment de l'achat.

46. Tableau des commissions : L'exploitant doit placer à la vue du public un tableau des taux de commission par catégorie et en transmettre une copie au ministre. Toute modification à ces taux doit être transmise au ministre avant d'entrer en vigueur.

§3. Compte spécial en fidéicomis

47. Ouverture d'un compte spécial en fidéicomis : L'exploitant doit déposer dans un compte spécial en fidéicomis dans une banque à charte ou autre institution au-

torisée par la loi à recevoir des dépôts, tous les fonds provenant d'une vente aux enchères.

48. Retrait : L'exploitant doit retirer du compte spécial en fidéicomis toute somme d'argent représentant :

- a) les frais de sa commission ;
- b) les avances qu'il a consenties au vendeur ;
- c) les frais de transport de tout animal ;
- d) tous autres frais convenus avec le vendeur ; et
- e) le montant revenant au vendeur par suite du prix obtenu de la vente aux enchères déduction faite des montants mentionnés aux paragraphes a, b, c et d.

Tout retrait doit être uniquement fait par chèque.

49. Entrées : L'exploitant doit inscrire dans un livre de comptabilité toutes les sommes qu'il dépose dans ce compte spécial en fidéicomis et les sommes qu'il en retire.

50. Comptabilité en fidéicomis : La comptabilité en fidéicomis doit être tenue à jour régulièrement et l'exploitant doit concilier au dernier jour de chaque mois tel livre de comptabilité et ses états des dépôts et retraits bancaires.

51. Chèques : Les chèques tirés dans ce compte de dépôt devront contenir le nom de l'exploitant ainsi que les mots « Compte de fidéicomis ».

52. Renseignements : L'exploitant est tenu, relativement à ce compte spécial en fidéicomis, d'exhiber toutes les pièces nécessaires et de fournir les explications et renseignements requis par toute personne autorisée par le ministre à agir à titre d'inspecteur.

SECTION IV

INSPECTION ET RÉPRESSION

53. Procès-verbal d'infraction, d'information et de prélèvement : L'inspecteur, témoin d'une infraction, recueillant une information ou opérant un prélèvement, en dresse immédiatement procès-verbal où il consigne les circonstances propres à établir l'infraction, décrire l'information ou relater le prélèvement.

54. Saisie ou confiscation : Toute saisie ou confiscation de tout animal qui ne satisfait pas aux exigences de la Loi et du règlement de même que des matières et objets ayant servi à commettre l'infraction doit être constatée par un procès-verbal.

55. Procédure de saisie ou confiscation : Lors de la saisie ou de la confiscation d'un animal, l'inspecteur fixe à l'oreille de cet animal une plaque métallique portant la mention « saisi » ou « confisqué », suivant le cas et cette opération est relatée au procès-verbal.

56. Mainlevée : Mainlevée de la saisie est donnée par écrit par tout inspecteur lorsque le contrevenant s'est conformé à la Loi.

57. Procès-verbal : Tout procès-verbal prescrit aux articles 53, 54 et 55 doit être rédigé conformément à la formule reproduite à l'annexe 8.

58. Triple exemplaire : Tout procès-verbal est rédigé en triple exemplaire.

Le premier exemplaire est envoyé par l'inspecteur dans les 24 heures au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Un exemplaire est laissé au propriétaire ou détenteur de l'animal ou de l'objet.

ANNEXE 1

(a. 2)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES
ET DE L'ALIMENTATIONLOI SUR LA PROTECTION SANITAIRE DES ANIMAUX
(L.R.Q., c. P-42)

SECTION IV

VENTE AUX ENCHÈRES D'ANIMAUX VIVANTS

DEMANDE DE PERMIS

A- Renseignements sur l'exploitant

1- Nom de l'exploitant
(individu, société ou corporation)

2- Adresse de l'exploitant

Téléphone

Pour une corporation, indiquer l'adresse de son siège social; lorsque le siège social est situé à l'extérieur du Québec, indiquer la principale place d'affaires au Québec. Pour une société, indiquer l'adresse de sa principale place d'affaires au Québec.

3- Adresse postale

Code postal.

4- Groupe juridique

a) Personne physique faisant affaires seule sous son nom ☐

b) Personne physique faisant affaires seule sous une raison sociale enregistrée
(nom et adresse de la personne) ☐

c) Personnes physiques faisant affaires ensemble sous une raison sociale enregistrée
(responsabilité des associés non limitée) Noms et adresses des associés ☐

d) Société à capital-actions ou à capital social (compagnie (responsabilité limitée), corporation, coopérative, etc.) Noms et adresses des principaux officiers ☐

Président.

Secrétaire-trésorier.

N.B.: Dans le cas des paragraphes b, c, ou d, joindre aux présentes le certificat du notaire de la Cour supérieure du district judiciaire où l'exploitant fait affaires attestant qu'il s'est conformé à la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés (L.R.Q., c. D-1). Dans le cas du paragraphe d, joindre également une copie de la charte ou des lettres patentes.

5- L'inspection

L'exploitant a-t-il déjà été condamné pour une infraction à la présente Loi ou à l'un de ses règlements ? Oui Non

☐ ☐6- Le permis de l'exploitant a-t-il déjà été suspendu ou annulé? Non ☐

Si oui, expliquez.

.....

B- Renseignements opérationnels sur l'exploitant

Espèce d'animaux qui seront mis en vente dans l'établissement

BOVINS ☐ CHEVALINS ☐ PORCINS ☐ OVINS ☐**C- Documents spéciaux à fournir**

1- trois exemplaires des plans et devis de l'établissement et des modifications projetées.

2- une copie conforme de l'autorisation de la municipalité concernée.

3- une copie conforme de l'attestation du ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu relative au Règlement sur les établissements industriels et commerciaux (R.R.Q., c. S-2.1, r.9).

4- une copie conforme du certificat du ministère de l'Environnement du Québec approuvant le site et les conditions d'alimentation en eau potable de l'établissement et la disposition des eaux usées provenant de son atelier.

5- garantie prévue aux articles 15 et 16 du règlement.

6- consentement écrit de l'exploitant autorisant la banque ou institution dépositaire des comptes en fidéicommis requis par le présent règlement à en permettre l'inspection par le ministre ou ses inspecteurs ou à en donner une copie certifiée véritable de tout ou partie des opérations.

7- preuve d'assurance contre la perte par incendie des animaux se trouvant dans l'établissement.

Fait à

(signature du requérant)

le

(qualité du signataire)

Pour le paiement des droits de 50\$

ANNEXE 2

(a. 5)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES
ET DE L'ALIMENTATIONLOI SUR LA PROTECTION SANITAIRE DES ANIMAUX
(L.R.Q., c. P-42)

SECTION IV

VENTE AUX ENCHÈRES D'ANIMAUX VIVANTS

DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DE PERMIS

Par la présente, je soussigné,
(en lettres moulées)

fais la demande au nom de l'exploitant (individu, société ou corporation):
(en lettres moulées)

.....
(en lettres moulées)

de renouveler le permis d'exploitation de vente à l'enchère d'animaux vivants délivré à l'exploitant précité pour les
espèces animales suivantes:

Bovins	<input type="checkbox"/>	Numéro du permis:
Chevalins	<input type="checkbox"/>	Numéro du permis:
Porcins	<input type="checkbox"/>	Numéro du permis:
Ovins	<input type="checkbox"/>	Numéro du permis:

CHANGEMENTS depuis ma dernière demande:

.....
.....

Fait à
(signature de l'exploitant)

le
(qualité du signataire)

Cette formule dûment complétée et signée doit être expédiée en double au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation,
Hôtel du Gouvernement, Québec.

ANNEXE 3

(a. 8)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES
ET DE L'ALIMENTATIONLOI SUR LA PROTECTION SANITAIRE DES ANIMAUX
(L.R.Q., c. P-42)

SECTION IV

VENTE AUX ENCHÈRES D'ANIMAUX VIVANTS

Permis exploitant No:

Nom de l'exploitant:

Espèces autorisées:

Lieux des opérations:

- Ce présent permis autorise la personne qui le détient à exploiter son commerce suivant la Loi sur la protection sanitaire des animaux (L.R.Q., c. P-42).
- La demande de renouvellement doit parvenir au ministre 60 jours avant l'expiration du présent permis.
- Ce permis est personnel et ne peut en conséquence être transféré à une autre personne.
- À la suite d'une infraction ou d'une inobservance des conditions de délivrance, ce permis peut être suspendu, annulé ou non renouvelé.
- Dans le cas d'une annulation, un délai de 12 mois est requis avant qu'un nouveau permis soit délivré.
- Dans l'un ou l'autre des cas, le détenteur sera entendu avant que le ministre ne se prononce à son sujet.
- Ce permis doit être affiché dans l'établissement à un endroit où il peut être facilement vu du public.

— Ce permis prend effet le :

— Ce permis expire le:

Québec, le

Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries
et de l'Alimentation

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES
ET DE L'ALIMENTATION
LOI SUR LA PROTECTION SANITAIRE DES ANIMAUX
(L.R.Q., c. P-42)
SECTION IV
VENTE AUX ENCHÈRES D'ANIMAUX VIVANTS

Vendeur										NOM DE L'ÉTABLISSEMENT
Acheteur										
Poids		No. vente		Date		Heure		Identification		
Chevaux	Bouvillons	Taureaux	Vaches	Taures	Veaux	Prix		Montant		
Moutons	Porcs	Porcelets	Truies	Mâles	Divers					

$$(a. 32)$$

MÉMOIRE DE RÉCEPTION

DATE:19.....

FOLIO NO:.....

[illegible]

Usage du bureau: Chevaux Bouvillons Taureaux Vaches Veaux
Moutons Porcs Porcelets Truies Verrats

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES
ET DE L'ALIMENTATION
LOI SUR LA PROTECTION SANITAIRE DES ANIMAUX
(L.R.Q., c. P-42)
SECTION IV

VENTES AUX ENCHÈRES D'ANIMAUX VIVANTS

REGISTRE DES CONSIGNATIONS

Établissement..... Nom

Adresse.....

Date	Expéditeur	Chevaux	Bouvillons	Taureaux	Vaches	Veaux	Moutons	Porcs	Porcelets	Truies	Mâles	Divers

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES
ET DE L'ALIMENTATION
LOI SUR LA PROTECTION SANITAIRE DES ANIMAUX
(L.R.Q., c. P-42)

SECTION IV
VENTE AUX ENCHÈRES D'ANIMAUX VIVANTS
REGISTRE DES CONSIGNATIONS

Ventes	Transport	Commission	Avance	Divers	Net	Chèque	No. cheque

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES
ET DE L'ALIMENTATION
LOI SUR LA PROTECTION SANITAIRE DES ANIMAUX
(L.R.Q., c. P-42)

SECTION IV

VENTE AUX ENCHÈRES D'ANIMAUX VIVANTS

REGISTRE DES VENTES

Date	Facture No.	No. de l'acheteur	Montant	Date de paiement

ANNEXE 8

(a. 57)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES
ET DE L'ALIMENTATION

LOI SUR LA PROTECTION SANITAIRE DES ANIMAUX
(L.R.Q., c. P-42)

SECTION IV

VENTE AUX ENCHÈRES D'ANIMAUX VIVANTS

PROCÈS-VERBAL D'INSPECTION

☐ CONSTATATION
☐ PRÉLÈVEMENT

☐ SAISIE NO:
☐ CONFISCATION

Je, soussigné, résidant à

..... agissant en ma
(lettres moulées)
qualité d'inspecteur en vertu de la Loi ci-dessus mentionnée, déclare ce qui suit :

1- Le à h.
(jour, mois, année)

☐ a.m.

, à
(endroit, route ou chemin)

☐ p.m.

J'ai procédé à l'inspection de
(quantité, espèces animales)

Propriété de
(nom du propriétaire des animaux)

qui se trouvaient dans
(désignation du local ou véhicule, No du permis

.....
ou enregistrement)

appartenant à
(nom, occupation et adresse du propriétaire du local ou véhicule)

et sous la responsabilité de
(nom et adresse)

2- J'ai examiné ces animaux et j'ai fait les observations suivantes:

3- D'après la lettre de voiture ☐
 la déclaration du détenteur ☐ ces animaux étaient
 les registres du détenteur ☐ expédiés par

.....
 (nom et adresse)

et destinés à
 (nom et adresse)

4- Étant donné que
 (constatation, motif de la saisie ou de la confiscation)

.....
 (geste posé par l'inspecteur)

.....
 (prélèvement d'échantillons, s'il y a lieu)

.....
 (déclaration reçue ou autres observations)

Des faits ci-haut relatés, j'ai dressé, à toutes fins que de droit, le présent procès-verbal que
 (détenteur ou représentant)

..... à

.....
 (accepté ou refusé)

de signer avec moi, après

lecture faite, pour être transmis au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Un exemplaire de cet acte a été délivré, séance tenante, à	
.....	
Fait en triple expédition à	
(endroit)	
ce	
(jour, mois, année)	
.....
Signature du détenteur ou représentant	Signature de la personne autorisée
.....

Annexe(s) incluse(s) ☐



c. P-43, r.1

Règlement sur la provocation artificielle de la pluie

Loi sur la provocation artificielle de la pluie
(L.R.Q., c. P-43, a. 11)

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

a) « *certificat* » : le certificat d'habilitation prévu aux articles 2, 4 et 5 de la Loi sur la provocation artificielle de la pluie (L.R.Q., c. P-43) ;

b) « *autorisation* » : l'autorisation spéciale du ministre prévue à l'article 7 de la Loi sur la provocation artificielle de la pluie ;

c) « *ministre* » : le ministre de l'Environnement.

SECTION I CERTIFICAT

2. Le certificat d'habilitation n'est accordé qu'à un météorologue diplômé ayant obtenu d'une université reconnue un diplôme en sciences appliquées, mention météorologue, au niveau de la maîtrise ou du doctorat, ou à une société ou corporation ayant au moins un météorologue diplômé à son emploi. Une attestation d'études de l'université où il a obtenu son diplôme ou une attestation de météorologue conseil de l'*American Meteorological Society* doit être annexée à la demande de certificat.

3. Toute demande de certificat doit être présentée sur la formule prescrite à l'annexe A.

4. Tout certificat est daté du jour de son émission et valide pour une période de 12 mois.

5. Celui qui détient un certificat et désire le garder en vigueur doit en demander le renouvellement au ministre pas plus tard que 30 jours avant la date d'expiration du certificat.

6. Le coût d'un certificat est de 50 \$ pour la première année. Le coût de renouvellement d'un certificat est de 25 \$ par année.

7. Sous réserve de l'article 13 de la Loi, tout certificat peut être révoqué :

a) si l'organisme ou la compagnie détenteur d'un certificat est privé des services de météorologue diplômé pendant une période dépassant 2 mois ;

b) si le certificat a été obtenu par suite de fraude ou de fausses représentations ;

c) si l'organisme ou la compagnie détenteur d'un certificat néglige de soumettre au ministre, dans les délais prévus, ses rapports d'opération ou d'évaluation des résultats.

SECTION II AUTORISATION

8. Une demande d'autorisation n'est accordée par le ministre qu'au détenteur d'un certificat en vigueur.

9. Toute demande d'autorisation doit être présentée sur la formule prescrite à l'annexe B.

10. La demande d'autorisation doit contenir :

a) les raisons pour lesquelles le requérant veut entreprendre des opérations de provocation de la pluie ;

b) l'identification à l'aide d'une carte, à l'échelle d'au moins 1:500 000, de la zone visée par les opérations (zone-cible) ;

c) la période et la durée de l'opération pour laquelle l'autorisation est demandée ;

d) la description des moyens qui seront utilisés pour provoquer artificiellement de la pluie, des instruments, de leur principe d'opération, de leur localisation ;

e) une déclaration du nombre d'instruments dont l'usage est requis.

11. Sous réserve de l'article 10 de la Loi, celui qui demande une autorisation doit prouver, à la satisfaction du ministre, qu'il a publié dans les journaux les avis requis par l'article 8 de la Loi.

12. Celui qui demande une autorisation doit prouver, à la satisfaction du ministre, qu'il est détenteur d'une police d'assurance-responsabilité civile d'au moins 500 000 \$.

13. Le détenteur d'un certificat qui a obtenu une autorisation de provoquer artificiellement de la pluie doit soumettre au ministre un rapport trimestriel d'opération, décrivant :

a) les équipements utilisés ;

b) les superficies effectivement visées par le système de provocation de la pluie ;

c) les dates et le nombre d'heures pendant lesquelles le système a effectivement fonctionné.

Si l'opération dure moins de 3 mois, le détenteur d'un certificat qui a obtenu une autorisation de provoquer artificiellement de la pluie, doit soumettre son rapport dans le mois qui suit la fin de l'opération.

14. Le détenteur d'un certificat qui a obtenu une autorisation de provoquer artificiellement de la pluie doit soumettre au ministre, avant le 31 mars de chaque année, un rapport d'évaluation quantitative des résultats des opérations de l'année précédente en suivant la méthode d'évaluation précisée dans l'autorisation.

15. Lorsque le détenteur d'un certificat est une corporation ou société anonyme, les rapports d'opération et d'évaluation doivent être signés par un météorologue à l'emploi de cette même société ou corporation.

ANNEXE A

(a. 3)

DEMANDE D'UN CERTIFICAT D'HABILITATION

Nom

Adresse Téléphone.

Si société ou corporation, nom

Nom du secrétaire

Nom du président

Adresse du siège social

Description des qualifications du personnel météorologique.

Pièces justificatives jointes : Diplôme universitaire ou attestation de l'AMS.

Énumération des travaux antérieurs en météorologie.

Description des travaux antérieurs en modification du temps :

a) réalisés au Québec :

b) réalisés ailleurs :

Quelles méthodes ont été utilisées :

Instruments au sol ?

Instruments aéroportés ?

Matériel possédé :

a) instruments :

i. type ;

ii. nombre ;

iii. marque de fabrique ;

iv. endroit d'entreposage ;

b) principe d'opération :

Coût du certificat initial : 50 \$ inclus.

Signature.

Adresser la demande de certificat au :

Ministère de l'Environnement
Gouvernement du Québec
Québec.

ANNEXE B

(a. 9)

DEMANDE D'UNE AUTORISATION D'OPÉRER

Nom

Adresse Téléphone.

Si société ou corporation, nom

Nom du secrétaire

Nom du président

Adresse du siège social

But de l'opération :

Délimitation de la zone-cible sur carte 1:500 000, mode d'opération, nombre d'instruments, leur principe d'opération, leur localisation.

Période et durée de l'opération :

Nom du responsable qualifié (météorologue diplômé) de l'opération.

Pièces justificatives attestant que les avis requis par l'article 8 de la Loi ont été publiés ou mémoire explicatif dans le cas contraire.

Attestation d'assurance-responsabilité civile d'au moins 500 000 \$.

Pièces justificatives jointes :

Nous nous engageons à fournir au service de météorologie du ministère de l'Environnement un rapport trimestriel d'opération et un rapport annuel d'évaluation des résultats de notre programme de provocation de la pluie basé sur la méthode statistique préconisée par le ministre.

Nous assurons le ministre de l'Environnement de notre entière collaboration de manière à faciliter au personnel du service de météorologie l'inspection en tout temps, de

l'instrumentation que nous utilisons aux fins de provocation de la pluie, et la vérification des procédures que nous suivons dans l'exécution du programme d'opération.

Signature.

Adresser la demande d'autorisation au :

Ministère de l'Environnement,
Gouvernement du Québec
Québec.



c. Q-1, r.1

Règlement sur la désignation d'officiers municipaux à la vérification des licences d'entrepreneur de construction

Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction
(L.R.Q., c. Q-1, a. 19)

1. Les officiers municipaux, habilités à délivrer des permis de construction dans une municipalité ou habilités à vérifier si les travaux de construction effectués dans la municipalité sont conformes aux règlements municipaux, ont le pouvoir d'exiger les renseignements prévus aux articles 2 et 3 aux fins de vérifier si l'entrepreneur et le constructeur-propriétaire assujettis à la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., c. Q-1) sont détenteurs d'une licence délivrée par la Régie des entreprises de construction du Québec.

2. Les officiers municipaux désignés à l'article 1 doivent, lors d'une demande de permis de construire, recueillir les renseignements suivants et en faire rapport à la Régie :

- a) le nom et l'adresse du requérant ;
- b) la date prévue pour le début des travaux ;
- c) le nom de la ou des personnes qui vont exécuter ou faire exécuter ces travaux, ainsi que le numéro de leur licence d'entrepreneur de construction ;
- d) le numéro de la licence du requérant agissant à titre de constructeur-propriétaire.

3. Les officiers municipaux désignés à l'article 1 doivent, lors de l'inspection pour les fins d'une réglementation municipale relative aux travaux de construction effectués dans la municipalité, recueillir les renseignements qui n'ont pu être fournis par le requérant du permis de construire conformément à l'article 2 ainsi que tout fait nouveau pertinent survenu depuis la délivrance du permis de construire et en faire rapport à la Régie.

4. Une copie de tout rapport fait en vertu du présent règlement doit être communiquée sans délai à la Régie.



c. Q-1, r.2

Règlement de la Régie des entreprises de construction du Québec

Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction
(L.R.Q., c. Q-1, a. 58)

SECTION I DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « entrepreneur général » : un entrepreneur dont l'activité principale consiste à organiser et coordonner, en tout ou en partie, des travaux de construction requérant habituellement plus d'une spécialité ; il traite principalement par marché et directement avec le client ;

b) « entrepreneur spécialisé » : un entrepreneur dont l'activité principale consiste à exécuter et faire exécuter des travaux de construction requérant des connaissances particulières dans une ou plusieurs spécialités ; il traite principalement avec l'entrepreneur général ou directement avec le client ;

c) « entrepreneur-artisan » : une personne physique faisant affaires seule, sans l'aide de salarié, qui exécute elle-même des travaux de construction, sans donner de contrat, dans la ou les sous-catégories telles que définies à l'annexe B ;

d) « Loi » : la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., c. Q-1) ;

e) « travaux » : les travaux de construction au sens du paragraphe a de l'article 1 de cette Loi.

SECTION II LICENCE D'ENTREPRENEUR DE CONSTRUCTION

2. Il y a 3 catégories de licence d'entrepreneur de construction :

- a) celle d'entrepreneur général ;
- b) celle d'entrepreneur spécialisé ;
- c) celle d'entrepreneur-artisan.

3. À l'intérieur de la catégorie d'entrepreneur général, de la catégorie d'entrepreneur spécialisé et de la catégorie d'entrepreneur-artisan, existent plusieurs sous-catégories.

4. L'annexe A indique les sous-catégories de la catégorie d'entrepreneur général. Ces sous-catégories sont regroupées en 4 secteurs, à savoir :

- a) le secteur de la construction résidentielle, identifié comme le secteur A ;
- b) le secteur de la construction commerciale et publique, identifié comme le secteur B ;
- c) le secteur de la construction industrielle, identifié comme le secteur C ;
- d) le secteur de la voirie et des travaux de génie civil, identifié comme le secteur D.

5. L'annexe B indique les sous-catégories de la catégorie d'entrepreneur spécialisé et de la catégorie d'entrepreneur-artisan.

6. Lorsqu'un requérant ne désire pas se qualifier pour l'ensemble des travaux de construction compris dans une sous-catégorie, et qu'il démontre une qualification pertinente, la Régie délivre une licence qui restreint son champ d'activités à ces seuls travaux.

7. La licence d'entrepreneur de construction qui établit la qualification de son titulaire dans la catégorie d'entrepreneur général autorise ce dernier à exécuter les travaux de construction compris dans son contrat d'entreprise générale. Toutefois, lorsque l'objet et l'étendue des travaux correspondent d'une façon substantielle et restrictive à une sous-catégorie de la catégorie d'entrepreneur spécialisé, l'entrepreneur doit se qualifier dans cette sous-catégorie afin qu'elle apparaisse sur sa licence, à moins que cet entrepreneur ne fasse exécuter les travaux par un entrepreneur spécialisé ou un entrepreneur-artisan.

8. La délivrance d'une licence temporaire, telle que définie aux articles 35 et 48 de la Loi, est soumise aux mêmes exigences que celles qui sont imposées pour la délivrance d'une licence d'entrepreneur.

9. La licence temporaire est valide pour une période d'au plus 1 an.

10. L'entrepreneur qui cesse totalement son activité ou qui fait faillite, est tenu de retourner sa licence à la Régie.

SECTION III

FORME ET TENUEUR DE LA DEMANDE ET DU RENOUELEMENT DE LA LICENCE D'ENTREPRENEUR DE CONSTRUCTION

11. La personne qui demande la délivrance d'une licence ou son renouvellement doit fournir à la Régie tous les renseignements et documents que celle-ci lui demande :

a) son nom, son domicile, la date et le lieu de sa naissance, son numéro d'assurance sociale et son numéro de téléphone ;

b) dans le cas d'une société ou corporation, le nom, le domicile, la date et le lieu de naissance, le numéro d'assurance sociale et le numéro de téléphone de toute personne habilitante, sociétaire et administrateur ;

c) une déclaration de la ou des personnes habilitantes à l'effet qu'elles désirent habilitier la société ou corporation requérante, laquelle atteste également de la véracité des renseignements fournis à son sujet ;

d) le nom, le siège social et le numéro de téléphone de l'entreprise ;

e) la description des travaux pour lesquels elle désire agir à titre d'entrepreneur ;

f) une preuve de sa solvabilité, de celle des membres dans le cas d'une société, telle qu'exigée aux articles 48 et 49 ;

g) le nom et le domicile de chacune des personnes qui détiennent 20% ou plus des actions ayant droit de vote de la corporation ;

h) les renseignements relatifs aux infractions prévues aux sous-paragraphes iv, v et vi du paragraphe b de l'article 43 de la Loi ;

i) les renseignements relatifs à la faillite ou à la participation à une faillite des personnes visées aux paragraphes d, e, f de l'article 31 de la Loi ou e et f de l'article 33 de la Loi ;

j) les renseignements concernant la structure juridique de la société ou de la corporation, copie des lettres patentes, du certificat d'incorporation ou de l'acte constitutif, de l'enregistrement de la raison sociale et du contrat de société, le cas échéant ;

k) le certificat de qualification, les attestations d'études, le cas échéant et tout renseignement relatif à l'expérience en construction ;

l) les références sur son expérience pertinente ;

m) la copie du dernier rapport annuel expédié au ministère des Institutions financières et Coopératives, le cas échéant.

12. Aucune demande de licence n'est censée avoir été reçue à moins qu'elle ne contienne tous les renseignements et documents demandés et ne soit accompagnée des droits fixés par règlement. Le cas échéant, la Régie accuse réception, par écrit, de toute demande.

SECTION IV

FORME ET TENUEUR DE LA LICENCE D'ENTREPRENEUR DE CONSTRUCTION

13. La licence délivrée par la Régie mentionne le nom de l'entrepreneur qui détient la licence. Lorsque l'entrepreneur fait affaires sous forme de société ou de corporation, la licence contient également le nom de la ou des personnes qui habilitent cette société ou cette corporation à détenir la licence.

14. La licence comporte les dates d'entrée en vigueur et d'expiration.

15. La licence spécifie la ou les catégories et sous-catégories de travaux de construction à l'intérieur desquelles l'entrepreneur est autorisé à agir à ce titre.

16. Lorsque la Régie limite le champ d'activités d'un entrepreneur à certains travaux parmi ceux qui sont compris dans une sous-catégorie, la licence spécifie cette restriction.

17. Les licences sont signées par le président ou le vice-président de la Régie et par le secrétaire. Un fac-similé lithographié de ces signatures ou un fac-similé par cachet approuvé par la Régie sont également valides.

18. Les licences sont numérotées suivant la méthode adoptée par décision administrative de la Régie.

19. La Régie demeure toujours propriétaire des licences qu'elle délivre. La Régie, ou le tribunal en appel, peuvent en tout temps enlever la licence à son détenteur pour une cause mentionnée à la Loi. Dans ces cas, la licence doit être retournée à la Régie.

20. L'entrepreneur doit afficher sa licence dans un endroit bien en vue dans la pièce principale de son siège social ou de son principal établissement.

SECTION V

DROITS EXIGIBLES POUR L'OBTENTION ET LE RENOUELEMENT DE LA LICENCE D'ENTREPRENEUR DE CONSTRUCTION

21. Les droits exigibles pour toute licence d'entrepreneur délivrée ou renouvelée par la Régie sont établis à 240 \$.

22. Lorsque la Régie délivre ou renouvelle une licence pour moins d'une année, les droits sont calculés au prorata du nombre de mois à courir par rapport à 12 mois. Une fraction de mois compte pour un mois entier.

23. Le requérant doit verser à la Régie le montant des droits exigibles au moment de la demande de licence ou de son renouvellement.

24. Si la Régie, ou le tribunal en appel, n'accorde pas la licence demandée, la Régie rembourse au requérant le montant des droits versés au moment de la demande de licence, sauf s'il s'agit d'un refus de renouvellement. Dans ce dernier cas, la Régie retient la somme de 50 \$ à même les droits déposés.

25. En cas de suspension, d'annulation ou d'abandon de la licence, les droits versés demeurent acquis à la Régie.

26. Le requérant doit également verser un montant de 50 \$ à la Régie pour les frais d'enquête dans les cas qui suivent :

- a) lorsqu'il demande la délivrance d'une première licence ;
- b) lorsque la Régie, ou le tribunal en appel, refuse le renouvellement de sa licence ;
- c) lorsqu'il demande une modification à sa licence durant la période de validité de cette dernière.

27. Lorsque le titulaire d'une licence modifie son statut juridique durant la période de validité de cette dernière, il n'est pas tenu, pour cette période, de verser à la Régie les droits normalement exigibles lors d'une nouvelle demande de licence, sauf en ce qui concerne les frais d'enquête.

28. Les frais d'enquête doivent être payés à la Régie, au moment de la demande relative à la délivrance ou à la modification de la licence. Dans le cas visé par le paragraphe b de l'article 26, la Régie retient les frais à même le montant déposé au titre des droits.

29. La Régie ne rembourse pas les frais d'enquête au requérant lorsqu'elle refuse une licence ou une modification à la licence durant la période de validité de cette dernière

telle que prévue au paragraphe c de l'article 26 et à l'article 27 ou en cas de retrait de la demande de licence ou de son renouvellement.

SECTION VI

VÉRIFICATION DES CONNAISSANCES TECHNIQUES

30. La personne physique qui désire obtenir une licence d'entrepreneur ou habiliter à cet effet une société ou corporation doit se soumettre aux examens de contrôle de ses connaissances techniques, lesquels tiennent compte de la catégorie d'entrepreneur à laquelle ils s'adressent.

31. Les examens de contrôle des connaissances techniques portent sur les sujets suivants :

- a) organisation, coordination, contrôle et exécution des travaux ;
- b) lecture et connaissance des plans ; préparation des plans lorsque cette préparation relève de la compétence de l'entrepreneur ;
- c) évaluation, estimation et ventilation des coûts de construction ;
- d) connaissance des normes et techniques de constructions dans la ou les sous-catégories de travaux à l'intérieur desquelles le candidat désire se qualifier.

32. 1) Afin d'être éligible aux examens, le candidat doit satisfaire à certaines conditions d'admissibilité énumérées à l'un ou l'autre des sousparagraphe *a*, *b*, *c* ou *d* suivants :

- a) détenir un diplôme universitaire reconnu en architecture ou en ingénierie dans une spécialité connexe à celle qu'entend exercer l'entreprise qu'il désire qualifier ;
- b) i. détenir un diplôme d'études collégiales en technologie du bâtiment et des travaux publics ou un diplôme de technicien octroyé par une école technique reconnue en bâtiments et travaux publics ;
 - ii. en plus de l'obtention de ce diplôme, démontrer une expérience pratique d'au moins 2 ans au sein d'une entreprise exerçant une activité dans la catégorie et la sous-catégorie similaires à celles qu'entend exercer l'entreprise qu'il désire qualifier ;
- c) i. détenir un certificat de qualification ou une attestation d'expérience délivrés par le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu dans un métier connexe à l'activité qu'entend exercer l'entreprise qu'il désire qualifier ;
 - ii. en plus de l'obtention de ce certificat, démontrer une expérience pratique d'au moins 2 ans au sein d'une en-

entreprise exerçant une activité dans la catégorie et la sous-catégorie similaires à celles qu'entend exercer l'entreprise qu'il désire qualifier ;

d) lorsque le candidat ne détient aucun diplôme d'études techniques, ou aucun certificat de qualification parce que le certificat est inexistant ou non requis dans la province ou le pays où le requérant a acquis son expérience, ce dernier doit démontrer à la Régie une expérience pratique d'au moins 5 ans au sein d'une entreprise exerçant une activité dans la catégorie et la sous-catégorie similaires à celles qu'entend exercer l'entreprise qu'il désire qualifier.

2) Afin d'être éligible aux examens, le candidat qui demande une licence pour la catégorie prévue au paragraphe c de l'article 2, doit détenir un certificat de qualification ou une attestation d'expérience délivrés par le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu dans un métier connexe à l'activité qu'entend exercer l'entreprise.

Lorsque le candidat ne détient pas de certificat de qualification parce que ce certificat est inexistant ou non requis, le requérant doit démontrer à la Régie une expérience pratique d'au moins 5 ans au sein d'une entreprise exerçant une activité similaire à celle qu'il entend exercer.

33. La Régie, sur demande, convoque tout candidat qui prétend, par équivalence, satisfaire aux conditions d'admissibilité énumérées à l'un ou l'autre des sousparagraphe *a*, *b*, *c* ou *d* du paragraphe 1 de l'article 32. La Régie avise le candidat 5 jours à l'avance du jour, du lieu, de la date et de l'heure de l'audition, laquelle a pour but d'évaluer l'équivalence soulevée par le candidat.

34. La personne physique qui, activement et de façon continue, a agi en qualité d'entrepreneur de construction ou en qualité de gestionnaire technique ou administratif d'une entreprise de construction, entre le 1^{er} janvier 1973 et le 31 décembre 1976, est exemptée des examens de contrôle de ses connaissances techniques ou administratives, ou les deux selon le cas, si elle satisfait à chacune des conditions suivantes :

a) fournir les renseignements nécessaires qui en établissent la preuve ;

b) démontrer que depuis le 31 décembre 1976, elle a exercé une activité reliée au domaine de ses connaissances ;

c) le cas échéant détenir, lorsque le candidat demande une licence pour la catégorie prévue au paragraphe c de l'article 2, un certificat de qualification ou une attestation d'expérience délivrés par le ministère du Travail, de la

Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu dans un métier connexe à l'activité qu'entend exercer l'entreprise.

SECTION VII VÉRIFICATION DES CONNAISSANCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ SUR LES CHANTIERS DE CONSTRUCTION

35. La personne physique doit, pour obtenir une licence d'entrepreneur ou habilitier à cet effet une société ou corporation, se soumettre à un examen de contrôle de ses connaissances relatives à la sécurité sur les chantiers de construction.

36. L'examen de contrôle des connaissances relatives à la sécurité sur les chantiers de construction tient compte de la ou des sous-catégories de travaux pour lesquelles une licence est demandée.

37. La vérification des connaissances relatives à la sécurité sur les chantiers de construction porte principalement sur le Code de sécurité pour les travaux de construction (c. S-2.1, r.6).

38. La personne physique visée par ce règlement et qui a suivi, avec succès, un cours portant sur la sécurité sur les chantiers de construction, reconnu par la Régie, est exemptée de l'examen relatif à la sécurité.

SECTION VIII VÉRIFICATION DES CONNAISSANCES ADMINISTRATIVES

39. La personne physique doit, pour obtenir une licence d'entrepreneur ou habilitier à cet effet une société ou corporation, se soumettre à un examen de contrôle de ses connaissances administratives.

40. L'examen de contrôle des connaissances administratives tient compte de la catégorie d'entrepreneur à laquelle il s'adresse.

41. La vérification des connaissances administratives du candidat porte principalement sur les aspects juridiques et administratifs de l'entreprise de construction.

42. La Régie exempté de cet examen de contrôle la personne qui lui fournit des références suffisantes quant à sa qualité de gestionnaire, telles l'expérience antérieure ou un diplôme d'études universitaires en administration, commerce ou comptabilité.

SECTION IX

CONDITIONS RELATIVES À LA SOLVABILITÉ

43. Le requérant faisant affaires seul doit, pour obtenir une licence d'entrepreneur de construction ou son renouvellement, démontrer à la Régie :

- a) qu'il est en mesure de faire honneur à ses obligations au fur et à mesure de leur échéance ;
- b) que son actif excède son passif d'au moins 5 000 \$.

44. Le requérant faisant affaires seul doit, pour obtenir une licence dans la catégorie prévue au paragraphe c de l'article 2, ou son renouvellement, démontrer à la Régie :

- a) qu'il est en mesure de faire honneur à ses obligations au fur et à mesure de leur échéance ;
- b) que son actif excède son passif d'au moins 2 000 \$.

45. Le requérant faisant affaires sous forme de société doit, pour obtenir une licence d'entrepreneur de construction ou son renouvellement, démontrer à la Régie :

- a) que la société est en mesure de faire honneur à ses obligations au fur et à mesure de leur échéance ;
- b) que chacun des membres de la société est en mesure de faire honneur à ses obligations au fur et à mesure de leur échéance ;
- c) que son actif excède son passif d'au moins 5 000 \$ sans tenir compte de la valeur non payée de l'achalandage.

46. Le requérant faisant affaires sous forme corporative doit, pour obtenir une licence d'entrepreneur de construction ou son renouvellement, démontrer à la Régie :

- a) que la corporation est en mesure de faire honneur à ses obligations au fur et à mesure de leur échéance ;
- b) que son actif excède son passif d'au moins 5 000 \$ sans tenir compte de la valeur non payée de l'achalandage ;
- c) que, dans le cas d'une corporation à but lucratif, le capital-actions émis et payé par les actionnaires est d'un minimum de 5 000 \$. Toutefois, si le capital-actions émis et payé est moindre que 5 000 \$, mais que les bénéfices non répartis et les surplus d'apport qui apparaissent au bilan de la corporation, additionnés à ce capital-actions, totalisent une somme supérieure à 5 000 \$, l'entreprise est présumée satisfaire au présent paragraphe.

47. Que le requérant fasse affaires seul, sous forme de société ou de corporation, il doit démontrer à la Régie, pour obtenir une licence d'entrepreneur de construction ou son renouvellement, que ses valeurs réalisables et dis-

ponibles à court terme excèdent de 10% le montant de ses dettes à court terme pour former ainsi un rapport minimal du fonds de roulement de 1,1/1.

Lorsqu'un déficit du fonds de roulement est constaté, la Régie tient compte de la capacité de l'entreprise d'obtenir des liquidités par conversion de leurs valeurs immobilisées et leurs placements. Dans ce cas, la Régie prend en considération 80% du solde provenant du total des actifs immobilisés et des placements duquel on a soustrait la dette à long terme, et cette somme est réputée constituer une valeur réalisable qui pourrait, le cas échéant, être convertie en actif à court terme afin d'accroître le fonds de roulement de l'entreprise. La Régie peut exiger que l'évaluation des actifs immobilisés de ces biens fasse l'objet d'un rapport d'évaluateur indépendant dont la compétence est reconnue.

48. Le requérant doit fournir à la Régie des états financiers préparés selon les principes comptables généralement reconnus et porter la signature d'une personne responsable de l'entreprise. Toutefois, les corporations doivent soumettre des états financiers vérifiés ou des états financiers accompagnés de commentaires, lorsque ceux-ci existent.

49. Le requérant peut substituer aux documents visés à l'article 48 une déclaration d'une compagnie normalement habilitée à agir à titre de caution et qui agit habituellement à ce titre pour lui, attestant de sa solvabilité. Une telle déclaration n'est recevable que si elle est faite par une compagnie reconnue par la Régie.

50. Lorsque le requérant ne rencontre pas les normes visées au présent règlement, ce dernier peut soumettre à la Régie toute proposition ayant pour effet d'atteindre les mêmes fins.

SECTION X

CONSTRUCTEUR-PROPRIÉTAIRE

51. La personne qui demande à la Régie la délivrance d'une licence de constructeur-propriétaire ou qui désire habilitier une société ou une corporation à obtenir une telle licence doit se soumettre à un examen préparé à cet effet par la Régie dans le but de vérifier ses connaissances techniques et administratives.

52. L'examen tient compte de la nature et de l'importance des travaux projetés.

53. Le constructeur-propriétaire qui demande la délivrance d'une licence doit démontrer à la Régie qu'il dispose de fonds suffisants pour le paiement des travaux projetés.

54. Le constructeur-propriétaire doit fournir à la Régie tous les renseignements et documents que celle-ci lui demande :

a) son nom, son domicile, la date et le lieu de sa naissance, son numéro d'assurance sociale et son numéro de téléphone ;

b) dans le cas d'une société ou corporation, le nom, le domicile, la date et le lieu de naissance, le numéro d'assurance sociale et le numéro de téléphone de toute personne habilitante, sociétaire et administrateur ;

c) une déclaration de la ou des personnes habilitantes à l'effet qu'elle désire habilitier la société ou la corporation requérante, laquelle atteste également de la véracité des renseignements fournis à son sujet ;

d) le nom, le siège social et le numéro de téléphone de la société ou de la corporation requérante ;

e) les renseignements relatifs aux infractions prévues aux sous-paragraphes iv, v et vi du paragraphe b de l'article 43 de la Loi ;

f) les renseignements concernant la structure juridique de la société ou corporation, copie des lettres patentes, du certificat d'incorporation ou de l'acte constitutif, de l'enregistrement de la raison sociale et du contrat de société, le cas échéant ;

g) le certificat de qualification le cas échéant, et tout renseignement relatif à l'expérience en construction ;

h) la preuve de la disponibilité des fonds dont l'appropriation est requise pour assurer le paiement des travaux projetés et des frais accessoires de même que les titres de propriété pertinents ;

i) la description des travaux pour lesquels il désire agir à titre de constructeur-propriétaire ;

j) les renseignements relatifs à la faillite ou à la participation à une faillite des personnes visées aux paragraphes d, e, f de l'article 31 de la Loi ou e et f de l'article 33 de la Loi ;

k) le nom et le domicile des personnes qui détiennent 20% ou plus des actions ayant droit de vote de la corporation ;

l) la copie du dernier rapport annuel expédié au ministère des Institutions financières et Coopératives, le cas échéant.

55. Les droits exigibles pour toute licence de constructeur-propriétaire délivrée ou renouvelée par la Régie sont établis à 240 \$.

56. Lorsque la Régie délivre ou renouvelle une licence pour moins d'une année, les droits sont calculés au prorata du nombre de mois à courir par rapport à 12 mois. Une fraction de mois compte pour un mois entier.

57. Si la Régie ou le tribunal en appel n'accorde pas la licence demandée, la Régie rembourse au requérant les droits versés au moment de la demande de licence.

58. En cas d'annulation, de suspension ou d'abandon d'une licence par le détenteur, le montant des droits versés pour cette licence demeure acquis à la Régie.

59. La licence fait mention des travaux que le détenteur est autorisé à exécuter ou à faire exécuter.

60. La licence mentionne également le nom du constructeur-propriétaire. Lorsque ce dernier est une société ou une corporation, la licence mentionne le ou les noms des personnes qui l'habilitent.

61. Les licences sont signées par le président ou le vice-président de la Régie et par le secrétaire. Un fac-similé lithographié de ces signatures ou un fac-similé par cachet approuvé par la Régie sont également valides.

62. Les licences sont numérotées suivant la méthode adoptée par décision administrative de la Régie.

63. La Régie demeure toujours propriétaire des licences qu'elle délivre. La Régie ou le tribunal en appel peuvent en tout temps enlever une licence à son détenteur pour une cause mentionnée à la Loi. Dans ce cas, la licence doit être retournée à la Régie.

64. Le constructeur-propriétaire doit afficher sa licence ou une photocopie de cette dernière à l'endroit où sont exécutés les travaux visés à sa licence.

65. La Régie exempte un constructeur-propriétaire de l'obligation de détenir une licence :

a) lorsque les travaux de construction projetés concernent uniquement la rénovation ou l'entretien de sa propriété et sont estimés à moins de 10 000 \$;

b) lorsque les travaux de construction projetés concernent la construction d'une maison d'au plus 2 étages au-dessus du mur de fondation, comprenant au maximum 3 logements, à la condition que tous ces travaux soient exécutés par des entrepreneurs licenciés et que celle-ci soit habitée par la personne jouissant de l'exemption.

SECTION XI PERSONNES HABILITANTES

66. La personne physique qui désire habilitier une société ou une corporation à obtenir une licence doit présenter à la Régie une déclaration à l'effet qu'elle désire l'habilitier.

67. La personne physique qui désire habilitier une société ou corporation à obtenir une licence doit satisfaire à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- a) être employé permanent de l'entreprise qu'elle désire qualifier ;
- b) détenir au moins 20% des actions ou parts de la société ou corporation requérante, le cas échéant.

68. La personne physique qui détient une licence de la Régie peut habilitier une société ou une corporation à obtenir une licence si elle satisfait aux conditions énumérées aux articles 69, 70 ou 71, selon le cas.

Une personne physique peut habilitier au plus 2 sociétés ou corporations ou une société et une corporation à obtenir une licence si elle satisfait aux conditions énumérées aux articles 69, 70 ou 71, selon le cas.

69. La personne physique qui désire habilitier du point de vue technique 2 sociétés ou corporations ou, une société et une corporation à obtenir une licence d'entrepreneur de construction doit satisfaire à chacune des conditions suivantes :

- a) elle doit répondre aux exigences de la section VI concernant la vérification des connaissances techniques ; toutefois, elle est exemptée des examens de contrôle de ses connaissances techniques dans la ou les catégories et sous-catégories pour lesquelles la Régie l'a déjà reconnue qualifiée ;
- b) elle doit satisfaire aux conditions énoncées à l'article 67.

70. La personne physique qui désire habilitier du point de vue sécurité 2 sociétés ou corporations ou, une société et une corporation à obtenir une licence d'entrepreneur de construction doit satisfaire à chacune des conditions suivantes :

- a) elle doit répondre aux exigences de la section VII concernant la vérification des connaissances relatives à la sécurité sur les chantiers de construction ; toutefois, elle est exemptée de l'examen de contrôle de ses connaissances relatives à la sécurité sur les chantiers de construction lorsque la Régie l'a déjà reconnue qualifiée ;

- b) elle doit satisfaire aux conditions énoncées à l'article 67.

71. La personne physique qui désire habilitier du point de vue administratif 2 sociétés ou corporations ou, une société et une corporation à obtenir une licence d'entrepreneur de construction doit satisfaire à chacune des conditions suivantes :

- a) elle doit répondre aux exigences de la section VIII concernant la vérification des connaissances administratives ; toutefois, elle est exemptée de l'examen de contrôle de ses connaissances administratives lorsque la Régie l'a déjà reconnue qualifiée ;
- b) elle doit satisfaire aux conditions énoncées à l'article 67.

72. La personne physique qui habilite du point de vue technique ou administratif ou quant à la sécurité une corporation qui contrôle effectivement les activités et opérations d'une ou plusieurs autres corporations, peut également habilitier techniquement, administrativement, ou quant à la sécurité cette ou ces corporations contrôlées à obtenir une licence de la Régie si elle satisfait aux conditions énumérées au paragraphe a des articles 69, 70, ou 71, selon le cas.

SECTION XII CONDITIONS PARTICULIÈRES DE LA DEMANDE DE RENOUELEMENT DE LA LICENCE D'ENTREPRENEUR DE CONSTRUCTION

73. L'entrepreneur doit lors de son renouvellement, démontrer à la Régie qu'il remplit les mêmes conditions que celles prévues à la Loi et au règlement pour la délivrance d'une licence.

74. La personne physique, dont les connaissances techniques ont été vérifiées par la passation des examens de contrôle prévus à cet effet, n'est pas soumise de nouveau à l'obligation de subir de tels examens lors de la demande de renouvellement de licence pour les catégories et sous-catégories pour lesquelles la Régie a reconnu cette personne physique qualifiée.

75. La personne physique, dont les connaissances relatives à la sécurité sur les chantiers de construction ont été vérifiées par la passation des examens de contrôle prévus à cet effet ou qui a suivi avec succès un cours de sécurité reconnu par la Régie, n'est pas soumise de nouveau à l'obligation de subir de tels examens lors de la demande de renouvellement de la licence pour les catégories et sous-

catégories pour lesquelles la Régie a reconnu cette personne physique qualifiée.

76. La personne physique, dont les connaissances administratives ont été vérifiées par la passation des examens de contrôle prévus à cet effet, n'est pas soumise de nouveau à l'obligation de subir de tels examens lors de la demande de renouvellement de la licence, à moins que sa demande n'implique un changement de catégorie qui exige des connaissances administratives supérieures.

77. La personne physique ayant été exemptée de subir des examens quant à la vérification de ses connaissances techniques ou administratives n'est pas obligée de se soumettre à de tels examens lors de la demande de renouvellement, pour les catégories et sous-catégories pour lesquelles la Régie a reconnu cette personne physique qualifiée.

78. Est réputée constituer une demande de renouvellement toute demande présentée par un titulaire de licence avant la date d'expiration de cette dernière.

79. La personne physique qui a cessé d'agir comme entrepreneur ou d'habiliter une société ou corporation à agir à ce titre, durant une période d'au plus 5 ans, et qui présente à la Régie une nouvelle demande de licence ou une demande à l'effet d'habiliter une société ou corporation voit son dossier traité comme une demande de renouvellement quant à la vérification et au contrôle de ses connaissances techniques, administratives ou relatives à la sécurité sur les chantiers de construction pour les catégories et sous-catégories pour lesquelles la Régie a reconnu cette personne physique qualifiée.

80. Lorsque le titulaire d'une licence modifie son statut juridique durant la période de validité de cette dernière ou lors de son renouvellement, la ou les personnes physiques qui détenaient la licence ou habilitaient la société ou la corporation à détenir la licence sont exemptées des examens de contrôle de leurs connaissances dans la ou les catégories et sous-catégories pour lesquelles la Régie les avait reconnues qualifiées.

SECTION XIII CAUTIONNEMENT POUR FRAUDE, MALVERSATION OU DÉTOURNEMENT DE FONDS

81. La personne qui demande une licence d'entrepreneur de construction doit fournir à la Régie un cautionnement d'une valeur de 5 000 \$ dans le but d'indemniser ses clients dans l'éventualité d'une fraude, malversation ou détournement de fonds, commis à leur égard par l'entre-

preneur, ses préposés ou agents et dans le cas d'une société ou corporation, aussi ses membres ou administrateurs.

82. Le cautionnement doit être obtenu d'une compagnie d'assurance ou de toute institution normalement habilitée à émettre de tels cautionnements. Le cautionnement est soumis au Code civil du Québec et la caution doit renoncer au bénéfice de discussion.

La Régie peut également accepter qu'une association d'entrepreneurs se porte caution de ses membres pour autant qu'elle démontre à la Régie qu'elle dispose de garanties suffisantes pour honorer ses obligations de caution.

83. Le cautionnement est payable au ministre des Finances pour le bénéfice des personnes qui ont droit d'être indemnisées.

La caution est tenue de satisfaire à son obligation jusqu'à concurrence du montant de 5 000 \$. Dans le cas où l'indemnité est due à plusieurs personnes dont les créances réunies totalisent plus de 5 000 \$, le paiement est effectué, par le bénéficiaire, au prorata de leur créance respective à même la somme totale du cautionnement.

84. La Régie doit, du chef du bénéficiaire, sur présentation d'un jugement final d'une cour de justice établissant qu'il y a eu fraude, malversation ou détournement de fonds du débiteur principal, ses préposés ou agents et dans le cas d'une société ou corporation, aussi ses membres ou administrateurs, enjoindre la caution d'indemniser le bénéficiaire.

85. Le cautionnement doit demeurer valide pendant la durée de la licence et son renouvellement.

Lorsqu'un terme est fixé pour le cautionnement, le débiteur principal doit le renouveler ou en fournir un nouveau avant son expiration pour maintenir sa licence en vigueur.

Lorsque le cautionnement est donné sans terme, la caution peut y mettre fin, à la condition de donner à la Régie un préavis écrit de 60 jours de son intention de le faire. Dans ce cas, le cautionnement se termine à la date indiquée dans ce préavis ou à l'expiration des 60 jours et le débiteur principal doit en fournir un nouveau afin de maintenir sa licence en vigueur.

86. Nonobstant l'article 85, la caution demeure garante des actes de fraude, malversation ou détournement de fonds posés par le débiteur principal, ses préposés ou agents et dans le cas d'une société ou corporation, aussi ses membres ou administrateurs, pendant la durée du cautionnement et à la condition que l'action civile ou la poursuite ait été intentée ou entreprise dans l'année qui suit la fraude, malversation ou détournement de fonds.

ANNEXE A

(a. 4)

**SOUS-CATÉGORIES DE LA CATÉGORIE
D'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL****Secteur A**

4041 Entrepreneur en construction et rénovation résidentielle classe I : Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction de bâtiments résidentiels de 4 étages ou moins au-dessus du sol, y compris les bâtiments et les travaux de construction connexes.

4042 Entrepreneur en construction et rénovation résidentielles classe II : Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction de bâtiments de tous genres et dimensions servant principalement à des fins résidentielles, y compris les bâtiments et les travaux de construction connexes à l'exclusion des bâtiments mentionnés à la sous-catégorie 4041.

4043 Entrepreneur en rénovation, réparation et modification de bâtiments résidentiels : Cette sous-catégorie comprend les travaux de rénovation, réparation et modification pour la remise à neuf, en tout ou en partie, de bâtiments résidentiels, y compris la construction d'ajouts de petites dimensions par rapport à l'ensemble du bâtiment.

4047 Entrepreneur en déplacement de bâtiments : Cette sous-catégorie comprend les travaux préliminaires en sous-œuvre, le transport ou le déplacement, la mise en place et la remise en état des bâtiments, y compris les travaux de construction connexes.

Secteur B

4050 Entrepreneur en construction et rénovation commerciales, industrielles et publiques classe I : Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction de bâtiments de 4 étages ou moins destinés principalement à des fins de service public ou des fins gouvernementales et commerciales, y compris les bâtiments et les travaux de construction connexes. De plus, cette sous-catégorie comprend les travaux de construction de bâtiments destinés à l'industrie d'équipement et l'industrie légère pour la transformation des produits de l'industrie lourde en produits semi-finis et fabriqués et de tous autres bâtiments industriels non visés à la sous-catégorie 4062.

4051 Entrepreneur en construction et rénovation commerciales et publiques classe II : Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction de bâtiments de tous genres et dimensions destinés principalement à des fins de service public ou des fins gouvernementales et commerciales, y compris les bâtiments et les travaux de construction connexes.

Secteur C

4062 Entrepreneur en travaux relatifs à l'industrie lourde : Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction de complexes industriels d'usines de l'industrie lourde et de l'industrie de la transformation des métaux et produits chimiques tels les raffineries de pétrole, usines métallurgiques et sidérurgiques, usines de produits chimiques, usines de pâtes et papiers, cimenteries et autres complexes similaires. Cette sous-catégorie comprend également les travaux de construction d'usines de filtration d'eau, d'usines d'épuration des eaux, de réservoirs et de stations de pompage, d'incinérateurs et autres travaux de construction similaires ou connexes.

Secteur D

4071 Entrepreneur en travaux de génie civil classe I : Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction suivants : routes, rues, terrains de stationnement, trottoirs, voies publiques, aéroports, travaux d'irrigation, y compris les travaux d'infrastructure, de drainage, de ponceau, de terrassement et autres travaux de construction similaires ou connexes. Cette sous-catégorie comprend de plus les travaux de construction d'égouts, de canalisations d'eau, de réservoirs et de stations de pompage préfabriqués ou l'équivalent et autres travaux de construction similaires ou connexes. Sont également compris dans cette sous-catégorie les travaux de construction de voies ferrées et ouvrages ferroviaires, de monorails, y compris les travaux d'infrastructure et les ouvrages d'art ainsi que les autres travaux de construction similaires ou connexes.

4072 Entrepreneur en travaux de génie civil classe II : Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction suivants : ponts, viaducs et autres ouvrages d'art, ouvrages pour échangeurs, voies superposées et autres travaux de construction similaires ou connexes.

4073 Entrepreneur en travaux de génie civil classe III : Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction de métros, de tunnels et autres travaux souterrains et les travaux de construction similaires ou connexes.

4092 Entrepreneur en travaux pour la génération d'électricité : Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction pour la génération d'électricité tels les barrages et autres ouvrages hydro-électriques, les centrales électriques et les autres travaux de construction similaires ou connexes.

4093 Entrepreneur en travaux relatifs au transport d'énergie : Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction de sous-stations de lignes de transport et de distribution électrique et de sous-stations de centrales électriques, de lignes de transmission et de distribution dans le domaine de l'électricité, de la télécommunication, y compris

pris la construction et l'installation des pylônes porteurs et des poteaux, la pose des câbles et des canalisations électriques qui s'y rattachent et autres travaux de construction similaires ou connexes.

4096 Entrepreneur en travaux de canalisation : Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction de pipelines, de gazoducs, de canalisations pour la distribution du pétrole et du gaz naturel et autres travaux de construction similaires ou connexes.

4099 Autres : Cette sous-catégorie comprend tous les autres travaux de construction ne faisant pas l'objet d'une des sous-catégories ci-dessus décrites et classifiées par la Régie dans la catégorie d'entrepreneur général.

ANNEXE B

(a. 1 et 5)

SOUS-CATÉGORIES DE LA CATÉGORIE D'ENTREPRENEUR SPÉCIALISÉ ET D'ENTREPRENEUR-ARTISAN

4200 Entrepreneur de pieux et fondations spéciales : Cette sous-catégorie comprend les travaux relatifs à la mécanique des sols tels les fondations spéciales, le fonçage des palplanches et pieux moulés d'avance, le forage et le moulage de pieux dans le sol, le moulage de parois, la fouille de puits de fondation et la mise en place de béton de remplissage, le traitement des sols, la réalisation de parois par mise en place d'éléments de soutènement dans des forages, la mise en place de tirants d'ancrage par scellement de tubes, barres, ou câbles éventuellement mis en tension et autres travaux de construction similaires de haute technicité.

4201 Entrepreneur en montage-levage des éléments architecturaux et de charpentes : Cette sous-catégorie comprend les travaux relatifs à l'exécution de tous ouvrages d'assemblage, de montage et de levage des éléments architecturaux et de charpentes en fer, en acier, en béton entrant dans la construction des immeubles, des ponts, des viaducs, des métros, des tunnels, des téléphériques, des remontées mécaniques, des tours, des antennes de postes émetteurs et autres travaux de construction à l'exclusion des travaux de construction spécifiées à la sous-catégorie 4093 (travaux relatifs au transport d'énergie).

4203 Entrepreneur en briquetage et maçonnerie : Cette sous-catégorie comprend les travaux de taille, de sciage, de pose et la réparation des pièces de maçonnerie comme les briques, pierres naturelles ou artificielles, briques réfractaires, terres cuites, béton de construction préfabriqué, blocs de verre, de gypse, de béton, de granulats légers pour murs ou cloisons, y compris la pose des dispositifs d'ancrage et des isolants rigides à l'intérieur des murs et cavités de maçonnerie.

4204 Entrepreneur en travaux de finition de béton : Cette sous-catégorie comprend généralement les travaux de construction relatifs à la préparation et à la finition de béton et autres travaux de construction similaires ou connexes.

4205 Entrepreneur en pose de marbre, granito, céramique et terrazzo : Cette sous-catégorie comprend généralement les travaux de taille, de pose, de polissage du marbre, du granit, du granito, de l'ardoise, de la céramique et du terrazzo, et autres matériaux similaires, y compris les travaux de construction similaires ou connexes.

4207 Entrepreneur en pose d'enduits calcaires et de systèmes intérieurs : Cette sous-catégorie comprend les travaux de pose des enduits calcaires tels que plâtre, crépi, mortier, ciment, stuc, stucco et autres matériaux similaires, la pose de planches de gypse, la pose de lattes, l'installation de plafonds acoustiques et suspendus, l'installation de divisions métalliques et autres travaux de construction similaires ou connexes.

4208 Entrepreneur en construction de piscines : Cette sous-catégorie comprend la construction de piscines et bassins, enfouis dans le sol, faits de béton, de matières plastiques et autres matériaux similaires, l'aménagement du sol et les travaux de construction connexes.

4209 Entrepreneur en ferrailage : Cette sous-catégorie comprend les travaux de coupe, de pose, d'attache, d'assemblage des tiges et treillis métalliques entrant dans la construction d'ouvrages de béton et autres travaux de construction similaires ou connexes.

4210 Entrepreneur en charpenterie et menuiserie : Cette sous-catégorie comprend les travaux de menuiserie et de charpentage et autres travaux de construction similaires ou connexes, à l'exclusion des travaux prévus à la sous-catégorie 4211 (entrepreneur en coffrage).

4211 Entrepreneur en coffrage : Cette sous-catégorie comprend les travaux de construction de coffrages pour béton de construction, ouvrages provisoires, coffrages pour la charpente de bâtiments et travaux de génie civil ainsi que des travaux de construction similaires ou connexes.

4212 Entrepreneur en parquetage et pose de revêtements de sol : Cette sous-catégorie comprend les travaux de pose des parquets et revêtements de sol, y compris le ponçage et la finition, la pose de revêtements souples tels les revêtements en vinyle, asphalte, caoutchouc, liège, linoléum et autres matériaux semblables, la pose des moquettes, des tapis et thibaudes et autres travaux de construction similaires ou connexes.

4220 Entrepreneur en serrurerie de bâtiment : Cette sous-catégorie comprend généralement les travaux de réparation, d'assemblage et de pose des ouvrages de serrurerie de

bâtiments tels les grilles, barrières, clôtures, marquises, garde-corps, rampes et balcons, escaliers, portes coupe-feu, portes industrielles, ferrures, y compris les travaux de construction similaires ou connexes.

4221 Entrepreneur en vitrerie : Cette sous-catégorie comprend les ouvrages de préparation d'installation en chantier de construction de travaux se rapportant à ceux assujettis au champ d'application industriel et professionnel du Décret sur l'industrie du verre plat (c. D-2, r.52).

Le présent paragraphe n'a pas pour effet de restreindre l'exécution des travaux susvisés aux seuls entrepreneurs du verre plat lorsqu'une ou plusieurs sous-catégories du présent règlement l'autorise.

4223 Entrepreneur en chaudronnerie : Cette sous-catégorie comprend généralement les travaux de construction des générateurs de vapeur, de chaudières ou de réservoirs, de purgeurs, de cuves, de colonnes d'alimentation ainsi que les travaux en fer laminé s'y rapportant et autres travaux de construction similaires ou connexes.

4224 Entrepreneur en revêtement métallique : Cette sous-catégorie comprend les travaux de revêtement des murs, plafonds et corniches des bâtiments par la pose d'un revêtement d'aluminium ou d'acier en feuilles, déclins d'aluminium ou autres métaux et autres travaux de construction similaires ou connexes.

4225 Entrepreneur en ferblanterie : Cette sous-catégorie comprend les travaux de la tôle et du métal en feuilles d'une épaisseur maximale de 10 jauges entrant dans le revêtement métallique des couvertures, corniches, solins, coupe-feu, murs et dans la fabrication de gouttières, cloisons, écrans, plafonds et toutes sortes d'objets en métal en feuilles et autres travaux de construction similaires ou connexes.

4226 Entrepreneur en couverture : Cette sous-catégorie comprend la pose et la réparation de la couverture de toits tels le papier bardeau, les composés d'asphalte, de gravier, de tuile de grès et d'autres produits semblables, y compris le coupe-vapeur, les membranes d'imperméabilisation, l'isolation posée sur le pontage et la pose de la tôle non soudée et non agrafée et autres travaux de construction similaires ou connexes.

4227 Entrepreneur en soudure : Cette sous-catégorie comprend généralement les travaux spécialisés de soudure qui nécessitent une technicité et une connaissance particulière des métaux, des alliages, de leur propriété et de leur résistance.

4230 Entrepreneur en ventilation : Cette sous-catégorie comprend les travaux de mise en place, de réparation ou réfection des installations de ventilation et d'évacuation d'air et les travaux de ferblanterie concernant les installa-

tions de chauffage, de climatisation et de ventilation, et autres travaux de construction similaires ou connexes non réservés exclusivement aux maîtres mécaniciens en tuyauterie.

4231 Entrepreneur en isolation de bâtiments : Cette sous-catégorie comprend les travaux d'isolation thermique non compris aux sous-catégories 4226 et 4232, d'isolation acoustique tels la pose de matériaux isolants en vrac, en sacs, en panneaux rigides ou semi-rigides, y compris la pose de bandes de coupe-froid et bourrelets. Cette catégorie comprend également les travaux de calorifugeage ou d'insonorisation faits par pulvérisation au moyen d'un pistolet, d'uréthane, de résine synthétique, y compris les travaux de construction similaires ou connexes.

4232 Entrepreneur en calorifugeage : Cette sous-catégorie comprend les travaux ci-dessous ayant pour objet de réduire au minimum les échanges thermiques tels les travaux d'isolation de locaux spécialisés, d'appareils, de gaines, de tuyauterie, la construction de chambres froides et les travaux d'isolation frigorifique.

4234 Entrepreneur en réfrigération : Cette sous-catégorie comprend les travaux de mise en place, de réparation ou de réfection d'installations de réfrigération de tout bâtiment.

4240 Entrepreneur en peinture : Cette sous-catégorie comprend généralement les travaux de peinture et de revêtement de surface murale au moyen de papier tenture ou de tout autre matériau similaire, y compris les travaux de construction similaires ou connexes.

4250 Entrepreneur en électronique : Cette sous-catégorie comprend les travaux de montage et d'installation d'équipement électronique de bâtiments, et autres travaux de construction similaires ou connexes non réservés exclusivement aux maîtres électriciens. Cette sous-catégorie comprend également les travaux de montage et d'installation de systèmes d'intercommunication et autres travaux de construction similaires non réservés exclusivement aux maîtres électriciens.

4252 Entrepreneur en installation de dispositifs d'alarme : Cette sous-catégorie comprend les travaux de montage et d'installation de dispositifs d'alarme et autres travaux de construction similaires non réservés exclusivement aux maîtres électriciens.

4253 Entrepreneur en installation de matériel de protection contre l'incendie : Cette sous-catégorie comprend les travaux de montage et d'installation de matériel servant à la protection des bâtiments et autres systèmes contre l'incendie y compris les extincteurs automatiques ou libres, y compris l'installation d'un dispositif d'alarme intégré ou autres travaux de construction similaires ou connexes non réservés exclusivement aux maîtres électriciens.

4270 Entrepreneur en construction d'ascenseurs et d'escaliers mécaniques : Cette sous-catégorie comprend les travaux de montage, installation, réfection, modification, entretien et réparation des ascenseurs, escaliers mécaniques, trottoirs roulants, plateaux amovibles, montecharge, échafaudages volants et autres appareils similaires utilisés généralement pour le transport des personnes et des choses à l'exception des travaux de constructions réservés exclusivement aux maîtres électriciens.

4271 Entrepreneur en mécanique de chantier : Cette sous-catégorie comprend l'installation, la réparation, le réglage, le montage, le démontage et la manutention de la machinerie industrielle, des transporteurs et des convoyeurs, des portes automatiques, de même que les travaux de construction similaires ou connexes.

4279 Entrepreneur de machineries lourdes : Cette sous-catégorie comprend la location, avec opérateurs, de machineries lourdes utilisées pour des travaux de construction.

4280 Entrepreneur en excavation et terrassement : Cette sous-catégorie comprend les travaux de creusage, déplacement, compactage, nivelage de terre ou matériaux granulaires au moyen de pelles mécaniques, rétrocaveuses, grues, bautoirs, décapeuses, niveleuses, chargeuses, compacteurs, rouleaux compresseurs et autres équipements semblables, y compris les travaux de construction relatifs aux petits ouvrages d'art inclus dans les contrats de terrassement et de gravelage.

4281 Entrepreneur en pavage et asphaltage : Cette sous-catégorie comprend les travaux de pavage, d'asphaltage, de pose et réparation de revêtements souples et autres revêtements routiers sur les routes, rues, terrains de stationnement, voies privées et autres travaux de construction similaires ou connexes.

4283 Entrepreneur en démolition : Cette sous-catégorie comprend les travaux de préparation du programme de démolition, la démolition, le transport des matériaux et la remise en état de l'emplacement des travaux.

4284 Entrepreneur en électricité : Cette sous-catégorie comprend les travaux d'installations électriques de compétence exclusive au sens de la Loi sur les maîtres électriciens (L.R.Q., c. M-3).

4285 Entrepreneur en tuyauterie : Cette sous-catégorie comprend les travaux d'installations de tuyauterie de compétence exclusive au sens de la Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie (L.R.Q., c. M-4). Elle comporte l'une ou l'autre des activités suivantes :

a) les systèmes de chauffage utilisés pour la production de la force motrice ou la chaleur sous quelque forme que ce soit, dans toute bâtisse ou construction ; ces systè-

mes comprenant entre autres les systèmes à eau chaude par gravité ou à circulation forcée et les systèmes à vapeur fonctionnant à haute ou basse pression ou à vide, comprenant également tout système de combustion ;

b) les systèmes de plomberie, dans toute bâtisse ou construction, comprenant la tuyauterie et tous les accessoires utilisés pour le drainage ou l'égouttement ; pour l'arrière ventilation de siphons ; pour l'alimentation de l'eau chaude ou froide ; pour l'alimentation du gaz ;

c) les systèmes de brûleurs à l'huile ou au gaz naturel mais non au gaz propane.

4299 Autres : Cette sous-catégorie comprend tous les autres travaux de construction ne faisant pas l'objet d'une des sous-catégories ci-dessus décrites et classifiées par la Régie dans la catégorie d'entrepreneur spécialisé et la catégorie d'entrepreneur-artisan.



c. Q-2, r.1

Règlement relatif à l'administration de la Loi sur la qualité de l'environnement

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2, a. 6, 22, 23 et 31)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions suivants signifient :

- a) « certificat d'autorisation » : le certificat prévu à l'article 22 de la Loi ;
- b) « Loi » : la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) ;
- c) « pesticide » : une substance ou un organisme utilisé afin d'inhiber la croissance ou de détruire des animaux ou des végétaux ;
- d) « sous-ministre » : le sous-ministre de l'Environnement .

SECTION II LIMITES À L'APPLICATION DE CERTAINS ARTICLES DE LA LOI

2. Exclusions : Sont soustraits à l'application des articles 22, 23 et 24 de la Loi :

- a) les constructions destinées à l'habitation, au commerce en gros ou détail, aux garages, aux bureaux ou à l'artisanat ainsi que les parcs de stationnement, sauf les lave-autos, les gares d'autobus interurbains, les aires de stationnement et garages destinés à garer plus de 10 camions ou autobus ;
- b) les constructions destinées à l'exploitation d'une ferme sauf celles destinées à l'élevage pour la reproduction, l'engraissement, la fourrure ou la mise en marché d'aliments ;
- c) les activités agricoles ou récréatives à l'exception des activités d'élevage pour la reproduction, l'engraissement ou la fourrure ;
- d) l'entretien, la réfection, la réparation et la désaffectation de tout équipement, machinerie, véhicule ou immeuble sauf les activités d'utilisation des pesticides assu-

jetties par le paragraphe o aux articles 22, 23 et 24 de la Loi ;

e) les constructions, travaux et activités pour lesquels une autorisation est déjà prévue aux sections V ou VI de la Loi ;

f) la construction, la reconstruction ou l'élargissement d'une rue municipale et la construction, la reconstruction ou l'élargissement d'une route ou autre infrastructure routière publique prévue pour moins de 4 voies de circulation ou dont l'emprise possède une largeur moyenne inférieure à 35 mètres ou dont la longueur est de 1 kilomètre ou moins, d'une route d'une longueur de 2 kilomètres ou moins destinée à des fins d'exploitation forestière, minière ou énergétique dont la durée d'utilisation est prévue pour moins de 15 ans et qui entraîne un déboisement sur une largeur moyenne inférieure à 35 mètres, d'un chemin privé ainsi que d'une route ou autre infrastructure routière dans une emprise qui, au 30 décembre 1980, appartient déjà à l'initiateur du projet ;

g) les établissements au sens de l'article 1 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) et les laboratoires au sens de l'article 1 de la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., c. P-35) ;

h) tout système de combustion d'une capacité inférieure à 3 000 kW (10 238 535 BTU/heure), sauf s'il fait partie d'un incinérateur ;

i) les établissements d'enseignement, les banques, les entrepôts, les casernes de pompiers, les immeubles destinés à des fins administratives, récréatives, culturelles, religieuses ou sportives ainsi que les immeubles et équipements utilisés pour les télécommunications mais à l'exception des ports de quelque nature que ce soit ;

j) les constructions destinées à l'hôtellerie qui sont reliées à un réseau d'égout municipal ou à un réseau d'égout exploité par une personne qui détient le permis visé à l'article 32.1 de la Loi ;

k) la construction ou la relocalisation des postes de manœuvre et de transformation d'énergie électrique de moins de 120kV et des lignes de transport et de répartition d'énergie électrique d'une tension de moins de 120kV ainsi que des autres lignes d'un voltage plus élevé dont la longueur est inférieure à 2 kilomètres ;

l) la construction et le prolongement de conduites de distribution de gaz de moins de 30 centimètres de diamètre conçues pour une pression inférieure à 1 400 kPa (205,05 lbs/po²) ;

m) les travaux préliminaires d'investigation, de recherche, d'expérience hors d'usine, de sondage ou de relevé technique préalable à tout projet, ouvrage ou construction visé par la Loi sauf les forages pétroliers en milieu aquatique ;

n) les travaux prévus dans un plan directeur d'aménagement visé dans l'arrêté en conseil numéro 3499-74 du 2 octobre 1974 et dans le paragraphe *i* de l'article 1 du Règlement d'application de l'article 2 de la Loi sur le régime des eaux (c. R-13, r.1) ;

o) l'utilisation de pesticides pour toutes fins sauf la pulvérisation de pesticides dans les corridors de transport ou d'énergie, l'utilisation de produits non enregistrés en vertu de la Loi sur les produits anti-parasitaires (S.R.C., 1970, c. P-10), la pulvérisation aérienne de pesticides à des fins non agricoles, l'utilisation de pesticides dans un milieu aquatique pourvu d'un exutoire superficiel vers un bassin hydrographique ;

p) les dépotoirs à neige ;

q) l'implantation ou la modification d'un lieu d'élimination des déchets assujetti à l'article 54 de la Loi et régi par des normes prévues dans un règlement adopté en vertu de la Loi ;

r) le forage d'un puits ;

s) les travaux de dragage, creusage, remplissage, redressement ou remblayage afin de faciliter le drainage des terres et les travaux de construction d'un remblai dans une plaine de débordement afin de protéger les terres agricoles contre les inondations, dans le cas où ces travaux ne sont pas assujettis à l'article 31.1 de la Loi en vertu du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 2 du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (c. Q-2, r.9).

3. Autres projets assujettis : Malgré les paragraphes *a*, *e*, *f*, *g*, *i* et *j* de l'article 2, le certificat d'autorisation est requis dans le cas de la construction ou de l'agrandissement d'un système de combustion d'une capacité égale ou supérieure à 3 000 kW, dans le cas de la construction ou de l'aménagement de locaux où l'on utilisera, entreposera ou fera le commerce des sources de rayonnement ou d'autres agents vecteurs d'énergie et dans le cas de construction, de la reconstruction ou de l'élargissement de toute route ou autre infrastructure routière publique longeant, à moins de 60 mètres, les rives d'une rivière, d'un fleuve, d'un lac ou de la mer sur une distance de 300 mètres ou plus.

En outre, un certificat d'autorisation est requis dans le cas d'un projet qui consiste à introduire un animal non indigène dans le milieu naturel.

SECTION III DEMANDES DE CERTIFICATS D'AUTORISATION

4. Formulation de la demande : Toute demande de certificat d'autorisation doit être formulée par écrit et adressée au ministère de l'Environnement.

5. Résolution : La demande de certificat d'autorisation présentée au nom d'une municipalité ou d'une corporation doit être accompagnée d'une résolution du conseil municipal ou du conseil d'administration, selon le cas, qui autorise la signature et la présentation de cette demande ou qui autorise généralement un de ses fonctionnaires à signer et présenter une demande de cette nature.

6. Contenu : Sous réserve de toute disposition expresse de tout autre règlement établi en vertu de la Loi, la demande de certificat d'autorisation doit comporter :

a) le nom complet, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant ;

b) le numéro cadastral du lot ou des lots où le projet ou l'activité doit se dérouler, se situer ou être exécuté ;

c) les caractéristiques techniques du projet ou de l'activité qui fait l'objet de la demande, y compris la liste des équipements fixes et mobiles utilisés à l'extérieur de tout bâtiment ainsi que des renseignements relatifs à la nature et à la quantité des combustibles qui seront utilisés ;

d) un plan des lieux où l'ouvrage ou l'activité doit être exécuté, y compris ses environs, avec des renseignements précis relativement à l'emplacement des habitations les plus rapprochées, des voies d'accès, des cours d'eau ou nappes d'eau de surface avoisinants ainsi que le zonage des lieux ;

e) un certificat de la municipalité signé par le greffier ou le secrétaire-trésorier attestant que le projet ne contrevient à aucun règlement municipal et, le cas échéant, copie de toute approbation ou permis prévu par règlement de la municipalité ;

f) une description de la nature et des quantités de déchets qui seront produits par l'activité projetée ainsi que du mode d'élimination de ces déchets ;

g) une énumération indiquant :

i. tous les points d'émission de contaminants dans l'environnement ;

ii. la nature des contaminants qui seront émis dans l'environnement par l'effet du projet ;

iii. dans les cas des rejets dans l'eau, la concentration des contaminants, la quantité de contaminants par unité

de temps, la température et le pH du rejet et le volume de l'effluent, le cas échéant ; et

iv. dans le cas d'émissions de matières solides ou gazeuses à l'atmosphère, le débit des gaz en m³ actuels par minute, la température et l'humidité des gaz, la concentration et la quantité des fumées dont l'émission est prévue ainsi que de l'efficacité des équipements d'épuration ;

h) une évaluation du volume de production projeté exprimé en kilogrammes par heure, ainsi que du taux d'alimentation du procédé, en kilogrammes par heure, le cas échéant ; et

i) dans le cas d'une mine à ciel ouvert, un plan de réaménagement du terrain indiquant :

i. la superficie du sol susceptible d'être endommagée ou détruite ;

ii. la nature du sol et de la végétation existante ;

iii. les étapes d'endommagement ou de destruction du sol et de la végétation, avec mention du nombre estimé d'années ;

iv. le programme de restauration comportant les conditions et modalités de celui-ci, avec mention du calendrier de mise en oeuvre.

7. Cas particuliers : Les paragraphes *b* et *e* de l'article 6 ne s'appliquent pas dans le cas de la construction d'une ligne de transport d'énergie, d'un chemin de fer, d'un oléoduc, d'un gazoduc ou d'une route ou autre infrastructure routière ou de l'utilisation de pesticides lorsque cette construction ou utilisation est assujettie aux articles 22, 23 et 24 de la Loi.

Dans le cas d'un poste de manoeuvre et de transformation d'énergie électrique et d'un projet énuméré au premier alinéa mais non assujetti à l'article 31.1 de la Loi, la demande de certificat d'autorisation doit cependant être accompagnée d'une description du milieu biophysique et humain, d'une identification et d'une évaluation des répercussions sur l'environnement, d'un examen d'autres tracés, emplacements ou variantes pour le projet ainsi que des conséquences de ces différents tracés, emplacements ou variantes sur l'environnement et les différents usages que l'on peut faire de celui-ci, ainsi que d'une description des mesures requises pour atténuer les effets négatifs du projet sur l'environnement. Sauf dans le cas de l'utilisation de pesticides, la demande de certificat d'autorisation doit également comprendre le numéro des lots originaires touchés par le projet.

8. Certificat d'autorisation : Tout certificat d'autorisation doit indiquer qu'il est délivré en vertu de la Loi, comporter la date de sa délivrance et le nom de son détenteur

et décrire la nature des travaux ou de l'activité dont il est l'objet ainsi que l'emplacement de ces travaux ou de cette activité.

9. Assainissement de l'atmosphère : Les articles 4 et 5, les paragraphes *a*, *b*, *c*, *f*, *g* et *h* de l'article 6 et l'article 8 s'appliquent aux demandes d'autorisation soumises en vertu de l'article 48 de la Loi.

SECTION IV EXIGENCE GÉNÉRALE

10. Équipements antipollution : Tout équipement utilisé ou installé pour réduire l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet de contaminants dans l'environnement doit toujours être en bon état de fonctionnement et doit fonctionner de façon optimale pendant les heures de production, même si cet équipement a pour effet de réduire l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet de contaminants au-delà des normes prévues par tout règlement du gouvernement établi en vertu de la Loi.

A.C. 3789-75, (1975) 107 G.O.II, 4801
D. 3734-80, (1980) 112 G.O.II, 7077



c. Q-2, r.2

Règlement sur les carrières et sablières

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2, a. 20, 22, 23, 31, 46, 70 et 87)

SECTION I INTERPRÉTATION

I. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient ou désignent :

a) « agrégat » : toute matière de nature minérale extraite d'une carrière ou d'une sablière ;

b) « aire d'exploitation » : la surface du sol d'où l'on extrait des agrégats, y compris toute surface où sont placés les procédés de concassage et de tamisage et où l'on charge ou entrepose les agrégats ;

c) « bande de fréquence importune » : une octave ou deux octaves contiguës dont le ou les niveaux obtenus à l'analyse par bande d'octaves effectuée selon les méthodes prévues aux annexes D et E, entre 31,5 et 8 000 Hz, dépassent la courbe NR qui enveloppe le spectre des autres bandes de fréquence d'au moins 4 dB ;

d) « bruit d'impact » : tout bruit formé par des chocs mécaniques de corps solides ou par des impulsions ;

e) « bruit porteur d'information » : tout bruit dans lequel on peut distinguer une mélodie ou des paroles ;

f) « carrière » : tout endroit d'où l'on extrait à ciel ouvert des substances minérales consolidées, à des fins commerciales ou industrielles ou pour remplir des obligations contractuelles ou pour construire des routes, digues ou barrages, à l'exception des mines d'amiante et de métaux et des excavations et autres travaux effectués en vue d'y établir l'emprise ou les fondations de toute construction ou d'y agrandir un terrain de jeux ou un stationnement ;

g) « db » : unité sans dimension utilisée pour exprimer sous forme logarithmique le rapport existant entre une quantité mesurée et une valeur de référence et dont l'application au bruit est établie conformément à l'article 3 de la publication numéro 179 (deuxième édition, 1973) du Bureau central de la Commission électrotechnique internationale ;

h) « dBA » : valeur de niveau du bruit global sur réseau pondéré A établie selon les normes et les méthodes prévues dans la publication numéro 179 (deuxième édition,

1973) du Bureau central de la Commission électrotechnique internationale ;

i) « demande » : une demande de certificat d'autorisation pour une carrière ou une sablière ou un procédé de concassage ou de tamisage dans une carrière faite en vertu de l'article 22 de la Loi ;

j) « habitation » : toute construction destinée à loger des êtres humains et pourvue de systèmes d'alimentation en eau et d'évacuation des eaux usées reliés au sol ;

k) « Loi » : la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) ;

l) « matière en suspension » : toute substance en suspension dans un liquide ou à sa surface qui peut être retenue sur un filtre de fibres de verre équivalent à un papier *Reeve Angel* numéro 934AH ;

m) « matière particulaire » : toute substance autre que de l'eau non combinée, qui se trouve sous une forme liquide ou solide finement divisée, en suspension dans un milieu gazeux ;

n) « nouveau » : dont on entreprend l'exploitation ou l'utilisation après le 17 août 1977 ;

o) « période d'émission » : période de temps pendant laquelle l'intensité du bruit produit dépasse, au point de mesure, la somme de la norme prévue à l'article 12 et de l'atténuation entre le point de mesure et le point d'évaluation ;

p) « point d'évaluation » : endroit où l'on désire connaître l'intensité de bruit produit par une carrière ou une sablière ;

q) « point de mesure » : endroit où un microphone est placé pour mesurer un bruit ;

r) « ruisseau » : petit cours d'eau naturel qui coule à longueur d'année ;

s) « sablière » : tout endroit d'où l'on extrait à ciel ouvert des substances minérales non consolidées, y compris du sable ou du gravier, à partir d'un dépôt naturel, à des fins commerciales ou industrielles ou pour remplir des obligations contractuelles ou pour construire des routes, digues ou barrages, à l'exception des excavations et autres travaux effectués en vue d'y établir l'emprise ou les fondations de toute construction ou d'y agrandir un terrain de jeux ou de stationnement.

t) « sous-ministre » : le sous-ministre de l'Environnement.

SECTION II CERTIFICAT D'AUTORISATION

2. Autorisation : Nul ne peut entreprendre l'exploitation d'une carrière ou d'une sablière, entreprendre l'utilisation d'un procédé de concassage ou de tamisage dans une carrière ou augmenter la production d'un tel procédé de concassage ou de tamisage à moins d'avoir obtenu du sous-ministre un certificat d'autorisation conformément à l'article 22 de la Loi.

Sans restreindre la généralité de ce qui précède, il est notamment nécessaire d'obtenir un certificat d'autorisation du sous-ministre dans tous les cas où l'on établit ou agrandit une carrière ou sablière au-delà des limites d'une aire d'exploitation déjà autorisée par un certificat d'autorisation délivré antérieurement par le sous-ministre et dans tous les cas où l'on agrandit une carrière ou une sablière existante sur un lot qui n'appartenait pas, le 17 août 1977, au propriétaire du fonds de terre où cette carrière ou sablière est située.

Pour les fins du présent article, il n'y a augmentation de production d'un procédé de concassage ou de tamisage que lorsqu'on accroît la capacité nominale de l'un ou l'autre procédé. Tout projet d'augmentation de production d'une carrière ou d'une sablière sans augmentation des procédés de concassage et de tamisage est soustrait à l'application des articles 22, 23 et 24 de la Loi.

Dans le cas d'une sablière d'où plusieurs personnes peuvent extraire des agrégats il incombe au propriétaire de la sablière de présenter la demande.

3. Contenu de la demande : Quiconque demande un certificat d'autorisation pour une carrière ou une sablière en vertu de l'article 2, doit fournir les renseignements et documents suivants :

a) le nom complet, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant ;

b) le numéro cadastral du lot ou des lots où la carrière ou la sablière doit être exploitée ou, le cas échéant, le nom du canton désigné dans l'arpentage primitif ;

c) un plan général, à l'échelle, dûment certifié et signé indiquant :

i. l'aire d'exploitation, y compris la localisation des équipements, des aires de chargement, de déchargement et de dépôt des agrégats, des aires d'entreposage des terres de découverte et du sol végétal ainsi que le zonage du terrain où sera située la carrière ou la sablière ;

ii. le territoire avoisinant situé à moins de 600 mètres de l'aire d'exploitation dans le cas d'une carrière et celui qui est situé à moins de 150 mètres de l'aire d'exploitation

dans le cas d'une sablière, selon la nature de la demande, ainsi que le zonage de ce territoire ;

iii. le nom et le tracé des voies publiques, des voies d'accès existantes et à construire, des cours d'eau ou des lacs, l'emplacement des puits et l'emplacement et la nature de toute construction, terrain de camping ou établissement récréatif situés dans le périmètre délimité selon le sous-paragraphe ii ;

iv. la date de préparation du plan général ; et

v. les limites de la propriété sur laquelle le requérant possède des droits d'exploitation ;

d) une description des équipements qu'on prévoit utiliser et de la capacité nominale de ceux-ci ainsi que les plans et devis des équipements de concassage et de tamisage, y compris de tout appareil destiné à réduire ou à éliminer l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet de contaminants ;

e) la superficie du sol à découvrir et à exploiter ainsi que les épaisseurs moyennes et maximales qu'on prévoit exploiter ;

f) dans le cas d'une carrière, un plan topographique de l'aire d'exploitation montrant des courbes de niveau d'au plus 1,5 mètre d'intervalle ;

g) une description du mode et de la séquence d'exploitation, de la nature des agrégats que l'on prévoit extraire, de l'usage qu'on projette faire de ceux-ci et du taux de production annuelle prévu ;

h) une évaluation de la quantité, exprimée en kilogramme/heure, des matières particulières qui seront émises à l'atmosphère par le système de dépoussiérage, dans le cas où on projette en utiliser un ;

i) une description du lieu et du mode d'élimination des poussières récupérées par le système de dépoussiérage, le cas échéant ;

j) les dates prévues pour le début et la fin des travaux d'exploitation de la carrière ou de la sablière, selon le cas ;

k) un plan de réaménagement du terrain conforme à la section VII, ainsi que le calendrier d'exécution de celui-ci ;

l) un certificat de la municipalité signé par le greffier ou le secrétaire-trésorier attestant que le projet ne contrevient à aucun règlement municipal et, le cas échéant, une copie de toute approbation ou permis requis en vertu d'un règlement de la municipalité ;

m) dans le cas d'une sablière, une garantie de 5 000 \$ dans le cas où la surface à découvrir est inférieure ou égale à 1 hectare et de 4 000 \$ par hectare ou fraction d'hectare dans le cas où la surface à découvrir est supérieure à 1 hec-

tare, cette garantie étant constituée d'un chèque visé, d'obligations négociables du Gouvernement du Canada ou du Québec ou d'une municipalité québécoise ou d'une police de garantie émise par un assureur dûment autorisé à faire des opérations au Québec selon la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32) ;

n) dans le cas prévu à l'article 14, une étude de l'impact qu'entraînera l'exploitation de cette carrière ou de cette sablière sur l'environnement et portant sur la contamination de l'eau, l'érosion du sol, les lieux de rassemblement ou de nidification des oiseaux migrateurs et les frayères des poissons ;

o) dans le cas prévu à l'article 15, une étude hydrogéologique des lieux où on plantera la carrière ou la sablière ;

p) dans le cas prévu à l'article 12, une évaluation du niveau maximum de bruit émis dans l'environnement en provenance de la carrière ou de la sablière selon le cas, accompagné du plan topographique décrit au paragraphe *f*.

4. Cas particulier : Dans le cas où la demande ne porte que sur le procédé de concassage ou de tamisage d'une carrière, le requérant ne doit fournir que les renseignements et documents prévus aux paragraphes *a*, *b*, *c*, *d*, *g*, *h* et *i* de l'article 3.

Le paragraphe *p* de l'article 3 peut également s'appliquer à une telle demande, le cas échéant.

5. Garantie par étapes : Si le requérant prévoit que l'aire d'exploitation occupera une superficie de plus de 5 hectares, il peut verser une garantie pour chaque étape d'exploitation de 5 hectares. Les deux premiers alinéas de l'article 51 s'appliquent à chaque étape individuellement.

6. Durée de la garantie : Dans le cas où le requérant soumet à l'appui de sa demande une police de garantie émise par un assureur dûment autorisé à faire des opérations au Québec, conformément à la Loi sur les assurances, il incombe à ce requérant de prendre les mesures requises pour que cette police de garantie demeure en vigueur ou soit renouvelée pendant toute la durée de l'exploitation de la sablière qui fait l'objet de sa demande.

7. Multiplicité de sablières : Dans le cas où le requérant a l'intention d'établir plus de 5 sablières pour les besoins d'un projet ou d'un ouvrage de génie civil unique, il lui est loisible de soumettre une garantie globale unique de 50 000 \$ pour toutes les sablières pour lesquelles il présente une demande. Cette garantie tient lieu de celle qui est requise selon le paragraphe *m* de l'article 3.

8. Estimation : Sous réserve des paragraphes *h* et *p* de l'article 3, le requérant n'est pas tenu de fournir, lors d'une demande, une estimation de la quantité ou de la concentration des autres contaminants qui seront émis, déposés, dégagés ou rejetés dans l'environnement.

9. Validité : Tout certificat d'autorisation délivré par le sous-ministre en vertu de l'article 22 de la Loi pour permettre l'exploitation d'une carrière ou d'une sablière, est valable seulement pour l'aire d'exploitation décrite ou mentionnée à ce certificat d'autorisation. Tout agrandissement de l'aire d'exploitation au-delà des limites déjà prévues dans un certificat d'autorisation doit faire l'objet d'un autre certificat d'autorisation comme s'il s'agit d'une nouvelle carrière ou sablière.

Il en est de même dans tous les cas où on établit une nouvelle aire d'exploitation à côté d'une aire d'exploitation qui a déjà fait l'objet d'un certificat d'autorisation.

SECTION III NORMES DE LOCALISATION

10. Zonage : Il est interdit d'établir une nouvelle carrière ou une nouvelle sablière dont l'aire d'exploitation est située dans un territoire zoné par l'autorité municipale pour fins résidentielles, commerciales ou mixtes (commerciales-résidentielles). Il est pareillement interdit d'établir une nouvelle carrière à moins de 600 mètres d'un tel territoire ou d'établir une nouvelle sablière à moins de 150 mètres d'un tel territoire.

11. Distances minimales : L'aire d'exploitation d'une nouvelle carrière doit être située à une distance minimale de 600 mètres de toute habitation, sauf s'il s'agit d'une habitation appartenant ou louée au propriétaire ou à l'exploitant de la carrière. Le présent alinéa s'applique également aux nouvelles sablières, sauf que la norme de distance minimale est de 150 mètres.

Les normes de distance établies au présent article s'appliquent *mutatis mutandis* entre l'aire d'exploitation et toute école ou autre institution d'enseignement, tout temple religieux, tout terrain de camping ou tout établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5).

12. Exception pour le bruit : Une nouvelle carrière ou sablière peut néanmoins être établie à une distance inférieure aux normes prescrites selon les articles 10 et 11 si l'exploitant soumet à l'appui de sa demande une évaluation du niveau maximum de bruit qui sera émis dans l'environnement par l'exploitation de la nouvelle carrière ou de la nouvelle sablière et si le bruit évalué aux limites de toute zone résidentielle, commerciale ou mixte visée à l'ar-

ticle 10 et à toute construction ou immeuble visé à l'article 11 n'excède pas 40 dBA entre 18 h et 6 h et 45 dBA entre 6 h et 18 h.

Dans le cas où le sous-ministre a accordé un certificat d'autorisation pour une carrière ou sablière suite à une demande appuyée d'une évaluation de bruit conformément au présent article, l'exploitant de la carrière ou sablière doit, tout au cours de l'exploitation de celle-ci, respecter les normes de bruit établies au premier alinéa.

13. Méthode : Pour les fins d'application de l'article 12, le bruit est évalué selon les méthodes prévues aux annexes D et E.

14. Milieu hydrique : L'aire d'exploitation de toute nouvelle carrière ou sablière doit être située à une distance horizontale minimale de 75 mètres de tout ruisseau, rivière, fleuve, lac, mer, marécage ou batture.

L'exploitation d'une carrière ou d'une sablière dans un ruisseau, une rivière, un fleuve, une mer, un lac, un marécage ou une batture est interdite.

Le présent article ne s'applique toutefois pas dans le cas d'une nouvelle sablière si l'exploitant soumet une étude d'impact sur l'environnement à l'appui de sa demande et si l'exploitation de la sablière n'entraîne pas l'érosion du sol et ne porte pas atteinte aux lieux de nidification ou de rassemblement des oiseaux migrateurs ni aux frayères des poissons.

15. Prises d'eau : Toute nouvelle carrière ou sablière doit être située à une distance minimale d'un kilomètre de tout puits, source ou autre prise d'eau servant à l'alimentation d'un réseau d'aqueduc municipal ou d'un réseau d'aqueduc exploité par une personne qui détient le permis d'exploitation prévu à l'article 32.1 de la Loi, à moins que l'exploitant ne soumette une étude hydrogéologique à l'appui de sa demande et que l'exploitation de la nouvelle carrière ou sablière ne soit pas susceptible de porter atteinte au rendement du puits qui alimente ce réseau d'aqueduc.

16. Réserves écologiques : L'aire d'exploitation de toute nouvelle carrière ou sablière doit être située à une distance minimale de 100 mètres des limites de toute réserve écologique créée en vertu de la Loi sur les réserves écologiques (L.R.Q., c. R-26).

17. Voies d'accès : Les voies d'accès privées de toute nouvelle carrière ou sablière doivent être situées à une distance minimale de 25 mètres de toute construction ou immeuble visé à l'article 11.

18. Voie publique : L'aire d'exploitation d'une nouvelle carrière doit être située à une distance minimale de 70 mè-

tres de toute voie publique. Cette distance est de 35 mètres dans le cas d'une nouvelle sablière.

19. Terrains voisins : L'aire d'exploitation d'une carrière ne peut se rapprocher à moins de 10 mètres de la ligne de propriété de tout terrain appartenant à un autre que le propriétaire du lot où se trouve la carrière. Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher un exploitant de poursuivre l'utilisation d'une aire d'exploitation en-deçà de cette distance si celle-ci s'y trouvait déjà le 17 août 1977. Dans ce cas, il ne lui est cependant pas possible de se rapprocher davantage du terrain voisin.

20. Remplacement et augmentation de production : Dans le cas du remplacement ou de l'augmentation de la production d'un procédé de concassage ou de tamisage dans une carrière au sens du troisième alinéa de l'article 2, ces équipements doivent être situés au même endroit où ils se trouvaient auparavant ou à une plus grande distance de toute zone résidentielle, commerciale ou mixte visée à l'article 10 ou de toute construction ou immeuble visé à l'article 11, sauf dans le cas où ces équipements sont situés au-delà des normes de localisation prévues à ces articles.

Dans le cas où un requérant a déjà, par le passé, en se prévalant de l'article 12, obtenu un certificat d'autorisation pour une carrière ou des procédés de concassage ou de tamisage situés en-deçà des normes de localisation prévues aux articles 10 et 11, celui-ci doit se soumettre à nouveau aux exigences de l'article 22 de la Loi pour l'augmentation de production des procédés de concassage et de tamisage, sauf si ces équipements sont situés au-delà des normes de localisation précitées.

21. Agrandissements : Une carrière ou une sablière ne peut s'agrandir sur un lot qui appartenait, le 17 août 1977, à une autre personne que le propriétaire du fonds de terre où cette carrière ou sablière est située, si cet agrandissement a pour effet de rapprocher l'aire d'exploitation en-deçà des normes de distance prévues aux articles 10 à 16 ou si cette carrière ou sablière est située dans les territoires énumérés aux articles 10 et 57, à moins que le propriétaire du lot où l'agrandissement doit se produire ne soit, le 17 août 1977, une personne liée au propriétaire du fonds de terre où se trouve déjà la carrière ou la sablière au sens de l'article 4 de la Loi sur la faillite (S.R.C., 1970.c. B-3).

SECTION IV PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

22. Concentration de contaminants : Les eaux rejetées dans l'environnement par l'exploitation d'une carrière ou d'une sablière ou par un procédé de concassage ou de tamisage ne doivent pas contenir une concentration de contaminants supérieure à celle indiquée ci-dessous :

- a) 15 mg/l d'huiles, graisses ou goudrons d'origine minérale ; ou
- b) 25 mg/l de matières en suspension.

23. pH : Le pH des eaux rejetées dans l'environnement par l'exploitation d'une carrière ou d'une sablière ou par un procédé de concassage ou de tamisage doit être compris entre 5,5 et 9,5.

24. Méthode d'analyse : Les analyses requises pour assurer l'application des articles 22 et 23 sont effectuées conformément aux méthodes suivantes décrites dans la 14e édition (1975) de l'ouvrage intitulé *Standard Methods for the Examination of Water and Waste Water* publié conjointement par l'*American Public Health Association*, l'*American Water Works Association* et la *Water Pollution Control Federation* :

- a) les huiles et graisses sont déterminées selon les dispositions de la méthode numéro 502 A intitulée *Partition — Gravimetric Method* ou la méthode numéro 502 B intitulée *Partition — Infrared Method (Tentative)* ;
- b) les matières en suspension sont déterminées selon les dispositions de la méthode 208 D intitulée *Total Non-filtrable Residue Dried at 103-105 C (Total Suspended Matter)* ;
- c) le pH est déterminé selon la méthode numéro 424 intitulée *pH Value*.

SECTION V PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

25. Normes d'émission : Les concasseurs, séchoirs, élévateurs ou tamis utilisés dans une carrière doivent être individuellement ou collectivement compris dans un espace clos et munis de conduites qui aspirent les poussières à un ou plusieurs dépoussiéreurs de manière à ne pas émettre des matières particulaires en concentration supérieure à 50 mg/m³ et de sorte que les émissions totales de matières particulaires provenant de tous les équipements soient conformes aux normes prévues à l'annexe A, le tout selon l'échéancier prévu à l'article 27.

Le présent article s'applique *mutatis mutandis* aux convoyeurs utilisés dans une carrière pour transporter des agrégats dont la granulométrie est inférieure au numéro 4 selon la méthode de détermination intitulée: Tamis de contrôle — Dimensions nominales des ouvertures, publiée par le Bureau de normalisation du Québec sous la cote numéro BNQ 1530-360-1976. Il s'applique également aux points d'alimentation et de déversement d'agrégats de tous les concasseurs, séchoirs, élévateurs, tamis et convoyeurs, indépendamment de la granulométrie des agrégats, sauf en

ce qui concerne le transfert ou la chute d'agrégats d'un convoyeur à un tas d'entreposage à ciel ouvert.

26. Points de transfert : Dans le cas où le transfert ou la chute d'agrégats d'un convoyeur à un tas d'entreposage à ciel ouvert ou d'une trémie à un camion dans une carrière entraîne des émissions de poussières visibles à plus de 2 mètres de la source d'émission, l'exploitant doit prendre les mesures requises pour que :

- a) ces points de transfert soient compris dans un espace clos et munis de conduites qui aspirent les poussières en la manière indiquée au premier alinéa de l'article 25 ;
- b) la hauteur de chute libre des agrégats déposés par les chargeurs, mobiles, les camions ou les convoyeurs soit inférieure à 2 mètres, le tout suivant l'échéancier prévu à l'article 27.

27. Application des normes : Les articles 25 et 26 s'appliquent aux équipements utilisés dans une carrière suivant l'échéancier prescrit au tableau ci-dessous ;

cas	délai
tout équipement nouveau placé dans n'importe quelle carrière ;	
tout équipement déjà utilisé au Québec le 17 août 1977 et que l'on place dans une nouvelle carrière :	à compter du 17 août 1977 ;
tout autre équipement :	à compter du 1er décembre 1978.

En outre, le paragraphe b de l'article 26 s'applique à compter du 17 août 1977 dans le cas de tout camion ou chargeur mobile qui dépose des agrégats sur un tas d'entreposage à ciel ouvert et qui, de ce fait, entraîne des émissions de poussières visibles à plus de 2 mètres.

28. Méthodes d'échantillonnage : La méthode d'échantillonnage des émissions de matières particulaires employée pour les fins d'application des articles 25, 26, 27 et 32 est celle publiée par Environnement Canada sous le titre de Méthode de référence normalisée en vue d'essais aux sources fixes et portant le numéro EPS-1AP-74-1.

29. Sablières : Les articles 25 à 28 ne s'appliquent pas aux équipements de concassage ou de tamisage destinés à traiter les agrégats provenant d'une sablière.

Toutefois ces équipements ne doivent pas émettre dans l'atmosphère des poussières dont le degré d'opacité excède 20%, tel que déterminé selon l'échelle de mesure et la méthode prévue à l'annexe B ou selon les méthodes décrites dans le document intitulé *Standard of Performance for New Stationary Sources, Opacity Provision*, publié dans le *Federal Register* des États-Unis d'Amérique, partie II, volume 39, numéro 219, en date du 12 novembre 1974, par l'*American Environmental Protection Agency* (EPA).

30. Obligation : Tout équipement utilisé ou installé dans une carrière ou dans une sablière aux fins de réduire ou prévenir l'émission de contaminants dans l'environnement doit toujours être en état de fonctionnement et doit fonctionner de façon optimale pendant les heures de production, même si cet équipement a pour effet de réduire l'émission de contaminants en-deçà des normes prévues dans le présent règlement.

31. Sources secondaires de contamination : Lorsque les émissions de poussières provenant des voies d'accès, des aires de stationnement ou de circulation ou des tas d'agrégats d'une carrière ou d'une sablière produisent l'une ou l'autre des conséquences énumérées au deuxième alinéa *in fine* de l'article 20 de la Loi, l'exploitant doit prendre les mesures requises pour prévenir ces émissions de façon à faire disparaître ces conséquences.

32. Forage : Les émissions de poussières provenant des opérations de forage effectuées dans une carrière doivent être contrôlées par l'installation d'un dispositif d'aspiration des poussières relié à un dépoussiéreur de sorte à ne pas émettre dans l'atmosphère plus de 50 mg/m³ de matières particulaires.

Le présent article s'applique aux foreuses utilisées dans une carrière selon l'échéancier prévu à l'article 27.

33. Poussières récupérées : Les poussières récupérées par les dépoussiéreurs doivent être manipulées et transportées de façon à ce qu'il n'y ait aucune perte de poussière dans l'atmosphère qui soit visible à plus de 2 mètres de la source d'émission. Dans le cas où elles ne sont pas recyclées, elles doivent être entreposées, déposées ou éliminées sur le sol à condition que l'on prenne les mesures requises pour prévenir tout dégagement de poussières dans l'atmosphère qui soit visible à plus de 2 mètres de la source d'émission.

SECTION VI ONDES SISMQUES

34. Normes : L'exploitation d'une carrière ne doit pas émettre dans l'environnement des ondes sismiques impulsives ou discontinues dont la vitesse au sol évaluée à moins de 30 mètres de toute construction ou immeuble visé à l'article 11 ou de tout puits artésien est supérieure à 4 cm/seconde.

SECTION VII RESTAURATION DU SOL

35. Objet : La restauration du sol a pour objet de réinsérer la carrière ou la sablière dans l'environnement après la cessation de son exploitation.

36. Obligation : La restauration du sol est obligatoire dans le cas d'une nouvelle carrière ou sablière ainsi que dans le cas prévu à l'article 56.

37. Possibilités : Sous réserve du cas prévu à l'article 47, le plan de restauration du sol d'une carrière ou d'une sablière doit être constitué d'une ou plusieurs des options suivantes :

- a) régalage et restauration de la couverture végétale du sol (arbres, arbustes, pelouse ou culture) ;
- b) remplissage par de la terre, du sable ou de la pierre et restauration de la couverture végétale de la surface ;
- c) aménagement avec plans d'eau ;
- d) projet d'aménagement récréatif ou projet de construction.

38. Pente : Dans le cas d'une sablière, le plan de restauration doit prévoir que la pente de la surface exploitée sera d'au plus 30° de l'horizontale à moins de stabiliser le sol à l'aide d'un ouvrage quelconque afin de prévenir les affaissements de terrain et l'érosion.

39. Roc : Dans le cas où une carrière est située sur le flanc d'une colline, d'une montagne, d'une falaise ou d'un coteau, la coupe verticale finale ne doit jamais excéder 10 mètres. L'exploitant peut aménager plusieurs coupes verticales superposées de 10 mètres au moins à condition que celles-ci soient entrecoupées par des paliers horizontaux d'au moins 4 mètres de largeur.

Chaque palier horizontal doit être recouvert de végétation conformément à l'article 43.

40. Sol végétal et terres de découverte : Si le sol végétal et les terres de découverte sont conservées lors de l'exploit-

tation de la carrière ou de la sablière, on doit les entreposer séparément, à part.

Le sol végétal et les terres de découvertes seront ensuite déposés sur la surface régalee lors de la restauration, afin de faciliter la croissance de la végétation.

41. Restauration progressive : Dans le cas où l'exploitant a choisi l'option de restauration prévue au paragraphe *a* de l'article 37, le plan de restauration du sol doit être exécuté au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation de la carrière ou de la sablière.

42. Plans d'eau : Tout aménagement visé au paragraphe *c* de l'article 37 doit être conçu de sorte à prévenir la stagnation des eaux.

Sauf pour la partie servant à l'adoucissement des pentes selon l'article 38, le plan d'eau doit atteindre une profondeur de 2 mètres ou plus, au niveau d'eau le plus bas.

43. Végétation : Dans le cas où le plan de restauration prévoit la mise en place d'une nouvelle couverture végétale sur le sol, l'exploitant doit le recouvrir uniformément de terre végétale, utiliser des engrais et, d'une manière générale, prendre toutes les mesures requises pour que la végétation nouvelle croisse toujours 2 ans après la cessation de l'exploitation de la carrière, à moins que le milieu environnant ne permette pas une végétation vivace.

44. Propreté : A la fin des travaux de restauration du sol, la surface de la carrière ou de la sablière doit être libre de tout débris, déchet, souche, matériel inutilisable, pièce de machinerie ou autre encombrement du même genre.

45. Délais : Dans le cas où l'exploitant a choisi l'option de restauration prévue au paragraphe *a* de l'article 37, la restauration doit être complétée dans un délai d'un an après la date de la cessation de l'exploitation de la sablière ou de la carrière.

Dans le cas où l'exploitant a choisi une des 3 autres options de restauration énumérées à l'article 37, il doit entreprendre la restauration dans le délai mentionné au premier alinéa, sans quoi celle-ci devra être restaurée en la manière indiquée au paragraphe *a* de l'article 37 et ce, dans un délai supplémentaire d'un an.

46. Modifications : L'exploitant peut, en tout temps, modifier le plan de restauration qu'il a soumis conformément au paragraphe *k* de l'article 3. Il doit préalablement transmettre au sous-ministre le plan ainsi modifié, afin d'obtenir son approbation comme s'il s'agissait du plan de restauration original. Le plan modifié doit être conforme à la présente section.

47. Gestion des déchets : Outre le cas prévu à l'article 46, lorsque l'exploitant d'une carrière ou d'une sablière est certain d'en cesser l'exploitation totale ou partielle dans un délai de moins de 12 mois, il lui est loisible de soumettre au sous-ministre un nouveau plan de restauration du sol qui consiste à établir un lieu d'entreposage, d'élimination ou de traitement des déchets dans la carrière ou la sablière. Ce nouveau plan de restauration doit être accompagné d'une copie du certificat délivré préalablement par le sous-ministre selon l'article 54 de la Loi.

Les travaux d'enfouissement sanitaire doivent débuter dans un délai d'un an après la cessation de l'exploitation de la sablière ou de la carrière.

48. Restrictions : Les articles 38, 39, 41 et 42 ne s'appliquent pas dans le cas où le plan de restauration prévoit l'établissement d'un lieu d'entreposage, d'élimination ou de traitement des déchets.

49. Utilisation de la garantie : Le sous-ministre peut utiliser la garantie visée au paragraphe *m* de l'article 3 ou à l'article 7 pour restaurer le sol de la sablière dans tous les cas où l'exploitant néglige ou refuse d'exécuter son plan de restauration conformément aux articles 41 et 45. La garantie peut être pareillement utilisée dans les cas où l'exploitant devient failli ou, si l'exploitant est une corporation, en cas de liquidation de celle-ci.

50. Préavis : Avant d'utiliser la garantie, le sous-ministre doit donner à l'exploitant un avis préalable de 60 jours. À l'expiration de ce délai, le sous-ministre peut employer la garantie pour restaurer la sablière à moins que l'exploitant n'ait, dans les entrefaites, entrepris la mise en oeuvre du plan de restauration.

Dans le cas où l'exploitant ne complète pas le plan de restauration, le sous-ministre peut donner un nouvel avis préalable de 60 jours et employer la garantie conformément à l'article 49.

51. Remise de la garantie : Dans le cas où l'exploitant a choisi la méthode de restauration prévue aux paragraphes *a* ou *b* de l'article 37, 75% de la garantie lui est remise après que le sous-ministre a constaté qu'il s'est conformé aux dispositions de la présente section, sauf en ce qui concerne les articles 43 et 53. Le solde de la garantie est remis lorsque les exigences des articles 43 et 53 sont respectées.

Dans le cas où l'exploitant choisit d'autres options de restauration, la garantie lui est remise en totalité après que le sous-ministre a constaté que l'exploitant s'est conformé à l'ensemble des dispositions de la présente section, en autant que celles-ci s'appliquent au plan de restauration qui a été exécuté.

La garantie n'est pas remise à l'exploitant si elle a été utilisée par le sous-ministre selon l'article 50. Toutefois, si le montant de la garantie dépasse le coût des travaux de restauration exécutés sur l'ordre du sous-ministre, le solde est remis à l'exploitant.

52. Continuation de l'exploitation : L'exploitant d'une sablière qui a soumis une garantie selon le paragraphe *m* de l'article 3 ou selon l'article 7 ne peut pas en poursuivre l'exploitation si la police de garantie qu'il a remise au sous-ministre cesse d'être en vigueur ou si le sous-ministre utilise la garantie selon l'article 50. L'exploitant peut en reprendre l'exploitation dès qu'il remet au sous-ministre une nouvelle garantie en vigueur.

SECTION VIII DISPOSITIONS FINALES

53. Esthétique : Lorsque le terrain où se trouve une nouvelle carrière est recouvert d'arbres, l'exploitant doit conserver intacte une lisière d'arbres de 50 mètres de largeur entre l'aire d'exploitation et l'emprise de toute voie publique. Le présent alinéa s'applique *mutatis mutandis* dans le cas de toute nouvelle sablière, sauf que la norme est de 35 mètres dans ce cas.

Dans le cas d'une nouvelle carrière, l'exploitant doit planter des arbres sur une largeur de 35 mètres entre l'aire d'exploitation et l'emprise de toute voie publique, à raison de 1200 arbres/hectare, si cette bande de terrain n'est pas déjà boisée conformément à cette norme de densité et si l'aire d'exploitation est située à moins de 100 mètres de telle voie publique. Ces arbres doivent être capables d'atteindre 6 mètres de hauteur. Les exigences relatives à la croissance de la végétation stipulées à l'article 43 s'appliquent *mutatis mutandis* à ces arbres.

54. Heures d'exploitation : Il est interdit de dynamiter entre 19 h et 7 h dans une carrière située à moins de 600 mètres d'une construction ou d'un immeuble visé à l'article 11, même dans le cas d'une carrière déjà en exploitation le 17 août 1977.

55. Procédés de concassage et de tamisage : Les articles 1, 2, 4, 8, 10 à 13, 17, 18, 20, 22 à 28, 30, 31 et 33 s'appliquent *mutatis mutandis* aux procédés de concassage et de tamisage établis à l'extérieur d'une carrière ou d'une sablière.

Le présent article ne s'applique toutefois pas aux procédés de concassage et de tamisage utilisés pour une bétonnière ou une cimenterie.

56. Protection du sol : Toute personne qui agrandit une carrière ou une sablière existante le 17 août 1977 en enta-

mant des surfaces de terrain non découvertes et qui n'est pas tenue de présenter une demande au sous-ministre selon l'article 2, doit néanmoins restaurer le sol ainsi entamé selon les articles 35 à 48.

57. Prohibition : Il est interdit d'entreprendre l'exploitation d'une carrière ou d'une sablière sur l'un ou l'autre des territoires suivants, tels que décrits dans l'annexe C :

- a) le mont Saint-Bruno (comté de Chambly) ;
- b) le mont Saint-Hilaire (comté de Rouville) ;
- c) le mont Rougemont (comté de Rouville) ;
- d) le mont Saint-Grégoire (comté d'Iberville) ;
- e) le mont Yamaska (comté de Rouville) ;
- f) le mont Brome (comté de Brome) ;
- g) le mont Shefford (comté de Shefford) ;
- h) la région connue sous l'appellation « côte de Beau-pré ».

58. Exclusions : L'extraction de substances minérales non consolidées à partir d'un dépôt naturel en vue de la construction, de la réfection ou de l'entretien de chemins forestiers ou miniers et l'extraction de substances minérales consolidées ou non sur un terrain destiné à être inondé par le fait d'un projet hydraulique ou hydroélectrique constituent des travaux et activités soustraits à l'application des articles 22, 23 et 24 de la Loi.

Les sections II, III et VII et les articles 53, 54 et 56 du présent règlement ne s'appliquent pas aux travaux et activités visés au présent article. Ces travaux et activités sont cependant assujettis aux articles 41 et 57 et aux sections IV, V et VI du présent règlement.

ANNEXE A

(a. 25)

NORMES D'ÉMISSION DES ÉQUIPEMENTS UTILISÉS DANS UNE CARRIÈRE
(matières particulaires)

Taux de production (tonnes métriques/heure)	Normes d'émission (kg/heure)
30,0	13,7
32,5	13,9
35,0	14,0
37,5	14,2
40,0	14,3
42,5	14,5
45,0	14,6
47,5	14,8
50,0	14,9
52,5	15,0
55,0	15,1
57,5	15,2
60,0	15,3
62,5	15,4
65,0	15,5
67,5	15,6
70,0	15,7
72,5	15,8
75,0	15,9
77,5	16,0
80,0	16,0
82,5	16,1
85,0	16,2
87,5	16,3
90,0	16,3
92,5	16,4
95,0	16,5
97,5	16,6
100,0	16,6

ANNEXE A (suite)

(a. 25)

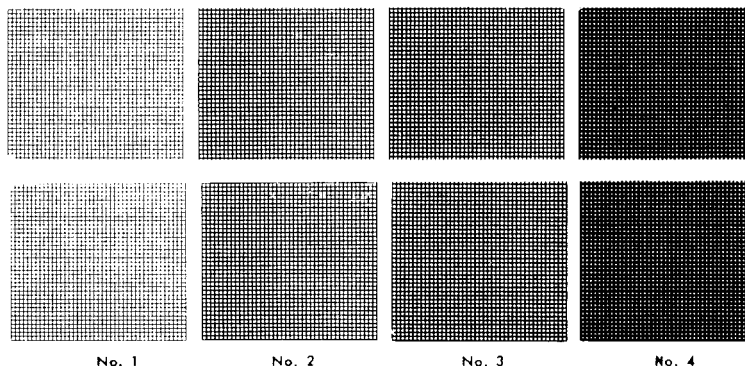
Taux de production (tonnes métriques/heure)	Normes d'émission (kg/heure)
125,0	17,2
150,0	17,7
175,0	18,2
200,0	18,6
225,0	18,9
250,0	19,3
275,0	19,6
300,0	19,8
325,0	20,1
350,0	20,3
375,0	20,5
400,0	20,8
425,0	21,0
450,0	21,2
475,0	21,3
500,0	21,5

Note: L'interpolation et l'extrapolation des normes d'émission pour les taux de production supérieurs à 30 tonnes/heure sont effectuées à l'aide de l'équation $E = 7,98 p^{0,16}$, où E désigne la norme d'émission en kg/h et où p désigne le taux de production en tonnes/heure.

ANNEXE B

(a. 29)

**ÉCHELLE DE MESURE DE L'OPACITÉ
DES ÉMISSIONS DE POUSSIÈRE
DANS L'ATMOSPHÈRE**



ÉCHELLE MICRO-RINGELMANN
Ministère de l'Environnement
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Mode d'emploi

1. Choisir un point d'observation situé à plus de 30 mètres et à moins de 400 mètres de la source d'émission;
2. Éviter de regarder dans la direction du soleil et choisir un angle d'observation permettant d'éliminer tout obstacle sombre à l'arrière-plan;
3. Tenir la carte au bout du bras et regarder l'émission par la fente;
4. Noter le numéro de l'échelle correspondant le mieux à l'opacité, y compris un numéro 0 correspondant à blanc sur blanc;
5. Pour établir l'opacité de l'émission, noter les tons numérotés de l'échelle et utiliser la formule suivante :

$$P = \frac{\text{NUE à l'opacité no.1} \times 20\%}{\text{nombre d'observations}}$$

où P désigne le pourcentage d'opacité de l'émission et
NUE désigne le nombre d'unités équivalentes.

Le numéro de chaque ton numéroté constitue
autant d'unités équivalentes.

ANNEXE C

(a. 57)

DESCRIPTION DES TERRITOIRES OÙ IL EST
INTERDIT D'ENTREPRENDRE
L'EXPLOITATION D'UNE CARRIÈRE OU D'UNE
SABLIÈRE

a) **Le mont saint-Bruno** (comté de Chambly) : Tout le territoire compris à l'intérieur du périmètre ci-après déterminé à l'aide de la carte cadastrale numéro 31 H-11-200-0101 publiée par le ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec en date de mai 1971 et de la carte routière numéro 31 11-14 (révision janvier 1976) publiée par le ministère des Transports du Québec :

Commençant à l'intersection du chemin des 20 avec la route numéro 116 sur le lot numéro 322 du cadastre de la paroisse de Saint-Bruno. De là vers le sud-ouest, suivant la route numéro 116 jusqu'à son intersection avec le boulevard Boucherville. De là vers le nord-ouest, suivant le boulevard Boucherville jusqu'à son intersection avec le chemin Rabastalière. De là vers le sud-ouest, suivant le chemin Rabastalière jusqu'à son intersection avec le chemin de la Montée des 25. De là vers le nord-ouest, suivant le chemin de la Montée des 25 jusqu'à son intersection avec le chemin des 25 nord. De là vers le nord ensuite vers le nord-est, suivant le chemin des 25 nord jusqu'à son intersection avec le chemin Fer-à-Cheval. De là vers le nord, suivant le chemin Fer-à-Cheval jusqu'à son intersection avec l'oléoduc appartenant à la compagnie Montreal Pipeline. De là vers l'est suivant l'oléoduc appartenant à la compagnie Montreal Pipeline jusqu'à son intersection avec la ligne séparative des paroisses de Sainte-Julie et de Saint-Bruno. De là vers le nord et ensuite vers le sud-est suivant la ligne séparative des paroisses de Sainte-Julie et de Saint-Bruno jusqu'à la ligne séparative du rang la Pointe de Chemise et du rang des Quarante-Deux de la paroisse de Saint-Bruno. De là vers le sud en suivant la ligne séparative du rang la Pointe de Chemise et du rang des Quarante-Deux jusqu'à son intersection avec le chemin des 20. De là vers le sud, suivant le chemin des 20 jusqu'au point de commencement.

b) **le mont Saint-Hilaire** (comté de Rouville) : Tout le territoire compris à l'intérieur du périmètre ci-après déterminé à l'aide de la carte cadastrale numéro 31 H-11-200-0102 publiée par le ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec en mai 1971 et de la carte routière numéro 31 H 11-14 (révision janvier 1976) publiée par le ministère des Transports du Québec :

Commençant à l'intersection du chemin des Trente avec la route numéro 116 dans le premier Rang au cadastre de la paroisse de Saint-Hilaire. De là vers le nord-est, suivant la route numéro 116 jusqu'à son intersection avec la route 229. De là vers le sud-est, suivant la route 229 jusqu'à son

intersection avec le chemin de la Carrière. De là vers le sud, suivant le chemin de la Carrière jusqu'à la ligne séparative des municipalités des paroisses de Saint-Jean-Baptiste et de Sainte-Madeleine. De là vers le sud-est, suivant la ligne séparative des paroisses de Sainte-Madeleine et de Saint-Jean-Baptiste jusqu'au Trait-Carré. De là vers le sud, suivant le Trait-Carré jusqu'à son intersection avec la route du rang de la Montagne. De là vers le nord-ouest, suivant la route du rang de la Montagne jusqu'à l'intersection du chemin des Trente. De là vers le nord et le nord-ouest suivant le chemin des Trente jusqu'au point de commencement.

c) **le mont Rougemont** (comté de Rouville) : Tout le territoire compris à l'intérieur du périmètre ci-après déterminé à l'aide des cartes cadastrales numéros 31 H-06-200-0202 et 31 H-11-200-0102 publiées par le ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec en mai 1971 et de la carte routière numéro 31 H 3-6 (révision janvier 1976) publiée par le ministère des Transports du Québec :

Commençant à l'intersection de la route du rang du Cordon avec la ligne séparative des lots 689 et 690 du rang du Cordon au cadastre de la paroisse de Saint-Damase. De là vers le sud-est suivant la ligne séparative des lots 689 et 690 jusqu'à la ligne séparative des rangs du Cordon et de Sainte-Marie-Anne au cadastre de la paroisse de Saint-Damase. De là vers le nord, suivant la ligne séparative des rangs du Cordon et Sainte-Marie-Anne jusqu'à la route située entre le rang Saint-Louis sud et le rang Sainte-Marie-Anne, au cadastre de la paroisse de Saint-Damase. De là vers l'est, suivant la route située entre le rang Saint-Louis sud et le rang Sainte-Marie-Anne jusqu'à son intersection avec la route numéro 231. De là vers le sud, suivant la route numéro 231 jusqu'à son intersection avec la route 229. De là vers le nord-ouest suivant la route numéro 229 jusqu'à son intersection avec la route du Rang-du-Cordon. De là vers le nord suivant la route du Rang-du-Cordon jusqu'au point de commencement.

d) **le mont Saint-Grégoire** (comté d'Iberville) : Tout le territoire compris à l'intérieur du périmètre ci-après déterminé à l'aide de la carte cadastrale numéro 31 H-06-200-0102 publiée par le ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec en mai 1971 et de la carte routière numéro 31 H 3-6 (révision janvier 1976) publiée par le ministère des Transports du Québec :

Commençant à l'intersection du chemin du Bois-de-la-Montagne avec la ligne séparative des paroisses de Sainte-Angèle-de-Monnoir et de Saint-Grégoire-le-Grand. De là vers le sud-est, suivant la ligne séparative des paroisses de Saint-Grégoire-le-Grand et de Sainte-Angèle-de-Monnoir jusqu'à son intersection avec le chemin du Rang-de-la-Montagne. De là vers le sud-ouest, suivant le chemin du Rang-de-la-Montagne jusqu'à la ligne séparative des lots

179 et 180 de la troisième Concession au cadastre de la paroisse de Saint-Grégoire. De là vers le nord-ouest, suivant la ligne séparative des lots 179 et 180 et son prolongement jusqu'à la ligne séparative des lots 174 et 175 de la troisième Concession, au cadastre de la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand. De là vers le nord-est, suivant la ligne séparative des lots 174 et 175 et son prolongement jusqu'à la ligne séparative des lots 172 et 173 de la troisième Concession. De là vers le nord-est, suivant la ligne séparative des lots 172 et 173 jusqu'à la ligne séparative des lots 172 et 170 de la troisième Concession. De là vers le nord-ouest, suivant la ligne séparative des lots 172 et 170 jusqu'au chemin du Bois-de-la-Montagne. De là vers le nord, suivant le chemin du Bois-de-la-Montagne jusqu'au point de commencement.

e) le mont Yamaska (comté de Rouville) : Tout le territoire compris à l'intérieur du périmètre ci-après déterminé à l'aide de la carte cadastrale numéro 31 H-07-200-0201 publiée par le ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec en mai 1971 et de la carte routière numéro 31 H 2-7 (révision janvier 1975) publiée par le ministère des Transports du Québec :

Commençant à l'intersection de la route numéro 112 avec le chemin de fer du Canadien Pacifique dans les limites de la paroisse de Saint-Paul-d'Abbotsford. De là suivant la voie de chemin de fer vers le nord jusqu'à la route 235. De là vers le nord, suivant la route 235 jusqu'à son intersection avec le chemin du Haut-de-la-Rivière. De là vers le nord-est, suivant le chemin du Haut-de-la-Rivière jusqu'à son intersection avec la route du rang Saint-Charles. De là vers le sud-est, suivant la route du rang Saint-Charles jusqu'à son intersection avec le chemin Saint-Charles. De là vers le sud, suivant le chemin Saint-Charles jusqu'à son intersection avec la route numéro 112. De là vers l'ouest, suivant la route numéro 112 jusqu'à la ligne séparative des lots 177 et 178 du petit rang Saint-Charles au cadastre de la paroisse de Saint-Paul-d'Abbotsford. De là vers le sud, suivant la ligne séparative des lots 177 et 178 jusqu'à la ligne nord du lot 194 du petit rang Saint-Charles. De là vers l'ouest, suivant la ligne nord du lot 194 et son prolongement jusqu'à la ligne nord du lot 214 du petit rang Saint-Charles. De là vers l'ouest suivant la ligne nord du lot 214 jusqu'à la ligne séparative des lots 181 et 182 du petit rang Saint-Charles. De là vers le nord, suivant la ligne séparative des lots 181 et 182 jusqu'à la route numéro 112. De là vers l'ouest, suivant la route numéro 112 jusqu'au point de commencement.

f) le mont Brome (comté de Brome) : Tout le territoire compris à l'intérieur du périmètre ci-après déterminé à l'aide de la carte cadastrale numéro 31 H-07-200-0102 publiée par le ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec et de la carte routière numéro 31 H 2-7 (révision

janvier 1975) publiée par le ministère des Transports du Québec :

Commençant à l'intersection de la route numéro 241 avec la rivière Yamaska dans le rang 1, au cadastre du Canton de Shefford. De là vers l'est, suivant la rivière Yamaska jusqu'à la ligne séparative des lots 1291 et 1295 du rang 1 au cadastre du Canton de Shefford. De là vers le sud, suivant la ligne séparative des lots 1291 et 1295 du rang 1 jusqu'à la limite sud du Canton de Shefford. De là vers l'ouest, suivant la limite sud du Canton de Shefford jusqu'à la ligne séparative des rangs 4 et 5 au cadastre du Canton de Brome. De là vers le sud, suivant la ligne séparative des rangs 4 et 5 jusqu'à la ligne séparative des lots 338 et 340 rang 4 du cadastre du Canton de Brome. De là vers l'ouest, suivant la ligne séparative des lots 338 et 340 et son prolongement jusqu'à la ligne séparative des lots 342 et 338 rang 4. De là vers l'ouest, suivant la ligne séparative des lots 342 et 338 jusqu'à la ligne séparative des lots 342 et 343 rang 4. De là vers le sud, suivant la ligne séparative des lots 342 et 343 jusqu'à la ligne séparative des lots 343 et 350, rang 4. De là vers l'ouest, suivant la ligne séparative des lots 343 et 350 jusqu'à la ligne séparative des lots 346 et 350, rang 4. De là vers le sud, suivant la ligne séparative des lots 346 et 350 jusqu'à la ligne séparative des lots 349 et 350, rang 4. De là vers le sud, suivant la ligne séparative des lots 349 et 350, jusqu'à la ligne séparative des lots 349 et 352, rang 4. De là vers l'ouest suivant la ligne séparative des lots 349 et 352 jusqu'au chemin Iron Hill. De là vers le sud, suivant le chemin Iron Hill jusqu'à la ligne séparative des lots 369 et 373, rang 4. De là vers l'ouest, suivant la ligne séparative des lots 369 et 373 et son prolongement jusqu'à la ligne séparative des rangs 2 et 3 au cadastre du Canton du Brome. De là vers le sud, suivant la ligne séparative des rangs 2 et 3 jusqu'à la ligne séparative des lots 127 et 128, rang 2 au cadastre du Canton de Brome. De là vers l'ouest, suivant la ligne séparative des lots 127 et 128 et son prolongement jusqu'à son intersection avec la rive sud du Lac Bromont (Etang Brome). De là vers l'ouest, suivant la rive sud du Lac Bromont (Etang Brome) jusqu'à l'embouchure du ruisseau Beaver Meadow. De là vers le sud-ouest suivant la rive sud du ruisseau Beaver Meadow jusqu'à son intersection avec la route numéro 241. De là vers le nord, suivant la route numéro 241 jusqu'au point de commencement.

g) le mont Shefford (comté de Shefford) : Tout le territoire compris à l'intérieur du périmètre ci-après déterminé à l'aide des cartes cadastrales numéros 31 H-07-200-0102 et 31 H-07-200-0202 publiée par le ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec en mai 1971 et de la carte routière numéro 31 H 2-7 (révision janvier 1975) publiée par le ministère des Transports du Québec :

Commençant à l'intersection du chemin Saxby avec la route numéro 112 dans le rang 6 au cadastre du Canton de

Shefford. De là vers l'est, suivant la route numéro 112 jusqu'à la ligne séparative des lots 699 et 700 du rang 5 au cadastre du Canton de Shefford. De là vers le sud, suivant la ligne séparative des lots 699 et 700 jusqu'à la ligne séparative des lots 831 et 838 du rang 4 du Canton de Shefford. De là vers le sud, suivant la ligne séparative des lots 831 et 838 et son prolongement jusqu'à la route numéro 241. De là vers l'ouest, suivant la route 241 jusqu'à son intersection avec le chemin de Jolly. De là vers le nord-ouest, suivant le chemin de Jolly jusqu'à son intersection avec la ligne séparative des lots 790 et 791 du rang 4 du Canton de Shefford. De là vers l'ouest suivant la ligne séparative des lots 790 et 791 et son prolongement jusqu'à la ligne séparative des lots 784 et 789 du rang 4. De là vers le nord, suivant la ligne séparative des lots 784 et 789 et son prolongement jusqu'à la ligne séparative des lots 662 et 665 du rang 5, au cadastre du Canton de Shefford. De là vers le nord, suivant la ligne séparative des lots 662 et 665 et son prolongement jusqu'à la ligne séparative des rangs 5 et 6 au cadastre du Canton de Shefford. De là vers l'est suivant la ligne séparative des rangs 5 et 6 jusqu'au chemin Saxby. De là vers le nord-est suivant le chemin Saxby jusqu'au point de commencement.

h) la région connue sous l'appellation « côte de Beau-pré » : Tout le territoire situé en-deçà de 1 500 mètres au nord de la route 138 et tout le territoire situé entre la route 138 et le fleuve Saint-Laurent, ces territoires étant bornés à l'ouest par les limites territoriales orientales de la ville de Québec et à l'est par les limites territoriales orientales de la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim, comté de Montmorceny.

ANNEXE D

(a. 1, 13 et annexe E)

MÉTHODE DE MESURE DU BRUIT

Le niveau de bruit attribuable à une carrière ou une sablière est mesuré selon la formule suivante:

$$B = S + I - A + 10 \log_{10} \left[(.0014m) 10^{\frac{L+5}{10}} + 10^{\frac{L_x}{10}} \right]$$

où

S = 5 lorsqu'il y a une ou plusieurs bandes de fréquence impure;

S = 0 lorsqu'il n'y a pas de bande de fréquence impure;

I = 5 lorsqu'il y a un ou plusieurs bruits porteurs d'information;

I = 0 lorsqu'il n'y a pas de bruit porteur d'information;

A = $A_1 + (A_2 - A_3)$ calculé comme suit:

A_1 = atténuation due à la distance

$$A_1 = 20 \log_{10} \frac{d_2}{d_1}$$

et

d_1 = distance entre la carrière ou la sablière et le point de mesure

d_2 = distance entre la carrière ou la sablière et le point d'évaluation

A_2 = atténuation au point d'évaluation due à un écran

A_3 = atténuation au point de mesure due au même écran

L_I = niveau équivalent du bruit d'impact:

Calcul de la moyenne arithmétique des énergies maximales, durant les périodes d'émission, des bruits d'impact qui se produisent durant le temps d'échantillonnage et qui sont perçus au point de mesure.

La formule à utiliser est la suivante:

$$L_I = 10 \log_{10} \left[\frac{1}{m} \sum_{n=1}^m 10^{\frac{dB_n}{10}} \right]$$

où:

dB_n = bruit maximum du n ième bruit d'impact durant sa période d'émission.

m = nombre total d'impacts pendant la période d'émission.

Si le nombre d'impacts est supérieur à 720/heure, $m = 720$.

L_x = niveau équivalent d'un bruit:

Niveau équivalent d'un bruit au point de mesure pendant sa période d'émission durant le temps d'échantillonnage.

La formule à utiliser est la suivante:

$$L_x = 10 \log_{10} \frac{1}{100} \sum f_i 10^{\frac{L_i}{10}}$$

où f_i = intervalle de temps (exprimé en pourcentage du temps d'échantillonnage) pendant lequel le niveau de bruit est à l'intérieur de la limite de la classe i .

Lorsque la sablière ou la carrière n'est pas dans sa période d'émission, les f_i correspondants sont égaux à 0.

et L_i = niveau de bruit en dBA correspondant au point moyen de la classe i .

L'étendue de la classe i doit être fixée à une valeur égale ou inférieure à 2 dBA et la période d'échantillonnage doit être égale ou inférieure à 0,1 seconde.

Pour les fins de la présente méthode de mesure, le temps normal d'échantillonnage est de 60 minutes consécutives. Si l'échantillonnage dure moins de 60 minutes, un ajustement doit être effectué de sorte que le rapport proportionnel entre les périodes d'émission et de pause soit le même.

Toutes les mesures doivent être faites en dBA avec réponse rapide du sonomètre. Le sonomètre et les filtres de bande d'octave doivent être conformes aux normes prévues dans les publications numéros 179 (2ième édition, 1973) et 225 (1ère édition, 1966) du Bureau central de la Commission électrotechnique internationale.

ANNEXE E

(a. 1 et 13)

MÉTHODE D'ANALYSES PAR BANDES D'OCTAVES

La valeur à retenir pour chaque octave est la valeur minimale durant une période de 30 secondes, au point d'évaluation. Si la carrière ou la sablière produit un bruit durant une période de moins de 30 secondes, la mesure est prise durant le temps d'émission.

Les analyses par bandes d'octaves sont faites en dB linéaire avec réponse lente du sonomètre.

Toute analyse par bandes d'octaves doit être effectuée à l'aide d'un sonomètre et de filtres de bande d'octave conformes aux normes prévues dans l'annexe D *in fine*.



c. Q-2, r.3

Règlement sur les conditions sanitaires des campements industriels ou autres

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2)

1. Définitions : Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient :

a) « campements industriels » : ensemble d'installations temporaires ou permanentes, ainsi que leurs dépendances, que l'employeur organise pour loger des personnes à son emploi dans des travaux d'exploitation forestière, minière, de voie ferrée, de voirie, de barrage et autres du même genre, dans des scieries et des moulins à préparer le bois de pulpe, qu'il s'agisse de campements permanents, de campements permanents d'été ou de campements temporaires ;

b) « employeur » : concessionnaire, compagnie, corporation, société, personne, entrepreneur, sous-entrepreneur, engagés dans l'exploitation d'une des industries ou entreprises mentionnées au paragraphe a ;

c) « ouvrier » : toute personne occupée à un travail quelconque dans une des industries ou entreprises telles que définies ;

d) « sous-ministre » : le sous-ministre de l'Environnement ;

e) « inspecteur » : tout fonctionnaire du ministère de l'Environnement ;

f) « campement permanent » : l'ensemble des constructions et de leurs dépendances où les employés doivent habiter au cours du travail, pendant plus de 15 jours successifs, et quelle que soit la saison ;

g) « campement permanent d'été » : tout campement dont les opérations durent 15 jours ou plus, et qui ne peut être utilisé que du 15 mai au 1^{er} octobre exclusivement ;

h) « campement temporaire » : une construction, une bâtisse ou une tente où les employés ne sont que de passage au cours du travail, et où ils ne sont pas appelés à vivre plus de 15 jours successifs, en un site donné.

Les camps communément appelés « camps de batch » sont interdits. Un « camp de batch » est celui où les travailleurs s'arrangent seuls et où, par conséquent, il n'y a ni cuisinier, ni contremaître, ni aucun préposé à l'entretien des lieux.

2. Avis au sous-ministre : Tout employeur qui se propose d'établir un campement permanent, un campement permanent d'été ou un campement temporaire, doit aviser le sous-ministre, des campements anciens et nouveaux qu'il projette d'utiliser durant la prochaine saison d'exploitation. Le sous-ministre doit être avisé au moins 3 semaines avant le début de la construction ou de l'installation des campements ou de la réouverture des campements anciens.

3. Plans et devis : Les bâtisses et dépendances d'un campement industriel qui sont utilisées pour fins d'une exploitation mentionnée ci-dessus, doivent être construites et aménagées selon les plans et devis acceptés ou fournis par le sous-ministre ; les plans et devis du sous-ministre font partie intégrale du présent règlement.

4. Murs : Les murs intérieurs doivent avoir au moins 8 pieds de hauteur entre le plancher et le plafond.

5. Site : Lorsque la chose est possible, les bâtisses et dépendances d'un campement industriel doivent être situées dans un endroit sec et ensoleillé ; chacune de ces bâtisses et dépendances doit être à une distance d'au moins 100 pieds ou plus (distance horizontale) du plus haut niveau des eaux d'un lac ou d'un cours d'eau, quelle que soit la raison de la montée de l'eau.

6. Drainage : Les eaux usées doivent être dirigées dans un puisard couvert dans tous les cas où les conditions du terrain le permettent. Dans le cas contraire, elles doivent être menées par conduite étanche jusqu'à une distance de 100 pieds ou plus du camp, de tout lac, ruisseau, rivière ou autre cours d'eau. Le puisard doit être situé au delà des limites de la bâtisse dont dépend le puisard, et à au moins 100 pieds ou plus de tout lac, ruisseau, rivière ou autre cours d'eau. Ce puisard doit avoir une sortie d'air et la partie supérieure de cette sortie d'air doit être plus élevée que le niveau de l'évier de la bâtisse.

Cet article ne s'applique pas aux campements industriels situés dans les limites d'une municipalité de cité, de ville ou de village et reliés à un système d'aqueduc et d'égoût.

7. Déchets : Les déchets provenant d'un campement industriel abritant moins de 50 hommes/année qui n'est pas desservi par un système organisé d'enlèvement des ordures ménagères et est situé à plus de 30 kilomètres, par voie routière carrossable à l'année, d'un lieu d'élimination pour lequel un permis ou un certificat a été délivré, doivent être

déposés dans une fosse creusée à plus de 100 mètres du campement et de tout cours d'eau. Les déchets déposés dans une telle fosse doivent être recouverts de chaux quotidiennement à chaque jour d'utilisation pendant les mois de juin à septembre inclusivement. Lorsque les déchets déposés atteignent le niveau du sol environnant et lorsque la fosse est abandonnée, celle-ci doit être refermée et recouverte de terre ou de sable et le terrain doit être régalé. Les déchets provenant de tout autre campement industriel doivent être éliminés conformément aux règlements adoptés en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2).

8. Latrines et écuries : Les latrines et écuries doivent être construites en tenant compte des conditions du terrain, de façon que les matières d'égoût ne puissent pas contaminer l'approvisionnement d'eau et ne deviennent pas une nuisance pour les habitants des campements. Les latrines extérieures doivent être érigées à 50 pieds ou plus des constructions et à 100 pieds ou plus de tout lac ou cours d'eau. Les excréments dans les latrines extérieures doivent être entièrement recouverts d'un désinfectant approprié au moins une fois par semaine durant la saison d'été. Pour ce qui est des latrines chimiques ou bactériologiques, celles-ci peuvent être placées à l'intérieur des dortoirs à un endroit convenablement aménagé ou dans des appentis connexes convenablement construits. Les latrines doivent être construites suivant les plans et devis fournis ou acceptés par le sous-ministre. Quant aux écuries, elles doivent être érigées à 100 pieds ou plus des constructions et de tout lac, ruisseau, rivière ou autre cours d'eau.

9. Animaux domestiques : Les animaux tels que porcs, boeufs, vaches ou autres doivent être gardés dans des enclos, étables ou porcheries situés à une distance de 100 pieds ou plus des parties habitées du campement, de tout lac, ruisseau, rivière ou autre cours d'eau, ainsi que de la prise d'eau.

10. Déchets d'abattoirs — carcasses : Dès que le terrain le permet, les restes d'animaux morts ou tués doivent être immédiatement enterrés à au moins 2 pieds sous terre à une distance de 100 pieds ou plus des campements, de tout lac, ruisseau, rivière ou autre cours d'eau, ainsi que de la prise d'eau.

11. Approvisionnement d'eau : La prise d'eau d'alimentation doit être située à une distance d'au moins 150 pieds ou plus du campement et de toute source de contamination ; lorsqu'il s'agit d'un puits de surface bien protégé, la distance doit être de 100 pieds ou plus des latrines, puits, dépotoirs, étables ou autre source de contamination. Dans le cas d'une source qui serait située à un niveau beaucoup plus élevé que toute bâtisse et dépendance du campe-

ment ou d'un puits tubé, cette distance est laissée à la discrétion du sous-ministre. De toute façon, la prise d'eau d'alimentation doit être située en amont du campement ou de toute source de contamination. De plus, toute eau de rivière ou de lac contaminée ne doit jamais être utilisée comme eau d'alimentation.

Un réservoir d'eau de dimensions convenables et bien entretenu, muni d'une chantepleure et couvert, doit être placé à la disposition des ouvriers. La tasse commune est formellement défendue.

Sauf pour ce qui regarde l'usage de la tasse commune, cet article ne s'applique pas aux campements industriels situés dans les limites d'une municipalité de cité, de ville ou de village et reliés à un système d'aqueduc et d'égoût.

12. Cuisiniers et aide-cuisiniers : Il est interdit à l'employeur de prendre à son service tout cuisinier, ou aide-cuisinier, ou tout manipulateur d'aliments qui ne peut fournir un certificat datant de moins de 7 ans, attestant son immunité à la variole — vaccination réussie ou réaction accélérée — et un certificat médical datant de moins de 3 mois au moment de l'embauchage, établissant qu'il ne souffre pas de maladie contagieuse ou vénérienne et qu'il n'est pas porteur de germes pouvant causer une infection transmissible par les aliments. Ce certificat médical doit comporter les mêmes examens que ceux qui sont spécifiés sur la formule-certificat fournie par le sous-ministre. Ce certificat n'est valable que pour un an de la date de son émission.

13. Nécessaire de premiers soins : L'employeur doit voir à ce que chaque campement soit muni d'un nécessaire de premiers soins équipé à la satisfaction de l'inspecteur.

14. Devoirs de l'employeur : L'employeur est tenu :

a) de mettre à la disposition des ouvriers des lits simples avec sommiers à ressorts. Ces lits doivent être munis d'un matelas ou d'une paille et d'un oreiller. Ces articles doivent être propres, en bon état, et avoir été désinfectés au préalable.

Les lits superposés sont prohibés dans toute construction servant de dortoir de campement ;

b) de fournir à l'ouvrier lors de son arrivée au campement, des couvertures de lit propres, en bon ordre et désinfectées ; ces couvertures doivent être pour son usage personnel exclusif, et doivent être lavées au moins une fois par mois. Si, en outre des couvertures de laine, l'employeur fournit des draps de flanellette ou autres, ceux-ci doivent être désinfectés lors de l'arrivée de l'ouvrier au campement, puis lavés une fois par mois. Dans ce cas, les couvertures de laine peuvent être lavées et désinfectées au début de chaque période saisonnière de travail seulement ;

c) d'ériger et d'aménager une pièce séparée et destinée à servir de buanderie afin de permettre aux ouvriers de laver leur linge personnel ;

d) d'installer une bouilloire d'une capacité suffisante en vue de fournir l'eau chaude nécessaire au lavage de la lingerie personnelle. L'employeur peut organiser un service de buanderie. La pièce servant de buanderie peut être utilisée comme chambre de bain par les ouvriers ou bien l'employeur doit aménager un local spécial à cette fin et y installer, dans les deux cas, des cuves appropriées ;

e) d'aménager, selon les plans et devis fournis ou approuvés par le sous-ministre, un séchoir destiné à sécher le linge trempé des ouvriers ;

f) de prévoir un approvisionnement suffisant d'eau chaude dans les dortoirs et un assez grand espace pour aménager un évier étanche et permettre l'installation d'au moins 1 bassin par 5 ouvriers ;

g) d'aménager un endroit pour permettre aux ouvriers de placer leur linge et effets de façon à éviter que ceux-ci ne traînent sur le plancher et à faciliter le nettoyage des campements ;

h) de fournir aux femmes qui doivent loger dans chaque campement une chambre munie d'une fenêtre et complètement séparée de la cuisine ;

i) dans le cas de femmes avec un ou des enfants, d'ériger et d'aménager selon les plans et devis fournis ou acceptés par le sous-ministre, un logement séparé des dortoirs et de la cuisine ;

j) d'aménager, selon les plans et devis fournis par le sous-ministre, une dépense pour entreposer les aliments susceptibles de se décomposer. Ce garde-manger doit avoir un plancher en planches, une fenêtre et un ventilateur ;

k) de protéger les aliments contre les mouches, les insectes, la vermine, la poussière, etc. et de ne placer aucune provision sur le plancher ;

l) de prévoir un endroit convenable pour y placer les légumes ;

m) de protéger toute provision et particulièrement les viandes, contre toute souillure au cours de leur transport ;

n) de voir à ce que les ustensiles de cuisine soient lavés convenablement après chaque usage et tenus en bon état. Il est loisible à l'inspecteur de défendre que l'on utilise des ustensiles de cuisine qu'il trouve en mauvais état ;

o) de voir à ce que les planchers des campements soient lavés au moins une fois par semaine, et balayés à l'humide tous les jours ;

p) de voir à ce que les harnais et tout ce qui peut servir pour l'équipement des chevaux ou bêtes de somme soient placés dans un endroit où ils ne seront pas une cause de malpropreté ou de nuisance à l'entretien hygiénique du campement ;

q) de placer des crachoirs dans les salles de réunion et les dortoirs et de voir à ce que ces crachoirs soient nettoyés tous les jours ;

r) de prendre les moyens nécessaires pour protéger les travailleurs contre les mouches et les moustiques, en installant des moustiquaires à toutes les ouvertures ;

s) de permettre aux inspecteurs du ministère de l'Environnement de visiter en tout temps son campement et ses dépendances, ainsi que la prise d'eau d'alimentation et le système d'égout.

15. Campements permanents d'été : Les campements permanents d'été sont sujets aux prescriptions suivantes :

a) les tentes peuvent être utilisées comme campements durant la période s'étendant du 15 mai au 1^{er} octobre exclusivement ;

b) les dimensions des tentes-dortoirs doivent être calculées sur une base d'au moins 250 pieds cubes par lit simple ;

c) chaque tente doit être pourvue d'une double toiture ;

d) les tentes-dortoirs et les tentes qui servent de cuisine et de salle à manger doivent être pourvues d'un mur en bois de pas moins de 4 pieds de hauteur à partir du plancher, mais la hauteur totale des murs des tentes ne doit pas être moins de 8 pieds à partir du plancher. Le mur doit être convenablement calfeutré et les murs extérieurs rehaussés de terre ;

e) les planchers doivent être à une distance de 12 pouces du sol et couvrir entièrement l'intérieur des tentes ; une distance moindre peut être tolérée si le terrain est très sec. Les planchers faits de billes de bois bien aplanies et présentant une surface suffisamment lisse pour qu'elle puisse être facilement lavée et nettoyée, peuvent être tolérés ;

f) les tentes doivent être chauffées à la satisfaction de l'inspecteur ;

g) une tente spéciale, chauffée, doit être érigée pour permettre aux employés de faire sécher leurs vêtements de travail ; le lavoir peut être installé dans cette tente. Il n'est pas nécessaire que cette tente soit pourvue d'un mur en bois, mais elle doit être pourvue d'un plancher de bois ;

h) un évier doit être installé de façon à ce qu'on puisse y utiliser un bassin par 5 hommes ;

i) le patron doit prendre les moyens nécessaires pour protéger les travailleurs contre les mouches et les moustiques en installant des moustiquaires à toutes les ouvertures ;

j) les tentes doivent être faites d'un matériel pouvant fournir une bonne ventilation et un éclairage suffisant ; les tentes dortoirs et les tentes servant de cuisine ou de salle à manger ne doivent pas être utilisées comme boutique ;

k) toutes les autres prescriptions concernant les campements permanents et touchant le site, l'eau, les latrines, les étables, les lavoirs, les lits, les puisards, les fosses à déchets, doivent être strictement respectées.

16. Campements temporaires : Les campements temporaires sont sujets aux prescriptions suivantes :

a) tout campement temporaire servant de dortoir, doit être muni d'un plancher de bois et d'une tente chauffée destinée à être utilisée pour sécher les vêtements des employés ;

b) une tente ou un abri convenable jugé satisfaisant par l'inspecteur, qui servira de salle à manger, doit être aménagée dans le cas des campements temporaires ;

c) toutes les autres prescriptions concernant le site, l'eau, les latrines, les étables, les lavoirs, les lits, les puisards, les fosses à déchets, doivent être strictement respectées ;

d) l'employeur doit prendre les moyens nécessaires pour protéger les travailleurs contre les mouches et les moustiques en installant des moustiquaires à toutes les ouvertures.

17. Infraction : Est coupable d'infraction toute personne, corporation ou association qui viole quelque'une des dispositions du présent règlement, ou qui refuse d'accomplir un devoir qui lui est prescrit par quelque disposition du présent règlement.

Commets une infraction quiconque, directement ou indirectement, empêche un fonctionnaire, un inspecteur ou tout fonctionnaire, employé et représentant du ministère de l'Environnement, d'exercer les pouvoirs ou d'accomplir les devoirs qui leur sont assignés par la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) ou par ses règlements.

Est partie à une infraction et passible de la peine prévue au même titre qu'une personne qui la commet, quiconque aide ou incite à la commettre ; lorsque l'infraction est commise par une corporation ou par une association, est coupable de l'infraction tout directeur, administrateur, gérant ou officier qui, de quelque manière, approuve l'acte qui constitue l'infraction ou y acquiesce.

Quiconque, sciemment, détruit ou altère une affiche du ministère de l'Environnement, commet une infraction et est passible d'une amende n'excédant pas 20 \$ et les frais.

18. Pénalité : Toute personne, corporation ou association qui viole quelque'une des dispositions du présent règlement, est passible d'une amende n'excédant pas 20 \$, et d'une amende additionnelle n'excédant pas 20 \$ par jour, pour chaque jour, en plus de 2, durant lesquels l'infraction se continue.

Si l'infraction est commise par une personne, elle est passible, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas 8 jours, pour la première infraction, et n'excédant pas 30 jours pour les infractions subséquentes.

-
- A.C. 958-50, (1950) 82 G.O., 2340
 A.C. 881-54, (1954) 86 G.O., 2810
 A.C. 635-61, (1961) 93 G.O., 2317
 A.C. 1939-63, (1963) 95 G.O., 5601
 A.C. 687-78, (1978) 110 G.O.II, 2593



c. Q-2, r.4

Règlement sur l'eau de puits, la glace et les aliments

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2)

SECTION I EAU DE PUIT

1. Eau de puits dont la consommation est interdite : Est interdite pour la consommation :

a) l'eau des puits mal protégés ou des puits creusés dans les caves, à moins qu'elles soient pavées en ciment et que le puits soit parfaitement protégé ;

b) l'eau des puits qui se trouvent à moins de 25 pieds d'une habitation ;

c) l'eau d'un puits creusé à moins de 15 mètres d'une fosse septique ou d'une fosse de rétention ou à moins de 30 mètres d'un cimetière, d'un abattoir, de l'élément épurateur d'un dispositif de traitement des eaux usées ou d'un établissement de production animale sauf s'il s'agit du puits du propriétaire de cet établissement de production animale ;

d) l'eau des puits creusés en contrebas de toute habitation, cimetière, étable, porcherie, renardière, abattoir, fosse d'aisance, puisard, tas de fumier, dépotoirs, et de tout lieu où on accumule des immondices, s'il y a possibilité de contamination ;

e) l'eau des puits qui se révèlent contaminés à l'analyse bactériologique.

SECTION II GLACE

2. Contrôle de la glace de commerce : Il n'est pas permis de récolter ou d'emmagasiner de la glace, pour des fins commerciales ou pour conserver les aliments destinés au commerce, sans une autorisation du sous-ministre de l'Environnement ou du bureau d'hygiène de la localité où cette glace est emmagasinée, ni de la récolter ailleurs que dans les ruisseaux, dans les rivières, dans les lacs non contaminés ou dans tels autres lieux que le sous-ministre peut approuver.

La glace artificielle ou naturelle devant servir à la consommation doit contenir moins de 100 bactéries par centimètre cube et aucun organisme du groupe colon.

SECTION III ALIMENTS

3. Interdiction des aliments dangereux : Il est interdit, pour des fins d'alimentation humaine, de mettre en vente ou de donner les boissons ou les aliments altérés ou gâtés, la chair des animaux morts de maladie ou abattus en mauvais état de santé, le lait falsifié ou provenant de vaches malades. Il est également interdit de vendre ou de mettre en vente, d'acheter ou de donner des veaux ou des porcs n'ayant pas atteint l'âge de 3 semaines ou ne présentant pas une maturité physiologique suffisante, ainsi que des agneaux n'ayant pas atteint l'âge de 4 semaines ou ne présentant pas une maturité physiologique suffisante. Il est de plus interdit de mettre en vente, d'acheter ou de donner de la viande d'animaux en gestation abattus pendant les 10 jours qui précèdent la mise bas et pendant les 10 jours qui la suivent.

4. Mesures de contrôle relatives à la consommation des viandes : Il est interdit de vendre, mettre en vente, donner ou faire usage comme aliment d'aucune partie d'un animal atteint des maladies suivantes :

- 1) le charbon et les maladies charbonneuses (*black-quarter*, fièvre splénique, fièvre du Texas) ;
- 2) la peste bovine (*rinderpest*) ;
- 3) la rage ;
- 4) les maladies hydatiques ;
- 5) la clavelée du mouton ;
- 6) la cysticercose ;
- 7) la trichinose ;
- 8) le choléra des poules ;
- 9) le tétanos ;
- 10) le pleuro-pneumonie épizootique ;
- 11) l'anasarque ;
- 12) le cancer, lorsque les foyers sont assez répandus ;
- 13) la pyémie ;
- 14) l'urémie ;
- 15) l'érysipèle ;
- 16) la septicémie ;

17) le choléra des porcs, quand la peau, sur une surface étendue, a une teinte rouge bleuâtre ou qu'il y a infiltration hémorragique dans les tissus, le gras ou les viscères ;

18) l'ictère, lorsque les muscles et le gras ont une teinte visiblement jaune ;

19) la morve et le farcin ;

20) l'actinomyose, au moins lorsqu'elle est généralisée ;

21) une fièvre élevée et continue, lorsqu'à l'examen *post mortem*, on trouve qu'il y a extravasation de sang, ramollissement des viscères, comme le cœur, le foie et les reins, et épanchement hémorragique dans les cavités du corps ;

22) la tuberculose chez les porcs, que les lésions paraissent importantes ou non ;

23) la tuberculose chez tous les autres animaux :

a) quand il y a tuberculose miliaire dans les deux poumons ;

b) quand il y a des lésions tuberculeuses dans la plèvre et dans le péritoine ;

c) quand il y a des lésions tuberculeuses dans les muscles ou dans les glandes lymphatiques, que les lésions existent dans la substance des muscles ou entre les muscles ;

d) quand il y a des lésions tuberculeuses dans une partie quelconque d'un animal émacié. S'il n'y a des lésions tuberculeuses :

i. que dans les poumons et dans les glandes lymphatiques du thorax ;

ii. que dans le foie ;

iii. que dans les glandes lymphatiques du pharynx ;

iv. ou bien si ces lésions existent à la fois dans tous ou plusieurs de ces organes, mais que dans l'ensemble, ces lésions ont peu d'étendue, l'animal, s'il est sain par ailleurs, peut servir de nourriture après qu'on en aura confisqué et détruit toutes les parties qui contiennent les lésions tuberculeuses ou qui ont été en contact direct avec elles, telles que les parois costales et abdominales.

5. Viandes dont la consommation est interdite : Il est interdit de donner, de mettre en vente, de vendre ou faire usage comme aliment d'aucune partie d'un animal :

a) qui a été empoisonné ;

b) dont la chair est devenue putride ou exhale une odeur rance ou repoussante, ou est ecchymosée par suite d'accident ;

c) qui est mort de maladie, sans avoir été abattu ;

d) qui a vécu moins de 3 semaines ;

e) qui, si c'est un porc, n'a pas été châtré.

6. Exceptions où la consommation de la viande est permise : Quand un animal a été abattu par nécessité, on ne peut le vendre ou en faire usage comme aliment que dans les cas où l'abattage est devenu nécessaire à cause de blessures ou de fracture d'os et pourvu que la chair de l'animal ait une couleur et une consistance normales.

7. Confiscation partielle : Dans toutes les maladies localisées, quand on ne croit pas devoir faire une confiscation totale de l'animal, il faut en enlever et détruire toute partie qui présente des lésions.

SECTION IV PROTECTION DES DENRÉES ALIMENTAIRES

8. Étalage : Les denrées alimentaires, susceptibles d'être consommées sans cuisson ultérieure, exposées aux étalages ou mises en vente sur la voie publique, doivent être protégées contre les mouches, les poussières et autres souillures, et ce à la satisfaction de l'autorité sanitaire municipale.

Aucun étalage de denrées alimentaires ne peut être établi à une hauteur moindre que 2 pieds.

9. Transport : Il est interdit de transporter des fruits, des légumes, des viandes en quartiers ou toute autre denrée alimentaire, dans la même voiture employée au transport d'animaux vivants autres que les animaux de basse-cour enfermés dans une cage à fond étanche.

Le transport de denrées alimentaires peut cependant être autorisé quand cette voiture a été parfaitement lavée avec une solution à 2% de javelle.

10. Porteurs de germes et personnes atteintes de maladies contagieuses : Toute personne faisant le commerce ou la manipulation du lait, des viandes ou de toute autre denrée alimentaire, doit prouver par examen clinique et bactériologique, sur demande du médecin-hygiéniste ou de l'autorité sanitaire municipale, qu'elle n'est pas atteinte d'une maladie contagieuse, y compris la syphilis et la tuberculose, et qu'elle n'est pas porteuse de germes d'une maladie contagieuse.

11. Transport des viandes : Le transport des viandes, pour la vente de porte en porte, doit se faire dans une voiture fermée, ne servant qu'à cet usage ; dans le cas d'un cultivateur vendant la viande des animaux de sa ferme, on peut tolérer l'usage d'une boîte fermant hermétiquement et placée sur une voiture propre.

A.C. 479-44, (1944) 76 G.O., 1230

A.C. 596-58, (1958) 90 G.O., 2214

D. 1886-81, (1981) 113 G.O.II. 3649



c. Q-2, r.5

Règlement sur les eaux embouteillées

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2, a. 31, 46 et 87)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient ou désignent :

a) « bactériologiquement pure » : qui ne contient aucun micro-organisme pathogène ni micro-organisme indice de contamination fécale ou autre ;

b) « distribuer » : mettre à la disposition du consommateur ;

c) « embouteiller » : mettre en bouteille ou autre contenant ;

d) « fontaine » : dispositif distributeur d'eau embouteillée ;

e) « laboratoire agréé » : laboratoire dont les analyses sont signées par un professionnel dûment habilité à cet égard par la Loi de la corporation professionnelle à laquelle il appartient ;

f) « Loi » : la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) ;

g) « méthode agréée » : méthode d'analyse décrite dans la 13^e édition de *Standard Methods for Examination of Water and Wastewater* publié par L'American Public Health Association ;

h) « nappe souterraine » : gîte aquifère naturellement bien protégé ;

i) « production » : ensemble des opérations d'extraction, d'embouteillage et d'emmagasinement ;

j) « teneur en sels minéraux » : extrait sec à 180° C ;

k) « sous-ministre » : le sous-ministre de l'Environnement ;

2. Les définitions contenues dans la Loi s'appliquent au présent règlement.

3. La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16) s'applique au présent règlement.

SECTION II PORTÉE DU RÈGLEMENT

4. Objet : Le présent règlement a pour objet d'établir des normes de qualité, des normes de salubrité relativement à la production et certaines conditions de distribution au Québec pour les eaux embouteillées.

5. Prohibition : Nul ne peut embouteiller une eau, vendre ou distribuer une eau embouteillée si celle-ci ne répond pas aux normes qualitatives et aux conditions de production ou de distribution des eaux prévues dans ce règlement.

6. Exclusion : Le présent règlement ne s'applique pas aux eaux auxquelles ont été ajoutés des extraits, essences ou préparations aromatisantes naturels ou artificiels définis aux articles B. 10.003 à B. 10.006 du Règlement sur les aliments et drogues, (C.R.C., c. 870) adopté en vertu de la Loi sur les aliments et drogues (S.R.C., 1970, c. F-27).

SECTION III CLASSIFICATION ET NORMES QUALITATIVES DES EAUX

7. Eau de source : Une eau conforme aux normes suivantes doit être appelée « eau de source » :

a) elle provient d'une nappe souterraine sans emprunter un aqueduc utilisé à des fins de distribution publique ;

b) elle est, où qu'elle se trouve, bactériologiquement pure et exempte de tout contaminant ;

c) la teneur en sels minéraux n'excède pas 1 000 milligrammes par litre ;

d) les ions et substances suivantes sont en concentrations inférieures à celles indiquées ci-après en parties par million :

1) ammoniacque (en N)	0,5
2) argent (en Ag)	0,05
3) arsenic (en As)	0,01
4) baryum (en Ba)	1,0
5) bore (en B)	5,0
6) cadmium (en Cd)	0,01
7) calcium (en Ca)	200

8) chlorures (en Cl)	250
9) chrome hexavalent (en Cr)	0,05
10) cuivre (en Cu)	1,0
11) cyanures (en CN)	0,01
12) fer (en Fe)	0,3
13) fluor (en F)	1,5
14) magnésium (en Mg)	150
15) manganèse (en Mn)	0,05
16) nitrates (en N) + Nitrites (en N)	10,0
17) plomb (en Pb)	0,05
18) sélénium (en Se)	0,01
19) sulfates (en SO ₄)	500
20) sulfures (en H ₂ S)	0,3
21) uranyles (en UO ₂)	5,0
22) zinc (en Zn)	5,0

8. Eau minérale : Une eau qui satisfait aux normes définies à l'article 7 à l'exclusion de celles prévues aux paragraphes *c* ou *d* doit être appelée « eau minérale ».

9. Eau traitée : Une eau qui a subi un traitement destiné à la rendre potable, qui est bactériologiquement pure et exempt de tout contaminant, doit être appelée « eau traitée ».

10. Si une « eau de source » ou une « eau minérale » est mélangée à une « eau traitée », le produit doit être appelé « eau traitée ».

11. Si on mélange une « eau de source » avec une « eau minérale », le produit doit être appelé « eau de source » s'il satisfait aux normes définies aux paragraphes *c* et *d* de l'article 7 et « eau minérale » dans le cas contraire.

12. Qualificatif « naturelle » : Le qualificatif « naturelle » s'applique à une « eau minérale » ou à une « eau de source » n'ayant pas subi d'autres traitement que décantation, filtration ou gazéification. Ce qualificatif s'applique également à une « eau minérale » ou une « eau de source » qui a été ozonée, mais seulement dans la mesure où ce traitement ne modifie pas les concentrations des ions présents dans l'eau. Il ne peut s'appliquer aux mélanges visés à l'article 11.

13. Qualificatif « gazéifiée » : Le qualificatif « gazéifiée » doit être employé pour caractériser une « eau de source » ou une « eau minérale » lorsqu'il y a eu addition

d'anhydride carbonique. Ce qualificatif doit également être employé pour caractériser une « eau traitée » lorsqu'il y a eu addition d'anhydride carbonique.

Ce qualificatif ne s'applique pas aux eaux regazéifiées à l'aide d'anhydride carbonique naturel lorsque l'addition de gaz est faite de façon à reconstituer l'eau telle qu'à l'urgence.

Dans le cas où plusieurs qualificatifs s'appliquent à l'appellation d'une eau, le qualificatif « gazéifiée » doit être placé en dernier.

14. Qualificatif « minéralisée » : Le qualificatif « minéralisée » doit être employé pour caractériser une « eau de source » ou une « eau traitée » à laquelle on a ajouté des sels minéraux.

Ce qualificatif ne s'applique pas aux eaux auxquelles on a ajouté du fluor lorsque la concentration de cet élément n'excède pas une partie par million.

15. Qualificatif « déminéralisée » : Le qualificatif « déminéralisée » doit être employé pour caractériser une « eau de source » ou une « eau traitée » dont la teneur en sels minéraux a été rendue inférieure à 10 milligrammes par litre.

16. Obligation : Pour caractériser une eau embouteillée, les seuls qualificatifs permis sont ceux définis aux articles 12 à 15.

SECTION IV DISTRIBUTION DES EAUX

17. Protection du consommateur : Toute information portée sur une étiquette ou le contenant d'une eau régie par le présent règlement doit être véridique et précise et ne prêter à aucune confusion ou méprise possible de la part du consommateur. Ces exigences s'appliquent également à toute annonce ou circulaire relative à ces eaux.

18. Renseignements : Le contenant d'une eau visée par le présent règlement ou l'étiquette qui y est apposée doit porter, en caractères indélébiles et très lisibles :

- le nom commercial ;
- l'appellation précise de l'eau ainsi que les qualificatifs qui s'y rapportent conformément aux articles 7 à 15, en caractères identiques et de hauteur au moins moitié de ceux utilisés pour le nom commercial et à proximité de ce dernier ;
- la quantité exacte de produit exprimée en unités volumétriques ;
- suivant le cas la mention « provenant de » ou « eau de la distribution publique de » suivie du nom de la muni-

cipalité et du comté municipal, s'il existe, où se trouve la source, le puits ou l'aqueduc ;

e) un numéro de lot ou la date d'embouteillage ;

f) la mention « embouteillée par » suivie du nom de l'embouteilleur ou la mention « embouteillée pour » suivie du nom du distributeur ;

g) dans le cas d'une eau importée au Québec, les noms du pays d'origine et de l'importateur ;

h) les traitements autres que décantation ou filtration ;

i) dans les cas d'une « eau minérale », d'une « eau de source » et d'une eau portant le qualificatif « minéralisée » : la teneur en sels minéraux en milligrammes par litre et la minéralisation de l'eau telle qu'embouteillée en indiquant les concentrations en parties par million de ions suivants :

- 1) arsenic (en As)
- 2) bicarbonates (en HCO_3)
- 3) calcium (en Ca)
- 4) chlorures (en Cl)
- 5) cuivre (en Cu)
- 6) fluor (en F)
- 7) magnésium (en Mg)
- 8) nitrates (en N)
- 9) plomb (en Pb)
- 10) potassium (en K)
- 11) sodium (en Na)
- 12) sulfates (en SO_4)
- 13) zinc (en Zn).

19. Dans le cas d'une « eau minérale » ou d'une eau portant le qualificatif « minéralisée », la teneur en sels minéraux doit paraître sur l'étiquette principale ou sur la face principale du contenant.

20. Les expressions « eau de source », « eau minérale » et « eau traitée » visées aux articles 10 à 15, 18 et 19 comprennent, le cas échéant, les qualificatifs prévus aux articles 12 à 15.

21. Analyses : Toutes les analyses nécessaires à l'application du présent règlement doivent être effectuées par un laboratoire agréé suivant une méthode agréée.

Dans le cas des eaux produites au Québec, ces analyses doivent obligatoirement s'effectuer sur des échantillons prélevés en présence d'un représentant du ministère de

l'Environnement, ou d'un représentant dûment mandaté de la Communauté urbaine de Montréal, de la Communauté urbaine de Québec ou de la Communauté régionale de l'Outaouais.

22. Documents : Les manufacturiers et importateurs doivent, avant d'entreprendre la mise en marché ou la distribution au Québec de toute eau visée par le présent règlement, transmettre au sous-ministre un document comportant :

a) tous les renseignements requis pour vérifier l'exactitude des déclarations qui figureront sur le contenant ou l'étiquette ;

b) pour les eaux visées au paragraphe i de l'article 18, une analyse chimique de l'eau conformément à ce paragraphe et datant de moins d'un an.

23. Eau importée : Dans le cas d'une eau importée au Québec, le document mentionné à l'article 22 doit porter une attestation des autorités gouvernementales compétentes du pays d'origine conformément aux modalités déterminées par entente entre les gouvernements.

Dans le cas où une telle entente n'existe pas, cette attestation doit être signée par un laboratoire agréé autre que celui du manufacturier.

SECTION V SALUBRITÉ

24. Lieux de production : Le manufacturier d'une eau embouteillée doit maintenir ses installations de production en parfaites conditions de propreté et de salubrité.

25. Fontaines : Nul propriétaire ou locataire d'une fontaine ne peut permettre l'usage de celle-ci si elle n'est pas dans un état parfait de propreté et d'hygiène.

Lorsqu'une fontaine est louée, le nom et l'adresse de son propriétaire doivent être indiquées sur celle-ci.



c. Q-2, r.6

Règlement sur les effluents liquides des raffineries de pétrole

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2, a. 20, 22, 31 et 46)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions suivants signifient :

a) « eau de ballast » : eau transportée dans un bateau pour en assurer la stabilité et la navigabilité, y compris l'eau utilisée pour le nettoyage des réservoirs de cargaison et des ballasts ;

b) « eau de refroidissement non recyclée » : eau qui circule une seule fois dans des échangeurs de chaleur simples ou en série pour refroidir les hydrocarbures ou les produits chimiques utilisés dans les procédés d'une raffinerie de pétrole et qui n'est pas destinée à entrer en contact avec ceux-ci ou avec les eaux résiduaires ;

c) « eau pluviale » : le ruissellement des précipitations qui tombent sur une raffinerie de pétrole et sur les terrains où celle-ci se trouve, y compris le ruissellement provenant de l'extérieur de ces terrains et qui s'écoule sur ceux-ci ;

d) « eau résiduaire » : eau destinée à entrer en contact avec les hydrocarbures ou les produits chimiques utilisés dans les procédés d'une raffinerie de pétrole ;

e) « effluent liquide » : toute eau usée provenant d'une raffinerie de pétrole, y compris notamment l'eau résiduaire, l'eau de ballast déposée à la raffinerie avant le chargement d'un bateau, l'eau de refroidissement non recyclée, l'eau pluviale, l'eau de purge des tours de refroidissement, l'eau de lavage, les boues des appareils de traitement de l'eau d'alimentation et toute autre boue ou eau issue de l'exploitation d'une raffinerie de pétrole et de tout équipement ou réservoir utilisé pour une telle entreprise ;

f) « existant » : dont on a entrepris la construction ou qui est déjà en exploitation le 9 novembre 1977 ;

g) « Loi » : la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) ;

h) « nouveau » ou « nouvelle » : dont on entreprend la construction après le 9 novembre 1977 ;

i) « quantité maximale quotidienne » : la quantité maximale d'un contaminant qu'une raffinerie de pétrole a le droit de rejeter dans l'eau un seul jour par mois civil ;

j) « quantité moyenne mensuelle » : la somme de la quantité maximale quotidienne et des quantités quotidiennes de chaque contaminant mesurées sur une période d'un mois civil selon le deuxième alinéa de l'article 15 et divisée par le nombre de jours où, pendant ce mois, on a mesuré ces quantités ;

k) « quantité quotidienne » : la quantité d'un contaminant qu'une raffinerie de pétrole a le droit de rejeter dans l'eau chaque jour d'un mois civil, sous réserve de la quantité maximale quotidienne et de la quantité mensuelle moyenne établie dans le présent règlement ;

l) « sous-ministre » : le sous-ministre de l'Environnement.

SECTION II CERTIFICAT D'AUTORISATION ET ÉTUDE D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

2. Nouvelles raffineries : Outre les exigences prévues dans le Règlement relatif à l'administration de la Loi sur la qualité de l'environnement (c. Q-2, r.1), toute demande de certificat d'autorisation soumise au sous-ministre selon l'article 22 de la Loi en vue de la construction d'une nouvelle raffinerie de pétrole, doit être accompagnée d'une étude complète de l'impact global que produira sur l'environnement la réalisation de ce projet.

Cette étude doit porter sur tous les aspects de l'environnement.

3. Production : Le paragraphe h de l'article 6 du Règlement relatif à l'administration de la Loi sur la qualité de l'environnement ne s'applique pas à une demande de certificat d'autorisation soumise en vue de la construction d'une nouvelle raffinerie de pétrole. Une telle demande doit cependant indiquer la capacité quotidienne de raffinage de pétrole brut prévue pour cette raffinerie.

SECTION III NORMES AFFÉRENTES AUX EFFLUENTS LIQUIDES

4. Normes d'effluent : Une nouvelle raffinerie de pétrole ne doit pas rejeter dans l'environnement un effluent liquide contenant des huiles et graisses, des phénols, des sulfures, de l'azote ammoniacal et des matières en suspension au-

delà d'aucune des normes établies au tableau suivant, par 1 000 barils de pétrole brut traité par la raffinerie, le tout suivant la capacité de raffinage déclarée au sous-ministre selon les articles 3, 23 ou 24 :

<i>Nature du contaminant</i>	<i>Quantité moyenne mensuelle (en kg)</i>	<i>Quantité quotidienne (en kg)</i>	<i>Quantité maximale quotidienne (en kg)</i>
Huiles et graisses	1,40	2,50	3,40
Phénols	0,14	0,25	0,34
Sulfures	0,05	0,14	0,23
Azote ammoniacal	1,63	2,60	3,27
Matières en suspension	3,26	5,45	6,80

5. Modifications ou augmentations de production : Les normes établies à l'article 4 s'appliquent également à toute augmentation de 15% ou plus de la production d'une raffinerie de pétrole existante par rapport à la capacité de raffinage déclarée au sous-ministre suivant l'article 22. Ces normes s'appliquent en fonction de la capacité de raffinage ainsi majorée.

6. Raffineries existantes : Toute raffinerie de pétrole existante ne doit pas rejeter dans l'environnement, à compter du 31 décembre 1979, un effluent liquide contenant des huiles et graisses, des phénols, des sulfures, de l'azote ammoniacal et des matières en suspension au-delà d'aucune des normes établies au tableau suivant, par 1 000 barils de pétrole brut traité par la raffinerie, le tout suivant la capacité de raffinage déclarée au sous-ministre selon les articles 22 à 24 :

<i>Nature du contaminant</i>	<i>Quantité moyenne mensuelle (en kg)</i>	<i>Quantité quotidienne (en kg)</i>	<i>Quantité maximale quotidienne (en kg)</i>
Huiles et graisses	2,80	5,00	6,80

Phénols	0,28	0,50	0,68
Sulfures	0,10	0,28	0,46
Azote ammoniacal	2,26	3,62	4,52
Matières en suspension	6,52	10,90	13,60

7. Eaux de refroidissement non recyclées : Pour les fins d'application de la norme relative au rejet d'huiles et graisses prescrite à l'article 6, l'effluent liquide d'une raffinerie de pétrole existante ne comprend pas les eaux de refroidissement non recyclées contenant une concentration de 5 mg/l ou moins d'huiles et graisses.

8. Matières en suspension : Les normes d'effluent établies aux articles 4 et 6 s'appliquent à tous les effluents liquides rejetés dans l'environnement par une raffinerie de pétrole. Une raffinerie de pétrole peut cependant soustraire de ces rejets les matières en suspension qui sont contenues chaque jour dans l'eau brute d'alimentation de la raffinerie de pétrole si le responsable de cette raffinerie les mesure de la même façon, selon la même fréquence et les mêmes modalités qu'il mesure les contaminants rejetés dans l'environnement en vertu des articles 15 à 17.

9. Eaux pluviales : Outre les articles 4 et 6, une raffinerie de pétrole qui évacue des eaux pluviales et qui mesure le débit de celles-ci séparément des autres eaux comprises dans ses effluents liquides, ne doit pas rejeter dans l'environnement des huiles et graisses, des phénols ou des matières en suspension au-delà d'aucune des normes établies au tableau suivant, lesquelles s'ajoutent aux normes prévues aux articles 4 et 6 :

<i>Nature du contaminant</i>	<i>Concentration quotidienne (en mg/l d'eaux pluviales rejetées)</i>	<i>Quantité mensuelle totale (en kg/1 000 barils de pétrole brut traité par jour)</i>
Huiles et graisses	10	11,34
Phénols	1	1,13
Matières en suspension*	30	34,02

*La partie volatile de celles-ci seulement.

10. Eaux non contaminées : L'article 9 ne s'applique pas aux eaux pluviales qui n'ont pas été contaminées par une raffinerie de pétrole ou par des opérations reliées à l'exploitation d'une raffinerie.

Le responsable d'une raffinerie de pétrole existante qui constate que cette raffinerie rejette dans l'environnement des eaux pluviales visées au présent article doit en avertir le sous-ministre avant le 9 décembre 1977 sans quoi il ne peut invoquer l'exception prévue dans cet article. Le responsable d'une nouvelle raffinerie de pétrole doit, dans les mêmes conditions, transmettre cet avis au sous-ministre dans les 60 jours du début de l'exploitation de cette raffinerie.

11. pH : Une raffinerie de pétrole ne doit pas rejeter dans l'environnement un effluent liquide ou des eaux pluviales dont le pH n'est pas compris entre 6,0 et 9,5.

12. Article 20 de la Loi : Les normes prévues aux articles 4, 6, 9 et 11 sont établies au sens de l'article 20 de la Loi.

13. Eaux usées sanitaires : Les eaux usées provenant des équipements sanitaires utilisés par les employés d'une raffinerie de pétrole doivent être traitées par un dispositif de traitement des eaux usées dont la construction a été autorisée par le sous-ministre selon le premier alinéa de l'article 32 de la Loi, à moins d'être évacuées dans un réseau d'égout visé à l'article 21.

SECTION IV SURVEILLANCE ET ANALYSES

14. Mesure du pH et du débit : Le responsable d'une raffinerie de pétrole doit mesurer en continu le débit et le pH des effluents liquides rejetés dans l'environnement par cette raffinerie.

15. Mesure des autres contaminants : Le responsable d'une raffinerie de pétrole doit également mesurer la quantité totale d'huiles et graisses, de phénols, de sulfure, d'azote ammoniacal et de matières en suspension contenue dans l'effluent liquide et dans les eaux pluviales rejetées dans l'environnement par cette raffinerie.

Les contaminants visés au premier alinéa doivent être mesurés 3 jours non consécutifs par semaine. Les 3 jours choisis pour la mesure des contaminants doivent toujours être les mêmes, suivant la déclaration soumise préalablement au sous-ministre à ce sujet selon l'article 16. Les données ainsi obtenues doivent être conservées dans un regis-

tre pendant une période de 2 ans. Ce registre doit aussi indiquer la quantité de barils de pétrole brut traité dans la raffinerie de pétrole chaque jour où l'on procède à la mesure des contaminants.

Enfin, le responsable d'une raffinerie de pétrole existante doit, chaque semaine, pendant 3 jours non consécutifs, mesurer la concentration des huiles et graisses présentes dans l'eau de refroidissement non recyclée rejetée dans l'environnement par telle raffinerie.

16. Déclaration quant aux jours de mesure : Le responsable d'une nouvelle raffinerie de pétrole doit, avant d'entreprendre l'exploitation, déclarer au sous-ministre quels seront les jours où, conformément à l'article 15, il mesurera les contaminants rejetés dans l'environnement par cette raffinerie.

Le responsable d'une raffinerie de pétrole existante doit, avant le 9 décembre 1977, transmettre au sous-ministre la déclaration visée au premier alinéa.

17. Transmission des données : Les résultats obtenus conformément aux articles 14 et 15 doivent être transmis au sous-ministre une fois par mois, au cours du mois suivant, en utilisant la formule prescrite dans l'annexe A.

18. Méthode de prélèvement : Les contaminants visés dans la section III sont déterminés sur des échantillons prélevés avant rejet de l'effluent liquide, des eaux pluviales et de l'eau de refroidissement non recyclée dans le cours d'eau récepteur ou dans le réseau d'égout visé à l'article 21.

L'échantillonnage s'effectue proportionnellement au débit ou par le prélèvement d'un volume égal d'effluent liquide, d'eau pluviale ou d'eau de refroidissement non recyclée, selon les cas, à des intervalles de temps réguliers espacés de 15 minutes ou moins. L'échantillon soumis à l'analyse selon l'article 20 est constitué de tous les prélèvements recueillis au cours des 24 heures précédentes.

19. Conservation des échantillons : Tout échantillon prélevé pour l'application du présent règlement doit être conservé à une température supérieure à 0°C et inférieure à 5°C jusqu'au moment de l'analyse.

L'analyse doit être faite dans le délai prévu ci-dessous sur un échantillon conservé selon ce qui est indiqué ci-après :

a) les huiles et graisses sont analysées dans un délai de 6 heures sur un échantillon conservé avec de l'acide sulfurique à un pH < 2 jusqu'à l'analyse ;

b) les phénols sont analysés dans un délai de 12 heures sur un échantillon conservé avec le sulfate de cuivre à un pH < 4 à l'aide d'acide phosphorique jusqu'à l'analyse ;

c) les sulfures sont analysés dans un délai de 12 heures sur un échantillon conservé avec l'acétate ou le chlorure de zinc ;

d) l'azote ammoniacal est analysé dans un délai de 12 heures sur un échantillon conservé avec de l'acide sulfurique à un pH < 2 jusqu'à l'analyse ;

e) les matières en suspension sont analysées dans les 18 heures.

Tout préservatif mentionné au premier alinéa doit être présent dès le début du prélèvement de chaque échantillon.

Les délais indiqués au présent article sont calculés à partir du moment où l'échantillon a été complètement constitué suivant le deuxième alinéa de l'article 18.

20. Méthodes d'analyse : Les analyses requises pour assurer l'application de la présente section sont effectuées conformément aux méthodes suivantes décrites dans la 14^e édition (1975) de l'ouvrage intitulé *Standard Methods for the Examination of Water and Waste Water* publié conjointement par l'*American Public Health Association*, l'*American Water Works Association* et la *Water Pollution Control Federation* :

a) les huiles et graisses sont déterminées selon la méthode 502 A intitulée *Partition-Gravimetric Method* ;

b) les phénols sont déterminés selon les méthodes 510 A et 510 B intitulées respectivement *Distillation Step for Methods B and C* et *Chloroform Extraction Method* ;

c) les sulfures sont déterminés (en S) selon la méthode 428 C intitulée *Methylene Blue Method* et on peut utiliser un échantillon filtré pour les fins de cette analyse à condition que la filtration ait lieu avant le mélange avec l'agent de préservation visé au paragraphe c de l'article 19 ;

d) l'azote ammoniacal est déterminé selon la méthode 418 de l'ouvrage précité intitulé *Nitrogen (Ammonia)* ou selon la méthode d'analyse prévue aux pages 165 à 167 dans l'ouvrage intitulé *Methods for Chemical Analysis of Water and Waste* publié à Washington, D.C. en 1974 par *American Environmental Protection Agency (EPA)* sous la cote EPA 625-6-74-003 ;

e) les matières en suspension sont déterminées selon la méthode 208 D intitulée *Total Non-filtrable Residue Dried at 103-105 C (Total Suspended Matter)* et, aux fins d'application de l'article 9, la partie volatile des matières

en suspension est déterminée selon la méthode 208 E intitulée *Total Volatile and Fixed Residue at 550 C* ;

f) le pH est déterminé selon la méthode 424 intitulée *pH Value*.

21. Réseaux d'égout : Les normes établies dans la section III relativement aux rejets d'une raffinerie de pétrole dans l'environnement s'appliquent *mutatis mutandis* aux rejets d'une raffinerie de pétrole dans tout réseau d'égout municipal ou tout réseau d'égout exploité par une personne qui détient le permis d'exploitation prévu à l'article 32.1 de la Loi, sauf en ce qui concerne les eaux usées sanitaires évacuées séparément des autres effluents liquides.

22. Capacité de raffinage : Le responsable d'une raffinerie de pétrole existante doit, avant le 9 janvier 1978 communiquer au sous-ministre la capacité quotidienne de raffinage de pétrole brut de cette raffinerie.

La capacité quotidienne de raffinage d'une raffinerie de pétrole existante est la quantité moyenne quotidienne la plus élevée de pétrole brut effectivement raffinée pendant 7 jours consécutifs au cours des 2 années qui ont précédé le 9 novembre 1977.

23. Augmentation de la capacité de raffinage : Le responsable d'une raffinerie de pétrole peut modifier autant de fois qu'il le désire la déclaration soumise selon l'article 3, 22 ou 24 dans le cas où il y a eu une augmentation de la quantité moyenne quotidienne de pétrole brut effectivement raffinée pendant 7 jours consécutifs. La nouvelle capacité quotidienne de raffinage ainsi déclarée entre en vigueur le premier jour du mois pendant lequel elle a été déclarée.

24. Diminution de la capacité de raffinage : Le responsable d'une raffinerie de pétrole doit modifier la déclaration soumise selon l'article 3, 22 ou 23 dans le cas où la quantité moyenne quotidienne est inférieure, pendant au moins 2 mois consécutifs, de 15% par rapport à la capacité de raffinage déclarée précédemment, exception faite des jours où il y a eu diminution du raffinage pour l'entretien de la raffinerie de pétrole.

La capacité quotidienne de raffinage ainsi diminuée est la quantité moyenne quotidienne la plus élevée de pétrole brut effectivement raffinée pendant 14 jours consécutifs au cours des 2 mois mentionnés au premier alinéa.

ANNEXE A

(a. 17)

RAPPORT MENSUEL SUR LES EAUX USÉES
D'UNE RAFFINERIE DE PÉTROLE

Raffinerie de pétrole exploitée par la compagnie _____

et située à _____

Mois de _____ 19 _____

Capacité de raffinage déclarée: _____ MB*/jour

Date de la déclaration relative à la capacité de raffinage:
_____ 19 _____

Quantité de pétrole brut raffiné:

— mois courant: _____ MB*

jours de production: _____

— mois précédent: _____ MB*

jours de production: _____

— moyenne des 2 mois: _____ MB*/jp**

TABLEAU DES REJETS RÉELS

date	mesures de débit (en millions de litres/jour)		matières en suspension dans l'eau d'alimentation	rejets mesurés (en kg/jour)					pH
	effluent liquide	eaux pluviales		huiles	phénols	sulfures	NH ₃ -N	matières en suspension	
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									
15									
16									
17									
18									
19									
20									
21									
22									
23									
24									
25									
26									
27									
28									
29									
30									
31									
MOYENNE									

TABLEAU DES REJETS PERMIS EN VERTU DU PRÉSENT RÈGLEMENT

	<i>huiles</i>	<i>phénols</i>	<i>sulfures</i>	<i>NH₃-N</i>	<i>matières en suspension</i>	<i>pH</i>
quantité mensuelle						
quantité moyenne quotidienne						
quantité quotidienne maximale						

*MB: mille barils

**jp : jours de production

J'atteste l'exactitude de la présente déclaration

(raison sociale de la raffinerie)

signature: _____

fonction: _____



c. Q-2, r.7

Règlement sur les entreprises d'aqueduc et d'égout

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2, a. 31, 34 et 46)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient ou désignent :

a) « abonné » : une personne qui possède ou occupe un immeuble approvisionné en eau par une entreprise d'aqueduc ou bénéficiant d'un service d'égout fourni par une entreprise d'égout ;

b) « consommation domestique » : la consommation d'eau requise pour la cuisine et l'hygiène dans une maison d'habitation ;

c) « entreprise d'aqueduc » : un service ou un réseau de distribution ou de vente d'eau qui possède au moins 1 abonné en plus de l'exploitant ;

d) « entreprise d'égout » : un service ou un réseau d'égout sanitaire qui possède au moins 1 abonné en plus de l'exploitant ;

e) « exploitant » : une personne qui exploite, administre ou contrôle une entreprise d'aqueduc ou une entreprise d'égout ;

f) « Loi » : la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) ;

g) « sous-ministre » : le sous-ministre de l'Environnement.

2. Application du règlement : Sauf pour les cas prévus dans la section VI, le présent règlement ne s'applique qu'aux entreprises d'aqueduc et aux entreprises d'égout qui sont exploitées par une personne, y compris de telles entreprises situées dans un parc privé de maisons mobiles, sans égard toutefois en aucun cas à ce que le service soit rendu à titre onéreux ou gratuit.

SECTION II CONSTRUCTION DES ÉQUIPEMENTS D'AQUEDUC ET D'ÉGOUT

3. Conformité : Toute construction ou installation d'équipement d'aqueduc et d'égout doit être conforme aux plans et devis mentionnés dans l'autorisation émise par le sous-ministre en vertu de l'article 32 de la Loi et être conforme aux normes de construction prévues dans le présent règlement.

4. Qualité des matériaux : Aucun matériau ou appareil usagé, endommagé ou défectueux ne doit être utilisé pour la construction ou la réparation des équipements d'une entreprise d'aqueduc ou d'une entreprise d'égout.

5. Tuyauterie : Le choix de la tuyauterie utilisée par une entreprise d'aqueduc ou une entreprise d'égout doit être déterminé en tenant compte de la nature du sol, des caractéristiques de l'eau, de la pression, de la pente et du débit requis ou à canaliser et en prenant en considération les besoins futurs.

6. Protection contre le gel : Les conduites d'aqueduc et d'égout doivent être posées par l'exploitant à une profondeur suffisante pour les protéger contre la gelée et autres inconvénients. À moins de circonstances exceptionnelles, cette profondeur est d'au moins 180 centimètres pour les conduites d'aqueduc. Quant aux conduites d'égout, elles doivent être enfouies au moins à la profondeur des sorties d'égout sanitaire des maisons et jamais à une profondeur inférieure à 135 centimètres.

Les profondeurs mentionnées au présent article sont calculées à la couronne des conduites.

7. Voisinage des conduites : Il est interdit d'installer une conduite d'égout au-dessus ou à côté d'une conduite d'aqueduc.

Lorsque des conduites d'aqueduc et d'égout sont installées dans une même tranchée, la conduite d'égout doit être posée à au moins 45 centimètres au-dessous et 45 centimètres à côté de la conduite d'aqueduc, calculé de paroi à paroi.

8. Remplissage : Après leur installation, les conduites d'égout et d'aqueduc doivent être entourées de toute part, avec soin, d'une couche compacte d'au moins 30 centimètres de sable ou de gravier ne comportant ni cailloux, cendres ou terre gelée.

9. Vannes d'arrêt et regards : Des vannes d'arrêt ou regards doivent être installés à différents endroits du réseau d'aqueduc ou d'égout, selon le cas, pour permettre de faire les réparations, nettoyages ou inspections en affectant le moins d'abonnés possible.

Les regards d'égout doivent être d'un diamètre minimal de 76,2 centimètres (30 pouces) sans tenir compte de la cheminée d'accès. Ils doivent être munis de couvercles permettant la ventilation. Il doit y avoir au moins un regard à tous les 130 mètres de conduite d'égout, à tous les changements de direction des conduites et à tous les points de jonction de celles-ci.

10. Vannes de vidange : Le réseau d'aqueduc doit être muni de vannes de vidange. Ces vannes de vidange ne doivent en aucun cas communiquer directement avec une conduite d'égout.

Aux endroits où il y a possibilité d'accumulation d'air, les conduites d'aqueduc doivent être munies de purges d'air.

11. Plan du réseau : L'exploitant doit préparer et conserver un plan de son réseau, le tenir à date et y déterminer des points de repère lui permettant de localiser facilement les conduites souterraines et les vannes. Copie de ce plan doit être transmise au sous-ministre avant le 25 septembre 1975.

12. Entrée de service : Lorsqu'une personne demande à être desservie par une entreprise d'aqueduc ou une entreprise d'égout, l'exploitant doit construire une entrée de service jusqu'à la ligne de propriété de l'immeuble de cette personne. L'exploitant est responsable de l'entretien de cette partie de l'entrée de service.

13. Grande dimension : L'installation d'une entrée de service d'un diamètre supérieur à 19 millimètres ($\frac{3}{4}$ de pouce) est sujette à une entente particulière avec l'exploitant.

14. Raccord : Le raccord à l'entrée de service doit être effectué par l'exploitant, ou par l'abonné avec la permission de l'exploitant mais, dans tous les cas, aux frais de l'abonné, selon l'entente intervenue préalablement entre les parties. Ces frais doivent représenter les coûts réels défrayés par l'exploitant pour effectuer le raccord.

15. Robinet d'arrêt : L'entrée de service de l'aqueduc doit être munie d'un robinet d'arrêt fourni par l'exploitant et placé par ce dernier à proximité de la ligne de propriété de l'abonné. L'entrée de service doit toujours être posée à une profondeur suffisante pour échapper à la gelée. Cette profondeur doit être d'au moins 180 centimètres.

16. Compteurs : Seul l'exploitant peut installer des compteurs. Il doit en informer le sous-ministre au moins 30 jours au préalable et motiver sa décision.

SECTION III

EXPLOITATION DES ENTREPRISES D'AQUEDUC ET DES ENTREPRISES D'ÉGOUT

17. Service continu : Une entreprise d'aqueduc ou une entreprise d'égout doit toujours être exploitée de sorte à assurer en tout temps aux abonnés un service continu.

18. Entretien : L'exploitant doit entretenir son aqueduc ou son égout et se tenir prêt, en tout temps, à faire les réparations d'urgence et éviter les interruptions prolongées. Il doit posséder le matériel requis à cette fin.

Lorsque les conduites s'obstruent, l'exploitant doit y remédier sans délai.

19. Égalité du service : L'exploitant ne doit jamais favoriser quelques abonnés au détriment d'autres.

20. Inspection obligatoire : L'exploitant doit inspecter son réseau d'aqueduc ou d'égout chaque printemps après le dégel et chaque automne avant la première neige.

21. Accès : Seul l'exploitant, ses employés ou mandataires ainsi que les représentants du ministère de l'Environnement ont droit d'accès aux appareils, réservoirs et autres installations d'une entreprise d'aqueduc ou d'une entreprise d'égout.

22. Tarissement : Si la source d'alimentation d'une entreprise d'aqueduc se tarit, devient contaminée ou devient insuffisante au point d'empêcher un service continu de façon permanente, l'exploitant doit prévenir le sous-ministre sans délai et l'informer des dispositions qu'il entend prendre pour corriger la situation.

L'exploitant doit aussi veiller à prévenir toute forme de consommation d'eau visée à l'article 32 et éliminer toute fuite dans son réseau aussitôt que celle-ci est décelée.

23. Cas particuliers : Dans les cas où l'abonné requiert de l'eau pour des fins autres que la consommation domestique, l'exploitant peut exiger que l'abonné signe une demande de service ou un contrat qui doit mentionner la date, le nom et l'occupation de celui qui fait la demande, son adresse, la nature de ses besoins et enfin le prix et la durée de l'abonnement. Le nom et l'adresse de l'exploitant doivent aussi y être mentionnés. Copie de tel document doit être transmise au sous-ministre dans les 30 jours de sa signature.

24. Droit au service : Toute personne qui est propriétaire, occupe ou possède un immeuble situé sur le parcours ou dans le voisinage immédiat du réseau d'une entreprise d'aqueduc et d'égout a le droit d'être raccordée à ce réseau pour fins de la consommation domestique.

Le sous-ministre peut néanmoins ordonner à l'exploitant de fournir de l'eau pour des fins autres que la consommation domestique.

25. Protection-incendie : À moins d'entente particulière avec l'abonné, l'exploitant d'une entreprise d'aqueduc n'est pas tenu de fournir le débit et la pression pour la protection-incendie.

26. Reconduction : À l'expiration du terme convenu dans toute entente verbale ou écrite, celle-ci est automatiquement reconduite et le service se poursuit, aux mêmes conditions, à moins que l'abonné ne donne un avis écrit, au moins 10 jours avant l'expiration du terme, de son désir de mettre fin à cette entente.

27. Pression : La pression de l'aqueduc doit être suffisante pour assurer le service d'eau au moins jusqu'au deuxième plancher de toute habitation ou édifice desservi par cet aqueduc.

28. Qualité de l'eau : L'eau distribuée par une entreprise d'aqueduc doit être en tout temps potable et d'une qualité telle qu'elle ne présente aucun risque pour la santé des abonnés.

29. Interruption du service : Le service peut être interrompu temporairement lorsque nécessaire pour fins de réparations, d'entretien et d'amélioration ou en raison de circonstances incontrôlables, telles que sécheresse ou diminution temporaire du débit de la source d'alimentation.

30. Remise : Lorsqu'une interruption de service ne dure pas plus de 5 jours consécutifs et que la durée totale des interruptions dans l'année n'excède pas 20 jours, l'exploitant n'est pas tenu d'accorder une réduction du tarif de l'abonnement.

Si l'une ou l'autre de ces limites est dépassée, l'exploitant doit verser à l'abonné une remise proportionnelle à la durée de l'interruption.

31. Incendie : En cas d'incendie, l'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour concentrer le débit de l'aqueduc à l'endroit requis pour combattre cet incendie, si le réseau est pourvu de bouches d'incendie.

32. Suspension de service : L'exploitant peut suspendre le service à un abonné 10 jours après lui avoir transmis un

avis écrit sous pli recommandé ou certifié avec avis de réception, dans le cas où cet abonné :

- a) fait défaut de payer son abonnement ;
- b) fait usage de l'eau de façon à affecter le service en général ;
- c) laisse ses installations se détériorer ou tolère des fuites d'eau ;
- d) ouvre ou ferme lui-même le robinet d'arrêt visé à l'article 15, sauf en cas d'urgence dont il doit avertir l'exploitant immédiatement ;
- e) utilise l'eau à des fins de refroidissement à moins que l'entente qui le lie à l'exploitant ne le lui permette ;
- f) laisse couler l'eau pour prévenir la gelée dans les conduites ;
- g) fournit l'eau à un non abonné ou lui facilite un service d'égout auquel il n'a pas droit ;
- h) néglige ou refuse de respecter l'entente qui le lie à l'exploitant, le cas échéant ;
- i) néglige ou refuse de munir de vannes à flotteurs les abreuvoirs qu'il utilise pour ses animaux ;
- j) néglige d'avertir l'exploitant avant d'effectuer à ses installations et à l'usage qu'il en fait toute modification susceptible d'affecter le service, la consommation ou le prix de l'abonnement ;
- k) fait usage de boyaux d'arrosage, tourniquets ou autres appareils du même genre sans la permission de l'exploitant ;
- l) installe une pompe aspirant l'eau directement des conduites d'aqueduc ;
- m) établit un raccordement entre un moyen privé d'alimentation en eau et la tuyauterie de sa propriété qui est branchée sur le réseau de l'exploitant ;
- n) néglige ou refuse, en cas d'installation de compteurs, de mettre à la disposition de l'exploitant un endroit convenable et facile d'accès pour la mise en place du ou des compteurs ;
- o) nuit, de quelque manière que ce soit, au bon fonctionnement d'un compteur ;
- p) se sert de la pression ou du débit d'une entreprise d'aqueduc, comme source d'énergie ;
- q) brise ou laisse se détériorer un appareil avec le résultat que l'eau fournie par une entreprise d'aqueduc se perd ;
- r) jette quelque chose dans les réservoirs ou les sources d'une entreprise d'aqueduc ;

s) obstrue ou dérange les vannes et leur puits d'accès ;

t) relie de façon temporaire ou permanente sa tuyauterie d'aqueduc à une conduite ou un contenant d'eau lorsque celle-ci est susceptible d'être entraînée par siphonnage dans le réseau de l'exploitant.

33. Avis : L'avis prévu à l'article 32 doit être rédigé sur la formule 1 annexée au présent règlement dans le cas où l'abonné fait défaut de payer son abonnement.

Dans tous les autres cas, l'avis doit être transmis sur la formule 2 annexée à ce règlement.

34. Objections : L'avis préalable à la suspension doit mentionner le motif invoqué par l'exploitant pour justifier la suspension du service.

Cet avis doit stipuler, dans tous les cas, que l'abonné peut soumettre des objections par écrit au sous-ministre, avant l'expiration du délai de 10 jours. S'il soumet des objections au sous-ministre, l'abonné doit transmettre copie de sa lettre d'objections à l'exploitant et ce dernier doit continuer le service tant qu'il n'y a pas entente entre les parties ou ordonnance rendue par le sous-ministre.

35. Interdiction : Sauf les cas prévus au présent règlement, l'exploitant ne peut interrompre ou suspendre le service à un abonné.

36. Rétablissement du service : Aussitôt que la cause d'interruption ou de suspension de service disparaît, l'exploitant doit rétablir le service et, si elle est imputable à l'abonné, les frais sont à la charge de ce dernier.

L'exploitant peut exiger une somme n'excédant pas 10 \$ d'un abonné qui réclame le rétablissement du service après une suspension de service prévue à l'article 32.

37. Inspection chez l'abonné : L'exploitant, ses employés ou mandataires ainsi que les représentants du ministère de l'Environnement ont accès chez l'abonné, pour les besoins du service, entre 8 h et 21 h.

L'employé et le mandataire de l'exploitant doivent être porteurs d'une pièce (insigne, carte ou autre écrit) qui les identifie.

38. Plaintes : Tout abonné peut se plaindre au sous-ministre s'il estime que la qualité du service est déficiente ou que l'exploitant ne respecte pas le présent règlement.

Le sous-ministre peut, le cas échéant, émettre une ordonnance pour régler le problème ainsi soulevé.

SECTION IV TAUX

39. Taux : Les taux en vigueur sont ceux déposés lors de la demande du permis prévu à l'article 32.1 de la Loi ou ceux fixés par une ordonnance émise par le sous-ministre selon le premier alinéa de l'article 34 de la Loi.

40. Modification ou établissement de taux : Il est interdit à un exploitant de modifier ses taux ou d'en appliquer de nouveaux sans en informer préalablement le sous-ministre et suivre les procédures prévues aux articles 41 et 42.

41. Première étape : L'exploitant doit d'abord remplir la formule 3 annexée au présent règlement et la soumettre au sous-ministre.

42. Deuxième étape : Le projet de l'exploitant de modifier ou d'établir des taux doit faire l'objet d'un avis public rédigé selon la formule 4 annexée au présent règlement et dont la publication doit être attestée par certificat du secrétaire-trésorier ou du greffier de la municipalité ou des municipalités où se trouve l'entreprise de l'exploitant.

Cet avis public peut être remplacé par des avis particuliers expédiés par l'exploitant sous pli recommandé ou certifié selon la formule 5 annexée au présent règlement. Dans ce cas, l'exploitant doit transmettre les récépissés de recommandation au sous-ministre.

Dans tous les cas, ces avis doivent mentionner que tout abonné peut s'objecter au projet de l'exploitant en s'adressant par écrit au sous-ministre dans un délai de 10 jours de la date de publication ou d'expédition de l'avis.

43. Critères : Lorsque le sous-ministre émet une ordonnance en matière de taux, il doit tenir compte des coûts réels d'immobilisation et d'entretien et du fait qu'il s'agit d'un service public.

44. Uniformité : Les taux payables à un exploitant doivent être uniformes pour les abonnés de même catégorie d'une même entreprise d'aqueduc et d'une même entreprise d'égout.

45. Plusieurs familles : Lorsque 2 ou plusieurs familles habitent le même logement et se servent des mêmes appareils pour la fourniture de l'eau ou pour le service d'égout, l'exploitant peut exiger un abonnement entier pour la première famille et un demi-abonnement pour chaque famille supplémentaire.

46. Loyer pour les compteurs : En plus du taux de l'abonnement établi conformément au présent règlement, l'exploitant peut imposer un loyer annuel pour un compteur égal à 10% du coût d'achat et d'installation de ce dernier.

47. Paiement de l'abonnement : À moins d'entente contraire conclue entre l'exploitant et l'abonné, les abonnements sont payables par versements semi-annuels ou trimestriels et peuvent être perçus à l'avance.

48. Disposition transitoire : Le sous-ministre peut émettre une ordonnance relativement à des taux établis ou modifiés avant le 25 juin 1975, dans la mesure où l'on avait observé les formalités prévues aux articles 41 et 42.

SECTION V DISPOSITIONS DIVERSES

49. Permis : Toute personne qui sollicite un permis d'exploitation de système d'aqueduc ou d'égout conformément à l'article 32.1 de la Loi doit soumettre une demande écrite au sous-ministre sur les formules 6 et 7 annexées au présent règlement, selon qu'il s'agit d'un système d'aqueduc ou d'égout, et fournir les renseignements qui y sont exigés.

Les permis visés au premier alinéa doivent être conformes aux formules 8 et 9 annexées au présent règlement selon qu'il s'agit d'un système d'aqueduc ou d'égout.

50. Transfert du permis : Lorsque l'aliénation d'un système d'aqueduc et d'égout a été autorisée par le sous-ministre conformément l'article 32.7 de la Loi, l'acquéreur et le détenteur du permis visé à l'article 49 doivent soumettre au sous-ministre une requête pour transfert du permis selon la formule 10 annexée au présent règlement.

51. Rapport : Tout exploitant doit transmettre au ministre de l'Environnement, avant le 31 janvier de chaque année, un rapport de ses opérations pour l'année précédente. Il doit, à cette fin, utiliser la formule 11 annexée au présent règlement.

52. Changement d'adresse : L'exploitant doit avertir le sous-ministre dans les 24 heures chaque fois qu'il change d'adresse ou de numéro de téléphone.

SECTION VI DISPOSITIONS APPLICABLES AUX RÉSEAUX D'AQUEDUC OU D'ÉGOUT EXPLOITÉS PAR UNE MUNICIPALITÉ À L'EXTÉRIEUR DE SON TERRITOIRE

53. Généralités : Sous réserve du deuxième alinéa de l'article 34 de la Loi, les articles 24, 28 et 39 à 51 du présent règlement s'appliquent à tout réseau ou partie de réseau d'aqueduc ou d'égout exploité par une municipalité à l'extérieur des limites de son territoire.

54. Permis : Dans le cas où une municipalité demande le permis d'exploitation visé à l'article 49 pour exploiter hors de son territoire un réseau ou une partie de réseau d'aqueduc ou d'égout, sa demande doit être accompagnée d'une résolution du conseil de la municipalité desservie attestant que celle-ci n'a aucune objection à ce que la municipalité requérante exploite un réseau d'aqueduc ou d'égout sur son territoire.

55. Rapport : Une municipalité qui exploite un réseau d'aqueduc ou d'égout visé par la présente section doit soumettre le rapport prévu à l'article 51 sur la formule 12 annexée à ce règlement.

56. Entrée de service : L'article 12 s'applique à toute municipalité qui exploite un réseau d'aqueduc ou d'égout visé par la présente section, sous réserve de toute disposition inconciliable du Code municipal.

57. Cessation du service : Une municipalité ne peut cesser d'exploiter un réseau d'aqueduc ou d'égout à l'extérieur de ses limites territoriales sans en informer le sous-ministre par écrit au moins 30 jours au préalable et sans motiver cette décision.

FORMULE 1

(a. 33)

AVIS DE SUSPENSION DU SERVICE POUR NON-PAIEMENT DE L'ABONNEMENT

A: _____
(nom et adresse de l'abonné)

PRENEZ AVIS que vous devez un montant de _____ \$ pour le service d'alimentation en eau (ou d'évacuation des eaux d'égout, *selon le cas*), de _____ 19 _____ à _____ 19 _____
(date) (date)

Si ce montant n'est pas payé dans les 10 jours du présent avis, nous pourrions suspendre le service à votre immeuble, conformément à l'article 32 du Règlement sur les entreprises d'aqueduc et d'égout (R.R.Q., c. Q-2, r.7) qui a été adopté en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2).

Si vous estimez que le montant réclamé n'est pas exact ou que vous ne devez pas ce montant, vous pouvez soumettre des objections par écrit, au sous-ministre de l'Environnement, Hôtel du Gouvernement, Québec, avant l'expiration du délai de 10 jours mentionné ci-dessus. Dans ce cas, vous devez transmettre au soussigné copie de la lettre d'objection que vous avez envoyée au sous-ministre et le service sera maintenu tant que le sous-ministre n'aura pas rendu de décision sur ces objections.

Date: le _____ 19 _____

(signature de l'exploitant de l'entreprise d'aqueduc ou d'égout ou de toute personne autorisée par celui-ci pour les fins des présentes)

Nom ou raison sociale de l'entreprise (*le cas échéant*):

FORMULE 2

(a. 33)

AVIS GÉNÉRAL DE SUSPENSION DE SERVICE

A: _____
(nom et adresse de l'abonné)

PRENEZ AVIS que vous avez _____
(description des faits reprochés)

ce qui nuit à notre entreprise d'aqueduc (ou entreprise d'égout, *selon le cas*).

Si cette situation persiste encore dans les 10 jours du présent avis, nous pourrions suspendre le service à votre immeuble, conformément à l'article 32 du Règlement sur les entreprises d'aqueduc et d'égout (R.R.Q., c. Q-2, r.7) qui a été adopté en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2).

Si vous estimez que cet avis est mal fondé, vous pouvez soumettre des objections, par écrit, au sous-ministre de l'Environnement, Hôtel du Gouvernement, Québec, avant l'expiration du délai de 10 jours mentionné ci-dessus. Dans ce cas, vous devez transmettre au soussigné copie de la lettre d'objection que vous avez envoyée au sous-ministre et le service sera alors maintenu tant que le sous-ministre n'aura pas rendu de décision sur ces objections.

Date: le _____ 19 _____

(signature de l'exploitant de l'entreprise d'aqueduc ou d'égout ou de toute personne autorisée par celui-ci pour les fins des présentes)

Nom ou raison sociale de l'entreprise (*le cas échéant*):

FORMULE 3

(a. 41)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT****PROJET D'ÉTABLISSEMENT OU DE MODIFICATION DE TAUX**

Conformément aux articles 39 et 40 du Règlement sur les entreprises d'aqueduc et d'égout (R.R.Q., c. Q-2, r.7) adopté en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), le requérant soussigné informe par la présente le sous-ministre de l'Environnement qu'il a l'intention d'établir ou de modifier des taux pour le service qu'il fournit et, à cette fin, soumet les renseignements suivants:

- 1 —** Les nom et adresse de la personne, société, association, corporation ou compagnie qui exploite l'entreprise d'aqueduc ou l'entreprise d'égout:

Nom: _____

Adresse: _____

- 2 — a)** La nature de la société, association, corporation ou compagnie:

b) Le type d'entreprise: aqueduc _____ ou égout _____

- 3 —** Le numéro du permis : _____

- 4 —** Le nom de la ou des municipalités desservies et le nombre d'abonnés dans chaque municipalité:

Municipalité	Désignation (ville, village, paroisse ou canton)	Comté	Nombre d'abonnés

5 — Tarifs annuels en vigueur et tarifs projetés

a) Tableau

Catégorie	Nombre	Tarifs en vigueur	Tarifs projetés	Augmentation
Maison				
1 ^{er} robinet				
Robinets additionnels				
Bain				
Cabinets				
Boyau d'arrosage				
Refroidisseur				
Chauffage				
Automobile				
Bornes-fontaines				
Cultivateurs				
Animaux domestiques ou Écurie				
Presbytère et église *				
École *				
Couvent *				
Collège *				
Hôtel				
Magasin				

Établissements commerciaux ou industriels:				
Divers (préciser)				
*Les immeubles suivis d'un astérisque ne sont pas soumis à des taux dans le cas où l'exploitant du réseau est une municipalité.				

N.B. Si on utilise une autre méthode de tarification, en donner les détails sur une feuille séparée.

b) Date de perception des abonnements:

c) L'abonnement est-il payable d'avance?

d) Le service est-il fourni à l'année longue ou sur une base saisonnière?

6 — Le détail du coût réel du réseau avec tous ses accessoires:

A — Alimentation:	(rivière, ruisseau, source ou puits)	Coût réel
	Source ou puits	_____ \$
	Terrain et droits de passage	_____ \$
	Captation: (barrage ou bassin)	_____ \$
	Prise d'eau	_____ \$
B — Traitement de l'eau:	Filtration	_____ \$
	Chloration	_____ \$
	Bâtiment	_____ \$
	Autres procédés	_____ \$
C — Pompage:	Pompe	_____ \$
	Moteur	_____ \$
	Bâtiment	_____ \$
D — Réservoirs:	.....	_____ \$
	_____ \$
E — Adduction:	(Conduite d'amenée et accessoires ou, dans le cas d'une entreprise d'égout, conduite d'évacuation des eaux usées)	
	_____ \$
	_____ \$
	_____ \$
F — Distribution:	(Conduites et accessoires)	
	_____ \$
	_____ \$
	_____ \$

..... \$
..... \$
..... \$
..... \$

G — Divers:

(Imprévus, inventaire et frais généraux):

..... \$
..... \$
TOTAL DU COÛT RÉEL: \$

P.S. Si l'espace ci-haut n'est pas suffisant, utilisez une feuille séparée et attachez-la à votre demande.

7 — Une copie du rapport financier soumis aux actionnaires ou aux associés lors de leur dernière assemblée annuelle.
À défaut d'un tel rapport, il faudra fournir un état de l'actif et du passif et compléter le tableau ci-dessous.

REVENUS	DÉPENSES
A — Encaissements pour le service:	A — Frais d'opération et d'administration (annexer un détail)
Domestique \$	Entretien \$
Industriel \$	Réparation \$
Public \$	Administration \$
Spécial \$	Escomptes \$
Total \$	Total: \$
B — Autres encaissements:	B — Charges fixes:
..... \$	Dépréciation \$
	Intérêts \$
	Taxes \$
Total: \$	Total: \$
C — Revenus supplémentaires:	C — Dépenses non classées:
..... \$ \$
..... \$ \$
Total des revenus: \$	Total: \$
Surplus annuel: \$	Total des dépenses: \$

Date: le 19.....

Requérant

FORMULE 4

(a. 42)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
AVIS PUBLIC

AUX ABONNÉS de l'entreprise d'aqueduc (ou de l'entreprise d'égout) exploitée par :

PRENEZ AVIS que l'exploitant de l'entreprise susmentionnée s'est adressé au sous-ministre de l'Environnement aux fins de l'informer qu'il a l'intention de modifier ses taux pour le service d'alimentation en eau (ou d'évacuation des eaux d'égout) qu'il fournit dans une partie d _____

selon les modalités décrites ci-dessous:

CATÉGORIE D'ABONNÉ	TAUX ANNUELS (\$)		
	Actuel(s)	Projeté(s)	Augmentation

Toute personne intéressée qui désire s'opposer aux taux projetés devra produire ses objections par écrit au sous-ministre de l'Environnement, Cité parlementaire, Québec, dans un délai de 10 jours à compter de la date de publication du présent avis.

Donné à _____, ce _____

jour de _____ 19 _____.

 (signature de l'exploitant de l'entreprise d'aqueduc ou d'égout ou de son représentant autorisé)

FORMULE 5
(a. 42)

AVIS POUR L'ÉTABLISSEMENT OU LA MODIFICATION DE TAUX

PRENEZ AVIS que le soussigné a informé le sous-ministre de l'Environnement qu'il a l'intention de modifier ses taux pour le service d'alimentation en eau (ou d'évacuation des eaux d'égout) qu'il fournit dans une partie d

_____ selon les modalités décrites ci-dessous:

CATÉGORIE D'ABONNÉ	TAUX ANNUELS(S)		
	Actuel(s)	Projeté(s)	Augmentation

Si vous désirez vous opposer aux taux projetés, vous devez produire vos objections par écrit au sous-ministre de l'Environnement, Cité parlementaire, Québec, dans une délai de 10 jours à compter de la date d'expédition de cet avis.

Date: le _____ 19 _____.

(signature de l'exploitant de l'entreprise d'aqueduc ou d'égout ou de toute personne autorisée)

Nom ou raison sociale de l'entreprise (le cas échéant):

FORMULE 6

(a. 49)

GOVERNEMENT DU QUÉBEC**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT****REQUÊTE EN VUE DE L'OBTENTION
D'UN PERMIS D'EXPLOITATION POUR UN SYSTÈME D'AQUEDUC**

Conformément à l'article 32.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), le requérant soussigné demande par la présente un permis d'exploitation pour un système d'aqueduc.

À cette fin, le requérant fournit les renseignements suivants:

1 — Les nom et adresse de l'individu, société, association, corporation ou compagnie qui sollicite le permis:

Nom _____

Adresse _____

2 — Nature du requérant: individu, société, association, corporation ou compagnie (*biffer les mentions inutiles*).

3 — Date et endroit de l'enregistrement ou de l'incorporation (dans le cas d'une société, association ou corporation):

4 — La personne responsable de l'administration:

Nom _____

Adresse _____

Numéro de téléphone: _____

(indicatif régional)

5 — La personne responsable de l'exploitation:

Nom _____

Adresse _____

Numéro de téléphone: _____

(indicatif régional)

6 — Fournir les renseignements suivants sur le tableau ci-dessous:

a) le nom de la ou des municipalités où le service sera fourni et leur désignation comme cité, ville, village, paroisse, canton, etc., le nom ou le numéro du ou des rangs qui seront desservis et le nom du comté;

b) le nombre d'abonnés dans chaque municipalité où le service sera fourni (dans le cas où le réseau est exploité par une municipalité, fournir le nombre total sur tout le réseau et, séparément, le nombre d'abonnés à l'extérieur du territoire de la municipalité qui exploite le réseau);

c) le nombre de bornes-fontaines dans chaque municipalité (le cas échéant):

Nom de la municipalité et désignation	Nom ou numéro du ou des rangs	Comté	Nombre d'abonnés	Nombre de bornes-fontaines

7 — La longueur totale des conduites principales et secondaires, à l'exclusion des entrées ou tuyaux de service:

8 — La longueur totale des conduites, diamètre, nature et année d'installation: (dans le cas où le réseau est exploité par une municipalité, indiquer quelles conduites sont installées à l'intérieur et quelles conduites sont installées à l'extérieur du territoire municipal):

Longueur	Diamètre	Nature	Année

9 — Les tarifs annuels détaillés dans chaque municipalité où le service sera fourni (dans le cas où le réseau est exploité par une municipalité, fournir les tarifs détaillés qui seront en vigueur à l'extérieur du territoire municipal):

Tarif annuel pour	Nom de la municipalité		Nom de la municipalité		Nom de la municipalité	
	Nombre	Tarif	Nombre	Tarif	Nombre	Tarif
Maison						
1 ^{er} robinet						
Robinets additionnels						
Bain						
Cabinets						
Boyau d'arrosage						
Refroidisseur						
Chauffage						
Automobile						
Bornes-fontaines						
Cultivateurs						
Animaux ou Écuries						
Presbytère et église *						
École *						
Couvent *						
Hôtel						

Magasin						
Établissements commerciaux ou industriels						
Divers:						

* Les immeubles précédés d'un astérisque ne sont pas soumis à des taux dans le cas où l'exploitant du réseau est une municipalité.

N.B. Si on utilise une autre méthode de tarification, en donner le détail sur une feuille séparée.

10 — La profondeur moyenne des conduites dans le sol: _____

11 — La nature du sol: _____

12 — L'aqueduc fonctionnera:

par gravité _____

ou par pompage (détails, le cas échéant): _____

13 — Le débit et la pression de chaque pompe en gallons impériaux par minute ou par heure et la puissance du moteur qui l'actionne:

Débit	Pression	Puissance

14 — L'eau de l'aqueduc sera-t-elle traitée? filtrée _____

chlorée _____ Donner la description des appareils

15 — Sources d'alimentation de l'aqueduc (rivière, lac, sources, puits, etc.)

(indiquer le nom du lac ou du cours d'eau, le cas échéant)

16 — Si l'eau provient d'une source déjà jaugée, indiquer le débit minimal constaté :

17 — Année de l'inauguration du service: _____

18 — La capacité, les dimensions et la nature (bois, béton, acier) du ou des réservoirs:

Capacité	Dimensions	Nature

19 — Les réservoirs reposeront-ils sur le sol ou sur une structure de métal ou de bois?

20 — À quelle date les abonnements sont-ils perçus? _____

21 — L'abonnement sera-t-il payable d'avance? _____

22 — Le coût du réseau avec ses accessoires _____

23 — Si l'eau est achetée d'un autre réseau d'aqueduc, mentionner les nom et adresse du vendeur et le coût d'achat:

Nom: _____

Adresse: _____

Coût d'achat: _____

24 — Veuillez annexer les documents suivants:

a) un plan ou croquis du système d'aqueduc ou d'égout (dans le cas où il s'agit d'un système d'aqueduc exploité par une municipalité, indiquer quelles sont les conduites situées à l'extérieur du territoire municipal);

b) une copie des formules de contrat utilisées pour les divers services;

c) une copie des règlements (le cas échéant);

d) une copie du rapport financier couvrant la dernière année d'opération. À défaut d'un tel rapport, il faudra produire un état détaillé de l'actif et du passif ainsi que des recettes et dépenses pour l'année écoulée;

e) un certificat récent d'analyse de l'eau de la ou des sources d'approvisionnement.

25 — Vous êtes prié de fournir tout renseignement supplémentaire sur la feuille ci-jointe.

Requérant

Date: le _____ 19_____.

RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS À FOURNIR S'IL Y A LIEU

FORMULE 7

(a. 49)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT****REQUÊTE EN VUE DE L'OBTENTION D'UN PERMIS D'EXPLOITATION
POUR UN SYSTÈME D'ÉGOUT**

Conformément à l'article 32.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), le requérant soussigné demande par la présente un permis d'exploitation pour un système d'égout.

À cette fin, le requérant fournit les renseignements suivants:

1 — Les nom et adresse de l'individu, société, association, corporation ou compagnie qui sollicite le permis:

Nom _____

Adresse _____

2 — Nature du requérant: individu, société, association, corporation ou compagnie (biffer les mentions inutiles).

3 — Date et endroit de l'enregistrement ou de l'incorporation (dans le cas d'une société, association ou corporation):

4 — La personne responsable de l'administration:

Nom _____

Adresse _____

Numéro de téléphone _____

(indicatif régional)

5 — La personne responsable de l'exploitation:

Nom _____

Adresse _____

Numéro de téléphone _____

(indicatif régional)

6 — Fournir les renseignements suivants sur le tableau ci-dessous:

a) Le nom de la ou des municipalités où le service est fourni et leur désignation comme cité, ville, village, paroisse, canton, etc.;

b) Le nombre d'abonnés dans chaque municipalité où le service est fourni; dans le cas où il s'agit d'un réseau exploité par une municipalité, fournir le nombre total sur tout le réseau et, séparément, le nombre d'abonnés en dehors du territoire municipal;

- c) Les tarifs détaillés en vigueur dans chaque municipalité où le service est fourni; dans le cas où il s'agit d'un réseau exploité par une municipalité, fournir les taux détaillés en vigueur en dehors du territoire municipal. Indiquer dans la colonne « Tarif » du tableau ci-dessous, s'il s'agit d'un tarif annuel, semi-annuel, trimestriel ou mensuel.

Municipalité	Désignation	Comté	Abonnés	Tarif	
				Item	\$

7 — La longueur totale des conduites principales et secondaires, à l'exclusion des tuyaux de service:

- 8** — Longueur totale des conduites, leur diamètre, nature de ces conduites, année d'installation ; dans le cas où il s'agit d'un réseau exploité par une municipalité, indiquer quelles conduites sont installées dans le territoire municipal et quelles conduites sont installées en dehors du territoire municipal:

Longueur	Diamètre	Nature	Année

- 9** — La profondeur moyenne des conduites dans le sol: _____

- 10** — La nature du sol: _____

- 11** — Comment l'égout fonctionne-t-il?

Est-ce par gravité? _____

Est-ce par pompage? _____

- 12** — Le débit de chaque pompe en gallons impériaux par minute ou par heure et la puissance du moteur qui l'actionne:

Débit de la pompe	Puissance du moteur

- 13** — Les eaux usées sont-elles traitées? _____

- 14** — Description et dimension du dispositif de traitement des eaux usées, le cas échéant: (fosse septique, champ d'épuration, étang d'oxydation ou autre)

- 15** — Date de perception des abonnements: _____
L'abonnement sera-t-il payable d'avance: _____
- 16** — Le coût du réseau d'égout avec ses accessoires: _____
- 17** — Si les eaux usées sont versées dans un autre réseau d'égout existant, mentionner le nom et adresse du propriétaire de ce réseau et fournir le prix et les modalités convenus pour l'évacuation ou le traitement des eaux usées:

Nom: _____
Adresse: _____
Prix: _____
- 18** — Veuillez annexer les documents suivants:
- a)** un plan ou croquis du système d'égout; dans le cas où il s'agit d'un réseau exploité par une municipalité, bien indiquer quelles seront les conduites en dehors du territoire municipal;
 - b)** une copie des formules de contrat utilisées pour les divers services;
 - c)** une copie des règlements (*le cas échéant*);
 - d)** une copie du rapport financier couvrant la dernière année d'opération. À défaut d'un tel rapport, il faudra produire un état détaillé de l'actif et du passif ainsi que des recettes et dépenses pour l'année écoulée.
- 19** — Fournir tout renseignement supplémentaire sur la feuille ci-jointe.

Requérant

Date: le _____ 19____.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES À FOURNIR S'IL Y A LIEU

FORMULE 8

(a. 49(2))

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PERMIS D'EXPLOITATION D'UN SYSTÈME D'AQUEDUC

No. _____

DÉTENTEUR: _____

ADRESSE: _____

LE DÉTENTEUR EST AUTORISÉ à exploiter une entreprise d'aqueduc dans la (les) municipalité(s) mentionnée(s) ci-dessous:

Ce permis est soumis à toute loi et règlement s'appliquant aux entreprises d'aqueduc et aux entreprises d'égout.

QUÉBEC, ce _____ 19_____.

le sous-ministre de l'Environnement

FORMULE 9

(a. 49(2))

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT****PERMIS D'EXPLOITATION D'UN SYSTÈME D'ÉGOUT**

No. _____

DÉTENTEUR: _____

ADRESSE: _____

LE DÉTENTEUR EST AUTORISÉ à exploiter une entreprise d'égout dans la (les) municipalités(s) mentionnées(s) ci-dessous:

Ce permis est soumis à toute loi et règlement s'appliquant aux entreprises d'aqueduc et aux entreprises d'égout.

QUÉBEC, ce _____ 19____

le sous-ministre de l'Environnement

FORMULE 10

(a. 50)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT****REQUÊTE POUR OBTENIR LE TRANSFERT
D'UN PERMIS D'AQUEDUC OU D'ÉGOUT**

Le requérant soussigné demande au sous-ministre de l'Environnement que lui soit transféré le permis d'aqueduc et d'égout décrit ci-dessous :

1 — Les nom et adresse du requérant:

Nom: _____

Adresse: _____

2 — La nature de la société, association, corporation ou compagnie requérante: _____**3 — Date et endroit de l'enregistrement ou de l'incorporation du requérant:** _____**4 — Les nom et adresse de la personne qui sera responsable de l'administration:**

Nom: _____

Adresse: _____

5 — Les nom et adresse de la personne qui sera responsable de l'exploitation:

Nom: _____

Adresse: _____

6 — Le nom de la ou des municipalités desservies par l'aqueduc ou d'égout (indiquer le service) et leur désignation (ville, village, paroisse, canton, etc.).

Municipalité	Comté	Nombre d'abonnés

7 — Les nom et adresse du propriétaire actuel de l'entreprise d'aqueduc ou de l'entreprise d'égout:

Nom: _____

Adresse: _____

- 8 — Le numéro du permis: _____
- 9 — (Si la transaction n'affecte pas toute l'entreprise, on doit le mentionner et fournir des précisions sur une feuille séparée).
- 10 — Le prix de vente de l'entreprise: _____
- 11 — ANNEXER UNE COPIE DU CONTRAT DE VENTE.

Date: le _____ 19_____.

Signature du requérant

Déclaration de détenteur du permis

Je, soussigné, demande au sous-ministre de l'Environnement que mon permis d'aqueduc ou d'égout portant le numéro _____ soit transféré à:

Nom: _____

Adresse: _____

Date: le _____ 19_____.

Signature du détenteur actuel du permis

Nom ou raison sociale de l'entreprise d'aqueduc ou de l'entreprise d'égout

FORMULE 11
(a. 51)**GOVERNEMENT DU QUÉBEC**
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**ENTREPRISES D'AQUEDUC ET ENTREPRISES D'ÉGOUT EXPLOITÉES PAR DES PERSONNES**

RAPPORT ANNUEL POUR L'ANNÉE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 19____.

Note : Ce rapport doit être transmis au ministère de l'Environnement, Hôtel du Gouvernement, Québec, au plus tard le 31 janvier 19____. Conservez-en une copie pour votre dossier. Produire un rapport distinct pour chacun des services (aqueduc ou égout) s'il y a lieu.

Nom: _____ Permis No.: _____

Adresse: _____

Municipalités desservies (bien définir la désignation de chaque municipalité):

_____ Comté: _____

Type d'entreprise: aqueduc _____ ou égout _____

Nombre d'abonnés ajoutés en 19____: _____

Modifications au système en 19____ (Remplacement ou prolongement de conduites, achat d'appareils, aménagement de nouvelles sources d'alimentation, etc.)

(Si cet espace est insuffisant, utiliser une feuille séparée)

A C T I F	
Coût global de l'entreprise, y compris: terrains, droits et servitudes, bâtiments, appareils, outillage, matériaux et coût d'installation. <i>(Ces renseignements sont importants et doivent être fournis avec le plus d'exactitude possible.)</i>	
Espèces en caisse ou en banque (autres que le fonds de réserve) _____	
Comptes recevables _____	
Fonds de réserve _____	
Matériaux et fournitures en main _____	
Divers _____	
Total:	
P A S S I F	
Capital versé _____	
Obligations, hypothèques, emprunts _____	
Comptes de banque à découvert _____	
Redevance au fonds d'amortissement _____	
Divers (intérêts non acquittés, effets à payer, etc.) _____	
Surplus _____	
Total:	
R E V E N U S	
Recettes provenant des abonnements _____	
Recettes provenant des cotisations dans le cas d'une société ou syndicat _____	
Autres recettes _____	
Total:	

D É P E N S E S

Administration:	{ salaires: _____ papeterie, assurances, chauffage, postes, éclairage, loyer, ameublement, etc. _____	
Entretien et salaire et machinerie:	_____	
réparation:	{ matériaux: _____ électricité: _____	
Travaux d'amélioration, extensions, modifications, nouvelles installations:	{ salaire et machinerie: _____ matériaux: _____ divers: _____	
Taxes:	_____	
Intérêts:	_____	
Dividendes:	_____	
Divers:	_____	
	Total:	_____

N.B. Les entreprises d'aqueduc et les entreprises d'égout qui ont soumis un état financier aux actionnaires ou usagers lors de la dernière assemblée annuelle doivent en attacher une copie au présent rapport.

Date de perception des abonnements _____

L'abonnement est-il payable d'avance? _____

Je certifie que les réponses ci-dessus sont complètes et exactes.

Nom de la personne fournissant
les renseignements

(nom)

(fonction)

(adresse)

Date: le _____ 19 ____.

FORMULE 12

(a. 55)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT****ENTREPRISES D'AQUEDUC ET ENTREPRISES D'ÉGOUT EXPLOITÉES PAR
UNE MUNICIPALITÉ DESSERVANT EN DEHORS DE SES LIMITES TERRITORIALES**

RAPPORT ANNUEL POUR L'ANNÉE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 19____.

Note : Ce rapport doit être transmis au ministère de l'Environnement, Hôtel du Gouvernement, Québec, au plus tard le 31 janvier 19____. Conservez-en une copie pour votre dossier. Produire un rapport distinct pour chacun des services (aqueduc ou égout) s'il y a lieu.

Nom: _____ Permis No.: _____

Adresse: _____

Municipalités desservies (bien définir la désignation de chaque municipalité):

_____ Comté: _____

Type d'entreprise: aqueduc _____ ou égout _____

Nombre d'usagers ajoutés sur tout le système en 19____ : _____

Nombre d'usagers ajoutés en dehors des limites municipales en 19____ : _____

Total des usagers desservis sur tout le système au 31 décembre 19____ : _____

Total des usagers desservis en dehors des limites municipales au 31 décembre 19____ : _____

Modifications au système en 19____ (Remplacement ou prolongement de conduites, achat d'appareils, aménagement de nouvelles sources d'alimentation, etc., tant sur le système en général que pour la partie en dehors des limites municipales. Indiquer séparément les modifications faites en dehors des limites municipales).

(Si cet espace est insuffisant, utiliser une feuille séparée)

A C T I F	
Coût global de l'entreprise, y compris terrains, droit et servitudes, bâtiments, appareils, outillage, matériaux et coûts d'installation.	
Espèces en caisse ou en banque (autres que le fonds de réserve) _____	
Comptes recevables _____	
Fonds de réserve _____	
Matériaux et fournitures en main _____	
Divers _____	
Total:	
P A S S I F	
Capital versé _____	
Obligations, hypothèques, emprunts _____	
Comptes de banque à découvert _____	
Redevance au fonds d'amortissement _____	
Divers (intérêts non acquittés, effets à payer, etc.) _____	
Surplus _____	
Total:	
R E V E N U S	
Recettes provenant des abonnements _____	
Recettes provenant de taxes spéciales s'appliquant au service public concerné _____	
Autres recettes _____	
Total:	

D É P E N S E S

Administration:	salaires: _____	
	papeterie, assurances, chauffage, postes, éclairage, loyer, ameublement, etc. _____	
Entretien et salaire et machinerie:	_____	
réparation:	matériaux: _____	
	électricité: _____	
Travaux d'amélioration, extensions, modifications, nouvelles installations:	salaire et machinerie: _____ matériaux: _____ divers: _____	
Taxes:	_____	
Intérêts:	_____	
Dividendes:	_____	
Divers:	_____	
	Total: _____	

N.B. Les municipalités qui ont soumis un état financier aux contribuables devront en attacher une copie au présent rapport.

Date de perception des abonnements _____

L'abonnement est-il payable d'avance? _____

Je certifie que les réponses ci-dessus sont complètes et exactes.

Nom de la personne fournissant
les renseignements

_____ (nom)

_____ (fonction)

_____ (adresse)

Date: le _____ 19 ____



c. Q-2, r.8

Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées

Loi sur la qualité de l'environnement

(L.R.Q., c. Q-2, a. 20, par. a, c, d, e et h de l'article 31, par. a, c, d, e, f, g, i, l et p de l'article 46, a. 66, par. b, c, d, f, h et k de l'article 70, a. 86, par. a, b, c, et d de l'article 87, a. 109.1 et a. 124.1)

SECTION I INTERPRÉTATION

I. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « bassin d'aération » : un bassin conçu pour oxyder les matières organiques par voie d'aération ;

b) « cabinet à fosse sèche » : un cabinet d'aisances sans chasse d'eau construit à l'extérieur d'une résidence isolée ;

c) « cabinet à terreau » : un cabinet d'aisances fonctionnant sans eau ni effluent et conçu pour transformer les matières fécales en terreau ;

d) « décanteur » : un réceptacle qui reçoit et clarifie l'effluent d'un bassin d'aération ;

e) « eaux clarifiées » : l'effluent d'une fosse septique ou d'un poste d'épuration aérobie ;

f) « eaux ménagères » : les eaux provenant de la lessiveuse, de l'évier du lavabo, du bidet, de la baignoire, de la douche ou d'un appareil autre qu'un cabinet d'aisances ;

g) « eaux usées » : les eaux provenant d'un cabinet d'aisances combinées aux eaux ménagères ;

h) « élément épurateur » : un ouvrage destiné à répartir les eaux clarifiées sur un terrain récepteur en vue de leur épuration par infiltration dans le sol ;

i) « élément épurateur classique » : un élément épurateur constitué de tranchées d'absorption ;

j) « élément épurateur modifié » : un élément épurateur construit sans tranchée dans une excavation ;

k) « existant » : qui est déjà construit le 12 août 1981 ;

l) « filtre à sable classique » : un élément épurateur construit dans un sol imperméable avec du sable d'emprunt ;

m) « filtre à sable hors-sol » : un élément épurateur construit sur un sol perméable avec du sable d'emprunt ;

n) « fosse de rétention » : un réservoir étanche destiné à emmagasiner les eaux d'une toilette à faible débit, d'une toilette chimique ou les eaux ménagères avant leur vidange ;

o) « fosse septique » : un réservoir étanche destiné à recevoir les eaux usées ou les eaux ménagères avant leur évacuation vers un élément épurateur ou un champ d'évacuation ;

p) « installation septique » : un dispositif constitué d'une fosse septique et d'un élément épurateur destiné à épurer les eaux usées d'une résidence isolée ;

q) « Loi » : la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) ;

r) « poste d'épuration aérobie » : un poste de traitement des eaux usées comprenant un bassin d'aération et un décanteur ;

s) « projet domiciliaire » : un lieu où plusieurs fonds de terre sont vendus ou mis en vente par un même propriétaire ;

t) « puits absorbant » : un élément épurateur constitué d'un trou creusé dans le sol ;

u) « résidence isolée » : une habitation unifamiliale ou multifamiliale comprenant 6 chambres à coucher ou moins et qui n'est pas raccordée à un système d'égout autorisé par le sous-ministre en vertu de l'article 32 de la Loi ;

v) « sous-ministre » : le sous-ministre de l'Environnement visé à l'article 2 de la Loi du ministère de l'Environnement (L.Q., 1979, c. 49 ; après refonte : Loi sur le ministère de l'Environnement, L.R.Q., c. M-15.2) ;

w) « superficie disponible » : une superficie de terrain sans arbre ni arbuste ou construction et utilisée à des fins autres que la circulation ou le stationnement de véhicules automobiles ;

x) « terrain récepteur » : partie du terrain naturel où l'on construit un élément épurateur ;

y) « toilette à faible débit » : cabinet d'aisances dont la quantité d'eau évacuée à chaque chasse est inférieure à 1,5 litre ;

z) « toilette chimique » : cabinet d'aisances dont les eaux sont clarifiées, recirculées et évacuées périodiquement.

2. Application : Le présent règlement s'applique au traitement et à l'évacuation des eaux usées, des eaux ménagères et des eaux de cabinet d'aisances de toute nouvelle résidence isolée ainsi que dans les cas visés au deuxième alinéa de l'article 4.

Il s'applique également aux eaux usées, aux eaux ménagères et aux eaux de cabinet d'aisances provenant d'une résidence isolée existante sauf dans le cas où ces eaux ne constituent pas une source de nuisances, une source de contamination des eaux de puits ou de sources servant à l'alimentation ou une source de contamination des eaux superficielles.

Les articles 13 et 60 s'appliquent à toutes les fosses septiques existantes ou nouvelles.

Le présent règlement s'applique, en l'adaptant, aux terrains de camping et de caravaning autres que les terrains de camping « sauvage » ou « primitif », aux plages, aux colonies de vacances, aux hôtels, aux auberges, aux motels, aux restaurants, aux pavillons de golf et aux établissements administratifs, commerciaux ou récréatifs fréquentés par le public, dont la capacité de la fosse septique est inférieure à 4,8 mètres cubes tel que calculé en vertu des barèmes concernant les débits d'eaux usées établis dans le document intitulé L'installation septique pour établissements publics ou commerciaux publié par le ministère de l'Environnement en 1981.

Le présent règlement ne s'applique cependant pas à une résidence isolée faisant partie d'un campement saisonnier visé au paragraphe b du premier alinéa de l'article 18 de la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., c. D-13.1). Une telle résidence isolée doit néanmoins être pourvue d'un cabinet à fosse sèche placé à une distance minimale de 10 mètres de cette résidence isolée et de tout cours d'eau ou plan d'eau, dans un endroit qui n'est pas surélevé par rapport à cette résidence isolée. Ce cabinet à fosse sèche doit être conforme aux normes prévues aux articles 47 à 49 ou aux articles 73 et 74.

SECTION II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

3. Prohibitions : Nul ne peut rejeter ni permettre le rejet dans l'environnement des eaux provenant du cabinet d'aisances d'une résidence isolée ou des eaux usées ou ménagères d'une résidence isolée.

La prohibition prévue au premier alinéa est établie au sens du deuxième alinéa de l'article 20 de la Loi.

Les deux premiers alinéas ne s'appliquent cependant pas dans le cas où les eaux sont préalablement épurées au moyen d'un dispositif de traitement conforme aux sections

III à X ou à la section XV, dans le cas où les eaux du cabinet d'aisances sont déposées dans une fosse sèche visée à la section XI ou dans le cas où ces eaux sont préalablement épurées par un autre dispositif de traitement autorisé par le sous-ministre conformément à l'article 32 de la Loi.

Dans le cas d'une résidence isolée existante, les eaux usées, eaux ménagères ou eaux du cabinet d'aisances peuvent, outre les possibilités prévues au troisième alinéa, être rejetées dans une installation conforme aux sections XII, XIII ou XIV, selon les conditions que prévoient ces sections.

Nul ne peut installer, pour desservir une résidence isolée, des équipements d'évacuation ou de traitement des eaux usées, des eaux ménagères ou des eaux de cabinet d'aisances qui ne sont pas conformes aux normes prescrites dans le présent règlement, sauf le cas d'un dispositif de traitement autorisé par le sous-ministre conformément à l'article 32 de la Loi.

Nul ne peut construire une nouvelle résidence isolée ou une chambre à coucher dans une résidence isolée existante ou nouvelle sans que la résidence isolée concernée ne soit pourvue d'un dispositif d'évacuation, de réception ou de traitement des eaux usées, des eaux de cabinet d'aisances ou des eaux ménagères conforme au présent règlement.

4. Permis : Toute personne qui a l'intention de construire une résidence isolée doit, avant d'en entreprendre les travaux de construction, obtenir un permis de la municipalité locale, y compris la municipalité de ville ou de cité, où cette résidence isolée sera construite.

Un tel permis est également requis préalablement à la construction d'une chambre à coucher supplémentaire dans une résidence isolée existante ou nouvelle ou préalablement à la construction, la rénovation, la modification, la reconstruction, le déplacement ou l'agrandissement d'une installation d'évacuation, de réception ou de traitement des eaux usées, des eaux de cabinet d'aisances, ou des eaux ménagères desservant une résidence isolée existante ou nouvelle.

La municipalité de comté ou la municipalité régionale de comté, selon le cas, délivre les permis prévus au présent article dans les territoires visés à l'article 27 du Code municipal.

La municipalité doit délivrer un permis en vertu du présent article lorsque le projet prévoit que la résidence isolée visée sera pourvue d'un dispositif d'évacuation, de réception ou de traitement des eaux usées, des eaux de cabinet d'aisances ou des eaux ménagères conforme au présent règlement.

Le présent article ne s'applique pas à une municipalité qui a adopté elle-même un règlement prévoyant la déli-

vance d'un permis municipal de construction ou d'agrandissement pour une résidence isolée ou une installation d'évacuation, de réception ou de traitement des eaux usées, des eaux de cabinet d'aisances ou des eaux ménagères en vertu des lois générales ou spéciales qui lui attribuent des pouvoirs de réglementation à cet égard. Dans ce cas, la municipalité délivre le permis municipal de construction ou d'agrandissement conformément à l'article 86 *in fine* de la Loi.

5. Lots acquis mais non bâtis : Le quatrième alinéa de l'article 3 s'applique, en l'adaptant, à une nouvelle résidence isolée dont on entreprend la construction avant le 1^{er} janvier 1983 à la condition, dans le cas d'un projet domiciliaire, que la nouvelle résidence isolée soit construite sur un fonds de terre acquis du propriétaire du projet domiciliaire avant le 12 août 1981, tel qu'en fait foi la date d'exécution du contrat notarié portant minute (Code civil a. 2098) pourvoyant au transfert de la propriété de ce fonds de terre.

Le présent article ne s'applique toutefois pas dans le cas d'une municipalité qui a adopté, au 12 août 1981, un règlement municipal portant sur les installations d'évacuation et de traitement des eaux usées, des eaux ménagères ou des eaux de cabinet d'aisances des résidences isolées, quel qu'en soit le contenu.

6. Élimination des boues : Les boues des fosses de rétention et des fosses septiques doivent être déposées dans un endroit autorisé par le sous-ministre conformément à l'article 22 de la Loi.

SECTION III GESTION DES EAUX USÉES

7. Cheminement des eaux usées et des eaux clarifiées : Sauf dans les cas visés aux sections XI à XIV, seules les eaux usées d'une résidence isolée et toutes celles-ci doivent être canalisées vers une fosse septique ou un poste d'épuration aérobie où toutes les eaux clarifiées doivent être canalisées ensuite vers un élément épurateur.

SECTION IV LA CONDUITE D'AMENÉE

8. Conduite : Les eaux usées provenant d'une résidence isolée, les eaux ménagères visées aux articles 51, 52, 54 et 75 ou les eaux des toilettes chimiques ou à faible débit, selon le cas, doivent être canalisées au moyen d'une conduite d'amenée conforme à la norme BNQ 3624-130 du Bureau de normalisation du Québec intitulée Tubes et raccords en matière thermoplastique pour égout souterrain.

9. Pente : Dans le cas où les eaux usées sont acheminées par gravité, la pente de la conduite d'amenée visée à l'article 8 doit être comprise entre 1 et 2 centimètres par mètre.

SECTION V LA FOSSE SEPTIQUE

10. La fosse septique construite sur place : Une fosse septique en béton armé construite sur place doit être conforme au schéma de l'annexe A ainsi qu'aux normes suivantes :

- a) la résistance du béton doit être d'au moins 20 mégapascals à 28 jours ;
- b) le treillis métallique doit être fait de fils ou de tiges d'acier dont l'aire de la section est d'au moins 10M, disposés à 25 centimètres, centre à centre, horizontal/vertical, nuance 300 mégapascals ;
- c) l'épaisseur du plancher et du plafond doit être d'au moins 15 centimètres ;
- d) l'épaisseur du béton au-dessus du treillis métallique du plancher doit être de 5 centimètres ;
- e) l'épaisseur du béton au-dessus du treillis métallique du plafond doit être de 10 centimètres ;
- f) l'épaisseur des parois doit être d'au moins 20 centimètres et le treillis métallique doit être placé au centre des parois ;
- g) le tuyau d'entrée doit être situé à une hauteur telle que son radier soit à 7,5 centimètres plus haut que celui du tuyau de sortie ;
- h) deux déflecteurs, construits avec un matériau identique à celui de la fosse, doivent être installés à la verticale sur toute la largeur de la fosse, l'un devant l'ouverture du tuyau d'entrée, l'autre devant celle du tuyau de sortie ;
- i) une cloison transversale doit séparer la fosse septique en 2 compartiments ;
- j) la cloison doit être pourvue d'orifices pratiqués sur toute sa largeur, à 40 centimètres de la surface du liquide et doit aussi, à sa base être pourvue d'un orifice de 2 centimètres de largeur et de la hauteur d'un bloc de béton ;
- k) la fosse doit être munie de 2 ouvertures de visite ;
- l) les deux ouvertures de visite doivent être pourvues de couvercles destinés à empêcher l'entrée des eaux de ruissellement ;
- m) les deux ouvertures de visite doivent être prolongées jusqu'à la surface du sol par des cheminées étanches et isolées contre le gel et être munies d'un couvercle étanche ;

n) l'extérieur de la fosse doit être recouvert d'un enduit bitumineux.

11. La fosse préfabriquée : Une fosse septique préfabriquée doit être conforme aux normes suivantes du Bureau de normalisation du Québec :

Normes	Genre de fosse
BNQ 3680-510	fosse septique en béton armé
BNQ 3680-505	fosse septique en polyéthylène
BNQ 3680-501	fosse septique en plastique armé de fibre de verre
BNQ 3680-511	fosse septique en acier
BNQ 3680-901	fosse septique — caractéristiques générales

12. Localisation : Toute fosse septique doit être installée à un endroit :

- a) exempt de circulation motorisée ;
- b) où elle n'est pas susceptible d'être submergée ;
- c) accessible pour en effectuer la vidange ; et
- d) conforme aux distances indiquées au tableau suivant :

Point de référence	Distance minimale (en mètres)
d'un puits d'eau d'alimentation	15
d'un lac, cours d'eau, marais ou étang	11
d'une conduite d'eau de consommation et d'une limite de propriété voisine	3
d'une résidence	2

13. Vidange : Une fosse septique utilisée d'une façon saisonnière doit être vidangée au moins une fois tous les 4 ans.

Une fosse septique utilisée à longueur d'année doit être vidangée au moins une fois tous les 2 ans.

14. Ventilation : Toute fosse septique doit être ventilée par une conduite de ventilation d'au moins 10 centimètres de diamètre ou être raccordée à la conduite de ventilation de la résidence isolée desservie.

15. Capacité : La capacité totale minimale d'une fosse septique doit être conforme aux normes du tableau suivant, en fonction du nombre de chambres à coucher de la résidence isolée desservie :

Nombre de chambres à coucher	Capacité totale minimale (en mètres cubes)
1	2,3
2	2,8
3	3,4
4	3,9
5	4,3
6	4,8

16. Désaffectation : Toute fosse septique désaffectée doit, après avoir été vidangée, être remplie de gravier, de sable, de terre ou d'un matériau inerte.

SECTION VI L'ÉLÉMENT ÉPURATEUR CLASSIQUE

17. Terrain récepteur : Toute fosse septique doit être reliée à un élément épurateur classique dans le cas où les conditions suivantes sont présentes :

- a) le terrain récepteur doit être perméable ;
- b) le niveau de roc, des eaux souterraines ou de toute couche de sol imperméable doit se trouver au moins à 1,2 mètre sous la surface du terrain récepteur ; et
- c) la pente du terrain récepteur doit être inférieure à 30%.

18. Superficie disponible : La superficie disponible du terrain récepteur de l'élément épurateur classique doit, sans qu'il soit nécessaire de déboiser, être conforme aux normes minimales du tableau suivant, en fonction du nombre de chambres à coucher de la résidence isolée desservie :

Nombre de chambres à coucher	Superficie minimale disponible (en mètres carrés)
1	80
2	120
3	180
4	240
5	300
6	360

19. Déboisement : Malgré l'article 18, la nécessité de s'abstenir de déboiser la superficie disponible du terrain récepteur de l'élément épurateur classique n'empêche pas la construction d'un élément épurateur classique dans le cas où il est impossible de construire un élément épurateur visé dans les sections VII à IX en raison des caractéristiques du terrain récepteur.

20. Terrain à pente faible ou moyenne : Dans un terrain où la pente est égale ou inférieure à 10%, l'élément épurateur classique doit être construit conformément au schéma de l'annexe B.

Dans un terrain où la pente varie entre 10% et 30%, l'élément épurateur classique doit être construit conformément au schéma de l'annexe C.

21. Normes de construction : Un élément épurateur classique doit être conforme aux normes de construction suivantes :

a) la longueur de chacune des tranchées d'absorption doit être d'au plus 18 mètres ;

b) la largeur des tranchées d'absorption doit être d'au moins 60 centimètres ;

c) la distance entre la ligne centrale de chacune des tranchées d'absorption doit être d'au moins 1,8 mètre ;

d) la profondeur du gravier ou de la pierre concassée sous les tuyaux perforés visés au paragraphe *h* doit être d'au moins 15 centimètres ;

e) les tuyaux perforés visés au paragraphe *h* doivent être posés dans une couche de gravier ou de pierre concassée d'une épaisseur totale d'au moins 30 centimètres ;

f) la grosseur du gravier ou de la pierre concassée, débarrassée de ses particules fines, doit être comprise entre 1,5 et 6 centimètres ;

g) la couche de gravier ou de pierre concassée doit être recouverte ou de papier fort non traité, ou d'au moins

5 centimètres de paille, ou d'un matériel perméable à l'eau et à l'air et permettant la rétention des particules du sol, et de 60 centimètres de terre de remblai ;

h) les tuyaux perforés doivent être fabriqués conformément à la norme BNQ 3624-050 du Bureau de normalisation du Québec intitulée Tuyaux perforés et raccords en thermoplastique pour la dispersion souterraine des effluents et être d'un diamètre d'au moins 7,5 centimètres ;

i) le fond de la tranchée doit se trouver à une distance minimale de 90 centimètres de la couche de roc, de sol imperméable ou des eaux souterraines.

22. Longueur des tranchées : La longueur totale des tranchées d'absorption d'un élément épurateur classique doit être conforme aux normes du tableau suivant, en fonction du nombre de chambres à coucher de la résidence isolée desservie :

Nombre de chambres à coucher	Mètres linéaires de tranchées
1	45
2	65
3	100
4	130
5	165
6	200

23. Localisation : L'élément épurateur classique doit être construit dans un endroit exempt de circulation motorisée et conformément aux distances indiquées au tableau suivant :

Point de référence	Distance minimale (en mètres)
d'un puits d'eau d'alimentation	30
d'un lac, cours d'eau, marais ou étang	15
d'une résidence ou d'une conduite souterraine de drainage du sol . . .	6
d'une limite de propriété, talus, arbre, arbuste ou conduite d'eau de consommation	3

24. Recouvrement : Le terrain récepteur d'un élément épurateur classique doit être recouvert d'une couche de sol perméable et être stabilisé avec de la végétation herbacée. Une pente doit lui être donnée pour faciliter l'écoulement des eaux de ruissellement.

25. Sections : Un élément épurateur classique peut être constitué d'une seule section ou être construit en plusieurs sections d'égale superficie.

SECTION VII

L'ÉLÉMENT ÉPURATEUR MODIFIÉ

26. Terrain récepteur : Dans le cas où on ne peut construire un élément épurateur classique parce qu'il est impossible de respecter les normes de l'article 18, la fosse septique doit être reliée à un élément épurateur modifié dans la mesure où le terrain récepteur respecte néanmoins les conditions prévues aux paragraphes *a* et *b* de l'article 17 et lorsque la pente du terrain récepteur est inférieure à 10%.

27. Normes de construction : Un élément épurateur modifié doit être construit conformément au schéma de l'annexe D, aux normes de construction prescrites aux paragraphes *a*, *d*, *e*, *f*, *g* et *h* de l'article 21 ainsi qu'aux normes suivantes :

a) les tuyaux perforés doivent être espacés d'au plus 1,2 mètre ;

b) le fond du lit d'absorption doit se trouver à au moins 90 centimètres de la couche de roc, de sol imperméable ou des eaux souterraines.

28. Superficie disponible : La superficie disponible du terrain récepteur doit être conforme aux normes minimales du tableau suivant, en fonction du nombre de chambres à coucher de la résidence isolée desservie :

Nombre de chambres à coucher	Superficie minimale disponible (en mètres carrés)
1	27
2	40
3	60
4	80
5	100
6	120

29. Calcul de la superficie disponible : La superficie disponible du terrain récepteur de l'élément épurateur modifié se calcule sans tenir compte de la présence d'arbres ou d'arbustes sur le sol.

30. Superficie occupée : L'élément épurateur modifié doit occuper toute la superficie disponible minimale visée au tableau de l'article 28.

31. Autres normes : Les articles 23, 24 et 25 s'appliquent, en les adaptant, à tout élément épurateur modifié.

SECTION VIII

PUITS ABSORBANTS

32. Terrain récepteur : Dans le cas où on ne peut construire un élément épurateur classique ou un élément épurateur modifié parce qu'il est impossible de respecter les normes des articles 18 ou 28, la fosse septique doit être reliée à un puits absorbant dans la mesure où les conditions suivantes sont respectées :

a) le sol du terrain récepteur doit être perméable et composé de sable moyen ;

b) le niveau du roc, des eaux souterraines ou de toute couche imperméable doit se trouver au moins à 3 mètres sous la surface du terrain récepteur ;

c) la pente du terrain récepteur doit être inférieure à 30% ;

d) la résidence isolée desservie doit compter 3 chambres à coucher ou moins.

33. Nombre de puits absorbants : On doit construire un seul puits absorbant dans le cas où la résidence isolée desservie compte 2 chambres ou moins et 2 puits dans le cas où cette résidence compte 3 chambres.

34. Normes de construction : Tout puits absorbant doit être construit conformément au schéma de l'annexe E et aux normes suivantes :

a) lorsqu'on utilise plus d'un puits absorbant, les puits doivent être installés en série ou en parallèle et à une distance minimale de 8 mètres l'un de l'autre ;

b) les parois des puits absorbants doivent être construites de blocs de béton non jointoyés dans lesquels on enfonce des tiges d'acier ou d'un matériau offrant des caractéristiques équivalentes quant à la détérioration et à la résistance aux charges auxquelles la structure sera soumise ;

c) le puits absorbant doit être muni d'une ouverture de visite.

35. Autres normes : Les articles 16, 23 et 24 s'appliquent, en les adaptant, à un puits absorbant.

SECTION IX

FILTRE À SABLE HORS SOL

36. Terrain récepteur : Dans le cas où on ne peut construire un élément épurateur classique ou un élément épurateur modifié parce qu'il est impossible de respecter les articles 17 ou 26, la fosse septique doit être reliée à un filtre à sable hors sol dans la mesure où le terrain récepteur respecte les conditions suivantes :

- a) le sol du terrain récepteur doit être perméable ;
- b) le niveau du roc, des eaux souterraines ou de toute couche de sol imperméable doit se trouver à au moins 60 centimètres et à au plus 120 centimètres sous la surface du terrain récepteur ;
- c) la pente du terrain doit être inférieure à 10%.

37. Normes de construction : Un filtre à sable hors sol doit être construit conformément au schéma de l'annexe F, aux normes de construction prescrites aux paragraphes *d*, *e*, *f*, *g* et *h* de l'article 21 ainsi qu'aux normes suivantes :

- a) l'épaisseur de la couche de sable doit être d'au moins 30 centimètres et elle doit être foulée par arrosage avant l'installation des tuyaux ;
- b) le sable utilisé doit être du sable à béton ;
- c) la hauteur totale du filtre à sable, au-dessus du sol naturel, doit être au moins 1,2 mètre ;
- d) les tuyaux doivent être espacés d'au plus 1,2 mètre ;
- e) la longueur maximale du filtre à sable doit être de 12 mètres ;
- f) dans le cas où le filtre à sable est construit sur un terrain à niveau, la pente du remblai de terre sur chacun des côtés du filtre à sable doit être d'au moins 1:3 ;
- g) dans le cas où le filtre à sable est construit sur un terrain en pente, la pente du remblai de terre sur chacun des côtés du filtre à sable doit être d'au moins 1:3 à l'exception du côté situé dans le sens de la pente qui doit avoir un rapport de 1:4 avec une longueur du remblai d'au moins 6 mètres ;
- h) avant la construction du filtre à sable, le sol servant d'assise doit être labouré.

38. Superficie disponible : La superficie disponible pour le terrain récepteur du filtre à sable hors sol doit être conforme aux normes minimales du tableau suivant, en fonction du nombre de chambres à coucher de la résidence isolée desservie :

Nombre de chambres à coucher	Superficie minimale disponible (en mètres carrés)
1	120
2	150
3	170
4	190
5	210
6	230

L'article 29 s'applique, en l'adaptant, au calcul de la superficie disponible visée au premier alinéa.

39. Localisation et recouvrement : Les articles 23 et 24 s'appliquent en les adaptant, à un filtre à sable hors sol sauf pour ce qui est des normes de localisation par rapport à un talus, un arbre et un arbuste.

Les distances visées à l'article 23 sont mesurées à partir de l'extrémité du remblai de terre qui entoure le filtre à sable.

SECTION X

FILTRE À SABLE CLASSIQUE

40. Terrain récepteur : Dans le cas où le sol du terrain récepteur est imperméable, la fosse septique doit être reliée à un filtre à sable classique à la condition que le roc se trouve à au moins 60 centimètres sous la surface du terrain récepteur et que la pente du terrain récepteur est inférieure à 15%.

41. Normes de construction : Un filtre à sable doit être construit conformément au schéma de l'annexe G, aux normes de construction prescrites aux paragraphes *f* et *h* de l'article 21, aux paragraphes *b*, *d* et *e* de l'article 37 ainsi qu'aux normes suivantes :

- a) la couche de sable doit avoir au moins 75 centimètres d'épaisseur et elle doit avoir été foulée par arrosage avant l'installation des tuyaux supérieurs ;

b) les tuyaux supérieurs doivent être posés dans une couche de gravier ou de pierre concassée d'au moins 30 centimètres d'épaisseur ;

c) l'épaisseur du gravier ou de la pierre concassée sous les tuyaux supérieurs doit être d'au moins 15 centimètres ;

d) la couche supérieure de gravier ou de pierre concassée doit être recouverte de papier fort non traité ou d'au moins 5 centimètres de paille, ou d'un matériau perméable à l'eau ou à l'air permettant la rétention des particules du sol, ainsi que de 60 centimètres de terre de remblai ;

e) les tuyaux supérieurs doivent être posés à niveau ;

f) les tuyaux inférieurs doivent être posés dans une couche de gravier ou de pierre concassée d'au moins 20 centimètres d'épaisseur ;

g) l'épaisseur du gravier ou de la pierre concassée sous les tuyaux inférieurs doit être de 5 centimètres ;

h) la pente des tuyaux inférieurs doit être d'au moins 0,5% ;

i) la profondeur totale du filtre à sable doit être d'au moins 1,85 mètre ;

j) dans le cas où le filtre à sable classique est construit entièrement ou partiellement hors sol, la pente du remblai de sol imperméable sur chacun des côtés du filtre doit être d'au moins 1:2 ;

k) il doit y avoir, en toute circonstance, au moins 60 centimètres de sol imperméable entre le roc et la partie inférieure du filtre à sable classique.

42. Rejet de l'effluent : Il est interdit de rejeter l'effluent d'un filtre à sable classique :

a) dans un lac, un marais, un étang ou un fossé ;

b) dans un ruisseau ou une rivière offrant un taux de dilution en période d'étiage, de moins de 1:50 ; et,

c) dans le cas où le cours d'eau récepteur se jette dans un lac, à moins de 1 500 mètres en amont du lac.

43. Émissaire : L'émissaire par lequel l'effluent d'un filtre à sable classique est rejeté dans un cours d'eau doit toujours être placé sous la surface des eaux réceptrices.

44. Superficie disponible : La superficie disponible pour le terrain récepteur d'un filtre à sable classique doit être conforme aux normes minimales du tableau suivant, en fonction de sa profondeur sous la surface du sol et en fonction du nombre de chambres à coucher de la résidence isolée desservie :

Nombre de chambres à coucher	Superficie minimale disponible (en mètres carrés)	
	Profondeur	
	185 cm	60 cm
1	18	135
2	26	156
3	39	186
4	52	214
5	65	240
6	78	263

L'article 29 s'applique, en l'adaptant, au calcul de la superficie disponible visée au premier alinéa.

45. Localisation : Les normes de localisation d'un filtre à sable classique sont prescrites à l'article 23 sauf que la distance entre un lac, cours d'eau, marais ou étang doit être d'au moins 11 mètres.

46. Recouvrement : Le recouvrement de la surface d'un filtre à sable classique doit être effectué conformément à l'article 24. La terre imperméable qui entoure le filtre à sable doit aussi être stabilisée avec de la végétation herbacée.

SECTION XI LE CABINET À FOSSE SÈCHE

47. Terrain récepteur : Il est loisible à quiconque de construire un cabinet à fosse sèche dans le cas où les conditions suivantes sont respectées :

a) le sol doit être perméable ;

b) le niveau des eaux souterraines, du roc ou de toute couche imperméable doit se trouver à plus de 1,2 mètre sous la surface du sol ;

c) la pente du terrain doit être inférieure à 30%.

48. Normes de construction : Tout cabinet à fosse sèche doit comprendre une fosse, un soubassement, un plancher, un siège, un abri et un tertre.

Il doit être construit conformément au schéma de l'annexe H ainsi qu'aux normes de construction suivantes :

a) les dimensions minimales de la fosse sèche doivent être de 1,2 mètre de profondeur, 1,2 mètre de longueur et 1 mètre de largeur et ses parois doivent être garnies de planches entre lesquelles on doit laisser un interstice ;

b) au niveau du sol et sur le périmètre entier de la fosse sèche, on doit poser un soubassement fabriqué de bois de charpente de 10 centimètres sur 10 centimètres ;

c) le plancher doit être construit de contreplaqué ou de tout autre matériel qui puisse le rendre étanche et empêcher les gaz qui s'échappent de la fosse de pénétrer à l'intérieur de l'abri ;

d) le siège doit être construit d'un matériel étanche et être muni d'un couvercle hermétique ;

e) l'abri doit :

i. reposer sur le soubassement ;

ii. être suffisamment étanche pour empêcher les mouches et les moustiques de pénétrer à l'intérieur ;

iii. être aéré par des moustiquaires installées dans sa partie supérieure ;

iv. être recouvert de peinture à l'intérieur ; et

v. posséder un toit qui le dépasse de façon à éloigner les eaux de pluie des abords de la fosse ;

f) le soubassement et le bas de l'abri doivent être rechaussés avec de la terre et un tertre doit être aménagé pour éloigner les eaux de pluie de la fosse ;

g) dans le cas où la fosse est partiellement creusée dans un remblai, la pente sur chacun des côtés du remblai doit être de 1:2 ;

h) on doit poser sur le siège ou sur le plancher de l'abri, une conduite de ventilation d'un diamètre d'au moins 10 centimètres et munie d'une moustiquaire à sa sortie qui se prolonge de 60 centimètres au-dessus du toit de l'abri.

49. Utilisation : Tout cabinet à fosse sèche doit être utilisé selon les modalités suivantes :

a) aucun déchet autre que les matières fécales, l'urine et les papiers hygiéniques, ne peut y être déversé ;

b) la fosse peut être utilisée jusqu'à ce que les matières fécales atteignent 40 centimètres de la surface du sol ;

c) dans le cas où les matières fécales atteignent la hauteur indiquée au paragraphe b, la fosse doit être comblée avec de la terre et l'abri doit être installé sur un nouveau site.

50. Localisation : Tout cabinet à fosse sèche doit être placé conformément aux distances indiquées au tableau suivant :

Point de référence	Distance minimale (en mètres)
d'un puits d'eau d'alimentation	30
d'un lac, cours d'eau, marais ou étang	15
d'une résidence, limite de propriété voisine ou conduite de drainage du sol	6
de la limite d'un talus ou d'une conduite d'eau de consommation	3

51. Résidence isolée avec alimentation en eau : Dans le cas où un cabinet à fosse sèche dessert une résidence isolée alimentée en eau par une tuyauterie sous pression, les eaux ménagères doivent être épurées au moyen d'une installation septique avec élément épurateur modifié construite conformément au schéma de l'annexe D et aux sections V et VII sauf en ce qui concerne la capacité minimale de la fosse septique qui doit être de 2,3 mètres cubes de la superficie disponible du terrain récepteur de l'élément épurateur modifié qui doit être conforme aux normes du tableau suivant en fonction du nombre de chambres à coucher de la résidence isolée desservie :

Nombre de chambres à coucher	Superficie minimale disponible (en mètres carrés)
1	14
2	20
3	30
4	40
5	50
6	60

L'article 29 s'applique, en l'adaptant, au calcul de la superficie disponible visée au premier alinéa.

52. Résidence isolée sans alimentation en eau : Dans le cas où un cabinet à fosse sèche dessert une résidence qui n'est pas alimentée en eau par une tuyauterie sous pression et qui est habitée pour moins de 180 jours par année, les eaux ménagères doivent être épurées par un puits absorbant construit conformément aux schémas des annexes I, J, K, aux normes prescrites aux paragraphes c et d de l'ar-

ticle 32, au paragraphe c de l'article 34, à l'article 35 ainsi qu'aux normes suivantes :

- a) le terrain récepteur doit être perméable ;
- b) le niveau du roc, des eaux souterraines ou de toute couche imperméable doit se trouver à au moins 1,2 mètre sous la surface du sol naturel ;
- c) le puits absorbant doit avoir un diamètre de 1,2 mètre ou 1 mètre de côté, et une profondeur de 60 centimètres ;
- d) les parois du puits absorbant doivent être construites :
 - i. de blocs de béton non jointoyés dans lesquels on enfle des tiges d'acier conformément au schéma I ;
 - ii. de pierres non jointoyées ayant un diamètre compris entre 15 et 30 centimètres conformément au schéma J ; ou
 - iii. de pièces de bois posées à claire-voie conformément au schéma K.

SECTION XII

L'INSTALLATION À VIDANGE PÉRIODIQUE

53. Conditions d'implantation : Une installation à vidange périodique ne peut être construite que dans les cas visés au quatrième alinéa de l'article 3 où il est impossible de construire un élément épurateur conforme à l'une des sections VI à X et où les cabinets d'aisances utilisés sont des toilettes chimiques ou des toilettes à faible débit.

54. Éléments essentiels : Une installation à vidange périodique doit comprendre une fosse de rétention pour les eaux de cabinets d'aisances ainsi qu'une fosse septique et un champ d'évacuation destinés à évacuer les eaux ménagères conformément aux articles 56 à 58 et 60 à 64.

55. Terrain récepteur : Le champ d'évacuation de l'installation à vidange périodique ne peut être construit que si le niveau du roc se trouve à plus de 30 centimètres sous la surface du sol et si la pente du terrain récepteur est inférieure à 30%.

56. La fosse de rétention : La fosse de rétention construite sur place doit être conforme au schéma de l'annexe L, aux paragraphes a, b, c, d, e et f de l'article 10, et aux paragraphes a, b et c de l'article 12 et doit être munie d'une ouverture de visite pourvue d'un couvercle étanche qui se prolonge jusqu'à la surface du sol par une cheminée étanche isolée contre le gel.

La fosse de rétention préfabriquée doit être conforme aux normes prescrites à l'article 11, sauf que la sortie doit

être obstruée d'une façon à rendre la fosse de rétention parfaitement étanche et sauf que les parois doivent être construites d'un seul bloc. La présence des déflecteurs et de la cloison est facultative.

57. Capacité de la fosse de rétention : La capacité minimale d'une fosse de rétention doit être conforme aux normes des tableaux suivants, en fonction du nombre de chambres à coucher de la résidence isolée desservie :

a) dans le cas d'une résidence isolée habitée à l'année longue :

Nombre de chambres à coucher	Capacité totale minimale (en mètres cubes)
1 ou 2	3,4
de 3 à 6 incl.	4,8

b) dans le cas d'une résidence isolée habitée sur une base saisonnière :

Nombre de chambres à coucher	Capacité totale minimale (en mètres cubes)
1 ou 2	2,3
3 ou 4	3,4
5 ou 6	4,8

58. Ventilation : La ventilation de toute fosse de rétention doit être assurée de la façon prescrite à l'article 14.

59. Vidange : Toute fosse de rétention doit être vidangée de sorte à éviter le débordement des eaux de cabinet d'aisances qui y sont déposées.

60. La fosse septique : La fosse septique qui reçoit les eaux ménagères conformément à l'article 54, doit être construite conformément à la section V, sauf que sa capacité totale minimale est de 2,3 mètres cubes.

61. Le champ d'évacuation : Le champ d'évacuation visé à l'article 54 doit être construit conformément au schéma de l'annexe M, aux normes prescrites aux paragraphes d, e, f, g et h de l'article 21 et au paragraphe d de l'article 37 ainsi qu'aux normes suivantes :

a) dans le cas où le champ d'évacuation est construit sur un terrain à niveau, la pente du remblai de terre sur chacun des côtés du champ d'évacuation doit être d'au moins 1:3 ;

b) dans le cas où le champ d'évacuation est construit sur un terrain en pente, la pente du remblai de terre sur chacun des côtés du champ d'évacuation doit être de 1:3, à l'exception du côté situé dans le sens de la pente, qui doit avoir un rapport de 1:4 avec une longueur de remblai d'au moins 6 mètres.

62. Superficie disponible : La superficie disponible pour le terrain récepteur du champ d'évacuation doit être conforme aux normes minimales du tableau suivant, en fonction de sa profondeur sous la surface du sol et en fonction du nombre de chambres à coucher de la résidence isolée desservie :

Nombre de chambres à coucher	Superficie minimale disponible (en mètres carrés) profondeur		
	60 cm	30 cm	en surface
1	42	64	100
2	52	80	116
3	67	100	140
4	84	120	163
5	94	132	177
6	109	150	197

L'article 29 s'applique, en l'adaptant, au calcul de la superficie disponible visée au premier alinéa.

63. Localisation : Le champ d'évacuation visé à l'article 54 doit être placé à une distance minimale de 3 mètres de toute limite de propriété, résidence, limite d'un talus, conduite d'eau de consommation, conduite de drainage du sol, arbre ou arbuste.

64. Autres normes : Les articles 24 et 25 s'appliquent, en les adaptant, au champ d'évacuation visé à l'article 54.

65. Protection de l'environnement : Le propriétaire d'une installation à vidange périodique doit éviter que le champ d'évacuation ne devienne une source de nuisances ou un foyer de contamination des eaux de puits ou de sources servant à l'alimentation.

66. Vidange totale : Toutefois, dans le cas où il est impossible de construire un champ d'évacuation en raison des normes des articles 55 et 62, une installation à vidange périodique peut, malgré les articles 54 et 60 à 64, n'être constituée que d'une fosse de rétention d'une capacité totale minimale de 4,8 mètres cubes construite selon les articles 56, 58 et 59.

SECTION XIII L'INSTALLATION BIOLOGIQUE

67. Conditions d'implantation : Une installation biologique ne peut être construite que dans les cas visés au quatrième alinéa de l'article 3 où il est impossible de construire un élément épurateur conforme à l'une des sections VI à X.

68. Éléments essentiels : L'installation biologique doit comprendre un cabinet à terreau ainsi qu'une fosse septique et un champ d'évacuation destinés à épurer les eaux ménagères.

69. Autres normes : Les articles 60 à 65 s'appliquent, en les adaptant, à une installation biologique visée à l'article 68.

70. Vidange périodique des eaux ménagères : Toutefois, dans le cas où on ne peut pourvoir une installation biologique d'un champ d'évacuation en raison des articles 55 et 62, les eaux ménagères peuvent, malgré les articles 68 et 69, être rejetées dans une fosse de rétention d'une capacité totale minimale de 4,8 mètres cubes construite et entretenue selon les articles 56, 58 et 59.

71. Le cabinet à terreau : Le cabinet à terreau d'une installation biologique doit être muni d'un tiroir à terreau et doit être ventilé indépendamment de la conduite de ventilation de la résidence isolée desservie.

72. Élimination du terreau : Le terreau provenant d'un cabinet à terreau doit être enfoui sous terre à au moins 15 mètres d'un puits d'eau d'alimentation et à au moins 10 mètres d'un lac ou d'un cours d'eau ou être déposé dans un lieu d'élimination conforme aux articles 23 à 100, du troisième alinéa de l'article 127 et des paragraphes b ou e de l'article 133 du Règlement sur les déchets solides (c. Q-2, r.14).

Le terreau ne peut être utilisé dans un jardin potager où l'on cultive des légumes destinés à être consommés sans cuisson.

SECTION XIV

LE CABINET À FOSSE SÈCHE OU À TERREAU
ET LE PUIT D'ÉVACUATION

73. Terrain récepteur : Un cabinet à fosse sèche ou à terreau pourvu d'un puits d'évacuation ne peut être construit que dans les cas visés au quatrième alinéa de l'article 3 où il est impossible de construire un élément épurateur, un cabinet à fosse sèche ou une installation biologique conforme à l'une des sections VI à XI ou à la section XIII et dans la mesure où les conditions suivantes sont respectées :

- a) la résidence isolée desservie n'est pas alimentée en eau par une tuyauterie sous pression ;
- b) il y a impossibilité d'effectuer la vidange d'une fosse de rétention parce que celle-ci est inaccessible ; et
- c) le niveau du roc, des eaux souterraines ou de toute couche de sol imperméable se trouve entre 60 et 120 centimètres sous la surface du sol naturel.

74. Normes particulières : Un cabinet à fosse sèche visé à l'article 73 doit être construit, placé et utilisé conformément aux paragraphes *a* et *c* de l'article 47, aux paragraphes *a*, *b*, *c*, *d*, *e* et *g* du deuxième alinéa de l'article 48, aux articles 49 et 50, au schéma de l'annexe N et aux normes suivantes :

- a) la hauteur du remblai, au-dessus du sol naturel, doit être de 90 centimètres ; et
- b) la pente du tertre doit être de 1:2.

Un cabinet à terreau visé à l'article 73 doit être construit et utilisé conformément aux normes des articles 71 et 72.

75. Puits d'évacuation : Dans le cas où on installe un cabinet à fosse sèche ou un cabinet à terreau dans les conditions prévues à l'article 73, les eaux ménagères doivent être évacuées dans un puits d'évacuation construit conformément aux schémas I, J ou K et aux normes des articles 16 et 24, des paragraphes *c* et *d* de l'article 32, du paragraphe *c* de l'article 34, des paragraphes *c* et *d* de l'article 52 et de l'article 63.

SECTION XV

L'INSTALLATION AÉRÉE

76. Conditions d'implantation : Il est loisible de construire une installation aérée dans le cas où le terrain récepteur respecte les conditions d'un des articles 17, 26, 32, 36 ou 40.

77. Éléments essentiels : Toute installation aérée destinée à desservir une résidence isolée doit comprendre un poste d'épuration aérobie et un élément épurateur cons-

truit, placé et installé conformément aux normes décrites dans les sections VI à X, sauf que la superficie disponible du terrain récepteur peut être réduite de 25%.

78. Ouverture de visite : Un poste d'épuration aérobie doit être muni d'une ouverture de visite pour fins d'entretien.

79. Système d'alarme : Un poste d'épuration aérobie doit être muni d'un système d'alarme sonore ou visuel. Ce système doit être placé de façon à être visible ou audible pour les occupants de la résidence isolée desservie.

80. Isolation : Un poste d'épuration aérobie doit être protégé contre le gel et être isolé de sorte à assurer la température requise pour le fonctionnement du procédé d'épuration aérobie.

81. Capacité totale liquide du bassin d'aération et du décanteur : La capacité totale liquide minimale d'un bassin d'aération et de son décanteur doit être conforme aux normes suivantes, en fonction du nombre de chambres à coucher de la résidence isolée desservie :

Nombre de chambres à coucher	Capacité totale liquide minimale (en mètres cubes)
de 1 à 4	2,25
5	2,70
6	3,15

82. Nombre de décanteurs : Un poste d'épuration aérobie peut comprendre un deuxième décanteur, quoique la capacité de celui-ci ne puisse être considérée dans le calcul de la capacité liquide minimale requise en vertu de l'article 81.

83. Retour des boues : Le décanteur d'un poste d'épuration aérobie doit être conçu pour assurer le retour des boues vers le bassin d'aération.

84. Normes d'effluent : Nul ne peut rejeter ou permettre le rejet d'eaux clarifiées provenant d'un poste d'épuration aérobie qui présentent l'une ou l'autre des caractéristiques suivantes :

- a) elles contiennent des matières flottantes ;
- b) elles ont une demande biochimique en oxygène (5 jours) supérieure à 40 milligrammes par litre ;

c) elles contiennent une concentration de matières en suspension supérieure à 80 milligrammes par litre ; ou

d) elles n'offrent pas de conditions aérobies.

85. Méthodes d'analyse : Les analyses requises pour assurer l'application des paragraphes b et c de l'article 84 sont effectuées conformément aux méthodes suivantes décrites dans la 14^e édition (1975) de l'ouvrage intitulé : *Standard Methods for the Examination of Water and Waste Water* publié conjointement par l'*American Public Health Association*, l'*American Water Works Association* et la *Water Pollution Control Federation* :

a) la demande biochimique en oxygène (5 jours) est déterminée selon la méthode numéro 507 intitulée *Oxygen Demand (Biochemical)* et le dosage de l'oxygène dissous s'effectue selon la méthode numéro 422 B intitulée *Azide Modification* ou la méthode numéro 422 F intitulée *Membrane Electrode Method* ; et

b) les matières en suspension sont déterminées selon la méthode numéro 208 D intitulée *Total Non-filtrable Residue Dried at 103°-105°C (Total Suspended Matter)*.

86. Fonctionnement automatique : Tous les éléments mécaniques ou électriques d'un poste d'épuration aérobie doivent fonctionner automatiquement.

87. Entretien : Un poste d'épuration aérobie doit être inspecté au moins une fois tous les 4 mois par un spécialiste en semblable matière.

Le propriétaire d'un poste d'épuration aérobie doit, à cette fin, être lié en tout temps par contrat avec le fabricant ou son représentant et copie du contrat doit être déposée auprès de la municipalité locale où est située la résidence isolée desservie par ce poste d'épuration aérobie.

SECTION XVI DISPOSITIONS FINALES

88. Administration : Il est du devoir de toute municipalité visée aux premier et troisième alinéas de l'article 4 qui a adopté elle-même, avant le 12 août 1981 ou après, un règlement portant sur les installations d'évacuation et de traitement des eaux usées des résidences isolées, quel qu'en soit le contenu, d'exécuter et de faire exécuter le présent règlement et de statuer sur les demandes de permis soumise en vertu de l'article 4.

À compter du 1^{er} janvier 1983, le premier alinéa s'applique à toutes les municipalités du Québec visées aux premier et troisième alinéas de l'article 4, sans exception. Le sous-ministre peut délivrer les permis visés à l'article 4 jusqu'au 1^{er} janvier 1983.

Le présent article ne s'applique pas dans le cas où un règlement municipal portant sur l'évacuation et le traitement des eaux usées de résidences isolées a été approuvé conformément au quatrième alinéa de l'article 124 de la Loi.

Malgré les dispositions de l'article 4 ainsi que du présent article, le sous-ministre délivre les permis requis en vertu de l'article 4 dans le cas des camps de chasse et de pêche isolés et inaccessibles par voie routière.

89. Amendes : Toute personne physique qui commet une infraction à une disposition du présent règlement autre que le premier alinéa de l'article 3 se rend passible d'une amende minimale de 50 \$ et d'une amende maximale de 500 \$ dans le cas d'une première infraction et d'une amende minimale de 100 \$ et d'une amende maximale de 1 000 \$ dans le cas d'une infraction subséquente.

Toute corporation qui commet une infraction à une disposition du présent règlement autre que le premier alinéa de l'article 3 se rend passible d'une amende minimale de 100 \$ et d'une amende maximale de 1 000 \$ dans le cas d'une première infraction et d'une amende minimale de 200 \$ et d'une amende maximale de 2 000 \$ dans le cas d'une infraction subséquente.

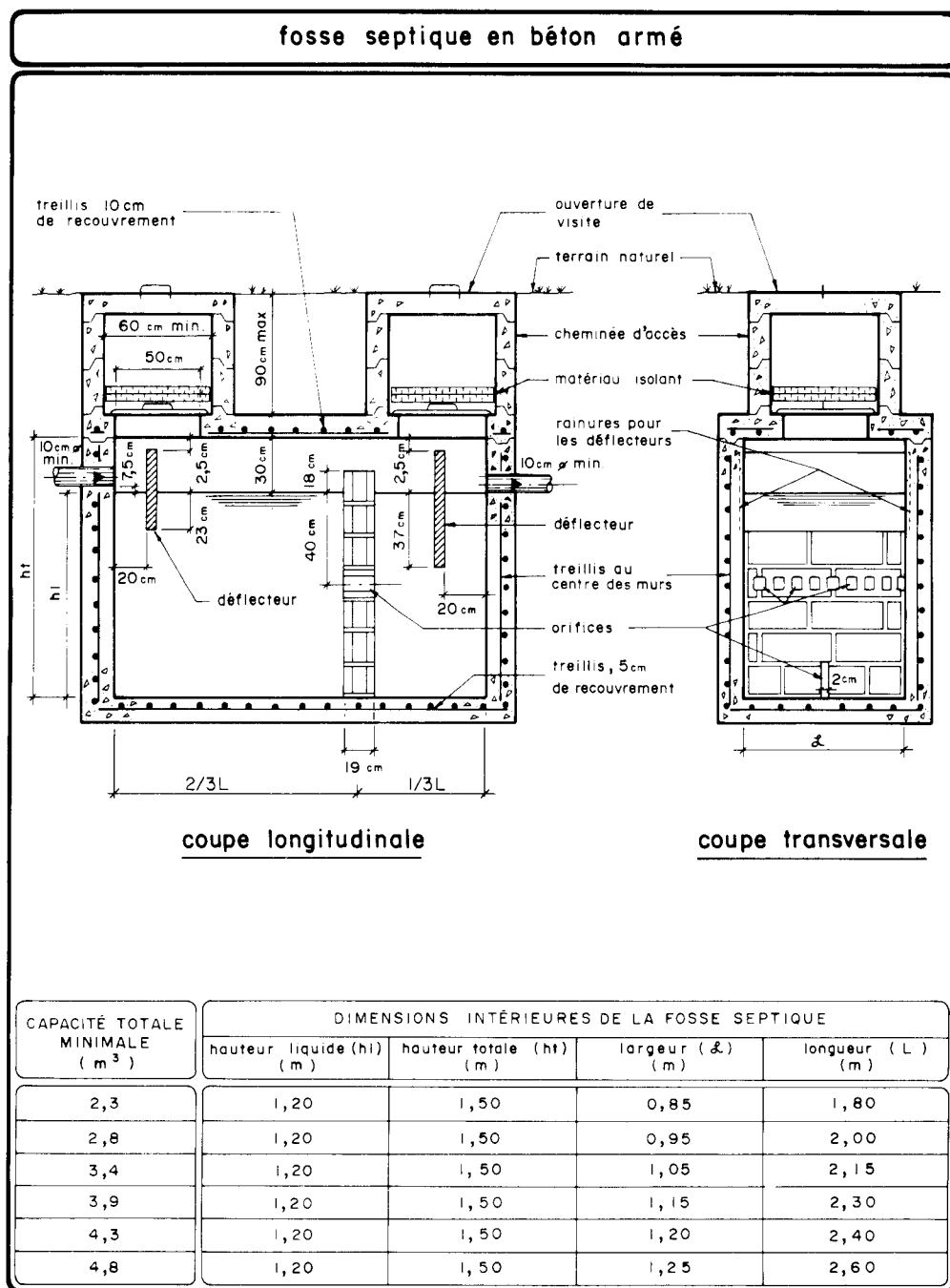
90. Exceptions : L'article 32 de la Loi ne s'applique pas aux systèmes d'égout, dispositifs de traitement des eaux et autres installations de gestion des eaux usées, des eaux ménagères ou des eaux provenant du cabinet d'aisances destinés à desservir une résidence isolée ou un autre immeuble visé aux articles 2 à 5 et normalisés dans les sections III à XV.

91. Territoires agricoles : Le présent règlement s'applique notamment aux immeubles compris dans une aire retenue pour fins de contrôle et dans une zone agricole établie suivant la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., c. P-41.1).

92. Territoire excepté : Le présent règlement ne s'applique pas au territoire situé au nord du 55^e parallèle.

ANNEXE A

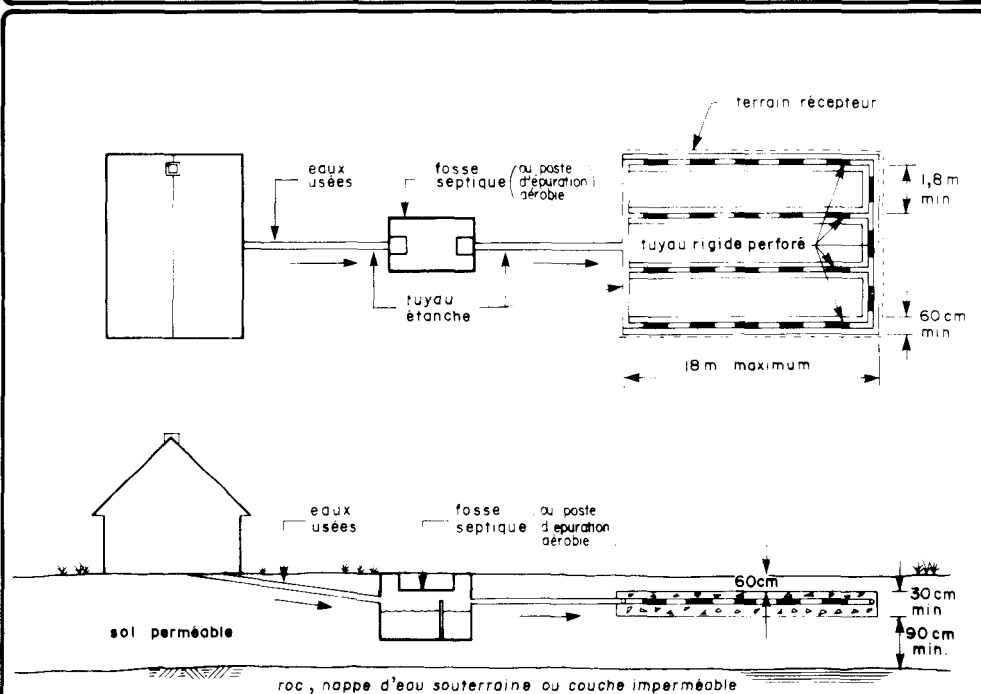
(a. 10)



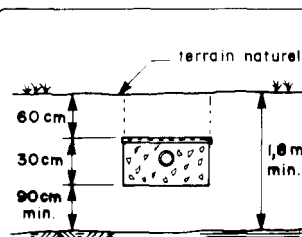
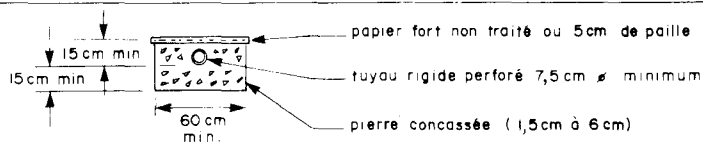
ANNEXE B

(a. 20)

élément épurateur classique pour terrain à pente faible

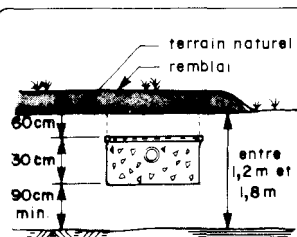


tranchée type



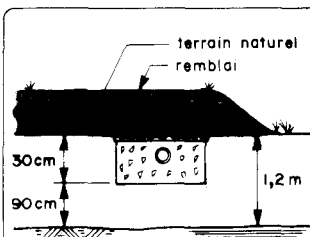
①

niveau du roc, de la nappe d'eau souterraine ou d'une couche imperméable à 1,8 m min. du terrain naturel



②

niveau du roc, de la nappe d'eau souterraine ou d'une couche imperméable entre 1,2 m et 1,8 m du terrain naturel

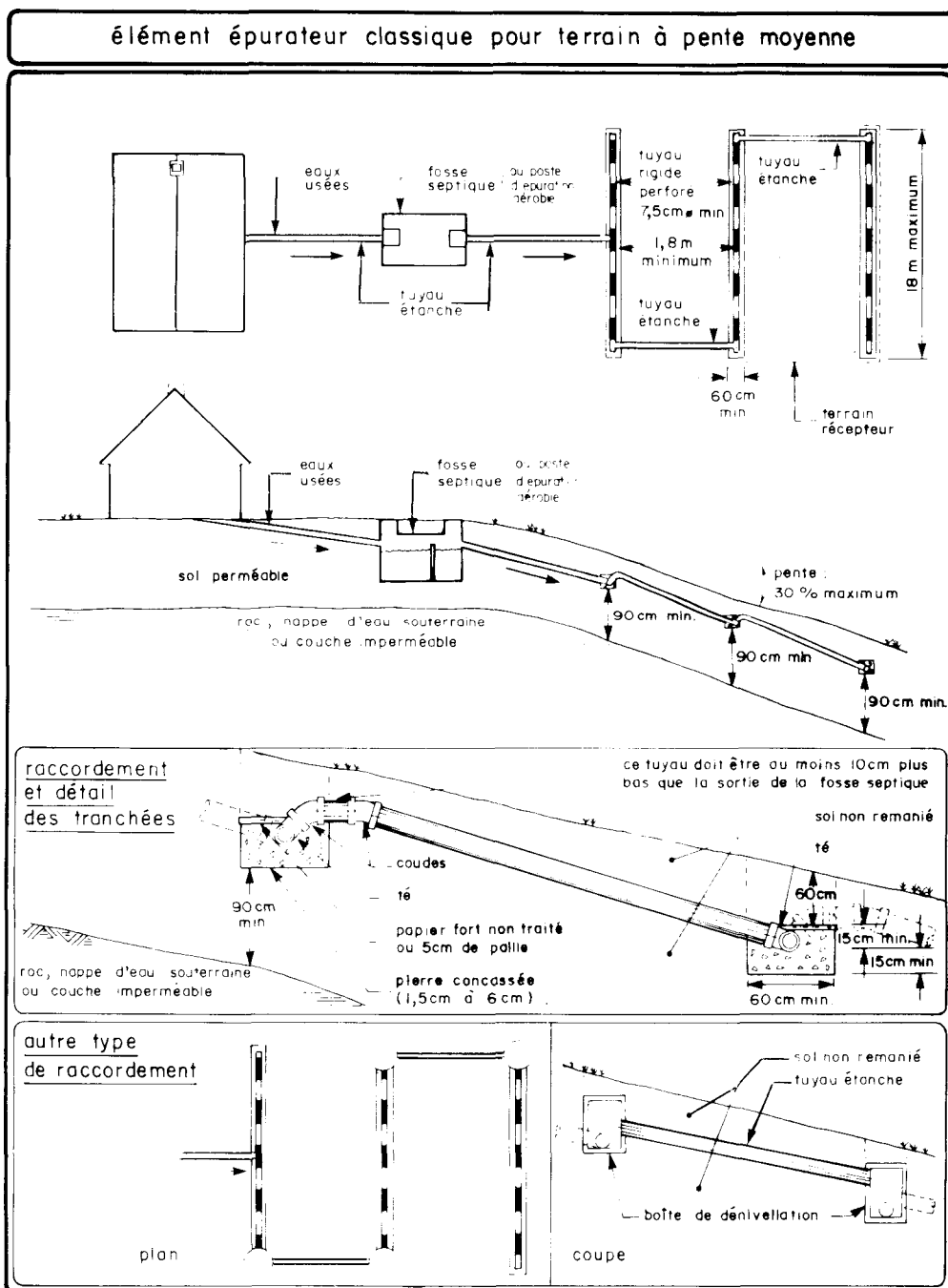


③

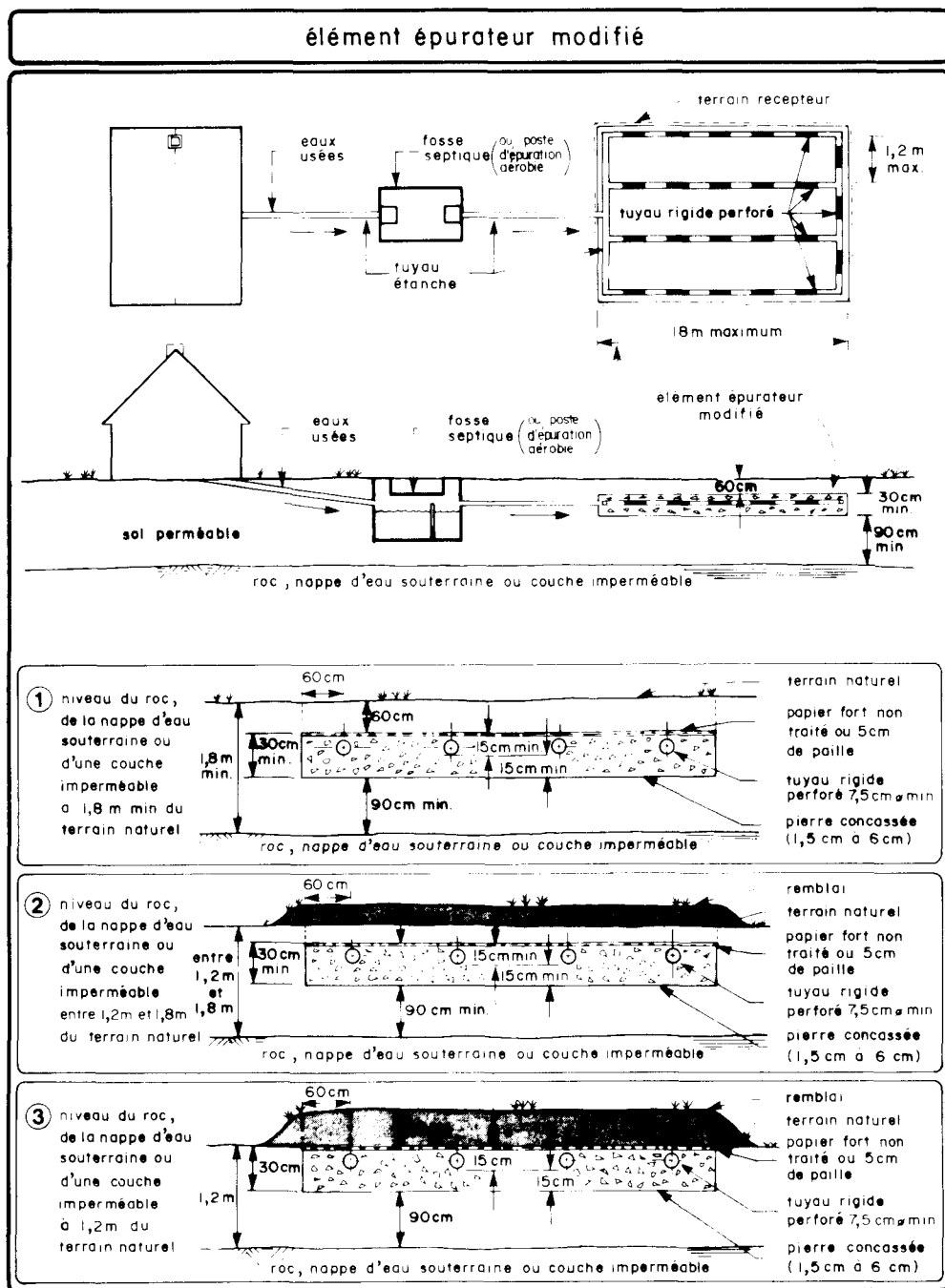
niveau du roc, de la nappe d'eau souterraine ou d'une couche imperméable à 1,2 m du terrain naturel

ANNEXE C

(a. 20)

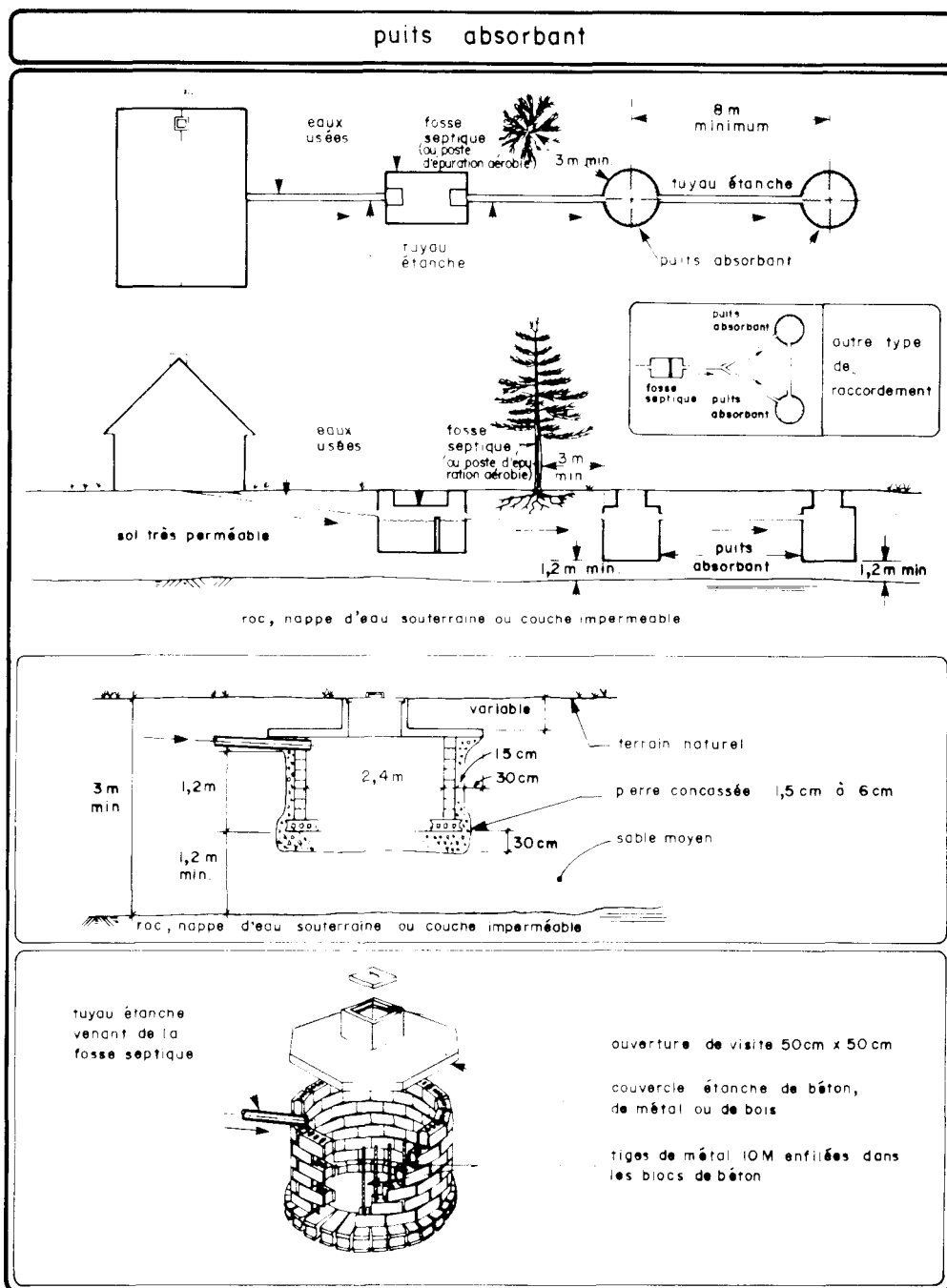


ANNEXE D
(a. 27 et 51)



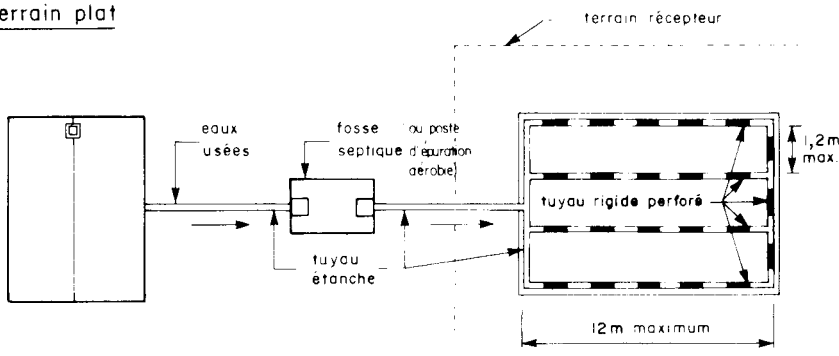
ANNEXE E

(a. 34)



(a. 37)

en terrain plat



Le schéma illustre le processus de traitement et d'infiltration des eaux usées sur un terrain incliné. À gauche, un rectangle représente le bâtiment d'origine. Une conduite transporte les "eaux usées" vers une "fosse septique (ou poste d'épuration aérobie)". Cette fosse est équipée d'un "tuyau étanche" qui évacue les effluents vers une zone d'infiltration. Cette zone est constituée d'un "tuyau rigide perforé" installé dans une tranchée. Les dimensions de cette tranchée sont indiquées : une largeur de "12 m maximum" et une profondeur de "1,2 m max.". L'ensemble est situé sur un "terrain récepteur", dont la "pente du terrain" est indiquée par une flèche à droite.

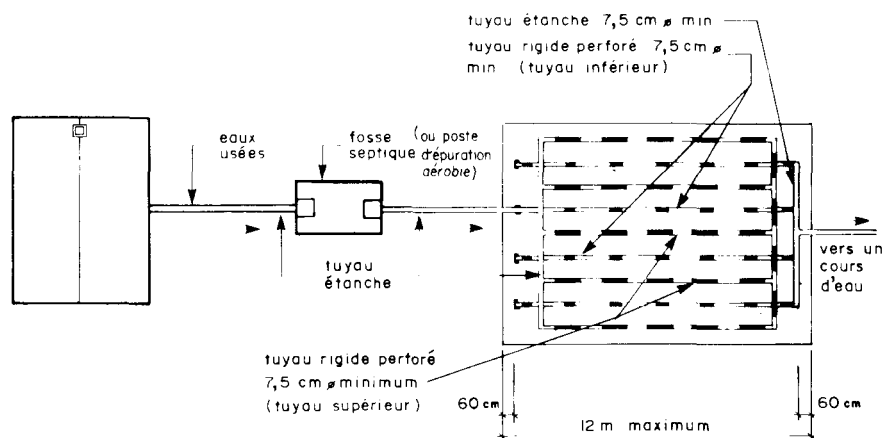
Le schéma illustre la coupe transversale d'un ouvrage de protection contre l'érosion. Les dimensions et les matériaux sont indiqués comme suit :

- Dimensions :**
 - Largeur totale : 1,2 m max.
 - Hauteur de la structure : 1,05 m min.
 - Hauteur du remblai : 45 cm.
 - Épaisseur du papier fort : 5 cm.
 - Épaisseur du tuyau rigide perforé : 7,5 cm minimum.
 - Épaisseur de la pierre concassée : 15 cm min.
 - Largeur de la base : 60 cm.
 - Profondeur du sol perméable : 120 cm.
- Matériaux et Couches :**
 - remblai
 - sol perméable
 - rocs, nappe d'eau souterraine ou couche imperméable
 - terrain naturel
 - sable filtrant (sable à béton)
 - sol labouré
- Autres détails :**
 - Le tuyau rigide perforé est équipé de trois vannes.
 - La pente de la structure est de 1:4.
 - La pente du terrain naturel est de 1:3.

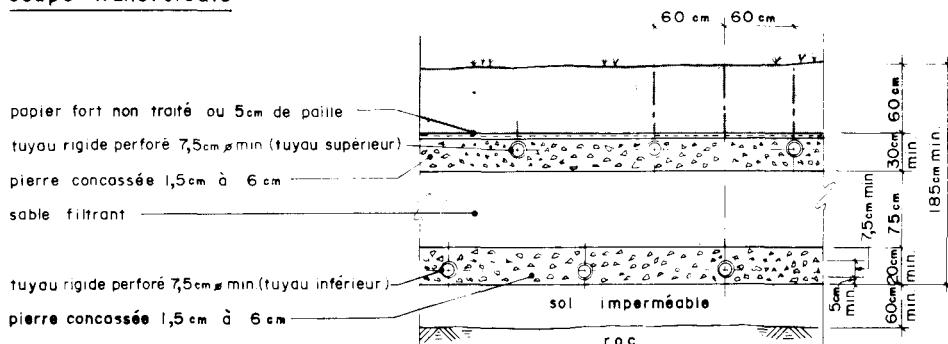
ANNEXE G

(a. 41)

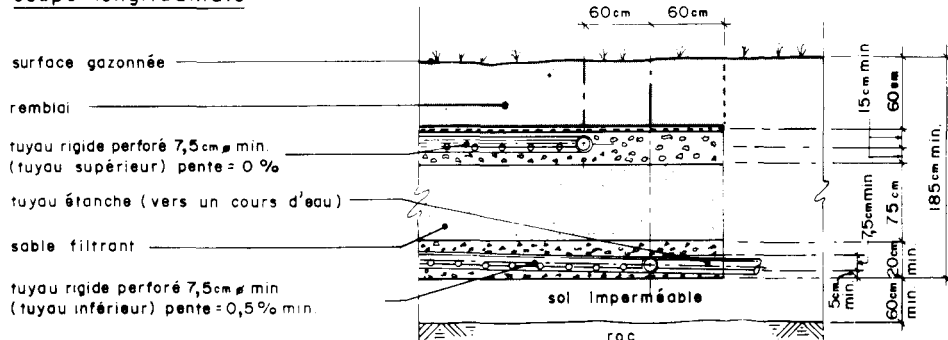
filtre à sable classique



coupe transversale



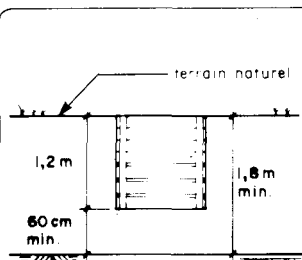
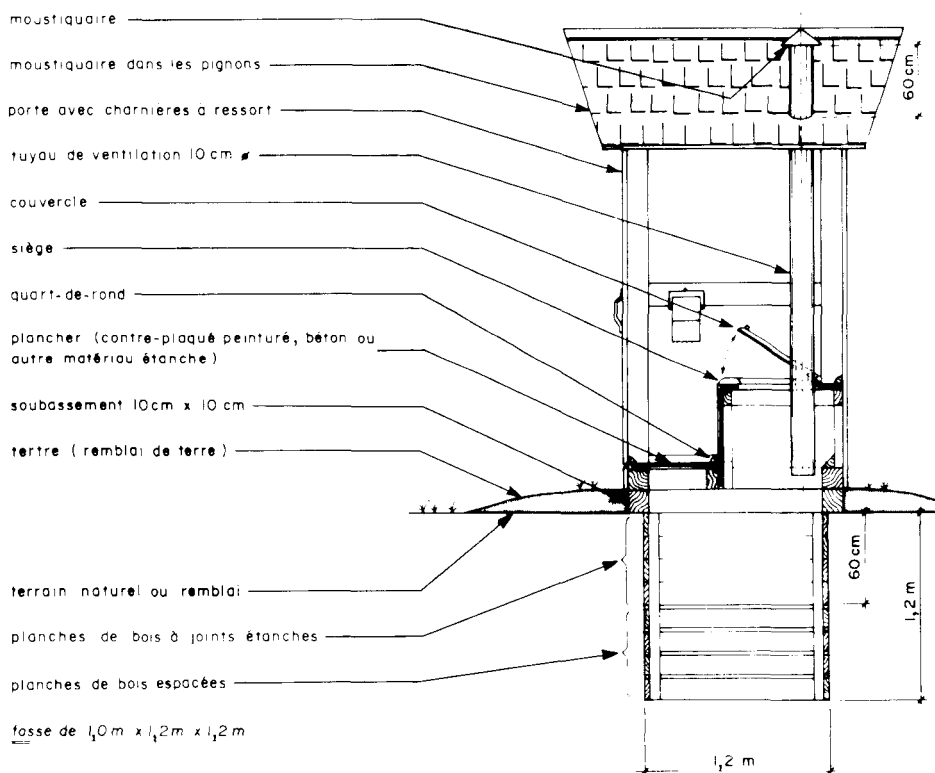
coupe longitudinale



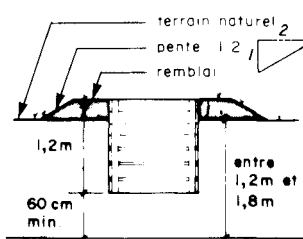
ANNEXE H

(a. 48)

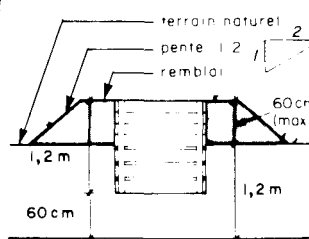
cabinet à fosse sèche



① niveau du roc, de la nappe d'eau souterraine ou d'une couche imperméable à 1,8 m min du terrain naturel

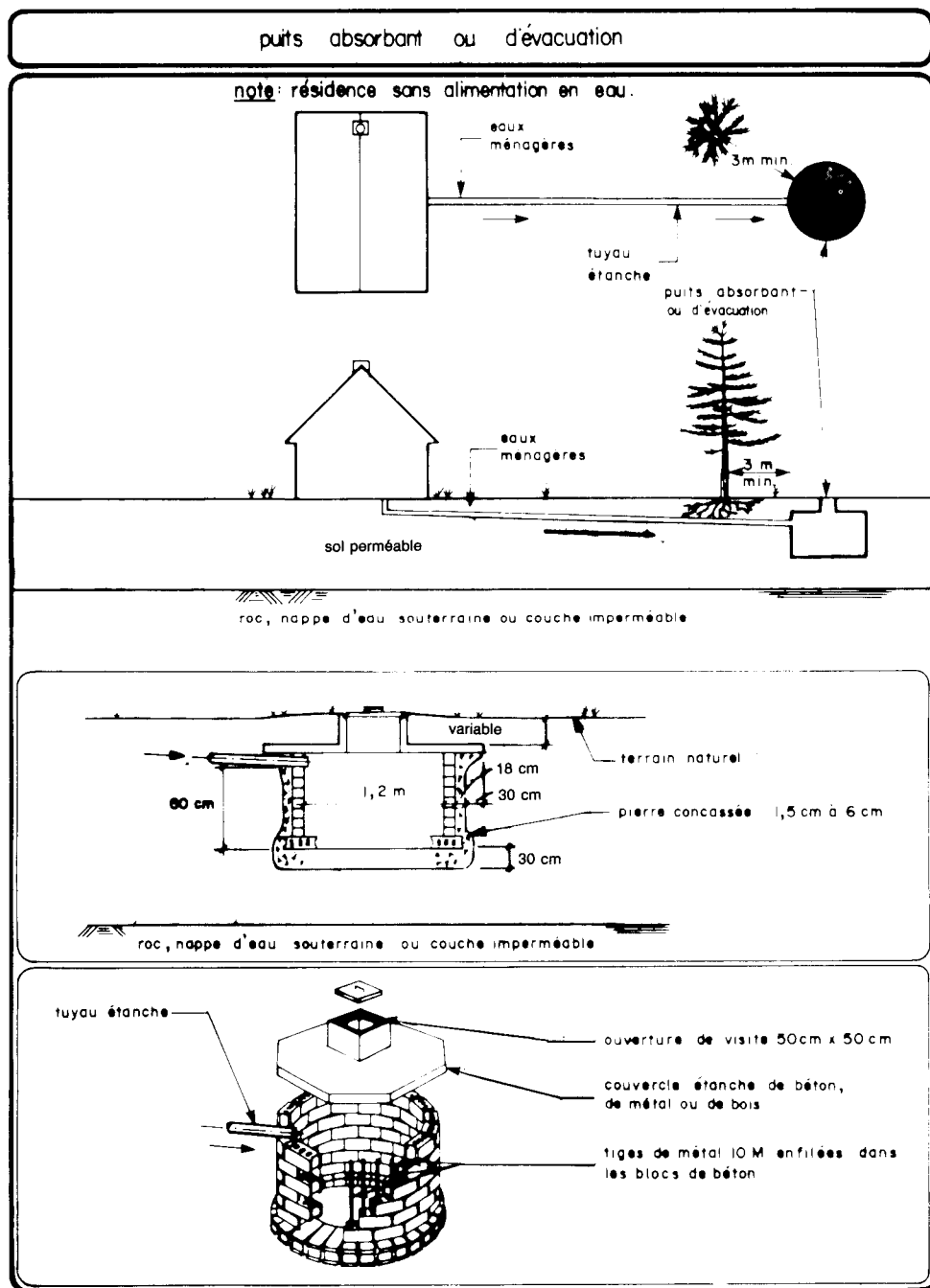


② niveau du roc, de la nappe d'eau souterraine ou d'une couche imperméable entre 1,2 m et 1,8 m du terrain naturel

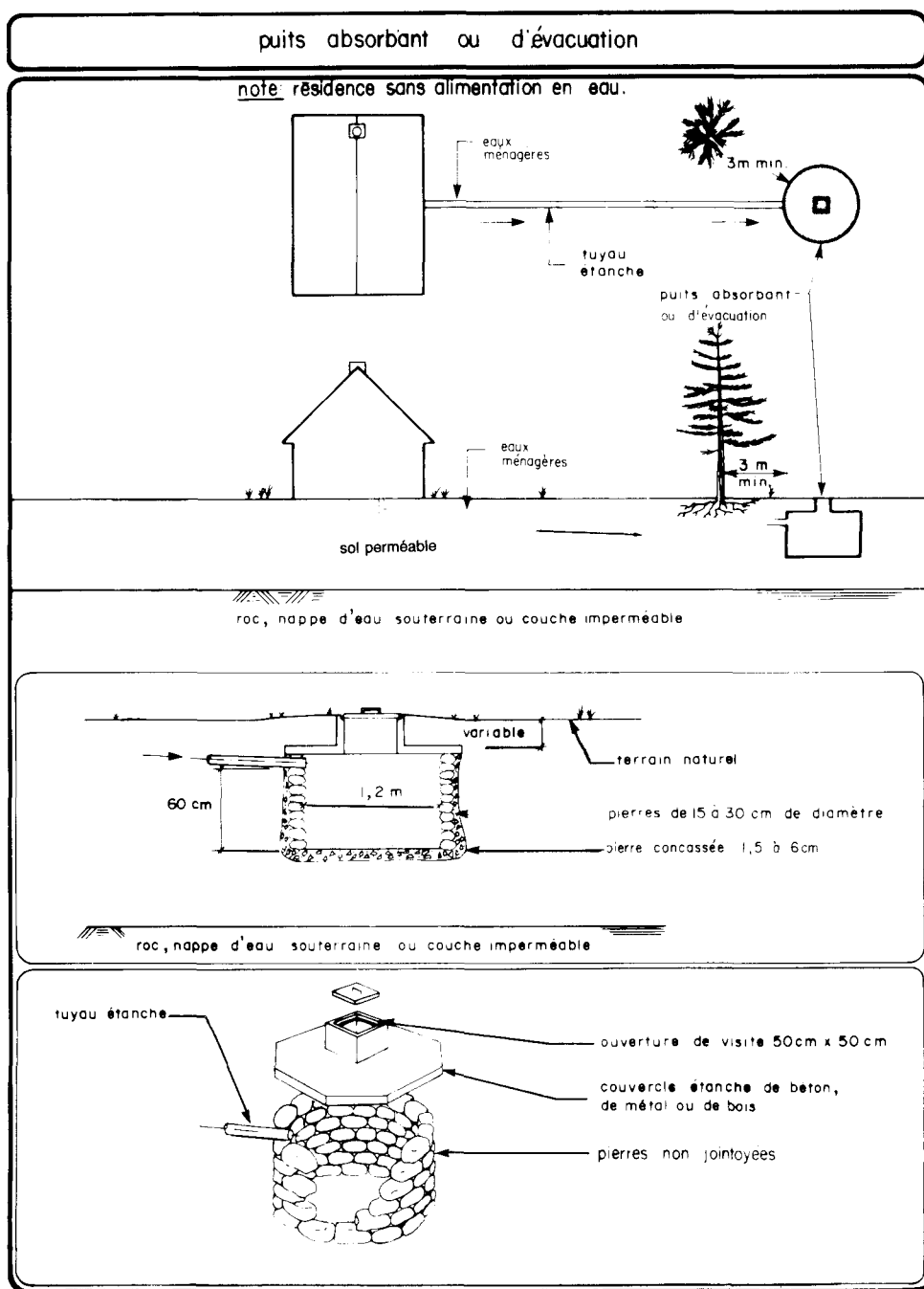


③ niveau du roc, de la nappe d'eau souterraine ou d'une couche imperméable à 1,2 m du terrain naturel

ANNEXE I (a. 52 et 75)

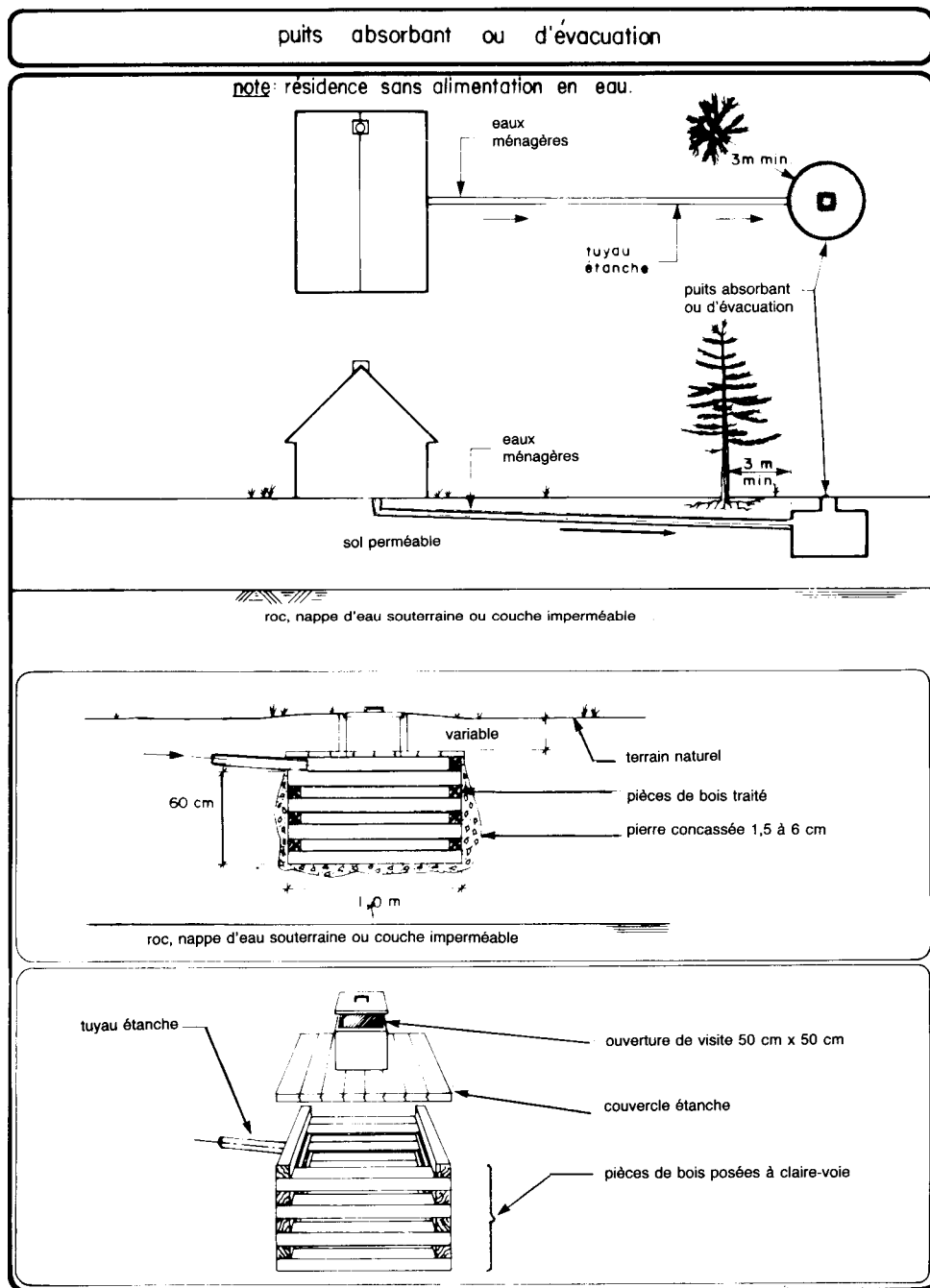


ANNEXE J
(a. 52 et 75)



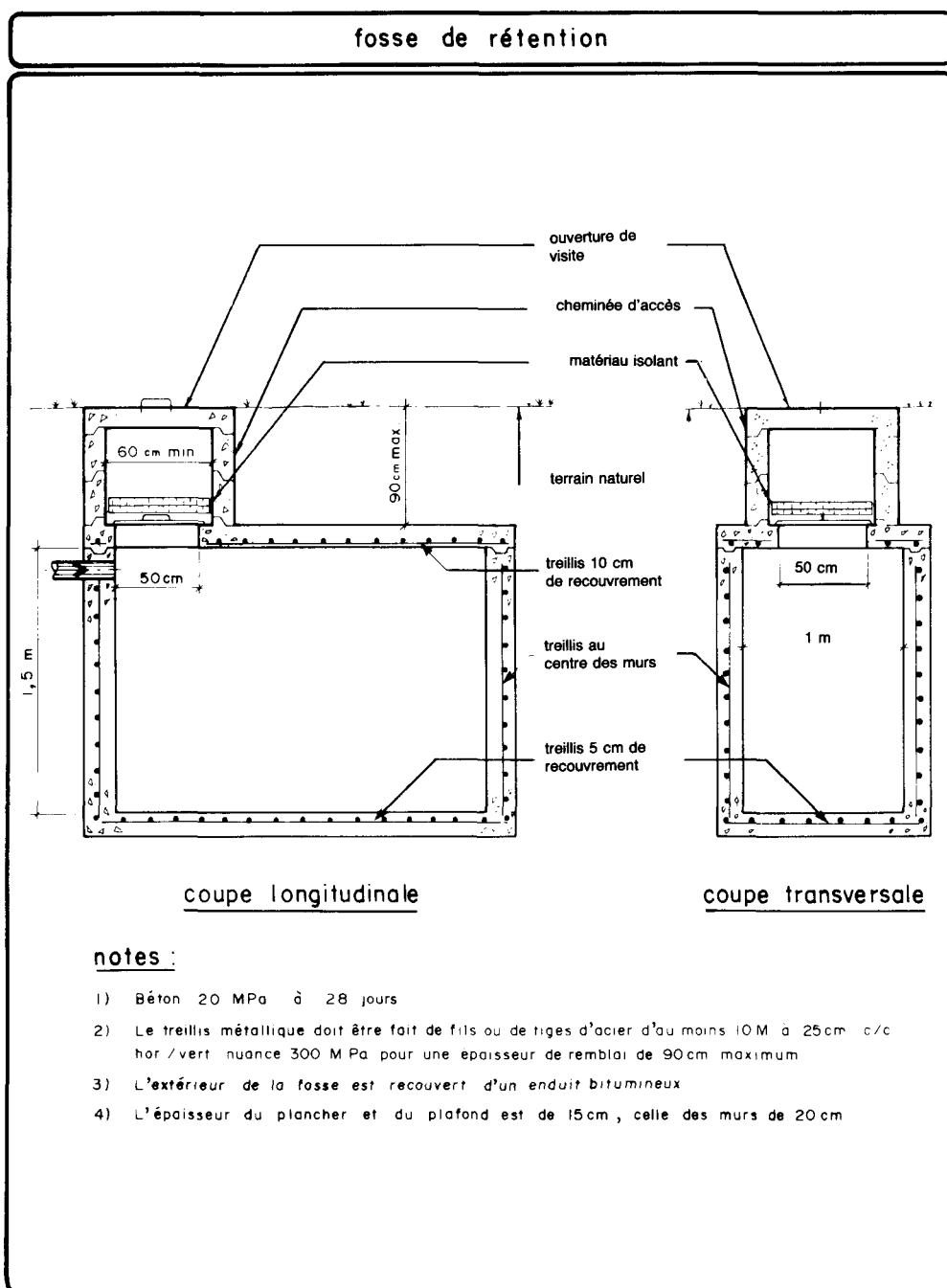
ANNEXE K

(a. 52 et 75)



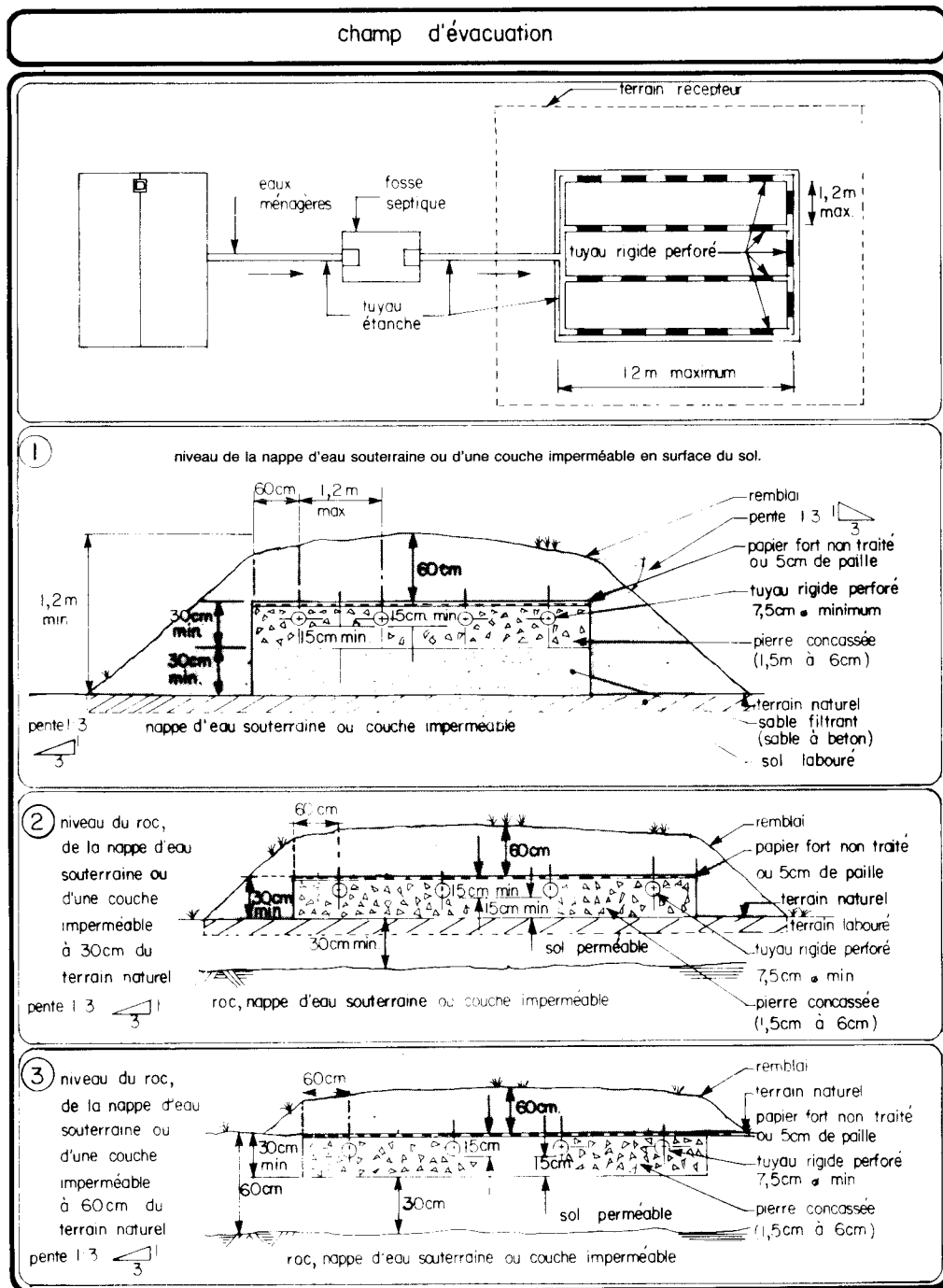
ANNEXE L

(a. 56)



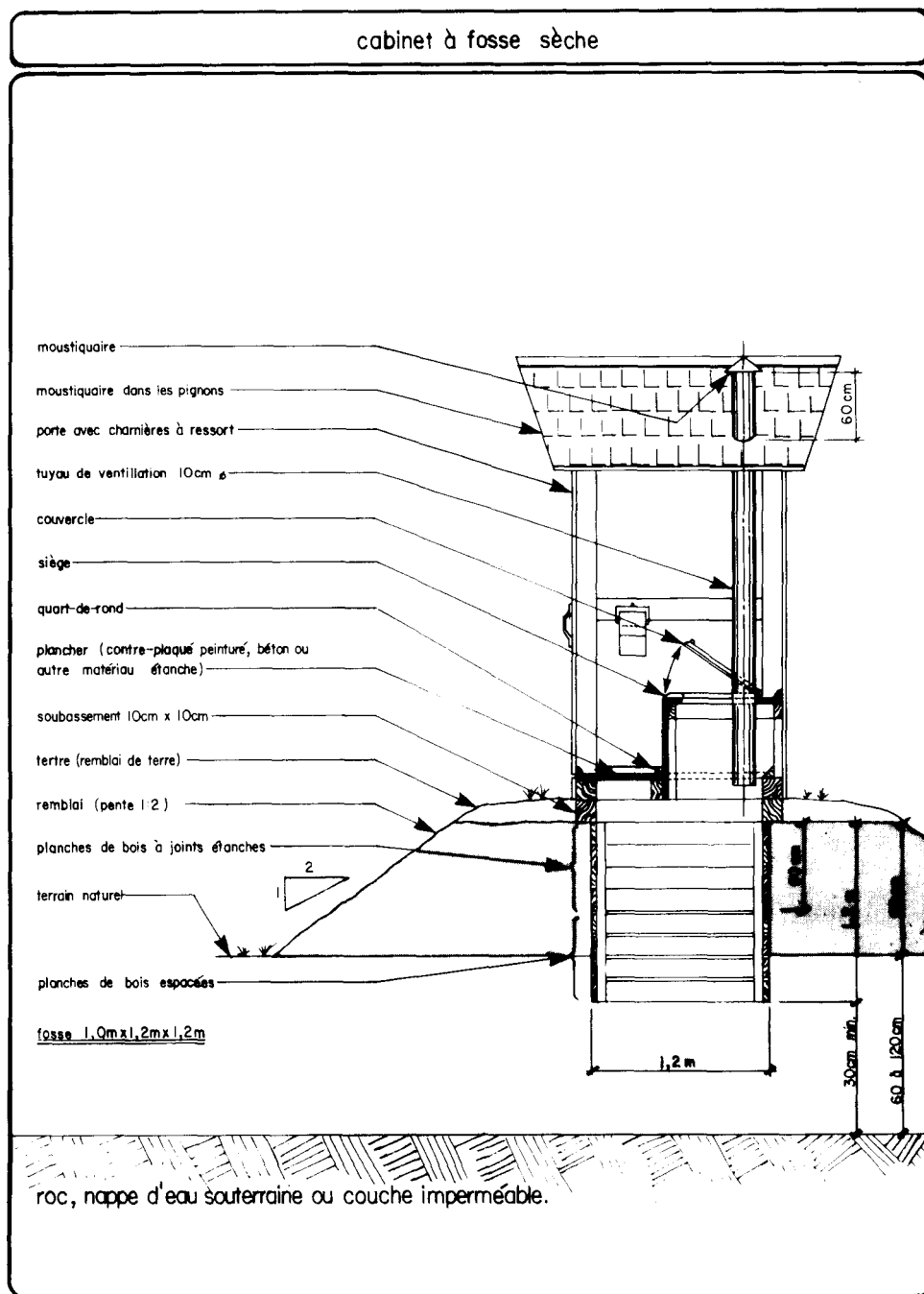
ANNEXE M

(a. 61)



ANNEXE N

(a. 74)





c. Q-2, r.9

Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2, a. 31, 31.1, 31.3, 31.9 et 124.1)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « lac » : un lac identifié comme tel dans le Répertoire toponymique du Québec (1978) publié par l'Éditeur officiel du Québec en 1979, ainsi que dans les décisions de la Commission de toponymie publiées à la Partie I de la *Gazette officielle du Québec* le 2 août 1980, 112^e année, numéro 31A, aux pages 8181 à 8251 ;

b) « Loi » : la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) ;

c) « pesticide » : une substance ou un organisme utilisé afin d'inhiber la croissance ou de détruire des animaux ou des végétaux ;

d) « rivière » : une rivière identifiée comme telle dans les publications visées au paragraphe a.

SECTION II PROJETS ASSUJETTIS À LA PROCÉDURE D'ÉVALUATION ET D'EXAMEN DES IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT

2. Liste : Les constructions, ouvrages, travaux, plans, programmes, exploitations ou activités décrits ci-dessous sont assujettis à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement prévue à la section IV.1 de la Loi et doivent faire l'objet d'un certificat d'autorisation délivré par le gouvernement en vertu de l'article 31.5 de la Loi :

a) la construction et l'exploitation subséquente d'un barrage ou d'une digue placé à la décharge d'un lac dont la superficie totale excède ou excédera 200 000 mètres carrés ou d'un barrage ou d'une digue destiné à créer un réservoir d'une superficie totale excédant 50 000 mètres carrés ;

b) tout programme ou projet de dragage, creusage, remplissage, redressement ou remblayage à quelque fin que ce soit dans un cours d'eau visé à l'annexe A ou dans un lac, à l'intérieur de la limite des hautes eaux printanières

res moyennes, sur une distance de 300 mètres ou plus ou sur une superficie de 5 000 mètres carrés ou plus, et tout programme ou projet de dragage, creusage, remplissage, redressement ou remblayage, à quelque fin que ce soit, égalant ou excédant de façon cumulative les seuils précités, pour un même cours d'eau visé à l'annexe A ou pour un même lac, à l'exception des travaux exécutés dans une rivière qui draine un bassin versant de moins de 25 kilomètres carrés, des travaux de drainage superficiel ou souterrain dans la plaine de débordement d'un cours d'eau visé dans l'annexe A, des travaux de construction d'un remblai sur une terre agricole privée dans la plaine de débordement d'un cours d'eau visé dans l'annexe A afin de protéger cette terre contre les inondations ainsi que des travaux exécutés dans une rivière conformément à un acte d'accord, un règlement ou un procès-verbal municipal en vigueur avant le 30 décembre 1980 ;

c) le détournement ou la dérivation d'un fleuve ou d'une rivière ;

d) la construction ou l'agrandissement d'un port ou d'un quai ou la modification de l'usage que l'on fait d'un port ou d'un quai, sauf dans le cas d'un port ou d'un quai destiné à accueillir moins de 100 bateaux de plaisance ou de pêche ;

e) la construction, la reconstruction ou l'élargissement, sur une longueur de plus de 1 kilomètre, d'une route ou autre infrastructure routière publique prévue pour 4 voies de circulation ou plus ou dont l'emprise possède une largeur moyenne de 35 mètres ou plus, à l'exception de la reconstruction ou de l'élargissement d'une telle route ou infrastructure routière dans une emprise qui, le 30 décembre 1980, appartient déjà à l'initiateur du projet ;

f) la construction, la reconstruction ou l'élargissement sur une longueur de plus de 2 kilomètres de toute route ou autre infrastructure routière destinée à des fins d'exploitation forestière, minière ou énergétique, dont la durée d'utilisation est prévue pour 15 ans ou plus et qui entraîne un déboisement sur une largeur moyenne de 35 mètres ou plus, à l'exception de la reconstruction ou de l'élargissement d'une telle route ou infrastructure routière dans une emprise qui, le 30 décembre 1980, appartient déjà à l'initiateur du projet ;

g) la construction, la reconstruction ou l'élargissement d'une route ou autre infrastructure routière publique non visée au paragraphe e et longeant les rives d'un lac, d'une rivière, d'un fleuve ou de la mer sur une distance de 300 mètres ou plus, à moins de 60 mètres des rives ;

h) l'établissement d'une gare de triage ou d'un terminus ferroviaire et la construction, sur une longueur de plus de 2 kilomètres, d'une voie de chemin de fer, sauf dans le cas où ces ouvrages sont construits dans un parc industriel ou sur l'emplacement d'une exploitation minière existante le 30 décembre 1980 ;

i) l'implantation ou l'agrandissement d'un aéroport sauf si ce projet consiste simplement en l'élargissement d'une piste d'atterrissage, en l'implantation d'un aéroport pourvu d'une piste d'atterrissage d'une longueur de moins de 1 kilomètre, en l'aménagement d'un aérodrome sur un lac gelé ou en la construction de bâtiments administratifs ou destinés au contrôle de la navigation aérienne ou à la surveillance météorologique ;

j) la construction d'une installation de gazéification ou de liquéfaction du gaz naturel ou la construction d'un oléoduc d'une longueur de plus de 2 kilomètres dans une nouvelle emprise, à l'exception des conduites de transport de produits pétroliers placées sous une rue municipale ;

la construction d'un gazoduc d'une longueur de plus de 2 kilomètres dans une nouvelle emprise à l'exception des conduites de distribution visées au paragraphe 1 de l'article 2 du Règlement relatif à l'administration de la Loi sur la qualité de l'environnement (c. Q-2, r.1) et de toute autre conduite de transport de gaz placée sous une rue municipale ;

k) la construction ou la relocalisation d'une ligne de transport et de répartition d'énergie électrique d'une tension de 315 kV et plus sur une distance de plus de 2 kilomètres et la construction ou la relocalisation d'un poste de manœuvre ou de transformation de 315 kV et plus ;

l) la construction ou l'augmentation de la puissance d'une centrale destinée à produire de l'énergie électrique et d'une puissance supérieure à 10 mW ou ayant pour effet de porter la puissance totale de la centrale à 10 mW ou plus ;

m) la construction ou l'agrandissement d'un établissement de fission ou de fusion nucléaire, d'une usine de fabrication, de traitement ou de retraitement de combustible nucléaire ou d'un lieu d'élimination ou d'entreposage de déchets radioactifs ;

n) la construction d'une usine d'eau lourde ou de pâtes et papiers (fabrication de pâte, de papier ou de carton), d'une usine pétrochimique, d'une cimenterie, d'une raffinerie de pétrole, d'une aciérie, d'une aluminerie, d'une usine de bouletage, d'une usine de traitement du minerai, d'une usine de raffinage de métaux, d'une usine de ferro-alliages, d'une fonderie de première fusion de métaux non-ferreux ou d'une usine d'équarrissage-fondoir ;

o) la construction ou l'agrandissement d'un ou de plusieurs bâtiments d'une exploitation de production ani-

male dont le nombre total égalera ou dépassera alors 600 unités animales logées dans le cas d'une production à fumier liquide ou 1 000 unités animales logées dans le cas d'une production à fumier semi-solide ou solide, au sens des définitions prévues à l'article 1 du projet de Règlement relatif aux exploitations de production animale publié à la Partie II de la *Gazette officielle du Québec* le 30 août 1978, 110^e année, no. 42, aux pages 5669 à 5699 ;

p) l'ouverture et l'exploitation subséquente d'une mine au sens de la Loi sur les mines (L.R.Q., c. M-13) à l'exclusion d'une carrière ou d'une sablière telle que définie à l'article 1 du Règlement sur les carrières et sablières (c. Q-2, r.2) ;

q) tout programme ou projet de pulvérisation aérienne de pesticides à des fins non agricoles sur une superficie de 600 hectares ou plus, sauf les pulvérisations expérimentales d'insecticides en milieu forestier impliquant une nouvelle technique d'application sur une superficie totale de moins de 5 000 hectares ;

r) la construction d'un incinérateur de déchets urbains d'une capacité de 2 tonnes métriques par heure ou plus, l'augmentation de la capacité d'incinération d'un tel incinérateur ou la modification d'un incinérateur afin d'en porter la capacité à 2 tonnes métriques par heure ou plus ;

s) l'implantation d'un ou de plusieurs réservoirs d'une capacité d'entreposage totale de plus de 10 000 kilolitres destiné à recevoir une substance liquide ou gazeuse autre que de l'eau, un produit alimentaire, ou des déchets liquides provenant d'une exploitation de production animale qui n'est pas visée au paragraphe o ;

t) l'implantation ou l'agrandissement d'un lieu d'élimination de déchets toxiques (par traitement, incinération, enfouissement ou autrement).

Les projets énumérés au présent article ne comprennent cependant pas les travaux de réfection ou de réparation d'un ouvrage ou d'une construction en milieu terrestre ni le remplacement ou la modification d'équipements techniques afférents à un ouvrage ou une construction, sauf dans le cas d'un agrandissement mentionné expressément dans un paragraphe du premier alinéa.

Un projet constitué de plusieurs éléments visés au présent article constitue un seul projet destiné à faire l'objet d'une seule étude d'impact sur l'environnement et d'une seule demande de certificat d'autorisation.

SECTION III PRÉPARATION ET PRÉSENTATION D'UNE ÉTUDE D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

3. Paramètres : Toute étude d'impact sur l'environnement préparée en vertu de l'article 31.2 de la Loi peut traiter des paramètres suivants :

a) une description du projet, y compris notamment les objectifs poursuivis, son emplacement (comprenant le numéro des lots originaires touchés par le projet), la programmation de réalisation, les activités d'exploitation et d'entretien subséquentes, les quantités et les caractéristiques des matériaux d'emprunt requis, les sources d'énergie, les modes de gestion des déchets ou résidus autres que les résidus provenant de la construction d'une route, les activités de transport inhérentes à la construction et à l'exploitation subséquente du projet, le lien avec les schémas d'aménagement, les plans d'urbanisme et de zonage ainsi que le zonage agricole et les aires retenues pour fins de contrôle au sens de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., c. P-41.1) et les développements connexes prévus par l'initiateur du projet, ainsi que toutes autres données et caractéristiques techniques nécessaires pour connaître et évaluer les effets du projet sur l'environnement et pour identifier les mesures de correction ou de compensation requises ;

b) un inventaire qualitatif et quantitatif des composantes de l'environnement susceptibles d'être touchées par le projet, y compris notamment la faune, la flore, les communautés humaines, le patrimoine culturel, archéologique et historique du milieu, les ressources agricoles et l'usage que l'on fait des ressources du milieu ;

c) une énumération et une évaluation des répercussions positives, négatives et résiduelles du projet sur l'environnement, y compris notamment les effets indirects, cumulatifs, différés et irréversibles sur les éléments identifiés en vertu du paragraphe b et une description du milieu tel qu'il apparaîtra suite à la réalisation et à l'exploitation du projet ;

d) un exposé des différentes options au projet, notamment quant à son emplacement, aux procédés et méthodes de réalisation et d'exploitation et à toutes options du projet ainsi que les raisons justifiant le choix de l'option retenue ;

e) une énumération et une description des mesures à prendre pour prévenir, réduire ou mitiger la détérioration de l'environnement, y compris les répercussions énumérées au paragraphe c avant, pendant et après la construction ou l'exploitation du projet, y compris notamment tout équipement utilisé ou installé pour réduire l'émission de dépôt, le dégagement ou le rejet de contaminants dans l'environnement, tout contrôle d'exploitation et de sur-

veillance, les mesures d'urgence en cas d'accident et le réaménagement du milieu touché.

Une étude d'impact sur l'environnement relative à des travaux en rivière visés au paragraphe b du premier alinéa de l'article 2 porte seulement sur le tronçon de rivière directement touché par le projet.

Une étude d'impact sur l'environnement doit être conçue et préparée selon une méthode scientifique.

4. Résumé : Une étude d'impact sur l'environnement préparée en vertu de l'article 31.1 de la Loi, y compris tout document d'appui et toute étude ou recherche effectuée à la demande du ministre en vertu de l'article 31.4 de la Loi, doit être accompagnée d'un résumé vulgarisé des éléments essentiels et des conclusions de ces études, documents ou recherches. Ce résumé est publié séparément.

5. Nombre de copies : L'initiateur d'un projet visé à l'article 2 doit soumettre au ministre 30 copies du dossier décrit à l'article 12.

Ce dossier ne comprend pas les renseignements ou données soustraits à la consultation publique par le ministre en vertu de l'article 31.8 de la Loi.

SECTION IV INFORMATION ET CONSULTATION PUBLIQUES

6. Publication d'un avis : Dans un délai de 15 jours après avoir reçu du ministre les instructions visées au premier alinéa de l'article 31.3 de la Loi concernant l'étape d'information et de consultation publiques, l'initiateur du projet doit publier à 2 reprises un avis dans un quotidien et un hebdomadaire distribués dans la région où le projet est susceptible d'être réalisé ainsi que dans un quotidien de Montréal et un quotidien de Québec.

7. Contenu de l'avis : L'avis visé à l'article 6 doit être conforme au modèle décrit à l'annexe B. Dans cet avis, le nom de l'initiateur du projet est indiqué par des caractères qui ne dépassent pas deux fois la taille des caractères utilisés pour le reste du texte de l'avis.

8. Dimensions de l'avis : L'avis visé à l'article 6 doit être d'une dimension minimale de 10 centimètres sur 15 centimètres.

9. Preuve : L'initiateur du projet doit transmettre au ministre, dans les 15 jours de leur parution, une copie des avis visés à l'article 6, tels que publiés.

10. Information des municipalités locales : Lorsqu'il publie l'avis visé à l'article 6, l'initiateur du projet trans-

met une copie du résumé visé à l'article 4 à toute municipalité locale dans les limites de laquelle il a l'intention d'exécuter ce projet.

11. Consultation du dossier : Le dossier de toute demande de certificat d'autorisation soumise en vertu des articles 31.1 et 31.3 de la Loi doit être mis à la disposition du public pendant 45 jours suivant la date à laquelle le ministre a rendu publique l'étude d'impact sur l'environnement, conformément au premier alinéa de l'article 31.3 de la Loi, et pendant toute autre période de temps supplémentaire accordée par le ministre pour demander la tenue d'une audience publique, conformément à l'article 31.8 de la Loi.

Ce dossier doit être déposé pour fins de consultation par le public dans les locaux du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, à Québec et à Montréal et dans une localité où le projet est susceptible d'être réalisé.

12. Contenu du dossier : Le dossier de la demande de certificat d'autorisation soumis à la consultation publique doit notamment comprendre :

- a) l'étude d'impact sur l'environnement ;
- b) tous les documents présentés par le requérant à l'appui de sa demande de certificat d'autorisation ;
- c) tout renseignement, étude ou recherche effectuée à la demande du ministre en vertu de l'article 31.4 de la Loi et disponible à ce moment-là ;
- d) l'avis déposé par l'initiateur du projet auprès du ministre en vertu de l'article 31.2 de la Loi ;
- e) la directive rendue par le ministre en vertu de l'article 31.2 de la Loi relativement à la nature, la portée et l'étendue de l'étude d'impact sur l'environnement à préparer ; et
- f) toute étude ou commentaire effectué par le ministre de l'Environnement relativement à cette demande de certificat d'autorisation et disponible à ce moment-là.

13. Demande d'audience publique : Une personne, un groupe ou une municipalité peut, dans le délai prévu au premier alinéa de l'article 11, demander par écrit au ministre la tenue d'une audience publique relativement à ce projet, en lui faisant part des motifs de sa demande et de son intérêt par rapport au milieu touché par le projet.

14. Information sur les demandes de certificat d'autorisation : Le ministre informe les municipalités régionales de comté et les municipalités locales dans les limites desquelles l'initiateur du projet a l'intention d'exécuter ce projet, de toute demande de certificat d'autorisation soumise en vertu de l'article 31.1 de la Loi.

15. Publicité de l'audience publique : Toute audience publique requise par le ministre en vertu du troisième alinéa de l'article 31.3 de la Loi doit être annoncée au moyen d'avis publiés par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement dans un quotidien et dans les hebdomadaires distribués dans la région où le projet est susceptible d'être réalisé de même que dans un quotidien de Montréal et un quotidien de Québec.

Les avis visés au premier alinéa doivent être d'une dimension minimale de 9 centimètres sur 14 centimètres ou occuper une surface minimale de 150 lignes.

16. Le délai imparti au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement pour tenir une audience publique et faire rapport est de 4 mois à compter du moment où il a reçu mandat du ministre de tenir une audience publique en vertu du troisième alinéa de l'article 31.1 de la Loi.

SECTION V DISPOSITIONS FINALES

17. Territoire d'application : Le présent règlement s'applique dans l'ensemble du territoire du Québec à l'exception des territoires visés aux articles 133 et 168 de la Loi.

18. Territoires agricoles : Le présent règlement s'applique notamment aux immeubles compris dans une aire retenue pour fins de contrôle et dans une zone agricole établies suivant la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., c. P-41.1).

19. Entrée en vigueur : Les paragraphes *g*, *n*, *p* et le deuxième alinéa du paragraphe *j* du premier alinéa de l'article 2 entreront en vigueur en tout ou en partie à une date déterminée par règlement du gouvernement adopté en vertu de la Loi.

ANNEXE A (a. 2)

COURS D'EAU VISÉS DANS LE PARAGRAPHE *b* DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 2

Un cours d'eau qui fait partie d'une des catégories suivantes :

- a) le fleuve Saint-Laurent et le golfe du Saint-Laurent (y compris notamment la baie des Chaleurs) ;
- b) une rivière qui est tributaire des cours d'eau visés au paragraphe *a* (la présente catégorie comprend également ou notamment selon le cas, le lac Saint-Jean, la baie Missisquoi et les tributaires de la baie James, du lac Saint-Pierre, du lac Saint-Louis et du lac Saint-François) ;

c) une rivière qui est tributaire d'une rivière ou d'une étendue d'eau visée au paragraphe b (la présente catégorie comprend les tributaires de la rivière Saint-Jean (province du Nouveau-Brunswick et État du Maine) et du lac Champlain).

ANNEXE B

(a. 7)

MODÈLE D'AVIS VISÉ À L'ARTICLE 6

Avis public

PROJET DE (indiquer ici le nom du projet et sa localisation)

Avis est donné au public qu'il lui est loisible de consulter le dossier afférent au projet susmentionné qui comprend notamment une étude d'impact sur l'environnement préparée en vertu de la section IV.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2).

Cette étude d'impact sur l'environnement a été présentée au ministre de l'Environnement qui l'a rendue publique le (indiquer ici la date où l'étude d'impact a été rendue publique) et l'a mise à la disposition du public pour fins de consultation.

Ce dossier est notamment disponible pour consultation par le public au (indiquer l'adresse des locaux du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement), de h à h, (indiquer les jours de la semaine où ces locaux seront ouverts). On peut y obtenir la liste des lots touchés par ce projet.

D'ici le (calculer une période de 45 jours à compter de la date où le ministre a rendu publique l'étude d'impact sur l'environnement), toute personne, groupe ou municipalité peut demander par écrit au ministre de l'Environnement la tenue d'une audience publique relativement à ce projet.

.....
date

Cet avis est publié par (indiquer ici le nom de l'initiateur du projet) conformément au Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., c. Q-2, r.9) adopté en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2).



c. Q-2, r.10

Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement dans une partie du Nord-Est québécois

Loi sur la qualité de l'environnement

(L.R.Q., c. Q-2, a. 31.1 et 31.3, par. *a, b, c, d et e* du premier alinéa de l'article 31.9 et deuxième alinéa de l'article 31.9 non refondu (1979, c. 25, a. 105))

1. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « Loi » : la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) ;

b) « région de Moinier » : le territoire visé au deuxième alinéa de l'article 31.9 de la Loi.

2. Projets assujettis : Toutes les catégories de projets visées à l'annexe A de la Loi et réalisés dans la région de Moinier constituent les constructions, ouvrages, travaux, plans, programmes, exploitations ou activités assujettis à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement prévue à la section IV.1 de la Loi dans cette région et doivent faire l'objet d'un certificat d'autorisation délivré par le gouvernement en vertu des articles 31.1 et 31.5 de la Loi.

Pour les fins du présent article, les projets d'agrandissement, de transformation et de modification d'une exploitation minière existante visés au paragraphe *a* du premier alinéa de l'annexe A de la Loi comprennent notamment les changements de procédé de concentration du minerai, l'établissement d'un parc à déchets miniers dans un nouveau bassin de drainage et la mise en place de procédés de transformation plus poussés des concentrés.

3. Étude d'impact sur l'environnement : Les articles 4 et 5 et le premier alinéa de l'article 7 du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social dans le territoire de la Baie James et du Nord québécois (c. Q-2, r.11), s'appliquent, en les adaptant, à toute étude d'impact sur l'environnement réalisée en vue d'un projet prévu dans la région de Moinier et, pour les fins du présent règlement, les autochtones visés auxdits articles comprennent notamment les Naskapis.

4. Information et consultation publiques : L'article 5 et la section IV du Règlement sur l'évaluation et l'examen

des impacts sur l'environnement (c. Q-2, r. 9), s'appliquent, en les adaptant, à toute étude d'impact sur l'environnement réalisée en vue d'un projet destiné à être exécuté dans la région de Moinier.

5. Consultation supplémentaire : Outre les modes de consultation prévus à la section IV du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement visé à l'article 4, le ministre doit, aussitôt après avoir rendu publique une étude d'impact sur l'environnement en vertu du premier alinéa de l'article 31.3 de la Loi relativement à un projet destiné à être réalisé dans la région de Moinier, en transmettre une copie ainsi que copie des documents afférents, à la corporation du village naskapi visée au paragraphe 7-1 de l'article 131 de la Loi. Celle-ci doit transmettre ses commentaires et demander une audience publique au ministre, le cas échéant, dans un délai de 45 jours suivant la date où elle a reçu le dossier à moins que le ministre n'accorde un délai supplémentaire en fonction de la nature ou de l'importance du projet conformément à l'article 31.8 de la Loi.

À défaut de produire ses commentaires dans les délais prescrits en vertu du premier alinéa, la corporation du village naskapi est réputée ne pas s'objecter à la réalisation du projet. Dans un tel cas ou après réception des commentaires de la corporation du village naskapi, le dossier poursuit son cheminement dans le cadre de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement prévue aux articles 31.3 à 31.8 de la Loi et conformément à la section IV du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement visé à l'article 4.



c. Q-2, r.11

Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social dans le territoire de la Baie James et du Nord québécois

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2, a. 205)

1. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Comité d'évaluation » : le Comité d'évaluation constitué en vertu de l'article 148 de la Loi ;
- b) « Commission » : la Commission de la qualité de l'environnement Kativik constituée en vertu de l'article 181 de la Loi ;
- c) « Loi » : la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) ;
- d) « projet » : un projet visé au paragraphe 11 de l'article 131 de la Loi ;
- e) « sous-ministre » : le sous-ministre de l'Environnement ou la personne désignée en vertu de l'article 210 de la Loi, le cas échéant, et, pour les terres de catégories IA et IB visées à l'article 166 de la Loi, les personnes nommées en vertu de l'article 166 de la Loi.

2. Renseignements préliminaires : Celui qui sollicite le certificat d'autorisation ou l'attestation de non-assujettissement visés aux articles 154 ou 189 de la Loi, doit soumettre au sous-ministre les renseignements préliminaires suivants, conformément aux articles 156 ou 190 de la Loi :

- a) le but du projet ;
- b) la nature et l'envergure du projet ;
- c) l'intention d'étudier d'autres emplacements pour le projet, le cas échéant ;
- d) dans le cas où un seul emplacement est proposé pour le projet, les raisons pour lesquelles il est impossible d'envisager d'autres emplacements ;
- e) de plus, dans le cas d'un projet visé aux articles 157 ou 192 de la Loi, des données techniques suffisantes pour permettre au Comité d'évaluation et au sous-ministre, ou à la Commission, selon le cas, d'évaluer de façon sommaire les conséquences du projet sur l'environnement et le mi-

lieu social afin d'être en mesure de formuler des recommandations ou de décider, selon le cas prévu aux articles 157 ou 192 de la Loi, d'assujettir ou non le projet à la procédure d'évaluation et d'examen visée à la sous-section 3 de la section II ou à la sous-section 3 de la section III du chapitre II de la Loi.

3. Types d'études d'impact : Une étude d'impact préliminaire sur l'environnement et le milieu social visée aux articles 158 à 163 de la Loi évalue, à l'aide des données existantes et de renseignements obtenus grâce à des travaux ou études de reconnaissances, les solutions de rechange pour l'emplacement d'un projet et fournit les renseignements requis pour statuer sur la nécessité de produire une étude détaillée relativement à la solution retenue et sur la nature d'une telle étude.

Une étude d'impact détaillée sur l'environnement et le milieu social visée aux articles 158 à 163 de la Loi évalue, grâce à une connaissance poussée du milieu naturel et social, toutes les répercussions du projet retenu sur l'environnement et le milieu social.

4. Objectifs : Les principaux objectifs d'une étude d'impact sur l'environnement et le milieu social consistent à assurer ce qui suit :

- a) une intégration des préoccupations concernant l'environnement et le milieu social dans le processus de conception et de planification du projet et le processus de prise de décision de l'initiateur du projet ;
- b) une identification systématique de toutes les répercussions possibles du projet sur l'environnement et le milieu social, notamment sur les populations autochtones ;
- c) une évaluation des solutions de rechange au projet, y compris les variantes pour certains éléments particuliers du projet, afin de minimiser ses impacts négatifs sur les autochtones et les ressources fauniques et maximiser ses répercussions bénéfiques et afin de protéger la qualité de l'environnement ;
- d) l'insertion de mesures de prévention et de correction au projet afin de minimiser ses impacts sur l'environnement et le milieu social ;
- e) la connaissance des interactions entre les populations autochtones, l'exploitation des ressources fauniques et le développement économique ainsi que des éléments écologiques que le projet est susceptible d'altérer ; et
- f) une information de l'autorité administrative compétente afin de lui permettre de formuler les recommanda-

tions ou de prendre les décisions qui lui incombent, selon le cas, dans le cadre de la procédure d'évaluation et d'examen visée dans la sous-section 3 de la section II ou la sous-section 3 de la section III du chapitre II de la Loi.

5. Teneur : Toute étude d'impact sur l'environnement et le milieu social préparée en vertu de l'article 160 de la Loi, doit comprendre au moins les éléments suivants, dans la mesure où ils s'appliquent au projet visé, eu égard à la nature et à l'envergure de celui-ci :

a) une description complète du projet, y compris les objectifs recherchés, les emplacements de rechange possibles, l'identification du territoire et des populations susceptibles d'être affectées, une évaluation des installations et des activités reliées aux différents phases de réalisation du projet ainsi que de l'importance et de la composition de la main-d'oeuvre requise, un bilan énergétique et un bilan des matériaux (entrées et sorties) utilisés pour le projet, une évaluation des ressources matérielles, techniques et humaines requises pour l'exploitation du projet, un énoncé des phases ultérieures du projet ainsi que des phases éventuelles de développement ultérieur ;

b) une description de l'environnement, notamment du milieu terrestre (topographie, géologie, sol et drainage), des milieux hydriques (hydrologie et aspects qualitatifs), du milieu atmosphérique (climat, micro-climats et aspects qualitatifs), de la végétation et de la faune, y compris des données sur les rapports écologiques et les interactions entre les différents éléments de l'environnement, la rareté, la fragilité, la productivité, la variété, l'évolution et la localisation de ces éléments ;

c) une description du milieu social, notamment des populations (démographie, domicile, composition ethnique), l'utilisation du territoire (établissements humains, habitations, services publics, voies de communication, sites archéologiques connus, cimetières et lieux de sépulture), l'exploitation de la faune (modes d'exploitation, utilisation et importance des différents espèces), le revenu et l'emploi (niveau de vie, emploi, entreprises), les institutions sociales (éducation, services publics, transports et autres entreprises de services), la santé et la sécurité, les structures sociales (famille, communautés, relations ethniques) et la culture (valeurs, buts et aspirations) ;

d) une évaluation des répercussions probables du projet sur l'environnement et le milieu social décrit conformément aux paragraphes b et c, y compris les répercussions directes, indirectes, cumulatives, à long et à court terme, réversibles, irréversibles, locales, régionales et nationales susceptibles de survenir aux différentes étapes de réalisation du projet, avec mention de la fiabilité et de l'exactitude des données utilisées ainsi que des restrictions imposées à l'étude d'impact en raison d'un manque de

renseignements et des domaines présentant une incertitude ou un risque ;

e) une description des solutions de rechange raisonnables à l'emplacement du projet sur les territoires visés aux articles 133 ou 168 de la Loi et des variantes raisonnables à certains éléments du projet, y compris une évaluation comparative des coûts, des avantages ou des dangers de chaque variante pour l'environnement et le milieu social ;

f) une description et une évaluation des mesures correctives et réparatrices requises pour diminuer ou atténuer les conséquences néfastes du projet sur l'environnement et le milieu social, y compris toute mesure destinée à mettre en valeur les répercussions souhaitables du projet.

La précision des détails fournis dans l'étude d'impact doit correspondre à l'importance et aux conséquences des impacts identifiés.

6. Contenu suggéré : Lorsque le sous-ministre décide de la portée et du contenu d'une étude d'impact sur l'environnement et le milieu social visée à l'article 195 de la Loi, il s'inspire notamment des éléments mentionnés à l'article 5.

7. Présentation matérielle : Toute étude d'impact sur l'environnement et le milieu social soumise en vertu des articles 160, 163 ou 195 de la Loi doit comporter une table des matières ainsi qu'un résumé de son contenu et de ses conclusions.

Toute étude d'impact visée au présent article doit être soumise au sous-ministre en 15 exemplaires.



c. Q-2, r.12

Règlement sur les fabriques de pâtes et papiers

Loi sur la qualité de l'environnement

(L.R.Q., c. Q-2, a. 20, par. a, c, d, e, h et m de l'article 31, par. a, c, d, e, f et g de l'article 46, par. a, b, c, d, f, h et k de l'article 70, a. 71, par. a de l'article 87 et a. 124.1.)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « arrêt de production » : un arrêt total, pour une période de 24 heures ou plus, de la production d'un élément de transformation d'une fabrique de pâtes et papiers, pour quelque raison que ce soit ;

b) « composés de soufre réduit totaux (SRT) » : le sulfure d'hydrogène (SH_2), le méthyle mercaptan (CH_3HS), le sulfure de diméthyle ($\text{S}(\text{CH}_3)_2$) et le bisulfure de diméthyle ($\text{S}_2(\text{CH}_3)_2$) ;

c) « conditions normalisées » : une température de 25°C et une pression barométrique de 100,9 kilopascals ;

d) « déchet de fabrique de pâtes et papiers » : la cendre de chaudière, les écorces, la boue de clarificateur ou de tout autre équipement de traitement ou de procédé, une pièce d'équipement hors d'usage ou du métal, papier, bois, pâte ou carton de rebut provenant, dans tous les cas visés au présent paragraphe, d'une fabrique de pâtes et papiers, à l'exception des déchets de cantine ;

e) « effluent » : toute eau usée provenant de l'exploitation d'une fabrique de pâtes et papiers, y compris les eaux usées provenant du système de traitement de l'eau d'alimentation, à l'exception toutefois des eaux usées provenant des équipements sanitaires ;

f) « élément de transformation » : une composante du cycle de production d'une fabrique de pâtes et papiers ;

g) « émission » : le dégagement d'un contaminant dans l'atmosphère par une fabrique de pâtes et papiers ;

h) « existant » : dont on a déjà entrepris l'exploitation le 12 septembre 1979 ;

i) « fabrique de pâtes et papiers » : un établissement industriel qui fabrique de la pâte, du papier, du carton, des panneaux durs ou isolants ou plusieurs de ces produits ;

j) « intégrée » : qualificatif applicable dans le cas d'une fabrique de pâtes et papiers qui produit elle-même toute la pâte dont elle a besoin pour fabriquer du papier, du carton ou des panneaux ;

k) « Loi » : la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) ;

l) « matière particulière » : toute substance, à l'exception de l'eau non combinée, qui existe sous une forme liquide ou solide finement divisée en suspension dans un milieu gazeux ;

m) « non intégrée » : qualificatif applicable dans le cas d'une fabrique de pâtes et papiers qui ne produit pas elle-même toute la pâte dont elle a besoin pour fabriquer sa production de papier, de carton ou de panneaux ;

n) « nouveau » : dont on entreprend l'exploitation après le 12 septembre 1979 ;

o) « production » : le bois écorcé transformé (sec absolu), le produit (sec à l'air) ou le produit fabriqué, selon l'élément de transformation visé ;

p) « quantité moyenne » : la somme des quantités quotidiennes totales d'un contaminant, mesurées sur une période d'un mois civil et divisée par le nombre de jours durant lesquels ces quantités ont été mesurées ;

q) « quantité quotidienne » : la quantité d'un contaminant qu'une fabrique de pâtes et papiers peut rejeter dans l'eau pendant une journée ;

r) « tonne » : une tonne métrique ;

s) « sous-ministre » : le sous-ministre de l'Environnement.

SECTION II GESTION DES EAUX USÉES

2. Normes d'effluent : Conformément aux modalités prévues aux articles 4 et 5, une fabrique de pâtes et papiers ne doit rejeter dans l'environnement un effluent contenant des matières en suspension et des matières ayant une demande biochimique en oxygène 5 jours au-delà d'aucune des normes établies aux annexes A et B, pour chaque élément de transformation utilisé dans la fabrique de pâtes et papiers.

3. Arrêt de production : Les normes d'effluent concernant la quantité quotidienne d'un contaminant prévues aux annexes A et B ne s'appliquent pas en cas d'arrêt de production.

Dans un tel cas toutefois, les normes d'effluent concernant la quantité moyenne d'un contaminant prévues aux annexes A et B s'appliquent et sont mesurées en fonction d'une production établie pour chaque jour d'arrêt de production en calculant la somme de la production des 4 jours précédant ou la somme de la production des 4 jours suivant la journée d'arrêt de production visée et en divisant cette somme par 5, selon l'opération qui donne la production la plus élevée.

Dans le cas où il y a arrêt de production dans une fabrique de pâtes et papiers pourvue d'un système de traitement biologique où le temps de résidence des effluents est égal ou supérieur à 5 jours, la quantité moyenne est la quantité de contaminants dont le rejet est nécessairement provoqué par les contaminants qu'il faut maintenir ou ajouter dans le système de traitement pour en assurer l'efficacité.

4. Échéancier pour les matières en suspension : Les normes d'effluent des matières en suspension prescrites à l'annexe A s'appliquent à toutes nouvelles fabriques de pâtes et papiers et, à compter du 31 décembre 1983, aux fabriques existantes de pâtes et papiers.

5. Échéancier pour la demande biochimique en oxygène 5 jours : Les normes d'effluent de première étape pour les matières ayant une demande biochimique en oxygène 5 jours prescrites à l'annexe B s'appliquent aux nouvelles fabriques de pâtes et papiers dont les effluents sont rejetés en eau salée. Ces normes s'appliquent également aux fabriques existantes de pâtes et papiers dont les effluents sont rejetés en eau salée, selon les conditions prescrites par une ordonnance émise par le sous-ministre en vertu de l'article 25 de la Loi ou dans un programme d'assainissement approuvé par le sous-ministre en vertu des articles 116.2 à 116.4 de la Loi.

Les normes d'effluent de deuxième étape pour les matières ayant une demande biochimique en oxygène 5 jours prescrites à l'annexe B s'appliquent aux nouvelles fabriques de pâtes et papiers dont les effluents sont rejetés en eau douce ou dans le fleuve Saint-Laurent en amont de Montréal. Ces normes s'appliquent également aux fabriques existantes de pâtes et papiers dont les effluents sont rejetés en eau douce ou dans le fleuve Saint-Laurent en amont de Montréal, selon les conditions prescrites par une ordonnance émise par le sous-ministre en vertu de l'article 25 de la Loi ou dans un programme d'assainissement approuvé par le sous-ministre en vertu des articles 116.2 à 116.4 de la Loi.

Le responsable d'une fabrique de pâtes et papiers peut respecter les normes visées au présent article, au moyen d'un système de traitement secondaire conjoint municipal industriel approuvé par le sous-ministre en vertu de l'article 32 de la Loi.

6. pH : Une nouvelle fabrique de pâtes et papiers dont les effluents sont rejetés en eau douce ne doit pas rejeter dans l'environnement un effluent dont le pH est inférieur à 5,5 ou supérieur à 9,5.

7. Écumes : Une fabrique de pâtes et papiers assujettie aux normes d'effluent de deuxième étape pour les matières ayant une demande biochimique en oxygène 5 jours, doit être pourvue d'un système d'élimination des écumes.

8. Émissaires : Les effluents rejetés dans l'environnement par une nouvelle fabrique de pâtes et papiers doivent être évacués par un ou plusieurs émissaires submergés sous le niveau des basses eaux, dans l'axe du courant.

Un tel émissaire doit être pourvu d'un puits d'accès sur la terre ferme.

9. Eaux usées sanitaires : Les eaux usées provenant des équipements sanitaires d'une nouvelle fabrique de pâtes et papiers doivent être séparées des effluents et traitées par un dispositif de traitement des eaux usées dont la construction a été autorisée par le sous-ministre en vertu de l'article 32 de la Loi à moins d'être évacuées dans un réseau d'égout municipal établi conformément à l'article 32 de la Loi ou exploité par une personne ou une municipalité qui détient un permis en vertu des articles 32.1 ou 32.2 de la Loi.

Les eaux usées sanitaires traitées conformément au premier alinéa doivent être rejetées dans l'environnement par un émissaire séparé conforme aux exigences du premier alinéa de l'article 8 ou par un émissaire d'effluent visé à l'article 8 à la condition, dans ce cas, que le point de raccordement à cet émissaire soit placé en aval du puits d'accès requis en vertu du deuxième alinéa de l'article 8.

10. Fabriques existantes de pâtes et papiers : Les articles 7 à 9 s'appliquent aux fabriques existantes de pâtes et papiers selon les conditions prescrites par une ordonnance émise par le sous-ministre en vertu des articles 25 ou 37 de la Loi ou dans un programme d'assainissement approuvé par le sous-ministre en vertu des articles 116.2 à 116.4 de la Loi.

11. Remplacement de procédés : Un nouveau procédé introduit dans une fabrique existante de pâtes et papiers afin de remplacer un procédé existant, doit avoir pour effet d'entraîner le rejet d'une quantité égale ou inférieure de

contaminants dans le cours d'eau récepteur, par rapport à celle que rejetait le procédé qu'il remplace, sauf dans le cas où le nouveau procédé respecte les normes d'effluent des annexes A et B.

12. Lieux de stockage : L'exploitant d'une nouvelle fabrique de pâtes et papiers qui établit une aire de stockage de bois de pulpe, de matières premières constituées de fibre cellulosique ou de déchets de fabrique de pâtes et papiers à une distance horizontale de moins de 60 mètres de la ligne des très hautes eaux de ruisseau, d'une rivière, d'un fleuve, d'un étang, d'un marécage, d'une source ou d'un puits, ou à une distance horizontale de moins de 300 mètres d'un lac, doit aménager un système de protection pour empêcher toute contamination de l'eau et tout ruissellement d'eaux superficielles susceptibles de venir en contact avec les matières stockées.

SECTION III NORMES D'ÉMISSION

13. Fabriques de pâte sulfate (kraft) : Une nouvelle fabrique de pâte sulfate (kraft) ne doit pas émettre dans l'atmosphère des matières particulaires ou des composés de soufre réduit totaux (SRT) au-delà d'aucune des normes prévues à l'annexe C.

14. Fabriques de pâte au bisulfite : Le four d'incinération de la liqueur usée de cuisson d'une nouvelle fabrique de pâte au bisulfite ne doit pas émettre dans l'atmosphère de l'anhydride sulfureux en concentration supérieure à 400 parties par million ni de matières particulaires en concentration supérieure à 200 milligrammes par mètre cube. Ces normes sont exprimées sur base sèche à des conditions normalisées et dont la dilution est calculée à 8% d'oxygène.

En outre, une nouvelle fabrique de pâte au bisulfite pourvue d'un système de récupération de la liqueur usée de cuisson ne doit pas émettre dans l'atmosphère de l'anhydride sulfureux en quantités supérieures à 12 kilogrammes par tonne de pâte séchée à l'air. Cette norme d'émission est de 15 kilogrammes par tonne de pâte séchée à l'air dans le cas d'une fabrique existante de pâte au bisulfite.

15. Application aux fabriques de pâte sulfate (kraft) ou au bisulfite : Les articles 13 et 14 s'appliquent aux fabriques existantes de pâte sulfate (kraft) ou au bisulfite selon les conditions prescrites par ordonnance émise par le sous-ministre en vertu de l'article 25 de la Loi ou dans un programme d'assainissement approuvé par le sous-ministre en vertu des articles 116.2 à 116.4 de la Loi.

SECTION IV CONTRÔLE ET ANALYSE DES EFFLUENTS ET DES ÉMISSIONS

16. Mesure de la couleur : Le responsable d'une nouvelle fabrique de pâtes et papiers où l'on procède à la cuisson et au blanchiment de pâtes à usages chimiques ou textiles au bisulfite, à la cuisson kraft ou au bisulfite, à la fabrication de pâte mi-chimique pour carton à onduler, au blanchiment de la pâte kraft ou de la pâte au bisulfite, au désencrage ou à l'utilisation du lin, du chanvre ou des chiffons, doit mesurer une fois par mois la couleur des effluents rejetés dans l'environnement par chaque émissaire de l'usine.

Le présent article s'applique, à compter du 1^{er} janvier 1982, aux fabriques existantes de pâtes et papiers visées au premier alinéa.

17. Mesure des matières en suspension : Le responsable d'une nouvelle fabrique de pâtes et papiers doit mesurer quotidiennement le débit des effluents et la quantité de matières en suspension rejetée dans l'environnement par chaque émissaire de l'usine.

Le présent article s'applique, à compter du 1^{er} janvier 1980, aux fabriques existantes de pâtes et papiers.

18. Mesure de la demande biochimique en oxygène 5 jours : Le responsable d'une nouvelle fabrique de pâtes et papiers doit également mesurer la quantité de matières ayant une demande biochimique en oxygène 5 jours rejetée dans l'environnement par chaque émissaire de l'usine.

Dans le cas d'une fabrique de pâtes et papiers utilisant un élément de transformation visé à l'article 16, ces mesures doivent s'effectuer pendant 3 jours consécutifs de chaque semaine d'exploitation. Le choix des jours de mesure est effectué selon les tableaux de l'annexe D en fonction du nombre de jours d'exploitation par semaine et de l'ordre chronologique des semaines consécutives d'exploitation.

Dans le cas d'une fabrique de pâtes et papiers qui n'est pas visée à l'article 16, ces mesures doivent s'effectuer une fois par semaine d'exploitation. Le choix de ce jour de mesure est effectué selon les tableaux de l'annexe D en fonction du nombre de jours d'exploitation par semaine et de l'ordre chronologique des semaines consécutives d'exploitation. Le jour de mesure doit être différent semaine après semaine.

19. Mesure du pH : Le responsable d'une nouvelle fabrique de pâtes et papiers visée à l'article 16, doit mesurer en continu le pH des effluents rejetés dans l'environnement par chaque émissaire de l'usine.

Les valeurs minimales et maximales de ces mesures continues de pH doivent être rapportées quotidiennement.

Le responsable d'une fabrique de pâtes et papiers qui n'est pas visée à l'article 16, doit mesurer le pH de ses effluents quotidiennement, sur un échantillon instantané prélevé dans chaque émissaire de l'usine.

Le présent article s'applique, à compter du 1^{er} janvier 1980, aux fabriques existantes de pâtes et papiers visées au premier alinéa.

20. Transmission des données : L'exploitant d'une fabrique existante de pâtes et papiers doit, à compter du 1^{er} janvier 1980, transmettre au sous-ministre, dans les 15 jours de la fin de chaque mois, les données mesurées en vertu des articles 17 à 19 de même que la production quotidienne totale, en tonnes, de chaque élément de transformation de la fabrique de pâtes et papiers, en utilisant les formules prescrites aux annexes E à H. À compter du 1^{er} janvier 1982, l'exploitant d'une fabrique de pâtes et papiers visée à l'article 16 doit inscrire sur ses formules la couleur des effluents.

En outre, l'exploitant d'une fabrique de pâtes et papiers doit conserver ces données dans un registre pendant une période de 2 ans après avoir transmis au sous-ministre les formules visées aux annexes E et H.

Le présent article s'applique aux nouvelles fabriques de pâtes et papiers.

21. Point d'échantillonnage : Le point d'échantillonnage des effluents en vue de la détermination des matières en suspension et des matières ayant une demande biochimique en oxygène 5 jours pour les fins du présent règlement, doit être placé en amont du point de rejet des effluents dans le cours d'eau récepteur.

22. Méthodes de prélèvement : Le dispositif d'échantillonnage des contaminants visés aux articles 17 et 18 doit être conçu de façon à effectuer au moins 4 prélèvements égaux pour chaque heure de fonctionnement de l'élément de transformation visé. L'échantillon composite soumis à l'analyse conformément à l'article 23 doit être constitué de tous les prélèvements recueillis au cours des 24 heures précédentes d'exploitation.

Tout prélèvement d'effluent fait en vertu du présent règlement doit être conservé à une température d'au plus 4° C jusqu'au moment de l'analyse.

Le dispositif d'échantillonnage visé au premier alinéa doit être installé dans chaque fabrique existante de pâtes et papiers le ou avant le 31 décembre 1979.

23. Méthodes d'analyse des contaminants visés aux articles 16 à 19 : Les échantillons d'effluent prélevés pour l'application du présent règlement doivent être analysés selon les méthodes suivantes :

a) les matières en suspension sont déterminées selon la méthode numéro 208 B intitulée *Total Nonfiltrable Residue Dried at 103-105° C (Total Suspended Matter)* décrite dans la 14^e édition (1975) de l'ouvrage intitulé *Standard Methods for the Examination of Water and Waste Water* publié conjointement par l'*American Public Health Association*, l'*American Water Works Association* et la *Water Pollution Control Association* ou selon la méthode numéro H-1 approuvée en avril 1975 et révisée en septembre 1977 par la Section technique de l'Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers et publiée dans un recueil intitulé *Méthodes standard* par l'Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers ;

b) la demande biochimique en oxygène 5 jours est déterminée selon la méthode numéro 422 B intitulée *Azide Modification* ou la méthode numéro 422 B intitulée *Membrane Electrode Method* décrites dans la 14^e édition (1975) de l'ouvrage intitulé *Standard Methods for the Examination of Water and Waste Water* visé au paragraphe a ou selon la méthode numéro H-2 proposée en octobre 1964, révisée en mars 1965 et en mai 1967 et recommandée à nouveau en février 1971 par la Section technique de l'Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers et publiée dans le recueil intitulé *Méthodes standard* visé au paragraphe a ;

c) la couleur est déterminée selon la méthode numéro 204 B intitulée *Spectrophotometric Method* décrite dans la 14^e édition (1975) de l'ouvrage intitulé *Standard Methods for the Examination of Water and Waste Water* visé au paragraphe a.

24. Mesures différées : Le responsable d'une fabrique de pâtes et papiers peut, après avoir complété un échantillonnage de 24 heures conformément à l'article 22, différer la mesure des matières ayant une demande biochimique en oxygène 5 jours, à condition :

a) de congeler l'échantillon composite immédiatement après son prélèvement ; et

b) d'ajouter un ensemencement de bactéries acclimatées immédiatement après avoir décongelé l'échantillon composite au moment de la détermination de la demande biochimique en oxygène 5 jours.

25. Mesures des émissions d'une fabrique de pâte sulfate (kraft) : L'exploitant d'une nouvelle fabrique de pâte sulfate (kraft) doit installer, calibrer, exploiter et maintenir en état de fonctionnement les appareils suivants :

a) un système d'échantillonnage en continu destiné à mesurer et enregistrer les concentrations de composés de soufre réduit totaux (SRT) émises dans l'atmosphère par le four de récupération ;

b) un système d'échantillonnage en continu destiné à mesurer et enregistrer le pourcentage d'oxygène en volume dans les gaz provenant du four de récupération et du four à chaux, relié à une sonde de prélèvement placée en aval des systèmes d'épuration ;

c) un système d'échantillonnage en continu destiné à mesurer et enregistrer l'opacité des gaz émis dans l'atmosphère par le four de récupération ;

d) un appareil destiné à mesurer la température de combustion au point d'incinération des composés de soufre réduit totaux (SRT) provenant des lessiveurs, des évaporateurs et du système de pelliculage des condensats lorsque ces composés sont détruits par incinération ; et

e) un appareil destiné à mesurer la perte de charge à travers l'épurateur du four à chaux et du réservoir de dissolution lorsque ceux-ci sont munis d'un épurateur à voie humide.

L'empan du système d'échantillonnage visé au paragraphe a du premier alinéa doit être fixé à 20 parties par million de concentration de composés de soufre réduit totaux (SRT) pour les nouvelles fabriques de pâtes et papiers et à 40 parties par million pour les fabriques existantes de pâtes et papiers. La vérification de la fidélité des appareils de mesure de ce système d'échantillonnage en continu doit être faite par comparaison avec la méthode numéro 16 visée à l'article 27.

L'empan du système d'échantillonnage visé au paragraphe b du premier alinéa doit être fixé à 20% d'oxygène.

L'empan du système d'échantillonnage visé au paragraphe c du premier alinéa doit être fixé à 70% d'opacité.

L'appareil visé au paragraphe d du premier alinéa doit être précis à + ou - 5°C.

L'appareil visé au paragraphe e du premier alinéa doit mesurer la perte de charge à l'aide d'un manomètre à pression différentielle précis à + ou - 0,5 kilopascal.

Le présent article s'applique, à compter du 1^{er} janvier 1981, aux fabriques existantes de pâte sulfate (kraft).

26. Mesure des émissions d'une fabrique de pâte au bisulfite : Le responsable d'une fabrique nouvelle ou existante de pâte au bisulfite doit installer, calibrer, exploiter et maintenir en état d'exploitation un système d'échantillonnage et d'enregistrement en continu des concentrations d'anhydride sulfureux émises dans l'atmosphère par les fours d'incinération de la liqueur usée de cuisson. L'em-

pan de ce système doit être fixé à 1 000 parties par million de concentration d'anhydride sulfureux. La vérification de la fidélité des appareils de mesure de ce système d'échantillonnage doit être faite selon la méthode visée au paragraphe c l'article 27.

Le responsable d'une fabrique de pâte au bisulfite doit également installer, calibrer, exploiter et maintenir en état d'exploitation un système d'échantillonnage décrit au paragraphe c du premier alinéa de l'article 25 afin de mesurer et d'enregistrer l'opacité des gaz émis dans l'atmosphère par le four d'incinération. Le quatrième alinéa de l'article 25 s'applique à ce système d'échantillonnage.

27. Méthodes d'analyse des contaminants émis dans l'atmosphère : Les contaminants visés aux articles 13, 14, 25 et 26 doivent être prélevés et analysés selon les méthodes suivantes :

a) les matières particulières doivent être mesurées selon les méthodes décrites dans l'ouvrage intitulé Méthodes de référence normalisées en vue d'essais aux sources : mesure des émissions de particules provenant de sources fixes publié par Environnement Canada et portant le numéro EPS 1-AP-74-1 ;

b) les composés de soufre réduit totaux (SRT) mesurés de façon semi-continue doivent être échantillonnés selon la méthode numéro 16 publiée le 17 février 1978 dans le numéro 34 du volume 43 du *Federal Register* des États-Unis d'Amérique ;

c) l'anhydride sulfureux doit être mesuré selon les méthodes décrites dans l'ouvrage intitulé Méthodes normalisées de référence pour le contrôle à la source : dosage de dioxyde de soufre émis par les sources fixes publié par Environnement Canada et portant le numéro EPS-1-AP-74-3.

28. Conservation des données : L'exploitant d'une fabrique de pâtes et papiers doit conserver, pendant une période de 2 ans, les données enregistrées en vertu des articles 25 et 26.

SECTION V GESTION DES DÉCHETS DE FABRIQUE DE PÂTES ET PAPIERS

29. Obligation : Les déchets de fabrique de pâtes et papiers doivent être éliminés par un système de gestion des déchets de fabrique de pâtes et papiers approuvé par le sous-ministre selon l'article 54 de la Loi conformément au présent règlement ou par un système de gestion des déchets solides établi et exploité conformément au Règlement sur les déchets solides (c. Q-2, r.14).

30. Prohibition : Nul ne peut déposer ou permettre le dépôt d'un déchet de fabrique de pâtes et papiers dans l'environnement, sauf les cas prévus à l'article 29.

31. Méthodes de gestion : Les déchets de fabrique de pâtes et papiers doivent être éliminés par enfouissement dans le sol, par recyclage, par pyrolyse ou par brûlage dans un appareil de combustion ou un incinérateur.

Les articles 32 à 38, 40, 44 à 46, 48, 49 et 51 s'appliquent aux systèmes qui font la gestion exclusive des déchets de fabrique de pâtes et papiers.

32. Demande de certificat : Quiconque sollicite un certificat du sous-ministre en vertu de l'article 54 de la Loi pour un système de gestion des déchets de fabrique de pâtes et papiers, doit fournir les renseignements et documents énumérés ci-dessous :

- a) le nom complet, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant ;
- b) le numéro du lot ou des lots qui seront utilisés pour l'enfouissement, si la demande de certificat prévoit l'enfouissement des déchets de fabrique de pâtes et papiers ;
- c) un plan détaillé indiquant les mesures et la superficie du terrain d'enfouissement, si la demande de certificat porte sur un tel terrain ;
- d) un plan général indiquant, dans le cas d'un terrain d'enfouissement de déchets de fabrique de pâtes et papiers :
 - i. la localisation du terrain d'enfouissement projeté ;
 - ii. le territoire avoisinant ce terrain, dans un périmètre de 300 mètres ;
 - iii. la description du zonage de ce territoire ;
 - iv. le tracé ou la localisation des voies publiques, des voies d'accès, des cours d'eau ou des lacs dans le voisinage du terrain d'enfouissement ;
 - v. l'emplacement de toute construction et terrain de camping dans un périmètre de 200 mètres du terrain projeté ; et
 - vi. l'emplacement de puits-témoins qui seront forés selon l'article 38 ;
- e) la nature et la quantité de déchets de fabrique de pâtes et papiers à éliminer ;
- f) une description complète des équipements mécaniques qui seront utilisés pour fins de compactage ;
- g) un rapport technique indiquant, dans le cas d'un terrain d'enfouissement de déchets de fabrique de pâtes et papiers :

- i. les résultats d'essais de perméabilité du sol où se fera l'enfouissement ;
- ii. une estimation de la hauteur et de la qualité des eaux de la nappe phréatique ;
- iii. la géologie du terrain d'enfouissement ;
- iv. les modalités selon lesquelles le terrain d'enfouissement sera restauré et aménagé après avoir été désaffecté ;
- h) les plans et devis de l'incinérateur, du pyrolyseur ou des appareils de combustion, le cas échéant, ainsi que des indications complètes sur la localisation de ces installations ; et
- i) un certificat de la municipalité signé par le greffier ou le secrétaire-trésorier attestant que le projet ne contrevient à aucun règlement municipal et, s'il y a lieu, copie de tout permis requis par règlement municipal.

33. Normes de localisation : Tout terrain d'enfouissement des déchets de fabrique de pâtes et papiers doit être conforme aux normes suivantes :

- a) l'aire d'enfouissement doit être située à une distance minimale d'un mètre au-dessus de la nappe phréatique ;
- b) il ne doit y avoir aucune conduite souterraine de gaz, d'eau, de pétrole, d'égout ou de fils électriques ou téléphoniques dans l'aire d'enfouissement ;
- c) l'aire d'enfouissement doit être placée à :
 - i. au moins 150 mètres de tout territoire zoné par l'autorité municipale pour fins agricoles, commerciales, résidentielles ou mixtes et de toute réserve écologique créée en vertu de la Loi sur les réserves écologiques (L.R.Q., c. R-26) ;
 - ii. au moins 200 mètres de toute construction utilisée même partiellement à des fins d'habitation, de toute institution d'enseignement, de tout terrain de camping ou de tout établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ; et à
 - iii. au moins 300 mètres de tout puits utilisé pour l'alimentation d'un réseau d'aqueduc municipal ou d'un réseau d'aqueduc exploité par une personne détenant un permis d'exploitation en vertu de l'article 32.1 de la Loi ;
- d) l'aire d'enfouissement doit être située à une distance horizontale d'au moins 60 mètres de la ligne des très hautes eaux de tout ruisseau, rivière, fleuve, étang, marécage ou source, à moins d'être pourvue d'un système de protection pour empêcher toute contamination de l'eau ;
- e) l'aire d'enfouissement doit être située à une distance horizontale d'au moins 300 mètres d'un lac ; et

f) l'aire d'enfouissement doit être située à au moins 10 mètres de tout terrain voisin appartenant à une personne autre que le responsable du terrain d'enfouissement de déchets de fabrique de pâtes et papiers.

34. Conditions hydrogéologiques : L'article 29 du Règlement sur les déchets solides (c. Q-2, r.14) s'applique, en l'adaptant, aux terrains d'enfouissement de déchets de fabrique de pâtes et papiers.

35. Déshydratation : Les déchets de fabrique de pâtes et papiers doivent, avant d'être enfouis dans le sol, être déshydratés de façon à contenir moins de 85% d'eau lors de l'enfouissement.

36. Eaux de ruissellement : Un terrain d'enfouissement de déchets de fabrique de pâtes et papiers doit être aménagé de manière à ce qu'aucun ruissellement ne vienne en contact avec les déchets de fabrique de pâtes et papiers enfouis.

37. Surélévation : Dans un terrain d'enfouissement de déchets de fabrique de pâtes et papiers, la surélévation des déchets ne doit pas excéder 10 mètres par rapport au profil du terrain avoisinant.

38. Puits-témoins : Un terrain d'enfouissement de déchets de fabrique de pâtes et papiers doit être pourvu de puits-témoins.

L'exploitant d'un terrain d'enfouissement de déchets de fabrique de pâtes et papiers doit évaluer, au printemps et à l'automne, la qualité de l'eau de la nappe phréatique en-dessous du terrain d'enfouissement.

39. Voies d'accès : Un terrain d'enfouissement de déchets de fabrique de pâtes et papiers doit être accessible en toute saison par une ou plusieurs voies de circulation carrossables.

Ces voies d'accès sont assujetties à la section VII du Règlement sur la qualité de l'atmosphère (c. Q-2, r.20).

40. Accès au terrain d'enfouissement : Dans le cas où un terrain d'enfouissement de déchets de fabrique de pâtes et papiers n'est pas situé sur le terrain d'une fabrique de pâtes et papiers ou n'y est pas contigu, il faut en limiter l'accès au public par des indications précises à cet effet placées à intervalles de 100 mètres sur tout son périmètre.

Toute voie d'accès au terrain d'enfouissement doit être munie d'une barrière.

Les affiches visées au premier alinéa doivent indiquer que l'accès au terrain d'enfouissement est limité aux seules personnes qui y portent des déchets de fabrique de pâtes et

papiers ou qui s'occupent des opérations d'enfouissement ou de gardiennage sur le terrain. Ces affiches, de même que les barrières, doivent toujours être gardées en état.

41. Clôture pare-papiers : L'article 35 du Règlement sur les déchets solides (c. Q-2, r.14) s'applique à tout terrain d'enfouissement de déchets de fabrique de pâtes et papiers où l'on élimine des papiers de rebut ou d'autres matières susceptibles d'être emportées par le vent et contenues dans les déchets de fabrique de pâtes et papiers.

42. Appareils de combustion et incinérateurs : Un appareil de combustion ou un incinérateur utilisé pour brûler des déchets de fabrique de pâtes et papiers ne doit pas émettre dans l'atmosphère des contaminants au-delà des normes prescrites dans les sections IV, XIV et XIX du Règlement sur la qualité de l'atmosphère (c. Q-2, r.20), selon les échéanciers qui sont prévus dans ce règlement.

43. Nettoyage des lieux : L'article 58 du Règlement sur les déchets solides (c. Q-2, r.14) s'applique, en l'adaptant, à tout terrain d'enfouissement de déchets de fabrique de pâtes et papiers.

44. Désaffectation : Un terrain d'enfouissement de déchets de fabrique de pâtes et papiers doit être désaffecté lorsque la norme prévue à l'article 37 n'est plus respectée, de même que lorsqu'il cause une contamination de la nappe phréatique. Toute partie du terrain d'enfouissement qui ne respecte plus la norme de l'article 37, doit être désaffectée immédiatement.

Le responsable d'un terrain d'enfouissement déjà désaffecté le 12 septembre 1979 mais qui est situé en deçà des normes de localisation visées aux paragraphes *d* et *e* l'article 33 doit, le ou avant le 31 décembre 1980, installer un système de protection conçu pour empêcher toute contamination de l'eau.

Les articles 45 et 46 s'appliquent, à compter du 31 décembre 1980, à tous les terrains d'enfouissement déjà désaffectés le 12 septembre 1979.

45. Recouvrement final : Tout terrain d'enfouissement désaffecté doit être recouvert d'au moins 30 centimètres de terre ainsi que d'une végétation herbacée et être aménagé de manière à prévenir l'infiltration d'eau dans les déchets enfouis, et à éviter l'érosion du recouvrement final ainsi que le lagunage de l'eau de précipitation, sauf pour la partie de ce terrain où l'on puise des déchets de fabrique de pâtes et papiers enfouis, à des fins de récupération d'énergie.

Le recouvrement final doit être réalisé dans un délai de 6 mois suivant la date de désaffectation du terrain d'enfouissement.

46. Entretien : Les trous, affaissements ou failles qui apparaissent sur le terrain d'enfouissement de déchets de fabrique de pâtes et papiers après le recouvrement final, doivent être remplis ou autrement réparés.

47. Brûlage à ciel ouvert : Il est interdit de brûler à l'air libre ou de tolérer le brûlage à l'air libre de déchets de fabrique de pâtes et papiers.

La présence dans l'environnement de fumée provenant d'une telle combustion est prohibée au sens du deuxième alinéa de l'article 20 de la Loi.

48. Ségrégation des déchets : Un terrain d'enfouissement de déchets de fabrique de pâtes et papiers ne doit recevoir aucun type de déchet autre que des déchets de fabrique de pâtes et papiers.

49. Transport : Les camions utilisés pour transporter des déchets de fabrique de pâtes et papiers doivent être étanches de sorte à éviter qu'ils ne tombent sur le sol ou sur la voie publique durant le transport. Un tel dépôt sur le sol ou sur la voie publique est prohibé au sens du deuxième alinéa de l'article 20 de la Loi.

50. Exclusions : Les articles 55, 56, 64, 67 et 68 de la Loi ne s'appliquent pas aux déchets de fabrique de pâtes et papiers.

Les articles 54 à 68 de la Loi ne s'appliquent pas au recyclage des déchets de fabrique de pâtes et papiers.

51. Échéancier : Les articles 33 à 50 s'appliquent aux nouvelles fabriques de pâtes et papiers.

Les normes et exigences prévues aux articles 34, 36, 38 et 41 s'appliquent, à compter du 31 décembre 1981, au système de gestion des déchets de toute fabrique existante de pâtes et papiers à moins que l'exploitant d'un tel système de gestion des déchets ne soumette une demande de certificat au sous-ministre avant cette date, en vertu de l'article 54 de la Loi, auquel cas cette demande de certificat sera alors soumise à ces normes et exigences. L'exigence prévue au deuxième alinéa de l'article 44 s'applique, à compter du 31 décembre 1981, aux terrains existants d'enfouissement de déchets de fabrique de pâtes et papiers situés en deçà des normes de localisation visées à cet alinéa.

Dans le cas où un terrain existant d'enfouissement de déchets de fabrique de pâtes et papiers ne respecte pas les normes prévues à l'article 33, on doit cesser l'expansion ou l'agrandissement de l'aire d'enfouissement sur toute nouvelle superficie de terrain qui ne respecte pas l'une ou l'autre des normes visées à cet article.

Les articles 35, 37, 39, 40 et 42 à 50 ainsi que le troisième alinéa du présent article, s'appliquent, à compter du

12 septembre 1979, aux systèmes existants de gestion des déchets de fabrique de pâtes et papiers, sous réserve des échéanciers visés à l'article 42.

SECTION VI DISPOSITIONS FINALES

52. Article 20 de la Loi : Les normes et prohibitions visées aux articles 2, 6, 13, 14 et 30 sont établies en application de l'article 20 de la Loi.

53. Traitement biologique : Le responsable d'une fabrique de pâtes et papiers qui sollicite une autorisation du sous-ministre en vertu de l'article 32 de la Loi en vue de l'installation d'un dispositif de traitement biologique destiné à épurer les effluents de son usine doit accompagner sa demande d'autorisation d'une évaluation, en kilogrammes par tonne, des matières en suspension, des matières ayant une demande biochimique en oxygène 5 jours, de la couleur et des substances nutritives qu'il prévoit rejeter dans l'environnement après la mise en opération du dispositif de traitement biologique.

Cette demande d'autorisation doit également être accompagnée d'une étude des répercussions que ce projet entraînera sur la qualité du cours d'eau récepteur des effluents épurés.

54. Réseaux d'égout publics : Les sections II et IV s'appliquent, en les adaptant, à toute fabrique de pâtes et papiers dont les effluents sont rejetés dans un réseau d'égout municipal ou un réseau d'égout exploité par une personne détenant un permis d'exploitation en vertu de l'article 32.1 de la Loi.

Toutefois, la section II ne s'applique pas aux fabriques non intégrées de pâtes et papiers raccordées à un réseau d'égout visé au premier alinéa avant le 12 septembre 1979.

55. Territoires agricoles : Le présent règlement s'applique notamment aux immeubles compris dans une aire retenue pour les fins de contrôle et dans une zone agricole établies suivant la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., c. P-41.1).

**NORMES D'EFFLUENT POUR LES MATIÈRES
EN SUSPENSION (M.E.S.)
(en kg/t)**

Production de référence	Éléments de transformation	Fabriques de pâte sulfate (kraft), bisulfite ou de pâte mi-chimique		Fabriques de pâte mécanique	
		quantité moyenne	quantité quotidienne	quantité moyenne	quantité quotidienne
normes par tonne de bois écorcé transformé (sec absolu)	lavage du bois :				
	a) billes	2	4	2	4
	b) copeaux, déglacage et bassin	0,5	1	0,5	1
	écorçage au tambour — procédé humide	3	6	3	6
normes par tonne de produit (sec à l'air)	cuisson et blanchiment de pâtes à usages chimiques ou textiles au bisulfite*	20	35	0	0
	cuisson kraft	5	10	0	0
	cuisson au bisulfite (rendement < 55%)	5	10	0	0
	cuisson au bisulfite (55% < rendement < 65%)	5	10	0	0
	cuisson au bisulfite (rendement > 65%)	5	10	0	0
	fabrication de pâte mi-chimique pour carton à onduler*	10	20	0	0
	mise en pâte chimico-mécanique	0	0	6	12
	mise en pâte — raffineurs	0	0	6	12
	mise en pâte — meules	0	0	6	12
	blanchiment — pâte kraft	2	4	0	0
	blanchiment — pâte bisulfite	2	4	0	0
	blanchiment — pâte mécanique	0	0	1	2
	transformation de la pâte en feuilles	0,5	1	2,5	5,0

Production de référence	Éléments de transformation	Fabriques de pâte sulfatée (kraft), bisulfite ou de pâte mi-chimique		Fabriques de pâte mécanique	
		quantité moyenne	quantité quotidienne	quantité moyenne	quantité quotidienne
normes par tonne de produit fabriqué	fabrication intégrée d'un seul produit de papier avec recyclage de l'eau blanche	1	2	2	4
	fabrication intégrée d'un seul produit de papier à usages spéciaux avec recyclage de l'eau blanche	2	4	4	8
	fabrication intégrée d'un seul produit de papier à usages spéciaux sans recyclage de l'eau blanche	4,5	9	7,5	15
	fabrication intégrée de plusieurs produits de papier sans recyclage de l'eau blanche	10	20	10	20
	fabrication non intégrée d'un seul produit de papier à usages spéciaux avec recyclage de l'eau blanche	1,5	3	3,5	7
	fabrication non intégrée de plusieurs produits de papier avec recyclage de l'eau blanche	5,5	11	5,5	11
	fabrication non intégrée de plusieurs produits de papier à usages spéciaux sans recyclage de l'eau blanche	10	20	10	20
	fabrication intégrée de cartons grossiers	7,5	15	7,5	15
	fabrication non intégrée de cartons grossiers	15	30	15	30
	fabrication intégrée de cartons couchés	15	30	15	30
	fabrication non intégrée de cartons couchés	15	30	15	30
	fabrication de panneaux durs**	10	20	10	20
	fabrication de panneaux isolants**	4	20	4	20
	procédé de désencrage**	10	20	10	20
	procédé utilisant du lin, du chanvre ou des chiffons**	12,5	25	12,5	25
	procédé utilisant des fibres d'amiante**	7,5	15	7,5	15

* comprend le lavage, l'écorçage et la fabrication;

** ces procédés comprennent la mise en pâte, le blanchiment et la fabrication.

Les éléments de transformation visés dans la présente annexe sont décrits dans l'annexe H.

**NORMES D'EFFLUENT POUR LES MATIÈRES AYANT UNE
DEMANDE BIOCHIMIQUE EN OXYGÈNE 5 JOURS (DBO₅)
(en kg/t)**

Production de référence	Éléments de transformation	Fabriques de pâte sulfate (kraft), bisulfite ou de pâte mi-chimique				Fabriques de pâte mécanique			
		1 ^{re} étape*		2 ^e étape*		1 ^{re} étape		2 ^e étape*	
		quantité moyenne	quantité quotidienne	quantité moyenne	quantité quotidienne	quantité moyenne	quantité quotidienne	quantité moyenne	quantité quotidienne
normes par tonne de bois écorcé transformé (sec absolu)	lavage du bois (copeaux ou billes)	0	0	0	0	0	0	0	0
	écorçage au tambour — procédé humide	2,5	5	1,25 (0,625)	2,5 (1,25)	2,5	5	1,25 (0,625)	2,5 (1,25)
normes par tonne de produit (sec à l'air)	cuisson et blanchiment de pâte à usages chimiques ou textiles au bisulfite**	**** 250 (225)	**** 375 (350)	125 (62,5)	187,5 (93,75)	0	0	0	0
	cuisson kraft	25	40	12,5 (6,25)	20 (10)	0	0	0	0
	cuisson au bisulfite — rendement < 55%	**** 125 (85)	**** 190 (130)	62,5 (31,25)	95 (47,5)	0	0	0	0
	cuisson au bisulfite — 55% ≤ rendement ≤ 65%	**** 85 (60)	**** 130 (90)	42,5 (21,25)	65 (32,5)	0	0	0	0
	cuisson au bisulfite — rendement > 65%	**** 75 (40)	**** 120 (65)	37,5 (18,75)	60 (30)	0	0	0	0
	fabrication de pâte mi-chimique pour carton à onduler**	**** 40 (30)	**** 70 (50)	20 (10)	35 (17,5)	0	0	0	0
	mise en pâte chimico-mécanique	0	0	0	0	40	60	20 (10)	30 (15)
	mise en pâte — raffineurs	0	0	0	0	25	40	12,5 (6,25)	20 (10)
	mise en pâte — meubles	0	0	0	0	15	30	7,5 (3,75)	15 (7,5)

Production de référence	Éléments de transformation	Fabriques de pâte sulfate (kraft), bisulfite ou de pâte mi-chimique				Fabriques de pâte mécanique			
		1 ^{re} étape*		2 ^e étape*		1 ^{re} étape		2 ^e étape*	
		quantité moyenne	quantité quotidienne	quantité moyenne	quantité quotidienne	quantité moyenne	quantité quotidienne	quantité moyenne	quantité quotidienne
normes par tonne de produit (sec à l'air)	blanchiment — pâte kraft	11	22	5,5 (2,75)	11 (5,5)	0	0	0	0
	blanchiment — pâte au bisulfite	11	22	5,5 (2,75)	11 (5,5)	0	0	0	0
	blanchiment — pâte mécanique	0	0	0	0	11	22	5,5 (2,75)	11 (5,5)
	transformation de la pâte en feuilles	0	0	0	0	0	0	0	0
	fabrication intégrée d'un seul produit de papier avec recyclage de l'eau blanche	0	0	0	0	0	0	0	0
	fabrication intégrée d'un seul produit de papier à usages spéciaux avec recyclage de l'eau blanche	0	0	0	0	0	0	0	0
normes par tonne de produit fabriqué	fabrication intégrée d'un seul produit de papier à usages spéciaux sans recyclage de l'eau blanche	0	0	0	0	0	0	0	0
	fabrication intégrée de plusieurs produits de papier sans recyclage de l'eau blanche	0	0	0	0	0	0	0	0
	fabrication non intégrée d'un seul produit de papier à usages spéciaux avec recyclage de l'eau blanche	7,5	15	3,75 (1,875)	7,5 (3,75)	7,5	15	3,75 (1,875)	7,5 (3,75)
	fabrication non intégrée de plusieurs produits de papier avec recyclage de l'eau blanche	7,5	15	3,75 (1,875)	7,5 (3,75)	7,5	15	3,75 (1,875)	7,5 (3,75)
	fabrication non intégrée de plusieurs produits de papier à usages spéciaux sans recyclage de l'eau blanche	7,5	15	3,75 (1,875)	7,5 (3,75)	7,5	15	3,75 (1,875)	7,5 (3,75)

Production de référence	Éléments de transformation	Fabriques de pâte sulfate (kraft), bisulfite ou de pâte mi-chimique				Fabriques de pâte mécanique			
		1 ^{re} étape*		2 ^e étape*		1 ^{re} étape		2 ^e étape*	
		quantité moyenne	quantité quotidienne	quantité moyenne	quantité quotidienne	quantité moyenne	quantité quotidienne	quantité moyenne	quantité quotidienne
normes par tonne de produit fabriqué	fabrication intégrée de cartons grossiers	0	0	0	0	0	0	0	0
	fabrication non intégrée de cartons grossiers	7,5	15	3,75 (1,875)	7,5 (3,75)	7,5	15	3,75 (1,875)	7,5 (3,75)
	fabrication intégrée de cartons couchés	0	0	0	0	0	0	0	0
	fabrication non intégrée de cartons couchés	25	40	12,5 (6,25)	20 (10)	25	40	12,5 (6,25)	20 (10)
	fabrication de panneaux durs***	40	70	20 (10)	35 (17,5)	40	70	20 (10)	35 (17,5)
	fabrication de panneaux isolants***	20	35	10 (5)	17,5 (8,75)	20	35	10 (5)	17,5 (8,75)
	procédé de désencrage***	20	35	10 (5)	17,5 (8,75)	20	35	10 (5)	17,5 (8,75)
	procédé utilisant du lin, du chanvre et/ou des chiffons***	75	120	37,5 (18,75)	60 (30)	75	120	37,5 (18,75)	60 (30)
	procédé utilisant des fibres d'amiante***	15	30	7,5 (3,75)	15 (7,5)	15	30	7,5 (3,75)	15 (7,5)
<p>* lorsqu'une norme d'effluent de la 2^e étape est placée entre parenthèses, celle-ci s'applique entre le 1^{er} mai et le 31 octobre alors que la norme placée dans la même case, à l'extérieur des parenthèses, s'applique entre le 1^{er} novembre et le 30 avril;</p> <p>** comprend le lavage, l'écorçage, la fabrication et le blanchiment;</p> <p>*** comprend la mise en pâte, le blanchiment et la fabrication;</p> <p>**** normes applicables aux nouvelles fabriques de pâtes et papiers dont les effluents sont rejetés en eau salée.</p>									

ANNEXE C

(a. 13)

NORMES D'ÉMISSION DES FABRIQUES DE PÂTE SULFATE (KRAFT)

<i>Élément de transformation</i>	<i>Fabriques existantes de pâte sulfate (kraft)</i>		<i>Fabriques nouvelles de pâte sulfate (kraft)</i>	
	<i>matières particulaires</i>	<i>composés de soufre réduit totaux (SRT)</i>	<i>matières particulaires</i>	<i>composés de soufre réduit totaux (SRT)</i>
four de récupération	400 mg/m ³	20 ppm	200 mg/m ³	5 ppm
four à chaux	340 mg/m ³	20 ppm	340 mg/m ³	10 ppm
réservoir de dissolution	500 g/t PSA*		250 g/t PSA*	
lessiveurs, évaporateurs et systèmes de pelliculage des condensats		10 ppm		10 ppm
* PSA : Pâte séchée à l'air				

Notes: — pour les fins d'application des normes d'émission du réservoir de dissolution, on assume que 100 kilogrammes de pâte sec à l'air équivalent à 90 kilogrammes de pâte sec absolu ;

— les normes d'émission pour les éléments de transformation autres que le réservoir de dissolution sont exprimées sur une base « sec absolu » ;

— les concentrations de SRT sont le résultat d'une moyenne arithmétique établie sur 4 heures continues d'échantillonnage et exprimées comme H₂S ;

— les normes exprimées en mg/m³ sont corrigées aux conditions normalisées ;

— les concentrations afférentes aux émissions du four de récupération et du four à chaux sont corrigées à 8% d'oxygène en volume ;

— dans le cas d'une nouvelle fabrique de pâte au sulfate (kraft), toutes les sources d'émission autres que le four de récupération, le four à chaux, les lessiveurs, les évaporateurs et systèmes de pelliculage des condensats, ne doivent pas émettre globalement dans l'atmosphère plus de 0,15 kilogramme de SRT par tonne de pâte séchée à l'air (PSA).

ANNEXE D

(a. 18)

**JOURS DE MESURE OBLIGATOIRES
POUR LA DEMANDE BIOCHIMIQUE
EN OXYGÈNE 5 JOURS (DBO₅)**

Semaine de 7 jours d'exploitation

<i>Semaine</i>	<i>D</i>	<i>L</i>	<i>M</i>	<i>M</i>	<i>J</i>	<i>V</i>	<i>S</i>
1 ^{re}	X	X	X				
2 ^e		X	X	X			
3 ^e			X	X	X		
4 ^e				X	X	X	
5 ^e					X	X	X
6 ^e	X					X	X
7 ^e	X	X					X

— La lettre « X » indique un jour de mesure obligatoire pour les fins de l'article 18.

— Après avoir complété l'échantillonnage de la dernière semaine indiquée au tableau approprié, on recommence à la première semaine indiquée dans chaque tableau.

Semaine de 6 jours d'exploitation

<i>Semaine</i>	<i>D</i>	<i>L</i>	<i>M</i>	<i>M</i>	<i>J</i>	<i>V</i>	<i>S</i>
1 ^{re}		X	X	X			
2 ^e			X	X	X		
3 ^e				X	X	X	
4 ^e					X	X	X
5 ^e		X				X	X
6 ^e		X	X				X

Semaine de 5 jours d'exploitation

<i>Semaine</i>	<i>D</i>	<i>L</i>	<i>M</i>	<i>M</i>	<i>J</i>	<i>V</i>	<i>S</i>
1 ^{re}		X	X	X			
2 ^e			X	X	X		
3 ^e				X	X	X	
4 ^e		X			X	X	
5 ^e		X	X			X	



Exploitant:

ANNEXE F
 (a. 20)

 Gouvernement du Québec
 Ministère de l'Environnement

 Environnement industriel
 Industrie des pâtes et papiers
 Rapport quotidien de production
 Date: _____

DONNÉES DE PRODUCTION
 (tonnes métriques par jour)

**ÉLÉMENTS DE TRANSFORMATION QUI
 CONCERNENT LA PRÉPARATION
 DU BOIS ET DE LA PÂTE**

 Compagnie: _____
 Usine: _____
 Adresse: _____
 Période du: _____ au _____
 Exploitant: _____

ITEM	JOUR	lavage du bois - billes	lavage du bois - copeaux, déglacage et bassin	écorçage au tambour - procédé humide	cuisson et blanchiment de pâtes à usages chimiques ou textiles au bisulfite*	cuisson kraft	cuisson au bisulfite (rendement 55%)	cuisson au bisulfite (55% rendement 65%)	cuisson au bisulfite (rendement 65%)	fabrication de pâte mi-chimique pour carton à onduler*	mise en pâte chimico-mécanique	mise en pâte - raffineurs	mise en pâte - meules	blanchiment - pâtes kraft	blanchiment - pâte bisulfite	blanchiment - pâte mécanique	transformation de la pâte en feuilles
1																	
2																	
3																	
4																	
5																	
6																	
7																	
8																	
9																	
10																	
11																	
12																	
13																	
14																	
15																	
16																	
17																	
18																	
19																	
20																	
21																	
22																	
23																	
24																	
25																	
26																	
27																	
28																	
29																	
30																	
31																	
MOYENNE																	

Les éléments de transformation visés dans la présente annexe sont décrits dans l'annexe H

ANNEXE G

(a. 20)



Gouvernement du Québec
Ministère de l'Environnement

Environnement industriel
Industrie des pâtes et papiers
Rapport quotidien de production

Date: _____

DONNÉES DE PRODUCTION
(tonnes métriques par jour)
**FABRICATION DU PAPIER,
DU CARTON OU DES PANNEAUX**

Compagnie: _____
Usine: _____
Adresse: _____
Période du: _____ au _____
Exploitant: _____

Jour	Éléments de transformation non visés à l'annexe F																	
	Quantité	Comp	%	Quantité	Comp	%	Quantité	Comp	%	Quantité	Comp	%	Quantité	Comp	%	Quantité	Comp	%
1	P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.		
	P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.		
	REB			REB			REB			REB			REB			REB		
2	P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.		
	P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.		
	REB			REB			REB			REB			REB			REB		
3	P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.		
	P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.		
	REB			REB			REB			REB			REB			REB		
4	P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.		
	P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.		
	REB			REB			REB			REB			REB			REB		
5	P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.		
	P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.		
	REB			REB			REB			REB			REB			REB		
6	P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.		
	P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.		
	REB			REB			REB			REB			REB			REB		
7	P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.		
	P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.		
	REB			REB			REB			REB			REB			REB		
8	P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.		
	P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.		
	REB			REB			REB			REB			REB			REB		
9	P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.		
	P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.		
	REB			REB			REB			REB			REB			REB		
10	P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.		
	P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.		
	REB			REB			REB			REB			REB			REB		
11	P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.		
	P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.		
	REB			REB			REB			REB			REB			REB		
12	P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.		
	P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.		
	REB			REB			REB			REB			REB			REB		
13	P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.		
	P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.		
	REB			REB			REB			REB			REB			REB		
14	P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.		
	P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.		
	REB			REB			REB			REB			REB			REB		
15	P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.		
	P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.		
	REB			REB			REB			REB			REB			REB		
16	P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.		
	P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.		
	REB			REB			REB			REB			REB			REB		

COMP: Composition du produit fabriqué

P.C. Partie chimique

P.M. Partie mécanique

REB Rebut

Jour	Éléments de transformation non visés à l'annexe F																	
	Quantité	Comp	%	Quantité	Comp	%	Quantité	Comp	%	Quantité	Comp	%	Quantité	Comp	%	Quantité	Comp	%
17		P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.	
		P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.	
		REB			REB			REB			REB			REB			REB	
18		P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.	
		P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.	
		REB			REB			REB			REB			REB			REB	
19		P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.	
		P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.	
		REB			REB			REB			REB			REB			REB	
20		P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.	
		P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.	
		REB			REB			REB			REB			REB			REB	
21		P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.	
		P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.	
		REB			REB			REB			REB			REB			REB	
22		P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.	
		P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.	
		REB			REB			REB			REB			REB			REB	
23		P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.	
		P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.	
		REB			REB			REB			REB			REB			REB	
24		P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.	
		P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.	
		REB			REB			REB			REB			REB			REB	
25		P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.	
		P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.	
		REB			REB			REB			REB			REB			REB	
26		P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.	
		P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.	
		REB			REB			REB			REB			REB			REB	
27		P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.	
		P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.	
		REB			REB			REB			REB			REB			REB	
28		P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.	
		P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.	
		REB			REB			REB			REB			REB			REB	
29		P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.	
		P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.	
		REB			REB			REB			REB			REB			REB	
30		P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.	
		P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.	
		REB			REB			REB			REB			REB			REB	
31		P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.	
		P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.	
		REB			REB			REB			REB			REB			REB	
MOYENNE		P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.			P.C.	
		P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.			P.M.	
		REB			REB			REB			REB			REB			REB	

COMP.: Composition du produit fabriqué

P.C.: Partie chimique

P.M.: Partie mécanique

REB: Rebuts

ANNEXE H

NOMENCLATURE DES ÉLÉMENTS DE TRANSFORMATION MENTIONNÉS DANS LES ANNEXES A, B ET F ET À L'ARTICLE 16

a) « blanchiment-pâte kraft ou bisulfite » : procédé de traitement chimique de la pâte kraft ou bisulfite afin d'accroître la blancheur de la pâte, y compris le lavage, l'épaississage, le tamisage et le nettoyage de la pâte blanchie, mais excluant les procédés de formation de la feuille, de fabrication du papier ou de séchage sur la machine ;

b) « blanchiment-pâte mécanique » : procédé de traitement chimique (à l'exception d'un traitement avec des composés d'hydrosulfite) de la pâte mécanique produite par meules ou raffineurs afin d'accroître la blancheur de la pâte, y compris le lavage, l'épaississage, le tamisage et le nettoyage de la pâte blanchie, mais excluant les procédés de formation de la feuille, de fabrication du papier ou de séchage sur la machine ;

c) « cuisson et blanchiment de pâtes à usages chimiques ou textiles au bisulfite » : procédé de fabrication de catégories spéciales de pâte au bisulfite hautement purifiée produite à partir de bois et utilisée dans la fabrication de cellulose régénérée tels la viscose, la rayonne, la cellophane, ou les dérivés de la cellulose comme les acétates, les nitrates et autres produits semblables ;

d) « cuisson kraft ou bisulfite » : procédé de transformation du bois (habituellement des copeaux de bois) au moyen de produits chimiques et d'une combinaison de chaleur et de pression (procédés kraft ou bisulfite), lesquelles opérations prennent place entre l'écorçage du bois et le procédé de formation de la feuille, mise en balles, fabrication du papier ou séchage sur la machine ;

e) « écorçage ou tambour — procédé humide » : procédé au cours duquel l'écorce est enlevée des billes ou des croûtes de bois, en culbutant celles-ci les unes contre les autres et contre le mur d'un tambour rotatif pourvu de jets d'eau ;

f) « fabrication de panneaux durs » : procédé de fabrication d'un type de panneau à partir de fibres de bois entièrement ou partiellement raffinées, et feutrées dans un panneau ayant une intervalle de masse volumique approximatif de 480 à 1 280 kilogrammes par mètre cube sous des combinaisons de pression, température et humidité soigneusement contrôlées et où des matières autres que des fibres de bois peuvent être ajoutées durant la fabrication, tels par exemple de la cire, de l'amidon, des composés à caractère phénolique ;

g) « fabrication de panneaux isolants » : procédé de fabrication d'un type de panneau à partir de fibres de bois et d'additifs feutrés et pressés ensemble de manière à obte-

nir un produit contenant une grande quantité d'air ou par stratification ou formation d'une couche non stratifiée d'épaisseur requise et au cours duquel des additifs (amidon, cire, asphalte, argile ou autres semblables) peuvent être ajoutés dans le procédé de fabrication ;

h) « fabrication de papier » : procédé comprenant le traitement des pâtes, l'addition de produits chimiques, la formation, le séchage et les procédés auxiliaires survenant sur la machine à papier et où la feuille de papier est habituellement formée sur une machine Fourdrinier ou une machine fonctionnant suivant un principe similaire ;

i) « fabrication de pâte mi-chimique pour carton à onduler » : procédé intégré de fabrication du carton à onduler à partir de pâte mi-chimique, avec ou sans addition de fibres recyclées ;

j) « fabrication intégrée de cartons couchés » : procédé de fabrication du carton à boîte blanc ou couché à partir de pâte produite à l'usine de cartons couchés et au cours duquel la feuille est formée sur une machine à carton à forme ronde ou une machine fonctionnant suivant un principe similaire ;

k) « fabrication intégrée de cartons grossiers » : procédé de fabrication du carton pour mandrins, doublure et plâtre, du papier d'emballage ou d'autres produits de carton à partir de pâte produite à l'usine de cartons grossiers et au cours duquel la feuille est formée sur une machine à carton à forme ronde ou une machine fonctionnant suivant un principe similaire ;

l) « fabrication intégrée de plusieurs produits de papier sans recyclage de l'eau blanche » : procédé de fabrication de papier, notamment celui durant lequel les changements de couleur, de revêtement de surface et autres sont effectués plusieurs fois dans une période de 24 heures et au cours duquel des additifs (argile, colle, amidon, revêtements et autres semblables) peuvent être ajoutés dans le procédé de fabrication de papier et où il est impossible d'effectuer dans le procédé de préparation de la pâte, le recyclage de l'eau blanche provenant du procédé de fabrication de papier ;

m) « fabrication intégrée d'un seul produit de papier à usages spéciaux avec recyclage de l'eau blanche » : procédé de fabrication du papier, notamment du papier couché, au cours duquel des additifs (argile, colle, amidon, revêtements ou autres semblables) peuvent être ajoutés dans le procédé de fabrication de papier et où il est possible d'effectuer le recyclage dans le procédé de préparation de la pâte, de l'eau blanche provenant du procédé de fabrication de papier ;

n) « fabrication intégrée d'un seul produit de papier avec recyclage de l'eau blanche » : procédé de fabrication du papier, notamment du papier journal, au cours duquel

il est possible d'effectuer le recyclage dans le procédé de préparation de la pâte, de l'eau blanche provenant du procédé de fabrication de papier ;

o) « fabrication intégrée d'un seul produit de papier à usages spéciaux sans recyclage de l'eau blanche » : procédé de fabrication de papier, notamment du papier tissu coloré, au cours duquel des additifs (argile, colle, amidon, revêtements ou autres semblables) peuvent être ajoutés dans le procédé de fabrication de papier, et où il est impossible d'effectuer le recyclage, dans le procédé de préparation de la pâte, de l'eau blanche provenant du procédé de fabrication de papier ;

p) « fabrication non intégrée de cartons couchés » : procédé de fabrication du carton à boîte blanc ou couché à partir de pâte achetée en balles laquelle peut être constituée de fibres secondaires, et au cours duquel la feuille est formée sur une machine à carton à forme ronde ou une machine fonctionnant suivant un principe similaire ;

q) « fabrication non intégrée de cartons grossiers » : procédé de fabrication du carton pour mandrins, doublure et plâtre du papier d'emballage ou d'autres produits de carton à partir de pâte achetée en balles, laquelle peut être constituée de fibres secondaires, et au cours duquel la feuille est formée sur une machine à carton à forme ronde ou une machine fonctionnant suivant un principe similaire ;

r) « fabrication non intégrée d'un seul produit de papier à usages spéciaux avec recyclage de l'eau blanche » : procédé de fabrication de papier, notamment le papier tissu blanc :

i. alimenté par de la pâte achetée en balles, laquelle peut être constituée de fibres secondaires ;

ii. au cours duquel des additifs (argile, colle, amidon, revêtements ou autres semblables) peuvent être ajoutés ; et

iii. où il est possible d'effectuer le recyclage dans le procédé de préparation de la pâte, de l'eau blanche provenant du procédé de fabrication de papier ;

s) « fabrication non intégrée de plusieurs produits de papier avec recyclage de l'eau blanche » : procédé :

i. alimenté par de la pâte achetée en balles, laquelle peut être constituée de fibres secondaires ;

ii. au cours duquel des additifs (argile, colle, amidon, revêtements ou autres semblables) peuvent être ajoutés ;

iii. où on effectue de fréquents changements de sortes de produits par jour, y compris des changements de couleur ; et

iv. où il est possible d'effectuer dans le procédé de préparation de la pâte, le recyclage de l'eau blanche provenant du procédé de fabrication de papier ;

t) « fabrication non intégrée de plusieurs produits de papier à usages spéciaux sans recyclage de l'eau blanche » : procédé :

i. alimenté par de la pâte achetée en balles, laquelle peut être constituée de fibres secondaires ;

ii. au cours duquel des additifs (argile, colle, amidon, revêtements ou autres semblables) peuvent être ajoutés ;

iii. où on effectue de fréquents changements de sortes de produits par jour, y compris des changements de couleur ; et

iv. où il est impossible d'effectuer dans le procédé de préparation de la pâte, le recyclage de l'eau blanche provenant du procédé de fabrication du papier ;

u) « lavage du bois » : opération consistant à laver le bois par l'une ou l'autre des méthodes suivantes identifiées comme suit :

i. « bassin » : procédé au cours duquel le bois destiné à être écorcé séjourne dans un bassin rempli d'eau fraîche ou d'effluent ;

ii. « déglacage » : procédé au cours duquel le bois non écorcé est mis en contact avec de l'eau fraîche, des effluents ou de la vapeur pour enlever la glace ;

iii. « billes » : procédé au cours duquel on enlève les particules d'écorce, de terre, de sable et de boue adhérent aux billes écorcées ou non écorcées avant leur utilisation dans la fabrique de pâtes et papiers ;

iv. « copeaux » : procédé au cours duquel des copeaux ou de la sciure de bois sont mis en contact avec de l'eau fraîche ou des effluents pour enlever des particules d'écorce, de sable, de boue, de terre ou autres, avant leur utilisation dans la fabrique de pâtes et papiers ;

v) « mise en pâte — chimico-mécanique » : procédé de transformation du bois en pâte par des opérations consécutives d'imprégnation du bois par des produits chimiques et de défibrage mécanique par des raffineurs, lesquelles opérations prennent place entre l'écorçage du bois et le procédé de formation de la feuille, de mise en balles, de fabrication de papier ou de séchage sur la machine ;

w) « mise en pâte — raffineurs ou meules » : procédé de transformation du bois en pâte par défibrage mécanique à l'aide de meules à défibrer conventionnelles ou de raffineurs, laquelle opération prend place entre l'écorçage du bois et le procédé de formation de la feuille, de mise en balles, de fabrication de papier ou de séchage sur la machine ;

x) « procédé de désencrage » : procédé au cours duquel des fibres recyclées sont débarrassées de leurs encres, de leurs agents de couchage et de leurs charges, pour être ensuite blanchies et utilisées pour la fabrication de papier ;

y) « procédé utilisant du lin, du chanvre ou des chiffons » : procédé au cours duquel la matière première, soit le lin, le chanvre ou les chiffons, est défibrée par un procédé de cuisson chimique et utilisée pour la fabrication de papier ;

z) « rendement » : le nombre de kilogrammes de pâte (sec absolu) provenant de 100 kilogrammes de bois (sec absolu) dont ont été alimentés un lessiveur, une meule, un raffineur ou un autre élément qui transforme le bois en pâte ;

aa) « transformation de la pâte en feuilles » : procédé qui suit la mise en pâte ou le blanchiment de la pâte et qui consiste à former des feuilles de pâte sèches ou humides.



c. Q-2, r.13

Règlement sur les déchets liquides

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2, a. 31, 53, 67 et 70)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient ou désignent :

a) « certificat » : un certificat délivré par le sous-ministre selon l'article 54 de la Loi pour un système de gestion de déchets liquides ;

b) « déchet liquide » : tout produit résiduaire liquide ou semi-liquide à 20°C composé de matières organiques ou inorganiques, même mélangées avec de l'eau, à l'exclusion des déchets agricoles, du sérum de lait, des boues de fosse septique ou de puisard, des boues d'usine d'épuration ou de filtration, des résidus de puisards de rue, du sang, des eaux usées sanitaires, des boues et résidus des procédés de fabrication des pâtes et papiers, des résidus d'amidon en solution dans l'eau, des résidus de cellulose et des adhésifs constitués de protéines animales ;

c) « entreposage » : le dépôt dans un ou plusieurs réservoirs de déchets liquides provenant de plusieurs producteurs, sans égard à ce qu'il s'y opère ou non une décanation naturelle des déchets ainsi déposés ;

d) « établissement » : un bâtiment ou un réservoir destiné à l'élimination, au traitement, à l'entreposage ou à l'incinération de déchets liquides provenant de plusieurs producteurs ou transporteurs ;

e) « garantie » : la garantie visée au paragraphe g de l'article 11 ;

f) « huile abat-poussière » : une huile conforme aux normes établies à l'article 5 et destinée à stabiliser et rabattre la poussière là où circulent des véhicules-automobiles ;

g) « Loi » : la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) ;

h) « permis d'exploitation » : un permis délivré par le sous-ministre selon l'article 55 de la Loi pour l'exploitation d'un système de gestion de déchets liquides ;

i) « producteur » : quiconque, n'étant pas un transporteur, produit des déchets liquides ou doit se défaire de déchets liquides ;

j) « sous-ministre » : le sous-ministre de l'Environnement.

2. Application du règlement : Le présent règlement ne s'applique pas aux déchets liquides qui sont traités dans une usine de traitement dont la construction a été autorisée selon le premier alinéa des articles 22 ou 32 de la Loi ou qui, en raison de leur volume, ne peuvent pas être transportés par camion pour fins d'élimination.

SECTION II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

3. Prohibitions : Sauf dans les cas prévus aux articles 4 et 7, nul ne peut rejeter, déposer ou déverser directement ou indirectement un déchet liquide dans l'environnement. Cette prohibition est établie au sens de l'article 20 de la Loi.

Sous réserve des dispositions du Règlement relatif aux rejets dans les réseaux d'égout établi en vertu de la Loi, la même prohibition s'applique au rejet, dépôt ou déversement de déchets liquides dans un réseau d'égout exploité par une municipalité ou par une personne visée à l'article 32.1 de la Loi.

4. Épandage d'huile abat-poussière : Nonobstant l'article 3, l'épandage d'huile abat-poussière sur une voie de circulation pour véhicules-automobiles est autorisé entre le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre de chaque année pour réduire les émissions de poussière dans l'atmosphère, à la condition expresse toutefois que cet épandage ait été requis par une municipalité, la Couronne, un organisme gouvernemental ou le propriétaire ou le locataire d'un terrain ou d'une route, le tout sous réserve du deuxième alinéa *in fine* de l'article 20 de la Loi.

L'épandage d'huile abat-poussière sur une route recouverte de pierre ou de terre est pareillement autorisé, pour les fins de la Loi, dans le cas où le propriétaire ou l'occupant d'une propriété riveraine d'une telle route veut prévenir les soulèvements de poussières mais uniquement, dans ce cas, si celui-ci en obtient la permission de la part du responsable de la route.

L'épandage d'huile abat-poussière ne peut se faire à raison de plus de 1,25 l/m² de route.

5. Caractéristiques de l'huile abat-poussière : L'huile abat-poussière qu'il est permis d'épandre sur le sol selon l'article 4 doit posséder les caractéristiques suivantes :

a) la viscosité SUS *Sayboldt Universelle Seconde* à 38°C doit être comprise entre 100 et 500 ;

b) le point d'éclair doit être 70°C minimum ;

c) le pourcentage d'eau doit être compris entre 0 et 10%.

6. Méthode d'analyse : La viscosité, le point d'éclair et le pourcentage d'eau de l'huile abat-poussière doivent être déterminés respectivement selon les méthodes D-88, D-92 et D-95-58 prévues dans l'ouvrage intitulé *ASTM Standards on Petroleum Products and Lubricants*, volume 1, 37^e édition, publié en octobre 1960 par l'*American Society for Testing and Materials*.

7. Incinération, traitement, élimination ou entreposage : Nul ne peut incinérer, traiter, éliminer ou entreposer des déchets liquides ailleurs que dans un établissement détenteur d'un permis en vigueur ou d'un certificat délivré en vertu des articles 54, 55 ou 67 de la Loi.

8. Mélanges : Il est interdit de mélanger des déchets liquides à l'effluent d'une usine.

9. Déversement : Le responsable d'un déversement de déchets liquides dans l'environnement doit procéder au nettoyage de ce déversement, même si les déchets liquides ont été déposés accidentellement.

SECTION III PERMIS D'EXPLOITATION

10. Demande de permis d'exploitation : Toute personne qui sollicite auprès du sous-ministre un permis d'exploitation pour un système de gestion des déchets liquides ou une partie d'un tel système autre que l'enlèvement et le transport des déchets liquides, doit soumettre les renseignements et documents suivants :

a) le nom complet, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant ;

b) un plan indiquant le numéro cadastral du lot, les mesures et la superficie du terrain, l'emplacement des équipements, machineries, bâtiments et réservoirs, des voies de circulation ainsi que des aires de chargement et de déchargement ;

c) une copie des plans et devis des équipements, installations et procédés de traitement, d'entreposage, d'incinération ou d'élimination des déchets liquides, y compris tout appareil ou ouvrage destiné à réduire, prévenir ou éliminer l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet de contaminants dans l'environnement ;

d) un rapport indiquant la nature et la quantité des déchets liquides qu'on prévoit recevoir, les modalités d'exploitation, d'entreposage, de traitement ou d'élimination prévues ainsi que les méthodes d'évacuation, d'élimination ou de décantation des résidus ;

e) dans le cas où le requérant est une corporation, une résolution du conseil d'administration qui autorise la présentation de la demande ;

f) un exemplaire du registre que le requérant projette d'utiliser, conformément à l'article 28.

11. Enlèvement et transport : Toute personne qui sollicite un permis d'exploitation pour l'enlèvement et le transport des déchets liquides, doit soumettre les renseignements, documents et garanties suivantes :

a) le nom complet, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant ;

b) un rapport indiquant le nombre, la capacité et le type des véhicules utilisés par le requérant pour enlever et transporter des déchets liquides ;

c) l'adresse des garages utilisés par le requérant pour y remiser ses véhicules ;

d) une déclaration indiquant la nature et la quantité des déchets que le requérant projette enlever et transporter ;

e) dans le cas où le requérant est une corporation, une résolution du conseil d'administration qui autorise la présentation de la demande ;

f) un exemplaire du registre que le requérant projette d'utiliser, conformément à l'article 30 ;

g) une garantie d'au moins 50 000 \$ constituée d'un chèque visé, d'obligations négociables du Gouvernement du Québec ou du Canada ou d'une municipalité québécoise ou d'une police de garantie émise par un assureur dûment autorisé à faire des opérations au Québec conformément à la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32).

12. Utilisation de la garantie : Le ministre de l'Environnement peut utiliser la garantie pour exécuter des travaux aux frais du requérant dans tous les cas prévus aux articles 59, 81, 82, 113, 114 et 115 de la Loi.

13. Préavis : Avant d'utiliser la garantie, le ministre de l'Environnement doit donner au détenteur du permis d'exploitation un avis préalable de 30 jours et, à l'expiration de ce délai, la garantie devient confisquée au profit du ministre à moins que le détenteur du permis d'exploitation n'ait, dans les entrefaites, effectué les travaux mentionnés à l'article 12.

14. Remise de la garantie : La garantie est remise au requérant à la date d'échéance de son permis d'exploitation.

15. Renouvellement de permis : Toute personne qui veut renouveler un permis d'exploitation doit soumettre sa demande de renouvellement au moins 3 mois avant l'échéance de son permis d'exploitation et l'accompagner d'une nouvelle garantie.

16. Permis du ministre : Le ministre de l'Environnement peut délivrer un permis en vertu de l'article 67 de la Loi pour l'élimination et le traitement des déchets liquides visés au paragraphe b de l'article 1.

SECTION IV NOUVEAUX ÉTABLISSEMENTS ET MODIFICATIONS AUX ÉTABLISSEMENTS

17. Demande de certificat : Quiconque sollicite un certificat du sous-ministre pour un nouvel établissement ou une modification à un établissement, doit soumettre les renseignements et documents suivants :

a) le nom complet, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant ;

b) le numéro cadastral du lot ou des lots qui seront utilisés ;

c) un plan détaillé indiquant les mesures et la superficie du terrain, l'emplacement des équipements, machineries, réservoirs et bâtiments futurs et actuels ainsi que des aires de chargement et de déchargement ;

d) un plan général indiquant :

i. le terrain projeté pour le nouvel établissement ou les modifications proposées ;

ii. le territoire avoisinant dans un périmètre de 400 mètres du terrain de l'établissement ainsi que le zonage de ce territoire ;

iii. le tracé des voies publiques, des voies d'accès, des cours d'eau ou des lacs et l'emplacement de toute construction et terrain de camping dans un périmètre de 150 mètres de l'établissement ;

e) les plans et devis des équipements de traitement, d'incinération ou d'élimination, y compris tout appareil ou ouvrage destiné à réduire, contrôler, contenir ou prévenir l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet de contaminants dans l'environnement ;

f) un rapport décrivant les conditions d'exploitation et d'entreposage, le fonctionnement des équipements et machineries ainsi que les méthodes d'évacuation, d'élimination ou de décantation des résidus ou déchets ;

g) une évaluation de la nature et de la quantité des déchets liquides qu'on prévoit recevoir ainsi que des résidus dont on prévoit se débarrasser.

Dans le cas d'une modification à un établissement, il n'est pas nécessaire de soumettre à nouveau les documents déjà fournis lors d'une demande de permis d'exploitation, de certificat ou autre permis présentée antérieurement pour le même établissement auprès du sous-ministre, du ministre de l'Environnement ou du ministère des Affaires municipales.

18. Certificat pour l'enlèvement et le transport : Celui qui sollicite un certificat du sous-ministre pour l'enlèvement et le transport de déchets liquides, doit fournir les renseignements et documents prévus à l'article 11.

SECTION V NORMES DE LOCALISATION DES ÉTABLISSEMENTS

19. Zonage et distances : Il est interdit d'ériger ou d'installer un établissement dans un territoire zoné par l'autorité municipale pour fins résidentielles, commerciales ou mixtes (résidentielles-commerciales) et à moins de 350 mètres d'un tel territoire. Cette distance est cependant de 150 mètres dans le cas de réservoirs d'entreposage.

Tout établissement doit de plus être situé à une distance minimale de 150 mètres de toute construction utilisée, même partiellement, à des fins d'habitation, de toute institution d'enseignement, de toute église, de tout terrain de camping ou de tout établissement visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ainsi que tout ruisseau, rivière, fleuve, lac, étang, marécage, source ou puits.

20. Superficie : Le terrain sur lequel on érige ou installe une usine destinée à l'incinération des déchets liquides doit posséder en tout temps une superficie d'au moins 25 hectares.

21. Agrandissements : Les articles 19 et 20 ne s'appliquent pas dans le cas de l'agrandissement ou de l'augmentation de la capacité d'un établissement déjà construit le 8 octobre 1975.

SECTION VI DISPOSITIONS DIVERSES

22. Produits halogénés : Un incinérateur de déchets liquides ne doit pas émettre ou permettre l'émission de plus de 150 ppm (en volume) d'acide chlorydrique dans l'atmosphère.

L'acide chlorydrique est mesuré selon la méthode décrite dans le document intitulé *Proposed Method of Test for Inorganic Chlorides in the Atmosphere, 1973 Annual Book of the American Society for Testing and Materials Standards, Part 23, Water and Atmospheric Analysis*, à la page 1061.

Les déchets liquides contenant des substances halogénées ne peuvent être brûlés par un incinérateur que si celui-ci est muni d'un dispositif de traitement des gaz conçu de façon à contrôler l'émission de produits halogénés dans l'atmosphère.

23. Entreposage : Le détenteur d'un permis d'exploitation visé à l'article 10 doit entreposer les déchets liquides dans des réservoirs fermés, étanches et, dans le cas de réservoirs de surface, complètement entourés d'une digue destinée à contenir tout déversement accidentel.

La cuvette de cette digue doit être conforme aux paragraphes a et c à g de l'article 95 du Règlement d'application de la Loi sur le commerce des produits pétroliers (c. C-31, r.1).

24. Camions-citernes : Les camions-citernes utilisés pour le transport de déchets liquides par le détenteur d'un permis d'exploitation visé à l'article 11 doivent être munis d'une vanne de sécurité conforme aux normes des articles 106 et 107 du Règlement d'application de la Loi sur le commerce des produits pétroliers, mentionné à l'article 23.

25. Entretien : Les équipements, réservoirs et machines utilisés pour la gestion de déchets liquides doivent toujours être en parfait état d'entretien et de fonctionnement.

26. Conformité : Un système de gestion des déchets liquides doit toujours être exploité conformément aux renseignements et aux données soumises en vue d'obtenir un permis d'exploitation ou un certificat.

27. Réception des déchets liquides : Un établissement ne peut prendre livraison de déchets liquides sans recevoir du producteur ou du transporteur un document indiquant la quantité et la nature des déchets liquides livrés. Le producteur ou le transporteur, le cas échéant, sont tenus de délivrer ce document.

L'établissement doit conserver ce document pendant une période de 2 ans.

28. Registre : Le détenteur d'un permis d'exploitation visé à l'article 10 doit tenir un registre indiquant la nature et la quantité des déchets liquides reçus, les dates de livraison, les noms du producteur et du transporteur, l'utilisa-

tion qui est faite de ces déchets ainsi que la destination des résidus.

Copie de ce registre doit être transmise au sous-ministre à tous les mois.

29. Registre des producteurs : Tout producteur de déchets liquides doit tenir un registre indiquant la nature et la quantité des déchets qu'il produit ainsi que le nom de celui qui les enlève, le cas échéant.

Ce registre doit être conservé par le producteur pendant une période de 2 ans.

30. Registre des transporteurs : Le détenteur d'un permis d'exploitation visé à l'article 11 doit remplir un registre indiquant la nature des déchets liquides reçus, le nom de celui dont il les a reçus, la quantité reçue, leur destination ou l'utilisation qui en est faite et les dates de réception et de livraison de ces déchets.

Copie de ce registre doit être transmise au sous-ministre à tous les mois.

31. Municipalités et gouvernement : Les exigences et normes d'exploitation imposées par le présent règlement aux détenteurs de permis d'exploitation s'appliquent également à toute municipalité, organisme gouvernemental ou ministère du gouvernement qui exploite un système de gestion de déchets liquides ou une partie d'un tel système.

Avant d'émettre un certificat, le sous-ministre doit s'assurer que le projet d'un tel exploitant est conforme à ces exigences et normes.

32. Exclusion : Les sections III à V et les articles 7, 23, 24, 26 à 28, 30 et 31 ne s'appliquent pas aux producteurs qui éliminent, traitent, incinèrent ou transportent eux-mêmes les déchets liquides qu'ils produisent au cours de leurs activités régulières.

33. Contrats : Tout contrat, convention ou entente relative à l'élimination, l'incinération ou au traitement des déchets liquides doit être rédigé par écrit et comporter une disposition déclarant que ces déchets doivent être éliminés, incinérés ou traités en conformité à la Loi et au présent règlement.

34. Analyse : L'exploitant d'un établissement peut exiger de celui qui y livre ou y dépose des déchets liquides, une analyse chimique de ceux-ci.



c. Q-2, r.14

Règlement sur les déchets solides

Loi sur la qualité de l'environnement

(L.R.Q., c. Q-2, a. 20, 31, 46, 53, 54, 55, 61, 66, 70, 71, 72, 74, 87 et 88)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « aire d'exploitation » : la partie d'un lieu d'élimination où l'on mène les opérations de dépôt, de traitement ou d'entreposage des déchets solides, y compris les surfaces prévues pour le déchargement et le stationnement des véhicules et autres équipements mobiles ;

b) « certificat » : un certificat délivré par le sous-ministre selon l'article 54 de la Loi, pour un système de gestion des déchets solides ou une partie d'un tel système ;

c) « compostage » : méthode de traitement des déchets solides par la décomposition biochimique de ceux-ci ;

d) « comté » : toute municipalité de comté désignée dans la Loi sur la division territoriale (L.R.Q., c. D-11), y compris le territoire des municipalités de cité et ville englobées dans chacun des comtés ;

e) « déchet solide » : tout produit résiduaire solide à 20°C provenant d'activités industrielles, commerciales ou agricoles, détritiques, résidu d'incinération, ordures ménagères, gravats, plâtras et autres rebuts solides à 20°C à l'exception des carcasses de véhicules automobiles, des terres et sables imbibés d'hydrocarbures, des pesticides, des produits explosifs ou spontanément inflammables, des rebuts pathologiques, des fumiers, des résidus miniers et des déchets radioactifs, des boues, des résidus de provenance industrielle contenant des substances toxiques, des résidus solides provenant des fabriques de pâtes et papiers ou des scieries ;

f) « dépotoir » : tout lieu d'élimination où l'on déposait des déchets à ciel ouvert sur le sol au 10 mai 1978 et qui n'est pas conforme aux normes prévues aux sections IV, IX et X ;

g) « eau de lixiviation » : liquide ou filtrat qui percole à travers une couche de déchets solides ;

h) « expérimental » : qui fait partie d'une expérience menée par un organisme ou un laboratoire de recherche scientifique ou technique ;

i) « exploitant » : toute personne ou municipalité qui exploite un lieu d'entreposage ou d'élimination des déchets solides ;

j) « habitation » : tout bâtiment destiné à loger des êtres humains et pourvu de systèmes d'alimentation en eau ou d'évacuation des eaux usées reliés au sol ;

k) « incinération » : méthode de traitement des déchets solides par le brûlage contrôlé de ceux-ci dans un bâtiment conçu à cette fin ;

l) « lieu d'élimination » : lieu de dépôt définitif ou de traitement des déchets solides ;

m) « Loi » : la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) ;

n) « matériaux secs » : les résidus broyés ou déchiquetés non fermentescibles et ne contenant pas de substances toxiques, le bois tronçonné, les laitiers et mâchefers, les gravats et plâtras, les pièces de béton et de maçonnerie et les morceaux de pavage ;

o) « permis » : un permis délivré par le sous-ministre selon l'article 55 de la Loi, pour un système de gestion des déchets solides ou une partie d'un tel système ;

p) « poste de transbordement » : lieu d'entreposage des déchets solides avec ou sans réduction de volume, où l'on transborde les déchets solides du camion qui en a effectué l'enlèvement dans un autre transporteur qui les porte dans un lieu d'élimination ;

q) « récupération » : méthode de traitement des déchets solides qui consiste à trier et à récupérer les matières ou produits contenus dans les déchets solides en vue de leur recyclage ;

r) « volumineux » : qui excède 1 mètre de longueur ou qui pèse plus de 25 kilogrammes ;

s) « sous-ministre » : le sous-ministre de l'Environnement.

2. Population : Dans le présent règlement, la population de toute municipalité est celle inscrite au dernier dénombrement reconnu valide par un décret du gouvernement publié à la *Gazette officielle du Québec* conformément à l'article 7 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19), de l'article 16a du Code municipal et aux dispositions de la charte de toute municipalité de cité ou de ville.

SECTION II CERTIFICAT

3. Demande de certificat : Sous réserve des cas prévus aux articles 6 et 7 et des exceptions prévues au troisième alinéa de l'article 127, toute municipalité ou personne qui sollicite un certificat pour établir ou modifier un lieu d'élimination ou d'entreposage des déchets solides doit en faire la demande par écrit et soumettre les renseignements et documents suivants :

a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant ;

b) dans le cas où le requérant est une corporation ou une association coopérative, une résolution de son conseil d'administration autorisant la présentation de la demande ;

c) dans le cas où le requérant n'est pas propriétaire du lieu d'élimination ou d'entreposage des déchets solides, une copie de tout titre, contrat, entente ou avis d'expropriation qui accorde au requérant des droits d'usage sur le fonds de terre où il projette d'établir le lieu d'entreposage ou d'élimination ;

d) un exposé général du projet d'entreposage ou d'élimination des déchets solides, y compris des données relatives à l'étendue de la région qui sera desservie, à l'importance de la population de cette région et à la nature et la quantité des déchets solides que l'on prévoit entreposer ou éliminer ;

e) un plan d'ensemble constitué d'une carte géographique ou d'une photographie aérienne indiquant :

i. les limites des lots visés par la demande de certificat, le numéro de ces lots, le rang et la désignation officielle du cadastre auquel ils appartiennent ;

ii. l'utilisation actuelle et le zonage du territoire avoisinant dans un rayon de 2 kilomètres de l'endroit où l'on envisage d'implanter le lieu d'entreposage ou d'élimination ;

iii. le tracé des voies publiques, des voies d'accès, des cours d'eau, des lacs, des marécages et des plaines de débordement ainsi que l'emplacement des secteurs boisés, des habitations et de toute autre construction située dans un rayon visé au sous-paragraphe ii ;

iv. la configuration actuelle du drainage et la topographie générale du terrain dans le rayon visé au sous-paragraphe ii ;

f) un rapport technique préparé par un ingénieur au sens de la Loi sur les ingénieurs (L.R.Q., c. I-9) et contenant les renseignements et documents techniques prévus aux articles 4 et 5, selon la nature de la demande de certificat ;

g) un exposé décrivant le mode d'administration et d'exploitation du lieu d'élimination ou d'entreposage des déchets solides, notamment en ce qui concerne les personnes qui seront chargées d'en assurer l'exploitation quotidienne.

Dans le cas où un système de récupération est établi sur le terrain d'un autre lieu d'élimination ou d'entreposage des déchets solides, le certificat doit être demandé par le propriétaire de ce lieu d'élimination ou d'entreposage des déchets solides.

4. Rapport technique pour l'enfouissement sanitaire : Toute demande de certificat soumise selon l'article 3 en vue d'établir ou de modifier un lieu d'enfouissement sanitaire des déchets solides doit être accompagnée d'un rapport technique comportant les renseignements et documents énumérés ci-dessous :

a) un plan de localisation indiquant l'emplacement et les dimensions précises du lieu d'enfouissement sanitaire projeté, l'emplacement de tous les puits dans un rayon d'un kilomètre du lieu d'enfouissement sanitaire ainsi que l'emplacement des points d'observation géologique utilisés aux fins du sous-paragraphe i du paragraphe c ;

b) une carte géologique illustrant les principaux affleurements rocheux et les principales unités de dépôts meubles dans le rayon mentionné au paragraphe a ;

c) une carte piézométrique de la nappe phréatique du terrain d'enfouissement sanitaire projeté et un calcul du temps de migration dans le sol des eaux de lixiviation jusqu'au point de résurgence ou pour parcourir une distance de 300 mètres établis à partir :

i. d'un relevé géologique réalisé par des observations effectuées au moins en 3 points appropriés jusqu'au roc ou à une couche imperméable de dépôts meubles et comprenant une description des différentes couches de dépôts meubles, la proportion d'argile, de silt, de sable, de gravier et de blocs dans chacune de ces couches et l'analyse granulométrique d'un échantillon de la couche la plus perméable ; et

ii. de l'élévation du sol et de la nappe phréatique aux points d'observation utilisés aux fins du sous-paragraphe i ;

d) un avis technique relativement aux risques de contamination des nappes d'eau souterraines et superficielles dans le voisinage du lieu d'enfouissement sanitaire projeté ;

e) les plans et devis du projet d'enfouissement sanitaire, y compris notamment :

i. un relevé topographique du terrain établissant les lignes de niveau à intervalle maximal de 1 mètre ;

ii. un relevé des servitudes réelles et personnelles qui grèvent le terrain ainsi que des équipements de surface et des équipements souterrains qui s'y trouvent ;

iii. un plan d'aménagement du terrain à échelle comprise entre 1/1 000 et 1/1 500 indiquant, entre autres, les écrans naturels, les secteurs prévus pour le creusage des tranchées ou le prélèvement des matériaux de recouvrement, les zones de déboisement, l'emplacement prévu pour les bâtiments destinés au personnel et au remisage de l'équipement, les aires de circulation des véhicules, de stockage des matériaux de recouvrement et d'entreposage des objets récupérés et l'emplacement des équipements de pesée, des clôtures, des barrières, des puits-témoins et de tout équipement de détection ou de brûlage des gaz requis ou prévu, le cas échéant ;

iv. des coupes longitudinales et transversales du terrain montrant le profil initial et final de celui-ci ainsi que l'évolution du plan d'aménagement au fur et à mesure de l'avancement des opérations ;

v. une coupe-type du terrain illustrant la superposition des couches de déchets solides compactés et recouverts ;

vi. les plans et profils du système de drainage ;

vii. les plans et devis des équipements et ouvrages destinés à recueillir et traiter les eaux de lixiviation, s'il y a lieu ;

viii. les plans et devis des équipements et ouvrages destinés à prévenir ou contrôler la migration dans le sol ou l'émission dans l'atmosphère des gaz produits par la décomposition des déchets solides qui seront enfouis, dans le cas où de tels équipements ou ouvrages sont prévus ; et

ix. un devis descriptif de l'exploitation du terrain ainsi que de l'affectation de la main d'oeuvre prévue et des dispositions qui seront prises pour l'entretien et la réparation de la machinerie et pour son remplacement en cas de bris de plus de 48 heures.

5. Rapport technique pour autres lieux d'élimination ou d'entreposage des déchets solides : Toute demande de certificat soumise selon l'article 3 en vue d'établir ou de modifier un lieu d'entreposage des déchets solides ou un lieu d'élimination visé aux sections V à IX doit être accompagnée d'un rapport technique comportant les renseignements et documents énumérés ci-dessous :

a) un plan de localisation indiquant l'emplacement précis du lieu d'élimination ou d'entreposage des déchets solides ;

b) les plans et devis de tous les équipements fixes qui seront utilisés pour entreposer ou traiter les déchets solides, y compris tout appareil ou ouvrage destiné à réduire,

contrôler, contenir ou prévenir le dépôt, le dégagement, l'émission ou le rejet de contaminants dans l'environnement, toute aire d'entreposage et tout quai de chargement et de déchargement ;

c) un devis descriptif de l'exploitation décrivant notamment les opérations, l'affectation de la main-d'oeuvre et les dispositions prises pour l'entretien, la réparation de l'équipement mécanique et son remplacement en cas de bris de plus de 48 heures ;

d) dans le cas d'un lieu de traitement de déchets solides, la mention du lieu de dépôt définitif des résidus de traitement et des déchets solides qui n'y sont pas acceptés ;

e) dans le cas d'une usine de compostage, le document requis par le paragraphe b) de l'article 4, un avis technique relativement aux risques de contamination des nappes d'eau souterraines et de surface, un plan d'aménagement du terrain et les plans et profils du système de drainage ;

f) dans le cas d'un dépôt de matériaux secs, l'objectif et la justification du projet de remplissage, le plan d'aménagement final et l'affectation prévue du terrain restauré.

6. Modification : Dans le cas d'une demande de certificat en vue de modifier un lieu d'élimination ou d'entreposage des déchets solides pour lequel un certificat a déjà été délivré antérieurement, il n'est pas nécessaire de soumettre à nouveau les renseignements et documents visés aux articles 3 à 5 dans la mesure où ils sont identiques à ceux déjà fournis en vue d'obtenir le certificat délivré précédemment. Il suffit alors que le requérant indique que ces données sont inchangées.

7. Dépôt en tranchée : Toute demande de certificat en vue d'établir un dépôt en tranchée visé à la section X doit être présentée sur la formule qui se trouve à l'annexe A. Dans ce cas, il suffit de fournir les renseignements exigés par cette formule.

8. Personnes : Toute demande de certificat soumise par une personne doit être accompagnée d'une demande de permis à moins que cette personne ne soit déjà titulaire d'un permis délivré pour la partie du système de gestion des déchets solides qui fait l'objet de la demande de certificat.

9. Exploitation : Tout lieu d'élimination doit être exploité conformément aux plans et devis soumis en vue de l'obtention du certificat.

10. Modes d'élimination permis : Les seuls lieux d'élimination ou d'entreposage de déchets solides qui peuvent être établis sont ceux régis par les sections IV à XI ou men-

tionnés au troisième alinéa de l'article 127 ou à l'article 133.

SECTION III PERMIS

11. Demande de permis : Sous réserve de l'exception prévue à l'article 14, toute personne qui sollicite un permis ou un renouvellement de permis pour exploiter un lieu d'élimination ou d'entreposage des déchets solides doit en faire la demande par écrit et soumettre les renseignements et documents prévus aux articles 3 à 6, selon le cas.

Dans le cas où la demande de permis porte sur un lieu d'élimination dont le nombre est limité ou pour lequel une distance minimale entre lieux d'élimination est prescrite selon la section XIV et jusqu'aux dates d'échéance prévues à l'article 123, cette demande doit être accompagnée d'une copie des lettres d'intention des municipalités qui sont intéressées à porter les déchets solides enlevés sur leur territoire au lieu d'élimination que le requérant se propose d'exploiter. Ces municipalités doivent toutes posséder un service d'enlèvement des déchets, avoir au moins une partie de leurs limites territoriales située à une distance inférieure ou égale à 30 kilomètres, par voie routière carrossable à l'année, du lieu d'élimination de déchets solides projeté et regrouper plus de 50% de la population de toutes les municipalités dont les limites territoriales se trouvent en tout ou en partie à l'intérieur de cette distance, sauf à distraire de cette population, celle de toute municipalité qui aurait déjà émis une lettre d'intention en faveur d'un autre lieu d'élimination pour lequel on sollicite également un permis ou un certificat ou qui élimine déjà ses déchets solides dans un lieu d'élimination visé au paragraphe *b* de l'article 133 ou dans un lieu d'élimination détenteur d'un permis ou d'un certificat.

12. Demande simultanée de certificat et de permis : Lorsqu'une demande de permis accompagne une demande de certificat soumise par la même personne, il suffit que le requérant indique qu'il sollicite également un permis. Les 2 demandes doivent être dûment complétées avant que le sous-ministre ne délivre le certificat.

13. Délivrance du permis : Le sous-ministre ne peut délivrer un permis avant que le lieu d'élimination ou d'entreposage des déchets solides n'ait été établi et aménagé conformément aux plans et devis soumis en vue de l'obtention de tout certificat déjà délivré pour ce lieu d'élimination ou d'entreposage des déchets solides.

14. Certificat déjà en vigueur : Dans le cas où le sous-ministre a déjà délivré un certificat pour le lieu d'élimination ou d'entreposage des déchets solides qui fait l'objet d'une demande de permis et que ce certificat n'a pas été ré-

voqué en vertu de l'article 59 de la Loi, il suffit au requérant de fournir les renseignements prévus aux paragraphes *a* à *d* et au paragraphe *g* du premier alinéa de l'article 3 et une déclaration à l'effet qu'il a pris connaissance de tous les documents et renseignements prévus aux paragraphes *e* et *f* du premier alinéa de l'article 3 et qu'il n'y a eu aucun changement à ce sujet.

15. Conditions : Tout permis est délivré à condition que son détenteur respecte toutes les dispositions du présent règlement et des autres règlements établis en vertu de la Loi qui s'appliquent aux activités qu'il exerce et que le lieu d'élimination ou d'entreposage des déchets solides soit exploité conformément au présent règlement.

Le permis visé au premier alinéa doit être conforme à l'annexe B.

16. Exploitations multiples : Toute personne qui exploite plusieurs lieux d'élimination ou d'entreposage de déchets solides doit obtenir autant de permis qu'il y a de lieux d'élimination ou d'entreposage.

17. Garantie : Toute demande de permis ou de renouvellement de permis doit comprendre une garantie dont le montant est déterminé selon le tableau ci-dessous et qui est constituée d'un chèque visé, d'obligations payables au porteur émises par le Gouvernement du Québec ou le Gouvernement du Canada ou par une municipalité québécoise ou d'une police de garantie émise par un assureur dûment autorisé à faire des opérations au Québec conformément à la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32) :

catégorie de lieu d'élimination ou d'entreposage des déchets solides	montant de la garantie
enfouissement sanitaire destiné à desservir moins de 20 000 habitants	25 000 \$
enfouissement sanitaire destiné à desservir entre 20 000 et 80 000 ha- bitants	50 000 \$
enfouissement sanitaire destiné à desservir plus de 80 000 habitants	100 000 \$

incinérateur, pyrolyseur, usine de compostage, poste de transbordement ou système de récupération 5% du coût d'immobilisation

dépôt de matériaux secs	25 000 \$
-------------------------	-----------

18. Police de la garantie : Toute personne qui a fourni une police de garantie dont la durée de validité est plus courte que celle du permis doit la renouveler et s'assurer qu'elle demeure en vigueur pendant toute la durée de validité du permis et pendant une période de 60 jours après la date d'échéance ou de révocation du permis. Toute personne visée par le présent article doit transmettre au sous-ministre une preuve de tout renouvellement d'une police de garantie.

Toute police de garantie doit comporter une disposition en vertu de laquelle l'assureur doit prévenir le sous-ministre en cas d'annulation de la police.

19. Utilisation de la garantie : Le ministre de l'Environnement ou le sous-ministre peut utiliser la garantie visée à l'article 17 pour exécuter ces travaux aux frais de l'exploitant dans tous les cas prévus aux articles 59, 81, 82, 84, 113, 114 et 115 de la Loi.

En cas d'utilisation de la garantie pendant la période de validité du permis, l'exploitant doit, dans un délai de 15 jours, remplacer la garantie utilisée.

20. Préavis : Avant d'utiliser la garantie, le ministre ou le sous-ministre, selon le cas, doit donner un avis préalable de 30 jours au détenteur du permis. À l'expiration de ce délai, le ministre peut employer la garantie pour les fins énumérées à l'article 19 à moins que le détenteur du permis n'ait, dans les entrefaites, effectué les travaux pour lesquels le ministre ou le sous-ministre veut utiliser la garantie.

21. Remise de la garantie : La garantie est remise à l'exploitant à la date d'échéance de son permis, sauf si elle a été utilisée par le ministre ou le sous-ministre tel que prévu aux articles 19 et 20.

22. Renouvellement de permis : Toute personne qui veut renouveler son permis doit soumettre sa demande de renouvellement au moins 6 mois avant la date d'échéance du permis qu'elle possède déjà.

SECTION IV ENFOUISSEMENT SANITAIRE

23. Zonage et plaines de débordement : Il est interdit d'établir un lieu d'enfouissement sanitaire dans une plaine de débordement ou dans tout territoire zoné par l'autorité municipale pour fins résidentielles, commerciales ou mixtes (résidentielles-commerciales) et à moins de 150 mètres d'un tel territoire.

24. Aéroport : Il est interdit d'établir un lieu d'enfouissement sanitaire à moins de 3 kilomètres d'un aéroport.

25. Voie publique : Aucun lieu d'enfouissement sanitaire ne peut être établi à moins de 152,40 mètres de tout chemin entretenu par le ministre des Transports et à moins de 50 mètres de toute autre voie publique.

26. Distance de certains lieux : L'aire d'exploitation d'un lieu d'enfouissement sanitaire doit être située à plus de 150 mètres de tout parc municipal, terrain de golf, piste de ski alpin, base de plein air, plage publique, réserve écologique créée en vertu de la Loi sur les réserves écologiques (L.R.Q., c. R-26), parc au sens de la Loi sur les parcs (L.R.Q., c. P-9), parc au sens de la Loi sur les parcs nationaux (S.R.C., 1970, c. N-13), mer, fleuve, rivière, ruisseau, étang, marécage ou batture.

27. Distance de certains immeubles : L'aire d'exploitation d'un lieu d'enfouissement sanitaire doit être située à plus de 200 mètres de toute habitation, institution d'enseignement, temple religieux, établissement de transformation de produits alimentaires, terrain de camping, restaurant ou établissement hôtelier détenteur d'un permis délivré en vertu de la Loi sur l'hôtellerie (L.R.Q., c. H-3), colonie de vacances et établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5).

28. Lacs : L'aire d'exploitation d'un lieu d'enfouissement sanitaire doit être située à plus de 300 mètres de tout lac.

29. Conditions hydrogéologiques : L'enfouissement sanitaire des déchets solides doit s'effectuer sur un terrain où les conditions hydrogéologiques sont telles que les eaux de lixiviation s'infiltrent dans le sol et que le temps de migration des eaux y est supérieur à 5 ans avant de parcourir 300 mètres ou avant d'atteindre tout puits ou source servant à l'alimentation en eau potable et situé à une distance inférieure à 300 mètres, à moins que ces eaux n'aient fait résurgence auparavant. Dans ce dernier cas, elles doivent avoir circulé dans le sol pendant plus de 2 ans à une vitesse moyenne inférieure à 150 mètres par an.

Dans le cas où on ne retrouve pas les conditions hydrogéologiques décrites au premier alinéa, l'enfouissement sanitaire peut s'effectuer à condition que l'on procède à des aménagements afin d'empêcher l'infiltration dans le sol de toute eau de lixiviation. Toutefois, il n'est pas permis d'aménager un terrain en vue d'y effectuer de l'enfouissement sanitaire si une infiltration accidentelle risquait de compromettre la qualité des eaux d'une nappe exploitée à des fins d'alimentation en eau potable.

Dans le cas où les conditions hydrogéologiques d'un terrain d'enfouissement sanitaire sont telles que les eaux provenant de ce terrain s'écoulent en surface ou font résurgence avant 2 ans, on doit y installer un système permettant le captage complet de ces eaux et le traitement de celles-ci conformément aux exigences de l'article 30.

30. Eaux de lixiviation : Les normes prévues dans le Règlement relatif aux rejets industriels dans les réseaux d'égout adopté en vertu de la Loi le (*inscrire ici la date d'adoption*) et publié à la *Gazette officielle du Québec* le (*inscrire ici la date de publication*) s'appliquent *mutatis mutandis* aux eaux de lixiviation qui sont rejetées dans un réseau d'égout sanitaire, pluvial ou combiné.

Les normes afférentes aux rejets dans les réseaux d'égout pluviaux prévues dans le Règlement relatif aux rejets industriels dans les réseaux d'égout s'appliquent *mutatis mutandis* aux eaux de lixiviation qui sont rejetées dans le réseau hydrographique.

Si un traitement est requis pour respecter les normes prescrites en vertu du présent article, celui-ci doit continuer à fonctionner après la désaffectation du lieu d'enfouissement sanitaire jusqu'à ce que les rejets soient conformes à ces normes sans nécessiter de traitement.

31. Postes de traitement des eaux : Tout poste de traitement des eaux de lixiviation doit être placé à plus de 50 mètres de toute voie publique, base en plein air, parc municipal, terrain de golf, piste de ski alpin, plage publique, réserve écologique créée en vertu de la Loi sur les réserves écologiques (L.R.Q., c. R-26), parc au sens de la Loi sur les parcs (L.R.Q., c. P-9) ou parc au sens de la Loi sur les parcs nationaux (S.R.C., 1970, c. N-13).

Tout étang ou bassin d'oxydation extérieur aéré mécaniquement et tout champ d'aspersion superficielle doit être situé à plus de 200 mètres de toute habitation, institution d'enseignement, temple religieux, établissement de transformation de produits alimentaires, terrain de camping, restaurant ou établissement hôtelier détenteur d'un permis délivré en vertu de la Loi sur l'hôtellerie (L.R.Q., c. H-3), colonie de vacances ou établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5).

Dans le cas des autres étangs et bassins d'oxydation extérieurs, cette distance est portée à 500 mètres.

32. Dissimulation : Les opérations d'enfouissement doivent être dissimulées derrière une clôture visée à l'article 33, un rideau de conifères, un talus, un accident topographique ou un autre écran naturel de manière à ce qu'elles ne puissent être vues par une personne qui se trouve sur une voie publique ou dans tout bâtiment ou parc où le public a accès.

33. Clôture de dissimulation : Si on pose une clôture en tout ou en partie autour d'un lieu d'enfouissement sanitaire pour respecter les exigences prescrites à l'article 32, cette clôture doit avoir une hauteur d'au moins 2,50 mètres, doit être verticale et doit :

a) être pleine et être constituée de bois teint ou peint, de briques, de pierre ou de panneaux de fibre de verre ou d'aluminium peint ; ou

b) être faite de planches de bois verticales ou horizontales teintées ou peintes d'une largeur d'au moins 15 centimètres séparées les unes des autres par une distance d'au plus 2,5 centimètres.

34. Talus : Si un talus est construit autour d'un lieu d'enfouissement sanitaire en vue de respecter les exigences prescrites à l'article 32 et que ce talus est lui-même visible d'une voie publique, il faut qu'il soit recouvert de végétation. Le responsable du lieu d'enfouissement doit prendre les mesures requises pour que la végétation croisse comme dans le milieu environnant.

35. Clôture pare-papiers : L'aire d'enfouissement doit en outre être pourvue d'une clôture pare-papiers d'au moins 3 mètres de hauteur destinée à empêcher l'éparpillement des papiers dans l'environnement. Cette clôture doit être aménagée sur patins pour permettre son déplacement selon les besoins. Elle doit être recourbée vers l'intérieur dans sa partie supérieure, être disposée verticalement sur le sol et être constituée de broche à carreaux n'excédant pas 5 centimètres de côté. Cette clôture doit être placée à moins de 20 mètres des opérations d'enfouissement.

36. Accès : Le chemin d'accès et les aires de circulation du lieu d'enfouissement sanitaire doivent être carrossables en toute saison pour des camions de 10 tonnes métriques.

37. Abri : Lorsqu'un lieu d'enfouissement sanitaire est en opération plus de 16 heures par semaine, on doit y aménager un abri chauffé pourvu d'eau potable, d'un téléphone ou d'un radio-émetteur-récepteur, d'éclairage et d'un cabinet d'aisance.

38. Drainage : Tout lieu d'enfouissement sanitaire doit être pourvu d'un système de drainage conçu pour empêcher que le ruissellement des eaux de surface ne communique avec les déchets solides déposés sur le lieu d'enfouissement sanitaire.

39. Zone-tampon : Tout lieu d'enfouissement sanitaire doit être pourvu d'une zone-tampon d'une largeur d'au moins 10 mètres entre les limites de l'aire d'enfouissement des déchets solides et tout terrain voisin occupé par une personne autre que l'exploitant du lieu d'enfouissement sanitaire.

Dans le cas où cette zone-tampon est boisée, on doit y conserver les arbres existants afin de maintenir l'encadrement forestier naturel.

40. Affichage : Tout lieu d'enfouissement sanitaire doit être clairement identifié comme tel à l'entrée au moyen d'une affiche indiquant qu'il s'agit d'un lieu d'enfouissement sanitaire et mentionnant le nom et l'adresse du propriétaire ainsi que les heures d'ouverture du lieu d'enfouissement sanitaire.

Toute personne qui exploite un lieu d'enfouissement sanitaire doit également afficher son permis.

41. Contenant à l'entrée : L'exploitant d'un lieu d'enfouissement sanitaire doit placer à l'entrée de son terrain un contenant étanche d'une capacité minimale de 2 m³ destiné à recevoir les déchets solides en dehors des heures d'ouverture.

42. Opérations journalières : Les déchets solides déposés dans un lieu d'enfouissement sanitaire doivent être compactés mécaniquement en couches uniformes dont l'épaisseur ne doit pas excéder 2 mètres et la surface de chaque couche ainsi compactée doit être recouverte d'au moins 20 centimètres d'un matériau de recouvrement visé à l'article 48 au fur et à mesure de la progression de la couche de déchets solides compactés.

Le front de la couche de déchets solides doit être également compacté et recouvert de 20 centimètres du même matériau de recouvrement après chaque journée d'opération dans le cas où on interrompt les opérations d'enfouissement pour une durée supérieure à 8 heures et au moins une fois par jour dans le cas d'opérations d'enfouissement continues. Toute opération interrompue pour une durée égale ou inférieure à 8 heures est réputée une opération d'enfouissement continue.

43. Réaménagement progressif : Les opérations d'enfouissement sanitaire doivent s'effectuer par section de terrain, de façon à permettre le réaménagement progressif de celui-ci. La séquence des opérations dans une section de

terrain doit être telle que les déchets solides ne soient jamais laissés plus de 6 mois avec le seul recouvrement journalier.

À cette fin, on doit y superposer une nouvelle couche de déchets solides ou y effectuer un nouveau recouvrement d'au moins 20 centimètres d'épaisseur. Dès que, dans une section de terrain, le niveau prévu au plan d'aménagement a été atteint, l'exploitant du lieu d'enfouissement sanitaire doit procéder au recouvrement final en la manière prévue à l'article 45.

44. Déchets solides broyés : Lorsque les déchets solides déposés sur un lieu d'enfouissement sanitaire ont été préalablement broyés mécaniquement et réduits en pièces dont 90% ont un diamètre inférieur à 10 centimètres, aucun recouvrement régulier n'est requis.

45. Recouvrement final et revégétation : Le recouvrement final d'un lieu d'enfouissement sanitaire doit être constitué d'au moins 60 centimètres de terre. Cependant, lorsque l'épaisseur des couches de déchets solides superposées atteint ou dépasse 6 mètres, le recouvrement final doit être constitué d'au moins 120 centimètres de terre. Dans tous les cas, l'aire d'enfouissement doit être régaliée suivant une pente minimale de 2% et n'excédant pas 30%.

Les trous, affaissements et failles doivent être remplis ou réparés jusqu'à stabilisation complète du sol. L'exploitant du lieu d'enfouissement sanitaire doit ensemercer le sol et prendre toutes les mesures requises pour que la végétation croisse toujours 2 ans après le recouvrement final.

46. Équipement requis : L'exploitant d'un lieu d'enfouissement sanitaire doit disposer de l'équipement roulant requis pour aménager le terrain et étendre, compacter et recouvrir les déchets solides ainsi que pour le chargement et le transport des matériaux de recouvrement visés à l'article 48, de même que pour l'excavation de tranchées, s'il y a lieu.

47. Compacteur mécanique : Lorsqu'un lieu d'enfouissement sanitaire dessert 50 000 personnes ou plus, la compaction doit s'effectuer au moyen d'un compacteur mécanique conçu spécialement à cette fin.

48. Matériau de recouvrement : Les matériaux de recouvrement requis selon l'article 42 doivent être constitués de terre contenant moins de 30% d'argile ou être constitués de sable, de mâchefer ou de gravier dont les particules ont un diamètre moyen inférieur à 1 centimètre.

Les résidus d'incinération des déchets solides contenant moins de 5% (en poids) d'imbrûlés et dont la ferraille a été retirée peuvent également servir de matériau de recouvrement.

Les matériaux de recouvrement visés au présent article ne doivent contenir aucune substance susceptible d'être diffusée dans l'atmosphère par l'effet du vent.

49. Réserve : Le responsable d'un lieu d'enfouissement sanitaire doit prévoir une réserve de matériaux de recouvrement utilisables et accessibles en tout temps, de sorte à pouvoir effectuer en toute saison les recouvrements requis par le présent règlement.

50. Surélévation : Sauf sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal, la surélévation d'un lieu d'enfouissement sanitaire par les couches de déchets solides ne doit pas être supérieure à 4 mètres par rapport au profil environnant.

51. Surveillance : L'exploitant d'un lieu d'enfouissement sanitaire doit exercer une surveillance continue des opérations d'enfouissement pendant les heures d'ouverture.

52. Accès interdit : En dehors des heures d'ouverture ou en l'absence des préposés à la compaction et au recouvrement, l'accès à un lieu d'enfouissement sanitaire doit être interdit aux véhicules-automobiles au moyen d'une barrière ou de tout autre obstacle placé à moins de 20 mètres de la voie publique.

53. Dépôt des déchets solides : Les déchets solides ne peuvent être déposés dans un lieu d'enfouissement sanitaire alors que l'accès en est interdit selon l'article 52, sauf s'ils sont déposés dans le contenant placé à cette fin à l'entrée du lieu d'enfouissement sanitaire conformément à l'article 41.

54. Déchets acceptables : L'exploitant d'un lieu d'enfouissement sanitaire ne peut y accepter que des déchets solides, des déchets biomédicaux non contaminés et solides à 20°C autres que des déchets anatomiques humains, des résidus non toxiques solides à 20°C provenant d'une fabrique de pâtes et papiers ou d'une scierie, des boues pelletables non toxiques et au plus 100 m³ de terres et sables imbibés de moins de 5% en poids d'hydrocarbures par période de 4 mois consécutifs.

55. Prohibition : Nul ne peut déposer ou permettre le dépôt sur un lieu d'enfouissement sanitaire d'un déchet exclu par l'article 54. La présence d'un tel déchet dans le sol d'un lieu d'enfouissement sanitaire est prohibée au sens de l'article 20 de la Loi.

56. Pneus : Nonobstant les autres dispositions du présent règlement, l'exploitant d'un lieu d'enfouissement sanitaire ne peut accepter une quantité quotidienne de pneus

non déchiquetés qui excède 1% du volume total de déchets solides déposés quotidiennement dans le lieu d'enfouissement sanitaire.

57. Brûlage : Il est interdit de brûler ou de tolérer le brûlage de déchets sur un lieu d'enfouissement sanitaire.

La présence dans l'environnement de toute fumée provenant d'une telle combustion est prohibée au sens du deuxième alinéa de l'article 20 de la Loi.

58. Nettoyage des lieux : Les voies d'accès, les clôtures pare-papiers et les abords de tout terrain d'enfouissement sanitaire doivent être nettoyés après chaque journée d'opération de sorte qu'il n'y subsiste plus aucun déchet solide.

59. Extermination : L'exploitant de tout lieu d'enfouissement sanitaire doit faire usage de poison lorsque requis pour exterminer les rats et la vermine pendant l'exploitation de son terrain d'enfouissement. Il doit également faire usage de poison pendant une période de 3 mois après la fermeture définitive du lieu d'enfouissement sanitaire.

60. Exception saisonnière : Pendant toute période de l'année où la population desservie par un lieu d'enfouissement sanitaire baisse en-deçà de 2 000 personnes, il est permis d'exploiter ce lieu d'enfouissement sanitaire selon les normes prévues aux articles 97 et 100 au lieu des articles 42 et 43, à condition que ces articles 97 et 100 soient rigoureusement respectés.

SECTION V INCINÉRATION

61. Application de cette section : La présente section ne s'applique qu'aux incinérateurs d'une capacité supérieure à une tonne métrique/heure.

62. Zonage : Tout incinérateur doit être placé dans un secteur zoné à des fins industrielles par l'autorité municipale compétente et à plus de 150 mètres des limites d'une telle zone.

63. Réception des déchets : Tout incinérateur doit être pourvu d'une fosse ou d'une aire de réception des déchets située à l'intérieur d'un bâtiment et maintenue sous pression négative.

La fosse à déchets est obligatoire pour un incinérateur d'une capacité supérieure à 50 tonnes métriques/jour.

Toute aire de réception des déchets solides doit être nettoyée à la fin de chaque journée d'opération.

64. Pyromètre : La chambre de combustion de tout incinérateur doit être pourvue d'un pyromètre à enregistre-

ment continu. Les résultats ainsi enregistrés doivent être conservés pendant un an par l'exploitant de l'incinérateur.

65. Lieu d'élimination complémentaire : Les résidus de l'incinération des déchets solides doivent être éliminés dans un lieu d'enfouissement sanitaire visé dans la section IV. Il en est de même des déchets solides qui ne sont pas acceptés à l'incinérateur.

Avant d'être ainsi éliminés, les résidus d'incinération doivent être éteints et refroidis.

66. Émission de contaminants dans l'atmosphère : Tout incinérateur doit respecter les normes d'émission de contaminants dans l'atmosphère prévues dans le Règlement sur la qualité de l'atmosphère (c. Q-2, r.20).

67. Eaux usées : Les articles 30 et 31 s'appliquent *mutatis mutandis* aux eaux de procédé utilisées dans un incinérateur pour refroidir les cendres ou pour diminuer les rejets de contaminants dans l'atmosphère, de même qu'aux eaux provenant de la fosse et de l'aire de réception de déchets.

68. Autres exigences : Les exigences prescrites aux articles 26, 27, 28, 40, 51 et 54 s'appliquent *mutatis mutandis* aux incinérateurs.

SECTION VI RÉCUPÉRATION

69. Normes de localisation : Tout système de récupération des matières et produits contenus dans les déchets solides, doit être établi conformément à l'article 62 ou aux normes de localisation prévues aux articles 23, 25, 26, 27 et 28 sauf si ce système est établi sur le terrain d'un autre lieu d'élimination ou d'entreposage de déchets solides. Dans ces derniers cas, les normes de localisation afférentes à ce lieu d'élimination ou d'entreposage des déchets solides s'appliquent au système de récupération.

70. Bâtiment : Les opérations de décharge, de tri, de transformation et de récupération doivent s'effectuer à l'intérieur de bâtiments sauf si le système de récupération est établi sur un lieu d'enfouissement sanitaire.

71. Opérations : Les opérations de récupération sur un autre lieu d'élimination ou d'entreposage des déchets solides doivent se faire selon une séquence qui s'intègre à l'exploitation du lieu d'élimination ou d'entreposage de déchets solides sans en affecter le fonctionnement.

72. Récupération sur un lieu d'enfouissement sanitaire : Sur un lieu d'enfouissement sanitaire, la récupération doit s'effectuer sur une aire distincte de l'aire d'en-

fouissement. À la fin de chaque journée d'opération, les matières et produits récupérés doivent être transportés sur l'aire d'entreposage visée à l'article 73 et les déchets solides non récupérés et les résidus de la récupération doivent être enfouis en la manière prévue dans la section IV.

73. Entreposage : S'ils sont déposés sur un lieu d'élimination ou d'entreposage des déchets solides ou sur une surface contiguë, les matières et produits récupérés doivent être entreposés par catégorie, dans un bâtiment ou à ciel ouvert sur des aires d'entreposage clôturées. Ils doivent être placés en tas ou dans des contenants.

Les normes prévues aux articles 32 à 34 s'appliquent *mutatis mutandis* aux aires d'entreposage de matières et produits récupérés qui sont établies sur un lieu d'élimination ou d'entreposage de déchets solides ou qui leur sont contiguës. Dans ce dernier cas, les normes afférentes à ce lieu d'élimination s'appliquent également à ces aires d'entreposage.

74. Récupération manuelle : La récupération manuelle à partir d'ordures ménagères n'est permise que si elle fait partie intégrante d'un système mécanisé de récupération.

75. Obligation : Toute forme de récupération ou de ramassage d'objets sur un lieu d'élimination ou d'entreposage des déchets solides doit s'effectuer conformément à la présente section.

76. Lieux permis : La récupération ne peut s'effectuer que sur un lieu d'élimination ou d'entreposage de déchets solides, à l'exception d'un dépôt de matériaux secs, d'un dépôt en tranchée et d'un dépôtoir.

77. Eaux usées : Les eaux de procédé, les eaux provenant de la fosse à déchets solides et les eaux provenant du lavage des planchers d'un bâtiment visé à l'article 70 sont soumises *mutatis mutandis* aux exigences énoncées à l'article 30 et 31.

78. Résidus : Les résidus provenant d'un système de récupération doivent être éliminés la journée même sur un lieu d'élimination conforme au présent règlement et assujetti à la limitation prévue à la section XIV ou entreposés dans un contenant.

79. Brûlage : Il est interdit de brûler ou de tolérer le brûlage de quelque matière que ce soit sur un terrain où se trouve un système de récupération. Le deuxième alinéa de l'article 57 s'applique *mutatis mutandis*.

SECTION VII COMPOSTAGE

80. Normes de localisation : Toute usine de compostage de déchets solides doit être établie conformément aux normes de localisation prévues aux articles 23, 26, 27 et 28 sauf que la distance visée à l'article 27 est portée à 300 mètres.

81. Autres normes : Les articles 40, 54, 57, 65 et 77 s'appliquent *mutatis mutandis* aux usines de compostage.

82. Déchets acceptables : Outre ce qui est prévu à l'article 54, l'exploitant d'une usine de compostage peut également y recevoir des boues non pelletables et non toxiques.

SECTION VIII PYROLYSE

83. Normes de localisation : Toute usine de pyrolyse doit être établie conformément aux normes de localisation prévues aux articles 26, 27, 28 et 62.

84. Autres normes : Les articles 40, 54, 65, 66 et 67 s'appliquent *mutatis mutandis* aux usines de pyrolyse.

SECTION IX DÉPÔT DE MATÉRIAUX SECS

85. Pratique limitée : Les matériaux secs peuvent être déposés sur le sol à ciel ouvert seulement dans le cadre d'un projet de remplissage d'une excavation, d'une carrière ou d'une sablière dont la profondeur moyenne est égale ou supérieure à 3 mètres.

86. Déchets acceptables : L'exploitant d'un dépôt de matériaux secs régi par la présente section ne peut y recevoir que des matériaux secs et des matériaux d'excavation.

Nul ne peut déposer ou permettre le déchargement sur un dépôt de matériaux secs d'un déchet dont la présence n'y est pas permise selon le premier alinéa. La présence d'un tel déchet dans le sol d'un dépôt de matériaux secs est prohibée au sens de l'article 20 de la Loi.

87. Opérations : Les matériaux secs déposés doivent être régalez et recouverts complètement d'une couche de matériel granulaire visé au premier alinéa de l'article 48 au moins une fois par mois pendant les mois d'opération.

88. Autres normes d'exploitation : Les articles 32, 33, 34 et 40 et le troisième alinéa de l'article 48 s'appliquent *mutatis mutandis* en tout temps aux dépôts de matériaux secs.

89. Profil final : À la fin du projet de remplissage, le profil final d'un dépôt de matériaux secs, y compris la couche de recouvrement final, ne doit pas dépasser le profil du terrain environnant.

90. Recouvrement final : Dès que le remplissage d'un dépôt de matériaux secs est complété jusqu'à une profondeur de 60 centimètres ou 120 centimètres sous le profil du terrain environnant, selon les cas visés à l'article 45, l'exploitant du dépôt de matériaux secs doit procéder immédiatement au recouvrement final en la manière visée à l'article 45.

91. Brûlage : Il est interdit de brûler ou de tolérer le brûlage de quelque matière que ce soit sur un dépôt de matériaux secs. Le deuxième alinéa de l'article 57 s'applique *mutatis mutandis*.

92. Désaffectation ou suspension des activités : Lorsqu'un dépôt de matériaux secs est désaffecté ou lorsqu'il demeure inutilisé pendant une période de 12 mois consécutifs, il doit être recouvert en la manière indiquée aux articles 89 et 90.

SECTION X DÉPÔT EN TRANCHÉE DE DÉCHETS SOLIDES

93. Pratique limitée : Il est permis d'établir un dépôt en tranchée de déchets solides uniquement dans le but de recevoir les déchets solides des populations qui habitent les territoires suivants :

- a) tout territoire non organisé en municipalité locale ;
- b) toute municipalité ou partie de municipalité dont la population n'est pas desservie par un service organisé d'enlèvement des ordures ménagères ;
- c) toute municipalité ou partie de municipalité dont la population desservie par un service organisé d'enlèvement des ordures ménagères est inférieure à 2 000 habitants et qui est située à plus de 30 kilomètres, par voie routière carrossable à l'année, d'un lieu d'élimination pour lequel un certificat ou un permis a été délivré conformément aux sections IV, V, VII, VIII et XI ;
- d) toute municipalité de moins de 2 000 habitants dont les limites se trouvent entièrement à une distance de plus de 30 kilomètres, par voie routière carrossable à l'année, d'un lieu d'élimination pour lequel un certificat ou un permis a été délivré conformément aux sections IV, V, VII, VIII et XI ; ou
- e) les municipalités de ville de Fermont, Schefferville, Murdochville, Gagnon, Témiscaming et Ville-Marie et la municipalité de Havre Saint-Pierre.

94. Population maximale : Un dépôt en tranchée de déchets solides ne peut desservir plus de 2 000 personnes, sauf dans les cas prévus au paragraphe e de l'article 93.

95. Normes de localisation : Tout dépôt en tranchée de déchets solides doit être placé à une distance d'au moins :

a) 150 mètres de toute mer, fleuve, rivière, ruisseau, étang, marécage, batture ou réserve écologique créée en vertu de la Loi sur les réserves écologiques (L.R.Q., c. R-26) ;

b) 300 mètres de tout lac ; et

c) 500 mètres de toute habitation, institution d'enseignement, temple religieux, établissement de transformation de produits alimentaires, de tout puits ou source servant à l'alimentation humaine.

96. Aménagement : Tout dépôt en tranchée établi en forêt doit être entouré :

a) d'une zone nettoyée jusqu'au sol minéral, dont la largeur doit équivaloir à 1/100 du périmètre du dépôt en tranchée et ne jamais être inférieure à 15 mètres ; et

b) d'une barrière non combustible ou d'un remblai d'une hauteur minimale de 2,50 mètres placé sur le périmètre intérieur de la zone nettoyée.

97. Creusage de tranchée : Les déchets solides éliminés selon le mode visé dans la présente section doivent être déposés dans une tranchée creusée à cette fin et autour de laquelle on doit disposer tous les matériaux de déblai qui seront requis ultérieurement pour recouvrir les déchets solides déposés dans cette tranchée.

98. Nappe phréatique : Le fond de la tranchée visée à l'article 97 doit être à une distance minimale de 30 centimètres au-dessus du plus haut niveau de la nappe phréatique.

99. Déchets acceptables : L'exploitant d'un dépôt en tranchée ne peut y recevoir que des déchets solides.

100. Recouvrement : Les déchets solides éliminés selon le mode visé dans la présente section doivent être recouverts d'au moins 15 centimètres de matériau de déblai visé à l'article 97 au moins une fois par semaine pendant les mois de juin, juillet, août et septembre.

Lorsque la hauteur des déchets solides atteint le niveau initial du sol, la tranchée doit être refermée et le terrain doit être régalé.

SECTION XI POSTES DE TRANSBORDEMENT

101. Application : La présente section ne s'applique pas aux postes de transbordement qui reçoivent moins de 5 tonnes métriques/jour de déchets solides.

102. Bâtiment : Les opérations de déchargement et d'entreposage des déchets solides dans un poste de transbordement doivent s'effectuer à l'intérieur d'un bâtiment.

103. Autres normes : Les normes prévues aux articles 26, 27, 28, 40, 57 et 62 s'appliquent *mutatis mutandis* aux postes de transbordement.

SECTION XII ENLÈVEMENT ET TRANSPORT DES DÉCHETS SOLIDES

104. Fréquence : Tout service d'enlèvement des ordures ménagères établi dans une municipalité régie par la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) doit comprendre au moins 2 enlèvements par semaine, entre le 15 avril et le 15 octobre, sauf si le jour d'enlèvement est un jour férié, et 1 enlèvement par semaine pendant le reste de l'année. Dans le cas des municipalités régies par le Code municipal, le service d'enlèvement des ordures ménagères doit comprendre au moins 1 enlèvement par semaine.

105. Déchets solides volumineux : Tout service d'enlèvement des ordures ménagères établi dans une municipalité doit comprendre un enlèvement de déchets solides volumineux au moins deux fois par année, le printemps et l'automne.

Les déchets solides volumineux doivent être empilés de façon ordonnée ou liés en paquet pour éviter leur éparpillement et faciliter leur enlèvement.

106. Contenants : Les déchets solides destinés à l'enlèvement doivent être placés dans l'un ou l'autre des contenants suivants :

a) une poubelle fermée et étanche, fabriquée de métal ou de matière plastique, munie de poignées et d'un couvercle et dont la capacité maximale est de 100 litres lorsque l'enlèvement se fait manuellement ;

b) un sac non retournable de plastique dont l'épaisseur minimale moyenne est de 0,040 millimètre (1,57 mil) ; ou

c) tout autre contenant non retournable qui ne laisse échapper aucun déchet solide.

107. Poids maximal : Le poids maximal de tout contenant rempli de déchets solides et destiné à un service d'enlèvement des déchets solides ne doit jamais excéder 25 kilogrammes dans tous les cas où l'enlèvement des déchets solides s'effectue manuellement.

108. Dépôt pour enlèvement : Les ordures ménagères destinées à un service d'enlèvement d'ordures ménagères doivent être déposées en bordure de la voie publique au plus tôt 12 heures avant le moment prévu pour l'enlèvement. Les contenants vides doivent être retirés au plus tard 12 heures après l'enlèvement des ordures ménagères.

109. Cendres et mâchefers : Toute personne desservie par un service d'enlèvement des déchets solides et qui désire se débarrasser de cendres et mâchefers, doit s'assurer que ceux-ci sont éteints et refroidis avant de les placer pour l'enlèvement.

110. Véhicule : La benne de tout camion utilisé pour les fins d'un service d'enlèvement des déchets solides doit être étanche et ne doit pas laisser tomber de déchets solides sur le sol. Un tel camion doit servir exclusivement au transport de déchets, de terre, d'agrégats ou de neige.

Le nom ou la raison sociale du propriétaire, ainsi que son adresse doivent être inscrits sur le camion.

SECTION XIII SYSTÈME INTERMUNICIPAL DE GESTION DES DÉCHETS

111. Répartition des coûts : Lorsque le ministre émet une ordonnance en vertu de l'article 61 de la Loi, le sous-ministre peut, à défaut d'entente entre les municipalités concernées, répartir les coûts d'un système de gestion des déchets ou une partie de celui-ci selon les critères suivants, soustraction faite de toute subvention gouvernementale :

a) investissements initiaux : tous les frais d'investissements initiaux, notamment l'achat des biens meubles et immeubles, la construction des voies d'accès, des clôtures, des barrières et des bâtiments, de même que les frais d'ingénierie et le fonds de roulement requis pour la première année d'opération sont répartis au prorata de la population desservie de chacune des municipalités ;

b) frais d'exploitation et d'entretien : tous les frais d'exploitation et d'entretien à l'exclusion des frais d'amortissement du capital, sont répartis selon les quantités mesurées au cours d'une période continue d'un mois, au moyen d'une balance installée temporairement à cette fin. Les frais de location et d'installation de la balance sont considérés comme des frais d'exploitation pour les fins de cette répartition.

SECTION XIV LIMITATION DU NOMBRE DE LIEUX D'ÉLIMINATION

112. Nombre maximal : Le nombre maximal permis de lieux d'élimination pour chacun des territoires décrits au tableau suivant est déterminé à raison d'un seul par tranche de population indiquée pour chaque territoire et à la condition que l'on respecte la norme de distance minimale prescrite dans chaque cas entre chaque lieu d'élimination :

TABLEAU

Territoire	Distance minimale entre 2 lieux d'élimination (en kilomètres par voie routière carrossable à l'année)	Population
L'ensemble des comtés de Vaudreuil et de Soulanges	15	75 000 personnes
Comté de Terrebonne	10	75 000 personnes
L'ensemble des comtés d'Argenteuil et de Deux-Montagnes	20	30 000 personnes
Comté de Laprairie	10	100 000 personnes
L'ensemble des comtés de Saint-Jean et Iberville	15	50 000 personnes
Comté de Maskinongé	aucune	35 000 personnes
Comté de Verchères	15	100 000 personnes
L'ensemble des comtés de L'Assomption et de Montcalm	15	40 000 personnes
L'ensemble des comtés de Joliette et de Berthier	20	35 000 personnes
L'ensemble des comtés de Richelieu et de Yamaska	15	50 000 personnes
L'ensemble des comtés de Shefford, Brome, Missisquoi, Saint-Hyacinthe, Bagot et Rouville	20	40 000 personnes
L'ensemble des quatre comtés de Napierville, Châteauguay, Beauharnois et Huntingdon	15	50 000 personnes
Comté de Lévis	20	50 000 personnes
Comté d'Arthabaska	25	50 000 personnes

Territoire	Distance minimale entre 2 lieux d'élimination (en kilomètres par voie routière carrossable à l'année)	Population
Comté de Portneuf	20	25 000 personnes
Comté de Lotbinière	25	20 000 personnes
L'ensemble des comtés de Sherbrooke, Compton et Stanstead	20	50 000 personnes
L'ensemble des comtés de Champlain et Saint-Maurice jusqu'aux limites nord des municipalités de Boucher, Saint-Roch-de-Mékinac et Saint-Jean-des-Piles	15	60 000 personnes
Comté de Chicoutimi	25	75 000 personnes
Comté de Lac-Saint-Jean-Est	20	25 000 personnes
Comté de Matane	30	40 000 personnes
Comté de Gaspé-Est	25	15 000 personnes
Comté de Gaspé-Ouest	30	15 000 personnes
L'ensemble des comtés de Montmorency no 1 et no 2	20	50 000 personnes
Île Jésus	10	200 000 personnes
Communauté régionale de l'Outaouais	15	50 000 personnes
Comté de Rimouski	25	40 000 personnes
Comté de Matapédia	30	30 000 personnes
Comté de Bonaventure	30	15 000 personnes

La distance minimale prescrite au tableau ci-dessus ne s'applique qu'entre 2 lieux d'élimination situés à l'intérieur d'un même territoire mentionné à ce tableau. Chaque tranche de population indiquée donne droit à un lieu d'élimination, même si la population totale d'une tranche n'est pas atteinte.

113. Autres territoires : À l'extérieur des territoires visés au tableau de l'article 112, sauf dans le cas du territoire de la Communauté urbaine de Montréal et de la Communauté urbaine de Québec, la distance minimale entre 2 lieux d'élimination est de 20 kilomètres.

114. Exceptions : Les limitations prévues aux articles 112 et 113 ne s'appliquent pas aux dépôts de matériaux secs visés à la section IX, aux dépôts en tranchée visés à la section X, aux lieux d'élimination à l'usage exclusif d'un seul établissement industriel, aux dépotoirs, aux lieux de traitement des déchets solides où l'on pratique une récupération de matériaux et produits à partir d'un enlèvement sélectif auprès des producteurs de déchets solides, ni aux lieux d'élimination visés au troisième alinéa de l'article 127 ni aux systèmes de récupération établis sur le terrain d'un autre lieu d'élimination ou d'entreposage des déchets solides.

115. Obligation de recevoir les déchets solides : À l'exception des cas visés à l'article 114, l'exploitant de tout lieu d'élimination est tenu d'accepter tous les déchets solides qui y sont apportés, compte tenu des stipulations du présent règlement.

116. Lieux d'élimination complémentaires : Pour les fins de la présente section, un lieu d'élimination comprend tout lieu complémentaire destiné à recevoir uniquement les résidus de traitement et les déchets solides qui ne sont pas acceptés dans le lieu d'élimination principal.

117. Obligation d'exploiter : Dans le cas où un permis ou un certificat pour un lieu d'élimination a pour effet d'empêcher la délivrance d'un permis ou d'un certificat pour un autre lieu d'élimination dans le même territoire en raison des articles 112 ou 113, le détenteur du permis ou du certificat doit entreprendre l'exploitation du lieu d'élimination dans les 6 mois de la date de délivrance de ce permis ou certificat. Le détenteur d'un tel permis ou certificat ne peut, pour quelque raison que ce soit, en interrompre l'exploitation pendant plus de 3 mois consécutifs.

118. Application administrative : Pour l'application administrative de la présente section, le nombre de lieux d'élimination dans un territoire quelconque est calculé à la date où une demande de permis ou de certificat est complétée auprès du sous-ministre.

Dans le cas où on a omis ou négligé d'entreprendre l'exploitation d'un lieu d'élimination et dans le cas où on en interromp l'exploitation contrairement à l'article 117, le sous-ministre peut délivrer un permis ou un certificat pour un autre lieu d'élimination dans le même territoire après avoir révoqué le premier permis ou certificat en vertu de l'article 59 de la Loi pour cause de non-exploitation.

SECTION XV

ENQUÊTE DU SOUS-MINISTRE SELON L'ARTICLE 56 DE LA LOI

119. Publication et affichage des avis : Lorsque le ministre demande au sous-ministre de tenir une enquête aux fins de déterminer si un lieu d'élimination ou d'entreposage des déchets devrait être exempté de l'application d'un règlement municipal conformément à l'article 56 de la Loi, le sous-ministre fait afficher un avis public dans la municipalité selon la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) ou le Code municipal.

Cet avis doit également être publié deux fois, à moins de 3 jours d'intervalle, dans un journal distribué dans la municipalité concernée par la demande de permis.

120. Contenu de l'avis : L'avis prévu à l'article 119 doit énoncer les principales caractéristiques de la demande de permis et indiquer le règlement municipal auquel elle contrevient.

Cet avis doit également indiquer l'endroit, l'heure et la date auxquels aura lieu une assemblée publique présidée par le sous-ministre ou par un enquêteur désigné selon l'article 123 de la Loi, aux fins d'entendre les représentations des intéressés relativement à l'opportunité de soustraire la personne qui demande le permis de l'application du règlement municipal. L'avis doit enfin mentionner que les personnes ou municipalités intéressées doivent, si elles veulent être entendues lors de l'assemblée publique, transmettre au sous-ministre un mémoire résumant leur intervention ou s'inscrire dans un registre au début de cette assemblée publique.

121. Intervention : Seuls les intéressés qui ont transmis un mémoire au sous-ministre ou qui se sont inscrits au registre au début de l'assemblée publique, ont le droit d'intervenir durant cette assemblée.

122. Lieu de l'assemblée : L'assemblée publique que tient le sous-ministre pour entendre les représentations des intéressés aux fins de déterminer si un lieu d'élimination ou d'entreposage des déchets solides doit être exempté d'un règlement municipal, doit toujours être tenue dans le territoire de la municipalité concernée par la demande de permis.

SECTION XVI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

123. Période transitoire : Toute personne ou municipalité qui, le 10 mai 1978, exploite ou possède un dépotoir doit, dans les délais indiqués au tableau suivant, le fermer et le désaffecter en la manière prescrite à l'article 126 ou le transformer en un lieu d'élimination conforme aux sections IV, IX ou X :

Région administrative où se trouve le dépotoir	Délai accordé
Bas Saint-Laurent/Gaspésie	1 ^{er} décembre 1978
Montréal	1 ^{er} décembre 1978
Québec	1 ^{er} décembre 1979
Trois-Rivières	1 ^{er} décembre 1979
Outaouais	1 ^{er} décembre 1980
Estrie	1 ^{er} décembre 1980
Saguenay/Lac-Saint-Jean	1 ^{er} décembre 1981
Côte-Nord	1 ^{er} décembre 1981
Abitibi-Témiscamingue	1 ^{er} décembre 1982
Nouveau-Québec	1 ^{er} décembre 1982

Les régions administratives susmentionnées sont celles qui ont été créées par le Décret sur la division administrative du Québec (c. D-11, r.1).

124. Exception : Le délai prévu à l'article 123 ne s'applique pas aux dépotoirs situés à moins de 30 kilomètres par voie routière carrossable à l'année d'un lieu d'élimination conforme aux sections IV, V, VII, VIII ou XI ni aux dépotoirs qui ne sont pas conformes aux normes prévues à l'article 125. Dans tous ces cas, l'exploitant est tenu de fermer et désaffecter immédiatement le dépotoir en la manière prescrite à l'article 126, à moins qu'il ne choisisse de le transformer immédiatement en un lieu d'élimination conforme aux sections IV, IX ou X.

125. Normes d'exploitation des dépotoirs : Jusqu'à ce qu'il soit désaffecté conformément aux articles 123 et 126, tout dépotoir doit être exploité selon les normes suivantes :

a) le dépotoir doit être placé à une distance minimale de 500 mètres de toute habitation et de tout puits destiné à

l'alimentation en eau et à une distance minimale de 150 mètres de tout cours d'eau, lac et étang ;

b) les déchets solides doivent être recouverts au moins une fois par semaine pendant les mois de juin, juillet, août et septembre par une couche d'une épaisseur minimale de 30 centimètres d'un matériau de recouvrement décrit au premier alinéa de l'article 48 ;

c) le troisième alinéa de l'article 48 et l'article 59 s'appliquent *mutatis mutandis* aux dépotoirs régis par le présent article.

126. Désaffectation des dépotoirs : La désaffectation de tout dépotoir ou autre lieu de dépôt de déchets solides à ciel ouvert qui a été abandonné pour quelque raison que ce soit, doit se faire comme suit :

a) l'accès au dépotoir doit être interdit de façon permanente par une barrière, une clôture, un fossé d'au moins 60 centimètres de profondeur ou tout autre obstacle d'au moins 50 centimètres de hauteur ;

b) une affiche doit indiquer qu'il est interdit d'y déposer des déchets sous peine d'amende ;

c) les déchets solides épars, notamment les papiers emportés par le vent, doivent être ramassés ou recouverts en la manière prescrite au paragraphe d ;

d) après une première extermination au moyen d'un poison destiné à éliminer les rats et la vermine, les déchets solides doivent être recouverts d'une couche de terre dont l'épaisseur doit atteindre au moins 60 centimètres et le terrain doit ensuite être régalié ; et

e) l'extermination doit se prolonger pendant au moins 3 mois après l'étape décrite au paragraphe d.

SECTION XVII

DISPOSITIONS FINALES

127. Exclusions : Les articles 54, 55, 56, 58, 59 et 64 de la Loi ne s'appliquent pas à l'enlèvement ni au transport des déchets solides ni aux biens meubles et immeubles affectés à ces fins.

L'article 64 de la Loi ne s'applique pas aux lieux privés d'élimination ou d'entreposage des déchets solides destinés à l'usage exclusif d'une personne.

Les articles 54, 55, 56, 58, 59 et 64 de la Loi ne s'appliquent pas aux incinérateurs d'une capacité égale ou inférieure à une tonne métrique/heure, aux postes de transbordement conçus pour recevoir moins de 5 tonnes métriques/jour de déchets solides, à la récupération par un producteur industriel de déchets solides qu'il récupère lui-même sur les lieux de son industrie, aux systèmes ou parties de systèmes de gestion des déchets expérimentaux

réalisés en laboratoire, aux contenants de tout format destinés à recevoir des déchets solides, aux établissements industriels qui réutilisent des déchets solides comme matière première pour fabriquer un produit quelconque ni aux fosses à déchets établies en vertu de l'article 7 du Règlement sur les conditions sanitaires des campements industriels ou autres (c. Q-2, r.3).

Les articles 54, 55, 56, 59 et 64 de la Loi ne s'appliquent pas aux dépotoirs. Les articles 55, 56 et 64 de la Loi ne s'appliquent pas aux systèmes de récupération établis sur le terrain d'un autre lieu d'élimination ou d'entreposage des déchets solides ni aux dépôts en tranchée de déchets solides.

128. Bois tronçonné et pièces d'arbres et d'arbustes : Les sections I à XV du présent règlement et les articles 54 à 68 de la Loi ne s'appliquent pas aux lieux de dépôt définitif de traitement ou d'entreposage de bois tronçonné et de pièces d'arbres et d'arbustes séparément de tout autre déchet.

129. Déchets solides toxiques : Les sections I à XV et les articles 54 à 66 ne s'appliquent pas aux lieux d'élimination ou d'entreposage destinés à recevoir uniquement des déchets solides toxiques.

130. Terreau : Les articles 54 à 66 de la Loi ne s'appliquent pas aux endroits où l'on n'enfouit que du terreau conformément à l'article 72 du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (c. Q-2, r.8).

131. Cadavres d'animaux et viandes avariées : Les sections I à XV du présent règlement et les articles 54 à 68 de la Loi ne s'appliquent pas aux cadavres d'animaux ni aux viandes impropres à la consommation humaine qui sont éliminés suivant le Règlement sur les aliments (c. P-29, r.1).

132. Lieux d'élimination existants : Sauf en ce qui concerne les normes de localisation, les sections I, III, IV, V, VI, IX, X et XV à XVII s'appliquent aux lieux d'élimination déjà établis avant le 10 mai 1978.

133. Cas particuliers : Le dépôt de déchets solides dans les endroits énumérés ci-dessous constitue des cas d'exception à l'article 66 de la Loi :

- a) un dépotoir exploité conformément aux articles 123 à 125 ;
- b) un incinérateur d'une capacité de plus d'une tonne métrique/heure établi avant le 10 mai 1978 ;

- c) un endroit mentionné au troisième alinéa de l'article 127 ;

- d) un lieu d'élimination visé aux articles 128 ou 131 ;

- e) un lieu d'élimination pour lequel un certificat d'autorisation a été délivré par le sous-ministre selon l'article 22 de la Loi.

134. Propreté des terrains : Le propriétaire d'un terrain, quel qu'il soit, doit prendre les mesures requises pour que ce terrain soit libre de déchets en tout temps, sauf dans la mesure où le permet le présent règlement.

Dans le cas d'un chemin public, les obligations prévues au premier alinéa incombent à celui qui est responsable de son entretien en vertu d'une loi générale ou spéciale.

135. Eau : Nul ne doit déposer des déchets solides dans l'eau. La présence de déchets solides dans une eau superficielle est interdite au sens du deuxième alinéa de l'article 20 de la Loi.

En outre, nul ne doit tolérer la présence de déchets solides dans une étendue d'eau superficielle dont il a la garde ou le soin.

136. Contrat entre une municipalité et un entrepreneur : Sauf les cas visés à l'article 137, tout contrat d'enlèvement ou d'élimination des déchets solides conclu, renouvelé ou modifié entre une municipalité et une personne doit :

- a) comporter une clause identifiant le (ou les) lieu(x) d'élimination où les déchets solides seront déposés ;

- b) comporter une clause identifiant séparément les coûts d'élimination des déchets solides et les coûts d'enlèvement et de transport de ceux-ci dans le cas où le contrat porte sur tous ces services ;

- c) être accompagné d'une copie du permis ou certificat valide délivré par le sous-ministre pour le lieu d'élimination où les déchets solides seront déposés.

Tout certificat d'autorisation délivré par le sous-ministre en vertu de l'article 22 de la Loi pour un lieu d'élimination est réputé valable pour les fins du paragraphe c du premier alinéa. Il n'est pas nécessaire de fournir un permis, certificat ou certificat d'autorisation du sous-ministre dans le cas où les déchets sont déposés dans un incinérateur visé au paragraphe b de l'article 133 ou dans un lieu d'élimination visé au troisième alinéa de l'article 127. Dans ces cas, il faut cependant indiquer avec précision la nature et la localisation du lieu d'élimination où les déchets solides seront déposés.

Le présent article s'applique à tous les contrats d'enlèvement ou d'élimination des déchets conclus par une muni-

cipalité et une personne, le tout suivant l'échéancier prévu à l'article 123.

137. Contrat pour un enfouissement sanitaire ou un dépôt de matériaux secs : Tout contrat conclu, renouvelé ou modifié entre une municipalité et une personne en vertu duquel celle-ci s'engage à exploiter un lieu d'enfouissement sanitaire ou un dépôt de matériaux secs appartenant à une municipalité, doit également comporter des clauses indiquant que la personne assurera le respect des articles 11 à 22, 35, 41 à 43, 45 à 47 et 51 à 59 dans le cas d'un d'enfouissement sanitaire et 12 à 22, 86, 87 et 91 dans le cas d'un dépôt de matériaux secs et que la municipalité assurera le respect des autres dispositions du présent règlement.

ANNEXE A

(a. 7)

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

**FORMULE DE DEMANDE
EN VUE D'OBTENIR UN CERTIFICAT ET UN PERMIS
POUR UN DÉPÔT EN TRANCÉE DE DÉCHETS SOLIDES**

I — IDENTIFICATION DU REQUÉRANT

- 1) Nom du requérant:
- 2) Adresse:
- 3) Téléphone:
- 4) Nom et adresse de la personne qui s'occupera de l'exploitation:
.....
.....
- 5) Résolution du conseil d'administration ☐ (à fournir dans le cas où le requérant est une corporation)

II — CARACTÉRISTIQUES DU LIEU D'ÉLIMINATION

- 1) Localisation:
(joindre un croquis)
- lots rang
- canton comté municipal
- municipalité (le cas échéant)
- 2) Dimensions du terrain:
- 3) Genre de terrain:
- | | | | | | |
|----------|--------------------------|----------|--------------------------|------------|--------------------------|
| marécage | <input type="checkbox"/> | carrière | <input type="checkbox"/> | ravin | <input type="checkbox"/> |
| plaine | <input type="checkbox"/> | coteau | <input type="checkbox"/> | | |
| | | autre | <input type="checkbox"/> | (précisez) | |
- 4) Utilisation du sol environnant:
- | | | | |
|--|---|--|--------------------------|
| <input type="checkbox"/> terre en friche | <input type="checkbox"/> terre en culture | <input type="checkbox"/> terrain boisé | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> parc ou réserve | <input type="checkbox"/> zone habitée | <input type="checkbox"/> pâturage | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> exploitation forestière | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> activités industrielles | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> autre | <input type="checkbox"/> (précisez) | | |
- 5) Distances: à la plus proche habitation ;
à la voie publique ; au puits le plus près ; au cours d'eau le plus près

III — NATURE DU SOL

Creuser un trou d'une profondeur de 2,5 mètres au centre du terrain proposé et fournir les renseignements ci-dessous:

- 1) Profondeur de l'eau (nappe phréatique):
- 2) Date d'observation:
- 3) Composition du sol:
- | | |
|-----------------------------------|---|
| terre végétale | <input type="checkbox"/> épaisseur: |
| gravier | <input type="checkbox"/> épaisseur: |
| sable | <input type="checkbox"/> épaisseur: |
| argile (glaise) | <input type="checkbox"/> épaisseur: |
| profondeur du roc (s'il y a lieu) | ..... |

IV — EXPLOITATION

- 1) De quelle machinerie disposez-vous ou à qui aurez-vous recours pour creuser, une ou deux fois par année, la tranchée requise?

.....
(type de machinerie)

.....
(équipement municipal ou entreprise privée, préciser s.v.p.)

Note: Il est suggéré de creuser une tranchée d'environ 6 mètres X 30 mètres et d'une profondeur de 2 mètres.

- 2) De quelle façon assurerez-vous l'entretien du dépôt et le recouvrement des déchets solides durant la saison estivale?

.....
(équipement disponible)

.....
(personne responsable)

Je,, soussigné déclare avoir pris connaissance des normes et conditions énumérées ci-dessous relativement au dépôt en tranchée des déchets solides. Je certifie en outre que les renseignements donnés ci-dessus sont exacts.

.....
(date)

.....
(signature du requérant ou de son représentant autorisé)

CONDITIONS RELATIVES AU DÉPÔT EN TRANCÉE DE DÉCHETS SOLIDES

(Extrait du Règlement sur les déchets solides, section X, articles 93 à 100, R.R.Q., c. Q-2, r.14)

« 93. **Pratique limitée** : Il est permis d'établir un dépôt en tranchée de déchets solides uniquement dans le but de recevoir les déchets solides des populations qui habitent les territoires suivants :

- a) tout territoire non organisé en municipalité locale ;
- b) toute municipalité ou partie de municipalité dont la population n'est pas desservie par un service organisé d'enlèvement des ordures ménagères ;
- c) toute municipalité ou partie de municipalité dont la population desservie par un service organisé d'enlèvement des ordures ménagères est inférieure à 2 000 habitants et qui est située à plus de 30 kilomètres, par voie routière carrossable à l'année, d'un lieu d'élimination pour lequel un certificat ou un permis a été délivré conformément aux sections IV, V, VII, VIII et XI ;
- d) toute municipalité de moins de 2 000 habitants dont les limites se trouvent entièrement à une distance de plus de 30 kilomètres, par voie routière carrossable à l'année, d'un lieu d'élimination pour lequel un certificat ou un permis a été délivré conformément aux sections IV, V, VII, VIII et XI ; ou
- e) les municipalités de ville de Fermont, Schefferville, Murdochville, Gagnon, Témiscaming et Ville-Marie et la municipalité de Havre-Saint-Pierre.

94. **Population maximale** : Un dépôt en tranchée de déchets solides ne peut desservir plus de 2 000 personnes, sauf dans les cas prévus au paragraphe e de l'article 93.

95. **Normes de localisation** : Tout dépôt en tranchée de déchets solides doit être placé à une distance d'au moins :

- a) 150 mètres de toute mer, fleuve, rivière, ruisseau, étang, marécage, batture ou réserve écologique créée en vertu de la Loi sur les réserves écologiques (L.R.Q., c. R-26) ;
- b) 300 mètres de tout lac ; et
- c) 500 mètres de toute habitation, institution d'enseignement, temple religieux, établissement de transformation de produits alimentaires, de tout puits ou source servant à l'alimentation humaine.

96. **Aménagement** : Tout dépôt en tranchée établi en forêt doit être entouré :

- a) d'une zone nettoyée jusqu'au sol minéral, dont la largeur doit équivaloir à 1/100 du périmètre du dépôt en tranchée et ne jamais être inférieure à 15 mètres ; et

- b) d'une barrière non combustible ou d'un remblai d'une hauteur minimale de 2,50 mètres placé sur le périmètre intérieur de la zone nettoyée.

97. **Creusage de tranchée** : Les déchets solides éliminés selon le mode visé dans la présente section doivent être déposés dans une tranchée creusée à cette fin et autour de laquelle on doit disposer tous les matériaux de déblai qui seront requis ultérieurement pour recouvrir les déchets solides déposés dans cette tranchée.

98. **Nappe phréatique** : Le fond de la tranchée visée à l'article 97 doit être à une distance minimale de 30 centimètres au-dessus du plus haut niveau de la nappe phréatique.

99. **Déchets acceptables** : L'exploitant d'un dépôt en tranchée ne peut y recevoir que des déchets solides.

100. **Recouvrement** : Les déchets solides éliminés selon le mode visé dans la présente section doivent être recouverts d'au moins 15 centimètres de matériau de déblai visé à l'article 97 au moins une fois par semaine pendant les mois de juin, juillet, août et septembre.

Lorsque la hauteur des déchets solides atteint le niveau initial du sol, la tranchée doit être refermée et le terrain doit être régalé. »

ANNEXE B
(a. 15)**PERMIS D'EXPLOITATION D'UN SYSTÈME
DE GESTION DES DÉCHETS SOLIDES****PERMIS No:** _____**DÉTENTEUR:** _____**ADRESSE:** _____
_____**Gouvernement
du Québec**

Conformément à l'article 55 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), le détenteur de ce permis peut exploiter :

Le présent permis est valide pour une durée de 5 ans à compter du _____
Il est soumis à la Loi et au Règlement sur les déchets solides (R.R.Q., c. Q-2, r.14).

QUÉBEC, le _____ 19____

A.C. 687-78, (1978) 110 G.O.II, 2593
D. 3843-80, (1981) 113 G.O.II, 105
D. 1886-81, (1981) 113 G.O.II, 3649



c. Q-2, r.15

Règlement sur l'habitation en général

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2)

1. Obligation générale :

1) Aucune construction neuve ou modification de construction existante ne peut être entreprise sans l'autorisation préalable de l'autorité sanitaire municipale.

2) **Plans et devis :** Dans les cités et villes, les plans et devis conformes au présent règlement, doivent être déposés en double exemplaire.

Une copie des plans et devis, revêtus du visa de l'autorité compétente, doit être remise aux propriétaires avec l'autorisation de construire.

Aucun changement ne peut être apporté à ces plans et devis ou aux travaux qui s'y rapportent, sans une nouvelle autorisation.

3) **Quartiers industriels :** Dans les zones désignées par l'autorité sanitaire municipale comme étant des quartiers commerciaux ou industriels, les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 ne s'appliquent qu'aux bâtisses destinées à servir de logement.

4) Dans les secteurs déclarés arrondissements historiques en vertu de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., c. B-4), les articles 2 à 8 ne s'appliquent pas aux bâtisses existantes qui sont transformées pour servir de logements.

2. Superficie des immeubles relativement aux lots : Aucun immeuble situé sur un lot intérieur ne doit occuper plus de 75% de la surface du lot. Aucun immeuble situé sur un lot de coin ne doit occuper plus de 90% de la surface du lot.

S'il existe des restrictions quant à l'alignement de constructions, la partie de chaque lot située entre la ligne de construction permise et l'alignement de la rue, ne doit pas être comprise dans le calcul de la surface du lot. Si une rue ou une ruelle est contiguë à l'arrière ou sur le côté d'un lot, la moitié de la largeur de telle rue ou ruelle peut être incluse dans le calcul de la surface du lot.

3. 1) Cour : On doit laisser en arrière de tout immeuble de 3 étages ou moins, situé sur un lot intérieur ou sur un lot de coin, un espace libre — cour d'arrière — s'étendant sur toute la largeur du lot, d'une profondeur d'au moins 10 pieds. S'il y a une rue ou ruelle en arrière du lot, cette pro-

fondeur peut être comptée à partir du centre de la rue ou de la ruelle. Sur les lots intérieurs, la profondeur minimale doit être augmentée de 2½ pieds pour chaque étage additionnel en plus de 3, mais pour les lots de coin, cette augmentation n'est exigée que si le lot a plus de 50 pieds de largeur et que pour l'excédent.

2) **Garage, hangar :** On peut, pour une cour d'arrière n'ayant que les dimensions minimales requises ci-dessus, tolérer la construction d'un garage ou hangar, si sa hauteur ne doit pas dépasser 12 pieds, s'il peut être placé à au moins 10 pieds de toute fenêtre de maison d'habitation et s'il ne doit pas occuper plus de 12 pieds de la longueur du lot.

3) **Bâtisse commerciale :** Une bâtisse commerciale ou édifice à bureaux peut occuper toute la superficie d'un lot borné sur 3 côtés par des rues ou des ruelles. Si le lot n'est ainsi borné que sur 2 côtés, seul le premier étage peut occuper toute la superficie du lot et qu'en autant que l'étage n'a pas plus de 20 pieds de hauteur. En arrière de tout étage additionnel, on doit laisser les 10 pieds d'espace libre prescrits ci-dessus.

4) **Lots de moins de 50 pieds de profondeur :** Pour les lots de moins de 50 pieds de profondeur, l'immeuble peut s'étendre jusqu'à la limite postérieure du lot, s'il y a une ruelle d'au moins 20 pieds à l'arrière du lot. Dans ce cas, on doit laisser une cour de côté, soit un espace libre d'au moins 8 pieds de largeur sur toute la profondeur du lot. Cette largeur doit être augmentée de 2 pieds pour chaque étage en plus de 3.

4. Courettes extérieures : Les courettes extérieures, c'est-à-dire les courettes qui sont ouvertes à une extrémité, soit sur une rue, une ruelle ou une cour d'arrière, doivent avoir une largeur minimale de 6 pieds et 6 pouces pour les immeubles de 1 ou 2 étages ; cette largeur doit être augmentée de 2 pieds pour chaque étage additionnel. Si les courettes sont situées sur les lignes latérales de lot, la largeur peut n'être augmentée que d'un pied pour chaque étage additionnel. La longueur de ces courettes ne doit pas dépasser 30 pieds, à moins que la largeur minimale déterminée par le nombre d'étages soit augmentée de 1 pied pour chaque 10 pieds ou fraction de 10 pieds, en plus de 30 pieds.

5. Courettes intérieures : Les courettes intérieures, c'est-à-dire les courettes fermées de tous côtés, doivent avoir une largeur minimale de 12 pieds pour les immeubles de 1 ou 2 étages ; cette largeur doit être augmentée de 2

pieds pour chaque étage additionnel. La longueur de ces courettes doit être au moins $1\frac{1}{2}$ fois la largeur exigée.

6. 1) Courettes intérieures contigües à la ligne latérale de lot : Les courettes intérieures bornées d'un côté par une ligne latérale de lot doivent avoir une largeur minimale de 6 pieds et 6 pouces pour les immeubles de 1 ou 2 étages ; cette largeur doit être augmentée de 1 pied pour chaque étage additionnel. La longueur de ces courettes doit être au moins $1\frac{1}{2}$ fois la largeur exigée.

2) Éclairage des logements : Un logement ne peut avoir plus qu'une pièce servant à l'habitation de jour ou de nuit, éclairée seulement par une telle courette. Un logement d'une seule pièce ne doit pas être éclairé par une telle courette. Ces restrictions quant aux pièces permises ne s'appliquent pas si la longueur de la courette est au moins 3 fois la largeur minimale exigée, pourvu que sur le lot adjacent à cette courette, il soit laissé un espace libre symétrique de dimensions au moins égales. Cette servitude doit être exécutée devant notaire et dûment enregistrée.

7. Prise d'air dans les courettes intérieures : Les courettes fermées de tous côtés par des immeubles de 2 étages et de plus de 2 étages doivent être pourvues au niveau du sol d'au moins 1 prise d'air dans la rue, ruelle ou cour. La section réunie des prises d'air doit être égale au $1/10$ de la superficie exigée pour la courette.

Pour les courettes intérieures bornées d'un côté par une ligne latérale de lot, la prise d'air n'est exigée que pour les immeubles de 3 étages et plus. Sa section minimale doit être égale à $1/20$ de la superficie exigée pour la courette. Ces prises d'air ne doivent jamais être obstruées, mais leurs orifices peuvent être protégés par des grillages.

8. 1) Hauteur des bâtisses : Dans toute construction neuve ou modification de construction existante, la hauteur de la bâtisse ne doit pas dépasser $1\frac{1}{2}$ fois la largeur de la rue ou ruelle sur laquelle l'immeuble est érigé. Aux intersections de la rue, la rue la plus large détermine la hauteur de bâtisse permise. La largeur de la rue ou de la ruelle est la distance comprise entre les lignes de construction permises.

Cependant, si la bâtisse est placée en retrait sur la ligne de construction permise, la bâtisse ou partie de bâtisse ainsi en retrait peut atteindre une hauteur égale à $1\frac{1}{2}$ fois la distance, mesurée horizontalement, entre la façade de la bâtisse ou de la partie de la bâtisse ainsi en retrait et la ligne de construction permise sur le côté opposé de la rue ou ruelle.

Dans les cités ou villes ayant atteint une population de 100 000 et plus lors du dernier recensement fédéral, la hauteur des conciergeries ne devra pas dépasser deux fois

la largeur de la rue ou ruelle sur laquelle l'immeuble est érigé.

2) Localisation des bâtisses : Aucun immeuble destiné à servir de logement ne peut être érigé sur une rue ou ruelle de moins de 24 pieds de largeur.

Aucun immeuble destiné à servir de logement ne doit être érigé à l'arrière d'une autre bâtisse sur un même lot, à moins qu'un espace libre de 24 pieds de profondeur, s'étendant sur toute la largeur du lot, soit laissé entre les 2 bâtisses. La hauteur de l'immeuble ne doit pas dépasser $1\frac{1}{2}$ fois la profondeur de l'espace libre.

9. Obstacles dans les courettes : Aucune obstruction ne doit être tolérée dans les courettes, à l'exception d'un escalier de sauvetage dont la largeur ne dépasse pas 2 pieds. Aucune saillie n'est permise dans les cours d'arrière, à moins que la profondeur de la saillie ne dépasse pas 4 pieds et que sa largeur soit inférieure au $\frac{1}{4}$ de la largeur du lot. Ces restrictions s'appliquent aux cours et courettes de dimensions minimales seulement. Aucune couverture ne doit être tolérée au-dessus des cours et courettes.

10. Éclairage et hauteur des pièces : Toutes les pièces destinées à l'occupation de jour et de nuit doivent être pourvues d'une ou plusieurs fenêtres dont la surface vitrée réunie n'est jamais moins de $1/10$ de la surface du plancher.

La hauteur minimale de ces pièces, mesurée du plancher au plafond, doit être de 8 pieds. Dans les mansardes, cette hauteur n'est exigée que pour la moitié de la superficie du plancher.

Dans les maisons détachées, la hauteur des chambres à coucher au deuxième étage pourra n'être que de 7 pieds et 6 pouces.

Une pièce dépourvue de fenêtre n'est considérée comme faisant partie d'une pièce munie de fenêtre lui adjoignant qu'en autant que 80% du côté mitoyen est entièrement libre. La surface du plancher réunie des 2 pièces est comptée dans le calcul de la surface vitrée requise.

Une fenêtre au plafond ou tabatière, dont le puits ne dépasse pas 6 pieds de profondeur, peut être admise comme l'équivalent d'une fenêtre ordinaire, pourvu qu'une seule pièce par logement soit ainsi éclairée. Un logement d'une seule pièce ne doit pas être éclairé par une tabatière seulement.

11. Cabinet d'aisances : Toute habitation doit être pourvue d'un cabinet d'aisances.

12. Water-closet : Dans toute construction neuve ou modification de construction existante, le *water-closet* doit

être placé dans une pièce pourvue d'une fenêtre s'ouvrant directement à l'air extérieur ou sur un puits d'aération et d'éclairage. Il n'est jamais placé dans une pièce servant à l'habitation de jour ou de nuit. La surface minimale du puits est 9 pieds carrés pour tout bâtiment de 2 étages ou moins. Cette surface minimale est augmentée de 3 pieds carrés pour chaque étage additionnel. S'il y a plus d'un *water-closet* par étage, ventilé et éclairé par le puits, la surface est augmentée de 2 pieds carrés pour chaque *water-closet* additionnel. Aucun puits d'aération et d'éclairage n'est toléré pour les bâtiments de plus de 5 étages.

Les pièces contenant les *water-closets* dans les hôtels d'au moins 25 chambres, restaurants, bars, tavernes, grills, gares, salles publiques, magasins, usines, théâtres, écoles, édifices à bureaux, pourvu que dans ces derniers il n'y ait pas de logement, celui du concierge excepté, et maisons à appartements ou conciergeries, pourvu que ces maisons ou conciergeries aient 3 étages ou plus, peuvent être tolérées sans éclairage extérieur, pourvu que ces pièces soient aménagées d'un système de ventilation mécanique approuvé par le sous-ministre de l'Environnement et que les planchers et les murs, jusqu'à une hauteur de 5 pieds soient faits de matériaux imperméables.

13. Cuisinettes : Les cuisinettes de moins de 32 pieds carrés de superficie dans les logements d'une ou de 2 pièces et les chambres de bain peuvent être éclairées et ventilées par les puits prévus à l'article 12. La section horizontale du puits est alors agrandie de 2 pieds carrés, pour chaque chambre de bain et chaque cuisinette ainsi éclairées et ventilées.

14. Puits de lumière : Toute fenêtre tabatière desservant une pièce d'habitation doit être munie de chassiss mobiles ou de ventilateurs ou capuchons aspirateurs.

Aucune couverture n'est permise, au-dessus des puits d'aération et d'éclairage, à moins qu'elle soit vitrée, et que des ouvertures ayant une superficie totale égale à celle du puits soient laissées immédiatement au-dessous de cette couverture.

15. Drainage sanitaire : Tout immeuble en bordure d'une rue où il existe un service d'eau et d'égout public et situé à moins de 150 pieds de cet égout doit être pourvu d'un tuyau de chute, d'un drain et d'un branchement reliant le drain à cet égout. Le tuyau de chute doit traverser le toit et être prolongé au-dessus de toute fenêtre desservant une pièce d'habitation. Il doit être placé au moins à 10 pieds de la ligne latérale du lot. Le drain doit être relié au branchement à 3 pieds de la paroi extérieure du mur de fondation.

16. Matériel : Les tuyaux de chute, les branchements et les raccords doivent être en fonte épaisse ou en fer galvanisé. Les branchements de moins de 5 pieds de longueur peuvent être en plomb. Les drains doivent être en fonte épaisse (médium). Cependant, afin de conserver la fonte pour des fins de guerre, le sous-ministre peut permettre l'usage du grès ou du béton quand ces drains sont recouverts ou enterrés.

Les drains des immeubles qui ne servent pas à l'habitation, les branchements et toutes autres conduites extérieures peuvent être en grès vernissé.

17. Pente et diamètre des drains : La pente minimale des drains et des branchements doit être de 1/4 de pouce au pied. Le diamètre minimal des drains, des branchements et des tuyaux de chute est de 4 pouces. Les changements de direction dans la tuyauterie sont faits au moyen de branches d'Y.

18. Ventilation des drains : Pour assurer la ventilation de la tuyauterie intérieure, le branchement d'égout, le drain et les tuyaux de chute doivent être libres de toute obstruction, de l'égout public jusqu'au toit.

La tuyauterie intérieure doit être étanche à l'air et à l'eau. Elle doit être munie de regards facilement accessibles, fermés par des tampons filetés pour les fins d'inspection et d'épreuve. Deux de ces regards sont posés sur le drain, l'un au pied du tuyau de chute et l'autre près de la paroi intérieure du mur de fondation.

19. Water-closet : Tout logement, dans un bâtiment relié à l'égout public doit être pourvu d'un *water-closet* en poterie vitreuse ou de substance semblable. La cuvette doit faire corps avec le siphon. Seul le *water-closet* type *wash-down* est permis.

20. Siphon : Tout appareil de plomberie sera pourvu d'un siphon relié à son orifice d'évacuation. La tuyauterie desservant cet appareil doit être ventilée de manière à prévenir le siphonement des gardes d'eau. A cet effet, des conduites spéciales d'évent et des branchements particuliers d'évent peuvent être érigés, si l'autorité municipale le juge à propos.

21. Garde d'eau des siphons : Les siphons doivent avoir une garde d'eau d'au moins 2 pouces de hauteur. Les siphons de sûreté dont la garde d'eau est d'au moins 4 pouces de hauteur n'ont pas besoin d'être pourvus d'un branchement d'évent.

Tout siphon de sûreté doit être de forme cylindrique et son obturation ne doit pas dépendre de mécanisme ou de cloison.

22. Imperméabilité des murs : Dans toute construction nouvelle atteignant la nappe d'eau souterraine, les murs de fondation et le plancher de la cave ou sous-sol doivent être imperméables. Ces murs ou planchers doivent être protégés contre l'infiltration de l'eau, soit en les construisant de matériaux imperméables, soit en les recouvrant de couches ou d'enduits imperméables. Cette couche ou enduit doit, à une hauteur quelconque, traverser le mur en toute son épaisseur.

23. Terrains de remplissage : Aucune habitation ne doit être bâtie sur des terrains où il a été déposé des déchets organiques, à moins que le sol des caves ou sous-sol de la bâtisse soit recouvert d'une couche de béton d'au moins 6 pouces d'épaisseur ou d'une autre substance approuvée par l'autorité sanitaire municipale.

24. Humidité : Il est interdit de louer ou d'habiter une maison neuve avant que les plâtres ou enduits soient suffisamment secs à la satisfaction de l'autorité sanitaire municipale et avant que les plans de drainage soient entièrement exécutés.

25. Cubage d'air : Il est interdit à tout propriétaire d'immeuble de louer à plus d'une famille un même logement, à moins que le cubage d'air de toutes les pièces de ce logement, prises collectivement, soit suffisant pour que chaque occupant ait au moins 600 pieds cubes d'air et que la surface des planchers soit en raison de 70 pieds carrés pour chaque occupant.

Il est interdit à tout locataire de sous-louer une partie de son logement à moins que le cubage d'air de toutes les pièces soit suffisant pour que chaque occupant du logement ait au moins 600 pieds cubes d'air et que la surface des planchers soit en raison de 70 pieds carrés pour chaque occupant.

Il n'est pas tenu compte du cubage des pièces dépourvues de fenêtres pour le calcul des 600 pieds cubes prescrits par les premier et deuxième alinéas.

26. Caves : Les caves ne peuvent pas servir à l'habitation de jour ou de nuit. Elles doivent toujours être ventilées par des soupiraux, ou autrement, à la satisfaction de l'autorité sanitaire municipale.

Tout sous-sol dont la moitié, ou plus de la moitié de la hauteur sous plafond, est en contrebas du sol qui entoure la bâtisse, est considéré comme une cave.

27. Planchers : Le plancher d'un sous-sol destiné à l'habitation de jour et de nuit doit être imperméable.

28. Affichage : L'autorité sanitaire municipale peut apposer sur le mur de toute chambre non munie d'une fenê-

tre, une affiche ainsi conçue : « Cette pièce n'ayant pas de fenêtre ouvrant directement à l'air extérieur ne peut servir à l'occupation de jour et de nuit ».

Quiconque enlève ou masque toute telle affiche devient passible d'une amende n'excédant pas 20 \$ pour chaque offense.

29. Refuge de nuit : Un immeuble servant de refuge de nuit doit avoir des fenêtres sur au moins 2 de ses faces. Les chambres dépourvues de fenêtre ne doivent pas servir d'habitation de nuit.

Aucun refuge de nuit ne doit être ouvert avant qu'une déclaration n'en soit faite à l'autorité sanitaire municipale.

Le nombre de personnes qu'une salle ou pièce peut contenir doit être calculé à raison de 300 pieds cubes d'air par personne et ce nombre doit être affiché dans chaque pièce.

Le propriétaire ou la personne en charge du refuge de nuit est tenu responsable de l'exécution du présent article.

-
- A.C. 479-44, (1944) 76 G.O., 1230
 - A.C. 596-58, (1958) 90 G.O., 2214
 - A.C. 1850-60, (1961) 93 G.O., 3738
 - A.C. 554-61, (1961) 93 G.O., 3732
 - A.C. 2299-61, (1962) 94 G.O., 790
 - A.C. 660-63, (1963) 95 G.O., 2269
 - A.C. 741-69, (1969) 101 G.O., 1930
 - D. 1886-81, (1981) 113 G.O.II, 3649



c. Q-2, r.16

Règlement sur certains organismes de protection de l'environnement et du milieu social du territoire de la Baie James et du Nord québécois

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2, a. 205)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage » : le Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage constitué en vertu de la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., c. D-13.1) ;
- b) « Comité consultatif » : le Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James constitué en vertu de l'article 134 de la Loi ;
- c) « Loi » : la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2).

SECTION II COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE JAMES

2. Droit de vote : Lorsqu'ils votent sur une question donnée, les membres du Comité consultatif possèdent chacun 1 voix, sauf les exceptions visées aux deuxième, troisième et quatrième alinéas.

Dans le cas où le vote porte sur une question de compétence exclusive du Québec, les membres nommés par le gouverneur général en conseil ou par toute autre personne qu'il autorise à cette fin, y compris le président du Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage, s'il est lui aussi nommé par le gouverneur général en conseil ou par une personne qu'il autorise à cette fin, n'ont pas droit de vote.

Dans le cas où le vote porte sur une question de compétence exclusive du Canada, les membres nommés par le gouvernement, y compris le président du Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage, s'il est nommé par le gouvernement, n'ont pas droit de vote.

Dans le cas où le vote porte sur une question de compétence mixte ou relevant à la fois de compétences du Québec et du Canada, les membres nommés par le gouvernement ou par le gouverneur général en conseil ou toute personne qu'il autorise à cette fin, ont chacun 1 voix et les membres nommés par l'Administration régionale crie ont chacun 2 voix. Le président du Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage a alors une voix.

3. Voix prépondérante : En cas d'égalité des voix, le président du Comité consultatif possède une autre voix qui est prépondérante.

4. Majorité : Toutes les décisions du Comité consultatif sont prises à la majorité des voix exprimées.

5. Désignation du président et du vice-président : Le président et le vice-président du Comité consultatif sont désignés comme suit, parmi les membres du Comité consultatif :

- a) pour la première année d'activités du Comité consultatif, le président est nommé par le gouvernement et le vice-président est nommé par le gouverneur général en conseil ou toute personne qu'il autorise à cette fin ;
- b) pour la seconde année d'activités du Comité consultatif, le président et le vice-président sont nommés par l'Administration régionale crie ;
- c) pour la troisième année d'activités du Comité consultatif, le président est nommé par le gouverneur général en conseil ou toute personne qu'il autorise à cette fin et le vice-président est nommé par le gouverneur ;
- d) pour la quatrième année d'activités du Comité consultatif, le président et le vice-président sont nommés comme il est indiqué au paragraphe b ;
- e) pour les années subséquentes, la nomination du président et du vice-président s'effectue suivant l'ordre indiqué aux paragraphes a à d.

6. Absence du président : En cas d'absence du président à une assemblée du Comité consultatif, les membres nommés par celui qui a désigné le président, choisissent parmi eux un président suppléant.

7. Vice-président : Le vice-président du Comité consultatif n'assume les fonctions de président que dans le cas où

celui-ci est privé de son droit de vote en vertu des deuxième et troisième alinéas de l'article 2.

8. Durée du mandat : Le mandat du président et du vice-président du Comité consultatif est d'un an.

9. Quorum : Dans le cas où le Comité consultatif étudie une question relevant de la compétence exclusive du Gouvernement du Québec ou du Gouvernement du Canada, le quorum est de 5 membres, pourvu que soient présents au moins 1 membre nommé par l'Administration régionale crie et au moins 1 membre nommé par le gouvernement ou par le gouverneur général en conseil ou toute personne qu'il autorise à cette fin, qui n'est pas privé du droit de vote en vertu des deuxième et troisième alinéas de l'article 2.

Dans le cas d'une question de compétence mixte ou relevant à la fois de compétences du Québec et du Canada, le quorum est de 7 membres pourvu que soient présents au moins 1 membre nommé par l'Administration régionale crie, 1 membre nommé par le gouvernement et 1 membre nommé par le gouverneur général en conseil ou toute personne qu'il autorise à cette fin.

10. Procuration : À sa nomination, chaque membre nommé par l'Administration régionale crie sur le Comité consultatif signe une procuration écrite en faveur des autres membres, y compris leurs remplaçants, désignés par cette Administration. Les membres nommés par le gouvernement et par le gouverneur général en conseil ou toute personne qu'il désigne à cette fin, font de même en faveur des autres membres nommés par chacun de ces derniers.

Le titulaire de la procuration a, en l'absence du signataire de celle-ci, le droit de voter et d'agir en son lieu et place en plus des droits de vote et autres droits qu'il possède de son propre chef.

11. Assemblées : Le Comité consultatif tient au moins 4 assemblées par année.

12. Assemblées extraordinaires : Le président du Comité consultatif convoque une assemblée extraordinaire dans les 20 jours suivant la réception de toute demande écrite signée par au moins 4 membres du Comité consultatif et indiquant l'objet d'une telle assemblée.

13. Présidence des assemblées : Le président ou le vice-président, selon le cas, préside les assemblées du Comité consultatif.

14. Secrétariat : Le secrétariat du Comité consultatif est pourvu d'au plus 5 employés à plein temps.

Parmi les tâches dont il s'occupe, le secrétariat prépare et transmet à l'avance aux membres du Comité consultatif l'ordre du jour et le procès-verbal de chaque assemblée et tient un registre officiel des délibérations et des décisions du Comité consultatif.

SECTION III COMITÉ D'ÉVALUATION

15. Droit de vote : Lorsqu'ils votent au sujet d'un projet donné, les membres du Comité d'évaluation constitué en vertu de l'article 148 de la Loi possèdent chacun 1 voix, sauf les exceptions visées aux deuxième, troisième et quatrième alinéas.

Dans le cas où le vote porte sur un projet de compétence exclusive du Québec, les membres nommés par le gouverneur général en conseil ou toute personne qu'il désigne à cette fin, n'ont pas droit de vote.

Dans le cas où le vote porte sur un projet de compétence exclusive du Canada, les membres nommés par le gouvernement n'ont pas droit de vote.

Dans le cas où le vote porte sur un projet de compétence mixte ou relevant à la fois de compétences du Québec et du Canada, les membres nommés par l'Administration régionale crie ont chacun 2 voix.

16. Autres dispositions : Les articles 3, 5 et 8 s'appliquent, en les adaptant, au président et au vice-président du Comité d'évaluation.

SECTION IV COMITÉ CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK

17. Droit de vote : Lorsqu'ils votent sur une question donnée, les membres du Comité consultatif de l'environnement Kativik constitué en vertu de l'article 169 de la Loi, possèdent chacun 1 voix, sauf les exceptions visées aux deuxième, troisième et quatrième alinéas.

Dans le cas où le vote porte sur une question de compétence exclusive du Québec, les membres nommés par le gouverneur général en conseil ou toute personne qu'il désigne à cette fin, n'ont pas droit de vote.

Dans le cas où le vote porte sur une question de compétence exclusive du Canada, les membres nommés par le gouvernement n'ont pas droit de vote.

Dans le cas où le vote porte sur une question de compétence mixte ou relevant à la fois de compétences du Qué-

bec et du Canada, les membres nommés par l'Administration régionale Kativik ont chacun 2 voix.

gionale Kativik et au moins 2 membres nommés par le gouvernement.

18. Quorum : Dans le cas où le Comité consultatif de l'environnement Kativik étudie une question relevant de la compétence exclusive du Québec ou du Canada, le quorum est de 4 membres, pourvu que soient présents au moins 1 membre nommé par l'Administration régionale Kativik et au moins 1 membre nommé par le gouvernement ou par le gouverneur général en conseil ou toute personne qu'il désigne à cette fin, qui n'est pas privé du droit de vote en vertu des deuxième et troisième alinéas de l'article 17.

Dans le cas d'une question de compétence mixte ou relevant à la fois de compétences du Québec et du Canada, le quorum est de 6 membres, pourvu que soient présents au moins 1 membre nommé par l'Administration régionale Kativik et au moins 1 membre nommé par le gouvernement et 1 membre nommé par le gouverneur général en conseil ou toute personne qu'il désigne à cette fin.

19. Vice-président : Le vice-président du Comité consultatif de l'environnement Kativik n'assume les fonctions de président que dans le cas où celui-ci est privé de son droit de vote en vertu des deuxième et troisième alinéas de l'article 17.

20. Autres dispositions : Les articles 3 à 6, 8 et 10 à 14 s'appliquent, en les adaptant, au Comité consultatif de l'environnement Kativik, à ses membres et officiers, et l'Administration régionale Kativik est substituée à l'Administration régionale crie dans les articles 5 et 10.

Toutefois, les assemblées extraordinaires du Comité consultatif de l'environnement Kativik sont convoquées suivant l'article 12 sur demande écrite signée par au moins 3 membres du Comité consultatif de l'environnement Kativik.

SECTION V COMMISSION DE LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK

21. Voix : Chaque membre de la Commission de la qualité de l'environnement Kativik constituée en vertu de l'article 181 de la Loi, possède 1 voix sauf le président qui ne vote qu'en cas d'égalité des voix.

L'article 4 s'applique, en l'adaptant, à la Commission de la qualité de l'environnement Kativik.

22. Quorum : Le quorum requis pour toute assemblée de la Commission de la qualité de l'environnement Kativik est de 5 membres présents, lesquels doivent comprendre au moins 5 membres nommés par l'Administration ré-

A.C. 433-79, (1979) 111 G.O.II, 1769



c. Q-2, r.17

Règlement sur les pataugeoires et les piscines publiques

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2, a. 20, 31, 46, 71 et 87)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et les mots suivants signifient ou désignent :

a) « Code de plomberie » : le Code de plomberie (c. I-12.1, r.1) existant en vertu de la Loi sur les installations de tuyauterie (L.R.Q., c. M-7; mod. L.Q., 1975, c. 53; après refonte : L.R.Q., c. I-12.1);

b) « gpm » : un gallon américain par minute par pied carré;

c) « Loi » : la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2);

d) « pataugeoire publique » : tout bassin artificiel extérieur ou intérieur dans lequel la profondeur de l'eau n'atteint pas 60,96 cm (24 po) et qui est destiné à la baignade des êtres humains à l'exception d'un tel bassin qui appartient à un particulier et qui est destiné à l'usage de sa famille et de tout bassin semblable destiné à l'usage de moins de 9 unités de logement;

e) « piscine publique » : tout bassin artificiel extérieur ou intérieur dans lequel la profondeur de l'eau égale ou dépasse 60,96 cm (24 po) en quelque endroit de celui-ci et qui est destiné à la baignade des êtres humains à l'exception d'un tel bassin qui appartient à un particulier et qui est destiné à l'usage de sa famille ainsi que de tout bassin semblable destiné à l'usage de moins de 9 unités de logement;

f) « promenade » : la surface immédiate autour d'une pataugeoire ou piscine publique à laquelle les baigneurs ont accès directement;

g) « sous-ministre » : le sous-ministre de l'Environnement.

2. Application du règlement : Le présent règlement s'applique à toutes les pataugeoires et piscines publiques.

Il ne s'applique toutefois pas aux bassins dont le fond et les parois sont constitués de sable ou de terre.

SECTION II PERMIS

3. Permis : Nul ne peut construire, modifier ou installer une pataugeoire ou piscine publique à moins d'obtenir un permis du sous-ministre, conformément au présent règlement.

4. Contenu de la demande de permis : Celui qui sollicite le permis prévu à l'article 3 doit soumettre 2 exemplaires des plans à une échelle d'au moins 1 cm/m (1 cm = 1 m) ou ($\frac{1}{8}$ po = 1' - 0"), de même que les devis décrivant les techniques de construction et les matériaux qu'on désire utiliser et fournir, sur les plans ou dans un document annexé, les renseignements énumérés ci-dessous au sujet de la pataugeoire ou piscine publique dont on projette la construction :

a) le nom et l'adresse du propriétaire;

b) l'adresse de la pataugeoire ou piscine publique (le numéro du lot et la désignation du cadastre ou l'adresse civique);

c) l'usage projeté de la pataugeoire ou piscine publique;

d) la localisation de la pataugeoire ou piscine publique par rapport à des points de référence fixes et reconnus;

e) des vues en plan et en élévation de la piscine ou de la pataugeoire publique, des coupes transversales et longitudinales, des pentes nécessaires pour le calcul du volume d'eau du bassin, la largeur et la pente de la promenade, l'emplacement des renvois de la promenade, des prises d'eau, des indications relatives à la profondeur du bassin;

f) les détails relatifs aux salles de déshabillage, vestiaires, douches, lavabos et toilettes, au type de revêtement et à la pente des planchers ainsi qu'à l'emplacement des renvois de plancher;

g) les données complètes relativement au système de filtration de l'eau, y compris la description des filtres et les caractéristiques de ceux-ci, l'emplacement et les caractéristiques techniques de la tuyauterie du système de recirculation de l'eau et de l'unité de pompage, l'emplacement et les caractéristiques des renvois de vidange, des goulottes ou des écumoirs, le nombre et l'emplacement des bouches d'alimentation en eau filtrée, des bouches de système de nettoyage par le vide des parois et du fond du bassin, le système d'alimentation du désinfectant avec ses accessoires et canalisations, les manomètres, indicateurs du débit,

purgeurs d'air, trappes à cheveux et soupapes de fonctionnement ;

h) l'emplacement et les dimensions de la station ou de la chambre de filtration et de la chambre d'entreposage des produits chimiques ;

i) les détails relatifs aux trousseaux d'analyse et à la source d'alimentation en eau de la pataugeoire ou piscine publique ; et

j) le nom et l'adresse de la personne qui sera responsable de l'exploitation de la pataugeoire ou piscine publique.

5. Conformité : Avant d'accorder un permis pour la construction, la modification ou l'installation d'une pataugeoire ou piscine publique, le sous-ministre doit s'assurer que les plans et devis sont conformes au présent règlement.

6. Obligation : La pataugeoire ou piscine publique doit, dans tous les cas, être construite, installée ou modifiée conformément aux plans et devis tels que soumis et approuvés par le sous-ministre selon les articles 3 et 4.

SECTION III ALIMENTATION EN EAU ET ÉVACUATION DES EAUX USÉES

7. Eau : Le bassin d'une pataugeoire ou piscine publique ainsi que ses équipements sanitaires, y compris fontaines, lavabos et douches, doivent être alimentés en eau fraîche d'une qualité conforme aux normes et objectifs contenus dans le document intitulé Normes et objectifs pour l'eau potable au Canada (seconde édition) publié à Ottawa en 1974 par le Ministère de la Santé nationale et du Bien-Être social du Canada.

L'eau recirculée qui alimente le bassin d'une pataugeoire ou piscine publique doit être d'une qualité conforme aux normes contenues dans la section X.

8. Raccordement à l'égout : Conformément au Code de plomberie, tout équipement de vidange d'une pataugeoire ou piscine publique, goulotte ou trop-plein du système de circulation s'écoulant vers un réseau d'égout ou une autre conduite d'évacuation des eaux usées, doit être muni d'un espace d'air afin d'empêcher tout danger de contamination dans les canalisations de la pataugeoire ou piscine publique.

9. Évacuation des eaux : Les eaux de lavage des filtres, les eaux de trop-plein et les eaux de vidange d'une pataugeoire ou piscine publique et les eaux usées des équipements sanitaires doivent être évacuées dans un réseau

d'égout ou un système de traitement des eaux dont la construction a été autorisée selon l'article 32 de la Loi.

10. Eaux de lavage : Dans le cas où les eaux de lavage des filtres d'une pataugeoire ou piscine publique ne sont pas évacuées dans un réseau d'égout municipal ou un réseau d'égout exploité par une personne qui détient le permis d'exploitation visé à l'article 32.1 de la Loi, elles doivent être évacuées dans un puits filtrant.

SECTION IV BOUCHES D'ALIMENTATION ET RENVOIS DE VIDANGE

11. Renvois de vidange : Toute pataugeoire ou piscine publique doit être pourvue d'un renvoi de vidange, à son point le plus bas, afin de pouvoir vidanger complètement et facilement le bassin.

12. Détails techniques : Tout renvoi de vidange doit être recouvert d'une grille conçue pour que les baigneurs ne puissent l'enlever sans outil.

La surface libre de la grille du renvoi de vidange doit être d'au moins 4 fois la surface de la section du tuyau raccordé au renvoi de vidange ou encore, avoir une surface libre suffisante pour que la vitesse d'écoulement de l'eau à travers les orifices de la grille ne dépasse 45 cm/seconde (1,44 pi/seconde).

13. Nombre de renvois de vidange : Dans le cas où la largeur de la piscine ou la pataugeoire publique excède 10 mètres (32,75 pi), on doit installer 2 ou plusieurs renvois de vidange situés dans la zone d'eau profonde du bassin. Ces renvois doivent alors être placés à une distance comprise entre 2 et 5 mètres (6,56 et 16,40 pi) l'un de l'autre et d'au plus 5 mètres (16,40 pi) des parois du bassin.

14. Soupapes et pompes : Les soupapes et les pompes utilisées dans les installations de vidange d'une pataugeoire ou piscine publique doivent être conçues de telle sorte qu'il n'y ait pas de possibilité de surcharger l'égout.

15. Bouches d'alimentation : Les bouches d'alimentation d'eau recirculée dans le bassin d'une pataugeoire ou piscine publique doivent être placées de façon à produire une circulation uniforme de l'eau et à maintenir une concentration uniforme en désinfectant résiduel dans le bassin.

Les bouches d'alimentation d'eau recirculée ne doivent pas faire saillie de plus de 20 mm (0,78 po) sur le fond ou les parois du bassin et doivent être submergées d'au moins 30 cm (11,79 po).

16. Raccordements croisés interdits : Les raccordements croisés entre l'alimentation de l'eau fraîche et l'alimentation d'eau recirculée sont interdits, à moins de prévoir une installation conforme au Code de plomberie concernant les raccordements croisés.

17. Nombre de bouches d'alimentation d'eau recirculée : Dans toute pataugeoire ou piscine publique, il doit y avoir une bouche d'alimentation d'eau recirculée par 37 mètres carrés (398,3 pi²) de plan d'eau ou par 57 000 litres (14 820 g.) de capacité du bassin, selon la méthode qui donne le plus grand nombre de bouches d'alimentation.

Dans tous les cas, il doit y avoir au moins 2 bouches d'eau recirculée.

18. Mécanisme de réglage : Chaque bouche d'alimentation d'eau recirculée doit être munie d'un mécanisme de réglage accessible de l'intérieur du bassin.

19. Eau d'appoint : Toute pataugeoire ou piscine publique doit être pourvue d'une bouche d'alimentation en eau d'appoint capable d'ajouter dans le bassin, sur une période de 24 heures, au moins 1% du volume d'eau du bassin. Cette eau doit être de la qualité prévue au premier alinéa de l'article 7.

SECTION V ÉCUMAGE DU PLAN D'EAU

20. Obligation : L'écumage de la nappe d'eau est obligatoire pour toutes les pataugeoires et piscines publiques.

21. Choix : L'écumage de la nappe d'eau doit être réalisé au moyen d'un système d'écumaires ou de goulottes sur promenade recouverte d'une grille.

22. Goulotte continue : Toute goulotte posée dans une pataugeoire ou piscine publique doit être de type autre qu'une goulotte continue encastrée dans les parois du bassin.

23. Normes techniques relatives aux goulottes : Les goulottes doivent être séparées du bassin par un déversoir continu et de niveau, de façon à maintenir un écoulement d'eau continu de la surface vers les goulottes.

Le fond de la goulotte doit être arrondi, sans angle vif et incliné selon une pente d'au moins 1% vers les renvois de vidange.

La profondeur et la largeur de la goulotte ainsi que le nombre de renvois de vidange dans le fond de celle-ci devront être conçus pour laisser une chute d'eau libre constante d'au moins 15 cm (5,89 po) entre le sommet du déversoir et le dessus de la nappe d'eau dans le fond de la

goulotte et pour permettre l'écoulement d'un débit total au moins égal à 50% du volume d'eau recirculée sur les filtres, l'autre 50% provenant des renvois de vidange placés dans le fond du bassin.

24. Grille : La grille de la goulotte doit être faite d'un matériau résistant à la corrosion.

Cette grille doit être amovible pour permettre le nettoyage du fond de la goulotte.

25. Disposition des goulottes : Un bassin pourvu de goulottes doit l'être sur plus de la moitié de son périmètre ou, dans le cas d'un bassin rectangulaire, sur les 2 parois les plus longues.

26. Réservoir d'équilibre : L'eau des goulottes doit se déverser par gravité dans un réservoir d'équilibre qui doit contenir un volume d'eau équivalent au moins à 0,042 m³/baigneur (1,48 pi³/baigneur) selon la charge maximale de baigneurs calculée suivant l'article 38.

Ce réservoir d'équilibre doit être muni de dispositifs de contrôle qui assurent un niveau d'eau constant au-dessus du sommet du déversoir, de sorte que l'eau qui se déverse dans les goulottes entraîne la poussière, la mousse et les matières grasses de la surface de la nappe d'eau.

Ce réservoir et ses composantes doivent être à l'épreuve de la corrosion. Le réservoir doit être muni d'une trappe d'accès, d'une échelle, d'un trop-plein et d'un renvoi de vidange avec soupape de fermeture et soupapes de contrôle à flotte.

27. Écumeurs : Toute écumeur doit être conçue avec un déservoir mobile qui se règle automatiquement suivant la variation de la hauteur du niveau d'eau dans le bassin, de façon à maintenir un écoulement d'eau continu sur ce plan d'eau.

L'ensemble des écumeurs, y compris la tuyauterie les reliant à la pompe de recirculation ou au réservoir d'équilibre, selon le cas, doit être capable de véhiculer de 70% à 80% du débit exigé pour l'ensemble du système de filtration.

Les écumeurs doivent être au nombre d'au moins 2. Elles doivent être placées au moins sur les 2 côtés les plus longs dans le cas d'un bassin rectangulaire.

Le nombre d'écumeurs doit être supérieur ou égal, y compris toute fraction, à la surface de la nappe d'eau mesurée en mètres carrés, divisée par 37 m² (398,26 pi²).

Toutes les composantes extérieures de l'écumeur doivent effleurer les parois du bassin et la promenade.

Les écouloirs doivent être munies de dispositifs pour empêcher l'entraînement d'air dans les canalisations reliées à l'aspiration de la pompe de circulation.

Toute écouloir doit être construite conformément aux normes de la *National Sanitation Foundation (NSF)*.

SECTION VI RECIRCULATION DE L'EAU

28. Piscines publiques : Toute piscine publique doit être munie d'un système de recirculation de l'eau constitué d'une tuyauterie anticorrosive capable de résister à la pression du système de recirculation, de pompes, tamis, soupapes, d'un système de nettoyage à vide, de filtres et d'appareils de traitement de l'eau.

29. Renouvellement : Le système de recirculation de l'eau visé à l'article 28 doit filtrer et désinfecter complètement le volume d'eau du bassin en au plus 6 heures, assurant ainsi un minimum de 4 renouvellements par jour.

30. Tamis : Le système de recirculation de l'eau doit comprendre un tamis pour empêcher que les cheveux et autres déchets ne s'infiltrent dans la pompe ou le filtre.

Le tamis doit être construit de matériaux résistant à la corrosion et pourvu d'orifices d'un diamètre maximal de 3,17 mm (0,125 po) qui présentent une surface totale d'écoulement libre correspondant au moins à 4 fois la section d'aspiration de la pompe.

Ce tamis doit être amovible pour en faciliter le nettoyage.

31. Nettoyage à vide : On doit installer un système de nettoyage à vide dans toute piscine publique. Lorsqu'un tel système est intégré au système de recirculation de l'eau, on doit prévoir des raccordements dans les parois du bassin, à au moins 20 cm (7,86 po) sous la surface de l'eau.

32. Pompes : Les pompes du système de recirculation de l'eau doivent être de type centrifuge, conçues de sorte à assurer le nombre de renouvellement d'eau indiqué à l'article 29.

Si la pompe ou la tuyauterie d'aspiration est placée au-dessus du niveau du trop-plein du bassin, la pompe doit être munie d'un amorçage automatique ou pourvue d'un dispositif auxiliaire d'amorçage.

Les pompes doivent fournir un débit d'eau de circulation pour une hauteur manométrique minimale de 15,24 mètres (50 pi) dans le cas d'un filtre à sable de type à pression ou de 24,38 mètres (80 pi) dans le cas d'un filtre à terre diatomée de type à pression.

33. Électrolyse : Tout système de recirculation de l'eau d'une piscine doit être conçu pour éviter tout phénomène d'électrolyse.

34. Chauffage de l'eau : Toute pataugeoire ou piscine publique chauffée doit être munie d'un thermomètre fixe sur le tuyau de recirculation à la sortie du système de chauffage et d'un autre thermomètre près des renvois de vidange du bassin.

35. Mercure : Dans une pataugeoire ou piscine publique, on doit faire usage de débitmètres ou de thermomètres d'un type autre qu'à colonne de mercure.

36. Pataugeoires publiques : Toute pataugeoire publique doit être munie d'un système de recirculation de l'eau conforme aux articles 28 à 34 ou du système à circulation effluente décrit à l'article 37.

Les pataugeoires publiques doivent être d'un type autre que le type « emplir-vider tous les jours » sans circulation filtrée ou effluente.

37. Pataugeoires à circulation effluente : La pataugeoire publique à circulation effluente doit être conçue de sorte à assurer d'une part un changement proportionné de l'eau par l'addition continue d'une eau de la qualité prévue au deuxième alinéa de l'article 7 et, d'autre part, un déversement du trop-plein à l'égout.

Une telle pataugeoire publique doit être vidée et nettoyée à toutes les 6 heures d'exploitation. Elle doit être pourvue d'un mécanisme pouvant injecter dans la conduite de dérivation alimentant le bassin, la quantité de désinfectant nécessaire à maintenir en tout point du bassin la teneur en désinfectant résiduel prévue dans les sections X et XI.

Un dispositif antirefoulement doit être prévu pour éviter tout refoulement du désinfectant dans la conduite d'alimentation en eau potable.

Un débitmètre doit être installé sur la conduite de dérivation mentionnée au deuxième alinéa afin de contrôler le débit en litres ou en gallons d'eau injectée par minute, débit qui doit être fixé à 1/360 du volume total d'eau du bassin.

L'injection d'eau fraîche additionnée du désinfectant requis doit être faite uniformément sous la surface de l'eau tout autour du bassin et de façon à ce que chaque bouche d'alimentation ne desserve pas une distance linéaire supérieure à 4,6 mètres (15,08 pi).

SECTION VII

CHARGE MAXIMALE DE BAINNEURS

38. Limite : L'exploitant d'une pataugeoire ou piscine publique ne peut en aucun cas admettre dans le bassin et sur la promenade plus de baigneurs que le nombre maximal obtenu en accordant à un baigneur 1,37 mètre carré (15 pi²) de surface de plan d'eau dans la partie peu profonde du bassin et 2,22 mètres carrés (24 pi²) de surface de plan d'eau dans la partie profonde.

Pour les fins de ce calcul, la partie profonde du bassin est celle où l'eau atteint plus de 1,37 mètre (4,5 pieds) de profondeur.

SECTION VIII

FILTRATION AU SABLE

39. Application de cette section : La présente section s'applique à tous les filtres au sable destinés à l'usage des piscines ou des pataugeoires publiques.

40. Débit : Les filtres au sable à pression de type conventionnel doivent être conçus pour assurer un débit maximal de 122,17 litres par minute par mètre carré (3 gpm) de surface filtrante, au moment de la perte de charge maximale.

Les filtres au sable de type ultra-rapide fonctionnant sous pression doivent pour leur part être conçus pour assurer un débit minimal de 203,63 litres par minute par mètre carré (5 gpm) et un débit maximal de 610,89 litres par minute par mètre carré (15 gpm) de surface filtrante, au moment de la perte de charge maximale.

Le lit filtrant doit être conçu pour assurer le débit exigé par le renouvellement stipulé et permettre de respecter en tout temps les normes de qualité de l'eau prévues dans la section X.

41. Tuyauterie : La tuyauterie à l'intérieur des filtres doit être construite de matériaux durables résistant à la corrosion. Elle doit être installée de manière à ce que les parois et les orifices ne subissent pas de pression extérieure qui pourrait en diminuer la section. Cette tuyauterie doit être conçue pour assurer une distribution uniforme du volume d'eau pendant la filtration et le lavage.

42. Espace libre : On doit laisser au moins 30 cm (11,79 po) d'espace libre entre le niveau supérieur du matériel filtrant et la partie la plus basse de la tuyauterie ou des orifices de vidange qui évacuent le trop-plein pendant le lavage.

43. Accessoires : Le système de filtration doit être pourvu d'un manomètre sur le tuyau d'entrée et d'un autre

sur le tuyau de sortie. Il doit y avoir, en outre, sur le tuyau de vidange, un témoin vitré pour contrôler le lavage et, d'autre part, des purgeurs d'air avec soupape d'arrêt sur le point le plus élevé du filtre ou à proximité de ce point.

Dans le cas des filtres au sable de type ultra-rapide, la succion de l'eau doit s'effectuer par des orifices multiples percés dans des tuyaux horizontaux, au nombre d'au moins 8, situés à la base du filtre.

44. Efficacité requise : Le système de filtration doit comprendre toutes les soupapes, les pompes, la tuyauterie et accessoires requis pour assurer :

- a) la filtration complète de l'eau recirculée dans le bassin, dans le laps de temps prévu à l'article 29 ;
- b) le lavage individuel des filtres et l'évacuation de l'eau usée à un débit minimal de 610,89 litres par minute par mètre carré (15 gpm) de surface filtrante ;
- c) l'isolement individuel d'un ou de plusieurs filtres pour fins de réparation tout en permettant aux autres de fonctionner ;
- d) la vidange complète de toutes les parties du système de filtration ;
- e) l'entretien et l'inspection du système de filtration.

45. Regard : Le réservoir de tout filtre à pression d'un diamètre de plus de 1,2 m (3,93 pi) doit être pourvu d'un regard d'accès d'une dimension minimale de 28 cm × 38 cm (11 po × 14,93 po) ou d'un diamètre minimal de 38 cm (14,93 po) et, dans tous les cas, être doté d'un couvercle.

46. Solidité : Le réservoir contenant le sable filtrant et tous les accessoires qui font partie intégrante, doit pouvoir supporter une pression d'opération de 344,74 kPa (50 lbs/po²) avec un facteur de sécurité de 4 à 1.

Dans le cas où la pression de fermeture de la pompe excède 344,73 kPa (50 lbs/po²), le réservoir doit être conçu pour un fonctionnement à cette pression, tout en bénéficiant d'un facteur de sécurité de 4 à 1.

SECTION IX

FILTRATION À TERRE DIATOMÉE

47. Débit : Les filtres à terre diatomée doivent être conçus pour assurer un débit n'excédant pas 81,45 litres par minute par mètre carré (2 gpm) de surface réelle de filtration en alimentation intermittente de terre diatomée, et n'excédant pas 101,81 litres par minute par mètre carré (2,5 gpm) en alimentation continue de terre diatomée.

48. Alimentation continue : Tout système d'alimentation continue de terre diatomée doit alimenter le filtre de façon continue, proportionnellement au débit de la pompe et avec une précision de 10%.

49. Échelle calibrée : Le système doit être pourvu d'un appareil muni d'une échelle calibrée ajustable de 2 à 6 mg/l pour mesurer l'alimentation de la terre diatomée.

50. Filtres de textile : Dans le cas d'un filtre à terre diatomée dont le septum est fabriqué de textile, la surface de filtration est calculée selon la surface réelle de filtration. Dans ce calcul, il n'est pas tenu compte des surfaces où la filtration est entravée par de gros supports, des chicanes ou des parties de charpente.

51. Éléments de support : Les éléments de support du septum doivent être fabriqués en matériaux résistant à la corrosion et capables de résister aux conditions de la pression différentielle maximale, entre l'entrée et la sortie, qui peut être créée par la pompe de circulation.

Ils doivent en outre être suffisamment résistants pour soutenir tous les efforts supplémentaires créés par les opérations de lavage.

52. Entretien : Les filtres à terre diatomée doivent être facilement démontables.

On doit prévoir un espace suffisant pour permettre de travailler au-dessus et autour du filtre, d'en démonter et d'en remplacer n'importe quelle partie et d'en faire l'entretien de façon régulière.

53. Équipements divers : Le système de filtration à terre diatomée doit être pourvu de manomètres, d'indicateurs de vide et des soupapes nécessaires pour contrôler l'état du système.

54. Fermeture automatique : Dans le cas d'un système de filtration à terre diatomée sous vide où la pompe de circulation est d'une puissance de 1,49 kW (2 HP) ou plus, il faut installer un dispositif de fermeture automatique réglable pour empêcher que la pompe ne soit endommagée par cavitation.

55. Lavage : Les systèmes de filtration à terre diatomée doivent être pourvus d'un système de lavage à contre-courant par eau sous pression, par air comprimé, par arrosage d'eau (procédé mécanique ou manuel) ou par agitateurs.

56. Drainage : Le filtre à terre diatomée doit être installé de sorte qu'il puisse être drainé complètement.

57. Normes : Sous réserve de toute disposition différente du présent règlement, les filtres à sable ou à terre diatomée utilisés pour une pataugeoire ou piscine publique doivent être conformes aux normes prescrites respectivement dans le document intitulé *Standard No. 10 relating to Sand Type Filters for Swimming Pools* publié en 1960, révisé en octobre 1966 et modifié les 23 juillet 1970 et 12 février 1971 par la *National Sanitation Foundation (NSF)* ainsi que dans le document intitulé *Standard No. 9 relating to Diatomite Type Filters for Swimming Pools* publié par l'organisme précité en 1960, révisé en octobre 1966 et modifié les 23 juillet 1970 et 12 février 1971.

SECTION X QUALITÉ DE L'EAU

58. Normes de qualité de l'eau : Sous réserve de l'article 61, les qualités physico-chimiques et bactériologiques de l'eau dans une pataugeoire ou une piscine publique doivent être en tout temps conformes à chacune des normes suivantes :

Tableau

	Paramètre	Norme
Qualité physico-chimique	Couleur (unités)	0-15
	Turbidité (unités)	0-5
	pH	7,4 — 7,8
	Alcalinité (mg/l CaCO_3)	minimum 50
	Halogénures en excès de l'eau d'alimentation (mg/l Cl)	maximum
	Désinfectant résiduel libre (mg/l Cl_2)	0,6 — 1,2
Qualité bactériologique	Bactéries coliformes (MF à 35°C)	absence/100 ml
	Staphylocoques fécaux (<i>S. Aureus</i>)	absence/100 ml
	Streptocoques fécaux (groupe D de Lancefield)	absence/100 ml
	<i>Pseudomonas aeruginosa</i>	absence/100 ml

59. Méthode de mesure : Les échantillons utilisés à des fins de contrôle de la qualité de l'eau d'une pataugeoire ou piscine publique doivent être analysés selon les méthodes suivantes décrites dans la quatorzième édition (1975) de l'ouvrage intitulé *Standard Methods for the Examination of Water and Waste Water* publié conjointement par l'*American Public Health Association*, l'*American Water Works Association* et la *Water Pollution Control Federation* :

a) la couleur est déterminée selon la méthode 204 A intitulée *Visual Comparison Method* ;

b) la turbidité est déterminée selon la méthode 214 A intitulée *Nephelometric Method — Nephelometric Turbidity Units* ;

c) les halogénures sont déterminées selon la méthode 408 A intitulée *Argentometric Method* ou selon la méthode 602 intitulée *Chloride Ferricyanide Method (Tentative)* ;

d) les bactéries coliformes sont déterminées selon la méthode 909 A intitulée *Standard Total Coliform Membrane Procedure* en utilisant un milieu M-Endo prévu au paragraphe 11 de la section 905 c de cette méthode ;

e) les staphylocoques dorés sont déterminés selon la méthode 914 C intitulée *Membrane Filter Procedure for Staphylococci (Tentative)* ;

f) les streptocoques fécaux sont déterminés selon la méthode 910 B intitulée *Membrane Filter Technic* ;

g) les *pseudomonas aeruginosa* sont déterminés selon la méthode 914 D intitulée *Membrane Filter Technic for Pseudomonas Aeruginosa (Tentative)*.

Le pH, le désinfectant résiduel libre et l'alcalinité sont déterminés à l'aide des trousseaux d'analyse au diéthyl-p-phenylene-diamine visées à l'article 67.

60. Limpidité : L'eau de toute pataugeoire ou piscine publique doit être assez limpide pour qu'un disque noir d'une dimension minimale de 15 cm (5,89 po) placé à l'endroit le plus profond du bassin, soit clairement visible à un observateur placé sur la promenade à au moins 10 m (32,8 pi) du disque.

61. Température élevée de l'eau : Nonobstant l'article 58, dans le cas où la température de l'eau d'une piscine publique excède 27°C, le pH doit être compris entre 7,8 et 8,5 et la concentration en désinfectant résiduel doit être de 0,8 à 1,5 mg/l Cl_2 ou l'équivalent.

SECTION XI DÉSINFECTION

62. Désinfection obligatoire : Toute piscine publique doit être continuellement désinfectée à l'aide d'un appareil qui distribue dans l'eau un produit chimique produisant un effet résiduel mesurable. La même exigence s'applique à toute pataugeoire publique munie d'un système de recirculation de l'eau.

63. Produits chimiques dangereux : Le produit chimique visé à l'article 62 ne doit pas être de nature à porter atteinte à la santé des baigneurs ni à conférer à l'eau des propriétés toxiques.

64. Désinfectant autre que le chlore : Nul ne peut entreprendre l'utilisation d'un désinfectant autre que le chlore dans l'eau d'une pataugeoire ou piscine publique à moins qu'il n'ait obtenu un certificat d'autorisation du sous-ministre, conformément à l'article 22 de la Loi.

Toute personne ou municipalité qui sollicite le certificat d'autorisation requis selon le présent article doit transmettre au sous-ministre la demande d'autorisation prévue dans l'annexe A.

Un tel désinfectant doit produire en tout point du bassin un effet résiduel d'une puissance désinfectante équivalente à celle du chlore (0,6 — 1,2 mg/l Cl_2).

65. Appareil de désinfection : L'appareil utilisé pour désinfecter l'eau d'une pataugeoire ou piscine publique doit être conforme aux normes suivantes :

a) l'appareil et sa tuyauterie doivent être construits de matériaux résistants à la corrosion et aux vapeurs ou solutions désinfectantes ;

b) il doit pouvoir subir des ajustements répétés et être démontable facilement pour fins d'entretien et de nettoyage ;

c) il doit être conçu de sorte que le désinfectant ne puisse jamais parvenir directement au bassin et de sorte que le désinfectant soit introduit dans la tuyauterie de retour d'eau entre le bassin et le dernier des appareils suivants : le filtre, le chauffe-eau ou la pompe, selon la séquence d'utilisation de ceux-ci sur le circuit de recirculation du bassin ;

d) il doit pouvoir alimenter le bassin d'au moins 10 mg/l Cl_2 ou de l'équivalent de tout autre désinfectant ;

e) il doit être muni d'un doseur susceptible d'assurer un débit compris entre 25% et 100% de la capacité maximale de l'appareil ;

f) le doseur visé au paragraphe e doit être en mesure d'émettre le désinfectant continuellement à 10% près de tout ajustement de dosage ;

g) l'appareil peut être muni d'un dispositif d'analyse continue de l'eau recirculée à condition que celui-ci soit capable d'indiquer, d'une façon continue, sur échelle, le pH de 0 à 10 avec une précision de $\pm 0,02$ pH, de mesurer le chlore libre avec une précision de $\pm 0,1$ mg/l et soit pourvu d'un système d'alerte capable d'avertir lorsque les normes de pH et de chlore libre prévues au présent règlement ne sont pas respectées.

66. Vente et distribution : Tout appareil de désinfection de l'eau muni d'un dispositif d'analyse continue de l'eau recirculée vendu ou distribué au Québec pour une pataugeoire ou piscine publique doit être conforme aux exigences du paragraphe g de l'article 65.

67. Trousse d'analyse : Toute pataugeoire ou piscine publique doit être pourvue d'une trousse d'analyse capable de mesurer instantanément, en tout temps, avec du diéthyl-p-phenylene-diamine (D-P-D) la concentration du désinfectant, entre 0,1 et 1,0 mg/l Cl_2 à 0,1 mg/l près et, entre 1,0 et 3,0 mg/l Cl_2 à 0,5 mg/l près, tel qu'indiqué à l'échelle de l'appareil. La trousse doit permettre de mesurer le chlore résiduel libre et le chlore total.

Cette trousse doit aussi, dans les mêmes conditions, permettre de faire la mesure du pH à 0,1 unité de pH près ainsi que la mesure de l'alcalinité totale de l'eau.

Une seule trousse d'analyse suffit dans le cas d'un établissement où il y a à la fois une pataugeoire publique et une piscine publique.

SECTION XII PROMENADES

68. Règles générales : Toute pataugeoire ou piscine publique doit être pourvue d'une promenade dont la surface ne doit pas être inférieure à une fois la surface du plan d'eau dans les cas où celle-ci est inférieure à 470 m² (5 059,08 pi²).

69. Grandes pataugeoires ou piscines publiques : Dans le cas d'une pataugeoire ou piscine publique dont la surface du plan d'eau est égale ou supérieure à 470 m² (5 059,08 pi²), la surface de la promenade ne doit pas être inférieure aux normes établies selon les méthodes suivantes :

a) bassins ≥ 470 m² (5 059,08 pi²) et ≤ 700 m² (7 534,80 pi²) : $S_p = (S_b \times 90\%) + 47$ m² (505,9 pi²) ;

b) bassins > 700 m² (7 534,80 pi²) et ≤ 930 m² (10 012,52 pi²) : $S_p = (S_b \times 80\%) + 117$ m² (1 259,38 pi²) ;

c) bassins > 930 m² (10 012,52 pi²) : $S_p = (S_b \times 70\%) + 210$ m² (2 260,44 pi²) ;

où S_p = surface de la promenade et

S_b = surface du bassin.

70. Largeur : Toute promenade doit être d'une largeur d'au moins 1,5 m (4,92 pi) sur tout le pourtour du bassin, sauf dans le cas d'un bassin extérieur, où cette largeur est d'au moins 3 m (9,84 pi).

71. Drainage : Toute promenade doit comporter une pente de 2 à 3%, conçue de sorte que l'eau ne s'écoule pas vers le bassin.

Dans le cas de pataugeoires ou de piscines publiques couvertes, il doit aussi y avoir des renvois de promenade de 5,08 cm (2 po) de diamètre qui ne soient pas distants de plus de 5 m (16,40 pi) l'un de l'autre, centre à centre.

Les renvois de promenade ne doivent jamais être reliés au système de recirculation et aux goulottes.

72. Revêtement : Le revêtement de la promenade doit être constitué exclusivement de béton, de pierre cimentée ou de céramique, être imperméable, non-poreux, non-absorbant, non-fibreux et ne pas être susceptible de retenir l'eau.

SECTION XIII SALLES DE DÉSHABILLAGE

73. Nombre : Toute pataugeoire ou piscine publique doit être pourvue de salles de déshabillage.

Dans le cas d'un bassin intérieur, les salles de déshabillage doivent occuper au moins 0,46 m²/baigneur (4,95 pi²/baigneur) selon la charge maximale de baigneurs admise dans ce bassin tel que prévu à la section VII.

Dans le cas d'un bassin plein air, il doit y avoir au moins une unité de déshabillage de 0,84 m²/20 baigneurs (9,041 pi²/baigneur) dans les conditions mentionnées au deuxième alinéa avec, en tout temps, un minimum de 4 unités par sexe.

Pour les fins de ces calculs, les salles de déshabillage ne comprennent pas les espaces réservés aux toilettes et aux douches.

74. Ventilation : Les salles de déshabillage doivent être ventilées.

75. Prise d'eau : Dans chaque salle de déshabillage, on doit prévoir au moins une prise d'eau à laquelle on puisse fixer un boyau d'arrosage pour le nettoyage de la salle ainsi que des installations sanitaires attenantes.

76. Plancher : Le plancher des salles de déshabillage doit être recouvert d'un revêtement conforme à l'article 72 et être facile d'entretien.

Le plancher doit avoir une pente de 2 à 3% orientée vers un renvoi de plancher.

Toutes les encoignures entre le plancher et les murs, entre le plancher et les cloisons et entre les murs eux-mêmes doivent être arrondies.

77. Propreté : Les salles de déshabillage d'une pataugeoire ou piscine publique doivent être tenues rigoureusement propres en tout temps.

On procédera à une désinfection quotidienne de celles-ci à l'aide d'une solution de 0,3 à 0,6% de chlore libre ou de l'équivalent.

SECTION XIV INSTALLATIONS SANITAIRES

78. Exigences minimales : Toute pataugeoire ou piscine publique doit être pourvue d'un nombre d'installation sanitaire conforme aux exigences minimales contenues dans le tableau suivant :

Tableau

Catégorie	Cabinets d'aisance		Urinoirs	Lavabos		Fontaines	Douches	
	hommes	femmes		hommes	femmes		hommes	femmes
Bassin couvert	1/60	1/40	1/60	1/100	1/100	1/100	1/40	1/40
Bassin plein air	1/120	1/80	1/120	1/300	1/300	1/100	1/80	1/80
Spectateurs	1/600	3/600	2/600	2/600	2/600	1/100		

Dans tous les cas, il doit y avoir au moins :

- a) pour les hommes : 1 cabinet d'aisance, 1 urinoir, 2 lavabos et 2 douches ;
- b) pour les femmes : 2 cabinets d'aisance, 2 lavabos et 2 douches ;
- c) 1 fontaine.

79. Normes générales : Les installations sanitaires visées à l'article 78 doivent être contiguës à la promenade et réservées à l'usage exclusif des baigneurs.

Dans le cas d'une pataugeoire ou piscine publique située sur un terrain de camping ou de caravaning, les installations sanitaires peuvent cependant être éloignées à une distance de 50 m (164 pi) de la promenade.

80. Douches : Toutes les pataugeoires ou piscines publiques doivent être pourvues de douches avec eau chaude et eau froide.

L'eau chaude doit avoir une température d'au moins 35°C et son débit doit être d'au moins 11,4 litres par minute (2,964 gpm).

La tuyauterie de distribution de l'eau doit être munie d'un dispositif thermostatique ou d'une soupape de mélange conçu de telle sorte que le mélange d'eau chaude et d'eau froide puisse être obtenu sans que le baigneur ne s'expose à être ébouillanté.

81. Normes techniques : Les douches d'une pataugeoire ou piscine publique doivent être conformes aux normes techniques qui leur sont applicables en vertu du Code de plomberie.

82. Disposition : Les installations sanitaires d'une pataugeoire ou piscine publique doivent être séparées pour l'usage de chaque sexe et disposées de telle sorte que les baigneurs puissent les utiliser avant de passer aux douches lorsqu'ils se dirigent vers le bassin.

83. Cabinets d'aisance : Les cabinets d'aisance d'une pataugeoire ou piscine publique doivent être à chasse d'eau.

Ils doivent être entretenus proprement en tout temps et libres de toute odeur.

84. Bains de pied : Les bains de pied sont interdits pour toute pataugeoire ou piscine publique sauf s'il y a une circulation constante de l'eau.

85. Hôtel, motel, conciergerie : Nonobstant l'article 73, les salles de déshabillage ne sont pas obligatoires dans le

cas de piscines publiques destinées à l'usage d'un motel, d'un hôtel ou d'une conciergerie.

Les exigences relatives aux installations sanitaires établies aux articles 78, 79 et 82 ne s'appliquent pas aux pataugeoires et piscines publiques destinées à l'usage de tels établissements. Dans ceux-ci, il doit néanmoins y avoir, à 50 m (164 pi) ou moins du bassin, un lavabo, un cabinet d'aisance et une douche pour chaque sexe, destinés à l'usage des baigneurs.

SECTION XV SALUBRITÉ, PROPRETÉ ET HYGIÈNE

86. Douche obligatoire : Toute personne qui désire se baigner dans une pataugeoire ou une piscine publique doit obligatoirement prendre une douche et se laver avant de pénétrer dans le bassin ou sur la promenade.

87. Prévention des maladies : L'accès d'une pataugeoire ou d'une piscine publique est interdit à une personne atteinte d'une lésion cutanée, d'une maladie de la peau ou d'une maladie contagieuse ou infectieuse.

88. Comportement : Il est interdit de cracher, d'uriner ou de se moucher dans une pataugeoire ou une piscine publique.

89. Saletés apparentes : Toute saleté apparente au fond du bassin, toute écume et toute matière flottante doit être enlevée de l'eau par l'exploitant de toute pataugeoire ou piscine publique.

90. Nourriture : Il est interdit d'apporter ou d'avoir en sa possession de la nourriture ou une boisson dans une pataugeoire ou piscine publique ou sur la promenade de celle-ci.

91. Interdiction de fumer : Il est interdit de fumer dans une pataugeoire ou piscine publique, ainsi que sur la promenade de celle-ci, dans les douches et dans les salles de déshabillage.

92. Serviettes et maillots de bain : L'exploitant d'une pataugeoire ou piscine publique qui prête ou loue des serviettes ou maillots de bain doit, après chaque usage de ceux-ci par un baigneur, les laver et les désinfecter au javel.

Ces serviettes et maillots de bain doivent être de couleur blanche.

SECTION XVI

DISPOSITIONS FINALES

93. Chauffage : Toute pataugeoire ou piscine publique intérieure, ses installations sanitaires ainsi que les salles de déshabillage doivent être chauffées conformément au présent article.

La température des salles de déshabillage et des salles où se trouvent les installations sanitaires doit être comprise entre 25°C et 27°C.

La température ambiante de la salle où se trouve le bassin ne doit pas être inférieure de 1°C et supérieure de 3°C par rapport à la température de l'eau.

94. Spectateurs : L'espace réservé à l'usage des spectateurs doit être séparé des espaces utilisés par les baigneurs d'une pataugeoire ou piscine publique de sorte que les spectateurs ne puissent avoir accès à la promenade sans se soumettre aux exigences de l'article 86.

95. Fond et parois : Le fond et les parois d'une pataugeoire ou piscine publique doivent être constitués de béton, de céramique ou de fibre de verre. Le béton doit être d'un type autre que le béton bitumineux.

L'usage du vinyle est cependant permis dans le cas d'une piscine ou pataugeoire publique destinée à l'usage d'une conciergerie ou d'un groupe de maisons privées.

96. Utilisation de la promenade : La promenade d'une pataugeoire ou piscine publique doit être utilisée exclusivement pour des fins reliées directement à la baignade. Ceci exclut notamment les repas et les banquets.

97. Préposés : Tout employé, préposé ou surveillant affecté à une piscine ou pataugeoire publique doit, lorsqu'il marche sur la promenade, porter des chaussures différentes de celles qu'il porte à l'extérieur de cette piscine ou pataugeoire publique.

98. Registre : L'exploitant d'une pataugeoire ou piscine publique doit remplir un registre quotidien sur une feuille de rapport hebdomadaire conforme à celle reproduite dans l'annexe B.

Le registre doit être rempli complètement.

L'inscription de la mesure d'alcalinité dans le registre doit se faire une fois par jour. La mesure du désinfectant libre et total ainsi que du pH doit être faite au moins une fois avant et une fois pendant chaque période d'ouverture et répétée à toutes les 3 heures d'opération. Dans le cas d'une pataugeoire ou piscine publique destinée à l'usage d'une conciergerie ou d'un groupe de maisons privées, il suffit

d'effectuer cette mesure une fois avant et une fois après chaque période d'ouverture.

Ce registre doit être conservé pendant une période d'au moins 1 an.

99. Pataugeoires et piscines publiques existantes : Le présent règlement s'applique aux pataugeoires et piscines publiques déjà construites ou installées le 2 février 1977, sauf en ce qui concerne la section XII. La section XII s'applique à ces pataugeoires et piscines publiques dans la mesure où on apporte des modifications à la promenade de celles-ci.

ANNEXE A

(a. 64)

**Gouvernement du Québec
Ministère de l'Environnement**

**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION EN VUE DE L'UTILISATION D'UN
DÉSINFECTANT AUTRE QUE LE CHLORE DANS UNE PATAUGEOIRE OU PISCINE PUBLIQUE**

LE REQUÉRANT:

Nom du requérant:

.....

Adresse:

.....

.....

Nom et prénom de la personne directement responsable de l'entretien de la pataugeoire ou piscine publique:

Téléphone:
(région) (numéro)LA PATAUGEOIRE OU
PISCINE PUBLIQUE:

Localisation de la pataugeoire ou piscine (si différente de l'adresse du requérant):

.....

.....

.....

DEMANDE:

Conformément à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) et à l'article 64 du Règlement sur les pataugeoires et les piscines publiques (R.R.Q., c. Q-2, r.17), le soussigné demande au sous-ministre un certificat d'autorisation pour utiliser le produit suivant :

.....
(nom complet du désinfectant)

aux fins de désinfecter la pataugeoire ou piscine publique mentionnée ci-dessus.

Signé à , le 19.....
(lieu) (date)

.....
(signature)

pour:

ANNEXE B
(a. 98)

RAPPORT HEBDOMADAIRE DES PATAUGEOIRES ET PISCINES PUBLIQUES

QUALITÉ DE L'EAU

PISCINE:		ADRESSE:		VOLUME D'EAU: litres		MOIS:		ANNÉE:																			
APPROVISIONNEMENT DE L'EAU:				FILTRE:		DÉSINFECTION:		CYCLE DE FILTRATION: heures																			
DATE JOUR	Nombre de baigneurs	Heures d'opération		DÉSINFECTION								ALCALINITÉ	Désinfection utilisée		PRODUITS UTILISÉS			Eau ajoutée	BALAYAGE DE FOND	LAVAGE DE FILTRE	TEMPÉRATURE		RESPONSABLE				
		DE	À	hres		hres		hres		hres			KILOS lb	LITRES gal.	acide	bicar- bonate	terre diatomée	litres gal.			eau	air					
				mg/l	pH	mg/l	pH	mg/l	pH	mg/l	pH																
LUNDI					L*		L		L		L																
					— T**		— T		— T		— T																
MARDI					L		L		L		L																
					— T		— T		— T		— T																
MERCREDI					L		L		L		L																
					— T		— T		— T		— T																
JEUDI					L		L		L		L																
					— T		— T		— T		— T																
VENDREDI					L		L		L		L																
					— T		— T		— T		— T																
SAMEDI					L		L		L		L																
					— T		— T		— T		— T																
DIMANCHE					L		L		L		L																
					— T		— T		— T		— T																

*L = Chlore libre

**T =Chlore total



c. Q-2, r.18

Règlement sur la prévention de la pollution des eaux par les établissements de production animale

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2, a. 20, 31, 46, 70, 87, 124.1 et 127)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « agrandissement » :
 - i. une modification apportée à un établissement de production animale qui abrite un type d'élevage visé dans l'annexe A et ayant pour effet d'accroître l'aire de plancher du bâtiment ou de la cour d'exercice afin de permettre d'augmenter le nombre d'animaux du même type d'élevage ; ou
 - ii. un nouvel établissement de production animale sur un lot où existe déjà un tel établissement abritant un type d'élevage visé dans l'annexe A ou sur un lot contigu appartenant au même exploitant, et destiné à abriter des animaux du même type d'élevage ;
- b) « augmentation du nombre d'unités animales » :
 - i. une modification apportée à un établissement de production animale abritant un type d'élevage visé dans l'annexe A afin de permettre d'augmenter le nombre d'animaux du même type d'élevage mais cependant sans accroître l'aire de plancher du bâtiment ou de la cour d'exercice ; ou
 - ii. toute augmentation du nombre d'animaux d'un même type d'élevage dans un établissement de production animale sans qu'on y apporte de modification ;
- c) « certificat d'autorisation » : un certificat d'autorisation délivré en vertu de l'article 22 de la Loi pour un établissement de production animale ou un lieu d'entreposage de fumier ;
- d) « cour d'exercice » : un enclos ou partie d'enclos où la concentration d'animaux excède 5 kilogrammes de poids vif par mètre carré ;
- e) « cours d'eau protégé » : une rivière ou un lac identifié dans le Répertoire toponymique du Québec (1978) ;
- f) « eau contaminée » : une eau qui a été en contact avec du fumier ou du purin ou qui contient du fumier ou du purin ;
- g) « existant » : qui a été établi ou dont on a entrepris l'exploitation avant le 10 juin 1981, avec ou sans certificat d'autorisation ;
- h) « établissement de production animale » : un bâtiment ou une cour d'exercice destiné à l'élevage de bovidés, équidés, gallinacés, anatidés, suidés, léporidés ou d'animaux à fourrure ;
 - i) « fumier » : excrément ou urine mélangé ou non l'un avec l'autre ou avec de la litière et provenant d'un type d'animal visé au paragraphe h ;
 - j) « fumier liquide » : fumier dont l'amoncellement forme un angle de repos inférieur à 5°, à une température de 20° C ;
 - k) « fumier semi-liquide » : fumier dont l'amoncellement forme un angle de repos variant de 5° à 35° inclusivement, à une température de 20° C ;
 - l) « fumier solide » : fumier dont l'amoncellement forme en tout temps un angle de repos de plus de 35°, à une température de 20° C ;
- m) « Loi » : la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) ;
- n) « nouvel établissement de production animale » : un établissement de production animale qui est construit ou dont on entreprend l'exploitation après le 10 juin 1981, y compris tout changement de type d'élevage apporté dans un établissement de production animale avec accroissement de l'aire de plancher ou de la cour d'exercice ;
 - o) « période d'élevage » : la période de temps de résidence des mêmes animaux dans un établissement de production animale ;
 - p) « point d'eau » : un puits destiné ou utilisé pour l'alimentation des humains ou des animaux sauf un puits appartenant au propriétaire de l'établissement de production animale qui fait l'objet de la demande de certificat d'autorisation, une source, un fossé verbalisé, un cours d'eau, un lac, un océan, un golfe, un marécage d'une superficie minimale de 10 000 mètres carrés ou un étang, à l'exception d'une réserve d'eau destinée exclusivement à des fins de protection-incendie et à l'exception d'un cours d'eau protégé ;
 - q) « remplacement du type d'élevage » : le changement en tout ou en partie, dans un établissement de pro-

duction animale, d'un type d'élevage par un autre type d'élevage sans accroissement de l'aire de plancher du bâtiment ou de la cour d'exercice ;

r) « sous-ministre » : le sous-ministre de l'Environnement ;

s) « unité animale » : unité de référence établie en fonction de l'espèce animale dans un établissement de production animale, telle que définie à l'annexe B.

SECTION II

CERTIFICAT D'AUTORISATION

2. Certificat d'autorisation requis : Nul ne peut ériger ou installer un nouvel établissement de production animale, procéder à un agrandissement, à un remplacement du type d'élevage ou à une augmentation du nombre d'unités animales ou établir ou modifier un lieu d'entreposage de fumier à moins d'avoir obtenu du sous-ministre un certificat d'autorisation à cette fin.

3. Conformité : Avant d'accorder un certificat d'autorisation, le sous-ministre doit s'assurer que le projet est conforme en tout point à la Loi et au présent règlement.

4. Obligation stricte : Tout nouvel établissement de production animale, agrandissement, remplacement du type d'élevage, augmentation du nombre d'unités animales et construction ou modification d'un lieu d'entreposage de fumier doit être conforme aux données et renseignements fournis en vue de l'obtention d'un certificat d'autorisation, aux dispositions de tout certificat d'autorisation ainsi qu'au présent règlement.

5. Changement : Tout changement aux données ou renseignements soumis en vue de l'obtention d'un certificat d'autorisation doit faire l'objet d'une nouvelle demande de certificat d'autorisation avant d'être mis en oeuvre.

6. Teneur : Tout certificat d'autorisation doit indiquer le nom de la personne en faveur de laquelle il est délivré, la date de sa délivrance, la date de la présentation de la demande du certificat d'autorisation, l'emplacement du projet ainsi que les caractéristiques techniques de celui-ci.

Tel certificat d'autorisation doit également comporter, à la fin, la mention suivante :

« Le présent certificat d'autorisation permet la réalisation du projet décrit ci-dessus à condition que celui-ci soit conforme aux données et renseignements énoncés plus haut. Toutefois, il devient caduc si le projet autorisé n'est pas entrepris dans les 18 mois de la date de délivrance du présent certificat d'autorisation. »

7. Validité : Un certificat d'autorisation devient caduc si le projet autorisé n'est pas entrepris dans les 18 mois de la date de sa délivrance.

Un certificat d'autorisation délivré pour un établissement de production animale avant le 10 juin 1981, devient caduc si le projet autorisé n'est pas entrepris avant le 10 décembre 1982.

8. Exception : Le deuxième alinéa de l'article 6 ainsi que l'article 7 ne s'appliquent cependant pas aux certificats d'autorisation qui ne portent que sur la construction ou la modification d'un lieu d'entreposage de fumier.

9. Exclusions : L'article 22 de la Loi et l'article 2 du présent règlement ne s'appliquent pas à une augmentation du nombre d'unités animales lorsque cette augmentation est égale ou inférieure à 25 unités animales par rapport au nombre d'unités animales en place au 10 juin 1981, qu'un certificat d'autorisation ait été délivré ou non pour celles-ci avant cette date, ni aux élevages non commerciaux inférieurs aux seuils d'application visés dans l'annexe A, ni aux reconstructions visées à l'article 16, dans la mesure où cette reconstruction est effectuée dans un délai de 18 mois après la destruction de l'immeuble.

SECTION III

NORMES DE LOCALISATION

10. Activités limitées : Il est interdit d'ériger ou d'installer un nouvel établissement de production animale sur fumier liquide, de procéder à un agrandissement ou à une augmentation du nombre d'unités animales dans le cas d'un élevage sur fumier liquide, ou de procéder à un remplacement du type d'élevage pour que celui-ci devienne un élevage sur fumier liquide :

a) dans les limites d'une municipalité visée à l'annexe C ; ou

b) dans une municipalité locale où plus de 50% des terres cultivables servent déjà à l'épandage de fumiers liquides, selon la norme prévue à l'article 40, sauf si le requérant est lui-même propriétaire des sols qui seront utilisés pour l'épandage ou sauf si le fumier subit un traitement autorisé par le sous-ministre en vertu des articles 22 ou 32 de la Loi.

Le paragraphe a du premier alinéa s'applique jusqu'au 1^{er} juillet 1984.

11. Nouveaux établissements : Il est interdit d'établir un nouvel établissement de production animale ou de procéder à un agrandissement, à un remplacement du type d'élevage, à une augmentation du nombre d'unités animales ou à la construction ou la modification d'un lieu d'en-

treposage de fumier relativement, dans tous ces cas, à un nouvel établissement de production animale :

a) dans le cas d'un élevage sur fumier liquide ou semi-liquide, à moins de 300 mètres de la ligne des hautes eaux d'un cours d'eau protégé et de tout puits ou source servant à l'alimentation d'un réseau d'aqueduc municipal, d'un réseau d'aqueduc exploité par une personne qui détient le permis d'exploitation visé à l'article 32.1 de la Loi ou d'un établissement d'embouteillage de l'eau ;

b) dans le cas d'un élevage sur fumier solide, à moins de 100 mètres des points de référence mentionnés au paragraphe a ;

c) à une distance inférieure à celle prévue à l'annexe D entre le nouvel établissement de production animale ou le nouveau lieu d'entreposage de fumier et un point d'eau qui n'est pas visé au paragraphe a ;

d) dans une plaine de débordement.

12. Établissements existants : Tout agrandissement, remplacement du type d'élevage, augmentation du nombre d'unités animales ou construction ou modification d'un lieu d'entreposage de fumier relatif à un établissement de production animale existant qui ne respecte pas les normes de localisation visées à l'article 11 doit être effectué à :

a) plus de 75 mètres des points de référence mentionnés au paragraphe a de l'article 11, dans le cas d'un élevage sur fumier liquide et semi-liquide ;

b) plus de 30 mètres des points de référence mentionnés au paragraphe a de l'article 11, dans le cas d'un élevage sur fumier solide ;

c) une distance supérieure à celle prévue à l'annexe D entre l'établissement de production animale ou le lieu d'entreposage de fumier et tout point d'eau.

De plus, tout agrandissement ou toute construction ou modification d'un lieu d'entreposage de fumier, relatif à un établissement de production animale existant, doit être fait en s'éloignant des points de référence visés aux paragraphes a et c de l'article 11 ou placé du côté de l'établissement de production animale qui est le plus éloigné de ces points de référence, sauf si un accident topographique l'interdit ou si ces ouvrages respectent les normes prévues à ces paragraphes.

En outre, à moins de respecter les normes de localisation de l'article 11, il est interdit, dans un établissement existant de production animale, de procéder à un remplacement du type d'élevage d'une catégorie d'élevage visée à l'annexe A par une catégorie d'élevage mentionnée plus haut dans le tableau de cette annexe.

Dans le cas d'un établissement de production animale existant qui ne respecte pas les normes de localisation du premier alinéa, il est néanmoins permis de construire ou de modifier un lieu d'entreposage du fumier en deçà des normes prévues à cet alinéa, à la condition qu'il ne soit pas plus rapproché des points de référence visés à cet alinéa que l'amas de fumier existant.

13. Exceptions : Pour l'application des normes de localisation prévues aux articles 11 et 12, un remplacement du type d'élevage, agrandissement ou augmentation du nombre d'unités animales doit être considéré comme un nouvel établissement de production animale dans tous les cas où le nombre total d'unités animales excède la limite maximale visée à l'annexe A.

Les normes de localisation prévues dans la présente section ne s'appliquent pas dans le cas d'un remplacement du type d'élevage d'une catégorie d'élevage visée à l'annexe A par une catégorie d'élevage mentionnée plus bas dans le tableau de cette annexe.

14. Distances les plus courtes : Les normes de localisation prévues aux articles 11 et 12 sont mesurées en utilisant la distance la plus courte entre, d'une part, chaque point de référence et, d'autre part, le bâtiment ou la cour d'exercice de l'établissement de production animale ou le lieu d'entreposage des fumiers. Ces mesures sont prises à partir de la partie du bâtiment ou de la cour d'exercice qui sert effectivement à garder les animaux.

15. Agrandissement : Dans le cas d'un agrandissement, les normes de localisation visées aux articles 11 et 12 sont mesurées en utilisant la distance la plus courte à partir de l'agrandissement lui-même.

16. Reconstruction : Dans le cas où, suite à un cas fortuit, on reconstruit un établissement de production animale établi à l'origine conformément à la Loi et à tout règlement applicable, mais qui ne respecte pas les normes prévues à l'article 11, cette reconstruction doit avoir lieu au même endroit ou à une distance plus grande des points de référence visés à la présente section.

L'établissement de production animale ainsi reconstruit doit abriter le même type d'élevage et un nombre d'unités animales qui n'excède pas celui qu'il contenait avant sa destruction, sans préjudice cependant au droit de soumettre une demande de certificat d'autorisation pour un agrandissement, un remplacement du type d'élevage, une augmentation du nombre d'unités animales ou un nouvel établissement de production animale.

SECTION IV

NORMES GÉNÉRALES DE GESTION DES FUMIERS

17. Prohibition générale : Nul ne peut déposer ou rejeter ni permettre le dépôt ou le rejet de fumier, de purin ou d'eau contaminée dans l'environnement sauf dans la mesure où ce dépôt ou rejet est effectué conformément au présent règlement.

Cette prohibition est établie au sens du deuxième alinéa de l'article 20 de la Loi.

18. Tolérance : Nul ne peut tolérer du fumier, du purin ou de l'eau contaminée ailleurs que dans les endroits prévus à cette fin selon le présent règlement.

19. Système de gestion : Tout établissement de production animale doit être pourvu d'un système de gestion des fumiers conforme au présent règlement, selon le type de fumier ou d'établissement concerné.

20. Plancher : Le plancher de tout bâtiment d'un établissement de production animale doit être étanche, sauf dans le cas d'un élevage entièrement ou partiellement sur lattes où le sous-sol est un lieu d'entreposage de fumier ou dans le cas d'élevage d'ovins, de bovins ou d'animaux à fourrure où des absorbants sont utilisés pour retenir les fumiers, le purin et les eaux contaminées auxquels cas le plancher doit être placé au-dessus du niveau le plus élevé de la nappe d'eau souterraine à l'état naturel ou abaissée artificiellement par gravité, et être conçu de sorte à ce que les eaux de ruissellement ne puissent pas l'atteindre.

21. Ententes : Une entente conclue entre le responsable d'un établissement de production animale et une autre personne pour l'entreposage ou l'élimination du fumier en vue d'obtenir un certificat d'autorisation doit à l'origine être d'une durée minimale de 4 ans.

Une entente subséquente doit être d'une durée minimale de 2 ans.

Une même superficie de sol ne peut faire l'objet de plus d'une entente à la fois.

22. Épandage : Le responsable d'un établissement de production animale doit avoir à sa disposition, pour l'épandage du fumier, les superficies de terrain prévues à son certificat d'autorisation ou requises en vertu de l'article 40.

23. Cas particulier : Les articles 21 et 22 ainsi que les sections V et VI ne s'appliquent toutefois pas dans le cas du fumier qui subit un traitement autorisé par le sous-ministre selon les articles 22 ou 32 de la Loi.

SECTION V

ENTREPOSAGE DES FUMIERS

24. Lieux d'entreposage obligatoires : Tout établissement de production animale doit comporter un lieu d'entreposage de fumier conçu et placé conformément à la section III ainsi qu'à la présente section, à moins que le fumier produit ne soit épandu directement sur le sol après chaque période d'élevage, conformément à la section VI.

25. Lieux d'entreposage autorisés : Sous réserve de l'article 35, le fumier solide provenant d'un établissement de production animale doit être entreposé sur une surface étanche qui retient le purin.

Le fumier liquide ou semi-liquide provenant d'un établissement de production animale doit être entreposé dans un réservoir de rétention étanche.

Le premier alinéa ne s'applique pas dans le cas d'un établissement de production animale de moins de 35 unités animales situé à 30 mètres ou plus d'un cours d'eau, d'un lac ou d'un fossé drainant plus de 2 exploitations agricoles, ni dans le cas d'un établissement de production animale de moins de 50 unités animales situé à 300 mètres ou plus d'un cours d'eau, d'un lac ou d'un fossé drainant plus de 2 exploitations agricoles. Le responsable d'un établissement de production animale visé au présent alinéa doit cependant respecter l'article 17, et prendre les mesures requises à cette fin.

26. Nappe d'eau : Tout lieu d'entreposage doit être placé au-dessus du niveau le plus élevé de la nappe d'eau souterraine, à l'état naturel ou abaissé artificiellement par gravité.

Le présent article ne s'applique pas aux lieux d'entreposage visés à l'article 12 et situés dans une plaine de débordement.

27. Plaine de débordement : Un lieu d'entreposage du fumier qui est destiné à desservir un établissement de production animale existant et qui est établi dans une plaine de débordement doit être pourvu de parois latérales étanches dont la hauteur excède le niveau d'inondation le plus élevé ou être entouré d'une digue étanche aussi élevée.

28. Drain : Tout lieu d'entreposage, à l'exception d'un lieu dont le fond et les parois sont constitués par le sol naturel, doit être pourvu sur tout son périmètre extérieur, au niveau du plancher ou au-dessous, d'un drain qui ne communique pas avec le lieu d'entreposage et dont la sortie est reliée à un regard accessible en tout temps pour la prise d'échantillons.

29. Puits témoin : Sous réserve de l'article 35, tout lieu d'entreposage dont le fond et les parois sont constitués par le sol naturel, doit être pourvu sur tout son périmètre extérieur d'au moins un puits témoin à tous les 30 mètres. Le nombre de puits doit être au minimum de 4 et ceux-ci doivent être répartis uniformément autour du lieu d'entreposage.

Chacun des puits doit avoir un diamètre minimal de 100 millimètres, une profondeur atteignant 1 mètre sous le niveau du fond du lieu d'entreposage et être situé à un maximum de 10 mètres du lieu d'entreposage.

Ces puits doivent être protégés de sorte que les eaux de ruissellement ne puissent les atteindre.

30. Capacité : Tout lieu d'entreposage du fumier doit être conçu pour recueillir tous les fumiers provenant d'un établissement de production animale et toutes les eaux contaminées pendant une période minimale de 200 jours consécutifs.

31. Drain de surplus et de fond : Aucun lieu d'entreposage de fumier ne doit être pourvu d'un drain de surplus ou de fond pouvant permettre l'écoulement direct ou indirect de purin ou d'eau contaminée dans l'environnement.

32. Protection des eaux superficielles : Tout lieu d'entreposage de fumier doit être protégé de sorte que les eaux de ruissellement ne puissent l'atteindre. Dans le cas d'un lieu d'entreposage de fumier liquide où le niveau maximal du liquide se situe au-dessus du niveau du sol environnant, et situé à moins de 5 kilomètres en amont d'une prise d'eau de surface servant à l'alimentation d'un réseau d'aqueduc, un remblai constitué de terre comprenant au moins 50% de particules argileuses doit entourer le lieu d'entreposage et créer un réservoir d'une capacité minimale de 1,5 fois la capacité de lieu d'entreposage.

33. Débordement : Aucun lieu d'entreposage de fumier ne doit déborder.

34. Emmagasinerage du fumier : Sous réserve de l'article 35, le fumier évacué d'un établissement de production animale alors que prévalent les conditions de sol décrites à l'article 42 doit être emmagasiné dans un lieu d'entreposage prévu à l'article 25, à moins qu'il ne soit enfoui directement dans le sol.

35. Élevage sur litière : Le fumier solide provenant d'animaux élevés sur litière peut être amassé dans un champ cultivé.

L'amas visé au premier alinéa doit être placé à au moins 300 mètres d'un cours d'eau protégé et 75 mètres d'un point d'eau.

Il doit de plus être placé à une distance minimale de 30 mètres d'un fossé non cultivé.

Le sol autour de l'amas de fumier doit être aménagé de façon à empêcher les eaux de ruissellement de l'atteindre, et avoir une pente inférieure à 5°.

Il est interdit d'amasser du fumier selon le présent article, 2 années consécutives au même endroit.

36. Vidange obligatoire : Tout lieu d'entreposage de fumier doit être vidangé et le fumier éliminé conformément à la section VI, de sorte que le responsable de l'établissement de production animale dispose de la capacité d'entreposage prévue à l'article 30, alors que prévalent les conditions de sol décrites à l'article 42.

37. Transport des fumiers : Tout transport de fumier ou de purin sur la voie publique doit s'effectuer dans un contenant ou un véhicule étanche et fermé.

SECTION VI ÉLIMINATION ET UTILISATION DES FUMIERS

38. Modes prohibés : Toute élimination du fumier par stockage ou par accumulation est prohibée.

39. Fréquence : Le fumier provenant d'un établissement de production animale doit être épandu au moins une fois l'an sur des terres en culture.

40. Superficie d'épandage : Le fumier épandu sur des terres en culture selon l'article 39 doit l'être uniformément sur une superficie minimale de 0,3 hectare par unité animale contenue dans l'établissement de production animale, à moins que la nature des cultures permette un taux d'épandage supérieur, tel qu'attesté par une étude technique signée par un professionnel dûment habilité à cette fin par la loi de l'ordre professionnel auquel il appartient.

La superficie minimale de terres en culture requise selon le premier alinéa doit appartenir au responsable de l'établissement de production animale ou lui être louée par écrit d'un tiers ou encore appartenir à un tiers qui consent par écrit à effectuer l'épandage lui-même ou qui permet par écrit au responsable de l'établissement de production animale de faire l'épandage sur ses terres.

Dans le cas où le fumier est épandu sur le terrain d'un tiers conformément au deuxième alinéa, le responsable de l'établissement de production animale doit disposer en tout temps des documents visés à ce même alinéa. L'article 21 s'applique, en l'adaptant, à ces documents.

41. Traitement : Lorsque du fumier liquide ou semi-liquide est épandu à moins de 5 kilomètres en amont d'une

prise d'eau de surface desservant un réseau d'aqueduc, il doit au préalable avoir été traité pour éliminer les contaminants pathogènes.

42. Sol gelé ou enneigé : Sauf dans le cas visé à l'article 35, il est interdit d'épandre du fumier sur un sol gelé ou enneigé à moins que le fumier ne soit enfoui directement dans le sol.

43. Proximité de l'eau : Il est interdit d'épandre du fumier dans l'eau ou, sur le sol, à moins de 30 mètres d'un cours d'eau protégé et d'un puits ou d'une source servant à l'alimentation d'un réseau d'aqueduc municipal, d'un réseau d'aqueduc exploité par une personne qui détient le permis d'exploitation visé à l'article 32.1 de la Loi ou d'un établissement d'embouteillage de l'eau, à moins de 10 mètres d'un autre point d'eau, d'un fossé non cultivé et non verbalisé par l'autorité municipale ou d'une réserve d'eau destinée à la protection-incendie, ou de sorte qu'il ruisselle vers ces mêmes endroits.

44. Équipement d'épandage : Dans le cas où le fumier provenant d'un établissement de production animale est éliminé par épandage, le responsable de cet établissement doit disposer lui-même ou par un tiers qui s'y est engagé par écrit, de tout l'équipement nécessaire pour épandre le fumier selon la présente section, en fonction du temps où l'épandage peut être effectué et de la distance à parcourir pour effectuer l'épandage.

SECTION VII ÉLEVAGE EN COUR D'EXERCICE

45. Protection des eaux superficielles : Une cour d'exercice doit être aménagée de sorte que les eaux de ruissellement ne puissent l'atteindre.

46. Interception des eaux : Les eaux contaminées provenant d'une cour d'exercice doivent être interceptées et canalisées vers un réservoir de rétention étanche.

SECTION VIII DISPOSITIONS FINALES

47. Application du règlement : Les articles 24 à 30, 32 et 34 ne s'appliquent pas aux établissements existants de production animale sur fumier semi-liquide et solide situés à l'extérieur des municipalités visées à l'annexe E, sauf si on y effectue un agrandissement, une augmentation du nombre d'unités animales ou un remplacement du type d'élevage.

Le présent article n'a cependant pas pour effet de limiter l'application de l'article 17.

48. Purin et eau contaminée : Les dispositions du présent règlement qui concernent le fumier s'appliquent, en les adaptant, au purin et à l'eau contaminée.

49. Exclusions : Les articles 54 à 56 et 58 à 64 de la Loi ne s'appliquent pas aux modes d'enlèvement, de transport, d'entreposage, de traitement et de dépôt définitif de fumier régis par le présent règlement ni aux biens meubles ou immeubles affectés à ces fins. De plus, les articles 65 et 66 de la Loi ne s'appliquent pas au fumier, au purin ni à l'eau contaminée.

50. Territoires agricoles : Le présent règlement s'applique notamment dans une aire retenue pour fins de contrôle et dans une zone agricole établies suivant la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., c. P-41.1).

51. Entrée en vigueur : L'article 41 entrera en vigueur à une date déterminée par règlement du gouvernement adopté en vertu de la Loi.

ANNEXE A

(a. 1, 9, 12 et 13)

**SEUIL D'APPLICATION
ET LIMITES MAXIMALES D'UNITÉS ANIMALES**

<i>Catégorie d'élevage</i>	<i>Seuil d'application de l'article 22 de la Loi et de l'article 2 du règlement (en unités animales)</i>	<i>Limites maximales d'unités animales pour un agrandissement, une augmentation du nombre d'unités animales ou un remplacement du type d'élevage</i>
1 Élevage de suidés sur fumier liquide ou semi-liquide	1	200
2 Élevage de suidés sur fumier solide	1	200
3 Élevage de gallinacés ou d'anatidés ou de dindes dans un bâtiment	0,1	480
4 Élevage de bovidés ou d'équidés sur fumier liquide ou semi-liquide, dans un bâtiment ou une cour d'exercice, durant toute l'année	1	250
5 Élevage de gallinacés ou d'anatidés sur cour d'exercice	0,1	200
6 Élevage d'animaux à fourrure	0	20
7 Élevage de léporidés	0,1	25
8 Élevage de bovidés ou d'équidés sur fumier solide toute l'année dans un bâtiment ou au pâturage au moins durant les mois de juin, juillet, août et septembre et dans un bâtiment ou une cour d'exercice sur fumier liquide ou semi-liquide le reste de l'année	2	500
9 Élevage de gallinacés ou d'anatidés sur fumier solide dans un bâtiment à l'exception des dindes	0,1	800
10 Élevage de bovidés ou d'équidés au pâturage au moins durant les mois de juin, juillet, août et septembre et dans un bâtiment sur fumier solide le reste de l'année	2	500

Pour l'application de la présente annexe, on doit calculer la quantité totale d'animaux contenus dans l'ensemble des bâtiments ou des cours d'exercice d'un établissement de production animale situés à moins de 150 mètres l'un de l'autre et qui appartiennent au même propriétaire ou qui utilisent un système commun de gestion des fumiers, y compris les animaux qu'on prévoit ajouter dans le cadre de la demande de certificat d'autorisation.

ANNEXE B

(a. 1)

CALCUL DU NOMBRE D'UNITÉS ANIMALES

Aux fins de l'application du présent règlement, sont équivalents à une unité animale, les types d'animaux suivants en fonction de leur quantité :

- 1 vache
- 1 taureau
- 1 cheval
- 2 veaux d'un poids de 225 à 500 kilogrammes chacun
- 5 veaux d'un poids inférieur à 225 kilogrammes chacun
- 5 porcs d'élevage d'un poids de 20 à 100 kilogrammes chacun
- 25 porcelets d'un poids inférieur à 20 kilogrammes chacun
- 4 truies et les porcelets non sevrés dans l'année
- 125 poules ou coqs
- 250 poulets à griller
- 250 poulettes en croissance
- 1 500 cailles
- 300 faisans
- 100 dindes à griller d'un poids de 5 à 5,5 kilogrammes chacune
- 75 dindes à griller d'un poids de 8,5 à 10 kilogrammes chacune
- 50 dindes à griller d'un poids de 13 kilogrammes chacune
- 100 visons femelles (on ne calcule pas les mâles et les petits)
- 40 renards femelles (on ne calcule pas les mâles et les petits)
- 4 moutons et les agneaux de l'année
- 6 chèvres et les chevreaux de l'année
- 40 lapins femelles (on ne calcule pas les mâles et les petits).

Lorsqu'un poids est indiqué à la présente annexe, il s'agit du poids de l'animal prévu à la fin de la période d'élevage.

Pour toute autre espèce d'animaux, un poids de 500 kilogrammes équivaut à une unité animale.

ANNEXE C

(a. 10)

LISTE DES MUNICIPALITÉS OÙ LA PRATIQUE DE L'ÉLEVAGE SUR FUMIER LIQUIDE EST LIMITÉE**Bassin de la rivière Chaudière :**

- Aubert-Gallion (sans désignation)
- Audet (sans désignation)
- Beauceville (ville)
- Bernières (sans désignation)
- Charny (ville)
- East-Broughton (sans désignation)
- East-Broughton-Station (village)
- Frontenac (sans désignation)
- Gayhurst, partie sud-est (canton)
- La Guadeloupe (village)
- Lac-Drolet (sans désignation)
- Lac-Mégantic (ville)
- Lac-Poulin (village)
- Linière (village)
- L'Enfant-Jésus (paroisse)
- Marston (canton)
- Notre-Dame-des-Pins (paroisse)
- Piopolis (sans désignation)
- Risborough et partie de Marlow (cantons unis)
- Sacré-Coeur-de-Jésus (paroisse)
- Sainte-Aurélien (sans désignation)
- Sainte-Cécile-de-Whitton (sans désignation)
- Sainte-Clothilde (paroisse)
- Sainte-Hélène-de-Breakeyville (paroisse)
- Sainte-Justine (paroisse)
- Sainte-Marguerite (paroisse)
- Sainte-Marie (ville)
- Sainte-Rose-de-Watford (sans désignation)
- Saints-Anges (paroisse)
- Saint-Agapit (ville)
- Saint-Alfred (sans désignation)
- Saint-Augustin-de-Woburn (paroisse)
- Saint-Benjamin (sans désignation)
- Saint-Benoît-Labre (paroisse)
- Saint-Bernard (paroisse)
- Saint-Bernard (village)
- Saint-Côme-de-Kennebec (paroisse)
- Saint-Elzéar (village)
- Saint-Elzéar-de-Beauce (sans désignation)
- Saint-Éphrem-de-Beauce (paroisse)
- Saint-Éphrem-de-Tring (village)
- Saint-Étienne (sans désignation)
- Saint-François-de-Beauce (sans désignation)
- Saint-François-Ouest (sans désignation)
- Saint-Frédéric (paroisse)
- Saint-Gédéon (paroisse)

Saint-Gédéon (village)
 Saint-Georges (ville)
 Saint-Georges-Est (paroisse)
 Saint-Gilles (paroisse)
 Saint-Honoré (paroisse)
 Saint-Jean-Chrysostome (ville)
 Saint-Jean-de-la-Lande (paroisse)
 Saint-Joseph-des-Érables (sans désignation)
 Saint-Joseph-de-Beauce (paroisse)
 Saint-Joseph-de-Beauce (ville)
 Saint-Jules (paroisse)
 Saint-Lambert-de-Lauzon (paroisse)
 Saint-Louis-de-Gonzague (sans désignation)
 Saint-Ludger (village)
 Saint-Martin (paroisse)
 Saint-Méthode-de-Frontenac (sans désignation)
 Saint-Narcisse-de-Beaurivage (paroisse)
 Saint-Odilon-de-Granbourne (paroisse)
 Saint-Patrice-de-Beaurivage (paroisse)
 Saint-Patrice-de-Beaurivage (village)
 Saint-Philibert (sans désignation)
 Saint-Prosper (sans désignation)
 Saint-Rédempteur (village)
 Saint-René (paroisse)
 Saint-Robert-Bellarmin (sans désignation)
 Saint-Séverin (paroisse)
 Saint-Simon-les-Mines (sans désignation)
 Saint-Sylvestre (paroisse)
 Saint-Sylvestre (village)
 Saint-Théophile (sans désignation)
 Saint-Victor (village)
 Saint-Victor-de-Tring (sans désignation)
 Saint-Zacharie (sans désignation)
 Saint-Zacharie (village)
 Scott (village)
 Shenley (canton)
 Taschereau-Fortier (sans désignation)
 Tring-Jonction (village)
 Vallée-Jonction (village)
 Val-Racine (paroisse)

Bassin de la rivière Yamaska :

Acton-Vale (ville)
 Ange-Gardien (village)
 Béthanie (sans désignation)
 Bolton-Ouest (sans désignation)
 Bonsecours (sans désignation)
 Brigham (sans désignation)
 Brome (village)
 Bromont (ville)
 Cowansville (ville)
 Dunham (ville)
 Durham-Sud (sans désignation)
 East-Farnham (village)

Farnham (ville)
 Granby (canton)
 Granby (ville)
 La Présentation (paroisse)
 Lac-Brome (ville)
 Lawrenceville (village)
 Maricourt (sans désignation)
 Massueville (village)
 Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe (paroisse)
 Racine (sans désignation)
 Rainville (sans désignation)
 Rougemont (village)
 Roxton (canton)
 Roxton-Falls (village)
 Sainte-Anne-de-la-Rochelle (sans désignation)
 Sainte-Brigide-d'Iberville (sans désignation)
 Sainte-Cécile-de-Milton (canton)
 Sainte-Christine (paroisse)
 Sainte-Hélène-de-Bagot (sans désignation)
 Sainte-Pudentienne (paroisse)
 Sainte-Pudentienne (village)
 Sainte-Rosalie (paroisse)
 Sainte-Rosalie (village)
 Sainte-Victoire-de-Sorel (paroisse)
 Saint-Aimé (paroisse)
 Saint-Alphonse (paroisse)
 Saint-André-d'Acton (paroisse)
 Saint-Ange-Gardien (paroisse)
 Saint-Barnabé (paroisse)
 Saint-Césaire (paroisse)
 Saint-Césaire (ville)
 Saint-Damase (paroisse)
 Saint-Damase (village)
 Saint-David (paroisse)
 Saint-Dominique (sans désignation)
 Saint-Edmond-de-Grantham (paroisse)
 Saint-Éphrem-d'Upton (paroisse)
 Sainte-Eugénie (sans désignation)
 Saint-Gérard-Majella (paroisse)
 Saint-Guillaume (paroisse)
 Saint-Guillaume (village)
 Saint-Hugues (paroisse)
 Saint-Hugues (village)
 Saint-Hyacinthe (ville)
 Saint-Hyacinthe-le-Confesseur (paroisse)
 Saint-Jean-Baptiste (paroisse)
 Saint-Joachim-de-Shefford (paroisse)
 Saint-Jude (paroisse)
 Saint-Liboire (paroisse)
 Saint-Liboire (village)
 Saint-Louis (paroisse)
 Saint-Marcel (paroisse)
 Saint-Michel-de-Rougemont (paroisse)
 Saint-Michel-d'Yamaska (paroisse)

Saint-Nazaire-d'Acton (paroisse)
 Saint-Paul-d'Abbotsford (paroisse)
 Saint-Pie (paroisse)
 Saint-Pie (village)
 Saint-Pierre-de-Sorel (paroisse)
 Saint-Robert (paroisse)
 Saint-Simon (paroisse)
 Saint-Théodore-d'Acton (paroisse)
 Saint-Thomas-d'Aquin (paroisse)
 Saint-Valérien-de-Milton (canton)
 Shefford (canton)
 Stukely-Sud (sans désignation)
 Stukely-Sud (village)
 Upton (village)
 Valcourt (canton)
 Valcourt (ville)
 Warden (village)
 Waterloo (ville)
 Yamaska (village)
 Yamaska-Est (village)

Bassin de la rivière L'Assomption :

Charlemagne (ville)
 Chertsey (canton)
 Crabtree (village)
 Entrelacs (sans désignation)
 Joliette (cité)
 Lac-Paré (paroisse)
 Laurentides (ville)
 L'Assomption (paroisse)
 L'Assomption (ville)
 Le Gardeur (ville)
 L'Épiphanie (paroisse)
 L'Épiphanie (ville)

New-Glasgow (village)
 Notre-Dame-des-Prairies (paroisse)
 Notre-Dame-de-la-Merci (sans désignation)
 Rawdon (canton)
 Rawdon (village)
 Repentigny (ville)
 Sacré-Coeur-de-Jésus (paroisse)
 Sainte-Béatrix (paroisse)
 Sainte-Émilie-de-l'Énergie (paroisse)
 Sainte-Julienne (paroisse)
 Sainte-Marceline-de-Kildare (sans désignation)
 Sainte-Marie-Salomé (paroisse)
 Sainte-Mélanie (paroisse)
 Sainte-Sophie (sans désignation)
 Saint-Alexis (paroisse)
 Saint-Alexis (village)
 Saint-Alphonse-de-Rodriguez (paroisse)
 Saint-Ambroise-de-Kildare (paroisse)
 Saint-Calixte (sans désignation)
 Saint-Charles-Borromée (paroisse)
 Saint-Côme (paroisse)
 Saint-Donat (sans désignation)
 Saint-Esprit (paroisse)
 Saint-Gérard-Magella (paroisse)
 Saint-Hyppolyte (paroisse)
 Saint-Jacques (paroisse)
 Saint-Jacques (village)
 Saint-Jean-de-Matha (paroisse)
 Saint-Liguori (paroisse)
 Saint-Lin (paroisse)
 Saint-Paul (sans désignation)
 Saint-Pierre (village)
 Saint-Roch-de-l'Achigan (paroisse)
 Saint-Roch-Ouest (sans désignation)

ANNEXE D

(a. 11 et 12)

DISTANCES D'UN POINT D'EAU À RESPECTER

<i>Nature du projet</i>		<i>Distance minimale entre le bâtiment ou la cour d'exercice et tout point d'eau (en mètres)</i>	<i>Distance minimale entre le lieu d'entreposage de fumier et tout point d'eau (en mètres)</i>
Nouvel établissement de production animale (article 11)		30 (75)*	75
Agrandissement, augmentation du nombre d'unités animales ou remplacement du type d'élevage (article 12)	élevage sur fumier solide	30	30
	élevage sur fumier liquide ou semi-liquide	30 (75)*	75

* La distance inscrite entre parenthèses s'applique à l'élevage d'animaux à fourrure

ANNEXE E

(a. 47)

LISTE DES MUNICIPALITÉS VISÉES À L'ARTICLE 47

Acton-Vale (ville)	Deauville (village)
Amqui (ville)	Delson (ville)
Ascot (canton)	Desbiens (ville)
Ascot-Corner (sans désignation)	Deux-Montagnes (cité)
Aston-Jonction (village)	Disraeli (paroisse)
Audet (sans désignation)	Disraeli (ville)
Ayer's-Cliff (village)	Dorion (ville)
Aylmer (ville)	Dunham (ville)
Beauceville (ville)	Durham-Sud (sans désignation)
Beauharnois (cité)	East-Angus (ville)
Beaulac (village)	East-Farnham (village)
Bécancour (ville)	Eastman (village)
Bedford (canton)	Entrelacs (sans désignation)
Bedford (ville)	Fleurimont (sans désignation)
Beebe-Plain (village)	Fontainebleau (sans désignation)
Bernierville (village)	Frelighsburg (paroisse)
Bishopton (village)	Frelighsburg (village)
Black-Lake (ville)	Frontenac (sans désignation)
Blainville (ville)	Gatineau (ville)
Bois-des-Filion (village)	Gayhurst, partie sud-est (canton)
Boisbriand (ville)	Granby (canton)
Bolton-Ouest (sans désignation)	Granby (ville)
Bonsecours (sans désignation)	Grande-Île (sans désignation)
Boucherville (ville)	Greenfield-Park (ville)
Brigham (sans désignation)	Halifax-Sud (canton)
Brome (village)	Ham-Nord (canton)
Bromont (ville)	Hemmingford (canton)
Brossard (ville)	Hemmingford (village)
Campbell's-Bay (village)	Hinchinbrooke (canton)
Candiac (ville)	Hull (ville)
Chapeau (village)	Île-Perrot (ville)
Chertsey (canton)	Joliette (cité)
Coaticook (ville)	Jonquière (ville)
Communauté régionale de l'Outaouais	La Présentation (paroisse)
Communauté urbaine de Montréal	Lac-Brome (ville)
Communauté urbaine de Québec	Lac-Drolet (sans désignation)
Compton (canton)	Lac-Etchemin (ville)
Compton (village)	Lac-Mégantic (ville)
Compton-Station (sans désignation)	Lac-Paré (paroisse)
Cookshire (ville)	Lac-Poulin (village)
Cowansville (ville)	Lacolle (village)
	Lambton (sans désignation)
	La Prairie (ville)
	Larouche (paroisse)
	Laterrière (village)
	Laurentides (ville)
	Laurier-Station (village)
	Laval (ville)
	Lawrenceville (village)
	Lefebvre (sans désignation)
	Lennoxville (ville)
	Lévis (ville)
	Linière (village)
	Longueuil (ville)

Lorraine (ville)	Roxton-Falls (village)
Magog (canton)	Saints-Martyrs-Canadiens (paroisse)
Magog (ville)	Salabery-de-Valleyfield (cité)
Maple-Grove (ville)	Sawyerville (village)
Marbleton (village)	Sayabec (village)
Maricourt (sans désignation)	Scott (village)
Marieville (ville)	Shefford (ville)
Marston (canton)	Sherbrooke (ville)
Melocheville (village)	Saint-Adelme (paroisse)
Métabetchouan (ville)	Saint-Alfred (sans désignation)
Milan (sans désignation)	Saint-Alphonse (paroisse)
Mirabel (ville)	Saint-Alphonse-de-Rodriguez (paroisse)
Mont-Saint-Hilaire (ville)	Saint-Ambroise-de-Kildare (paroisse)
Mont-Laurier (ville)	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean (village)
Mont-Rolland (sans désignation)	Saint-Anselme (paroisse)
Morin-Heights (sans désignation)	Saint-Anselme (village)
Nantes (sans désignation)	Saint-Augustin (paroisse)
New-Glasgow (village)	Saint-Augustin-de-Desmaures (ville)
North-Hatley (village)	Saint-Augustin-de-Woburn (paroisse)
Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland (paroisse)	Saint-Benjamin (sans désignation)
Notre-Dame-de-la-Doré (paroisse)	Saint-Benoît-Labre (paroisse)
Notre-Dame-de-la-Merci (sans désignation)	Saint-Bernard-de-Lacolle (paroisse)
Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham (sans désignation)	Saint-Calixte (sans désignation)
Notre-Dame-de-Lourdes (paroisse)	Saint-Célestin (sans désignation)
Notre-Dame-de-Stanbridge (paroisse)	Saint-Charles (paroisse)
Notre-Dame-des-Bois (sans désignation)	Saint-Charles-Borromée (paroisse)
Notre-Dame-des-Pins (paroisse)	Saint-Charles-sur-Richelieu (village)
Notre-Dame-des-Prairies (paroisse)	Saint-Cléophas (paroisse)
Notre-Dame-du-Mont-Carmel (paroisse)	Saint-Côme (paroisse)
Notre-Dame-du-Nord (sans désignation)	Saint-Côme-de-Kennebec (paroisse)
Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun (paroisse)	Saint-Constant (ville)
Omerville (village)	Saint-Cyprien (paroisse)
Orford (canton)	Saint-Cyrille (village)
Papineauville (village)	Saint-Damase (paroisse)
Piedmont (sans désignation)	Saint-Damien (paroisse)
Pincourt (ville)	Saint-Damien-de-Buckland (paroisse)
Piopolis (sans désignation)	Saint-David (paroisse)
Pointe-du-Moulin (ville)	Saint-David-de-l'Auberivière (ville)
Pont-Rouge (village)	Saint-Donat (sans désignation)
Potton (canton)	Saint-Edmond-de-Grantham (paroisse)
Prévost (sans désignation)	Saint-Édouard-de-Frampton (paroisse)
Racine (sans désignation)	Saint-Esprit (paroisse)
Rawdon (canton)	Saint-Étienne-de-Beaumont (paroisse)
Rawdon (village)	Saint-Étienne-de-Bolton (sans désignation)
Richelieu (ville)	Saint-Eugène (sans désignation)
Risborough et Partie de Marlow (cantons unis)	Saint-Eulalie (sans désignation)
Rivière-Blanche (sans désignation)	Saint-Eustache (ville)
Robertsonville (village)	Saint-Félicien (ville)
Roberval (ville)	Saint-Félix-de-Valois (paroisse)
Rock-Island (ville)	Saint-Félix-de-Valois (village)
Rock-Forest (sans désignation)	Saint-Flavien (paroisse)
Rosemère (ville)	Saint-Flavien (village)
Rougemont (village)	Saint-François-de-Beauce (sans désignation)
Roxton (canton)	

Saint-François-Ouest (sans désignation)	Saint-Pie (paroisse)
Saint-Gabriel-de-Brandon (paroisse)	Saint-Pie (village)
Saint-Gabriel-de-Valcartier (sans désignation)	Saint-Pierre (village)
Saint-Gédéon (paroisse)	Saint-Pierre-de-Véronne à Pike River (sans désignation)
Saint-Gédéon (village)	Saint-Placide (paroisse)
Saint-Georges (ville)	Saint-Placide (village)
Saint-Georges-Est (paroisse)	Saint-Prosper (sans désignation)
Saint-Georges-Ouest (ville)	Saint-René (paroisse)
Saint-Gérard (village)	Saint-René-de-Matane (paroisse)
Saint-Germain-de-Grantham (paroisse)	Saint-Robert-Bellarmin (sans désignation)
Saint-Germain-de-Grantham (village)	Saint-Roch-de-l'Achigan (paroisse)
Saint-Grégoire-le-Grand (paroisse)	Saint-Roch-Ouest (sans désignation)
Saint-Guillaume (paroisse)	Saint-Romain (sans désignation)
Saint-Guillaume (village)	Saint-Romuald-d'Etchemin (cité)
Saint-Henri (sans désignation)	Saint-Sauveur (paroisse)
Saint-Hilaire-de-Dorset (paroisse)	Saint-Sauveur-des-Monts (village)
Saint-Hippolyte (paroisse)	Saint-Sébastien (sans désignation)
Saint-Honoré (paroisse)	Saint-Tharcisius (paroisse)
Saint-Hubert (ville)	Saint-Théodore-d'Acton (paroisse)
Saint-Hyppolyte (paroisse)	Saint-Théophile (sans désignation)
Saint-Ignace-de-Stanbridge (paroisse)	Saint-Thomas (paroisse)
Saint-Isidore (paroisse)	Saint-Timothée (village)
Saint-Isidore (village)	Saint-Valérien-de-Milton (canton)
Saint-Jean-Baptiste (paroisse)	Saint-Wenceslas (sans désignation)
Saint-Jean-Baptiste-Vianney (paroisse)	Saint-Wenceslas (village)
Saint-Jean-Chrysostome (ville)	Saint-Zacharie (sans désignation)
Saint-Jean-de-la-Lande (paroisse)	Saint-Zacharie (village)
Saint-Jean-de-Matha (paroisse)	Saint-Zénon (paroisse)
Saint-Joachim-de-Courvalle (paroisse)	Stanbridge (canton)
Saint-Joseph-de-Coleraine (sans désignation)	Stanbridge Station (sans désignation)
Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy (paroisse)	Stanstead (canton)
Saint-Jovite (paroisse)	Saint-Adèle (ville)
Saint-Jovite (village)	Saint-Agathe-des-Monts (ville)
Saint-Lambert (ville)	Sainte-Agathe-Sud (village)
Saint-Lambert-de-Lauzon (paroisse)	Saint-Angèle-de-Monnoir (paroisse)
Saint-Lazare (paroisse)	Sainte-Anne-de-la-Rochelle (sans désignation)
Saint-Léandre (paroisse)	Saint-Aurélien (sans désignation)
Saint-Léon-de-Standon (paroisse)	Sainte-Béatrix (paroisse)
Saint-Liboire (paroisse)	Sainte-Catherine (paroisse)
Saint-Liboire (village)	Sainte-Catherine (ville)
Saint-Lin (paroisse)	Sainte-Cécile-de-Milton (canton)
Saint-Louis-de-Gonzague (paroisse)	Sainte-Cécile-de-Whitton (sans désignation)
Saint-Louis-de-Pintendre (paroisse)	Sainte-Christine (paroisse)
Saint-Louis-de-Terrebonne (paroisse)	Sainte-Claire (sans désignation)
Saint-Luc (paroisse)	Sainte-Émilie-de-L'Énergie (paroisse)
Saint-Lugder (village)	Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin (paroisse)
Saint-Malachie (paroisse)	Sainte-Hedwige (paroisse)
Saint-Martin (paroisse)	Sainte-Hénédine (paroisse)
Saint-Mathias (paroisse)	Sainte-Julie (ville)
Saint-Nazaire-d'Acton (paroisse)	Sainte-Julienne (paroisse)
Saint-Nazaire-de-Dorchester (paroisse)	Sainte-Justine (paroisse)
Saint-Odilon-de-Cranbourne (paroisse)	Sainte-Lucie-des-Laurentides (sans désignation)
Saint-Paul (sans désignation)	Sainte-Madeleine (village)
Saint-Philibert (sans désignation)	Sainte-Marceline-de-Kildare (sans désignation)

Sainte-Marguerite (paroisse)
Sainte-Mélanie (paroisse)
Sainte-Paule (sans désignation)
Sainte-Pudentienne (paroisse)
Sainte-Pudentienne (village)
Sainte-Rose-de-Watford (sans désignation)
Sainte-Sabine (paroisse)
Sainte-Sophie (sans désignation)
Sainte-Thérèse (ville)
Stornoway (sans désignation)
Stratford (canton)
Stukely-Sud (sans désignation)
Stukely-Sud (village)
Sutton (canton)
Taschereau-Fortier (sans désignation)
Terrebonne (ville)
Thetford-Partie-Sud (canton)
Thetford-Mines (cité)
Trois-Lacs (sans désignation)
Upton (village)
Val-Brillant (village)
Val-David (village)
Val-Morin (sans désignation)
Val-Racine (paroisse)
Valcourt (canton)
Valcourt (ville)
Vaudreuil (ville)
Ville-Marie (ville)
Warden (village)
Waterloo (ville)
Waterville (ville)
Weedon (canton)
Wickham (sans désignation)



c. Q-2, r.19

Règles de procédure relatives au déroulement des audiences publiques

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2, a. 6.6)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Définitions : Dans les présentes règles, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « audience » : une audience publique visée au troisième alinéa de l'article 31.3 de la Loi ;
- b) « Bureau » : le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement visé à l'article 6.1 de la Loi ;
- c) « commission » : le ou les membres désignés par le président en vertu du deuxième alinéa de l'article 6.4 de la Loi pour conduire une audience ;
- d) « dossier » : le dossier visé à l'article 12 du Règlement ;
- e) « étude d'impact » : une étude d'impact sur l'environnement visée à l'article 31.2 de la Loi ;
- f) « initiateur » : celui qui a déposé un avis au ministre conformément à l'article 31.2 de la Loi ;
- g) « Loi » : la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) ;
- h) « membre » : un membre du Bureau ;
- i) « ministre » : le ministre de l'Environnement ;
- j) « président » : le président du Bureau ;
- k) « rapport » : le rapport d'enquête visé à l'article 6.7 de la Loi ;
- l) « Règlement » : le Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (c. Q-2, r.9)
- m) « requérant » : la personne, groupe ou municipalité qui a demandé la tenue d'une audience qui a ensuite été créée par le ministre.

SECTION II COMMISSION

2. Constitution : Après avoir reçu du ministre le mandat de tenir une audience, le président constitue une commis-

sion et désigne le membre de cette commission qui doit agir à titre de responsable de celle-ci.

3. Avis : Après la constitution d'une commission et la désignation de son responsable, le secrétaire du Bureau donne avis au ministre, à l'initiateur et au requérant.

4. Coordination : La commission coordonne les activités du Bureau en ce qui a trait à la réalisation du mandat d'audience qui lui est confié.

SECTION III AVIS D'AUDIENCE

5. Publicité : Conformément à l'article 15 du Règlement, le secrétaire du Bureau fait publier dans les journaux les avis annonçant chacune des deux parties de l'audience prévues dans la section V.

6. Délai entre l'avis et l'audience : Un délai minimal de 5 jours francs doit s'écouler entre le premier jour où est publié l'avis visé à l'article 5 et le début de l'audience.

7. Délai entre la consultation publique et l'audience : Un délai minimal de 30 jours doit s'écouler entre le premier jour où le dossier a été mis à la disposition du public pour fins de consultation et le début de l'audience.

8. Consultation continue : Après publication de l'avis visé à l'article 5, le dossier demeure jusqu'à la fin de l'audience à la disposition du public pour fins de consultation dans une salle de lecture à Québec et à Montréal et dans toute autre salle de lecture choisie par le Bureau et située dans une localité touchée par le projet, aux heures d'ouverture fixées par le Bureau.

SECTION IV RENCONTRE PRÉPARATOIRE

9. Requérant : Avant la tenue de l'audience, la commission peut tenir une rencontre préparatoire avec le requérant de façon à cerner les objets principaux de l'audience et en expliquer la procédure.

10. Initiateur : Avant la tenue de l'audience, la commission peut tenir une rencontre préparatoire avec l'initiateur pour lui indiquer les objets principaux de l'audience ainsi que la procédure relative à son déroulement.

SECTION V AUDIENCE

11. Parties : Une audience comprend deux parties, telles que définies aux sections VII et VIII.

12. Caractère public : Toute audience est publique et doit être tenue dans un endroit accessible à la population.

13. Durée : Chaque partie d'une audience peut s'étendre sur plusieurs jours, consécutifs ou non.

14. Délai entre chaque partie d'une audience : Un délai minimal de 21 jours doit s'écouler entre la première et la deuxième partie d'une audience.

15. Présidence : Le responsable de la commission préside à l'audience et fixe l'ordre des interventions et le temps de parole de chacun des intervenants.

16. Absence du responsable : En cas d'absence du responsable d'une commission, un autre membre de la commission préside à l'audience en lieu et place du responsable.

17. Absence d'un membre : En cas d'absence d'un membre de la commission, l'audience peut être ajournée à une date affichée sur la porte de la salle où elle devait être tenue ou annoncée dans les journaux par des avis conformes à l'article 5.

18. Mémoires et documents : Les mémoires et copies de documents exigés par les présentes règles doivent être adressés au secrétaire du Bureau.

SECTION VI CONVOCATIONS

19. Initiateur et requérant : Le Bureau convoque à l'audience l'initiateur et le requérant.

20. Autres personnes : Le Bureau peut aussi convoquer à une audience toute personne dont la commission considère le témoignage nécessaire.

21. Ministères : Dans le cas où le Bureau veut connaître l'avis d'un ministère sur une question donnée, la convocation est adressée au sous-ministre du ministère concerné.

SECTION VII PREMIÈRE PARTIE DE L'AUDIENCE

22. Explications préliminaires : Le membre qui préside à l'audience donne lecture du mandat qui a été confié au Bureau et explique le rôle du Bureau, sa compétence et le déroulement de l'audience.

23. Explications du requérant : Au cours de la première partie de l'audience, le requérant explique à la commission, pour son information et celle du public, les motifs de sa demande d'audience.

24. Présentation de l'initiateur : Au cours de la première partie de l'audience, l'initiateur résume et explique les éléments du dossier déposé à l'appui de son projet, notamment l'étude d'impact.

25. Dépôts des autres personnes : Au cours de la première partie de l'audience, la commission peut entendre toute autre personne convoquée conformément aux articles 20 et 21.

26. Questions : Au cours de la première partie de l'audience et après les dépositions prévues aux articles 23, 24 et 25, il est loisible à toute personne d'adresser à la commission des questions pertinentes pour compléter l'information déjà fournie relativement au dossier soumis au Bureau.

SECTION VIII DEUXIÈME PARTIE DE L'AUDIENCE

27. Personnes entendues : Durant la deuxième partie de l'audience, la commission entend toute personne qui dépose un mémoire ou qui désire faire connaître oralement son opinion et ses suggestions sur le projet, l'étude d'impact, la révision technique ou tout autre document faisant partie du dossier.

28. Dépôt préalable : Toute personne, municipalité ou groupe intéressé à déposer un mémoire doit en remettre copie au secrétaire du Bureau au moins 4 jours avant le début de la deuxième partie de l'audience.

29. Droit de réponse : Après ou au cours des interventions visées à l'article 27, la commission peut entendre toute personne, y compris l'initiateur et le requérant, afin de rectifier des faits relatifs au dossier qui ont été soulevés durant l'audience.

SECTION IX RAPPORT

30. Rédaction : Le rapport est rédigé par la commission et constitue le rapport du Bureau relativement au mandat d'audience qui lui a été confié par le ministre. Ce rapport peut être inséré dans le cadre du rapport d'un mandat d'enquête confié au Bureau en vertu du premier alinéa de l'article 6.3 de la Loi dans le cas où ce mandat d'enquête porte sur le même projet qui a fait l'objet de l'audience.

31. Signature : Le rapport visé à l'article 30 n'est signé que par les membres de la commission qui ont participé à toutes les parties et séances de l'audience.

32. Copies : Lorsque le ministre a rendu public le rapport visé à l'article 30, le Bureau en fait parvenir copie à l'initiateur, au requérant et à toute personne, groupe ou municipalité qui en fait la demande.

SECTION X AUTRES AUDIENCES PUBLIQUES

33. Application des présentes règles : Les présentes règles s'appliquent, en les adaptant, dans le cas où le Bureau est requis de tenir une audience publique en vertu d'une disposition autre que le troisième alinéa de l'article 31.3 de la Loi sauf dans le cas des mandats d'audience publique confiés par le ministre avant le 30 décembre 1980.

D. 3735-80, (1980) 112 G.O.II, 7087
Décision du 12.06.81, (1981) 113 G.O.II, 3991



c. Q-2, r.20

Règlement sur la qualité de l'atmosphère

Loi sur la qualité de l'environnement

(L.R.Q., c. Q-2, a. 20, 31, 53, 70, 71, 72, 87 et 124.1)

SECTION I INTERPRÉTATION

I. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

1) « *appareil de combustion* » : tout appareil à échange thermique indirect utilisant un combustible pour fins de chauffage ou pour un procédé industriel ;

2) « *brouillard* » : vapeurs ou gouttelettes en suspension dans un milieu gazeux ;

3) « *brouillard d'acide sulfurique* » : oxyde et acide sulfuriques en suspension dans un milieu gazeux ;

4) « *brûleur conique* » : tout brûleur à rebuts de bois communément appelé « tee pee », « wigwam » ou « brûleur en silo » ;

5) « *composé organique* » : tout composé de carbone à l'exception des oxydes de carbone, des carbures métalliques, des carbonates et des cyanures ;

6) « *conditions normalisées* » : une température de 25° C et une pression de 100,9 kilopascals ;

7) « *cubilot* » : un four cylindrique vertical utilisé pour la production de la fonte ou du plomb, y compris tout équipement auxiliaire propre à son fonctionnement ;

8) « *degré d'odeur* » : le volume exprimé en mètres cubes, occupés par un mètre cube d'air contaminé lorsque celui-ci est dilué à la limite de perception olfactive ;

9) « *existant* » : dont on a déjà commencé la construction ou qui est exploité, installé ou utilisé sur le territoire du Québec au 14 novembre 1979 ;

10) « *fonderie de plomb de seconde fusion* » : toute usine ou équipement industriel destiné à traiter une matière contenant du plomb autre qu'un concentré de plomb provenant d'une mine, par un procédé métallurgique ou chimique aux fins de produire du plomb affiné, de l'oxyde de plomb ou un alliage de plomb ;

11) « *fumée* » : fines particules de cendres, de carbone et de substances combustibles résultant d'une combustion incomplète et en suspension dans un milieu gazeux ;

12) « *huile intermédiaire* » : huile d'une viscosité supérieure à $5,5 \times 10^{-6}$ mètres carrés par seconde (5,5 cSt) et inférieure à $28,0 \times 10^{-6}$ mètres carrés par seconde (28,0 cSt) à 40°C, y compris toute huile de catégorie commerciale numéro 4 ;

13) « *huile légère* » : huile d'une viscosité égale ou inférieure à $5,5 \times 10^{-6}$ mètres carrés par seconde (5,5 cSt) à 40°C, y compris toute huile de catégorie commerciale numéro 1 ou numéro 2 ;

14) « *huile lourde* » : huile d'une viscosité égale ou supérieure à $28,0 \times 10^{-6}$ mètres carrés par seconde (28,0 cSt) à 40°C, y compris toute huile de catégorie commerciale numéro 5 ou numéro 6 ;

15) « *incinérateur* » : four conçu pour effectuer la destruction par combustion des déchets autres que des résidus de bois ;

16) « *Loi* » : la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) ;

17) « *matière particulaire* » : toute substance, à l'exception de l'eau non combinée, qui existe sous une forme liquide ou solide finement divisée en suspension dans un milieu gazeux ;

18) « *moyenne* » : moyenne arithmétique, à moins d'indication contraire ;

19) « *N* » : aux conditions normalisées ;

20) « *nouveau* » ou « *nouvel* » : qui est établi ou mis en exploitation ou dont on commence la construction après le 14 novembre 1979, y compris la partie d'une source fixe existante que l'on modifie ou agrandit après cette date ;

21) « *procédé* » : toute méthode, réaction ou opération par laquelle les matières traitées subissent un changement physique ou chimique dans une même ligne de production et comprend toutes opérations successives sur une même matière entraînant le même genre de changement physique ;

22) « *résidu d'amiante* » : les fibres résiduelles et les poussières recueillies par les équipements de dépoussiérage d'un établissement de traitement du minerai d'amiante, la poussière de roche serpentine issue du circuit à fibre d'un tel établissement, les rejets du circuit à roche et les rejets provenant de la préparation du minerai dans cet établissement ;

23) « *salle de peinture* » : toute salle d'un établissement industriel ou commercial où l'on procède principalement à la peinture de biens meubles ;

24) « solvant organique » : composé organique liquide aux conditions normalisées, utilisé comme agent de dilution, de dissolution, de réduction, de viscosité ou de nettoyage ;

25) « solvant organique photochimiquement réactif » : solvant organique contenant :

- i. 5% ou plus en volume de composés oléfiniques ;
- ii. 8% ou plus en volume de composés aromatiques ayant au moins 8 atomes de carbone à l'exception de l'éthyl benzène ;
- iii. 20% ou plus en volume d'éthyl benzène, de cétones ramifiées, de trichloroéthylène ou de toluène ; ou
- iv. un total de 20% ou plus en volume de l'ensemble des composés visés aux sous-paragraphes i à iii ;

26) « source fixe » : une source de contamination de l'atmosphère autre qu'un véhicule-automobile, un aéronef, un navire ou une locomotive ;

27) « sous-ministre » : le sous-ministre de l'Environnement ;

28) « taux de fusion » : quantité de matière coulée par unité de temps pouvant être répartie sur la durée d'un cycle, le cas échéant ;

29) « tonne » : une tonne métrique ;

30) « traitement des surfaces métalliques » : préparation des surfaces métalliques par décapage et mordançage et traitement de ces surfaces par des méthodes chimiques ou électrochimiques ou par galvanisation ;

31) « usine d'équarrissage » : un établissement où l'on transforme des matières animales impropres à la consommation humaine pour en extraire des matières protéiques et des gras ou des huiles animales ;

32) « usine de ferro-alliage » : une usine dans laquelle au moins un four produit, à partir de minerai, un alliage contenant du silicium, du manganèse ou du chrome ou une usine produisant des abrasifs, du carbure de calcium, du phosphore ou du dioxyde de titane brut.

SECTION II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2. Objet : Le présent règlement a pour objet d'établir des normes d'air ambiant et des normes d'émission des matières particulaires, des vapeurs et des gaz, des normes d'opacité des émissions ainsi que des mesures de contrôle pour prévenir, éliminer ou réduire le dégagement de contaminants provenant des sources fixes.

Les normes d'émission prévues dans le présent règlement ne s'appliquent pas aux usines de béton bitumineux,

aux sablières et carrières, aux fabriques de chlore et de soude caustique, aux usines d'extraction du cuivre ni aux fours de carbure de silicium, sauf en ce qui concerne la section IV. Ces normes ne s'appliquent pas non plus aux fabriques de pâtes et papiers sauf en ce qui concerne les sections IV, VII, IX, XIV et XXX, ni aux meuneries dont la production n'est pas commercialisée ou aux établissements de traitement des céréales d'une capacité inférieure ou qui réduisent moins l'humidité des céréales que ceux visés au deuxième alinéa de l'article 24, sauf en ce qui concerne les sections IV et VII.

3. Quantité ou concentration permmissible : Sous réserve des exceptions prévues au deuxième alinéa de l'article 2, aucune source fixe ne peut émettre ou dégager dans l'atmosphère des contaminants de la quantité ou de la concentration établie aux articles 10 à 13, 15, 16, 19, 24, 25, 27, 28, 31, 35 à 39, 41 à 45, 47, 53 à 56, 58, 59, 61, 62, 65, 67, 69, 70, 73, 76, 77, 82 à 84, 86, 88, 89 ou 92 à 94 selon les cas prévus à ces articles et nul ne peut permettre l'émission ou le dégagement de contaminants dans l'atmosphère au-delà de ces quantités ou concentrations.

Sous réserve des exceptions visées au deuxième alinéa de l'article 2, les normes d'émission prévues aux articles 10, 11 et 24 s'appliquent à toutes les sources fixes qui ne font pas l'objet d'une norme d'opacité particulière ou d'une norme particulière d'émission de matières particulaires dans les sections IX à XV, XVII à XXII, XXIV ou XXVI à XXVIII et à l'article 25.

4. Sources fixes nouvelles et existantes : À moins d'indication contraire, le présent règlement s'applique immédiatement aux sources fixes nouvelles et existantes.

Il s'applique à toute partie d'une source fixe existante qui est modifiée ou agrandie même si, par ailleurs, il est stipulé qu'il s'applique plus tard à cette source fixe existante.

5. Fours : Dans le cas d'un four utilisé dans l'industrie métallurgique, les normes d'émission de matières particulaires prévues dans le présent règlement s'appliquent globalement à toutes les émissions reliées au fonctionnement de ce four, notamment celles provenant du chargement et de la coulée et celles s'échappant des espaces annulaires autour des électrodes.

SECTION III NORMES D'AIR AMBIANT

6. Normes de qualité de l'atmosphère : Les normes de qualité de l'atmosphère pour l'ensemble du territoire du Québec sont les suivantes :

<i>nature des contaminants</i>	<i>valeur moyenne</i>	<i>durée</i>
particules en suspension	0-150 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ 0-70 $\mu\text{g}/\text{m}^3$	moyenne sur 24 heures moyenne géométrique annuelle
retombées de poussières	0-7,5 tonnes/km ²	moyenne sur 30 jours
anhydride sulfureux (SO ₂)	0-0,50 ppm* (0-1310 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$) 0-0-11 ppm* (0-288 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$) 0-0,02 ppm* (0-52 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$)	moyenne sur 1 heure moyenne sur 24 heures moyenne annuelle
monoxyde de carbone (CO)	0,30 ppm* (0-34 mg/Nm ³) 0-13 ppm* (0-15 mg/nm ³)	moyenne sur 1 heure moyenne sur 8 heures
ozone (O ₃)	0-0,08 ppm* (0-157 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$)	moyenne sur 1 heure
hydrogène sulfuré (H ₂ S)	0-10 ppb** (0-14 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$)	moyenne sur 1 heure
	0-8 ppb** 0-11 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$)	moyenne sur 2 heures

<i>nature des contaminants</i>	<i>valeur moyenne</i>	<i>durée</i>
dioxyde d'azote (NO ₂)	0-0,22 ppm* (0-414 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$)	moyenne sur 1 heure
	0-0,11 ppm* (0-207 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$)	moyenne sur 24 heures
	0-0,055 ppm* (0-103 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$)	moyenne annuelle
plomb (Pb)	0-2 $\mu\text{g}/\text{m}^3$	moyenne géométrique annuelle
* ppm: parties par million en volume ** ppb: parties par milliard en volume		

7. Fluorures : Il est interdit d'émettre ou de dégager des fluorures dans l'environnement de telle sorte que ceux-ci excèdent les normes suivantes dans le fourrage destiné à

l'alimentation des animaux et prélevé au-delà des limites de la propriété de la source d'émission :

<i>concentration pondérale sur une base sèche</i>	<i>durée d'échantillonnage</i>
40 ppm F ⁻	moyenne sur 12 mois
60 ppm F ⁻	moyenne mensuelle qui ne peut être excédée plus de 2 mois consécutifs/année
80 ppm F ⁻	moyenne mensuelle qui ne peut être excédée plus d'un mois/année

La moyenne des fluorures dans le fourrage pour une période de 12 mois s'établit sur des échantillons prélevés du 1^{er} juin d'une année au 31 mai de l'année suivante. On procède à 2 prélèvements par mois dans le fourrage, entre le 1^{er} juin et le 31 octobre et, pour la période de temps comprise entre le 31 octobre et le 31 mai suivant, on utilise la moyenne des prélèvements effectués au cours des mois de récolte du fourrage avant le 31 octobre.

8. Nouvelles sources fixes : À compter du 1^{er} janvier 1982, il est interdit de construire ou de modifier une source fixe ou d'augmenter la production d'un bien ou d'un service dont les émissions de matières particulaires, d'anhydride sulfureux, de monoxyde de carbone, de dioxyde d'azote, d'hydrogène sulfuré et de plomb sont susceptibles d'augmenter la concentration des contaminants dans l'atmosphère au-delà de la limite maximale des normes prévues à l'article 6 ou sont susceptibles d'augmenter la concentration d'un contaminant pour lequel une de ces normes est déjà excédée.

Pour les fins de l'application du présent article, on utilise tous les résultats d'échantillonnage disponibles effectués ou validés par le ministère de l'Environnement pendant la totalité ou une partie des 12 mois qui précèdent la mise en oeuvre du projet mentionné au premier alinéa.

Le présent article n'a pas pour effet de restreindre l'application immédiate de l'article 6 pour toute autre fin.

9. Méthode et modalités de mesure : Les contaminants visés aux articles 6 et 7 doivent être prélevés et analysés selon les méthodes et les modalités suivantes ou équivalentes :

a) les particules en suspension sont déterminées conformément aux procédures décrites dans l'ouvrage intitulé *Méthode uniforme de référence pour la mesure des particules en suspension dans l'atmosphère* publié par Environnement Canada et portant le numéro EPS 1-AP-73-2 ;

b) les retombées de poussières sont déterminées selon la méthode D 1739-70 intitulée *Standard Method for Collection and Analysis of Dustfall Settleable Particulates* publiée par l'*American Society for Testing and Materials (ASTM)* ;

c) l'anhydride sulfureux est établi conformément à la méthode décrite dans l'ouvrage intitulé *Méthode uniforme de référence pour la mesure de l'anhydride sulfureux dans l'atmosphère* (méthode de West-Gaeke) publié par Environnement Canada et portant le numéro EPS 1-AP-72-4 ;

d) le monoxyde de carbone est déterminé conformément à la procédure décrite dans l'ouvrage intitulé *Méthode uniforme de référence pour la mesure du monoxyde de carbone dans l'atmosphère* (spectrométrie infra-rouge non dispersive) publié par Environnement Canada et portant le numéro EPS 1-AP-73-1 ;

e) l'ozone est déterminé par la méthode décrite dans l'ouvrage intitulé *Méthode de référence normalisée pour le dosage des oxydants (ozone) dans l'atmosphère* (méthode de chimiluminescence) publié par Environnement Canada et portant le numéro EPS 1-AP-73-7 ;

f) l'hydrogène sulfuré est déterminé selon la méthode décrite dans le document intitulé *A new tape reagent for the determination of hydrogen sulphide in air* publié par monsieur Jean-Paul Paré, chimiste, dans le *Journal of the Air Pollution Control Association*, juin 1966, volume 16, numéro 6 ;

g) le fluor dans le fourrage est déterminé selon la méthode de référence décrite dans l'ouvrage intitulé *Analyse des fluorures dans les tissus végétaux par combustion à basse température, fusion, micro-diffusion et dosage potentiométrique à l'électrode sélective* publié en 1975 par les Services de protection de l'environnement ;

h) le dioxyde d'azote est déterminé par la méthode décrite dans l'ouvrage intitulé *Méthode normalisée de ré-*

férence pour le dosage (par chimiluminescence) du dioxyde d'azote dans l'atmosphère publié par Environnement Canada et portant le numéro EPS-1-AP-74-2 ;

i) la teneur en plomb des particules en suspension mesurées selon la méthode visée au paragraphe a est déterminée selon la méthode décrite dans l'ouvrage intitulé Méthode de référence normalisée pour le dosage du plomb dans les particules en suspension dans l'air (spectrophotométrie d'absorption atomique) publié par Environnement Canada et portant le numéro EPS 1-AP-75-4.

Ces contaminants sont prélevés à l'extérieur de tout secteur zoné à des fins industrielles par l'autorité municipale compétente et à l'extérieur des limites de propriété occupée par une source fixe industrielle.

SECTION IV OPACITÉ DES ÉMISSIONS

10. Normes d'opacité : Sous réserve des cas prévus aux articles 35, 36, 41 et 84, la concentration des contaminants dégagés dans l'atmosphère par une source fixe ne doit pas être telle qu'elle excède 20% d'opacité selon l'une ou l'autre des méthodes de mesures prévues aux paragraphes a ou b de l'article 96.

11. Exceptions : L'article 10 ne s'applique pas lors de l'allumage d'un foyer de combustion ou du soufflage des tubes. Le degré d'opacité peut alors, pendant une période maximale de 4 minutes consécutives, excéder 20% sans toutefois égaler ni dépasser 60% d'opacité en aucun moment.

Pendant le fonctionnement d'une source fixe, le degré d'opacité d'une émission peut également excéder 20% d'opacité pour une ou plusieurs périodes ne totalisant pas plus de 4 minutes par heure, sans cependant égaler ni excéder 40% d'opacité en aucun moment.

SECTION V ÉMISSIONS DE COMPOSÉS ORGANIQUES

12. Normes générales : Sous réserve des cas prévus aux articles 13 et 14, une source fixe autre que celles visées à l'article 15 ne peut émettre dans l'atmosphère :

- a) plus de 6,8 kilogrammes par jour et 1,3 kilogrammes par heure de composés organiques dans le cas où les solvants organiques ou les substances qui les contiennent sont soumis à un procédé de cuisson ou entrent en contact avec une flamme ;
- b) plus de 15 kilogrammes par jour et 3 kilogrammes par heure de composés organiques dans le cas où il s'agit de solvants organiques photochimiquement réactifs qui ne

sont pas soumis à un procédé de cuisson ou n'entrent pas en contact avec une flamme ;

c) plus de 1 400 kilogrammes par jour ou 200 kilogrammes par heure de composés organiques dans le cas où les solvants non photochimiquement réactifs ne sont pas soumis à un procédé de cuisson ou n'entrent pas en contact avec une flamme.

Pour les fins d'application du présent article, les différentes composantes d'un procédé continu constituent une seule source fixe. Les émissions de composés organiques visées aux paragraphes b et c du premier alinéa comprennent toutes les émissions produites durant les 12 heures de séchage suivant la dernière application de solvants organiques ou de substances en contenant.

13. Émissions excessives : Les émissions de composés organiques peuvent excéder les normes prescrites à l'article 12 pourvu qu'il y ait réduction des émissions dans l'atmosphère d'au moins 90% dans le cas où il y a incinération des composés organiques et d'au moins 85% dans les autres cas.

14. Limitations : Les articles 12 et 13 ne s'appliquent pas :

- a) aux établissements de fabrication de solvants organiques ;
- b) au transport et à l'entreposage de solvants organiques ou de substances qui en contiennent ;
- c) à l'utilisation d'insecticides, de pesticides ou d'herbicides ; ni
- d) à l'utilisation ou l'évaporation d'hydrocarbures halogénés.

15. Ateliers ou salles d'application ou d'imprégnation de composés organiques ou de peinture : Un atelier ou salle d'application ou d'imprégnation de composés organiques ou de peinture contenant des solvants organiques photochimiquement réactifs et dont les émissions dans l'atmosphère excèdent 15 kilogrammes par jour, ne peut émettre dans l'atmosphère des composés organiques au-delà des normes établies au tableau suivant :

<i>catégorie</i>	<i>type d'application</i>	<i>norme d'émission (en kg de composés organiques par litre de produit utilisé)</i>
fabrique de boîtes de conserves	couche de base et vernis pour la feuille de métal	0,34
	revêtement intérieur et du dessus de la boîte	0,51
	revêtement de la soudure	0,66
	revêtement d'étanchéité	0,44
industrie des fils électriques	revêtement	0,31
industrie du textile	procédé de revêtement du tissu	0,35
	revêtement en vinyle	0,45
industrie du papier couché	imprégnation	0,35
usines de montage de véhicules automobiles	couche d'apprêt	0,23
	couche de finition	0,34
	retouche, réparation finale	0,58
atelier de réparation de véhicules automobiles et tout autre atelier ou salle d'application ou d'imprégnation	ensemble des opérations	0,58

En plus des normes prévues au premier alinéa, une salle de peinture nouvelle ou existante doit :

- a) être pourvue d'un système de collection de matières particulières conçu pour recueillir plus de 90% des matières particulières émises dans l'atmosphère ;
- b) être pourvue d'une cheminée d'évacuation des gaz dont la hauteur excède d'au moins 5 mètres le bâtiment qui abrite les opérations de peinture ; et
- c) évacuer les gaz dans l'atmosphère avec une vitesse verticale ascendante d'au moins 15 mètres par seconde.

Les normes d'émission de composés organiques prévues dans la présente section s'appliquent à compter du 1^{er} juin 1981 aux sources fixes existantes.

SECTION VI ÉMISSIONS D'ODEURS

16. Norme : Toutes les odeurs émises par une usine de production d'aliments frits ou de torréfaction du café, par un fumoir à viande d'une capacité supérieure à 250 kilogrammes de viandes par semaine, par une brasserie, une distillerie, une usine de recyclage de caoutchouc et une usine de saturation à l'asphalte doivent être canalisées et traitées de sorte que la concentration des odeurs rejetées dans l'atmosphère n'excède pas 120 degrés d'odeur par mètre cube.

De plus, toutes les odeurs émises par l'ensemble des procédés d'une usine d'équarrissage doivent être canalisées et traitées de sorte que la concentration des odeurs rejetées dans l'atmosphère n'excède pas 120 degrés d'odeurs par

mètre cube. La ventilation générale de l'ensemble de cette usine doit être pourvue d'un dispositif de traitement de l'air de sorte que l'émission des odeurs rejetées dans l'atmosphère n'excède pas 50 degrés d'odeurs par mètre cube.

Le présent article s'applique à partir du 1^{er} décembre 1980.

SECTION VII ÉMISSIONS DIFFUSÉES

17. Émissions de poussières : Celui qui procède à la démolition, la construction, la réparation ou l'entretien d'un bâtiment ou d'une voie de circulation, doit épandre de l'eau ou un autre abat-poussière pour prévenir le soulèvement de poussières dans tous les cas où l'exercice de cette activité entraîne des émissions de poussières qui produisent l'un ou l'autre des effets énumérés au deuxième alinéa *in fine* de l'article 20 de la Loi.

18. Voies d'accès, entreposage et transport : Lorsque les émissions de poussières provenant des voies d'accès et aires de circulation situées sur le terrain d'une source fixe ou d'un tas d'agréats, de matériaux, de résidus miniers, de minerai, de concentré de minerai ou de boulettes produisent l'un ou l'autre des effets énumérés au deuxième alinéa *in fine* de l'article 20 de la Loi, le responsable de la source de contamination doit prendre les mesures requises pour prévenir ces émissions de façon à faire disparaître ces effets.

Le présent article s'applique, en l'adaptant, au transport par convoyeur, camion ou wagon de chemin de fer des matières visées au premier alinéa.

19. Transfert et chute libre : Dans le cas où le transfert ou la chute de matériaux de toute sorte, notamment d'agréats, résidus miniers, minerai, concentré de minerai ou boulettes, entraîne des émissions de poussières qui demeurent visibles dans l'atmosphère à plus de 2 mètres de la source d'émission, le responsable de cette source de contamination de l'atmosphère doit prendre les mesures requises pour que :

a) les points de transfert fixes soient compris dans un espace clos et munis de conduites qui aspirent les poussières à un dépoussiéreur de sorte que les émissions de matières particulaires dans l'atmosphère respectent la norme de concentration établie à l'article 25 ; ou que

b) la hauteur de toute chute libre de ces matières n'excède pas 2 mètres.

20. Nettoyage par jet abrasif : Les émissions de poussières provenant des opérations de nettoyage à sec par jets abrasifs doivent être réduites par l'utilisation d'un enclos ou d'un paravent de façon à contenir les poussières à l'inté-

rieur des espaces ainsi enclos ou fermés, sauf dans le cas d'un pont à structure métallique.

Le présent article s'applique, en l'adaptant, aux opérations de nettoyage par jets en phase humide lorsqu'il y a émission de poussières visibles dans l'atmosphère à plus de 2 mètres de la source d'émission.

21. Poussières récupérées : Les poussières récupérées par un dépoussiéreur à sec doivent être manipulées et transportées de façon à ce qu'il n'y ait aucune perte de poussière dans l'atmosphère qui soit visible à plus de 2 mètres de la source d'émission. Dans le cas où elles ne sont pas recyclées, elles doivent être entreposées, déposées ou éliminées sur le sol et on doit prendre les mesures requises pour prévenir tout dégagement de poussières dans l'atmosphère qui soit visible à plus de 2 mètres de la source d'émission et pour prévenir la contamination des eaux.

22. Déchets : Il est interdit de brûler des déchets à ciel ouvert, même pour les récupérer en partie, sauf dans le cas de branches, d'arbres, de feuilles mortes, de produits explosifs ou de contenants vides de produits explosifs.

La présence dans l'environnement de fumées provenant d'une combustion interdite par le premier alinéa est prohibée au sens du deuxième alinéa de l'article 20 de la Loi.

Le présent article ne s'applique pas aux lieux d'élimination de déchets solides situés au nord du 55^e parallèle, ni à ceux qui sont visés dans la section X ou à l'article 125 du Règlement sur les déchets solides (c. Q-2, r. 14). Le responsable d'un tel lieu d'élimination des déchets solides doit cependant prendre les mesures requises pour éviter que les émissions de fumée produisent l'un ou l'autre des effets énumérés au deuxième alinéa *in fine* de l'article 20 de la Loi.

23. Élimination de combustibles : Il est interdit de brûler à ciel ouvert des combustibles fossiles ou des composés organiques à moins d'avoir obtenu un certificat d'autorisation du sous-ministre selon l'article 22 de la Loi.

Le présent article ne s'applique pas aux torches industrielles.

SECTION VIII NORMES GÉNÉRALES D'ÉMISSION DES MATIÈRES PARTICULAIRES

24. Quantités permises : Sauf les cas particuliers prévus dans les sections IX à XV, XVII à XXII, XXIV, XXVI à XXVIII et à l'article 25, nul ne peut émettre des matières particulaires dans l'atmosphère au-delà des quantités horaires établies respectivement pour les sources fixes existantes et nouvelles aux annexes A et B.

En outre, un nouvel établissement de traitement de céréales dont la capacité nominale de séchage dépasse 15 tonnes par heure pour une réduction de l'humidité des céréales par 15 points doit être placé à plus de 300 mètres d'une zone résidentielle établie par une municipalité ou d'une habitation situées dans la direction d'un vent dominant et à plus de 150 mètres de toute autre habitation, exception faite de celle qui appartient ou est louée au propriétaire ou à l'exploitant de cet établissement de traitement de céréales. Pour l'application du présent alinéa, un vent dominant est un vent qui, d'août à novembre inclusivement, souffle en moyenne plus de 20% du temps dans une direction dans le cas où on utilise une rose des vents à 8 directions ou plus de 10% du temps dans le cas où on utilise une rose des vents à 16 directions, tel que mesuré par la station météorologique la plus rapprochée de l'établissement.

25. Concentration : Une meunerie, une distillerie, une brasserie, une fabrique de lait en poudre, une usine de mélange de fertilisants, une bétonnière, une fabrique de produits de céramique, d'argile ou de porcelaine, une usine de production ou de transformation de chlorures de polyvinyle ou une usine de fabrication de produits de bois ne peut émettre des matières particulaires dans l'atmosphère en concentration supérieure à 50 milligrammes par mètre cube, aux conditions normalisées.

Cette norme s'applique également aux émissions provenant de tout transbordement de matériel en vrac à l'exception du bois, tout stockage en milieu fermé, tout forage autre que le forage d'un puits d'alimentation en eau, toute opération de soudure ou de travail de métaux ou de sablage en usine par jets abrasifs et à tout procédé de préparation, concentration, agglomération ou séchage de minerai ou de concentré, ainsi qu'aux opérations de manutention connexes effectuées dans une usine de préparation, de concentration, d'agglomération ou de séchage de minerais métalliques sauf au procédé de calcination de l'alumine hydratée.

26. Échéancier : La présente section s'applique à compter du 1^{er} décembre 1981 aux sources fixes existantes sauf aux meuneries existantes qui y sont assujetties à compter du 1^{er} décembre 1983.

SECTION IX UTILISATION DES COMBUSTIBLES FOSSILES

27. Émissions de matières particulaires : Un appareil de combustion où l'on utilise des combustibles fossiles ne peut émettre dans l'atmosphère des matières particulaires au-delà des normes établies au tableau suivant :

capacité calorifique à l'alimentation	combustible utilisé	norme d'émission (mg de matières particulaires par MJ)	
		appareil nouveau	appareil existant*
entre 3 et 15 MW	gaz ou produit pétrolier	60	85
entre 3 et 70 MW	charbon	60	85
15 MW	gaz ou produit pétrolier	45	60
70 MW	charbon	45	60
* les normes prévues au présent article s'appliquent à compter du 1 ^{er} juin 1981 aux appareils de combustion existants.			

Dans le cas d'un appareil de combustion existant d'une capacité supérieure à 125 mégawatts et utilisé dans une centrale électrique, la norme d'émission est de 45 milligrammes par mégajoule et s'applique à compter du 1^{er} décembre 1980.

28. Émissions d'oxydes d'azote : Un nouvel appareil de combustion où l'on utilise des combustibles fossiles ne peut émettre dans l'atmosphère des oxydes d'azote au-delà des normes établies au tableau suivant :

<i>capacité calorifique à l'alimentation</i>	<i>combustible utilisé</i>	<i>norme d'émission (ppm sur base sèche corrigé à 3% O₂)</i>
≥ 70 MW	charbon	500
	huile	250
	gaz	200
de 15 à 70 MW	charbon	450
	huile	325
	gaz	150

29. Teneur en soufre : Nul ne peut utiliser pour fins de combustion un combustible dont la teneur en soufre excède :

- a) 3,0% en poids pour l'huile lourde ;
- b) 1,0% en poids pour l'huile intermédiaire ;
- c) 0,5% en poids pour l'huile légère ; et
- d) 2,0% en poids pour le charbon.

En outre, à compter du 1^{er} décembre 1980, la teneur en soufre de l'huile lourde ne doit pas excéder 2,5% en poids.

30. Exception : Les normes établies à l'article 29 pour l'huile lourde et le charbon ne s'appliquent pas dans le cas où :

- a) une portion du soufre des gaz de combustion est captée et incorporée à une matière première venant en contact avec ces gaz ;
- b) une portion du soufre des gaz de combustion est retenue par un appareil d'épuration des gaz ; ou
- c) un autre combustible à basse teneur en soufre est utilisé simultanément dans le même établissement.

Dans le cas prévu au paragraphe c du premier alinéa, le responsable de l'établissement doit tenir un registre dans lequel il doit inscrire au minimum deux fois par semaine la

nature, la quantité, la teneur en soufre et la valeur calorifique respective de chacun des combustibles utilisés.

31. Émissions d'anhydride sulfureux : Malgré l'article 30, la quantité d'anhydride sulfureux rejetée dans l'atmosphère par la combustion de tout combustible ne doit pas dépasser celle qui est rejetée par la combustion d'une quantité équivalente en valeur calorifique d'huile lourde ou de charbon dont la teneur en soufre n'excède pas les normes établies à l'article 29.

32. Évacuation des gaz de combustion : La vitesse d'évacuation à l'atmosphère des gaz de combustion provenant d'un nouvel appareil de combustion utilisant de l'huile lourde ou du charbon doit être d'au moins 15 mètres par seconde à la sortie d'une nouvelle cheminée lorsque l'appareil de combustion fonctionne à régime nominal.

33. Cheminée : La hauteur minimale de toute nouvelle cheminée d'un appareil de combustion utilisant de l'huile lourde ou du charbon doit être au moins égale à celle calculée conformément à la méthode intitulée Méthode de calcul de la hauteur minimale des cheminées publiée en 1979 par les Services de protection de l'environnement.

La hauteur d'une cheminée existante ne peut être diminuée à moins qu'elle ne soit, après avoir été réduite, conforme à la hauteur calculée selon la méthode prévue au premier alinéa.

34. Émissions prohibées : Nonobstant les articles 29 à 33, un établissement pourvu d'appareils de combustion ne peut émettre de l'anhydride sulfureux dans l'atmosphère de sorte à excéder les normes de qualité de l'atmosphère prescrites pour l'anhydride sulfureux à l'article 6.

35. Turbines à gaz : Une turbine à gaz ne peut émettre dans l'atmosphère :

- a) une concentration de contaminants qui excède 10% d'opacité selon l'une ou l'autre des méthodes de mesure prévues aux paragraphes a ou b de l'article 96, dans le cas d'une turbine à gaz à cycle simple ;
- b) plus de 0,2 gramme de matières particulaires par mégajoule, dans le cas d'une nouvelle turbine à gaz à cycle combiné ;
- c) plus de 1,3 gramme d'oxyde d'azote par mégajoule.

36. Moteurs fixes à combustion interne : Un moteur fixe à combustion interne ne peut émettre dans l'atmosphère :

a) une concentration de contaminants qui excède 10% d'opacité selon l'une ou l'autre des méthodes de mesure prévues aux paragraphes a ou b de l'article 96, dans le cas d'un nouveau moteur ;

b) plus de 4,5 grammes d'oxyde d'azote par mégajoule dans le cas d'un moteur d'une capacité égale ou supérieure à 1 mégawatt et 2,2 grammes d'oxyde d'azote par mégajoule dans le cas d'un plus petit moteur ;

c) plus de 1,8 gramme de monoxyde de carbone par mégajoule dans le cas d'un moteur d'une capacité égale ou supérieure à 1 mégawatt et 0,65 gramme de monoxyde de carbone dans le cas d'un plus petit moteur ;

d) plus de 2,2 grammes d'hydrocarbures par mégajoule dans le cas d'un moteur d'une capacité égale ou supérieure à 1 mégawatt où l'on utilise du gaz ou un combustible double et 0,28 gramme d'hydrocarbures par mégajoule dans le cas d'un moteur d'une capacité égale ou supérieure à 1 mégawatt où l'on utilise de l'huile diesel ou de l'huile légère et dans le cas d'un moteur d'une capacité inférieure à 1 mégawatt.

SECTION X AFFINERIES DE MÉTAUX

37. Normes : Une raffinerie de métaux ne peut émettre des contaminants dans l'atmosphère au-delà des normes prévues au tableau suivant :

	<i>échancier</i>	<i>kg de matières particulaires par tonne d'aluminium produit</i>	<i>kg de fluorures totaux par tonne d'aluminium produit</i>
première étape	à compter du 1 ^{er} décembre 1981	22,5	5
deuxième étape	à compter d'une date subséquente qui sera fixée par règlement du gouvernement	12	2,5

Les normes d'émission de première étape indiquées au tableau ci-dessus ne s'appliquent pas dans le cas où l'exploitant d'une aluminerie obtient, en vertu de l'article 48 de la Loi, avant le 1^{er} décembre 1981, l'autorisation d'installer les appareils requis pour respecter les normes de deuxième étape et entreprendre les travaux d'aménagement et de modification nécessaires à cette fin le ou avant le 1^{er} décembre 1981. Les normes d'émission de deuxième étape s'appliquent à compter du 1^{er} décembre 1983 à toute aluminerie qui se prévaut du présent alinéa.

<i>contaminant</i>	<i>concentration par procédé</i>
cuivre, sélénium, arsenic et plomb	25 mg/Nm ³
cadmium, tellure et chrome hexavalent	10 mg/Nm ³
hydrogène arsénié	1,5 ppm

Les normes prescrites au présent article s'appliquent à compter du 1^{er} décembre 1979 aux affineries de métaux existantes.

SECTION XI ALUMINERIES

38. Séries de cuves : Toute série de cuves d'une nouvelle aluminerie ne peut émettre dans l'atmosphère plus de 1,45 kilogramme de fluorures totaux par tonne d'aluminium produit.

Toute série de cuves d'une aluminerie existante ne peut émettre dans l'atmosphère plus de matières particulaires et de fluorures totaux que les quantités prévues au tableau suivant selon l'échéancier qui y est prescrit :

Les matières particulaires émises dans l'atmosphère par les lanterneaux des séries de cuves sont échantillonnées à l'aide des systèmes de collection érigés suivant les prescriptions de la méthode de mesure visée au paragraphe 1 de l'article 96, ou l'équivalent.

39. Cuisson d'anodes : Une usine à cuisson d'anodes utilisée pour les besoins d'une aluminerie ne peut émettre dans l'atmosphère plus de 0,1 kilogramme de fluorures totaux par tonne d'anodes de carbone produite.

40. Échantillonnage : Dans le cas de séries de cuves autres que celles employant des anodes précurtes, les matières particulaires comprennent la fraction recueillie par les barboteurs dans le dispositif d'échantillonnage. Tous les lavages requis lors de la récupération des échantillons doivent être effectués avec du cyclohexane.

41. Opacité : La concentration des contaminants dégagés dans l'atmosphère par les séries de cuves d'une nouvelle aluminerie ne doit pas être telle qu'elle excède 10% d'opacité selon la méthode de mesure prévue au paragraphe a de l'article 96. Cette norme est de 20% pour les con-

taminants dégagés dans l'atmosphère par une usine d'anodes utilisée pour les besoins d'une nouvelle aluminerie.

L'article 10 s'applique à compter du 1^{er} décembre 1983 aux alumineries existantes.

SECTION XII CIMENTERIES

42. Matières particulaires : Une cimenterie ne peut émettre dans l'atmosphère des matières particulaires au-delà des quantités prévues au tableau suivant :

<i>source d'émission</i>	<i>normes en g/t de clinker</i>	
	<i>usine existante (à compter du 1^{er} décembre 1981)</i>	<i>usine nouvelle</i>
four	500	240
refroidisseur à clinker	350	150
reste de l'usine	100	
usine où l'on n'effectue que le broyage du clinker	50	

SECTION XIII COKERIES

43. Matières particulaires : Une cokerie ne peut émettre dans l'atmosphère des matières particulaires au-delà des quantités ou concentrations établies au tableau suivant :

<i>source d'émission</i>	<i>norme</i>
enfournement	100 g/t de coke sec produit
défournement	0,046 g/Nm ³ de gaz mesuré sec
trempe	50 g/t de coke sec produit
broyage et criblage du charbon et du coke	0,046 g/Nm ³ de gaz mesuré sec
cheminée de la batterie	0,046 g/Nm ³ de gaz mesuré sec

44. Anhydride sulfureux : Les fours d'une cokerie ne peuvent émettre dans l'atmosphère au-delà de 1 300 grammes d'anhydride sulfureux par tonne de coke sec produit.

SECTION XIV

COMBUSTION DU BOIS

45. Fournaises et chaudières : Une fournaise ou une chaudière où l'on brûle du bois ou un résidu de bois, seul ou combiné avec un combustible fossile, ne peut émettre dans l'atmosphère des matières particulaires au-delà des concentrations établies au tableau suivant :

<i>puissance utile de la fournaise ou de la chaudière</i>	<i>concentration (en mg/Nm³ de gaz sec corrigé à 12% CO₂)</i>	
	<i>fournaise ou chaudière existante</i>	<i>nouvelle fournaise ou chaudière</i>
< 3 MW	600	600
≥ 3 MW	450	340

46. Évacuation des gaz de combustion : L'article 32 s'applique, en l'adaptant, aux nouvelles fournaises et chaudières visées à l'article 45, à l'exception des nouvelles fournaises ou chaudières dont la puissance est plus petite que 3 mégawatts pour lesquelles la vitesse minimale est de 10 mètres par seconde.

47. Normes pour les brûleurs coniques : Un brûleur conique ne peut émettre dans l'atmosphère une concentration de plus de 600 milligrammes de matières particulaires par mètre cube de gaz sec corrigé à 12% de gaz carbonique aux conditions normalisées et des matières particulaires visibles individuellement au point d'émission.

48. Alimentation des brûleurs coniques : Il est interdit d'alimenter un brûleur conique avec des résidus ou déchets autres que des résidus de bois.

49. Brûleur auxiliaire : Tout brûleur conique doit être pourvu d'un brûleur auxiliaire, sauf lorsque l'humidité des rebuts alimentant celui-ci est constamment inférieure à 55% sur une base humide ou lorsqu'il est situé à plus de 1 600 mètres de toute construction utilisée, même partiellement, à des fins d'habitation.

50. Localisation : Il est interdit de construire ou d'ériger un brûleur conique à moins de 800 mètres de toute construction utilisée, même partiellement, à des fins d'ha-

bitation, de toute école ou autre institution d'enseignement, de tout temple religieux, de tout terrain de camping ou de tout établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5).

51. Échéancier : L'article 45 s'applique, à compter du 1^{er} décembre 1981, aux fournaises et chaudières existantes, et les articles 47 et 49 s'appliquent à compter du 1^{er} mai 1982, aux brûleurs coniques existants.

52. Exception : La présente section ne s'applique pas aux foyers domestiques.

SECTION XV

ÉTABLISSEMENT DE PRODUCTION DE POUDRE RÉFRACTAIRE

53. Émissions de matières particulaires : Le four et le refroidisseur à clinker d'un établissement de production de poudre réfractaire ne peuvent émettre dans l'atmosphère un total de plus de 780 grammes de matières particulaires par tonne de clinker produite. Le reste de l'usine ne peut émettre dans l'atmosphère plus de 100 grammes de matières particulaires par tonne de clinker produite.

Le présent article s'applique à compter du 1^{er} décembre 1979 aux installations existantes.

SECTION XVI

FABRIQUES DE CHLORURE DE VINYLE ET DE POLYVINYLE

54. Fabriques de chlorure de vinyle : Dans le cas où une fabrique de chlorure de vinyle émet plus de 2 kilogrammes par jour de chlorure de vinyle dans l'atmosphère, elle ne peut émettre ce contaminant dans l'atmosphère à une concentration de plus de 10 parties par million en volume, mesurée à l'état sec et non dilué dans les gaz d'effluent.

55. Quantités d'émissions permises : Une fabrique de chlorure de polyvinyle ne peut émettre dans l'atmosphère plus de chlorure de vinyle que ce qui est prévu au tableau suivant :

<i>source</i>	<i>norme en kg/100 kg de chlorure de polyvinyle produit</i>	<i>taux de fusion (t/h)</i>	<i>norme d'émission (kg/h)</i>
dégagements dus à l'ouverture du réacteur	0,002	10,0	12
		12,5	13,5
en aval du dégazeur du circuit de polymérisation des homopolymères en suspension	0,02	15,0	14,5
		17,5	15,3
en aval du dégazeur du circuit de polymérisation des résines en masse	0,04	20,0	15,7
		22,5	15,8
en aval du dégazeur du circuit de polymérisation des résines en dispersion ou des copolymères	0,02	≥ 25	16

L'interpolation des valeurs de ce tableau pour des taux de fusion intermédiaire s'effectue linéairement ;

56. Concentration permise : Une fabrique de chlorure de polyvinyle ne peut émettre du chlorure de vinyle à une concentration de plus de 10 parties par million en volume à l'état sec et non dilué dans les gaz évacués à l'atmosphère et en provenance du dispositif de récupération des monomères, de l'évacuation et de la purge du réacteur ou du dégazeur, de l'extraction des monomères de la solution pâteuse ou de la résine et de la dépressurisation du réacteur dans le cas où il s'agit d'une méthode normale de régularisation des conditions de fonctionnement.

57. Échéancier : La présente section s'applique à compter du 1^{er} décembre 1979 aux fabriques existantes de polyvinyle.

SECTION XVII FONDERIES DE FONTE ET D'ACIER

58. Cubilots utilisés pour la fonte : Un cubilot utilisé pour la production de la fonte ne peut émettre dans l'atmosphère :

a) plus de 12 kilogrammes de matières particulaires par heure dans le cas d'un cubilot existant utilisé pour la production de la fonte dont le taux de fusion est compris entre 3 et 10 tonnes par heure ;

b) plus de matières particulaires que ce qui est prévu au tableau suivant, dans le cas d'un cubilot existant utilisé pour la production de la fonte dont le taux de fusion est de 10 tonnes par heure ou plus :

c) plus de matières particulaires que ce qui est prévu au tableau suivant, dans le cas d'un nouveau cubilot utilisé pour la production de la fonte :

<i>taux de fusion (t/h)</i>	<i>norme d'émission (kg/h)</i>
1,0	1,7
2,0	2,6
3,0	3,4
4,0	4,0
5,0	4,7
6,0	5,2
8,0	6,3
9,0	6,7
10,0	7,2
15,0	9,3
20,0	11,0
25,0	12,7
≥ 30,0	14,2

L'interpolation des valeurs de ce tableau pour des taux de fusion intermédiaire s'effectue linéairement ;

d) plus de 1 000 parties par million (en volume dans les gaz d'effluent) de monoxyde de carbone dans le cas de tout cubilot utilisé pour la production de la fonte.

59. Multiplicité de cubilots : Lorsqu'on utilise plusieurs cubilots existants pour la production de la fonte dans une même usine et qu'ils possèdent une capacité de fusion respective égale ou inférieure à 3 tonnes par heure, les taux de fusion de ceux-ci sont additionnés pour les fins d'application des normes d'émission de matières particulières établies à l'article 58.

60. Petits cubilots existants : Nonobstant les articles 3 et 59, les cubilots existants pour la production de la fonte et dont la capacité est inférieure à 3 tonnes par heure ne sont assujettis à aucune norme d'émission de matières particulières.

61. Fours : Par dérogation à l'annexe A, tout four électrique à arc existant, four à induction existant ou four à réverbère existant dont le taux de fusion est inférieur ou égal à 5 tonnes par heure ne peut émettre dans l'atmosphère plus de 6 kilogrammes par heure de matières particulières.

62. Opérations diverses : Les opérations de moulage, de coulée du métal à un poste fixe dans un moule, de décochage, de grenailage, meulage et sablage des pièces coulées, de préparation du sable de moulage et de fabrication des noyaux reliées au fonctionnement d'une fonderie de fonte ou d'acier ne doivent pas émettre des matières particulières dans l'atmosphère au-delà des concentrations prévues au tableau suivant :

<i>catégorie</i>	<i>concentration (en mg/Nm³)</i>
toute fonderie nouvelle	50

fonderie existante d'une capacité ≥ 5t/hre ou ≥ 5000t/an	50
autre fonderie existante	300

63. Échéancier : La présente section s'applique à compter du 1^{er} décembre 1981 aux sources fixes existantes régies par cette section.

SECTION XVIII FOURS À CHARBON DE BOIS

64. Fumées : Les fumées dégagées par les fours à charbon de bois doivent être émises dans l'atmosphère par une ou plusieurs cheminées.

65. Matières particulières : La concentration des matières particulières émises dans l'atmosphère par un four à charbon de bois ne doit pas excéder 225 milligrammes par mètre cube de gaz sec, aux conditions normalisées.

66. Fours à charbon de bois existants : La présente section s'applique, à compter du 1^{er} décembre 1982, aux fours à charbon de bois existants.

SECTION XIX INCINÉRATEURS

67. Émissions : Un incinérateur ne peut émettre dans l'atmosphère :

a) plus de matières particulières que ce qui est prévu au tableau suivant :

<i>catégorie d'incinérateur</i>	<i>capacité de l'incinérateur</i>	<i>norme</i>
incinérateurs existants	≥ 1 tonne/heure	150 g/100 kg de déchets chargés
	> 1 tonne/heure	1 100 g/t de déchets chargés et 270 mg/Nm ³ de gaz
nouveaux incinérateurs autres que pour déchets pathologiques	≤ 1 tonne/heure	50 g/100 kg de déchets chargés
	> 1 tonne/heure	800 g/t de déchets chargés et 180 mg/Nm ³ de gaz
nouveaux incinérateurs de déchets pathologiques	toute capacité	100 g/100 kg de déchets chargés
tout four crématoire	toute capacité	100 g/100 kg de charge

b) plus de 10% d'imbrûlés dans les matières particulaires supérieures à 5 micromètres telles que recueillies par la buse, la sonde et le cyclone, en amont du filtre du dispositif d'échantillonnage ;

c) des matières particulaires visibles individuellement au point d'émission ;

d) des gaz qui contiennent de l'acide chlorhydrique dont la concentration excède 500 parties par million (volume).

Les normes de concentration fixées aux paragraphes a et d du premier alinéa sont exprimées sur une base sèche et corrigées à 12% de gaz carbonique.

Le présent article ne s'applique pas aux incinérateurs existants de type « fosse ouverte ».

Le présent article s'applique à compter du 1^{er} décembre 1980 aux incinérateurs existants.

68. Prohibition : L'utilisation de tout incinérateur à chambre de combustion unique et dont la capacité est inférieure ou égale à 1 tonne, est prohibée.

La présence dans l'environnement de fumée provenant d'un tel incinérateur est prohibée au sens du deuxième alinéa de l'article 20 de la Loi.

SECTION XX INDUSTRIE DE L'AMIANTE

69. Fibres d'amiante : Tout procédé de concassage, de séchage, de forage et de stockage de la pierre sèche et de traitement du minerai utilisé dans une mine ou une usine d'extraction d'amiante et tout nouveau procédé utilisé pour la transformation de l'amiante ne doit pas émettre dans l'atmosphère plus de 2 fibres d'amiante par centimètre cube d'air.

Pour les fins du présent article, on ne calcule que les fibres d'amiante longues de 5 micromètres ou plus et dont le rapport longueur/largeur est plus grand ou égal 3/1.

Le présent article s'applique à compter du 1^{er} décembre 1980 dans le cas des procédés existants utilisés pour la transformation de l'amiante.

70. Convoyeurs et points de transfert, chargements et déchargement de concentré d'amiante : Tout convoyeur extérieur utilisé pour le transport du minerai d'amiante ou de résidus d'amiante et leur point de transfert doivent être complètement enclos et reliés à un dépoussiéristeur dont les

émissions de fibres d'amiante respectent la norme fixée à l'article 69.

Le présent article ne s'applique cependant pas aux convoyeurs-entasseurs qui déposent les résidus d'amiante sur les haldes.

Dans le cas où le chargement de concentré d'amiante dans les camions, wagons ou dans les navires, ou leur déchargement, entraîne des émissions de poussières qui demeurent visibles à plus de 2 mètres de la source d'émission, le responsable de cette source de contamination doit prendre les mesures requises pour que les points de chargement et de déchargement soient compris dans un espace clos et munis de conduites qui aspirent les poussières à un dépoussiéristeur, de sorte que les émissions de fibres d'amiante respectent la norme fixée à l'article 69.

71. Traitement des résidus d'amiante : Dans tout établissement minier d'amiante, les résidus d'amiante doivent être humidifiés avant d'être déposés sur les haldes. Dans le cas où les fines recueillies dans les dépoussiéristeurs de ces établissements sont éliminées dans l'environnement, elles doivent être préalablement mélangées avec de l'eau dans un malaxeur.

72. Manipulation des résidus d'amiante : Le dépôt des résidus d'amiante par convoyeur-entasseur sur les haldes et le transport, le chargement et le déchargement de résidus d'amiante dans les camions ou dans les wagons de chemin de fer ainsi que le nivellement des haldes de résidus d'amiante doit s'effectuer de sorte qu'il n'en résulte aucune émission visible dans l'atmosphère à plus de 2 mètres de la source d'émission.

SECTION XXI INDUSTRIE DU PLOMB

73. Émissions : Une fonderie de plomb de seconde fusion ou une usine de transformation ou de manipulation du plomb ou de l'oxyde de plomb ne peut émettre dans l'atmosphère :

a) plus de 46 milligrammes de matières particulaires par mètre cube de gaz sec aux conditions normalisées, dans le cas de fours à réverbère, fours rotatifs ou de cubilots ;

b) plus de 23 milligrammes de matières particulaires par mètre cube de gaz sec aux conditions normalisées, dans le cas des émissions provenant de fours de retenue, fours à creuset, d'unités de production d'oxyde de plomb, de la manipulation du matériel et des rebuts plombifères,

du broyage, de l'écumage, de la coulée, du nettoyage des fours ou du moulage du plomb ;

c) plus de 30 milligrammes de plomb par mètre cube de gaz sec aux conditions normalisées, pour les sources énumérées au paragraphe *a* et plus de 15 milligrammes de plomb par mètre cube dans le cas des sources énumérées au paragraphe *b*.

Cet article ne s'applique pas à l'industrie minière, aux imprimeries, aux ateliers de soudure, de montage ou de réparation des véhicules, aux fonderies de fonte et d'acier, aux aciéries ni aux usines d'extraction de métaux non ferreux.

74. Activités prohibées : Il est interdit d'entreposer à l'intérieur d'un bâtiment des oxydes de plomb et les composantes plombifères récupérées d'accumulateurs ni de procéder à l'extérieur d'un bâtiment à des opérations de récupération du plomb à partir d'accumulateurs.

75. Émissions visibles : Une activité de manipulation ou de transfert de matières plombifères ne doit pas entraîner d'émissions visibles dans l'atmosphère à plus de 2 mètres de la source d'émission.

SECTION XXII RAFFINERIES DE PÉTROLE ET INDUSTRIE PÉTROCHIMIQUE

76. Matières particulières : Les procédés d'une raffinerie de pétrole ou d'une usine pétrochimique comportant l'utilisation d'une nouvelle unité de craquage catalytique ou d'une nouvelle unité de fabrication du coke ne peuvent émettre dans l'atmosphère plus de 115 milligrammes de matières particulières par mètre cube de gaz sec non dilué, aux conditions normalisées.

77. Monoxyde de carbone : Une unité existante de craquage catalytique ou une unité existante de fabrication de coke d'une raffinerie de pétrole ne peut émettre dans l'atmosphère plus de 1 500 parties par million de monoxyde de carbone sur une base sèche.

Une unité nouvelle de craquage catalytique ou une unité nouvelle de fabrication de coke ne peut émettre dans l'atmosphère plus de 500 parties par million de monoxyde de carbone sur une base sèche.

78. Torches : Lorsqu'une torche de raffinerie de pétrole ou d'usine pétrochimique est pourvue d'un système d'injection de vapeur, le rapport vapeur/gaz doit être contrôlé automatiquement.

79. Échéancier : La présente section s'applique à compter du 1^{er} juin 1981 aux unités existantes de craquage catalytique de fabrication du coke.

SECTION XXIII RÉSERVOIRS DE COMPOSÉS ORGANIQUES

80. Normes de prévention de la contamination de l'environnement : Tout nouveau réservoir d'une capacité de 250 mètres cubes ou plus, destiné à l'entreposage de composés organiques et dont la pression de vapeur réelle est comprise entre 10 kilopascals et 75 kilopascals aux conditions habituelles de stockage doit :

a) être pourvu d'un toit flottant ou d'un dispositif équivalent en ce qui concerne les niveaux des pertes d'hydrocarbures par évaporation tel que calculé pour un réservoir de mêmes dimensions muni d'un toit flottant, par la méthode décrite dans le document numéro 2517 (juin 1962) de *American Petroleum Institute* intitulé *API Bulletin on Evaporation Loss from Floating Roof Tanks* ; et

b) être de type soudé et peint d'une couleur pâle.

Le paragraphe *a* du premier alinéa s'applique également, à compter du 1^{er} juillet 1983, aux réservoirs existants destinés à l'entreposage de composés organiques dont la pression de vapeur réelle est comprise entre 10 kilopascals et 75 kilopascals aux conditions habituelles de stockage dont la capacité est de 1 500 mètres cubes ou plus et dont le débit annuel dans le cas d'un réservoir relié à l'exploitation d'une raffinerie de pétrole est de 4 500 mètres cubes et plus.

81. Dispositifs particuliers : Tout réservoir de composés organiques d'une capacité de 250 mètres cubes ou plus dont la pression de vapeur réelle excède 75 kilopascals aux conditions habituelles de stockage doit être muni d'un système de récupération de vapeur ou d'un autre système de contrôle de sorte à limiter les émissions de composés organiques à une quantité inférieure ou égale à celle obtenue par la mise en oeuvre des mesures prévues au paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 80 pour des réservoirs stockant des composés organiques dont la pression de vapeur réelle est de 75 kilopascals.

Tout réservoir de composés organiques d'une capacité de 5 mètres cubes ou plus doit être pourvu d'une conduite de remplissage submergée. Dans le cas où un tel réservoir est construit hors terre, il doit être pourvu d'une soupape pression/vide ou être pressurisé.

SECTION XXIV TRAITEMENT DES SURFACES MÉTALLIQUES

82. Normes : Tout procédé de traitement des surfaces métalliques ne doit pas émettre dans l'environnement une concentration de plus de 25 milligrammes par mètre cube de matières particulaires, aux conditions normalisées, de 2 milligrammes par mètre cube de brouillard d'acide chromique, ou plus de 10 milligrammes par mètre cube de tout autre brouillard d'acides, ni une quantité de plus de 0,5 kilogramme par heure de brouillard d'acide par procédé, les acides étant rapportés à une concentration de 100%.

Le présent article s'applique à compter du 1^{er} décembre 1980 aux établissements de traitement des surfaces métalliques existantes.

SECTION XXV USINE D'ACIDE NITRIQUE

83. Oxyde d'azote : Une usine d'acide nitrique ne peut émettre dans l'atmosphère plus d'oxydes d'azote exprimés sous forme de NO₂ par tonne d'acide nitrique produit à une concentration de 100% que ce qui est prescrit au tableau suivant :

<i>catégorie d'usine</i>	<i>norme kgNO₂/t HNO₃</i>
usine existante d'acide nitrique	3
nouvelle usine d'acide nitrique	1,5

84. Opacité : Une nouvelle usine d'acide nitrique ne peut émettre dans l'atmosphère une concentration de contaminants qui excède 10% d'opacité selon l'une ou l'autre des méthodes de mesures prévues aux paragraphes *a* ou *b* de l'article 96.

85. Échéancier : La présente section s'applique à compter du 1^{er} décembre 1980 aux usines existantes d'acide nitrique.

SECTION XXVI USINES DE BOULETTAGE DU MINERAI DE FER

86. Procédé de durcissement : Le procédé de durcissement d'une usine de bouletage du minerai de fer ne peut émettre dans l'atmosphère plus de matières particulaires que ce qui est prévu au tableau suivant :

<i>type d'usine</i>	<i>norme</i>
usine nouvelle de toute capacité	0,10 kg/tonne de boulettes produites*
usine existante dont la capacité nominale de production annuelle est inférieure à 1 500 000 tonnes de boulettes d'oxyde de fer	0,36 kg/tonne de boulettes produites*
usine existante dont la capacité nominale de production annuelle est égale ou supérieure à 1 500 000 tonnes de boulettes d'oxyde de fer	0,12 kg/tonne de boulettes produites*

*Y compris la charge recirculante, le cas échéant.

87. Échéancier : La présente section s'applique à compter du 1^{er} décembre 1981 aux usines existantes de bouletage du minerai de fer.

SECTION XXVII USINES DE FERRO-ALLIAGE

88. Matières particulaires : Un four d'électro-réduction à arc submergé produisant un des ferro-alliages énumérés ci-dessous ne peut émettre dans l'atmosphère plus de matières particulaires que ce qui est prévu au tableau suivant :

<i>catégorie de ferro-alliage</i>	<i>norme en kg/t de produit fini</i>
ferro-silicium (65% — 95% Si)	7,5
four de chrome-silicium	7,5
four de silicium métallique	10

89. Monoxyde de carbone : Un four produisant des ferro-alliages ne peut émettre dans l'atmosphère du monoxyde de carbone dont la concentration est telle qu'elle permet une combustion autogène.

90. Échéancier : La présente section s'applique à compter du 1^{er} décembre 1981 aux fours existants des usines de ferro-alliage.

SECTION XXVIII

USINES D'EXTRACTION DE MÉTAUX NON FERREUX

91. Système de réduction intermittente des émissions :

Un système de réduction intermittente des émissions doit être installé et utilisé par toute usine existante d'extraction du cuivre, à compter du 1^{er} décembre 1980, dans le but de diminuer le dégagement d'anhydride sulfureux de sorte à respecter les normes de qualité de l'atmosphère prescrites pour l'anhydride sulfureux à l'article 6.

Un tel système doit être installé et utilisé par toute nouvelle usine d'extraction du cuivre.

92. Usines de zinc : Une usine d'extraction du zinc ne peut émettre dans l'atmosphère :

a) plus de 50 milligrammes de matières particulaires par mètre cube de gaz sec, aux conditions normalisées ;

b) plus de 8% du soufre total introduit mensuellement dans la fonderie, dans le cas d'une usine existante, et plus de 25 kilogrammes d'anhydride sulfureux par tonne d'acide sulfurique à 100% dans les émissions de l'usine d'acide sulfurique utilisée pour réduire les rejets de soufre dans l'atmosphère ;

c) plus de 4% du soufre total introduit mensuellement dans la fonderie, dans le cas d'une nouvelle usine, et plus de 10 kilogrammes d'anhydride sulfureux par tonne d'acide sulfurique à 100% dans les émissions de l'usine d'acide sulfurique utilisée pour réduire les rejets de soufre dans l'atmosphère ;

d) plus de 0,5 kilogramme de brouillard d'acide sulfurique par tonne d'acide à 100% produite, dans le cas d'une usine d'acide sulfurique existante ;

e) plus de 0,075 kilogramme de brouillard d'acide sulfurique par tonne d'acide à 100% produite, dans le cas d'une nouvelle usine d'acide sulfurique.

Le présent article s'applique à compter du 1^{er} décembre 1980 à toute usine existante d'extraction du zinc.

SECTION XXIX

USINES ET CONCENTRATEURS D'ACIDE SULFURIQUE

93. Émissions : Une usine d'acide sulfurique utilisant le soufre élémentaire comme matière première ne peut émettre dans l'atmosphère :

a) plus de 15 kilogrammes d'anhydride sulfureux par tonne d'acide sulfurique produits calculée à 100%, dans le cas d'une usine existante ;

b) plus de 2 kilogrammes d'anhydride sulfureux par tonne d'acide sulfurique produite calculée à 100%, dans le cas d'une usine nouvelle ;

c) plus de 75 grammes de brouillard d'acide sulfurique par tonne d'acide calculée à 100%.

94. Concentrateurs d'acide sulfurique : Le paragraphe c de l'article 93 s'applique également aux concentrateurs d'acide sulfurique.**95. Échéancier :** Les paragraphes a et c de l'article 93 s'appliquent à compter du 1^{er} juillet 1981, aux usines d'acide sulfurique existantes. L'article 94 s'applique à compter du 1^{er} juillet 1981 aux concentrateurs d'acide sulfurique existants.

SECTION XXX

MÉTHODES DE MESURE DES ÉMISSIONS DANS L'ATMOSPHÈRE

96. Méthodes et modalités : Les contaminants visés aux articles 10 à 13, 15, 16, 19, 24, 25, 27 à 31, 35 à 39, 41 à 45, 47, 53 à 56, 58, 59, 61, 62, 65, 67, 69, 70, 73, 76, 77, 82 à 84, 86, 88, 89 et 92 à 94 doivent être prélevés et analysés selon les méthodes et les modalités suivantes ou équivalentes :

a) l'opacité des émissions est mesurée selon la méthode intitulée Méthodes normalisées de référence pour le contrôle de l'opacité des émissions provenant de sources fixes publié par Environnement Canada et portant le numéro EPS 1-AP-75-2 ;

b) outre la méthode prévue au paragraphe a, l'opacité des émissions grises ou noires peut être déterminée suivant l'échelle de mesure de l'annexe C ;

c) les matières particulaires sont mesurées selon les méthodes décrites dans l'ouvrage intitulé Méthodes de référence normalisées en vue d'essais aux sources : mesure des émissions de particules provenant de sources fixes publié par Environnement Canada et portant le numéro EPS 1-AP-74-1 ;

d) l'anhydride sulfureux est mesuré selon les méthodes décrites dans l'ouvrage intitulé Méthodes normalisées de référence pour le contrôle à la source : dosage du dioxyde de soufre émis par les sources fixes publié par Environnement Canada et portant le numéro EPS 1-AP-74-3 ;

e) l'acide chlorhydrique est mesuré selon la méthode décrite dans le document intitulé *Proposed Method of Test for Inorganic Chlorides in the Atmosphere*, publié par l'*American Society for Testing and Materials* dans le 1973 *Annual Book of ASTM Standards, Part 23, Water and Atmospheric Analysis*, à la page 1061 ;

f) le monoxyde de carbone est mesuré selon la méthode numéro 10 intitulée *Determination of Carbon Monoxide Emissions from Stationary Sources* que l'on retrouve dans les *Standards of Performance for New Stationary Sources* publiés dans le *Federal Register* des États-Unis d'Amérique, partie II, volume 39, numéro 47, page 9319, en date du 8 mars 1974, par *Environmental Protection Agency (EPA)* ;

g) le brouillard d'acide sulfurique doit être mesuré en comprenant l'oxyde sulfurique non combiné, le tout selon la méthode numéro 8 décrite dans le document intitulé *Determination of Sulfuric Acid Mist and Sulfur Dioxide Emissions from Stationary Sources* publié dans le *Federal Register* des États-Unis d'Amérique, partie II, volume 41, numéro 111, en date du 8 juin 1976 et telle que révisée dans le *Federal Register*, partie II, volume 42, numéro 160 en date du 18 août 1977 par *Environmental Protection Agency (EPA)* ;

h) les brouillards d'acide autre que sulfurique sont mesurés selon la méthode visée au paragraphe g en utilisant une solution absorbante et une méthode de dosage appropriée au type de brouillard d'acide prélevé ;

i) les odeurs sont déterminées selon la méthode intitulée *Standard Method for Measurement of Odor in Atmospheres (Dilution Method)* publiée par l'*American Society for Testing and Materials (ASTM)* sous le numéro D 1391-57 (1967) dans le *1974 Book of ASTM Standards* ;

j) le soufre dans l'huile est déterminé selon la méthode intitulée *Standard Method of Test for Sulphur in Petroleum Products (High Temperature Methods)* publiée par l'*American Society for Testing and Materials (ASTM)* sous le numéro D 1552-64 (1968) dans le *1974 Book of ASTM Standards* ;

k) les fluorures totaux émis par une usine à cuisson d'anodes et à la sortie des épurateurs des séries de cuves d'une aluminerie sont déterminés selon la méthode numéros 13A ou 13B intitulées respectivement *Determination of Total Fluoride Emissions from Stationary Sources-SPADNS Zirconium Lake Method* et *Determination of Total Fluoride Emissions from Stationary Sources-Specific Ion Electrode Method* publiées dans le *Federal Register* des États-Unis d'Amérique, en date du 6 août 1975, 40 FR 33152, par *Environmental Protection Agency (EPA)* ;

l) les fluorures totaux émis dans l'atmosphère par les lanternaux des séries de cuves d'une aluminerie sont déterminés par la méthode numéro 14 intitulée *Determination of Fluoride Emissions from Potroom Roof Monitors of Primary Aluminum Plants*, publiée dans le *Federal Register*

des États-Unis d'Amérique, en date du 26 janvier 1976, 41 FR 3828, par *Environmental Protection Agency (EPA)* ;

m) les composés organiques sont déterminés suivant la méthode décrite dans la section 5, chapitre 2, articles 5201, 5202, 5203, 5205, 5208, 5209, 5210, 5212, 5213, 5215 et dans la section 6, chapitre 2, articles 6201 à 6203 du Règlement numéro 3 adopté par le conseil d'administration du *Bay Area Air Pollution Control District* (San Francisco, Californie, États-Unis d'Amérique) le 4 janvier 1967 par la résolution numéro 481 ;

n) l'hydrogène arsénié est déterminé selon la méthode décrite au paragraphe d en utilisant cependant les réactifs et la méthodologie indiquée dans le document intitulé *Dosage de l'arsenic par spectrophotométrie d'absorption atomique sans flamme* qui a été préparé par monsieur Aristide Bouchard, chim. p. M.Sc., en octobre 1975 ;

o) les fibres d'amianté sont mesurées suivant les méthodes décrites dans l'ouvrage intitulé *Méthodes de référence normalisées en vue du contrôle des sources : Mesures des émissions d'amianté provenant des opérations d'extraction et de broyage de l'amianté* publié par *Environnement Canada* et portant les numéros EPS 1-AP-75-1 et EPS 1-AP-75-1A ;

p) la teneur en plomb des matières particulières émises dans l'atmosphère par une source de contamination est déterminée selon la méthode décrite dans l'ouvrage intitulé *Méthodes de référence normalisées en vue d'essais aux sources : mesure des émissions de particules et de plomb provenant des fonderies de plomb de seconde fusion* publié par *Environnement Canada* et portant le numéro EPS 1-AP-78-3 ;

q) le chlorure de vinyle est mesuré suivant la méthode décrite dans l'ouvrage intitulé *Méthodes uniformes de référence pour le contrôle à la source des émissions de chlorure de vinyle par la fabrication de chlorure de vinyle et de chlorure de polyvinyle* et portant le numéro EPS 1-AP-77-1 ;

r) les oxydes d'azote sont mesurés selon la méthode décrite dans l'ouvrage intitulé *Méthodes de référence normalisées en vue d'essais aux sources : mesure des émissions d'oxydes d'azote provenant de sources fixes* publié par *Environnement Canada* et portant le numéro EPS 1-AP-77-3 ;

s) le chrome hexavalent est mesuré suivant la méthode décrite dans le document intitulé *A Simple Reliable Method for the Determination of Airborne Hexavalent Chromium* publié par M. T. Abell et J. R. Carlbert dans le *A.I.H.A. Journal*, volume 35, numéro 4, en avril 1974 ;

t) la teneur de cuivre, de sélénium, d'arsenic, de cadmium ou de tellure dans les matières particulaires émises dans l'atmosphère par une affinerie de métaux est déterminée par spectrophotométrie d'absorption atomique.

SECTION XXXI

DISPOSITIONS FINALES

97. Territoires agricoles : Le présent règlement s'applique notamment aux immeubles compris dans une aire retenue pour les fins de contrôle et dans une zone agricole établies suivant la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., c. P-41.1).

ANNEXE A

(a. 24)

<i>taux d'alimentation du procédé (t/h)</i>	<i>normes d'émission kg/h</i>
0,50	1,3
1,00	2,0
1,50	2,6
2,00	3,2
2,50	3,7
3,00	4,2
3,50	4,6
4,00	5,1
4,50	5,5
5,00	5,9
6,00	6,6
7,00	7,4
8,00	8,1
9,00	8,7
10,0	9,4
12,0	10,6
15,0	12,3
17,0	13,3
20,0	14,9
22,0	15,8
25,0	17,2
27,0	17,5
30,0	18,0
35,0	18,6
40,0	19,1
45,0	19,6
50,0	20,0
60,0	20,8
70,0	21,5
80,0	22,1
90,0	22,6
100	23,0
150	25,0
200	26,4
250	27,5
300	28,4

350	29,2
400	29,9
450	30,6
500	31,1
550	31,6
600	32,1

N.B. Le taux d'alimentation du procédé est déterminé par le poids total de matières introduites dans un procédé pendant une période de temps définie. Pour les fins d'application de la présente annexe, les combustibles solides introduits font partie du procédé alors que les combustibles liquides et gazeux et l'air de combustion en sont exclus.

L'interpolation des valeurs de cette annexe pour des taux d'alimentation inférieurs à 25 t/h s'effectue à l'aide de l'équation $E = 2,0p^{0.67}$ et l'interpolation ainsi que l'extrapolation des valeurs pour les taux d'alimentation égaux ou supérieurs à 25 t/h s'effectuent à l'aide de l'équation $E = 25,0p^{0.11} - 18$, où E désigne la norme d'émission en kg/h et où p désigne le taux d'alimentation en t/h.

Dans le cas d'un fonctionnement discontinu du procédé, le taux d'alimentation est calculé en divisant le poids total d'alimentation par le nombre d'heures de fonctionnement complet, en prenant bien soin de soustraire le temps durant lequel l'équipement n'a pas fonctionné. On calculera alors le taux d'alimentation horaire en divisant le poids d'alimentation durant une période typique de temps par le nombre d'heures de cette période.

ANNEXE B

(a. 24)

<i>taux d'alimentation du procédé (t/h)</i>	<i>normes d'émission kg/h</i>
0,50	1,1
1,00	1,7
1,50	2,2
2,00	2,6
2,50	3,0
3,00	3,4
3,50	3,7
4,00	4,0
4,50	4,3
5,00	4,6
6,00	5,2
7,00	5,7
8,00	6,2
9,00	6,6
10,0	7,1
12,0	7,9
15,0	9,1
17,0	9,8
20,0	10,9

22,0	11,6
25,0	13,4
27,0	13,6
30,0	13,8
35,0	14,1
40,0	14,4
45,0	14,7
50,0	15,0
60,0	15,4
70,0	15,8
80,0	16,1
90,0	16,4
100	16,7
150	17,8
200	18,7
250	19,4
300	19,9
350	20,4
400	20,9
450	21,3
500	21,6
550	22,0
600	22,3

N.B. Le taux d'alimentation du procédé est déterminé par le poids total de matières introduites dans un procédé pendant une période de temps définie. Pour les fins d'application de la présente annexe, les combustibles solides introduits font partie du procédé alors que les combustibles liquides et gazeux et l'air de combustion en sont exclus.

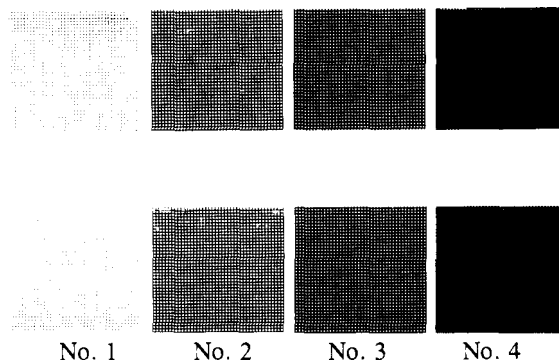
L'interpolation des valeurs de cette annexe pour des taux d'alimentation inférieurs à 25 t/h s'effectue à l'aide de l'équation $E = 1,7p^{0.62}$ et l'interpolation ainsi que l'extrapolation des valeurs pour les taux d'alimentation égaux ou supérieurs à 25 t/h s'effectuent à l'aide de l'équation $E = 8p^{0.16}$, où E désigne la norme d'émission en kg/h et où p désigne le taux d'alimentation en t/h.

Dans le cas d'un fonctionnement discontinu du procédé, le taux d'alimentation est calculé en divisant le poids total d'alimentation par le nombre d'heures de fonctionnement complet, en prenant bien soin de soustraire le temps durant lequel l'équipement n'a pas fonctionné. On calculera alors le taux d'alimentation horaire en divisant le poids d'alimentation durant une période typique de temps par le nombre d'heures de cette période.

ANNEXE C

(a. 96)

ÉCHELLE DE MESURE DE L'OPACITÉ DES ÉMISSIONS GRISES OU NOIRES DANS L'ATMOSPHÈRE



ÉCHELLE MICRO-RINGELMANN

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Mode d'emploi

1. Choisir un point d'observation situé à plus de 30 mètres et à moins de 400 mètres de la source d'émission.
2. Éviter de regarder dans la direction du soleil et choisir un angle d'observation permettant d'éliminer tout obstacle sombre à l'arrière-plan.
3. Tenir la carte au bout du bras et regarder l'émission par la fente.
4. Noter le numéro de l'échelle correspondant le mieux à l'opacité, y compris un numéro 0 correspondant à blanc sur blanc.
5. Pour établir l'opacité de l'émission, noter les tons numérotés de l'échelle et utiliser la formule suivante :

$$P = \frac{\text{NUE à l'opacité no 1} \times 20\%}{\text{nombre d'observations}}$$

où P désigne le pourcentage d'opacité de l'émission et NUE désigne le nombre d'unités équivalentes.

Le numéro de chaque ton numéroté constitue autant d'unités équivalentes.

6. Une seule observation peut suffire pour appliquer l'article 10.



c. Q-2, r.21

Règles de régie interne du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2, a. 140)

1. Définition : Dans les présentes règles de régie interne, l'expression « Comité consultatif » réfère au Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James visé à l'article 134 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2).

2. Conflit d'intérêt : Aucun membre du Comité consultatif ne peut solliciter ou signer un contrat financé par des crédits attribués pour le Comité consultatif.

3. Documents publics : Toutes les résolutions, procès-verbaux et autres documents approuvés par le Comité consultatif sont publics et peuvent être consultés au secrétariat du Comité consultatif.

4. Communications avec le public : Le président ou toute autre personne désignée par le Comité consultatif peuvent communiquer avec le public au nom du Comité consultatif.

5. Sous-comités : Le Comité consultatif peut, par résolution, constituer des sous-comités afin d'étudier une ou plusieurs questions spécifiques.

Tout sous-comité doit comprendre au moins une personne suggérée par les membres nommés par l'Administration régionale crie.

En cas de démission d'un membre d'un sous-comité entre 2 assemblées du Comité consultatif, le président peut le remplacer lui-même ou désigner sur-le-champ un autre membre pour le remplacer jusqu'à la prochaine assemblée du Comité consultatif.

6. Siège social : Le siège social du Comité consultatif est situé à Baie-du-Poste, dans le territoire de la Baie James.

7. Convocation des assemblées : L'avis de convocation d'une assemblée régulière du Comité consultatif est transmis aux membres par le secrétaire au moins 10 jours avant la date de l'assemblée, à moins que le délai entre 2 assemblées ne soit de 14 jours ou moins.

L'avis de convocation indique l'endroit, la date et l'heure de l'assemblée ainsi que les questions à l'ordre du jour. Il est rédigé en français et en anglais.

L'avis de convocation est accompagné du texte français du procès-verbal de l'assemblée précédente du Comité consultatif ainsi que de la version anglaise de celui-ci si elle est disponible, à moins que ces documents n'aient déjà été distribués aux membres.

8. Choix de la date des assemblées : À la fin de chaque assemblée régulière, le Comité consultatif choisit la date de la prochaine assemblée.

Si, plus tard, il appert que trop de membres seront absents lors de cette prochaine assemblée pour que celle-ci soit utile, le président peut la reporter à une date ultérieure où davantage de membres seront présents.

9. Observateurs : Chaque membre du Comité consultatif peut, lors d'une assemblée, être accompagné d'un ou de plusieurs observateurs.

Un observateur peut se faire reconnaître un droit de parole sur un sujet particulier si une demande en ce sens est formulée au président et est acceptée par le Comité consultatif.

Un observateur qui se voit reconnaître un droit de parole peut intervenir sur les autres sujets discutés lors de cette assemblée.

10. Dépenses de voyage d'un observateur invité : Le Comité consultatif peut autoriser son secrétariat à rembourser les dépenses de voyage de tout observateur qu'il invite à assister à une de ces assemblées.

11. Langues : Les délibérations du Comité consultatif se déroulent en français, en anglais ou en cri.

Le Comité consultatif s'assurera, par des moyens appropriés, que chaque membre ou observateur puisse suivre les délibérations.

12. Rédaction des procès-verbaux : Les procès-verbaux des assemblées du Comité consultatif sont tenus en français et en anglais et sont signés par le secrétaire.

13. Distribution des procès-verbaux : Après avoir été approuvé par le Comité consultatif, une copie du procès-verbal des délibérations de chaque assemblée est acheminée, pour information :

- a) aux administrateurs visés à l'article 22.1.1 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois ;
- b) à l'Administration régionale crie ;
- c) au président du Comité d'évaluation visé au premier alinéa de l'article 148 de la Loi sur la qualité de l'environnement ;
- d) au président du Comité d'examen visé au deuxième alinéa de l'article 148 de la Loi sur la qualité de l'environnement ;
- e) au président du Comité fédéral d'examen visé à l'article 22.6.4 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois ;
- f) au président du Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage visé dans la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., c. D-13.1) ;
- g) à la municipalité de la Baie James visée dans la partie II de la Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., c. D-8) ;
- h) à la Société de développement de la Baie James visée dans la partie I de la Loi sur le développement de la région de la Baie James ;
- i) à la Société d'énergie de la Baie James visée dans la section V.1 de la Loi sur l'Hydro-Québec (L.R.Q., c. H-5) ;
- j) à l'Hydro-Québec ;
- k) au Comité consultatif de l'environnement Kativik visé dans la section III du chapitre II de la Loi sur la qualité de l'environnement, aussitôt que cet organisme commencera à fonctionner ;
- l) à tout observateur qui s'est vu reconnaître un droit de parole en vertu de l'article 9.

L'observateur visé au paragraphe 1 du premier alinéa ne reçoit une copie que du procès-verbal de l'assemblée à laquelle il s'est fait reconnaître un droit de parole.

14. Inscription du vote : Lors d'un vote sur une question donnée, un membre du Comité consultatif peut demander que son vote soit identifié et que les motifs soient inscrits au procès-verbal.

15. Compétence : Dans le cas où le Comité consultatif prend le vote sur une question de compétence exclusive du Québec ou du Canada, on mentionne au procès-verbal de l'assemblée quels sont les membres qui n'ont pas participé au vote.

16. Ententes et engagements financiers : Tout document ou toute entente afférente à des dépenses du Comité consultatif ou à toute autre matière relevant de celui-ci doit donner suite à une décision du Comité consultatif en ce sens et porter la signature du président et du secrétaire du Comité consultatif.



c. Q-2, r.22

Règlement sur les salons de coiffure

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2)

1. Définition : Dans ce règlement, « salon de coiffure » signifie tous les salons de coiffure, soit pour femmes, soit pour hommes, les salons de barbier, les établissements de perruquier, de manucures, de beauté, de massage, de cosmétique et tout autre endroit où l'on en exerce les métiers.

2. Permis : Aucun salon de coiffure ne peut être ouvert ou exploité sans une autorisation du conseil municipal ou de son bureau d'hygiène.

3. Éclairage, ventilation : Tout nouveau local servant de salon de coiffure, ouvert après le 1^{er} juin 1965 dans les municipalités de 5 000 âmes et plus, doit être physiquement séparé des autres pièces de la même bâtisse et ne doit pas avoir de porte ouvrant sur les pièces intérieures ; il doit être convenablement éclairé et ventilé. Ce local doit être pourvu d'une chambre de toilette complètement séparée et cette chambre, munie d'un lavabo et d'un cabinet d'aisances convenables, doit être ventilée, éclairée et être en tout point conforme au Règlement sur l'habitation en général (c. Q-2, r.15).

4. Usage exclusif comme salon : On ne peut, dans une pièce utilisée comme salon de coiffure, vendre ou exposer en vente aucune denrée alimentaire, aucune friandise ou bonbon, qui ne sont pas sous enveloppe scellée.

5. Entretien : Les murs, les plafonds, les meubles et tout autre objet faisant partie de l'aménagement du salon de coiffure doivent être tenus propres, et ce, à la satisfaction des autorités municipales et provinciales.

6. Plancher : Tout plancher présentant des fissures doit être entièrement recouvert de linoléum et de prélat, ou être peinturé après que les fissures ont été soigneusement mastiquées ou autrement supprimées. Après le travail de la journée, le plancher doit être entièrement lavé, ou, au moins, entièrement nettoyé à la vadrouille. Le balayage à sec est toujours interdit.

7. Approvisionnement d'eau : Pendant les heures de travail, le salon de coiffure doit être constamment pourvu d'eau froide et d'eau bouillante, et dans les localités desservies par un système d'aqueduc, tout salon de coiffure doit

être pourvu d'eau courante froide et d'eau courante chaude (175-185°F).

Toute tuyauterie doit être conforme aux prescriptions du Règlement sur l'habitation en général.

Dans les municipalités de 5 000 âmes et plus, tout salon de coiffure doit être pourvu d'un évier spécialement destiné au lavage des cheveux des clients.

8. Personne qui souffre de certaines maladies ne peut travailler dans un salon : Il est interdit à toute personne, de travailler dans un salon de coiffure, lorsqu'elle souffre d'erysipèle, d'impétigo contagieux, de teignes, de furoncles ou de lésions syphilitiques communicables et de toute autre maladie contagieuse énumérée à l'article 28 du Règlement d'application de la Loi sur la protection de la santé publique (c. P-35, r.1).

9. Contagieux non reçus dans salon : Il est défendu de recevoir dans un salon de coiffure les personnes atteintes de l'une des maladies contagieuses énumérées à l'article 8 de la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., c. P-35).

10. Exceptions : Il est loisible de recevoir dans un salon de coiffure les personnes atteintes de sycosis (mal de barbe), d'impetigo contagieux, d'acné suppuré, de furoncles, de teignes ou de toutes autres lésions suspectes de la peau, pourvu que le drap, chaque serviette et chacun des instruments utilisés soient spécialement stérilisés avant d'être remis en usage.

11. Lavage des mains, uniforme : Toute personne travaillant dans un salon de coiffure doit se laver les mains immédiatement avant de donner des soins à un client et elle doit porter, pendant son travail, un veston ou uniforme blanc facile à laver.

12. Appui-tête : L'appui-tête de la chaise doit être recouvert d'une feuille de papier propre qui sera changée pour chaque client.

13. Serviette fraîche : Chaque serviette utilisée pour un client doit être blanchie avant de pouvoir servir de nouveau.

14. Bande-de-cou : Le drap blanc employé pour protéger les habits du client ne doit pas être remonté jusqu'à la partie découverte du cou ; une serviette propre ou une

bande de coton ou de cellulose doit être utilisée pour ce qui reste à couvrir et ne peut servir que pour un seul client.

15. Houppes interdites : Il est interdit de se servir de houppes à poudre ou d'éponges ; on doit employer une serviette fraîche ou des boulettes de ouate qu'on n'utilise qu'une fois.

16. Savon employé : On ne doit employer que du savon en poudre, du savon liquide ou du savon en tube et la quantité préparée pour un client ne doit pas servir à d'autres.

17. Désinfection de la tondeuse : La tondeuse doit être plongée et actionnée dans l'huile de charbon (pétrole) chaque fois qu'elle a servi pour un client suspect.

18. Désinfection des instruments : Les rasoirs, ciseaux, peignes, brosses, blaireaux, pots à barbe, pincettes à comédons ou pour épilation, limes à ongles, bâtons et tout autre instrument ou ustensile en usage dans le salon doivent être nettoyés, puis immergés dans de l'eau strictement bouillante avant de les employer pour un autre client. Mais lorsqu'il s'agit d'un client suspect, c'est-à-dire toute personne tombant sous le coup de l'article 10, chaque instrument utilisé doit être immergé pendant 1 heure dans une solution antiseptique : soit le formol à 1%, l'izal à 1%, le crezil jeyes à 3%, soit toute autre solution antiseptique approuvée par le sous-ministre de l'Environnement.

19. Désinfection du rasoir : Le rasoir doit être ébouillantié chaque fois qu'on veut le passer sur les pierres, courroies ou cuirs à aiguiser. Le rasoir particulier d'un client ne peut être passé sur la pierre ou courroie que s'il est, au préalable, stérilisé de la manière indiquée à l'article 18 pour le client suspect.

20. Alun : Le bloc ou le crayon d'alun doit être débarrassé de son enveloppe de papier avant de servir. L'extrémité utilisée doit être plongée dans l'eau bouillante chaque fois qu'on veut faire une cautérisation.

21. Pommades : Aucune pommade, autre que les pommades en tube malléable, ne doit être employée dans un salon de coiffure, excepté si la pâte est prise dans un bocal avec une spatule. Il est interdit de prendre cette pâte dans le bocal avec les doigts.

22. Contamination des cosmétiques : Il est interdit de plonger les peignes, les brosses ou tout autre instrument dans les vases contenant les lotions, solutions ou tout autre cosmétique employé dans un salon de coiffure.

23. Usage d'époussettes limité : Il est interdit de se servir d'époussettes sur la peau du cou fraîchement rasée ou tondue du client, à moins qu'une application d'alcool ne suive.

24. Ondulation des cheveux : Lors de l'ondulation des cheveux au moyen d'une machine thermique, le sachet de flanelle, doublé d'une feuille métallique, que l'on place par dessus les cheveux roulés sur un bigoudis, ne doit être employé qu'une seule fois et il est interdit de faire cette ondulation sans avoir donné un shampooing au préalable.

25. Filet : Le filet employé pour maintenir l'ondulation pendant le séchage des cheveux ne doit servir que pour une seule personne.

A.C. 479-44, (1944) 76 G.O., 1230

A.C. 410-62, (1962) 94 G.O., 3897

A.C. 151-63, (1963) 95 G.O., 1845

A.C. 913-65, (1965) 97 G.O., 2858



c. Q-2, r.23

Règlement sur la salubrité dans les endroits publics

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2)

1. Définition : Dans le présent règlement, « *endroit public* » signifie tout hôtel, chalet d'hôtellerie, restaurant, maison de pension, bar, taverne, comptoir où l'on sert des aliments, boissons, bières, liqueurs ou eaux gazeuses, ou crèmes glacées, campement pour touristes, wagon de chemin de fer, automobile, tramway, bateau, gare, poste de distribution d'essence, salle publique, magasin, usine, école, théâtre, fontaine ou robinet public, parc, rue, trottoir et place publique, vespasienne, plage et tout autre endroit où le public a accès pour besoin, affaires ou divertissements.

2. Eau potable : Toute eau servant au breuvage et à la préparation des aliments dans un endroit public doit être potable, hygiénique et saine.

3. Égouts : Les conduites d'égout et le procédé adopté pour disposer des eaux usées provenant des endroits publics doivent être conformes à la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) et à ses règlements.

4. Approbation des systèmes d'eau et d'égouts : Avant la construction d'un hôtel, d'un chalet et d'un restaurant et avant la mise en opération d'un campement pour touristes, l'approvisionnement en eau et le mode de disposer et de traiter les eaux usées et les gadoues doivent être approuvés par le sous-ministre de l'Environnement ou son représentant.

5. Peignes, brosses : Il est interdit de mettre à la disposition du public des peignes, brosses à cheveux ou savon usagé dans les endroits publics.

6. Coupe-cigare : Le coupe-cigare pour usage en commun est interdit dans les magasins, les débits de tabac et autres endroits publics.

7. Serviette : La serviette sans fin ou autre serviette pour usage en commun est interdite dans tous les endroits publics.

8. Tasse commune : Le verre, gobelet, tasse ou coupe pour usage en commun est interdit dans les institutions publiques, les écoles et tout autre endroit public.

9. Défense de salir un endroit public : Il est interdit de jeter des chiffons de papier, des matières de rebut, déchets, détritus, par terre ou sur le plancher, dans les rues, les parcs et dans tout endroit public ; ils doivent être déposés dans une poubelle destinée à cette fin.

10. Défense de cracher par terre : Il est défendu de cracher par terre ou sur les planchers dans les institutions publiques, les édifices publics, les églises, les maisons ouvertes au public pour commerce, affaires ou divertissements et dans tout autre endroit public.

11. Permis : Les plages, les piscines, les camps et colonies de vacances, les camps de touristes ne peuvent opérer sans obtenir chaque année un permis du médecin-hygiéniste en charge du territoire où ils sont situés.

12. Costumes et serviettes de bain : Les costumes et serviettes de bain destinés à la location doivent être stérilisés avant chaque usage par un nouveau locataire.

13. Serviettes de table : Dans les salles à manger des hôtels, pensions, chalets, wagon-restaurants, réfectoires et dans tout autre restaurant, bar ou comptoir public, il est interdit de mettre à la disposition du client, sans les avoir fait laver, des serviettes dont une personne a déjà fait usage.

14. Propreté générale des cuisines et salles à manger : Les montres extérieures ou intérieures, les fenêtres, comptoirs, tiroirs, tablettes, tables, glacières et toute autre unité d'ameublement qui servent à l'opération de la cuisine et de la salle à manger d'un endroit public doivent être entretenus proprement et être construits de façon à permettre un entretien facile et à prévenir l'introduction et la présence de poussières, mouches, insectes et toute autre matière contaminante.

15. Nettoyage des ustensiles de cuisine et de salle à manger : Tous les ustensiles pour faire la cuisine, ou qui servent pour boire ou manger, tel la coutellerie, verrerie, plats, assiettes, poêles, chaudrons et tout vase ou article employé pour préparer, contenir ou servir les aliments, doit être nettoyé après chaque usage soigneusement avec de l'eau chaude à au moins 110°F et du savon ou un autre

ingrédient nettoyeur aussi effectif ; on leur fera de plus subir ensuite l'un des traitements bactéricides suivants :

a) exposition pendant 5 minutes à la vapeur d'eau bouillante en vase clos ;

b) immersion pendant au moins 2 minutes dans une eau chauffée et maintenue à au moins 170°F ; les morceaux trop volumineux pour être immergés doivent être rinsés soigneusement avec de l'eau bouillante ;

c) immersion pendant au moins 2 minutes dans une solution chlorée faite à une concentration de pas moins de 100 parties par million et que l'on ne devra pas laisser descendre en bas de 50 parties par million ;

d) traitement par tout autre procédé bactéricide approuvé par le sous-ministre.

16. Entreposage : Tous ces ustensiles, après avoir subi le traitement indiqué à l'article 15, doivent être gardés dans un endroit convenable et propre.

17. Réfrigération : Tout aliment périssable, soit solide, soit liquide, doit être gardé en glacière à 50°F, ou à une température plus basse, jusqu'au moment de le préparer ou de le servir. Cet article s'applique aux pâtisseries à la crème.

18. Hygiène des employés : Tout employé travaillant dans les cuisines ou les salles à manger des maisons ouvertes au public doit être en bonne santé, exempt de maladies contagieuses, tuberculose et syphilis comprises, et n'être pas porteur de germes ; il doit, de plus, porter des vêtements extérieurs propres et toujours avoir les mains propres pendant son service.

19. Poli au cyanure : Aucun poli, crème, pâte ou autre matériel contenant une préparation de cyanure ne doit être employé pour polir ou nettoyer les ustensiles ou articles qui servent dans les cuisines et les salles à manger des maisons ouvertes au public.

20. Toilette et lavabo : Tout endroit public où des personnes sont admises pour boire ou manger, tout poste d'essence et toute halte routière doivent avoir au moins une chambre de toilette avec lavabo à la disposition du public et des employés.

Les toilettes et urinoirs doivent être en tout temps tenus propres et sans odeur soit en installant un dispositif de chasse d'eau automatique qui fonctionne immédiatement ou dans un délai de 3 minutes après chaque usage, ou en employant un autre moyen apte à faire fonctionner les toilettes et les urinoirs après chaque usage.

Cette chambre doit être propre, éclairée et ventilée.

Elle doit de plus être munie d'un dispositif de savon liquide, en crème ou en poudre, et de serviettes individuelles ou séchoir à mains.

21. Couverts en mauvais état : Il est du devoir de l'officier médical ou de l'inspecteur sanitaire de briser et jeter à la poubelle tout couvert, assiette, soucoupe, plat, tasse ou verre lorsqu'il constate au cours d'une inspection dans un endroit public que ce couvert est brisé, fissuré, craquelé, échanuré, fêlé ou encore dépoli à un tel point que les débris de nourriture puissent s'y loger.

ANNEXE 1

(a. 15)

REMARQUES RELATIVES AU NETTOYAGE DES USTENSILES DE CUISINE

1. La concentration du chlore, dans la solution exigée à l'article 15 du Règlement sur la salubrité dans les endroits publics (c. Q-2, r.23) pour opérer la désinfection des ustensiles de cuisine et de salle à manger des endroits publics, restera plus longtemps si les ustensiles sont bien nettoyés avant d'y être immergés.

Pour préparer la solution, on recommande l'usage d'une substance contenant du chlore sous une forme stable ; on trouvera sous différents noms dans le commerce des poudres dont le dégagement du chlore varie : pour faire son choix, on n'a qu'à tenir compte du dégagement du chlore indiqué et du prix demandé.

Pour faire la solution chlorée, on n'a qu'à suivre la direction indiquée par le manufacturier et tout l'équipement requis pour contrôler la concentration consiste en une petite bouteille d'ortho-toluidine et un compte-gouttes.

Il n'y a aucun inconvénient à employer des solutions plus fortes que celle qui est indiquée à l'article 15 du règlement.

L'immersion de la coutellerie d'argent dans la solution chlorée pourrait amener l'oxydation du métal : on emploiera de préférence les 2 premiers procédés donnés à l'article 15 du règlement.

2. Méthode de stérilisation des ustensiles : On doit :

a) laver les ustensiles dans de l'eau chaude savonneuse ;

b) les immerger 2 ou 3 minutes dans la solution chargée de chlore ; on peut agiter l'eau pour aider à la désinfection ;

c) rincer ensuite les ustensiles dans une eau nette et propre ;

d) assécher.

3. Préparation de la solution chlorée : On doit :

a) porter l'eau propre devant servir à la solution à 110° ou 120°F ;

b) ajouter à l'eau la quantité nécessaire de la substance contenant du chlore pour obtenir une solution d'au moins 100 parties par million ; la concentration du chlore peut être augmentée à 400 parties par million sans inconvénient ; cette plus grande concentration est surtout indiquée lorsqu'on a une grande quantité d'ustensiles à stériliser ;

c) au cours des opérations, faire l'épreuve à l'ortho-toluidine, pour établir qu'on a une concentration suffisante.

L'épreuve à l'ortho-toluidine peut se faire de 2 manières :

Placer environ $\frac{1}{4}$ de tasse d'eau chlorée dans un verre, parfaitement nettoyé au préalable ; ajouter environ 15 gouttes de la solution indicatrice, c'est-à-dire l'ortho-toluidine, même si on ajoute quelques gouttes en plus, cela n'affecte pas l'épreuve : si une couleur orange foncée apparaît, la teneur de chlore est suffisante, si par contre apparaît une faible couleur jaune citron, il faut ajouter à l'eau l'ingrédient qui contient le chlore.

La deuxième méthode est plus précise, car on travaille avec une solution d'eau chlorée étendue. La coloration obtenue en ajoutant l'ortho-toluidine est comparée à une échelle colorimétrique standard.

Toute demande d'information sera reçue par le sous-ministre.

A.C. 479-44, (1944) 76 G.O., 1230
A.C. 881-54, (1954) 86 G.O., 2810
A.C. 4190-69, (1970) 102 G.O., 151
A.C. 4359-76, (1977) 109 G.O.II, 485



c. Q-2, r.24

Règlement sur l'usage du DDT

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2)

1. L'usage du DDT (dichlorodiphényltrichloréthane) est interdit.

2. Le sous-ministre de l'Environnement est autorisé à organiser la collecte ou le dépôt volontaire des stocks non utilisés et à déterminer la manière dont il sera disposé de ces stocks.

3. L'usage du DDT est permis exceptionnellement par le sous-ministre de l'Environnement aux pomiculteurs et producteurs de céleri aux fins seulement de combattre les punaises ternes et aux planteurs de tabac aux fins seulement de combattre les vers gris à condition qu'un officier du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation désigné à cette fin, donne avis qu'il existe une situation justifiant l'usage du DDT.

4. De plus, il est décrété que toute infraction au présent règlement sera punie d'une amende n'excédant pas 20 \$ par jour, en plus de 2 jours, durant lesquels l'infraction se continue.



c. Q-2, r.25

Règlement sur les usines de béton bitumineux

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2, a. 31)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Définitions : Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient ou désignent :

a) « bande de fréquence importune » : 1 ou 2 octaves contiguës dont le ou les niveaux obtenus à l'analyse par bande d'octaves effectuée selon la méthode prescrite à l'annexe A, entre 31,5 et 8 000 Hz, dépassent la courbe NR qui enveloppe le spectre des autres bandes de fréquence d'au moins 4 dB ;

b) « bruit d'impact » : tout bruit formé par des chocs mécaniques de corps solides ou par des impulsions ;

c) « bruit porteur d'information » : tout bruit dans lequel on peut distinguer une mélodie ou des paroles ;

d) « dB » : unité sans dimension utilisée pour exprimer sous forme logarithmique le rapport existant entre une quantité mesurée et une valeur de référence et dont l'application au bruit est établie conformément à l'article 3 de la publication numéro 179 (deuxième édition, 1973) du Bureau central de la Commission électrotechnique internationale ;

e) « dBA » : valeur de niveau du bruit global sur réseau pondéré A établie selon les normes et les méthodes prévues dans la publication numéro 179 (deuxième édition, 1973) du Bureau central de la Commission électrotechnique internationale ;

f) « demande » : une demande de certificat d'autorisation pour une usine de béton bitumineux faite en vertu de l'article 22 de la Loi ;

g) « existant » : qui a déjà été exploité ou utilisé au Québec avant le 28 novembre 1979 ;

h) « habitation » : toute construction destinée à loger des être humains et pourvue de systèmes d'alimentation en eau et d'évacuation des eaux usées reliés au sol ;

i) « Loi » : la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) ;

j) « matière en suspension » : toute substance matérielle en suspension dans un liquide ou à sa surface qui peut être retenue sur un filtre de fibres de verre équivalent à un papier Reeve Angel numéro 934AH ;

k) « matière particulaire » : toute substance matérielle autre que de l'eau non combinée, qui se trouve sous une forme liquide ou solide finement divisée en suspension dans un milieu gazeux ;

l) « période d'émission » : période de temps pendant laquelle l'intensité du bruit produit dépasse, au point de mesure, la somme de la norme prévue à l'article 8 et de l'atténuation entre le point de mesure et le point d'évaluation ;

m) « point d'évaluation » : endroit où l'on désire connaître l'intensité de bruit produit par une usine de béton bitumineux ;

n) « point de mesure » : endroit où un microphone est placé pour mesurer un bruit ;

o) « ruisseau » : petit cours d'eau naturel qui coule à longueur d'année ;

p) « sous-ministre » : le sous-ministre de l'Environnement ;

q) « usine de béton bitumineux » : un établissement où l'on fabrique, à partir du bitume et d'autres agrégats, un produit homogène communément appelé « asphalte » et destiné principalement au revêtement des chaussées.

2. Les définitions contenues dans la Loi s'appliquent au présent règlement.

3. Règles d'interprétation : La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16) s'applique *mutatis mutandis* au présent règlement.

SECTION II CERTIFICAT D'AUTORISATION

4. Autorisation : Nul ne peut ériger ou modifier une usine de béton bitumineux ni en entreprendre l'exploitation ou en augmenter la production sans avoir obtenu du sous-ministre un certificat d'autorisation conformément à l'article 22 de la Loi.

Pour les fins du présent article, il n'y a augmentation de production d'une usine de béton bitumineux que lorsqu'on accroît la capacité nominale de l'usine.

5. Contenu de la demande : Quiconque demande un certificat d'autorisation pour une usine de béton bitumineux en vertu de l'article 4, doit fournir les renseignements et les documents suivants :

- a) le nom complet, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant ;
- b) le numéro cadastral du lot ou des lots où l'usine de béton bitumineux sera placée ou, le cas échéant, le nom du canton désigné dans l'arpentage primitif ;
- c) un plan général, à l'échelle, dûment certifié et signé indiquant :
 - i. le terrain projeté pour l'usine de béton bitumineux, y compris l'emplacement des aires de chargement, de déchargement et de dépôt des agrégats ainsi que le zonage de ce terrain ;
 - ii. le territoire avoisinant dans un rayon de 350 mètres de l'usine de béton bitumineux et le zonage de ce territoire ;
 - iii. le tracé des voies publiques, des voies d'accès, des ruisseaux, fleuves, lacs, mers, marécages ou battures et l'emplacement de toute construction, de terrain de camping et d'emplacement récréatif dans un rayon de 150 mètres de l'usine de béton bitumineux ; et
 - iv. la date de préparation du plan général ;
- d) les plans et devis des équipements, y compris tout appareil destiné à réduire ou à éliminer l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet de contaminants dans l'environnement ;
- e) la capacité nominale de l'usine de béton bitumineux ainsi que le taux de production prévu exprimé en tonnes métriques par heure et la description du lieu et du mode d'utilisation ou d'élimination des poussières et des boues récupérées par les systèmes d'épuration ;
- f) une évaluation de la quantité, exprimée en kilogrammes par heure, de matières particulaires qui seront émises dans l'atmosphère ;
- g) un certificat de la municipalité signé par le greffier ou le secrétaire-trésorier attestant que le projet ne contrevient à aucun règlement municipal et, le cas échéant, une copie de toute approbation ou permis requis en vertu d'un règlement de la municipalité ;
- h) dans le cas prévu à l'article 10, une évaluation du niveau maximal de bruit émis dans l'environnement en provenance de l'usine de béton bitumineux ainsi que des équipements s'y rattachant.

SECTION III NORMES DE LOCALISATION

6. Relocalisation : Dans le cas d'une demande pour la relocalisation d'une usine de béton bitumineux pour laquelle un certificat d'autorisation a déjà été émis, le requérant peut fournir une attestation établissant qu'il n'y a eu aucun changement quant aux données exigées aux paragraphes *d*, *e*, et *f* de l'article 5 au lieu de fournir les renseignements et documents prévus à ces paragraphes.

7. Estimation : Sous réserve des paragraphes *f* et *h* de l'article 5, le requérant n'est pas tenu de fournir, lors d'une demande, une estimation de la quantité ou de la concentration des autres contaminants qui seront émis, déposés, dégagés ou rejetés dans l'environnement par l'usine de béton bitumineux qui fait l'objet de la demande.

8. Zonage : Il est interdit d'ériger ou d'installer une usine de béton bitumineux ou les lieux de chargement, de déchargement et de dépôt des agrégats utilisés pour les besoins d'une telle usine, dans tout territoire zoné par l'autorité municipale à des fins résidentielles, commerciales ou mixtes (commerciales-résidentielles) et à moins de 300 mètres d'un tel territoire.

9. Distances minimales : Toute usine de béton bitumineux érigée ou installée après le 28 novembre 1979, de même que les lieux de chargement, de déchargement et dépôt des agrégats utilisés pour les besoins d'une telle usine, doivent être placés à une distance minimale de 150 mètres de toute habitation, sauf s'il s'agit d'une habitation appartenant ou louée au propriétaire ou à l'exploitant de l'usine de béton bitumineux.

Les normes de distance établies au présent article s'appliquent, en les adaptant, entre l'usine de béton bitumineux et toute école ou autre institution d'enseignement, tout temple religieux, tout terrain de camping ou tout établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5).

10. Bruit : Une usine de béton bitumineux ainsi que les lieux de chargement, de déchargement et de dépôt des agrégats utilisés pour les besoins d'une telle usine peuvent néanmoins être placés à une distance inférieure aux normes prescrites par les articles 8 et 9 si l'exploitant soumet à l'appui de sa demande une évaluation du niveau maximal de bruit qui sera émis dans l'environnement par l'exploitation de cette usine de béton bitumineux et si le bruit évalué aux limites de toute zone résidentielle, commerciale ou mixte visée à l'article 8 ou à toute construction ou immeuble visé à l'article 9 n'excède pas 40 dBA entre 18 h et 6 h et 45 dBA entre 6 h et 18 h. Ces évaluations ne doivent pas

comprendre le bruit émis par les camions de transport de béton bitumineux.

Dans le cas où le sous-ministre a accordé un certificat d'autorisation pour une usine de béton bitumineux sur la foi d'une demande appuyée d'une évaluation de bruit conforme au présent article, l'exploitant de l'usine de béton bitumineux doit respecter les normes de bruit établies au premier alinéa pendant toute la durée de l'exploitation de cette usine.

11. Méthode : Pour les fins d'application de l'article 10, le bruit est évalué selon la méthode de mesure prescrite à l'annexe B.

12. Remplacement et augmentation de production : Les articles 8 et 9 ne s'appliquent pas dans le cas de l'agrandissement d'une usine de béton bitumineux, de l'augmentation de la capacité nominale de production de celle-ci ou de l'installation d'une usine de béton bitumineux fixe adjacente ou en remplacement d'une usine de béton bitumineux existante. Dans tous ces cas, l'usine doit cependant être située au même endroit où elle se trouvait auparavant ou à une plus grande distance de toute zone résidentielle, commerciale ou mixte visée à l'article 8 ou à toute construction ou immeuble visé à l'article 9, sauf dans le cas où l'usine de béton bitumineux est située au-delà des normes de distance prévues à ces articles.

Toutefois, si l'usine de béton bitumineux a déjà fait l'objet d'un certificat d'autorisation accordé sur la foi d'une demande appuyée d'une évaluation de bruit conforme à l'article 10, l'exploitant doit soumettre une nouvelle évaluation de bruit au sous-ministre et respecter l'article 10 à moins que le nouvel emplacement ne soit lui-même conforme aux articles 8 et 9.

13. Milieu hydrique : Toute usine de béton bitumineux érigée ou installée après le 28 novembre 1979 de même que tout lieu de chargement, de déchargement ou de dépôt des agrégats et tout étang de sédimentation utilisé pour les besoins d'une telle usine, doivent être placés à une distance minimale de 60 mètres de tout ruisseau, rivière, fleuve, mer, marécage ou batture et à une distance minimale de 300 mètres de tout lac naturel.

Le présent article ne s'applique pas dans le cas où une usine de béton bitumineux est érigée sur l'emplacement d'une sablière ou d'une carrière qui est elle-même située en-deça des normes de distance indiquées au premier alinéa et pour laquelle un certificat d'autorisation a été délivré en vertu de l'article 22 de la Loi après présentation d'une étude d'impact sur l'environnement conformément à tout règlement du gouvernement portant sur cette matière.

14. Voie publique : Toute usine de béton bitumineux érigée ou installée après le 28 novembre 1979, de même que les lieux de chargement, de déchargement et de dépôt des agrégats, doivent être situés à une distance minimale de 35 mètres de la voie publique.

SECTION IV PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

15. Concentration de contaminants : Les eaux rejetées dans l'environnement par l'exploitation d'une usine de béton bitumineux ne doivent pas contenir une concentration de contaminants supérieure à celle indiquée ci-dessous :

- a) 15 mg/l d'huiles, graisses ou goudrons d'origine minérale ; ou
- b) 25 mg/l de matières en suspension.

16. pH : Le pH des eaux rejetées dans l'environnement par l'exploitation d'une usine de béton bitumineux doit être compris entre 5,5 et 9,5.

17. Méthodes d'analyse : Les analyses requises pour assurer l'application des articles 15 et 16 sont effectuées conformément aux méthodes suivantes décrites dans la 14^e édition (1975) de l'ouvrage intitulé *Standard Methods for the Examination of Water and Waste Water* publié conjointement par l'*American Public Health Association*, l'*American Water Works Association* et la *Water Pollution Control Federation* :

- a) les huiles et graisses sont déterminées selon la méthode numéro 502 A intitulée *Partition — Gravimetric Method* ou la méthode numéro 502 B intitulée *Partition — Infrared Method (Tentative)* ;
- b) les matières en suspension sont déterminées selon la méthode numéro 208 D intitulée *Total Non-filtrable Residue Dried at 103-105°C (Total Suspended Matter)* ; et
- c) le pH est déterminé selon la méthode numéro 424 intitulée *pH Value*.

SECTION V PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

18. Équipements : Le séchoir, l'élévateur à bennes, les tamis, les chambres de mélange et de pesée et les divers points de transfert des agrégats d'une usine de béton bitumineux doivent être compris dans un espace clos et muni de conduites qui aspirent les poussières vers un dépoussiéreur conçu pour respecter les normes d'émission prévues à l'annexe C.

19. Normes d'émission : Les matières particulaires émises dans l'atmosphère par une usine de béton bitumineux ne doivent en aucun cas excéder les quantités établis à l'annexe C, selon le taux de production applicable. Lorsque le taux de production est situé entre 2 niveaux consécutifs dans cette annexe C, la norme d'émission est déterminée par interpolation linéaire. Toute usine de béton bitumineux existante qui s'agrandit ou augmente son taux de production doit respecter les normes d'émission applicables aux nouvelles usines de béton bitumineux selon l'annexe C.

En outre, la concentration des contaminants dégagés dans l'atmosphère par une usine de béton bitumineux doit être telle qu'elle n'excède pas 20% d'opacité selon l'une ou l'autre des méthodes de mesure prévues au deuxième alinéa de l'article 20.

20. Méthodes de mesure : Les matières particulaires sont mesurées selon les méthodes décrites dans l'ouvrage intitulé Méthodes de référence normalisée en vue d'essais aux sources : mesure des émissions de particules provenant de sources fixes publié par Environnement Canada et portant le numéro EPS-1-AP-74-1.

L'opacité des émissions de contaminants dans l'atmosphère est mesurée selon les méthodes décrites dans le document intitulé Méthodes normalisées de référence pour le contrôle de l'opacité des émissions provenant de sources fixes publié par Pêches et Environnement Canada, dans le rapport portant le numéro EPS-1-AP-75-2 ou, dans le cas d'émissions noires ou grises, selon l'échelle de mesure de l'annexe D.

21. Usines de béton bitumineux existantes : Toute usine de béton bitumineux existante doit, à compter du 1^{er} janvier 1980, respecter les normes d'émission applicables aux nouvelles usines de béton bitumineux aux termes de l'annexe C.

22. Cheminée : Lorsque le sous-ministre exerce les pouvoirs prévus au troisième alinéa de l'article 27 de la Loi en ordonnant l'installation d'une cheminée pour permettre l'échantillonnage des contaminants émis par une usine de béton bitumineux, cette cheminée doit être d'une hauteur égale à 10 fois son diamètre intérieur mesuré sur une section droite à partir de toute courbure ou de tout autre point de perturbation des gaz jusqu'à la sortie de ces gaz à l'atmosphère.

23. Poussières récupérées : Les poussières récupérées par les dépoussiéreurs à sec doivent être transportées et manipulées de façon à ce qu'il n'y ait aucune perte de poussière dans l'atmosphère qui soit visible à plus de 2 mètres de la source d'émission. Si elles ne sont pas recyclées,

elles doivent être entreposées, déposées ou éliminées sur le sol à condition que l'on prenne les mesures requises pour prévenir toute émission de poussières dans l'atmosphère qui soit visible à plus de 2 mètres de la source d'émission.

SECTION VI

ENTRETIEN DES SURFACES EXTÉRIEURES

24. Voies d'accès : Les émissions de poussières provenant des voies d'accès privées et des aires de circulation utilisées pour les besoins d'une usine de béton bitumineux doivent être contrôlées par un revêtement de surface et le nettoyage de celles-ci ou par l'application d'un abat-poussière.

25. Tas d'agrégats : Lorsque les émissions de poussières provenant des tas d'agrégats produisent l'une ou l'autre des conséquences énumérées au deuxième alinéa *in fine* de l'article 20 de la Loi, l'exploitant de l'usine de béton bitumineux doit prendre les mesures requises pour prévenir ces émissions de façons à faire disparaître ces conséquences.

SECTION VII

DISPOSITIONS FINALES

26. Agrandissement d'usine et augmentation de volume de production : Toute usine existante qui s'agrandit ou augmente son volume de production à compter du 28 août 1974 est assimilée à une nouvelle usine pour les fins d'application des articles 18, 19 et 20.

27. Obligation : Tout équipement utilisé ou installé pour réduire ou prévenir l'émission de contaminants dans l'environnement en provenance d'une usine de béton bitumineux doit toujours être en bon état de fonctionnement et doit fonctionner de façon optimale pendant les heures de production, même si cet équipement a pour effet de réduire l'émission de contaminants en deçà des normes prévues dans le présent règlement.

28. Rien dans le présent règlement n'a pour effet de restreindre l'application des dispositions prévues au deuxième alinéa *in fine* de l'article 20 de la Loi.

29. Territoires agricoles : Le présent règlement s'applique notamment dans une aire retenue pour fins de contrôle et dans une zone agricole établie suivant la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., c. P-41.1).

ANNEXE A

(a. 1)

ANALYSES PAR BANDES D'OCTAVES

La valeur à retenir pour chaque octave est la valeur minimale, durant une période de 30 secondes, au point d'éva-

luation. Si l'usine de béton bitumineux produit un bruit durant une période de moins de 30 secondes, la mesure est prise durant le temps d'émission.

Les analyses par bandes d'octaves sont faites en dB-linéaires avec réponse lente du sonomètre.

Toute analyse par bandes d'octaves doit être effectuée à l'aide d'un sonomètre et de filtres de bande d'octave conformes aux normes prévues dans l'annexe B, *in fine*.

ANNEXE B

(a. 11)

MÉTHODE DE MESURE DU BRUIT

Le niveau de bruit attribuable à une usine de béton bitumineux est mesuré selon la formule suivante :

$$B = S + I - A + 10 \log_{10}$$

$$\left[(0,0014 \text{ m } 10^{\left[\frac{L_I + 5}{10} \right]} + 10^{\left[\frac{L_X}{10} \right]} \right]$$

où $S = 5$ lorsqu'il y a une ou plusieurs bandes de fréquence prédominantes ;

$S = 0$ lorsqu'il n'y a pas de bande de fréquence prédominante ;

$I = 5$ lorsqu'il y a un ou plusieurs bruits porteurs d'information ;

$I = 0$ lorsqu'il n'y a pas de bruit porteur d'information ;

$A = A_1 + (A_2 - A_3)$ calculé comme suit :

A_1 = atténuation due à la distance ;

$$A_1 = 20 \log_{10} \frac{d_2}{d_1} ;$$

et d_1 = distance entre l'usine de béton bitumineux et le point de mesure ;

d_2 = distance entre l'usine de béton bitumineux et le point d'évaluation ;

A_2 = atténuation au point d'évaluation : due à un écran ;

A_3 = atténuation au point de mesure due au même écran ;

L_I = niveau équivalent du bruit d'impact .

Calcul de la moyenne arithmétique des énergies maximales, durant les périodes d'émission, ces bruits d'impact qui se produisent durant le temps d'échantillonnage et qui sont perçus au point de mesure.

La formule à utiliser est la suivante :

$$L_I = 10 \log_{10} \left[\frac{1}{m} \sum_{n=1}^{10} 10^{\frac{dBn}{10}} \right]$$

où

dBn = bruit maximum du n ième bruit d'impact durant sa période d'émission.

m = nombre total d'impacts pendant la période d'émission ; si le nombre d'impacts est de plus de 720 par heure, m est égal à 720.

L_x = niveau équivalent d'un bruit .

Niveau équivalent d'un bruit au point de mesure pendant sa période d'émission durant le temps d'échantillonnage.

La formule à utiliser est la suivante :

$$L_x = 10 \log_{10} \frac{1}{100} \sum f_i 10^{\frac{L_i}{10}}$$

où f_i = intervalle de temps (exprimé en pourcentage du temps d'échantillonnage) pendant lequel le niveau de bruit est à l'intérieur de la limite de la classe i .

Lorsque l'usine de béton bitumineux n'est pas dans sa période d'émission, les f_i correspondants sont égaux à 0.

L_i = niveau de bruit en dBA correspondant au point moyen de la classe i .

L'étendue de la classe i doit être fixée à une valeur égale ou inférieure à 2 dBA et la période d'échantillonnage doit être égale ou inférieure à 0,1 seconde.

Pour les fins de la présente méthode de mesure, le temps normal d'échantillonnage est de 60 minutes consécutives. Si l'échantillonnage dure moins de 60 minutes, un ajustement doit être effectué de sorte que le rapport proportionnel entre les périodes d'émission et de pause soit le même.

Toutes les mesures doivent être faites en dBA avec réponse rapide du sonomètre. Le sonomètre et les filtres de bande d'octave doivent être conformes aux normes prescrites dans les publications numéros 179 (2^e édition, 1973) et 225 (1^{re} édition, 1966) publiées par le Bureau central de la Commission électrotechnique internationale.

Dans la présente méthode de mesure, l'usine de béton bitumineux est réputée comprendre les aires de chargement, de déchargement et de dépôt des agrégats.

ANNEXE C

(a. 18, 19 et 21)

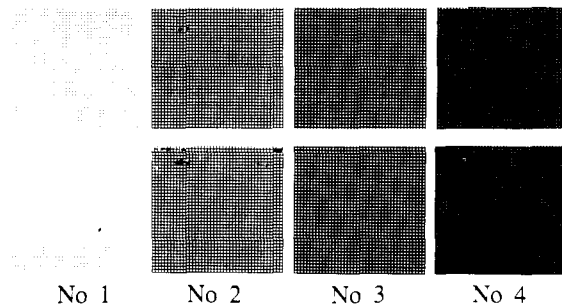
NORMES D'ÉMISSION DES MATIÈRES PARTICULAIRES D'UNE USINE DE BÉTON BITUMINEUX

taux de production (tonnes métriques/hre)	normes d'émission (kg/hre)	
	usines de béton bitumineux existantes	nouvelles usines de béton bitumineux
≤ 50	23	1,5
100	24	2,5
150	25	3,5
200	26	4,7
250	27	6,2
300	28	7,7
350	29	9,2
≥ 400	30	10,7

ANNEXE D

(a. 20)

ÉCHELLE DE MESURE DE L'OPACITÉ DES ÉMISSIONS DE POUSSIÈRE DANS L'ATMOSPHÈRE



ÉCHELLE MICRO-RINGELMANN

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Mode d'emploi

1. Choisir un point d'observation situé à plus de 30 mètres et à moins de 400 mètres de la source d'émission.
2. Éviter de regarder dans la direction du soleil et choisir un angle d'observation permettant d'éliminer tout obstacle sombre à l'arrière-plan.
3. Tenir la carte au bout du bras et regarder l'émission par la fente.
4. Noter le numéro de l'échelle correspondant le mieux à l'opacité de l'émission lors de chaque observation.
5. Pour établir l'opacité de l'émission, noter les tons d'opacité d'au moins 4 observations et utiliser la formule suivante :

$$P = \frac{\text{NUE à l'opacité no. 1} \times 20\%}{\text{Nombre d'observations}}$$

où P désigne le pourcentage d'opacité des émissions et NUE désigne le nombre d'unités équivalentes.

Le numéro de chaque ton numéroté constitue autant d'unités équivalentes.



c. R-2.1, r.1

Règlement sur la demande d'aide aux recours collectifs

Loi sur le recours collectif
(L.R.Q., c. R-2.1, a. 39)

SECTION I FORME DE LA DEMANDE ET DES RAPPORTS

1. Une demande d'aide doit être :

- a) dactylographiée et transmise au Fonds d'aide aux recours collectifs en 4 exemplaires ;
- b) signée par le requérant, s'il s'agit d'une personne physique, ou par une personne dûment autorisée à cette fin par la corporation ou le groupement si le requérant est une corporation ou un groupement visé à l'article 1048 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25).

2. Un rapport doit être :

- a) dactylographié et transmis au Fonds en un exemplaire ;
- b) signé par le bénéficiaire ou son procureur.

SECTION II CONTENU DE LA DEMANDE ET DES RAPPORTS

3. Une demande d'aide doit :

- a) si le requérant est une personne physique, indiquer ses nom, prénom, âge, adresse, occupation et, le cas échéant, les nom, prénom et adresse de son procureur ;
- b) si le requérant est une corporation visée à l'article 1048 du Code de procédure civile, indiquer sa raison sociale, son adresse et, le cas échéant, les nom, prénom et adresse de son procureur ;
- c) si le requérant est un groupement visé à l'article 1048 du Code de procédure civile, indiquer le nom de l'association tel qu'il apparaît sur le certificat du commissaire général du travail, son adresse et, le cas échéant, les nom, prénom et adresse de son procureur ;
- d) si le requérant est une corporation ou un groupement visé à l'article 1048 du Code de procédure civile :

i. indiquer celui parmi ses membres qui fait partie du groupe pour le compte duquel il entend exercer ou exerce un recours collectif ;

ii. démontrer que l'intérêt de ce membre, dans le cadre de l'exercice de ce recours, est relié aux objets pour lesquels la corporation ou le groupement est constitué ;

iii. démontrer que ce membre était membre de la corporation ou du groupement au moment où le droit à faire valoir est né ;

e) contenir un exposé du fondement du droit et des faits essentiels sur lesquels le requérant entend baser le recours collectif et une description du groupe pour le compte duquel il entend exercer ou exerce le recours collectif ;

f) indiquer le montant d'aide requis et l'utilisation que le requérant prévoit en faire ;

g) indiquer si le requérant sollicite une aide temporaire avant que le Fonds ne rende sa décision sur la demande et, le cas échéant, indiquer le montant d'aide temporaire requis et le motifs à l'appui de cette demande ;

h) indiquer si le requérant s'est adressé à la Cour supérieure pour obtenir l'autorisation d'exercer le recours collectif ; si telle autorisation n'a pas été demandée, indiquer le district judiciaire dans lequel le requérant a l'intention de déposer sa requête ainsi que la date à laquelle il entend le faire ;

i) indiquer si le requérant désire se faire entendre avec ou sans procureur avant que le Fonds ne statue sur sa demande ; et

j) autoriser le Fonds à vérifier l'exactitude des renseignements fournis.

4. Un rapport doit :

- a) contenir un relevé détaillé des dépenses effectuées par le bénéficiaire ;
- b) indiquer le montant total des dépenses effectuées par le bénéficiaire au moment de la préparation de chaque rapport ainsi que le solde des sommes versées par le Fonds et non encore utilisées.

SECTION III DOCUMENTS OU INFORMATIONS QUI DOIVENT ACCOMPAGNER LA DEMANDE

5. Une demande doit être accompagnée en annexe :

a) d'un *affidavit* ou affirmation solennelle du requérant attestant que les renseignements fournis dans la demande sont exacts et être signée par le requérant, s'il s'agit d'une personne physique, ou par une personne dûment autorisée à cette fin par la corporation ou le groupement, si le requérant est une corporation ou un groupement visé à l'article 1048 du Code de procédure civile ;

b) d'une liste indiquant les nom, prénom, occupation et adresse des membres du groupe qui se sont fait connaître ; s'ils sont inconnus, une estimation de leur nombre ;

c) d'une déclaration du requérant sur son état financier et celui des membres du groupe qui se sont fait connaître ; cette déclaration mentionne notamment :

i. le nom et l'adresse de leur employeur, s'ils bénéficient d'un revenu provenant d'un emploi et, s'ils exercent une entreprise, le nom, la nature et l'adresse de cette entreprise ;

ii. les autres revenus ou services dont le requérant peut disposer pour les fins de l'exercice de ce recours ;

d) d'une copie de tout contrat ou autre document, s'il en est, sur lequel est fondé le recours personnel du requérant de même que copie de tout contrat ou document sur lequel sont fondés les recours des autres membres et que le requérant a en sa possession ;

e) le cas échéant, d'une copie de la requête déposée devant la Cour supérieure pour obtenir l'autorisation d'exercer le recours collectif et une copie du jugement de cette même Cour statuant sur cette requête ainsi que toute autre procédure déposée ou jugement rendu en rapport avec ce recours ;

f) si le requérant est une corporation visée à l'article 1048 du Code de procédure civile, une copie des lettres patentes et si le requérant est un groupement visé à ce même article, une copie du certificat du commissaire général du travail.

SECTION IV RÉCEPTION DE LA DEMANDE ET AUDITION DU REQUÉRANT

6. Une demande est réputée être dûment reçue par le Fonds lorsqu'elle est complétée conformément aux exigences prescrites par la Loi sur le recours collectif ainsi que par le présent règlement et parvenue au siège social du Fonds.

7. Sur réception d'une demande, le secrétaire expédie par courrier recommandé ou certifié un accusé de réception au requérant ou à son procureur et, le cas échéant, avise le requérant ou son procureur de voir à compléter la demande.

8. Lorsque le Fonds juge nécessaire d'entendre le requérant ou son procureur, le secrétaire lui expédie par courrier recommandé ou certifié, au moins 5 jours avant la date de la séance où il sera entendu, un avis de convocation mentionnant la date, l'heure et le lieu de cette séance.

9. Le Fonds peut, aux conditions qu'il détermine, reporter ou ajourner à une date fixe ou à la première date disponible la séance à laquelle devait être entendu le requérant ou son procureur. Lorsque la séance est ainsi reportée ou ajournée, le secrétaire fait parvenir un nouvel avis de convocation ou avise le requérant ou son procureur de la manière prescrite par le Fonds.

10. Le secrétaire note au procès-verbal de la séance où le requérant ou son procureur est ainsi entendu, leurs nom et prénom, les pièces ou documents déposés à cette occasion et, pour la décision, réfère au dossier du Fonds.

11. Le Fonds peut exiger que des dépositions soient faites sous serment ou affirmation solennelle.

12. Le Fonds et le requérant ou son procureur peuvent exiger que des dépositions soient prises en sténographie, sténotypie ou à l'aide de tout autre moyen de même nature ; toutefois, les frais sont à la charge de la partie qui en fait la demande. Ces dépositions sont versées au dossier pour en faire partie intégrante.

SECTION V DÉCISIONS DU FONDS

13. Le secrétaire dépose au dossier l'original de la décision rendue par le Fonds et transmet copie certifiée de cette décision au requérant ou à son procureur par courrier recommandé ou certifié ou par tout autre moyen autorisé par le Fonds.

14. Lorsque le Fonds décide de suspendre ou de diminuer l'aide au bénéficiaire conformément aux termes de l'entente conclue avec celui-ci ou lorsqu'il lui retire l'aide en vertu de l'article 34 de la Loi sur le recours collectif, le secrétaire transmet copie certifiée de cette décision au bénéficiaire ou à son procureur par courrier recommandé ou certifié ou par tout autre moyen autorisé par le Fonds. Le secrétaire donne également avis de telle décision au proto-notaire de la Cour supérieure du district dans lequel le recours collectif est exercé.

SECTION VI**MONTANT QU'UN ADMINISTRATEUR PEUT
ACCORDER SUIVANT L'ARTICLE 26**

15. Le montant maximum qu'un administrateur peut accorder à titre d'aide temporaire suivant l'article 26 de la Loi sur le recours collectif est de 1 000 \$.

SECTION VII**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

16. Un dossier concernant une demande revêt un caractère confidentiel et ne peut être consulté que sur autorisation du Fonds.

17. S'il advient que le jour prescrit pour faire un acte est non juridique, ou qu'un délai expire un tel jour, cet acte peut valablement se faire le jour juridique suivant et ce délai est prolongé jusqu'audit jour.

D. 3619-80, (1980) 112 G.O. II, 6619

Décision du 19.08.81, (1981) 113 G.O.II, 4189



c. R-2.1, r.2

**Règlement sur les indemnités de présence
et le remboursement des frais de
déplacement des administrateurs du
Fonds d'aide aux recours collectifs**

Loi sur le recours collectif
(L.R.Q., c. R-2.1, a. 8)

1. Conformément au deuxième alinéa de l'article 8 de la
Loi sur le recours collectif (L.R.Q., c. R-2.1),

a) l'allocation de présence du président est fixée à
100 \$ par demi-journée de séance du Fonds ou de travail y
afférent ;

b) l'allocation de présence des administrateurs autres
que le président est fixée à 87,50 \$ par demi-journée de
séance du Fonds ou de travail y afférent.

2. Les règles concernant le remboursement des dépenses
de voyage des présidents, des vice-présidents et des mem-
bres des organismes gouvernementaux prévues aux Règles
sur les frais de déplacements des présidents, vice-
présidents et membres des organismes gouvernementaux
(c. A-6, r.16) s'appliquent aux administrateurs du Fonds
d'aide aux recours collectifs.

A.C. 4005-78 du 22.12.78
D. 613-80 du 05.03.80
D. 2096-80 du 03.07.80



c. R-2.1, r.3

Règlement sur les normes et barèmes de nomination et de rémunération des employés du Fonds d'aide aux recours collectifs

Loi sur le recours collectif
(L.R.Q., c. R-2.1, a. 39)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « conseil » : le conseil d'administration du Fonds ;
- b) « employé » : le secrétaire ou un autre membre du personnel du Fonds ;
- c) « employé occasionnel » : un employé qui remplit des fonctions d'un caractère occasionnel pendant 6 mois ou moins et ce, en vue de la réalisation d'un projet spécifique ou pour parer à un surcroît temporaire de travail ;
- d) « employé permanent » : un employé qui a complété sa période d'emploi à titre d'employé temporaire et qui a acquis, sur décision du Fonds, le statut d'employé permanent ;
- e) « employé temporaire » : un employé qui est en probation et qui n'a pas complété une période d'emploi continu de 6 mois s'il est employé de soutien et d'un an s'il est classé avocat, notaire ou professionnel ;
- f) « Fonds » : le Fonds d'aide aux recours collectifs constitué par l'article 6 de la Loi sur le recours collectif (L.R.Q., c. R-2.1) ;
- g) « personnel contractuel » : les personnes engagées par voie de contrat de service, qui reçoivent en contrepartie de leurs services, une rémunération sous forme d'honoraires.

SECTION II NOMINATION ET DESTITUTION

2. Le conseil nomme par résolution les employés du Fonds.

3. La résolution par laquelle un employé est nommé indique la rémunération à l'embauche, établie suivant les ba-

remes qui lui sont appliqués par référence dans le présent règlement et fixe dans chaque cas, la période pendant laquelle l'employé sera en probation.

4. Le conseil par résolution, peut mettre fin à l'emploi d'un employé temporaire et peut également, pour l'une des causes mentionnées à l'article 7, suspendre ou congédier un employé permanent.

5. Si le conseil décide de mettre fin à un emploi, il doit transmettre à l'employé concerné, un avis écrit de cette décision au moins 30 jours avant de mettre fin à son emploi.

6. À l'expiration de sa période d'emploi à titre temporaire, l'employé est nommé à titre permanent, par résolution du conseil.

7. Un employé permanent est maintenu dans ses fonctions à moins qu'il ne soit :

- a) congédié pour raisons de fraude, d'indiscipline ou d'incompétence ; ou
- b) mis à pied pour raisons d'insuffisance de travail ou de suppression d'une fonction.

8. Un employé permanent auquel est imposée la sanction disciplinaire du congédiement peut, dans les 15 jours de l'avis l'informant de la mesure imposée, demander une révision de la décision au conseil.

Après avoir étudié la requête et entendu l'employé, s'il en a fait la demande, le conseil maintient, annule ou modifie la sanction et avise l'employé de cette décision, le tout, dans les 15 jours de la date de la demande de révision.

SECTION III CLASSIFICATION ET RÉMUNÉRATION

9. La classification des postes se fait selon les normes et barèmes appliqués dans la fonction publique pour les catégories d'employés visés par le présent règlement.

10. La rémunération d'un employé est fixée par le conseil d'après les échelles de traitement applicables à la catégorie à laquelle il appartiendrait, s'il faisait partie de la fonction publique.

11. Un employé qui, s'il faisait partie de la fonction publique, serait classifié dans la catégorie des avocats et notaires, se voit appliquer, sujettes aux adaptations nécessaires, les dispositions relatives à la rémunération applicables

à cette catégorie d'employés de la fonction publique, en vertu du Règlement sur les conditions de travail des avocats et notaires (c. F-3.1, r. 5).

12. Un employé qui, s'il faisait partie de la fonction publique, serait classifié dans la catégorie des professionnels, se voit appliquer, sujettes aux adaptations nécessaires, les dispositions relatives à la rémunération applicables à cette catégorie d'employés de la fonction publique, en vertu de la convention collective de travail conclue entre le gouvernement et le Syndicat de professionnels du Gouvernement du Québec.

13. Un employé qui, s'il faisait partie de la fonction publique, serait classifié dans la catégorie des fonctionnaires, se voit appliquer, sujettes aux adaptations nécessaires, les dispositions relatives à la rémunération applicables à cette catégorie d'employés de la fonction publique, en vertu de la convention collective de travail conclue entre le gouvernement et le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec.

14. Un employé qui, s'il faisait partie de la fonction publique, serait classifié dans les catégories des cadres supérieurs et des adjoints aux cadres supérieurs ou ne serait pas régi par une convention collective de travail parce qu'il en serait exclu au sens du paragraphe 1 de l'article 1 du Code du travail (L.R.Q., c. C-27), se voit appliquer, sujettes aux adaptations nécessaires, les dispositions relatives à la rémunération applicables à ces catégories d'employés dans la fonction publique en vertu du Règlement sur les conditions de travail des cadres supérieurs et des adjoints aux cadres supérieurs (c. F-3.1, r. 6).

15. Un employé qui, s'il faisait partie de la fonction publique, serait classifié dans la catégorie des employés occasionnels, se voit appliquer, sujettes aux adaptations nécessaires, les dispositions relatives à la rémunération applicables à cette catégorie d'employés dans la fonction publique en vertu du Règlement sur les emplois occasionnels et leurs titulaires (c. F-3.1, r.12), ainsi que les appendices, annexes, directives et communiqués y afférents.

16. Avant le 1^{er} juillet de chaque année, le conseil revoit les barèmes de rémunération applicables, par référence, aux employés.

17. Les employés bénéficient des hausses générales de traitement et des rémunérations forfaitaires, le cas échéant, ainsi que de l'avancement d'échelon applicable aux professionnels et aux fonctionnaires, dans la fonction publique, ainsi que de l'avancement au mérite applicable aux avocats et notaires, de même qu'aux cadres supérieurs, dans la fonction publique, suivant les normes et ba-

rèmes qui leur sont respectivement applicables, en faisant les adaptations requises, contenues d'une part, dans les conventions collectives de travail et les règlements de la fonction publique mentionnés aux articles 11, 12, 13 et 15 et d'autre part, au règlement mentionné à l'article 14.

18. Lors de la nomination d'un employé, sa rémunération est fixée par le conseil en fonction de sa formation et de son expérience.

19. Lors de la tenue d'un concours d'avancement de classe, un jury de sélection composé d'au moins 3 membres dont l'un est choisi à l'extérieur du Fonds, est formé par le conseil et a pour mandat d'examiner la compétence d'un candidat et la qualité de l'expérience qu'il a acquise au travail.

20. Le jury de sélection fait une recommandation au conseil, sur l'avancement de classe de l'employé ayant participé au concours.

SECTION IV AUTRES CONDITIONS DE TRAVAIL

21. Un employé qui, s'il faisait partie de la fonction publique, serait classifié dans la catégorie des avocats et notaires, se voit appliquer, sujettes aux adaptations nécessaires, les conditions de travail relatives aux sujets ci-après énumérés, énoncées aux sections ci-dessous mentionnées du Règlement sur les conditions de travail des avocats et notaires (c. F-3.1, r. 5) :

- a) pratique et responsabilité professionnelles (section VI) ;
- b) développement des ressources humaines (section VII) ;
- c) semaine et heures de travail (section XIV) ;
- d) jours fériés et chômés (section XV) ;
- e) heure supplémentaire (section XVI) ;
- f) présence au travail (section XVII) ;
- g) organisation de la carrière et du traitement (section XIX) ;
- h) vacances annuelles (section XX) ;
- i) congés de maternité (section XXII) ;
- j) congés sociaux (section XXIII) ;
- k) congés pour affaires judiciaires (section XXV) ;
- l) charges publiques (section XXVI) ;
- m) frais de voyage, d'assignation et d'usage de voitures personnelles (section XXVII) ;

- n) frais de déplacement (section XXIX) ;
- o) langue de travail (section XXXII) ;
- p) congés sans traitement (section XXXIII) ;
- q) service continu (section XXXIV) ;
- r) stationnement (section XXXVI).

22. Un employé qui, s'il faisait partie de la fonction publique, serait classifié dans la catégorie des professionnels, se voit appliquer, sujettes aux adaptations nécessaires, les conditions de travail relatives aux sujets ci-après énumérés et énoncés à la convention collective de travail conclue entre le gouvernement et le Syndicat de professionnels du Gouvernement du Québec, savoir :

- a) pratique et responsabilité professionnelles ;
- b) développement des ressources humaines ;
- c) semaine et heures de travail ;
- d) jours fériés et chômés ;
- e) travail supplémentaire ;
- f) présence au travail ;
- g) organisation de la carrière ;
- h) vacances annuelles ;
- i) congés de maternité ;
- j) congés sociaux ;
- k) congés pour affaires judiciaires ;
- l) charges publiques ;
- m) frais de voyage, d'assignation et d'usage de voitures personnelles ;
- n) frais de déplacement ;
- o) langue de travail ;
- p) congés sans traitement ;
- q) service continu ;
- r) stationnement.

23. Un employé qui, s'il faisait partie de la fonction publique, serait classifié dans la catégorie des fonctionnaires, se voit appliquer, sujettes aux adaptations nécessaires, les conditions de travail relatives aux sujets ci-après énumérés et énoncés à la convention collective de travail conclue entre le gouvernement et le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec, savoir :

- a) responsabilités et fonctions de l'employeur ;
- b) absences sans traitement ;

- c) organisation de la carrière ;
- d) développement des ressources humaines ;
- e) charges publiques ;
- f) juré ou témoin ;
- g) heures de travail ;
- h) surtemps ;
- i) frais de déménagement ;
- j) vacances ;
- k) jours fériés et chômés ;
- l) congés sociaux ;
- m) congés de maternité ;
- n) service continu ;
- o) frais de voyage, d'assignation et d'usage de voitures personnelles ;
- p) langue de travail ;
- q) stationnement.

24. Un employé qui, s'il faisait partie de la fonction publique, serait classifié dans la catégorie des cadres supérieurs ou des adjoints aux cadres supérieurs ou qui ne serait pas régi par une convention collective de travail parce qu'il en serait exclu au sens du paragraphe 1 de l'article 1 du Code du travail (L.R.Q., c. C-27), se voit appliquer, sujettes aux adaptations nécessaires, les conditions de travail relatives aux sujets ci-après énumérés, énoncées aux articles ci-dessous mentionnés du Règlement sur les conditions de travail des cadres supérieurs et des adjoints aux cadres supérieurs (c. F-3.1, r. 6), savoir :

- a) heures de travail et temps supplémentaire (articles 22 et 23) ;
- b) droits parentaux (articles 24 et 25) ;
- c) absences rémunérées (articles 26 et 27) ;
- d) congés pour affaires judiciaires (articles 28 et 29) ;
- e) charges publiques (article 30) ;
- f) congés sans traitement (articles 31 à 37) ;
- g) jours fériés et chômés (article 38) ;
- h) vacances annuelles (articles 39 à 49) ;
- i) frais de déplacement (articles 57 à 75) ;
- j) autres frais remboursables (article 76) ;
- k) service continu (articles 93 à 95).

25. Un employé visé à l'article 24 se voit également appliquer, sujettes aux adaptations nécessaires, les conditions de travail relatives aux sujets ci-après énumérés, énoncées aux documents mentionnés ci-dessous à la suite de chacun de ces sujets, savoir :

a) stationnement (C.T. 55369 du 17 mars 1971, modifié par le C.T. 58842 du 8 septembre 1972 et C.T. 59638 du 13 octobre 1971, modifié par le C.T. 109738 du 20 décembre 1977) ;

b) développement planifié des ressources humaines (C.T. 92500 du 16 juillet 1975).

26. Un employé qui, s'il faisait partie de la fonction publique, serait classifié dans la catégorie des employés occasionnels, se voit appliquer, sujettes aux adaptations nécessaires, les conditions de travail autres que celles dont il est question à l'article 15 du présent règlement, énoncées au Règlement sur les emplois occasionnels et leurs titulaires (c. F-3.1, r.12), ainsi que les appendices, annexes, directives et communiqués y afférents.

27. Un employé visé à l'article 26 se voit également appliquer, sujettes aux adaptations nécessaires, les conditions de travail relatives aux frais de voyage, d'assignation et d'usage de voitures personnelles, énoncées aux Règles sur les frais de déplacement des fonctionnaires (c. A-6, r.15).

28. Avant le 1^{er} juillet de chaque année, le conseil revoit les conditions de travail prévues à la section IV.

SECTION V

PERSONNEL CONTRACTUEL

29. Une personne engagée sur une base contractuelle par le Fonds se voit appliquer, avec les adaptations requises, dans la convention individuelle conclue entre elle-même et le Fonds, les mêmes règles et principes que retient le gouvernement pour son personnel contractuel, relativement à la rémunération et aux autres conditions de travail qui font l'objet du présent règlement.

Notamment, le personnel contractuel du Fonds se voit appliquer, sujettes aux adaptations requises, les dispositions des Règles sur les frais de déplacement du personnel engagé à honoraires (c. A-6, r.17).

C.T. 122109, (1980) 112 G.O. II, 3981

Décision du 28.07.80, (1980) 112 G.O. II, 5553



c. R-2.1, r.4

Règlement sur la régie interne et la conduite des affaires du Fonds d'aide aux recours collectifs

Loi sur le recours collectif
(L.R.Q., c. R-2.1, a. 39)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « administrateur » : un administrateur du Fonds nommé en vertu de l'article 8 de la Loi, y compris le président ;
- b) « conseil » : le conseil d'administration du Fonds ;
- c) « demande » : la demande visée à l'article 21 de la Loi ;
- d) « entente » : une entente signée entre un bénéficiaire et le Fonds en vertu de l'article 25 de la Loi ;
- e) « Fonds » : le Fonds d'aide aux recours collectifs constitué par l'article 6 de la Loi ;
- f) « jour ouvrable » : tout jour autre que le samedi, le dimanche ou les jours fériés ;
- g) « Loi » : la Loi sur le recours collectif (L.R.Q., c. R-2.1) ;
- h) « ministre » : le ministre de la Justice ;
- i) « président » : le président du Fonds ;
- j) « règlement » : un règlement adopté en vertu de la Loi ;
- k) « secrétaire » : le secrétaire du Fonds ;
- l) « dossier » : un dossier constitué par le Fonds pour traiter les demandes prévues à la section I du chapitre III de la Loi.

SECTION II SCEAU

2. Le conseil, par résolution, adopte un sceau.

SECTION III EXERCICE DES POUVOIRS

3. Le conseil exerce, par résolution, les pouvoirs dont le Fonds est investi sauf ceux qui, aux termes de la Loi, doivent être exercés par règlement.

4. Tout projet de règlement du Fonds doit être soumis par le secrétaire à chacun des administrateurs, au moins 15 jours avant la tenue de la séance à laquelle ce règlement sera présenté pour adoption.

5. Les décisions du conseil sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents réunis en séance. Il n'est pas nécessaire que les résolutions proposées soient appuyées.

SECTION IV SÉANCES DU CONSEIL

§1. Date, heure et lieu des séances

6. Le conseil tient ses séances au siège social du Fonds ou à tout endroit au Québec prévu dans l'avis de convocation.

7. Les séances ont lieu au moins une fois par mois et aussi souvent que l'intérêt du Fonds l'exige.

8. Une séance du conseil est convoquée par le secrétaire sur demande verbale du président qui en fixe la date, l'heure et le lieu.

9. Une séance du conseil peut également être convoquée par le secrétaire sur demande verbale d'un administrateur en l'absence ou au cas d'incapacité d'agir du président.

10. Le président est tenu de convoquer une séance du conseil sur demande écrite de 2 administrateurs et s'il n'accède pas à cette demande dans les 24 heures de la réception de cette demande, les signataires peuvent convoquer eux-mêmes cette séance.

11. Sous réserve de l'article 10, une séance du conseil est convoquée par un avis du secrétaire à tous les administrateurs.

Cet avis doit être expédié aux administrateurs par la poste à la dernière adresse déclarée par ceux-ci, au moins 3 jours ouvrables avant la date à laquelle cette séance doit

avoir lieu, ou remis ou donné aux administrateurs, au plus tard le jour précédant celui où cette séance doit avoir lieu.

L'avis de convocation peut également être donné par télégramme ou verbalement.

12. On peut déroger aux formalités et aux délais de convocation pour une séance du conseil si tous les administrateurs sont présents à cette séance et s'ils renoncent à l'avis de convocation.

§2. Procédure relative aux séances

13. Les séances du conseil sont présidées par le président ou, en son absence ou au cas d'incapacité d'agir de celui-ci, par l'administrateur désigné à cette fin par résolution du conseil.

14. Le président d'une séance du conseil dirige les délibérations en tenant compte des règles de procédure établies au présent règlement.

15. L'ordre du jour d'une séance du conseil est préparé par le secrétaire. Il est soumis au conseil pour approbation au début de chaque séance. Les administrateurs peuvent apporter des modifications à l'ordre du jour avant qu'il ne soit adopté.

16. Le secrétaire rédige le procès-verbal des séances du conseil.

Après avoir été lu et approuvé au commencement d'une séance subséquente, il est signé par la personne qui préside alors cette séance et contresigné par le secrétaire.

Le conseil peut dispenser le secrétaire de la lecture du procès-verbal avant son adoption.

17. Le vote sur résolution est exprimé verbalement. Le vote peut également se faire au scrutin secret à la demande d'un administrateur.

À moins que le vote par scrutin secret ne soit ainsi demandé, la déclaration par le président de la séance qu'une résolution a été adoptée à l'unanimité ou par une majorité quelconque ou n'a pas été adoptée fait preuve *prima facie* de l'adoption ou du rejet de cette résolution sans qu'il soit nécessaire de prouver la quantité ou proportion des votes enregistrés.

18. Une séance peut être ajournée à un moment ultérieur du même jour ou à un jour postérieur à celui où cette séance doit avoir lieu et un nouvel avis de convocation n'est pas alors nécessaire.

SECTION V ADMINISTRATEURS

19. Le poste d'un administrateur devient vacant suite au décès ou à la démission de celui-ci ou lorsqu'il est déchu de sa charge conformément au deuxième alinéa de l'article 12 et au deuxième alinéa de l'article 16 de la Loi.

20. Un administrateur peut démissionner de son poste en donnant un avis écrit de sa démission au secrétaire.

Sur réception de cet avis, le secrétaire en informe les autres membres du conseil et le ministre pour qu'il soit pourvu à son remplacement.

21. Lorsqu'un administrateur est dans l'incapacité d'agir par suite d'absence ou de maladie et que les autres membres du conseil jugent que cette absence est de nature à nuire au bon fonctionnement du Fonds, le secrétaire, à leur demande, en avise le ministre pour qu'il lui soit nommé temporairement un remplaçant.

22. Les allocations ou indemnités aux administrateurs fixées par le gouvernement sont payées par le secrétaire en conformité à la Loi et au présent règlement.

SECTION VI FONCTIONS ET POUVOIRS DU PRÉSIDENT ET DU SECRÉTAIRE

23. Le président remplit toutes les fonctions inhérentes à sa charge ainsi que celles qui peuvent lui être confiées par le Fonds. Sans limiter la portée de ce qui précède, le président :

- a) préside les séances du conseil ;
- b) coordonne et planifie les travaux du conseil et du Fonds et en assure la continuité ;
- c) voit, avec son conseil, à la mise en application et au respect des règlements de même qu'au respect et à l'exécution des ententes et des décisions du Fonds ;
- d) est responsable de l'organisation administrative du Fonds ;
- e) s'assure de la mise sur pied d'un système de contrôle adéquat des opérations du Fonds dans le cadre du budget approuvé par le ministre ;
- f) voit, avec le secrétaire, à la préparation et à la transmission, dans les délais prévus par la Loi, du budget, du rapport annuel des activités du Fonds ainsi que des autres rapports, états financiers, renseignements qui peuvent être demandés par le ministre ;

g) sous réserve des articles 24, 26 et 27, signe les actes, documents ou écrits du ressort du Fonds et représente le Fonds en tant que porte-parole officiel.

24. Le secrétaire remplit toutes les fonctions inhérentes à sa charge ainsi que celles qui peuvent lui être confiées par le Fonds. Sans limiter la portée de ce qui précède, le secrétaire :

- a) agit comme secrétaire du conseil ;
- b) prépare l'ordre du jour des séances ;
- c) donne avis de convocation des séances du conseil ;
- d) rédige les procès-verbaux et les signe après approbation par le conseil ;
- e) a la garde des archives, papiers et documents du conseil et du Fonds ;
- f) certifie et délivre, sur paiement des honoraires établis par le conseil, copie des extraits des procès-verbaux des séances du conseil ou décisions des administrateurs prises en vertu de l'article 26 de la Loi ;
- g) a la garde du sceau du Fonds ;
- h) tient, suivant les formalités prescrites par le conseil ou le présent règlement, les livres et registres prévus à l'article 30 ;
- i) assure la mise en oeuvre des décisions du conseil et assiste le président dans sa tâche de contrôle administratif et financier des opérations du Fonds ;
- j) planifie, distribue et contrôle le travail du personnel et, d'une façon générale, assume la gestion des ressources humaines et matérielles du Fonds ;
- k) prépare, en collaboration avec le président, et transmet dans les délais prévus par la Loi, le budget et le rapport annuel des activités du Fonds ; prépare les états financiers et fournit, sur demande du conseil ou du président, tout autre document ou renseignement requis par ceux-ci ;
- l) perçoit tous les deniers payables au Fonds et dépose ces deniers ainsi que toute autre valeur du Fonds au nom et au crédit de celui-ci, dans une banque, caisse d'épargne et de crédit, société de fiducie ou autre organisme faisant des opérations de même nature désigné par le conseil ;
- m) paye, à même les deniers du Fonds, les sommes dues par ce dernier et effectue, à même ces deniers, les versements d'aide ou avances prévus par la Loi conformément aux décisions du Fonds ou aux ententes conclues par celui-ci ;

n) donne quittance aux personnes endettées envers le Fonds après avoir reçu le montant mentionné dans cette quittance ;

o) assure la liaison entre les intéressés et le conseil et sans restreindre ce qui précède :

- i. reçoit les demandes d'aide et les transmet au conseil ou à un administrateur dans les cas visés à l'article 26 de la Loi ;
- ii. s'assure de leur conformité à la Loi et aux règlements et voit à obtenir des intéressés les informations, pièces justificatives, documents ou états financiers exigés par la Loi, les règlements ou le Fonds ;
- iii. à la demande du conseil, évalue l'état financier du requérant ou des membres du groupe qui se sont fait connaître et avise le conseil sur toute question relative à la demande ;
- iv. fait parvenir aux intéressés les accusés de réception, avis ou documents prévus aux règlements du Fonds ;
- p) avise le ministre des démissions ou absences au sein du conseil conformément à l'article 21 ;
- q) exerce et remplit toute autre fonction administrative non spécifiquement attribuée au président ou au conseil en vertu de la Loi et des règlements.

25. Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du secrétaire, le conseil peut désigner une personne pour le remplacer temporairement.

SECTION VII SIGNATURE DES DOCUMENTS ET REPRÉSENTATION DU FONDS

26. Les chèques, traites, billets ou autres effets négociables sont signés, tirés, acceptés ou endossés par le secrétaire ou une autre personne désignée par résolution du conseil.

27. En outre du président, le conseil peut autoriser, par résolution, toute personne à signer tout autre acte, document ou écrit qu'il indique et qui sont requis dans le cadre des opérations du Fonds ainsi qu'à le représenter et à parler en son nom sur les sujets ou dans les circonstances ou occasions qu'il indique.

28. Le conseil peut, par résolution, aux conditions qu'il fixe, permettre qu'un fac-similé de la signature requise soit gravé, lithographié ou imprimé sur les documents qu'il détermine ; dans ce cas, le fac-similé a la même valeur que la signature elle-même.

SECTION VIII COMPTE DE BANQUE

29. Le conseil désigne les institutions financières telles que banque, caisse d'épargne et de crédit, société de fiducie ou autre organisme faisant des opérations de même nature, dans lesquelles le secrétaire peut ouvrir le compte, louer un coffret de sécurité et où peuvent être transigées généralement toutes les opérations financières du Fonds.

SECTION IX LIVRES ET REGISTRES

30. Le conseil doit tenir, à son siège social, un ou plusieurs livres ou registres où doivent être consignés ou inscrits, selon le cas :

a) copie des règlements adoptés par le gouvernement en vertu de l'article 38 de la Loi de même qu'une copie des règlements du Fonds et des décrets d'approbation de ces règlements dans le cas où cette approbation est requise par la Loi ;

b) les procès-verbaux des séances du conseil ;

c) les nom, prénom, occupation et adresse des administrateurs, la date de leur nomination et celle à laquelle ils cessent d'être membres du conseil en y annexant copie du décret les nommant, mettant fin à leur mandat ou les remplaçant, selon le cas ;

d) par ordre de date, les recettes et déboursés du Fonds, les matières auxquelles ils se rapportent ainsi que les noms des personnes de qui des sommes ont été reçues ou à qui des sommes ont été versées ;

e) les transactions financières du Fonds ; et

f) ses créances et obligations.

31. Le conseil peut, par résolution, décider de la forme de ces registres ainsi que de toute inscription à y être effectuée.

SECTION X ARCHIVES

32. Les archives du Fonds sont conservées et gérées par le secrétaire.

33. Font partie des archives du Fonds l'ensemble des écrits et documents constatant les actes de la vie corporative du Fonds et, subsidiairement, les avis de convocation, ordres du jour et procès-verbaux des séances du conseil, les livres, registres, budgets, états financiers ou autres documents que le conseil identifie comme devant faire partie des archives. Font également partie des archives du

Fonds les dossiers constitués pour traiter les demandes prévues à la section I du chapitre III de la Loi.

34. Le secrétaire ne peut se départir des archives qu'avec la permission et de la manière indiquée par le conseil.

A.C. 2522-79, (1979) 111 G.O. II, 6429

Décision du 28.07.80, (1980) 112 G.O. II, 5559



c. R-2.2, r.1

Règlement d'application de la Loi sur le recouvrement de certaines créances

Loi sur le recouvrement de certaines créances
(L.Q., 1979, c. 70, a. 51 ; après refonte : L.R.Q., c. R-2.2)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « demande » : une demande de permis ou de renouvellement de permis formulée par un demandeur ;
- b) « demandeur » : une personne physique, une société ou une corporation qui demande un permis ou le renouvellement d'un permis ;
- c) « groupe » : une corporation, un syndicat, une société, une association ou un autre groupement ayant souscrit, au profit de ses membres, un cautionnement par police de garantie ;
- d) « Loi » : la Loi sur le recouvrement de certaines créances (L.Q., 1979, c.70 ; après refonte : L.R.Q., c. R-2.2) ;
- e) « membre » : toute personne qui est actionnaire, associée ou membre d'un groupe et qui est identifiée par un certificat de membre rédigé selon la formule N-39 apparaissant en annexe ;
- f) « permis » : un permis exigé par l'article 7 de la Loi ;
- g) « président » : le président de l'Office de la protection du consommateur.

SECTION II EXEMPTIONS

2. Est exempté de l'application du chapitre III de la Loi, un commerçant qui recouvre, tente ou offre de recouvrer une créance appartenant à un autre commerçant lorsque :

- a) une entente de recouvrement existe entre les 2 commerçants ;
- b) la créance appartient au commerçant qui donne le mandat de recouvrement ;

c) ce recouvrement se fait auprès d'un débiteur informé par écrit de l'identité du commerçant à qui appartient la créance à recouvrer ou de la nature de la créance à recouvrer ;

d) ce recouvrement se fait dans le cours de recouvrement habituel des créances appartenant au commerçant mandaté pour effectuer ce recouvrement ;

e) la créance à recouvrer est née du commerce habituel du commerçant pour qui elle est recouvrée ; et

f) le commerçant mandaté pour effectuer le recouvrement a pour activité principale de faire le commerce de biens ou de services autres que des services de recouvrement de créances ou de renseignements sur le crédit des personnes.

3. Est exempté de l'application du chapitre III de la Loi, un courtier en valeurs mobilières enregistré en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1).

4. Est exempté de l'application du chapitre III de la Loi, le recouvrement du loyer immeuble par une personne mandatée par écrit par le propriétaire de cet immeuble ou son représentant lorsque ce mandat comporte au moins les responsabilités suivantes :

- a) le louage de locaux ;
- b) la réception des loyers ;
- c) l'entretien de l'immeuble.

5. Est exempté de l'application de l'article 21 de la Loi, un titulaire de permis exerçant l'activité d'agent de recouvrement le 1^{er} juillet 1981, pourvu que :

- a) l'expression « agence de recouvrement » ou « agent de recouvrement » soit reproduite immédiatement après le nom ou la dénomination sociale du titulaire de permis sur tout écrit qui émane de lui ; et que
- b) ces expressions soient reproduites en caractères de forme et de dimension équivalant à ceux utilisés pour le nom ou la dénomination sociale.

SECTION III PERMIS, CAUTIONNEMENT ET DROITS

§1. *Permis*

6. Une demande doit être présentée en utilisant la formule N-34 dont le texte figure en annexe et être accompagnée des documents qui y sont exigés.

7. Une demande d'une personne physique doit être signée par elle-même, celle d'une société par l'un des associés, et celle d'une corporation par un administrateur dûment autorisé.

8. Lors d'une demande de renouvellement de permis, le demandeur n'a pas à fournir une copie des documents déjà fournis lors d'une demande antérieure si ceux-ci sont identiques.

9. Une demande doit être transmise au président.

10. Le permis est signé par le président. Sa signature peut être manuscrite ou reproduite mécaniquement.

§2. *Cautionnements et droits*

11. Le demandeur doit, lors de la demande, verser les droits et fournir le cautionnement prescrit par la présente sous-section.

12. Le cautionnement que doit fournir le demandeur s'établit comme suit :

a) 10 000 \$ lorsque le total des montants recouvrés pendant l'exercice financier précédent est moindre que 100 000 \$;

b) 15 000 \$ lorsque le total de ces montants est de 100 000 \$ et plus, mais moindre que 150 000 \$;

c) 20 000 \$ lorsque le total de ces montants est de 150 000 \$ et plus, mais moindre que 250 000 \$;

d) 25 000 \$ lorsque le total de ces montants est de 250 000 \$ et plus.

13. Si le demandeur n'a pas exercé l'activité d'agent de recouvrement au cours de l'exercice financier précédent, ou si le total des montants recouvrés pendant cet exercice ne peut raisonnablement permettre une estimation de la valeur annuelle totale de l'exercice en cours, le cautionnement est de 20 000 \$.

14. Les droits que doit payer le demandeur sont de 175 \$.

15. Si les droits sont payés par chèque, mandat-poste, mandat de banque ou ordre de paiement tiré sur une caisse d'épargne et de crédit, il doit être fait à l'ordre du ministre des Finances.

16. Le cautionnement doit être fourni :

- a)* au moyen d'une police individuelle de garantie ;
- b)* au moyen d'une police collective de garantie ;
- c)* en espèces, par chèque visé, mandat-poste, mandat de banque ou ordre de paiement visé tiré sur une caisse d'épargne et de crédit à l'ordre du ministre des Finances ; ou
- d)* au moyen d'une obligation au porteur réalisable en tout temps, émise ou garantie par le Gouvernement du Canada ou de l'une de ses provinces et dont la valeur au marché est du moins égale au montant du cautionnement exigible.

17. Le cautionnement visé aux paragraphes *a* et *b* de l'article 16 ne peut être émis que par une compagnie autorisée à se porter caution en vertu des lois du Québec.

18. Le cautionnement visé aux paragraphes *c* et *d* de l'article 16 peut être fourni par un tiers pour le demandeur.

Il peut également être fourni par le demandeur pour lui-même ; dans ce cas, le demandeur est soumis aux mêmes obligations que la caution en plus de celles qui lui incombent comme débiteur principal.

19. Si le cautionnement est fourni au moyen d'une police individuelle de garantie, il doit être rédigé selon la formule N-35 dont le texte figure en annexe.

20. Si le cautionnement est fourni au moyen d'une police collective de garantie, il doit être rédigé selon la formule N-36 dont le texte figure en annexe.

21. Si le cautionnement est fourni de la manière prescrite aux paragraphes *c* ou *d* de l'article 16 par un tiers pour le demandeur, il doit être accompagné d'un engagement rédigé selon la formule N-37 dont le texte figure en annexe.

22. Si le cautionnement est fourni de la manière prescrite aux paragraphes *c* ou *d* de l'article 16 par le demandeur pour lui-même, il doit être accompagné d'un engagement rédigé selon la formule N-38 dont le texte figure en annexe.

23. Le cautionnement par police collective de garantie doit être signé par une personne dûment autorisée par ré-

solution du conseil d'administration de la caution. Une copie de cette résolution doit être annexée au cautionnement.

24. Chacun des demandeurs ou titulaires de permis couverts par une police collective de garantie doit être identifié par un certificat de membre rédigé selon la formule N-39 dont le texte figure en annexe, signé par la caution et remis au président.

25. Le cautionnement par police individuelle de garantie, le cautionnement par police collective de garantie, les engagements visés aux articles 21 et 22 de même que les certificats de membres sont gardés par le président.

Le cautionnement en espèces, par chèque visé, par mandat-poste, par mandat de banque, par ordre de paiement visé tiré sur une caisse d'épargne et de crédit ou au moyen d'une obligation est transmis par le président au ministre des Finances qui le détient en fiducie jusqu'à la date de son expiration et durant une période de 3 ans après cette date.

26. Le cautionnement prévu par la présente sous-section est exigé pour garantir l'observance de la Loi par un agent de recouvrement qui a fourni un cautionnement ou son représentant pendant la durée du cautionnement :

a) d'abord, pour l'indemnisation en capital, intérêts et frais taxés de toute personne porteuse d'un jugement final prononcé contre cet agent de recouvrement ou son représentant à la suite d'une action intentée en vertu de l'article 49 de la Loi ;

b) ensuite, pour le recouvrement de l'amende et des frais imposés à cet agent de recouvrement ou à son représentant en vertu du chapitre VI de la Loi.

27. Lorsque le président reçoit la copie d'un jugement final visé à l'article 26 mettant fin à un litige, il doit :

a) si le cautionnement a été fourni au moyen d'une police individuelle ou collective de garantie, aviser la caution en lui transmettant une copie du jugement avec instruction d'en acquitter le capital, les intérêts et les frais taxés jusqu'à concurrence du montant du cautionnement ;

b) si le cautionnement a été fourni en espèces, au moyen d'un chèque visé, d'un mandat-poste, d'un mandat de banque ou d'un ordre de paiement visé tiré sur une caisse d'épargne ou de crédit, demander au ministre des Finances de lui transmettre la somme nécessaire pour acquitter le capital, les intérêts et les frais taxés du jugement jusqu'à concurrence du montant du cautionnement ;

c) si le cautionnement a été fourni au moyen d'une obligation, demander au ministre des Finances de réaliser cette obligation et de lui transmettre, à même le produit de

cette réalisation, la somme nécessaire pour acquitter le capital, les intérêts et les frais taxés du jugement jusqu'à concurrence du montant du cautionnement.

Suite à un avis ou à une demande du président en vertu du paragraphe a, b ou c du premier alinéa, la caution ou le ministre des Finances doit lui transmettre la somme nécessaire pour acquitter le capital, les intérêts et les frais taxés du jugement dans les 60 jours de la réception de l'avis ou de la demande.

Le président voit à l'acquittement des réclamations qui lui sont faites en vertu de la présente section selon la date de signification de la copie du jugement final ou de réception de cette copie par courrier recommandé ou certifié.

Lorsque plusieurs copies de jugement final sont signifiées ou reçues à une même date, le président voit à l'acquittement de ces réclamations au *prorata*.

28. Les dispositions de l'article 27 s'appliquent, en les adaptant, au paiement de l'amende et des frais imposés à un titulaire ou à son représentant en vertu du chapitre VI de la Loi.

29. Lorsqu'un jugement a été exécuté conformément aux articles 27 ou 28, le titulaire du permis doit parfaire le cautionnement fourni de façon à ce que le montant de ce cautionnement satisfasse en tout temps aux exigences des articles 12 ou 13 selon le cas.

§3. Transfert de permis en cas de décès du titulaire

30. En cas de décès du titulaire d'un permis, l'héritier, l'exécuteur testamentaire, le représentant légal ou l'administrateur de la succession, selon le cas, peut, après avoir donné un avis écrit de ce décès au président, obtenir de ce dernier l'autorisation de poursuivre les activités autorisées par le permis jusqu'à son expiration.

31. La poursuite des activités pour la période mentionnée à l'article 30 se fait sur le paiement de droits au montant de 10 \$.

En pareil cas, le cautionnement doit prévoir qu'il continuera d'être en vigueur.

32. Si l'administration de la succession nécessite la poursuite des activités au-delà de la date d'expiration du permis, le président peut délivrer un permis à une personne mentionnée à l'article 30 en sa qualité d'héritier, d'exécuteur testamentaire, de représentant légal ou d'administrateur de la succession, selon le cas.

La durée de validité de ce permis ne peut excéder 12 mois.

33. Le permis visé à l'article 32 est délivré après l'accomplissement des formalités et conditions requises d'un demandeur, mais le montant des droits à payer en vertu de l'article 14 est réduit de moitié.

SECTION IV RÉCEPTION D'UNE SOMME D'ARGENT ET REDDITION DE COMPTE

§1. Réception d'une somme d'argent

34. Un titulaire de permis doit remettre un reçu au débiteur pour le compte duquel il reçoit un paiement en espèces.

Un tel reçu doit également être remis, sur demande écrite, à un débiteur dont le paiement a été effectué autrement qu'en espèces.

35. Le reçu prévu à l'article 34 doit mentionner :

- a) la date du paiement et la date de l'émission du reçu ;
- b) le nom du débiteur ;
- c) le montant reçu et le mode suivant lequel le paiement a été effectué ;
- d) le nom du créancier et la dette en regard de laquelle le montant a été reçu ;
- e) le nom de la personne qui a effectué le paiement s'il s'agit d'une personne autre que le débiteur ;
- f) le nom du titulaire du permis ;
- g) le solde de la créance à recouvrer.

36. Le reçu prévu à l'article 34 doit être fourni au débiteur dans les 10 jours du paiement en espèces ou, selon le cas, de la réception de la demande d'un reçu et doit être signé par le titulaire du permis ou son représentant.

37. Toute somme d'argent reçue par un titulaire de permis doit être déposée dans un compte en fiducie dans les 7 jours de la réception.

38. Un titulaire de permis doit conserver dans le dossier du débiteur une copie de tout reçu qu'il émet conformément à la présente section.

39. Un titulaire de permis est dispensé de l'obligation prévue à l'article 34 à l'égard d'un paiement mentionné à l'article 43.

§2. Reddition de compte et remise

40. Un titulaire de permis doit rendre compte par écrit au créancier du montant recouvré pour lui et lui remettre la somme perçue, après déduction des frais de recouvrement, au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois où un montant a été recouvré.

41. Si, à l'expiration d'un délai de 5 mois de la date de la remise prévue à l'article 40, le titulaire de permis ne peut rendre compte au créancier ni lui faire remise des sommes reçues à cause d'un fait qui dépend uniquement du créancier, ce titulaire de permis doit en faire remise au ministre des Finances qui les conserve conformément à la Loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., c. D-5).

42. Un titulaire de permis doit, sans frais, rendre compte au débiteur par écrit de l'état de sa dette dans les 10 jours de la réception d'une demande écrite du débiteur à cet effet en indiquant :

- a) la date de la reddition de compte ;
- b) le nom du créancier ;
- c) le montant initial de la créance à recouvrer ;
- d) la date et le montant de chaque versement imputé à cette créance depuis l'avis de réclamation, s'il s'agit d'une première reddition de compte, ou, selon le cas, depuis la dernière reddition de compte ;
- e) le solde de la créance ;
- f) le nom du titulaire du permis.

43. Un titulaire de permis doit faire parvenir, sans frais, au débiteur une quittance rédigée suivant la formule N-40, dont le texte figure en annexe, dans les 10 jours de la réception d'un paiement qui, suite à un compromis, est accepté comme final.

Un titulaire de permis, qui fournit au débiteur un reçu contenant les mentions prévues à l'article 35, est dispensé de remettre une quittance lorsque ce reçu indique que la dette est éteinte.

SECTION V AVIS DE RÉCLAMATION ET MANDAT

44. L'avis de réclamation prévu au paragraphe 1 du premier alinéa de l'article 34 de la Loi doit être conforme à la formule N-41 dont le texte figure en annexe.

45. Le mandat prévu à l'article 32 de la Loi doit être conforme à la formule N-42 dont le texte figure en annexe.

46. Est exempté de l'application de l'article 32 de la Loi, une créance à recouvrer au Québec dont le mandat de recouvrement émane de l'extérieur du Québec à la condition que ce mandat soit consigné dans un écrit.

SECTION VI REGISTRES ET DOSSIERS

47. Un titulaire de permis doit maintenir un registre où il inscrit eu égard à chaque créance à recouvrer d'un débiteur :

- a) le nom et l'adresse du débiteur ;
- b) le nom et l'adresse du créancier ;
- c) le montant de la créance à recouvrer ;
- d) la date de chaque paiement, son montant et le mode suivant lequel il a été effectué ;
- e) le nom de la personne qui a effectué le paiement s'il s'agit d'une personne autre que le débiteur ;
- f) le solde de la créance après chaque paiement ;
- g) la date du mandat prévu à l'article 32 de la Loi ou de l'écrit exigé à l'article 46 ;
- h) la date de l'envoi de l'avis de réclamation prévu au paragraphe 1 du premier alinéa de l'article 34 de la Loi ;
- i) la date et la nature de tout autre écrit adressé au débiteur ;
- j) la date de réception de l'avis du débiteur prévu au paragraphe 2 du premier alinéa de l'article 34 de la Loi ;
- k) la date et la nature de tout autre écrit reçu du débiteur ;
- l) la date et la nature de tout écrit envoyé à une personne autre que le débiteur, sauf lorsqu'il est adressé au créancier ;
- m) la date et l'identité de toute personne autre que le créancier, avec qui communique le titulaire ou son représentant autrement que par écrit ;
- n) la date de tout reçu remis conformément à l'article 34 ;
- o) la date de toute reddition de compte faite conformément à l'article 42 ;
- p) la date de toute quittance ou de tout reçu prévus à l'article 43 ; et
- q) la date de tout renseignement transmis suivant les articles 52 ou 53.

48. Un titulaire de permis doit conserver dans un dossier maintenu pour chaque débiteur :

- a) une copie des pièces justificatives de toute créance à recouvrer du débiteur lorsque ces pièces lui ont été fournies par le créancier ;
- b) une copie, eu égard à chaque créance à recouvrer du débiteur, des écrits ou documents mentionnés aux paragraphes g, h, i, j, k, l, n, o, p et q de l'article 47.

49. Malgré le paragraphe b de l'article 48, la conservation des pièces mentionnées aux paragraphes g, h, i et l de l'article 47 n'est pas requise lorsqu'une mention apparaissant au registre permet d'en reconstituer le contenu intégral.

50. Un titulaire de permis doit maintenir un registre des comptes en fiducie où il inscrit la date et le montant de toute somme d'argent reçue pour le compte d'autrui ainsi que la date de chaque retrait, le montant et le nom du bénéficiaire.

SECTION VII RENSEIGNEMENTS

51. Un titulaire de permis doit, dans les 10 jours d'un changement de l'endroit où un compte en fiducie est tenu ou d'un changement dans le numéro d'un compte en fiducie, en informer par écrit le président en lui indiquant, le cas échéant, l'endroit où le nouveau compte en fiducie est tenu et le nouveau numéro de ce compte.

52. Un titulaire de permis doit, sans frais, fournir les renseignements suivants au débiteur qui lui en fait la demande par écrit et ce dans les 10 jours de la réception de cette demande :

- a) la date de la créance à recouvrer ;
- b) le nom du créancier ;
- c) l'adresse du lieu où la créance à recouvrer a été contractée ;
- d) la nature de la créance à recouvrer.

Un titulaire de permis qui fait parvenir au débiteur une copie de la pièce justificative de la créance à recouvrer satisfait à l'obligation prévue au premier alinéa.

53. Un titulaire de permis doit, sans frais, faire parvenir au débiteur une copie de la pièce justificative de la créance à recouvrer dans les 30 jours de la réception d'une demande écrite du débiteur à cet effet.

54. Un titulaire de permis doit, chaque année, fournir au président des états financiers établis de manière à pré-

senter fidèlement la situation financière de l'entreprise à la date de la fin de son dernier exercice complété, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette même date.

55. Les états financiers fournis par une corporation doivent comporter :

- a) un bilan ;
- b) un état des bénéfices non répartis ;
- c) un état de l'évolution de la situation financière ; et
- d) un état des résultats.

56. Les états financiers fournis par un individu ou une société doivent comporter :

- a) un bilan ;
- b) un état du capital ;
- c) un état de l'évolution de la situation financière ; et
- d) un état des résultats.

57. Les états financiers fournis en vertu de la présente section doivent être préparés selon les principes comptables généralement reconnus, par un comptable membre d'une corporation professionnelle reconnue par le Code des professions (L.R.Q., c. C-26) et porter la signature d'une personne autorisée de l'entreprise.

58. Le titulaire de permis doit annexer aux états financiers les renseignements suivants se rapportant à la période couverte par les états financiers :

- a) le total des montants recouvrés des débiteurs ;
- b) le montant des sommes déposées en fiducie ;
- c) le montant des sommes remises aux créanciers ;
- d) le montant des sommes remises au ministre des Finances conformément à l'article 41 et la date de ces remises ;
- e) le montant des sommes payées par la caution ou le titulaire à une personne suite à un recours civil fondé sur l'article 49 de la Loi.

59. Les états financiers exigés par la présente section doivent être fournis dans les 6 mois qui suivent la fin de l'exercice financier.

SECTION VIII

DISPOSITION TRANSITOIRE ET FINALE

60. Un titulaire de permis n'est pas assujéti aux articles 38, 47, 48 et 49 eu égard à une créance pour laquelle un paiement a été effectué avant le 1^{er} juillet 1981.

FORMULE N-34

(a. 6)

DEMANDE DE PERMIS D'AGENT DE RECouvreMENT

À l'usage exclusif de l'Office de la protection du consommateur

Classe : Droits perçus : Date :

Demande examinée par : Date :

Numéro de permis : Valide jusqu'au :

S'il s'agit d'une demande de renouvellement de permis, veuillez inscrire le numéro de permis :

1. Nom du demandeur :

2. Adresse du principal établissement au Québec :

Code postal : Tél. :

3. Date du début des activités d'agent de recouvrement au Québec :

4. Nombre d'établissements au Québec : (annexer la liste de leurs adresses)

5. Si le demandeur est une personne physique, inscrire :

a) la date de naissance :

b) le numéro d'assurance sociale :

6. Le demandeur exerce-t-il, seul ou en société, un autre commerce assujéti à un permis exigé par une loi dont l'Office de la protection du consommateur doit surveiller l'application ?

oui ☐ non ☐

7. Dans l'affirmative, fournir les renseignements suivants :

Nom ou dénomination sociale :

Adresse : Tél. :

Nature du commerce :

Numéro de permis :

8. Total des montants recouvrés au cours du dernier exercice financier :

9. Nombre de représentants :

10. Le demandeur est-il titulaire d'un permis ou d'une licence d'agent de recouvrement ailleurs qu'au Québec ?

oui ☐ non ☐

Endroit : (province, état ou pays) N° de permis ou de licence :

11. Le demandeur s'est-il déjà vu refuser un permis d'agent de recouvrement ?

oui ☐ non ☐

12. Dans l'affirmative, préciser :

13. Le demandeur est-il un failli non libéré ?

oui ☐ non ☐

14. Dans l'affirmative, préciser : (raisons, numéro du dossier de la cour)

15. Le demandeur a-t-il été déclaré coupable au cours des 3 années précédentes :

a) d'une infraction à une loi ou à un règlement dont l'Office doit surveiller l'application ?

oui ☐ non ☐

b) d'un acte criminel ?

oui ☐ non ☐

c) d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité en vertu de la partie VII ou en vertu des articles 381 ou 383 du Code criminel (S.R.C., 1970, c. C-34) ?

oui ☐ non ☐

16. Dans l'affirmative, préciser : (nature de l'infraction, date du jugement, numéro de dossier de la cour, etc.)

17. La présente demande est accompagnée des documents suivants :

1) copie de la déclaration de raison sociale si le demandeur est une personne physique qui exploite une agence de recouvrement sous une raison sociale (ne pas tenir compte de ceci s'il s'agit d'une demande de renouvellement de permis et que la copie de la déclaration de raison sociale est identique) ☐

2) liste des nom et adresse des représentants du demandeur ☐

3) cautionnement :

a) police individuelle de garantie ☐

b) certificat de membre couvert par police collective de garantie ☐

c) espèce ☐ chèque visé ☐ mandat-poste ☐ mandat de banque ☐ ordre de paiement ☐

d) obligation ☐

4) droits : chèques ☐ mandat-poste ☐ mandat de banque ☐ ordre de paiement ☐

Tout chèque, mandat-poste, mandat de banque ou ordre de paiement doit être fait à l'ordre du ministre des Finances.

18. Le demandeur accepte de fournir tous les renseignements supplémentaires pertinents exigés par l'Office de la protection du consommateur. Si le demandeur est une société ou une corporation, il doit fournir les renseignements supplémentaires suivants :

19. L'un des associés ou des administrateurs est-il un failli non libéré ?

oui ☐ non ☐

20. Dans l'affirmative, préciser :

Nom : Numéro du dossier de la cour :

Nom : Numéro du dossier de la cour :

21. L'un des associés ou des administrateurs a-t-il été déclaré coupable, au cours des 3 années précédentes :

a) d'une infraction à une loi ou à un règlement dont l'Office doit surveiller l'application ?

oui ☐ non ☐

b) d'un acte criminel ?

oui ☐ non ☐

c) d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité en vertu de la partie VII ou en vertu des articles 381 ou 383 du Code criminel ?

oui ☐ non ☐

22. Dans l'affirmative, préciser : (nature de l'infraction, date du jugement, numéro du dossier de la cour, etc.)

23. La présente demande est accompagnée des documents suivants :

a) copie de la déclaration de société ou, selon le cas, copie des lettres patentes et lettres patentes supplémentaires ou de tout autre acte constitutif (ne pas tenir compte de ceci s'il s'agit d'une demande de renouvellement de permis) ☐

b) liste des nom, date de naissance, numéro d'assurance sociale, adresse personnelle et fonction des associés ou des administrateurs dans la société ou dans la corporation. ☐

24. Date de l'exercice financier du demandeur :

25. Si le demandeur est une corporation étrangère, il doit fournir une copie du permis émis en vertu de la Loi sur les compagnies étrangères (L.R.Q., c. C-46).

Je,, demandeur ou signataire autorisé de la société ou de la corporation, déclare que les renseignements fournis dans la présente demande et dans toutes pièces ci-annexées sont véridiques et complets.

Signé à ce
jour de mois 19...

.....
Signature du demandeur ou du signataire autorisé

.....
Fonction dans la société ou dans la corporation

Toute fausse déclaration rend le demandeur passible des sanctions prévues dans la Loi sur le recouvrement de certaines créances (L.Q., 1979, c. 70 ; après refonte : L.R.Q., c. R-2.2).

FORMULE N-35

(a. 19)

CAUTIONNEMENT PAR POLICE INDIVIDUELLE DE GARANTIE

CAUTIONNEMENT N° SOMME \$

Nous,, ci-après appelé débiteur principal et nous,, ci-après appelé caution, sommes obligés solidairement envers le ministre des Finances du Québec, ci-après appelé bénéficiaire, pour la somme de dollars(... \$), monnaie légale du Canada, au paiement de laquelle nous nous engageons ainsi que nos héritiers, nos exécuteurs, nos administrateurs, nos successeurs et nos représentants légaux respectifs.

ATTENDU QUE le débiteur principal exerce ou projette d'exercer l'activité d'agent de recouvrement.

ATTENDU QUE l'exercice de cette activité oblige, suivant la Loi sur le recouvrement de certaines créances (L.Q., 1979, c. 70 ; après refonte : L.R.Q., c. R-2.2), ci-après appelée Loi, le débiteur principal à fournir un cautionnement dans le but de garantir d'abord le paiement du capital, des intérêts et des frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre le débiteur principal ou son représentant en vertu de l'article 49 de la Loi et ensuite le paiement de l'amende et des frais imposés au débiteur principal ou à son représentant en vertu du chapitre VI de la Loi.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE le présent cautionnement est valide pour toute la durée du permis et que la caution ne peut y mettre fin que moyennant un avis écrit d'au moins 3 mois au président de l'Office de la protection du consommateur.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE le présent cautionnement continuera d'être en vigueur malgré le transfert du permis du débiteur principal, effectué conformément à la Loi et au Règlement d'application de la Loi sur le recouvrement de certaines créances (R.R.Q., c. R-2.2, r.1).

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE le débiteur principal et la caution s'engagent solidairement à payer d'abord le capital, les intérêts et les frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre le débiteur principal ou son représentant en vertu de l'article 49 de la Loi et ensuite à payer l'amende et les frais imposés au débiteur principal ou à son représentant en vertu du chapitre VI de la Loi.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE la responsabilité totale de la caution en vertu du présent cautionnement ou de tout renouvellement de celui-ci est limitée à la somme mentionnée ci-dessus ou à toute autre somme qui y sera substituée au moyen d'un avenant ou d'un certificat de continuation.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE, malgré l'expiration du présent cautionnement, la caution demeurera obligée en vertu du présent cautionnement à la condition que l'action civile soit intentée dans le délai prescrit par la Loi, et la poursuite pénale dans le délai prescrit par la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., c. P-15) et que la faute qui fait l'objet du jugement civil ou de la condamnation au pénal ait été commise à un moment où le présent cautionnement était en vigueur.

EN FOI DE QUOI le débiteur principal a signé les présentes et la caution y a apposé sa signature et son sceau.

Signé à

ce jour de

19...

.....
Témoïn

.....
Débiteur principal

Signé à

ce jour de

19...

.....
Sceau de la caution

.....
Signature de la personne dûment
autorisée

FORMULE N-36

(a. 20)

CAUTIONNEMENT PAR POLICE COLLECTIVE DE GARANTIE

CAUTIONNEMENT N°

Nous,, ci-après appelé caution, nous portons caution solidaire de tout membre du groupe ci-après désigné :

.....

Cet engagement est pris envers le ministre des Finances du Québec, ci-après appelé bénéficiaire, pour la somme exigée du membre concerné de ce groupe par les articles 12 ou 13, selon le cas, du Règlement d'application de la Loi sur le recouvrement de certaines créances (R.R.Q., c. R-2.2, r. 1), ci-après appelée Loi, en monnaie légale du Canada, somme au paiement de laquelle nous nous engageons solidairement envers le bénéficiaire avec ce membre, ainsi que nos héritiers, nos exécuteurs, nos administrateurs, nos successeurs et nos représentants légaux respectifs.

ATTENDU QUE chacun des membres du groupe ci-dessus désigné exerce ou projette d'exercer l'activité d'agent de recouvrement.

ATTENDU QUE l'exercice de cette activité oblige, suivant la Loi, chacun des membres de ce groupe à fournir un cautionnement dans le but de garantir d'abord le paiement du capital, des intérêts et des frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre ce membre ou son représentant en vertu de l'article 49 de la Loi et ensuite le paiement de l'amende et des frais imposés à ce membre ou à son représentant en vertu du chapitre VI de la Loi.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE le présent cautionnement est valide pour 2 ans à compter du jour de, 19... jusqu'au jour de 19...

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE la caution ne peut mettre fin au présent cautionnement à l'égard d'un membre du groupe ci-dessus désigné ou à l'égard du groupe entier que moyennant un avis écrit d'au moins 3 mois au président de l'Office de la protection du consommateur.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE le présent cautionnement continuera d'être en vigueur malgré le transfert du permis d'un membre du groupe ci-dessus désigné, effectué conformément à la Loi et au Règlement d'application de la Loi sur le recouvrement de certaines créances.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE la caution s'engage solidairement avec chacun des membres du groupe ci-dessus désigné à payer d'abord le capital, les intérêts et les frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre ce membre ou son représentant en vertu de l'article 49 de la Loi et ensuite à payer l'amende et les frais imposés à ce membre ou à son représentant en vertu du chapitre VI de la Loi.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE la responsabilité totale de la caution en vertu du présent cautionnement ou de tout renouvellement de celui-ci est limitée à la somme exigée d'un membre par les articles 12 ou 13, selon le cas, du Règlement d'application de la Loi sur le recouvrement de certaines créances.

IL EST ENTENDU ET CONVENU QUE, malgré l'expiration du présent cautionnement, la caution demeurera obligée en vertu du présent cautionnement à la condition que l'action civile soit intentée dans le délai prescrit par la Loi, et la poursuite pénale dans le délai prescrit par la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., c. P-15) et que la faute qui fait l'objet du jugement civil ou de la condamnation au pénal ait été commise à un moment où le présent cautionnement était en vigueur.

EN FOI DE QUOI nous avons apposé notre signature et notre sceau à ce jour de 19...

.....
Sceau de la caution

.....
Signature de la personne dûment
autorisée

IL EST ENTENDU QUE le présent cautionnement est valide pour toute la durée du permis et que le demandeur ne peut y mettre fin que moyennant un avis écrit d'au moins 3 mois au président de l'Office de la protection du consommateur.

IL EST ENTENDU QUE le présent cautionnement continuera d'être en vigueur malgré le transfert du permis du demandeur, effectué conformément à la Loi et au Règlement d'application de la Loi sur le recouvrement de certaines créances (R.R.Q., c. R-2.2, r. 1).

IL EST ENTENDU QUE le demandeur s'engage à payer d'abord le capital, les intérêts et les frais taxés accordés par tout jugement final prononcé contre le demandeur ou son représentant en vertu de l'article 49 de la Loi et ensuite à payer l'amende et les frais imposés au demandeur ou à son représentant en vertu du chapitre VI de la Loi.

IL EST ENTENDU QUE la responsabilité du demandeur à titre de caution est limitée à la somme mentionnée ci-dessus.

IL EST ENTENDU QUE la responsabilité du demandeur à titre de débiteur principal n'est aucunement limitée par les termes du présent cautionnement.

IL EST ENTENDU QUE, malgré l'expiration du présent cautionnement, le demandeur demeurera obligé à titre de caution à la condition que l'action civile soit intentée dans le délai prescrit par la Loi, et la poursuite pénale dans le délai prescrit par la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., c. P-15) et que la faute qui fait l'objet du jugement civil ou de la condamnation au pénal ait été commise à un moment où le présent cautionnement était en vigueur.

EN FOI DE QUOI le demandeur a signé les présentes ce jour de 19...

.....
Demandeur

FORMULE N-39

(a. 1 et 24)

CERTIFICAT DE MEMBRE

Nom de la caution :

Numéro du certificat :

Nous, caution du groupe ci-après désigné en vertu de la police collective de garantie no émise le jour de 19..., certifions que est membre dudit groupe et est couvert par cette police collective de garantie.

.....
Sceau de la caution Personne dûment autorisée

FORMULE N-40

(a. 43)

QUITTANCE

(Règlement d'application de la Loi sur le recouvrement de certaines créances (R.R.Q., c. R-2.2, r. 1, a. 43))

.....
(numéro de permis du titulaire)

Date :
(date de la quittance)

.....
(nom ou dénomination sociale du titulaire de permis)

.....
(adresse du titulaire de permis)

.....
(nom du débiteur)

.....
(adresse du débiteur)

.....
(nom du créancier de la créance à recouvrer)

.....
(montant de la créance à recouvrer)

En considération du paiement au montant de\$ effectué en date du, nous donnons par les présentes à ses héritiers,

successeurs et ayants droit, une quittance complète et finale de la créance au montant de\$ que nous avons mandat de recouvrer de ce débiteur.

FORMULE N-41

(a. 44)

AVIS DE RÉCLAMATION

(Loi sur le recouvrement de certaines créances (L.R.Q., c. R-2.2, a. 34))

.....
(numéro de permis du titulaire)

Date :
(date de l'envoi de l'avis de réclamation)

Lieu :
(lieu de l'envoi de l'avis de réclamation)

.....
(nom ou dénomination sociale du titulaire de permis)

.....
(adresse du titulaire de permis)

.....
(nom du débiteur)

.....
(adresse du débiteur)

.....
 (nom du créancier de la créance à recouvrer)

.....
 (montant de la créance à recouvrer)

(Libellé de l'avis de réclamation)

.....

 Le débiteur aura avantage à connaître la Loi sur le recouvrement de certaines créances et, au besoin, à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur.

FORMULE N-42

(a. 45)

MANDAT DE RECouvreMENT

(Loi sur le recouvrement de certains créances (L.R.Q., c. R-2.2, a. 32)

.....
 (numéro de permis du titulaire)

Date :
 (date du mandat de recouvrement)

Lieu :
 (lieu du mandat de recouvrement)

.....
 (nom ou dénomination sociale du titulaire de permis)

.....
 (adresse du titulaire de permis)

.....
 (nom du créancier de la créance à recouvrer)

.....
 (adresse du créancier de la créance à recouvrer)

(Conditions du mandat de recouvrement)



c. R-4, r.1

Règlement de régie interne de la Régie de l'assurance automobile du Québec

Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec (L.R.Q., c. R-4)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Siège social : La Régie de l'assurance automobile du Québec a son siège social à l'endroit déterminé par le gouvernement. La Régie peut avoir, en outre, des bureaux aux endroits qu'elle détermine par résolution.

2. Sceau : Le sceau corporatif de la Régie est celui dont l'impression apparaît ici en marge.

SECTION II SÉANCES DE LA RÉGIE

3. Lieu et fréquence : La Régie tient ses séances au siège social ou à tout autre endroit au Québec fixé dans l'avis de convocation. Les séances ont lieu aussi souvent que l'intérêt de la Régie l'exige, mais au moins une fois par mois.

4. Convocation : Une séance de la Régie est convoquée sur l'ordre du président ou du vice-président en cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président.

Le président est tenu de convoquer une séance de la Régie sur demande écrite de 2 membres et s'il n'accède pas à cette requête dans les 48 heures de la réception de la demande, ces membres peuvent convoquer eux-mêmes cette séance par avis écrit transmis à tous les membres du conseil d'administration au plus tard le jour précédant la séance.

5. Avis : Sous réserve du deuxième alinéa de l'article 4, une séance de la Régie est convoquée par un avis écrit du secrétaire à tous les membres du conseil d'administration au plus tard le jour précédant cette séance ; au cas d'urgence, cet avis peut être donné par télégramme ou verbalement.

6. Séance du Fonds d'indemnisation : L'avis requis pour la convocation d'une séance du Fonds d'indemnisation constitué en vertu de la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., c. A-25) tient lieu d'avis de convocation pour une séance de la Régie qui débute dans l'heure qui suit la levée

de la séance du Fonds d'indemnisation pour laquelle l'avis a été donné.

7. Dérogation : Il peut être dérogé aux formalités et au délai de convocation si tous les membres y consentent par écrit.

Un membre peut toujours renoncer à l'avis de convocation relatif à une séance particulière à condition de le faire par écrit ; cette renonciation peut être faite avant ou après la séance à laquelle l'avis aurait dû se rapporter et elle équivaut, à toute fin que de droit et quant au membre qui la signe, à la signification de tel avis.

La présence d'un membre du conseil d'administration à une séance ou partie de séance constitue de la part de ce membre une renonciation à l'avis de convocation qui aurait dû ou pu être donné relativement à cette séance ainsi qu'un consentement à la continuation de cette séance pour discuter des affaires qui y sont présentées.

8. Présidence : Les séances de la Régie sont présidées par le président ou, au cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier, par le vice-président.

Le président de la séance décide de la procédure qui doit être suivie lors de la séance.

9. Quorum : Le quorum du conseil d'administration est de 3 membres, dont le président ou le vice-président dans le cas où ce dernier remplace le président.

S'il n'y a pas quorum à une séance, celle-ci peut être ajournée à un moment ultérieur du même jour ou à un jour postérieur à celui de cette séance sur simple décision d'au moins 2 membres présents.

10. Vote : Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des membres présents. Ce vote est donné verbalement. Le vote peut également avoir lieu par scrutin secret sur requête de 2 membres ou du président. Une demande de vote par scrutin secret peut être retirée en tout temps avant le début du scrutin par celui qui en a fait la demande.

À moins que le vote par scrutin secret ne soit ainsi demandé, la déclaration par le président de la séance qu'une résolution a été adoptée à l'unanimité ou par une majorité quelconque, ou n'a pas été adoptée, fait preuve *ipso facto*.

11. Vote sur un règlement de régie interne : Malgré l'article 10, une décision relative à l'adoption, à la modification ou à l'abrogation d'un règlement de régie interne ou

relative à une délégation de pouvoirs ou de fonctions autorisée par l'article 52 de la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., c. A-25), doit être adoptée par le vote d'au moins 3 membres au cours d'une séance où au moins 4 membres sont présents.

12. Vote prépondérant : En cas d'égalité des voix, le président ou le vice-président au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, a un vote prépondérant sur une question soumise au conseil d'administration, que le vote ait lieu verbalement ou par scrutin secret. Le président ou le vice-président le cas échéant, peut exercer son droit au vote prépondérant.

13. Ajournement : Une séance peut être ajournée, par résolution, à un moment ou une date subséquente et un nouvel avis de convocation n'est pas alors nécessaire.

14. Résolution : Une résolution signée par tous les membres du conseil d'administration a la même valeur et le même effet que si elle avait été adoptée à une séance dûment convoquée et régulièrement constituée. Une telle résolution est portée au procès-verbal de la séance qui suit la date de sa signature.

15. Documents authentiques :

1) Les avocats membres du service juridique sont autorisés à certifier, à la place du secrétaire, les documents suivants :

a) les décisions et les copies des décisions du conseil d'administration relatives à des demandes d'indemnités ; et

b) les décisions et les copies des décisions du comité interne des rentes à long terme.

2) Le directeur du Bureau de révision, M. Jacques Gosselin, et Me Gaétan Hallé sont autorisés à certifier, à la place du secrétaire, les décisions et les copies des décisions du Bureau de révision.

SECTION III COMITÉ DE VÉRIFICATION

16. Objectifs : Le comité de vérification est formé dans le but de permettre au conseil d'administration d'évaluer l'efficacité des contrôles internes et financiers de la Régie et de s'assurer que les exigences propres à une saine gestion sont respectées.

17. Mandat : Le mandat du comité consiste à :

a) examiner le programme de vérification interne de la Régie, l'orienter et étudier au besoin tout rapport de vérification interne ;

b) rencontrer le vérificateur général pour s'informer de la nature et de l'étendue de ses travaux à la Régie avant chaque programme annuel, suivre la progression de ses analyses et discuter avec lui de ses recommandations ;

c) revoir les états financiers de la Régie ; et

d) assumer tout mandat spécial que lui confie le conseil d'administration.

18. Composition : Le comité est formé de 3 membres du conseil d'administration.

Le président de la Régie est d'office membre du comité de vérification. Les autres membres sont choisis par le conseil d'administration. Ils sont nommés pour un terme d'un an. Après l'expiration de ce terme, ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés à nouveau.

Le conseil d'administration peut remplacer un membre du comité de vérification, autre que le président de la Régie, qui n'est plus en fonction comme membre du conseil d'administration ou qui a donné sa démission comme membre du comité de vérification. Le conseil peut également remplacer un membre du comité autre que le président de la Régie, qui n'assiste pas à 2 réunions consécutives du comité.

19. Réunions : Le comité doit tenir au moins 2 réunions par année.

20. Quorum : Le quorum du comité est de 2 membres.

21. Procédure : Les membres du comité choisissent parmi eux leur président. Ils établissent eux-mêmes les règles relatives à la procédure et à la convocation de leurs réunions.

22. Rapport au conseil d'administration : Le comité doit faire rapport de ses activités au conseil d'administration au moins 2 fois par année.

23. Rémunération : Les membres du comité, à l'exception du président de la Régie, reçoivent, pour chaque séance du comité à laquelle ils assistent, la même allocation que celle qui leur est versée pour leur présence à une séance du conseil d'administration.

Ils ont également droit au remboursement de leurs frais de voyage et de séjour selon les modalités qui s'appliquent relativement aux séances du conseil d'administration.

SECTION IV FONCTIONS ET POUVOIRS

24. Président : Le président remplit toutes les fonctions inhérentes à cette charge et toutes les tâches qui peuvent lui être confiées par la Régie ou par la loi. Sans limiter la portée de ce que précède, les fonctions du président sont principalement de :

a) préparer et présider toutes les séances du conseil d'administration de la Régie et inviter à assister à telle séance toute personne qu'il juge à propos d'inviter ;

b) soumettre des politiques et des propositions au conseil d'administration pour fins d'étude et d'approbation ;

c) renseigner les membres du conseil d'administration sur toute question de politique générale et sur les activités de la Régie ;

d) voir à l'application des règlements de la Régie et s'assurer que les décisions de la Régie sont exécutées ;

e) signer seul ou avec toute autre personne désignée par résolution, les documents et les actes du ressort de la Régie ;

f) représenter la Régie en tant que porte-parole officiel ;

g) exercer à l'égard du personnel de la Régie les pouvoirs que la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1) attribue aux sous-chefs de ministère, conformément à l'article 12 de la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec (L.R.Q., c. R-4) ;

h) remplir les autres fonctions qui peuvent lui être attribuées par le conseil d'administration ;

i) faire exécuter sous sa surveillance et son contrôle par les personnes qu'il désigne, sauf dans le cas des pouvoirs délégués d'office par la loi ou les règlements au vice-président ou à une autre personne, certains des pouvoirs et fonctions énumérés au présent article.

25. Vice-président : Le vice-président exerce les pouvoirs et attributions du président, en cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier, et les pouvoirs qui peuvent lui être confiés par le conseil d'administration ou par la loi.

26. Secrétaire : Le secrétaire remplit toutes les fonctions généralement afférentes à cette charge et celles qui peuvent lui être assignées par la Régie ou par le président. Sans limiter la portée de ce qui précède, les fonctions du secrétaire sont principalement de :

a) donner tous les avis de convocation ;

b) rédiger les procès verbaux ;

c) conserver les archives et les documents officiels de la Régie ;

d) rédiger et communiquer aux intéressés les décisions de la Régie, à l'exception de celles rendues en première instance par des fonctionnaires désignés en vertu de l'article 52 de la Loi sur l'assurance automobile ;

e) garder le sceau de la Régie.

27. Secrétaire-adjoint : Le secrétaire-adjoint assume les devoirs et responsabilités du secrétaire en cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier.

SECTION V PERSONNEL DE DIRECTION

28. Directeurs : Le personnel de direction est composé des directeurs suivants :

a) le directeur général ;

b) le directeur du service juridique ;

c) le directeur général adjoint aux opérations ;

d) le directeur général adjoint à l'administration ;

e) tout autre directeur dont le poste a été prévu dans l'organigramme approuvé par l'arrêté en conseil 486-78 du 22 février 1978.

29. Directeur général : Le président est d'office directeur général de la Régie. En tant que directeur général, il s'occupe de l'administration courante de la Régie dans le cadre de ses règlements de régie interne. Il remplit à cet égard tous les devoirs généralement afférents à cette charge. Il peut faire exécuter, sous sa surveillance et son contrôle, par les personnes qu'il désigne, certains des pouvoirs et fonctions de sa charge.

Directeur du service juridique : Sous l'autorité du directeur général, le directeur du service juridique a la responsabilité du service juridique et doit veiller à fournir au président et à la Régie les opinions et interprétations légales nécessaires à l'administration des lois et règlements administrés par la Régie.

Il est chargé d'assurer la rédaction, la révision ou l'approbation des textes de lois, règlements ou décrets relatifs au régime d'assurance automobile.

Il doit également veiller à ce que soit représentée la Régie dans toute procédure intentée où elle a intérêt et effectue toute autre tâche qui lui est confiée par le directeur général ou la Régie.

Directeur général adjoint aux opérations : Sous l'autorité du directeur général, le directeur général adjoint aux opérations doit planifier, coordonner et contrôler les acti-

vités des services responsables de la perception des contributions fixées par la Loi sur l'assurance automobile, et de l'indemnisation des victimes d'accidents causés par une automobile.

Il effectue également toute autre tâche qui lui est confiée par le directeur général ou la Régie.

Directeur général adjoint à l'administration : Sous l'autorité du directeur général, le directeur général adjoint à l'administration doit voir à ce que les programmes de gestion financière, de gestion de personnel et de matériel soient élaborés et mis en application.

Il effectue également toute autre tâche qui lui est confiée par le directeur général ou la Régie.

30. Fonctions des autres directeurs : Les responsabilités et fonctions des autres directeurs sont établies par le directeur général.

SECTION VI CUMUL DES FONCTIONS

31. Cumul des fonctions : La même personne peut détenir plus d'une fonction.

SECTION VII DÉCLARATIONS

32. Déclarations : Le président a autorité pour désigner une personne de la Régie pour faire au nom de celle-ci une déclaration requise par la loi, sous serment ou non, dans le cadre d'une procédure judiciaire ou autrement.

SECTION VIII EFFET DE COMMERCE ET SIGNATURE DE CHÈQUES

33. Tous les chèques, traites, billets ou autres effets négociables sont signés, tirés, acceptés ou endossés par la personne désignée, de temps à autre, par résolution du conseil d'administration sur recommandation du président.

La signature d'une personne sur un chèque ou autre lettre de change de la Régie peut être écrite, gravée, imprimée ou lithographiée ou autrement reproduite.

SECTION IX COMPTES DE BANQUE, GARDE DES VALEURS ET DÉPÔT DE SOMME D'ARGENT

34. Sur la recommandation du directeur général, le conseil d'administration nomme les banques à charte et d'épargne, les compagnies de fiducie et les caisses d'épar-

gne et de crédit dans lesquelles la Régie peut déposer de l'argent à demande et les endroits où peuvent être déposés les titres de la Régie.

35. Le conseil d'administration détermine les modalités dont il convient avec la Caisse de dépôt et placement du Québec et selon lesquelles celle-ci administre comme fonds distinct les sommes déposées auprès d'elle par la Régie.

SECTION X SIGNATURES

36. Le conseil d'administration peut, par résolution, désigner une personne qui est autorisée à agir pour la Régie et à signer, seule ou avec d'autres, tout acte ou document de la Régie et fixer également des conditions d'exercice au mandat de cette personne.

La signature d'une personne désignée en vertu du premier alinéa et la signature du président peuvent être écrites, gravées, imprimées, lithographiées ou autrement reproduites.

SECTION XI RENSEIGNEMENTS

37. Le président ou la personne qu'il désigne est seul autorisé à fournir à l'autorité compétente tout renseignement requis sur les opérations de la Régie.

A.C. 3767-77 du 10.11.77
A.C. 1609-78 du 17.05.78
A.C. 105-81 du 14.01.81
A.C. 570-81 du 25.02.81



c. R-5, r.1

Règlement sur les contributions au régime d'assurance-maladie du Québec

Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec
(L.R.Q., c. R-5, a. 35 et 36)

1. Dans le présent règlement, on entend par :

a) « Loi » : la section I du chapitre IV de la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., c. R-5), y compris ses modifications futures ;

b) « Règlement sur les impôts » : le Règlement sur les impôts (c. I-3, r.1).

2. Le chapitre 1 du titre XXVI du Règlement sur les impôts s'applique, en l'adaptant, à la remise de la contribution qu'un employeur est tenu de verser en vertu de l'article 34 de la Loi ainsi qu'à la déclaration devant accompagner cette remise ou devant être produite.

3. L'employeur doit produire annuellement une déclaration en la forme prescrite à l'égard des salaires sur lesquels il est tenu de verser une contribution en vertu de l'article 34 de la Loi ; le titre XXVII du Règlement sur les impôts s'applique, en l'adaptant, à cette déclaration.

4. Aux fins de l'article 34 de la Loi, un agent général, un fonctionnaire ou un préposé du Gouvernement du Québec, en service hors du Québec et qui résidait au Québec immédiatement avant sa nomination ou son emploi par le Gouvernement du Québec, est réputé se présenter au travail à un établissement de son employeur au Québec.



c. R-5, r.2

Règlement prescrivant à la Régie de l'assurance-maladie du Québec d'assumer le coût de certaines rémunérations payables par le gouvernement, ses ministères ou organismes aux professionnels de la santé

Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec
(L.R.Q., c. R-5, a. 8)

1. La Régie de l'assurance-maladie du Québec doit assumer, conformément au présent règlement, le coût des rémunérations qui sont payables par le gouvernement, ses ministères ou organismes aux professionnels de la santé pour services fournis en vertu des lois suivantes :

- a) Loi sur les shérifs (L.R.Q., c. S-7) ;
- b) Loi sur la probation et sur les établissements de détention (L.R.Q., c. P-26).

2. Lorsque la Régie assume, conformément au présent règlement, le coût des rémunérations qui sont payables par le gouvernement, ses ministères ou organismes aux professionnels de la santé pour services fournis, tout ministère ou organisme du gouvernement, doit avant d'être remboursé par la Régie, lui fournir, sur demande de son directeur général, un état de traitements versés aux professionnels de la santé, selon la forme et la teneur de la formule A. Cette formule doit être transmise trimestriellement à la Régie par le ministère ou organisme dont il s'agit, le ou avant le 15^e jour du mois qui suit la fin d'un trimestre. Elle doit être également transmise annuellement le ou avant le 15 novembre, indiquant les traitements à être versés aux professionnels de la santé au cours de la prochaine année financière.

3. La Régie verse mensuellement au ministère ou organisme dont il s'agit, un montant provisoire égal au total du coût de ces rémunérations prévues pour l'année financière divisé par 12. Le versement mensuel est effectué le dernier jour ouvrable du mois suivant celui pour lequel le versement s'applique. Le versement pour le troisième mois de chaque trimestre est égal à la différence entre le total des traitements versés aux professionnels de la santé pour ce trimestre, tel qu'il appert sur la formule A produite pour ce trimestre, et le total des versements mensuels effectués au cours des 2 premiers mois du trimestre. Le versement mensuel peut être retardé d'un nombre de jours ouvrables

égal au nombre de jours de retard dans la réception par la Régie de la formule A.

4. Au cours de l'année financière, les versements mensuels doivent être ajustés selon l'écart entre les traitements versés à cette date aux professionnels de la santé et le montant provisoire établi selon les rémunérations prévues pour l'année financière.

5. Aux fins du présent règlement, l'année financière commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars de l'année suivante.

6. Le chef ou le sous-chef du ministère ou organisme dont il s'agit est autorisé à obtenir du professionnel de la santé en cause les renseignements visés par la formule A.

(a. 2, 3 et 6)

ÉTAT DES TRAITEMENTS VERSÉS AUX PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

EMPLOYEUR	CODE	CLASSIFICATION	LOCALISATION
-----------	------	----------------	--------------

[illegible]

DATE _____

Signature de la personne autorisée

SM - SOINS MÉDICAUX
AH - ASSURANCE HOSPITALISATION
SH - SUBVENTIONS À L'HYGIÈNE
EU - ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE
A - AUTRES

COPIE DE LA RÉGIE

[illegible]

- | A | A |
|--------------|-----------------|
| 1 - SALAIRE | 5 - LECTURE |
| 2 - ACTE | 6 - CONTRAT |
| 3 - VACATION | 7 - TEMPS SUPP. |
| 4 - UNITÉ | 8 - AUTRES |



c. R-5, r.3

Règlement de régie interne de la Régie de l'assurance-maladie du Québec

Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., c. R-5)

SECTION I SIÈGE SOCIAL

1. Le siège social de la Régie de l'assurance-maladie du Québec est situé dans la ville de Sillery, au 1125 Chemin Saint-Louis. La Régie peut avoir, en outre, des bureaux aux autres endroits qu'elle détermine par résolution.

SECTION II SCEAU

2. Le sceau corporatif de la Régie est celui dont l'impression apparaît ici en marge.

SECTION III SÉANCES DE LA RÉGIE

3. La Régie tient ses séances au siège social ou à tout endroit du Québec fixé par la convocation. Elles ont lieu aussi souvent que l'intérêt de la Régie l'exige, mais au moins une fois par 2 mois.

La Régie peut également tenir ses séances à l'aide de moyens permettant à tous les participants de communiquer oralement entre eux, notamment par téléphone.

4. Toute séance de la Régie est convoquée par le président et au cas d'incapacité d'agir du président, par suite d'absence ou de maladie, par le vice-président.

Le président est tenu de convoquer une séance de la Régie sur demande écrite de 7 membres et s'il n'accède pas à leur requête dans les 24 heures de la réception d'une telle demande, ces membres peuvent convoquer eux-mêmes cette séance.

5. Toute convocation doit être faite par écrit et adressée à chaque membre de la Régie à sa dernière adresse connue du secrétaire au moins 3 jours francs avant la tenue de la séance et au cas d'urgence, par télégramme ou par téléphone. Le délai de convocation n'est alors que de 24 heures.

6. Il peut être dérogé aux formalités de convocation si tous les membres de la Régie y consentent par écrit.

7. Toutes les séances de la Régie sont présidées par le président ou au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, par le vice-président.

8. Le quorum de la Régie est de 7 membres dont le président ou le vice-président au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie.

S'il n'y a pas quorum, une demi-heure après l'heure indiquée sur l'avis de convocation, la séance est remise ; un nouvel avis de convocation est envoyé. Toutefois, le président peut prolonger d'une demi-heure au maximum ce délai d'attente s'il le juge à propos.

9. Les décisions de la Régie sont prises à la majorité des voix des membres présents. Cependant, toute décision relative à l'adoption, à l'amendement et à la révocation d'un règlement de régie interne doit être adoptée par le vote d'au moins 5 membres au cours d'une réunion d'au moins 7 membres présents. Ce vote est donné verbalement. Le vote peut également avoir lieu par scrutin secret s'il est demandé par 2 membres de la Régie ou par le président. Toute demande de vote par scrutin secret peut être retirée en tout temps avant le début du scrutin si elle est faite par le président qui en avait fait la demande, ou par tous les membres qui en avaient fait la demande.

A moins que le scrutin secret ne soit ainsi demandé, la déclaration par le président qu'une résolution a été adoptée ou adoptée à l'unanimité ou par une majorité quelconque ou n'a pas été adoptée, fait preuve *ipso facto*.

Le vote par scrutin secret ne peut avoir lieu lors d'une séance visée au deuxième alinéa de l'article 3.

10. En cas d'égalité des voix, le président ou le vice-président au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, a un vote prépondérant sur toutes questions soumises à la Régie que le vote ait lieu verbalement ou par scrutin secret. Le président ou le vice-président au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, peut exercer ou ne pas exercer son droit au vote prépondérant.

11. Toute séance peut être ajournée, par résolution, à une date subséquente et un nouvel avis de convocation n'est pas alors nécessaire.

12. Une résolution signée par tous les membres de la Régie a la même valeur et le même effet que si elle avait été adoptée à une séance de la Régie dûment convoquée et régulièrement constituée. Toute telle résolution est portée au procès-verbal de la séance qui suit la date de sa signature.

SECTION IV FONCTIONS ET POUVOIRS

13. Les fonctions du président sont entre autres :

- a) préparer et présider toutes les séances des membres de la Régie ;
- b) soumettre des politiques et des propositions à la Régie pour fins d'étude et d'approbation ;
- c) renseigner les membres de la Régie sur toutes questions de politique générale ;
- d) s'assurer que les membres de la Régie sont bien renseignés sur les activités de la Régie ;
- e) s'assurer que les décisions de la Régie sont exécutées ;
- f) exécuter tout projet et toute tâche qui lui seront assignés de temps à autre par la Régie ;
- g) signer seul ou avec toute autre personne désignée par résolution, les documents et les actes du ressort de la Régie ;
- h) représenter la Régie ;
- i) désigner un secrétaire de réunion si jugé nécessaire ;
- j) remplir toutes autres fonctions qui peuvent lui être attribuées par la Régie.

14. Le vice-président assume les devoirs et responsabilités du président au cas d'incapacité d'agir de ce dernier par suite d'absence ou de maladie.

15. Les fonctions du secrétaire sont entre autres :

- a) donner tous les avis de convocation ;
- b) rédiger les procès-verbaux ;
- c) conserver les archives ;
- d) garder le sceau corporatif ;
- e) maintenir à date la liste complète des membres de la Régie avec leur dernière adresse ;
- f) remplir tous autres devoirs relatifs à ses fonctions ainsi que ceux que la Régie ou le président peuvent lui assigner.

16. Le secrétaire adjoint assume les devoirs et responsabilités du secrétaire au cas d'incapacité de ce dernier par suite d'absence ou de maladie.

SECTION V PERSONNEL DE DIRECTION

17. Directeurs : Le personnel de direction est composé des directeurs suivants :

- a) le directeur général ;
- b) le directeur général adjoint chargé des opérations ;
- c) le directeur de l'administration et des finances ;
- d) le directeur des affaires professionnelles ;
- e) le directeur du contrôle et recouvrement ;
- f) le directeur de l'informatique ;
- g) le directeur du personnel et des relations publiques ;
- h) tout autre directeur dont le poste aura été créé par la Régie et approuvé par le Conseil du trésor.

18. Les fonctions et responsabilités du directeur général sont les suivantes :

- a) gérer, dans le cadre des règlements de régie interne, les activités de la Régie et les ressources disponibles, de façon à assurer l'administration efficace du régime de l'assurance-maladie du Québec ;
- b) élaborer, pour l'approbation des membres de la Régie, les objectifs de la Régie à court (1 an) et à long (3-5 ans) termes ;
- c) diriger et coordonner la planification nécessaire pour assurer la réalisation des objectifs de la Régie. Maintenir un contrôle global sur l'implantation des programmes et informer périodiquement les membres de la Régie sur l'évolution en cours ;
- d) diriger et coordonner l'élaboration des objectifs de chaque direction et donner l'approbation finale ;
- e) soumettre les budgets d'opération et d'immobilisation pour l'approbation des membres de la Régie ;
- f) élaborer une politique générale concernant le financement de la Régie, son organisation, le recrutement de son personnel, les dépenses d'immobilisation, ainsi qu'une politique de placement des fonds pour l'approbation des membres de la Régie ;
- g) diriger et coordonner l'élaboration des politiques opérationnelles et en donner l'approbation finale ;

h) formuler les principes administratifs que les gestionnaires de la Régie doivent appliquer dans l'exercice de leurs fonctions. Pratiquer et s'assurer que ces principes sont suivis par les cadres supérieurs ;

i) planifier l'élaboration et contrôler l'exécution d'un programme continu de contrôle de gestion en vue de l'accroissement de la productivité et de l'efficacité générale ;

j) initier et contrôler un programme efficace en gestion des ressources humaines, qui tient compte du développement des cadres et de la formation d'une relève compétente ;

k) s'assurer de la coordination des activités de la Régie avec celles des organismes gouvernementaux et privés oeuvrant dans des domaines connexes ;

l) assumer, en matière de gestion du personnel, les responsabilités qui lui sont dévolues aux termes de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1) ;

m) établir et reviser périodiquement et au besoin les règles de régie interne pour la conduite générale des affaires de la Régie ;

n) voir à l'application de la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., c. R-5), de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., c. A-29) et des règlements prescrits en vertu de ces lois ;

o) présider le comité des directeurs de la Régie.

Absence du directeur général : Au cas d'absence du directeur général, ce dernier désigne un directeur pour remplir ses fonctions pour une période n'excédant pas 30 jours.

19. Les fonctions et responsabilités des autres directeurs sont établies par le directeur général.

SECTION VI CUMUL DES FONCTIONS

20. La même personne peut détenir plus d'une fonction.

SECTION VII COMITÉ DES DIRECTEURS

21. Les directeurs mentionnés à l'article 17 composent le comité des directeurs qui est présidé par le directeur général ou son délégué.

22. Le comité des directeurs doit se réunir aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par mois.

23. Les fonctions du comité des directeurs sont particulièrement les suivantes : assister et conseiller le directeur général dans l'administration de la Régie.

SECTION VIII SAISIE-ARRÊT, AFFIDAVIT ETC.

24. Le président ou le secrétaire est autorisé à faire au nom de la Régie des déclarations requises sur saisie-arrêt avant ou après jugement, sur interrogatoire préalable et à donner les *affidavits* nécessaires devant être utilisés dans une cour de justice et chacune de ces personnes peut autoriser par écrit les procureurs de la Régie à faire une telle déclaration.

SECTION IX EFFETS DE COMMERCE ET SIGNATURE DE CHÈQUES

25. Tous les chèques, traites, billets et autres effets négociables sont signés, tirés, acceptés ou endossés par la ou les personnes désignées, de temps à autre, par résolution de la Régie sur recommandation du président.

La signature de toute personne sur tout chèque de la Régie peut être écrite, gravée, imprimée ou lithographiée ou autrement reproduite.

SECTION X DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS

26. Sur recommandation du directeur général, la Régie désigne les personnes qui sont autorisées à agir et à signer tout acte ou document au nom de la Régie. La Régie fixe également les conditions d'exercice du mandat de ces personnes.

SECTION XI PLACEMENTS

27. Les placements de la Régie et les cessions ou ventes de ces placements sont faits par le directeur général dans les limites des directives données par la Régie. Régulièrement, mais au moins une fois par 3 mois, le directeur général doit faire rapport à la Régie des opérations de placement.

SECTION XII COMPTES DE BANQUE ET GARDE DES VALEURS

28. Sur la recommandation du directeur général, la Régie nomme les banques à charte et d'épargne, les compagnies de fiducie et les caisses d'épargne et de crédit dans

lesquelles la Régie peut déposer de l'argent à demande et les endroits où peuvent être déposés les titres de la Régie.

SECTION XIII RENSEIGNEMENTS

29. Le président ou son délégué doit fournir au ministre des Affaires sociales tout renseignement que ce dernier requiert sur les opérations de la Régie.

SECTION XIV HONORAIRES ET ALLOCATIONS

30. Les membres de la Régie, à l'exception du président et des 2 membres nommés parmi les fonctionnaires du gouvernement ou de ses organismes, reçoivent des honoraires de 200 \$ par jour de séance.

31. Une allocation de 45 \$ par jour pour frais de séjour est payée au président ainsi qu'à tous les membres de cette Régie, lorsqu'ils sont appelés à siéger à un endroit situé en dehors du lieu de leur résidence ordinaire, en outre de leurs frais de déplacement.

SECTION XV COMITÉ DE VÉRIFICATION

32. Composition : Les membres de la Régie peuvent former un comité de vérification composé de 3 membres dont un président. Les membres du comité de vérification sont choisis annuellement parmi les membres de la Régie, à l'exception du président de la Régie. Le président du comité de vérification est nommé par les membres de la Régie.

Les membres de la Régie peuvent remplacer le président et tout autre membre du comité de vérification qui ne sont plus en fonction comme membre de la Régie, qui ont donné leur démission comme membre de la Régie ou comme membre du comité de vérification. Ils peuvent remplacer un membre du comité de vérification, autre que le président, qui n'assiste pas à 2 réunions consécutives du comité de vérification. Ils peuvent également remplacer le président du comité de vérification en cas d'incapacité d'agir de celui-ci par suite d'absence ou de maladie.

33. Mandat : Le comité de vérification a pour mandat :

- a) d'étudier tout rapport du vérificateur général concernant la Régie ;
- b) de vérifier l'application par la Régie de la procédure d'adjudication des contrats ;
- c) d'étudier tout rapport de vérification interne de la Régie ;

d) d'effectuer, à la demande des membres de la Régie, l'étude de toute autre question ayant trait à l'administration de la Régie.

Aux fins de l'exercice de son mandat, le comité de vérification peut rencontrer le vérificateur général et tout employé de la Régie pour vérifier tout document et obtenir les renseignements qu'il juge nécessaires.

34. Rapport : Le comité de vérification doit faire rapport de ses activités aux membres de la Régie au moins 3 fois par année et leur soumettre ses recommandations, s'il y a lieu.

35. Lieu : Le comité de vérification tient ses réunions au siège social ou à tout autre endroit du Québec fixé par la convocation. Elles ont lieu au moins 3 fois par année.

36. Convocation : Toute réunion du comité de vérification est convoquée par le président du comité de vérification, soit par écrit, soit par téléphone.

37. Présidence : Toutes les réunions du comité de vérification sont présidées par le président du comité de vérification.

38. Rémunération : Les membres du comité de vérification, à l'exception de ceux qui sont fonctionnaires du gouvernement ou de ces organismes, reçoivent les mêmes honoraires de présence que ceux accordés par jour de séance aux membres de la Régie par le gouvernement.

Ils reçoivent les mêmes frais de déplacement et, s'ils sont appelés à siéger à un endroit situé en dehors de leur résidence ordinaire, aux mêmes frais de séjour que ceux accordés aux membres de la Régie par le gouvernement.

A.C. 1927-69 du 26.06.69

A.C. 774-70 du 02.03.70

A.C. 2551-70 du 30.06.70

A.C. 202-75 du 15.01.75

A.C. 2556-75 du 18.06.75

A.C. 3544-75 du 31.07.75

A.C. 3875-76 du 03.11.76

A.C. 4112-76, (1976) 108 G.O.II, 7133

A.C. 2785-78, (1978) 110 G.O.II, 5943

A.C. 3008-79, (1979) 111 G.O.II, 7115

D. 963-80, (1980) 112 G.O.II, 1999



c. R-6, r.1

Ordonnance comptable sur l'amortissement et les retraits d'actifs, compte 486.00 – « Outils et Outillage »

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz
(L.R.Q., c. R-6)

1. Amortissement et amortissement accumulé : Tous les actifs inscrits au compte 486.00 – « Outils et Outillage » sont sujets à amortissement au taux annuel de 10%, selon la méthode dite « en ligne droite ».

Ainsi, les actifs inscrits dans une année donnée sont complètement amortis après 10 ans, les livres comptables indiquant à leur égard un amortissement accumulé égal au coût original de ces actifs.

2. Retraits : Le procédé décrit à l'article 1 ne prévoit aucun retrait d'actif avant la fin de la période d'amortissement.

Par contre, à la fin de la période d'amortissement, on retire systématiquement tous les actifs concernés et leur amortissement accumulé.

De cette façon, en tout temps, le compte d'actif et le compte d'amortissement accumulé montrent les données relatives aux seuls actifs acquis depuis moins de 10 ans.

3. Ajustement : A l'entrée en vigueur de la présente ordonnance pour chaque distributeur, il y a lieu d'ajuster les livres comptables pour les rendre conformes aux présentes dispositions.

Dans chaque cas, la Régie de l'électricité et du gaz statue sur les écritures comptables qu'elle juge nécessaires et satisfaisantes pour compléter l'ajustement.

4. Autres cas : Dans tous les cas non prévus par la présente ordonnance *expressément* ou *implicitement*, la Régie adjuge au fur et à mesure des besoins.



c. R-6, r.2

Décret d'application de la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz à certaines compagnies

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz
(L.R.Q., c. R-6)

1. Le premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 42 de la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz (L.R.Q., c. R-6) à l'exception des sous-paragraphe *c* et *d* de ce paragraphe 1, de même que toutes dispositions législatives au même effet ayant pu exister avant le 1^{er} septembre 1945 :

a) ne s'appliquent pas depuis le 23 décembre 1969 et ne s'appliqueront pas à la Compagnie Aluminium du Canada Limitée tant et aussi longtemps que la vente d'énergie électrique par cette compagnie ne dépassera pas 5% de ses ventes totales ;

b) ne s'appliquent pas depuis le 23 décembre 1969 et ne s'appliqueront pas à la Compagnie Price Ltée et la Compagnie Pulpe de Jonquière tant et aussi longtemps que la vente d'énergie électrique par ces compagnies ne dépassera pas 5% des ventes totales des compagnies précitées ou de leurs filiales à part entière ;

c) ne se sont jamais appliquées et ne s'appliquent pas depuis le 17 janvier 1929 et ne s'appliqueront pas à la Compagnie Domtar Ltée tant et aussi longtemps que la vente d'énergie électrique par cette compagnie ne dépassera pas 5% de ses ventes totales ;

d) ne se sont jamais appliquées et ne s'appliquent pas depuis le 28 août 1931 jusqu'au 31 décembre 1985 à Consolidated-Bathurst Limitée ;

e) ne se sont jamais appliquées depuis le 22 décembre 1916 à la Compagnie internationale de Papier du Canada et ne s'y appliqueront pas avant la date à laquelle la vente annuelle d'énergie électrique par la Compagnie internationale de Papier du Canada excèdera 1% de ses ventes annuelles totales ;

f) ne se sont jamais appliquées depuis le 16 mars 1956 à la Compagnie de Pâtes et Papier Thurso et ne s'appliqueront pas tant et aussi longtemps que cette compagnie n'effectuera pas des ventes annuelles d'électricité excédant 5% des ventes annuelles totales de la compagnie ;

g) ne se sont jamais appliquées depuis le 14 juin 1935 à Les Industries Erco Limitée et ne s'appliqueront pas tant et aussi longtemps que la compagnie n'effectuera pas des

ventes annuelles d'électricité excédant 5% des ventes annuelles totales de la compagnie ;

h) ne se sont jamais appliquées depuis le 10 octobre 1904 à Ayers Limitée et ne s'appliqueront pas tant et aussi longtemps que la compagnie n'effectuera pas des ventes annuelles d'électricité excédant 5% des ventes annuelles totales de la compagnie ;

i) ne se sont jamais appliquées depuis le 16 juin 1928 jusqu'à ce jour à la Compagnie de papier Rolland Limitée et ne s'appliqueront pas tant que la production, la distribution ou la vente d'énergie électrique ne sera qu'une activité accessoire de l'entreprise ou que tout en n'étant qu'une activité accessoire de l'entreprise, les ventes annuelles d'électricité de la compagnie n'excéderont pas 5% des ventes annuelles totales de la compagnie ;

j) ne se sont jamais appliquées depuis le 8 juillet 1938 à la Compagnie de Papier Q.N.S. Limitée et ne s'appliqueront pas tant et aussi longtemps que la compagnie n'effectuera pas des ventes annuelles d'électricité excédant 5% des ventes annuelles totales de la compagnie ;

k) ne se sont jamais appliquées depuis le 31 décembre 1975 à Les Produits Forestiers E.B. Eddy Ltée et ne s'appliqueront pas tant et aussi longtemps que la compagnie n'effectuera pas de ventes annuelles d'électricité excédant 5% du chiffre d'affaires total de la compagnie ;

l) ne se sont jamais appliquées et ne s'appliquent pas depuis le 18 novembre 1949 jusqu'au 31 décembre 2000 à la *Iron Ore Company of Canada*.

m) ne sont jamais appliquées depuis le 12 septembre 1957 à QIT-Fer et Titane Inc. et ne s'appliqueront pas tant et aussi longtemps que celle-ci n'effectuera pas de ventes annuelles d'électricité excédant 5% de son chiffre d'affaires.

A.C. 745-70, (1970) 102 G.O. 1728
A.C. 1829-70, (1970) 102 G.O. 2756
A.C. 2890-70, (1970) 102 G.O. 4648
A.C. 4419-75, (1975) 107 G.O.II 5417
A.C. 2402-76, (1976) 108 G.O.II 4657
A.C. 3796-77, (1977) 109 G.O.II 6811
A.C. 3797-77, (1977) 109 G.O.II 6813
A.C. 1833-78, (1978) 110 G.O.II 3583
A.C. 2663-78, (1978) 110 G.O.II 5803
A.C. 3466-78, (1978) 110 G.O.II 6535
A.C. 2315-79, (1979) 111 G.O.II 6187
D. 3478-80, (1980) 112 G.O.II 6395
D. 1580-81, (1981) 113 G.O.II 2727



c. R-6, r.3

Ordonnance comptable sur la capitalisation des avantages sociaux

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz
(L.R.Q., c. R-6)

1. Liste des comptes de dépenses : La provision annuelle des avantages sociaux à capitaliser se calcule à partir des dépenses encourues par la compagnie, et inscrites dans les comptes suivants :

- a) centre médical ;
- b) assurance-voyage ;
- c) assurance-groupe ;
- d) assurance-santé du Québec
- e) épargne-salaire ;
- f) fonds de pension ;
- g) assurance-chômage ;
- h) Commission des normes du travail ;
- i) Commission de la santé et de la sécurité du travail ;
- j) tout autre compte similaire, dont le nom et la description doivent être soumis à la Régie de l'électricité et du gaz par chaque distributeur pour approbation.

2. Méthode de calcul de la provision annuelle : Les deux facteurs suivants sont établis, concernant les salaires payés par la compagnie à ses employés :

A = les salaires imputés aux travaux de construction,

B = le total des salaires payés par la compagnie.

La proportion A/B s'applique au total des frais, déterminé en utilisant les comptes mentionnés à la liste paraissant à l'article 1.

3. Base et la période du calcul : Ce calcul s'effectue une fois par année, en fin de période financière, en utilisant les données réelles de la période terminée, pour les frais et les salaires.

4. Distribution des avantages sociaux à capitaliser : Le total des avantages sociaux à capitaliser, une fois déterminé selon la méthode ci-dessus, est distribué aux divers comptes de réseau concernés, au *prorata* du coût des salaires imputés à la construction dans chacun de ces comptes.

5. Autres cas : Dans tous les cas non prévus par la présente ordonnance expressément ou implicitement, la Régie adjuge au fur et à mesure des besoins.



c. R-6, r.4

Ordonnance sur la classification uniforme des comptes des distributeurs de gaz au chapitre des immobilisations

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz
(L.R.Q., c. R-6)

1. La classification uniforme des comptes des distributeurs de gaz, chapitre des immobilisations, apparaissant en annexe est approuvée et fait partie intégrante de la présente ordonnance.

ANNEXE

CLASSIFICATION UNIFORME DES COMPTES DES DISTRIBUTEURS DE GAZ AU CHAPITRE DES IMMOBILISATIONS

SECTION I DEFINITIONS

1. La « Valeur comptable » d'un actif est le montant qui lui est attribué dans un ou des comptes du réseau. Dans le cas où la valeur d'une partie des actifs n'est pas connue séparément, la valeur comptable de cette partie est déterminée et inscrite en proportion de la valeur de tout le groupe d'actif dans lequel elle est incluse.

2. La « Valeur de récupération » représente la valeur du matériel recouvré des actifs mis au rancart. Si ce matériel est vendu, cette valeur en est le prix de vente. S'il est réutilisé par l'entreprise et débité au compte « Matériel et Fournitures – Gaz » ou tout autre compte du même genre, la valeur de récupération est la valeur comptable du matériel. Dans le cas où l'indemnité d'assurance et la valeur de récupération dépassent la valeur comptable et que le montant excédent est important, le total du crédit au compte d'amortissement accumulé ne doit pas excéder la valeur comptable. Tout excédent important doit être crédité au compte « Profit sur Ventes d'immobilisations ».

3. Les « Retraits normaux », prévus dans le calcul de l'amortissement accumulé, résultent des causes raisonnablement prévisibles. Habituellement, ces retraits ont lieu quand les actifs atteignent la limite escomptée de leur durée utile.

4. Les « Retraits exceptionnels », non prévus dans le calcul de l'amortissement accumulé, résultent des causes raisonnablement non prévisibles. Ces causes comprennent

entre autres les événements inhabituels (incendie, tempête, inondations, etc.), l'obsolescence soudaine et complète, l'arrêt permanent et inattendu d'une unité opérationnelle ou d'une installation.

5. « Relocalisation de conduites » : Lorsqu'une section de conduites est relocalisée, la portion enlevée du réseau doit être considérée comme un retrait et sa valeur comptable doit être créditée au compte de réseau approprié. La nouvelle section est considérée comme une addition et sa valeur débitée au compte de réseau approprié.

6. « Remplacement de conduites » : Lorsqu'une conduite ou une section de conduites est retirée et remplacée par une autre conduite ou une autre section de conduite au même endroit, le coût du creusage et du remblayage des tranchées, le coût du transport, de la pose et du raccordement de tuyaux, et les autres coûts de construction sont débités au compte de réseau approprié. Le coût d'enlèvement des conduites des tranchées est enregistré comme étant le coût de récupération du matériel. Le coût de remise en bon état des conduites laissées en place est considéré comme des frais d'entretien.

S'il n'y a pas de remplacement, le coût du creusage et du remblayage des tranchées, d'où les tuyaux sont enlevés, de même que le coût de l'enlèvement des conduites ou de section de conduite sont considérés comme coût de récupération de conduite.

7. « Actif usagé » (n'appartenant pas précédemment à l'entreprise) : Quand un actif usagé est acquis et se trouve dans un état physique qui nécessite des réparations considérables afin de le rendre conforme aux standards requis, le coût de ces réparations doit être capitalisé dans le compte de réseau approprié.

8. « Réparations et remplacements majeurs » : Quand le coût de réfection des pièces d'une unité dépasse 50% du coût de remplacement d'une nouvelle unité de même nature et de même catégorie, à cette date de réfection, cette unité doit être considérée comme ayant été reconstruite.

L'unité reconstruite est considérée comme une addition et l'ancienne unité est considérée comme un retrait. Le terme « Coût de réfection » signifie le coût du matériel (autre que les pièces usagées qui sont réutilisées dans l'unité reconstruite) plus le coût de la main-d'oeuvre utilisée dans la reconstruction, mais exclut les dépenses de démantèlement et de la réparation de pièces réutilisées.

Le montant à capitaliser au compte de réseau approprié pour l'unité reconstruite est la somme de (1) la juste valeur des pièces usagées demeurées dans l'unité rebâtie, et (2) le coût de la main-d'oeuvre et du matériel additionnel, excluant dans les deux cas les dépenses de démantèlement et de réparation des pièces réutilisées.

9. « Unités » : Dans le but d'éviter un morcellement exagéré dans la comptabilisation des additions et des remplacements d'actifs, tous les actifs inscrits aux comptes de réseau sont constitués d'unités d'actifs et d'item mineurs.

Une unité n'est pas nécessairement une structure complète, mais peut être une partie d'une structure complète, lorsqu'elle constitue un élément matériellement distinct dans cette structure, et que sa valeur monétaire est appréciable.

Chaque entreprise doit maintenir sa propre liste d'unités d'actifs. Cette liste doit être consignée par écrit et assez détaillée pour assurer une constance d'application. La liste en usage et tous les changements majeurs doivent être approuvés par la Régie de l'électricité et du gaz.

« Les item mineurs » sont les pièces ou parties composant une unité.

10. La « règle du minimum » a pour but de faciliter la comptabilisation, en déterminant une limite en dollar et en durée pour les dépenses ou la capitalisation des items mineurs. La politique courante et toute modification à celle-ci doivent être approuvée par la Régie.

SECTION II GÉNÉRALITÉS

11. Installations acquises ou construites : Les comptes de réseau doivent enregistrer les coûts de l'entreprise pour l'acquisition ou la construction de son réseau gazier, sauf lorsqu'il est spécifié autrement dans les présentes directives ou par les ordonnances de la Régie.

Si l'entreprise achète en totalité ou en partie les installations existantes d'une entreprise de service public, le coût d'acquisition du réseau de gaz (valeur des actifs et de leur amortissement accumulé) est distribué aux comptes de réseau appropriés, à moins que la Régie ne détermine qu'une portion du coût d'acquisition est inadmissible dans l'entreprise de gaz et doit être inscrite dans le compte 118 « Ajustements de coûts d'acquisition de réseau de gaz ».

Si des considérations autres que du comptant ont été données pour de telles installations, le montant enregistré pour ces considérations est maintenu avec détails complets. Les écritures enregistrant de telles transactions doivent comporter une description suffisamment précise pour permettre d'identifier ces considérations.

L'entreprise doit être prête à fournir à la Régie les détails de la façon dont elle a établi la valeur de ces considérations, si elles sont autres que du comptant.

A la date d'entrée en vigueur de la présente classification, si une entreprise de gaz a enregistré une partie quelconque de son réseau à une valeur autre que le coût, elle peut maintenir une telle inscription jusqu'à ce que la Régie ordonne que la différence, en tout ou en partie, entre le coût et une telle valeur soit transférée au compte 118 « Ajustements de coûts d'acquisition de réseau de gaz ». Quand la Régie exclut ainsi toute différence de la base de tarification dans une ordonnance, cette élimination doit être considérée comme une directive suffisante pour effectuer un transfert correspondant des comptes de réseau de gaz au compte 118 « Ajustements de coûts d'acquisition de réseau de gaz ».

Si le réseau est construit par ou pour l'entreprise, le coût doit inclure le coût de la main-d'oeuvre, du matériel et des fournitures, de l'utilisation de machines spéciales et d'équipement lourd, du transport, des travaux à contrat, de l'assurance, des accidents et dommages, des privilèges, des frais généraux imputés à la construction et de la compensation du coût du capital engagé dans la construction. Ces coûts sont définis plus loin.

12. Le « Coût de la main-d'oeuvre » inclut les montants payés pour les travaux effectués par les employés de l'entreprise. Lorsque des employés sont affectés spécifiquement aux travaux de construction, les salaires payés durant leur affectation sont inclus dans le coût de ces travaux. Aucune charge n'est faite aux comptes de réseau pour le salaire d'employés dont la participation à la construction est simplement occasionnelle, exception faite des frais généraux imputés à la construction.

Les avantages sociaux, les frais de voyages et les autres dépenses occasionnelles des employés peuvent être distribués en proportion de l'allocation des salaires de ces employés.

13. Le « Coût du matériel et des fournitures » inclut le prix d'achat du matériel et des fournitures déduction faite des escomptes de commerce, le coût des petits outils, les taxes de vente, les frais d'inspection, de transports et de chargement, et s'il y a lieu, une partie raisonnable des frais d'emmagasinage.

Dans le calcul du coût du matériel et des fournitures utilisées dans la construction, une allocation adéquate doit être faite pour le matériel et les fournitures non utilisés, pour le matériel recouvré des structures temporaires utilisées dans l'accomplissement des travaux, ainsi que des outils recouverts et utilisables à d'autres fins.

14. Le « Coût d'utilisation de machines spéciales et d'équipement lourd » inclut le coût de la main-d'oeuvre, du matériel et des fournitures, l'amortissement et les autres dépenses encourues pour l'entretien et l'utilisation des pelles mécaniques, tracteurs, grattes, enfonceurs de pieux, dragues, creuseurs de fossés, de chargeurs de matériel, etc. ; ainsi que tout montant payé à des tiers pour la location et l'entretien de ces machines.

Il ne comprend pas le coût des petits outils et autres articles de peu de valeur ou de courte durée, qui sont déjà inclus dans les dépenses de matériel et des fournitures (voir la « règle du minimum »).

Lorsqu'un projet de construction nécessite l'achat d'équipement pour usage exclusif dans ces travaux jusqu'à ce qu'ils soient complétés, le coût de tel équipement est inclus dans les comptes représentant le coût des travaux et aucune charge n'est faite aux dépenses pour l'amortissement de cet équipement aussi longtemps que leur coût demeure ainsi inscrit. Le produit de la vente subséquente ou la valeur estimée de l'équipement retenu après la fin des travaux pour lesquels il a été acheté est crédité aux comptes où les coûts ont été débités. La valeur estimée de l'équipement retenu est capitalisée dans le compte de réseau approprié et, par la suite, cette valeur estimative est considérée, pour fins comptables, comme étant le coût de l'équipement.

15. Le « Coût de transport » comprend le coût du transport des travailleurs, du matériel et des fournitures, des machines spéciales, de l'équipement et des outils pour la construction. Le coût du transport du matériel de construction jusqu'au point de réception fait partie du prix d'achat de ce matériel, dans toute la mesure du possible.

16. Le « Coût des travaux à contrat » comprend les montants payés pour des travaux effectués sous contrat par des tiers.

17. Le « Coût des assurances, des accidents et des dommages » comprend la portion des primes payées pour assurer le réseau et le personnel durant la construction, ainsi que les coûts pour la protection contre l'incendie, la destruction délibérée, le coût des blessures aux personnes et des dommages aux propriétés des tiers et au réseau résultant de la construction. Les compensations par les assureurs sont créditées aux comptes qui ont été débités des déboursés nécessaires pour la restauration des installations endommagées. Les blessures et dommages occasionnés par l'enlèvement de vieilles structures ou de parties de celles-ci sont chargés aux comptes où le coût des retraits est enregistré.

18. Le « Coût des privilèges » comprend la compensation payée pour des privilèges temporaires tels que l'utilisation de propriétés publiques ou de rues nécessitées par les travaux de construction.

19. Le « Coût des frais généraux imputés à la construction » comprend certains salaires et dépenses de génie, de surveillance et d'administration, certains travaux de génie et de surveillance, certains frais juridiques, certaines taxes et autres déboursés similaires reliés indirectement à l'activité de construction. Les registres à l'appui des écritures de frais généraux débités aux coûts de construction doivent être tenus de manière à montrer le montant total de chaque élément des frais pour l'année, et la base de sa distribution. À compter de la date d'entrée en vigueur des présentes, l'entreprise doit soumettre à l'approbation de la Régie, sa politique comptable dans ce domaine et toute modification à celle-ci.

20. La « Compensation du coût des capitaux engagés durant la construction » comprend le coût des fonds utilisés par l'entreprise pour la construction, qu'une dette à long terme ait été contractée ou non. Les registres à l'appui des écritures pour la capitalisation du coût des capitaux engagés durant la construction, doivent être tenus de façon à montrer le montant total de la compensation pour l'année, la base du calcul et de la distribution. À compter de la date d'entrée en vigueur des présentes, l'entreprise doit soumettre à l'approbation de la Régie sa politique comptable dans ce domaine et toute modification à celle-ci.

21. Les contributions ou subventions au comptant, en services ou en propriétés, des gouvernements ou des agences gouvernementales, compagnies, individus ou autres à titre de contributions pour aide à la construction sont enregistrées séparément dans le compte « Contributions pour aide à la construction ». La Régie, par des ordonnances comptables, prescrit aux distributeurs des directives spéciales dans ce domaine.

22. À la date d'entrée en service des installations construites, l'entreprise cesse de capitaliser la compensation du coût des capitaux engagés durant la construction et les frais généraux sur ces dits actifs. À compter de cette date, l'entreprise calcule et charge aux dépenses ou autres comptes appropriés un montant représentant l'amortissement. Les revenus et les dépenses d'exploitation encourus après la date d'entrée en service sont inscrits dans les comptes de revenus et de dépenses appropriés.

23. Additions : Les « additions » sont les accroissements d'actifs du réseau de gaz par l'achat ou la construction d'actifs et/ou le remplacement d'actifs existants. Les coûts

des « additions » sont chargés aux comptes de réseau appropriés.

Les coûts des item mineurs qui n'existaient pas précédemment sont débités aux comptes de réseau appropriés à moins qu'ils n'en soient exclus par la règle du minimum.

L'insertion de tuyaux de plastique qui prolongent la durée de service d'un actif est considérée une addition et comptabilisée en conséquence.

Il faut se référer aux généralités (« Installations acquises ou construites ») pour la description des éléments typiques de construction. Tous les déboursés relatifs aux nouvelles constructions sont capitalisés. Après la fin de la construction initiale, seuls les coûts directs relatifs aux additions et aux remplacements d'actifs sont capitalisés.

Le coût de remplacement est chargé au compte de réseau approprié dans le cas d'unités d'actifs, et débité au compte de dépenses approprié dans le cas d'item mineur d'actifs.

Le coût des fondations autres que celles qui sont spécifiquement destinées à des machines, pompes, compresseurs et autres appareils similaires est inclus dans le compte approprié des structures et améliorations.

24. Retraits : Quand une unité d'actif est retirée de l'entreprise de gaz, sa valeur comptable est éliminée en créditant le ou les comptes de réseau approprié(s). Quand un actif représentant moins qu'une unité est retiré du service, aucun ajustement n'est fait aux comptes de réseau si sa valeur est éliminée lors du retrait de l'unité d'actif dont elle fait partie.

Les coûts de retraits des actifs retirés et non remplacés sont récupérés dans le coût de service de l'année durant laquelle ils sont encourus. Ils sont, par conséquent, débités à un ou des comptes de frais d'exploitation « coûts de retraits d'actifs retirés mais non remplacés » (ou autres titres semblables).

Les coûts de retraits d'actifs retirés et remplacés sont ajoutés aux coûts de l'actif remplaçant l'actif retiré dont le nouveau coût total est comptabilisé dans les comptes du réseau appropriés.

Dans le cas d'un retrait normal, l'amortissement accumulé est débité de la valeur comptable et crédité des montants récupérés et de l'assurance. Il n'y a aucune charge ou crédit aux revenus pour un retrait normal.

Un retrait exceptionnel résulte en une perte (ou un gain) dans la mesure où le montant net des débits (ou des crédits) diminuerait (ou augmenterait) indûment le compte d'amortissement accumulé. La perte (ou le gain) consiste dans la différence entre la valeur comptable moins la valeur récupérée et l'assurance, d'une part, et d'autre part,

l'amortissement accumulé déterminé d'une manière équitable.

Les pertes résultant d'un retrait exceptionnel peuvent être chargées au compte « Pertes sur ventes ou retraits d'actifs ». Les gains, s'il y a lieu, provenant d'un retrait exceptionnel, sont crédités au compte « Profits sur ventes ou retraits d'actifs », sujets à l'approbation préalable de la Régie ; autrement, ils sont crédités au compte « Pertes sur ventes ou retraits d'actifs », afin de compenser les autres pertes résultant des retraits exceptionnels. Cependant, tout produit de vente en surplus du coût de l'actif retiré est crédité au compte « Profits sur ventes d'actifs ».

25. Entretien : Le coût des réparations inclus dans les comptes d'entretien comprend le coût d'inspection pour déterminer les réparations nécessaires, le coût d'ajustement, de réparation et de remplacement des pièces, le coût d'inspection, d'essai et de mise en fonction des pièces pour vérifier que les réparations ont été faites adéquatement et que les pièces réparées sont prêtes pour le service.

Quand des réparations sont faites à un actif existant en même temps que l'addition ou le remplacement d'actifs, le coût du nouveau matériel de réparations et le coût de la main-d'oeuvre encourue sont chargés aux comptes de réseau appropriés. Si de telles réparations n'apportent pas de modifications aux actifs, le coût est chargé aux comptes appropriés de dépenses pour réparations de ces actifs.

Les coûts de réparations incluent les coûts occasionnels tels que ceux de la construction et de l'enlèvement de structures temporaires relatives à l'entretien, le coût de relocalisation de conduites pour lesquelles il n'y a pas lieu de comptabiliser des retraits d'actifs, le coût de réparations des clôtures, trottoirs, routes et rues situés sur ou à proximité des terrains concernés.

Les éléments des coûts d'entretien comprennent la main-d'oeuvre, le matériel et les fournitures, le coût d'utilisation de machines spéciales et d'équipement lourd, le transport, les travaux sous contrats, les privilèges, la protection contre les accidents, les blessures et les dommages, pour des causes similaires à celles prévues pour le coût d'acquisition ou de construction d'actifs. Les redevances payées en raison de brevets sur des appareils mécaniques utilisés dans les réparations sont chargées au coût des réparations.

26. Transfert d'actif d'un compte à un autre : Lorsqu'un actif est transféré d'un compte de réseau de gaz à un autre compte, la valeur comptable en est aussi transférée d'un compte à l'autre. Tous les montants relatifs à cet actif inscrits dans les comptes d'amortissement accumulé sont aussi virés selon la division de ces comptes.

27. Commande de travail et système d'enregistrement des propriétés : Chaque entreprise enregistre toutes les additions et tous les retraits d'actifs au moyen de commande de travail ou de bons de commande. Des bons de commande séparés peuvent être établis pour les additions et les retraits d'actifs, ou encore les retraits peuvent être inclus au bon de commande, pourvu que :

- a) tous les item relatifs aux retraits soient tenus séparés de ceux relatifs à la construction ; et
- b) tous les coûts d'entretien impliqués dans ces travaux soient aussi montrés séparément.

Chaque entreprise tient son système de commandes de travail de manière à indiquer la nature de chaque addition ou retrait d'actifs, le coût total de chaque commande, la source ou les sources de ces coûts, et le ou les compte(s) d'actif dans lesquels la charge ou le crédit a été effectué.

Chaque entreprise maintient des registres dans lesquels elle inscrit, pour chaque compte de réseau, les montants des additions et des retraits annuels classifiés de façon à montrer le nombre et le coût des diverses unités retirées (et/ou additionnées).

28. Amortissement :

1) Un montant est débité mensuellement au compte « Amortissement » ou tout autre compte de dépense approprié, et crédité au compte d'amortissement accumulé, pour répartir la valeur utile de l'actif sur la durée de sa vie utile, d'une façon systématique et rationnelle. Pour les fins de l'amortissement, la valeur utile d'un actif est son coût ou sa valeur autrement déterminée et comptabilisée après l'approbation de la Régie. La durée d'utilisation est la période entre l'installation ou l'acquisition de l'actif et son retrait pour fins comptables. Des facteurs pertinents peuvent être pris en considération, tels que les changements dans l'usage, l'obsolescence.

2) Les charges pour amortissement sont calculées conformément au système de groupe selon la méthode dite « en ligne droite », ou toute autre méthode approuvée par la Régie. Le système de groupe prévoit qu'une partie de la valeur de certains actifs d'un même groupe est probablement recouvrée par voie de récupération et qu'il y a probablement des différences de durée d'utilité entre les actifs constituant le groupe, même parmi des actifs d'une même classe. L'amortissement accumulé établi pour le groupe est une moyenne pondérée tenant compte des diverses durées d'usage prévues respectivement pour chaque actif du groupe.

Cette classification n'exige pas que l'entreprise tienne compte séparément de l'amortissement accumulé pour chaque unité d'actif. Cependant, la Régie exige qu'un grand livre auxiliaire soit maintenu pour montrer l'amor-

tissement accumulé séparément pour chaque compte de réseau sujet à l'amortissement.

Quand le retrait ou la vente d'un actif faisant partie du groupe a lieu dans des circonstances raisonnablement prévues dans l'amortissement accumulé, il est présumé que celui-ci a été calculé pour cet actif. Conséquemment, que la période d'usage soit plus ou moins longue que la moyenne, l'amortissement accumulé attribuable à un actif au moment de son retrait sous de telles circonstances est égal au coût. Les actifs qui demeurent en usage après avoir atteint la période d'utilisation moyenne prévue ne sont considérés comme totalement amortis qu'au moment de leur retrait.

3) Tous les comptes de réseau (à l'exception des comptes de la série 400 pour « Terrains ») sont considérés comme des comptes comportant des actifs amortissables. Les comptes d'actifs intangibles et les autres comptes similaires tels que « Droits de passage et servitudes » comprenant des item sujets à des pertes de valeur sont aussi sujets à l'amortissement.

4) Les charges mensuelles d'amortissement selon la méthode dite « en ligne droite » sont calculées au taux annuel appliqué au solde au début de chaque mois, divisant le résultat par 12, ou, si l'entreprise obtient l'approbation préalable de la Régie, en appliquant le taux annuel à la base d'amortissement au début de l'année financière de l'entreprise et divisant le résultat par 12. L'entreprise peut choisir, si les montants sont substantiels, l'amortissement à partir de la date à laquelle l'actif est effectivement mis en service au lieu du début du mois suivant la mise en service. Une entreprise qui, à la date des présentes, utilise comme base d'amortissement la date de fin d'année, continue à procéder ainsi jusqu'à ce que des taux d'amortissement révisés soient établis à la suite d'une prochaine étude de ses taux d'amortissement.

5) Si les taux n'ont pas été précédemment approuvés, des taux intérimaires estimés par l'entreprise sont utilisés jusqu'à leur approbation par la Régie.

6) Aussitôt que les renseignements peuvent être recueillis, l'entreprise dépose auprès de la Régie les taux qu'elle estime adéquats pour les actifs amortissables. Ces taux sont basés sur les valeurs et les durées estimées d'utilisation des actifs, tirés d'une étude sur l'historique et de l'expérience de l'entreprise, ainsi que des informations du génie et d'autres sources qui peuvent être disponibles quant aux conditions futures.

Ces taux soumis à la Régie doivent être accompagnés d'un tableau montrant la base et les méthodes employées dans leur calcul, établis par l'entreprise selon les méthodes jugées les plus adéquates, à la lumière de l'expérience de l'entreprise dans les retraits d'actifs.

7) Des registres comptables sont tenus de telle sorte que lorsqu'un actif est retiré, les détails soient disponibles, dans la mesure du possible, pour indiquer la durée d'usage, le coût de l'enlèvement, et le produit provenant de la récupération pour chaque classe d'actifs amortissables. L'entreprise doit être prête, sur demande de la Régie, à calculer et à soumettre à son approbation, les taux révisés dans les cas où les taux existants sont jugés inadéquats.

8) Si des taux approuvés par la Régie cessent, selon le point de vue de l'entreprise, d'être adéquats, celle-ci dépose de la même manière les taux révisés qui, selon son jugement, seraient adéquats. Quand un actif est acquis, et que la Régie n'a pas approuvé de taux d'amortissement pour cette classe d'actifs, l'entreprise, à la suite de cette acquisition, calcule et soumet à la Régie les estimés appropriés préparés selon les dispositions du paragraphe 6.

SECTION III

29. Comptes généraux – immobilisation :

Compte no actifs

- 100. Réseau de gaz en service
- 101. Réseau de gaz en construction
- 102. Retrait – Travaux en cours – Réseau de gaz en service
- 103. Amortissement accumulé – Réseau de gaz en service
- 104. Autres installations de gaz
- 105. Autres installations de gaz en construction
- 106. Retrait – Travaux en cours – Autres installations de gaz
- 107. Amortissement accumulé – Autres installations de gaz
- 108. Autres installations
- 109. Autres installations en construction
- 110. Retrait – Travaux en cours – Autres installations
- 111. Amortissement accumulé – Autres installations
- 115. Contributions pour aide à la construction – Réseau de gaz en service
- 116. Contributions pour aide à la construction – Travaux en cours
- 118. Ajustement des coûts d'acquisition de réseau de gaz
- 119. Amortissement accumulé – Ajustement des coûts d'acquisition de réseau de gaz.
- 100. **Réseau de gaz en service** : Ce compte comprend les investissements de réseau, propriétés et équipement (in-

cluant ceux qui sont détenus sous option d'achat) en service à la date du bilan.

Ce compte inclut aussi le coût des améliorations apportées aux actifs loués, quand ces améliorations sont utilisées pour l'entreprise de gaz, et que le coût de ces améliorations n'est pas remboursé à l'entreprise par le bailleur.

Si le coût des améliorations apportées par l'entreprise doit être remboursé par le bailleur, l'entreprise inclut temporairement jusqu'au paiement par le bailleur, le coût de telles améliorations dans ce compte.

Quand des actifs (incluant des actifs loués) sont retirés du service, ce compte est crédité de la valeur comptable de l'actif retiré et un montant équivalent peut concurremment être débité au compte 102 « Retrait – Travaux en cours – Réseau de gaz en service ».

Les actifs inclus dans ce compte sont classifiés selon la division détaillée prévu au grand livre auxiliaire. Le coût des améliorations aux actifs loués est inscrit dans des sous-comptes distincts de ceux des actifs possédés.

101. Réseau de gaz en construction : Ce compte comprend le coût de construction d'actifs de gaz non terminés ou non prêts pour le service à la date du bilan, et inclut le coût des terrains acquis pour ces projets, des matériaux et approvisionnements de construction non utilisés et se trouvant sur le lieu de construction, et des autres éléments de coût pour ces travaux de construction. Quand le coût de construction d'un actif a été inscrit à ce compte, et que l'actif est complété et prêt à entrer en service, son coût est transféré de ce compte au compte 100 « Réseau de gaz en service ».

102. Retrait – travaux en cours – réseau de gaz en service (compte facultatif) : Ce compte inclut les montants concurremment crédités au compte 100 « Réseau de gaz en service », relatifs aux actifs de gaz retirés du service.

Les montants recouvrés par récupération ou versés par des assureurs sur les actifs de gaz retirés sont crédités à ce compte.

Quand le coût de l'actif retiré est établi, la valeur comptable moins les montants recouvrés est transférée au compte 103 « Amortissement accumulé – Réseau de gaz en service ».

103. Amortissement accumulé – réseau de gaz en service : Ce compte est crédité :

a) des montants débités au compte « Amortissement » ou aux comptes provisoires, pour les dépenses d'amortissement, courantes et passées ;

b) de l'amortissement accumulé relatif à des actifs acquis d'une autre entreprise de service public et qui seront utilisés par l'entreprise pour les fins de son entreprise de gaz ;

c) des montants chargés au compte « Perte sur ventes ou retraits d'actifs ».

Lors du retrait d'un actif de gaz amortissable, ce compte est débité de la valeur comptable de cet actif et est crédité de tout montant recouvré par récupération ou celui versé par des assureurs.

104. Autres installations de gaz : Ce compte comprend la valeur comptable :

a) des actifs de gaz, propriétés de l'entreprise mais loués à des tiers, quand le locataire a le droit d'utilisation exclusive ;

b) des actifs possédés par l'entreprise et réservés pour utilisation future dans l'entreprise de gaz mais sans un plan défini. Sont exclus de ce compte, les actifs possédés qui n'ont pas été utilisés par l'entreprise de gaz, mais qu'elle réserve pour ce service dans l'avenir, et les actifs précédemment utilisés par l'entreprise de gaz, mais retirés de ce service et gardés en réserve en attendant de les réutiliser à nouveau dans ce service ;

c) des actifs de gaz appartenant à l'entreprise, mais dont l'inclusion dans la base de tarification n'est pas reconnue par la Régie.

Les actifs inclus dans ce compte sont classés selon les mêmes divisions que les actifs de gaz en service, et ce compte est maintenu aussi détaillé que si l'actif était en usage dans l'entreprise de gaz.

105. Autres installations de gaz en construction : Ce compte comprend le coût de construction des « autres installations de gaz » non terminées à la date du bilan, et incluant le coût du terrain acquis pour ces projets, des matériaux et approvisionnements de construction non utilisés se trouvant sur le lieu de construction et des autres éléments de coût de ces travaux de construction. Quand le coût de construction d'un actif a été inscrit à ce compte, et que l'actif est complété et prêt à entrer en service, son coût est transféré de ce compte au compte 104 « Autres installations de gaz ».

106. Retrait - travaux en cours - Autres installations de gaz (Compte facultatif) : Ce compte inclut les montants concurremment crédités au compte 104 « Autres installations de gaz », relatifs aux autres installations de gaz retirées.

Les montants recouvrés par récupération ou versés par des assureurs sur les autres installations de gaz sont crédités à ce compte.

Lorsque le coût de l'actif retiré est établi, la valeur comptable moins les montants recouvrés est transférée au compte 107 « Amortissement accumulé – Autres installations de gaz ».

107. Amortissement accumulé – Autres installations de gaz : Ce compte est crédité des amortissements relatifs au compte 104 « Autres installations de gaz ».

108. Autres installations : Ce compte comprend le coût des terrains, des structures, de l'équipement ou des autres actifs tangibles ou intangibles qui font partie de l'entreprise, mais néanmoins constituent une activité opérationnelle distincte de l'entreprise de gaz.

109. Autres installations en construction : Ce compte inclut le coût de construction d'autres installations qui ne sont pas terminées à la date du bilan.

110. Retrait – Travaux en cours – Autres installations (Compte facultatif) : Ce compte inclut les montants concurremment crédités au compte 108 « Autres installations », relatifs aux autres installations retirées.

Les montants recouvrés par récupération ou versés par des assureurs sur les autres installations retirées sont crédités à ce compte.

Lorsque le coût de l'actif retiré est établi, la valeur comptable moins les montants recouvrés est transférée au compte 111 « Amortissement accumulé – Autres installations ».

111. Amortissement accumulé – Autres installations : Ce compte est crédité des amortissements relatifs au compte 108 « Autres installations ».

115. Contributions pour aide à la construction – Réseau de gaz en service : Ce compte inclut les contributions ou les subventions en argent, en service ou en propriétés, octroyées par des gouvernements ou agences gouvernementales, entreprises, individus, à titre de contributions en aide à la construction pour des installations complétées à la date du bilan.

Les registres comptables doivent fournir les informations telles que le but de chaque contribution ou subvention, les conditions s'il y en a, pour lesquelles elle a été faite, le montant des contributions ou subventions et le montant applicable à chaque compte.

116. Contributions pour aide à la construction – Travaux en cours : Ce compte comprend les contributions ou subventions en argent, en service ou en propriétés octroyées par des gouvernements ou agences gouvernementales, entreprises, individus, à titre des contributions en aide à la construction d'installations non complétées à la date du bilan.

118. Ajustement des coûts d'acquisition de réseau de gaz : Ce compte comprend :

a) la différence entre le prix d'achat d'un actif acquis comme une unité opérationnelle ou un système, et le mon-

tant reconnu par la Régie comme faisant partie de la base de tarification ;

b) la différence entre le montant approuvé par la Régie comme faisant partie du réseau, et la valeur comptable des actifs de gaz à la date effective de mise en vigueur des présentes.

Les montants inscrits dans ce compte sont présentés de façon à montrer la nature de chaque montant qui est inclus, et la disposition de ces montants doit être approuvée par la Régie.

119. Amortissement accumulé – Ajustement des coûts d'acquisition de réseau de gaz : Ce compte est crédité des amortissements relatifs au compte 118 « Ajustement des coûts d'acquisition d'actifs de gaz – Réseau ».

SECTION IV

30. Comptes du grand livre auxiliaire :

Compte no description

- 401. Franchises et concessions
- 402.1 Frais d'organisation
- 402.2 Actifs intangibles divers
- 430. Terrain
- 431. Droits de passage et servitudes
- 432. Structures et améliorations
- 433. Outillage de production
- 436. Outillage de compression
- 437. Outillage de mesurage et de régulation
- 438. Outillage de purification
- 439. Autre outillage de production du gaz
- 440. Terrain
- 441. Droits de passage et servitudes
- 442. Structures et améliorations
- 443. Réservoir de gaz
- 449. Autre outillage d'entreposage
- 470. Terrain
- 471. Droits de passage et servitudes
- 472. Structures et améliorations
- 473. Branchements
- 474. Régulateurs chez les clients
- 475. Conduites principales

- 476. Outillage de compression
- 477. Outillage de mesurage et de régulation
- 478. Compteurs situés chez les clients
- 479. Autre outillage de distribution
- 480. Terrain
- 481. Droits de passage et servitudes
- 482. Structures et améliorations
- 483. Ameublement et équipement de bureau
- 484. Outillage de transport
- 485. Outillage lourd
- 486. Outils et outillage
- 487. Appareils chez les clients
- 488. Structures et outillages de communication
- 489. Autre outillage général
- 496. Actifs non répartis.

401. Franchises et concessions : Ce compte comprend les montants payés aux autorités gouvernementales fédérale, provinciale ou autres en considération de franchises, concessions ou certificats valables à perpétuité ou pour une période de plus d'un an. Il comprend aussi les dépenses relatives à l'obtention de telles franchises, concessions ou certificats.

Si une franchise, une concession ou un certificat est acquis par assignation, la charge au compte à cet égard est le montant payé au cessionnaire.

Quand une franchise, une concession ou un certificat est expiré, la valeur comptable de cette franchise est créditée à ce compte. Si cette valeur est amortissable, le montant retiré de ce compte est débité au compte 103 « Amortissement accumulé – Réseau de gaz en service ». Si cette valeur n'est pas amortissable, le retrait de ce compte est débité au compte « Pertes sur vente ou retrait d'actifs ».

Note A : Les taxes relatives aux item inscrits à ce compte ne sont pas incluses dans ce compte mais chargées au compte de dépenses approprié.

Note B : Les montants payés aux gouvernements pour le privilège de constitution en corporation et les frais y relatifs ne sont pas inclus dans ce compte, mais dans le compte 402.1 « Frais d'organisation ».

402.1. Frais d'organisation : Ce compte inclut tous les droits payés à des gouvernements pour le privilège de constitution en corporation, les autres dépenses reliées à l'organisation de la compagnie, à sa mise en position de dé-

buter en affaires, et les honoraires des conseillers spéciaux utilisés à ces fins.

Note A : Tous les frais encourus à l'émission de capital-actions sont inclus dans un compte « Frais pour émission de capital-actions ».

Note B : Tous les frais encourus à l'émission d'une dette à long terme sont inclus dans un compte « Es-comptes et frais sur dettes non amortis ».

Note C : Les montants payés aux autorités gouvernementales fédérale, provinciale, et autres pour des franchises, des concessions ou des certificats valables à perpétuité ou pour une période de plus d'un an, et les frais qui s'y rattachent sont inclus dans le compte 401 « Franchises et concessions ».

402.2. Actifs intangibles divers : Ce compte inclut le coût des brevets, permis, privilèges et autres propriétés intangibles ou utiles pour l'entreprise et qui ne sont pas spécifiquement chargés à aucun autre compte.

Lorsqu'un article inscrit à ce compte est retiré ou expiré, la valeur comptable est créditée à ce compte. Si l'actif est amortissable, le montant enlevé de ce compte est débité au compte 103 « Amortissement accumulé – Réseau de gaz en service ». Si l'item n'est pas amortissable, le montant enlevé est débité au compte « Pertes sur vente ou retrait d'actifs ».

430. Terrain : Ce compte comprend le coût du terrain détenu en pleine propriété et utilisé dans l'activité de production de gaz, le coût du terrain pour l'accès et la sortie de ces terrains et le coût de terrain attendant aux droits de passage pour ces terrains.

Quand l'entreprise acquiert du terrain sur lequel reposent des bâtiments, le coût est équitablement réparti entre le terrain et les bâtiments et inscrit en conséquence. Si le plan d'acquisition prévoit le retrait des bâtiments, le coût total du terrain et des bâtiments est considéré comme le coût du terrain et la valeur de récupération des bâtiments est déduite du coût du terrain ainsi déterminé.

Le produit de la vente du bois ou des améliorations achetées avec le terrain est crédité à ce compte.

Le produit de la vente de minéraux se trouvant dans le sol lors de l'achat du terrain et inclus dans le prix d'achat est crédité à ce compte.

Voici quelques frais capitalisables dans ce compte :

- a) certificats de recherche ;
- b) évaluations ;
- c) commissions et dépenses de courtiers indépendants spécifiquement engagés pour l'acquisition du ter-

rain, mais non la répartition arbitraire de tels coûts pour des services occasionnels ;

- d) arbitrage dans le cas d'expropriation ;
- e) commissions payées à des tiers ;
- f) primes sur des liens d'expropriation ;
- g) enregistrement et dépôt des documents, des titres et des plans et devis ;
- h) paiements pour la libération et dégrèvement des charges et servitudes sur le terrain ;
- i) coût du déblaiement, remplissage et de nivellement d'un terrain bas ou submergé ;
- j) dommages occasionnés aux propriétés des tiers ;
- k) fossés pour l'irrigation quand leur coût fait partie du prix d'achat ;
- l) dépenses d'ingénierie et d'arpentage relatives à l'achat du terrain en pleine propriété ;
- m) dépenses d'expropriation incluant les frais de cour et honoraires de conseillers spéciaux ;
- n) coût de jugements et de décrets pour l'obtention ou la défense des titres ;
- o) honoraires d'avocats et de notaires ;
- p) plans et devis ;
- q) paiement pour la levée des mesures restrictives paraissant sur les documents originaux des titres et pour autres droits ;
- r) enlèvement et re-localisation des bâtiments et autres structures non achetés ;
- s) loyer du terrain s'il fait partie du prix d'achat ;
- t) taxes courues et assumées au moment de l'achat.

Note A : Lorsque l'acquisition d'un terrain pour l'exploitation d'un réseau de gaz inclut aussi l'achat d'un terrain non destiné au même usage, le débit au compte 100 « Réseau de gaz en service » est basé sur le coût estimé à la date d'acquisition de la portion qui est utilisée pour l'entreprise de gaz. La valeur estimée de la portion non utilisée pour l'entreprise de gaz est incluse dans le compte 104 « Autres installations de gaz ». Quand un terrain est pratiquement sans valeur, il est comptabilisé pour une valeur nominale.

Note B : Lorsqu'un terrain est acquis, sans plan défini pour son utilisation dans le réseau, le coût est inscrit au compte 104 « Autres installations de gaz ».

Note C : Quand un terrain est acquis selon un plan défini d'utilisation dans un projet de construction, son coût est inscrit dans le compte 101 « Réseau de gaz en construction » jusqu'au moment où le projet est complété et prêt pour le service.

Note D : Les paiements pour des options, des intérêts sur des options et sur des contrats d'achat de terrain en prévision de projets de construction futurs sont inscrits dans un compte « Frais divers reportés », en attendant de poursuivre le projet.

Lorsque le projet se réalise, le solde dans le compte « Frais divers reportés » est transféré au compte 101 « Réseau de gaz en construction » ; si le projet n'est pas réalisé, le montant perdu, incluant l'intérêt s'il y a lieu, est débité au compte « Dépenses diverses ».

Note E : Le coût de déblaiement, de nivellement ou de terrassement du terrain, avant et après la construction des installations mais en relation directe avec ces installations, est inclus dans les comptes prévus pour le coût des installations construites.

Note F : Le produit net de la vente de minéraux et de bois excédant le montant estimé pour ceux-ci dans le prix d'achat du terrain, est crédité au compte « Profit sur ventes d'actifs ».

Les composantes et les notes ci-dessus s'appliquent à tous les comptes de « terrain ».

431. Droits de passage et servitudes : Ce compte comprend le coût des droits de passage, des servitudes et des permissions ayant un rapport avec la production du gaz.

Voici quelques frais capitalisables dans ce compte :

- a) frais de recherche ;
- b) frais d'expropriation ;
- c) honoraires juridiques ;
- d) honoraires de notaires ;
- e) droits et coûts d'enregistrement, de dépôts des documents des titres et des plans et devis ;
- f) commissions à des courtiers indépendants.

Note A : Le coût du terrain en pleine propriété, utilisé comme droits de passage et servitudes est prévu au compte « Terrain ».

Note B : Les loyers payés périodiquement pour ces droits de servitudes sont inclus dans les comptes prévus pour les dépenses d'exploitation des installations utilisées.

Note C : Les coûts de déblaiement, de nivellement et de terrassement des terrains sur lesquels l'entreprise a obtenu des droits de passage et des servitudes, avant et après la construction des installations, mais directement reliés à de telles installations, sont inclus dans les comptes prévus pour le coût des installations construites.

Note D : Le produit de la vente du bois et/ou des améliorations achetées avec les droits de passage et de servitudes est crédité à ce compte.

Les composantes et les notes ci-haut s'appliquent à tous les autres comptes « Droits de passage et servitudes ».

432. Structures et améliorations : Ce compte comprend le coût des structures et des installations qui y sont rattachées, utilisées en rapport avec la production du gaz. Il comprend aussi le coût des améliorations à ces structures et aux installations rattachées, ainsi que le coût de déblaiement, de nivellement et de terrassement du terrain, avant et après la construction des structures, quand de telles transformations sont directement reliées aux fonctions et aux structures précitées.

433. Outillage de production : Ce compte inclut le coût d'achat et les coûts d'installation de l'équipement de toutes catégories utilisées pour la production de gaz.

436. Outillage de compression : Ce compte inclut le coût de l'outillage de compression et de ses accessoires utilisés pour la livraison du gaz au système de transmission ou de distribution.

437. Outillage de mesurage et de régulation : Ce compte inclut le coût des compteurs, des régulateurs, des indicateurs de niveau (jauge) et autre équipement utilisé dans le mesurage et la régulation de la production du gaz.

438. Outillage de purification : Ce compte inclut le coût des appareils pour l'élimination des impuretés du gaz et des appareils de conditionnement du gaz.

439. Autre outillage de production du gaz : Ce compte inclut le coût de l'outillage utilisé dans la production du gaz non classifié dans aucun autre compte.

440. Terrain : Ce compte comprend le coût du terrain détenu en pleine propriété et utilisé dans l'activité d'entreposage de gaz.

Les explications quant au contenu du compte, les composantes et les notes du compte 430 « Terrain » s'appliquent ici.

441. Droits de passage et servitudes : Ce compte comprend le coût des droits de passage, des servitudes ou des permissions ayant un rapport avec les opérations d'entreposage de gaz.

Les explications quant au contenu du compte, les composantes et les notes du compte 431 « Droits de passage et servitudes » s'appliquent ici.

442. Structures et améliorations : Ce compte comprend le coût des structures et des installations qui y sont rattachées, utilisées en rapport avec les opérations d'entreposage du gaz. Il comprend aussi le coût des améliorations à ces structures et aux installations rattachées, ainsi que le coût de déblaiement, de nivellement et de terrassement du terrain, avant et après la construction des structures, quand de telles transformations sont directement reliées aux fonctions et aux structures précitées.

443. Réservoir de gaz : Ce compte inclut le coût d'achat et les coûts d'installation des réservoirs et des accessoires utilisés pour l'entreposage du gaz avant sa vente.

449. Autre outillage d'entreposage : Ce compte inclut le coût de l'outillage utilisé dans les opérations d'entreposage du gaz qui ne peut être classifié dans aucun autre compte.

470. Terrain : Ce compte comprend le coût du terrain détenu en pleine propriété et utilisé dans l'activité de distribution de gaz.

Les explications quant au contenu du compte, les composantes et les notes du compte 430 « Terrain » s'appliquent ici.

471. Droits de passage et servitudes : Ce compte comprend le coût des droits de passage, des servitudes et des permissions ayant un rapport avec les opérations de distribution du gaz.

Les explications quant au contenu du compte, les composantes et les notes du compte 431 « Droits de passage et servitudes » s'appliquent ici.

472. Structures et améliorations : Ce compte comprend le coût des structures et des installations qui y sont rattachées, utilisées en rapport avec les opérations de distribution du gaz. Il comprend aussi le coût des améliorations à ces structures et aux installations rattachées, ainsi que le coût de déblaiement, de nivellement et de terrassement du terrain, avant et après la construction des structures, quand de telles transformations sont directement reliées aux fonctions et aux structures précitées.

473. Branchements : Ce compte inclut :

a) le coût des tuyaux de branchement et leurs coûts d'installation, depuis la conduite principale jusqu'au robinet de contrôle du compteur inclusivement, que celle-ci soit située à l'intérieur ou à l'extérieur de la bâtisse, quand l'entreprise supporte ce coût ou quand elle assume l'entière responsabilité de l'entretien et du remplacement de ces actifs payés par le client.

Ceci inclut le coût des sections de tuyaux de branchement installés par anticipation pour usage futur, même si ces branchements n'ont jamais été utilisés ;

b) le coût de la main-d'oeuvre, du matériel utilisé et les autres dépenses encourues pour l'installation initiale des compteurs chez les clients ;

c) le coût des régulateurs chez les clients ainsi que les coûts d'installation initiale de ces régulateurs.

L'entreprise maintient des registres comptables ou autres de façon à indiquer séparément pour chaque branchement, le genre de matériel, le diamètre et ses coûts.

Quand un tuyau de plastique a été inséré dans un autre tuyau de branchement, les registres comptables ou autres doivent garder la trace des mêmes renseignements de cette insertion.

Note : Le coût du creusage et du remblayage des tranchées subséquemment à la construction initiale, dans le but de fixer une enveloppe de protection, est chargé à ce compte.

474. Régulateurs chez les clients (Compte facultatif) : Ce compte inclut le coût des régulateurs installés chez les clients. Il inclut le coût de la main-d'oeuvre, du matériel utilisé et les autres dépenses relatives à l'installation initiale des régulateurs.

Les régulateurs en stock doivent être débités au compte d'inventaire approprié.

Le coût des régulateurs chez les clients ainsi que les coûts d'installation de ces régulateurs sont identifiés aux branchements d'immeubles concernés. Ces coûts sont transférés au compte 473 « Branchements », et deviennent partie intégrante du coût des branchements d'immeuble.

475. Conduites principales : Ce compte inclut le coût du réseau de conduites de distribution, depuis le pipeline d'alimentation (transmission) jusqu'aux tuyaux de branchement des clients.

L'entreprise indique séparément dans ses registres, pour chaque type de matériel, la longueur des conduites de chaque diamètre et leur coût.

Note : Le coût de l'ouverture et du remplissage des tranchées subséquemment à la construction initiale, dans le but de fixer une enveloppe de protection, est chargé à ce compte.

La méthode d'évaluation du prix unitaire et tout changement à celle-ci doit être approuvée par la Régie.

476. Outillage de compression : Ce compte inclut le coût d'outillage de compression et de ses accessoires utilisés dans l'activité de distribution de gaz.

477. Outillage de mesurage et de régulation : Ce compte comprend le coût des compteurs, des régulateurs, des indicateurs de niveau (jauge) et d'autre outillage utilisé dans le mesurage et la régulation du gaz, dans les opérations de distribution du gaz, mais non situés chez les clients.

478. Compteurs situés chez les clients : Ce compte inclut le coût des compteurs et de leurs accessoires utilisés pour mesurer la quantité de gaz livré aux clients en service, et une certaine quantité de compteurs nécessaires pour assurer une opération normale au réseau de distribution de gaz.

Des registres doivent être maintenus de telle sorte que l'entreprise puisse fournir les renseignements quant au genre, au nombre, le site de ceux-ci, et la valeur des compteurs par genre.

Les compteurs en stock doivent être débités au compte d'inventaire approprié.

La méthode d'évaluation du prix unitaire et tout changement à celle-ci doit être approuvée par la Régie.

479. Autre outillage de distribution : Ce compte inclut le coût de l'outillage utilisé dans le réseau de distribution non classifié dans aucun autre compte.

480. Terrain : Ce compte comprend le coût du terrain détenu en pleine propriété et utilisé pour l'opération du réseau en général ; le coût du terrain pour les installations énergétiques, les bureaux, les ateliers et autres usages ; le coût du terrain pour l'accès et la sortie de ces terrains ; le coût du terrain attendant aux droits de passage pour l'entreposage du matériel ; le coût du déplacement et de relocalisation des propriétés des tiers, et le coût du terrain nécessaire pour la re-localisation de ces biens, quand de tels coûts sont assumés par l'entreprise.

Les explications quant au contenu du compte, les composantes et les notes du compte 430 « Terrain » s'appliquent ici.

481. Droits de passage et servitudes : Ce compte comprend le coût des droits de passage, des servitudes et des permissions dont le coût ne peut être inclus dans les autres comptes de droits de passage et servitudes.

Les explications quant au contenu du compte, les composantes et les notes du compte 431 « Droits de passage et servitude » s'appliquent ici.

482. Structures et améliorations : Ce compte comprend le coût des structures et des installations utilisées dans les opérations de gaz non prévues dans les autres comptes de structures et d'améliorations. Il comprend aussi le coût des améliorations à ces structures et installations, le coût de déblaiement, de nivellement et de terrassement du terrain, avant et après la construction, quand de telles trans-

formations sont directement reliées aux fonctions et aux structures précitées. Le coût des améliorations aux actifs non possédés est inclus dans ce compte s'il n'est pas indiqué de l'inscrire ailleurs.

483. Ameublement et équipement de bureau : Ce compte comprend le coût de l'équipement de bureau et de l'ameublement du bureau général, quand il ne fait pas partie intégrante ou n'est pas fixé en permanence aux bâtiments.

484. Outillage de transport : Ce compte comprend le coût de l'outillage de transport, du genre véhicules, automobiles, camions, etc.

Les registres (comptables ou statistiques) doivent être maintenus de manière à indiquer entre autres :

- a) la nature de travail auquel l'outillage est destiné, tel que l'entretien et les réparations, la distribution, la vente, l'administration, etc. ;
- b) la description de chaque équipement ;
- c) les noms de ceux qui les utilisent, etc.

L'entreprise doit présenter à la Régie, dans les 30 jours suivants la fin de son année financière, la liste des actifs comptabilisés à ce compte, ceci afin de constater la continuité de ce groupe d'actifs.

485. Outillage lourd : Ce compte comprend le coût de la machinerie lourde utilisée dans la construction et l'entretien, du genre compresseurs, tracteurs, générateurs, etc.

L'entreprise doit présenter à la Régie, dans les 30 jours suivants la fin de son année financière, la liste des actifs comptabilisés à ce compte, ceci afin de constater la continuité de ce groupe d'actifs.

486. Outils et outillage : Ce compte comprend le coût des outils et des autres pièces d'outillage utilisés dans la construction ou l'entretien, et qui n'appartiennent pas au compte 485 « Outillage lourd ». Il inclut aussi le coût de l'équipement de garage et la grosse machinerie de nature non mobile.

487. Appareils chez les clients : Ce compte comprend le coût des appareils appartenant à l'entreprise et installés chez les clients, qui ne sont pas inclus dans les autres comptes, et une certaine quantité d'appareils nécessaires pour assurer une opération normale de l'activité de location d'appareil. Il inclut le coût de la main-d'oeuvre, du matériel utilisé et les autres dépenses encourues pour l'installation initiale des appareils.

Des registres doivent être maintenus de telle sorte que l'entreprise puisse fournir les renseignements quant au genre, au nombre, le site de ceux-ci, et la valeur des appareils par genre.

Les appareils en stock doivent être débités au compte d'inventaire approprié.

La méthode d'évaluation du prix unitaire et tout changement à celle-ci doit être approuvée par la Régie.

488. Structures et outillages de communication : Ce compte inclut le coût des appareils de télégraphe, de téléphone, de radio et des divers moyens de communication du même genre.

489. Autre outillage général : Ce compte comprend le coût de l'équipement non prévu dans les autres comptes d'équipement.

Ces comptes auxiliaires appropriés doivent être maintenus, tels que :

489.01 Équipement de magasin

489.02 Outillage d'atelier

489.03 Outillage de laboratoire

489.04

496. Actifs non répartis : Ce compte inclut le coût des actifs qui n'a pas encore été analysé, ni réparti entre les comptes du réseau.

SECTION V

DISPOSITION FINALE

31. Toute dérogation aux dispositions des présentes doit être préalablement autorisée par la Régie.

Ordonnance GC-1 du 24.10.77

Ordonnance GC-24 du 27.03.80

Ordonnance GC-26 du 26.05.80



c. R-6, r.5

Ordonnance sur la compensation du coût des capitaux engagés durant la construction

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz
(L.R.Q., c. R-6)

1. Les distributeurs de gaz peuvent inclure au coût de certains ouvrages de nature « immobilisation » des montants en compensation du coût des capitaux engagés durant la construction.

2. Les règles comptables concernant cette compensation apparaissent à l'annexe 1 et font partie intégrante de la présente ordonnance. Elles s'appliquent à l'année fiscale en cours et aux années fiscales subséquentes de chaque distributeur.

3. Dans tous les cas non prévus par la présente ordonnance expressément ou implicitement, la Régie de l'électricité et du gaz adjuge au fur et à mesure des besoins.

4. La présente ordonnance ne s'applique pas en ce qui concerne Gaz Métropolitain inc. à compter du 16 octobre 1981.

ANNEXE 1

(a. 1)

COMPENSATION DU COÛT DES CAPITAUX ENGAGÉS DURANT LA CONSTRUCTION

1. Le calcul de la compensation du coût des capitaux engagés durant la construction doit être conforme aux prescriptions suivantes :

1) **Taux :** Pour ce calcul, chaque distributeur doit utiliser le dernier taux de rendement accordé par la Régie.

2) **Calcul du montant de la compensation :**

a) **Comptes de réseau concernés :** Seuls les comptes de réseau suivants, dans la mesure où ils sont reliés à des travaux de construction, sont affectés par la présente ordonnance :

442., 472., 482.	Structures et améliorations,
443.	Installations d'entreposage,
473.	Branchements,
475.	Conduites principales,

477. Outilage de mesurage et de régulation,

478. Compteurs chez les clients.

b) **Nature des coûts admis aux fins du calcul :** Puisque cette allocation s'applique en compensation de fonds utilisés, seuls les montants payés inscrits aux commandes de travail ou bons de commande sont admissibles pour fins de ce calcul. Ne sont donc pas admissibles pour fins de calcul les montants de compensation déjà capitalisés, les amortissements capitalisés, les frais courus à payer.

c) **Normes de coût et de durée des travaux :** Sont admis au calcul de cette compensation, les travaux dont la durée de construction prévue est plus de 3 mois et dont le coût prévu est plus de 20 000 \$.

d) **Période de capitalisation :** Le calcul mensuel de cette compensation peut être capitalisé à la fin des travaux de construction.

Ordonnance GC-20 du 16.01.80

Ordonnance GC-30 du 16.10.81



c. R-6, r.6

Ordonnance sur la conservation des registres et des documents des distributeurs d'électricité

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz
(L.R.Q., c. R-6)

1. Les distributeurs d'électricité doivent conserver convenablement les registres comptables de leur entreprise d'électricité et toutes les pièces justificatives s'y rapportant jusqu'à ce que permission expresse de la Régie de l'électricité et du gaz d'en disposer soit obtenue.



c. R-6, r.7

Ordonnance sur la conservation des registres et des documents des distributeurs de gaz

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz
(L.R.Q., c. R-6)

1. Les distributeurs de gaz doivent conserver convenablement les registres comptables de leur entreprise de gaz et toutes les pièces justificatives jusqu'à ce que permission expresse de la Régie de l'électricité et du gaz d'en disposer soit obtenue.



c. R-6, r.8

Ordonnance sur la conservation des registres et des documents des entreprises de vapeur

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz
(L.R.Q., c. R-6)

1. Les distributeurs de vapeur doivent conserver convenablement les registres comptables de leur entreprise de vapeur et toutes les pièces justificatives jusqu'à ce que permission expresse de la Régie de l'électricité et du gaz d'en disposer soit obtenue.



c. R-6, r.9

Ordonnance sur la construction ou la mise en service d'ouvrages destinés à la production, à la transmission, à la distribution ou à la vente d'électricité

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz
(L.R.Q., c. R-6)

1. Tout distributeur d'électricité, avant de commencer la construction ou la mise en service des ouvrages destinés à la production, la transmission, la distribution ou la vente d'énergie électrique au Québec, ou avant d'agrandir ou de modifier tels ouvrages, doit requérir l'autorisation de la Régie de l'électricité et du gaz à cet effet.

2. En demandant cette autorisation, les renseignements ci-dessous, dans la mesure où ils s'appliquent à chaque cas particulier, sont transmis à la Régie en triplicata :

- 1) nom et adresse du requérant ;
- 2) description générale de l'ouvrage projeté :
 - a) nature de l'ouvrage ;
 - b) localité ;
 - c) puissance et caractéristiques générales.

Une référence au numéro d'ordre, aux numéros des plans ou devis suivant le cas, doit indiquer clairement la location et la nature des ouvrages ;

3) **but** : indiquer ici l'objet désiré et fournir des renseignements suffisants pour démontrer clairement la nécessité des ouvrages ;

4) **description détaillée** : des détails suffisants pour démontrer que les ouvrages conviennent bien à l'objet en vue doivent être fournis de préférence par dessins ou devis ;

5) **coût estimé ou réel** : le coût estimé ou réel de toute propriété, usine ou de tout matériel est classifié conformément aux prescriptions de l'annexe concernant l'évaluation de l'actif fixe des entreprises d'électricité.

Indiquer dans le coût estimé et dans le coût réel toute contribution en matériel, en main d'oeuvre, en transport ou en argent fourni par d'autres que le distributeur.

Indiquer la quantité, les dimensions, la nature et les particularités des principaux item de matériel et d'outillage, et leur prix unitaire ; le coût probable de la main d'oeuvre, du

transport, du génie et de l'administration ; l'intérêt sur le capital engagé durant la construction et tous détails raisonnablement requis pour que la Régie puisse vérifier les estimations et le coût.

Les travaux étant achevés, la Régie doit en être avisée dans les 30 jours qui suivent. Dans un délai raisonnable, un tableau détaillé du coût réel en est fourni à la Régie et sert à établir la valeur de l'actif de l'entreprise ;

6) **estimation du revenu annuel** : la base de cette estimation doit être indiquée ainsi que les tarifs qui doivent être appliqués, et si l'estimation est établie d'après des contrats spécifiques, les détails de ces contrats doivent être fournis ;

7) **renseignements généraux** : soumettre sous ce titre tout renseignement additionnel susceptible de guider la Régie dans sa décision, et toute observation particulière qui ne découle pas nécessairement des descriptions et énoncés ci-dessus ;

8) **remplacement d'usine ou d'outillage** : si les ouvrages ci-dessus décrits exigent un retrait, un déplacement, ou une mise au rancart d'une usine, partie d'usines, d'appareils ou d'outillage, des détails sur cette usine, ces appareils ou cet outillage doivent être donnés, établissant le coût initial, si ce dernier peut être obtenu, ou la valeur aux livres, la date de l'acquisition et la valeur de rebut ;

9) **lignes d'énergie électrique** : lorsque la demande d'autorisation a trait à la construction de lignes de transmission ou de distribution d'énergie électrique, les renseignements suivants doivent être fournis sous forme d'appendice à la demande d'autorisation formulée conformément aux paragraphes 1 à 8 ci-dessus :

A) les noms des routes que les lignes projetées doivent longer ou traverser et des municipalités où sont situés ces tronçons de route ;

N.B. Pour les lignes qui doivent être érigées sur terrains privés, ces renseignements peuvent être indiqués sur le plan général et dans ce cas, il suffit de donner une brève description du tracé projeté.

B) I. un plan général montrant l'emplacement de la construction projetée ainsi que les emplacements respectifs des lignes, routes et voies ferrées existantes que la ligne projetée parallélisera ou croisera. Ce plan doit être fait à une échelle de pas moins de un mille au pouce.

Lorsque la ligne projetée est sur une route où il n'existe pas de ligne de communications, cette ligne doit être construite sur toute sa longueur sur un seul et même côté de la route, quelles que soient les obstructions, à moins d'une permission spéciale de la Régie. Aux endroits où telle per-

mission est accordée la Régie peut exiger des poteaux plus longs pour permettre une construction conjointe future avec toute ligne de communications.

N.B. Dans le cas de lignes à haute tension ou de parties de telles lignes parallélisant des lignes de signaux qui peuvent être affectées par la construction projetée, la Régie peut exiger un plan fait à plus grande échelle montrant les séparations exactes entre les lignes projetées et existantes.

II. un plan ou dessin montrant l'agencement des fils sur les poteaux ou pylônes, leur espacement et leur hauteur au-dessus du sol ;

III. des plans détaillés des croisements au-dessus ou sous les lignes, routes et voies ferrées existantes, sont exigés dans les cas suivants :

a) lorsque le voltage des lignes, soit existantes, soit projetées, dépasse 25 000 volts ;

b) pour les lignes à poteaux de bois dont le voltage excède 7 500 volts et ayant une travée moyenne de plus de 150 pieds ;

c) les noms et adresse postale des compagnies (à leur siège social), des corporations ou des personnes possédant ou exploitant les lignes et voies ferrées que les lignes projetées traverseront ou paralléliseront ;

D) caractéristiques des lignes électriques projetées :

I. longueur et dimensions des poteaux. Si des tourelles ou pylônes d'acier doivent être employés, un plan détaillé de chaque type et une description des fondations doivent être transmis ;

II. distance moyenne et distance maximum entre les poteaux ou pylônes ;

III. nombre et dimensions des traverses sur les poteaux ou pylônes ;

IV. longueur totale des lignes projetées ;

V. le voltage (entre conducteurs), en mentionnant s'il s'agit d'une ligne à courant continu ou alternatif, et dans ce cas, donner la fréquence et le genre de circuits projetés : monophasés, biphasés ou triphasés ;

VI. nombre, section et composition des conducteurs, pourvus d'isolation ou non ;

VII. modèle et composition des isolateurs (indiquer s'ils sont rigides ou suspendus) ;

VIII. section et composition du fil de terre au-dessus des circuits à haute tension, s'il y en a ;

IX. détails du contrepoids des pylônes d'acier.

(Les renseignements demandés par les sous-paragraphes I à IX du sous-paragraph D, peuvent être incorporés dans les plans ou dessins prescrits par les sous-paragraphes I et II du sous-paragraph B) ;

X. demande actuelle et demande ultime d'énergie en KVA, pour les circuits de plus de 7 500 volts ;

XI. demandes principales d'énergie en KVA et leurs emplacements respectifs sur la ligne ;

XII. endroits où le conducteur neutre sera relié à la terre, s'il y a lieu ;

XIII. raccordements des transformateurs aux sous-stations, tant aux extrémités de la ligne qu'aux points intermédiaires ;

XIV. localisation et longueur approximative des embranchements monophasés des circuits triphasés ;

E) caractéristiques de chacune des lignes existantes :

N.B. Ces renseignements peuvent être indiqués sur les plans de croisements, lorsque tels plans sont exigés, pourvu que la construction projetée ne crée que des croisements sous un angle de plus de 30 degrés.

I. nature de la ligne téléphonique, télégraphique, de signalisation ou électrique ;

II. hauteur des poteaux au-dessus du sol ;

III. nombre de traverses et de conducteurs sur les poteaux ;

IV. s'il s'agit d'une ligne électrique, indiquer le voltage ;

V. s'il s'agit de lignes téléphoniques ou télégraphiques, mentionner si les circuits sont métalliques ou à retour terrestre ;

VI. indiquer quel est l'espacement moyen entre chacune des lignes existantes et la ligne projetée et le point le plus rapproché en excluant les croisements ;

VII. indiquer sur quelle longueur chacune des lignes existantes se trouve parallèle à la ligne projetée sur la même route ou occupe une position parallèle à moins de 250 pieds de distance ;

VIII. indiquer si les circuits des lignes existantes sont transposés ;

F) la demande d'autorisation doit être accompagnée de preuve que copie de cet appendice, des plans généraux, et des plans de croisements (s'il y a lieu), ont été transmis soit par voie de signification, soit par courrier postal recommandé ou certifié, à chaque municipalité, compagnie ou personne, propriétaire ou possesseur de routes ou réseaux que la ligne projetée doit longer ou au-dessus desquelles ou sous lesquelles elle doit être établie.

Lorsque telles routes sont sous le contrôle du ministre des Transports, ce dernier doit recevoir semblable avis.

N.B. Les renseignements ci-dessus doivent être donnés en des termes tels qu'il n'est pas nécessaire, pour en saisir l'essentiel, de référer à la présente ordonnance.

ANNEXE**ÉVALUATION DE L'ACTIF FIXE DES
ENTREPRISES D'ÉLECTRICITÉ****CLASSIFICATION ET SUBDIVISION DES
CÉDULES****1. Propriété intangible**

- 1) Organisation
- 2) Franchises
- 3) Propriétés intangibles diverses

2. Propriété tangible**Classification (a) Centrales génératrices – Vapeur****Item 1) Terrain**

- 2) Bâtiments et outillage
- 3) Outillage des chaudières
- 4) Turbines, moteurs et machines auxiliaires
- 5) Machines pour la production de l'électricité
- 6) Outillage électrique accessoire
- 7) Outillage divers de la centrale

Classification (b) Centrales génératrices – Combustion interne**Item 1) Terrain**

- 2) Bâtiments et outillage
- 3) Système pour le combustible
- 4) Moteurs et machines auxiliaires
- 5) Machines pour la production de l'électricité
- 6) Outillage électrique accessoire
- 7) Outillage divers de la centrale

Classification (c) Centrales génératrices – hydro-électriques**Item 1) Droits riverains**

- 2) Terrain
- 3) Bâtiments et outillage
- 4) Chemins et ponts
- 5) Conduites d'eau, réservoirs, canaux, constructions hydrauliques
- 6) Machines hydrauliques et outillage
- 7) Machines pour la production de l'électricité
- 8) Outillage électrique accessoire
- 9) Outillage divers de la centrale

Classification (d) Transmission**Item 1) Droits de passage**

- 2) Terrain
- 3) Bâtiments, structures de sous-stations et outillage

- 4) Chemins et sentiers
- 5) Appareils de commutation
- 6) Transformateurs
- 7) Poteaux, pylônes et accessoires
- 8) Conducteurs aériens
- 9) Conducteurs souterrains
- 10) Appareils télégraphiques, téléphoniques, sans-fil

Classification (e) Distribution**Item 1) Droits de passage**

- 2) Terrain
- 3) Bâtiments, structures de sous-stations et outillage
- 4) Appareils de commutation
- 5) Poteaux, pylônes et accessoires
- 6) Conducteurs aériens
- 7) Conduits souterrains
- 8) Conducteurs souterrains
- 9) Transformateurs de distribution et accessoires
- 9a) Transformateurs de sous-stations
- 10) Raccordements
- 11) Compteurs d'abonnés
- 12) Installations des compteurs d'abonnés

Classification (f) Utilisation**Item 1) Installation pour éclairage de rues**

- 2) Chaudières à l'électricité et leur outillage
- 3) Autres appareils installés chez les abonnés

Classification (g) Propriétés générales et outillage**Item 1) Terrains divers**

- 2) Bâtiments de l'administration
- 3) Bâtiments des ateliers
- 4) Aménagement des bureaux
- 5) Outillage des ateliers et laboratoires
- 6) Outillage de transport
- 7) Outillage des magasins
- 8) Outillage divers
- 9) Propriétés tangibles générales

Classification (h) Dépenses non-réparties**Item 1) Travaux de génie et administration**

- 2) Dépenses légales pendant la construction
- 3) Intérêt accru pendant la construction
- 4) Assurances et dommages pendant la construction
- 5) Taxes encourues pendant la construction
- 6) Usines et outillage acquis
- 7) Dépenses diverses de construction.

3. Définitions : Les définitions qui suivent sont données comme guides, et n'ont pas pour objet de spécifier tous les item de l'outillage qui doivent être classifiés sous ces titres divers. Toutes propriétés, usines et outillage qui servent à la production, la transmission ou à la distribution de l'électricité doivent être indiqués.

4. Propriété intangible : Comprend l'organisation, les dépenses, les droits (autres que droits riverains), privilèges et autres propriétés immatérielles telles que franchises et droits de brevets.

5. Propriété tangible : Comprend toute propriété physique classée comme actif fixe. Le coût de la propriété tangible couvre les coûts direct et indirect de la main d'oeuvre, et des matériaux jusqu'à, et y inclus, la rémunération des contremaîtres qui surveillent l'ouvrage ; de plus, les frais généraux pour travaux de génie, administration, taxes pendant la construction, intérêt accru pendant la construction et tous autres déboursés actuels imputables à une classe définie de propriété.

6. Propriété intangible :

1) **Organisation :** Ceci comprend les honoraires payés aux gouvernements provincial et fédéral pour fins d'incorporation et les dépenses inhérentes à l'organisation, mais ne comprend pas les escomptes sur titres émis, ni aucune dépense contingente à la négociation des emprunts ou à la vente des obligations ou de capital-actions.

2) **Franchises :** Ceci comprend les sommes véritablement payées aux gouvernements municipaux, provincial et fédéral, en considération des franchises, etc., ainsi que les dépenses nécessaires et raisonnables qui s'y rattachent.

3) **Propriétés intangibles diverses :** Ceci comprend le coût des droits, licences, privilèges et autres propriétés intangibles nécessaires ou utiles à la conduite économique des opérations électriques, non spécifiquement imputable ailleurs. Si un item de propriété intangible a cessé d'exister ou est supprimé, le coût de tel item ne doit pas être inclus.

7. Propriété tangible :

a) **Terrain** (art. 2(a)1. 2(b)1. 2(c)2. 2(d)2. 2(e)2. 2(g)1.) : Ceci comprend le coût des terrains ou des tenures par baux acquis, à l'exclusion du coût des bâtiments et autres améliorations, mais comprenant le coût d'examen et d'enregistrement des titres, arpentages, défrichement et nivellement du site lorsqu'il n'est pas compris dans le coût de la construction, les honoraires ou commissions aux agents et courtiers, aux notaires, ainsi que le coût d'expropriation.

b) **Bâtiments et outillage** (art. 2(a)2. 2(b)2. 2(c)3. 2(g)2. 2(g)3.) : Ceci comprend le coût des bâtiments et de l'outillage qui sert à loger, supporter ou protéger la propriété ou les personnes, ainsi que tout l'outillage et les accessoires qui y sont attachés à demeure, y compris les améliorations au terrain. Le coût doit inclure les chaudières, fournaies, fils conducteurs, tuyauterie, accessoires et machines de la chaufferie, éclairage, signaux, aération, plomberie et autre outillage de service incorporés au bâtiment ou à la structure, et nécessaires à leur fonctionnement.

c) **Outillage des chaudières** (art. 2(a)3.) : Ceci comprend le coût en place de l'outillage d'emmagasinement et de manutention du charbon, l'outillage pour la combustion, les fournaies, la tuyauterie pour la vapeur et l'eau d'alimentation, les bouilloires ainsi que leur appareillage et accessoires servant à la production de la vapeur utilisée principalement pour la production de l'énergie électrique, y compris les pompes d'eau d'alimentation et leurs unités de commande, les conduites à vapeur jusqu'à la soupape d'étranglement de l'engin ou de la turbine. L'on inclut les cheminées et leurs fondations, ainsi que les fondations spéciales pour les bouilloires et leur outillage.

d) **Turbines, moteurs et machines auxiliaires** (art. 2(a)4.) : Ceci comprend le coût en place des principaux moteurs ou turbines servant à produire l'électricité par la vapeur, y compris l'outillage accessoire, les condensateurs et leurs appareils contigus, conduites d'échappement, pompes de circulation et de refroidissement, et tout autre outillage complémentaire essentiel au fonctionnement des moteurs ou turbines, jusqu'au point d'accouplement avec les génératrices.

e) **Machines pour la production de l'électricité** (art. 2(a)5. 2(b)5. 2(c)7.) : Ceci comprend le coût en place des génératrices électriques et des génératrices auxiliaires, depuis le point d'accouplement à la machine motrice, jusqu'aux bornes, inclusivement, des génératrices, y compris les excitatrices.

f) **Outillage électrique accessoire** (art. 2(a)6. 2(b)6. 2(c)8.) : Ceci comprend le coût en place de l'appareillage électrique accessoire spécialement utilisé à la production de l'électricité, compris entre les bornes des génératrices et les bornes de sortie de la centrale ou des bornes primaires des transformateurs principaux. Autant que possible, cet item devrait être subdivisé comme suit :

i. **Conducteurs de la centrale :** Ceci comprend le coût en place des conducteurs principaux de la centrale, y compris les barres omnibus et ouvrages contigus, conducteurs d'énergie et de mise à terre, isolateurs, manchons isolants de muraille et de plancher, interrupteurs disjonctifs, interrupteurs sectionneurs, selfs de choc et parafoudres. On inclut aussi toutes les structures qui supportent ces appareils lorsqu'elles ne font pas partie intégrale du bâtiment.

ii. **Appareils de mesure et de contrôle de la centrale :** Ceci comprend le coût en place de l'outillage électrométrique de la centrale, l'outillage de contrôle et de protection des appareils électriques de la centrale. On inclut les tableaux de métrage, les instruments électrométriques, conduits et fils du métrage, tableaux de contrôle, appareils de contrôle et leurs réseaux de fils et conduits, panneaux de relais et leurs réseaux de fils et conduits ainsi que tous les transformateurs pour instruments de mesure, de contrôle, ou pour relais.

iii. **Interrupteurs à l'huile de la centrale :** Ceci comprend le coût en place des interrupteurs à l'huile de la centrale qui servent à contrôler le débit d'énergie électrique, et qui sont installés entre les bornes des génératrices et les bornes primaires des transformateurs du réseau de transmission, y compris les structures spéciales de support et les fondations.

iv. **Accumulateurs et appareils auxiliaires de la centrale :** Ceci comprend le coût en place des accumulateurs et de l'outillage de recharge, ainsi que des appareils auxiliaires, y compris les structures servant à les supporter et des fondations spéciales.

g) **Outillage divers de la centrale** (art. 2(a)7. 2(b)7. 2(c)9.) : Ceci comprend le coût en place de l'outillage varié servant à l'usage général de la centrale et qui n'apparaît pas dans les autres item se rapportant à la centrale, tels que grues et transbordeurs, outillage de transport servant exclusivement la centrale, outillage de réparation, y compris les tours, les étaux-limeurs, les perforatrices, les presses, les meules, etc., avec les moteurs, arbres de transmission et poulies qui y sont associés, les réservoirs d'huile et les appareils de nettoyage et autres installations et outillage propres au service et à la réparation de la machinerie et de l'outillage de la centrale.

h) **Système pour le combustible** (art. 2(b)3.) : Ceci comprend les réservoirs à combustible et toute la machinerie et l'outillage qui se rapportent à la manutention et à l'emménagement de combustible, à partir de l'endroit de réception jusqu'au point où le combustible est fourni au moteur à combustion interne.

i) **Moteurs et machines auxiliaires** (art. 2(b)4.) : Ceci comprend le coût en place des moteurs diesel ou autres moteurs à combustion interne, servant à la production de l'énergie électrique, y compris les fondations et les montages spécialement construits pour ces machines ; de plus, les régulateurs, les systèmes d'allumage et de lubrification, les appareils auxiliaires et accessoires, la tuyauterie, les systèmes de refroidissement et de démarrage, et tous les autres appareils liés directement au fonctionnement des moteurs à combustion interne.

j) **Droits riverains** (art. 2(c)1.) : Ceci comprend le coût et les dépenses d'achat des droits riverains qui servent ou qui sont essentiels à la production de l'énergie électrique, y compris celui des lots en eau profonde adjacents aux concessions hydrauliques, mais le coût de ces derniers ne sera inclus que s'il ne l'est pas déjà dans l'item *Terrain*.

k) **Chemins et ponts** (art. 2(c)4.) : Ceci comprend le coût des chemins permanents, passerelles, ponts et chemins de fer qui ne sont pas adjoints immédiatement à la centrale, mais qui servent principalement au transport relativement à la production de l'énergie électrique par les usines hydroélectriques.

l) **Conduites d'eau, réservoirs, canaux, et constructions hydrauliques** (art. 2(c)5.) : Ceci comprend le coût en place des barrages, déversoirs, terrassements, canaux et autres travaux permanents, et des constructions qui servent à recueillir, emmagasiner, régulariser et livrer l'eau aux roues des usines hydroélectriques, à partir du tuyau aspirateur jusqu'au coursier d'aval inclusivement, y compris les item qui s'y rapportent, tels que rateaux-écrans, vannes de contrôle, robinets et mécanisme de fonctionnement, cheminées d'équilibre, déversoirs à billots, échelles à poissons, etc.

Lorsque la structure d'un barrage forme la fondation du bâtiment de la centrale, cette fondation est considérée comme partie du barrage.

m) **Machines hydrauliques et outillage** (art. 2(c)6.) : Ceci comprend le coût en place des roues hydrauliques et des turbines hydrauliques principales et secondaires à partir de leur raccordement avec les tuyaux d'alimentation ou les conduites d'eau, jusqu'au tuyau aspirateur inclusivement, y compris les fondations spéciales et les montages, régulateurs et appareils contigus, systèmes de lubrification, instruments de métrage, jauges et instruments enregistreurs, ainsi que les plates-formes, rampes, etc., qui se rapportent à ces appareils.

B. Système de transmission : Comprend toutes les sous-stations, lignes et outillage accessoire qui servent principalement au raccordement ou au transport de l'électricité d'une source primaire d'énergie à un réseau de distribution (y compris tous les transformateurs qui reçoivent l'électricité de la source primaire et la transforment au voltage de transmission).

a) **Bâtiments, structures de sous-stations** (art. 2(d)3. 2(e)3.) : Ceci comprend le coût des bâtiments et des structures installées des sous-stations qui servent pour :
transmission (2(d)3)
distribution (2(e)3)

pour supporter, protéger la propriété ou les personnes ainsi que les accessoires attachés à demeure qui sont néces-

saies à leur fonctionnement. Les bâtiments et les structures qui servent à plus d'un usage sont classifiés dans l'item qui indique leur usage principal.

b) Chemins et sentiers : (transmission) (art. 2(d)4.) : Ceci comprend tous les chemins permanents ainsi que les sentiers et les ponts qui servent de façon permanente au fonctionnement ou au maintien du réseau de transmission, y compris le coût de défrichement, de nivellement, ainsi que des ponceaux.

c) Appareils de commutations : (transmission) (art. 2(d)5.) : Ceci comprend le coût en place des disjoncteurs d'intérieur et d'extérieur, interrupteurs disjonctifs, contrôles, accumulateurs et machinerie de recharge, instruments électro-métriques, et leur appareillage, relais pour transformateurs et tout autre outillage de sous-station compris dans le système de transmission, excepté ce qui apparaît à l'item 2(d)6.

d) Transformateurs : (transmission) (art. 2(d)6.) : Ceci comprend le coût en place des transformateurs d'intérieur et d'extérieur qui servent à élever le voltage de génération au voltage de transmission, ou pour fins de transformer d'un voltage de transmission à un autre, y compris les raccordements aux appareils de commutation. L'outillage principal de conversion et de rectification tel que convertisseurs de fréquence, moteurs générateurs, condensateurs, rectificateurs, régulateurs et parafoudres installés entre les génératrices et le système de transmission est compris dans cet item.

e) Poteaux, pylônes et accessoires (art. 2(d)7. 2(e)5.) : Ceci comprend le coût en place des poteaux et pylônes ainsi que les accessoires attachés qui servent à supporter les conducteurs aériens, y compris les ancrages, les haubans, jambes de force, appliques, traverses, chevilles d'isolateurs, le coût des travaux d'excavation et de nivellement, les clôtures, rampes et plates-formes, etc.

f) Conducteurs aériens (art. 2(d)8. 2(e)6.) : Ceci comprend le coût en place des conducteurs aériens, des accessoires de ligne et des isolateurs.

g) Systèmes téléphoniques, télégraphiques, sans fil (art. 2(d)10.) : Ceci comprend le coût en place des lignes et appareils téléphoniques, télégraphiques et sans-fil, lorsque ceux-ci ne font pas partie intégrale d'un bâtiment ou d'une structure.

h) Droit de passage (art. 2(d)1. 2(e)1.) : Ceci comprend le coût d'acquisition des droits de passage ou des servitudes pour les lignes de transmission et de distribution ainsi que le coût d'examen et d'enregistrement des titres, coûts et dépenses d'acquisition, honoraires et commissions aux agents et courtiers, coûts des actes de transport, honoraires de notaires, coûts d'expropriation et des arpentages, et le coût de défrichement du terrain.

i) Conduits souterrains (art. 2(e)7.) : Ceci comprend le coût en place des conduits souterrains et des tunnels qui abritent les câbles et les conducteurs, y inclus le coût des conduits, de l'excavation, du remplissage ainsi que du charriage du rebut, des fondations et des montages, des trous d'homme, de l'inspection et des permis, du découpage, déplacement et remplacement des pavés et trottoirs désaffectés, des raccordements aux égouts, des structures pour abriter les transformateurs et les commutateurs souterrains, des puisards ainsi que des pompes, voûtes à transformateurs et les appareils d'aération.

j) Conducteurs souterrains (art. 2(d)9. 2(e)8.) : Ceci comprend le coût en place des conducteurs souterrains et accessoires de ligne qui servent :

- aux lignes de transmission
- aux réseaux de distribution

et comprend le coût des conducteurs armés, des conducteurs sous-marins, des conducteurs recouverts de plomb ou de tissus, ainsi que des isolateurs, épissures, boîtes d'extrémité, accessoires de lignes, y compris les interrupteurs automatiques et manuels de disjonction et de sectionnement, les coupe-circuits, les relais, les permis et l'inspection et du découpage, déplacement et remplacement des pavés et trottoirs désaffectés.

N.B. Le coût des conducteurs affectés uniquement au service de l'éclairage des rues ou aux systèmes de communication n'est pas inclus.

9. Réseaux de distribution : Englobe les sous-stations, lignes et outillage contigus qui servent premièrement au transport de l'électricité d'un système de transmission ou, si un système de transmission n'est pas utilisé, d'une centrale aux domiciles des consommateurs, (y compris les transformateurs entre le système de transmission ou la centrale génératrice et le point de livraison au consommateur).

a) Appareils de commutation (art. 2(e)4.) : Ceci comprend le coût en place des disjoncteurs d'intérieur et d'extérieur, interrupteurs disjonctifs, contrôles, accumulateurs et machinerie de recharge, instruments électro-métriques et leur appareillage, relais pour transformateurs et tout autre outillage de sous-station compris dans le système de distribution, excepté ce qui apparaît aux item 2(e)5 et 2(e)9a.

b) Transformateurs de distribution et accessoires : (distribution) (art. 2(e)9.) : Ceci comprend le coût en place des transformateurs de voltage primaire ou secondaire de distribution qui sont reliés au circuit d'utilisation du consommateur, et doit inclure l'outillage accessoire, les coupe-circuits et les parafoudres des transformateurs.

N.B. Le coût des transformateurs affectés uniquement au service de l'éclairage des rues ou aux systèmes de communication n'est pas inclus.

c) **Transformateurs de sous-stations** (art. 2(e)9a.) : Ceci comprend le coût en place des transformateurs utilisés aux fins de réduire le voltage de transmission au voltage de distribution, y compris l'outillage principal tel que convertisseurs de fréquence, moteurs, générateurs, condensateurs, rectificateurs, régulateurs et parafoudres installés entre les systèmes de transmission et de distribution.

d) **Raccordements : (Distribution)** (art. 2(e)10.) : Ceci comprend le coût en place des fils conducteurs, de leur point de départ sur le dernier poteau ou boîte de raccordement des réseaux de transmission ou de distribution jusqu'à la liaison avec le circuit du consommateur, lorsque la compagnie encourt le coût de cette installation ou qu'elle est responsable du maintien, de l'entretien et du remplacement des appareils achetés par le consommateur. Ceci comprend les appliques, câbles, isolateurs, bouillons et attaches installés sur la propriété du consommateur et qui servent uniquement à son service, ainsi que les interrupteurs de service et les fils de suspension. Si le service est par voie souterraine, on inclut le coût des conduits et des tuyaux de saillie, ainsi que des conducteurs, à partir de la dernière épissure sur poteau jusqu'au raccordement avec le circuit du consommateur, le coût du découpage, déplacement et remplacement des trottoirs et pavés désaffectés, le coût de l'inspection et des permis.

e) **Compteurs d'abonnés** (art. 2(e)11.) : Ceci comprend le coût des compteurs et appareils adjacents appartenant à la compagnie pour mesurer l'énergie électrique fournie à chaque consommateur ainsi que celui des appareils pour limitation de courant, transformateurs d'instruments, montages et raccordements des compteurs, interrupteurs et coupe-circuits, appliques, accessoires et essais de nouveaux compteurs.

N.B. Le coût d'installation, de déplacement ou de remplacement des compteurs n'est pas inclus.

f) **Installation des compteurs d'abonnés** (art. 2(e)12.) : Ceci comprend le coût, à la compagnie, de l'installation initiale des compteurs et accessoires adjacents qui servent à mesurer l'électricité fournie à chaque consommateur.

g) **Installation pour éclairage de rues** (art. 2(f)1.) : Ceci comprend le coût en place de l'outillage qui sert uniquement à l'éclairage de rues, comprenant les conducteurs aériens et souterrains, les appareils automatiques de contrôle, les lampadaires et les poteaux, le découpage, déplacement et remplacement des pavés et trottoirs désaffectés, le coût de la surveillance et des permis, les relais et les horloges de contrôle, les contacts de dérivation, les interrupteurs et les transformateurs.

h) **Chaudières à l'électricité et leur outillage** (art. 2(f)2.) : Ceci comprend le coût, à la compagnie, des chaudières à l'électricité installées, ainsi que celui des appareils

de commutation et de protection, transformateurs, conducteurs, isolateurs et structures spécialement destinés au fonctionnement des chaudières.

i) **Autres appareils installés chez les consommateurs** (art. 2(f)3.) : Ceci comprend le coût et les dépenses d'installation et de déplacement initiaux de toute autre propriété de la compagnie installée chez les consommateurs, et qui n'apparaît pas ailleurs dans cette classification.

j) **Aménagement des bureaux** (art. 2(g)4.) : Ceci comprend le coût en place des meubles et de l'aménagement général qui servent dans les bureaux et partout ailleurs, et qui ne sont pas incorporés aux bâtiments.

k) **Outillage des ateliers et des laboratoires** (art. 2(g)5.) : Ceci comprend le coût en place de l'outillage des ateliers et des laboratoires lorsqu'il ne fait pas partie intégrale de celui des bâtiments, et qu'il n'apparaît pas ailleurs dans cette classification. Ne doit pas paraître, le coût des outils portatifs tels que : tournevis, marteaux, scies, coupe-fils, etc., mais par contre comprend les instruments de métérage portatifs ainsi que l'outillage de vérification et de métérage.

l) **Outillage de transport** (art. 2(g)6.) : Ceci comprend le coût en place de l'outillage de transport des remises et des garages qui n'apparaissent pas ailleurs, tels que : automobiles et leur outillage de réparation, avions et outillage d'aviation, barges, bacs, bateaux, remorqueurs, tracteurs, camions, remorques, wagons, chevaux et harnais, pompes d'huile et de gazoline, réservoirs d'huile et de gazoline, et autre outillage de garages et d'écuries.

m) **Outillage des magasins** (art. 2(g)7.) : Ceci comprend le coût en place de l'outillage des magasins, y compris les comptoirs, étagères, voûtes d'emmagasinement, wagonnets, ameublement, grues, transbordeurs, etc.

n) **Outillage divers** (art. 2(g)8.) : Ceci comprend le coût en place de l'outillage général qui ne peut pas être classifié ailleurs de façon définie.

o) **Propriétés tangibles diverses** (art. 2(g)9.) : Ceci comprend le coût, à la compagnie, des diverses propriétés tangibles qui servent à son exploitation et qui ne sont pas classées dans d'autres item.

p) **Travaux de génie et administration** (art. 2(h)1.) : Ceci comprend les dépenses pour travaux de génie, surintendance et administration préliminaires ou inhérentes aux travaux de construction, qui ne sont pas directement classées ailleurs.

q) **Dépenses légales pendant la construction** (art. 2(h)2.) : Ceci comprend les dépenses légales encourues en raison de la construction avant son achèvement, y compris le coût d'arbitrage pour règlement du contentieux, honoraires de notaires, de témoins ainsi que leurs dépenses, et

frais de cour. Cet item ne doit pas comprendre les dépenses qui se rattachent à l'acquisition de droits de passage ou de terrains, ni les frais légaux de l'organisation.

r) Intérêt accru pendant la construction (art. 2(h)3.) : Ceci comprend les intérêts accrus sur quelque partie d'une dette représentant le coût de la propriété porté au compte de capital fixe (moins l'intérêt, si accordé, sur le solde non dépensé), si de tels fonds sont utilisables avant l'achèvement ou la mise en service de la propriété en construction. Ceci comprend aussi la proportion d'escompte et de dépenses d'émission de titres à long terme pour fins de construction, qui est imputable à la période écoulée entre la date d'émission de ces titres et celle de mise en service de la propriété.

s) Assurances et dommages pendant la construction (art. 2(h)4.) : Ceci comprend le coût des assurances et des dommages encourus directement en rapport avec la construction des usines ou de l'outillage, y compris les primes d'assurance de compensation, les salaires ou les dépenses des médecins et des chirurgiens, soins de gardes-malades, frais d'hospitalisation, remèdes, pansements et médicaments, ainsi que toutes les autres dépenses qui s'y rattachent.

t) Taxes encourues pendant la construction (art. 2(h)5.) : Ceci comprend toutes les taxes et les impôts prélevés, payés ou encourus sur les propriétés et les bâtiments en voie de construction, jusqu'au moment de leur mise en exploitation.

u) Usines et outillage acquis (art. 2(h)6.) : Ceci comprend le coût des usines et outillage acquis qui ne sont pas immédiatement imputables à d'autres item de cette classification.

v) Dépenses générales de construction (art. 2(h)7.) : Ceci comprend le reste des dépenses de construction inachevées qui représentent les changements ou les additions aux usines ou à l'outillage, qui ne sont pas classifiées ailleurs.

Le mot *compagnie* dans le texte ci-dessus signifie *distributeur d'électricité* au sens de la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz (L.R.Q., c. R-6).

Ordonnance 10 du 19.04.36

Ordonnance 4 du 24.03.41

Ordonnance 1 du 14.09.45



c. R-6, r.10

Ordonnance sur la contribution pour aide à la construction

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz
(L.R.Q., c. R-6)

1. Comptabilisation à l'encaissement : Les montants reçus par le distributeur de gaz à titre de contributions pour aide à la construction doivent être enregistrés séparément des actifs du réseau, et les registres à cet effet doivent identifier dans chaque cas, l'abonné, la date de la contribution, l'actif concerné, le numéro de compte et sous-compte s'il y a lieu où l'actif est inscrit, le montant de la contribution et tout autre renseignement pertinent.

2. Amortissement : Tout montant reçu à titre de telle contribution à l'égard d'un actif est sujet à amortissement au taux de 5% par an selon la méthode dite en ligne droite.

Pour fins du coût de service de l'entreprise, l'amortissement ainsi calculé vient en réduction de la dépense d'amortissement prise à l'égard des actifs, laquelle se calcule sur le coût total d'acquisition sans soustraire la contribution reçue.

3. Ajustement : À l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, la Régie de l'électricité et du gaz juge, dans le cas de chaque distributeur de gaz, s'il y a lieu d'ajuster les livres comptables pour les rendre conformes aux présentes dispositions.

Dans chaque cas, la Régie statue sur les écritures comptables qu'elle juge nécessaires et satisfaisantes pour compléter l'ajustement.

4. Application : Ces règles comptables s'appliquent à l'année fiscale en cours et aux années fiscales subséquentes de chaque distributeur de gaz.



c. R-6, r.11

Ordonnance sur la délivrance des permis de distributeurs d'électricité conformément à l'article 21 de la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz
(L.R.Q., c. R-6)

1. La formule de demande de permis de distributeur d'électricité, annexe A, à être utilisée par tout nouveau distributeur d'électricité visé par l'article 21 de la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz (L.R.Q., c. R-6), est approuvée.

2. Cette formule doit être remplie, sous serment, par le secrétaire de l'entreprise d'électricité ou son propriétaire.

3. Le renouvellement du permis de distributeur d'électricité est demandé par le secrétaire de l'entreprise d'électricité ou son propriétaire.

4. Le renouvellement du permis est effectué sur présentation à la Régie de l'électricité et du gaz du rapport annuel prévu au paragraphe 1 de l'article 45 de la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz, et sur paiement des droits exigibles en vertu du paragraphe a de l'article 47 de cette Loi.

5. La formule de permis de distributeur d'électricité, annexe B, devant être émise par la Régie est approuvée.

6. Le distributeur, détenteur d'un permis en vertu de l'article 21 de la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz, avise la Régie de tout changement dans les conditions existantes lors de l'émission du permis.

7. Le distributeur doit, en tout temps, se conformer à toutes les conditions générales ou spéciales indiquées sur son permis de distributeur d'électricité auxquelles la Régie peut le soumettre en vue de protéger les droits des consommateurs.

ANNEXE A

(a. 1)

RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

Demande de permis de distributeur d'électricité

En vertu de l'article 21 de la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz (L.R.Q., c. R-6).

1. Nom du requérant :

- a) Adresse du bureau d'affaires :
- b) Adresse du bureau principal :
- c) Date d'incorporation :
- d) Incorporé sous les lois de :

Annexer les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires et les règlements de la compagnie.

- e) Date du début des affaires :
- f) Noms, adresses des administrateurs et officiers de la compagnie :

.....
.....
.....
.....
.....

2. Genre d'affaires :

- a) Production de l'électricité
- b) Transmission de l'électricité
- c) Distribution de l'électricité
- d) Si l'électricité n'est qu'une activité secondaire, décrire l'activité principale :

.....
.....

3. Production et achat :

- a) Si le distributeur possède ou exploite une usine de production, spécifier comme suit :

Endroit	Puissance installée	Source d'énergie motrice : hydraulique, vapeur, combustion interne, nucléaire.
---------	---------------------	--

b) Si le distributeur achète de l'énergie, spécifier comme suit :

Nom du vendeur	Point de livraison	Quantité spécifiée par contrat ou de- mande maximale en kilowatts (kW)
----------------	--------------------	---

.....
signature du secrétaire

Assermenté devant moi à

Ce jour de

.....
Notaire ou commissaire à l'assermentation

c) Énergie produite ou vendue en kilowatts-heures :

d) Estimation des revenus annuels provenant de la vente d'électricité :

4. Territoire desservi :

.....
.....
.....
.....

5. Nombre d'abonnés :

- a) Service domestique :
- b) Fermiers :
- c) Service commercial ou général :
- d) Service industriel :
- e) Éclairage municipal de rues :
- f) Ventes d'énergie en bloc :
- g) Total d'abonnés :

6. Valeur au livre des actifs physiques engagés dans l'entreprise d'électricité :

.....
.....

7. **Compagnies associées et filiales** : Si le distributeur a des compagnies associées ou des filiales qui sont elles-mêmes distributrices dans le sens de la Loi, spécifier comme suit :

Nom des compagnies associées et des filiales :	Adresses :
---	------------

.....
.....
.....

8. Annexer les cédules des tarifs ou prix à être mis en vigueur.

9. Le distributeur soussigné, ayant dûment pris connaissance de la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz, sollicite par la présente un permis de distributeur d'électricité, conformément à l'article 21 de cette Loi.

ANNEXE B
(a. 5)



GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ
2100 rue Drummond, Montréal
H3G 1X1

SPECIMEN

PERMIS DE DISTRIBUTEUR D'ÉLECTRICITÉ

LA RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

Atteste que

*est enregistré comme distributeur d'électricité;
le présent permis est sujet aux conditions suivantes:*

ce permis est valable pour la

période du _____ 19__ au _____ 19__

30.1.36

Secrétaire



c. R-6, r.12

Ordonnance sur les dépôts exigés par les distributeurs d'électricité

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz
(L.R.Q., c. R-6)

1. Aucun distributeur d'électricité ne peut exiger de tout consommateur un dépôt en argent et/ou autres garanties, sauf dans les cas et selon les modalités prévues aux articles 2 à 4.

2. Usage domestique :

1) **Nouveau consommateur :** Aucun dépôt en argent et/ou autres garanties ne peuvent être exigés du nouveau consommateur par le distributeur d'électricité pour le desservir, à moins que ce distributeur n'ait eu, dans le passé, des difficultés avec ce consommateur qui aurait indûment négligé d'acquitter régulièrement à échéance ses factures d'électricité.

2) **Consommateur existant :** Aucun dépôt en argent et/ou autres garanties ne peuvent être exigés par le distributeur comme condition pour continuer à le desservir en électricité, à moins que le service fourni à ce consommateur n'ait été interrompu par le distributeur pour défaut de paiement de ses factures d'électricité.

3) Dans les 2 cas décrits aux paragraphes 1 et 2, le dépôt et/ou les garanties exigés par le distributeur ne doivent pas excéder un montant représentant la facturation de 2 mois de consommation consécutifs les plus élevés à l'intérieur d'une période de 12 mois.

3. Usage commercial et industriel :

1) **Nouveau consommateur :** Le distributeur peut exiger du nouveau consommateur un dépôt en argent et/ou autres garanties ne devant pas excéder un montant représentant une consommation estimée couvrant une période de 2 mois.

2) **Consommateur existant :** Aucun dépôt en argent et/ou autres garanties ne peuvent être exigés par le distributeur comme condition pour continuer à le desservir en électricité, à moins que le service fourni à ce consommateur n'ait été interrompu par le distributeur pour défaut de paiement de ses factures d'électricité.

3) Dans les 2 cas décrits aux paragraphes 1 et 2, le dépôt et/ou les garanties exigés par le distributeur ne doivent pas excéder un montant représentant la facturation de 2

mois de consommation consécutifs les plus élevés à l'intérieur d'une période de 12 mois ; toutefois, le distributeur doit informer, par écrit, le consommateur des raisons qui justifient sa décision d'exiger un tel dépôt.

4. Dispositions générales :

1) Tout dépôt en argent fait par un consommateur doit être versé par le distributeur dans un compte en fidéicommiss intitulé « Dépôts de clients ».

2) Le dépôt porte intérêt que le distributeur doit au consommateur, à un taux annuel établi le 1^{er} janvier de chaque année à 1% moins élevé que le taux alors courant accordé sur les comptes d'épargne véritable par l'institution bancaire qui administre le compte en fidéicommiss (« Dépôts de clients »). Le distributeur doit déposer auprès de la Régie de l'électricité et du gaz, le ou avant le 30 janvier de chaque année, une déclaration indiquant ce taux ainsi établi et la source des renseignements ayant servi à l'établir.

3) L'intérêt sur les dépôts est payable à la fin de chaque année civile ou lors du remboursement de tels dépôts dans les cas prévus aux présentes.

4) Les dépôts présents ou futurs faits par des consommateurs qui ne peuvent être retracés, ou tout reliquat de tels dépôts après fermeture d'un compte d'électricité sont de même déposés dans le compte en fidéicommiss, ainsi que les intérêts produits.

5) Dans tous les cas où un dépôt et/ou des garanties sont exigés en vertu des présentes, le consommateur est réputé avoir rétabli son crédit à la satisfaction du distributeur, s'il a payé régulièrement ses factures d'électricité durant une période de 12 mois consécutifs dans le cas d'un consommateur pour usage domestique et durant une période de 24 mois consécutifs dans le cas d'un consommateur pour usage commercial et industriel ; dans les deux cas, le distributeur, dans les 30 jours de la période écoulée, doit remettre au consommateur les garanties qu'il détient ou doit lui rembourser par chèque la totalité de son dépôt avec intérêt, et n'est pas autorisé à l'appliquer sur une facture d'électricité qui n'est pas en souffrance.

6) Le distributeur est autorisé à appliquer le dépôt ou toute partie de celui-ci, par compensation, au crédit du compte que peut lui devoir le consommateur, dans les cas suivants :

a) lorsque le consommateur ne requiert plus le service ;

b) à la suite d'une interruption de service par le distributeur pour défaut de paiement de la part du consommateur.

Lorsqu'une garantie a été fournie, le distributeur est autorisé à la réaliser et à en appliquer le produit si le consommateur n'a pas acquitté son compte dans un délai de 3 mois de la date d'échéance. Tout solde du dépôt ou de la garantie ainsi réalisé s'il en est, est remboursé au consommateur conformément au paragraphe 5.

7) Dans toute matière sur laquelle il est statué par la présente ordonnance, le consommateur peut appeler de la décision du distributeur, en s'adressant à la Régie qui décide en dernier ressort du litige entre les parties.

5. Dans tous les cas non prévus par la présente ordonnance expressément ou implicitement, la Régie adjuge au fur et à mesure des besoins.



c. R-6, r.13

Ordonnance sur les dépôts exigés par les distributeurs de gaz

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz
(L.R.Q., c. R-6)

1. Aucun distributeur de gaz ne peut exiger de tout consommateur un dépôt en argent et/ou autres garanties, sauf dans les cas et selon les modalités prévues aux articles 2 à 4.

2. Usage domestique :

1) **Nouveau consommateur :** Aucun dépôt en argent et/ou autres garanties ne peuvent être exigés du nouveau consommateur par le distributeur de gaz pour le desservir, à moins que ce distributeur n'ait eu, dans le passé, des difficultés avec ce consommateur qui aurait indûment négligé d'acquitter régulièrement à échéance ses factures de gaz.

2) **Consommateur existant :** Aucun dépôt en argent et/ou autres garanties ne peuvent être exigés par le distributeur comme condition pour continuer à le desservir en gaz, à moins que le service fourni à ce consommateur n'ait été interrompu par le distributeur pour défaut de paiement de ses factures de gaz.

3) Dans les 2 cas décrits aux paragraphes 1 et 2, le dépôt et/ou les garanties exigés par le distributeur ne doivent pas excéder un montant représentant la facturation de 2 mois de consommation consécutifs les plus élevés à l'intérieur d'une période de 12 mois.

3. Usage commercial et industriel :

1) **Nouveau consommateur :** Le distributeur peut exiger du nouveau consommateur un dépôt en argent et/ou autres garanties ne devant pas excéder un montant représentant une consommation estimée couvrant une période de 2 mois.

2) **Consommateur existant :** Aucun dépôt en argent et/ou autres garanties ne peuvent être exigés par le distributeur comme condition pour continuer à le desservir en gaz, à moins que le service fourni à ce consommateur n'ait été interrompu par le distributeur pour défaut de paiement de ses factures de gaz.

3) Dans les 2 cas décrits aux paragraphes 1 et 2, le dépôt et/ou les garanties exigés par le distributeur ne doivent pas excéder un montant représentant la facturation de 2 mois de consommation consécutifs les plus élevés à l'inté-

rieur d'une période de 12 mois ; toutefois, le distributeur doit informer, par écrit, le consommateur des raisons qui justifient sa décision d'exiger un tel dépôt.

4. Dispositions générales :

1) Tout dépôt en argent fait par un consommateur doit être versé par le distributeur dans un compte en fidéicommiss intitulé « Dépôts de clients ».

2) Le dépôt porte intérêt que le distributeur doit au consommateur, à un taux annuel établi le 1^{er} janvier de chaque année à 1% moins élevé que le taux alors courant accordé sur les comptes d'épargne véritable par l'institution bancaire qui administre le compte en fidéicommiss (« Dépôts de clients »). Le distributeur doit déposer auprès de la Régie de l'électricité et du gaz, le ou avant le 30 janvier de chaque année, une déclaration indiquant ce taux ainsi établi et la source des renseignements ayant servi à l'établir.

3) L'intérêt sur les dépôts est payable à la fin de chaque année civile ou lors du remboursement de tels dépôts dans les cas prévus aux présentes.

4) Les dépôts présents ou futurs faits par des consommateurs qui ne peuvent être retracés, ou tout reliquat de tels dépôts après fermeture d'un compte de gaz sont de même déposés dans le compte en fidéicommiss, ainsi que les intérêts produits.

5) Dans tous les cas où un dépôt et/ou des garanties sont exigés en vertu des présentes, le consommateur est réputé avoir rétabli son crédit à la satisfaction du distributeur, s'il a payé régulièrement ses factures de gaz durant une période de 12 mois consécutifs dans le cas d'un consommateur pour usage domestique et durant une période de 24 mois consécutifs dans le cas d'un consommateur pour usage commercial et industriel ; dans les deux cas, le distributeur, dans les 30 jours de la période écoulée, doit remettre au consommateur les garanties qu'il détient ou doit lui rembourser par chèque la totalité de son dépôt avec intérêt, et n'est pas autorisé à l'appliquer sur une facture de gaz qui n'est pas en souffrance.

6) Le distributeur est autorisé à appliquer le dépôt ou toute partie de celui-ci, par compensation, au crédit du compte que peut lui devoir le consommateur, dans les cas suivants :

a) lorsque le consommateur ne requiert plus le service ;

b) à la suite d'une interruption de service par le distributeur pour défaut de paiement de la part du consommateur.

Lorsqu'une garantie a été fournie, le distributeur est autorisé à la réaliser et à en appliquer le produit si le consommateur n'a pas acquitté son compte dans un délai de 3 mois de la date d'échéance. Tout solde du dépôt ou de la garantie ainsi réalisé s'il en est, est remboursé au consommateur conformément au paragraphe 5.

7) Dans tous les cas ci-dessus mentionnés, le consommateur peut appeler de la décision du distributeur, en s'adressant à la Régie qui décide en dernier ressort du litige entre les parties.

5. Dans tous les cas non prévus par la présente ordonnance expressément ou implicitement, la Régie adjuge au fur et à mesure des besoins.



c. R-6, r.14

Ordonnance sur la fourniture de l'électricité et sur la formule de demande de service

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz
(L.R.Q., c. R-6)

1. Définitions : Dans la présente ordonnance :

- a) « distributeur » : ce mot désigne un distributeur d'électricité et a la même signification que les mots « distributeur d'électricité » tels que définis dans la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz (L.R.Q., c. R-6) ;
- b) « consommateur » ou « abonné » : désigne toute personne, compagnie ou corporation recevant du distributeur de l'électricité pour fins d'éclairage, chauffage, cuisson et autres appareils ;
- c) « Régie » : désigne la Régie de l'électricité et du gaz ;
- d) « propriété du consommateur ou abonné » et « local du consommateur ou abonné » : désignent et comprennent toute propriété, bâtisse, résidence, établissement ou local avec toutes leurs dépendances, occupés par le consommateur comme propriétaire ou autrement.

2. Demande de service et durée du contrat :

- 1) Le distributeur peut exiger du futur consommateur qu'il signe une demande pour chaque service requis sur la formule-type ci-annexée ou sur toute autre formule approuvée par la Régie ; aucune autre formule ne doit être employée. Cette formule doit préciser le genre de service requis, les fins et la durée de l'utilisation prévue et les tarifs applicables. Le consommateur peut exiger du distributeur copie de sa demande de service et de la présente ordonnance.
- 2) Le consommateur n'est pas tenu de contracter un engagement de plus d'un an pour le service de l'électricité ne nécessitant pas la pose de poteaux, l'installation d'un transformateur spécial ou autre appareil spécial en dehors du local du consommateur.
- 3) Il est interdit, sans le consentement du distributeur, de faire usage d'un service à moins d'avoir signé une demande à cet effet.
- 4) Le distributeur doit desservir le consommateur le plus tôt possible après la signature de la demande de ser-

vice. Ce service ne peut être discontinué que dans les cas prévus par les présentes.

5) Le distributeur peut exiger que le consommateur signe une nouvelle demande de service lorsque la nature de l'utilisation change et comporte une classification différente du service ou un changement de tarif.

6) Si le consommateur se propose de changer de local il doit, 3 jours au moins avant la date du déménagement projeté, en prévenir le distributeur, à son bureau, par un avis écrit. Cet avis doit indiquer l'adresse actuelle du consommateur, la nouvelle adresse et la date du déménagement projeté. Le consommateur qui donne l'avis précité est dégagé de toute responsabilité pour service fourni à l'ancienne adresse après son départ, sans toutefois être relevé des engagements spéciaux qu'il peut avoir pris envers le distributeur. La demande de fournir le service au local précédemment occupé s'appliquera au nouveau local.

7) Si le consommateur néglige d'aviser le distributeur par écrit de son déménagement, tel que prévu aux présentes, le contrat en vigueur à l'ancienne adresse s'applique au service qu'utilise le consommateur au nouveau local.

8) A l'expiration du terme mentionné dans la demande de service, ou de tout prolongement subséquent, le consommateur peut mettre fin à sa responsabilité en donnant un avis écrit de son intention, au distributeur, à son bureau et au moins 3 jours avant l'expiration dudit terme. Si aucun avis n'est ainsi donné par le consommateur, le contrat en vigueur est tacitement renouvelé pour un autre terme.

9) Si le consommateur durant la validité du contrat n'a plus besoin de service similaire à celui qu'il reçoit du distributeur, à son local actuel ou à tout autre endroit dans le territoire desservi par le distributeur, il peut alors aviser ce dernier par écrit, à son bureau, de discontinuer le service sous un délai de 3 jours, après quoi sa responsabilité à cet égard cesse. Cependant, le consommateur continue d'être responsable des engagements spéciaux qu'il peut avoir pris envers le distributeur.

3. Tarifs : Les tarifs chargés par le distributeur sont ceux qui sont déposés à la Régie ou autorisés par elle.

A moins que la Régie n'en décide autrement, les tarifs nets chargés par le distributeur doivent être uniformes dans chaque municipalité, pour chaque classe de consommateurs ; la différence de tarif entre le service d'un an et le service à plus long terme ne doit, en aucun cas, excéder ½ cent net par kilowatt-heure.

Le distributeur doit donner au consommateur le bénéfice de toute réduction générale des tarifs en vigueur dans l'endroit où se trouve le local occupé par le consommateur.

4. Factures : Le distributeur transmet au consommateur au moins tous les 2 mois une facture détaillée du montant dû.

Cette facture mentionne les relevés du compteur au début et à la fin de la période concernée, la quantité d'électricité fournie, les prix unitaires pour le service et tout autre renseignement permettant au consommateur de vérifier sa facture. La facture doit être datée, mentionner la période en cause et le délai pendant lequel le consommateur devra l'acquitter pour bénéficier de l'escompte. Ce délai ne devra pas être moindre que 10 jours.

Les factures pour l'électricité ou pour ouvrage exécuté en vertu des présentes ou sur ordonnance de la Régie, sont payables au bureau du distributeur, ou à l'une de ses agences, dans un délai de 15 jours de la date de leur envoi ; les factures hebdomadaires dans un délai de 3 jours ; la facture finale, le jour du dernier relevé du compteur.

5. Compteurs : Le distributeur fournit et pose chez le consommateur le ou les compteurs requis pour les fins du service.

Le consommateur met à la disposition du distributeur un endroit sûr, commode et accessible pour la pose des compteurs.

Toutes questions se rattachant à la pose et à l'essai des compteurs et toutes réclamations résultant de leur inexactitude sont sujettes aux réglementations fédérale, provinciale ou municipale à cet égard.

À la demande du consommateur, le distributeur doit le renseigner sur la manière de relever les compteurs et de calculer la quantité d'électricité utilisée.

Le consommateur à usage domestique, ou pour toutes autres alimentations monophasées à 120/240 volts ayant une capacité de 200 ampères et moins, ou triphasées à 120/208 volts ayant une capacité de 100 ampères et moins, doit fournir l'équipement nécessaire pour la pose de compteur(s) à l'extérieur.

Dans les autres cas, le consommateur doit fournir un coffret approuvé, pour l'installation des transformateurs de tension et de courant à l'usage exclusif du distributeur.

6. Raccordements de service aérien : Le distributeur doit fournir et poser, à ses frais, les fils, supports, isolateurs

et accessoires requis pour relier son installation à celle du consommateur. Cependant, le distributeur n'est pas tenu de prolonger ses fils aériens, à ses propres frais, au-delà du mur le plus rapproché de la bâtisse à desservir et en aucun cas à plus de 100 pieds de la ligne de terrains de ferme et 30 pieds de la ligne des terrains à bâtir. Cette clause ne s'applique qu'aux raccordements de service et n'impose pas au distributeur l'obligation de prolonger une ligne de poteaux, un circuit primaire ou secondaire.

Tous les fils et autres accessoires requis sur la propriété du consommateur au-delà des limites susmentionnées pour relier son installation à celle du distributeur sont fournis par le consommateur, et à ses propres frais.

Le distributeur peut exiger que le consommateur paie le coût des fils, câbles et autres accessoires ainsi que le coût de leur pose et enlèvement, lorsque le service demandé sert pendant moins de 12 mois en un local quelconque. Dans ce cas, après discontinuation du service, le distributeur doit créditer le consommateur de la valeur du matériel utilisable enlevé.

7. Extension de ligne :

1) Toute demande de service d'électricité pourrait faire l'objet d'un tarif spécial si l'une des conditions suivantes se présente :

- a) nécessité de modifier la puissance des lignes électriques existantes ;
- b) une extension sur une route publique, à plus de 100 pieds d'une ligne électrique existante d'une puissance suffisante ;
- c) une extension sur une propriété privée pour laquelle des droits de servitude doivent être obtenus ;
- d) utilisation de l'électricité pour une période moindre que 12 mois ;
- e) l'insuffisance de la quantité d'électricité consommée pour assurer la rentabilité de l'extension.

2) **Propriété privée :** Lorsque l'extension de la ligne électrique doit être érigée, en tout ou en partie, sur la propriété privée, les droits de servitude sont obtenus par le consommateur qui en fait la demande. Ce dernier en assume le coût ainsi que celui de la construction de la ligne.

Le consommateur doit s'assurer que la ligne électrique érigée sur la propriété privée le soit selon les normes AC-NOR C-22.3. Le consommateur doit transférer la propriété de cette ligne ainsi que les droits de servitudes avant que le distributeur ne commence à fournir de l'électricité.

3) **Propriété publique :** Lorsque de la ligne électrique doit être érigée, en tout ou en partie, sur la propriété publique, le distributeur doit suivre les prescriptions de l'Or-

donnance sur la construction ou la mise en service d'ouvrages destinés à la production, à la transmission, à la distribution ou à la vente d'électricité (c.R-6, r.9). Le distributeur doit avoir obtenu, au préalable, du ou des consommateurs des contrats par lesquels il ou ils s'engageront pour une période de 5 ans à recevoir de l'électricité.

Au moment de l'envoi du coût final à la Régie, le distributeur doit soumettre le prix minimum applicable aux consommateurs desservis par l'extension de la nouvelle ligne électrique. La Régie approuve ce prix minimum ou le fixe en tenant compte d'un rendement minimum accordé au distributeur sur ses investissements.

Le rendement minimum est réparti annuellement et uniformément, sur une période de 5 ans, entre tous les consommateurs desservis par la nouvelle extension.

Le consommateur doit payer, le plus élevé des deux, soit ce prix minimum annuel, soit le prix de l'électricité consommée annuellement selon les tarifs réguliers existants.

Si subséquemment à la mise en vigueur de ce tarif, le nombre de consommateurs desservis par la nouvelle extension augmente, le distributeur doit répartir le prix à nouveau et également entre tous les consommateurs et ce, pour le reste de la période de 5 ans.

Lorsque la nouvelle extension a été en opération durant une période de 5 ans, les prix réguliers en vigueur s'appliquent.

8. Installation chez le consommateur : L'installation des fils, tuyaux et autres appareils chez le consommateur doit être conforme aux règlements et devis adoptés par tout organisme fédéral, provincial ou municipal ayant compétence en la matière ; en l'absence de tels règlements, ceux du distributeur, déposés à la Régie, s'appliquent et le distributeur n'est pas tenu de compléter un raccordement avant d'avoir reçu la preuve que l'installation a dûment été faite suivant les règlements et devis.

Le distributeur ne peut imposer d'autres conditions que celles stipulées dans les règlements et devis ci-dessus, sauf si la Régie en décide autrement.

Le consommateur doit aviser le distributeur par écrit avant d'effectuer à son installation, et à l'usage qu'il en fait, quelque modification que ce soit qui puisse affecter le service, ou le coût du service.

Le consommateur ne doit rien faire pour entraver le fonctionnement normal du service ou des appareils du distributeur et ce dernier garde le contrôle de son électricité jusqu'au compteur.

9. Accès chez le consommateur : Les employés du distributeur auront accès chez le consommateur à toute heure convenable pour les besoins du service, mais le relevé régulier des compteurs ne doit être fait que de 8 h à 20 h dans les cités et villes et de 7 h à 18 h dans les autres endroits, les dimanches et jours fériés exceptés.

10. Discontinuation du service : Sauf dans les cas suivants, il est interdit au distributeur de discontinuer le service au consommateur :

- a) lorsque nécessaire pour la sécurité publique ;
- b) sur un avis de tout organisme fédéral, provincial ou municipal ayant compétence en la matière ;
- c) sur réception d'une demande écrite de l'abonné ;
- d) lorsqu'un nouveau consommateur prend possession d'un local déjà desservi et refuse de signer la demande de service ;
- e) lorsque le consommateur est pris en flagrant délit de vol d'électricité, ou qu'il existe une preuve *prima facie* de manipulation des appareils du distributeur ;
- f) lorsque le consommateur ne paie pas dans le délai prescrit aux présentes le montant réclamé dans une facture, pourvu que le distributeur lui ait donné un préavis de 6 jours de son intention de discontinuer le service. La teneur de cet avis doit être approuvée par la Régie et doit comporter que le consommateur, s'il croit que la facture n'est pas exacte ou qu'il ne doit pas la somme réclamée, peut s'adresser par écrit à la Régie avant l'expiration du délai de 6 jours et s'il se prévaut de ce droit, il doit transmettre au distributeur une copie de sa plainte. Le distributeur ne doit pas discontinuer le service au consommateur qui en appelle à la Régie avant que celle-ci l'y autorise.

Lorsque la cause de discontinuation du service a disparu, le distributeur doit rétablir le service promptement. Les frais de ce rétablissement de service, lorsque la cause de discontinuation est imputable au consommateur, sont à sa charge.

FORMULE DE DEMANDE DE SERVICE

Adresse Compteur No.
(Rue et numéro) (Endroit)

Nom Date. 19...

DEMANDE DE SERVICE POUR

éclairage
cuisson
chauffage
appareils domestiques

Le soussigné demande à
(Nom du distributeur)

de fournir au local occupé par
..... comme

Ce service est requis pour
..... d'une puissance de

Je m'engage à prendre ce service durant
(Période de temps)

à compter de la date du raccordement et ci-après jusqu'à
discontinuation tel que prévu par l'Ordonnance sur la
fourniture de l'électricité et sur la formule de demande de
service (R.R.Q., c. R-6, r. 14).

Je m'engage, de plus, à me conformer à l'Ordonnance
suscitée, dont j'ai reçu copie, et à payer les taux indiqués
sur cette demande de service, tels que produits à la Régie,
ou ceux qui pourront être autorisés par elle de temps à au-
tre.

Date du raccordement

Signé

(Les taux peuvent être insérés sur le recto ou le verso de
la demande de service).

Ordonnance 11 du 15.01.42
Ordonnance 1 du 14.09.45
Ordonnance 905 du 04.02.75
Ordonnance 929 du 23.08.77
Ordonnance 975 du 12.01.81



c. R-6, r. 15

Ordonnance sur les frais d'avis publics et de notes sténographiques ou sténotypiques, lors d'auditions de la Régie de l'électricité et du gaz

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz
(L.R.Q., c. R-6)

- 1.** Les témoignages, dépositions et contre-interrogatoires lors des audiences de la Régie de l'électricité et du gaz sont pris en sténotypie ou sténographie.
- 2.** Les frais de ces notes sténographiques ou sténotypiques sont assumés par la ou les requérantes dans l'instance, à moins que la Régie n'en décide autrement.
- 3.** La présentation de requêtes de la part des distributeurs de gaz et d'électricité à la Régie fait l'objet d'avis publiés en langue française et en langue anglaise dans la *Gazette officielle du Québec* et dans les journaux de l'endroit où le distributeur exploite son entreprise de gaz ou d'électricité selon le cas.
- 4.** Ces avis sont publiés par la Régie et les frais relatifs aux publications d'avis sont supportés par la ou les requérantes, à moins que la Régie n'en décide autrement.



c. R-6, r.16

Ordonnance sur une procédure sommaire d'ajustement des tarifs des distributeurs de gaz assujettis à la Régie de l'électricité et du gaz en fonction des modifications dans les taux et les droits d'achat du gaz

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz
(L.R.Q., c. R-6)

1. Définition : Une requête d'ajustement du coût du gaz (ci-après « requête d'ajustement ») est toute demande d'un distributeur de gaz canalisé concluant à l'approbation par la Régie de l'électricité et du gaz (ci-après « la Régie ») d'une majoration ou diminution des tarifs de la requérante reflétant une majoration ou diminution du coût d'achat de gaz de ce distributeur.

2. Recevabilité : Une requête d'ajustement n'est recevable qu'en cas d'augmentation ou diminution des taux et droits d'achat de gaz applicables directement ou indirectement à la requérante et décrétée en vertu des lois en vigueur par l'autorité fédérale compétente.

3. Requête : Sous réserve de l'article 4, la requête d'ajustement comprend tous les éléments jugés nécessaires par la requérante pour permettre une décision de la Régie après examen *prima facie* des pièces produites à l'appui de la requête.

4. Preuve : Sans restreindre le droit de la requérante de soumettre à la Régie toute preuve considérée pertinente aux fins des conclusions de la requête, la requérante est tenue de produire les pièces suivantes, selon les modèles apparaissant aux annexes de cette ordonnance :

Pièce 1 : Copie de la décision de l'autorité compétente décrétant l'augmentation ou la diminution des taux et droits d'achat de gaz.

Pièce 2 : Volumes de gaz naturel achetés durant la période témoin.

Pièce 3 : Disposition du gaz canalisé vendu par la requérante durant la période témoin.

Pièce 4 : Calcul de l'augmentation ou diminution du coût du gaz naturel subie par la requérante.

Pièce 5 : Répartition de la majoration ou diminution du coût du gaz proposée par la requérante.

Pièce 6 : Ecoulement des quantités de gaz en entreposage, par tarif, tel que proposé par la requérante. (Note : Si la requérante ne possède aucun stockage de gaz naturel acheté aux tarifs antérieurs, une déclaration à cet effet est produite comme pièce 6).

Pièce 7 : Comparaison des coûts annuels des combustibles de remplacement par rapport aux coûts annuels du gaz canalisé.

5. Certification : Toutes les pièces soumises à l'appui de la requête doivent être certifiées comme étant vraies et conformes aux états financiers de la requérante par une personne mandatée par le conseil d'administration de la requérante.

Dans les cas de renseignements à être fournis par une compagnie-mère et apparaissant à la colonne 2 de la pièce 2, ces renseignements doivent être appuyés d'un *affidavit* d'une personne autorisée par la compagnie-mère.

6. Période témoin : Toutes les données servant à l'établissement des pièces 2 à 5, prévues à l'article 4, se réfèrent à la même période témoin qui est celle de 12 mois consécutifs les plus récents pour lesquels des données comptables complètes sont disponibles, et dont la terminaison n'est pas plus éloignée que 3 mois de la date d'entrée en vigueur de la décision de l'autorité fédérale compétente sur laquelle la requête est fondée.

7. Distribution de la majoration ou diminution du coût du gaz : En principe, la majoration ou la diminution du coût de gaz doit être répartie d'une façon égale par unité de gaz consommé, entre les consommateurs.

Advenant que la requérante juge nécessaire, pour des raisons d'équité ou d'efficacité économique, de distribuer inégalement la majoration subie par unité de gaz consommé, la requérante peut, au moyen de la pièce 5 ci-jointe, proposer une distribution différente, pourvu toutefois que chaque consommateur paye au moins, par unité de gaz, l'augmentation du prix imputé à la frontière de la province d'origine, et qu'aucun consommateur ne subisse une augmentation de plus de 20% de l'augmentation unitaire moyenne. La requérante doit exposer dans sa requête les motifs d'une telle répartition inégale.

8. Vérification sommaire et ordonnance provisoire : La Régie examine dans les plus brefs délais la requête et les pièces soumises à son appui et, si le tout s'avère satisfaisant et conforme à la présente ordonnance, la Régie émet une

ordonnance approuvant à titre provisoire la demande de la requérante ; dans le cas contraire, la Régie avise la requérante qui peut modifier sa requête pour la rendre conforme à la présente ordonnance.

9. Publication des avis : Dans tous les cas, la Régie fait paraître un avis public indiquant l'objet de la requête et faisant part de l'ordonnance provisoire, le cas échéant.

Cet avis doit être publié dans au moins 2 journaux et invite les personnes désirant faire des représentations ou intervenir, à le faire dans un délai d'au moins 7 jours de la date de publication.

10. Audience publique : Si la Régie considère la preuve écrite soumise par la requérante comme insatisfaisante ou non conforme à cette ordonnance et/ou si la Régie retient comme pertinente une représentation écrite ou une intervention au sens de l'article 9, elle peut fixer une date d'audition de la requête, dont avis est donné aux parties intéressées.

11. Décision finale sur la requête : Après expiration du délai mentionné aux avis publics, s'il n'y a eu aucune représentation ni intervention et après audition, le cas échéant, la Régie confirme, infirme ou modifie l'ordonnance provisoire rendue par elle ou prend toute autre décision qu'elle considère équitable.

PIÈCE 2
(a. 4 et 5)

DISTRIBUTEUR

REQUÊTE

VOLUMES DE GAZ NATUREL ACHETÉS
DURANT LA PÉRIODE TÉMOIN FINISSANT LE

Ligne no	ARTICLE (col. 1)	VOLUMES ACHETÉS EN MPC		Ligne no
		Par la compagnie-mère (col. 2)	Par la requérante (col. 3)	
		Voir note (a)	Voir note (a)	
	<u>A/ACHATS DE GAZ DE T.C.P.L.</u>			
1	Service C.D.	.....	.....	1
2	Service A.O.I.	.....	.....	2
3	Service A.C.Q.	.....	.....	3
4	Service P.S.	.....	.....	4
5	Service T.W.S.	.....	.....	5
6	Service .....	.....	.....	6
7	Service .....	.....	.....	7
8	S/TOTAL (lignes 1 à 7)			8
	<u>B/ACHATS DE GAZ NATUREL</u>			
	<u>DE:</u>			
9	Service T .....	.....	.....	9
10	Service .....	.....	.....	10
11	Service .....	.....	.....	11
12	S/TOTAL (lignes 9 à 11)			12
	<u>C/AUTRES ACHATS DE GAZ</u>			
13	Service .....	.....	.....	13
14	Service .....	.....	.....	14
15	S/TOTAL (lignes 13 à 14)			15
16	TOTAL DU GAZ NATUREL LIVRÉ (lignes 8+12+15)			16
	<u>RECONCILIATION VS. VENTES:</u>			
17	Variation d'entreposage souterrain	.....	.....	17
18	Variation d'entreposage en gaz liquéfié	.....	.....	18
19	Ventes en dehors du Québec	.....	.....	19
20	Ventes de gaz non canalisé	.....	.....	20
21	Usages de la compagnie	.....	.....	21
22	Gaz perdu dans le réseau	.....	.....	22
23	Gaz d'échange	.....	.....	23
24	Autre .....	.....	.....	24
25	Voir note (b) S/TOTAL (lignes 17 à 24)			25
26	TOTAL DES VENTES DE GAZ NATUREL CANALISÉ (lignes 16-25)			26

NOTES:

- (a) Au cas où le fournisseur de gaz est la compagnie-mère, inscrire à la colonne 2 le total des volumes achetés pendant la période témoin par la compagnie-mère, inclusivement les volumes revendus à la requérante. Inscrire à la colonne 3 les volumes livrés à la requérante.
- (b) Les lignes 13 à 15 (AUTRES ACHATS DE GAZ) et la ligne 24 (AUTRE) ne s'appliquent qu'au gaz naturel. Ne pas y inscrire autres types de gaz, tel que propane ou gaz manufacturé.

PIÈCE 3
 (a. 4)

DISTRIBUTEUR

REQUÊTE

 DISPOSITION DU GAZ CANALISÉ
 VENDU PAR LA REQUÉRANTE
 DURANT LA PÉRIODE TÉMOIN FINISSANT LE

Ligne no	ARTICLE (col. 1)	VOLUME EN MPC (col. 2)	Ligne no
	<u>SERVICE RÉSIDENTIEL CONTINU</u>		
1	Tarif		1
2	Tarif		2
3	Tarif		3
4	Tarif		4
5	S/TOTAL		5
	<u>SERVICE COMMERCIAL CONTINU</u>		
6	Tarif		6
7	Tarif		7
8	Tarif		8
9	Tarif		9
10	S/TOTAL		10
	<u>SERVICE INDUSTRIEL CONTINU</u>		
11	Tarif		11
12	Tarif		12
13	Tarif		13
14	Tarif		14
15	Tarif		15
16	Tarif		16
17	S/TOTAL		17
18	<u>SERVICE SPÉCIAL</u>		18
	<u>SERVICE INTERRUPTIBLE</u>		
19	Commercial		19
20	Industriel		20
21	Autre		21
22	S/TOTAL		22
23	<u>SERVICE SAISONNIER</u>		23
	<u>AUTRES DISPOSITIONS (spécifiez)</u>		
24	..... Voir note *		24
25	<u>VARIATION DES VENTES NON FACTURÉES</u>		25
	<u>moins AUTRES GAZ QUE GAZ NATUREL</u>		
26	(Spécifiez).....		26
27	Gaz en cylindres		27
28	S/TOTAL		28
29	TOTAL DES VENTES DE GAZ NATUREL CANALISÉ (lignes 5+10+17+18+ 22 à 25 - 28)		29

* Inscrire à la ligne 24 (AUTRES DISPOSITIONS) toutes les quantités de gaz naturel qui ne sont pas comprises dans les lignes précédentes.

PIÈCE 4

(a. 4)

DISTRIBUTEUR

REQUÊTE

CALCUL DE L'AUGMENTATION OU DIMINUTION DU COÛT DU GAZ NATUREL SUBIE PAR LA REQUÉRANTE

Page 1 de 2

Ligne no	ARTICLE	VOLUMES DE LA PÉRIODE TÉMOIN		FACTEURS DE CORRECTION		TARIF UNITAIRE		COÛT GLOBAL À LA REQUÉRANTE			Ligne no
		REF. à la Pièce 2 (col. 1)	MPC (col. 2)	BTU/PC * (col. 3)		Avant 1e (col. 4) \$	Après 1e (col. 5) \$	Annualisé avant 1e (col. 6) \$	Annualisé après 1e (col. 7) \$	Différence (col. 6 - col. 7) (col. 8) \$	
				(a)	(b)						
<u>A/ACHATS DE GAZ DE T.C.P.L. OU COMPAGNIE-MÈRE</u>											
1	Service C D - Demande Consommation										1
2	Prix attribué à la fron- tière d'Alberta										2
3	Taux de transport [ligne 1]										3
4	Service A.O.I. " 2										4
5	Service A.C.Q. " 3										5
6	Service P.S. " 4										6
7	Service T.W.S. " 5										7
8	Service " 6										8
9	Service " 7										9
10	S/TOTAL (lignes 1-9)										10
<u>B/ACHATS DE GAZ NATUREL</u>											
DE:											
11	Service T - Demande										11
12	Prix attribué à la fron- tière d'Alberta										12
13	Taux de transport " 8										13
<u>Gaz des compresseurs</u>											
14(a)	Taux de carburant ancien										14(a)
14(b)	Taux de carburant nouveau										14(b)
15	Service " 10										15
16	Service " 11										16
17	S/TOTAL (lignes 11-16)										17

RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ — DISTRIBUTEURS DE GAZ — AJUSTEMENT DES TARIFS

R-6, r.16

PIÈCE 4

REQUÊTE

Page 2 de 2

Ligne no	ARTICLE	VOLUMES DE LA PÉRIODE TÉMOIN		FACTEURS DE CORRECTION		TARIF UNITAIRE		COÛT GLOBAL À LA REQUÉRANTE			Ligne
		Ref. à la Pièce 2 (col. 1)	MPC (col. 2)	BTU/PC * (col. 3)		Avant le	Après le	Annualisé avant le	Annualisé après le	Différence (col.6 - col.7) (col. 8)	
		(col. 1)	(col. 2)	(a)	(b)	(col. 4) \$	(col. 5) \$	(col. 6) \$	(col. 7) \$	(col. 8) \$	
	<u>AUTRES ACHATS DE GAZ NATUREL</u>										
	Service	11900.13									
18	Demande										18
19	Prix attribué à la frontière d'Alberta										19
20	Taux de transport										20
21	Gaz des compresseurs										21
22	Service	" 14									22
	S/TOTAL (lignes 18-22)										
	<u>CONCILIATION VS. VENTES</u>										
23	Variation d'entrepasage souterrain	" 17									23
24	Variation d'entrepasage GNL "	" 18									24
25	Ventes en dehors du Québec "	" 19									25
26	Ventes de gaz non canalisé "	" 20									26
27	Usage de la compagnie "	" 21									27
28	Gaz perdu dans le réseau "	" 22									28
29	Gaz d'échange "	" 23									29
30	Autre - (Voir note **)	" 24									30
31	TOTAL DES VENTES DE GAZ NATUREL CANALISÉ										31
32	Droits et redevances										32
33	TOTAL DE L'AUGMENTATION OU DIMINUTION										33

NOTES: * Inscrire à la colonne 3 les facteurs utilisés pour corriger les tarifs unitaires en fonction du contenu thermique. Utiliser les deux colonnes disponibles (a et b) au cas où deux facteurs sont utilisés.

** Toutes les quantités spécifiées dans ce tableau s'appliquent exclusivement au gaz naturel. Ne pas y inscrire autres types de gaz, tel que propane ou gaz manufacturé.

PIÈCE 5
 (a. 4 et 7)

DISTRIBUTEUR

REQUÊTE

 RÉPARTITION DE LA MAJORATION OU DIMINUTION
 DU COÛT DU GAZ PROPOSÉE PAR LA REQUÉRANTE

Ligne no	SERVICE ET TARIF	VOLUME DE LA PÉRIODE TÉMOIN	AUGMENTATION OU (DIMINUTION) DU COÛT DU GAZ PAR UNITÉ \$/MPC	AUGMENTATION OU (DIMINUTION) GLOBALE DES REVENUS \$	Ligne no
	(col. 1)	MPC (col. 2)	\$/MPC (col. 3)	\$(col. 4)	
	<u>SERVICE CONTINU</u>				
1	Tarif				1
2	Tarif				2
3	Tarif				3
4	Tarif				4
5	Tarif				5
6	Tarif				6
7	Tarif				7
8	Tarif				8
9	Tarif				9
10	Tarif				10
11	Tarif				11
12	Variation des ventes non facturées				12
13	S/TOTAL (lignes 1-12)				13
	<u>SERVICE INTERRUPTIBLE</u>				
14	Volume sur lequel l'aug- mentation s'applique				14
15	Volume sur lequel l'aug- mentation ne s'applique pas				15
16	S/TOTAL (lignes 14-15)				16
17	<u>SERVICE SAISONNIER</u>				17
18	<u>AUTRE SERVICE</u>				18
19	Moins: Gaz manufacturé				19
20	Gaz propane				20
21	Autre				21
22	S/TOTAL (lignes 19-21)				22
23	TOTAL DES VENTES DE GAZ NATUREL CANALISÉ * (Voir note)				23
24	TOTAL DE L'AUGMENTATION OU DIMINUTION SELON PIÈCE 4, ligne 33 * (Voir note)				24
25	<u>VARIATION</u>				25

* NOTE: Les quantités de gaz qui apparaissent à la colonne 2, lignes 23 et 24,
doivent être identiques.

PIÈCE 6
 (a. 4)

DISTRIBUTEUR

REQUÊTE

 ÉCOULEMENT DES QUANTITÉS DE GAZ EN ENTREPOSAGE,
 PAR TARIF, TEL QUE PROPOSÉ PAR LA REQUÉRANTE

Ligne no	SERVICE ET TARIF (col. 1)	ESTIMÉ D'ÉMISSION QUOTIDIENNE MOYENNE MPC/JOUR (col. 2)	NOMBRE DE JOURS SANS MAJORATION Voir note (a) (col. 3)	VOLUMES DE GAZ PROVENANT DE L'ENTREPOSAGE			Ligne no
				ENTREPOSAGE SOUTERRAIN MPC (col. 4)	GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ MPC (col. 5)	TOTAL MPC (col. 6)	
	<u>SERVICE CONTINU</u>						
1	Tarif						1
2	Tarif						2
3	Tarif						3
4	Tarif						4
5	Tarif						5
6	Tarif						6
7	Tarif						7
8	Tarif						8
9	Tarif						9
10	Tarif						10
11	Tarif						11
12	Tarif						12
13	S/TOTAL (lignes 1-12)						13
	<u>SERVICE INTERRUPTIBLE</u>						
14	.....						14
15	.....						15
16	S/TOTAL (lignes 14-15)						16
17	<u>SERVICE SAISONNIER</u>						17
	<u>AUTRES DISPOSITIONS</u>						
18	(Spécifiez):.....						18
19	TOTAL (lignes 13, 16 17 et 18)						19
20	Quantités en entrepo- sage le dernier jour de l'ancien tarif d'achat de gaz						20
21	DIFFÉRENCE Voir note (b)						21

NOTES: (a) Inscrire à la colonne 3 le nombre proposé de jours sans majoration, à partir de la date où les nouveaux tarifs du ou des fournisseurs entrent en vigueur.

(b) Si la différence qui apparaît à la ligne 21 est due à une demande de la requérante de suspendre l'entrée en vigueur de l'augmentation à certains consommateurs pour la période de gel des produits pétroliers, annexer les détails des calculs.

PIÈCE 7
(a. 4)

DISTRIBUTEUR REQUÊTE

COMPARAISON DES COÛTS ANNUELS DES COMBUSTIBLES
DE REMPLACEMENT PAR RAPPORT AUX COÛTS ANNUELS DU GAZ CANALISÉ

Ligne no	APPLICATION (col. 1)	CONSUMPTION ANNUELLE ÉQUIVALENTE			COÛT DU GAZ NATUREL AU CONSOMMATEUR			COÛT DE LA CONCURRENCE AU CONSOMMATEUR			AVANTAGE OU (DÉSAVANTAGE) DU GAZ		Ligne no	
		GAZ NATUREL MPC (col. 2)	HUILE GALLONS (col. 3)	ELECTRICITÉ KWH (col. 4)	AVANT LA MAJORATION \$/MPC (col. 5)	COÛT ANNUEL \$ (col. 6)	APRÈS LA MAJORATION \$/MPC (col. 7)	COÛT ANNUEL \$ (col. 8)	AVANT LA MAJORATION PRIX UNITAIRE \$ (col. 9)	COÛT ANNUEL \$ (col. 10)	APRÈS LA MAJORATION PRIX UNITAIRE \$ (col. 11)	AVANT LA MAJORATION \$ (col. 12)		APRÈS LA MAJORATION \$ (col. 13)	(col. 14)
1	CHAUFFAGE NON CENTRAL INCLUANT EAU CHAUDE Concurrence huile #1 et électricité		#1											1
2	BUNGALOW		#2											2
3	(a) Concurrence huile #2													3
4	(b) Concurrence électricité													4
	(c) Concurrence huile #2 pour chauffage et élec- tricité pour eau chaude		#2											
5	PELIT BLOC APPARTEMENT (6 logements)													5
6	(a) Concurrence électricité		#2											6
	(b) Concurrence huile #2													
7	BLOC APPARTEMENT (25 logements)													7
8	(a) Concurrence électricité		#2											8
	(b) Concurrence huile													
9	BLOC APPARTEMENT													9
10	(a) Concurrence électricité													10
	(b) Concurrence huile													
11	RESTAURANT (150 couverts)													11
	Concurrence électricité													
12	ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL		#2											12
13	(a) moins de 1,000 MPC/an		#2											13
14	(b) 2,000 MPC/an		#2											14
15	(c) 20,000 MPC/an		#2											15
16	(d) 40,000 MPC/an													16
	(e) 1,500,000 MPC/an													
17	INTERMITTIBLE 1,500,000 MPC/an													17



c. R-6, r.17

Ordonnance sur le rapport annuel des distributeurs d'électricité

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz
(L.R.Q., c. R-6)

1. Tout distributeur d'électricité doit, dans les 3 mois qui suivent la fin de son exercice financier, transmettre à la Régie de l'électricité et du gaz le rapport annuel prévu à l'article 45 de la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz (L.R.Q., c. R-6).

2. Ce rapport doit contenir, en outre des renseignements prévus au paragraphe 1 de l'article 45 de la Loi, les renseignements suivants :

a) les lettres patentes supplémentaires autorisées durant l'année en cours ;

b) les nouveaux règlements et les changements aux règlements de l'année en cours qui affectent l'entreprise d'électricité ;

c) les nouveaux actes de fiducie et les amendements aux actes de fiducie de l'année en cours relatifs aux émissions d'obligations approuvées par la Régie ;

d) la liste des membres du conseil d'administration et de la direction de la compagnie ;

e) la liste des membres du conseil d'administration et de la direction de la compagnie-mère ;

f) le rapport annuel aux actionnaires de la compagnie qui comprend les états financiers vérifiés et le rapport du vérificateur ;

g) le rapport annuel aux actionnaires de la compagnie-mère qui comprend les états financiers vérifiés et le rapport du vérificateur ;

h) la répartition géographique des actions ordinaires, en nombre et en pourcentage, dans les secteurs du Québec, Canada, pays étrangers ;

i) un certificat du registraire indiquant à la date du rapport annuel les noms et adresses des actionnaires détenant au moins 25% des actions ordinaires émises et en circulation ;

j) la juste valeur des investissements dans l'entreprise d'électricité et les tableaux appropriés selon la classification des comptes prévue à l'annexe de l'Ordonnance sur la construction ou la mise en service d'ouvrages destinés à la

production, à la transmission, à la distribution ou à la vente d'électricité (c. R-6, r.9) :

i. le mouvement des actifs du réseau durant l'année sous étude ;

ii. le mouvement de l'amortissement accumulé des actifs du réseau (par compte comptable) durant l'année sous étude, et la cédule de calcul de l'amortissement par compte individuel ;

k) le tableau des contributions pour aide à la construction par client et par classe d'actifs ;

l) le pourcentage d'intérêt capitalisé durant la construction, la méthode de calcul et le montant imputé à chaque compte d'immobilisations de l'entreprise d'électricité ;

m) la distribution des revenus (en kilowatt-heures et dollars) par classe de clients ;

n) le calcul du coût de l'électricité (en kilowatt-heures et dollars) par fournisseur ;

o) tous autres renseignements que peut exiger la Régie.

3. Tout distributeur doit faire parvenir les renseignements demandés par la présente ordonnance sur une formule fournie par la Régie.



c. R-6, r.18

Ordonnance sur le rapport annuel des distributeurs de gaz

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz
(L.R.Q., c. R-6)

1. Tout distributeur de gaz doit, dans les 3 mois qui suivent la fin de son exercice financier, transmettre à la Régie de l'électricité et du gaz le rapport annuel prévu à l'article 45 de la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz (L.R.Q., c. R-6).

2. Ce rapport contient, en outre des renseignements prévus au paragraphe 2 de l'article 45 de la Loi, les renseignements additionnels suivants :

- a) les lettres patentes supplémentaires autorisées durant l'année en cours ;
- b) les nouveaux règlements et les changements aux règlements de l'année en cours ;
- c) les nouveaux actes de fiducie et les amendements aux actes de fiducie de l'année en cours ;
- d) la liste des membres du comité exécutif et des administrateurs de la compagnie ;
- e) la liste des membres du comité exécutif et des administrateurs de la compagnie-mère ;
- f) le rapport annuel aux actionnaires de la compagnie qui comprend les états financiers vérifiés et le rapport du vérificateur ;
- g) le rapport annuel aux actionnaires de la compagnie-mère qui comprend les états financiers vérifiés et le rapport du vérificateur ;
- h) la répartition géographique des actions ordinaires, en nombre et en pourcentage, dans les secteurs du Québec, Canada, pays étrangers ;
- i) un certificat du registraire indiquant à la date du rapport annuel les noms et adresses des actionnaires détenant au moins 5% des actions ordinaires émises et en circulation ;
- j) la balance de vérification régularisée ainsi que le groupement des comptes pour fins d'états financiers vérifiés ;
- k) les cédules préparées pour fins de calculs des impôts fédéral et provincial ;
- l) les nouvelles politiques comptables et les changements de politiques comptables de l'année en cours ;
- m) la liste des clients dont les contrats en cours durant l'année sous étude doivent être déposés à la Régie selon ses ordonnances spécifiques ;
- n) les tarifs en cours durant l'année sous étude ;
- o) un état de la capitalisation à la fin de la période comprenant sa répartition en dollars et en pourcentage, le coût et le taux pondéré de chaque composante ainsi que les tableaux nécessaires détaillant le calcul de ces coûts ;
- p) la juste valeur des investissements dans l'entreprise de gaz et les tableaux appropriés :
 - i. le mouvement des actifs du réseau (par compte comptable) durant l'année sous étude ;
 - ii. le mouvement de l'amortissement accumulé des actifs du réseau (par compte comptable) durant l'année sous étude, et la cédule de calcul de l'amortissement par compte individuel ;
 - iii. le fonds de roulement et les cédules appropriées ;
- q) le tableau des contributions pour aide à la construction par client et par classe d'actifs ;
- r) le mouvement annuel des frais différés et des frais reportés par compte comptable ;
- s) la cédule des frais généraux capitalisés indiquant la méthode de calcul et les comptes imputés ;
- t) le pourcentage d'intérêt capitalisé durant la construction, la méthode de calcul et les comptes imputés ;
- u) le calcul du rendement de l'entreprise de gaz ;
- v) la distribution des revenus (en mille pieds cubes et dollars) par classe de clients et par tarifs ;
- w) le calcul du coût du gaz (en mille pieds cubes et dollars) par fournisseur ;
- x) un état de revenus et dépenses des activités autres que ventes de gaz naturel, et reconnues par la Régie comme faisant partie de l'entreprise de gaz ;
- y) la récapitulation des ventes de gaz en fonction des droits exigibles.

Ordonnance G-141 du 20.01.76



c. R-6, r.19

Ordonnance sur le rapport annuel des entreprises de vapeur et de chaleur

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz
(L.R.Q., c. R-6)

1. Toute entreprise de vapeur ou de chaleur doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, transmettre à la Régie de l'électricité et du gaz un rapport annuel contenant les renseignements suivants :

- a) les lettres patentes, lettres patentes supplémentaires émises durant l'année ;
- b) les règlements, les nouveaux règlements et les changements intervenus au cours de l'année ;
- c) la liste des membres du conseil d'administration et de la direction de la compagnie ;
- d) la liste des membres du conseil d'administration et de la direction de la compagnie-mère ;
- e) les états financiers vérifiés de la compagnie accompagnés du rapport du vérificateur ;
- f) les états financiers vérifiés de la compagnie-mère accompagnés du rapport du vérificateur ;
- g) la balance de vérification régularisée de la compagnie ainsi que le groupement des comptes pour fins d'états financiers vérifiés ;
- h) la liste des clients pour l'année sous étude ;
- i) les copies de contrats de tous nouveaux clients et de nouveaux contrats pour clients existants ;
- j) les cédules de tarifs existant durant l'année ;
- k) les combustibles employés pour la production de la vapeur ou chaleur ;
- l) la production totale de vapeur ou chaleur en livres ou en unités thermiques britanniques ;
- m) la répartition des revenus (en quantité et dollars) par classes de clients et par tarifs ;
- n) calcul du coût de la vapeur ou de la chaleur (en quantité et dollars) ;
- o) tous autres renseignements que peut exiger la Régie.

2. Toute entreprise visée par la présente ordonnance fait parvenir les renseignements demandés sur la formule prévue à cet effet et fournie par la Régie.



c. R-6, r.20

Ordonnance sur le rapport mensuel des distributeurs de gaz

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz
(L.R.Q., c. R-6)

1. Toute personne, société ou corporation qui exploite une entreprise de gaz doit soumettre à la Régie de l'électricité et du gaz le ou avant le dernier jour de chaque mois un rapport mensuel de ses opérations financières du mois précédent.

2. Ce rapport doit contenir les informations qui apparaissent aux annexes A à E de la présente ordonnance.

3. Le rapport doit être accompagné des documents suivants :

- a) la liste de tous les comptes comptables avec le solde de fin de mois de chacun (balance de vérification) ;
- b) une copie de toutes les factures pour achat de gaz durant le mois.

ANNEXE A NOM DU DISTRIBUTEUR

BILAN – ACTIF

MOIS, ANNÉE

Disponibilités

Encaisse
Autres
Comptes à recevoir – gaz
Provision pour créances douteuses – gaz
Comptes à recevoir – autres
Provision pour créances douteuses – autres
Inventaires
Frais payés d'avance, dépôts et avances

TOTAL DES DISPONIBILITÉS

Autres actifs

Placements
Terrains détenus pour revente
Hypothèque à recevoir à l'exclusion des échéances courantes

Frais reportés

Autres

Immobilisations

TOTAL DE L'ACTIF

ANNEXE B NOM DU DISTRIBUTEUR

BILAN — PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES

MOIS, ANNÉE

Passif à court terme

Comptes à payer – achats de gaz
– compagnies affiliées
– autres

Comptes courus – dépôts des clients
– autres

Intérêts courus – compagnies affiliées
– dette à long terme
– autres

Intérêts courus – autres

Dividendes à payer

Taxes, autres que les impôts sur le revenu

Échéances courantes de la dette à long terme

Provision pour responsabilité civile

Autres

TOTAL DU PASSIF À COURT TERME

Dette à long terme

Avoir des actionnaires (description détaillée)

TOTAL DU PASSIF ET DE L'AVOIR DES ACTIONNAIRES

ANNEXE C**NOM DU DISTRIBUTEUR****ÉTAT DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS****MOIS, ANNÉE**

Bénéfices non répartis au début de la période

Revenu net de la période

Sous-total

Déductions :

Dividendes – actions ordinaires

Dividendes – actions privilégiées

Total des déductions

BÉNÉFICES NON RÉPARTIS À LA FIN DE LA PÉRIODE**ANNEXE D****NOM DU DISTRIBUTEUR****RÉSULTATS****MOIS, ANNÉE**

	<i>Actuel</i>	<i>Mois</i>	<i>Budget</i>
--	---------------	-------------	---------------

Exploitation de gaz

Ventes de gaz

Coût du gaz

Profit brut sur ventes de gaz

Autres revenus d'exploitation

Dépenses d'exploitation

Frais d'exploitation et d'entretien

Ventes

Comptabilité des abonnés

Dépenses générales et d'administration

Amortissement des immobilisations

Amortissement des frais reportés et autres

Taxes, autres que les impôts sur le revenu

Provisions pour impôts sur le revenu

TOTAL des dépenses d'exploitation

REVENU D'EXPLOITATION DE GAZ

Autres revenus

Autres dépenses

REVENU NET

ANNEXE E



Gouvernement du Québec
Régie de l'électricité et du gaz

ÉTAT DE LA MISE EN MARCHÉ, APPROVISIONNEMENT ET MARGE BRUTE DE L'ENTREPRISE DE GAZ

NOM DU DISTRIBUTEUR: _____

1. MISE EN MARCHÉ:

DESCRIPTION	PÉRIODE FISCALE COURANTE (commençant le _____) MOIS DE _____ 19 ____ .									DOUZE MOIS TERMINÉS LE _____ 19 ____			
	MOIS COURANT					CUMULATIF PÉRIODE FISCALE				Nombre moyen de factures	Ventes en mmpc	Revenu des ventes 000 \$	Revenu par mpc-\$
	Nombre de factures	Ventes en mmpc	Ventes en 000 \$	REVENU PAR mpc \$		Ventes en mmpc	Ventes en 000 \$	REVENU PAR mpc \$					
				Mois cou- rant 19	Même mois an passé			Période courante	Période précédente				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
A. SERVICE CONTINU													
1. Domestique sans chauffage:													
a) Tarif no													
b) Tarif no													
c) Tarif no													
d) Tarif no													
e) Ajustement ou variation													
SOUS-TOTAL 1													
2. Domestique avec chauffage:													
a) Tarif no													
b) Tarif no													
c) Tarif no													
d) Tarif no													
e) Ajustement ou variation													
SOUS-TOTAL 2													

1. MISE EN MARCHÉ (suite)

DESCRIPTION	PÉRIODE FISCALE COURANTE (commençant le _____)								DOUZE MOIS TERMINÉS LE _____ 19 ____				
	MOIS DE _____ 19 ____								(pour en-têtes, voir page 1)				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
3. Commercial sans chauffage:													
a) Tarif no													
b) Tarif no													
c) Tarif no													
d) Tarif no													
e) Ajustement ou variation													
SOUS-TOTAL 3													
4. Commercial avec chauffage:													
a) Tarif no													
b) Tarif no													
c) Tarif no													
d) Tarif no													
e) Ajustement ou variation													
SOUS-TOTAL 4													
5. Industriel sans chauffage:													
a) Tarif no													
b) Tarif no													
c) Tarif no													
d) Tarif no													
e) Tarif no													
f) Tarif no													
g) Tarif no													
h) Ajustement ou variation													
SOUS-TOTAL 5													

1. MISE EN MARCHÉ (suite)

DESCRIPTION	PÉRIODE FISCALE COURANTE (commençant le _____)								DOUZE MOIS TERMINÉS LE _____ 19____.				
	MOIS DE _____ 19 ____.								(pour en-têtes, voir page 1)				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
6. Industriel avec chauffage: a) Tarif no b) Tarif no c) Tarif no d) Tarif no e) Tarif no f) Tarif no g) Tarif no h) Ajustement ou variation													
SOUS-TOTAL 6													
TOTAL SERVICE CONTINU 7 (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)													
B. SAISONNIER Franchise Extérieur franchise Extérieur province Sous-total 8													
C. INTERRUPTIBLE Domestique Commercial Industriel Sous-total 9													
Extérieur franchise Extérieur province Sous-total 10													
TOTAL (7 + 8 + 9 + 10) 11													

1. MISE EN MARCHÉ (suite)

DESCRIPTION	PÉRIODE FISCALE COURANTE (commençant le _____)								DOUZE MOIS TERMINÉS LE _____ 19 ____.				
	MOIS DE _____ 19 ____.												
	(pour en-têtes, voir page 1)												
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
D. GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ													
a) Franchise													
b) Extérieur franchise													
c) Extérieur province													
SOUS-TOTAL 12													
TOTAL – VENTES FACTURÉES													
(11 + 12) 13													
VENTES NON-FACTURÉES 14													
VARIATION													
TOTAL DES VENTES 15													
STATISTIQUE D'ÉMISSION:	MOIS COURANT				PÉRIODE FISCALE				12 MOIS TERMINÉS				
	DATE	MAXIMUM JOUR	DATE	MINIMUM mpc/JOUR	DATE	MAXIMUM mpc/JOUR	DATE	MINIMUM mpc/JOUR	DATE	MAXIMUM mpc/JOUR	DATE	MINIMUM mpc/JOUR	
1. Emission quotidienne – mpc													
2. Degrés-jours Celsius			NORMAL	RÉEL			NORMAL	RÉEL			NORMAL	RÉEL	

II. APPROVISIONNEMENT:

DESCRIPTION	PÉRIODE FISCALE COURANTE (commençant le _____)									DOUZE MOIS TERMINÉS LE _____ 19__.			
	MOIS DE _____ 19__.									Demande contractuelle mpc/jour	ACHATS DE GAZ		Coût par mpc — \$
	MOIS COURANT				CUMULATIF PÉRIODE FISCALE								
	Demande contractuelle mpc/jour	ACHATS DE GAZ		CÔÛT PAR mpc \$		ACHATS DE GAZ		CÔÛT PAR mpc \$					
(1)	En mmpc total	Coût en 000 \$	Mois courant	Même mois an passé	En mmpc total	Coût en 000 \$	Période courante	Période précédente	(10)	Total en mmpc	Coût en 000 \$	(13)	
(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)			(11)	(12)		
A. TYPE DE GAZ:													
1. Fournisseurs — Service continu													
a)													
b)													
c)													
2. Fournisseurs — Service spécial													
a)													
b)													
c)													
3. Emmagasiner — Variation													
a)													
b)													
c)													

II. APPROVISIONNEMENT

DESCRIPTION	PÉRIODE FISCALE COURANTE (commençant le _____)								DOUZE MOIS TERMINÉS LE _____ 19____.				
	MOIS DE _____ 19____. (pour en-têtes, voir page 5)												
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)
4. Autres													
a)													
b)													
c)													
Sous-total 16													
B. AUTRES GAZ (secondaire)													
(1)													
(2)													
(3)													
C. PERTE DE DISTRIBUTION													
DISPONIBLE POUR VENTE: 17													
III. MARGE BRUTE 18													
(15 - 17)													



c. R-6, r.21

Ordonnance comptable relative à la règle du minimum à des fins d'immobilisations

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz
(L.R.Q., c. R-6)

1. Norme de vie utile et de valeur : Doit être porté aux immobilisations le coût d'acquisition ou de construction des actifs dont la durée de vie utile estimée au moment de telle acquisition ou construction est de plus d'un an, et dont la valeur est de plus de 200 \$, sauf pour les cas d'exception décrits à l'article 2.

Cette norme s'applique au coût total d'acquisition ou de construction des « unités d'actifs » plutôt qu'aux déboursés individuels constituant ce coût total.

2. Cas d'exception :

1) Pour les comptes :

- 473.00 - Branchements d'immeubles,
- 474.00 - Régulateurs chez les clients,
- 475.00 - Conduites principales,
- 478.00 - Compteurs chez les clients,

l'ensemble des coûts doit être capitalisé, sauf pour le coût du bridage des joints (Ordonnance G-189).

2) Pour le compte :

- 485.00 - Machinerie lourde :

la norme de vie utile est de 2 ans,

la norme de valeur est de 500 \$.

3. Autres cas : Dans tous les cas non prévus par la présente ordonnance expressément ou implicitement, la Régie de l'électricité et du gaz adjuge au fur et à mesure des besoins.



c. R-6, r.22

Règlement sur les tarifs d'honoraires et de droits exigibles des distributeurs d'électricité en vertu de la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz
(L.R.Q., c. R-6, a. 47 et 48)

1. Les droits annuels exigibles d'un distributeur d'électricité pour l'émission d'un permis requis par l'article 21 de la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz (L.R.Q., c. R-6) sont de 5,25 \$ par 1 000 \$ ou fraction de 1 000 \$ de revenu et d'au moins 120 \$.

Le mot « revenus » signifie les revenus bruts annuels tels qu'établis au rapport annuel déposé chaque année par le distributeur conformément au paragraphe 1 de l'article 45 de la Loi pour le dernier exercice financier, provenant de la vente ou autre aliénation de toute énergie électrique.

Les droits exigibles pour un permis provisoire sont réduits en proportion de sa durée.

Dans le cas d'un nouveau distributeur, la Régie calcule les droits d'après les revenus probables de ce distributeur pour la durée du permis requis, soit annuel soit provisoire, sauf à rectifier après la production de ce rapport.

Cependant, on déduit de tels revenus d'un distributeur un montant égal au prix qu'il paie à un autre distributeur pour tout achat d'électricité produite au Québec et destinée à la revente.

2. Un distributeur d'électricité doit payer à la Régie de l'électricité et du gaz pour l'autorisation requise par l'article 42 de la Loi :

a) de toute émission et toute mise en circulation d'actions, de débentures, d'obligations, et de valeurs mobilières au sens de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1) émis par un distributeur : 0,60 \$ par 1 000 \$ de telle émission ;

b) de tout changement dans le capital social ou dans la valeur au pair des actions d'une telle corporation : 0,60 \$ par 1 000 \$ de capital affecté ou par 1 000 \$ d'augmentation ou diminution dans la valeur au pair ;

c) de toute fusion d'entreprises de production ou de distribution de l'électricité et de toute cession de telles entreprises : 0,60 \$ par 1 000 \$ d'actif fusionné ou cédé. Tel droit est payable par l'acquéreur.

Dans le cas de distributeurs qui consomment eux-mêmes pour leur propre industrie la plus grande partie de l'énergie qu'ils produisent ou dont ils disposent, les droits sont basés seulement sur la proportion du capital affecté au service fourni à d'autres distributeurs ou consommateurs.

Il n'est cependant perçu aucun droit lorsque le montant pour l'établir est inférieur à la somme de 100 000 \$.

3. Un distributeur d'électricité doit payer à la Régie pour les services de tout employé de la Régie, en dehors du bureau, en outre des dépenses réelles de voyages, pour tout travail ne tombant pas sous l'application des articles 1 et 2, ou nécessité par le défaut d'un distributeur de se conformer à une ordonnance de la Régie : un maximum de 100 \$ pour chaque jour ou partie de jour y compris le jour de départ et le jour de l'arrivée.



c. R-6, r.23

Règlement sur les tarifs d'honoraires et de droits exigibles des distributeurs de gaz en vertu de la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz

Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz
(L.R.Q., c. R-6, a. 47 et 48)

1. Un distributeur qui exploite une entreprise de gaz soumise à la surveillance et au contrôle de la Régie de l'électricité et du gaz doit payer à la Régie, au plus tard le 1^{er} mai de chaque année des droits et honoraires calculés comme suit : 5,25 \$ par 1 000 \$ ou fraction de 1 000 \$ de revenu, minimum de 120 \$.

Le mot « revenus » signifie les revenus bruts annuels tels qu'établis au rapport annuel déposé chaque année par le distributeur conformément au paragraphe 2 de l'article 45 de la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz (L.R.Q., c. R-6) pour le dernier exercice financier, provenant de la vente ou autre aliénation de tout gaz.

2. Un distributeur qui exploite une entreprise de gaz soumise à la surveillance et au contrôle de la Régie, doit payer à la Régie pour une autorisation, requise par l'article 41 et le paragraphe 2 de l'article 42 de la Loi :

a) de toute émission et toute mise en circulation, par un distributeur ou pour son compte, d'actions, d'obligations, débiteures et de valeurs mobilières, au sens de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1) et se rapportant à l'entreprise du distributeur : 0,60 \$ par 1 000 \$ du montant nominal de telle émission ;

b) de toute fusion d'entreprise de gaz et de toute aliénation ou cession de telle entreprise : 0,60 \$ par 1 000 \$ d'actif fusionné ou cédé. Tel droit est payable par l'acquéreur.

Il n'est cependant perçu aucun droit lorsque le montant pour l'établir est inférieur à la somme de 100 000 \$.

3. Un distributeur qui exploite une entreprise de gaz soumise à la surveillance et au contrôle de la Régie doit payer à la Régie pour les services de tout employé de la Régie, en dehors du bureau, en outre des dépenses réelles de voyages, pour tout travail ne tombant pas sous l'application des articles 1 et 2, ou nécessité par le défaut d'un distributeur de se conformer à une ordonnance de la Régie :

un maximum de 100 \$ pour chaque jour ou partie de jour y compris le jour de départ et le jour de l'arrivée.



c. R-7, r.1

Règlement sur les baux et les contrats de location et de concession de la Régie des installations olympiques

Loi sur la Régie des installations olympiques
(L.R.Q., c. R-7, a. 15)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Ce règlement est adopté en vertu de l'article 15 de la Loi sur la Régie des installations olympiques (L.R.Q., c. R-7).

2. Dans ce règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « appel d'offres dans les journaux » : un avis publié dans au moins un journal quotidien invitant les concessionnaires éventuels à présenter leur soumission relative à une concession de la Régie ;

b) « appel d'offres sur invitation » : un avis adressé personnellement à des concessionnaires éventuels les invitant à présenter leur soumission concernant une concession de la Régie ;

c) « bail » : un contrat par lequel la Régie acquiert le droit de jouissance ou d'occupation d'un immeuble pendant un certain temps moyennant un loyer ;

d) « chiffre d'affaires » : revenu brut anticipé d'une concession après déduction des taxes perçues par le concessionnaire pour le Gouvernement du Québec ;

e) « concessionnaire » : personne physique ou morale signataire d'un contrat de concession avec la Régie ;

f) « contrat de concession » : un contrat conclu par la Régie concernant l'exercice, par une personne physique ou morale, d'une activité de nature commerciale à la place et pour le compte de la Régie ;

g) « contrat de location » : un contrat par lequel la Régie confère le droit de jouissance ou d'occupation des installations olympiques, en tout ou en partie ;

h) « installations olympiques » : pour les fins de l'application du présent règlement, cette expression signifie :

i. les installations mobilières et immobilières prévues pour les jeux de la XXI^e Olympiade incluant les aires extérieures contenues à l'intérieur du quadrilatère borné par le

sud de la rue Sherbrooke, l'ouest de la rue Viau, le nord de l'avenue Pierre-de-Coubertin et l'est du boulevard Pie-IX, dans la ville de Montréal, à l'exception de l'aréna Maurice-Richard, du centre Maisonneuve et de leurs aménagements propres ainsi que des installations du métro ;

ii. le centre Paul-Sauvé ;

iii. le Village olympique ;

iv. toute autre installation dont la Régie est ou pourrait devenir responsable en vertu des lois qui la régissent ;

i) « principale place d'affaires » : le principal établissement d'où les affaires sont dirigées et où le personnel de maîtrise et l'équipement se trouvent ordinairement ;

j) « redevance » : montant à être payé par le concessionnaire en vertu d'un contrat de concession ;

k) « Régie » : la Régie des installations olympiques ;

l) « site » : chacun des lieux que constituent le Stade olympique, le Vélodrome, les piscines, les aires extérieures, le centre Paul-Sauvé, la pyramide ouest ainsi que la pyramide est du Village olympique.

SECTION II CONTRATS DE CONCESSIONS

§1. Autorisations requises

3. Un contrat de concession ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor, lorsque le chiffre d'affaires annuel estimé de la concession est de 5 000 000 \$ ou plus.

Sous réserve du premier alinéa, un contrat de concession ne peut être conclu sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie à moins qu'il s'agisse d'un contrat de concession d'une durée inférieure à 3 mois ou à caractère non continu ou que, des soumissions ayant été sollicitées, le contrat soit accordé au plus haut soumissionnaire conforme, ayant sa principale place d'affaires au Québec, et :

a) que le chiffre d'affaires annuel estimé de la concession soit inférieur à 100 000 \$; ou

b) que les redevances annuelles estimées de la concession soient inférieures à 10 000 \$;

dans lesquels cas un contrat de concession peut être conclu avec l'autorisation du président ou de toute autre personne désignée par le conseil d'administration de la Régie.

4. La durée d'un contrat de concession ne peut en aucun cas excéder 5 ans.

§2. *Soumissions*

5. Un contrat de concession ne peut être conclu à moins que des soumissions n'aient été sollicitées, sauf :

- a) lorsqu'un seul concessionnaire est disponible ;
- b) lorsqu'il s'agit d'un contrat de concession accessoire à un contrat de location et octroyé à l'adjudicataire de ce contrat de location ;
- c) lorsqu'il s'agit d'un contrat de concession de courte durée, soit pour une période inférieure à 3 mois, ou à caractère non continu ;
- d) lorsqu'il s'agit d'un contrat de concession en vertu duquel aucune exclusivité n'est accordée au concessionnaire ;

dans lesquels cas l'autorisation du conseil d'administration de la Régie est requise à moins qu'il en soit autrement prévu dans le présent règlement.

6. Lorsque, en vertu de ce règlement, des soumissions sont exigées, elles doivent être sollicitées par appel d'offres dans les journaux ou par appel d'offres sur invitation.

La procédure d'appel d'offres sur invitation peut être utilisée lorsque le chiffre d'affaires annuel estimé de la concession est inférieur à 10 000 \$ ou que les redevances annuelles estimées sont inférieures à 2 000 \$.

Dans tous les autres cas, la procédure d'appel d'offres dans les journaux doit être utilisée.

§3. *Procédures d'appel d'offres dans les journaux*

7. L'appel d'offres dans les journaux est publié en français dans au moins un quotidien.

8. Tout appel d'offres dans les journaux doit contenir au moins les dispositions et les renseignements suivants :

- a) la description sommaire de la concession ;
- b) l'emplacement de la concession ;
- c) l'endroit où l'on peut obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission ;
- d) les conditions requises pour obtenir les documents nécessaires à la préparation de la soumission ;
- e) un avis à l'effet que seules seront considérées aux fins d'octroi du contrat les soumissions de personnes physiques ou morales ayant leur principale place d'affaires au Québec ;

ou morales ayant leur principale place d'affaires au Québec ;

f) que la Régie ne s'engage à accepter ni la plus haute ni toute autre soumission ;

g) que la soumission sera valable pour une période stipulée ;

h) que la soumission, pour être considérée, doit parvenir dûment complétée, à l'endroit indiqué et avant l'heure spécifiée.

9. Les instructions remises aux soumissionnaires doivent comprendre un avis à l'effet que :

a) le soumissionnaire doit fournir avec sa soumission une garantie lorsque le chiffre d'affaires annuel estimé de la concession est supérieur à 50 000 \$, laquelle garantie peut :

i. correspondre à un montant forfaitaire équivalent ou supérieur à 5% du chiffre d'affaires probable si la garantie est émise par une compagnie autorisée à se porter caution en vertu de la Loi sur les compagnies de garantie (L.R.Q., c. C-43) ; ou

ii. correspondre à un montant forfaitaire équivalent ou supérieur à 2 ½ % du chiffre d'affaires probable, jusqu'à concurrence de 100 000 \$ si la garantie est sous forme d'un chèque visé par une banque à charte canadienne ou une caisse populaire du Québec et fait à l'ordre de la Régie ;

b) le soumissionnaire, dont la soumission a été retenue, devra fournir, avant la signature du contrat de concession dont le chiffre d'affaires annuel estimé est supérieur à 50 000 \$, une garantie d'exécution équivalente au montant de la garantie de soumission exigée au paragraphe a ;

c) le soumissionnaire, en cas de défaut de signer un contrat conforme à sa soumission ou de fournir la garantie d'exécution requise dans les 15 jours de la date d'acceptation, sera tenu de payer à la Régie une somme d'argent représentant la différence entre le montant de sa soumission et celui de la soumission subséquentement acceptée par la Régie, laquelle somme étant toutefois limitée au montant de la garantie de soumission fixé dans l'appel d'offres s'il en est.

10. Les documents se rapportant à l'appel d'offres dans les journaux doivent être remis sans délai à toute personne physique ou morale dont la principale place d'affaires est au Québec, qui fait la demande d'obtention des documents en son nom et qui répond aux conditions prévues dans l'appel d'offres pour l'obtention des documents.

11. Le délai pour la réception des soumissions lors d'un appel d'offres dans les journaux est calculé à compter de la première publication faite de l'appel d'offres et il ne peut être inférieur à 8 jours ouvrables.

12. Si la réception des soumissions ne peut avoir lieu à l'endroit ou à la date et l'heure limites mentionnés dans l'avis d'appel d'offres, elle a lieu dans un autre endroit ou à un autre moment après avis donné par téléphone, par télégramme ou par lettre, avant le moment fixé pour la réception des soumissions, aux personnes à qui ont été remis les documents relatifs à l'appel d'offres.

13. Sauf en cas de force majeure, l'ouverture des soumissions doit suivre immédiatement l'heure limite fixée pour la réception des soumissions. En cas de force majeure, l'ouverture des soumissions est faite ultérieurement après avis donné par téléphone, par télégramme ou par lettre, aux personnes à qui ont été remis les documents relatifs à l'appel d'offres.

14. Toute soumission qui n'est pas complétée conformément aux instructions aux soumissionnaires, ou qui n'est pas accompagnée des documents requis, ou dont les documents requis ne sont pas régulièrement complétés, doit être rejetée.

15. Toutes les soumissions reçues relativement à un même contrat doivent être ouvertes publiquement par un représentant de la Régie en présence d'un témoin.

16. Lors de l'ouverture des soumissions, le représentant de la Régie constate et dit à haute voix pour chaque soumission :

- a) la raison sociale du soumissionnaire ;
- b) lorsqu'un dépôt de garantie est exigé dans l'appel d'offres, s'il accompagne ou non la soumission ;
- c) si la soumission est signée ou non ;
- d) son prix si elle est apparemment conforme.

Ces constatations doivent être consignées à un procès-verbal mentionnant le nom du témoin.

SECTION III BAUX

17. Aucun bail ne peut être signé par la Régie sans l'autorisation du Conseil du trésor, lorsqu'il excède une période d'une année et que le montant payable en vertu de ce bail est supérieur à 1 000 000 \$.

Sous réserve du premier alinéa, aucun bail ne peut être signé sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie.

SECTION IV CONTRATS DE LOCATION

18. Aucun contrat de location ne peut être conclu par la Régie sans l'autorisation du Conseil du trésor :

- a) lorsque ce contrat de location excède 5 ans dans le cas du Village olympique et 3 ans dans tous les autres cas ; ou
- b) lorsque ce contrat accorde l'exclusivité d'occupation d'un site à un seul locataire pour une période de plus de 3 mois.

Sous réserve du premier alinéa, aucun contrat de location ne peut être conclu sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie, sauf lorsqu'il s'agit d'un contrat conforme aux politiques générales approuvées par le conseil d'administration de la Régie pour ce genre de location, dans lequel cas le contrat peut être conclu par le président ou toute autre personne désignée par le conseil d'administration de la Régie.

SECTION V DISPOSITIONS FINALES

19. Le conseil d'administration de la Régie peut adopter toutes mesures relatives à la mise en application du présent règlement.

20. Tout autre contrat relié à l'exploitation des installations olympiques en général et non couvert par le présent règlement, comprenant notamment la vente de publicité par la Régie ou pour son bénéfice, l'octroi de licences et les commandites, est conclu conformément aux règles et directives que peut adopter le conseil d'administration de la Régie à cet égard.



c. R-7, r.2

Règlement sur les contrats d'achats et de location de biens meubles de la Régie des installations olympiques

Loi sur la Régie des installations olympiques
(L.R.Q., c. R-7, a. 15)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Ce règlement est adopté en vertu de l'article 15 de la Loi sur la Régie des installations olympiques (L.R.Q., c. R-7).

2. Dans ce règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « appel d'offres dans les journaux » : un avis publié dans au moins un journal quotidien invitant des soumissions pour l'achat ou le louage d'un bien meuble ;

b) « appel d'offres sur invitation » : un avis adressé personnellement à des fournisseurs les invitant à présenter leur soumission pour l'achat ou le louage d'un bien meuble ;

c) « commande ouverte » : une entente conclue avec un fournisseur concernant l'achat de produits ou la location de biens meubles, par la Régie, aux conditions et aux prix déterminés lors de l'entente ;

d) « contenu canadien » : le rapport, exprimé en pourcentage, entre le coût des matériaux produits au Canada et de la main-d'oeuvre et d'autres frais déboursés au Canada, d'une part, et le prix soumis lors d'une soumission pour l'achat d'un bien meuble, d'autre part ;

e) « contenu québécois » : le rapport, exprimé en pourcentage, entre le coût des matériaux produits au Québec et de la main-d'oeuvre et d'autres frais déboursés au Québec, d'une part, et le prix soumis lors d'une soumission pour l'achat d'un bien meuble, d'autre part ;

f) « contrat d'achat » : un contrat ou une commande ouverte pour la fourniture d'articles, de denrées, de matériel, de marchandises, de matériaux ou d'approvisionnement, y compris un contrat d'impression ou de reproduction, un contrat d'abonnement, un contrat de confection de vêtements, excluant ce qui peut être relatif à la construction d'un ouvrage ;

g) « contrat de location de bien meuble » : un contrat ou une commande ouverte pour le louage d'un bien meuble par la Régie, lequel louage peut également comprendre les frais d'installation, d'opération, de fonctionnement et d'entretien du bien loué, excluant ce qui peut être relatif à la construction d'un ouvrage ;

h) « Régie » : la Régie des installations olympiques.

3. Les contrats d'entretien et de réparation comprenant la fourniture de pièces ou de matériaux par l'adjudicataire ne sont pas des contrats d'achats.

SECTION II CONTRATS D'ACHATS

§1. Autorisations requises

4. Un contrat d'achat ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor lorsque le montant payable en vertu du contrat ou le montant approximatif prévu dans la commande ouverte est supérieur à 1 000 000 \$.

Sous réserve du premier alinéa, un contrat ne peut être conclu sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie, à moins que, sous réserve de l'article 8, des soumissions ayant été sollicitées, le contrat soit accordé au plus bas soumissionnaire conforme, et :

a) que le montant payable en vertu du contrat ou le montant approximatif prévu dans la commande ouverte soit inférieur à 50 000 \$ ou s'il s'agit d'un contrat pour l'achat d'équipement d'informatique, que ce montant soit inférieur à 20 000 \$;

b) que, sauf s'il s'agit d'un contrat pour l'achat d'équipement d'informatique, le montant payable en vertu du contrat ou le montant approximatif prévu dans la commande ouverte soit de 50 000 \$ ou plus sans excéder 100 000 \$ à la condition que, suite à l'application des procédures d'appel d'offres dans les journaux, au moins 2 soumissions jugées conformes aient été obtenues dont la plus basse ait été acceptée ;

dans lesquels cas le contrat peut être conclu avec l'autorisation du président ou de toute autre personne désignée par le conseil d'administration de la Régie.

5. Aucun supplément ne doit être accordé en plus du montant prévu dans un contrat d'achat sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie, sauf :

- a) lorsque le prix unitaire subissant une modification, le supplément est inférieur à 2 000 \$; ou
- b) lorsque le prix unitaire restant le même, le supplément est inférieur à 10 000 \$;

dans lesquels cas le supplément peut être accordé par le président ou par toute autre personne désignée par le conseil d'administration de la Régie.

§2. Soumissions

6. Un contrat d'achat ne peut être conclu à moins que des soumissions n'aient été sollicitées, sauf :

- a) lorsque le montant en cause est inférieur à 1 000 \$;
- b) lorsqu'un seul fournisseur rencontre les spécifications établies par la Régie ;
- c) lorsqu'il est plus économique de négocier à la source sans l'intermédiaire des distributeurs et qu'une seule source d'approvisionnement est disponible ;
- d) lorsque le prix des marchandises à acheter est fixé conformément à la Loi ;
- e) lorsque le produit à acheter a déjà fait l'objet d'un contrat de location et qu'une partie ou la totalité du coût de location est récupérable ;
- f) lorsque les achats sont faits auprès des magasins du Service des achats du gouvernement du Québec ou de l'éditeur officiel du Québec ;
- g) dans des cas d'urgence où la sécurité des personnes ou des biens est en cause et où il serait préjudiciable à l'intérêt public de solliciter des soumissions, auxquels cas l'autorisation du conseil d'administration de la Régie doit être obtenue avant d'effectuer tout paiement si le montant excède 1 000 \$.

7. Lorsque, en vertu de ce règlement, des soumissions sont exigées, elles doivent être sollicitées par appel d'offres dans les journaux ou par appel d'offres sur invitation.

La procédure d'appel d'offres sur invitation peut être utilisée :

- a) lorsque le coût estimé du contrat d'achat est inférieur à 50 000 \$;
- b) lorsque, s'agissant d'un contrat d'achat dont le coût estimé est de 50 000 \$ ou plus, il est préjudiciable à l'intérêt public de procéder par appel d'offres dans les journaux, auquel cas l'autorisation du conseil d'administration de la Régie est requise avant de conclure le contrat d'achat ;

c) lorsque, s'agissant d'un contrat d'achat dont le coût estimé est de 50 000 \$ ou plus, il est possible d'obtenir un prix juste pour le bien en limitant l'invitation à des fournisseurs québécois, auquel cas l'autorisation du conseil d'administration de la Régie est requise avant de conclure le contrat d'achat.

Dans tous les autres cas, la procédure d'appel d'offres dans les journaux doit être utilisée.

8. Dans tous les cas où des soumissions ont été sollicitées, le contrat est octroyé au plus bas soumissionnaire conforme, sauf lorsque le coût estimé du contrat d'achat, autre que les achats de carburant et de lubrifiant, dépasse 10 000 \$, auquel cas les prix soumis doivent être pondérés en fonction du contenu québécois selon la méthode exposée à l'annexe I et le contrat est octroyé au soumissionnaire dont la soumission s'avère la plus basse après pondération. Cette pondération doit être effectuée en fonction du contenu canadien lorsqu'il n'y a pas de contenu québécois pour le bien en cause.

SECTION III

CONTRATS DE LOCATION DE BIENS MEUBLES

§1. Autorisations requises

9. Un contrat de location de bien meuble ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor lorsque le montant payable en vertu du contrat ou le montant approximatif prévu dans la commande ouverte est supérieur à 1 000 000 \$.

Sous réserve du premier alinéa, un contrat ne peut être conclu sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie, à moins que sous réserve de l'article 13, lorsque des soumissions ayant été sollicitées, le contrat soit accordé au plus bas soumissionnaire conforme, et :

- a) que le montant payable en vertu du contrat ou le montant approximatif prévu dans la commande ouverte soit inférieur à 50 000 \$ ou, s'il s'agit d'un contrat pour le louage d'équipement d'informatique, que ce montant soit inférieur à 10 000 \$;
- b) que, sauf s'il s'agit de louage d'équipement d'informatique, le montant payable en vertu du contrat ou le montant approximatif prévu dans la commande ouverte soit de 50 000 \$ ou plus sans excéder 100 000 \$ à la condition que, suite à l'application des procédures d'appel d'offres dans les journaux, au moins 2 soumissions jugées conformes aient été obtenues dont la plus basse, sous réserve de l'article 13, ait été acceptée ;

dans lesquels cas le contrat peut être conclu avec l'autorisation du président de la Régie ou de toute autre personne désignée par le conseil d'administration de la Régie.

10. Aucun supplément ne doit être payé en vertu d'un contrat en plus du montant qui y est stipulé sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie, sauf :

a) lorsque, le prix unitaire subissant une modification, le supplément est inférieur à 2 000 \$;

b) lorsque, le prix unitaire restant le même, le supplément est inférieur à 10 000 \$;

dans lesquels cas le supplément peut être autorisé par le président ou par toute autre personne désignée par le conseil d'administration de la Régie.

§2. Soumissions

11. Un contrat de location de bien meuble ne peut être conclu à moins que des soumissions n'aient été sollicitées, sauf :

a) lorsque le montant en cause est inférieur à 1 000 \$;

b) lorsqu'un seul fournisseur rencontre les spécifications établies par la Régie ;

c) dans le cas des moyens de transport lorsqu'un taux uniforme de location est fixé par la Commission des transports du Québec ;

d) dans des cas d'urgence où la sécurité des personnes ou des biens est en cause et où il serait préjudiciable à l'intérêt public de solliciter des soumissions, auxquels cas l'autorisation du conseil d'administration de la Régie doit être obtenue avant d'effectuer tout paiement si le montant du contrat excède 1 000 \$.

12. Lorsque, en vertu de ce règlement, des soumissions sont exigées, elles doivent être sollicitées par appel d'offres dans les journaux ou par appel d'offres sur invitation.

La procédure d'appel d'offres sur invitation peut être utilisée :

a) dans tous les cas où le coût estimé de la location est inférieur à 50 000 \$;

b) lorsque, s'agissant d'un bien meuble dont le coût estimé de location est de 50 000 \$ ou plus, il est préjudiciable à l'intérêt public de procéder par appel d'offres dans les journaux, auquel cas l'autorisation du conseil d'administration de la Régie est alors requise avant de conclure le contrat de location ; ou

c) lorsque, s'agissant d'un bien dont le coût estimé de location est de 50 000 \$ ou plus, il est possible d'obtenir un juste prix pour le bien en limitant l'invitation à des fournisseurs québécois, auquel cas l'autorisation du conseil d'administration de la Régie est alors requise avant de conclure le contrat de location.

Dans tous les autres cas, la procédure d'appel d'offres dans les journaux doit être utilisée.

13. Dans tous les cas où des soumissions ont été sollicitées, le contrat est octroyé au plus bas soumissionnaire conforme, à moins que le Conseil du trésor, le conseil d'administration de la Régie ou le président de la Régie, selon les niveaux d'autorisation prévus à ce règlement, n'en décide autrement pour cause ou pour des motifs reliés au contenu canadien ou québécois.

SECTION IV PROCÉDURES D'APPEL D'OFFRES DANS LES JOURNAUX

14. L'appel d'offres dans les journaux est publié en français dans au moins un quotidien.

15. Tout appel d'offres dans les journaux effectué en vertu de ce règlement doit contenir au moins les dispositions et les renseignements suivants :

a) que la Régie ne s'engage à accepter ni la plus basse ni toute autre soumission ;

b) que la soumission sera valable pour une période stipulée ;

c) que toute soumission, pour être considérée, doit parvenir dûment complétée à l'endroit indiqué et avant l'heure spécifiée.

16. Les documents se rapportant à l'appel d'offres dans les journaux doivent être remis sans délai à toute personne en faisant la demande et qui répond aux conditions prévues dans l'appel d'offres pour l'obtention des documents.

17. Le délai pour la réception des soumissions lors d'un appel d'offres dans les journaux est calculé à compter de la première publication faite de l'appel d'offres et il ne peut être inférieur à 8 jours.

18. Si la réception des soumissions ne peut avoir lieu à l'endroit ou à la date et l'heure limites mentionnés dans l'avis d'appel d'offres, elle a lieu dans un autre endroit ou à un autre moment après avis donné par téléphone, par télégramme ou par lettre, avant le moment fixé pour la réception des soumissions aux personnes à qui ont été remis les documents relatifs à l'appel d'offres.

19. Sauf en cas de force majeure, l'ouverture des soumissions doit suivre immédiatement l'heure limite fixée pour la réception des soumissions. En cas de force majeure, l'ouverture des soumissions est faite ultérieurement après avis donné par téléphone, par télégramme ou par let-

tre, aux personnes à qui ont été remis les documents relatifs à l'appel d'offres.

20. Toutes les soumissions reçues relativement à un même appel d'offres doivent être ouvertes publiquement en présence d'un témoin par le représentant de la Régie.

21. Toute soumission qui n'est pas complétée conformément aux instructions aux soumissionnaires ou qui n'est pas accompagnée des documents requis, ou dont les documents requis ne sont pas régulièrement complétés, doit être rejetée.

22. Lors de l'ouverture des soumissions, le représentant de la Régie constate et dit à haute voix pour chaque soumission :

- a) la raison sociale du soumissionnaire ;
- b) lorsqu'un dépôt de garantie est exigé dans l'appel d'offres, s'il accompagne ou non la soumission ;
- c) si la soumission est signée ou non ;
- d) son prix si elle est apparemment conforme.

Ces constatations doivent être consignées par la suite à un procès-verbal mentionnant le nom du témoin.

SECTION V

DISPOSITION FINALE

23. Le conseil d'administration de la Régie peut adopter toutes mesures relatives à la mise en application du présent règlement.

ANNEXE I

(a. 8)

PONDÉRATION DES PRIX SOUMIS EN FONCTION DU CONTENU QUÉBÉCOIS OU CANADIEN

Le soumissionnaire fournit, avec sa soumission, les données suivantes :

Coût des matériaux

- (I) Valeur des matériaux produits au Québec ...%
- (II) Valeur des matériaux produits ailleurs au Canada ...%
- (III) Valeur des matériaux produits à l'étranger ...%

Coût de la main-d'oeuvre directe

- (IV) Déboursés au Québec ...%
- (V) Déboursés ailleurs au Canada ...%
- (VI) Déboursés à l'étranger ...%

Coût des autres frais

- (VII) Déboursés au Québec ...%
 - (VIII) Déboursés ailleurs au Canada ...%
 - (IX) Déboursés à l'étranger ...%
- Total 100%

Règles de pondération

1) La pondération en fonction du contenu québécois se fait en majorant le prix soumis par un pourcentage variant de 0 à 10, lequel pourcentage est obtenu en divisant par 10 la somme des pourcentages établis aux lignes II, III, V, VI, VIII et IX.

2) La pondération en fonction du contenu canadien se fait en majorant le prix soumis par un pourcentage variant de 0 à 10, lequel pourcentage est obtenu en divisant par 10 la somme des pourcentages établis aux lignes III, VI et IX.



c. R-7, r.3

Règlement sur les contrats d'aliénation de biens meubles excédentaires

Loi sur la Régie des installations olympiques
(L.R.Q., c. R-7, a. 15)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Ce règlement est adopté en vertu de l'article 15 de la Loi sur la Régie des installations olympiques (L.R.Q. c. R-7).

2. Dans ce règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « appel d'offres dans les journaux » : un avis publié dans au moins un journal quotidien invitant les acheteurs éventuels à présenter leur soumission pour l'achat de biens meubles excédentaires ;

b) « appel d'offres sur invitation » : un avis adressé personnellement à certains acheteurs par la Régie les invitant à présenter leur soumission pour l'achat de biens meubles excédentaires ;

c) « bien meuble excédentaire » ou « bien meuble » : mobilier, équipement ou pièce d'équipement, outillage ou pièces d'outillage, véhicules-moteurs ou pièces de tels véhicules, tout autre matériel de quelque genre ou tout autre bien meuble dont la Régie n'a pas besoin ;

d) « Régie » : la Régie des installations olympiques.

SECTION II MODES D'ALIÉNATION

3. L'aliénation d'un bien meuble excédentaire peut se faire selon ce qu'en décide le président de la Régie :

a) par cession à titre gratuit au Gouvernement du Québec ou à un organisme public ; si cette possibilité ne se réalise pas, par cession à titre gratuit à un organisme sans but lucratif, auquel cas l'autorisation du conseil d'administration de la Régie est requise si la valeur du bien à aliéner excède 5 000 \$;

b) par vente à l'encan selon les procédures approuvées au préalable par le conseil d'administration de la Régie ;

c) par échange contre un bien de même nature en autant que les dispositions du Règlement sur les contrats d'achats et de location de biens meubles de la Régie des installations olympiques (c. R-7, r.2) aient été suivies en ce qui a trait au bien acquis par voie d'échange ; ou

d) par vente de gré à gré.

SECTION III VENTE DE GRÉ À GRÉ

4. Un contrat de vente de gré à gré d'un bien meuble excédentaire ne peut être conclu sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie, à moins :

a) que des soumissions n'aient été sollicitées, sauf :

i. lorsqu'il n'y a qu'un seul acheteur possible ;

ii. lorsque le montant estimé de la vente est inférieur à 200 \$;

iii. lorsqu'il est préférable que la place d'affaires de l'acheteur soit située à proximité du lieu où se trouvent les biens à aliéner ; ou

iv. lorsque le bien à aliéner est vendu à une corporation ou à un organisme à but non lucratif, à la condition que le montant de la transaction soit inférieur à 1 000 \$ et que ce montant soit au moins égal à la valeur estimée du bien à aliéner ;

b) que le montant estimé de la vente soit inférieur à 50 000 \$; et

c) que, lorsque des soumissions ont été sollicitées, le contrat ne soit accordé au plus haut soumissionnaire conforme ;

dans lesquels cas un contrat de vente de bien meuble excédentaire peut être conclu avec l'autorisation du président ou de toute autre personne désignée par le conseil d'administration de la Régie.

5. Lorsque, en vertu de ce règlement, des soumissions sont exigées, elles doivent être sollicitées par appel d'offres dans les journaux ou par appel d'offres sur invitation.

La procédure d'appel d'offres dans les journaux doit être utilisée lorsque la valeur estimée du bien meuble ou du lot de biens meubles en cause dépasse 20 000 \$.

Dans tous les autres cas, la procédure d'appel d'offres sur invitation peut être utilisée.

6. Dans le cas des appels d'offres sur invitation, la sélection des acheteurs invités à soumissionner est faite conformément aux directives approuvées à cet effet par le conseil d'administration de la Régie.

7. L'appel d'offres dans les journaux est publié en français dans au moins un quotidien.

8. Tout appel d'offres effectué en vertu du présent règlement doit contenir, au moins, les dispositions et les renseignements suivants :

- a) la description sommaire du bien à aliéner ;
- b) le lieu où il est entreposé ;
- c) l'endroit où l'on peut obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission ;
- d) les conditions requises pour obtenir les documents nécessaires à la préparation de la soumission ;
- e) le lieu ainsi que la date et l'heure limites fixés pour le dépôt et l'ouverture des soumissions ;
- f) les conditions de paiement ;
- g) les modalités d'enlèvement du bien meuble vendu ;
- h) que la Régie ne s'engage à accepter ni la plus haute ni toute autre soumission ;
- i) que la soumission sera valable pour une période stipulée ;
- j) que toute soumission, pour être considérée, doit parvenir dûment complétée à l'endroit indiqué et avant l'heure spécifiée.

9. Les documents qui se rapportent à l'appel d'offres dans les journaux doivent être remis sans délai à toute personne en faisant la demande et qui répond aux conditions prévues dans l'appel d'offres pour l'obtention des documents.

10. Le délai pour la réception des soumissions lors d'un appel d'offres dans les journaux est calculé à compter de la première publication faite de l'appel d'offres et il ne peut être inférieur à 8 jours ouvrables.

11. La date de réception des soumissions publiques peut être reportée moyennant un avis donné par téléphone, par télégramme ou par lettre, aux personnes à qui ont été remis les documents relatifs à l'appel d'offres.

12. Sauf en cas de force majeure, l'ouverture des soumissions publiques doit suivre immédiatement l'heure limite fixée pour la réception des soumissions.

13. Toutes les soumissions reçues relativement à une même vente doivent être ouvertes publiquement, en présence d'un témoin, par le représentant de la Régie.

14. Toute soumission qui n'est pas complétée conformément aux instructions aux soumissionnaires ou qui n'est pas accompagnée des documents requis, ou dont les documents requis ne sont pas régulièrement complétés, doit être rejetée.

15. Lors de l'ouverture des soumissions, le représentant de la Régie constate et dit à haute voix pour chaque soumission :

- a) la raison sociale du soumissionnaire ;
- b) lorsqu'un dépôt de garantie est exigé dans l'appel d'offres, s'il accompagne ou non la soumission ;
- c) si la soumission est signée ou non ;
- d) son prix si elle est apparemment conforme.

Ces constatations doivent être consignées à un procès-verbal mentionnant le nom du témoin.

SECTION IV DISPOSITION FINALE

16. Le conseil d'administration de la Régie peut adopter toutes mesures relatives à la mise en application du présent règlement.



c. R-7, r.4

Règlement sur les contrats de construction de la Régie des installations olympiques

Loi sur la Régie des installations olympiques
(L.R.Q., c. R-7, a. 15)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Ce règlement est adopté en vertu de l'article 15 de la Loi sur la Régie des installations olympiques (L.R.Q., c. R-7).

2. Dans ce règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « appel d'offres dans les journaux » : un avis publié dans au moins un journal quotidien invitant des soumissions pour des travaux de construction ;

b) « appel d'offres sur invitation » : un avis adressé directement à des entrepreneurs les invitant à présenter des soumissions pour des travaux de construction ;

c) « avis de réception définitive » : un écrit signé par la Régie attestant que l'ouvrage est devenu prêt pour l'usage auquel il est destiné, que l'entrepreneur a apporté les corrections nécessaires aux déficiences qui lui ont été signifiées, s'il en est, et que tous les travaux sont parachevés ;

d) « avis de réception provisoire » : un écrit signé par la Régie attestant que l'ouvrage est complété en grande partie, que les travaux à parachever ne peuvent l'être en raison de conditions hors du contrôle de l'entrepreneur et que la valeur des travaux à corriger, excluant ceux qui doivent être parachevés, est égale ou inférieure à 0,5% du montant total du contrat et qui comporte une liste des déficiences à corriger et une liste des travaux qui ne peuvent être parachevés en raison de conditions hors du contrôle de l'entrepreneur s'il en est ;

e) « construction » : l'érection, l'édification, l'aménagement, la réfection, la réparation ou la démolition d'un ouvrage ou tout travail comportant la fourniture et l'installation de biens ou requérant une main-d'œuvre spécialisée relevant des métiers de la construction ;

f) « contrat » : le document contenant l'ensemble des clauses relatives aux droits, obligations et responsabilités des parties aux fins de l'exécution des travaux confiés à l'entrepreneur ;

g) « coût estimatif » : le montant probable du coût d'exécution des travaux ;

h) « entrepreneur » : une personne physique ou morale signataire du contrat avec la Régie ;

i) « principale place d'affaires » : le principal établissement d'où les affaires sont dirigées et où le personnel de maîtrise et l'équipement se trouvent ordinairement ;

j) « programme d'immobilisation » : un document approuvé par le Conseil du trésor répartissant par activité, par projet ou par tout autre mode, l'enveloppe budgétaire ;

k) « Régie » : la Régie des installations olympiques ;

l) « sous-traitant » : une personne physique ou morale qui exécute une partie des travaux en vertu d'un contrat avec l'entrepreneur.

3. 1) La Régie soumet à l'approbation du Conseil du trésor, le ou avant le 15 septembre de chaque année, un programme d'immobilisation divisé par projet. Ce programme d'immobilisation comporte, pour chaque projet, une enveloppe budgétaire destinée à couvrir les contrats à octroyer pour sa réalisation.

2) Aucun contrat, supplément à un contrat ou réclamation d'un entrepreneur relative à un contrat de construction qui aurait pour effet d'entraîner un dépassement de plus de 10% de l'enveloppe budgétaire d'un projet ne peut être accordé sans l'autorisation du Conseil du trésor.

4. Un contrat de construction ne peut être conclu que selon l'une ou l'autre des modalités suivantes :

a) à prix forfaitaire, lorsque les travaux exigés de l'entrepreneur sont déterminés de façon précise et détaillée et qu'un prix est convenu pour le tout ;

b) à prix unitaire, lorsque les spécifications relatives aux travaux faisant l'objet d'un devis descriptif sont déterminées de façon précise et détaillée sauf en ce qui concerne les quantités ; ou

c) à coût plus honoraires, lorsque les travaux sont de nature telle que les prix ne peuvent être déterminés ou lorsque l'urgence des travaux est telle qu'il est nécessaire de débiter les travaux avant que des plans et devis soient complétés ; l'adjudication d'un tel contrat est exceptionnelle et celui-ci doit être l'objet d'une surveillance continue par la Régie qui doit approuver et contrôler tous les travaux. Dans ce cas, si en vertu de ce règlement la nature et l'ampleur des travaux impliquent une procédure d'appel d'offres, les soumissions devront porter sur les honoraires.

SECTION II AUTORISATIONS REQUISES

5. Un contrat de construction ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor lorsque le montant payable en vertu du contrat est supérieur à 2 500 000 \$.

Sous réserve du premier alinéa et du paragraphe 2 de l'article 3, un contrat de construction ne peut être conclu sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie, sauf :

- a) lorsque le montant payable en vertu du contrat est inférieur à 50 000 \$; ou
- b) lorsque le montant payable en vertu du contrat est de 50 000 \$ ou plus mais de moins de 500 000 \$, à la condition que, suite à l'application des procédures d'appel d'offres dans les journaux, au moins 2 soumissions jugées conformes aient été obtenues dont la plus basse a été acceptée ; dans lequel cas le contrat peut être conclu par le président ou par toute autre personne désignée par le conseil d'administration de la Régie.

6. Aucun supplément ne doit être payé en vertu d'un contrat de construction en plus du montant qui y est stipulé, sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie, sauf :

- a) lorsque le montant total du contrat et des suppléments demeure inférieur à 50 000 \$; ou
- b) lorsque la somme totale des suppléments est inférieure à 10% du montant du contrat ;

dans lesquels cas le supplément, sous réserve du paragraphe 2 de l'article 3, peut être accordé par le président ou par toute autre personne désignée par le conseil d'administration de la Régie.

7. Aucune réclamation d'un entrepreneur relativement à un contrat de construction ne peut être payée sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie sauf lorsque le montant payable en vertu de la réclamation est inférieur à 50 000 \$ dans lequel cas le paiement, sous réserve du paragraphe 2 de l'article 3, peut être autorisé par le président ou par toute autre personne désignée par le conseil d'administration de la Régie.

SECTION III SOUSSIONS

8. Un contrat de construction ne peut être conclu à moins que des soumissions n'aient été sollicitées, sauf :

- a) dans les cas d'urgence où la sécurité des personnes ou des biens est en cause et où il serait préjudiciable à l'in-

térêt public de solliciter des soumissions, auquel cas l'autorisation du conseil d'administration de la Régie doit être obtenue avant tout paiement si le montant excède 2 000 \$;

- b) dans tous les autres cas, lorsqu'il s'agit de travaux dont le coût estimatif est inférieur à 5 000 \$, à la condition que le contrat soit octroyé à l'entrepreneur choisi selon les modalités de sélection approuvées par le conseil d'administration de la Régie.

9. Les soumissions prévues à l'article 8 sont sollicitées selon l'une ou l'autre des méthodes suivantes :

- a) appel d'offres dans les journaux lorsque le coût estimatif des travaux est supérieur à 25 000 \$; ou
- b) appel d'offres sur invitation dans tous les autres cas où des soumissions doivent être sollicitées.

10. Dans le cas des appels d'offres sur invitation, la sélection des entrepreneurs est faite conformément aux directives approuvées par le conseil d'administration de la Régie.

SECTION IV PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES DANS LES JOURNAUX

11. L'appel d'offres dans les journaux est publié en français dans au moins un quotidien.

12. L'appel d'offres dans les journaux doit contenir, au moins, les dispositions et les renseignements suivants :

- a) la description sommaire des travaux projetés ;
- b) le lieu où ils seront exécutés ;
- c) l'endroit où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission ;
- d) les conditions requises pour obtenir les documents nécessaires à la préparation de la soumission ;
- e) le lieu ainsi que la date et l'heure limites fixés pour le dépôt et l'ouverture des soumissions ;
- f) la nature de la garantie de soumission exigée ;
- g) que seules seront considérées aux fins d'octroi du contrat les soumissions des entrepreneurs ayant leur principale place d'affaires au Québec et détenant la licence requise en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., c. Q-1) ; et
- h) que la Régie ne s'engage à accepter ni la plus basse ni toute autre soumission.

13. Les documents suivants sont remis aux soumissionnaires contre un dépôt non remboursable dont le montant est fixé par la Régie :

- a) la liste des documents fournis ;
- b) la copie du texte de l'appel d'offres ;
- c) les instructions aux soumissionnaires ;
- d) la formule de soumission ;
- e) la formule de renseignements concernant le soumissionnaire ;
- f) un spécimen du contrat visé par la soumission ;
- g) un spécimen de la formule prescrite de cautionnement de soumission ;
- h) un spécimen des formules prescrites de cautionnement d'exécution et de cautionnement des obligations de l'entrepreneur pour gages, matériaux et services ; et
- i) toute autre condition du mandat à intervenir, y compris les plans, devis et addenda qui s'y rapportent.

14. Les instructions aux soumissionnaires doivent indiquer la manière de remplir la formule de soumission et les documents requis à son appui ainsi que la procédure à suivre par le soumissionnaire.

De plus, elles doivent contenir les avis à l'effet que :

- a) le soumissionnaire doit fournir avec sa soumission une garantie :
 - i. correspondant à un montant équivalant à un minimum de 10% du montant de sa soumission, émise par une compagnie légalement habilitée à se porter caution si la garantie est sous forme de cautionnement, auquel cas l'entrepreneur doit utiliser la formule reproduite à l'annexe A de ce règlement ; ou
 - ii. correspondant à un montant équivalant à un minimum de 5% du montant de sa soumission jusqu'à concurrence d'un maximum de 500 000 \$, si la garantie est sous forme d'un chèque visé à l'ordre de la Régie ;
- b) le soumissionnaire doit fournir avant la signature du contrat une garantie d'exécution du contrat et une garantie des obligations de l'entrepreneur pour gages, matériaux et services :
 - i. chacune pour 50% du prix du contrat, émises par une compagnie légalement habilitée à se porter caution si ces garanties sont sous forme de cautionnement, auquel cas l'entrepreneur doit utiliser les formules reproduites aux annexes B et C de ce règlement ; ou

- ii. correspondant à 10% du prix du contrat si ces garanties sont sous forme de chèque visé à l'ordre de la Régie ;

- c) le soumissionnaire doit présenter sa soumission sur les formules fournies par la Régie ou sur toute reproduction exacte de ces formules, lesquelles doivent être remplies avec clarté et exactitude et dûment signées aux endroits indiqués ;

- d) la Régie n'acceptera aucune soumission reçue après la date et l'heure limites fixées ;

- e) la Régie n'acceptera aucune soumission qui ne satisfait pas aux conditions suivantes :

- i. le soumissionnaire doit utiliser la formule de soumission et l'enveloppe de la Régie prévue à cette fin ;

- ii. la garantie de soumission doit être fournie ;

- iii. sauf si le soumissionnaire est une personne physique faisant affaires seule sous son propre nom et qui signe elle-même les documents de soumission, l'autorisation de signer les documents doit accompagner la soumission laquelle autorisation doit être constatée :

- A) dans une copie certifiée de la résolution de la compagnie à cet effet si le soumissionnaire est une compagnie ;

- B) dans une copie de la déclaration de société ou de raison sociale déposée au greffe de la Cour supérieure certifiée par le protonotaire lorsque le soumissionnaire est une société ou fait affaires sous une raison sociale ; dans le cas où le soumissionnaire est une société, une procuration autorisant la signature doit aussi être fournie lorsque les documents de soumission ne sont pas signés par tous les associés ; ou

- C) dans une procuration notariée désignant la personne autorisée à signer, s'il s'agit d'une personne physique faisant affaires seule sous son propre nom qui ne signe pas elle-même les documents de soumission ;

- iv. les documents doivent être signés aux endroits prévus à cette fin et par les personnes autorisées à cette fin ;

- v. le prix global doit être indiqué sur la formule de soumission ainsi que les prix unitaires et forfaitaires demandés sur le bordereau des prix ;

- vi. la soumission ne doit pas être accompagnée de conditions ou de restrictions ;

- vii. le soumissionnaire doit détenir la licence requise en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., c. Q-1) ;

- viii. les ratures ou corrections apportées au montant de la soumission doivent être initialées par la personne qui a signé la soumission ;

ix. les documents doivent être rédigés dans la langue officielle du Québec ;

x. toute autre condition indiquée comme essentielle dans les instructions aux soumissionnaires avec mention spécifique que le défaut à s'y conformer entraîne le rejet de la soumission.

Sous réserve du paragraphe *e* et de l'article 22, les erreurs ou omissions en regard des documents d'appels d'offres n'entraînent pas le rejet de la soumission à la condition que le soumissionnaire les corrige à la satisfaction de la Régie dans les 10 jours suivant l'ouverture des soumissions et que ces corrections n'entraînent pas une augmentation du prix soumis ;

f) le soumissionnaire, en cas de défaut de signer un contrat conforme à sa soumission ou de fournir les garanties requises dans les délais prévus au présent règlement, est tenu de payer à la Régie une somme d'argent représentant la différence entre le montant de sa soumission qui avait été acceptée et celui de la soumission subseqüemment acceptée par la Régie, laquelle somme étant toutefois limitée au montant de la garantie de soumission fixée dans l'appel d'offres ;

g) le soumissionnaire a la responsabilité de se renseigner sur l'état de l'emplacement, sur la nature des travaux à accomplir et sur les exigences liées au contrat et à l'exécution de son objet ;

h) le soumissionnaire ne doit engager que des sous-traitants ayant un établissement comportant au Québec des installations permanentes et le personnel requis pour exécuter les travaux qui font l'objet du mandat à moins que pour une spécialité particulière il en soit autrement prévu dans le document d'appel d'offres ;

i) l'entrepreneur, dont la soumission a été acceptée et qui n'a pas respecté la condition stipulée au paragraphe *h*, accepte que la Régie retienne, à même le prix du contrat, une somme égale à 10% de ce prix, sans préjudice à tout autre droit et recours de la Régie ; et

j) des retenues de l'ordre de 10% de la valeur des travaux exécutés sont effectuées pour garantir l'exécution des obligations de l'entrepreneur, sauf lorsque la garantie d'exécution est sous forme de cautionnement et à moins, dans les autres cas, de stipulations contraires prévues au contrat ; la moitié de ces retenues est remise à l'entrepreneur lors de la réception provisoire des travaux et l'autre moitié lors de la réception définitive, si toutes ses obligations ont été remplies ; si des créanciers n'ont pas été payés, la Régie peut utiliser les retenues en tout ou en partie pour rembourser les créances.

15. Le délai pour la réception des soumissions est calculé à compter de la première publication de l'appel d'offres dans les journaux et il ne peut être inférieur :

a) à 4 semaines pour les travaux dont le coût estimatif est de 1 500 000 \$ ou plus ;

b) à 3 semaines pour les travaux dont le coût estimatif est de 200 000 \$ ou plus, mais de moins de 1 500 000 \$; ou

c) à 2 semaines pour les travaux dont le coût estimatif est de moins de 200 000 \$.

Tout addenda doit être expédié aux personnes à qui ont été remis les documents relatifs à l'appel d'offres au moins 2 jours ouvrables avant la date limite d'ouverture des soumissions par la Régie. Dans les cas où ce délai ne pourrait être respecté, la date de réception des soumissions doit être reportée en conséquence.

16. L'ouverture des soumissions doit suivre immédiatement l'heure limite fixée pour la réception des soumissions.

17. Si la réception et l'ouverture des soumissions ne peuvent avoir lieu à l'endroit ou à la date et l'heure limites mentionnés dans l'appel d'offres, elles ont lieu à l'endroit et au moment choisis après avis donné par téléphone, par télégramme ou par lettre, avant le moment fixé pour la réception des soumissions, aux personnes à qui ont été remis les documents relatifs à l'appel d'offres.

18. Toutes les soumissions reçues relativement à un même contrat doivent être ouvertes publiquement, en présence d'un témoin, par le représentant de la Régie.

19. Lors de l'ouverture des soumissions, le représentant de la Régie constate et dit à haute voix pour chaque soumissionnaire :

a) la raison sociale du soumissionnaire ;

b) lorsqu'un dépôt de garantie est exigé dans l'appel d'offres, s'il accompagne ou non la soumission ;

c) si la soumission est signée ou non ;

d) son prix si elle est apparemment conforme.

Ces constatations doivent être consignées à un procès-verbal mentionnant le nom du témoin.

20. La Régie peut exiger du plus bas soumissionnaire, avant la signature des contrats, la liste complète de tous les sous-traitants auxquels il a convenu de confier une partie de ses travaux et les prix soumis par chacun d'eux.

21. La Régie retient la garantie de soumission du plus bas soumissionnaire conforme jusqu'au moment de la si-

gnature du contrat. Elle peut également retenir jusqu'à concurrence de 45 jours la garantie de soumission des deuxième et troisième plus bas soumissionnaires conformes jusqu'au moment de l'octroi du contrat au soumissionnaire choisi.

22. L'analyse des soumissions ne peut avoir pour effet qu'un soumissionnaire autre que le plus bas soumissionnaire lors de l'ouverture des soumissions devienne le plus bas soumissionnaire en raison de la correction d'une erreur dans sa soumission dont l'effet tend à en réduire le prix global.

23. Le contrat doit être accordé au plus bas soumissionnaire conforme à moins que le Conseil du trésor, le conseil d'administration de la Régie ou le président de la Régie, selon les niveaux d'autorisation prévus à l'article 5, n'en décide autrement pour cause.

24. Une soumission est sans effet à l'expiration de la période de 45 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, sauf sur acceptation écrite des parties d'accorder un délai additionnel de validité.

25. Avant l'expiration du délai prévu à l'article 24, la Régie donne au soumissionnaire choisi un avis de signer le contrat en indiquant les modalités de sa signature.

Si la Régie ne donne pas cet avis dans le délai prescrit, elle peut après ce délai inviter le soumissionnaire choisi à signer pour le montant de sa soumission en lui transmettant le projet de contrat ; si le soumissionnaire ne signe pas le contrat et ne le retourne pas à la Régie dans les 10 jours de la mise à la poste de l'invitation de la Régie, cette invitation devient sans effet à moins que la Régie n'en décide autrement.

SECTION V
DISPOSITION FINALE

26. Le Conseil d'administration de la Régie peut adopter toutes mesures relatives à la mise en application du présent règlement.

ANNEXE A
(a. 14)

FORMULE TYPE DE CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

1. La
dont le bureau principal au Québec est situé à
..... ici représentée par

....., dûment autorisé, ci-après appelée la CAUTION, après avoir pris connaissance de la soumission devant être présentée le jour de 19...
à la Régie des installations olympiques du Québec, ci-après appelée la « Régie », par
dont le bureau principal au Québec est situé à
..... ici représenté par
....., dûment autorisé, ci-après appelée l'ENTREPRENEUR, pour
.....
(description de l'ouvrage et endroit)

se porte caution dudit Entrepreneur, envers la Régie, aux conditions suivantes :

La Caution, au cas de défaut du soumissionnaire de signer un contrat conforme à sa soumission, ou de son défaut de fournir les garanties requises dans les 15 jours suivant l'avis d'adjudication, s'oblige à payer à la Régie une somme d'argent représentant la différence entre le montant de la soumission qui avait été acceptée et celui de la soumission subséquemment acceptée par la Régie, sa responsabilité étant limitée à dollars (..... \$).

2. L'Entrepreneur dont la soumission a été acceptée, doit être avisé de l'acceptation de sa soumission dans les 60 jours qui suivent la date limite de l'entrée des soumissions, autrement la présente obligation est nulle et de nul effet.

3. Toute procédure judiciaire basée sur le présent cautionnement doit être intentée dans les 12 mois de la date des présentes et peut être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

4. La Caution renonce au bénéfice de discussion.

5. L'Entrepreneur intervient aux présentes pour y consentir et à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

EN FOI DE QUOI, la Caution et l'Entrepreneur, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé les présentes à
.....
le jour de 19...

LA CAUTION

.....
Témoin
Signature
Nom du signataire en lettres moulées
.....

Titre

L'ENTREPRENEUR.....
Témoin

Signature

Nom du signataire en
lettres moulées

Titre

ANNEXE B

(a. 14)

**FORMULE TYPE DE CAUTIONNEMENT
D'EXÉCUTION**

1. La

dont le bureau principal au Québec est situé à

....., ici représentée par
dûment autorisé, ci-après appelée la CAUTION, après
avoir pris connaissance de la soumission dûment acceptée
par la Régie des installations olympiques (ci-après appelée
la « Régie »), le

..... pour

(description de l'ouvrage et endroit)

en vue d'un contrat entre la Régie ou son représentant dû-
ment autoriséet
(nom de l'Entrepreneur)

dont le bureau principal au Québec est situé

..... ici représenté par

dûment autorisé, ci-après appelé l'ENTREPRENEUR,
s'oblige conjointement et solidairement avec l'Entrepre-
neur envers la Régie, à exécuter l'ouvrage ci-haut décrit
conformément au contrat, la Caution ne pouvant en aucun
cas être appelée à payer plus que dol-
lars (..... \$).2. La Caution consent à ce que la Régie et l'Entrepreneur
puissent en tout temps faire des modifications au contrat,
la Caution renonçant à tout avis de telles modifications et
elle consent également à ce que la Régie accorde tout délai
nécessaire au parachèvement des travaux.3. Au cas d'inexécution du contrat par l'Entrepreneur, y
compris les travaux relevant des garanties, la Caution en-
treprend et poursuit les travaux requis dans les 15 jours de
l'avis à cet effet qui lui est donné par la Régie, ou son re-
présentant, à défaut de quoi la Régie peut faire compléterces travaux et la Caution doit lui payer tout excédent du
prix arrêté avec l'Entrepreneur pour l'exécution du con-
trat.4. Toute poursuite en exécution du présent cautionnement
peut être intentée dans le district de Montréal. Telle pour-
suite doit être intentée avant l'expiration de l'année qui
suit la date de l'estimation finale des travaux faits en exé-
cution du contrat ou la date de la fin des travaux relevant
des garanties.5. L'Entrepreneur intervient aux présentes pour y consen-
tir et à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est
nulle et de nul effet.EN FOI DE QUOI, la Caution et l'Entrepreneur, par
leurs représentants dûment autorisés, ont signé les présen-
tes à

le jour de 19...

LA CAUTION.....
Témoin

Signature

Nom du signataire
en lettres moulées

Titre

L'ENTREPRENEUR.....
Témoin

Signature

Nom du signataire
en lettres moulées

Titre

ANNEXE C

(a. 14)

**FORMULE TYPE DE CAUTIONNEMENT DES
OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR POUR
GAGES, MATÉRIAUX ET SERVICES**

1. La

dont le bureau principal au Québec est situé à

..... ici représentée par

dûment autorisé; ci-après appelée la CAUTION, après
avoir pris connaissance de la soumission dûment acceptée
par la Régie des installations olympiques (ci-après appelée
la « Régie »), le

..... pour

.....
(description de l'ouvrage et endroit)

en vue d'un contrat entre la Régie ou son représentant dûment autorisé

.....

et
(nom de l'Entrepreneur)

dont le bureau principal au Québec est situé à

..... ici représenté par

dûment autorisé, ci-après appelé l'ENTREPRENEUR, s'engage envers la Régie, conjointement et solidairement avec l'Entrepreneur, à payer directement les créanciers définis ci-après, la Caution ne pouvant être appelée à payer plus qu'un montant total de dollars (..... \$).

2. Par créancier, on entend :

a) tout sous-traitant de l'Entrepreneur ;

b) toute personne, société ou corporation, qui aura vendu ou loué à l'Entrepreneur ou à ses sous-traitants des services, des matériaux ou du matériel destinés exclusivement à l'ouvrage. Le prix de location de matériel sera déterminé uniquement selon les normes courantes de l'industrie de la construction ;

c) tout fournisseur de matériaux spécialement préparés pour cet ouvrage ;

d) la Commission de la santé et de la sécurité du travail, en ce qui concerne ses cotisations.

3. La Caution consent à ce que la Régie et l'Entrepreneur puissent en tout temps faire des modifications au contrat, la Caution renonçant à tout avis de telles modifications et elle consent également à ce que la Régie accorde tout délai nécessaire au parachèvement des travaux.

4. 1) Sous réserve du paragraphe 3 ci-dessous, aucun créancier n'a de recours direct contre la Caution que s'il lui a adressé, ainsi qu'à l'Entrepreneur, une demande de paiement dans les 120 jours suivant la date à laquelle il a terminé ses travaux ou fourni les derniers services, matériaux ou matériel.

2) Tout créancier qui n'a pas un contrat directement avec l'Entrepreneur n'a de recours direct contre la Caution que s'il a donné avis par écrit, de son contrat à l'Entrepreneur, dans un délai de 60 jours du commencement de la location ou de la livraison des services, des matériaux ou du matériel, tel avis devant indiquer l'ouvrage concerné, la nature du contrat, le nom du sous-traitant, et le nom du débiteur.

3) Aucun sous-traitant n'a de recours direct contre la Caution pour les retenues qui lui sont imposées par l'Entrepreneur, que s'il a adressé une demande de paiement à la Caution et à l'Entrepreneur, dans les 120 jours suivant la date à laquelle lesdites retenues étaient exigibles.

5. Tout créancier peut poursuivre la Caution après l'expiration des 30 jours qui suivent l'avis prévu à l'article 4, ci-dessus, pourvu que :

a) la poursuite ne soit pas intentée avant les 90 jours de la date à laquelle les travaux ont été exécutés ou de la date à laquelle les derniers services, matériaux ou matériel ont été fournis ;

b) la poursuite soit signifiée avant l'expiration d'un an à compter de la date à laquelle l'Entrepreneur a cessé ses travaux en exécution dudit contrat, y compris les travaux exécutés en vertu des garanties applicables au contrat.

6. Tout paiement effectué de bonne foi en vertu des présentes aura pour effet de réduire d'autant le montant du présent cautionnement.

7. L'Entrepreneur intervient aux présentes pour y consentir et à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

EN FOI DE QUOI, la Caution et l'Entrepreneur, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé les présentes à
le jour de 19...

LA CAUTION

.....
Témoin Signature

.....
Nom du signataire en lettres moulées

.....
Titre

L'ENTREPRENEUR

.....
Témoin Signature

.....
Nom du signataire en lettres moulées

.....
Titre



c. R-7, r.5

Règlement sur les contrats de services de la Régie des installations olympiques

Loi sur la Régie des installations olympiques
(L.R.Q., c. R-7, a. 15)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Ce règlement est adopté en vertu de l'article 15 de la Loi sur la Régie des installations olympiques (L.R.Q., c. R-7).

2. Dans ce règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « appel d'offres dans les journaux » : un avis publié dans au moins un journal quotidien invitant des soumissions pour la fourniture ou l'accomplissement d'un service ;

b) « appel d'offres sur invitation » : un avis adressé directement à des firmes les invitant à présenter des soumissions pour la fourniture ou l'accomplissement d'un service ;

c) « contrat » : le document contenant l'ensemble des clauses relatives aux droits, obligations et responsabilités des parties aux fins de l'exécution d'un mandat qui y est explicitement défini ;

d) « contrat de service » : un contrat conclu pour la fourniture ou l'accomplissement d'un service, à l'exclusion d'un contrat de construction, d'un contrat pour la location, l'acquisition ou l'aliénation d'un bien meuble ou immeuble ou d'un contrat de concession ;

e) « coût estimatif » : le montant probable du coût d'exécution d'un contrat ;

f) « firme » : une personne physique faisant affaires seule sous son propre nom ou faisant affaires sous une raison sociale, ou une société ou corporation signataire du contrat ;

g) « mandat » : l'ensemble des services confiés à une firme et les modalités d'exécution de ces services ;

h) « place d'affaires » : un établissement d'une firme comportant au Québec des installations permanentes et le personnel requis pour exécuter les travaux qui font l'objet d'un mandat ;

i) « Régie » : la Régie des installations olympiques.

3. 1) La Régie soumet à l'approbation du Conseil du trésor, le ou avant le 15 septembre de chaque année, un programme d'immobilisation divisé par projet. Ce programme d'immobilisation comporte, pour chaque projet, une enveloppe budgétaire destinée à couvrir les contrats à octroyer pour sa réalisation.

2) Aucun contrat, supplément à un contrat ou réclamation d'un entrepreneur relative à un contrat de construction qui aurait pour effet d'entraîner un dépassement de plus de 10% de l'enveloppe budgétaire d'un projet ne peut être accordé sans l'autorisation du Conseil du trésor.

SECTION II PROCÉDURES D'APPELS D'OFFRES DANS LES JOURNAUX

4. L'appel d'offres dans les journaux est publié en français dans au moins un quotidien.

5. L'appel d'offres dans les journaux doit contenir, au moins, les dispositions et les renseignements suivants :

- a) la description sommaire des services requis ;
- b) l'endroit où l'on peut examiner ou obtenir les documents nécessaires à la préparation de la soumission ;
- c) les conditions requises pour obtenir les documents nécessaires à la préparation de la soumission ;
- d) le lieu ainsi que la date et l'heure limites fixés pour le dépôt et l'ouverture des soumissions ;
- e) la nature de la garantie de soumission exigée ;
- f) que seules seront considérées aux fins d'octroi du contrat les soumissions des firmes ayant une place d'affaires au Québec ;
- g) que la Régie ne s'engage à accepter ni la plus basse ni toute autre soumission ; et
- h) que la soumission sera valable pour une période stipulée.

6. Les documents suivants sont remis aux soumissionnaires :

- a) la liste des documents fournis ;
- b) la copie du texte de l'appel d'offres ;
- c) les instructions aux soumissionnaires ;

- d) la formule de soumission ;
- e) la formule des renseignements concernant le soumissionnaire ;
- f) un spécimen du contrat visé par la soumission ;
- g) un spécimen de la formule prescrite de cautionnement de soumission ; et
- h) toutes autres conditions du mandat à intervenir.

7. Les instructions aux soumissionnaires doivent indiquer la manière de remplir la formule de soumission et les documents requis à son appui ainsi que la procédure à suivre par le soumissionnaire.

De plus, elles doivent contenir des avis à l'effet que :

a) le soumissionnaire doit fournir avec sa soumission une garantie :

i. correspondant à un montant forfaitaire équivalant à 10% du montant de sa soumission, émise par une compagnie légalement habilitée à se porter caution si la garantie est sous forme de cautionnement ; ou

ii. correspondant à un montant forfaitaire équivalant à 5% du montant de sa soumission jusqu'à concurrence d'un maximum de 100 000 \$ si la garantie est sous forme d'un chèque visé par une banque à charte canadienne ou une caisse populaire du Québec et fait à l'ordre de la Régie ;

b) le soumissionnaire, dans les cas particuliers où la Régie juge essentielle l'obtention d'une garantie pour la durée du contrat, doit fournir, avant la signature du contrat, la garantie exigée ;

c) le soumissionnaire doit présenter sa soumission sur les formules fournies par la Régie ou sur toute reproduction conforme de ces formules, lesquelles doivent être remplies avec clarté et exactitude et dûment signées aux endroits indiqués ;

d) la Régie n'acceptera aucune soumission reçue après la date et l'heure limites fixées ;

e) la Régie n'acceptera aucune soumission qui ne satisfait pas aux conditions suivantes :

- i. la garantie de soumission doit être fournie ;
- ii. sauf si le soumissionnaire est une personne physique faisant affaires seule sous son propre nom et qui signe elle-même les documents de soumission, l'autorisation de signer les documents doit accompagner la soumission, laquelle autorisation doit être constatée :

A) dans une copie certifiée de la résolution de la compagnie à cet effet si le soumissionnaire est une compagnie ;

B) dans une copie de la déclaration de société ou de raison sociale déposée au greffe de la Cour supérieure certifiée par le protonotaire lorsque le soumissionnaire est une société ou fait affaires sous une raison sociale ; dans le cas où le soumissionnaire est une société, une procuration autorisant la signature doit aussi être fournie lorsque les documents de soumission ne sont pas signés par tous les associés ; ou

C) dans un mandat en la forme authentique désignant la personne autorisée à signer, s'il s'agit d'une personne physique faisant affaires seule sous son propre nom qui ne signe pas elle-même les documents de soumissions ;

iii. les documents doivent être signés aux endroits prévus à cette fin ;

iv. le prix global doit être indiqué sur la formule de soumission ainsi que les prix unitaires et forfaitaires demandés sur le bordereau des prix ; et

v. toute autre condition indiquée comme essentielle dans les instructions aux soumissionnaires ;

f) le soumissionnaire, en cas de défaut de signer un contrat conforme à sa soumission, ou de fournir les garanties requises dans les 15 jours de la date d'acceptation de sa soumission, est tenu de payer à la Régie une somme d'argent représentant la différence entre le montant de sa soumission qui avait été acceptée et celui de la soumission subséquemment acceptée par la Régie, laquelle somme étant toutefois limitée au montant de la garantie de soumission fixé dans l'appel d'offres ; et

g) le soumissionnaire a la responsabilité de se renseigner sur le lieu, sur la nature des services à fournir et sur les exigences liées au contrat et à l'exécution de son objet.

8. Le délai pour la réception des soumissions est calculé à compter de la première publication faite de l'appel d'offres et il ne peut être inférieur à 8 jours.

9. Si la réception et l'ouverture des soumissions ne peuvent avoir lieu à l'endroit ou à la date et l'heure limites mentionnés dans l'appel d'offres, elles ont lieu dans un autre endroit ou à un autre moment après avis donné par téléphone, par télégramme ou par lettre, avant le moment fixé pour la réception des soumissions, aux personnes à qui ont été remis les documents relatifs à l'appel d'offres.

10. Sauf en cas de force majeure, l'ouverture des soumissions doit suivre immédiatement l'heure limite fixée pour la réception des soumissions. En cas de force majeure, l'ouverture des soumissions est faite ultérieurement après avis donné par téléphone, par télégramme ou par lettre, aux personnes à qui ont été remis les documents relatifs à l'appel d'offres.

11. Toutes les soumissions reçues relativement à un même contrat doivent être ouvertes publiquement, en présence d'un témoin, par le représentant de la Régie.

12. Toute soumission qui n'est pas complétée conformément aux instructions aux soumissionnaires, ou qui n'est pas accompagnée des documents requis, ou dont les documents requis ne sont pas régulièrement complétés, doit être rejetée.

13. Lors de l'ouverture des soumissions, le représentant de la Régie constate et dit à haute voix pour chaque soumission :

- a) la raison sociale du soumissionnaire ;
- b) lorsqu'un dépôt de garantie est exigé dans l'appel d'offres, s'il accompagne ou non la soumission ;
- c) si la soumission est signée ou non ;
- d) son prix si elle est apparemment conforme.

Ces constatations doivent être consignées à un procès-verbal mentionnant le nom du témoin.

14. La Régie retient la garantie de soumission du plus bas soumissionnaire conforme jusqu'au moment de la signature du contrat.

Elle peut également retenir jusqu'à concurrence de 45 jours la garantie de soumission des deuxième et troisième plus bas soumissionnaires conformes jusqu'au moment de l'octroi du contrat au soumissionnaire choisi.

15. L'analyse des soumissions ne peut avoir pour effet qu'un soumissionnaire autre que le plus bas soumissionnaire lors de l'ouverture des soumissions devienne le plus bas soumissionnaire en raison de la correction d'une erreur dans sa soumission dont l'effet tend à en réduire le prix global.

16. Le contrat doit être accordé au plus bas soumissionnaire conforme à moins que le Conseil du trésor, le conseil d'administration de la Régie ou le président de la Régie, selon les niveaux d'autorisation prévus à ce règlement, n'en décide autrement pour cause.

17. Une soumission est sans effet à l'expiration de la période de 45 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, sauf sur acceptation écrite des parties d'accorder un délai additionnel de validité.

18. Avant l'expiration du délai prévu à l'article 17, la Régie donne au soumissionnaire choisi un avis de signer le contrat en indiquant les modalités de sa signature.

19. Si la Régie ne donne pas cet avis dans le délai prescrit, elle peut après ce délai inviter le soumissionnaire choisi à signer pour le montant de sa soumission en lui transmettant le projet de contrat ; si le soumissionnaire ne signe pas le contrat et ne le retourne pas à la Régie dans les 10 jours de la mise à la poste de l'invitation de la Régie, cette invitation devient sans effet à moins que la Régie n'en décide autrement.

SECTION III SERVICES PROFESSIONNELS RELIÉS À LA CONSTRUCTION ET AU GÉNIE GÉNÉRAL

20. Un contrat de services professionnels reliés à la construction et au génie général comprend les études, la préparation de plans et devis, le contrôle des matériaux et la surveillance des travaux relatifs à la construction et au génie général.

21. Un contrat de services professionnels reliés à la construction et au génie général ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor lorsque le montant payable en vertu du contrat est supérieur à 1 000 000 \$.

Sous réserve du premier alinéa, un contrat de services professionnels reliés à la construction et au génie général ne peut être conclu sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie, sauf lorsque le montant payable en vertu du contrat est inférieur à 50 000 \$, dans lequel cas le contrat peut être conclu avec l'autorisation du président de la Régie ou de toute autre personne désignée par le conseil d'administration de la Régie.

22. Aucun supplément ne doit être accordé en vertu d'un contrat de services professionnels reliés à la construction et au génie général en plus du montant qui y est stipulé, sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie, sauf :

- a) lorsque le montant total du contrat et des suppléments demeure inférieur à 50 000 \$; ou
- b) lorsque la somme totale des suppléments est inférieure à 10% du montant du contrat ;

dans lesquels cas le supplément peut être accordé par le président ou par toute autre personne désignée par le conseil d'administration de la Régie.

23. Un contrat de services professionnels reliés à la construction et au génie général est octroyé à une firme choisie selon les modalités de sélection approuvées par le conseil d'administration de la Régie.

SECTION IV SERVICES PROFESSIONNELS RELIÉS À L'ADMINISTRATION

24. Un contrat de services professionnels reliés à l'administration comprend les services de consultation, d'études et de recherches relatifs à l'organisation, à la direction, au contrôle et aux opérations de la Régie.

25. Un contrat de services professionnels reliés à l'administration ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor lorsque le montant payable en vertu du contrat est supérieur à 1 000 000 \$.

Sous réserve du premier alinéa, un contrat de services professionnels reliés à l'administration ne peut être conclu sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie, sauf lorsque le montant payable en vertu du contrat est inférieur à 50 000 \$, dans lequel cas le contrat peut être conclu avec l'autorisation du président de la Régie ou de toute autre personne désignée par le conseil d'administration de la Régie.

26. Nonobstant le deuxième alinéa de l'article 25 et sous réserve du premier alinéa du même article, aucun contrat de services professionnels reliés à l'administration, d'une durée de plus de 3 ans, ne peut être conclu sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie.

27. Aucun supplément ne doit être accordé en vertu d'un contrat de services professionnels reliés à l'administration en plus du montant qui y est stipulé sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie, sauf :

- a) lorsque le montant total du contrat et des suppléments demeure inférieur à 50 000 \$; ou
- b) lorsque la somme totale des suppléments est inférieure à 10% du montant du contrat ;

dans lesquels cas le supplément peut être accordé par le président ou par toute autre personne désignée par le conseil d'administration de la Régie.

28. Un contrat de services professionnels reliés à l'administration est octroyé à une firme choisie selon les modalités de sélection approuvées par le conseil d'administration de la Régie.

SECTION V SERVICES RELIÉS À LA PUBLICITÉ

29. Un contrat de services reliés à la publicité comprend les services de promotion publicitaire, de conception et de rédaction de textes publicitaires, de relations publiques et de diffusion.

30. Un contrat de services reliés à la publicité ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor lorsque le montant payable en vertu du contrat est supérieur à 1 000 000 \$.

Sous réserve du premier alinéa, un contrat de services reliés à la publicité ne peut être conclu sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie, sauf lorsque le montant payable en vertu du contrat est inférieur à 50 000 \$, dans lequel cas le contrat peut être conclu avec l'autorisation du président de la Régie ou de toute autre personne désignée par le conseil d'administration de la Régie.

31. Nonobstant le deuxième alinéa de l'article 30 et sous réserve du premier alinéa du même article, aucun contrat de services reliés à la publicité, d'une durée de plus de 3 ans, ne peut être conclu sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie.

32. Aucun supplément ne doit être accordé en vertu d'un contrat de services reliés à la publicité en plus du montant qui y est stipulé, sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie, sauf :

- a) lorsque le montant total du contrat et des suppléments demeure inférieur à 50 000 \$; ou
- b) lorsque la somme totale des suppléments est inférieure à 10% du montant du contrat ;

dans lesquels cas le supplément peut être accordé par le président ou par toute autre personne désignée par le conseil d'administration de la Régie.

33. Un contrat de services reliés à la publicité est octroyé à une firme choisie selon les modalités de sélection approuvées par le conseil d'administration de la Régie.

34. Sont exclus de l'application de la présente section les contrats de services reliés à la vente de publicité par la Régie ou pour son bénéfice.

SECTION VI SERVICES AUXILIAIRES

35. Un contrat de services auxiliaires comprend la fourniture de personnel spécialisé, les services de transports, l'entretien ménager, l'entretien paysager, l'entretien d'équipement d'édifices et tout autre service relié à l'entretien et à l'opération des immeubles.

36. Un contrat de services auxiliaires ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor lorsque le montant payable en vertu du contrat est supérieur à 1 000 000 \$.

Sous réserve du premier alinéa, un contrat de services auxiliaires ne peut être conclu sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie, sauf lorsque le montant payable en vertu du contrat est inférieur à 50 000 \$, dans lequel cas le contrat peut être conclu avec l'autorisation du président de la Régie ou de toute autre personne désignée par le conseil d'administration de la Régie.

37. Nonobstant le deuxième alinéa de l'article 36 et sous réserve du premier alinéa du même article, aucun contrat de services auxiliaires, d'une durée de plus de 3 ans, ne peut être conclu sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie ; en outre et nonobstant l'article 36, aucun contrat de services relatifs à l'engagement de personnel par l'entremise de firmes spécialisées ne peut être conclu sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie.

38. Aucun supplément ne doit être accordé en vertu d'un contrat de services auxiliaires en plus du montant qui y est stipulé, sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie, sauf :

a) lorsque le montant total du contrat et des suppléments demeure inférieur à 50 000 \$; ou

b) lorsque la somme totale des suppléments est inférieure à 10% du montant du contrat ;

dans lesquels cas le supplément peut être accordé par le président ou par toute autre personne désignée par le conseil d'administration de la Régie.

39. Un contrat de services auxiliaires ne peut être conclu à moins que des soumissions n'aient été sollicitées conformément à ce règlement, sauf :

a) dans des cas d'urgence où la sécurité des personnes ou des biens est en cause et où il serait préjudiciable à l'intérêt public de solliciter des soumissions, auxquels cas l'autorisation du conseil d'administration de la Régie doit être obtenue avant tout paiement si le montant excède 1 000 \$;

b) lorsqu'il s'agit du contrat relatif au transport, à l'exception de contrat de déménagement et de messagerie ;

c) lorsqu'il s'agit de contrat relatif à la fourniture de services téléphoniques, d'électricité ou de gaz dans le cas où l'approvisionnement est relié à un réseau de distribution ;

d) dans le cas des contrats d'entretien des tableaux électroniques et de services reliés directement à un événement au Parc olympique ; ou

e) dans tous les autres cas, lorsqu'il s'agit de travaux dont le coût estimatif est inférieur à 5 000 \$.

40. Les soumissions prévues à l'article 39 sont sollicitées selon l'une ou l'autre des méthodes suivantes :

a) appel d'offres dans les journaux lorsque le coût estimatif du contrat est de 75 000 \$ ou plus ; ou

b) appel d'offres sur invitation dans tous les autres cas.

41. Dans le cas des appels d'offres sur invitation, la sélection des firmes est faite conformément aux modalités de sélection approuvées par le conseil d'administration de la Régie.

SECTION VII SERVICES RELIÉS À LA SÉCURITÉ

42. Un contrat de services reliés à la sécurité comprend le gardiennage et la surveillance de personnes ou d'édifices.

43. Un contrat de services reliés à la sécurité ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor lorsque le montant payable en vertu du contrat est supérieur à 1 000 000 \$.

Sous réserve du premier alinéa, un contrat de services reliés à la sécurité ne peut être conclu sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie, sauf lorsque le montant payable en vertu du contrat est inférieur à 50 000 \$, dans lequel cas le contrat peut être conclu avec l'autorisation du président de la Régie ou de toute autre personne désignée par le conseil d'administration de la Régie.

44. Nonobstant le deuxième alinéa de l'article 43 et sous réserve du premier alinéa du même article, aucun contrat de services reliés à la sécurité, d'une durée de plus de 3 ans, ne peut être conclu sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie.

45. Aucun supplément ne doit être accordé en vertu d'un contrat de services reliés à la sécurité en plus du montant qui y est stipulé, sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie, sauf :

a) lorsque le montant total du contrat et des suppléments demeure inférieur à 50 000 \$; ou

b) lorsque la somme totale des suppléments est inférieure à 10% du montant du contrat ;

dans lesquels cas le supplément peut être accordé par le président ou par toute autre personne désignée par le conseil d'administration de la Régie.

46. Un contrat de services reliés à la sécurité ne peut être conclu à moins que des soumissions n'aient été sollicitées, sauf lorsque le coût estimatif du contrat est inférieur à 10 000 \$.

47. Les soumissions prévues à l'article 46 sont sollicitées selon l'une ou l'autre des méthodes suivantes :

a) appel d'offres dans les journaux lorsque le coût estimatif du contrat est de 50 000 \$ ou plus ; ou

b) appel d'offres sur invitation dans les autres cas.

48. Dans le cas des appels d'offres sur invitation, la sélection des firmes est faite conformément aux modalités de sélection approuvées par le conseil d'administration de la Régie.

49. Dans le cas des contrats dont le coût estimatif est inférieur à 10 000 \$, le contrat est octroyé à une firme choisie selon les modalités de sélection approuvées par le conseil d'administration de la Régie.

SECTION VIII

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

50. Un contrat pour la fourniture de services autres que ceux prévus aux sections III à VII ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor lorsque le montant payable en vertu du contrat est supérieur à 1 000 000 \$.

Sous réserve du premier alinéa, un contrat pour la fourniture de services autres que ceux prévus aux sections III à VII ne peut être conclu sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie, sauf lorsque le montant payable en vertu du contrat est inférieur à 50 000 \$, dans lequel cas le contrat peut être conclu avec l'autorisation du président de la Régie ou de toute autre personne désignée par le conseil d'administration de la Régie.

51. Aucun supplément ne doit être accordé en vertu d'un contrat pour la fourniture de services octroyés en vertu des règles prévues à l'article 50, en plus du montant qui y est stipulé, sans l'autorisation du conseil d'administration de la Régie, sauf :

a) lorsque le montant total du contrat et des suppléments demeure inférieur à 50 000 \$; ou

b) lorsque la somme totale des suppléments est inférieure à 10% du montant du contrat ;

dans lesquels cas le supplément peut être accordé par le président ou par toute autre personne désignée par le conseil d'administration de la Régie.

SECTION IX

DISPOSITION FINALE

52. Le conseil d'administration de la Régie peut adopter toutes mesures relatives à la mise en application du présent règlement.



c. R-7, r.6

Règlement sur le mandat de la Régie des installations olympiques

Loi sur la Régie des installations olympiques
(L.R.Q., c. R-7, a. 14, 15, 22 et 23)

1. Le présent règlement est adopté en vertu des articles 14, 15, 22 et 23 de la Loi sur la Régie des installations olympiques (L.R.Q., c. R-7).

2. Le mandat de la Régie comprend le pouvoir de conclure des ententes avec la Ville de Montréal en vertu desquelles la Régie peut consentir des versements à la Ville de Montréal à titre de remboursements anticipés des paiements et avances que la Ville de Montréal a consentis pour l'aménagement des installations olympiques visées à l'article 13 de la Loi sur la Régie des installations olympiques (L.R.Q., c. R-7), à la condition que la Ville de Montréal s'engage au parachèvement des travaux en cours au centre Étienne Desmarteau, au centre Claude Robillard, à l'aréna Saint-Michel, à l'aréna Maurice Richard, au centre Maisonneuve, au Bassin d'Aviron et aux autres installations olympiques dont le parachèvement n'est pas déjà confié par la Loi à la Régie.

Aucun versement ne peut être ainsi consenti par la Régie en faveur de la Ville de Montréal sans l'approbation préalable du gouvernement.

A.C. 5583-75, (1976) 108 G.O. II, 659
A.C. 1393-76, (1976) 108 G.O. II, 2781
A.C. 2444-76, (1976) 108 G.O. II, 4875
A.C. 3466-76, (1976) 108 G.O. II, 6109
A.C. 501-79, (1979) 111 G.O. II, 1925



c. R-8, r.1

Règlement sur les entreprises de téléphone

Loi sur la Régie des services publics
(L.R.Q., c. R-8, a. 20)

SECTION I DÉFINITIONS

1. Aux fins du présent règlement et à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

- a) « Régie » : la Régie des services publics ;
- b) « entreprise publique de téléphone » : toute entreprise ayant pour objet principal ou accessoire la transmission de messages téléphoniques ; une entreprise publique de téléphone est un transporteur public de communications et peut fournir tous les services relatifs à l'émission, à la transmission ou à la réception de sons, d'images, de signes, de signaux, de données ou de messages par fil, câble, ondes ou tout autre moyen électrique, électronique, magnétique, électromagnétique ou optique qui lui ont été autorisés ;
- c) « abonné » : toute personne qui loue l'un des services d'une entreprise publique de téléphone ;
- d) « usager » : toute personne qui utilise l'un des services d'une entreprise publique de téléphone.

SECTION II EXCLUSIVITÉ DU SERVICE – AUTORISATION – TARIFICATION – RAPPORTS

2. Exclusivité du service : Dans le territoire attribué en exclusivité par la Régie, le service de même que les équipements nécessaires doivent être fournis par l'entreprise publique de téléphone, sauf les exceptions autorisées par la Régie.

3. Installations d'utilité publique : Lorsqu'il existe des poteaux, tours, canalisations, conduits souterrains, tranchées ou toutes autres installations de support ou de soutien susceptibles d'être utilisées pour la pose de lignes téléphoniques, l'entreprise publique de téléphone ne peut implanter de nouvelles installations ou remplacer celles déjà existantes sans l'autorisation de la Régie.

4. Taux et modalités : Pour une même entreprise publique de téléphone, les prix, loyers et taux d'abonnement doivent être uniformes pour des services dont les caractéristiques sont identiques.

5. Tarif général : Le tarif général comportant les taux, règlements et modalités du service doit être rédigé en français et tenu à la disposition du public pour consultation par les abonnés dans chaque bureau d'affaires de l'entreprise publique de téléphone.

6. Rapport annuel : Toute entreprise publique de téléphone doit fournir à la Régie au plus tard le 30 avril de chaque année :

- a) un rapport de ses opérations pour l'année se terminant le 31 décembre précédent ;
- b) le budget de construction de l'entreprise pour l'année suivante ;
- c) tous autres renseignements jugés utiles par la Régie, laquelle peut émettre des formules à cet effet.

Ces documents doivent être tenus à la disposition du public, au siège social de l'entreprise ainsi qu'au secrétariat de la Régie.

SECTION III DEMANDE DE SERVICE ET DE DISCONTINUATION – FRAIS DE RACCORDEMENT ET DE CONSTRUCTION – CLASSES DE SERVICE – DÉPÔTS ET COMPTES

7. Fourniture du service :

1) L'entreprise publique de téléphone doit, dans le territoire qui lui a été attribué, fournir dans un délai raisonnable à toute personne qui en fait la demande tout service prévu à son tarif général, aux conditions autorisées par la Régie.

2) Les appareils téléphoniques et autres équipements sont installés par l'entreprise à tout endroit convenable désigné par l'abonné. Tout déplacement subséquent doit être fait par l'entreprise et est facturé à l'abonné aux frais autorisés.

3) Le service se continue automatiquement, de mois en mois, à moins que l'abonné ne donne un avis écrit, au moins 3 jours avant l'expiration du terme, de son intention de mettre fin à l'abonnement, sauf dispositions spécifiques prévues au tarif général pour des services particuliers.

8. Demande de service : L'entreprise publique de téléphone peut exiger de l'abonné qu'il signe une demande de service sur une formule approuvée par la Régie.

9. Discontinuation du service : Le service peut être discontinué en tout temps à la demande de l'abonné ; dans les cas où la période initiale du service n'est pas terminée, l'abonné doit acquitter, en plus des comptes dus, les frais autorisés en cas d'abandon du service avant terme.

10. Frais de raccordement :

1) Celui qui demande le service de téléphone peut être tenu de payer d'avance les frais de raccordement. Les mots « frais de raccordement » désignent les frais pour l'établissement du service.

2) Lorsque le mur le plus rapproché du bâtiment où doit être installé le téléphone est distant de 75 mètres ou moins de la limite du chemin public, le coût d'installation est compris dans les frais de raccordement ; lorsque cette distance dépasse 75 mètres, l'abonné peut être tenu de payer les coûts supplémentaires.

11. Frais de construction : Lorsque le prolongement du réseau le long des voies publiques ou l'installation du service exigent des déboursés inusités, des frais supplémentaires appelés « frais de construction » peuvent être réclamés par l'entreprise publique de téléphone, selon les normes prévues à son tarif général.

12. Service de résidence : Le service est classé « service de résidence » s'il est utilisé à des fins personnelles par l'abonné et son ménage.

13. Service d'affaires : Le service est classé « service d'affaires » si l'usage qui en est fait se rapporte en tout ou en partie à des fins commerciales, industrielles, professionnelles, institutionnelles, ou à toutes fins autres que celles du service de résidence.

La classe « service d'affaires » s'applique notamment :

a) lorsque l'inscription dans l'annuaire téléphonique indique que l'abonné en fait usage autre que celui qui correspond au service de résidence ;

b) lorsque la réclame ou la publicité se rapportant à l'occupation de l'abonné, indiquent que l'usage qu'il fait du service téléphonique est différent de celui qui correspond au service de résidence ;

c) au service téléphonique mis à la disposition personnelle du représentant d'une maison d'affaires lorsque ce représentant a sa résidence dans le territoire assigné par son employeur et que cette maison d'affaires n'a pas de bu-

reau dans les limites de la même circonscription téléphonique que cette résidence ;

d) dans les maisons de pension et les maisons de chambre où plus de 4 personnes paient pour se faire loger, lorsque les pensionnés ou autres personnes non membres du ménage ont généralement accès au service de l'abonné ;

e) lorsqu'un abonné loue dans sa résidence une ou plusieurs pièces à un locataire ou loge une personne qui y exerce une profession ou une occupation du domaine des affaires et que cette personne n'y dispose pas elle-même d'un service téléphonique distinct fourni par l'entreprise ;

f) au service téléphonique fourni à un presbytère quelque soit sa dénomination, à une école ou commission scolaire, un couvent, collège ou une autre institution du genre.

14. Changement de classe : La classe du service peut être changée en tout temps, à l'initiative de l'abonné ou de l'entreprise, après avis écrit d'un mois, s'il est établi que cette classe ne correspond pas à l'usage qui en est fait.

15. Dépôt : Un dépôt, pour garantir le paiement du service interurbain, peut être exigé de l'abonné dont le crédit n'est pas suffisamment établi, de tout abonné dont le service est rétabli à la suite d'une discontinuation pour non-paiement et de tout abonné qui utilise le service interurbain pour une valeur de plus de 50 \$ dans un seul mois.

Ce dépôt porte intérêt simple au taux annuel de 8%. Lors de la discontinuation du service, le dépôt et les intérêts sont remboursés, après paiement de tout compte dû.

16. Facturation et paiement des comptes :

1) Les comptes doivent être émis une fois par mois tant pour le service de base que pour le service interurbain.

2) L'abonnement au service de base peut être facturé 1 mois à l'avance. À moins de prescriptions contraires de la Régie, les comptes pour le service de circonscription, l'équipement divers, le service interurbain, y compris les frais de messagers et les divers autres services connexes sont payables dans les 20 jours à compter de la date d'envoi postal ou de la livraison du compte par tout autre moyen. Les comptes sont payables au bureau d'affaires de l'entreprise publique de téléphone ou à tout autre endroit désigné par elle.

17. Frais d'administration : Des frais d'administration de 0,35 \$ par compte impayé par mois, plus 1 ¼ % par mois du solde impayé peuvent être ajoutés au solde impayé de toute facture du mois précédent, sauf si l'abonné a contesté la validité ou l'exactitude de la somme facturée. Dans le cas où il y a contestation, l'intérêt ne s'applique

qu'à la partie du solde impayé qui se révèle exacte après vérification.

18. Discontinuation :

1) À défaut par l'abonné de payer ses comptes dans le délai prescrit par l'article 16, l'entreprise publique de téléphone peut discontinuer le service après avoir donné à l'abonné un avis écrit de 10 jours conforme à l'article 37.

2) À l'expiration du délai de 10 jours, si l'abonné n'a pas acquitté la totalité de son compte ou s'il n'a pas contesté devant la Régie dans les formes prévues à l'article 37, l'entreprise peut discontinuer le service non payé ou tous les services qu'elle fournit à l'abonné et enlever ses appareils.

19. Rétablissement du service : L'entreprise publique de téléphone n'est pas tenue de rétablir un service discontinué pour non-paiement tant que les sommes dues et les frais de rétablissement n'ont pas été acquittés en totalité.

SECTION IV

USAGE DU SERVICE TÉLÉPHONIQUE

20. Durée des communications :

1) Toute conversation téléphonique sur une ligne à postes groupés doit se limiter à une durée de 5 minutes lorsqu'un autre usager requiert le service de ce circuit.

2) Tout usager doit interrompre sa conversation lorsqu'il en est requis pour cause d'urgence par un usager ou un employé de l'entreprise publique de téléphone.

3) Les circuits téléphoniques doivent être libérés aussitôt que les communications sont terminées.

21. Modification et installation d'équipements :

1) L'abonné a la garde des appareils téléphoniques et de tous les accessoires qui s'y rattachent, lesquels demeurent la propriété de l'entreprise.

2) Il est interdit d'endommager ou de modifier les appareils et équipements téléphoniques ou de nuire au fonctionnement et à l'usage normal du service. Il est également interdit de raccorder aux installations et appareils de l'entreprise publique de téléphone, des équipements ou appareils non-autorisés au tarif général de l'entreprise.

22. Utilisation abusive :

1) Aucun usager ne doit utiliser un appareil de téléphone ou inciter une personne à utiliser un appareil de téléphone ou permettre à une personne d'utiliser son appareil de téléphone de façon à nuire à d'autres personnes ou à

limiter l'exercice de leur droit à en faire un usage juste et raisonnable.

Plus particulièrement, il est interdit à tout usager :

a) de créer des conditions telles que le service soit susceptible d'interruptions fréquentes ou d'engagement de circuit ou de surcroît inhabituel de commutation ;

b) de faire ou de faire en sorte que soient faits des appels téléphoniques répétés, sans excuse légitime et qui auraient comme conséquence de harasser quelqu'un ;

c) de transmettre ou de faire en sorte que soient transmis au téléphone des renseignements qu'il sait être faux et qui auraient comme conséquence de nuire à quelqu'un ou de l'alarmer ;

d) de proférer des menaces ou tenir des propos, au cours d'un appel téléphonique, qui auraient comme conséquence d'alarmer ou d'ennuyer quelqu'un.

2) Dans les cas où de telles conditions existeraient, le responsable doit assumer les frais des déboursés additionnels requis de l'entreprise pour assurer la protection du service et son fonctionnement normal et continu.

23. Interception et enregistrement : Il est interdit d'intercepter, d'écouter ou d'enregistrer, *volontairement*, une communication téléphonique privée au moyen d'un dispositif électromagnétique, acoustique, mécanique ou autre sauf dans les cas d'exception suivants :

a) lorsqu'une personne obtient de l'auteur de la communication privée ou de la personne à laquelle son auteur la destine son consentement exprès ou tacite à l'interception ;

b) lorsqu'une personne intercepte une communication privée en conformité d'une autorisation ou quand une personne, de bonne foi, aide une autre personne qu'elle croit agir en conformité d'une telle autorisation ;

c) lorsqu'une personne qui fournit au public un service de communications téléphoniques ou autre intercepte une communication privée :

i. si cette interception est nécessaire pour le fonctionnement du service ; ou

ii. s'il s'agit de la surveillance du service ou d'un contrôle au hasard nécessaire pour les vérifications mécaniques ou la vérification de la qualité du service ; ou

iii. si cette interception est nécessaire pour protéger ses droits ou biens directement liés au fonctionnement du service qu'elle fournit ;

d) lorsqu'une autorisation est accordée conformément à une loi.

24. Frais perçus par un tiers pour l'usage du service :

1) Aucun intermédiaire entre un usager et une entreprise téléphonique ne peut percevoir quelque taux, prix ou loyer, ni exiger directement ou indirectement une contrepartie pour le service fourni par une entreprise publique de téléphone, autrement qu'en conformité du tarif général de l'entreprise publique de téléphone.

2) Dans le cas d'un établissement hôtelier qui place le service téléphonique à la disposition de ses clients, le tarif général de l'entreprise publique de téléphone ne peut prévoir la perception par un tel établissement d'un prix supérieur à 0,25 \$ pour chaque appel local ou interurbain, en plus des frais interurbains autrement exigibles.

SECTION V**QUALITÉ DU SERVICE**

25. Maintien du service : Le service téléphonique doit être continu et de haute qualité.

Lorsqu'une entreprise publique de téléphone fournit, ou s'est engagée à fournir, un service d'une qualité supérieure à celle requise par le présent règlement, cette qualité ne doit pas être diminuée sans autorisation de la Régie.

26. Installation et entretien : Les lignes, appareils et équipements téléphoniques doivent être installés et entretenus conformément aux règles de l'art et de façon à respecter la section 60 du Code électrique canadien.

27. Services disponibles :

1) Dans le secteur de taux de base, seul le service de ligne individuelle ou à 2 abonnés est disponible.

2) Hors le secteur de taux de base, le service de lignes à postes groupés est disponible et tout autre service est fourni moyennant des frais de distance et suivant les conditions et modalités prévues au tarif général.

28. Lignes à postes groupés : Le nombre d'abonnés desservis par une ligne à postes groupés doit être limité à 4, sauf dans les cas suivants :

a) lorsqu'il n'y a pas de circuit disponible pour compléter une demande de service, des abonnés excédentaires au nombre autorisé peuvent être ajoutés à une ligne de groupe rural dès leur demande de service mais la situation doit être corrigée dans les 10 mois et le nombre réel d'abonnés ramené au maximum de 4 par ligne ;

b) lorsqu'une ligne à postes groupés est utilisée pour des services à court terme ou saisonniers et qu'il n'y a pas plus de 2 abonnés permanents sur cette même ligne, le nombre maximum d'abonnés sur un même circuit ne doit

pas excéder 6. La suspension temporaire de service est considérée comme service continu ;

c) lorsqu'il s'agit de services à court terme ou saisonniers raccordés à une ligne à postes groupés, le nombre maximum d'abonnés sur un même circuit ne doit pas excéder 8 ;

d) lorsqu'il y a autorisation expresse de la Régie pour tout autre cas.

29. Préposé de l'entreprise publique :

1) Le préposé d'une entreprise publique a droit d'accès chez l'abonné, pour les fins du service de 8 h à 20 h, les dimanches et jours fériés exceptés, et en tout temps en cas d'urgence.

2) Tout préposé se présentant chez l'abonné doit exhiber une pièce d'identité.

3) L'entreprise publique de téléphone ou son préposé ne doivent pas favoriser un abonné au détriment d'un autre.

4) Tout préposé d'une entreprise publique de téléphone doit garder le secret le plus absolu sur les conversations entendues dans l'exercice de ses fonctions, sur les communications requises par un usager et, en général, sur tout élément relatif au service téléphonique fourni à un abonné ou usager, qui lui est personnel sauf pour les fins mêmes du service interne de l'entreprise ou sur ordre d'un tribunal.

30. Téléphonistes : Le nombre de téléphonistes pour le service interurbain, le service d'assistance à l'annuaire et le service local, ainsi que les circuits et équipements de commutation, tant pour le service local que pour le service interurbain doivent être prévus en quantité et qualité suffisantes pour permettre une réponse et un acheminement rapide et efficace des communications.

31. Registre : L'entreprise publique de téléphone doit maintenir en permanence des registres adéquats pour la facturation de ses abonnés, l'assignation des paires de câble et des équipements, les défauts des équipements et leur entretien, ainsi que pour toute autre opération technique ou comptable.

SECTION VI**NUMÉRO ET ANNUAIRE**

32. Assignation d'un numéro : L'entreprise assigne à chaque abonné un numéro de téléphone, lequel peut être changé par l'entreprise lorsque les conditions du service l'exigent.

33. Publication et contenu : L'entreprise publique de téléphone publie son propre annuaire téléphonique ou s'entend avec une autre entreprise pour publier un annuaire régional englobant les noms de leurs abonnés respectifs. L'annuaire doit être révisé et distribué chaque année à raison d'un exemplaire par abonné et il doit contenir notamment les renseignements suivants :

- a) sur la couverture, la désignation courante de la région desservie, le mois et l'année de sa publication ;
- b) le nom de l'entreprise ou des entreprises concernées ainsi qu'une liste des localités et circonscriptions desservies par chacune d'elles ;
- c) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone des abonnés par ordre alphabétique, sauf s'il s'agit d'un numéro non publié à la demande de l'abonné ;
- d) les instructions de base requises pour l'utilisation du service ;
- e) une liste des services régionaux disponibles pour chaque circonscription ;
- f) une liste des numéros pour l'assistance à l'annuaire, le service de réparation, le bureau commercial de l'entreprise, la téléphoniste ;
- g) un sommaire du tarif interurbain ;
- h) la liste des indicatifs régionaux ;
- i) l'avis suivant doit apparaître au verso de la couverture de tout annuaire téléphonique :

RÉGIE DES SERVICES PUBLICS

Notre entreprise est soumise au droit de surveillance et de contrôle de la Régie des services publics.

L'abonné ou l'utilisateur, à défaut de s'entendre avec notre entreprise, peut s'adresser à la Régie des services publics, 2875 boulevard Laurier, Québec, G1A 1G8, en indiquant l'objet de sa plainte ainsi que ses nom, adresse et numéro de téléphone ;

- j) une copie de la formule de demande d'exemption des frais à l'assistance à l'annuaire ;
- k) une mention à l'effet que tout abonné peut obtenir gratuitement au bureau d'affaires de l'entreprise autant d'annuaires additionnels qu'il possède d'appareils additionnels ;
- l) tout renseignement d'ordre général concernant les modalités du service.

34. Copies de l'annuaire :

- 1) Deux copies de chaque annuaire et autres documents mentionnés à l'article 33 doivent être transmis à la Régie.
- 2) Tout intéressé peut obtenir au siège social de l'entreprise un ou plusieurs exemplaires des annuaires disponibles moyennant rémunération.

SECTION VII

COMMUNICATIONS AVEC LES ABONNÉS ET LES USAGERS

35. Langue de communication : Dans leurs relations avec leurs abonnés et leurs usagers, l'entreprise publique de téléphone et ses employés doivent s'exprimer en français compte tenu de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11) et notamment des articles suivants :

« 30. Les entreprises d'utilité publique (...) doivent faire en sorte que leurs services soient disponibles dans la langue officielle.

Ils doivent rédiger en cette langue les avis, communications et imprimés destinés au public, y compris les titres de transport en commun.

31. Les entreprises d'utilité publique (...) utilisent la langue officielle dans leurs communications écrites avec l'Administration et les personnes morales. »

SECTION VIII

DISCONTINUATION DU SERVICE

36. Motifs de discontinuation : L'entreprise peut discontinuer le service :

- a) dans les cas visés aux articles 18, 21, 22 et 23 en suivant la procédure indiquée à l'article 37 ;
- b) dans tout autre cas, avec l'autorisation de la Régie.

37. Avis préalable : Dans les cas visés au paragraphe a de l'article 36, l'entreprise publique de téléphone peut discontinuer le service après avoir donné à l'abonné un avis écrit d'au moins 10 jours.

L'avis doit mentionner :

- a) la disposition précise du règlement que l'abonné aurait enfreinte ;
- b) que l'abonné peut s'adresser à la Régie des services publics, 2875 boulevard Laurier, Québec, G1A 1G8, en indiquant l'objet de sa contestation ainsi que ses nom, adresse et numéro de téléphone ;

c) qu'il doit transmettre à l'entreprise publique de téléphone un avis écrit de sa contestation le cas échéant ;

d) que l'entreprise publique de téléphone qui reçoit un avis écrit de contestation, ne peut pas discontinuer le service sans que la Régie ne l'y autorise.

38. Frais de raccordement :

1) Dans le cas où le service a été discontinué, l'entreprise doit exiger, avant de rétablir le service, le remboursement des frais de raccordement et autres déboursés autorisés par la Régie.

2) Lorsque la cause de discontinuation du service est disparue, le service doit être rétabli promptement, après paiement des frais de raccordement et autres déboursés et, s'il y a lieu, d'un dépôt raisonnable.

39. Discontinuation sans préavis : Par exception, l'entreprise publique de téléphone peut discontinuer le service sans préavis et enlever ses appareils dans les cas de faillite, cession volontaire de biens, mise sous séquestre ou liquidation ou autres cas de cessation des activités d'un abonné d'affaires pour quelque motif.

SECTION IX

TAUX APPLICABLES À CERTAINS SERVICES AUXILIAIRES

40. Recours à l'assistance-annuaire : Un taux de 0,25 \$ s'applique à toute demande d'un numéro de téléphone clairement inscrit dans l'annuaire téléphonique mis à la disposition de l'abonné titulaire du poste téléphonique d'où elle provient, lorsque le renseignement demandé est fourni.

Ce taux ne s'applique pas lorsque la demande :

a) est formulée par un abonné ou un usager auquel une exemption a été accordée en vertu de l'article 41 ; ou

b) provient d'un poste téléphonique public ou semi-public ; ou

c) provient d'un poste téléphonique établi dans une chambre d'hôpital, d'hôtel ou d'un établissement similaire ; ou

d) est formulée en cas d'urgence relativement à un service de protection tel le service de protection contre l'incendie, le service de la police, les services médicaux ou ambulanciers, ou tout autre service d'urgence analogue.

41. Exemption :

1) L'abonné ou l'usager qui est incapable de consulter l'annuaire téléphonique en raison de cécité, d'analphabé-

tisme, d'infirmité ou d'une raison analogue, a droit à une exemption du taux fixé à l'article 40.

2) Une formule de demande d'exemption doit être remise à toute personne qui en fait la demande à un bureau d'affaires d'une entreprise publique de téléphone.

3) L'entreprise publique de téléphone doit, dans les 10 jours qui suivent la réception d'une demande d'exemption :

a) soit transmettre une attestation de l'exemption à la personne pour qui la demande est faite ;

b) soit transmettre un refus qui doit en indiquer les raisons et mentionner que l'abonné peut contester à la Régie le refus de l'entreprise.

42. Frais ou durée d'appel : Quand le centre interurbain de la circonscription concernée est équipé pour ce faire, un taux de 0,25 \$ s'applique à toute communication à l'abonné ou à l'usager qui a fait la demande préalable d'un renseignement relatif aux frais applicables à un appel interurbain effectué ou à sa durée, lorsque ce renseignement est fourni autrement qu'à l'occasion de l'envoi du relevé de compte périodique ou de la perception immédiate de ces frais.

43. Appel interurbain non complété : Quand le centre interurbain de la circonscription concernée est équipé pour ce faire, un taux de 0,25 \$ s'applique à tout appel interurbain à frais virés ou destiné à une personne désignée à la téléphoniste par l'abonné ou l'usager, lorsqu'il y a réponse au poste téléphonique indiqué, mais que l'appel interurbain n'est pas effectivement complété.

44. Changement d'un numéro non publié :

1) Un taux égal aux frais de déplacement d'un appareil téléphonique s'applique au changement effectué, à la demande de l'abonné, d'un numéro de téléphone non publié en y substituant un autre numéro (publié ou non).

2) Si un tel changement coïncide avec le déménagement de l'abonné, les frais de service appropriés s'appliquent sans y ajouter les frais spéciaux prévus au paragraphe 1.

SECTION X

DISPOSITION FINALE

45. Pouvoir d'amender : La Régie peut, de sa propre initiative ou sur demande, amender ou modifier le présent règlement, lorsque l'intérêt public l'exige.



c. R-8, r.2

Règles de procédure devant la Régie des services publics

Loi sur la Régie des services publics
(L.R.Q., c. R-8, a. 44)

SECTION I GREFFES

1. La Régie des services publics a son siège social à Québec et un bureau à Montréal. Pour toute matière, tout doit se faire au seul greffe de la ville de Québec.

2. Sous réserve de l'article 1, pour les fins du dépôt, de l'enregistrement de la production, de la vérification, de la réception d'une requête, de la constitution du dossier, de l'examen de la procédure, des procédures incidentes, toute demande, toute requête introductive d'instance devant la Régie et toute référence à la Régie d'un dossier par la Cour supérieure doivent se faire soit au greffe de la Régie à Québec, soit au greffe de la Régie à Montréal, selon le cas, conformément à la compétence territoriale donnée à la Cour d'appel pour les différents districts judiciaires par l'article 30 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25).

SECTION II GREFFIERS, RÉPERTOIRES ET PLUMITIFS

3. À chaque greffe le secrétaire ou le secrétaire-adjoint doit tenir :

- a) un répertoire des dossiers ouverts à la Régie comprenant par ordre chronologique :
 - i. les nom, adresse et qualité du requérant, de l'intimé et des autres parties s'il y en a ;
 - ii. la date de l'ouverture du dossier et son numéro ;
 - iii. le numéro du dossier de la Cour supérieure s'il y a lieu ;
 - iv. le nom du procureur de chaque partie ;
 - v. la nature de la demande ;
- b) un index des noms des parties ;
- c) une liste des délibérés, et la date ;
- d) une liste des dossiers clos et de l'expédition des dossiers à la Cour supérieure s'il y a lieu, et la date ;
- e) un plumitif contenant :

- i. le numéro de chaque dossier à la Régie ;
- ii. le numéro de tout dossier venant de la Cour supérieure ;
- iii. les noms des parties ;
- iv. la nature de la demande ;
- v. une description et la date de réception de chaque procédure et de chaque document ou pièce produit au greffe ;
- vi. une indication de la date et de la nature de toute décision interlocutoire ;
- vii. une indication de la date d'enquête et d'audition ;
- viii. une indication de la date de la prise en délibéré ;
- ix. une indication de la date de l'ordonnance définitive ;
- x. une indication de la façon dont le dossier est définitivement fermé, de la date de la fermeture et de l'expédition du dossier à la Cour supérieure s'il y a lieu ;
- f) un registre contenant une copie des ordonnances finales ;
- g) les répertoires, plumitifs et registres ci-dessus mentionnés sont tenus au greffe de Québec.

4. Le secrétaire ou le secrétaire-adjoint, tant à Montréal qu'à Québec, doit :

- a) recevoir et enregistrer les dossiers, requêtes et autres pièces de procédure après s'être rendu compte qu'ils sont conformes aux exigences de la loi et des règles de pratique ;
- b) expédier le dossier complet avec l'inventaire des pièces au protonotaire de la Cour supérieure du district où la cause doit procéder lorsque le greffier de la Régie ou lui-même ne peut agir comme greffier à cet endroit ;
- c) voir à faire revenir le dossier lorsqu'il a été expédié conformément au paragraphe b ;
- d) voir à la signification des procédures quant les parties requièrent que cette signification soit faite par la Régie ;
- e) retourner au greffe de cette Cour d'où il origine tout dossier terminé par ordonnance, règlement ou désistement, s'il vient de la Cour supérieure ; dans tous les cas, expédier à tous les intéressés avis que le dossier est clos ou copie de l'ordonnance s'il y a lieu.

5. Le greffier, tant à Montréal, qu'à Québec, doit :

a) remplir les mêmes fonctions qu'un protonotaire de la Cour supérieure telles que définies par le Code de procédure civile quant à ses pouvoirs administratifs seulement, et qui ne sont pas spécifiquement attribuées au secrétaire ;

b) rédiger le rôle général en y mentionnant, pour chaque dossier, la date d'inscription au rôle, le numéro du dossier, celui de la Cour supérieure s'il y a lieu, les noms des parties, la nature de la demande, les noms des procureurs ;

c) rédiger le rôle définitif en y mentionnant spécialement, pour chaque jour de séance, l'endroit, la date, l'heure, les membres de la Régie composant le banc, la date de l'ouverture du dossier, le numéro du dossier, celui de la Cour supérieure s'il y a lieu, les noms des parties et de leurs procureurs, la nature de la demande ;

d) vérifier avant l'appel du rôle si les dossiers sont complets, sinon avertir les intéressés d'avoir à les compléter avant l'appel du rôle ;

e) transmettre à tous les intéressés avis des appels de rôle, avis d'auditions et autres avis requis par la loi et les règles de pratique, ou par le président de la Régie ;

f) procéder à l'assignation des témoins à la demande des parties ;

g) dresser un procès-verbal d'audience où il note toutes les productions faites pendant les séances, toutes les ordonnances de la Régie et toutes les décisions incidentes sans délibéré, excepté celles relatives à la preuve qui sont notées dans les dépositions ;

h) rédiger aussi et faire signer par les parties ou leurs avocats les admissions qui lui sont dictées et noter celles qui sont dictées au sténographe officiel ;

i) dresser, pendant l'audience, les inventaires de production, en cotant les pièces par la lettre et la suite des numéros déjà employés. Si les pièces cotées ne sont pas produites, le mentionner sur l'inventaire. L'enquête terminée, faire certifier l'inventaire par chaque partie ou son procureur ;

j) procéder à la taxation des témoins sur demande des parties ou des témoins eux-mêmes en suivant le tarif établi pour les témoins assignés devant la Cour supérieure.

6. Tant à Québec qu'à Montréal, en l'absence du greffier, le secrétaire ou le secrétaire-adjoint en exerce les fonctions.

SECTION III COMPARUTION

7. Toute partie peut comparaître en personne ou par procureur.

SECTION IV PROCÉDURES ÉCRITES DEVANT LA RÉGIE

8. Toutes les demandes adressées à la Régie doivent être faites par écrit, par voie de requête, en 2 exemplaires, lesquelles doivent être imprimées ou dactylographiées, soit en français, soit en anglais, et d'un seul côté du feuillet.

9. Toutes les parties à une requête ou dans un dossier, et celles qui peuvent être affectées par cette requête ou ce dossier, doivent être désignées par leur nom, profession, domicile ou place d'affaires.

10. Les allégations de toute procédure doivent être consignées dans des paragraphes numérotés consécutivement.

11. Si une procédure a trait à un ouvrage spécifique ou à l'omission de faire cet ouvrage, un plan ou dessin, avec détails suffisants pour faire comprendre l'objet de la procédure, doit l'accompagner.

12. Si on invoque une loi, il faut la citer, de même que l'article auquel on réfère.

13. L'objet de la requête doit être spécifié sous forme de conclusion.

14. Toute requête doit être signée par le requérant, ou par son procureur, et l'adresse de ce dernier doit être donnée.

15. Dans les cas où la Régie fournit des formules pour la production de certaines demandes, le requérant doit les utiliser, mais il peut les accompagner de tout document contenant tout renseignement additionnel qu'il juge utile ou nécessaire.

16. Le requérant doit adresser au secrétaire ou au secrétaire-adjoint de la Régie, pour signification, autant de copies de la requête qu'il y a de parties intéressées, en plus des 2 exemplaires requis par l'article 8 pour l'usage de la Régie. Dans les cas où il y a un nombre considérable d'intéressés, la Régie peut dispenser de la production de ces copies et prescrire tout autre mode d'aviser les intéressés.

17. La signification de toute requête ou autre procédure peut se faire par voie d'huissier ou par envoi par poste recommandée ou certifiée avec reçu de livraison ou, dans

tout autre cas, par les moyens que la Régie détermine sur demande.

La signification entre procureurs peut également se faire par signature d'un reçu de la copie, sur l'original de la procédure.

18. Le secrétaire ou secrétaire-adjoint appose un numéro sur toute requête reçue, et le même numéro doit apparaître sur tous les documents s'y rapportant.

19. Le délai pour répondre à toute procédure est de 10 jours à compter de la date de la signification et, quant à la requête introductive d'instance, avis de répondre dans ce délai doit être signifié à la partie adverse.

20. L'intimé ou tout intéressé sur une requête peut y répondre par une réponse, laquelle peut être suivie d'une réplique si nécessaire. Dans ces procédures, on doit admettre ou nier séparément chacun des allégués de la procédure à laquelle on répond et on peut ajouter les allégués qu'on estime nécessaires pour bien établir les cadres du litige.

21. Une partie ou son procureur peut lui-même voir à la signification de toute requête ou procédure et, dans ce cas, les délais ci-dessus prescrits s'appliquent.

22. La Régie peut en aucun temps prolonger les délais ci-dessus.

23. Les requérants doivent fournir à la Régie des données ou renseignements dont elle peut avoir besoin, en les forme et manière prescrites dans chaque cas.

24. Toute requête introductive d'instance devant la Régie doit être appuyée d'un *affidavit* du requérant, et un *affidavit* doit accompagner toute requête incidente si les faits allégués dans cette requête n'apparaissent pas au dossier.

SECTION V PROCÉDURES INCIDENTES

25. Il y a lieu devant la Régie aux procédures incidentes prévues au Code de procédure civile relativement à la non-recevabilité de la demande en droit, à l'amendement, à l'intervention forcée volontaire, à la récusation, au désaveu, à la constitution de nouveaux procureurs, à la reprise d'instance et au désistement.

26. Sauf si elle est faite au cours de l'enquête ou de l'audition, l'audition de toute procédure incidente a lieu au siège social à Québec ou au bureau de la Régie à Montréal.

Le président entend seul en chambre toute procédure incidente qui n'est pas présentée à la Régie durant l'audition d'une cause.

27. Toute motion ou requête incidente à une procédure pendante devant la Régie doit être signifiée à la partie adverse et peut être présentée après un avis d'au moins 1 jour franc.

SECTION VI PRODUCTION DE PIÈCES

28. Tout document cité ou invoqué dans une procédure doit être produit avec cette procédure. À défaut de se conformer à cette prescription, la partie en défaut peut être privée du droit de s'en prévaloir.

29. Toute partie qui invoque dans sa procédure une pièce ou un document qui se trouve en la possession de l'adversaire peut, par requête dûment signifiée à ce dernier, avec avis d'un jour franc, demander à la Régie d'ordonner que cette pièce soit produite le ou avant le jour fixé pour l'audition au mérite. Cet article est sujet à l'article 26.

SECTION VII RÈGLES DE L'APPEL DU RÔLE

30. Lorsqu'un dossier est complet et prêt pour l'audition, il est porté au rôle général de la Régie.

31. L'appel du rôle général est de la compétence du président et se fait à la date fixée par celui-ci ; avis de cet appel de même que copie du rôle des causes appelées sont transmis par le greffier aux parties ou aux procureurs dans les causes référées à cet appel.

32. Si aucune partie n'est représentée, la cause est considérée comme réglée et avis qu'elle est rayée du rôle sera adressé aux parties ou à leur procureurs, par le secrétaire ou secrétaire-adjoint, par poste recommandée ou certifiée. S'il y a lieu le dossier est retourné au greffe de la Cour supérieure concernée.

33. Si toutes les parties se déclarent prêtes à procéder ou si une seule partie est présente et se déclare prête à procéder, la cause est fixée pour procéder au terme le plus rapproché possible.

34. Une cause ne peut être considérée comme prête à procéder et ne peut être fixée pour enquête et audition que si le dossier est complet.

35. Compte tenu de l'article 32, toute cause n'étant pas déclarée prête ou dont le dossier n'est pas complet est reportée au pied du rôle.

36. Lors de l'appel du rôle :

a) si une demande de remise est faite du consentement de tous les intéressés :

i. dans le cas d'une première demande, la cause est remise au prochain appel et garde son rang sur le rôle ;

ii. dans le cas d'une deuxième demande, la cause est placée au pied du rôle ;

iii. dans le cas d'une troisième demande, la cause est rayée du rôle ;

b) si une partie est prête et que l'autre désire une remise et que le dossier est complet :

i. dans le cas d'une première demande, pour une raison sérieuse et prouvée, la cause est remise au prochain appel et garde son rang sur le rôle ;

ii. dans le cas d'une deuxième demande par la même partie, la cause est fixée et doit procéder ;

iii. dans le cas d'une deuxième demande, mais à l'initiative d'une autre partie, la règle prévue au sous-paragraphe i s'applique ;

iv. dans le cas d'une troisième demande, la cause est rayée du rôle.

37. Lors de l'appel général du rôle, un rôle définitif est fixé pour le ou les termes pour lesquels l'appel du rôle a eu lieu, ce rôle définitif devant comprendre toutes les causes déclarées prêtes et fixées pour enquête et audition lors de l'appel du rôle général, et ceci pour chaque jour du ou des termes concernés.

SECTION VIII AVIS D'AUDITION

38. Le secrétaire ou le secrétaire-adjoint transmet un avis d'audition, par la poste, aux parties intéressées, au moins 15 jours francs avant cette audition ; si une partie est représentée par procureur au dossier, l'avis est transmis à ce dernier.

SECTION IX DEMANDE DE REMISE À L'AUDITION

39. À la date où elle est fixée pour l'enquête et l'audition, toute cause, où les 2 parties ne sont pas prêtes à procéder, est remise au pied du rôle à la demande d'une des parties. Une seule remise peut cependant être accordée

pour des raisons sérieuses et valables et la cause est alors remise au prochain appel du rôle.

À l'occasion d'une deuxième demande de remise à une date où la cause est fixée pour enquête et audition, elle est rayée du rôle.

SECTION X DEMANDE DE PRÉSENCE

40. Aucune demande de préséance n'est accordée à moins d'une requête écrite, motivée, appuyée d'un *affidavit*, présentée en chambre au président de la Régie, au bureau de la Régie, à Québec ou à Montréal.

SECTION XI SÉANCES

41. Le président fixe l'endroit et la date des séances de la Régie et détermine la composition des divisions.

SECTION XII AUDITION PRÉLIMINAIRE

42. Avant de procéder à l'audition au mérite, la Régie peut requérir la comparution des parties à une audition préliminaire afin de limiter la contestation et déterminer les faits autant que possible.

SECTION XIII ASSIGNATION DES TÉMOINS

43. Les témoins sont assignés à la diligence de la partie qui en a besoin ou à la demande de la Régie, par *subpoena*, dont copie leur est signifiée au moins 12 heures, si l'assignation leur est donnée dans la cité, ville ou municipalité locale où siège la Régie et, dans les autres cas, au moins 1 jour avant celui fixé pour leur examen.

44. Aucun témoin n'est requis de produire des livres ou autres documents d'une municipalité ou d'une entreprise publique sans un ordre de la Régie.

45. Les honoraires et dépenses des témoins peuvent être taxés par la Régie.

SECTION XIV LIEU D'ENQUÊTE ET D'AUDITION

46. 1) Dans les matières concernant les services publics, l'enquête et l'audition ont lieu dans le district judiciaire où résident la majorité des parties intéressées, et où sont situés les installations et l'équipement concernés, et où sont fournis les services publics concernés.

2) Du consentement de tous les intéressés, l'enquête et l'audition peuvent avoir lieu ailleurs sur demande faite au président de la Régie.

SECTION XV STÉNOGRAPHES

47. Les parties doivent voir elles-mêmes à la présence d'un sténographe si l'une ou l'autre le désire et, dans ce cas, en l'absence injustifiée d'un sténographe, la cause est rayée du rôle.

SECTION XVI RÈGLES DE PREUVE

48. Les règles de la preuve sont celles suivies à la Cour supérieure, mais la Régie a le pouvoir d'accepter comme preuve un *affidavit*, une déclaration écrite assermentée ou une déclaration solennelle. Elle peut aussi accepter comme preuve toute déclaration faite sous serment devant le président de la Régie, ou l'un de ses membres désigné à cette fin, sur dépôt du rapport de cette preuve.

49. La Régie peut, au cours du délibéré, le suspendre pour ordonner une preuve additionnelle si elle le juge utile pour les fins de sa décision, et cette preuve additionnelle peut être ordonnée hors de Cour à l'endroit ou a eu lieu l'enquête au mérite dans le délai et aux conditions déterminés par la Régie.

SECTION XVII RÈGLEMENTS HORS DE COUR

50. Quand un dossier est réglé hors de Cour, les parties doivent déposer, sous leur signature, ou celle de leurs procureurs autorisés à cette fin, au greffe de la Régie, à Québec ou à Montréal, selon le cas, une déclaration de règlement hors de Cour.

51. Sur dépôt de cette déclaration, le dossier est considéré comme réglé, confirmation est alors transmise aux intéressés par lettre du secrétaire ou du secrétaire-adjoint, envoyée par poste recommandée ou certifiée.

52. Tout dossier provenant de la Cour supérieure est alors expédié, sans délai, par le secrétaire ou le secrétaire-adjoint au protonotaire de la Cour supérieure d'où origine le dossier.

SECTION XVIII DÉCISIONS

53. Toutes les décisions de la Régie sont rédigées par écrit, sous forme d'ordonnance, et délivrées aux parties ou à leurs procureurs.

54. Toute requête pour changer, modifier ou casser une ordonnance de la Régie doit alléguer toutes les raisons à son appui et être accompagnée d'un *affidavit* à l'effet que toutes les allégations y mentionnées sont vraies.

55. Celui dont la demande a été rejetée ne peut la renouveler avant l'expiration de 6 mois, à moins qu'il ne se produise dans l'intervalle des faits qui, s'ils eussent existé lors de la demande, auraient pu changer la décision de la Régie. Il doit alléguer ces faits particuliers.

SECTION XIX DISPOSITIONS GÉNÉRALES

56. S'il advient que le jour prescrit pour faire un acte est non-juridique ou un samedi, ou qu'un délai expire un tel jour, cet acte peut valablement se faire le jour juridique suivant et ce délai est prolongé jusqu'à ce jour, pourvu que ce ne soit pas un samedi. En cas d'urgence, la Régie peut déroger à cette règle.

57. Dans tous les cas où il est nécessaire de faire signifier un avis ou autre document, cette signification doit être faite conformément au Code de procédure civile à moins qu'il n'y soit autrement pourvu par ces règles ou par la Régie.

58. Toute matière non prévue par les présentes règles de pratique doit être soumise au président qui a seul compétence pour en décider.

59. Au cas de vacance du poste de président ou au cas de maladie de celui-ci, toute compétence qui lui est confiée par les présentes règles est exercée par l'un des vice-présidents désignés par le ministre.

Si le président s'absente temporairement, avec l'approbation du ministre, il désigne lui-même le vice-président qui doit exercer cette compétence durant son absence.



c. R-8, r.3

Tarif des droits payables à la Régie des services publics par certaines entreprises publiques

Loi sur la Régie des services publics
(L.R.Q., c. R-8, a. 36)

1. Les droits suivants sont imposés aux entreprises publiques énumérées au paragraphe 3 de l'article 2 de la Loi sur la Régie des services publics (L.R.Q., c. R-8).

SECTION I SERVICES TÉLÉPHONIQUES

2. Pour la nouvelle autorisation requise en vertu de l'article 23 de la Loi et chaque année subséquente, pour réception, étude et compilation des rapports, taux et autres documents dont la production est requise par une ordonnance générale :

- a) pour une entreprise ayant en service 50 appareils téléphoniques ou moins rien ;
- b) pour une entreprise ayant en service de 51 à 100 appareils téléphoniques 10 \$;
- c) pour une entreprise ayant en service plus de 100 appareils téléphoniques : pour chaque 100 appareils ou fraction de 100 12,50 \$;
- d) pour l'approbation accordée lors de la fusion, cession ou vente d'une entreprise téléphonique, les droits sont les mêmes que ci-dessus. Ces droits sont payables par l'acheteur ;
- e) lorsqu'une centrale téléphonique, propriété d'un abonné, dessert plusieurs appareils situés dans un même établissement et qu'elle est reliée au réseau d'une entreprise publique, ces appareils sont, pour les fins du présent tarif, comptés comme s'ils appartenaient à l'entreprise publique elle-même ;
- f) lorsqu'il s'agit de lignes téléphoniques servant à la protection des forêts, seuls sont comptés, pour les fins du présent tarif, les appareils au service du public, moyennant rémunération.

SECTION II SERVICES D'EAU OU D'ÉGOUT

3. Pour la nouvelle autorisation requise en vertu de l'article 23 de la Loi et chaque année subséquente, pour réception, étude et compilation des rapports, taux et autres documents dont la production est requise par une ordonnance générale :

tion, étude et compilation des rapports, taux et autres documents dont la production est requise par une ordonnance générale :

- a) pour une entreprise desservant 50 résidences ou établissements ou moins rien ;
- b) pour une entreprise desservant de 51 à 100 résidences ou établissements 10 \$;
- c) pour une entreprise desservant plus de 100 résidences ou établissements : pour chaque 100 résidences ou établissements ou fraction de 100 12,50 \$;
- d) pour l'approbation accordée lors de la fusion, cession ou vente d'une entreprise d'eau ou d'égout, les droits sont les mêmes que ci-dessus. Ces droits sont payables par l'acheteur.

SECTION III SERVICES DIVERS

4. Pour les services d'un ingénieur ou d'un comptable de la Régie, en dehors du bureau, en outre des dépenses réelles de voyage, pour tout travail ne tombant pas sous l'application des articles 2 et 3, ou nécessité par le défaut d'une entreprise publique de se conformer à des instructions ou ordonnances de la Régie :

pour chaque jour ou partie de jour, y compris le jour du départ et celui de l'arrivée 15 \$.

A.C. 803-49 du 03.08.49

A.C. 169-62 du 06.02.62



c. R-8.1, r.1

Règlement sur les critères de fixation ou de révision de loyer

Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives (L.Q., 1979, c. 48, a. 108, par. 3 ; après refonte : Loi sur la Régie du logement, L.R.Q., c. R-8.1)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« dépenses courantes » : les dépenses encourues pour entretenir un immeuble et assurer les services qu'un locateur s'est engagé à fournir au locataire ; ces dépenses comprennent notamment le salaire des préposés à l'entretien ou à la surveillance de l'immeuble et le paiement des bénéfices sociaux de ces préposés, le coût des fournitures et les dépenses d'entretien et des réparations mineures ;

« fin du bail » : dans le cas d'une demande de fixation de loyer, l'expiration du bail pour la prolongation duquel on demande la fixation et, dans le cas d'une demande de révision de loyer, l'expiration du bail de l'ancien locataire ;

« logement » : un logement, une chambre, une maison mobile ou un terrain destiné à l'installation d'une maison mobile, au sens des articles 1650 à 1650.3 du Code civil ;

« loyer » : le prix mensuel payé pour la jouissance d'un logement avec ses services, accessoires et dépendances, à l'exception de ceux dont le prix est payé au moment de chaque utilisation, mais y compris ceux qui font l'objet d'un contrat distinct du bail du logement ;

« loyer de faveur » : le loyer payé pour un logement :

a) lorsqu'il est inférieur au loyer habituellement payé pour un logement identique ou équivalent, situé dans le même immeuble ou dans un immeuble identique ou équivalent, doté de services comparables et situé dans un environnement comparable ; et

b) lorsqu'il est dû à l'un des motifs suivants :

i. le locataire est un parent, allié ou employé du locateur ;

ii. le locateur est ou était le soutien du locataire ;

iii. il s'agit d'un loyer pour un logement situé dans un immeuble transmis par succession et dont le montant est attribuable à une gestion inadéquate de la part de la personne décédée ; ou

iv. il s'agit d'un loyer de faveur ayant déjà été fixé antérieurement par le tribunal ;

« période considérée » : la période de 12 mois consécutifs qui se termine le 31 mars qui précède la fin du bail ;

« période précédente » : la période de 12 mois consécutifs qui précède la période considérée.

SECTION II CRITÈRES DE FIXATION OU DE RÉVISION DE LOYER

2. Le tribunal saisi d'une demande de fixation ou de révision de loyer détermine le loyer exigible en tenant compte, le cas échéant, des critères suivants :

a) le loyer payé pour le logement à la fin du bail ;

b) les variations de loyer survenues au cours des 12 mois qui ont précédé la fin du bail ;

c) la variation, entre la période considérée et la période précédente, des taxes foncières et de services attribuables à ce logement et payées par le locateur ;

d) la variation, entre la période considérée et la période précédente, des primes d'assurance-incendie et d'assurance-responsabilité attribuables à ce logement et payées par le locateur ;

e) l'indice applicable selon l'annexe 1 aux coûts d'électricité et de combustible attribuables à ce logement durant la période considérée et payées par le locateur ;

f) l'indice applicable selon l'annexe 1 aux coûts des dépenses courantes attribuables à ce logement durant la période considérée et payées par le locateur ;

g) l'indice applicable selon l'annexe 1 à 5% du loyer pour tenir compte des frais de gestion ;

h) l'indice applicable selon l'annexe 1 aux dépenses pour réparations majeures, améliorations majeures ou frais d'installation de nouveaux services, attribuables à ce logement ou à l'immeuble dont ce logement fait partie et payés par le locateur en tenant compte, le cas échéant du fait qu'un locateur a bénéficié d'une subvention ou d'un prêt à intérêt réduit d'un ministère ou organisme du Gouvernement du Canada ou du Québec ou d'une corporation

municipale, ou d'une indemnité reçue en vertu d'une assurance-incendie ;

i) les frais d'opération de nouveaux services attribuables à ce logement ou à l'immeuble dont ce logement fait partie et à la charge du locateur ; et

j) les effets sur la valeur du logement de l'inflation et des variations sur le marché des taux d'intérêt hypothécaire.

3. Lorsque le bail en vigueur pendant le dernier mois de la période considérée est un bail de 24 mois ou plus, le tribunal, le cas échéant, tient compte en outre de critères visés aux paragraphes *a*, *b*, *d*, *e*, *f*, *g* et *i* de l'article 2, des suivants :

a) la variation des taxes foncières et de services attribuables à ce logement et payés par le locateur ; cette variation est obtenue en établissant la différence entre le dernier compte reçu durant la période considérée et le premier compte reçu après la date de la conclusion du bail, pourvu que ces 2 comptes couvrent des années d'imposition différentes et que le bail ne comporte pas de clause de variation de loyer relative à ces taxes ;

b) l'indice applicable selon l'annexe 1 aux dépenses pour réparations majeures, améliorations majeures ou frais d'installation de nouveaux services effectués durant le bail à l'exception des 12 premiers mois du bail et des mois qui suivent la période considérée, attribuables à ce logement ou à l'immeuble dont ce logement fait partie et payés par le locateur en tenant compte, le cas échéant, du fait qu'un locateur a bénéficié d'une subvention ou d'un prêt à intérêt réduit d'un ministère ou organisme du Gouvernement du Canada ou du Québec ou d'une corporation municipale ou d'une indemnité reçue en vertu d'une assurance-incendie ;

c) les effets sur la valeur du logement de l'inflation et des variations sur le marché des taux d'intérêt hypothécaire durant la période considérée et la période précédente.

4. Lorsque le loyer du bail qui se termine est un loyer de faveur, le tribunal fixe le loyer en considérant, en tout ou en partie :

a) le loyer habituellement payé pour un logement identique ou équivalent situé dans le même immeuble et doté des mêmes services ; ou

b) si nécessaire, le loyer habituellement payé pour un logement identique ou équivalent, situé dans un immeuble identique ou équivalent, doté de services comparables et situé dans un environnement comparable.

5. Le tribunal peut réduire le loyer à être fixé selon les critères visés aux articles 2 ou 3 s'il est établi que le locateur a fait défaut de maintenir la qualité des services ou de l'entretien de ce logement ou de l'immeuble dont ce logement fait partie.

6. Le tribunal peut augmenter le loyer à être fixé selon les critères visés aux articles 2 ou 3 s'il est établi :

a) que le locateur a consenti au locataire, lors de la conclusion du bail en vigueur pendant le dernier mois de la période considérée, une diminution de loyer afin que ce locataire effectue à ses frais des réparations ou améliorations ou procède à l'installation d'un nouveau service et que cette diminution ait été égale ou supérieure aux dépenses encourues par le locataire ; ou

b) que le loyer en vigueur pendant le dernier mois de la période considérée était un loyer réduit en vertu de l'article 5 et que le locateur a, depuis, remédié au défaut.

7. Le tribunal saisi d'une demande de fixation ou de révision d'un loyer relatif à une chambre située dans un logement tient compte du loyer payé par le locateur de la chambre pour le logement dont il est le locataire et dans lequel la chambre est située.

ANNEXE 1

(a. 2 et 3)

INDICE POUR LA FIXATION OU LA RÉVISION DU LOYER

Baux se terminant entre le 1 ^{er} avril 1980 et le 31 mars 1981				Baux se terminant après le 31 mars 1981			
1) Pour les logements autres que les chambres et terrains pour maisons mobiles							
Indice pour l'huile légère:	20,4%					29,8 %	
Indice pour l'huile lourde:	29,9%					32,6 %	
Indice pour l'électricité:	13,0%					10,9 %	
Indice pour le gaz propane:	35,3%					17,4 %	
Indice pour les dépenses courantes d'entretien et de services:	6,8%					12,0 %	
Indice pour les frais de gestion:	0,0%					11,0 %	
Indice pour les améliorations, réparations majeures et nouveaux services:	12,0%					13,3 %	
Indice pour le gaz naturel:							
Coût compris entre	Indice			Coût compris entre		Indice	
0,01 \$ et 107,30 \$	(0,0722) 100			0,01 \$ et 121,05 \$		(0,0923) 100	
107,31 \$ et 146,85 \$	{0,0722 + [0,000179 (coût - 107,30 \$)]}	100		121,06 \$ et 296,43 \$	{0,0923 + [0,000233 (coût - 121,05 \$)]}	100	
146,86 \$ et 257,31 \$	{0,0793 + [0,000108 (coût - 146,85 \$)]}	100		296,44 \$ et 324,74 \$	{0,1332 + [0,000166 (coût - 236,43 \$)]}	100	
257,32 \$ et 281,16 \$	{0,0912 + [0,000067 (coût - 257,31 \$)]}	100		324,75 \$ et 466,40 \$	{0,1379 + [0,000147 (coût - 324,74 \$)]}	100	
281,17 \$ et 398,16 \$	{0,0928 + [0,000049 (coût - 281,16 \$)]}	100		466,41 \$ et 890,32 \$	{0,1587 + [0,000066 (coût - 466,40 \$)]}	100	
398,17 \$ et 747,79 \$	{0,09856 + [0,000020 (coût - 398,16 \$)]}	100		890,32 \$ et 4 277,72 \$	{0,1868 + [0,000008 (coût - 890,32 \$)]}	100	
747,80 \$ et 3 533,00 \$	{0,1055 + [0,000003 (coût - 747,79 \$)]}	100		4 277,73 \$ et plus	(0,2148) 100		
3 533,01 \$ et plus	(0,114) 100						
2) Pour les chambres							
Indice pour l'huile légère ou lourde:	20,0%					30,0 %	
Indice pour l'électricité:	13,0%					12,0 %	
Indice pour les dépenses courantes d'entretien et de services:	7,0%					12,0 %	
Indice pour les améliorations, réparations majeures et nouveaux services:	12,0%					13,3 %	
Indice pour le gaz naturel ou propane:	8,0%					12,50%	

**Baux se terminant entre le 1^{er} avril 1980
et le 31 mars 1981****Baux se terminant après le 31 mars 1981****3) Pour les terrains pour
maisons mobiles**

Indice pour l'huile légère ou lourde:	20,0%	30,0 %
Indice pour l'électricité:	12,0%	10,0 %
Indice pour les dépenses courantes d'entretien et de services:	7,0%	12,0 %
Indice pour les améliorations, réparations majeures et nouveaux services:	12,0%	13,3 %
Indice pour le gaz naturel ou propane:	9,0%	15,0 %

D. 2078-81, (1981) 113 G.O.II, 3783 et 4365



c. R-8.1, r.2

Règlement sur les mentions obligatoires du bail, de l'écrit et de certains avis prévus par le Code civil

Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives (L.Q., 1979, c. 48, a. 108 ; après refonte : Loi sur la Régie du logement, L.R.Q., c. R-8.1, a. 108)

SECTION I LE BAIL ET L'ÉCRIT PRÉVUS PAR L'ARTICLE 1651.1 DU CODE CIVIL

1. Le bail ou l'écrit visé dans l'article 1651.1 du Code civil doit reproduire intégralement les dispositions obligatoires du bail apparaissant à l'annexe I, y compris l'avertissement, les titres et les indications en marge.

2. Les caractères du bail ou de l'écrit visé dans l'article 1651.1 du Code civil doivent, s'il est imprimé, être d'au moins 9 points sur corps 9 en caractère Helvetica normal, sauf pour les indications en marge qui doivent être d'au moins 12 points sur corps 12 en caractère demi-gras, les titres qui doivent être d'au moins 14 points sur corps 14 en caractère gras et la mention « dispositions obligatoires » qui doit être d'au moins 18 points sur corps 18 en caractère gras.

3. Le bail, s'il est écrit, doit contenir la désignation du logement, le montant du loyer et la date du début et de la fin du bail, s'il est à durée fixe.

SECTION II L'ÉCRIT REMIS AU NOUVEAU LOCATAIRE

4. L'avis prévu par l'article 1651.2 du Code civil doit indiquer si le plus bas loyer payé ou le loyer fixé par la Régie du logement comprend les mêmes services que ceux inclus dans le loyer demandé au nouveau locataire. À défaut, l'avis doit préciser les services qui ne sont plus inclus dans le loyer demandé au nouveau locataire ou les services supplémentaires qui sont inclus dans le loyer demandé au nouveau locataire.

SECTION III

L'AVIS PRÉVU PAR L'ARTICLE 1658.21 DU CODE CIVIL

5. L'avis prévu par l'article 1658.21 du Code civil doit être donné au locataire lors de la conclusion du bail.

6. L'avis doit indiquer, selon le cas, s'il s'agit d'un logement :

a) construit dans le cadre d'un projet d'élimination de taudis et de construction d'habitations salubres dans la ville de Montréal ;

b) loué par une coopérative d'habitation dont le locataire est membre ; ou

c) situé dans un immeuble dont les travaux de construction ont débuté après le 31 décembre 1973, et qu'il ne s'est pas écoulé 5 années depuis que l'immeuble est prêt pour l'usage auquel il est destiné.

L'avis doit aussi indiquer que les articles 1658.6, 1658.7 et 1658.9 à 1658.20 du Code civil ne s'appliquent pas au bail de ce logement.

7. S'il s'agit d'un logement visé dans le paragraphe c du premier alinéa de l'article 6, l'avis doit préciser le mois et l'année du début des travaux de construction et le mois et l'année au cours desquels l'immeuble a été prêt pour l'usage auquel il est destiné.

ANNEXE I

(a. 1)

BAIL**Conditions particulières du bail**

Entre le locateur :

(Nom)

(Adresse)

(Numéro de téléphone)

ci-après nommé le locateur
et le locataire :

(Nom)

(Adresse)

(Numéro de téléphone)

ci-après nommé le locataire

Désignation des lieux

Le locateur, par le présent bail, loue au locataire les lieux situés au

Destination des lieux

Ces lieux seront loués comme logement.

DuréeLe présent bail aura une durée de _____ mois, commençant le _____ jour de _____ 19 _____,
jusqu'au _____ jour de _____ 19_____.**Loyer**

Le présent bail est fait pour la somme totale de _____ dollars (_____ \$)

que le locataire paiera au locateur en versements égaux _____

(mensuels, hebdomadaires ou autres)
et consécutifs de _____ dollars (_____ \$), chacun étant payable

le _____ jour de chaque _____

(mois, semaine ou autre)

Règlement de l'immeuble

Avant que le bail ne soit conclu, le locateur devra remettre au locataire une copie du règlement concernant l'immeuble.

Ce règlement fera alors partie du bail.

Clauses additionnelles

(Inclure ici toute clause additionnelle dont les parties peuvent convenir : par exemple, des précisions concernant le paiement du loyer, les réparations, l'entretien,

la peinture, l'enlèvement de la neige, les services de conciergerie, le chauffage, la description des lieux et des meubles, etc.)

Exemplaire du bail

Dans le cas d'un bail écrit, le locateur devra remettre au locataire un exemplaire signé du bail dans les 10 jours de sa conclusion.

Dans le cas d'un bail verbal, le locateur devra aussi dans les 10 jours remettre au locataire un écrit reproduisant les dispositions obligatoires du bail et indiquant son nom et son adresse.

Avis obligatoires

1. Lors de la conclusion du bail, le locateur devra remettre au locataire un écrit* indiquant le loyer le plus bas payé au cours des 12 mois précédant le début du bail ; ou celui fixé par la Régie au cours de la même période s'il y a lieu.

2. Lorsqu'il s'agit d'un bail d'un logement visé dans la clause 90, le locateur doit aviser* le locataire que les clauses 14, 57, 62 à 64, 78, 82 à 89 ne s'appliquent pas à ce bail.

* À cette fin, vous pouvez utiliser l'avis qu'on retrouve au verso.

En foi de quoi, j'ai signé, à _____
ce _____ jour de _____ 19_____.

Locateur

Locataire

DISPOSITIONS OBLIGATOIRES

Avertissement

Les clauses suivantes reprennent les articles obligatoires du Code civil en matière de bail d'un logement.

Toute clause d'un bail incompatible avec ces dispositions est nulle et sans effet à l'égard du locateur et du locataire.

On retrouvera au Code civil tous les articles qui s'appliquent au contrat de bail (articles 1600 à 1665.6).

Lorsqu'on retrouve les mots « la Régie », il faut comprendre la Régie du logement.

Dispositions générales

1. Les articles 1650 à 1665.6 s'appliquent au bail d'un logement avec ses services, accessoires et dépendances, même s'ils font l'objet d'un bail distinct du bail du logement.

Toutefois, ils ne s'appliquent pas au bail d'un logement loué à des fins de villégiature ou dont plus du tiers de la surface totale est utilisée à des fins non résidentielles. (article 1650)

2. Aux fins des articles 1650 à 1665.6, une chambre est un logement, à moins qu'elle ne soit située dans un établissement pour lequel un permis a été délivré en vertu de la Loi sur l'hôtellerie (L.R.Q., c. H-3) ou de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ou à moins qu'au plus 2 chambres ne soient louées ou offertes en location dans la résidence principale du locateur.

Sauf preuve contraire, une chambre est présumée ne pas être située dans la résidence principale du locateur si elle possède une sortie distincte donnant sur l'extérieur et des installations sanitaires indépendantes de celles utilisées par le locateur. (article 1650.1)

3. Aux fins des articles 1650 à 1665.6, une maison mobile, avec ou sans fondation permanente, érigée sur un châssis est un logement. (article 1650.2)

4. Les articles 1650 à 1665.6 s'appliquent également, en faisant les adaptations requises, au bail d'un terrain destiné à l'installation d'une maison mobile. (article 1650.3)

5. Les articles 1650 à 1656.6 et 1661 à 1665.6 s'appliquent à la sous-location d'un logement. (article 1650.5)

LE BAIL

Règlement de l'immeuble

6. Le locateur doit, avant la conclusion du bail, remettre au locataire un exemplaire du règlement qu'il a établi et qui concerne l'immeuble. Ce règlement fait alors partie du bail. (article 1651)

Remise du bail ou de l'écrit

7. Le locateur doit, dans les 10 jours de la conclusion du bail, remettre au locataire un exemplaire du bail écrit ou, dans le cas d'un bail verbal, un écrit, indiquant le nom et l'adresse du locateur et reproduisant les mentions obligatoires prescrites par règlement, en la forme qui y est indiquée. (article 1651.1)

Écrit au nouveau locataire

8. Le locateur doit, lors de la conclusion du bail, remettre au nouveau locataire un écrit indiquant le loyer le plus bas payé au cours des 12 mois précédant le début du bail ou, le cas échéant, le loyer fixé par la Régie au cours de la même période ainsi que tout autre renseignement prescrit par règlement, en la forme qui y est indiquée.

Le présent article ne s'applique pas au bail d'un logement à loyer modique au sens de l'article 1662 (clause 113) ou au bail d'un logement visé dans le paragraphe 1 du premier alinéa de l'article 1658.21 (clause 90). (article 1651.2)

Langue du bail, de l'écrit et du règlement de l'immeuble

9. Le bail, l'écrit ou le règlement de l'immeuble doivent être rédigés en français. Ils peuvent cependant être rédigés dans une autre langue si telle est la volonté expresse des parties. (article 1651.3)

Adresse et langue des avis

10. Tout avis relatif au bail d'un logement doit être donné par écrit à l'adresse indiquée au bail ou à l'écrit visé dans l'article 1651.1 (clause 7) ou à une nouvelle adresse dont une partie a été avisée après la conclusion du bail et doit être rédigé dans la même langue que le bail ou cet écrit. (article 1651.4)

LE LOYER

Paiement du loyer

11. Le loyer est payable par versements égaux sauf le dernier qui peut être moindre.

Le locateur ne peut exiger que chaque versement excède un mois de loyer. (article 1651.5)

Période de paiement du loyer

12. Sauf convention contraire, le loyer est payable d'avance le premier jour de chaque terme. (article 1651.6)

Aliénation de l'immeuble ou transport de créance

13. En cas d'aliénation de l'immeuble ou d'un transport de créance, lorsque le locataire est incertain de la personne à qui il doit payer le loyer, il peut s'adresser à la Régie pour faire déterminer qui y a droit. (article 1651.7)

Réajustement de loyer

14. Dans un bail de plus de 12 mois, les parties peuvent convenir que le loyer sera réajusté en fonction d'une variation des taxes municipales ou scolaires affectant l'immeuble, des primes d'assurance-incendie ou d'assurance-responsabilité ou du coût unitaire du combustible ou de l'électricité si le logement est chauffé ou éclairé aux frais du locateur.

Toutefois, le loyer ne peut être réajusté au cours des 12 premiers mois du bail ni plus d'une fois au cours de chaque période de 12 mois.

Dans le mois de la réception de l'avis de réajustement de loyer, le locataire peut s'adresser à la Régie pour faire réajuster le loyer. (article 1658.13)

OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Bon état d'habitabilité

15. Le locateur doit livrer et maintenir le logement en bon état d'habitabilité. (article 1652)

Bon état de propreté

16. Le locateur doit livrer le logement en bon état de propreté. (article 1652.1)

Respect de la loi et des règlements

17. Le locateur est tenu de se conformer aux obligations qui lui sont imposées par la loi ou par un règlement, municipal ou autre, concernant la sécurité ou la salubrité d'un

logement.

Il doit aussi se conformer aux règlements du gouvernement établissant des exigences minimales concernant l'entretien, la sécurité, la salubrité ou l'habitabilité d'un logement ou d'un immeuble comportant un logement.

Ces obligations font partie du bail. (article 1652.2)

Jouissance paisible des lieux

18. Le locateur doit procurer au locataire la jouissance paisible des lieux pendant la durée du bail. (article 1604, paragraphe 3)

Défauts cachés

19. Le locateur doit garantir le locataire contre les défauts cachés du logement qui en empêchent ou en diminuent l'usage, que le locateur les connaisse ou non. (article 1606, premier alinéa)

20. Le locateur qui connaissait ou était présumé connaître les défauts est, en outre, responsable du dommage subi par le locataire. (article 1606, deuxième alinéa)

Changement de la forme ou de la destination du logement

21. Le locateur ne peut, en cours de bail, changer la forme ou la destination du logement. (article 1607)

Troubles de droit

22. Le locateur est tenu à la garantie des troubles de droit.

Le locataire, pourvu que le trouble ait été dénoncé au locateur, peut, suivant les circonstances, obtenir une diminution de loyer ou la résiliation du bail, et des dommages-intérêts. (article 1609)

OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Bon état de propreté

23. Le locataire doit maintenir le logement en bon état de propreté. (article 1652.3)

Respect de la loi et des règlements

24. Le locataire est tenu de se conformer aux obligations qui lui sont imposées par la loi ou par un règlement, municipal ou autre, concernant la sécurité ou la salubrité d'un logement.

Ces obligations font partie du bail. (article 1652.4)

Surpeuplement du logement

25. Le locataire ne peut permettre le surpeuplement du logement de façon à contrevenir aux règlements, municipaux ou autres, concernant la santé, la sécurité ou les normes d'occupation d'un logement. (article 1652.5)

Avis du locataire si défectuosité ou détérioration substantielle

26. Le locataire qui a connaissance d'une défectuosité ou d'une détérioration substantielle du logement doit en aviser le locateur dans un délai raisonnable. (article 1652.6)

Incendie

27. En cas d'incendie dans les lieux loués, le locataire n'est tenu aux dommages-intérêts que si preuve est faite de sa faute ou de celle des personnes à qui il en permet l'accès. (article 1643)

Effets mobiliers laissés par le locataire

28. À la fin du bail, le locataire doit laisser le logement libre de tous effets mobiliers autres que ceux appartenant au locateur.

Si le locataire laisse des effets mobiliers à la fin de son bail ou après avoir abandonné le logement, le locateur peut les enlever. S'ils sont sans valeur, il peut en disposer. Dans le cas contraire, il peut s'adresser à la Régie pour obtenir l'autorisation d'en disposer aux conditions que cette dernière détermine. (article 1652.7)

Changement de la forme ou de la destination du logement

29. Le locataire ne peut, en cours de bail, changer la forme ou la destination du logement. (article 1618)

Conduite du locataire

30. Le locataire doit se conduire de façon à ne pas troubler la jouissance normale des autres locataires du même immeuble.

Il répond, envers le locateur et les autres locataires, des dommages qui peuvent résulter de la violation de cette obligation de sa part ou de celle des gens à qui il permet l'accès de l'immeuble.

Cette violation permet aussi au locateur de demander la résiliation du bail. (article 1635)

Recours du locataire troublé

31. Dans les cas prévus par l'article 1635 (clause 30), après avoir mis en demeure le locateur commun, le locataire troublé peut obtenir, si ce trouble persiste, une diminution de loyer ou la résiliation du bail, suivant les circonstances.

Il peut aussi obtenir des dommages-intérêts du locateur commun, à moins que celui-ci ne prouve qu'il a agi en bon père de famille, sauf le recours du locateur en remboursement contre le locataire en faute. (article 1636)

LOGEMENT IMPROPRE À L'HABITATION

Définition

32. Est impropre à l'habitation un logement dont l'état constitue une menace sérieuse pour la santé ou la sécurité des occupants ou du public. (article 1652.8)

Déguerpissement du locataire

33. Le locataire peut déguerpir si le logement est impropre à l'habitation. Si le locataire avise le locateur que le logement est impropre à l'habitation avant ou dans les 10 jours du déguerpissement, il n'est pas tenu, sauf s'il y a faute de sa part, de payer le loyer pour la période pendant laquelle le logement est dans cet état. (article 1652.9)

Réintégration du logement

34. Dès que le logement redevient propre à l'habitation, le locateur en avise le locataire si ce dernier l'a avisé de sa nouvelle adresse et ce dernier doit, dans les 10 jours, aviser le locateur de son intention de réintégrer ou non le logement. (article 1652.10, premier alinéa)

35. Si le locataire n'a pas avisé le locateur de sa nouvelle adresse ou de son intention de réintégrer le logement, le locateur peut consentir un bail à un nouveau locataire. Le nouveau bail emporte résiliation de l'ancien, mais le locateur conserve ses recours en dommages-intérêts contre celui qui a quitté le logement sans avoir avisé le locateur de l'état du logement. (article 1652.10, deuxième alinéa)

LES RÉPARATIONS

Retenue du loyer

36. Si le locateur n'effectue pas les réparations et améliorations auxquelles il est tenu, le locataire peut, sans préjudice à ses autres droits et recours, s'adresser à la Régie pour obtenir la permission de retenir le loyer afin d'y faire procéder. (article 1612)

Pouvoirs de la Régie

37. La Régie qui permet la retenue du loyer en fixe le montant et les conditions, de même que la somme que le locataire est autorisé à déboursier. (article 1613)

Affectation du montant

38. Le montant retenu est imputé au paiement des réparations ou améliorations. Le locateur est responsable envers le locataire de tout montant excédant le loyer retenu et que ce dernier a été autorisé à déboursier. (article 1614)

Reddition de comptes

39. Le locataire doit rendre compte au locateur des réparations ou améliorations effectuées et lui remettre les pièces justificatives des dépenses encourues. (article 1615)

Réparations urgentes et nécessaires ; recours du locataire

40. Le locataire doit subir les réparations urgentes et nécessaires. Il a néanmoins droit à une diminution de loyer, suivant les circonstances. Il peut aussi demander la résiliation du bail si les réparations sont de nature à lui causer un préjudice sérieux. (article 1625)

Réparations urgentes et nécessaires pour la conservation ou l'usage de l'immeuble loué

41. Après avoir informé ou tenté d'informer le locateur, et si celui-ci n'agit pas en temps utile, le locataire peut entreprendre une réparation urgente et nécessaire pour la conservation ou l'usage de l'immeuble loué. Néanmoins, le locateur peut en tout temps intervenir pour continuer les travaux. Le locateur doit rembourser au locataire les dépenses raisonnables ainsi encourues. (article 1644)

Retenue sur le loyer du montant des dépenses raisonnables

42. Le locataire qui effectue une réparation urgente et nécessaire conformément à l'article 1644 (clause 41) peut retenir sur son loyer le montant des dépenses raisonnables ainsi faites.

Le locataire doit rendre compte au locateur des réparations effectuées et lui remettre les pièces justificatives des dépenses faites. (article 1653.4)

Préavis pour effectuer une amélioration ou une réparation majeure

43. Une amélioration majeure ou une réparation majeure autre qu'urgente ne peut être entreprise dans un logement avant que le locateur ait donné au locataire un avis de 10 jours indiquant la nature des travaux, la date prévue pour leur début et leur durée.

Cet avis indique, s'il y a lieu, la période d'évacuation nécessaire et les autres conditions dans lesquelles s'effectueront les travaux si elles sont susceptibles de diminuer substantiellement la jouissance des lieux.

Si la période d'évacuation nécessaire est de plus d'une semaine, l'avis doit être d'un mois. (article 1653)

Condition abusive

44. Si une condition est abusive, le locataire peut, dans les 10 jours de la réception de l'avis, demander à la Régie de la modifier ou de la supprimer. Toutefois, il ne peut contester la nature ou l'opportunité des travaux.

La demande du locataire est instruite et jugée d'urgence. Elle suspend l'exécution des travaux, sauf si la Régie en ordonne autrement.

La Régie peut imposer des conditions qu'elle estime justes et raisonnables. (article 1653.1)

Programme de conservation et de remise en état des logements

45. Les articles 1653 et 1653.1 (clauses 43 et 44) ne s'appliquent pas lorsque les améliorations ou réparations effectuées ont fait l'objet d'une entente entre le locateur et le locataire dans le cadre d'un programme de conservation et de remise en état des logements visé dans l'article 94.1 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8). (article 1653.2)

État des lieux après une réparation ou une amélioration

46. Le locateur qui a effectué une réparation ou une amélioration doit remettre le logement en bon état de propreté. (article 1653.3)

L'ACCÈS ET LA VISITE DU LOGEMENT

Droit de visite

47. Le locataire doit permettre au locateur de vérifier l'état du logement.

Le locateur doit user de ce droit de façon raisonnable. (article 1622)

Réparations

48. Le locataire doit donner accès au logement au locateur ou à son représentant pour lui permettre d'effectuer une réparation. (article 1653.5)

Non-prolongation du bail

49. Le locataire qui entend éviter la prolongation du bail conformément aux articles 1658.4 et 1658.5 (clauses 77 et 79) doit permettre la visite du logement et l'affichage dès qu'il a donné l'avis prévu par ces articles. (article 1654)

Préavis

50. Sauf s'il y a urgence, le locateur doit donner au locataire un avis de 24 heures de son intention de vérifier l'état du logement conformément à l'article 1622 (clause 47), d'y effectuer une réparation ou de faire visiter le logement à un acquéreur éventuel. (article 1654.1)

Heures de visite

51. Sauf s'il y a urgence, le locataire peut refuser la visite du logement si cette visite doit avoir lieu avant 9 h et après 21 h. (article 1654.2)

Présence du locateur ou de son représentant

52. Le locataire peut exiger la présence du locateur ou de son représentant lors de la visite du logement par un locataire ou un acquéreur éventuel. (article 1654.3)

Serrures d'accès

53. Les serrures d'accès à un logement ne peuvent être changées que du consentement du locateur et du locataire.

La Régie peut ordonner au locateur ou au locataire qui est en défaut de se conformer à cette obligation de permettre l'accès au logement à l'autre partie. (article 1654.4)

SOUS-LOCATION ET CESSIION DE BAIL

Préavis

54. Le locataire ne peut sous-louer son logement en tout ou en partie, ou encore céder son bail sans le consentement du locateur qui ne peut le refuser sans motif raisonnable. (article 1619, premier alinéa)

Le locataire ne peut sous-louer le logement ou céder son bail que s'il donne au locateur un avis indiquant le nom et l'adresse de la personne à qui il entend sous-louer le logement ou céder le bail.

Le locateur qui refuse cette sous-location ou cette cession doit, dans les 10 jours, aviser le locataire des motifs de son refus ; à défaut, il est réputé avoir consenti à la sous-location ou à la cession du bail.

Le locateur qui consent à la sous-location ou à la cession ne peut exiger que le remboursement des dépenses raisonnables. (article 1655)

Résiliation de la sous-location

55. Lorsque l'inexécution d'une obligation par le sous-locataire cause un préjudice sérieux au locateur ou aux autres occupants de l'immeuble, le locateur peut demander la résiliation de la sous-location. (article 1655.1)

Étudiant

56. Un étudiant qui loue un logement d'une institution d'enseignement ne peut sous-louer le logement ou céder son bail. (article 1655.2)

Révision du loyer

57. Un sous-locataire peut, dans les 2 mois du début de la sous-location, s'adresser à la Régie pour faire réviser le loyer s'il paie un loyer mensuel supérieur au loyer le plus bas payé au cours des 12 mois qui précédaient le début de la sous-location, sauf si ce loyer a été fixé par la Régie. (article 1658.14)

RECOURS DU LOCATAIRE ET DU NOUVEAU LOCATAIRE

Inexécution d'une obligation par le locateur

58. En cas d'inexécution d'une obligation par le locateur, le locataire peut demander l'autorisation de retenir le loyer afin d'exécuter ou de faire exécuter lui-même l'obligation, en outre du fait qu'il peut demander l'exécution en nature de l'obligation dans les cas qui le permettent, des dommages-intérêts, la résiliation du bail si l'inexécution lui cause un préjudice sérieux ou la diminution du loyer. Les articles 1613 à 1615 (clauses 37 à 39) s'appliquent à la demande de retenue de loyer.

Le locataire peut aussi déposer son loyer à la Régie s'il donne au locateur un avis préalable de 10 jours indiquant les motifs du dépôt. (article 1656)

Récupération du loyer déposé

59. Le locateur peut s'adresser à la Régie pour récupérer le loyer ainsi déposé.

La Régie peut alors notamment :

1° autoriser la remise du dépôt au locateur si ce dernier a exécuté son obligation ou si le dépôt a été fait sans motif valable ;

2° permettre au locataire de continuer à déposer son loyer jusqu'à ce que le locateur ait rempli son obligation ; ou

3° autoriser la remise du dépôt au locataire pour lui permettre d'exécuter lui-même l'obligation. (article 1656.1)

Pouvoirs de la Régie

60. Lorsque le locataire demande la résiliation du bail, la Régie peut le résilier immédiatement ou ordonner au locateur d'exécuter son obligation dans le délai qu'elle détermine.

Si le locateur ne se conforme pas à l'ordonnance, la Régie doit, à la demande du locataire, résilier le bail. (article 1656.2)

Ordonnance en cas de danger pour la santé ou la sécurité

61. Le locataire peut aussi, si l'inexécution d'une obligation par le locateur met en danger la santé ou la sécurité des occupants ou du public, requérir une ordonnance enjoignant au locateur d'exécuter son obligation. (article 1656.3)

Révision du loyer par le nouveau locataire

62. Un nouveau locataire peut, dans les 10 jours de la conclusion du bail ou, si le locateur ne remet pas l'écrit prévu par l'article 1651.2 (clause 8) dans le délai indiqué, dans les 2 mois du début du bail, s'adresser à la Régie pour faire réviser le loyer s'il paie un loyer mensuel supérieur au loyer le plus bas payé au cours des 12 mois qui précédaient le début du bail, sauf si ce loyer a été fixé par la Régie. (article 1658.10)

Fausse déclaration du locateur

63. Si le locateur remet au nouveau locataire un écrit prévu par l'article 1651.2 (clause 8) contenant une fausse déclaration, ce dernier peut, dans les 2 mois de la connaissance de la fausseté de la déclaration, s'adresser à la Régie pour faire réviser le loyer. (article 1658.11)

Nouveau locataire

64. Pour l'application des articles 1658.10 et 1658.11 (clauses 62 et 63), l'expression « nouveau locataire » comprend une personne qui occupait le logement pendant le bail du locataire précédent et qui devient locataire à la fin de ce bail, mais elle ne comprend pas une personne qui a les droits et les obligations résultant du bail en vertu des articles 1657.2 et 1657.3 (clauses 70 et 71). (article 1658.12)

RECOURS DU LOCATEUR

Inexécution d'une obligation par le locataire

65. Outre l'exécution en nature de l'obligation dans les cas qui le permettent ou des dommages-intérêts, le locateur peut demander, en cas d'inexécution d'une obligation par le locataire, la résiliation du bail si l'inexécution cause un préjudice sérieux au locateur ou aux autres occupants de l'immeuble ou si le locataire est en retard de plus de 3 semaines dans le paiement du loyer.

Le fait pour un locataire de retarder fréquemment le paiement du loyer ou de le déposer fréquemment sans motif valable peut constituer un préjudice sérieux. (article 1656.4)

Paiement du loyer avant jugement

66. Lorsque le locateur demande la résiliation du bail pour retard dans le paiement du loyer, le locataire peut éviter la résiliation en payant, avant jugement, le loyer dû et les intérêts fixés suivant l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31). (article 1656.5)

Pouvoirs de la Régie

67. Lorsque le locateur demande la résiliation du bail pour un motif autre que le retard dans le paiement du loyer, la Régie peut résilier immédiatement le bail ou ordonner au locataire d'exécuter son obligation dans le délai qu'elle détermine.

Si le locataire ne se conforme pas à l'ordonnance, la Régie doit, à la demande du locateur, résilier le bail. (article 1656.6)

MAINTIEN DANS LES LIEUX

Droit au maintien dans les lieux

68. Le locataire a droit au maintien dans les lieux et ne peut en être évincé que dans les cas prévus par la Loi. (article 1657)

Nouveau locateur

69. Le nouveau locateur a envers le locataire les droits et les obligations résultant du bail. (article 1657.1)

Cessation de la cohabitation

70. Le conjoint d'un locataire ou, s'il habite avec lui depuis au moins 6 mois, un parent, un allié ou son concubin a envers le locateur les droits et obligations résultant du bail s'il continue d'occuper le logement et s'il en avise le locateur dans les 2 mois de la cessation de la cohabitation. (article 1657.2)

Décès du locataire

71. Une personne qui habite avec un locataire au moment du décès de ce dernier a envers le locateur les droits et obligations résultant du bail si elle continue d'occuper le logement et si elle en avise le locateur dans les 2 mois du décès.

L'héritier ou le légataire peut, si personne ne se prévaut de ce droit dans le délai prévu, résilier le bail en donnant au locateur un avis d'un mois. (article 1657.3)

Avis de l'héritier ou du légataire

72. L'héritier ou le légataire peut, si personne n'habite avec le locataire au moment du décès, résilier le bail en donnant au locateur, dans les 6 mois du décès, un avis de 3 mois. (article 1657.4)

Bail d'une chambre

73. Le bail d'une chambre prend fin à la même date que celui du logement dans lequel elle est située, mais le locataire de la chambre n'est pas tenu de la quitter avant d'avoir reçu du locateur de la chambre ou, à son défaut, du locateur du logement un avis de 10 jours à cette fin.

Le locataire de la chambre conserve ses recours en dommages-intérêts contre son locateur. (article 1657.5)

PROLONGATION DE BAIL ET AUGMENTATION ET FIXATION DE LOYER

Prolongation du bail de plein droit

74. Un bail à durée fixe est, à son terme, prolongé de plein droit aux mêmes conditions et pour la même durée ou, si ce bail excède 12 mois, pour une durée de 12 mois.

Les parties peuvent cependant convenir d'une période de prolongation différente. (article 1658)

Avis d'augmentation de loyer, de modification de la durée ou autre condition du bail

75. Le locateur peut, pour la prolongation du bail, augmenter le loyer ou modifier la durée ou une autre condition du bail s'il donne un avis à cette fin au locataire.

L'avis d'augmentation de loyer doit indiquer le loyer actuel et le nouveau loyer exprimé en dollars, la date à laquelle l'augmentation prend effet et, le cas échéant, la durée proposée pour la prolongation du bail. (article 1658.1)

Délai de l'avis

76. Un avis prévu par les articles 1658.1 à 1658.4 (clauses 75, 79, 80 et 81) est donné 3 mois avant l'arrivée du terme si le bail est de 12 mois ou plus, et 1 mois avant l'arrivée du terme si le bail est de moins de 12 mois.

Dans le cas d'un bail à durée indéterminée, l'avis est d'un mois.

Toutefois, le locataire d'une chambre peut mettre fin au bail à durée fixe de moins de 12 mois ou au bail à durée indéterminée s'il donne un avis de 10 jours.

Un avis dans le présent article ne peut être donné dans un délai qui excède le double du délai prévu. (article 1658.8)

Réponse du locataire à l'avis

77. Le locataire doit, dans le mois de la réception de l'avis prévu par l'article 1658.1 (clause 75), aviser le locateur qu'il quitte le logement ou refuse l'augmentation ou la modification demandée, sinon il est réputé avoir accepté le nouveau loyer ou les nouvelles conditions.

Toutefois, dans le cas d'un bail prévu par l'article 1658.21 (clause 90), le locataire qui refuse l'augmentation de loyer ou la modification demandée doit quitter le logement à la fin de son bail. (article 1658.5)

Recours du locateur

78. Si le locataire avise le locateur qu'il refuse l'augmentation ou la modification demandée, le locateur peut, dans le mois de la réception de l'avis, s'adresser à la Régie pour faire fixer le loyer ou, suivant le cas, faire statuer sur la durée ou la modification du bail, sinon le bail est prolongé de plein droit. (article 1658.6)

Avis de non-prolongation du bail par le locataire

79. Le locataire qui n'a pas reçu un avis visé dans l'article 1658.1 (clause 75) peut éviter la prolongation du bail à durée fixe ou mettre fin au bail à durée indéterminée s'il donne un avis à cette fin au locateur. (article 1658.4)

Non-prolongation en cas de sous-location pendant plus de 12 mois

80. Le locateur peut éviter la prolongation du bail si le locataire a sous-loué le logement pendant plus de 12 mois consécutifs et s'il en avise le locataire et le sous-locataire. (article 1658.2)

Non-prolongation en cas de décès du locataire

81. Le locateur peut éviter la prolongation du bail lorsque le locataire est décédé et que l'héritier ou le légataire n'habitait pas avec lui, s'il en avise l'héritier ou le légataire. (article 1658.3)

Recours du locataire

82. Le locataire peut, dans le mois de la réception de l'avis prévu par les articles 1658.2 ou 1658.3 (clause 80 ou 81), s'adresser à la Régie pour contester le bien-fondé de l'avis, sinon il est réputé avoir accepté de quitter les lieux. (article 1658.7)

Demande de fixation par le locateur

83. Si une décision qui rejette une demande de reprise de possession, de subdivision ou de changement d'affectation d'un logement ou de résiliation de bail ou qui accorde la demande prévue par l'article 1658.7 (clause 82) est rendue après l'expiration du délai prévu pour éviter la prolongation du bail ou pour donner un avis d'augmentation de loyer ou de modification d'une autre condition du bail, le bail est prolongé de plein droit. Le locateur peut alors, dans le mois de la décision définitive, s'adresser à la Régie pour faire fixer le loyer. (article 1658.9)

Fixation du loyer

84. La Régie saisie d'une demande de fixation ou de révision de loyer détermine le loyer exigible conformément aux règlements. (article 1658.15)

Modification d'une condition du bail

85. La Régie saisie d'une demande de modification d'une condition du bail peut autoriser ou non cette modification.

Si elle l'autorise, elle fixe le loyer exigible pour le logement compte tenu, le cas échéant, de la valeur relative de la modification par rapport au loyer du logement. (article 1658.16)

Demande de réajustement de loyer

86. La Régie saisie d'une demande de réajustement du loyer en vertu de l'article 1658.13 (clause 14) détermine le loyer exigible conformément aux règlements, compte tenu de la variation des coûts d'opération pour lesquels le réajustement du loyer est demandé. (article 1658.17)

Période pour laquelle le loyer fixé est en vigueur

87. Le loyer fixé par la Régie est en vigueur pour la période de prolongation prévue par l'article 1658 (clause 74) ou pour celle que la Régie détermine, mais qui ne peut excéder 12 mois. Toutefois, dans le cas d'un nouveau locataire, ce loyer est fixé pour la durée du bail. (article 1658.18)

Demande de révision par le locateur

88. Si le bail est d'une durée de plus de 12 mois et que le loyer a été révisé à la demande d'un nouveau locataire, le locateur peut, malgré l'article 1658.18 (clause 87), demander une révision annuelle. Cette demande de révision doit être faite, 3 mois avant l'expiration de chaque période de 12 mois depuis la date où la dernière fixation a pris effet. (article 1658.19)

Paiement des arriérés

89. La Régie qui accorde une augmentation de loyer peut en échelonner les arriérés sur une période qui n'excède pas le terme de la prolongation du bail. (article 1658.20)

Exceptions

90. Les articles 1658.6, 1658.7 et 1658.9 à 1658.20 (clauses 14, 57, 62 à 64, 78, 82, 83, 84 à 89) ne s'appliquent pas :

1° au bail d'un logement construit en vertu de la Loi autorisant les membres du conseil de la cité de Montréal à exécuter un projet d'élimination de taudis et de construction d'habitations salubres (S.Q., 1956-57, c. 23) et de la Loi facilitant davantage l'exécution d'un projet d'élimination de taudis et de construction de logements salubres dans la cité de Montréal (S.Q., 1956-57, c. 53) ;

2° au bail d'un logement loué par une coopérative d'habitation à l'un de ses membres ; ou

3° au bail d'un logement situé dans un immeuble dont les travaux de construction ont débuté après le 31 décembre 1973, pour les 5 années qui suivent la date à laquelle l'immeuble est prêt pour l'usage auquel il est destiné.

Le locateur doit, selon les modalités prévues par règlement, aviser le locataire que les articles 1658.6, 1658.7 et 1658.9 à 1658.20 (clauses 14, 57, 62 à 64, 78, 82, 83, 84 à 89) ne s'appliquent pas au bail d'un logement. (article 1658.21)

Logement à loyer modique

91. Le deuxième alinéa de l'article 1658.1 et les articles 1658.5 à 1658.7 et 1658.9 à 1658.20 (clauses 14, 57, 62 à 64, 75, 77, 78, 82, 83, 84 à 89) ne s'appliquent pas au bail d'un logement à loyer modique au sens de l'article 1662 (clause 113). (article 1658.22)

REPRISE DE POSSESSION

Personne pouvant bénéficier de la reprise de possession

92. Le locateur d'un logement peut en reprendre possession pour s'y loger ou pour y loger ses ascendants ou descendants, son gendre, sa bru, son beau-père, sa belle-mère, son beau-fils, sa belle-fille ou tout autre parent dont il est le principal soutien. (article 1659)

Avis de reprise de possession

93. Le locateur qui désire reprendre possession d'un logement doit donner au locataire un avis de 6 mois avant l'expiration du bail s'il est à durée fixe de plus de 6 mois et de 6 mois avant la date à laquelle il entend reprendre possession si le bail est à durée indéterminée. L'avis est d'un mois si le bail est à durée fixe de 6 mois ou moins. L'avis doit indiquer le nom de la personne pour qui la reprise de possession est demandée et, s'il y a lieu, le degré de parenté avec le locateur et la date pour laquelle la reprise de possession est demandée.

Toutefois, la reprise de possession peut, à la demande du locataire et sur autorisation de la Régie, prendre effet à une date postérieure. (article 1659.1)

Réponse du locataire

94. Le locataire peut, dans le mois de la réception de l'avis, aviser le locateur de son intention de s'y conformer ou non ; à défaut, il est réputé avoir refusé de quitter le logement. (article 1659.2)

Recours du locateur

95. Si le locataire refuse de quitter le logement, le locateur peut, sur autorisation de la Régie, en reprendre possession, pourvu qu'il en fasse la demande dans le mois du refus et qu'il démontre qu'il est de bonne foi, qu'il entend réellement reprendre possession du logement pour la fin mentionnée dans l'avis et qu'il ne s'agit pas d'un prétexte pour atteindre d'autres fins. (article 1659.3)

Autre logement disponible

96. Si depuis l'avis de reprise de possession, un autre logement du locateur, de même type que celui occupé par le locataire et situé dans les environs et d'un loyer équivalent, devient vacant ou offert en location avant ou à la date prévue pour la reprise de possession, le locateur doit, sauf du consentement du locataire, l'occuper plutôt que d'exercer son droit à la reprise de possession. (article 1659.4)

Prolongation du bail de plein droit

97. Si le locateur ne reprend pas possession du logement à la date prévue et si à cette date le locataire continue de l'occuper avec le consentement du locateur, le bail est prolongé de plein droit et le locateur peut, dans le mois de la date pour laquelle la reprise de possession était demandée, s'adresser à la Régie pour faire fixer le loyer. (article 1659.5)

Location ou utilisation d'un logement ayant fait l'objet d'une reprise de possession

98. Un logement qui a fait l'objet d'une reprise de possession ne peut, sans l'autorisation de la Régie, être loué ou utilisé pour une fin autre que celle pour laquelle la reprise de possession a été obtenue.

Si la Régie autorise la location du logement, elle en fixe le loyer. (article 1659.6)

Pouvoirs de la Régie

99. Lorsque la Régie autorise la reprise de possession, elle peut imposer les conditions qu'elle estime justes et raisonnables. Elle peut notamment imposer au locateur de payer au locataire une indemnité égale à ses frais de déménagement. (article 1659.7)

Dommmages-intérêts en cas de mauvaise foi

100. Le locataire peut recouvrer les dommages-intérêts résultant d'une reprise de possession obtenue de mauvaise foi, qu'il ait consenti ou non à cette reprise de possession. (article 1659.8)

SUBDIVISION OU CHANGEMENT D'AFFECTATION D'UN LOGEMENT

Éviction

101. Le locateur d'un logement peut évincer le locataire pour subdiviser le logement ou en changer l'affectation. (article 1660)

Avis d'éviction

102. Le locateur qui désire évincer le locataire doit lui donner un avis de 6 mois avant l'expiration du bail s'il est à durée fixe de plus de 6 mois et de 6 mois avant la date à laquelle il entend évincer le locataire si le bail est à durée indéterminée. L'avis est d'un mois si le bail est à durée fixe de 6 mois ou moins. L'avis doit indiquer le motif pour lequel l'éviction est demandée et la date de cette éviction.

Toutefois, l'éviction peut, à la demande du locataire et sur autorisation de la Régie, prendre effet à une date postérieure. (article 1660.1)

Recours du locataire

103. Le locataire peut, dans le mois de la réception de l'avis, s'adresser à la Régie pour s'opposer à la subdivision ou au changement d'affectation ; à défaut, il est réputé avoir consenti à quitter les lieux. (article 1660.2)

Preuve du locateur

104. Le locateur doit démontrer à la Régie qu'il entend réellement subdiviser le logement ou en changer l'affectation et que la loi et les règlements, municipaux ou autres, le permettent. (article 1660.3)

Indemnité

105. Le locateur doit payer au locataire évincé une indemnité de 3 mois de loyer et ses frais de déménagement. Si les dommages que le locataire subit s'élèvent à une somme supérieure, il peut s'adresser à la Régie pour en faire fixer le montant.

L'indemnité est payable à l'expiration du bail et les frais de déménagement sur présentation des pièces justificatives. (article 1660.4)

Application des clauses 97 et 98

106. Les articles 1659.5 et 1659.6 (clauses 97 et 98) s'appliquent, en faisant les adaptations requises, à la présente section. (article 1660.5)

RÉSILIATION DE BAIL

Résiliation du bail suite à l'attribution de certains logements

107. Un locataire peut résilier le bail en cours s'il lui est attribué un logement à loyer modique au sens de l'article 1662 (clause 113) ou un logement visé dans le paragraphe 1 du premier alinéa de l'article 1658.21 (clause 90), s'il est relogé suite à une ordonnance émise en vertu de l'article 1662.5 (clause 118), ou s'il est admis dans un centre d'accueil visé dans la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ou dans un foyer d'hébergement pour personnes âgées administré par une corporation sans but lucratif.

La résiliation prend effet dès que le logement est loué à un nouveau locataire ou, à défaut, 3 mois après l'envoi d'un avis au locateur si le bail est à durée fixe de 12 mois ou plus et 1 mois après l'envoi de cet avis si le bail est à durée fixe de moins de 12 mois ; cet avis doit être accompagné d'une attestation de l'autorité concernée. (article 1661)

Danger pour le public ou les occupants

108. Le locateur ou le locataire peut demander la résiliation du bail si le logement devient dangereux pour le public ou pour les occupants. (article 1661.1)

Dégueerpissement

109. Sous réserve des articles 1652.9 et 1652.10 (clauses 33, 34 et 35), si le locataire dégueerпит en emportant ses effets mobiliers, le bail est résilié de plein droit.

Toutefois, le locateur conserve ses recours en dommages-intérêts contre ce locataire. (article 1661.2)

Expropriation

110. L'expropriation ne met pas fin au bail.

Toutefois, l'expropriant peut résilier le bail en donnant au locataire un avis de 6 mois.

L'avis peut être donné à compter du moment où l'expropriant peut prendre possession de l'immeuble conformément à la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., c. E-24). (article 1661.3)

Bail accessoire à un contrat de travail

111. L'employeur peut résilier le bail accessoire à un contrat de travail en donnant à l'employé qui cesse d'être à son emploi un avis d'un mois, sauf stipulation contraire dans un contrat de travail.

L'employé peut résilier le bail accessoire à un contrat de travail auquel l'employeur a mis fin, en donnant un avis d'un mois, sauf stipulation contraire dans le contrat de travail. (article 1661.4)

Perte du statut d'étudiant

112. Une institution d'enseignement qui loue un logement à un étudiant peut demander la résiliation du bail si ce dernier cesse d'être étudiant de cette institution. (article 1661.5)

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU BAIL D'UN LOGEMENT À LOYER MODIQUE

Définition

113. Pour l'application de la présente sous-section, l'expression « logement à loyer modique » désigne un logement situé dans un immeuble d'habitation à loyer modique appartenant à ou administré par la Société d'habitation du Québec ou une corporation constituée suivant l'article 57 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8), à l'égard duquel la Société d'habitation du Québec accorde une subvention pour aider à en défrayer le coût d'exploitation en vertu du paragraphe c de l'article 60 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec. (article 1662)

Registre des demandes

Liste d'admissibilité

114. Le locateur d'un logement à loyer modique doit tenir à jour un registre des demandes de location et une liste d'admissibilité à la location d'un logement, conformément aux règlements de la Société d'habitation du Québec. (article 1662.1)

Logement vacant

115. Lorsqu'un logement est vacant, le locateur doit l'offrir à une personne inscrite sur la liste d'admissibilité, conformément aux critères d'attribution d'un logement déterminés par règlement de la Société d'habitation du Québec. (article 1662.2)

Refus du locateur

116. Si le locateur refuse d'inscrire une demande au registre ou d'inscrire celui qui y a droit sur la liste d'admissibilité, ce dernier peut, dans le mois du refus, s'adresser à la Régie pour faire réviser la décision du locateur.

Le locateur doit établir que les critères de recevabilité ou d'admissibilité ont été respectés. La Régie peut, le cas échéant, ordonner l'inscription de la demande au registre ou l'inscription de la personne sur la liste d'admissibilité. (article 1662.3)

Attribution non conforme d'un logement

117. Si le locateur attribue un logement à une personne autre que celle qui y a droit en vertu des règlements, celle qui y a droit peut, dans le mois de l'attribution du logement, s'adresser à la Régie pour faire réviser la décision du locateur.

Le locateur doit établir que les critères d'attribution d'un logement ont été respectés. (article 1662.4)

Pouvoir d'ordonnance de la Régie

118. Si le locateur n'établit pas que les critères d'attribution ont été respectés, la Régie ordonne de loger la personne dans un logement de la catégorie à laquelle elle a droit ou, si aucun n'est vacant, de lui attribuer le prochain logement vacant de cette catégorie.

Elle peut aussi, s'il y a urgence, ordonner de la loger dans un logement, à loyer modique ou non, qui correspond à ses besoins. Si le loyer de ce logement est supérieur à celui que cette personne aurait payé pour le logement auquel elle a droit, le locateur est tenu d'en payer l'excédent. (article 1662.5)

Réinscription sur la liste d'admissibilité

119. Le locataire qui a besoin d'un logement autre que celui qu'il occupe peut s'adresser au locateur afin d'être réinscrit sur la liste d'admissibilité.

Si le locateur refuse de réinscrire le locataire ou lui attribue un logement d'une catégorie autre que celle à laquelle il a droit, ce dernier peut, dans le mois de la réception de l'avis de refus du locateur ou de l'attribution du logement, s'adresser à la Régie pour contester la décision du locateur. (article 1662.6)

Relogement du locataire

120. Si le logement ne répond plus aux besoins du locataire, le locateur peut, à la fin du bail, le reloger dans un logement de la catégorie à laquelle il a droit, s'il en donne un avis de 3 mois au locataire.

Le locataire peut faire réviser cette décision par la Régie dans le mois de la réception de l'avis. (article 1662.7)

Révision du loyer

121. Si le loyer n'est pas déterminé conformément aux règlements de la Société d'habitation du Québec, le locataire peut, dans les 2 mois qui suivent la détermination du loyer, s'adresser à la Régie pour le faire réviser. (article 1662.8)

Modification de la durée ou d'une autre condition du bail

122. Le locataire qui reçoit un avis de modification de la durée ou d'une autre condition du bail conformément à l'article 1658.1 (clause 75), peut, dans le mois de la réception de l'avis, s'adresser à la Régie pour faire statuer sur la durée ou la modification demandée, sinon il est réputé avoir accepté les nouvelles conditions. (article 1662.9)

Réduction de loyer

123. Le locateur doit, en cours de bail, à la demande d'un locataire qui a subi une diminution de revenu ou un changement dans la composition de son ménage, réduire le loyer conformément aux règlements de la Société d'habitation du Québec ; à défaut, le locataire peut s'adresser à la Régie pour faire réduire le loyer.

Si le revenu du locataire devient égal ou supérieur à ce qu'il était, le loyer antérieur est rétabli ; le locataire peut, dans le mois du rétablissement de loyer, s'adresser à la Régie pour contester ce rétablissement. (article 1662.10)

Sous-location et cession

124. Un locataire ne peut sous-louer le logement ou céder son bail. (article 1662.11)

Résiliation du bail

125. Un locataire peut quitter le logement en tout temps en donnant un avis d'un mois. (article 1662.12)

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU BAIL D'UN TERRAIN DESTINÉ À L'INSTALLATION D'UNE MAISON MOBILE

Obligation du locateur

126. Le locateur d'un terrain destiné à l'installation d'une maison mobile doit le livrer et l'entretenir en conformité avec les normes d'aménagements prévues par la loi ou par un règlement, municipal ou autre.

Cette obligation fait partie du bail. (article 1663)

Prohibitions particulières

127. Le locateur ne peut restreindre le droit du locataire qui occupe un terrain de remplacer sa maison par une autre maison mobile de son choix. (article 1663.1)

128. Le locateur ne peut exiger d'agir comme mandataire ou de choisir la personne qui agira comme mandataire du locataire pour l'aliénation ou la location de la maison mobile. (article 1663.2)

129. Le locateur ne peut exiger du locataire quelque montant d'argent en raison d'aliénation de sa maison mobile, à moins qu'il n'agisse comme mandataire du locataire pour la vente, la location ou l'échange de cette maison en vertu d'un contrat écrit. (article 1663.3)

130. Le locateur ne peut exiger de procéder lui-même au déplacement de la maison mobile du locataire. (article 1663.4)

Inopposabilité

131. Est inopposable au locataire une clause limitant, au profit du locateur, le droit du locataire d'un terrain servant à l'installation d'une maison mobile de l'aliéner ou de la louer. (article 1664.8)

Nouvel acquéreur

132. L'acquéreur d'une maison mobile située sur un terrain loué a, envers le locateur, les droits et les obligations résultant du bail du terrain, à moins qu'il ne l'avise de son intention de quitter les lieux dans le mois de l'acquisition. (article 1663.5)

CLAUSES INOPÉRANTES ET INOPPOSABLES

Bon état d'habitabilité

133. Est inopérante une stipulation par laquelle le locataire reconnaît que le logement est en bon état d'habitabilité. (article 1664.1)

Déchéance de terme

134. Est inopérante une clause de déchéance de terme concernant le paiement du loyer. (article 1664.2)

Variation de loyer en cours de bail

135. Sous réserve de l'article 1662.10 (clause 123), est inopérante, dans un bail à durée fixe de 12 mois ou moins, une clause visant à faire varier le loyer en cours de bail. (article 1664.3)

Exonération de responsabilité et responsabilité sans faute

136. Est inopérante une clause limitant la responsabilité du locateur, l'en exonérant ou rendant le locataire responsable d'un dommage causé sans sa faute. (article 1664.4)

Augmentation de la famille

137. Est inopérante une clause visant à modifier les droits du locataire en raison de l'augmentation du nombre de membres de sa famille, à moins que l'espace du logement n'en justifie l'application. (article 1664.5)

Achat de meubles à tempérament

138. Est inopérante une clause interdisant au locataire d'acheter des meubles à tempérament. (article 1664.6)

Avis non conforme

139. Est inopposable au destinataire un avis prévu par le présent chapitre s'il n'est pas conforme aux règlements. (article 1664.7)

Achat de biens ou obtention de services

140. Est annulable une clause limitant le droit du locataire d'acheter des biens ou d'obtenir des services des personnes de son choix. (article 1664.9)

Clause pénale

141. Est annulable ou réductible une clause pénale dont le montant prévu excède les dommages réellement subis par le locateur. (article 1664.10)

Clause déraisonnable

142. Est annulable ou réductible une clause qui, en tenant compte des circonstances, est déraisonnable. (article 1664.11)

PROHIBITIONS

Discrimination envers les enfants

143. Nul ne peut refuser de consentir un bail à une personne ou refuser de la maintenir dans ses droits pour le seul motif qu'elle est enceinte ou qu'elle a un ou plusieurs enfants, à moins que son refus ne soit justifié par l'espace limité du logement. (article 1665)

Remise de chèques postdatés

144. Le locateur ne peut exiger pour le paiement du loyer la remise d'un chèque ou autre effet postdaté. (article 1665.1)

Paiement du loyer

145. Le locateur ne peut exiger d'avance le paiement de plus d'un terme de loyer ou, si ce terme excède 1 mois, le paiement de plus d'un mois de loyer.

Il ne peut exiger un montant d'argent autre que le loyer, sous forme de dépôt ou autrement. (article 1665.2)

Logement impropre à l'habitation

146. Le locateur ne peut louer ou offrir en location un logement déclaré impropre à l'habitation par l'autorité compétente. (article 1665.3)

Personnes handicapées

147. Sur demande écrite du locataire, le locateur ne peut refuser d'identifier, conformément à la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., c. E-20.1), un logement occupé par une personne handicapée sérieusement restreinte dans ses déplacements. (article 1665.4)

Substances dangereuses

148. Le locataire ne peut, sans le consentement du locateur, employer ou conserver dans un logement une substance qui constitue un risque d'incendie et qui aurait pour effet d'augmenter les primes d'assurance du locateur. (article 1665.5)

Refus d'accès

149. Le locateur ne peut interdire l'accès à l'immeuble ou au logement à un candidat à une élection provinciale, fédérale, municipale ou scolaire, à un délégué officiel nommé par un comité national ou à leur représentant dûment autorisé, pour des fins de propagande électorale ou de consultation populaire en vertu d'une loi de la Législature. (article 1665.6)

N.B. À l'annexe 1, « Conditions particulières du bail », les indications en caractères demi-gras, doivent se lire comme si elles étaient des indications en marge.



c. R-8.1, r.3

Règlement sur la procédure devant la Régie du logement

Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives (L.Q., 1979, c. 48, a. 85 ; après refonte : Loi sur la Régie du logement, L.R.Q., c. R-8.1)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

§1. Définitions

1. Dans le présent règlement, les mots et expressions suivants signifient :

« logement » : un logement visé dans l'article 1 de la Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives (L.Q., 1979, c. 48 ; après refonte : Loi sur la Régie du logement, L.R.Q., c. R-8.1) ;

« terrain » : un terrain visé dans l'article 2 de la Loi.

§2. Avis

2. Tout avis expédié par la poste est présumé expédié et reçu le jour de l'oblitération postale.

SECTION II PROCÉDURE DEVANT LA RÉGIE

§1. Requêtes

3. Toute requête, autre que celle prévue par le deuxième alinéa de l'article 8, doit être faite par écrit et accompagnée d'un avis de la date de sa présentation préalablement déterminée par la Régie du logement et être signifiée à l'autre partie au moins 24 heures avant cette date, sauf au cas d'urgence où le régisseur peut, au moment de l'audition de la requête, abréger ce délai.

§2. Introduction de la demande

4. La Régie possède des greffes aux endroits suivants :

Alma, Baie-Saint-Paul, Chicoutimi, Drummondville, Gaspé, Granby, Hauterive, Hull, Joliette, Jonquière, La-Val, Lévis, Longueuil, Montréal centre est, Montréal centre nord, Montréal centre, Montréal centre sud-ouest,

Montréal centre ouest, Noranda, Québec, Rimouski, Rivière-du-Loup, Roberval, Sainte-Anne-des-Monts, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Saint-Jérôme, Sept-Îles, Shawinigan, Sherbrooke, Sorel, Thetford-Mines, Trois-Rivières, Val-d'Or, Valleyfield, Victoriaville.

Le greffe dessert le territoire établi à l'annexe 1.

5. La demande est produite au greffe ou à tout bureau de la Régie.

6. Lorsque la demande vise un logement ou un terrain situé dans un territoire autre que celui desservi par le greffe ou le bureau où elle a été produite, elle est transmise au greffe desservant le territoire où est situé le logement ou le terrain.

7. Si une demande est produite par le mandataire visé dans l'article 74 de la Loi, celui-ci doit fournir en même temps le mandat écrit qu'il détient.

8. La signification d'une demande se fait par poste recommandée ou certifiée ou par huissier. Preuve devra être faite de cette signification au régisseur.

Lorsque les circonstances l'exigent, le régisseur peut, sur requête, autoriser un autre mode de signification.

Le régisseur peut également d'office imposer une nouvelle signification, par tout mode approprié, lorsqu'il le juge nécessaire.

9. Sous réserve de l'article 43, lorsque les parties concluent une entente, la Régie ferme le dossier sur production d'une copie de cette entente.

§3. Formule de renseignements nécessaires à la fixation du loyer

10. Après avoir reçu une demande de fixation ou de révision de loyer ou une demande de modification d'une condition du bail, la Régie fait parvenir au locateur 2 exemplaires de la formule de renseignements nécessaires à la fixation du loyer apparaissant :

1° à l'annexe 2, s'il s'agit de fixer le loyer d'un logement dont le bail se termine au plus tard le 31 mars 1981 ;

2° à l'annexe 5, s'il s'agit de fixer le loyer d'un logement dont le bail se termine au plus tôt le 1^{er} avril 1981 et au plus tard le 31 mars 1982 ;

3° à l'annexe 3, s'il s'agit de fixer le loyer d'une chambre ;

4° à l'annexe 4, s'il s'agit de fixer le loyer d'un terrain destiné à l'installation d'une maison mobile.

S'il s'agit d'une demande de réajustement de loyer faite en vertu de l'article 573 de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (L.Q., 1979, c. 72 ; après refonte : Loi sur la fiscalité municipale, L.R.Q., c. F-2.1), la Régie fait parvenir au locateur 2 exemplaires de la formule de renseignements nécessaires au calcul du réajustement de loyer suite à l'abolition des surtaxes, apparaissant à l'annexe 6.

Le présent article ne s'applique pas à une demande faite en vertu de l'article 1662.8 du Code civil.

11. Le locateur doit retourner au greffe de la Régie un exemplaire de la formule dûment complétée dans les 20 jours de la mise à la poste de cette formule.

Il doit produire ses pièces justificatives et ses factures lors de l'audition à moins qu'il ne les ait déjà produites au greffe de la Régie.

12. La négligence ou le retard du locateur à retourner un exemplaire de la formule au greffe de la Régie n'empêche pas la demande d'être mise au rôle et la tenue d'une audition.

13. Le locateur qui ne produit pas la formule dans le délai prévu à l'article 11 n'est plus admis à le faire après ce délai à moins qu'il ne l'ait pas produite pour cause jugée suffisante.

§4. Dossiers

14. Une personne peut consulter un dossier au greffe de la Régie les jours non fériés pendant les heures de bureau, sauf si ce dossier fait l'objet d'un délibéré.

15. Sauf autorisation du régisseur, aucune pièce ne peut être retirée du dossier tant que la décision n'est pas rendue ou que le désistement ou l'entente n'est pas produite.

16. Seule la partie qui a produit une pièce peut la retirer en signant un récépissé remis au dossier.

§5. Représentation

17. Lorsqu'une partie est représentée par avocat, ce dernier doit produire une formule de comparution mentionnant son nom, le nom de son bureau d'avocat le cas échéant, son adresse, son numéro de téléphone, la date de la comparution et le nom de la partie qu'il représente.

18. Lorsqu'un avocat a produit une formule de comparution, toute communication écrite émanant de la Régie après la comparution, autre que la formule prévue par l'article 10, lui est transmise.

19. L'avocat qui cesse de représenter une partie doit produire une déclaration à cet effet indiquant la date de la fin de son mandat.

20. La partie qui désire révoquer le mandat de la personne qui la représente doit produire au dossier un écrit indiquant qu'elle ne désire plus être représentée par cette personne.

§6. Rôle d'audience et avis d'audition

21. La Régie expédie aux parties, par poste recommandée ou certifiée, un avis indiquant le lieu, la date et l'heure de l'audition.

22. Lorsque la Régie tient une audition publique conformément à l'article 70 de la Loi, elle expédie un avis d'audition, par poste recommandée ou certifiée, à toute personne ayant fait des représentations écrites.

23. Lorsque les circonstances l'exigent, la Régie peut expédier l'avis d'audition selon tout autre mode.

§7. Procédures incidentes

Paragraphe 1 – L'amendement

24. Une partie peut, en tout temps avant l'audition, amender sa demande soit pour en modifier, rectifier ou compléter les énonciations ou conclusions, soit pour évoquer des faits survenus en cours d'instance, soit pour faire valoir un droit échu depuis la production de la demande et lié à celui exercé par la demande originaire.

25. La partie qui produit une demande amendée doit en transmettre sans délai copie à l'autre partie.

26. Le régisseur peut, lors de l'audition et en présence de la partie adverse, autoriser un amendement sur simple demande verbale notée au procès-verbal.

27. Aucun amendement ne sera admis s'il est inutile ou contraire aux intérêts de la justice ou s'il en résulte une demande entièrement nouvelle n'ayant aucun rapport avec la demande originaire.

Paragraphe 2 – Le désistement

28. Une partie peut, en tout temps avant la décision, se désister de sa demande par déclaration écrite.

La Régie avise l'autre partie de la production de ce déstement, sauf s'il est fait à l'audition.

Paragraphe 3 – La récusation

29. La partie qui entend faire valoir une cause de récusation prévue par l'article 64 de la Loi doit le déclarer par écrit. Le régisseur doit alors faire savoir s'il accepte ou non de se récuser.

Si le régisseur refuse de se récuser, il doit ajourner l'audition.

30. Si le régisseur refuse de se récuser, la partie peut, dans les 3 jours suivant le refus, produire une requête en récusation qui doit être entendue par un régisseur autre que celui dont on demande la récusation.

La requête en récusation suspend l'audition jusqu'à ce que les parties aient été avisées de la décision sur cette requête.

Si la partie ne produit pas la requête dans le délai, le régisseur reprend l'audition.

31. Si plus d'un régisseur entendent une demande, la requête en récusation contre l'un d'eux suspend l'audition, à moins que, dans les cas où il le juge à propos, le président de la Régie n'assigne d'office un autre régisseur.

32. Si la récusation est jugée valable, le régisseur récusé doit s'abstenir d'assister à l'enquête et à l'audition de la cause ; si elle est jugée non valable, le régisseur ne peut refuser de siéger.

Paragraphe 4 – La réunion d'actions

33. Une partie peut, avant l'envoi de l'avis d'audition, présenter une requête à l'effet de réunir plusieurs demandes conformément à l'article 57 de la Loi.

34. À l'audition, le régisseur peut, d'office ou sur demande verbale d'une partie, permettre la réunion de plusieurs demandes conformément à l'article 57 de la Loi.

Il peut imposer les conditions qu'il estime nécessaires à la protection des droits de la partie adverse.

§8. Audition

35. La partie qui désire obtenir la remise de l'audition à une date postérieure à celle déterminée dans l'avis doit produire au greffe de la Régie le consentement écrit de l'autre partie.

36. À l'audition, le régisseur peut, d'office ou sur demande écrite ou verbale d'une partie, remettre ou ajourner l'audition à une date ultérieure.

37. Lorsque aucune des parties ne se présente à l'audition, la demande est rayée.

38. Lorsqu'une demande est rayée, la Régie envoie aux parties un avis, par poste recommandée ou certifiée, les informant que cette cause ne sera remise au rôle que si l'une des parties le réclame à la Régie.

Si la remise au rôle n'est pas réclamée un an après l'envoi de l'avis, une des parties peut, par requête, demander à la Régie la péremption de l'instance.

39. Les audiences sont publiques ; toutefois le régisseur peut ordonner le huis clos s'il l'estime nécessaire dans l'intérêt de la justice.

40. Ceux qui assistent aux audiences doivent s'y comporter avec respect, garder le silence et s'abstenir de manifester leur approbation ou leur désapprobation, sous peine d'expulsion.

41. La partie qui requiert la présence d'un témoin fait signifier par huissier, à ses frais, au moins 3 jours avant la date de l'audition, un bref de *subpoena* émis par la Régie.

Toutefois, un régisseur peut, par inscription sur le bref, réduire ce délai de signification en cas d'urgence.

Une personne peut, de la même façon, être assignée à produire des documents.

42. Les témoins sont interrogés sous serment ou affirmation solennelle.

Le régisseur peut d'office ou à la demande d'une partie ordonner que les témoins déposent hors la présence les uns des autres.

43. Lorsque les parties parviennent à une entente à l'audition, cette entente doit être consignée par écrit, signée par les parties et le régisseur en donne acte.

Une copie de l'entente doit être produite au dossier.

44. Aucun document ne peut être produit après l'audition, sauf autorisation du régisseur consignée au procès-verbal.

À moins que le régisseur n'en décide autrement, la partie qui produit un tel document doit en transmettre copie à l'autre partie.

45. En dehors de l'audition, une partie ou son témoin ne peut s'adresser au régisseur sans la présence de l'autre partie.

46. Le régisseur qui a pris une cause en délibéré peut, d'office ou à la demande d'une partie, permettre la réouverture de l'audition pour les fins et aux conditions qu'il détermine ; la Régie en avise les parties conformément à l'article 21.

§9. Inspection et expertise

47. Lorsque le régisseur ordonne une expertise ou une inspection conformément à l'article 68 de la Loi, il doit ajourner l'audition jusqu'à la production du rapport de l'expert ou de l'inspecteur.

La Régie fait parvenir copie de ce rapport aux parties.

§10. Décision

48. Une copie de la décision du régisseur doit être transmise aux parties, par poste recommandée ou certifiée.

Une copie de la décision ainsi transmise, accompagnée d'un certificat de recommandation postale, fait preuve *prima facie* de son envoi au destinataire.

La décision est présumée expédiée et reçue le jour de l'oblitération postale.

Lorsque les circonstances l'exigent, la Régie peut transmettre la décision selon tout autre mode.

§11. Dépôt de loyer

49. Le dépôt de loyer se fait au greffe ou à tout bureau de la Régie, en argent comptant, par chèque visé, traite bancaire ou mandat-poste.

50. L'article 6 s'applique, en faisant les adaptations requises, à la présente sous-section.

51. Le loyer déposé à la Régie peut être retiré du consentement écrit des parties.

§12. Procédures particulières

52. Le régisseur qui entend une demande de rétractation d'une décision peut, s'il l'accorde, tenir aussitôt l'audition sur la demande originaire ou reporter l'audition sur cette demande à une date ultérieure.

53. Une demande de rétractation d'une décision doit être entendue par un régisseur autre que celui qui a rendu la décision dont on demande la rétractation.

Toutefois, lorsque la demande a pour seul motif le fait qu'une partie a été empêchée de se présenter lors de l'audition, le régisseur qui a rendu la décision dont on demande la rétractation peut entendre cette demande.

54. Le régisseur qui a entendu une demande de fixation ou de révision de loyer ne peut entendre la demande de révision de sa décision.

55. Le locateur qui ne produit pas devant le régisseur la formule de renseignements nécessaires à la fixation du loyer ou les pièces justificatives ou les factures au soutien des renseignements fournis n'est plus admis à le faire lors de la révision de la décision, à moins qu'il n'ait été empêché de les produire devant le régisseur pour un motif donnant ouverture à la rétractation de la décision et que les délais pour faire la demande de rétractation soient expirés.

§13. Règles spéciales relatives aux demandes visées dans la section II du chapitre III de la Loi

Paragraphe 1 – Demande de démolition d'un logement

56. Si un locataire demande à la Régie de se prononcer sur l'opportunité de démolir, le locateur doit, dans les 10 jours de la production de la demande, fournir à la Régie une liste des noms et adresses des locataires qui ont reçu un avis d'éviction ainsi que la date de la fin de leurs baux.

La cause ne peut être mise au rôle à moins que le locateur n'ait fourni cette liste.

57. La Régie envoie un avis d'audition de même qu'une copie de la décision aux locataires dont le nom apparaît sur la liste.

58. Le locataire qui a demandé à la Régie de se prononcer sur l'opportunité de démolir peut se désister avec l'autorisation du régisseur et aux conditions que celui-ci estime nécessaires pour la protection des droits des autres locataires et de l'intervenant visé dans l'article 36 de la Loi.

59. Lorsque la personne qui désire intervenir dans les cas prévus par l'article 36 de la Loi produit au dossier, avant l'envoi de l'avis d'audition aux parties, un écrit indiquant ses nom et adresse, la Régie lui fait parvenir une copie de l'avis d'audition par poste recommandée ou certifiée.

Paragraphe 2 – Demande d'autorisation d'aliéner un immeuble situé dans un ensemble immobilier visé dans l'article 45 de la Loi

60. Le demandeur visé dans l'article 48 de la Loi doit produire à la Régie avec la demande d'autorisation d'alié-

ner un immeuble situé dans un ensemble immobilier, le nom et l'adresse de chacun des locataires de l'ensemble immobilier et le cas échéant, de l'acquéreur éventuel ou du propriétaire.

61. Le demandeur doit faire parvenir une copie de la demande, en la manière prévue par l'article 8, à chacun des locataires de l'ensemble immobilier et, le cas échéant, à l'acquéreur éventuel ou au propriétaire.

62. La Régie fait parvenir un avis d'audition, par poste recommandée ou certifiée, au propriétaire, à chacun des locataires de l'ensemble immobilier et, le cas échéant, à l'acquéreur éventuel.

Paragraphe 3 – Intervention de la Régie

63. La Régie fait signifier par huissier un ordre de comparaître à une personne contre qui elle entend rendre une ordonnance visée dans l'article 55 de la Loi.

Cet ordre doit indiquer le lieu, la date et l'heure de l'audition et ordonner à la personne de comparaître devant la Régie pour y être entendue sur les faits donnant lieu à l'audition.

64. La Régie doit faire signifier par huissier à la personne visée l'ordonnance rendue en vertu de l'article 55 de la Loi.

ANNEXE I

(a. 4)

DIVISION TERRITORIALE DE LA RÉGIE DU LOGEMENT

Les 36 bureaux de la Régie du logement sont les suivants :

Alma qui dessert les municipalités d'Alma ; Delisle ; Desbiens ; Hébertville ; Hébertville-Station ; Labrecque ; Lac-à-la-Croix ; Lamarche ; Larouche ; L'Ascension-de-Notre-Seigneur ; Métabetchouan ; Montmorency 1 ; Péribonka ; Saint-Augustin ; Saint-Bruno ; Saint-Gédéon ; Saint-Henri-de-Taillon ; Saint-Ludger-de-Milot ; Sainte-Monique ; Taché.

Baie-Saint-Paul qui dessert les municipalités de Baie-Saint-Paul (paroisse) ; Baie-Saint-Paul (ville) ; Cap-à-l'Aigle ; Charlevoix-Est ; Charlevoix-Ouest ; Clermont ; La Baleine ; La Malbaie ; Les Éboulements ; Notre-Dame-des-Monts ; Pointe-au-Pic ; Rivière-du-Gouffre ; Rivière-Malbaie ; Saguenay partie sud ; Sainte-Agnès ; Saint-Aimé-des-Lacs ; Saint-Bernard-de-l'Île-aux-Coudres ; Saint-Fidèle-de-Mont-Murray ; Saint-Firmin ; Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière ; Saint-Hilarion ; Saint-Irénée ; Saint-Joseph-de-la-Rive ; Saint-Louis-de-

l'Isle-aux-Coudres ; Saint-Siméon (paroisse) ; Saint-Siméon (village) ; Saint-Urbain.

Chicoutimi qui dessert les municipalités de Bégin ; Chicoutimi ; Ferland et Boilleau ; La Baie ; Laterrière ; Notre-Dame-de-Laterrière ; Otis ; Petit-Saguenay ; Rivière-Éternité ; Saint-David-de-Falardeau ; Saint-Fulgence ; Saint-Honoré ; Saint-Jean ; Sainte-Rose-du-Nord ; Tremblay.

Drummondville qui dessert les municipalités de Drummondville ; Drummondville-Sud ; Durham-Sud ; Grand-Saint-Esprit ; Grantham-Ouest ; Kingsey ; L'Avenir ; La Visitation-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie ; Lefebvre ; Notre-Dame-du-Bon-Conseil (paroisse) ; Notre-Dame-du-Bon-Conseil (village) ; Saint-Bonaventure ; Sainte-Brigitte-des-Saults ; Sainte-Clothilde-de-Horton (paroisse) ; Sainte-Clothilde-de-Horton (village) ; Saint-Cyrille ; Saint-Edmond-de-Grantham ; Saint-Elphège ; Saint-Eugène ; Saint-Germain-de-Grantham (paroisse) ; Saint-Germain-de-Grantham (village) ; Saint-Guillaume (paroisse) ; Saint-Guillaume (village) ; Saint-Jacques-de-Horton ; Saint-Joachim-de-Courval ; Saint-Léonard ; Saint-Léonard-d'Aston ; Saint-Lucien ; Saint-Majorique-de-Grantham ; Sainte-Monique (paroisse) ; Sainte-Monique (village) ; Saint-Nicéphore ; Sainte-Perpétue ; Saint-Pie-de-Guire ; Sainte-Séraphine ; Saint-Zéphirin-de-Courval ; Ulverton ; Wendover et Simpson ; Wickham.

Gaspé qui dessert les municipalités de Bonaventure ; Cap-aux-Meules ; Caplan ; Carleton ; Chandler ; Cloridorme ; Escuminac ; Fatima ; Gaspé ; Gaspé-Est ; Gaspé-Ouest partie est ; Grande-Cascapédia ; Grande-Entrée ; Grande-Rivière ; Grande-Vallée ; Grosse-Île ; Havre-aux-Maisons ; Hope ; Hope Town ; Île-d'Entrée ; Île-du-Havre-Aubert ; L'Ascension-de-Patapédia ; L'Étang-du-Nord ; Maria ; Matapédia ; Murdochville ; New-Carlisle ; Newport ; New-Richmond ; Nouvelle ; Pabos ; Pabos-Mills ; Paspébiac ; Paspébiac-Ouest ; Percé ; Petite-Vallée ; Pointe-à-la-Croix ; Port-Daniel, partie est ; Port-Daniel, partie ouest ; Ristigouche ; Ristigouche, partie sud-est ; Saint-Alexis-de-Matapédia ; Saint-Alphonse ; Saint-Elzéar ; Saint-Fidèle-de-Ristigouche ; Saint-François-d'Assise ; Saint-François-de-Pabos ; Sainte-Germaine-de-l'Anse-aux-Gascons ; Saint-Godefroy ; Saint-Jules ; Saint-Omer ; Saint-Siméon ; Sainte-Thérèse-de-Gaspé ; Shigawake.

Granby qui dessert les municipalités d'Abercorn ; Adamsville ; Ange-Gardien ; Béthanie ; Bolton-Ouest ; Bonsecours ; Brome ; Bromont ; Cowansville ; Dunham ; East-Farnham ; Frelighsburg (paroisse) ; Frelighsburg (village) ; Granby (canton) ; Granby (ville) ; Lac-Brome ; Lawrenceville ; Maricourt ; Rougemont ; Roxton ; Roxton-Falls ; Saint-Alphonse ; Saint-Ange-Gardien ; Sainte-Anne-de-Larochelle ; Sainte-Cécile-de-Milton ; Saint-

Césaire (paroisse); Saint-Césaire (ville); Saint-Etienne-de-Bolton; Saint-Ignace-de-Stanbridge; Saint-Joachim-de-Shefford; Saint-Michel-de-Rougemont; Saint-Paul-d'Abbotsford; Sainte-Pudentienne (paroisse); Sainte-Pudentienne (village); Shefford; Stanbridge; Stukely-Sud (sans désignation); Stukely-Sud (village); Sutton (canton); Sutton (ville); Valcourt (canton); Valcourt (ville); Warden; Waterloo.

Hauterive qui dessert les municipalités de Baie-Comeau; Baie-Trinité; Bergeronnes; Bersimis; Chute-aux-Outardes; Colombier; Escoumins; Forestville; Franquelin; Godbout; Grandes-Bergeronnes; Haute-ri-ve; Les Sept-Cantons-Unis-du-Saguenay; Pointe-aux-Outardes; Pointe-Lebel; Ragueneau; Sacré-Coeur; Saguenay, partie ouest; Sainte-Anne-de-Portneuf; Saint-Paul-du-Nord; Sault-au-Mouton; Tadoussac.

Hull qui dessert les municipalités d'Alley et Cad-wood; Ange-Gardien; Aumond; Aylmer; Blue-Sea; Bois-Franc; Bouchette; Bowman; Bristol; Bryson; Buckingham; Campbell's Bay; Chapeau; Chénéville; Chichester; Clarendon; Deléage; Denholm; Dorion; Duhamel; Egan-Sud; Fasset; Fort-Coulonge; Gatineau; Gracefield; Grand-Calumet; Grand-Remous; Hull; Hull, partie ouest; Isle-aux-Allumettes-Partie-Est; Isles-des-Allumettes; Kazabazua; Lac-Sainte-Marie; Lac-Simon; La Pêche; Leslie, Clapham et Huddersfield; Litchfield; Lochaber; Lochaber, partie ouest; Low; Lytton; Maniwaki; Mansfield et Pontefract; Masson; Mayo; Messine; Montcerf; Montebello; Montpellier; Mulgrave et Derry; Namur; Northfield; Notre-Dame-de-Bon-Secours, partie nord; Notre-Dame-de-la-Paix; Notre-Dame-de-la-Salette; Papineauville; Plaisance; Pontiac; Portage-du-Fort; Rapide-des-Joachims; Ripon (canton); Ripon (village); Saint-André-Avellin (paroisse); Saint-André-Avellin (village); Sainte-Angélique; Saint-Sixte; Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau; Shawville; Sheen, Esher, Aberdeen et Malakoff; Suffolk et Addington; Thorne; Thurso; Val-des-Bois; Val-des-Monts; Viny; Waltham et Bryson; Wright.

Joliette qui dessert les municipalités de Berthierville; Champlain, partie centre; Charlemagne; Chertsey; Crabtree; Entrelacs; Joliette; Joliette, partie centre-est; Lachenaie; Lac-Paré; Lanoraie-d'Autray; L'Assomption (paroisse); L'Assomption (ville); Lavaltrie; La Visitation-de-la-Sainte-Vierge-de-l'Isle-du-Pads; Le Gardeur; L'Épiphanie (paroisse); L'Épiphanie (ville); Mascouche; Notre-Dame-de-la-Merci; Notre-Dame-de-Lourdes; Notre-Dame-des-Prairies; Rawdon (canton); Rawdon (village); Repentigny; Sacré-Coeur-de-Jésus; Saint-Alexis (paroisse); Saint-Alexis (village); Saint-Alphonse-de-Rodriguez; Saint-Ambroise-de-Kildare; Saint-Antoine-de-Lavaltrie; Saint-Barthélemi; Sainte-Béatrix; Saint-Calixte; Saint-Charles-Borromée; Saint-

Charles-de-Mandeville; Saint-Cléophas; Saint-Côme; Saint-Cuthbert; Saint-Damien; Saint-Didace; Sainte-Élisabeth; Sainte-Émélie-de-l'Énergie; Saint-Esprit; Saint-Félix-de-Valois (paroisse); Saint-Félix-de-Valois (village); Saint Gabriel; Saint-Gabriel-de-Brandon; Sainte-Geneviève-de-Berthier; Saint-Gérard-Magella; Saint-Ignace-de-Loyola; Saint-Jacques (paroisse); Saint-Jacques (village); Saint-Jean-de-Matha; Saint-Joseph-de-Lanoraie; Saint-Julienne; Saint-Liguori; Sainte-Marcelline-de-Kildare; Sainte-Marie-Salomée; Sainte-Mélanie; Saint-Michel-des-Saints; Saint-Norbert; Saint-Paul; Saint-Pierre; Saint-Roch-de-l'Achigan; Saint-Roch-Ouest; Saint-Sulpice; Saint-Thomas; Saint-Viateur; Saint-Zénon.

Jonquière qui dessert les municipalités de Bourget; Jonquière; Kénogami; Saint-Ambroise; Shipshaw.

Laval qui dessert la municipalité de Laval.

Lévis qui dessert les municipalités d'Armagh; Aubert-Gallion; Beauceville; Bernières; Berthier-sur-Mer; Cap-Saint-Ignace; Charny; Deschailons; Deschailons-sur-Saint-Laurent; Fortierville; Honfleur; Lac-Échemin; Lac-Frontière; Lac-Poulin; La Durantaye; Laurier-Station; Lauzon; Leclercville; L'Enfant-Jésus; Lévis; Linière; L'Islet; L'Islet-sur-Mer; Lotbinière; Montmagny; Montminy; Notre-Dame-Auxiliaire-de-Buckland; Notre-Dame-de-Bon-Secours-de-l'Islet; Notre-Dame-des-Pins; Notre-Dame-du-Rosaire; Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun; Saint-Adalbert; Saint-Agapit; Saint-Alfred; Saints-Anges; Saint-Anselme (paroisse); Saint-Anselme (village); Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues; Saint-Antoine-de-Tilly; Saint-Apollinaire; Sainte-Apolline-de-Patton; Saint-Aubert; Sainte-Aurélié; Saint-Benjamin; Saint-Benoît-Labre; Saint-Bernard (paroisse); Saint-Bernard (village); Saint-Cajetan-d'Armagh; Saint-Camille-de-Lellis; Saint-Charles; Saint-Charles-Boromé; Sainte-Claire; Saint-Côme-de-Kennebec; Sainte-Croix (paroisse); Sainte-Croix (village); Saint-Cyprien; Saint-Cyrille-de-Lessard; Saint-Damase-de-l'Islet; Saint-Damien-de-Buckland; Saint-David-de-l'Auberivière; Saint-Édouard-de-Frampton; Saint-Édouard-de-Lotbinière; Saint-Elzéar; Saint-Elzéar-de-Beauce; Sainte-Emmélie; Saint-Étienne; Saint-Étienne-de-Baumont; Saint-Eugène; Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud; Saint-Fabien-de-Panet; Sainte-Félicité; Saint-Flavien (paroisse); Saint-Flavien (village); Saint-François-de-Beauce; Saint-François-de-Sales-de-la-Rivière-du-Sud; Saint-François-Ouest; Saint-Georges; Saint-Georges-Est; Saint-Georges-Ouest; Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin; Saints-Gervais-et-Protas; Saint-Gilles; Sainte-Hélène-de-Breakeville; Sainte-Hénédine; Saint-Henri; Saint-Isidore (paroisse); Saint-Isidore (village); Saint-Jacques-de-Parisville; Saint-Janvier-de-Joly; Saint-Jean-Chrysostome; Saint-Jean-de-

la-Lande ; Saint-Jean-Port-Joli ; Saint-Joseph-de-Beauce (paroisse) ; Saint-Joseph-de-Beauce (ville) ; Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy ; Saint-Joseph-des-Érables ; Saint-Juste-de-Bretenières ; Sainte-Justine ; Saint-Lambert-de-Lauzon ; Saint-Lazare ; Saint-Léon-de-Standon ; Saint-Louis-de-Gonzague ; Saint-Louis-de-Pintendre ; Saint-Luc ; Sainte-Lucie-de-Beauregard ; Saint-Magloire-de-Bellechasse ; Saint-Malachie ; Saint-Marcel ; Sainte-Marguerite ; Sainte-Marie ; Saint-Michel, Saint-Narcisse-de-Beaurivage ; Saint-Nazaire-de-Dorchester ; Saint-Nérée ; Saint-Nicolas ; Saint-Octave-de-Dosquet ; Saint-Odilon-de-Cranbourne ; Saint-Omer ; Saint-Pamphile ; Saint-Patrice-de-Beaurivage (paroisse) ; Saint-Patrice-de-Beaurivage (village) ; Sainte-Perpétue ; Saint-Philémon, Saint-Philibert ; Sainte-Philomène-de-Fortierville ; Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud ; Saint-Prosper ; Saint-Raphaël (paroisse) ; Saint-Raphaël (village) ; Saint-Rédempteur ; Saint-Romuald-d'Etchemin ; Sainte-Rose-de-Watford ; Sainte-Sabine ; Saint-Simon-les-Mines ; Saint-Sylvestre (paroisse) ; Saint-Sylvestre (village) ; Saint-Vallier (paroisse) ; Saint-Vallier (village) ; Saint-Victor ; Saint-Zacharie (sans désignation) ; Saint-Zacharie (village) ; Scott ; Taschereau-Fortier ; Tourville ; Val-Alain ; Vallée-Jonction.

Longueuil qui dessert les municipalités de Boucherville ; Brossard ; Candiac ; Delson ; Greenfield-Park ; La Prairie ; Lemoyne ; Longueuil ; Saint-Amable ; Saint-Bruno-de-Montarville ; Sainte-Catherine ; Saint-Constant ; Saint-Hubert ; Sainte-Julie ; Saint-Lambert ; Saint-Philippe ; Varennes ; Verchères.

Montréal centre est qui dessert les municipalités d'Anjou ; Montréal, (en partie) ; Montréal-Est ; Montréal-Nord ; Pointe-aux-Trembles ; Saint-Jean-de-Dieu ; Saint-Léonard.

Montréal centre nord qui dessert les municipalités de Montréal, (en partie) ; Mont-Royal ; Saint-Laurent.

Montréal centre qui dessert les municipalités de Montréal, (en partie) ; Outremont.

Montréal centre sud-ouest qui dessert les municipalités de LaSalle ; Montréal, (en partie) ; Verdun.

Montréal centre ouest qui dessert les municipalités de Baie-d'Urfé ; Beaconsfield ; Côte-Saint-Luc ; Dollard-des-Ormeaux ; Dorval ; Hampstead ; Île-Dorval ; Kirkland ; Lachine ; Montréal, (en partie) ; Montréal-Ouest ; Pierrefonds ; Pointe-Claire ; Roxboro ; Sainte-Anne-de-Bellevue ; Sainte-Geneviève ; Saint-Pierre ; Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard ; Senneville ; Westmount.

Noranda qui dessert les municipalités d'Abitibi, partie nord ; Abitibi, partie sud ; Abitibi, partie ouest ; Angliers ; Arntfield ; Authier ; Baie-James ; Beaudry ; Bellecombe ; Bellettre ; Cadillac ; Clermont ; Clerval ; Cloutier ; Co-

lombourg ; D'Alembert ; Duhamel-Ouest ; Duparquet ; Évain ; Fugèreville ; Guérin ; Kebaowek ; Kinojévis ; Laforce ; La Reine (sans désignation) ; La Reine (village) ; La Sarre ; Latulipe et Gaboury ; Laverlochère ; Letang ; Lorrainville ; Macamic (paroisse) ; Macamic (ville) ; Mofet ; Montbeillard ; Nédélec ; Noranda ; Normétal ; Notre-Dame-de-Lourdes-de-Lorrainville ; Notre-Dame-du-Nord ; Palmarolle ; Poularies ; Rémigny ; Rollet ; Roquemaure ; Rouyn ; Saint-Bruno-de-Guigues ; Saint-Édouard-de-Fabre ; Saint-Eugène-de-Guigues ; Sainte-Germaine-Boulé ; Saint-Guillaume-de-Granada ; Sainte-Hélène-de-Mancebourg ; Saint-Jacques-de-Dupuy ; Saint-Janvier ; Saint-Joseph-de-Cléricky ; Saint-Lambert ; Saint-Laurent ; Saint-Norbert-de-Mont-Brun ; Saint-Placide-de-Béarn ; Taschereau (sans désignation) ; Taschereau (village) ; Témiscaming ; Témiscamingue, partie nord-ouest ; Témiscamingue, partie sud ; Val-Saint-Gilles ; Ville-Marie.

Québec qui dessert les municipalités d'Ancienne-Lorette ; Beaulieu ; Beauport ; Beupré ; Cap-Santé ; Charlesbourg ; Château-Richer ; Deschambault ; Donnacona ; Fossambault-sur-le-Lac ; Lac-Delage ; Lac-Saint-Charles ; Lac-Saint-Joseph ; Lac-Sergent ; L'Ange-Gardienn ; Loretteville ; Neuville ; Notre-Dame-de-Montauban ; Notre-Dame-de-Portneuf ; Notre-Dame-des-Ange ; Pointe-aux-Trembles ; Pont-Rouge ; Portneuf ; Québec ; Rivière-à-Pierre ; Saint-Alban (paroisse) ; Saint-Alban (village) ; Sainte-Anne-de-Beupré ; Saint-Augustin-de-Desmaures ; Saint-Basile ; Saint-Basile-Sud ; Sainte-Brigitte-de-Laval ; Saint-Casimir (paroisse) ; Saint-Casimir (village) ; Saint-Casimir-Est ; Sainte-Catherine ; Saint-Charles-des-Grondines (paroisse) ; Saint-Charles-des-Grondines (village) ; Sainte-Christine ; Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport ; Saint-Émile ; Sainte-Famille (I.O.) ; Saint-Félix-du-Cap-Rouge ; Saint-Ferréol-les-Neiges ; Sainte-Foy ; Saint-François (I.O.) ; Saint-Gabriel-de-Valcartier ; Saint-Gabriel-Ouest ; Saint-Gilbert ; Saint-Jean-de-Boischatel ; Saint-Jean (I.O.) ; Sainte-Jeanne-de-Pont-Rouge ; Saint-Joachim ; Saint-Joseph-de-Deschambault ; Saint-Laurent (I.O.) ; Saint-Léonard-de-Portneuf ; Saint-Marc-des-Carrières ; Saint-Pierre (I.O.) ; Saint-Raymond (paroisse) ; Saint-Raymond (ville) ; Saint-Thuribe ; Saint-Tite-des-Caps ; Saint-Ubalde ; Shannon ; Sillery ; Stoneham et Tewkesbury ; Val-Bélair ; Vanier.

Rimouski qui dessert les municipalités d'Amqui ; Baie-des-Sables ; Bic ; Biencourt ; Bonaventure, partie centre-ouest ; Causapscal ; Esprit-Saint ; Fleuriault ; Grand-Métis ; Grosses-Roches ; Lac-au-Saumon ; Lac-des-Aigles ; La Rédemption ; Les Boules ; Luceville ; Matane ; Métis-sur-Mer ; Mont-Joli ; Mont-Lebel ; Petite-Matane ; Price ; Rimouski, Rimouski-Est ; Saint-Adelme ; Saint-Alexandre-des-Lacs ; Saint-Anaclet-de-Lessard ; Sainte-

Angèle-de-Mérici (paroisse); Sainte-Angèle-de-Mérici (village); Sainte-Anne-de-la-Pointe-au-Père; Saint-Antoine-de-Padoue-de-Kempt; Saint-Benoît-Joseph-Labre; Sainte-Blandine; Saint-Charles-Garnier; Saint-Cléophas; Saint-Damase; Saint-Donat; Saint-Edmond; Saint-Eugène-de-Ladrière; Saint-Fabien; Sainte-Félicité (paroisse); Sainte-Félicité (village); Sainte-Flavie; Sainte-Florence; Saint-François-Xavier-des-Hauteurs; Saint-Gabriel; Sainte-Irène; Saint-Jacques-le-Majeur-de-Causapsal; Saint-Jean-Baptiste; Saint-Jean-Baptiste-Vianney; Saint-Jean-de-Cherbourg; Sainte-Jeanne d'Arc; Saint-Jérôme-de-Matane; Saint-Joseph-de-Lepage; Saint-Léandre; Saint-Léon-le-Grand; Saint-Luc; Sainte-Luce; Saint-Marcellin; Sainte-Marguerite; Sainte-Marie-de-Sayabec; Saint-Moïse; Saint-Narcisse-de-Rimouski; Saint-Nil; Saint-Noël; Saint-Octave-de-Métis; Sainte-Odile-sur-Rimouski; Sainte-Paule; Saint-Pierre-du-Lac; Saint-Raphaël-d'Alberville; Saint-René-de-Matane; Saint-Tharcisius; Saint-Thomas-de-Cherbourg; Saint-Ulric; Saint-Ulric-de-Matane; Saint-Valérien; Saint-Zénon-du-Lac-Humqui; Sayabec; Trinité-des-Monts; Val-Brillant.

Rivière-du-Loup qui dessert les municipalités d'Andréville; Auclair; Cabano; Dégelis; Kamouraska; La Pocatière; L'Isle-Verte; Mont-Carmel; Notre-Dame-des-Neiges-des-Trois-Pistoles; Notre-Dame-des-Sept-Douleurs; Notre-Dame-du-Lac; Notre-Dame-du-Portage; Packington; Pohénégamook; Rivière-Bleue; Rivière-du-Loup; Rivière-Ouelle; Saint-Alexandre; Saint-André; Sainte-Anne-de-la-Pocatière; Saint-Antonin; Saint-Arsène; Saint-Athanase; Saint-Clément; Saint-Cyprien; Saint-Denis; Saint-Éloi; Saint-Elzéar; Saint-Épiphanie; Saint-Eusèbe; Sainte-Françoise; Saint-François-Xavier-de-Viger; Saint-Gabriel-Lallemant; Saint-Georges-de-Cacouna (paroisse); Saint-Georges-de-Cacouna (village); Saint-Germain; Saint-Godard-de-Lejeune; Saint-Guy; Sainte-Hélène; Saint-Honoré; Saint-Hubert; Saint-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte; Saint-Jean-de-Dieu; Saint-Jean-de-la-Lande; Saint-Joseph-de-Kamouraska; Saint-Juste-du-Lac; Saint-Louis-de-Kamouraska; Saint-Louis-du-Ha!Ha!; Sainte-Louise; Saint-Marc-du-Lac-Long; Saint-Mathieu-de-Rioux; Saint-Médard; Saint-Michel-du-Squatec; Saint-Modeste; Saint-Onésime-d'Ixworth; Saint-Pacôme; Saint-Pascal (sans désignation); Saint-Pascal (ville); Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup; Saint-Paul-de-la-Croix; Saint-Philippe-de-Néri; Saint-Pierre-de-Lamy; Sainte-Rita; Saint-Roch-des-Aulnaies; Saint-Simon; Trois-Pistoles; Woodbridge.

Roberval qui dessert les municipalités d'Albanel (canton); Albanel (village); Chambord; Chapais; Chibougamau; Dolbeau; Girardville; Lac-Bouchette; Lac-Édouard; Lac-Saint-Jean-Ouest, partie centre-est;

Mistassini; Normandin; Notre-Dame-de-la-Doré; Notre-Dame-de-Lorette; Ouatouchouan; Québec, partie nord; Roberval; Saint-André-du-Lac-Saint-Jean; Saint-Edmond; Saint-Eugène; Saint-Félicien; Saint-François-de-Sales; Sainte-Hedwidge; Sainte-Jeanne-d'Arc; Saint-Méthode; Saint-Prime; Saint-Stanislas; Saint-Thomas-Didyne.

Sainte-Anne-des-Monts qui dessert les municipalités de Cap-Chat; Capucins; Gaspé-Ouest, partie nord; Gaspé Ouest, partie ouest; La Martre; Les Méchins; Marsoui; Mont-Saint-Pierre; Rivière-à-Claude; Sainte-Anne-des-Monts; Saint-Joachim-de-Tourelle; Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine; Saint-Maxime-du-Mont-Louis; Saint-Paulin-Dalibaire.

Saint-Hyacinthe qui dessert les municipalités d'Acton-Vale; Beloeil; La Présentation; McMasterville; Mont-Saint-Hilaire; Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe; Otterburn-Park; Saint-André-d'Acton; Saint-Barnabé; Saint-Basile-le-Grand; Saint-Bernard, partie sud; Saint-Charles; Saint-Charles-sur-Richelieu; Sainte-Christine; Saint-Damase (paroisse); Saint-Damase (village); Saint-Denis (paroisse); Saint-Denis (village); Saint-Dominique; Saint-Éphrem-d'Upton; Sainte-Hélène-de-Bagot; Saint-Hugues (paroisse); Saint-Hugues (village); Saint-Hyacinthe; Saint-Hyacinthe-le-Confesseur; Saint-Jean-Baptiste; Saint-Jude; Saint-Liboire (paroisse); Saint-Liboire (village); Saint-Louis; Sainte-Madeleine; Saint-Marcel; Saint-Marc-sur-Richelieu; Sainte-Marie-Madeleine; Saint-Mathieu-de-Beloeil; Saint-Nazaire-d'Acton; Saint-Pie (paroisse); Saint-Pie (village); Sainte-Rosalie (paroisse); Sainte-Rosalie (village); Saint-Simon; Saint-Théodore-d'Acton; Saint-Thomas-d'Aquin; Saint-Valérien-de-Milton; Upton.

Saint-Jean qui dessert les municipalités de Bedford (canton); Bedford (ville); Carignan; Chambly; Clarendville; Farnham; Hemmingford (canton); Hemmingford (village); Henryville (sans désignation); Henryville (village); Iberville; L'Acadie; Lacolle; Marieville; Mont-Saint-Grégoire; Napierville; Notre-Dame-de-Bon-Secours; Notre-Dame-de-Stanbridge; Notre-Dame-du-Mont-Carmel; Noyan; Philipsburg; Rainville; Richelieu; Saint-Alexandre (paroisse); Saint-Alexandre (village); Sainte-Angèle-de-Monnoir; Sainte-Anne-de-Sabrevois; Saint-Armand-Ouest; Saint-Athanase; Saint-Bernard-de-Lacolle; Saint-Blaise; Sainte-Brigide-d'Iberville; Saint-Cyprien; Saint-Georges-de-Clarenceville; Saint-Grégoire-le-Grand; Saint-Jacques-le-Mineur; Saint-Jean-sur-Richelieu; Saint-Luc; Sainte-Marie-de-Monnoir; Saint-Mathias; Saint-Mathieu; Saint-Michel; Saint-Patrice-de-Sherrington; Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix; Saint-Pierre-de-Véronne-à-Pike-River; Saint-Rémi; Sainte-Sabine; Saint-Sébastien; Saint-Valentin; Stanbridge-Station; Venise-en-Québec.

Saint-Jérôme qui dessert les municipalités d'Amherst ; Arundel ; Barkmere ; Bellefeuille ; Blainville ; Bois-des-Fillion ; Brébeuf ; Brownsburg ; Calumet ; Carillon ; Chatham ; Chute-Saint-Philippe ; Des Ruisseaux ; Deux-Montagnes ; Estérel ; Ferme-Neuve (paroisse) ; Ferme-Neuve (village) ; Gore ; Grenville (canton) ; Grenville (village) ; Harrington ; Huberdeau ; Ivry-sur-le-Lac ; Kiamika ; Labelle ; Lac-Carré ; Lac-des-Écorces (sans désignation) ; Lac-des-Écorces (village) ; Lac-des-Plages ; Lac-des-Seize-Îles ; Lac-du-Cerf ; Lachute ; Lac-Nominingue ; La Conception ; Lac-Saint-Paul ; Lac-Supérieur ; Lac-Tremblant-Nord ; Lafontaine ; La Macaza ; La Minerve ; L'Annonciation ; Lantier ; La Plaine ; L'Ascension ; Laurentides ; Lorraine ; Marchand ; Mille-Isles ; Mirabel ; Montcalm ; Mont-Gabriel ; Mont-Laurier ; Mont-Rolland ; Mont-Saint-Michel ; Mont-Tremblant ; Morin-Heights ; New-Glasgow ; Notre-Dame-de-Pontmain ; Notre-Dame-du-Laus ; Oka (paroisse) ; Oka (sans désignation) ; Oka-sur-le-Lac ; Piedmont ; Pointe-Calumet ; Ponsonby ; Prévost ; Rosemère ; Saguay ; Sainte-Adèle ; Saint-Adolphe-d'Howard ; Sainte-Agathe ; Sainte-Agathe-des-Monts ; Sainte-Agathe-Sud ; Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles ; Saint-André-d'Argenteuil ; Saint-André-Est ; Sainte-Anne-des-Lacs ; Sainte-Anne-des-Plaines ; Sainte-Anne-du-Lac ; Saint-Antoine ; Saint-Colomban ; Saint-Donat ; Saint-Eustache ; Saint-Faustin ; Saint-Hippolyte ; Saint-Jérôme ; Saint-Joseph-du-Lac ; Saint-Jovite (paroisse) ; Saint-Jovite (village) ; Saint-Lin ; Saint-Louis-de-Terrebonne ; Sainte-Lucie-des-Laurentides ; Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson ; Sainte-Marthe-sur-le-Lac ; Saint-Placide (paroisse) ; Saint-Placide (village) ; Saint-Sauveur ; Saint-Sauveur-des-Monts ; Sainte-Sophie ; Sainte-Thérèse ; Sainte-Thérèse-Ouest ; Terrebonne ; Turgeon ; Val-Barrette ; Val-David ; Val-des-Lacs ; Val-Morin ; Wentworth ; Wentworth-Nord.

Sept-Îles qui dessert les municipalités d'Aguanish ; Baie-Johan-Beetz ; Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent ; De Grasse ; Fermont ; Gagnon ; Gallix ; Great Whale River ; Havre-Saint-Pierre ; Île-d'Anticosti ; Letellier ; Longue-Pointe ; Mingan ; Moisie ; Natashquan ; Port-Cartier ; Rivière-au-Tonnerre ; Rivière-Pentecôte ; Rivière-Pigou ; Rivière-Saint-Jean ; Romaine ; Schefferville ; Sept-Îles.

Shawinigan qui dessert les municipalités de Baie-de-Shawinigan ; Belleau ; Boucher ; Champlain, partie nord ; Champlain, partie sud-est ; Champlain, partie sud-ouest ; Charette ; Grandes-Piles ; Grand-Mère ; Haute-Mauricie ; Hunterstown ; Langelier ; La Tuque ; Notre-Dame-du-Mont-Carmel ; Parent ; Saint-Adelphe ; Saint-Alexis ; Sainte-Angèle ; Saint-Barnabé ; Saint-Boniface-de-Shawinigan ; Saint-Édouard ; Saint-Élie ; Saint-Étienne-des-Grès ; Saint-Georges ; Saint-Gérard-des-

Laurentides ; Saint-Jean-des-Piles ; Saint-Mathieu ; Saint-Narcisse ; Saint-Paulin (paroisse) ; Saint-Paulin (village) ; Saint-Prosper ; Saint-Rémi ; Saint-Roch-de-Mékinac ; Saint-Séverin ; Saint-Stanislas ; Sainte-Thècle (paroisse) ; Sainte-Thècle (village) ; Saint-Théophile ; Saint-Timothée ; Saint-Tite (paroisse) ; Saint-Tite (ville) ; Shawinigan, Shawinigan-Sud.

Sherbrooke qui dessert les municipalités d'Asbestos ; Ascot ; Ascot-Corner ; Audet ; Austin ; Ayer's-Cliff ; Barford ; Barnston ; Barnston-Ouest ; Beebe-Plain ; Bishop-ton ; Bolton-Est ; Brompton ; Brompton-Gore ; Bromptonville ; Bury ; Chartierville ; Cleveland ; Clifton, partie est ; Coaticook ; Compton (canton) ; Compton (village) ; Compton-Station ; Cookshire ; Danville ; Deauville ; Ditton ; Dixville ; Dudswell ; East-Angus ; Eastman ; Eaton ; Fleurimont ; Fontainebleau ; Frontenac ; Hampden ; Hatley (canton) ; Hatley (village) ; Hatley, partie ouest ; Hereford ; Kingsbury ; Lac-Drolet ; Lac-Mégantic ; La Patrie ; Lennoxville ; Lingwick ; Magog (cité) ; Magog (canton) ; Marbleton ; Marston ; Martinville ; Melbourne (canton) ; Melbourne (village) ; Milan ; Nantes ; Newport ; North-Hatley ; Notre-Dame-des-Bois ; Ogden ; Omerville ; Orford ; Piopolis ; Potton ; Racine ; Richmond ; Rock-Forest ; Rock-Island ; Saint-Augustin-de-Woburn ; Saint-Benoît-du-Lac ; Saint-Camille ; Sainte-Catherine-de-Hatley ; Sainte-Cécile-de-Whitton ; Saint-Claude ; Saint-Denis-de-Brompton ; Saint-Edwidge-de-Clifton ; Saint-Élie-d'Orford ; Saint-François-Xavier-de-Brompton ; Saint-Georges-de-Windsor (canton) ; Saint-Georges-de-Windsor (village) ; Saint-Gérard ; Saint-Grégoire-de-Greenlay ; Saint-Herménégilde (sans désignation) ; Saint-Herménégilde (village) ; Saint-Isidore-d'Auckland ; Saint-Joseph-de-Ham-Sud ; Saint-Malo ; Saint-Mathieu-de-Dixville ; Saint-Venant-de-Hereford ; Sawyerville ; Scotstown ; Sherbrooke ; Shipton ; Stanstead ; Stanstead-Est ; Stanstead-Plain ; Stoke ; Stornoway ; Trois-Lacs ; Val-Racine ; Waterville ; Weedon ; Weedon-Centre ; Westbury ; Windsor (canton) ; Windsor (ville) ; Wotton ; Wottonville.

Sorel qui dessert les municipalités de Calixa-Lavallée ; Contrecoeur ; Massueville ; Notre-Dame-de-Pierreville ; Pierreville ; Saint-Aimé ; Sainte-Anne-de-Sorel ; Saint-Antoine-de-Padoue ; Saint-Antoine-sur-Richelieu ; Saint-David ; Saint-François-du-Lac (paroisse) ; Saint-François-du-Lac (village) ; Saint-Gérard-Majella ; Saint-Joseph-de-Sorel ; Saint-Michel-d'Yamaska ; Saint-Ours (paroisse) ; Saint-Ours (ville) ; Saint-Pierre-de-Sorel ; Saint-Robert ; Saint-Roch-de-Richelieu ; Saint-Thomas-de-Pierreville ; Sainte-Victoire-de-Sorel ; Sorel ; Tracy ; Yamaska ; Yamaska-Est.

Thetford-Mines qui dessert les municipalités de Beau-lac ; Bernierville ; Black-Lake ; Courcelles ; Disraeli (paroisse) ; Disraeli (ville) ; East-Broughton ; East-

Broughton-Station ; Garthby ; Gayhurst, partie sud-est ; Halifax-Nord ; Halifax-Sud ; Halifax-Sud, partie sud-ouest ; Ham-Nord ; Ireland ; Ireland, partie nord ; La Guadeloupe ; Lambton ; Leeds ; Risborough et partie de Marlow ; Rivière-Blanche ; Robertsonville ; Sacré-Coeur-de-Jésus ; Sacré-Coeur-de-Marie, partie sud ; Sainte-Agathe (paroisse) ; Sainte-Agathe (village) ; Sainte-Anne-du-Lac ; Saint-Antoine-de-Pontbriand ; Sainte-Clothilde ; Saint-Éphrem-de-Beauce ; Saint-Éphrem-de-Tring ; Saint-Évariste-de-Forsyth ; Saint-Fortunat ; Saint-Frédéric ; Saint-Gédéon (paroisse) ; Saint-Gédéon (village) ; Saint-Hilaire-de-Dorset ; Saint-Honoré ; Saint-Jacques-de-Leeds ; Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown ; Saint-Jean-de-Brébeuf ; Saint-Joseph-de-Coleraine ; Saint-Jules ; Saint-Julien ; Saint-Ludger ; Saint-Martin ; Saints-Martyrs-Canadiens ; Saint-Méthode-de-Frontenac ; Saint-Pierre-de-Broughton ; Sainte-Praxède ; Saint-René ; Saint-Robert-Bellarmin ; Saint-Romain ; Saint-Sébastien ; Saint-Séverin ; Saint-Théophile ; Saint-Victor-de-Tring ; Shenley ; Stratford ; Thetford-Mines ; Thetford, partie sud ; Tring-Jonction.

Trois-Rivières qui dessert les municipalités d'Anna-ville ; Baieville ; Bécancour ; Cap-de-la-Madeleine ; Champlain ; La Pérade ; La Visitation-de-Champlain ; Les Becquets ; Louiseville ; Maskinongé ; Nicolet ; Nicolet-Sud ; Pointe-du-Lac ; Sainte-Anne-de-la-Pérade ; Sainte-Anne-d'Yamachiche ; Saint-Antoine-de-la-Baie-du-Febvre ; Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup ; Sainte-Cécile-de-Lévrard ; Saint-Célestin ; Saint-François-Xavier-de-Batiscan ; Sainte-Geneviève-de-Batiscan ; Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet ; Saint-Joseph-de-la-Baie-du-Febvre ; Saint-Joseph-de-Maskinongé ; Saint-Justin ; Saint-Léon-Le-Grand ; Saint-Louis-de-France ; Saint-Luc ; Sainte-Marie-de-Blandford ; Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine ; Saint-Maurice ; Saint-Pierre-les-Becquets ; Saint-Sévère ; Sainte-Sophie-de-Lévrard ; Sainte-Ursule ; Trois-Rivières ; Trois-Rivières-Ouest ; Yamachiche.

Val-d'Or qui dessert les municipalités d'Abitibi, partie centre ; Abitibi, partie centre-ouest ; Abitibi, partie est ; Abitibi, partie nord ; Abitibi, partie nord-ouest ; Abitibi, partie sud ; Abitibi, partie sud-ouest ; Amos ; Amos-Est ; Baie-James ; Barraute ; Belcourt Champneuf ; Eastmain ; Fiedmont-et-Barraute ; Fort-Georges ; Fort-Rupert ; La Corne ; La Motte ; Landrienne ; Launay ; Lebel-sur-Quévillon ; Malartic ; Matagami ; Mistassini ; Némiscau ; Nouveau-Comptoir ; Poste-de-la-Baleine ; Preissac ; Saint-Dominique-du-Rosaire ; Saint-Félix-de-Dalquier ; Sainte-Gertrude-Manneville ; Saint-Marc-de-Figuery ; Saint-Mathieu ; Senneterre (paroisse) ; Senneterre (ville) ; Sullivan ; Témiscamingue, partie nord ; Trécesson ; Val-d'Or ; Val-Senneville ; Vassan.

Valleyfield qui dessert les municipalités de Beauharnois ; Caughnawaga, Châteauguay ; Coteau-du-Lac ; Coteau-Landing ; Dorion ; Dundee ; Elgin ; Franklin ; Godmanchester ; Grande-Île ; Havelock ; Hinchinbrook ; Howick ; Hudson ; Huntingdon ; Île-Cadieux ; Île-Perrot ; La Station-du-Coteau ; Léry ; Les Cèdres ; Maple Grove ; Melocheville ; Mercier ; Notre-Dame-de-l'Île-Perrot ; Ormstown ; Pincourt ; Pointe-des-Cascades ; Pointe-du-Moulin ; Pointe-Fortune ; Rigaud ; Rivière-Beaudette (paroisse) ; Rivière-Beaudette (village) ; Saint-Anicet ; Sainte-Barbe ; Saint-Chrysostome ; Saint-Clet ; Sainte-Clothilde ; Saint-Édouard ; Saint-Étienne-de-Beauharnois ; Saint-Ignace-du-Coteau-du-Lac ; Saint-Isidore ; Saint-Jean-Chrysostome ; Saint-Joseph-de-Soulanges ; Sainte-Justine-de-Newton ; Saint-Lazare ; Saint-Louis-de-Gonzague ; Sainte-Madeleine-de-Rigaud ; Saint-Malachie-d'Ormstown ; Sainte-Marthe (paroisse) ; Sainte-Marthe (village) ; Sainte-Martine ; Saint-Paul-de-Châteauguay ; Saint-Polycarpe (paroisse) ; Saint-Polycarpe (village) ; Saint-Régis ; Saint-Stanislas-de-Kostka ; Saint-Télesphore ; Saint-Timothée (paroisse) ; Saint-Timothée (village) ; Saint-Urbain-Premier ; Saint-Zotique ; Salaberry-de-Valleyfield ; Terrasse-Vaudreuil ; Très-Saint-Rédempteur ; Très-Saint-Sacrement ; Vaudreuil ; Vaudreuil-sur-le-Lac.

Victoriaville qui dessert les municipalités d'Arthabaska ; Aston-Jonction ; Chénier ; Chester-Est ; Chester-Nord ; Chester-Ouest ; Chersterville ; Daveluyville ; Inverness (canton) ; Inverness (village) ; Kingsey Falls (sans désignation) ; Kingsey Falls (village) ; Laurierville ; Lemieux ; Lyster ; Maddington ; Manseau ; Nelson ; Norbertville ; Notre-Dame-de-Lourdes ; Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham ; Plessisville (paroisse) ; Plessisville (ville) ; Princeville (paroisse) ; Princeville (ville) ; Saint-Adrien ; Saint-Albert-de-Warwick ; Sainte-Anne-du-Sault ; Saint-Christophe-d'Arthabaska ; Sainte-Élisabeth-de-Warwick ; Sainte-Eulalie ; Sainte-Françoise ; Saint-Joseph-de-Blandford ; Sainte-Julie ; Saint-Louis-de-Blandford ; Saint-Norbert-d'Arthabaska ; Saint-Pierre-Baptiste ; Saint-Raphaël, partie sud ; Saint-Rémi-de-Tingwick ; Saint-Rosaire ; Saint-Samuel ; Sainte-Sophie ; Saint-Sylvère ; Saint-Valère ; Sainte-Victoire-d'Arthabaska ; Saint-Wenceslas (sans désignation) ; Saint-Wenceslas (village) ; Tingwick ; Victoriaville ; Villeroy ; Warwick (canton) ; Warwick (ville).

ANNEXE 2
(a. 10)Gouvernement du Québec
Régie du logementRENSEIGNEMENTS NÉCESSAIRES
À LA FIXATION DU LOYERRetournez cet exemplaire dûment rempli au bureau
de la Régie du logementBureau -
Code régis.
1^{re} instance 0010
Code régis.
révision 0015

IDENTIFICATION

1	Nom du locateur	
0025		
Adresse (N° rue)		(App.)
(Municipalité ou ville)		(Province)
		Code postal
Numéro de téléphone		Bureau
2	Adresse de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier pour lequel vous vous êtes adressé à la Régie du logement. (Si l'espace est insuffisant, prenez une autre feuille)	
Adresse (N° rue)		(Municipalité ou ville)
Adresse (N° rue)		(Municipalité ou ville)
Adresse (N° rue)		(Municipalité ou ville)
Adresse (N° rue)		(Municipalité ou ville)
3	ANNÉE DE LA FIN DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier. (Indiquez une année approximative si vous l'ignorez).	
		Année
		Année

REVENUS

LE LOYER EST LE DÉBOURSÉ MENSUEL DU LOCATAIRE AU LOCATEUR. IL COMPREND LES SUPPLÉMENTS MENSUELS POUR LES SERVICES COMME LE GARAGE, ETC.

Si l'immeuble ou l'ensemble immobilier comprend plus de dix (10) logements, remplissez **17** plutôt que **4**.**4 LOYERS EN MARS 1980 (VOIR GUIDE)**Colonne 3: Indiquez l'utilisation de chaque logement de l'immeuble au mois de mars 1980 comme suit:
Encerclez L si le logement était loué;

V si il était vacant;

P si il était occupé par le propriétaire (ou sa famille);

S si il était occupé par le concierge (ou d'autres employés de service);

A si il était utilisé pour la gestion ou l'administration de l'immeuble.

Colonne 4: Inscrivez le loyer mensuel incluant les suppléments. Estimez le loyer mensuel du logement non-loué en le comparant à ceux qui sont loués.

Colonne 1 Identification de chaque logement	Colonne 2 Nombre de pièces du logement	Colonne 3 Utilisation du logement en mars 1980 Code 1 2 3 4 5	Colonne 4 Loyer mensuel payé ou estimé en mars 1980	Ne rien écrire ici				
				Code 1 2 3 4 5				
	0112	0113 L V P S A	0114 \$	0112	0113 L V P S A	0114 \$		
	0115	0116 L V P S A	0117 \$	0115	0116 L V P S A	0117 \$		
	0118	0119 L V P S A	0120 \$	0118	0119 L V P S A	0120 \$		
	0121	0122 L V P S A	0123 \$	0121	0122 L V P S A	0123 \$		
	0124	0125 L V P S A	0126 \$	0124	0125 L V P S A	0126 \$		
	0127	0128 L V P S A	0129 \$	0127	0128 L V P S A	0129 \$		
	0130	0131 L V P S A	0132 \$	0130	0131 L V P S A	0132 \$		
	0133	0134 L V P S A	0135 \$	0133	0134 L V P S A	0135 \$		
	0136	0137 L V P S A	0138 \$	0136	0137 L V P S A	0138 \$		
	0139	0140 L V P S A	0141 \$	0139	0140 L V P S A	0141 \$		
Nombre total de logements	0155	Total 0156 \$		Nombre de logements	0155	Total 0156 \$		

5 REVENUS DE SERVICES (VOIR GUIDE)

Inscrivez le total des autres revenus (bruts) de services que vous avez retirés de l'immeuble entre le 1^{er} avril 1979 et le 31 mars 1980 et qui ne sont pas compris dans les revenus précédemment énumérés.

Exemples: Salles de lavage, machines distributrices, etc.

0451 \$ 0451 \$

6 SERVICES PAYÉS PAR LE LOCATEUR

Inscrivez le nombre de logements qui, au mois de mars 1980, recevaient des services payés par le locateur.

Liste des services	Nombre de logements concernés	Ne rien écrire ici	Liste des services	Nombre de logements concernés	Ne rien écrire ici
Taxe d'eau	0320	0320	Stationnement intérieur	0344	0344
Autres taxes de services	0323	0323	Stationnement extérieur	0350	0350
Chauffage des locaux	0326	0326	Totalité des meubles	0356	0356
Chauffage des espaces communs	0329	0329	Cuisinière	0359	0359
Eau chaude	0332	0332	Refrigerateur	0362	0362
Eclairage des locaux	0335	0335	Air climatisé	0380	0380
Eclairage des espaces communs	0338	0338	Autre		

Si l'espace alloué est insuffisant, inscrivez les services supplémentaires sur une autre feuille.

DÉPENSES**7 FRAIS DE FINANCEMENT (CET ÉLÉMENT SERT UNIQUEMENT À DES FINS STATISTIQUES)**

Colonne 1 Montant de l'évaluation municipale	Colonne 2 Versement annuel intérêt et remboursement du capital 1 ^{er} hypothèque	Colonne 3 Versement annuel intérêt et remboursement du capital 2 nd hypothèque	Ne rien écrire ici		
0725 \$	0726 \$	0727 \$	0725 \$	0726 \$	0727 \$

8 TAXES PAYÉES PAR LE LOCATEUR (VOIR GUIDE)

Catégorie de taxes	Colonne 1 Dernier compte reçu avant le 31 mars 1980	Colonne 2 Dernier compte reçu avant le 31 mars 1979	Ne rien écrire ici		
foncières municipales	0455 \$	0455 \$	0455 \$	0455 \$	
de la communauté urbaine	0456 \$	0456 \$	0456 \$	0456 \$	
scolaires	0457 \$	0457 \$	0457 \$	0457 \$	
d'eau	0458 \$	0458 \$	0458 \$	0458 \$	
autres taxes de services	0459 \$	0459 \$	0459 \$	0459 \$	

9 ASSURANCES PAYÉES PAR LE LOCATEUR: Primes annuelles d'assurance-incendie sur l'immeuble ou l'ensemble immobilier incluant les dépendances, et d'assurance-responsabilité

Colonne 1 Dernier compte reçu avant le 31 mars 1980	Colonne 2 Avant-dernier compte reçu	Ne rien écrire ici		
0490 \$	0495 \$	0490 \$	0495 \$	

10 CHAUFFAGE, ÉCLAIRAGE, EAU CHAUDE PAYÉS PAR LE LOCATEUR

Colonne 1: Cochez (la/les) case(s) approprié(s) selon que la source d'énergie utilisée sert pour le **chauffage** et/ou pour l'**eau chaude** fournis aux locataires.

Colonne 3: Remplissez si l'immeuble comprend des locaux utilisés à des fins commerciales, professionnelles, industrielles ou artisanales.

Source d'énergie	Colonne 1 utilisée pour le chauffage	Colonne 1 utilisée pour l'eau chaude	Colonne 2 montant annuel payé du 1 ^{er} avril 1979 au 31 mars 1980	Colonne 3 % consommée par les locaux non résidentiels	Ne rien écrire ici				
Huile légère (huile #2)	0500 <input type="checkbox"/>	0510 <input type="checkbox"/>	0520 \$	2250 %	0800 <input checked="" type="checkbox"/>	0810 <input checked="" type="checkbox"/>	0820 \$	2280 %	
Huile lourde (bunker)	0501 <input type="checkbox"/>	0511 <input type="checkbox"/>	0521 \$	2251 %	0801 <input type="checkbox"/>	0811 <input type="checkbox"/>	0821 \$	2281 %	
Gaz propane	0502 <input type="checkbox"/>	0512 <input type="checkbox"/>	0522 \$	2252 %	0802 <input type="checkbox"/>	0812 <input type="checkbox"/>	0822 \$	2282 %	
Gaz naturel	0503 <input type="checkbox"/>	0513 <input type="checkbox"/>	0523 \$	2253 %	0803 <input type="checkbox"/>	0813 <input type="checkbox"/>	0823 \$	2283 %	
Electricité (incluant l'éclairage)	0504 <input type="checkbox"/>	0514 <input type="checkbox"/>	0524 \$	2254 %	0804 <input type="checkbox"/>	0814 <input type="checkbox"/>	0824 \$	2284 %	

11 DÉPENSES COURANTES D'ENTRETIEN DE L'IMMEUBLE OU DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER (VOIR GUIDE)

Évitez de confondre les dépenses courantes avec les améliorations ou réparations majeures.

Excluez les dépenses d'administration de gestion, de publicité, les intérêts et remboursements d'hypothèques, la dépréciation, ainsi que les dépenses déjà inscrites aux questions précédentes.

Inscrivez les dépenses courantes encourues entre le 1^{er} avril 1979 et le 31 mars 1980.

Salaires et assurances sociales des employés de service	0550	\$		0550	\$	
Fournitures d'entretien de l'immeuble	0551	\$		0551	\$	
Entretien et réparations mineures courantes	0552	\$		0552	\$	
Autres	0553	\$		0553	\$	
Évaluation du travail effectué par le locateur	0554	\$		0554	\$	
Total des dépenses courantes		\$			\$	

12 AMÉLIORATIONS, RÉPARATIONS MAJEURES OU NOUVEAUX SERVICES (VOIR GUIDE)

Inscrivez les améliorations, réparations majeures ou nouveaux services effectués ou installés entre le 1^{er} avril 1979 et le 31 mars 1980.

Excluez les dépenses qui se rapportent uniquement aux locaux non résidentiels.

Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3	Colonne 4	Colonne 5
Nature de la dépense (Inscrivez une seule dépense par ligne)	Date d'exécution ou d'installation Année Mois	Nombre de logements concernés	Coût total de la dépense	Frais annuels courants d'opéra- tion des nouveaux services
	0560	0570	0580 \$	0580 \$
	0561	0571	0581 \$	0581 \$
	0562	0572	0582 \$	0582 \$
	0563	0573	0583 \$	0583 \$
	0564	0574	0584 \$	0584 \$
	0565	0575	0585 \$	0585 \$
	Total ►		\$	\$

Ne rien écrire ici				
	0560	0570	0580 \$	0580 \$
	0561	0571	0581 \$	0581 \$
	0562	0572	0582 \$	0582 \$
	0563	0573	0583 \$	0583 \$
	0564	0574	0584 \$	0584 \$
	0565	0575	0585 \$	0585 \$

13 SUBVENTION ET PRÊT À INTÉRÊT RÉDUIT (VOIR GUIDE)

1) Remplissez si vous avez reçu une subvention ou un prêt à intérêt réduit pour vous aider à défrayer une restauration inscrite en **12**.

2) Si vous avez reçu des indemnités en vertu d'une assurance incendie, inscrivez ici le montant reçu.

Mise de fonds (Débourse du locateur pour la restauration)	0609	\$		0609	\$	
Montant de la subvention	0615	\$		0615	\$	
Montant du prêt à intérêt réduit	0616	\$		0616	\$	
Somme annuelle des paiements en capital et intérêts pour le prêt à intérêt réduit	0617	\$		0617	\$	
				0620	\$	
				0620	\$	

REMPLISSEZ UNE « ANNÉE-DEMANDE » POUR CHAQUE LOGEMENT POUR LEQUEL VOUS FAITES UNE « DEMANDE DE PROLONGATION DE BAIL ET DE FIXATION DE LOYER » OU POUR UNE DEMANDE DE RÉDUCTION DE LOYER FAITE PAR UN NOUVEAU LOCATAIRE.

SI L'IMMEUBLE COMPREND DES LOCAUX UTILISÉS À DES FINS COMMERCIALES, PROFESSIONNELLES, INDUSTRIELLES OU ARTISANALES, REMPLISSEZ **14**, **15** ET **16**.

Je déclare que tous les renseignements contenus dans le présent formulaire et dans toutes les pièces que je fournirai à l'appui de cette déclaration sont vrais, exacts et complets.

Date _____ Endroit _____ Signature _____

LOCAUX NON RÉSIDENTIELS

Remplissez **14**, **15** et **16** si l'immeuble comprend des locaux utilisés à des fins commerciales, professionnelles, industrielles ou artisanales.

14 REVENUS (VOIR GUIDE)

Inscrivez le total des loyers de **mars 1980** pour chaque catégorie incluant les suppléments de services qui ne sont pas considérés en **5**.

Catégorie	Colonne 1 Nombre	Colonne 2 Loyers mensuels réels ou estimés de mars 1980	Ne rien écrire ici	
Locaux non résidentiels loués	2010	2015 \$	2010	2015 \$
Locaux non résidentiels vacants	2011	2016 \$	2011	2016 \$
Locaux non résidentiels occupés par le locateur	2012	2017 \$	2012	2017 \$

15 DÉPENSES COURANTES D'ENTRETIEN

Répartissez le total des dépenses inscrit en **11**.

Uniquement pour les logements	2270 \$	2270 \$
Uniquement pour les autres locaux	2271 \$	2271 \$
Indistinctement pour tous les types de locaux	2272 \$	2272 \$

16 AMÉLIORATIONS, RÉPARATIONS MAJEURES OU NOUVEAUX SERVICES

Indiquez le nombre de locaux non résidentiels concernés par chacune des dépenses inscrites à la colonne 1 de **12**.

Nature de la dépense	Nombre de locaux non résidentiels concernés	Ne rien écrire ici		Nature de la dépense	Nombre de locaux non résidentiels concernés	Ne rien écrire ici	
		Code				Code	
2280	2280	2281		2286	2286	2287	
2282	2282	2283		2288	2288	2289	
2284	2284	2285		2290	2290	2291	

REMPLISSEZ **17** SI L'IMMEUBLE OU L'ENSEMBLE IMMOBILIER COMPREND PLUS DE DIX LOGEMENTS.

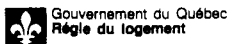
17 LOYERS EN MARS 1980 (VOIR GUIDE)

Colonne 2: Inscrivez le nombre de logements selon leur utilisation en mars 1980.

Colonne 3: Inscrivez la somme des loyers mensuels réels ou estimés au mois de mars 1980 incluant les suppléments. Estimez le loyer mensuel de vos logements non loués en les comparant avec ceux qui sont loués.

Colonne 1 Catégorie (Nbre de pièces)	Colonne 2 (Nombre de logements par catégorie)					Colonne 3	
	Loué(s)	Vacant(s)	Occupés par le propriétaire ou sa famille	Occupés par les concubins ou d'au- tres employés de service	Utilisés pour la ges- tion ou l'adminis- tration de l'immeuble	Somme des loyers men- suels, réels ou estimés	
1-1½	0180	0170	0180	0180	0200	0210 \$	
2-2½	0181	0171	0181	0181	0201	0211 \$	
3-3½	0182	0172	0182	0182	0202	0212 \$	
4-4½	0183	0173	0183	0183	0203	0213 \$	
5-5½	0184	0174	0184	0184	0204	0214 \$	
6 et plus	0185	0175	0185	0185	0205	0215 \$	
Nombre total de logements				0226	Total 0227 \$		
Ne rien écrire ici							
1-1½	0180	0170	0180	C. 30	0200	0210 \$	
2-2½	0181	0171	0181	0181	0201	0211 \$	
3-3½	0182	0172	0182	0182	0202	0212 \$	
4-4½	0183	0173	0183	0183	0203	0213 \$	
5-5½	0184	0174	0184	0184	0204	0214 \$	
6 et plus	0185	0175	0185	0185	0205	0215 \$	
Nombre total de logements				0226	Total 0227 \$		

RETOURNEZ EN **5**



ANNEXE — DEMANDE

ATTENTION

CETTE ANNEXE DOIT ÊTRE REMPLIE POUR CHAQUE LOGEMENT POUR LEQUEL UNE « DEMANDE DE PROLONGATION DE BAIL ET DE FIXATION DE LOYER » OU UNE « DEMANDE DE RÉDUCTION DE LOYER PAR UN NOUVEAU LOCATAIRE » EST FAITE.

Bureau	N° de RN
Numéro de demande	
Code régis.	14 ^e instance 1305
Code régis.	révision 1306

A IDENTIFICATION DU LOGEMENT.

N	Rue	App	Ville	Nombre de pièces
				1010

B INSCRIVEZ LE LOYER MENSUEL DU LOGEMENT.

Incluez dans ce loyer les suppléments mensuels payés pour les services comme le garage... etc

		1015	1016	1017
Loyer mensuel le plus bas payé au cours des 12 mois précédant la fin du bail		\$	\$	\$
Loyer mensuel payable à la fin du bail		\$	\$	\$
Loyer mensuel demandé pour le nouveau bail		\$	\$	\$

C COCHEZ CHACUN DES SERVICES QUE VOUS OFFREZ AU LOCATAIRE DE CE LOGEMENT.

		1025	1026	1027	1028	1029	1030	1031	1032	1033	1034	1035	1036	1037
Taxe d'eau														
Autres taxes de services														
Chauffage du local														
Chauffage des espaces communs														
Eau chaude														
Eclairage du local														
Eclairage des espaces communs														

D AVEZ-VOUS SUPPRIMÉ OU AVEZ-VOUS L'INTENTION DE SUPPRIMER DES SERVICES À CE LOGEMENT?

Si oui, cochez ci-contre	1085	1086
--------------------------	------	------

et énumérez-les

E EN CONSULTANT 12 INSCRIVEZ ICI CHACUNE DES AMÉLIORATIONS OU RÉPARATIONS MAJEURES ET NOUVEAUX SERVICES DONT CE LOGEMENT A PROFITÉ.

Nature de la dépense	Code	Nature de la dépense	Code
	1120		1125
	1121		1124
	1122		1125

Je déclare que tous les renseignements contenus dans ce présent formulaire et dans toutes les pièces que je fournirai à l'appui de cette déclaration sont vrais, exacts et complets.

Date _____ Endroit _____ Signature _____

(VOIR VERSO)

REMPLISSEZ **F** ET **G** SI LE BAIL EST DE 24 MOIS OU PLUS (DANS LE CAS D'UN NOUVEAU LOCATAIRE, CONSIDÉREZ LE BAIL DE L'ANCIEN LOCATAIRE).

F REMPLISSEZ, UNIQUEMENT, SI LE BAIL NE CONTIENT PAS DE CLAUSE PERMETTANT DE DEMANDER UN REAJUSTEMENT DE LOYER EN COURS DE BAIL PAR SUITE D'UNE AUGMENTATION DE TAXES.

Catégorie de taxes	Premier compte reçu après la date de conclusion du bail	Ne rien écrire ici	
Taxes foncières municipales	3020 \$	3020 \$	
Taxes de la communauté urbaine	3022 \$	3022 \$	
Taxes scolaires	3024 \$	3024 \$	
Taxes d'eau	3026 \$	3026 \$	
Autres taxes de services	3028 \$	3028 \$	

G INSCRIVEZ TOUTES AMÉLIORATIONS OU RÉPARATIONS MAJEURES EFFECTUÉES AU MOINS UN AN APRÈS LE DÉBUT DU BAIL. NE RÉPÉTEZ PAS CELLES QUI SONT DÉJÀ INSCRITES EN 12

Colonne 1 Nature de la dépense	Colonne 2 Date d'exécution Année Mois	Colonne 3 Nombre de logements concernés	Colonne 4 Coût total de la dépense	Colonne 5 Montant de la subvention reçue
	3040	3050	3060 \$	3070 \$
	3041	3051	3061 \$	3071 \$
	3042	3052	3062 \$	3072 \$
Ne rien écrire ici				
	3040	3050	3060 \$	3070 \$
	3041	3051	3061 \$	3071 \$
	3042	3052	3062 \$	3072 \$

REMPLISSEZ **H** SI LA DEMANDE EST UNE «DEMANDE DE RÉDUCTION DE LOYER PAR UN NOUVEAU LOCATAIRE».

H INDIQUEZ LA NATURE ET LE COÛT DE TOUTES AMÉLIORATIONS OU RÉPARATIONS MAJEURES EFFECTUÉES POUR CE LOGEMENT ENTRE LE 1^{er} AVRIL 1980 ET LE SOIXANTIÈME JOUR SUIVANT LE DÉBUT DU BAIL

Nature de la dépense	Coût	Ne rien écrire ici
	4210 \$	4210 \$
	4211 \$	4211 \$

ANNEXE 3

(a. 10)

Gouvernement du Québec
Régie du logement

RN – CHAMBRE

No dossier

C 80

LE LOCATEUR DE LA CHAMBRE DOIT COMPLÉTER CETTE FORMULE POUR CHACUNE DES CHAMBRES QUI FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE DE FIXATION DE LOYER ET L'APPORTER À L'AUDITION AVEC LES PIÈCES JUSTIFICATIVES (baux, factures, recus, etc.)

LOCATEUR DE LA CHAMBRE		LOCATAIRE DE LA CHAMBRE (chambreur)	
NOM		NOM	
PRÉNOM		PRÉNOM	
ADRESSE	APP.	ADRESSE	NO DE CHAMBRE
CODE POSTAL		CODE POSTAL	
TÉL. RÉSIDENCE	TÉL. TRAVAIL	TÉL. RÉSIDENCE	TÉL. TRAVAIL

1. ANNÉE DE CONSTRUCTION DE L'IMMEUBLE:		100	RÉSERVÉ
2. HISTORIQUE DU LOYER			
Inscrivez les loyers de base de la chambre (en excluant les montants distincts payés en supplément pour certains services): (voir guide)			
a) Nouveau loyer de base demandé:		101 \$	
b) Loyer de base actuel:		102 \$	
c) Loyer de base payé il y a 12 mois (même s'il s'agissait d'un autre chambreur):		103 \$	
d) Date de la dernière augmentation du loyer de cette chambre (même s'il s'agissait d'un autre chambreur):		104 ANNÉE MOIS JOUR	
e) Loyer de base payé avant cette dernière augmentation:		105 \$	
f) Les loyers indiqués ci-dessus sont-ils:	hebdomadaires <input type="checkbox"/>	106 <input type="checkbox"/>	
	mensuels <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
3. STATUT DU LOCATEUR			
Etes-vous locataire du logement dans lequel la chambre est située:		130 <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
SI OUI: indiquez la DATE et le MONTANT de la dernière augmentation de loyer mensuel que vous avez vous-même subie pour le logement:		131 DATE ANNÉE MOIS JOUR 132 Montant \$	
4. NOMBRE DE CHAMBRES ET SUPERFICIE (Voir guide)			
a) Indiquez le nombre total de pièces utilisées comme chambres à coucher dans le logement:		160	
b) Combien avez-vous de chambres louées ou offertes en location dans cet immeuble:		161	
c) Indiquez la superficie de la chambre:	en pieds carrés	162	
	ou en mètres carrés	163	
d) Indiquez la superficie du logement:	en pieds carrés	164	
	ou en mètres carrés	165	

VERSO

5. DÉPENSES SPÉCIALES			RÉSERVÉ CODE RÉGISSEUR 190 <input style="width: 40px;" type="text"/> CODE RÉG.SSEURS 191 <input style="width: 40px;" type="text"/> <input style="width: 40px;" type="text"/> <input style="width: 40px;" type="text"/> <input style="width: 40px;" type="text"/> <input style="width: 40px;" type="text"/>	
Enumérez les améliorations et réparations majeures ou nouveaux services d'importance, dont cette chambre a bénéficié depuis la dernière augmentation de son loyer (apportez à l'audition les factures servant de pièces justificatives): <div style="border: 1px solid black; height: 40px; margin-top: 5px;"></div>				
(utiliser une feuille supplémentaire si nécessaire)				
6. DÉPENSES D'OPÉRATION ANNUELLES				
Les dépenses fournies en réponse à cette question-ci doivent couvrir deux périodes consécutives de douze (12) mois: la première période est celle qui se termine avec le mois d'envoi de votre avis d'augmentation de loyer au locataire. Pour l'éclairage, le chauffage, les dépenses d'entretien, ne fournissez les déboursés que pour cette première période.				
a) la première période se termine au mois de 1980 (c'est le mois d'envoi de votre avis d'augmentation) la seconde période se termine en 1979 au même mois				
b) indiquez ci-dessous les dépenses d'opération relatives au logement ou à l'immeuble où est située la chambre.				
DÉPENSES	PREMIÈRE PÉRIODE (*1979-1980)	SECONDE PÉRIODE (*1978-1979)		
Taxes	220 \$	230 \$		
Assurances responsabilité civile et incendie	221 \$	231 \$		
Electricité	222 \$	<div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 100px; margin: 0 auto; transform: rotate(45deg); transform-origin: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 80px; height: 80px; margin: 0 auto; transform: rotate(-45deg); transform-origin: center;"></div> </div>		
Gaz	223 \$			
Huile	224 \$			
Dépenses d'entretien	225 \$			
7. SERVICES				
Enumérez les principaux services rattachés à cette chambre. S'il y a lieu, indiquez les montants distincts payables en supplément au <i>loyer de base</i> pour chacun de ces services actuels et demandés. (voir guide)				
ÉNUMÉRATION DES SERVICES	SUPPLÉMENT PAYABLE			
	ACTUEL	DEMANDÉ	À LA SEMAINE	AU MOIS
1.	280 \$	280 \$	300 <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2	<input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2
2.	281 \$	281 \$	301 <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2	<input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2
3.	282 \$	282 \$	302 <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2	<input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2
4.	283 \$	283 \$	303 <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2	<input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2
5.	284 \$	284 \$	304 <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2	<input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2
6.	285 \$	285 \$	305 <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2	<input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2
7.	286 \$	286 \$	306 <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2	<input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2
8.	287 \$	287 \$	307 <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2	<input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2
9.	288 \$	288 \$	308 <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2	<input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2
10.	289 \$	289 \$	309 <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2	<input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2

JE DÉCLARE QUE TOUS LES RENSEIGNEMENTS CONTENUS DANS LA PRÉSENTE FORMULE ET DANS TOUTES LES PIÈCES QUE JE FOURNIRAI À L'APPUI DE CETTE DÉCLARATION SONT VRAIS, EXACTS ET COMPLETS SOUS TOUS RAPPORTS.

LE 19....

À
 Signature

ANNEXE 4

(a. 10)

Gouvernement du Québec
Régie du logementRN – TERRAIN POUR
MAISON MOBILE

No dossier

T

80

LE LOCATEUR DOIT COMPLÉTER CETTE FORMULE POUR CHACUN DES TERRAINS DONT LE LOCATAIRE A DEMANDÉ UNE FIXATION DE LOYER ET L'APPORTER À L'AUDITION AVEC LES PIÈCES JUSTIFICATIVES (baux, factures, reçus, etc.)

LOCATEUR DU TERRAIN		LOCATAIRE DU TERRAIN	
NOM		NOM	
PRÉNOM		PRÉNOM	
ADRESSE		ADRESSE	NO DU TERRAIN
CODE POSTAL		CODE POSTAL	
TÉL. RÉSIDENCE	TÉL. TRAVAIL	TÉL. RÉSIDENCE	TÉL. TRAVAIL

1. SI LE TERRAIN FAIT PARTIE D'UN PARC			RÉSERVÉ
INDIQUER LE NOMBRE DE TERRAINS:	loués	100	
	vacants	101	
	vendus	102	
	utilisés à d'autres fins	103	
	en cours d'aménagement	104	
2. HISTORIQUE DU LOYER MENSUEL			
Inscrivez les loyers <i>mensuels</i> de base du terrain (en excluant les montants distincts payés en supplément pour certains services):			
a) Nouveau loyer mensuel de base demandé:		130 \$	
b) Loyer mensuel de base actuel:		131 \$	
c) Loyer mensuel de base payé il y a 12 mois (même s'il s'agissait d'un autre locataire):		132 \$	
d) Date de la dernière augmentation du loyer de ce terrain (même s'il s'agissait d'un autre locataire):		133 ANNÉE MOIS JOUR	
e) Loyer mensuel de base payé avant cette dernière augmentation:		134 \$	
3. GRANDEUR DU TERRAIN			
Indiquez la surface occupée par le terrain:	en pieds carrés	160	
	ou en mètres carrés	161	

VERSO

4. DÉPENSES D'OPÉRATION ANNUELLES			
<p>Les dépenses fournies en réponse à cette question-ci doivent couvrir deux périodes consécutives de douze (12) mois: la première période est celle qui se termine avec le mois d'envoi de votre avis d'augmentation de loyer au locataire. Pour l'éclairage, le chauffage, les dépenses d'entretien, ne fournissez les déboursés que pour cette première période.</p>			
<p>a) la première période se termine au mois de 1980 (c'est le mois d'envoi de votre avis d'augmentation) la seconde période se termine en 1979 au même mois.</p>			
<p>b) indiquez ci-dessous les dépenses d'opération relatives au parc de terrains pour maisons mobiles où est situé le terrain qui fait l'objet de contestations. Les taxes incluent les taxes foncières et les taxes de services payées par le locateur pour les périodes concernées.</p>			
DÉPENSES	PREMIÈRE PÉRIODE (1979-1980)	SECONDE PÉRIODE (1978-1979)	
Taxes	220 \$	230 \$	
Assurance responsabilité civile	221 \$	231 \$	
Éclairage des espaces communs	222 \$	X	
Chauffage des espaces communs	223 \$		
Dépenses d'entretien courant et de service	224 \$		

5. DÉPENSES SPÉCIALES			
<p>Énumérez les améliorations et réparations majeures, ou nouveaux services d'importance, dont ce terrain a bénéficié <i>depuis la dernière augmentation de son loyer</i> (apportez à l'audition les factures et reçus servant de pièces justificatives, et indiquez le nombre de terrains bénéficiaires):</p>			
(utiliser une feuille supplémentaire si nécessaire)			

6. SERVICES			
<p>Énumérez les principaux services rattachés à ce terrain. S'il y a lieu, indiquez les montants distincts payables en supplément au loyer de base pour chacun de ces services, avant et après l'augmentation demandée. S.V.P. utilisez une base mensuelle.</p>			
ÉNUMÉRATION DES SERVICES	SUPPLÉMENT PAYABLE		
	ACTUEL	DEMANDE	AU MOIS
1.	260 \$	280 \$	300 <input type="checkbox"/>
2.	261 \$	281 \$	301 <input type="checkbox"/>
3.	262 \$	282 \$	302 <input type="checkbox"/>
4.	263 \$	283 \$	303 <input type="checkbox"/>
5.	264 \$	284 \$	304 <input type="checkbox"/>
6.	265 \$	285 \$	305 <input type="checkbox"/>
7.	266 \$	286 \$	306 <input type="checkbox"/>
8.	267 \$	287 \$	307 <input type="checkbox"/>
9.	268 \$	288 \$	308 <input type="checkbox"/>
10.	269 \$	289 \$	309 <input type="checkbox"/>

RÉSERVÉ

CODE RÉGISSEUR

190

CODE RÉGISSEURS

191

JE DÉCLARE QUE TOUS LES RENSEIGNEMENTS CONTENUS DANS LA PRÉSENTE FORMULE ET DANS TOUTES LES PIÈCES QUE JE FOURNIRAI À L'APPUI DE CETTE DÉCLARATION SONT VRAIS, EXACTS ET COMPLETS SOUS TOUTS RAPPORTS.

LE 19....

À Signature

ANNEXE 5
(a. 10)RENSEIGNEMENTS NÉCESSAIRES
À LA FIXATION DU LOYER

Retournez cet exemplaire dûment rempli au bureau
de la Régie du logement

Bureau	
Code regis. 0010 1 instance	
Code regis. 0015 révision	

IDENTIFICATION

1	Nom du locateur	Particulier 0035 <input type="checkbox"/> 1
0025		Corporation <input type="checkbox"/> 2
Adresse (N° rue)		(App.)
(Municipalité ou ville)		(Province)
		Code postal

Numéro de téléphone

Résidence

Bureau

2 Adresse de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier pour lequel vous demandez la fixation du loyer d'un ou de plusieurs logements

Adresse (N° rue)	(Municipalité ou ville)
Adresse (N° rue)	(Municipalité ou ville)
Adresse (N° rue)	(Municipalité ou ville)
Adresse (N° rue)	(Municipalité ou ville)

3 ANNÉE DE LA FIN DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier. (Indiquez une année approximative si vous l'ignorez).

0045	Année	0045	Année
------	-------	------	-------

REVENUS

LE LOYER EST LE DÉBOURSÉ MENSUEL DU LOCATAIRE AU LOCATEUR. IL COMPREND LES SUPPLÉMENTS MENSUELS
POUR LES SERVICES COMME LE GARAGE... ETC.

4

4 LOYERS EN MARS 1981 (VOIR GUIDE)

Colonne 3: Indiquez l'utilisation de chaque logement de l'immeuble au mois de mars 1981 comme suit
Encerclez L si le logement était loué;

V si l'était vacant;

P si l'était occupé par le propriétaire (ou sa famille);

S si l'était occupé par le concierge (ou d'autres employés de service);

A si l'était utilisé pour la gestion ou l'administration de l'immeuble.

Colonne 4: Inscrivez le loyer mensuel incluant les suppléments. Estimez le loyer mensuel du logement non-loué en le comparant à ceux qui sont loués.

Colonne 1 Identification de chaque logement	Colonne 2 Nombre de pièces du logement	Colonne 3 Utilisation du logement en mars 1981					Colonne 4 Loyer mensuel payé ou estimé en mars 1981					Ne rien écrire ici															
		Code ▶	1	2	3	4	5																				
	0112	0113	L	V	P	S	A	0114	\$	,	0112	0113	L	V	P	S	A	0114	\$,						
	0115	0116	L	V	P	S	A	0117	\$	,	0115	0116	L	V	P	S	A	0117	\$,						
	0118	0119	L	V	P	S	A	0120	\$	,	0118	0119	L	V	P	S	A	0120	\$,						
	0121	0122	L	V	P	S	A	0123	\$	,	0121	0122	L	V	P	S	A	0123	\$,						
	0124	0125	L	V	P	S	A	0126	\$	,	0124	0125	L	V	P	S	A	0126	\$,						
	0127	0128	L	V	P	S	A	0129	\$	,	0127	0128	L	V	P	S	A	0129	\$,						
	0130	0131	L	V	P	S	A	0132	\$	,	0130	0131	L	V	P	S	A	0132	\$,						
	0133	0134	L	V	P	S	A	0135	\$	,	0133	0134	L	V	P	S	A	0135	\$,						
	0136	0137	L	V	P	S	A	0138	\$	,	0136	0137	L	V	P	S	A	0138	\$,						
	0139	0140	L	V	P	S	A	0141	\$	,	0139	0140	L	V	P	S	A	0141	\$,						
Nombre total de logements		0155		Total ▶ 0156					\$					Nbre de logements		0155		Total ▶ 0156					\$				

5 REVENUS DE SERVICES (VOIR GUIDE)

Inscrivez le total des autres revenus (bruts) de services que vous avez retirés de l'immeuble entre le 1^{er} avril 1980 et le 31 mars 1981 et qui ne sont pas compris dans les revenus précédemment énumérés.

Exemples: Salles de lavage, machines distributrices ... etc.

0451	\$		0451	\$	
------	----	--	------	----	--

6 SERVICES PAYÉS PAR LE LOCATEUR

Inscrivez le nombre de logements qui, au mois de mars 1981, recevaient des services payés par le locateur.

Liste des services	Nombre de logements concernés	Ne rien écrire ici	Liste des services	Nombre de logements concernés	Ne rien écrire ici
Taxe d'eau	0320		Stationnement intérieur	0344	
Autres taxes de services	0323		Stationnement extérieur	0350	
Chauffage des locaux	0326		Totalité des meubles	0356	
Chauffage des espaces communs	0329		Cuisinière	0359	
Eau chaude	0332		Refrigerateur	0362	
Eclairage des locaux	0335		Air climatisé	0380	
Eclairage des espaces communs	0338		Autre		

Si l'espace alloué est insuffisant, inscrivez les services supplémentaires sur une autre feuille.

DÉPENSES**7 FRAIS DE FINANCEMENT**

Colonne 1 Montant de l'évaluation municipale en 1980	Colonne 2 Montant de l'évaluation municipale en 1979	Colonne 3 Versement annuel intérêt et remboursement du capital 1 ^{er} hypothèque	Ne rien écrire ici		
0725 \$	0726 \$	0727 \$	0725 \$	0726 \$	0727 \$

8 TAXES PAYÉES PAR LE LOCATEUR (VOIR GUIDE)

Catégorie de taxes	Colonne 1 Dernier compte reçu avant le 31 mars 1981	Colonne 2 Avant-dernier compte reçu	Ne rien écrire ici	
foncières municipales	0455 \$	0465 \$	0455 \$	0465 \$
scolaires	0457 \$	0467 \$	0457 \$	0467 \$
Montant de l'évaluation scolaire en 1979			0728 \$	0728 \$

9 ASSURANCES PAYÉES PAR LE LOCATEUR: Primes annuelles d'assurance-incendie sur l'immeuble ou l'ensemble immobilier incluant les dépendances, et d'assurance-responsabilité.

Colonne 1 Dernier compte reçu avant le 31 mars 1981	Colonne 2 Avant-dernier compte reçu	Ne rien écrire ici	
0490 \$	0495 \$	0490 \$	0495 \$

10 CHAUFFAGE, ÉCLAIRAGE, EAU CHAUDE PAYÉS PAR LE LOCATEUR

Colonne 1: Cochez la(les) case(s) appropriée(s) selon que la source d'énergie utilisée sert pour le **chauffage** et/ou pour l'**eau chaude**

Colonne 3: Remplissez si l'immeuble comprend des locaux utilisés à des fins commerciales, professionnelles, industrielles ou artisanales.

Source d'énergie	Colonne 1 utilisée pour le chauffage utilisée pour l'eau chaude		Colonne 2 montant annuel payé du 1 ^{er} avril 1980 au 31 mars 1981	Colonne 3 % consommée par les locaux non résidentiels	Ne rien écrire ici			
Huile légère (huile #2)	0500 <input type="checkbox"/>	0510 <input type="checkbox"/>	0520 \$	2250 %	0500 <input type="checkbox"/>	0510 <input type="checkbox"/>	0520 \$	2250 %
Huile lourde (bunker)	0501 <input type="checkbox"/>	0511 <input type="checkbox"/>	0521 \$	2251 %	0501 <input type="checkbox"/>	0511 <input type="checkbox"/>	0521 \$	2251 %
Gaz propane	0502 <input type="checkbox"/>	0512 <input type="checkbox"/>	0522 \$	2252 %	0502 <input type="checkbox"/>	0512 <input type="checkbox"/>	0522 \$	2252 %
Gaz naturel	0503 <input type="checkbox"/>	0513 <input type="checkbox"/>	0523 \$	2253 %	0503 <input type="checkbox"/>	0513 <input type="checkbox"/>	0523 \$	2253 %
Électricité (incluant éclairage)	0504 <input type="checkbox"/>	0514 <input type="checkbox"/>	0524 \$	2254 %	0504 <input type="checkbox"/>	0514 <input type="checkbox"/>	0524 \$	2254 %

11 DÉPENSES COURANTES D'ENTRETIEN DE L'IMMEUBLE OU DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER (VOIR GUIDE)

Évitez de confondre les dépenses courantes avec les améliorations ou réparations majeures.

Excluez les dépenses d'administration, de gestion, de publicité, les intérêts et remboursements d'hypothèques, la dépréciation, ainsi que les dépenses déjà inscrites aux questions précédentes.

Inscrivez les dépenses courantes encourues entre le 1^{er} avril 1980 et le 31 mars 1981.

Salaires et assurances sociales des employés de service	0550	\$		0550	\$	
Fournitures d'entretien de l'immeuble	0551	\$		0551	\$	
Entretien et réparations mineures courantes	0552	\$		0552	\$	
Autres	0553	\$		0553	\$	
Total des dépenses courantes		\$			\$	

12 AMÉLIORATIONS, RÉPARATIONS MAJEURES OU NOUVEAUX SERVICES (VOIR GUIDE)

Inscrivez les améliorations, réparations majeures ou nouveaux services effectués ou installés entre le 1^{er} avril 1980 et le 31 mars 1981.

Excluez les dépenses qui se rapportent uniquement aux locaux non résidentiels.

Colonne 1 Nature de la dépense (Inscrivez une seule dépense par ligne)	Colonne 2 Date d'exécution ou d'installation		Colonne 3 Nombre de logements concernés	Colonne 4 Coût total de la dépense	Colonne 5 Frais annuels courants d'opération des nouveaux services	
	Année	Mois				Code
	0560		0570	0580 \$	0680 \$	1
	0561		0571	0581 \$	0681 \$	2
	0562		0572	0582 \$	0682 \$	3
	0563		0573	0583 \$	0683 \$	4
	0564		0574	0584 \$	0684 \$	5
	0565		0575	0585 \$	0685 \$	6
Total				\$	\$	
Ne rien écrire ici						
	0560		0570	0580 \$	0680 \$	1
	0561		0571	0581 \$	0681 \$	2
	0562		0572	0582 \$	0682 \$	3
	0563		0573	0583 \$	0683 \$	4
	0564		0574	0584 \$	0684 \$	5
	0565		0575	0585 \$	0685 \$	6

13 SUBVENTION ET PRÊT À INTÉRÊT RÉDUIT (VOIR GUIDE)

1) Remplissez si vous avez reçu une subvention ou un prêt à intérêt réduit pour vous aider à défrayer une restauration inscrite en **12**

2) Si vous avez reçu des indemnités en vertu d'une assurance incendie, inscrivez ici le montant reçu.

Mise de fonds (Déboursé du locateur pour la restauration)	0609	\$		0609	\$	
Montant de la subvention	0615	\$		0615	\$	
Montant du prêt à intérêt réduit	0616	\$		0616	\$	
Somme annuelle des paiements en capital et intérêts pour le prêt à intérêt réduit	0617	\$		0617	\$	
				0620	\$	
				0620	\$	

SI L'IMMEUBLE COMPREND DES LOCAUX UTILISÉS À DES FINS COMMERCIALES, PROFESSIONNELLES, INDUSTRIELLES OU ARTISANALES, REMPLISSEZ **14**, **15** ET **16**

Je déclare que tous les renseignements contenus dans le présent formulaire et dans toutes les pièces que je fournirai à l'appui de cette déclaration sont vrais, exacts et complets.

Date _____ Endroit _____ Signature _____

LOCAUX NON RÉSIDENTIELS

Remplissez **14**, **15** et **16** si l'immeuble comprend des locaux utilisés à des fins commerciales, professionnelles, industrielles ou artisanales.

14 REVENUS (VOIR GUIDE)

Inscrivez le total des loyers de **mars 1981** pour chaque catégorie incluant les suppléments de services qui ne sont pas considérés en **5**

Catégorie	Colonne 1 Nombre	Colonne 2 Loyers mensuels réels ou estimés de mars 1981	Ne rien écrire ici	
Locaux non résidentiels loués	2010	2015 \$,	2010	2015 \$,
Locaux non résidentiels vacants	2011	2016 \$,	2011	2016 \$,
Locaux non résidentiels occupés par le locateur	2012	2017 \$,	2012	2017 \$,

15 DÉPENSES COURANTES D'ENTRETIEN

Répartissez le total des dépenses inscrit en **11**

Uniquement pour les logements	2270 \$,	2270 \$,
Uniquement pour les autres locaux	2271 \$,	2271 \$,
Indistinctement pour tous les types de locaux	2272 \$,	2272 \$,

16 AMÉLIORATIONS, RÉPARATIONS MAJEURES OU NOUVEAUX SERVICES

Indiquez le nombre de locaux non résidentiels concernés par chacune des dépenses inscrites à la colonne 1 de **12**

Nature de la dépense	Nombre de locaux non résidentiels concernés	Ne rien écrire ici		Nature de la dépense	Nombre de locaux non résidentiels concernés	Ne rien écrire ici	
			Code				Code
	2280	2280	2281		2286	2286	2287
	2282	2282	2283		2288	2288	2289
	2284	2284	2285		2290	2290	2291

REMPLISSEZ 17 SI L'IMMEUBLE OU L'ENSEMBLE IMMOBILIER COMPREND PLUS DE DIX LOGEMENTS.**17 LOYERS EN MARS 1981 (VOIR GUIDE)**

Colonne 2: Inscrivez le nombre de logements selon leur utilisation en **mars 1981**

Colonne 3: Inscrivez la somme des loyers mensuels réels ou estimés au mois de **mars 1981** incluant les suppléments. Estimez le loyer mensuel de vos logements non loués en les comparant avec ceux qui sont loués

Colonne 1 Catégorie (Nbre de pièces)	Colonne 2 (Nombre de logements par catégorie)					Colonne 3		
	Loué(s)	Vacant(s)	Occupé par le propriétaire ou sa famille	Occupé par un locataire ou 3 ou plus d'employés de service	Utilisé temporairement ou administrativement	Somme des loyers mensuels, réels ou estimés		
1-1½	0160	0170	0180	0190	0200	0210	\$	
2-2½	0161	0171	0181	0191	0201	0211	\$	
3-3½	0162	0172	0182	0192	0202	0212	\$	
4-4½	0163	0173	0183	0193	0203	0213	\$	
5-5½	0164	0174	0184	0194	0204	0214	\$	
6 et plus	0165	0175	0185	0195	0205	0215	\$	
Nombre total de logements				0226	Total		0227	\$
Ne rien écrire ici								
1-1½	0160	0170	0180	0190	0200	0210	\$	
2-2½	0161	0171	0181	0191	0201	0211	\$	
3-3½	0162	0172	0182	0192	0202	0212	\$	
4-4½	0163	0173	0183	0193	0203	0213	\$	
5-5½	0164	0174	0184	0194	0204	0214	\$	
6 et plus	0165	0175	0185	0195	0205	0215	\$	
Nombre total de logements				0226	Total		0227	\$

RETOURNEZ EN **5**



ANNEXE-LOGEMENT

ATTENTION

CETTE ANNEXE DOIT ÊTRE REMPLIE POUR CHAQUE LOGEMENT DONT VOUS DEMANDEZ LA FIXATION DU LOYER OU DONT LE NOUVEAU LOCATAIRE A FAIT UNE DEMANDE DE RÉVISION DE LOYER.

Bureau	N° de RN	Année
Numéro de demande		
Code regisseur 1 ^{re} instance 1305		
Code regisseur révision 1306		

A IDENTIFICATION DU LOGEMENT.

N	Rue	App	Ville	Nombre de pièces
				1010

B INSCRIVEZ LE LOYER MENSUEL DU LOGEMENT.

Incluez dans ce loyer les suppléments mensuels payés pour les services comme le garage ... etc.

Ne rien écrire ici			
Loyer mensuel le plus bas payé au cours des 12 mois précédant la fin du bail	1015	\$	1015
Loyer mensuel payable à la fin du bail	1016	\$	1016
Loyer mensuel demandé pour le nouveau bail	1017	\$	1017

C COCHEZ CHACUN DES SERVICES QUE VOUS OFFREZ AU LOCATAIRE DE CE LOGEMENT.

Ne rien écrire ici				Ne rien écrire ici			
Taxe d'eau	1025	<input type="checkbox"/>	1025	<input type="checkbox"/>	Stationnement intérieur	1032	<input type="checkbox"/>
Autres taxes de services	1026	<input type="checkbox"/>	1026	<input type="checkbox"/>	Stationnement extérieur	1033	<input type="checkbox"/>
Chauffage du local	1027	<input type="checkbox"/>	1027	<input type="checkbox"/>	Totalité des meubles	1034	<input type="checkbox"/>
Chauffage des espaces communs	1028	<input type="checkbox"/>	1028	<input type="checkbox"/>	Cuisinière	1035	<input type="checkbox"/>
Eau chaude	1029	<input type="checkbox"/>	1029	<input type="checkbox"/>	Refrigerateur	1036	<input type="checkbox"/>
Eclairage du local	1030	<input type="checkbox"/>	1030	<input type="checkbox"/>	Air climatisé	1037	<input type="checkbox"/>
Eclairage des espaces communs	1031	<input type="checkbox"/>	1031	<input type="checkbox"/>	Autre		

D TAXE D'EAU

Ne rien écrire ici			
Si vous avez payé le dernier compte de taxe d'eau indiquez le montant annuel	1458	\$	1458
Si vous avez payé l'avant-dernier compte de taxe d'eau indiquez le montant annuel	1468	\$	1468

E AVEZ-VOUS SUPPRIMÉ OU AVEZ-VOUS L'INTENTION DE SUPPRIMER DES SERVICES À CE LOGEMENT?

Ne rien écrire ici			
Si oui, cochez ci-contre		1085	<input type="checkbox"/>
et énumérez-les		1085	<input type="checkbox"/>

F EN CONSULTANT INSCRIVEZ ICI CHACUNE DES AMÉLIORATIONS OU RÉPARATIONS MAJEURES ET NOUVEAUX SERVICES DONT CE LOGEMENT A PROFITÉ.

Ne rien écrire ici		Ne rien écrire ici	
Nature de la dépense	Code	Nature de la dépense	Code
	1120		1123
	1121		1124
	1122		1125

Je déclare que tous les renseignements contenus dans ce présent formulaire et dans toutes les pièces que je fournirai à l'appui de cette déclaration sont vrais, exacts et complets.

Date _____ Endroit _____ Signature _____

(VOIR VERSO)

REMPLISSEZ G ET H SI LE BAIL EST DE 24 MOIS OU PLUS (DANS LE CAS D'UN NOUVEAU LOCATAIRE, CONSIDÉREZ LE BAIL DE L'ANCIEN LOCATAIRE).

G REMPLISSEZ, UNIQUEMENT, SI LE BAIL NE CONTIENT PAS DE CLAUSE PERMETTANT DE DEMANDER UN RÉAJUSTEMENT DE LOYER EN COURS DE BAIL PAR SUITE D'UNE AUGMENTATION DE TAXES.

Catégorie de taxes	Premier compte reçu après la date de conclusion du bail	Ne rien écrire ici	Catégorie de taxes	Premier compte reçu après la date de conclusion du bail	Ne rien écrire ici
Taxes foncières municipales	3020 \$	3020 \$	Taxes scolaires	3024 \$	3024 \$

TAXE D'EAU

Ne rien écrire ici		
Indiquez, s'il y a lieu, le premier compte de taxe d'eau payé après la date de conclusion du bail pour ce logement	3468 \$	3468 \$

H INSCRIVEZ TOUTES AMÉLIORATIONS OU RÉPARATIONS MAJEURES EFFECTUÉES AU MOINS UN AN APRÈS LE DÉBUT DU BAIL. NE RÉPÉTEZ PAS CELLES QUI SONT DÉJÀ INSCRITES EN

Colonne 1 Nature de la dépense	Colonne 2 Date d'exécution Année Mois	Colonne 3 Nombre de logements concernés	Colonne 4 Coût total de la dépense	Colonne 5 Montant de la subvention reçue
	3040	3050	3060 \$	3070 \$
	3041	3051	3061 \$	3071 \$
	3042	3052	3062 \$	3072 \$
Ne rien écrire ici				
	3040	3050	3060 \$	3070 \$
	3041	3051	3061 \$	3071 \$
	3042	3052	3062 \$	3072 \$

ANNEXE 6

(a. 10)



Gouvernement
du Québec
Régie du logement

RENSEIGNEMENTS NÉCESSAIRES AU CALCUL DU RÉAJUSTEMENT DE LOYER SUITE À L'ABOLITION DES SURTAXES

Remplir et retourner au bureau de la Régie du logement

Nom du locateur : _____

No dossier-maître : _____

Adresse de l'immeuble : _____

- Évaluation municipale de l'immeuble
au 31 décembre 1979 _____ \$
- Évaluation scolaire de l'immeuble
au 31 décembre 1979 _____ \$
- Revenu mensuel brut de l'immeuble
en mars 1980 (1) _____ \$

(1) Comprend les revenus mensuels de location de tous les locaux (résidentiels et non résidentiels), les revenus mensuels tirés des services offerts (ex. : garage) et les revenus mensuels estimés des locaux inoccupés, occupés par le propriétaire ou sa famille, occupés pour des fins de gestion de l'immeuble, occupés par le concierge ou d'autres employés de service.

Adresse du logement	App.	No de demande (usage interne)	Loyer en mars 1980 (2)
_____	_____	_____	_____ \$
_____	_____	_____	_____ \$
_____	_____	_____	_____ \$
_____	_____	_____	_____ \$
_____	_____	_____	_____ \$
_____	_____	_____	_____ \$
_____	_____	_____	_____ \$
_____	_____	_____	_____ \$

(2) Incluant les suppléments pour services.

N.B. : Lorsque vous serez convoqué à l'audition, vous devez apporter avec vous les pièces justificatives (compte de taxes, baux, etc...) relatives à ces renseignements.

Décision du 15.05.81, (1981) 113 G.O.II, 3449
 Décision du 06.07.81, (1981) 113 G.O.II, 4126



c. R-9, r.1

Règlement sur l'attribution du numéro d'assurance sociale

Loi sur le régime de rentes du Québec
(L.R.Q., c. R-9)

1. Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient :

- a) « carte » : une carte matricule d'assurance sociale ;
- b) « Loi » : la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9).

2. Tout particulier tenu par la Loi de demander un numéro d'assurance sociale doit fournir à la Régie des rentes du Québec sur la formule prescrite les renseignements suivants :

- a) ses nom et prénoms ;
- b) le nom qui lui a été donné à sa naissance s'il diffère de celui qu'il porte ;
- c) sa date de naissance ;
- d) le lieu de sa naissance ;
- e) le nom de famille de sa mère au moment de la naissance de cette dernière ;
- f) le premier prénom de son père ; et
- g) tout autre renseignement requis dans la formule prescrite.

3. Tout détenteur d'une carte qui change de nom par mariage ou autrement et est tenu par la Loi de demander une nouvelle carte doit fournir à la Régie, sur la formule prescrite, les renseignements mentionnés à l'article 2 et en plus, son numéro d'assurance sociale et ses nom et prénoms antérieurs au changement.

4. Tout particulier dont la carte est perdue ou détruite et qui, si un numéro d'assurance sociale ne lui avait pas déjà été attribué serait tenu d'en demander l'attribution, doit demander à la Régie une nouvelle carte dans les 30 jours qui suivent celui où il prend connaissance de la perte ou destruction. Il doit alors fournir les renseignements mentionnés à l'article 2 et son numéro d'assurance sociale. S'il l'ignore, il doit faire une déclaration indiquant qu'un numéro d'assurance sociale lui a déjà été attribué.

5. Un numéro d'assurance sociale est censé avoir été attribué à un particulier si un tel numéro lui a été attribué par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada.

Une carte délivrée par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada est censée avoir été délivrée par la Régie.

6. Les formules prescrites doivent être disponibles à tous les bureaux de la Régie.

7. L'employeur qui constate qu'un salarié exécutant un travail visé par la Loi n'a pas de carte ou a changé de nom doit lui fournir une formule appropriée pour une demande d'attribution d'un numéro d'assurance sociale ou de délivrance d'une nouvelle carte, selon le cas.

8. Lorsqu'un salarié omet de présenter sa carte à son employeur dans le délai prescrit par l'article 197 de la Loi, ce dernier doit en faire rapport à la Régie, s'il n'en a pas fait rapport à la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, en indiquant tous les détails nécessaires à l'identification du salarié.

Si le salarié présente ensuite sa carte à l'employeur, ce dernier doit en avvertir immédiatement la Régie.

9. Lorsque la Régie fait parvenir à un employeur pour distribution à ses salariés des documents relatifs à l'attribution de numéros d'assurance sociale, il est tenu de distribuer ces documents suivant les instructions de la Régie.



c. R-9, r.2

Règlement sur les contributions au régime de rentes du Québec

Loi sur le régime de rentes du Québec
(L.R.Q., c. R-9)

SECTION I INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « exemption générale » : l'exemption prévue à l'article 42 de la Loi ;
- b) « Loi » : la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9) ;
- c) « période de paie » : la période habituelle pour laquelle un salarié est payé ou, s'il n'y a pas de période habituelle, le nombre de jours pour lesquels un salarié est réellement payé ;
- d) « salaire admissible » : le salaire admissible prévu à l'article 45 de la Loi ;
- e) « travail continu » : un travail autre que celui décrit au paragraphe f ;
- f) « travail discontinu » : le travail fait au service d'un employeur qui exploite une entreprise ou qui a au moins un salarié à temps plein, par :
 - i. un salarié dont la période de paie est inférieure à 7 jours ; ou
 - ii. un salarié exécutant habituellement le même genre de travail, à tour de rôle pour le compte de plus d'un employeur.

SECTION II EXEMPTION PÉRIODIQUE

2. Lorsqu'un salarié exécute un travail continu, l'exemption par période de paie est :

- a) s'il s'agit de la période habituelle pour laquelle le salarié est payé, le quotient obtenu en divisant l'exemption générale pour l'année par le nombre de fois que s'inscrirait la période de paie dans l'année si sa durée était la même pour toute l'année ;
- b) s'il n'y a pas de période habituelle pour laquelle le salarié est payé, la portion de l'exemption générale pour

l'année représentée par le nombre de jours contenus dans la période de paie ou depuis le début de l'année, selon la plus récente des deux dates, sur 365.

3. L'exemption par période de paie prévue à l'article 2 ne doit pas être inférieure au quotient obtenu en divisant l'exemption générale pour l'année par 52.

4. Lorsqu'un salarié exécute un travail discontinu, l'exemption par période de paie est :

- a) pour chaque heure payée, le quotient obtenu en divisant l'exemption générale pour l'année par 2 000, s'il est payé à l'heure ;
- b) pour chaque jour payé, le quotient obtenu en divisant l'exemption générale pour l'année par 240, dans les autres cas.

5. Lorsque le résultat obtenu en vertu des articles 2 à 4 est un montant avec une fraction de cent, on ne tient pas compte de cette fraction.

SECTION III DÉDUCTION À LA SOURCE

6. L'employeur doit déduire du salaire admissible qu'il paie, à titre de contribution du salarié :

- a) soit 1,8% de l'excédent de tel salaire sur l'exemption pour la période de paie relative à ce salaire visée à la section II ;
- b) soit le montant établi aux tables A ou B pour la période de paie relative à ce salaire si une telle période y est prévue.

Il ne doit cependant être tenu compte de l'exemption qu'une seule fois à l'égard d'une même période de paie.

7. Lorsque le résultat obtenu en vertu du paragraphe a du premier alinéa de l'article 6 est un montant avec une fraction de cent, on ne tient pas compte de cette fraction si elle est moindre qu'une demie et on la compte comme un cent dans les autres cas.

8. La contribution déduite en vertu de l'article 6 pour une période de paie ne doit pas excéder 1,8% du maximum des gains cotisables du salarié pour l'année au sens de l'article 44 de la Loi, moins le total des contributions qui ont été déduites de sa rémunération depuis le début de l'année ou qui auraient dû l'être en vertu du présent règlement ou d'un régime équivalent.

9. Lorsque, au cours d'une période de paie, un employeur transfère un salarié d'un établissement au Québec à un établissement hors du Québec où il existe un régime équivalent, ou vice versa, l'employeur doit faire la déduction relative à cette période comme si le salarié avait travaillé pendant toute la période à l'établissement où il est transféré.

10. Lorsqu'un salarié est transféré d'un employeur à un autre employeur dans les cas et selon les circonstances prévus au paragraphe *h* de l'article 81 de la Loi, le nouvel employeur peut, aux fins de l'article 8, tenir compte des contributions qui devaient être déduites de la rémunération versée à ce salarié par l'employeur précédent au cours de l'année.

SECTION IV REMISES ET DÉCLARATIONS

11. Les articles 1015R14 à 1015R17 du Règlement sur les impôts (c. I-3, r. 1) s'appliquent en les adaptant à la remise des contributions déduites ou qui doivent être déduites, à la remise de la contribution d'employeur en vertu de la Loi, ainsi qu'aux déclarations qui doivent accompagner ces remises ou qui doivent être produites.

Les articles 1086R1 et 1086R13 à 1086R18 de ce règlement s'appliquent en les adaptant aux déclarations annuelles que l'employeur doit produire relativement aux salaires admissibles qu'il paie.

SECTION V INTÉRÊT SUR REMBOURSEMENT

12. Aux fins de l'article 80 de la Loi, l'intérêt y visé est payé pour la période se terminant le jour du remboursement ou de l'affectation à une autre obligation et commençant à la plus tardive des dates suivantes :

a) le 1^{er} mai suivant l'année pour laquelle le paiement en trop a été fait, le jour où le paiement en trop a été fait ou le jour où la demande de remboursement est reçue, dans le cas d'un salarié ou d'un travailleur autonome ;

b) le jour où le paiement en trop a été fait ou le jour où le versement devait être fait, dans le cas d'un employeur.

SECTION VI MAXIMUM DES GAINS ADMISSIBLES

13. Aux fins du calcul du maximum des gains admissibles en vertu du quatrième alinéa de l'article 40 de la Loi, le salaire de base pour chaque mois est celui qui est le plus récemment publié à la date où Statistique Canada publie pour la première fois le salaire de base pour le mois de juin visé au deuxième alinéa de l'article 38 de la Loi.

14. Les moyennes prévues aux deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 38 de la Loi se calculent en divisant la somme des salaires de base pour chaque mois de la période par le nombre de mois correspondant.

15. Aux fins du cinquième alinéa de l'article 38 de la Loi, le rapport qui y est visé est le quotient obtenu en divisant le salaire de base pour la première période triennale par le salaire de base pour la seconde période triennale.

16. Lorsque le quotient obtenu selon l'article 15 comporte plus de 3 décimales, les trois premières décimales seulement sont retenues et la troisième est augmentée d'une unité si la quatrième décimale est un chiffre supérieur à 4.

17. Aux fins des articles 38 et 40 de la Loi, lorsque le résultat obtenu en vertu des articles 13 à 16 est un montant avec une fraction de cent, on ne tient pas compte de cette fraction si elle est moindre qu'une demie et on la compte comme un cent dans les autres cas.

SECTION VII DISPOSITION FINALE

18. Les tables A et B s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 1982.

TABLEAU A
(a. 6)

EMPLOI CONTINU

DEDUCTION

52 Périodes de paie par année

Remunération	Déduction	Remunération	Déduction	Remunération	Déduction	Remunération	Déduction	Remunération	Déduction
0,00-	30,76	63,83-	66,38	97,16-	97,71	130,50-	131,04	163,83-	164,38
30,77-	31,03	64,33-	66,65	97,72-	98,26	131,05-	131,59	164,39-	164,93
31,04-	31,30	64,83-	66,92	98,27-	98,82	131,61-	132,15	164,94-	165,48
31,31-	31,57	65,33-	67,19	98,83-	99,38	132,16-	132,70	165,49-	166,03
31,58-	31,84	65,83-	67,46	99,39-	99,93	132,71-	133,25	166,04-	166,58
31,85-	32,11	66,33-	67,73	100,00-	100,54	133,26-	133,80	166,59-	167,13
32,12-	32,38	66,83-	68,00	100,55-	101,09	133,81-	134,35	167,14-	167,68
32,39-	32,65	67,33-	68,27	101,10-	101,64	134,36-	134,90	167,69-	168,23
32,66-	32,92	67,83-	68,54	101,65-	102,19	134,91-	135,45	168,24-	168,78
32,93-	33,19	68,33-	68,81	102,20-	102,74	135,46-	136,00	168,79-	169,33
33,20-	33,46	68,83-	69,08	102,75-	103,29	136,01-	136,55	169,34-	169,88
33,47-	33,73	69,33-	69,35	103,30-	103,84	136,56-	137,10	169,89-	170,43
33,74-	34,00	69,83-	69,62	103,85-	104,39	137,11-	137,65	170,44-	170,98
34,01-	34,27	70,33-	70,10	104,40-	104,94	137,66-	138,20	170,99-	171,53
34,28-	34,54	70,83-	70,37	104,95-	105,49	138,21-	138,75	171,54-	172,08
34,55-	34,81	71,33-	71,04	105,50-	106,04	138,76-	139,30	172,09-	172,63
34,82-	35,08	71,83-	71,50	106,05-	106,59	139,31-	139,85	172,64-	173,18
35,09-	35,35	72,33-	72,15	106,60-	107,14	139,86-	140,40	173,19-	173,73
35,36-	35,62	72,83-	72,60	107,15-	107,69	140,41-	140,95	173,74-	174,28
35,63-	35,89	73,33-	73,15	107,70-	108,24	140,96-	141,50	174,29-	174,83
35,90-	36,16	73,83-	73,60	108,25-	108,79	141,51-	142,05	174,84-	175,38
36,17-	36,43	74,33-	74,15	108,80-	109,34	142,06-	142,60	175,39-	175,93
36,44-	36,70	74,83-	74,60	109,35-	109,89	142,61-	143,15	175,94-	176,48
36,71-	36,97	75,33-	75,15	109,90-	110,44	143,16-	143,70	176,49-	177,03
36,98-	37,24	75,83-	75,60	110,45-	110,99	143,71-	144,25	177,04-	177,58
37,25-	37,51	76,33-	76,15	111,00-	111,54	144,26-	144,80	177,59-	178,13
37,52-	37,78	76,83-	76,60	111,55-	112,09	144,81-	145,35	178,14-	178,68
37,79-	38,05	77,33-	77,15	112,10-	112,64	145,36-	145,90	178,69-	179,23
38,06-	38,32	77,83-	77,60	112,65-	113,19	145,91-	146,45	179,24-	179,78
38,33-	38,59	78,33-	78,15	113,20-	113,74	146,46-	147,00	179,79-	180,33
38,60-	38,86	78,83-	78,60	113,75-	114,29	147,01-	147,55	180,34-	180,88
38,87-	39,13	79,33-	79,15	114,30-	114,84	147,56-	148,10	180,89-	181,43
39,14-	39,40	79,83-	79,60	114,85-	115,39	148,11-	148,65	181,44-	181,98
39,41-	39,67	80,33-	80,15	115,40-	115,94	148,66-	149,20	181,99-	182,53
39,68-	39,94	80,83-	80,60	115,95-	116,49	149,21-	149,75	182,54-	183,08
39,95-	40,21	81,33-	81,15	116,50-	117,04	149,76-	150,30	183,09-	183,63
40,22-	40,48	81,83-	81,60	117,05-	117,59	150,31-	150,85	183,64-	184,18
40,49-	40,75	82,33-	82,15	117,60-	118,14	150,86-	151,40	184,19-	184,73
40,76-	41,02	82,83-	82,60	118,15-	118,69	151,41-	151,95	184,74-	185,28
41,03-	41,29	83,33-	83,15	118,70-	119,24	151,96-	152,50	185,29-	185,83
41,30-	41,56	83,83-	83,60	119,25-	119,79	152,51-	153,05	185,84-	186,38
41,57-	41,83	84,33-	84,15	119,80-	120,34	153,06-	153,60	186,39-	186,93
41,84-	42,10	84,83-	84,60	120,35-	120,89	153,61-	154,15	186,94-	187,48
42,11-	42,37	85,33-	85,15	120,90-	121,44	154,16-	154,70	187,49-	188,03
42,38-	42,64	85,83-	85,60	121,45-	121,99	154,71-	155,25	188,04-	188,58
42,65-	42,91	86,33-	86,15	122,00-	122,54	155,26-	155,80	188,59-	189,13
42,92-	43,18	86,83-	86,60	122,55-	123,09	155,81-	156,35	189,14-	189,68
43,19-	43,45	87,33-	87,15	123,10-	123,64	156,36-	156,90	189,69-	190,23
43,46-	43,72	87,83-	87,60	123,65-	124,19	156,91-	157,45	190,24-	190,78
43,73-	43,99	88,33-	88,15	124,20-	124,74	157,46-	158,00	190,79-	191,33
44,00-	44,26	88,83-	88,60	124,75-	125,29	158,01-	158,55	191,34-	191,88
44,27-	44,53	89,33-	89,15	125,30-	125,84	158,56-	159,10	191,89-	192,43
44,54-	44,80	89,83-	89,60	125,85-	126,39	159,11-	159,65	192,44-	192,98
44,81-	45,07	90,33-	90,15	126,40-	126,94	159,66-	160,20	192,99-	193,53
45,08-	45,34	90,83-	90,60	126,95-	127,49	160,21-	160,75	193,54-	194,08
45,35-	45,61	91,33-	91,15	127,50-	128,04	160,76-	161,30	194,09-	194,63
45,62-	45,88	91,83-	91,60	128,05-	128,59	161,31-	161,85	194,64-	195,18
45,89-	46,15	92,33-	92,15	128,60-	129,14	161,86-	162,40	195,19-	195,73
46,16-	46,42	92,83-	92,60	129,15-	129,69	162,41-	162,95	195,74-	196,28
46,43-	46,69	93,33-	93,15	129,70-	130,24	162,96-	163,50	196,29-	196,83
46,70-	46,96	93,83-	93,60	130,25-	130,79	163,51-	164,05	196,84-	197,38
46,97-	47,23	94,33-	94,15	130,80-	131,34	164,06-	164,60	197,39-	197,93
47,24-	47,50	94,83-	94,60	131,35-	131,89	164,61-	165,15	197,94-	198,48
47,51-	47,77	95,33-	95,15	131,90-	132,44	165,16-	165,70	198,49-	199,03
47,78-	48,04	95,83-	95,60	132,45-	132,99	165,71-	166,25	199,04-	199,58
48,05-	48,31	96,33-	96,15	133,00-	133,54	166,26-	166,80	199,59-	200,13
48,32-	48,58	96,83-	96,60	133,55-	134,09	166,81-	167,35	200,14-	200,68
48,59-	48,85	97,33-	97,15	134,10-	134,64	167,36-	167,90	200,69-	201,22
48,86-	49,12	97,83-	97,60	134,65-	135,19	167,91-	168,45	201,24-	201,78
49,13-	49,39	98,33-	98,15	135,20-	135,74	168,46-	169,00	201,79-	202,33
49,40-	49,66	98,83-	98,60	135,75-	136,29	169,01-	169,55	202,34-	202,88
49,67-	49,93	99,33-	99,15	136,30-	136,84	169,56-	170,10	202,89-	203,42
49,94-	50,20	99,83-	99,60	136,85-	137,39	170,11-	170,65	203,44-	203,98
50,21-	50,47	100,33-	100,15	137,40-	138,04	170,66-	171,20	203,99-	204,53
50,48-	50,74	100,83-	100,60	137,95-	138,59	171,21-	171,75	204,54-	205,08
50,75-	51,01	101,33-	101,15	138,50-	139,14	171,76-	172,30	205,09-	205,63
51,02-	51,28	101,83-	101,60	139,05-	139,69	172,31-	172,85	205,64-	206,18
51,29-	51,55	102,33-	102,15	139,60-	140,24	172,86-	173,40	206,19-	206,73
51,56-	51,82	102,83-	102,60	140,15-	140,79	173,41-	173,95	206,74-	207,28
51,83-	52,09	103,33-	103,15	140,70-	141,34	173,96-	174,50	207,29-	207,83
52,10-	52,36	103,83-	103,60	141,25-	141,89	174,51-	175,05	207,84-	208,38
52,37-	52,63	104,33-	104,15	141,80-	142,44	175,06-	175,60	208,39-	208,93
52,64-	52,90	104,83-	104,60	142,35-	142,99	175,61-	176,15	208,94-	209,48
52,91-	53,17	105,33-	105,15	142,90-	143,54	176,16-	176,70	209,49-	210,03
53,18-	53,44	105,83-	105,60	143,45-	144,09	176,71-	177,25	210,04-	210,58
53,45-	53,71	106,33-	106,15	144,00-	144,64	177,26-	177,80	210,59-	211,13
53,72-	53,98	106,83-	106,60	144,55-	145,19	177,81-	178,35	211,14-	211,68
53,99-	54,25	107,33-	107,15	145,10-	145,74	178,36-	178,90	211,69-	212,23
54,26-	54,52	107,83-	107,60	145,65-	146,29	178,91-	179,45	212,24-	212,78
54,53-	54,79	108,33-	108,15	146,20-	146,84	179,46-	180,00	212,79-	213,33
54,80-	55,06	108,83-	108,60	146,75-	147,39	180,01-	180,55	213,34-	213,88
55,07-	55,33	109,33-	109,15	147,30-	147,94	180,56-	181,10	213,89-	214,43
55,34-	55,60	109,83-	109,60	147,85-	148,49	181,11-	181,65	214,44-	214,98
55,61-	55,87	110,33-	110,15	148,40-	149,04	181,66-	182,20	214,99-	215,53
55,88-	56,14	110,83-	110,60	148,95-	149,59	182,21-	182,75	215,54-	216,08
56,15-	56,41	111,33-	111,15	149,50-	150,14	182,76-	183,30	216,09-	216,63
56,42-	56,68	111,83-	111,60	150,05-	150,69	183,31-	183,85	216,64-	217,18
56,69-	56,95	112,33-	112,15	150,60-	151,24	183,86-	184,40	217,19-	217,73
56,96-	57,22	112,83-	112,60	151,15-	151,79	184,41-	184,95	217,74-	218,28
57,23-	57,49	113,33-	113,15	151,70-	152,34	184,96-	185,50	218,29-	218,83
57,50-	57,76	113,83-	113,60	152,25-	152,89	185,51-	186,05	218,84-	219,38
57,77-	58,03	114,33-	114,15	152,80-	153,44	186,06-	186,60	219,39-	219,93
58,04-	58,30	114,83-	114,60	153,35-	153,99	186,61-	187,15	219,94-	220,48
58,31-	58,57	115,33-	115,15	153,90-	154,54	187,16-	187,70	220,49-	221,03
58,58-	58,84	115,83-	115,60	154,45-	155,09	187,71-	188,25	221,04-	221,58
58,85-	59,11	116,33-	116,15	155,00-	155,64	188,26-	188,80	221,59-	222,13
59,12-	59,38	116,83-	116,60	155,55-	156,19	188,81-	189,35	222,14-	222,68
59,39-	59,65	117,33-	117,15	156,10-	156,74	189,36-	189,90	222,69-	223,23

EMPLOI CONTINU

[illegible]

EMPLOI CONTINU

[illegible]

TABLEAU A
(a. 6)

EMPLOI CONTINU

DEDUCTION

26 Périodes de paie par année

Rémunération	Deduction	Rémunération	Deduction	Rémunération	Deduction	Rémunération	Deduction	Rémunération	Deduction
394,60-	395,14	427,93-	428,48	461,27-	461,81	494,60-	495,14	527,93-	528,48
395,60-	396,14	428,93-	429,48	462,27-	462,81	495,60-	496,14	528,93-	529,48
396,60-	397,14	429,93-	430,48	463,27-	463,81	496,60-	497,14	529,93-	530,48
397,60-	398,14	430,93-	431,48	464,27-	464,81	497,60-	498,14	530,93-	531,48
398,60-	399,14	431,93-	432,48	465,27-	465,81	498,60-	499,14	531,93-	532,48
399,60-	400,14	432,93-	433,48	466,27-	466,81	499,60-	500,14	532,93-	533,48
400,60-	401,14	433,93-	434,48	467,27-	467,81	500,60-	501,14	533,93-	534,48
401,60-	402,14	434,93-	435,48	468,27-	468,81	501,60-	502,14	534,93-	535,48
402,60-	403,14	435,93-	436,48	469,27-	469,81	502,60-	503,14	535,93-	536,48
403,60-	404,14	436,93-	437,48	470,27-	470,81	503,60-	504,14	536,93-	537,48
404,60-	405,14	437,93-	438,48	471,27-	471,81	504,60-	505,14	537,93-	538,48
405,60-	406,14	438,93-	439,48	472,27-	472,81	505,60-	506,14	538,93-	539,48
406,60-	407,14	439,93-	440,48	473,27-	473,81	506,60-	507,14	539,93-	540,48
407,60-	408,14	440,93-	441,48	474,27-	474,81	507,60-	508,14	540,93-	541,48
408,60-	409,14	441,93-	442,48	475,27-	475,81	508,60-	509,14	541,93-	542,48
409,60-	410,14	442,93-	443,48	476,27-	476,81	509,60-	510,14	542,93-	543,48
410,60-	411,14	443,93-	444,48	477,27-	477,81	510,60-	511,14	543,93-	544,48
411,60-	412,14	444,93-	445,48	478,27-	478,81	511,60-	512,14	544,93-	545,48
412,60-	413,14	445,93-	446,48	479,27-	479,81	512,60-	513,14	545,93-	546,48
413,60-	414,14	446,93-	447,48	480,27-	480,81	513,60-	514,14	546,93-	547,48
414,60-	415,14	447,93-	448,48	481,27-	481,81	514,60-	515,14	547,93-	548,48
415,60-	416,14	448,93-	449,48	482,27-	482,81	515,60-	516,14	548,93-	549,48
416,60-	417,14	449,93-	450,48	483,27-	483,81	516,60-	517,14	549,93-	550,48
417,60-	418,14	450,93-	451,48	484,27-	484,81	517,60-	518,14	550,93-	551,48
418,60-	419,14	451,93-	452,48	485,27-	485,81	518,60-	519,14	551,93-	552,48
419,60-	420,14	452,93-	453,48	486,27-	486,81	519,60-	520,14	552,93-	553,48
420,60-	421,14	453,93-	454,48	487,27-	487,81	520,60-	521,14	553,93-	554,48
421,60-	422,14	454,93-	455,48	488,27-	488,81	521,60-	522,14	554,93-	555,48
422,60-	423,14	455,93-	456,48	489,27-	489,81	522,60-	523,14	555,93-	556,48
423,60-	424,14	456,93-	457,48	490,27-	490,81	523,60-	524,14	556,93-	557,48
424,60-	425,14	457,93-	458,48	491,27-	491,81	524,60-	525,14	557,93-	558,48
425,60-	426,14	458,93-	459,48	492,27-	492,81	525,60-	526,14	558,93-	559,48
426,60-	427,14	459,93-	460,48	493,27-	493,81	526,60-	527,14	559,93-	560,48
427,60-	428,14	460,93-	461,48	494,27-	494,81	527,60-	528,14	560,93-	561,48
428,60-	429,14	461,93-	462,48	495,27-	495,81	528,60-	529,14	561,93-	562,48
429,60-	430,14	462,93-	463,48	496,27-	496,81	529,60-	530,14	562,93-	563,48
430,60-	431,14	463,93-	464,48	497,27-	497,81	530,60-	531,14	563,93-	564,48
431,60-	432,14	464,93-	465,48	498,27-	498,81	531,60-	532,14	564,93-	565,48
432,60-	433,14	465,93-	466,48	499,27-	499,81	532,60-	533,14	565,93-	566,48
433,60-	434,14	466,93-	467,48	500,27-	500,81	533,60-	534,14	566,93-	567,48
434,60-	435,14	467,93-	468,48	501,27-	501,81	534,60-	535,14	567,93-	568,48
435,60-	436,14	468,93-	469,48	502,27-	502,81	535,60-	536,14	568,93-	569,48
436,60-	437,14	469,93-	470,48	503,27-	503,81	536,60-	537,14	569,93-	570,48
437,60-	438,14	470,93-	471,48	504,27-	504,81	537,60-	538,14	570,93-	571,48
438,60-	439,14	471,93-	472,48	505,27-	505,81	538,60-	539,14	571,93-	572,48
439,60-	440,14	472,93-	473,48	506,27-	506,81	539,60-	540,14	572,93-	573,48
440,60-	441,14	473,93-	474,48	507,27-	507,81	540,60-	541,14	573,93-	574,48
441,60-	442,14	474,93-	475,48	508,27-	508,81	541,60-	542,14	574,93-	575,48
442,60-	443,14	475,93-	476,48	509,27-	509,81	542,60-	543,14	575,93-	576,48
443,60-	444,14	476,93-	477,48	510,27-	510,81	543,60-	544,14	576,93-	577,48
444,60-	445,14	477,93-	478,48	511,27-	511,81	544,60-	545,14	577,93-	578,48
445,60-	446,14	478,93-	479,48	512,27-	512,81	545,60-	546,14	578,93-	579,48
446,60-	447,14	479,93-	480,48	513,27-	513,81	546,60-	547,14	579,93-	580,48
447,60-	448,14	480,93-	481,48	514,27-	514,81	547,60-	548,14	580,93-	581,48
448,60-	449,14	481,93-	482,48	515,27-	515,81	548,60-	549,14	581,93-	582,48
449,60-	450,14	482,93-	483,48	516,27-	516,81	549,60-	550,14	582,93-	583,48
450,60-	451,14	483,93-	484,48	517,27-	517,81	550,60-	551,14	583,93-	584,48
451,60-	452,14	484,93-	485,48	518,27-	518,81	551,60-	552,14	584,93-	585,48
452,60-	453,14	485,93-	486,48	519,27-	519,81	552,60-	553,14	585,93-	586,48
453,60-	454,14	486,93-	487,48	520,27-	520,81	553,60-	554,14	586,93-	587,48
454,60-	455,14	487,93-	488,48	521,27-	521,81	554,60-	555,14	587,93-	588,48
455,60-	456,14	488,93-	489,48	522,27-	522,81	555,60-	556,14	588,93-	589,48
456,60-	457,14	489,93-	490,48	523,27-	523,81	556,60-	557,14	589,93-	590,48
457,60-	458,14	490,93-	491,48	524,27-	524,81	557,60-	558,14	590,93-	591,48
458,60-	459,14	491,93-	492,48	525,27-	525,81	558,60-	559,14	591,93-	592,48
459,60-	460,14	492,93-	493,48	526,27-	526,81	559,60-	560,14	592,93-	593,48
460,60-	461,14	493,93-	494,48	527,27-	527,81	560,60-	561,14	593,93-	594,48
461,60-	462,14	494,93-	495,48	528,27-	528,81	561,60-	562,14	594,93-	595,48
462,60-	463,14	495,93-	496,48	529,27-	529,81	562,60-	563,14	595,93-	596,48
463,60-	464,14	496,93-	497,48	530,27-	530,81	563,60-	564,14	596,93-	597,48
464,60-	465,14	497,93-	498,48	531,27-	531,81	564,60-	565,14	597,93-	598,48
465,60-	466,14	498,93-	499,48	532,27-	532,81	565,60-	566,14	598,93-	599,48
466,60-	467,14	499,93-	500,48	533,27-	533,81	566,60-	567,14	599,93-	600,48
467,60-	468,14	500,93-	501,48	534,27-	534,81	567,60-	568,14	600,93-	601,48
468,60-	469,14	501,93-	502,48	535,27-	535,81	568,60-	569,14	601,93-	602,48
469,60-	470,14	502,93-	503,48	536,27-	536,81	569,60-	570,14	602,93-	603,48
470,60-	471,14	503,93-	504,48	537,27-	537,81	570,60-	571,14	603,93-	604,48
471,60-	472,14	504,93-	505,48	538,27-	538,81	571,60-	572,14	604,93-	605,48
472,60-	473,14	505,93-	506,48	539,27-	539,81	572,60-	573,14	605,93-	606,48
473,60-	474,14	506,93-	507,48	540,27-	540,81	573,60-	574,14	606,93-	607,48
474,60-	475,14	507,93-	508,48	541,27-	541,81	574,60-	575,14	607,93-	608,48
475,60-	476,14	508,93-	509,48	542,27-	542,81	575,60-	576,14	608,93-	609,48
476,60-	477,14	509,93-	510,48	543,27-	543,81	576,60-	577,14	609,93-	610,48
477,60-	478,14	510,93-	511,48	544,27-	544,81	577,60-	578,14	610,93-	611,48
478,60-	479,14	511,93-	512,48	545,27-	545,81	578,60-	579,14	611,93-	612,48
479,60-	480,14	512,93-	513,48	546,27-	546,81	579,60-	580,14	612,93-	613,48
480,60-	481,14	513,93-	514,48	547,27-	547,81	580,60-	581,14	613,93-	614,48
481,60-	482,14	514,93-	515,48	548,27-	548,81	581,60-	582,14	614,93-	615,48
482,60-	483,14	515,93-	516,48	549,27-	549,81	582,60-	583,14	615,93-	616,48
483,60-	484,14	516,93-	517,48	550,27-	550,81	583,60-	584,14	616,93-	617,48
484,60-	485,14	517,93-	518,48	551,27-	551,81	584,60-	585,14	617,93-	618,48
485,60-	486,14	518,93-	519,48	552,27-	552,81	585,60-	586,14	618,93-	619,48
486,60-	487,14	519,93-	520,48	553,27-	553,81	586,60-	587,14	619,93-	620,48
487,60-	488,14	520,93-	521,48	554,27-	554,81	587,60-	588,14	620,93-	621,48
488,60-	489,14	521,93-	522,48	555,27-	555,81	588,60-	589,14	621,93-	622,48
489,60-	490,14	522,93-	523,48	556,27-	556,81	589,60-	590,14	622,93-	623,48
490,60-	491,14	523,93-	524,48	557,27-	557,81	590,60-	591,14	623,93-	624,48
491,60-	492,14	524,93-	525,48	558,27-	558,81	591,60-	592,14	624,93-	625,48
492,60-	493,14	525,93-	526,48	559,27-	559,81	592,60-	593,14	625,93-	626,48
493,60-	494,14	526,93-	527,48	560,27-	560,81	593,60-	594,14	626,93-	627,48
494,60-	495,14	527,93-	528,48	561,27-	561,81	594,60-	595,14	627,93-	628,48
495,60-	496,14	528,93-	529,48	562,27-	562,81	595,60-	596,14	628,93-	629,48
496,60-	497,14	529,93-	530,48	563,27-	563,81	596,60-	597,14	629,93-	630,48
497,60-	498,14	530,93-	531,48	564,27-	564,81	597,60-	598,14	630,93-	631,48
498,60-	499,14	531,93-	532,48	565,27-	565,81	598,60-	5		

TABEAU A
(a. 6)

EMPLOI CONTINU

DEDUCTION

26 Périodes de paie par année

Rémunération	Deduction	Rémunération	Deduction	Rémunération	Deduction	Rémunération	Deduction	Rémunération	Deduction
561,27- 570,00- 580,00- 590,00- 600,00-	569,99 579,99 589,99 599,99 609,99	9,07 9,24 9,42 9,60 9,78	1 160,00- 1 170,00- 1 180,00- 1 190,00- 1 200,00-	1 169,99 1 179,99 1 189,99 1 199,99 1 209,99	19,86 20,04 20,22 20,40 20,58	1 760,00- 1 770,00- 1 780,00- 1 790,00- 1 800,00-	1 769,99 1 779,99 1 789,99 1 799,99 1 809,99	30,66 30,84 31,02 31,20 31,38	2 360,00- 2 370,00- 2 380,00- 2 390,00- 2 400,00-
610,00- 620,00- 630,00- 640,00- 650,00-	619,99 629,99 639,99 649,99 659,99	9,96 10,14 10,32 10,50 10,68	1 210,00- 1 220,00- 1 230,00- 1 240,00- 1 250,00-	1 219,99 1 229,99 1 239,99 1 249,99 1 259,99	20,76 20,94 21,12 21,30 21,48	1 810,00- 1 820,00- 1 830,00- 1 840,00- 1 850,00-	1 819,99 1 829,99 1 839,99 1 849,99 1 859,99	31,56 31,74 31,92 32,10 32,28	2 410,00- 2 420,00- 2 430,00- 2 440,00- 2 450,00-
660,00- 670,00- 680,00- 690,00- 700,00-	669,99 679,99 689,99 699,99 709,99	10,86 11,04 11,22 11,40 11,58	1 260,00- 1 270,00- 1 280,00- 1 290,00- 1 300,00-	1 269,99 1 279,99 1 289,99 1 299,99 1 309,99	21,66 21,84 22,02 22,20 22,38	1 860,00- 1 870,00- 1 880,00- 1 890,00- 1 900,00-	1 869,99 1 879,99 1 889,99 1 899,99 1 909,99	32,46 32,64 32,82 33,00 33,18	2 460,00- 2 470,00- 2 480,00- 2 490,00- 2 500,00-
710,00- 720,00- 730,00- 740,00- 750,00-	719,99 729,99 739,99 749,99 759,99	11,76 11,94 12,12 12,30 12,48	1 310,00- 1 320,00- 1 330,00- 1 340,00- 1 350,00-	1 319,99 1 329,99 1 339,99 1 349,99 1 359,99	22,56 22,74 22,92 23,10 23,28	1 910,00- 1 920,00- 1 930,00- 1 940,00- 1 950,00-	1 919,99 1 929,99 1 939,99 1 949,99 1 959,99	33,36 33,54 33,72 33,90 34,08	2 510,00- 2 520,00- 2 530,00- 2 540,00- 2 550,00-
760,00- 770,00- 780,00- 790,00- 800,00-	769,99 779,99 789,99 799,99 809,99	12,66 12,84 13,02 13,20 13,38	1 360,00- 1 370,00- 1 380,00- 1 390,00- 1 400,00-	1 369,99 1 379,99 1 389,99 1 399,99 1 409,99	23,46 23,64 23,82 24,00 24,18	1 960,00- 1 970,00- 1 980,00- 1 990,00- 2 000,00-	1 969,99 1 979,99 1 989,99 1 999,99 2 009,99	34,26 34,44 34,62 34,80 34,98	2 560,00- 2 570,00- 2 580,00- 2 590,00- 2 600,00-
810,00- 820,00- 830,00- 840,00- 850,00-	819,99 829,99 839,99 849,99 859,99	13,56 13,74 13,92 14,10 14,28	1 410,00- 1 420,00- 1 430,00- 1 440,00- 1 450,00-	1 419,99 1 429,99 1 439,99 1 449,99 1 459,99	24,36 24,54 24,72 24,90 25,08	2 010,00- 2 020,00- 2 030,00- 2 040,00- 2 050,00-	2 019,99 2 029,99 2 039,99 2 049,99 2 059,99	35,16 35,34 35,52 35,70 35,88	2 610,00- 2 620,00- 2 630,00- 2 640,00- 2 650,00-
860,00- 870,00- 880,00- 890,00- 900,00-	869,99 879,99 889,99 899,99 909,99	14,46 14,64 14,82 15,00 15,18	1 460,00- 1 470,00- 1 480,00- 1 490,00- 1 500,00-	1 469,99 1 479,99 1 489,99 1 499,99 1 509,99	25,26 25,44 25,62 25,80 25,98	2 060,00- 2 070,00- 2 080,00- 2 090,00- 2 100,00-	2 069,99 2 079,99 2 089,99 2 099,99 2 109,99	36,06 36,24 36,42 36,60 36,78	2 660,00- 2 670,00- 2 680,00- 2 690,00- 2 700,00-
910,00- 920,00- 930,00- 940,00- 950,00-	919,99 929,99 939,99 949,99 959,99	15,36 15,54 15,72 15,90 16,08	1 510,00- 1 520,00- 1 530,00- 1 540,00- 1 550,00-	1 519,99 1 529,99 1 539,99 1 549,99 1 559,99	26,16 26,34 26,52 26,70 26,88	2 110,00- 2 120,00- 2 130,00- 2 140,00- 2 150,00-	2 119,99 2 129,99 2 139,99 2 149,99 2 159,99	36,96 37,14 37,32 37,50 37,68	2 710,00- 2 720,00- 2 730,00- 2 740,00- 2 750,00-
960,00- 970,00- 980,00- 990,00- 1 000,00-	969,99 979,99 989,99 999,99 1 009,99	16,26 16,44 16,62 16,80 16,98	1 560,00- 1 570,00- 1 580,00- 1 590,00- 1 600,00-	1 569,99 1 579,99 1 589,99 1 599,99 1 609,99	27,06 27,24 27,42 27,60 27,78	2 160,00- 2 170,00- 2 180,00- 2 190,00- 2 200,00-	2 169,99 2 179,99 2 189,99 2 199,99 2 209,99	37,86 38,04 38,22 38,40 38,58	2 760,00- 2 770,00- 2 780,00- 2 790,00- 2 800,00-
1 010,00- 1 020,00- 1 030,00- 1 040,00- 1 050,00-	1 019,99 1 029,99 1 039,99 1 049,99 1 059,99	17,16 17,34 17,52 17,70 17,88	1 610,00- 1 620,00- 1 630,00- 1 640,00- 1 650,00-	1 619,99 1 629,99 1 639,99 1 649,99 1 659,99	27,96 28,14 28,32 28,50 28,68	2 210,00- 2 220,00- 2 230,00- 2 240,00- 2 250,00-	2 219,99 2 229,99 2 239,99 2 249,99 2 259,99	38,76 38,94 39,12 39,30 39,48	2 810,00- 2 820,00- 2 830,00- 2 840,00- 2 850,00-
1 060,00- 1 070,00- 1 080,00- 1 090,00- 1 100,00-	1 069,99 1 079,99 1 089,99 1 099,99 1 109,99	18,06 18,24 18,42 18,60 18,78	1 660,00- 1 670,00- 1 680,00- 1 690,00- 1 700,00-	1 669,99 1 679,99 1 689,99 1 699,99 1 709,99	28,86 29,04 29,22 29,40 29,58	2 260,00- 2 270,00- 2 280,00- 2 290,00- 2 300,00-	2 269,99 2 279,99 2 289,99 2 299,99 2 309,99	39,66 39,84 40,02 40,20 40,38	Pour les rémunérations dépassant 2 859,99 \$, vous devez calculer vous-même la déduction en vous basant sur les explications contenues dans les pages précédentes.
1 110,00- 1 120,00- 1 130,00- 1 140,00- 1 150,00-	1 119,99 1 129,99 1 139,99 1 149,99 1 159,99	18,96 19,14 19,32 19,50 19,68	1 710,00- 1 720,00- 1 730,00- 1 740,00- 1 750,00-	1 719,99 1 729,99 1 739,99 1 749,99 1 759,99	29,76 29,94 30,12 30,30 30,48	2 310,00- 2 320,00- 2 330,00- 2 340,00- 2 350,00-	2 319,99 2 329,99 2 339,99 2 349,99 2 359,99	40,56 40,74 40,92 41,10 41,28	

EMPLOI CONTINU

24 Périodes de paie par année

9

TABLEAU A
(a. 6)

EMPLOI CONTINU

DEDUCTION

24 Périodes de paie par année

Rémunération	Deduction	Rémunération	Deduction	Rémunération	Deduction	Rémunération	Deduction	Rémunération	Deduction
233,06-	3,00	266,39-	3,60	299,73-	4,20	333,06-	4,80	366,39-	5,40
233,36-	3,01	266,69-	3,61	300,03-	4,21	333,36-	4,81	366,69-	5,41
233,66-	3,02	266,99-	3,62	300,33-	4,22	333,66-	4,82	366,99-	5,42
233,96-	3,03	267,29-	3,63	300,63-	4,23	333,96-	4,83	367,29-	5,43
234,26-	3,04	267,59-	3,64	300,93-	4,24	334,26-	4,84	367,59-	5,44
234,56-	3,05	267,89-	3,65	301,23-	4,25	334,56-	4,85	367,89-	5,45
234,86-	3,06	268,19-	3,66	301,53-	4,26	334,86-	4,86	368,19-	5,46
235,16-	3,07	268,49-	3,67	301,83-	4,27	335,16-	4,87	368,49-	5,47
235,46-	3,08	268,79-	3,68	302,13-	4,28	335,46-	4,88	368,79-	5,48
235,76-	3,09	269,09-	3,69	302,43-	4,29	335,76-	4,89	369,09-	5,49
236,06-	3,10	269,39-	3,70	302,73-	4,30	336,06-	4,90	369,39-	5,50
236,36-	3,11	269,69-	3,71	303,03-	4,31	336,36-	4,91	369,69-	5,51
236,66-	3,12	269,99-	3,72	303,33-	4,32	336,66-	4,92	369,99-	5,52
236,96-	3,13	270,29-	3,73	303,63-	4,33	336,96-	4,93	370,29-	5,53
237,26-	3,14	270,59-	3,74	303,93-	4,34	337,26-	4,94	370,59-	5,54
237,56-	3,15	270,89-	3,75	304,23-	4,35	337,56-	4,95	370,89-	5,55
237,86-	3,16	271,19-	3,76	304,53-	4,36	337,86-	4,96	371,19-	5,56
238,16-	3,17	271,49-	3,77	304,83-	4,37	338,16-	4,97	371,49-	5,57
238,46-	3,18	271,79-	3,78	305,13-	4,38	338,46-	4,98	371,79-	5,58
238,76-	3,19	272,09-	3,79	305,43-	4,39	338,76-	4,99	372,09-	5,59
239,06-	3,20	272,39-	3,80	305,73-	4,40	339,06-	5,00	372,39-	5,60
239,36-	3,21	272,69-	3,81	306,03-	4,41	339,36-	5,01	372,69-	5,61
239,66-	3,22	272,99-	3,82	306,33-	4,42	339,66-	5,02	372,99-	5,62
239,96-	3,23	273,29-	3,83	306,63-	4,43	339,96-	5,03	373,29-	5,63
240,26-	3,24	273,59-	3,84	306,93-	4,44	340,26-	5,04	373,59-	5,64
240,56-	3,25	273,89-	3,85	307,23-	4,45	340,56-	5,05	373,89-	5,65
240,86-	3,26	274,19-	3,86	307,53-	4,46	340,86-	5,06	374,19-	5,66
241,16-	3,27	274,49-	3,87	307,83-	4,47	341,16-	5,07	374,49-	5,67
241,46-	3,28	274,79-	3,88	308,13-	4,48	341,46-	5,08	374,79-	5,68
241,76-	3,29	275,09-	3,89	308,43-	4,49	341,76-	5,09	375,09-	5,69
242,06-	3,30	275,39-	3,90	308,73-	4,50	342,06-	5,10	375,39-	5,70
242,36-	3,31	275,69-	3,91	309,03-	4,51	342,36-	5,11	375,69-	5,71
242,66-	3,32	275,99-	3,92	309,33-	4,52	342,66-	5,12	375,99-	5,72
242,96-	3,33	276,29-	3,93	309,63-	4,53	342,96-	5,13	376,29-	5,73
243,26-	3,34	276,59-	3,94	309,93-	4,54	343,26-	5,14	376,59-	5,74
243,56-	3,35	276,89-	3,95	310,23-	4,55	343,56-	5,15	376,89-	5,75
243,86-	3,36	277,19-	3,96	310,53-	4,56	343,86-	5,16	377,19-	5,76
244,16-	3,37	277,49-	3,97	310,83-	4,57	344,16-	5,17	377,49-	5,77
244,46-	3,38	277,79-	3,98	311,13-	4,58	344,46-	5,18	377,79-	5,78
244,76-	3,39	278,09-	3,99	311,43-	4,59	344,76-	5,19	378,09-	5,79
245,06-	3,40	278,39-	4,00	311,73-	4,60	345,06-	5,20	378,39-	5,80
245,36-	3,41	278,69-	4,01	312,03-	4,61	345,36-	5,21	378,69-	5,81
245,66-	3,42	278,99-	4,02	312,33-	4,62	345,66-	5,22	378,99-	5,82
245,96-	3,43	279,29-	4,03	312,63-	4,63	345,96-	5,23	379,29-	5,83
246,26-	3,44	279,59-	4,04	312,93-	4,64	346,26-	5,24	379,59-	5,84
246,56-	3,45	279,89-	4,05	313,23-	4,65	346,56-	5,25	379,89-	5,85
246,86-	3,46	280,19-	4,06	313,53-	4,66	346,86-	5,26	380,19-	5,86
247,16-	3,47	280,49-	4,07	313,83-	4,67	347,16-	5,27	380,49-	5,87
247,46-	3,48	280,79-	4,08	314,13-	4,68	347,46-	5,28	380,79-	5,88
247,76-	3,49	281,09-	4,09	314,43-	4,69	347,76-	5,29	381,09-	5,89
248,06-	3,50	281,39-	4,10	314,73-	4,70	348,06-	5,30	381,39-	5,90
248,36-	3,51	281,69-	4,11	315,03-	4,71	348,36-	5,31	381,69-	5,91
248,66-	3,52	281,99-	4,12	315,33-	4,72	348,66-	5,32	381,99-	5,92
248,96-	3,53	282,29-	4,13	315,63-	4,73	348,96-	5,33	382,29-	5,93
249,26-	3,54	282,59-	4,14	315,93-	4,74	349,26-	5,34	382,59-	5,94
249,56-	3,55	282,89-	4,15	316,23-	4,75	349,56-	5,35	382,89-	5,95
249,86-	3,56	283,19-	4,16	316,53-	4,76	349,86-	5,36	383,19-	5,96
250,16-	3,57	283,49-	4,17	316,83-	4,77	350,16-	5,37	383,49-	5,97
250,46-	3,58	283,79-	4,18	317,13-	4,78	350,46-	5,38	383,79-	5,98
250,76-	3,59	284,09-	4,19	317,43-	4,79	350,76-	5,39	384,09-	5,99
251,06-	3,60	284,39-	4,20	317,73-	4,80	351,06-	5,40	384,39-	6,00
251,36-	3,61	284,69-	4,21	318,03-	4,81	351,36-	5,41	384,69-	6,01
251,66-	3,62	284,99-	4,22	318,33-	4,82	351,66-	5,42	384,99-	6,02
251,96-	3,63	285,29-	4,23	318,63-	4,83	351,96-	5,43	385,29-	6,03
252,26-	3,64	285,59-	4,24	318,93-	4,84	352,26-	5,44	385,59-	6,04
252,56-	3,65	285,89-	4,25	319,23-	4,85	352,56-	5,45	385,89-	6,05
252,86-	3,66	286,19-	4,26	319,53-	4,86	352,86-	5,46	386,19-	6,06
253,16-	3,67	286,49-	4,27	319,83-	4,87	353,16-	5,47	386,49-	6,07
253,46-	3,68	286,79-	4,28	320,13-	4,88	353,46-	5,48	386,79-	6,08
253,76-	3,69	287,09-	4,29	320,43-	4,89	353,76-	5,49	387,09-	6,09
254,06-	3,70	287,39-	4,30	320,73-	4,90	354,06-	5,50	387,39-	6,10
254,36-	3,71	287,69-	4,31	321,03-	4,91	354,36-	5,51	387,69-	6,11
254,66-	3,72	287,99-	4,32	321,33-	4,92	354,66-	5,52	387,99-	6,12
254,96-	3,73	288,29-	4,33	321,63-	4,93	354,96-	5,53	388,29-	6,13
255,26-	3,74	288,59-	4,34	321,93-	4,94	355,26-	5,54	388,59-	6,14
255,56-	3,75	288,89-	4,35	322,23-	4,95	355,56-	5,55	388,89-	6,15
255,86-	3,76	289,19-	4,36	322,53-	4,96	355,86-	5,56	389,19-	6,16
256,16-	3,77	289,49-	4,37	322,83-	4,97	356,16-	5,57	389,49-	6,17
256,46-	3,78	289,79-	4,38	323,13-	4,98	356,46-	5,58	389,79-	6,18
256,76-	3,79	290,09-	4,39	323,43-	4,99	356,76-	5,59	390,09-	6,19
257,06-	3,80	290,39-	4,40	323,73-	5,00	357,06-	5,60	390,39-	6,20
257,36-	3,81	290,69-	4,41	324,03-	5,01	357,36-	5,61	390,69-	6,21
257,66-	3,82	290,99-	4,42	324,33-	5,02	357,66-	5,62	390,99-	6,22
257,96-	3,83	291,29-	4,43	324,63-	5,03	357,96-	5,63	391,29-	6,23
258,26-	3,84	291,59-	4,44	324,93-	5,04	358,26-	5,64	391,59-	6,24
258,56-	3,85	291,89-	4,45	325,23-	5,05	358,56-	5,65	391,89-	6,25
258,86-	3,86	292,19-	4,46	325,53-	5,06	358,86-	5,66	392,19-	6,26
259,16-	3,87	292,49-	4,47	325,83-	5,07	359,16-	5,67	392,49-	6,27
259,46-	3,88	292,79-	4,48	326,13-	5,08	359,46-	5,68	392,79-	6,28
259,76-	3,89	293,09-	4,49	326,43-	5,09	359,76-	5,69	393,09-	6,29
260,06-	3,90	293,39-	4,50	326,73-	5,10	360,06-	5,70	393,39-	6,30
260,36-	3,91	293,69-	4,51	327,03-	5,11	360,36-	5,71	393,69-	6,31
260,66-	3,92	293,99-	4,52	327,33-	5,12	360,66-	5,72	393,99-	6,32
260,96-	3,93	294,29-	4,53	327,63-	5,13	360,96-	5,73	394,29-	6,33
261,26-	3,94	294,59-	4,54	327,93-	5,14	361,26-	5,74	394,59-	6,34
261,56-	3,95	294,89-	4,55	328,23-	5,15	361,56-	5,75	394,89-	6,35
261,86-	3,96	295,19-	4,56	328,53-	5,16	361,86-	5,76	395,19-	6,36
262,16-	3,97	295,49-	4,57	328,83-	5,17	362,16-	5,77	395,49-	6,37
262,46-	3,98	295,79-	4,58	329,13-	5,18	362,46-	5,78	395,79-	6,38
262,76-	3,99	296,09-	4,59	329,43-	5,19	362,76-	5,79	396,09-	6,39
263,06-	4,00	296,39-	4,60	329,73-	5,20	363,06-	5,80	396,39-	6,40
263,36-	4,01	296,69-	4,61	330,03-	5,21	363,36-	5,81	396,69-	6,41
263,66-	4,02	296,99-	4,62	330,33-	5,22	363,66-	5,82	396,99-	6,42
263,96-	4,03	297,29-	4,63	330,63-	5,23	363,96-	5,83	397,29-	6,43
264,26-	4,04	297,59-	4,64	330,93-	5,24	364,26-	5,84	397,59-	6,44
264,56-	4,05	297,89-	4,65	331,23-	5,25	364,56-	5,85	397,89-	6,45
264,86-	4,06	298,19-	4,66	331,53-	5,26	364,86-	5,86	398,19-	6,46
265,16-	4,07	298,49-	4,67	331,83-	5,27	365,16-	5,87	398,49-	6,47
265,46-	4,08	298,79-	4,68	332,13-	5,28	365,46-	5,88	398,79-	6,48
265,76-	4,09	299,09-	4,69	332,43-	5,29	365,76-	5,89	399,09-	6,49
266,06-	4,10	299,39-	4,70	332,73-	5,30	366,06-	5,90	399,39-	6,50
266,36-	4,11	299,69-	4,71	333,03-	5,31	366,36-	5,91	399,69-	6,51
266,66-	4,12	299,99-	4,72	333,33-	5,32	366,66-	5,92	399,99-	6,52
266,96-	4,13	300,29-	4,73	333,63-	5,33	366,96-	5,93	400,29-	6,53

TABLEAU A

(a. 6)

EMPLOI CONTINU

DEDUCTION

24 Périodes de paie par année

Remuneration	Deduction	Remuneration	Deduction	Remuneration	Deduction	Remuneration	Deduction	Remuneration	Deduction					
399,73-	400,27	6,00	433,06-	433,61	6,60	466,39-	466,94	7,20	499,73-	500,27	7,80	533,06-	533,61	8,40
400,28-	400,83	6,01	433,62-	434,16	6,61	466,95-	467,49	7,21	500,28-	500,83	7,81	533,62-	534,16	8,41
401,84-	401,38	6,03	434,17-	434,72	6,63	467,50-	468,05	7,23	501,84-	501,38	7,83	534,17-	534,72	8,43
401,95-	402,49	6,04	434,73-	435,27	6,64	468,06-	468,61	7,24	501,95-	502,49	7,84	534,73-	535,27	8,44
			435,28-	435,83	6,64	468,62-	469,16	7,24				535,28-	535,83	8,44
402,50-	403,05	6,05	435,84-	436,38	6,65	469,17-	469,72	7,25	502,50-	503,05	7,85	535,84-	536,38	8,45
403,06-	403,61	6,06	436,39-	436,94	6,66	469,73-	470,27	7,26	503,06-	503,61	7,86	536,39-	536,94	8,46
403,62-	404,16	6,07	436,95-	437,49	6,67	470,28-	470,83	7,26	503,62-	504,16	7,87	536,95-	537,49	8,47
404,17-	404,72	6,08	437,50-	438,05	6,68	470,84-	471,38	7,26	504,17-	504,72	7,88	537,50-	538,05	8,48
404,73-	405,27	6,09	438,06-	438,61	6,69	471,39-	471,93	7,27	504,73-	505,27	7,89	538,06-	538,61	8,49
405,28-	405,83	6,10	438,62-	439,16	6,70	471,95-	472,49	7,30	505,28-	505,83	7,90	538,62-	539,16	8,50
405,84-	406,38	6,11	439,17-	439,72	6,71	472,50-	473,05	7,30	505,84-	506,38	7,91	539,17-	539,72	8,51
406,39-	406,94	6,12	439,73-	440,27	6,72	473,06-	473,61	7,31	506,39-	506,94	7,92	539,73-	540,27	8,52
406,95-	407,49	6,13	440,28-	440,83	6,73	473,62-	474,16	7,32	506,95-	507,49	7,93	540,28-	540,83	8,53
407,50-	408,05	6,14	440,84-	441,38	6,74	474,17-	474,72	7,34	507,50-	508,05	7,94	540,84-	541,38	8,54
			441,39-	441,94	6,75	474,73-	475,27	7,35	508,06-	508,61	7,95	541,39-	541,94	8,55
408,06-	408,61	6,15	441,95-	442,49	6,76	475,28-	475,83	7,36	508,62-	509,16	7,96	541,95-	542,49	8,56
408,62-	409,16	6,16	442,50-	443,05	6,77	475,84-	476,38	7,37	509,17-	509,72	7,97	542,50-	543,05	8,57
409,17-	409,72	6,17	443,06-	443,61	6,78	476,39-	476,94	7,38	509,73-	510,27	7,98	543,06-	543,61	8,58
409,73-	410,27	6,18	443,62-	444,16	6,79	476,95-	477,49	7,39	510,28-	510,83	7,99	543,62-	544,16	8,59
410,28-	410,83	6,19				477,50-	478,05	7,40	510,84-	511,38	8,00	544,17-	544,72	8,60
410,84-	411,38	6,20	444,17-	444,72	6,80	478,06-	478,61	7,41	511,39-	511,94	8,01	544,73-	545,27	8,61
411,39-	411,94	6,21	444,73-	445,27	6,81	478,62-	479,16	7,42	511,95-	512,50	8,02	545,28-	545,83	8,62
411,95-	412,49	6,22	445,28-	445,83	6,82	479,17-	479,72	7,43	512,50-	513,06	8,03	545,84-	546,38	8,63
412,50-	413,05	6,23	445,84-	446,38	6,83	479,73-	480,27	7,44	513,06-	513,61	8,04	546,39-	546,94	8,64
413,06-	413,61	6,24	446,39-	446,94	6,84				513,62-	514,16	8,05	546,95-	547,49	8,65
413,62-	414,16	6,25	446,95-	447,49	6,85	480,28-	480,83	7,45	514,17-	514,72	8,06	547,50-	548,05	8,66
414,17-	414,72	6,26	447,50-	448,05	6,86	480,84-	481,38	7,46	514,73-	515,27	8,07	548,06-	548,61	8,67
414,73-	415,27	6,27	448,06-	448,61	6,87	481,39-	481,93	7,47	515,28-	515,83	8,08	548,62-	549,16	8,68
415,28-	415,83	6,28	448,62-	449,16	6,88	481,95-	482,49	7,48	515,84-	516,38	8,09	549,17-	549,72	8,69
415,84-	416,38	6,29	449,17-	449,72	6,89	482,50-	483,05	7,49	516,39-	516,94	8,10	549,73-	550,27	8,70
416,39-	416,94	6,30	449,73-	450,27	6,90	483,06-	483,61	7,50	516,95-	517,49	8,11	550,28-	550,83	8,71
416,95-	417,49	6,31	450,28-	450,83	6,91	483,62-	484,16	7,51	517,50-	518,05	8,12	550,84-	551,38	8,72
417,50-	418,05	6,32	450,84-	451,38	6,92	484,17-	484,72	7,52	518,06-	518,61	8,13	551,39-	551,94	8,73
418,06-	418,61	6,33	451,39-	451,94	6,93	484,73-	485,27	7,53	518,62-	519,16	8,14	551,95-	552,49	8,74
418,62-	419,16	6,34	451,95-	452,49	6,94	485,28-	485,83	7,54	519,17-	519,72	8,15	552,50-	553,05	8,75
419,17-	419,72	6,35	452,50-	453,05	6,95	485,84-	486,38	7,55	519,73-	520,27	8,16	553,06-	553,61	8,76
419,73-	420,27	6,36	453,06-	453,61	6,96	486,39-	486,94	7,56	520,28-	520,83	8,17	553,62-	554,16	8,77
420,28-	420,83	6,37	453,62-	454,16	6,97	486,95-	487,49	7,57	520,84-	521,38	8,18	554,17-	554,72	8,78
420,84-	421,38	6,38	454,17-	454,72	6,98	487,50-	488,05	7,58	521,39-	521,94	8,19	554,73-	555,27	8,79
421,39-	421,94	6,39	454,73-	455,27	6,99	488,06-	488,61	7,59						
421,95-	422,49	6,40	455,28-	455,83	7,00	488,62-	489,16	7,60	521,95-	522,49	8,20	555,28-	555,83	8,80
422,50-	423,05	6,41	455,84-	456,38	7,01	489,17-	489,72	7,61	522,50-	523,05	8,21	555,84-	556,38	8,81
423,06-	423,61	6,42	456,39-	456,94	7,02	489,73-	490,27	7,62	523,06-	523,61	8,22	556,39-	556,94	8,82
423,62-	424,16	6,43	456,95-	457,49	7,03	490,28-	490,83	7,63	523,62-	524,16	8,23	556,95-	557,49	8,83
424,17-	424,72	6,44	457,50-	458,05	7,04	490,84-	491,38	7,64	524,17-	524,72	8,24	557,50-	558,05	8,84
424,73-	425,27	6,45				491,39-	491,93	7,65	524,73-	525,27	8,25	558,06-	558,61	8,85
425,28-	425,83	6,46	458,06-	458,61	7,05	491,95-	492,49	7,66	525,28-	525,83	8,26	558,62-	559,16	8,86
425,84-	426,38	6,47	458,62-	459,16	7,06	492,50-	493,05	7,67	525,84-	526,38	8,27	559,17-	559,72	8,87
426,39-	426,94	6,48	459,17-	459,72	7,07	493,06-	493,61	7,68	526,39-	526,94	8,28	559,73-	560,27	8,88
426,95-	427,49	6,49	459,73-	460,27	7,08	493,62-	494,16	7,69	526,95-	527,49	8,29	560,28-	560,83	8,89
427,50-	428,05	6,50	460,28-	460,83	7,09									
428,06-	428,61	6,51	460,84-	461,38	7,10	494,17-	494,72	7,70	527,50-	528,05	8,30	560,84-	561,38	8,90
428,62-	429,16	6,52	461,39-	461,94	7,11	494,73-	495,27	7,71	528,06-	528,61	8,31	561,39-	561,94	8,91
429,17-	429,72	6,53	461,95-	462,49	7,12	495,28-	495,83	7,72	528,62-	529,16	8,32	561,95-	562,49	8,92
429,73-	430,27	6,54	462,50-	463,05	7,13	495,84-	496,38	7,73	529,17-	529,72	8,33	562,50-	563,05	8,93
430,28-	430,83	6,55	463,06-	463,61	7,14	496,39-	496,94	7,74	529,73-	530,27	8,34	563,06-	563,61	8,94
430,84-	431,38	6,56				496,95-	497,49	7,75	530,28-	530,83	8,35	563,62-	564,16	8,95
431,39-	431,94	6,57	464,17-	464,72	7,15	497,50-	498,05	7,76	530,84-	531,38	8,36	564,17-	564,72	8,96
431,95-	432,49	6,58	464,73-	465,27	7,16	498,06-	498,61	7,77	531,39-	531,94	8,37	564,73-	565,27	8,97
432,50-	433,05	6,59	465,28-	465,83	7,17	498,62-	499,16	7,78	531,95-	532,50	8,38	565,28-	565,83	8,98
433,06-	433,61	6,60	465,84-	466,38	7,18	499,17-	499,72	7,79				565,84-	566,38	8,99

TABLEAU A
(a. 6)

EMPLOI CONTINU

DEDUCTION

24 Périodes de paie par année

Rémunération		Deduction	Rémunération		Deduction	Rémunération		Deduction	Rémunération		Deduction	Rémunération		Deduction
566,39-	569,99	9,03	1 160,00-	1 169,99	19,77	1 760,00-	1 769,99	30,57	2 360,00-	2 369,99	41,37			
570,00-	579,99	9,99	1 170,00-	1 179,99	19,99	1 770,00-	1 779,99	30,79	2 370,00-	2 379,99	41,59			
580,00-	589,99	9,99	1 180,00-	1 189,99	19,99	1 780,00-	1 789,99	30,99	2 380,00-	2 389,99	41,79			
590,00-	599,99	9,99	1 190,00-	1 199,99	19,99	1 790,00-	1 799,99	31,19	2 390,00-	2 399,99	41,99			
600,00-	609,99	9,99	1 200,00-	1 209,99	20,49	1 800,00-	1 809,99	31,19	2 400,00-	2 409,99	42,09			
610,00-	619,99	9,87	1 210,00-	1 219,99	20,67	1 810,00-	1 819,99	31,47	2 410,00-	2 419,99	42,27			
620,00-	629,99	10,05	1 220,00-	1 229,99	20,85	1 820,00-	1 829,99	31,65	2 420,00-	2 429,99	42,45			
630,00-	639,99	10,23	1 230,00-	1 239,99	21,03	1 830,00-	1 839,99	31,83	2 430,00-	2 439,99	42,63			
640,00-	649,99	10,41	1 240,00-	1 249,99	21,21	1 840,00-	1 849,99	32,01	2 440,00-	2 449,99	42,81			
650,00-	659,99	10,59	1 250,00-	1 259,99	21,39	1 850,00-	1 859,99	32,19	2 450,00-	2 459,99	42,99			
660,00-	669,99	10,77	1 260,00-	1 269,99	21,57	1 860,00-	1 869,99	32,37	2 460,00-	2 469,99	43,17			
670,00-	679,99	10,95	1 270,00-	1 279,99	21,75	1 870,00-	1 879,99	32,55	2 470,00-	2 479,99	43,35			
680,00-	689,99	11,13	1 280,00-	1 289,99	21,93	1 880,00-	1 889,99	32,73	2 480,00-	2 489,99	43,53			
690,00-	699,99	11,31	1 290,00-	1 299,99	22,11	1 890,00-	1 899,99	32,91	2 490,00-	2 499,99	43,71			
700,00-	709,99	11,49	1 300,00-	1 309,99	22,29	1 900,00-	1 909,99	33,09	2 500,00-	2 509,99	43,89			
710,00-	719,99	11,67	1 310,00-	1 319,99	22,47	1 910,00-	1 919,99	33,27	2 510,00-	2 519,99	44,07			
720,00-	729,99	11,85	1 320,00-	1 329,99	22,65	1 920,00-	1 929,99	33,45	2 520,00-	2 529,99	44,25			
730,00-	739,99	12,03	1 330,00-	1 339,99	22,83	1 930,00-	1 939,99	33,63	2 530,00-	2 539,99	44,43			
740,00-	749,99	12,21	1 340,00-	1 349,99	23,01	1 940,00-	1 949,99	33,81	2 540,00-	2 549,99	44,61			
750,00-	759,99	12,39	1 350,00-	1 359,99	23,19	1 950,00-	1 959,99	33,99	2 550,00-	2 559,99	44,79			
760,00-	769,99	12,57	1 360,00-	1 369,99	23,37	1 960,00-	1 969,99	34,17	2 560,00-	2 569,99	44,97			
770,00-	779,99	12,75	1 370,00-	1 379,99	23,55	1 970,00-	1 979,99	34,35	2 570,00-	2 579,99	45,15			
780,00-	789,99	12,93	1 380,00-	1 389,99	23,73	1 980,00-	1 989,99	34,53	2 580,00-	2 589,99	45,33			
790,00-	799,99	13,11	1 390,00-	1 399,99	23,91	1 990,00-	1 999,99	34,71	2 590,00-	2 599,99	45,51			
800,00-	809,99	13,29	1 400,00-	1 409,99	24,09	2 000,00-	2 009,99	34,89	2 600,00-	2 609,99	45,69			
810,00-	819,99	13,47	1 410,00-	1 419,99	24,27	2 010,00-	2 019,99	35,07	2 610,00-	2 619,99	45,87			
820,00-	829,99	13,65	1 420,00-	1 429,99	24,45	2 020,00-	2 029,99	35,25	2 620,00-	2 629,99	46,05			
830,00-	839,99	13,83	1 430,00-	1 439,99	24,63	2 030,00-	2 039,99	35,43	2 630,00-	2 639,99	46,23			
840,00-	849,99	14,01	1 440,00-	1 449,99	24,81	2 040,00-	2 049,99	35,61	2 640,00-	2 649,99	46,41			
850,00-	859,99	14,19	1 450,00-	1 459,99	24,99	2 050,00-	2 059,99	35,79	2 650,00-	2 659,99	46,59			
860,00-	869,99	14,37	1 460,00-	1 469,99	25,17	2 060,00-	2 069,99	35,97	2 660,00-	2 669,99	46,77			
870,00-	879,99	14,55	1 470,00-	1 479,99	25,35	2 070,00-	2 079,99	36,15	2 670,00-	2 679,99	46,95			
880,00-	889,99	14,73	1 480,00-	1 489,99	25,53	2 080,00-	2 089,99	36,33	2 680,00-	2 689,99	47,13			
890,00-	899,99	14,91	1 490,00-	1 499,99	25,71	2 090,00-	2 099,99	36,51	2 690,00-	2 699,99	47,31			
900,00-	909,99	15,09	1 500,00-	1 509,99	25,89	2 100,00-	2 109,99	36,69	2 700,00-	2 709,99	47,49			
910,00-	919,99	15,27	1 510,00-	1 519,99	26,07	2 110,00-	2 119,99	36,87	2 710,00-	2 719,99	47,67			
920,00-	929,99	15,45	1 520,00-	1 529,99	26,25	2 120,00-	2 129,99	37,05	2 720,00-	2 729,99	47,85			
930,00-	939,99	15,63	1 530,00-	1 539,99	26,43	2 130,00-	2 139,99	37,23	2 730,00-	2 739,99	48,03			
940,00-	949,99	15,81	1 540,00-	1 549,99	26,61	2 140,00-	2 149,99	37,41	2 740,00-	2 749,99	48,21			
950,00-	959,99	15,99	1 550,00-	1 559,99	26,79	2 150,00-	2 159,99	37,59	2 750,00-	2 759,99	48,39			
960,00-	969,99	16,17	1 560,00-	1 569,99	26,97	2 160,00-	2 169,99	37,77	2 760,00-	2 769,99	48,57			
970,00-	979,99	16,35	1 570,00-	1 579,99	27,15	2 170,00-	2 179,99	37,95	2 770,00-	2 779,99	48,75			
980,00-	989,99	16,53	1 580,00-	1 589,99	27,33	2 180,00-	2 189,99	38,13	2 780,00-	2 789,99	48,93			
990,00-	999,99	16,71	1 590,00-	1 599,99	27,51	2 190,00-	2 199,99	38,31	2 790,00-	2 799,99	49,11			
1 000,00-	1 009,99	16,89	1 600,00-	1 609,99	27,69	2 200,00-	2 209,99	38,49	2 800,00-	2 809,99	49,29			
1 010,00-	1 019,99	17,07	1 610,00-	1 619,99	27,87	2 210,00-	2 219,99	38,67	2 810,00-	2 819,99	49,47			
1 020,00-	1 029,99	17,25	1 620,00-	1 629,99	28,05	2 220,00-	2 229,99	38,85	2 820,00-	2 829,99	49,65			
1 030,00-	1 039,99	17,43	1 630,00-	1 639,99	28,23	2 230,00-	2 239,99	39,03	2 830,00-	2 839,99	49,83			
1 040,00-	1 049,99	17,61	1 640,00-	1 649,99	28,41	2 240,00-	2 249,99	39,21	2 840,00-	2 849,99	50,01			
1 050,00-	1 059,99	17,79	1 650,00-	1 659,99	28,59	2 250,00-	2 259,99	39,39	2 850,00-	2 859,99	50,19			
1 060,00-	1 069,99	17,97	1 660,00-	1 669,99	28,77	2 260,00-	2 269,99	39,57						
1 070,00-	1 079,99	18,15	1 670,00-	1 679,99	28,95	2 270,00-	2 279,99	39,75						
1 080,00-	1 089,99	18,33	1 680,00-	1 689,99	29,13	2 280,00-	2 289,99	39,93						
1 090,00-	1 099,99	18,51	1 690,00-	1 699,99	29,31	2 290,00-	2 299,99	40,11						
1 100,00-	1 109,99	18,69	1 700,00-	1 709,99	29,49	2 300,00-	2 309,99	40,29						
1 110,00-	1 119,99	18,87	1 710,00-	1 719,99	29,67	2 310,00-	2 319,99	40,47						
1 120,00-	1 129,99	19,05	1 720,00-	1 729,99	29,85	2 320,00-	2 329,99	40,65						
1 130,00-	1 139,99	19,23	1 730,00-	1 739,99	30,03	2 330,00-	2 339,99	40,83						
1 140,00-	1 149,99	19,41	1 740,00-	1 749,99	30,21	2 340,00-	2 349,99	41,01						
1 150,00-	1 159,99	19,59	1 750,00-	1 759,99	30,39	2 350,00-	2 359,99	41,19						

Pour les rémunérations dépassant 2 859,99 \$, vous devez calculer vous-même la déduction en vous basant sur les explications contenues dans les pages précédentes.

Pour les rémunérations dépassant 2 859,99 \$, vous devez calculer vous-même la déduction en vous basant sur les explications contenues dans les pages précédentes.

12 Périodes de paie par année

[illegible]

EMPLOI CONTINU

EMPLOI CONTINU

DEDUCTION

12 Périodes de paie par année

Rémunération	Deduction	Rémunération	Deduction	Rémunération	Deduction	Rémunération	Deduction	Rémunération	Deduction	Rémunération	Deduction
300,73- 300,80- 301,86- 301,95-	300,27 300,34 301,38 302,49	3,00 0,00 0,00 0,04	333,06- 333,13- 334,19- 335,26-	333,61 333,68 334,74 335,83	3,60 0,00 0,00 0,04	366,39- 366,46- 367,52- 368,59-	366,94 367,01 368,05 369,16	4,20 0,00 0,00 0,04	399,73- 400,80- 401,86- 401,95-	400,27 400,34 401,38 402,49	4,80 0,00 0,00 0,04
302,50- 303,56- 304,63- 304,71-	303,05 303,12 304,16 305,27	3,05 0,00 0,07 0,09	335,85- 335,92- 336,98- 337,05-	336,38 336,45 337,51 338,58	3,65 0,00 0,00 0,00	369,17- 370,24- 371,31- 371,39-	369,72 370,79 371,86 371,94	4,25 0,00 0,00 0,00	402,50- 403,56- 404,63- 404,73-	403,05 403,12 404,16 405,27	4,85 0,00 0,00 0,00
305,28- 306,34- 307,41- 307,50-	305,83 305,90 306,94 308,05	3,10 0,00 0,07 0,14	338,65- 338,72- 339,78- 340,85-	339,16 339,23 340,29 341,36	3,70 0,00 0,00 0,00	371,95- 372,02- 373,08- 374,15-	372,49 372,56 373,62 374,72	4,30 0,00 0,00 0,00	405,28- 406,34- 407,41- 407,50-	405,83 405,90 406,94 408,05	4,90 0,00 0,00 0,00
308,06- 309,12- 310,19- 310,28-	308,61 308,68 309,72 310,83	3,15 0,00 0,00 0,00	341,39- 341,46- 342,52- 343,59-	341,94 342,01 343,07 344,16	3,75 0,00 0,00 0,00	374,73- 374,80- 375,86- 376,93-	375,27 375,34 376,40 377,49	4,35 0,00 0,00 0,00	408,06- 409,12- 410,19- 410,28-	408,61 408,68 409,72 410,83	4,95 0,00 0,00 0,00
311,06- 312,12- 313,19- 313,28-	311,61 311,68 312,72 313,83	3,20 0,00 0,00 0,00	344,17- 344,24- 345,30- 346,37-	344,72 344,79 345,85 346,94	3,80 0,00 0,00 0,00	377,50- 377,57- 378,63- 379,70-	378,05 378,12 379,18 380,27	4,40 0,00 0,00 0,00	411,06- 412,12- 413,19- 413,28-	411,61 411,68 412,72 413,83	5,00 0,00 0,00 0,00
313,66- 314,72- 315,79- 315,88-	314,21 314,28 315,32 316,43	3,25 0,00 0,00 0,00	346,95- 347,02- 348,08- 349,15-	347,49 347,56 348,62 349,72	3,85 0,00 0,00 0,00	380,28- 380,35- 381,41- 382,48-	380,83 380,90 381,96 383,05	4,45 0,00 0,00 0,00	413,66- 414,72- 415,79- 415,88-	414,21 414,28 415,32 416,43	5,05 0,00 0,00 0,00
316,66- 317,72- 318,79- 318,88-	317,21 317,28 318,32 319,43	3,30 0,00 0,00 0,00	349,73- 349,80- 350,86- 351,93-	350,27 350,34 351,40 352,49	3,90 0,00 0,00 0,00	383,06- 383,13- 384,19- 385,26-	383,61 383,68 384,74 385,83	4,50 0,00 0,00 0,00	416,66- 417,72- 418,79- 418,88-	417,21 417,28 418,32 419,43	5,10 0,00 0,00 0,00
319,66- 320,72- 321,79- 321,88-	320,21 320,28 321,32 322,43	3,35 0,00 0,00 0,00	352,51- 352,58- 353,64- 354,71-	353,05 353,12 354,18 355,26	3,95 0,00 0,00 0,00	385,28- 385,35- 386,41- 387,48-	385,83 385,90 386,96 388,05	4,55 0,00 0,00 0,00	419,66- 420,72- 421,79- 421,88-	420,21 420,28 421,32 422,43	5,15 0,00 0,00 0,00
322,66- 323,72- 324,79- 324,88-	323,21 323,28 324,32 325,43	3,40 0,00 0,00 0,00	355,29- 355,36- 356,42- 357,49-	355,83 355,90 356,96 358,05	4,00 0,00 0,00 0,00	388,62- 388,69- 389,75- 390,82-	389,16 389,23 390,29 391,36	4,60 0,00 0,00 0,00	422,66- 423,72- 424,79- 424,88-	423,21 423,28 424,32 425,43	5,20 0,00 0,00 0,00
325,66- 326,72- 327,79- 327,88-	326,21 326,28 327,32 328,43	3,45 0,00 0,00 0,00	358,06- 358,13- 359,19- 360,26-	358,61 358,68 359,74 360,83	4,05 0,00 0,00 0,00	391,39- 391,46- 392,52- 393,59-	391,94 392,01 393,07 394,16	4,65 0,00 0,00 0,00	425,66- 426,72- 427,79- 427,88-	426,21 426,28 427,32 428,43	5,25 0,00 0,00 0,00
328,66- 329,72- 330,79- 330,88-	329,21 329,28 330,32 331,43	3,50 0,00 0,00 0,00	361,04- 361,11- 362,17- 363,24-	361,59 361,66 362,72 363,83	4,10 0,00 0,00 0,00	394,17- 394,24- 395,30- 396,37-	394,72 394,79 395,85 396,94	4,70 0,00 0,00 0,00	428,66- 429,72- 430,79- 430,88-	429,21 429,28 430,32 431,43	5,30 0,00 0,00 0,00
331,06- 332,12- 333,19- 333,28-	331,61 331,68 332,72 333,83	3,55 0,00 0,00 0,00	363,39- 363,46- 364,52- 365,59-	363,94 364,01 365,07 366,16	4,15 0,00 0,00 0,00	396,95- 397,02- 398,08- 399,15-	397,49 397,56 398,62 399,72	4,75 0,00 0,00 0,00	431,06- 432,12- 433,19- 433,28-	431,61 431,68 432,72 433,83	5,35 0,00 0,00 0,00

TABLEAU A

(a. 6)

EMPLOI CONTINU

DEDUCTION

12 Périodes de paie par année

Remunération	Deduction	Remunération	Deduction	Remunération	Deduction	Remunération	Deduction	Remunération	Deduction
466,39-	6,00	499,73-	6,60	533,06-	7,20	566,39-	7,80	599,73-	8,40
466,40-	6,01	499,74-	6,61	533,07-	7,21	566,40-	7,81	599,74-	8,41
466,41-	6,02	499,75-	6,62	533,08-	7,22	566,41-	7,82	599,75-	8,42
466,42-	6,03	499,76-	6,63	533,09-	7,23	566,42-	7,83	599,76-	8,43
466,43-	6,04	499,77-	6,64	533,10-	7,24	566,43-	7,84	599,77-	8,44
466,44-		499,78-		533,11-		566,44-		599,78-	
466,45-		499,79-		533,12-		566,45-		599,79-	
466,46-		499,80-		533,13-		566,46-		599,80-	
466,47-		499,81-		533,14-		566,47-		599,81-	
466,48-		499,82-		533,15-		566,48-		599,82-	
466,49-		499,83-		533,16-		566,49-		599,83-	
466,50-		499,84-		533,17-		566,50-		599,84-	
466,51-		499,85-		533,18-		566,51-		599,85-	
466,52-		499,86-		533,19-		566,52-		599,86-	
466,53-		499,87-		533,20-		566,53-		599,87-	
466,54-		499,88-		533,21-		566,54-		599,88-	
466,55-		499,89-		533,22-		566,55-		599,89-	
466,56-		499,90-		533,23-		566,56-		599,90-	
466,57-		499,91-		533,24-		566,57-		599,91-	
466,58-		499,92-		533,25-		566,58-		599,92-	
466,59-		499,93-		533,26-		566,59-		599,93-	
466,60-		499,94-		533,27-		566,60-		599,94-	
466,61-		499,95-		533,28-		566,61-		599,95-	
466,62-		499,96-		533,29-		566,62-		599,96-	
466,63-		499,97-		533,30-		566,63-		599,97-	
466,64-		499,98-		533,31-		566,64-		599,98-	
466,65-		499,99-		533,32-		566,65-		599,99-	
466,66-		499,00-		533,33-		566,66-		599,00-	
466,67-		499,01-		533,34-		566,67-		599,01-	
466,68-		499,02-		533,35-		566,68-		599,02-	
466,69-		499,03-		533,36-		566,69-		599,03-	
466,70-		499,04-		533,37-		566,70-		599,04-	
466,71-		499,05-		533,38-		566,71-		599,05-	
466,72-		499,06-		533,39-		566,72-		599,06-	
466,73-		499,07-		533,40-		566,73-		599,07-	
466,74-		499,08-		533,41-		566,74-		599,08-	
466,75-		499,09-		533,42-		566,75-		599,09-	
466,76-		499,10-		533,43-		566,76-		599,10-	
466,77-		499,11-		533,44-		566,77-		599,11-	
466,78-		499,12-		533,45-		566,78-		599,12-	
466,79-		499,13-		533,46-		566,79-		599,13-	
466,80-		499,14-		533,47-		566,80-		599,14-	
466,81-		499,15-		533,48-		566,81-		599,15-	
466,82-		499,16-		533,49-		566,82-		599,16-	
466,83-		499,17-		533,50-		566,83-		599,17-	
466,84-		499,18-		533,51-		566,84-		599,18-	
466,85-		499,19-		533,52-		566,85-		599,19-	
466,86-		499,20-		533,53-		566,86-		599,20-	
466,87-		499,21-		533,54-		566,87-		599,21-	
466,88-		499,22-		533,55-		566,88-		599,22-	
466,89-		499,23-		533,56-		566,89-		599,23-	
466,90-		499,24-		533,57-		566,90-		599,24-	
466,91-		499,25-		533,58-		566,91-		599,25-	
466,92-		499,26-		533,59-		566,92-		599,26-	
466,93-		499,27-		533,60-		566,93-		599,27-	
466,94-		499,28-		533,61-		566,94-		599,28-	
466,95-		499,29-		533,62-		566,95-		599,29-	
466,96-		499,30-		533,63-		566,96-		599,30-	
466,97-		499,31-		533,64-		566,97-		599,31-	
466,98-		499,32-		533,65-		566,98-		599,32-	
466,99-		499,33-		533,66-		566,99-		599,33-	
467,00-		499,34-		533,67-		567,00-		599,34-	
467,01-		499,35-		533,68-		567,01-		599,35-	
467,02-		499,36-		533,69-		567,02-		599,36-	
467,03-		499,37-		533,70-		567,03-		599,37-	
467,04-		499,38-		533,71-		567,04-		599,38-	
467,05-		499,39-		533,72-		567,05-		599,39-	
467,06-		499,40-		533,73-		567,06-		599,40-	
467,07-		499,41-		533,74-		567,07-		599,41-	
467,08-		499,42-		533,75-		567,08-		599,42-	
467,09-		499,43-		533,76-		567,09-		599,43-	
467,10-		499,44-		533,77-		567,10-		599,44-	
467,11-		499,45-		533,78-		567,11-		599,45-	
467,12-		499,46-		533,79-		567,12-		599,46-	
467,13-		499,47-		533,80-		567,13-		599,47-	
467,14-		499,48-		533,81-		567,14-		599,48-	
467,15-		499,49-		533,82-		567,15-		599,49-	
467,16-		499,50-		533,83-		567,16-		599,50-	
467,17-		499,51-		533,84-		567,17-		599,51-	
467,18-		499,52-		533,85-		567,18-		599,52-	
467,19-		499,53-		533,86-		567,19-		599,53-	
467,20-		499,54-		533,87-		567,20-		599,54-	
467,21-		499,55-		533,88-		567,21-		599,55-	
467,22-		499,56-		533,89-		567,22-		599,56-	
467,23-		499,57-		533,90-		567,23-		599,57-	
467,24-		499,58-		533,91-		567,24-		599,58-	
467,25-		499,59-		533,92-		567,25-		599,59-	
467,26-		499,60-		533,93-		567,26-		599,60-	
467,27-		499,61-		533,94-		567,27-		599,61-	
467,28-		499,62-		533,95-		567,28-		599,62-	
467,29-		499,63-		533,96-		567,29-		599,63-	
467,30-		499,64-		533,97-		567,30-		599,64-	
467,31-		499,65-		533,98-		567,31-		599,65-	
467,32-		499,66-		533,99-		567,32-		599,66-	
467,33-		499,67-		534,00-		567,33-		599,67-	
467,34-		499,68-		534,01-		567,34-		599,68-	
467,35-		499,69-		534,02-		567,35-		599,69-	
467,36-		499,70-		534,03-		567,36-		599,70-	
467,37-		499,71-		534,04-		567,37-		599,71-	
467,38-		499,72-		534,05-		567,38-		599,72-	
467,39-		499,73-		534,06-		567,39-		599,73-	
467,40-		499,74-		534,07-		567,40-		599,74-	
467,41-		499,75-		534,08-		567,41-		599,75-	
467,42-		499,76-		534,09-		567,42-		599,76-	
467,43-		499,77-		534,10-		567,43-		599,77-	
467,44-		499,78-		534,11-		567,44-		599,78-	
467,45-		499,79-		534,12-		567,45-		599,79-	
467,46-		499,80-		534,13-		567,46-		599,80-	
467,47-		499,81-		534,14-		567,47-		599,81-	
467,48-		499,82-		534,15-		567,48-		599,82-	
467,49-		499,83-		534,16-		567,49-		599,83-	
467,50-		499,84-		534,17-		567,50-		599,84-	
467,51-		499,85-		534,18-		567,51-		599,85-	
467,52-		499,86-		534,19-		567,52-		599,86-	
467,53-		499,87-		534,20-		567,53-		599,87-	
467,54-		499,88-		534,21-		567,54-		599,88-	
467,55-		499,89-		534,22-		567,55-		599,89-	
467,56-		499,90-		534,23-		567,56-		599,90-	
467,57-		499,91-		534,24-		567,57-		599,91-	
467,58-		499,92-		534,25-		567,58-		599,92-	
467,59-		499,93-		534,26-		567,59-		599,93-	
467,60-		499,94-		534,27-		567,60-		599,94-	
467,61-		499,95-		534,28-		567,61-		599,95-	
467,62-		499,96-		534,29-		567,62-		599,96-	
467,63-		499,97-		534,30-		567,63-		599,97-	
467,64-		499,98-		534,31-		567,64-		599,98-	
467,65-		499,99-		534,32-		567,65-		599,99-	
467,66-		499,00-		534,33-		567,66-		599,00-	
467,67-		499,01-		534,34-		567,67-		599,01-	
467,68-		499,02-		534,35-		567,68-		599,02-	
467,69-		499,03-		534,36-		567,69-		599,03-	
467,70-		499,04-		534,37-		567,70-		599,04-	
467,71-		499,05-		534,38-		567,71-		599,05-	
467,72-		499,06-		534,39-		567,72-		599,06-	
467,73-		499,07-		534,40-		567,73-		599,07-	
467,74-		499,08-		534,41-		567,74-		599,08-	
467,75-		499,09-		534,42-		567,75-		599,09-	
467,76-		499,10-		534,43-		567,76-		599,10-	
467,77-		499,11-		534,44-		567,77-		599,11-	
467,78-		499,12-		534,45-		567,78-		599,12-	
467,79-		499,13-		534,46-		567,79-		599,13-	
467,80-		499,14-		534,47-		567,80-		599,14-	
467,81-		499,15-		534,48-		567,81-		599,15-	
467,82-		499,16-		534,49-		567,82-		599,16-	
467,83-		499,17-		534,50-		567,83-		599,17-	
467,84-		499,18-		534,51-		567,84-		599,18-	
467,85-		499,19-		534,52-		567,85-			

TABLEAU A
(a. 6)

EMPLOI CONTINU

DEDUCTION

12 Périodes de paie par année

Remuneration	Deduction	Remuneration	Deduction	Remuneration	Deduction	Remuneration	Deduction	Remuneration	Deduction					
633,06- 633,62- 634,17- 634,73- 635,28-	633,61 634,16 634,72 635,27 635,83	9,00 9,01 9,02 9,03 9,04	666,39- 666,95- 667,50- 668,06- 668,62-	666,94 667,49 668,05 668,61 669,16	9,60 9,61 9,62 9,63 9,64	699,73- 700,28- 700,84- 701,39- 701,95-	700,27 700,83 701,38 701,94 702,49	10,20 10,21 10,22 10,23 10,24	733,06- 733,62- 734,17- 734,73- 735,28-	733,61 734,16 734,72 735,27 735,83	10,80 10,81 10,82 10,83 10,84	766,39- 766,95- 767,50- 768,06- 768,62-	766,94 767,49 768,05 768,61 769,16	11,40 11,41 11,42 11,43 11,44
635,84- 636,39- 636,95- 637,50- 638,06-	636,38 636,94 637,49 638,05 638,61	9,05 9,06 9,07 9,08 9,09	669,17- 669,73- 670,28- 670,84- 671,39-	669,72 670,27 670,83 671,38 671,94	9,65 9,66 9,67 9,68 9,69	702,50- 703,06- 703,62- 704,17- 704,73-	703,05 703,61 704,16 704,72 705,27	10,25 10,26 10,27 10,28 10,29	735,84- 736,39- 736,95- 737,50- 738,06-	736,38 736,94 737,49 738,05 738,61	10,85 10,86 10,87 10,88 10,89	769,17- 769,73- 770,28- 770,84- 771,39-	769,72 770,27 770,83 771,38 771,94	11,45 11,46 11,47 11,48 11,49
638,62- 639,17- 639,73- 640,28- 640,84-	639,16 639,72 640,27 640,83 641,38	9,10 9,11 9,12 9,13 9,14	671,95- 672,50- 673,06- 673,62- 674,17-	672,49 673,05 673,61 674,16 674,72	9,70 9,71 9,72 9,73 9,74	705,28- 705,84- 706,39- 706,95- 707,50-	705,83 706,38 706,94 707,49 708,05	10,30 10,31 10,32 10,33 10,34	738,62- 739,17- 739,73- 740,28- 740,84-	739,16 739,72 740,27 740,83 741,38	10,90 10,91 10,92 10,93 10,94	771,95- 772,50- 773,06- 773,62- 774,17-	772,49 773,05 773,61 774,16 774,72	11,50 11,51 11,52 11,53 11,54
641,39- 641,95- 642,50- 643,06- 643,62-	641,94 642,49 643,05 643,61 644,16	9,15 9,16 9,17 9,18 9,19	674,73- 675,28- 675,84- 676,39- 676,95-	675,27 675,83 676,38 676,94 677,49	9,75 9,76 9,77 9,78 9,79	708,06- 708,62- 709,17- 709,73- 710,28-	708,61 709,16 709,72 710,27 710,83	10,35 10,36 10,37 10,38 10,39	741,39- 741,95- 742,50- 743,06- 743,62-	741,94 742,49 743,05 743,61 744,16	10,95 10,96 10,97 10,98 10,99	774,73- 775,28- 775,84- 776,39- 776,95-	775,27 775,83 776,38 776,94 777,49	11,55 11,56 11,57 11,58 11,59
644,17- 644,73- 645,28- 645,84- 646,39-	644,72 645,27 645,83 646,38 646,94	9,20 9,21 9,22 9,23 9,24	677,50- 678,06- 678,62- 679,17- 679,73-	678,05 678,61 679,16 679,72 680,27	9,80 9,81 9,82 9,83 9,84	710,84- 711,39- 711,95- 712,50- 713,06-	711,38 711,94 712,49 713,05 713,61	10,40 10,41 10,42 10,43 10,44	744,17- 744,73- 745,28- 745,84- 746,39-	744,72 745,27 745,83 746,38 746,94	11,00 11,01 11,02 11,03 11,04	777,50- 778,06- 778,62- 779,17- 779,73-	778,05 778,61 779,16 779,72 780,27	11,60 11,61 11,62 11,63 11,64
646,95- 647,50- 648,06- 648,62- 649,17-	647,49 648,05 648,61 649,16 649,72	9,25 9,26 9,27 9,28 9,29	680,28- 680,84- 681,39- 681,95- 682,50-	680,83 681,38 681,94 682,49 683,05	9,85 9,86 9,87 9,88 9,89	713,62- 714,17- 714,73- 715,28- 715,84-	714,16 714,72 715,27 715,83 716,38	10,45 10,46 10,47 10,48 10,49	746,95- 747,50- 748,06- 748,62- 749,17-	747,49 748,05 748,61 749,16 749,72	11,05 11,06 11,07 11,08 11,09	780,28- 780,84- 781,39- 781,95- 782,50-	780,83 781,38 781,94 782,49 783,05	11,65 11,66 11,67 11,68 11,69
649,73- 650,28- 650,84- 651,39- 651,95-	650,27 650,83 651,38 651,94 652,49	9,30 9,31 9,32 9,33 9,34	683,06- 683,62- 684,17- 684,73- 685,28-	683,61 684,16 684,72 685,27 685,83	9,90 9,91 9,92 9,93 9,94	716,39- 716,95- 717,50- 718,06- 718,62-	716,94 717,49 718,05 718,61 719,16	10,50 10,51 10,52 10,53 10,54	749,73- 750,28- 750,84- 751,39- 751,95-	750,27 750,83 751,38 751,94 752,49	11,10 11,11 11,12 11,13 11,14	783,06- 783,62- 784,17- 784,73- 785,28-	783,61 784,16 784,72 785,27 785,83	11,70 11,71 11,72 11,73 11,74
652,50- 653,06- 653,62- 654,17- 654,73-	653,05 653,61 654,16 654,72 655,27	9,35 9,36 9,37 9,38 9,39	685,84- 686,39- 686,95- 687,50- 688,06-	686,38 686,94 687,49 688,05 688,61	9,95 9,96 9,97 9,98 9,99	719,17- 719,73- 720,28- 720,84- 721,39-	719,72 720,27 720,83 721,38 721,94	10,55 10,56 10,57 10,58 10,59	752,50- 753,06- 753,62- 754,17- 754,73-	753,05 753,61 754,16 754,72 755,27	11,15 11,16 11,17 11,18 11,19	785,84- 786,39- 786,95- 787,50- 788,06-	786,38 786,94 787,49 788,05 788,61	11,75 11,76 11,77 11,78 11,79
655,28- 655,84- 656,39- 656,95- 657,50-	655,83 656,38 656,94 657,49 658,05	9,40 9,41 9,42 9,43 9,44	688,62- 689,17- 689,73- 690,28- 690,84-	689,16 689,72 690,27 690,83 691,38	10,00 10,01 10,02 10,03 10,04	721,95- 722,50- 723,06- 723,62- 724,17-	722,49 723,05 723,61 724,16 724,72	10,60 10,61 10,62 10,63 10,64	755,28- 755,84- 756,39- 756,95- 757,50-	755,83 756,38 756,94 757,49 758,05	11,20 11,21 11,22 11,23 11,24	788,62- 789,17- 789,73- 790,28- 790,84-	789,16 789,72 790,27 790,83 791,38	11,80 11,81 11,82 11,83 11,84
658,06- 658,62- 659,17- 659,73- 660,28-	658,61 659,16 659,72 660,27 660,83	9,45 9,46 9,47 9,48 9,49	691,39- 691,95- 692,50- 693,06- 693,62-	691,94 692,49 693,05 693,61 694,16	10,05 10,06 10,07 10,08 10,09	724,73- 725,28- 725,84- 726,39- 726,95-	725,27 725,83 726,38 726,94 727,49	10,65 10,66 10,67 10,68 10,69	758,06- 758,62- 759,17- 759,73- 760,28-	758,61 759,16 759,72 760,27 760,83	11,25 11,26 11,27 11,28 11,29	791,39- 791,95- 792,50- 793,06- 793,62-	791,94 792,49 793,05 793,61 794,16	11,85 11,86 11,87 11,88 11,89
660,84- 661,39- 661,95- 662,50- 663,06-	661,38 661,94 662,49 663,05 663,61	9,50 9,51 9,52 9,53 9,54	694,17- 694,73- 695,28- 695,84- 696,39-	694,72 695,27 695,83 696,38 696,94	10,10 10,11 10,12 10,13 10,14	727,50- 728,06- 728,62- 729,17- 729,73-	728,05 728,61 729,16 729,72 730,27	10,70 10,71 10,72 10,73 10,74	760,84- 761,39- 761,95- 762,50- 763,06-	761,38 761,94 762,49 763,05 763,61	11,30 11,31 11,32 11,33 11,34	794,17- 794,73- 795,28- 795,84- 796,39-	794,72 795,27 795,83 796,38 796,94	11,90 11,91 11,92 11,93 11,94
663,62- 664,17- 664,73- 665,28- 665,84-	664,16 664,72 665,27 665,83 666,38	9,55 9,56 9,57 9,58 9,59	696,95- 697,50- 698,06- 698,62- 699,17-	697,49 698,05 698,61 699,16 699,72	10,15 10,16 10,17 10,18 10,19	730,28- 730,84- 731,39- 731,95- 732,50-	730,83 731,38 731,94 732,49 733,05	10,75 10,76 10,77 10,78 10,79	763,62- 764,17- 764,73- 765,28- 765,84-	764,16 764,72 765,27 765,83 766,38	11,35 11,36 11,37 11,38 11,39	796,95- 797,50- 798,06- 798,62- 799,17-	797,49 798,05 798,61 799,16 799,72	11,95 11,96 11,97 11,98 11,99

EMPLOI CONTINU

12 Périodes de paie par année

Pour les rémunérations dépassant 5 379,99 \$, vous devez calculer vous-même la déduction en vous basant sur les explications contenues dans les pages précédentes.

EMPLOI CONTINU

EXEMPTION

PÉRIODES DE PAIE IRRÉGULIÈRES

Cette table simplifie le calcul expliqué dans le Guide de l'employeur au sous-titre "emploi continu". Elle permet de trouver directement l'exemption correspondant au nombre de jours contenus dans une période de paie irrégulière. Cette période commence à compter du 1er janvier de l'année courante, à l'embauche du salarié ou à sa dernière paie, selon celle de ces trois dates qui est la plus rapprochée de la date de la paie.

Jours	Exemption	Jours	Exemption	Jours	Exemption	Jours	Exemption	Jours	Exemption	Jours	Exemption	Jours	Exemption
1	30,76	56	245,47	111	486,57	166	727,67	221	968,76	276	1209,86	331	1450,95
2	30,76	57	245,47	112	486,57	167	727,67	222	968,76	277	1209,86	332	1450,95
3	30,76	58	245,47	113	486,57	168	727,67	223	968,76	278	1209,86	333	1450,95
4	30,76	59	245,47	114	486,57	169	727,67	224	968,76	279	1209,86	334	1450,95
5	30,76	60	245,47	115	486,57	170	727,67	225	968,76	280	1209,86	335	1450,95
6	30,76	61	245,47	116	486,57	171	727,67	226	968,76	281	1209,86	336	1450,95
7	30,76	62	245,47	117	486,57	172	727,67	227	968,76	282	1209,86	337	1450,95
8	30,76	63	245,47	118	486,57	173	727,67	228	968,76	283	1209,86	338	1450,95
9	30,76	64	245,47	119	486,57	174	727,67	229	968,76	284	1209,86	339	1450,95
10	30,76	65	245,47	120	486,57	175	727,67	230	968,76	285	1209,86	340	1450,95
11	30,76	66	245,47	121	486,57	176	727,67	231	968,76	286	1209,86	341	1450,95
12	30,76	67	245,47	122	486,57	177	727,67	232	968,76	287	1209,86	342	1450,95
13	30,76	68	245,47	123	486,57	178	727,67	233	968,76	288	1209,86	343	1450,95
14	30,76	69	245,47	124	486,57	179	727,67	234	968,76	289	1209,86	344	1450,95
15	30,76	70	245,47	125	486,57	180	727,67	235	968,76	290	1209,86	345	1450,95
16	30,76	71	245,47	126	486,57	181	727,67	236	968,76	291	1209,86	346	1450,95
17	30,76	72	245,47	127	486,57	182	727,67	237	968,76	292	1209,86	347	1450,95
18	30,76	73	245,47	128	486,57	183	727,67	238	968,76	293	1209,86	348	1450,95
19	30,76	74	245,47	129	486,57	184	727,67	239	968,76	294	1209,86	349	1450,95
20	30,76	75	245,47	130	486,57	185	727,67	240	968,76	295	1209,86	350	1450,95
21	30,76	76	245,47	131	486,57	186	727,67	241	968,76	296	1209,86	351	1450,95
22	30,76	77	245,47	132	486,57	187	727,67	242	968,76	297	1209,86	352	1450,95
23	30,76	78	245,47	133	486,57	188	727,67	243	968,76	298	1209,86	353	1450,95
24	30,76	79	245,47	134	486,57	189	727,67	244	968,76	299	1209,86	354	1450,95
25	30,76	80	245,47	135	486,57	190	727,67	245	968,76	300	1209,86	355	1450,95
26	30,76	81	245,47	136	486,57	191	727,67	246	968,76	301	1209,86	356	1450,95
27	30,76	82	245,47	137	486,57	192	727,67	247	968,76	302	1209,86	357	1450,95
28	30,76	83	245,47	138	486,57	193	727,67	248	968,76	303	1209,86	358	1450,95
29	30,76	84	245,47	139	486,57	194	727,67	249	968,76	304	1209,86	359	1450,95
30	30,76	85	245,47	140	486,57	195	727,67	250	968,76	305	1209,86	360	1450,95
31	30,76	86	245,47	141	486,57	196	727,67	251	968,76	306	1209,86	361	1450,95
32	30,76	87	245,47	142	486,57	197	727,67	252	968,76	307	1209,86	362	1450,95
33	30,76	88	245,47	143	486,57	198	727,67	253	968,76	308	1209,86	363	1450,95
34	30,76	89	245,47	144	486,57	199	727,67	254	968,76	309	1209,86	364	1450,95
35	30,76	90	245,47	145	486,57	200	727,67	255	968,76	310	1209,86	365	1450,95
36	30,76	91	245,47	146	486,57	201	727,67	256	968,76	311	1209,86	366	1450,95
37	30,76	92	245,47	147	486,57	202	727,67	257	968,76	312	1209,86	367	1450,95
38	30,76	93	245,47	148	486,57	203	727,67	258	968,76	313	1209,86	368	1450,95
39	30,76	94	245,47	149	486,57	204	727,67	259	968,76	314	1209,86	369	1450,95
40	30,76	95	245,47	150	486,57	205	727,67	260	968,76	315	1209,86	370	1450,95
41	30,76	96	245,47	151	486,57	206	727,67	261	968,76	316	1209,86	371	1450,95
42	30,76	97	245,47	152	486,57	207	727,67	262	968,76	317	1209,86	372	1450,95
43	30,76	98	245,47	153	486,57	208	727,67	263	968,76	318	1209,86	373	1450,95
44	30,76	99	245,47	154	486,57	209	727,67	264	968,76	319	1209,86	374	1450,95
45	30,76	100	245,47	155	486,57	210	727,67	265	968,76	320	1209,86	375	1450,95
46	30,76	101	245,47	156	486,57	211	727,67	266	968,76	321	1209,86	376	1450,95
47	30,76	102	245,47	157	486,57	212	727,67	267	968,76	322	1209,86	377	1450,95
48	30,76	103	245,47	158	486,57	213	727,67	268	968,76	323	1209,86	378	1450,95
49	30,76	104	245,47	159	486,57	214	727,67	269	968,76	324	1209,86	379	1450,95
50	30,76	105	245,47	160	486,57	215	727,67	270	968,76	325	1209,86	380	1450,95
51	30,76	106	245,47	161	486,57	216	727,67	271	968,76	326	1209,86	381	1450,95
52	30,76	107	245,47	162	486,57	217	727,67	272	968,76	327	1209,86	382	1450,95
53	30,76	108	245,47	163	486,57	218	727,67	273	968,76	328	1209,86	383	1450,95
54	30,76	109	245,47	164	486,57	219	727,67	274	968,76	329	1209,86	384	1450,95
55	30,76	110	245,47	165	486,57	220	727,67	275	968,76	330	1209,86	385	1450,95

TABLEAU B
(a. 6)



c. R-9, r.3

Règlement sur une entente en matière de sécurité sociale entre les gouvernements du Québec et de l'Italie

Loi sur le régime de rentes du Québec
(L.R.Q., c. R-9, a. 215)

1. Les dispositions du Régime de rentes du Québec de même que les règlements qui en découlent et leurs modifications s'appliquent à l'entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Italie dont le texte est reproduit à l'annexe 1.

2. Nonobstant l'article 1, en cas de divergences et aux fins de l'application de l'entente, les dispositions de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9), de ses règlements et de leurs modifications sont adaptées aux termes de l'entente de manière à ce que celle-ci prévale dans tous les cas.

ANNEXE 1

(a.1)

Le Gouvernement du Québec et le Gouvernement de l'Italie,

désireux d'assurer aux personnes couvertes par les législations d'assurance sociale québécoise et italienne les avantages provenant d'une coordination desdites législations,

vu l'Accord de sécurité sociale signé le 17 novembre 1977 entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Italie,

sont convenus de ce qui suit :

PARTIE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

I. Pour l'application de la présente Entente, sauf disposition contraire dans le présent texte :

a) le terme « prestations d'enfants » désigne, pour le Québec, les prestations d'orphelin ou d'enfant de cotisant invalide en vertu du Régime de rentes du Québec ;

b) le terme « autorité compétente » désigne le Ministre ou les Ministres chargés de l'application des régimes de sécurité sociale dans tout ou partie du territoire de l'une ou l'autre Partie ;

c) le terme « période créditée » désigne une période de cotisation ou de résidence permettant l'acquisition d'un

droit à des prestations en vertu de la législation de l'une ou l'autre Partie. Ce terme désigne en outre, relativement à l'Italie, toute période réputée être une période de cotisation en vertu de la législation italienne et, relativement au Québec, une période équivalente où une pension d'invalidité est payable en vertu du Régime de rentes du Québec et toute période où le cotisant reçoit une allocation familiale, au sens du Régime de rentes du Québec, alors que ses gains sont inférieurs au minimum des gains admissibles ;

d) le terme « prestation de décès » désigne, pour le Québec, la prestation de décès payable en vertu du Régime de rentes du Québec ;

e) le terme « travailleur » désigne, pour l'Italie, une personne considérée comme tel en vertu de la législation italienne et, pour le Québec, une personne exécutant un travail visé en vertu du Régime de rentes du Québec ;

f) le terme « emploi de l'Etat » comprend, relativement à l'Italie, tout emploi au sein d'un organisme, régi par une loi d'ordre public et, relativement au Québec, l'emploi d'une personne par le Gouvernement du Québec, y compris tout emploi désigné comme tel, à l'occasion, par les autorités compétentes de l'une ou l'autre des Parties ;

g) le terme « prestation d'invalidité » désigne, pour l'Italie, la pension d'invalidité ou la pension d'invalidité privilégiée (*pensione privilegiata*) payable en vertu de la législation italienne et, pour le Québec, la pension d'invalidité payable en vertu du Régime de rentes du Québec ;

h) le terme « législation » désigne la législation énumérée ou décrite à l'article II et toute modification y afférente, y compris :

i. toute législation ou règlement portant sur de nouveaux risques sociaux ou sur de nouvelles obligations sous condition toutefois qu'un arrangement à cet effet intervienne entre les Parties ; et

ii. toute législation ou règlement étendant l'application des régimes existants à de nouvelles catégories de personnes pour autant toutefois que, dans les trois mois suivant la date de leur publication officielle, le Gouvernement de la Partie concernée ne signifie pas son objection au Gouvernement de l'autre Partie ;

i) le terme « mois » désigne un mois civil ;

j) le terme « prestation de vieillesse » désigne, pour l'Italie, la pension de vieillesse, la pension d'ancienneté (*pensione d'anzianità*) ou la pension anticipée en vertu de la législation italienne ;

k) les termes « pension », « allocation » ou « prestation », comprennent toute majoration qui leur est applicable ;

l) le terme « prestation de survivant » désigne, pour l'Italie, la pension payable, en vertu de la législation italienne, aux catégories de personnes appartenant à la famille d'une personne assurée ou d'un pensionné décédé, qui, aux termes de cette législation, sont les survivants de ladite personne ou dudit pensionné et, pour le Québec, la pension de survivant payable au conjoint survivant en vertu du Régime de rentes du Québec ;

m) le terme « territoire » désigne, pour l'Italie, le territoire de la République italienne et, pour le Québec, le territoire du Québec ;

n) le terme « ressortissant » désigne, pour le Québec, toute personne de nationalité canadienne assujettie au Régime de rentes du Québec et pour l'Italie, toute personne de nationalité italienne ;

o) le terme « prestation en cas de tuberculose » désigne les prestations en espèces et en nature octroyées en vertu de la législation italienne en cas de tuberculose ;

p) le terme « année » désigne une année civile ;

q) tout terme non défini au présent article a le sens qui lui est attribué en vertu de la législation applicable.

II. Les dispositions de la présente Entente s'appliquent :

a) en Italie :

i. à la législation relative à l'assurance générale obligatoire pour invalidité, vieillesse et survivants des travailleurs dépendants et aux secteurs spéciaux qui sont rattachés à ladite assurance ;

ii. à la législation se rapportant à des régimes spéciaux réservés à certaines catégories de travailleurs, dans la mesure où cette législation se rapporte à des risques couverts en vertu de la législation décrite à l'alinéa (i) ; et

iii. à la législation de l'assurance obligatoire contre la tuberculose ;

b) au Québec :

au Régime de rentes du Québec.

III. Les institutions compétentes responsables de l'application des législations prévues à l'article II de la présente Entente sont :

a) pour l'Italie :

i. l'INPS (*Istituto Nazionale della Previdenza Sociale*) en ce qui concerne l'assurance obligatoire invalidité vieillesse et survie des employés, des fermiers, des travailleurs agricoles, des métayers, des artisans et des com-

merçants ainsi que l'assurance obligatoire contre la tuberculose ;

ii. l'ENPALS (*Ente Nazionale Previdenza e Assistenza per i Lavoratori dello Spettacolo*), en ce qui concerne l'assurance obligatoire invalidité, vieillesse et survie des travailleurs du spectacle ;

iii. l'INPDAI (*Istituto Nazionale di Previdenza per i Dirigenti di Aziende Industriali*), en ce qui concerne l'assurance obligatoire invalidité, vieillesse et survie des dirigeants d'entreprises industrielles ;

iv. l'INPGI (*Istituto Nazionale di Previdenza per i Giornalisti Italiani*), en ce qui concerne l'assurance obligatoire invalidité, vieillesse et survie des journalistes professionnels ;

b) pour le Québec :

i. le ministère du Revenu du Québec, en ce qui concerne la perception des contributions ;

ii. la Régie des rentes du Québec, pour tout autre sujet.

IV. 1) La présente Entente s'applique aux personnes qui sont ou ont été soumises à la législation décrite à l'article II, ainsi qu'à leurs personnes à charge et à leurs survivants au sens où l'entend la législation de l'une ou l'autre Partie.

2) Sous réserve de la présente Entente, toute personne à laquelle la législation de l'une ou l'autre Partie s'applique en vertu de cette Entente aura en vertu de ladite législation, aux mêmes conditions, les mêmes droits et obligations, que ceux qui auraient été les siens sans recours à cette Entente.

PARTIE II DISPOSITIONS RELATIVES À LA LÉGISLATION APPLICABLE

V. 1) Sous réserve des articles VI, VII, VIII, IX, un travailleur n'est assujéti qu'à la législation de la Partie sur le territoire de laquelle il travaille.

2) Sous réserve des articles VI, VII, VIII, IX, le travailleur, occupant simultanément un emploi sur le territoire des deux Parties, n'est assujéti qu'à la législation de la Partie sur le territoire de laquelle il réside. Aux fins du présent paragraphe, le travailleur est réputé résider dans le territoire où il a un domicile permanent à sa disposition, et s'il a un domicile permanent à sa disposition dans les deux territoires, il est réputé résider dans le territoire où se trouve son centre d'intérêt vital.

Sur requête de l'employeur, l'institution compétente de la Partie dont la législation s'applique émet un certificat attestant que le travailleur est soumis à sa législation.

VI. 1) Lorsque, après l'entrée en vigueur de la présente Entente, un travailleur, autre que le travailleur décrit à l'article VII, au service d'un employeur ayant sa place d'affaires sur le territoire d'une Partie est détaché par ledit employeur sur le territoire de l'autre Partie pour y travailler, la législation de la première Partie continue de s'appliquer audit travailleur pendant une période maximale de 24 mois.

Sur demande de l'employeur, l'institution compétente de la Partie dont la législation s'applique émet un certificat attestant que le travailleur détaché est soumis à sa législation et indiquant la date de la fin de cet assujettissement.

2) a) Lorsque, avant l'entrée en vigueur de la présente Entente, un travailleur, autre que le travailleur décrit à l'article VII, assujetti à la législation d'une Partie et au service d'un employeur ayant sa place d'affaires sur le territoire de ladite Partie, a été détaché par ledit employeur sur le territoire de l'autre Partie pour y travailler, il pourra dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de la présente Entente, décider si c'est la législation de la première ou de la seconde Partie qui doit lui être appliquée relativement à cette relation de travail ; s'il décide d'être assujetti à la législation de la première Partie, la législation de ladite Partie lui sera appliquée pendant une période maximale de 24 mois. S'il décide d'être assujetti à la législation de la seconde Partie, la législation de ladite Partie lui sera appliquée. Dans l'un et l'autre cas, son choix sera exécutoire à compter du jour où il en donnera avis à l'autorité compétente appropriée.

Dans le cas où le travailleur opte pour la législation appliquée dans le lieu où il travaille, l'option devra être exercée auprès de l'autorité compétente responsable de ladite législation.

Lorsque le travailleur opte pour la législation du lieu où son employeur a sa place d'affaires, il doit demander le certificat mentionné au paragraphe 1 du présent article à l'institution compétente dont la législation s'applique.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent également aux personnes qui, à la date de l'entrée en vigueur de la présente Entente, sont sujettes à la législation des deux Parties.

b) Si ledit travailleur ne se prévaut pas de son droit d'option aux termes du sous-paragraphe a, la législation qui lui est appliquée à l'entrée en vigueur de la présente Entente continue de s'appliquer. Toutefois, si cette législation est celle de la première Partie, mentionnée au sous-paragraphe a, elle ne s'appliquera que pendant une période maximale de 24 mois après l'entrée en vigueur de la présente entente.

Dans un tel cas, l'institution compétente de la Partie, autre que celle où le travailleur est employé, émet, sur de-

mande de l'employeur, un certificat indiquant que le travailleur demeure assujetti à cette législation pour une période déterminée n'excédant pas 24 mois, à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente Entente.

VII. 1) Lorsqu'une personne occupant un emploi de l'État, relativement à l'Italie, est envoyée au cours de son travail sur le territoire québécois, la législation du Québec ne lui est pas applicable.

2) Lorsqu'une personne soumise à la législation du Québec et occupant un emploi de l'État, relativement au Québec, est envoyée au cours de son travail, sur le territoire italien, la législation italienne ne lui est pas applicable et la législation du Québec lui est applicable comme si ladite personne était employée sur le territoire québécois.

3) Sous réserve des paragraphes 4 et 5a du présent article, toute personne qui est embauchée localement sur le territoire d'une Partie pour occuper un emploi de l'État de l'autre Partie, demeure assujettie à la législation de la première Partie.

4) Tout ressortissant d'une Partie, aux termes de l'article I (n), embauché localement par cette Partie avant l'entrée en vigueur de la présente Entente pour occuper un emploi de l'État sur le territoire de l'autre Partie est assujetti aux dispositions de l'article VI (2) relatives au choix de la législation applicable.

Dans le cas où un ressortissant choisit d'être soumis à la législation de la Partie pour laquelle il travaille, il doit demander à l'institution compétente de la Partie dont la législation s'applique un certificat attestant qu'il est soumis à cette législation et indiquant la durée de cet assujettissement.

Dans le cas où un ressortissant opte pour la législation de la Partie sur le territoire pour laquelle il travaille, l'option doit être exercée auprès de l'autorité compétente de cette Partie.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent également aux personnes qui, à la date de l'entrée en vigueur de la présente Entente, sont sujettes à la législation des deux Parties.

5) a) Tout ressortissant d'une Partie, aux termes de l'article I (n), embauché localement par cette Partie, après l'entrée en vigueur de la présente Entente pour occuper un emploi de l'État sur le territoire de l'autre Partie, peut, dans les trois mois suivant le commencement de son travail, décider si la législation devant lui être appliquée, relativement à ce travail, est celle de l'une ou de l'autre Partie. S'il choisit d'être soumis à la législation de la Partie dont il est ressortissant, la législation de cette Partie ne lui sera applicable que pendant une période maximale de 24 mois. S'il choisit d'être soumis à la législation de la Partie sur le

territoire de laquelle il travaille, ladite législation lui sera appliquée. Dans l'un et l'autre cas, son choix deviendra exécutoire à compter du jour où il en donnera avis à l'autorité compétente appropriée.

Dans le cas où un ressortissant choisit d'être soumis à la législation de la Partie pour laquelle il travaille, il doit demander à l'institution compétente de la Partie dont la législation s'applique un certificat attestant qu'il est soumis à cette législation et indiquant la durée de cet assujettissement.

Dans le cas où un ressortissant opte pour la législation de la Partie sur le territoire de laquelle il travaille, l'option doit être exercée auprès de l'autorité compétente de cette Partie.

b) Si la personne décrite au sous-paragraphe a ne se prévaut pas de son droit d'option, la législation de la Partie sur le territoire de laquelle elle travaille lui est appliquée.

Dans un tel cas, l'institution compétente de la Partie sur le territoire de laquelle le ressortissant est employé émet, à la demande de l'employeur, un certificat indiquant que ce ressortissant est assujéti à cette législation.

6) L'emploi de toute personne visée au paragraphe 3 du présent article qui est soumise à la législation du Québec ou de tout ressortissant travaillant pour l'Italie qui, en vertu du paragraphe 4 du présent article, a choisi d'être soumis à la législation du Québec, est considéré comme un travail visé au sens du Régime de rentes du Québec.

L'emploi de toute personne visée au paragraphe 3 du présent article qui est soumise à la législation de l'Italie ou de tout ressortissant travaillant pour le Québec qui, en vertu des paragraphes 4 ou 5 du présent article, a choisi d'être soumis à la législation italienne est, en ce qui concerne la sécurité sociale, soumis à la législation de l'Italie.

Aux fins de l'application du présent paragraphe, chaque Partie doit, relativement à ses employés :

- a) effectuer les déductions prévues sur les salaires et gages admissibles ;
- b) remettre ces déductions à l'autre Partie ;
- c) payer les contributions requises à titre d'employeur ; et
- d) présenter les déclarations prescrites selon les modalités prévues,

comme si elle était un employeur soumis à la législation de l'autre Partie relativement à ces employés.

7) Conformément à l'article XI de la présente Entente, les Parties peuvent conclure les arrangements qu'elles jugent nécessaires pour l'intérêt de certaines personnes

ou de certaines catégories de personnes visées par le présent article.

VIII. 1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, la législation applicable à tout ressortissant d'une Partie, aux termes de l'article I (m), occupant un emploi sur un navire de l'autre Partie est la législation de cette dernière Partie comme si toute condition de citoyenneté, de résidence ou de domicile était satisfaite à l'égard de cette personne.

2) Tout membre d'équipage d'un navire d'une des deux Parties

- i. rémunéré par un employeur ayant une place de gestion véritable sur le territoire de l'autre Partie ; et
- ii. résidant sur le territoire de l'autre Partie,

est soumis à la législation de cette dernière Partie.

3) Aux fins du présent article, le terme navire d'une Partie désigne, pour le Québec, un navire ou vaisseau dont l'équipage est au service d'un employeur ayant une place de gestion véritable au Québec, et pour l'Italie, un navire ou vaisseau battant pavillon italien.

IX. Tout membre du personnel navigant au service d'un transporteur aérien international opérant sur le territoire des deux Parties, est soumis à la législation de la Partie sur le territoire de laquelle se trouve la principale place d'affaires dudit transporteur ; toutefois, si ledit membre réside sur le territoire de l'autre Partie, il sera assujéti à la législation de cette dernière Partie.

X. 1) Aux fins d'émission des certificats mentionnés dans la présente partie, l'employeur ou, le cas échéant, l'employé présente une demande auprès de l'institution compétente de la Partie dont la législation s'applique.

2) Ladite institution compétente, après vérification des informations contenues dans la demande, émet à l'employeur, à l'employé et à l'autre institution un certificat en la forme déterminée du commun accord des autorités compétentes des deux Parties.

XI. Nonobstant les articles VI, VII, VIII, IX, les autorités compétentes peuvent prendre tout arrangement jugé nécessaire dans l'intérêt de certaines personnes ou de certaines catégories de personnes, conformément à l'esprit et aux principes fondamentaux de la présente Entente.

L'autorité compétente de la Partie à qui il est demandé d'appliquer sa législation transmet la demande à l'autorité de l'autre Partie qui, après avoir examiné cette demande, informe l'autorité de l'autre Partie de sa décision.

Cette procédure s'applique également aux demandes de prolongation d'une période d'exemption de la législation du lieu de travail.

PARTIE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS

PRESTATIONS DE VIEILLESSE

XII. Aux fins de l'application de l'Accord de sécurité sociale entre le Canada et l'Italie intervenu le 17 novembre 1977, il est convenu que, pour déterminer le montant de la prestation de vieillesse payable par l'Italie en vertu du paragraphe 5 de l'article XI dudit Accord, toute année où une cotisation a été versée au Régime de rentes du Québec et commençant le ou après le 1^{er} janvier 1966 est assimilable à 52 semaines de cotisation en vertu de la législation italienne et toute semaine, dans une année où une période équivalente a été créditée en vertu du Régime de rentes du Québec bien qu'aucune cotisation n'ait été versée en vertu dudit régime, est assimilable à une semaine de cotisation en vertu de la législation italienne.

Pour les fins de la présente Entente, une demande de prestation de vieillesse faite en vertu de la législation italienne, qui satisfait aux délais fixés pour la réception d'une demande de rente de retraite par le Régime de rentes du Québec, peut être considérée comme étant une demande de rente de retraite faite en vertu du Régime de rentes du Québec et une demande de rente de retraite faite en vertu du Régime de rentes du Québec peut être considérée comme étant une demande de prestation de vieillesse faite en vertu de la législation italienne.

PRESTATIONS DE SURVIVANTS, PRESTATIONS D'INVALIDITÉ, PRESTATIONS D'ENFANTS ET PRESTATIONS DE DÉCÈS

XIII. 1) Les dispositions du présent article s'appliquent aux prestations de survivants, aux prestations d'invalidité, aux prestations d'enfants et aux prestations de décès, dans la mesure requise par chaque type de prestations.

2) Toute personne ayant droit à une prestation sur la base des périodes créditées à son égard en vertu de la législation d'une Partie sans recours aux dispositions des paragraphes suivants du présent article, a également droit au paiement de ladite prestation sur le territoire de l'autre Partie.

3) Si une personne n'a pas droit à une prestation sur la base des seules périodes créditées en vertu de la législation de l'une des Parties, l'ouverture du droit à ladite prestation sera déterminée en totalisant les périodes créditées à son égard, conformément aux dispositions des paragraphes suivants du présent article. Aux fins des prestations de survivants, des prestations d'enfants et des prestations de décès seulement, toute mention dans le présent article d'une période créditée doit être interprétée comme étant uniquement applicable à l'égard de la personne dont les cotisations sont à l'origine d'une demande de prestation.

Pour les fins de totalisation, les périodes de contribution ou de résidence qui se superposent ne comptent que pour une période en vue de déterminer l'admissibilité ou le montant théorique.

Lorsqu'une période de contribution volontaire effectuée en vertu de la législation italienne, à la suite d'une autorisation accordée avant l'entrée en vigueur de la présente Entente, se superpose à une période créditée en vertu de la législation québécoise, cette période de contribution volontaire est considérée par l'institution compétente de l'Italie comme une période de contribution obligatoire.

Lorsqu'il n'est pas possible de déterminer avec exactitude où se situent les périodes créditées en vertu de la législation d'une Partie, ces périodes sont présumées ne pas se superposer aux périodes créditées en vertu de la législation de l'autre Partie.

4) a) Pour déterminer le montant d'une prestation payable par le Québec en vertu du paragraphe 5 du présent article, toute année incluant au moins 13 semaines de cotisations en vertu de la législation italienne est assimilable à une année cotisée en vertu du Régime de rentes du Québec, sous réserve toutefois des dispositions relatives aux périodes cotisables minimales établies par la législation du Québec.

b) Pour déterminer le montant d'une prestation payable par l'Italie, en vertu du paragraphe 5 du présent article,

i. toute semaine se terminant le ou avant le 31 décembre 1965 qui serait reconnue comme étant une semaine de résidence en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse est assimilable à une semaine de cotisation en vertu de la législation italienne ;

ii. toute année où une cotisation a été versée au Régime de rentes du Québec et commençant le ou après le 1^{er} janvier 1966 est assimilable à 52 semaines de cotisation en vertu de la législation italienne et toute semaine, dans une année où une période équivalente a été créditée en vertu du Régime de rentes du Québec bien qu'aucune cotisation n'ait été versée en vertu du dit régime, est assimilable à une semaine de cotisation en vertu de la législation italienne ;

iii. toute semaine commençant le ou après le 1^{er} janvier 1966 qui serait une semaine de résidence en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse et pour laquelle aucune cotisation n'a été versée en vertu du Régime de rentes du Québec, est assimilable à une semaine de cotisation en vertu de la législation italienne.

c) Aux fins de la proratisation, lorsque des périodes créditées en vertu de la législation d'une Partie se superposent aux périodes créditées en vertu de la législation de l'autre Partie, chaque institution compétente prend en

considération toutes les périodes créditées en vertu de sa propre législation.

5) a) Chaque Partie détermine le montant théorique des prestations auquel aurait droit la personne concernée, comme si toutes les périodes créditées en vertu de la législation de chacune des deux Parties avaient été créditées en vertu de sa seule législation. Afin d'établir ledit montant théorique, chaque Partie détermine les gains ou les cotisations devant être pris en compte relativement à la période créditée en vertu de la législation de l'autre Partie, en se fondant sur la moyenne des gains ou des cotisations établie pour les périodes créditées conformément à la législation qu'elle applique.

b) Chaque partie doit payer un montant déterminé en multipliant le montant théorique, mentionné au sous-paragraphe a, par le rapport entre les périodes créditées sous la législation de cette Partie et le total des périodes créditées sous la législation des deux Parties, ou la période pouvant être définie par entente entre les deux Parties.

c) L'institution compétente italienne calcule le montant de la prestation qu'elle doit verser selon la formule suivante :

$$y = x \cdot \frac{n}{m}$$

où

« y » représente le montant de la prestation payable par l'institution italienne ;

« x » représente le montant théorique de la prestation calculée aux termes du sous-paragraphe a du présent paragraphe ;

« n » représente le total des périodes créditées en vertu de la législation italienne ;

« m » représente le total des périodes créditées en vertu de la législation des deux Parties.

Dans le cas où le total des périodes créditées en vertu de la législation des deux Parties est supérieur à la période maximum considérée aux termes de la législation italienne, cette institution prend en considération, aux fins de son calcul, la période maximum précitée plutôt que le total des périodes créditées en vertu de la législation des deux Parties.

d) Pour les fins du calcul des prestations en vertu du Régime de rentes du Québec :

— « proportion des gains » désigne la proportion que représentent les gains admissibles d'un cotisant durant une année par rapport au maximum de ses gains admissibles pour cette même année ; et

— « prestation reliée aux gains » désigne la prestation ou toute partie de cette prestation basée sur la rente de retraite du cotisant telle qu'établie en vertu du Régime de rentes du Québec.

Lorsque le total des périodes créditées satisfait aux critères minimums d'admissibilité pour obtenir une prestation de survivant, une prestation de décès, une prestation d'invalidité ou une prestation d'enfants selon la législation du Québec, le montant de la prestation est déterminé de la façon suivante :

i. Le montant théorique de la partie de la prestation reliée aux gains est, le cas échéant, obtenu en imputant aux années pour lesquelles des contributions ont été faites en vertu de la législation italienne durant au moins 13 semaines une proportion des gains égale à la proportion moyenne des gains des années pour lesquelles des contributions ont été versées en vertu du Régime de rentes du Québec. La proportion des gains ainsi imputée pour chaque année est alors transformée en gains admissibles non ajustés en multipliant cette proportion de gains par le maximum des gains admissibles de cette année. La prestation reliée aux gains est ensuite calculée de la manière prévue par la législation du Québec. Le montant théorique de la prestation ou de la partie de la prestation reliée aux gains est ajusté dans la proportion que représentent par rapport au total des périodes créditées en vertu de la législation des deux Parties, les périodes de contribution créditées en vertu du Régime de rentes du Québec.

ii. Le montant théorique de la partie fixe de la prestation est, le cas échéant, déterminé comme étant le montant total de la partie fixe de la prestation telle qu'établie en vertu de la législation du Québec. Ce montant théorique est ajusté dans la proportion que représentent par rapport au total des périodes créditées en vertu du Régime de rentes du Québec et des périodes de contribution en vertu de la législation de l'Italie requises pour satisfaire aux exigences minimales d'admissibilité en vertu du Régime de rentes du Québec, les périodes de contribution créditées en vertu du Régime de rentes du Québec.

iii. Dans le cas où le total des périodes créditées en vertu de la législation des deux Parties est supérieur à la période maximum considérée aux termes de la législation québécoise, l'institution compétente du Québec prend en considération, aux fins de son calcul, la période maximum précitée plutôt que le total des périodes créditées en vertu de la législation des deux Parties.

6) Pour les fins de la présente Entente

a) une demande de prestations d'invalidité faite en vertu de la législation italienne est considérée comme une demande de rente d'invalidité et, le cas échéant, une de-

mande de rente d'enfant de cotisant invalide en vertu de la législation du Québec ;

b) une demande de prestations d'invalidité faite en vertu de la législation du Québec est considérée comme une demande de prestations d'invalidité en vertu de la législation italienne ;

c) une demande de prestations de survivant faite en vertu de la législation italienne est considérée comme une demande de rente de conjoint survivant, de prestation de décès et, le cas échéant, de rente d'orphelin en vertu de la législation du Québec ;

d) une demande de rente de conjoint survivant, de prestation de décès et de rente d'orphelin faite en vertu de la législation du Québec est considérée comme une demande de prestations de survivant en vertu de la législation italienne.

7) Toute prestation payable par une Partie en vertu du présent article doit être versée à son bénéficiaire même si celui-ci réside sur le territoire de l'autre Partie.

8) a) Si une personne a cotisé pendant une période inférieure à 53 semaines en vertu de la législation italienne et pendant une période d'au moins 2 années en vertu de la législation québécoise, cette période est reconnue par le Québec aux fins de l'application de la totalisation, mais, dans ce cas, le paragraphe 3 du présent article ne sera pas applicable à la législation italienne.

b) Si une personne a cotisé pendant une seule année en vertu de la législation québécoise et dispose d'au moins 52 semaines de cotisations créditées en vertu de la législation italienne, ladite année sera reconnue par l'Italie aux fins de l'application de la totalisation, mais, dans ce cas, le paragraphe 3 du présent article ne sera pas applicable à la législation québécoise.

9) Toute période de contribution, en vertu de la législation italienne, antérieure au 18^e anniversaire de naissance d'un cotisant peut être utilisée pour déterminer si un requérant est admissible à une rente de conjoint survivant, une prestation de décès, une rente d'orphelin ou une prestation d'invalidité en vertu du Régime de rentes du Québec.

Toutefois, aucune rente de conjoint survivant, prestation de décès ou rente d'orphelin ne peut être payée à moins que la période cotisable, en vertu du Régime de rentes du Québec, du cotisant décédé ne soit d'au moins 3 années, ni aucune rente d'invalidité payée, à moins que la période cotisable, en vertu du Régime de rentes du Québec, de la personne invalide ne soit d'au moins 5 années.

XIV. 1) Dans le cas d'une demande de prestation d'invalidité faite en vertu de la législation italienne, l'institution compétente du Québec fournit, selon les termes et les

conditions prévues dans sa législation relativement à la confidentialité, à l'institution compétente de l'Italie, les renseignements médicaux en sa possession concernant le requérant.

2) Dans le cas d'une demande de rente d'invalidité faite en vertu de la législation du Québec, l'institution compétente de l'Italie fournit, à la demande de l'institution compétente du Québec, les renseignements médicaux en sa possession concernant le requérant.

3) L'institution compétente à laquelle sont fournis les renseignements médicaux, conformément au présent article, peut considérer ces renseignements pour établir le degré d'invalidité du requérant.

XV. 1) Un requérant qui désire obtenir une prestation d'invalidité, une prestation de décès, une prestation de survivant ou une prestation d'enfants en vertu de l'article XIII de la présente Entente peut faire sa demande auprès de l'institution compétente de l'une ou l'autre Partie de la manière prévue aux termes de la législation appliquée par l'institution auprès de laquelle il fait sa demande. A cette fin, les autorités compétentes des deux Parties conviendront de formules spéciales de demande.

2) La date à laquelle une demande est faite auprès de l'institution compétente d'une Partie, en vertu du paragraphe 1 du présent article, sera considérée comme la date de la demande par les institutions compétentes des deux Parties.

3) L'institution compétente qui a reçu en premier la demande transmet sans délai à l'institution compétente de l'autre Partie une copie de la formule de demande mentionnée au paragraphe 1 du présent article. Cette formule de demande doit contenir des renseignements personnels sur le requérant et, si nécessaire, sur ses personnes à charge, et toute autre information nécessaire à l'établissement de l'admissibilité du requérant aux prestations aux termes de la législation appliquée par l'institution compétente à laquelle la formule de demande est transmise.

4) En sus de la formule de demande dont il est fait mention au paragraphe précédent, il sera nécessaire de transmettre à l'institution compétente de l'autre Partie, dans les meilleurs délais, deux copies d'une formule de liaison, sous la forme convenue du commun accord des autorités compétentes des deux Parties, qui mentionnera en particulier les périodes créditées en vertu de la législation appliquée par l'institution compétente transmettant ladite formule, ainsi que les droits découlant de ces périodes.

5) L'institution compétente de l'autre Partie, sur réception des formules mentionnées aux paragraphes 3 et 4 du présent article, déterminera les droits du requérant sur la base des seules périodes créditées en vertu de la législa-

tion appliquée par ladite Partie, ou, le cas échéant ceux qui peuvent résulter de la totalisation des périodes créditées en vertu de la législation des deux Parties. L'institution ci-haut mentionnée transmettra alors à l'institution compétente de l'autre Partie une copie de la formule de liaison dont il est fait mention au paragraphe 4 en y ajoutant les renseignements concernant les périodes créditées sous sa propre législation ainsi que les droits acquis par le requérant en regard des prestations.

6) Sur réception de la formule de liaison, comprenant les données et les renseignements prévus au paragraphe 5 du présent article, l'institution compétente, auprès de laquelle la demande a été soumise, ayant déterminé, s'il y a lieu, les droits découlant pour le requérant de la totalisation des périodes créditées en vertu de la législation des 2 Parties, prendra sa propre décision au sujet de la demande et en informera l'autre institution compétente.

7) Les renseignements personnels inscrits sur la formule de demande à laquelle il est fait référence au paragraphe 3 seront dûment certifiés par l'institution compétente qui transmet la demande.

Cette institution compétente confirmera que les documents originaux viennent appuyer les renseignements contenus dans la formule de demande ; l'envoi de la formule ainsi certifiée dispense l'expéditeur de transmettre l'original des documents. Les documents originaux ou leurs copies certifiées seront conservés par l'institution compétente à laquelle les documents originaux ont été soumis et les copies certifiées de tels documents originaux devront, sur demande, être mises à la disposition de l'autre institution compétente.

COTISATIONS VOLONTAIRES

XVI. Pour déterminer l'admissibilité aux cotisations volontaires à son régime d'assurance générale obligatoire pour l'invalidité, la vieillesse et les survivants, mentionné à l'article II (a), l'Italie prendra en considération, si nécessaire, les périodes créditées en vertu du Régime de rentes du Québec conformément aux dispositions de l'article XII.

PRESTATIONS EN CAS DE TUBERCULOSE

XVII. Si une personne ne satisfait pas, sur la base des seules périodes de cotisation créditées en vertu de la législation italienne, aux conditions requises par cette législation pour avoir droit aux prestations en cas de tuberculose, les périodes de cotisation créditées en vertu du Régime de rentes du Québec seront prises en compte dans la mesure nécessaires pour l'ouverture du droit. Les prestations en cas de tuberculose seront accordées seulement si la personne intéressée réside sur le territoire italien.

XVIII. Aux fins de l'application des articles XVI et XVII de la présente Entente, l'institution compétente de l'Italie demande à l'institution compétente du Québec de produire un certificat mentionnant les périodes créditées de cette personne en vertu du Régime de rentes du Québec.

MAJORATIONS OU ALLOCATIONS FAMILIALES POUR LES PERSONNES À CHARGE DES TITULAIRES DE PENSION

XIX. Si une personne a droit, en vertu de la législation italienne seulement ou en vertu de la législation italienne aux termes de l'Entente, à des prestations de vieillesse, d'invalidité ou de survivant quand elle se trouve sur le territoire d'une des deux Parties, elle aura droit aux majorations de ces prestations ou aux allocations familiales pour une personne à charge si cette dernière réside sur le territoire de l'une ou l'autre des Parties, sauf si une prestation au titre de cette personne à charge est payable en vertu de la Loi sur les allocations familiales du Canada.

PARTIE IV DISPOSITIONS DIVERSES

XX. Toute prestation de vieillesse, d'invalidité ou de survivant, y compris toute prestation pour personne à charge, devenue payable en vertu de la présente Entente par une Partie aux personnes qui résident sur le territoire de l'autre, l'est également si les personnes résident sur un territoire autre que celui des Parties à la présente Entente.

XXI. Les prestations sont payables aux bénéficiaires dans la monnaie de la Partie qui effectue le paiement, sans aucune déduction pour frais d'administration, frais de transfert ou tous autres frais pouvant être encourus aux fins du paiement de ces prestations.

XXII. Sauf disposition contraire dans la présente Entente, les prestations d'invalidité, de vieillesse, de survivant, les prestations pour les enfants et les prestations en cas de décès acquises au titre de la législation de l'une des deux Parties ne peuvent subir aucune réduction, ni modification, ni suspension, ni suppression, ni confiscation du seul fait que le bénéficiaire réside sur le territoire de l'autre Partie, et elles seront payables sur le territoire de l'autre Partie.

XXIII. Sauf disposition contraire dans la présente Entente, les dispositions relatives à la réduction, la suspension ou la suppression d'une prestation prévues dans la législation d'une Partie, au cas de cumul d'une prestation de sécurité sociale et de tout autre revenu, sont applicables à l'encontre du requérant même si les prestations sont obtenues en vertu de la législation de l'autre Partie ou les revenus acquis sur le territoire de l'autre Partie.

XXIV. 1) Les autorités compétentes et les institutions chargées de l'application de l'Entente :

a) se communiquent mutuellement tout renseignement requis en vue de l'application de l'Entente ;

b) se fournissent mutuellement assistance sans aucun frais pour toute question relative à l'application de l'Entente ;

c) se transmettent mutuellement, dès que possible, tout renseignement sur les mesures adoptées aux fins de l'application de la présente Entente ou sur les modifications apportées à leur législation respective pour autant que de telles modifications affectent l'application de l'Entente.

2) Tout renseignement fourni en vertu du paragraphe 1 sera exclusivement utilisé en vue de l'application des dispositions de la présente Entente relativement à l'administration ou à l'exécution de la législation.

3) Toute information communiquée par l'institution compétente d'une Partie à l'institution compétente de l'autre Partie concernant un individu est confidentielle et sera exclusivement utilisée en vue de l'application des dispositions de la présente Entente.

Le droit d'un individu de prendre connaissance de dossiers comportant des informations à son sujet sera soumis aux lois et règlements de la Partie où se trouve le dossier.

Aux fins des paragraphes précédents, « information » désigne toute information comportant le nom de l'individu ou à partir de laquelle l'identité d'un individu peut être facilement établie.

L'utilisation d'information qui ne se rapporte pas à un individu ou qui ne permet pas son identification sera soumise aux lois et règlements des Parties.

XXV. Toute exemption ou réduction de frais prévue par la législation d'une Partie relativement à la délivrance d'un certificat ou document à produire en application de ladite législation, est étendue aux certificats et documents en application de la législation de l'autre Partie.

XXVI. Un appel d'une décision rendue par une institution compétente d'une Partie peut être interjeté auprès de l'institution compétente de l'autre Partie, aux fins de protection de la date de présentation de la demande.

Les demandes, avis ou recours qui, en vertu de la législation de l'une des Parties, auraient dû être présentés dans un délai prescrit à l'autorité compétente de ladite Partie ou à une institution (de ladite Partie) responsable de l'application de cette Entente, mais qui ont été présentés dans le même délai à l'autorité ou à l'institution correspondante de l'autre Partie, sont réputés avoir été présentés à l'autorité ou à l'institution de la première Partie. En ce cas,

l'autorité ou l'institution de la deuxième Partie transmet, dès que possible, ces demandes, avis ou recours à l'autorité ou à l'institution de la première Partie.

Le pourvoi en appel d'une décision sera considéré selon la procédure normale d'appel prévue en vertu de la législation de la Partie dont la décision fait l'objet de l'appel et l'institution compétente de cette Partie avisera l'institution compétente de l'autre Partie de la décision rendue en appel.

XXVII. Les autorités compétentes des deux Parties s'engagent à résoudre, dans la mesure du possible, toute difficulté pouvant résulter de l'application de la présente Entente, conformément à son esprit et ses principes fondamentaux.

XXVIII. 1) Au cas où la présente Entente cesse d'être en vigueur, tout droit acquis par une personne en vertu des dispositions de ladite Entente sera maintenu et des négociations seront engagées pour le règlement de tout droit en voie d'acquisition aux termes desdites dispositions.

2) Aucune disposition de la présente Entente ne confère le droit de toucher une pension, une allocation ou des prestations pour une période antérieure à la date de son entrée en vigueur.

3) Sauf disposition contraire de la présente Entente, toute période créditée avant la date d'entrée en vigueur de cette Entente doit être prise en considération aux fins de la détermination du droit aux prestations en vertu de ladite Entente.

4) Sous réserve des dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 du présent article, une pension, une allocation ou des prestations seront payables en vertu de la présente Entente même si elles se rapportent à un événement antérieur à sa date d'entrée en vigueur.

XXIX. Chaque Partie contractante notifiera l'autre de l'accomplissement des formalités nécessaires en vertu de son droit interne à la mise en oeuvre de la présente Entente.

XXX. La présente Entente entre en vigueur le 1^{er} janvier 1979.

XXXI. La présente Entente pourra être amendée du consentement mutuel des Parties.

XXXII. La présente Entente restera en vigueur sans limitation de durée. Elle pourra être dénoncée par l'une des Parties moyennant un préavis écrit de 12 mois donné à l'autre Partie. De toute manière, elle cessera d'être en vigueur à la date où l'Accord de sécurité sociale, signé le 17 novembre 1977, cesserait lui-même d'être en vigueur.

Fait à Québec le *vingt-trois* du mois de *janvier* 1979, en double exemplaire en langues française et italienne, les deux textes faisant également foi.

Entente conclue le 11 juillet 1979

Pour le Québec :

Pour l'Italie :

.....
Monsieur Denis Lazure
Ministre des Affaires so-
ciales du Québec

.....
Monsieur Claude Morin
Ministre des Affaires
intergouvernementales
du Québec

.....
Monsieur Franco Foschi
Sous-secrétaire d'État
aux Affaires étrangères
d'Italie



c. R-9, r.4

Règlement sur l'exclusion du travail d'un membre d'un ordre religieux

Loi sur le régime de rentes du Québec
(L.R.Q., c. R-9)

1. Tout membre d'un ordre religieux qui demande que son travail soit exclu conformément au paragraphe *i* de l'article 3 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9), doit fournir à la Régie des rentes du Québec, sur la formule prescrite, les renseignements suivants :

- a)* ses nom et prénoms tels qu'ils apparaissent sur les registres de l'état civil ;
- b)* son nom en religion ;
- c)* le nom de l'ordre religieux dont il est membre ;
- d)* son numéro d'assurance sociale ;
- e)* une mention à l'effet qu'il a prononcé un vœu de pauvreté ;
- f)* une mention à l'effet que la rémunération de son travail est versée à l'ordre religieux dont il est membre, directement ou par son entremise.

2. La demande d'exclusion doit être signée par le membre de l'ordre religieux et doit comporter une attestation de son supérieur au Québec à l'effet que les renseignements qu'il fournit à la Régie sont exacts.

3. Si la demande d'exclusion est faite en la forme prescrite, la Régie émet un certificat attestant que le travail du membre de l'ordre religieux est exclu pour les fins du régime de rentes du Québec.



c. R-9, r.5

Règlement sur les prestations

Loi sur le régime de rentes du Québec
(L.R.Q., c. R-9)

SECTION I DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient :

- a) « Loi » : la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9) ;
- b) « Régie » : la Régie des rentes du Québec.

SECTION II ADMINISTRATION

§1. État du registre des gains

2. En adressant une demande écrite à cet effet, un cotisant ou son représentant autorisé peut, conformément à l'article 192 de la Loi, obtenir un état des gains admissibles non ajustés portés à son compte au registre des gains y compris ceux portés à son compte au registre des gains tenus en vertu du Régime de Pensions du Canada. Dans sa demande, il doit indiquer son nom, sa date de naissance, son adresse, son numéro d'assurance sociale ainsi que la date de sa dernière demande.

3. Aux fins de l'article 195 de la Loi, l'avis de réduction des gains admissibles non ajustés se fait en adressant au cotisant, par la poste à sa dernière adresse connue, un état corrigé.

§2. Demande de réexamen

4. Toute demande de réexamen en vertu des articles 186, 193 et 195 de la Loi doit se faire sur la formule prescrite et contenir les moyens invoqués au soutien de la demande.

La Régie peut accepter comme date de réception d'une demande de réexamen, une date antérieure à celle de la réception de la formule prescrite, lorsque le cotisant ou son représentant lui a déjà fait parvenir un écrit manifestant l'intention de demander le réexamen.

§3. Renseignements confidentiels

5. Lorsqu'un cotisant ou un bénéficiaire ou son représentant dûment autorisé demande à la Régie qu'un renseignement obtenu en vertu de la Loi sur ce cotisant ou ce bénéficiaire soit communiqué à toute personne désignée dans la demande, ce renseignement ne peut être communiqué que s'il s'agit d'un renseignement relatif au montant initial de la prestation payable ou à la date où débute le paiement de cette prestation, ou au montant des gains admissibles non ajustés portés au registre des gains. Aucun renseignement ne sera par la suite communiqué à moins qu'une autre demande ne soit faite en ce sens.

La demande doit être faite par écrit et indiquer clairement :

- a) le nom, l'adresse, le numéro d'assurance sociale du cotisant ou du bénéficiaire ;
- b) la nature des renseignements demandés ;
- c) la personne autorisée à recevoir les renseignements ainsi que son adresse.

Les renseignements ne pourront être communiqués si :

- a) la demande a été signée plus d'un an avant le jour où elle est reçue ;
- b) la demande précise que les renseignements soient communiqués plus de 3 mois après la réception de la demande.

6. Nonobstant l'article 5, la Régie peut refuser de fournir le renseignement demandé lorsque la personne désignée est un créancier du cotisant ou du bénéficiaire, ou un représentant de ce créancier.

§4. Gains et contributions en vertu d'un régime équivalent

7. Pour les fins du sous-paragraphe 2° du paragraphe b du premier alinéa de l'article 98 de la Loi, les montants des gains et des contributions d'un cotisant en vertu du Régime de Pensions du Canada sont les montants déterminés selon les dispositions de ce régime et qui sont certifiés par l'autorité administrant ce régime, pour être les montants tels que calculés pour les fins du registre des gains de ce régime.

SECTION III RÈGLES APPLICABLES À TOUTES LES PRESTATIONS

§1. Demande de prestation

8. Toute demande de prestation doit être faite en utilisant la formule prescrite à cet effet.

9. Une demande de prestation est censée être faite le jour où la demande, sur la formule prescrite complétée par le requérant ou en son nom, est reçue à un bureau de la Régie.

La Régie peut accepter une date antérieure à celle de la réception de la formule prescrite, lorsque le requérant lui a déjà fait parvenir un écrit manifestant son intention de demander une prestation.

10. Tant que le requérant n'a pas été avisé par la Régie que le paiement d'une prestation a été autorisé, il peut annuler sa demande en avisant par écrit la Régie à cet effet. Mais si le requérant a été ainsi avisé par la Régie, il peut annuler sa demande en faisant parvenir à la Régie la formule prescrite à cet effet. Cependant, la demande de prestation ne sera annulée que si le requérant, ou son représentant autorisé dûment reconnu par la Régie pour agir en son nom, n'a négocié aucun chèque émis pour cette prestation et a retourné à la Régie tel chèque dans les 30 jours de la date d'émission du premier chèque ou dans tel autre délai que la Régie peut permettre selon les circonstances.

11. Lorsqu'une demande de prestation a été annulée, selon l'article 10, et que le requérant désire recevoir cette prestation, la demande ainsi annulée ne peut pas être utilisée pour les fins d'établir l'admissibilité à cette prestation et le montant d'icelle et le requérant doit compléter une nouvelle demande de prestation.

§2. Preuves

12. Le requérant doit fournir à la Régie la preuve de tout fait établissant le droit à une prestation.

13. La personne qui soumet une demande au nom d'autrui doit déclarer sa qualité et à la demande de la Régie, prouver son titre.

14. La preuve d'âge, du mariage, de la filiation et du décès se fait en produisant un extrait des registres de l'état civil.

15. La preuve d'un fait résultant d'une loi ou du jugement d'un tribunal se fait en produisant copie certifiée de cette loi ou de ce jugement.

16. S'il est impossible au requérant de fournir les documents visés aux articles 13, 14 et 15, la Régie peut accepter tout autre document pour établir cette preuve ou tenir l'enquête qu'elle juge à propos à cet effet.

17. Pour établir la preuve d'un fait, la Régie peut exiger une déclaration écrite appuyée ou non d'un serment ou d'une affirmation solennelle ou la production de documents pertinents ou elle peut tenir l'enquête qu'elle juge à propos à cet effet.

18. Le requérant d'une prestation doit, sur demande, produire à la Régie une déclaration avec preuve à l'appui indiquant le montant du salaire admissible du cotisant et de ses gains admissibles d'un travail autonome ainsi que de ses contributions pour toute année déterminée par la Régie.

§3. Modalités de demande et de paiement à un incapable

19. Lorsqu'il est établi, à la satisfaction de la Régie, qu'une personne est incapable de gérer ses affaires, elle peut désigner, en l'absence d'un tuteur, d'un curateur ou d'un administrateur légalement autorisé, une personne pour faire la demande ou recevoir les prestations. Cependant la Régie, avant de désigner une personne pour recevoir les prestations au profit du bénéficiaire, doit conclure avec cette personne une entente relative à l'emploi de ces prestations.

20. La personne qui reçoit des prestations au profit d'un bénéficiaire doit, sur demande de la Régie, donner sur la formule prescrite des renseignements sur l'emploi des prestations versées.

§4. Prestation impayée au décès

21. Toute prestation impayée au moment du décès du bénéficiaire peut, à la discrétion de la Régie, être payée à toute personne selon qu'il est jugé juste et raisonnable.

§5. Prestation payable à des intervalles de plus d'un mois

22. Lorsque le montant mensuel initial d'une prestation est inférieur à 5 \$, la Régie peut verser cette prestation semestriellement.

§6. Recouvrement

23. Lorsqu'une personne a reçu le paiement d'une prestation auquel elle n'a aucun droit, ou dont le montant excède celui auquel elle a droit, la Régie, sans préjudice à tout autre recours légal, peut retenir toute somme due à cette personne jusqu'à concurrence des montants que celle-ci a reçus sans droit ou en trop.

§7. Ajustement et arrondissements

24. Lorsque le produit obtenu par suite du calcul visé au premier alinéa de l'article 119 de la Loi est un nombre comportant plus de 2 décimales, la seconde décimale est augmentée d'une unité si la troisième décimale est un chiffre supérieur à 4, les 2 premières décimales seules étant alors retenues.

25. Lorsqu'un nombre comportant une ou plusieurs décimales est le résultat obtenu par suite de l'un des calculs visés :

a) aux articles 98, 102, 102.2 et 102.12, au deuxième alinéa de l'article 103, au deuxième alinéa de l'article 104, et à l'article 180 de la Loi, aucune décimale n'est retenue et le nombre ainsi modifié est augmenté d'une unité, si la première décimale est un chiffre supérieur à 4 ;

b) aux articles 106 et 107 de la Loi, ce nombre est augmenté d'une unité et aucune décimale n'est retenue ;

c) aux troisième et quatrième alinéas de l'article 117 de la Loi, seule la première décimale est retenue et elle est augmentée d'une unité, si la deuxième est un chiffre supérieur à 4 ;

d) aux articles 99 et 100, 120 à 123, 125 et 126, 129 à 135, 137 et 179 de la Loi, seules les deux premières décimales sont retenues et la deuxième est augmentée d'une unité, si la troisième est un chiffre supérieur à 4.

26. Lorsqu'un produit obtenu par suite de l'un des calculs visés à l'article 124 de la Loi est un nombre comportant plus de 2 décimales, la seconde décimale est augmentée d'une unité, si la troisième décimale est un chiffre supérieur à 4, seules les deux premières décimales étant alors retenues.

Lors de l'établissement d'une proportion visée au troisième alinéa de cet article de la Loi, si le résultat obtenu est un nombre comportant plus de 3 décimales, seules les trois premières décimales sont retenues et la troisième est augmentée d'une unité si la quatrième est un chiffre supérieur à 4.

Lors de l'établissement d'une moyenne visée au deuxième alinéa de cet article de la Loi, si le résultat ob-

tenu est un nombre comportant plus d'une décimale, seule la première décimale est retenue et elle est augmentée d'une unité si la deuxième est un chiffre supérieur à 4.

27. Nonobstant toute autre disposition du présent règlement, lors de l'établissement aux fins du titre IV de la Loi de la proportion de l'indice des rentes pour une année par rapport à l'indice des rentes pour une autre année, si le résultat obtenu est un nombre comportant plus de 3 décimales, il n'est retenu que 3 décimales, la troisième étant augmentée d'une unité, si la quatrième est un chiffre supérieur à 4.

28. Nonobstant toute autre disposition du présent règlement, lors de l'établissement aux fins du titre IV de la Loi de la moyenne du maximum des gains admissibles pour 3 années données, si le résultat obtenu est un nombre comportant une ou plusieurs décimales, aucune décimale n'est retenue, et le nombre ainsi modifié est augmenté d'une unité, si la première décimale est un chiffre supérieur à 4.

§8. Suspension d'une prestation

29. La Régie peut suspendre le paiement de toute prestation pendant la durée d'une enquête sur l'admissibilité du bénéficiaire ou pendant le temps nécessaire à la détermination des gains de travail.

30. Lorsqu'il y a interruption de fréquentation scolaire, la Régie doit suspendre, en tout ou en partie, le paiement d'une prestation à un bénéficiaire dont l'admissibilité est assujettie à la fréquentation à plein temps d'une institution d'enseignement, à compter du début de l'interruption et pendant la période nécessaire pour vérifier si cette interruption est appréciable ou non.

31. Dans les cas visés aux articles 29 et 30, la Régie donne immédiatement avis de la suspension au bénéficiaire concerné. Elle procède sans délai à l'enquête ou à la vérification nécessaire et avise le bénéficiaire de sa décision.

SECTION IV RENTE DE RETRAITE

§1. Demande

32. La demande d'une rente de retraite ne peut être faite plus de 6 mois avant la date où elle est payable.

33. Le requérant d'une rente de retraite doit indiquer dans sa demande de rente la date à laquelle il a cessé d'être un travailleur.

§2. Travail régulier

34. Sous réserve de l'article 160 de la Loi, le requérant d'une rente de retraite n'ayant pas atteint l'âge de 70 ans est censé avoir cessé d'exécuter un travail régulier s'il est constaté que :

a) il a cessé son travail ou ne reçoit pas de gains d'un travail autonome ; ou

b) s'il exécute un travail comme salarié ou travailleur autonome, ce n'est que pour des durées temporaires ou à temps partiel.

35. La date où un requérant est censé avoir cessé d'exécuter un travail régulier est le premier jour du mois suivant celui où il s'est trouvé dans les conditions prévues à l'article 34.

§3. Gains de travail

36. Pour les fins de la Loi et du présent règlement, l'expression « gains de travail » signifie :

a) dans le cas d'un bénéficiaire salarié, le montant de son revenu provenant d'une charge ou d'un emploi, calculé selon la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3), plus toute déduction à titre de contributions à un fonds de pension ou plan enregistré de pension ou à titre de versements en vertu d'un plan d'épargne retraite enregistré ou à titre de paiements de pension alimentaire, mais à l'exclusion de tout revenu reçu par lui et provenant de services rendus avant qu'il n'ait cessé d'exécuter un travail régulier ;

b) dans le cas d'un bénéficiaire recevant des gains provenant d'un travail autonome, le montant de son revenu provenant de toutes ses entreprises moins les pertes subies par lui au cours de l'année dans l'exercice de ces entreprises, calculé selon la Loi sur les impôts, mais à l'exclusion de tout revenu ou perte qui se rapporte à une période antérieure à la date où il a cessé d'exécuter un travail régulier ;

c) dans le cas d'un bénéficiaire qui au cours d'une période est à la fois un salarié et un travailleur autonome, la somme des montants stipulés sous les paragraphes a et b.

37. Lorsque les gains de travail d'un bénéficiaire ou une partie de ceux-ci ne peuvent pas être attribués à certains mois de l'année où une rente de retraite lui est payable, le montant qui ne peut être ainsi identifié est divisé par le nombre de mois de l'année pour lesquels une rente de retraite lui est payable et le quotient ainsi obtenu est appliqué à chacun de ces mois avec tout autre montant, s'il y a lieu, qui y aurait été autrement appliqué.

38. Le bénéficiaire qui n'a pas atteint 70 ans doit, sur la formule prescrite, avant le dernier jour du mois de mars de chaque année, déclarer le montant de ses gains de travail et leur provenance pour chaque mois de l'année civile précédente.

§4. Réduction de la rente

39. La Régie détermine chaque année si la rente de retraite reçue par un bénéficiaire au cours de l'année précédente doit être réduite conformément aux articles 162 et 163 de la Loi.

40. S'il appert qu'un excédent de prestation a été versé au bénéficiaire, cet excédent doit être recouvré conformément à l'article 23.

SECTION V PRESTATION DE DÉCÈS

41. La Régie paie tout ou partie d'une prestation de décès, si cette dernière est inférieure à 1 500 \$, à un particulier qui lui prouve avoir acquitté des frais de dernière maladie ou de sépulture du cotisant décédé.

SECTION VI SUBSISTANCE ET FRÉQUENTATION SCOLAIRE

§1. Définition

42. Lorsqu'il faut déterminer si une personne subvient aux besoins d'une autre, l'expression « dans une large mesure » signifie une proportion supérieure à 50%.

§2. Fréquentation scolaire

43. L'expression « institution d'enseignement » signifie une école, collège, université ou autre institution qui dispense une formation ou enseignement de nature spécialisée, professionnelle ou technique.

44. L'expression « fréquenter à plein temps » signifie être inscrit à un cours comme étudiant régulier à temps complet et satisfaire aux exigences de l'institution fréquentée relatives à l'assistance aux cours.

Nonobstant le premier alinéa, un enfant est réputé fréquenter à plein temps une institution d'enseignement :

a) pendant la période normale de vacances annuelles s'il a effectivement complété l'année d'études qui la précède immédiatement ; et,

b) à la dernière des 3 dates suivantes : le dernier du mois qui précède celui de son dix-huitième anniversaire, le jour du décès du cotisant ou le jour où le cotisant est devenu invalide.

Toutefois n'est pas réputé fréquenter à plein temps une institution d'enseignement le salarié inscrit à un cours mis à sa disposition ou payé par son employeur, sauf décision contraire de la Régie pour des raisons jugées valables.

45. L'expression « sans interruption appréciable » signifie que l'interruption n'a pas duré plus d'une année à compter de la date du début de cette interruption.

Pour établir la durée de l'interruption, il ne sera pas tenu compte de la période normale de vacances annuelles durant laquelle a débuté l'interruption.

La Régie peut néanmoins décider qu'une interruption dont la durée excède la période ci-dessus n'est pas appréciable, si elle résulte de la maladie de l'enfant ou de toute autre cause jugée valable.

§3. Circonstances

46. Aux fins de l'article 88 de la Loi, le conjoint survivant d'un cotisant est réputé subvenir entièrement ou, dans une large mesure, aux besoins d'un enfant à la charge de ce cotisant si, au décès de ce dernier, il vit avec cet enfant.

47. La Régie peut décider que l'enfant et le conjoint survivant ou que l'enfant et le cotisant ne cessent pas ou n'ont pas cessé de vivre ensemble lorsque, pour cause de maladie ou pour toute autre raison jugée valable par la Régie, l'un d'eux vit ou vivait éloigné de l'autre.

SECTION VII INVALIDITÉ

§1. Déclaration

48. Aux fins de l'article 95 de la Loi, une personne n'est considérée comme invalide que si elle est déclarée par la Régie, atteinte d'une invalidité physique ou mentale grave et prolongée.

§2. Preuve

49. Le requérant qui demande à la Régie de reconnaître son invalidité ou celle d'une autre personne doit faire la preuve de cette invalidité.

À cette fin, doivent être produits, à la satisfaction de la Régie :

- a) l'historique du travail et de la maladie de la personne dont on demande que l'invalidité soit reconnue ;
- b) une documentation médicale ;
- c) tout autre renseignement jugé utile.

50. En plus des exigences de l'article 49, la personne dont l'invalidité est à déterminer doit, sur demande de la Régie, se soumettre à tout examen médical de contrôle et fournir tout rapport requis pour l'établissement ou le maintien de son droit à la rente.

§3. Date de l'invalidité

51. La date à laquelle une personne est devenue invalide ou cesse de l'être est celle fixée par la Régie.

§4. Examens périodiques

52. Toute personne déclarée invalide doit, à la demande de la Régie, se soumettre aux examens médicaux qu'elle indique à la date ou dans le délai qu'elle fixe.

À défaut par le bénéficiaire de se soumettre à ces examens à la date fixée ou dans le délai imparti, sans raison jugée valable par la Régie, celle-ci peut déclarer qu'il a cessé d'être invalide au sens de la Loi à compter de cette date ou de l'expiration de ce délai.

SECTION VIII PARTAGE DE GAINS ADMISSIBLES NON AJUSTÉS

53. Une demande relative à un partage visé aux articles 102.1 à 102.10 de la Loi est censée être faite le jour où la demande sur la formule prescrite, complétée par le requérant ou en son nom, est reçue à un bureau de la Régie.

54. Celui qui fait une demande de partage à titre de représentant d'autrui doit fournir à la Régie le document établissant qu'il en est le représentant légal.

55. Celui qui fait une demande de partage doit fournir à la Régie la preuve de tout fait établissant le droit à un partage.

Une demande de partage doit être accompagnée :

- a) d'une copie certifiée du jugement définitif de divorce ou du jugement déclarant la nullité du mariage ;

b) d'extraits des registres de l'état civil établissant l'âge des ex-conjoints.

S'il est impossible au requérant de fournir les documents visés au paragraphe b du deuxième alinéa, la Régie peut accepter tout autre document pour établir l'âge des ex-conjoints ou tenir l'enquête qu'elle juge à propos à cet effet.

Une demande de partage doit aussi mentionner les numéros d'assurance sociale des ex-conjoints.

56. Lorsqu'une demande de partage a été retirée conformément à l'article 102.8 de la Loi, et que le requérant désire que soit effectué le partage, la demande ainsi annulée ne peut pas être utilisée à nouveau aux fins d'obtenir le partage et le requérant doit compléter une nouvelle demande.

Dès qu'une demande de partage a été ainsi retirée par un ex-conjoint ou son représentant, la Régie en avise sans délai l'autre conjoint par lettre recommandée ou certifiée à sa dernière adresse connue de la Régie.

Cohabitation

57. Aux fins du premier alinéa de l'article 102.3 de la Loi, la cohabitation consiste pour les ex-conjoints à avoir vécu ensemble dans la même demeure. Cependant, les ex-conjoints sont réputés ne pas avoir cessé de vivre ensemble dans la même demeure s'ils ont été temporairement séparés en raison de l'occupation ou du travail de l'un d'eux.

De plus, lorsque les ex-conjoints ont vécu ensemble dans la même demeure pour partie d'un mois, ils sont réputés avoir cohabité durant tout ce mois.

58. Aux fins du premier alinéa de l'article 102.2 de la Loi, la cohabitation consiste pour les ex-conjoints à avoir vécu ensemble dans la même demeure. Cependant, il doit être tenu compte des présomptions suivantes :

a) les ex-conjoints sont réputés ne pas avoir cessé de cohabiter durant une période de séparation temporaire d'au plus 90 jours consécutifs ;

b) lorsque les ex-conjoints ont vécu séparés pour une période de plus de 90 jours consécutifs, ils sont réputés avoir cessé de cohabiter définitivement à compter du début de cette période, à moins qu'ils n'aient repris la vie commune dans la même demeure pour une période de plus de 90 jours consécutifs, auquel cas ils sont réputés ne pas avoir cessé de cohabiter antérieurement à cette période ;

c) les ex-conjoints sont réputés avoir cohabité durant tous les mois de l'année au cours de laquelle le mariage a été effectivement contracté ;

d) les ex-conjoints sont réputés n'avoir cohabité durant aucun des mois de l'année en cours de laquelle est survenue leur séparation définitive ou au cours de laquelle le mariage a été dissous par divorce ou déclaré nul.

A.C. 2243-66, (1966) 98 G.O., 6345
 A.C. 2970-69, (1969) 101 G.O., 5588
 A.C. 3375-70, (1970) 102 G.O., 5424
 A.C. 1029-73, (1973) 105 G.O. II, 2347
 A.C. 2544-73, (1973) 105 G.O. II, 4229
 A.C. 2459-75, (1975) 107 G.O. II, 3119
 A.C. 1738-78, (1978) 110 G.O. II, 3465
 D. 2487-80, (1980) 112 G.O. II, 5581



c. R-9, r.6

Règlement de régie interne de la Régie des rentes du Québec

Loi sur le régime de rentes du Québec
(L.R.Q., c. R-9)

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Siège social : Le siège social de la Régie des rentes du Québec est situé dans la ville de Sainte-Foy, boulevard Sir-Wilfrid-Laurier, numéro 2525, ou à tout autre endroit de la ville de Québec ou d'une localité adjacente que le conseil d'administration fixe quand il le juge à propos. La Régie peut avoir, en outre, des bureaux aux endroits qu'elle détermine par résolution.

2. Sceau : Le sceau de la Régie porte l'empreinte d'un fleur de lys et les mots Régie des rentes du Québec et est identique à celui dont l'impression apparaît ici en marge.

SECTION II

SÉANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

3. Lieu : Le conseil d'administration de la Régie tient ses séances au siège social ou à tout endroit du Québec fixé par la convocation. Elles ont lieu aussi souvent que l'intérêt de la Régie l'exige, mais au moins une fois par 2 mois.

4. Convocation : Toute séance du conseil est convoquée sur l'ordre du président ou du vice-président en cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président.

Le président est tenu de convoquer une séance du conseil sur demande écrite de 6 membres et, s'il n'accède pas à leur requête dans les 48 heures de la réception d'une demande à cet effet, ces membres peuvent convoquer eux-mêmes cette séance.

5. Délai : Toute convocation doit être faite par écrit et adressée par le secrétaire à chaque membre du conseil à sa dernière adresse connue au moins 3 jours francs avant la tenue de la séance et, au cas d'urgence, par télégramme ou par téléphone. Le délai de convocation n'est alors que de 24 heures.

6. Dérogation : Il peut être dérogé aux formalités de convocation si tous les membres du conseil y consentent par écrit.

La présence d'un membre du conseil à une séance ou partie de séance constitue de la part de ce membre une renonciation à tout avis de convocation qui aurait dû ou pu être donné relativement à cette séance ainsi qu'un consentement à la continuation de cette séance pour discuter des affaires qui y sont présentées.

Un membre peut toujours renoncer à un avis de convocation relatif à une séance particulière à condition de le faire par écrit ; cette renonciation peut être faite avant ou après la séance à laquelle l'avis aurait dû se rapporter et elle équivaut, à toute fin que de droit et quant au membre qui la signe, à la signification de tel avis.

7. Présidence : Toutes les séances du conseil sont présidées par le président ou, au cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier, par le vice-président.

8. Quorum : Le quorum d'une séance du conseil est de 6 membres dont le président ou le vice-président dans les cas où ce dernier remplace le président.

S'il n'y a pas quorum à une séance, celle-ci peut être ajournée à un moment ultérieur du même jour ou à un jour postérieur à celui de cette séance sur simple décision du ou des membres présents.

9. Vote : Les décisions du conseil sont prises à la majorité des voix des membres présents incluant le président. Ce vote est donné verbalement. Le vote peut également avoir lieu par scrutin secret sur requête de 2 membres du conseil ou du président. Une demande de vote par scrutin secret peut être retirée en tout temps avant le début du scrutin par ceux qui en ont fait la demande.

À moins que le scrutin secret ne soit ainsi demandé, la déclaration par le président qu'une résolution a été adoptée à l'unanimité, ou par une majorité quelconque, ou n'a pas été adoptée, fait preuve *ipso facto*.

10. Vote prépondérant : Lorsqu'il y a égalité des voix, le président ou le vice-président au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, a un vote prépondérant sur toute question soumise au conseil, que le vote ait lieu verbalement ou par scrutin secret. Le président, ou le vice-président le cas échéant, peut exercer ou ne pas exercer son droit au vote prépondérant.

11. Ajournement : Toute séance peut être ajournée, par résolution, à un moment ou une date subséquente et un nouvel avis de convocation n'est pas alors nécessaire.

12. Résolution : Une résolution signée par tous les membres du conseil a la même valeur et le même effet que si elle avait été adoptée à une séance du conseil dûment convoquée et régulièrement constituée. Toute telle résolution est portée au procès-verbal de la séance qui suit la date de sa signature.

SECTION III FONCTIONS ET POUVOIRS

13. Président : Les fonctions du président sont entre autres de :

- a) convoquer et présider toutes les séances du conseil d'administration de la Régie et inviter à assister à telle séance toute personne qu'il juge à propos de convoquer ;
- b) soumettre des politiques et des propositions au conseil pour fins d'étude et d'approbation ;
- c) renseigner les membres du conseil sur toute question de politique générale et sur les activités de la Régie ;
- d) voir à l'application des règlements de la Régie ;
- e) signer seul ou avec toute autre personne désignée par résolution, les documents et les actes du ressort de la Régie ;
- f) représenter la Régie en tant que porte-parole officiel ;
- g) remplir toutes autres fonctions qui peuvent lui être attribuées par le conseil ;
- h) exécuter tout projet et toute tâche qui lui seront assignés de temps à autre par le conseil ; et
- i) déléguer, sous sa surveillance et son contrôle, sauf dans le cas des pouvoirs délégués d'office par la Loi ou les règlements au vice-président, certains des pouvoirs et fonctions énumérés au présent article.

14. Vice-président : Le vice-président assume les devoirs et responsabilités du président au cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier.

15. Secrétaire : Les fonctions du secrétaire sont entre autres de :

- a) donner tous les avis de convocation ;
- b) rédiger les procès-verbaux ;
- c) conserver les archives ;
- d) garder le sceau corporatif ;
- e) maintenir à jour la liste complète des membres du conseil d'administration de la Régie avec leur dernière adresse ;

f) consigner par écrit, dans un registre constitué à cette fin, les décisions du comité de réexamen et les communiquer aux intéressés ; et

g) remplir tous autres devoirs relatifs à ses fonctions ainsi que ceux que le conseil ou le président peuvent lui assigner.

16. Secrétaire-adjoint : Le secrétaire-adjoint assume les devoirs et responsabilités du secrétaire au cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier.

SECTION IV PERSONNEL ET DIRECTION

17. Directeurs : Le personnel de direction est composé des directeurs suivants :

- a) le directeur général ;
- b) le directeur général adjoint ;
- c) et d'autant de directeurs dont les postes respectifs seront créés par résolution du conseil d'administration sur recommandation du président.

18. Fonction du directeur général : Les fonctions et responsabilités du directeur général sont les suivantes :

- a) gérer, dans le cadre des règlements de régie interne, les activités de la Régie et les ressources disponibles, de façon à assurer l'efficacité de la Régie ;
- b) dans le cadre des règlements de la Régie, exercer les pouvoirs et remplir les fonctions assignées à celle-ci en vertu des titres IV et VI de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9), sauf en ce qui concerne les ententes et les pouvoirs de réglementation ; en vertu des articles 6 et 29 et des sections III, V, VI et VII de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., c. R-17), ainsi qu'en vertu des sections III et IV de la Loi sur les allocations familiales (L.R.Q., c. A-17) ;
- c) élaborer les objectifs de la Régie ;
- d) diriger et coordonner la planification nécessaire pour assurer la réalisation des objectifs de la Régie et maintenir un contrôle global sur l'implantation des programmes et informer périodiquement les membres du conseil sur l'évolution en cours ;
- e) soumettre les budgets généraux et supplémentaires ainsi que les plans d'effectifs pour approbation par le conseil ;
- f) déterminer ou modifier dans le cadre des règlements, les devoirs et les fonctions de chaque poste nécessaire au fonctionnement de l'organisme administratif, de même que la structure d'organisation correspondant aux

activités attribuées par la Loi, les règlements ou le conseil aux fonctionnaires principaux de cette dernière ;

g) approuver les engagements et les dépenses majeures de la Régie prévues au budget ;

h) contrôler et coordonner les opérations de la Régie, approuver les plans et objectifs des services et assumer le rôle d'intermédiaire entre le conseil et les fonctionnaires de la Régie ;

i) négocier, avec les autorités compétentes, les ententes nécessaires à l'administration des lois dont l'administration est confiée à la Régie et les soumettre à l'approbation du conseil ;

j) s'assurer de la coordination des activités de la Régie avec celles des organismes gouvernementaux et privés oeuvrant dans des domaines connexes ;

k) assumer, en matière de gestion du personnel, les responsabilités qui lui sont dévolues aux termes de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1) ;

l) établir et réviser périodiquement et au besoin les règles de régie interne pour la conduite générale des affaires de la Régie ;

m) assumer toute autre tâche ou responsabilité qui lui est assignée spécifiquement par les règlements de la Régie ou par le conseil ; et

n) déléguer au directeur général adjoint ou à tout autre fonctionnaire de la Régie certaines des fonctions et responsabilités qui lui sont attribuées par le présent article.

19. Fonctions du directeur général adjoint : Les responsabilités et fonctions du directeur général adjoint seront généralement d'assister le directeur général dans les attributions dévolues à ce dernier et plus spécialement d'assumer les responsabilités et fonctions qui lui auront été expressément déléguées par le directeur général.

20. Fonctions des autres directeurs : Les fonctions et responsabilités des autres directeurs sont établies par le directeur général.

21. Cumul des fonctions : La même personne peut détenir plus d'un poste de direction.

SECTION V COMITÉ DE RÉEXAMEN

22. Toute demande de réexamen en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9) et de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., c. R-17) est examinée par un comité de 3 membres qui en disposent au nom de la Régie.

23. Composition : Le président est membre *ex officio* du comité ; il en convoque les réunions et les préside.

Le conseil d'administration désigne, sur recommandation du président, parmi les fonctionnaires de la Régie, 2 membres réguliers du comité et 2 membres substitués pour remplacer les membres réguliers au cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ceux-ci.

Le président désigne le membre du comité qui, dans les cas où il est absent ou incapable d'agir, doit convoquer et présider les réunions du comité à sa place.

24. Quorum : La présence de 3 membres est requise à chaque réunion du comité et toute décision est prise à la majorité des membres.

25. Secrétaire du comité : Le président désigne la personne qui agit comme secrétaire du comité. Cette personne doit rédiger les décisions motivées prises par le comité.

26. Enquête : Aux fins de réexamen, le comité est investi généralement de tous les pouvoirs accordés à cet effet par la Loi à la Régie, et spécialement du pouvoir d'enquête prévu à l'article 30 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9).

SECTION VI SAISIE – ARRÊT – AFFIDAVIT

27. Le président a autorité de désigner un ou des fonctionnaires de la Régie à faire au nom de celle-ci toute déclaration requise par la Loi, sous serment ou non, dans le cadre d'une procédure judiciaire ou autrement.

SECTION VII EFFETS DE COMMERCE ET SIGNATURE DE CHÈQUES

28. Tous les chèques, traites, billets et autres effets négociables sont signés, tirés, acceptés ou endossés par la ou les personnes désignées, de temps à autre, par résolution du conseil d'administration sur recommandation du président.

La signature de toute personne sur tout chèque de la Régie peut être écrite, gravée, imprimée, lithographiée ou autrement reproduite.

SECTION VIII DÉLÉGATION DE POUVOIRS

29. Sur recommandation du directeur général, le conseil d'administration désigne les personnes qui sont autorisées à agir et à signer tout acte ou document au nom de la

Régie. Le conseil fixe également les conditions d'exercice du mandat de ces personnes.

SECTION IX

COMPTES DE BANQUES ET GARDE DES VALEURS

30. Sur la recommandation du directeur général, le conseil nomme les banques à charte et d'épargne, les compagnies de fiducie et les caisses d'épargne et de crédit dans lesquelles la Régie peut déposer de l'argent à demande et les endroits où peuvent être déposés les titres de la Régie.

SECTION X

RENSEIGNEMENTS

31. Le président ou son délégué est seul autorisé à fournir à l'autorité compétente tout renseignement requis sur les opérations de la Régie.

A.C. 2254-73 du 20.06.73

A.C. 953-76 du 17.03.76

D. 1469-80 du 28.05.80



c. R-9, r.7

Règles de procédure de la Commission d'appel des pensions

Loi sur le régime de rentes du Québec
(L.R.Q., c. R-9)

1. Les présentes règles fixent la procédure du pourvoi devant la Commission de révision, prévu à l'article 181 de la Loi.

2. La Commission d'appel des pensions est le tribunal qui agit comme Commission de révision, conformément à l'arrêté en conseil 911, édicté le 18 mai 1966 sous l'autorité de l'article 222 de la Loi.

SECTION I DÉFINITIONS

3. Dans les présentes règles, les expressions suivantes signifient :

- a) « Loi » : la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9) ;
- b) « appel » : le pourvoi en révision prévu à l'article 181 de la Loi ;
- c) « Commission » : la Commission d'appel des pensions ;
- d) « président » : la président de la Commission ;
- e) « greffier » : le registraire de la Commission ;
- f) « ministre » : le ministre du Revenu.

SECTION II APPEL

4. L'appel à la Commission est formé par un avis d'appel qui doit être substantiellement dans la forme exposée à l'annexe A, adressé au président par lettre recommandée ou certifiée. Il est statué sur l'appel après audition.

5. Le greffier doit transmettre une copie de l'avis d'appel au ministre, qui doit alors lui faire parvenir des copies conformes :

- a) de l'avis d'opposition qui lui a été signifié selon l'article 68 de la Loi : et
- b) des avis transmis à l'employeur et au salarié concernés selon l'article 69 de la Loi.

6. Sur réception des documents transmis par le ministre selon l'article 5, le greffier doit notifier, en leur adressant copie de l'avis d'appel, toutes les autres personnes à qui un avis a été transmis selon l'article 69 de la Loi, par lettre recommandée ou certifiée à l'adresse indiquée dans l'avis ou de la manière autorisée par le président.

SECTION III INTERVENTION

7. Une personne qui a reçu une notification selon l'article 6 et qui désire intervenir doit, dans les 30 jours de la date de la notification, produire une intervention.

8. L'intervention doit être substantiellement dans la forme exposée dans l'annexe B, ou l'intervenant peut déclarer qu'il a l'intention d'invoquer les moyens contenus dans l'avis d'appel ou dans une autre intervention.

9. Lorsque plusieurs personnes à qui des avis ont été transmis par le ministre ont un intérêt commun dans une décision, l'une ou plusieurs d'entre elles, au nom ou en faveur de toutes ces personnes, peuvent :

- a) interjeter appel ;
- b) intervenir ; ou
- c) être requises ou autorisées par la Commission à produire une intervention.

SECTION IV RÉPONSE

10. Après l'expiration du délai pour produire l'intervention, le greffier doit transmettre au ministre copie conforme de l'intervention ou l'informer qu'il n'y en a pas eu, et le ministre doit alors, dans les 30 jours, produire une réponse à l'avis d'appel et à l'intervention, s'il en est :

- a) admettant ou niant les faits allégués dans l'avis d'appel et l'intervention ; et
- b) contenant un énoncé des allégations de faits et moyens additionnels sur lesquels il a l'intention de se fonder.

11. Lorsqu'une réponse n'est pas produite de la manière prévue dans les présentes règles, la Commission peut, sur requête de l'appelant ou d'un intervenant, entendre et décider l'appel *ex parte* ou après avoir donné l'avis qu'elle juge à propos.

Nonobstant les présentes règles, une réponse peut être produite en tout temps avant qu'une requête pour entendre et décider l'appel ne soit formée selon la présente règle.

12. Après l'expiration du délai pour produire une réponse, la contestation est liée et à moins que la Commission ne l'ordonne autrement, la cause est prête pour audition.

SECTION V RÉUNION D'APPELS

13. Lorsqu'il y a plusieurs appels, sous la Loi ou sous un régime équivalent, la Commission peut, à la demande de toute partie intéressée, s'il apparaît :

- a) que ces appels soulèvent des questions de droit ou de fait qui leur sont communs ; ou
- b) que pour quelque autre raison, il est dans l'intérêt de la justice de le faire ;

ordonner aux conditions qu'elle juge à propos, que ces appels soient réunis, ou qu'ils soient instruits en même temps, ou consécutivement, ou que n'importe lequel d'entre eux soit suspendu jusqu'à ce qu'un autre ait été jugé.

SECTION VI PRODUCTION DE DOCUMENTS ET INTERROGATOIRE PRÉALABLE

14. 1) Après l'expiration du délai pour produire la réponse, une partie peut demander à la Commission d'émettre une ordonnance :

- a) enjoignant à une autre partie de se soumettre à un interrogatoire relativement aux documents se rapportant au litige, qui sont ou ont été en son pouvoir ou possession ;
- b) lui permettant de soumettre une autre partie à un interrogatoire préalable sur les faits se rapportant au litige ; ou
- c) pour les fins indiquées dans les deux paragraphes a et b.

2) La Commission peut émettre l'ordonnance qu'elle juge nécessaire dans les circonstances et sans limiter la généralité de ce qui précède, cette ordonnance peut :

- a) spécifier la formule d'*affidavit* à utiliser pour la production de documents ;
- b) désigner la personne à interroger, lorsque la partie est une corporation ou une association non incorporée ;
- c) désigner la personne devant laquelle l'interrogatoire aura lieu, et la manière dont il sera tenu.

3) Les dépositions recueillies lors de l'interrogatoire font partie du dossier.

SECTION VII AUDITION

15. 1) La Commission peut d'elle-même ou à la demande d'une partie fixer le temps et le lieu de l'audition de l'appel.

2) Le greffier doit donner avis à toutes les parties du temps et du lieu fixés pour l'audition au moins 20 jours avant la date ainsi fixée.

3) La Commission peut d'elle-même ou à la demande de toute partie ajourner l'appel aux conditions qu'elle juge à propos.

SECTION VIII PREUVE LORS DE L'AUDITION

16. La Commission peut demander à une partie de fournir des renseignements supplémentaires relativement à l'avis d'opposition transmis au ministre selon l'article 68 de la Loi ou à la décision rendue par le ministre selon l'article 69 de la Loi, et il doit être donné suite à la demande dans le délai et de la manière fixés par la Commission.

17. La Commission peut assigner toute personne à comparaître devant elle, par bref de *subpoena*, et l'obliger à témoigner sous serment et à produire les documents qu'elle juge nécessaires.

18. Un bref de *subpoena* suivant la formule indiquée dans l'annexe C peut être émis en blanc par le greffier et peut être complété par une partie ou son avocat, et un ou plusieurs noms peuvent être inscrits sur le bref de *subpoena*.

19. Lors de l'audition, les témoins sont interrogés de vive voix et sous serment, mais, avant ou pendant l'audition, une partie peut demander à la Commission l'émission d'une ordonnance permettant la preuve d'un fait autrement que par l'interrogatoire de vive voix, et la Commission peut émettre l'ordonnance qu'elle juge à propos.

20. Toute personne ayant donné un *affidavit* peut être requise de comparaître devant un officier d'une cour supérieure du Québec ou devant toute autre personne nommée par la Commission à cette fin, pour être contre-interrogée sur cet *affidavit*.

21. La Commission peut d'elle-même ou à la demande d'une partie, après avoir donné à chaque partie l'occasion d'être entendue à cet égard, à toute phase de la procédure,

donner des directives relatives à l'instruction future de l'appel.

SECTION IX SIGNIFICATION DES ACTES DE PROCÉDURE

22. La signification de tout acte de procédure prévue dans les présentes règles peut être faite à toute partie intéressée, par signification à personne ou par lettre recommandée ou certifiée adressée :

- a) dans le cas du président ou du greffier, au registraire, Commission d'appel des pensions, Palais de Justice, Montréal ;
- b) dans le cas du ministre du Revenu, au sous-ministre du Revenu, Gouvernement du Québec, Québec ;
- c) dans le cas de l'appelant ou d'un intervenant, à l'adresse aux fins de signification donnée dans l'avis d'appel ou dans l'intervention, et dans le cas où aucune adresse aux fins de signification n'est donnée dans l'avis d'appel ou dans l'intervention, à l'adresse postale ou autre adresse donnée dans l'avis d'appel, l'intervention ou dans tout document que cette personne a transmis à la Commission ;
- d) dans le cas de toute autre personne, à l'adresse donnée dans tout document que cette personne a transmis à la Commission.

SECTION X DÉCISION

23. Les motifs de la décision de la Commission doivent être par écrit et transmis au greffier, qui doit la rédiger et l'enregistrer, et transmettre sans tarder aux parties, par lettre recommandée ou certifiée, une copie de la décision motivée.

Le greffier peut prendre les dispositions nécessaires pour la publication d'une décision ou d'un sommaire, en la façon et de la manière que la Commission juge à propos.

SECTION XI REQUÊTES

24. 1) La requête pour proroger le délai d'appel, selon l'article 181 de la Loi, est présentée à la Commission en adressant au greffier une lettre ou en cas d'urgence, un télégramme indiquant :

- a) la date de la décision du ministre ;
- b) le délai additionnel que le requérant désire obtenir pour interjeter appel ; et
- c) les moyens à l'appui de la requête.

2) La Commission doit statuer sur la requête sur la foi des observations qu'elle contient et donner avis de sa décision au requérant et au ministre.

25. 1) Toute requête en vertu des présentes règles, à l'exclusion de celle formée selon l'article 24 :

- a) doit être faite par écrit et transmise au greffier, ou par télégramme en cas d'urgence ;
- b) doit indiquer l'ordonnance ou le remède demandé et les moyens au soutien ;
- c) peut indiquer que le requérant désire présenter des observations en personne ou par un représentant avant adjudication.

2) Sur réception de la requête, le greffier doit en transmettre copie à toutes les parties.

3) La partie qui désire s'opposer à la requête ou l'appuyer, peut le faire soit en adressant par la poste ses observations au greffier dans les 10 jours de la date du dépôt à la poste par le greffier d'une copie de la requête, ou en informant le greffier qu'elle désire, lors de la présentation de la requête, comparaître personnellement ou se faire représenter.

4) Si aucune partie n'a informé le greffier qu'elle désire comparaître, il est statué sur la requête sur la foi des observations écrites présentées au greffier.

5) Si une partie a informé le greffier qu'elle désire comparaître, celui-ci doit donner avis à toutes les parties de la date, du temps et du lieu de la présentation de la requête. Sur présentation de la requête, la Commission peut prendre en considération toutes les observations écrites présentées par une partie à l'appui ou à l'encontre de la requête, même si cette partie ou son représentant ne comparaît pas.

6) La Commission, le président ou un membre de la Commission peut statuer sur toute requête formée selon la présente règle.

SECTION XII DISPOSITION GÉNÉRALE

26. L'inobservation d'une disposition des présentes règles ou de toute règle de pratique en vigueur à ce moment ne rend pas les procédures nulles à moins que la Commission ne l'ordonne. Cependant, la Commission peut permettre que ces procédures soient amendées, ou autrement prises en considération de la manière et aux conditions que la Commission juge à propos.

La requête pour rejet d'une procédure irrégulière doit énoncer clairement les moyens d'irrégularité.

ANNEXE A

(a. 4)

Formule d'appel**COMMISSION D'APPEL DES PENSIONS**

Re : Le régime de rentes du Québec

ENTRE :

Appelant,
et
Le ministre du Revenu

Intimé.

Avis d'appel est par les présentes donné par (*indiquer ici le nom de l'appelant*)
de (*indiquer l'adresse postale complète*)

à l'encontre d'une décision de l'intimé rendue le

(*Si l'appelant n'est pas l'employeur, indiquer ci-après le nom et l'adresse de l'employeur concerné*) :

A) Allégation de faits

(*Exposer dans des paragraphes numérotés consécutivement un énoncé des allégations de faits*)

B) Moyens que l'appelant a l'intention d'invoquer

A la fin de l'avis, l'on doit indiquer :

a) le nom et l'adresse de l'avocat de l'appelant, s'il en est ;

b) le nom et l'adresse d'un représentant, s'il en est, à qui les documents peuvent être signifiés.

Signé à (*cité, ville ou village*) ce jour de
19

Signature de l'appelant ou de son représentant

ANNEXE B

(a. 8)

Formule d'intervention**COMMISSION D'APPEL DES PENSIONS**

Re : Le régime de rentes du Québec

ENTRE :

Appelant,
et
Le ministre du Revenu

Intimé.

Une intervention est par les présentes faite par (*indiquer ici le nom complet*)

de (*indiquer ici l'adresse postale complète de l'intervenant*) dans l'appel devant cette Commission dans lequel (*indiquer ici le nom complet de l'appelant*) (*) est l'appelant, lequel appel porte le numéro de dossier (*)

A) Allégation de faits

(*Admettre ou nier les faits allégués dans l'avis d'appel*)

(*Exposer dans des paragraphes numérotés consécutivement un énoncé des faits additionnels que l'intervenant a l'intention d'invoquer*)

B) Moyens que l'intervenant a l'intention d'invoquer (**)

A la fin de l'intervention, l'on doit indiquer :

a) le nom et l'adresse de l'avocat de l'intervenant, s'il en est ;

b) le nom et l'adresse d'un représentant, s'il en est, à qui les documents peuvent être signifiés.

Signé à (*cité, ville ou village*), ce jour de
19

.....
Signature de l'intervenant ou de son représentant

(*) Ce renseignement se trouve dans la copie d'avis d'appel transmis à l'intervenant selon l'article 6.

(**) Lire l'article 8, qui permet à l'intervenant, au lieu d'énoncer ses allégations de faits et ses moyens, de s'en remettre aux allégations de faits et aux moyens contenus dans l'avis d'appel ou dans toute autre intervention.

Lire aussi l'article 9 qui permet et autorise la production d'une intervention au nom d'une catégorie de personnes ayant un intérêt commun.

Si l'intervention est produite au nom d'une catégorie de personnes, l'intervention doit indiquer clairement la catégorie de personnes à l'égard de laquelle l'intervention est produite.

ANNEXE C

(a. 18)

(Bref de subpoena pour assignation de témoins)**COMMISSION D'APPEL DES PENSIONS**

A :

1.
2.
3.

4.

SALUT :

Vous êtes requis de comparaître en personne devant la

COMMISSION D'APPEL DES PENSIONS

à

le jour de, à

..... h, pour rendre témoignage dans
un appel à la Commission d'appel des pensions, dans le-
quel
est l'appelant et le ministre du Revenu est l'intimé, à la de-
mande de

Registraire,
Commission d'appel des pensions.

ANNEXE C(1)

(a. 18)

(Bref de *subpoena duces tecum*)

COMMISSION D'APPEL DES PENSIONS

A :

1.

2.

3.

4.

SALUT :

Vous êtes requis de comparaître en personne devant la

COMMISSION D'APPEL DES PENSIONS

à

le jour de, à

..... h, pour rendre témoignage dans
un appel à la Commission d'appel des pensions, dans le-
quel
est l'appelant le ministre du Revenu est l'intimé, à la de-
mande de et d'apporter avec
vous pour les produire les documents

Registraire,
Commission d'appel des pensions.



c. R-9, r.8

Règlement sur le travail visé

Loi sur le régime de rentes du Québec
(L.R.Q., c. R-9)

SECTION I

DÉFINITIONS ET APPLICATIONS

1. Pour les fins de la Loi sur le régime de rentes du Québec et du présent règlement, les expressions suivantes signifient :

a) « agriculture » : l'ensemble des travaux relatifs à la mise en oeuvre d'une ferme, lorsqu'ils sont exécutés sur une ferme, au profit d'un particulier ou d'une autre personne qui est un exploitant agricole et, sans limiter la généralité de ce qui précède, comprend :

i) les travaux suivants, lorsqu'ils sont exécutés sur une ferme au profit d'un particulier ou d'une autre personne qui est un exploitant agricole :

i. le défrichement du terrain aux fins de la mise en oeuvre d'une ferme ;

ii. la culture du sol ;

iii. la conservation du sol, y compris la construction, l'entretien et le fonctionnement de réseaux de tuyaux de drainage, de fossés, de canaux, de réservoirs ou de cours d'eau servant exclusivement à la mise en oeuvre d'une ferme ;

iv. la production, la récolte, l'entreposage ou le classement de tout produit agricole naturel ;

v. la cueillette de baies sauvages y compris l'aménagement du terrain pour cette cueillette ;

vi. l'apiculture et la production du miel ;

vii. la reproduction ou l'élevage du bétail, d'animaux à fourrure, d'oiseaux de toutes espèces ;

viii. la production des oeufs ;

ix. la production du lait et la fabrication du beurre et du fromage sur la ferme où le lait est produit ;

x. la production d'eau d'érable, de sirop d'érable ou de sucre d'érable ;

2) la mise en marché ou la vente, en dehors de la ferme, au profit de cet exploitant agricole, de tous produits découlant des travaux déjà décrits dans le présent para-

phe, si cette mise en marché ou vente est incidente à ces travaux ;

b) « exploitation agricole » : l'entreprise d'agriculture exploitée au profit d'un particulier ou de toute autre personne qui est un exploitant agricole ;

c) « horticulture » : les travaux qui se rapportent à :

1) la culture, la production et la récolte de légumes, de fleurs, d'arbustes, d'herbes à gazon ainsi que celles de leur graines, plants, greffes ou boutures ;

2) l'aménagement de jardins paysagés qui ne constitue qu'une partie incidente des travaux décrits au sous-paragraphe 1 ou des travaux de l'agriculture ;

3) tous les services incidents à l'exécution de l'un quelconque des travaux décrits aux sous-paragraphe 1 ou 2 si les services sont exécutés au même endroit que les travaux ;

d) « pêche » : la pêche de tout poisson, y compris les testacés, crustacés, mollusques ou de tout animal aquatique, ou la récolte de toute plante aquatique ;

e) « chasse » : la chasse de tout animal sauvage mais ne comprend pas l'exploitation d'une entreprise d'extermination des rongeurs ;

f) « piégeage » : le piégeage de tout animal sauvage mais ne comprend pas l'exploitation d'une entreprise d'extermination des rongeurs ;

g) « sylviculture » : l'ensemble des travaux exécutés dans une forêt, un lot boisé ou une terre à bois, relatifs à :

1) la reproduction, la culture, la propagation, la production, la coupe ou la récolte des arbres ;

2) l'exploitation forestière, soit :

i. la coupe des arbres et la transformation des arbres en bois d'oeuvre y compris tous les travaux qui s'y rapportent aux fins d'acheminer le bois d'oeuvre de la forêt, du lot boisé ou de la terre à bois à un moulin ou usine ;

ii. l'apprêtage d'arbres en bois de charpente soit la préparation d'arbres pour leur transformation en bois de charpente ou en planches y compris l'usinage du bois en bois de charpente ou en planches ;

3) tous les services incidents à l'exécution de l'un quelconque des travaux décrits aux sous-paragraphe 1 ou 2 si ces services sont exécutés au même endroit que les travaux ;

h) « bois d'oeuvre » : arbres, billes de toutes grosseurs, bois à lattes, bois de pâte, bois de chauffage, bois pour traverse de chemin de fer, bois de placage, poteaux, billots, pilotis, étais de mines, perches, pieux, écorce, copeaux ou tout bois non dégrossi avant qu'il soit usiné ou autrement transformé ;

i) « organisme international » : un organisme dont fait partie le Canada soit qu'il s'agisse d'une institution reliée à l'organisation des Nations Unies en vertu de l'article 63 de sa charte, soit qu'il s'agisse d'une institution formée dans le but de maintenir la paix internationale ou le bien-être social et économique d'une communauté de nations ;

j) « filiale étrangère » : une corporation se qualifiant comme telle en vertu du chapitre I du titre X du livre III de la partie I de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3).

2. Dans le présent règlement, le mot « Loi » signifie : la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9).

3. Travail au service de Sa Majesté du chef du Canada : Le travail au Québec au service de Sa Majesté du chef du Canada, ou au service d'un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada, est considéré comme un travail visé.

Cependant le travail comme membre des Forces canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada, ainsi que le travail qui donne droit à une pension en vertu de la Loi sur les juges (S.R.C., 1970, c. J-1) demeure un travail exclu.

4. Administrateur résidant hors du Canada : Le travail d'un particulier qui ne réside pas au Canada et qui acquiert la qualité de salarié en vertu de la Loi uniquement par suite de la charge qu'il exerce comme administrateur d'une corporation est un travail exclu, si cette charge est exercée totalement ou partiellement hors du Canada.

5. Travail au service d'un employeur résident hors du Québec : Le travail au Québec au service d'un employeur qui n'a pas d'établissement au Québec est un travail exclu.

Toutefois, ce travail devient un travail visé si l'employeur conclut, pour ses salariés qui résident au Canada et qui reçoivent leur rémunération d'un établissement de l'employeur situé hors du Canada, un arrangement avec la Régie des rentes du Québec quant au paiement de contributions à l'égard de ce travail.

6. Dans le cas de l'article 5, le salarié qui travaille pour un employeur qui n'a pas d'établissement au Québec est censé exécuter son travail au Québec :

a) si le salarié y travaille ordinairement ou y effectue ordinairement la plus grande partie de son travail ; ou

b) si le salarié y réside, dans tous les cas où on ne peut le déterminer selon le paragraphe a.

7. Le paragraphe b de l'article 56 de la Loi ne s'applique pas à l'égard du travail d'un particulier qui est considéré comme travail visé en vertu du deuxième alinéa de l'article 5.

8. Travail hors du Canada : Le travail exécuté hors du Canada, qui serait visé s'il était exécuté au Québec, est considéré comme travail visé s'il est exécuté pour le compte d'un employeur qui possède un établissement au Québec et si l'employeur conclut, pour ses salariés qui résidaient au Québec au moment de leur affectation hors du Canada, un arrangement avec la Régie quant au paiement de contributions à l'égard de ce travail.

Est également considéré comme travail visé pour une période d'au plus 5 années à compter de l'affectation, le travail qui serait visé s'il était exécuté au Québec et qui est exécuté hors du Canada par un citoyen canadien pour le compte d'une filiale étrangère d'un employeur possédant un établissement au Québec, si tel employeur conclut pour ses salariés qui résidaient au Québec au moment de leur affectation hors du Canada auprès de sa filiale étrangère, un arrangement avec la Régie quant au paiement des contributions à l'égard de ce travail.

Cet article ne s'applique pas au travail dans une entreprise de transport au sens de la section II de ce règlement.

9. Travail d'un fonctionnaire hors du Québec : Le travail d'un citoyen canadien, hors du Québec, à titre d'agent général, fonctionnaire ou préposé du Québec, est un travail visé.

10. Travail au service d'un autre gouvernement ou d'un organisme international : Est considéré comme travail visé le travail au Québec au service d'un autre gouvernement ou d'un organisme international, qu'il est convenu de considérer comme travail visé selon les termes de l'entente conclue entre la Régie et ce gouvernement ou organisme.

SECTION II ENTREPRISES DE TRANSPORT

11. Dans la présente section, les expressions suivantes signifient :

a) « travail dans une entreprise de transport » : le travail d'un salarié au cours d'une période de paie dans une entreprise de transport par route, par air, par rail ou par eau, lorsque ce travail constitue le travail auquel s'adonne principalement ce salarié dans la période de paie et que ce

travail s'exécute partiellement au Québec et partiellement hors du Canada ;

b) « période de paie » : une période de paie telle que définie dans le Règlement sur les contributions au régime de rentes du Québec (c. R-9, r.2).

12. Aux fins de la présente section, une gare, une cour de triage, un aérogare, un quai, un entepôt, un garage ou une remise est censé un établissement de l'employeur.

13. Nonobstant la présente section, le travail dans une entreprise de transport n'est pas considéré comme travail visé, à moins que ce soit un travail qui serait visé s'il était exécuté entièrement au Québec.

Le travail dans une entreprise de transport qui n'est pas un travail visé par la présente section est un travail exclu.

14. Transport par route : Le travail dans une entreprise de transport par route, considérée aux fins de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3) comme une entreprise du Canada, est un travail visé si le salarié réside au Canada et se présente habituellement au travail à un établissement de son employeur situé au Québec.

15. Le travail dans une entreprise de transport par route, considérée pour les fins de la Loi sur les impôts comme une entreprise des États-Unis d'Amérique, est un travail exclu.

Toutefois, dans le cas du salarié qui réside au Canada et se présente habituellement au travail à un établissement de son employeur situé au Québec, la partie de ce travail qui est exécuté au Canada peut être considérée comme du travail visé si l'employeur conclut l'arrangement mentionné à l'article 5.

16. Transport par air : Le travail dans une entreprise de transport par air, considérée comme un transporteur international par air et un transporteur national par air par le Règlement sur les transporteurs aériens (C.R.C., 1978, c. 3), est un travail visé lorsque le salarié se présente habituellement au travail à un établissement de son employeur situé au Québec.

17. Transport par rail : Est considérée comme travail visé, dans le cas du travail dans une entreprise de transport par rail, dont la principale place d'affaires est située au Canada, cette partie du travail que l'employeur détermine, selon les normes approuvées par la Régie, être exécutée au Canada, si le salarié se présente habituellement au travail au Québec.

18. Est considérée comme travail visé, dans le cas du travail dans une entreprise de transport par rail, dont la principale place d'affaires est située hors du Canada, cette partie du travail que l'employeur détermine, selon les normes approuvées par la Régie, être exécutée au Canada, si le salarié réside au Canada et se présente habituellement au travail au Québec.

19. Transport par eau : Le travail dans une entreprise de transport par eau est un travail visé si le salarié réside au Québec et exécute ce travail en vertu d'un contrat d'engagement de l'équipage conclu au Canada en vertu de la Loi sur la marine marchande du Canada (S.R.C., 1970, c. S-9).

SECTION III TRAVAIL OCCASIONNEL OU DE COURTE DURÉE

20. Le travail occasionnel ou de courte durée suivant est exclu :

a) le travail dans la lutte contre un désastre ou dans une opération de sauvetage, si le salarié n'est pas régulièrement au service de l'employeur ;

b) le travail, autre que celui d'un artiste ou d'un exécutant, dans un cirque, spectacle, foire, parade, carnaval, exposition, exhibition ou autre activité de même nature, si le salarié :

i. n'est pas régulièrement au service de l'employeur ;
et

ii. est ainsi au service de l'employeur moins de 7 jours dans une année ;

c) le travail exécuté à un recensement pour le compte du Gouvernement du Canada, du gouvernement d'une province ou d'une municipalité, si le salarié :

i. n'est pas régulièrement au service de l'employeur ;
et

ii. est ainsi au service de l'employeur moins de 25 jours au recensement ;

d) le travail exécuté à un référendum ou à une élection pour le compte du Gouvernement du Canada, du gouvernement d'une province, d'une municipalité ou d'une commission scolaire, si le salarié :

i. n'est pas régulièrement au service de l'employeur ;
et

ii. est ainsi au service de l'employeur moins de 25 jours au référendum ou à l'élection.

La totalité du travail d'un salarié est considérée comme travail visé à compter de la date où le travail a commencé,

lorsque le salarié est au service de l'employeur 7 jours ou plus dans l'année, dans le cas du travail décrit au paragraphe *b* ou, 25 jours ou plus au recensement ou au référendum ou à l'élection selon le cas, dans le cas du travail décrit au paragraphe *c* ou *d*.

SECTION IV OPTION

21. Aux fins de l'article 55 de la Loi, est visé :

a) le travail décrit à l'article 5, au premier alinéa de l'article 8 et à l'article 10, lorsque l'employeur n'a pas signé d'entente ou d'arrangement selon le cas ;

b) le travail exclu par les articles 13 et 20 ;

c) le travail exclu par le paragraphe *a* de l'article 3 de la Loi,

si le salarié qui l'exécute réside au Québec aux termes de l'article 8 de de la Loi, ou est réputé être employé au Québec selon la Loi sur les impôts.

A.C. 451-66, (1966), 98 G.O., 2322

A.C. 2043-67, (1967) 99 G.O., 5155

A.C. 5320-75, (1975) 107 G.O. II, 6281

A.C. 4234-76, (1976) 108 G.O. II, 7705



c. R-10, r.1

Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics
(L.R.Q., c. R-10, a. 149)

SECTION I DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient :

a) « Loi » : la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10) ;

b) « régime supplémentaire de rentes » : régime auquel s'applique la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., c. R-17) et auquel cotisent les employés d'un organisme visé à l'article 2 de la Loi.

Les définitions de l'article 1 de la Loi s'appliquent au présent règlement.

2. Les organismes ou institutions énumérés à l'annexe A sont assujettis à la Loi.

3. Les organismes ou institutions énumérés à l'annexe B sont assujettis à la Loi.

Ces organismes ou institutions, sauf ceux du réseau des Affaires sociales, doivent, conformément à l'article 120 de la Loi, verser leur propre contribution à la Commission administrative du régime de retraite en même temps qu'ils font remise des cotisations de leurs employés.

La Commission dépose au fonds consolidé du revenu les contributions qui lui sont versées par les organismes ou institutions visés par le deuxième alinéa, à l'exception des contributions versées par les organismes ou institutions énumérés aux paragraphes 92, 194, 196, 197, 198, 205, 206, 212, 213, 214 et 217 à 220 de l'annexe B, que la Commission dépose à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Le Gouvernement du Québec assume le paiement des contributions au Régime des établissements publics visés au sous-paragraphe a du paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi qui sont régis par l'accord intervenu dans le cadre du

Régime d'assistance publique du Canada entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Québec ainsi que des organismes ou institutions du réseau des Affaires sociales énumérés à l'annexe B qui sont régis par le même accord.

La Commission dépose à la Caisse de dépôt et placement du Québec les contributions qui lui sont versées en vertu du quatrième alinéa.

Aux fins du présent article, les organismes ou institutions énumérés aux paragraphes 124, 125, 127, 128 et 160 de l'annexe B sont réputés ne pas être des organismes ou institutions du réseau des Affaires sociales.

4. La Société Inter-Port de Québec est assujettie à la Loi.

Elle verse, conformément à l'article 120 de cette Loi, sa propre contribution au régime de retraite à la Commission en même temps qu'elle fait remise des cotisations de ses employés.

La Commission dépose à la Caisse de dépôt et placement du Québec les contributions versées par la Société en vertu du deuxième alinéa.

5. Aux fins de l'application de la Loi, sous réserve des conventions collectives en vigueur le 20 novembre 1974, est employé occasionnellement ou de façon intermittente, tout employé embauché :

a) pour occuper un emploi ou une fonction dont l'existence tient ordinairement à une insuffisance ou à une absence temporaire de personnel ou à un surcroît inattendu de travail et qui donne lieu à une rémunération à caractère essentiellement temporaire ;

b) pour occuper un emploi ou une fonction dans le but d'exécuter un travail spécifique d'une durée déterminée ;

c) pour combler temporairement un poste vacant en l'absence de candidats éligibles ;

d) à titre d'employé payé à la vacation, d'étudiant et de coopérant ;

e) à titre de stagiaire, c'est-à-dire une personne sous le contrôle d'un collège, d'une université ou d'une corporation professionnelle, qui est en voie de terminer ses cours et qui doit faire des stages pratiques ou cliniques en vue de l'obtention de son diplôme terminal.

6. Aux fins de l'application de la Loi, est considéré comme un emploi :

a) à temps plein : l'exécution complète et régulière de l'horaire de travail prévu à la classification d'un employé ou à la convention collective de travail qui le régit ;

b) à temps partiel : l'exécution incomplète, variable ou non, mais régulière de l'horaire de travail prévu à la classification d'un employé ou à la convention collective de travail qui le régit ;

c) saisonnier : tout emploi rémunéré à temps plein ou à temps partiel, à caractère répétitif, d'année en année, d'une durée inférieure à 12 mois résultant de causes indépendantes de la volonté de l'employé, comme l'influence des saisons et la durée d'une année scolaire.

7. Aux fins de l'application de la Loi, ne sont de niveau syndicable que :

a) les salariés au sens du Code du travail (L.R.Q., c. C-27) régis par une convention collective de travail, un décret ou un règlement tenant lieu de convention collective de travail ou dont l'association pourrait être accréditée par le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu ou en vertu de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1) ;

b) les salariés non régis par une convention collective de travail, un décret ou un règlement tenant lieu de convention collective mais dont les conditions de travail décrites à la convention, au décret ou au règlement leur sont rendues applicables par l'employeur, compte tenu de la loi qui les régit.

SECTION II TRAITEMENT ADMISSIBLE

8. En outre de ce qui est prévu aux paragraphes a à d de l'article 38 de la Loi, le traitement admissible d'un employé ne comprend pas :

a) le rabais accordé à l'employeur par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et versé à l'employé selon les modalités prévues dans une convention collective de travail ou un décret tenant lieu de convention collective de travail ;

b) les dividendes ou ristournes, résultant de l'expérience favorable des régimes d'assurance, payés par l'employeur au participant d'un régime ;

c) l'indemnité d'auto-assurance d'un montant égal au traitement de 2 jours de travail et versée en contrepartie du délai de carence selon les modalités prévues dans une convention collective de travail ou un décret tenant lieu de convention collective de travail ;

d) tout montant forfaitaire payé lors de la cessation de l'emploi pour tenir lieu de crédits de maladie ou de vacances accumulés ;

e) toute bourse accordée en vertu de la Loi sur les bourses pour le personnel enseignant (L.R.Q., c. B-7) ;

f) tout montant forfaitaire payé au cours d'une année pour tenir lieu de crédits de maladie ou de vacances accumulés ;

g) tout montant forfaitaire payé en compensation de temps supplémentaire non payé au cours d'une année ; et

h) tout montant forfaitaire payé à une personne qui a monnayé ses crédits de maladie pour effectuer le rachat de service antérieur non contribué.

SECTION III ANNÉES DE SERVICE

9. La fonction principale d'un employé qui occupe plus d'une fonction à laquelle s'applique la Loi est celle qu'il occupe de façon permanente et à temps plein au sein d'un organisme visé par cette Loi.

10. Lorsqu'un employé occupe parallèlement 2 emplois de façon permanente et à temps plein, son emploi le plus rémunérateur est considéré comme sa fonction principale.

11. Lorsqu'un employé occupe plus d'un emploi à temps partiel, l'emploi pour lequel le pourcentage de temps travaillé et rémunéré est le plus élevé durant l'année est considéré comme sa fonction principale. Cependant, lorsqu'il occupe plus d'un emploi à temps partiel d'une même durée, son emploi le plus rémunérateur est considéré comme sa fonction principale.

12. Lorsqu'un employé occupe un emploi à temps plein pour une partie d'année et un emploi à temps partiel pour cette même partie d'année ou pour toute l'année, l'emploi occupé à temps plein est considéré comme sa fonction principale pour cette période et, pour toute autre période de l'année, l'article 11 s'applique.

13. Aux fins de la présente section, un emploi à temps plein ou à temps partiel désigne un emploi tel que défini à l'article 6.

SECTION IV CONGÉ SANS SOLDE

14. Un employé qui bénéficie d'un congé sans solde doit effectuer les versements prévus à l'article 45 de la Loi dans les périodes prévues au tableau ci-dessous :

<i>Période de service racheté</i>	<i>Période maximale pour effectuer les versements</i>
Moins de 1 an	1 an
1 an et moins de 2 ans	2 ans
2 ans et moins de 3 ans	3 ans
3 ans et plus	4 ans.

Tous les versements prévus par la présente section ne peuvent en aucun cas être effectués après l'âge de la retraite obligatoire de l'employé.

15. L'employé qui est membre du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec Inc. et qui a été absent sans traitement pendant au moins 30 jours ouvrables, en raison de grève ou lock-out, entre le 22 juin 1979 et le 13 novembre 1979 peut faire compter cette période d'absence aux fins du Régime pourvu :

a) qu'il en fasse la demande à la Commission dans les dix-huit mois suivant le 18 juin 1980 ;

b) qu'il verse un montant égal à 100% des retenues qui auraient été effectuées s'il n'avait pas été ainsi absent, basé sur le traitement qu'il recevait le 21 juin 1979 avec intérêt au taux déterminé à l'article 23 et calculé à compter du mois suivant la date de la mise à la poste de la proposition de rachat émise par la Commission ; et

c) que le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec Inc. verse 140% du montant fixé au paragraphe b.

SECTION V RENTES DE RETRAITE

16. Aux fins de l'article 58 de la Loi, pour effectuer le calcul du traitement moyen d'un employé, le traitement admissible d'une année donnée est présumé avoir été reçu de façon uniforme durant toute la période de service comptée pour cette année.

17. Le paiement de la pension est effectué à tous les 14 jours. Ce paiement est effectué aux mêmes dates que celui effectué en vertu de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., c. R-12) et de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., c. R-11). Cependant, lorsque la valeur annuelle de la pension pour un individu est inférieure à 100 \$, il n'y a qu'un seul paiement annuel

effectué lors du second paiement de la pension du mois de juin.

18. La valeur actuelle de la pension aux fins de l'application de l'article 63 de la Loi est calculée selon les hypothèses actuarielles suivantes :

a) le taux d'intérêt utilisé pour déterminer la valeur actuelle de la pension est de 8 ½ % par année pendant les 10 premières années, à partir de la date de la demande par le bénéficiaire pensionné ou à partir de la date de la retraite si le bénéficiaire fait sa demande avant de recevoir sa pension et de 6% par année pour les années subséquentes ;

b) nonobstant le paragraphe a, pour déterminer la valeur d'une pension rachetée en vertu des articles 82, 91, 95 ou 99 de la Loi, le taux d'intérêt utilisé est de 6% ;

c) pour les fins d'évaluation de la valeur actuelle de la pension, la portion indexable de la pension est présumée s'accroître selon un taux d'indexation de 5 ½ % par année pendant 10 ans et de 3 ½ % par année par la suite. La première augmentation de la rente, suite à une indexation, est présumée être accordée 6 mois après la date effective du calcul de la valeur actuelle de la pension ;

d) les taux de mortalité sont ceux de la table GAM-71 (hommes) et GAM-71 (femmes).*

*The 1971 Group Annuity Mortality table, transactions of the Society of Actuaries, Vol. XXIII, pp. 569 à 604.

SECTION VI ÉTABLISSEMENT DU TAUX D'INTÉRÊT

19. Le taux annuel de rendement des montants transmis à la Caisse de dépôt et placement du Québec, à l'exclusion des montants relatifs au service transféré, est établi à partir de la valeur comptable des investissements de la Caisse de dépôt et placement du Québec pour le compte de la Commission.

20. Le taux annuel de rendement sur les portefeuilles des fonds spécialisés est le rapport entre le revenu annuel et le placement annuel moyen dans chacun des fonds spécialisés des montants placés par la Caisse de dépôt et placement du Québec pour le compte de la Commission.

Le revenu annuel se compose de la somme des répartitions mensuelles des revenus nets pour les fonds A, O et G et de la somme des répartitions trimestrielles des revenus nets pour les fonds H et I que détient la Caisse de dépôt et placement du Québec pour le compte de la Commission.

Le revenu net d'un fonds est composé des revenus répartis par la Caisse de dépôt et placement du Québec pour chaque portefeuille de fonds spécialisés augmentés de la partie de l'accroissement de la réserve générale du fonds constituée en vertu de l'article 23 de la Loi sur la Caisse de

dépôt et placement du Québec (L.R.Q., c. C-2) dont le mode de calcul est établi à l'article 45 du Règlement de régie interne de la Caisse de dépôt et placement du Québec (c. C-2, r.2) comptabilisée par la Commission proportionnellement au nombre d'unités détenues.

Le placement annuel moyen est la somme de la valeur comptable des placements au début de l'année et du coût d'acquisition de chaque placement effectué au cours de l'année, pondéré par $1/12$ du nombre de mois à courir entre la date où une telle transaction est effectuée et le 31 décembre de l'année et diminué du produit de la vente de chaque placement pondéré par $1/12$ du nombre de mois compris entre la date à laquelle une telle transaction est effectuée et le 31 décembre de l'année. De plus, pour les fins de ce calcul, la partie de l'accroissement de la réserve générale comptabilisée par la Commission est considérée comme un nouveau placement effectué au point milieu de chaque mois pour les fonds A, O et G et au point milieu de chaque trimestre pour les fonds H et I et pondérée comme ci-dessus en tenant compte des mois complets et des fractions de mois.

21. Le taux annuel de rendement des dépôts à vue ou à terme est le rapport entre la somme des intérêts crédités au cours de l'année sur ces dépôts et le dépôt annuel moyen.

Le dépôt annuel moyen est égal à la somme des dépôts mensuels. Le dépôt mensuel est calculé en établissant le rapport entre le montant d'intérêt crédité pour un mois et le taux annuel d'intérêt calculé par la Caisse de dépôt et placement du Québec pour ce même mois modifié pour exclure les données relatives aux régimes supplémentaires de rentes.

22. Le taux annuel de rendement applicable sur les cotisations déduites du traitement d'un employé au cours d'une année est le rapport entre le total des revenus calculé selon les articles 20 et 21, soit la somme du revenu annuel calculé sur chaque fonds spécialisé et des intérêts crédités au cours de l'année sur les dépôts à vue ou à terme, et des investissements moyens calculés selon ces articles, soit la somme du placement annuel moyen calculé pour chaque fonds spécialisé et du dépôt annuel moyen.

23. Le taux d'intérêt applicable pour une année est le taux d'intérêt applicable pour l'année antérieure, tant qu'il n'y a pas été autrement établi par la Commission. Pour l'année 1973 et l'année 1974, le taux d'intérêt est fixé à 7,25%.

SECTION VII INTÉRÊTS PAYABLES LORS D'UN REMBOURSEMENT

24. Pour les fins du calcul du montant d'intérêt applicable aux cotisations de chaque employé, les cotisations sont présumées avoir été reçues par la Commission au point milieu de chaque année.

L'intérêt afférent aux cotisations déduites du traitement d'un employé pour une année est le résultat des taux annuels d'intérêt composé, depuis l'année où les cotisations sont applicables jusqu'au 1^{er} du mois au cours duquel le remboursement est effectué. Toutefois, pour l'année au cours de laquelle la cotisation est applicable, seule la moitié du taux annuel d'intérêt est utilisée.

L'intérêt payable à un employé lors du remboursement de ses cotisations est la somme des intérêts calculés sur les cotisations de chaque année jusqu'au 1^{er} du mois au cours duquel ce remboursement est effectué.

Les cotisations déduites du traitement d'un employé au cours de l'année pendant laquelle il cesse d'être régi par la Loi ne portent intérêt que si l'employé a contribué pendant au moins 6 mois.

Le taux d'intérêt applicable pour une année est, selon le cas, le taux d'intérêt fixé à l'article 23 ou celui établi par la Commission en vertu de cet article.

25. Les montants versés pour l'acquisition d'un crédit de rente provenant d'un rachat de service antérieur non contribué portent intérêt lors d'un remboursement au taux établi ci-dessous :

- a) du 1^{er} juillet 1973 au 31 décembre 1983 : 6% ;
- b) à partir du 1^{er} janvier 1984 : 5 ½ %.

Les montants versés pour l'acquisition d'un crédit de rente provenant du service antérieur transféré au régime de retraite constitué par la Loi portent intérêt lors d'un remboursement, selon le cas, au taux fixé à l'article 23 ou à celui établi par la Commission en vertu de cet article.

26. Aux fins de l'application de la Loi, l'employé ou ses ayants droit ont droit à un pourcentage croissant de l'intérêt calculé suivant l'article 24.

Ce pourcentage est fonction de la durée de la période comprise entre la date d'adhésion au régime de retraite constitué par la Loi et la date du remboursement. Le pourcentage croissant est établi de la façon suivante :

<i>Durée</i>	<i>Pourcentage (%)</i>
Moins d'un an	0
Plus d'un an et moins de 2 ans	60
Plus de 2 ans et moins de 5 ans	85
Plus de 5 ans	90

SECTION VIII OBLIGATIONS DE L'EMPLOYEUR

27. Tout employeur doit produire à la Commission, au plus tard le dernier jour de février de chaque année, un rapport des cotisations de ses employés pour l'année civile précédente.

28. Le taux d'intérêt applicable lorsqu'un employeur néglige de remettre ou faire remettre les cotisations à la date prévue par la Loi est, selon le cas, celui établi à l'article 23 ou celui établi par la Commission en vertu de cet article. L'intérêt commence à courir à l'expiration du délai prévu à l'article 116 de la Loi.

SECTION IX RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RENTES

§1. Scrutin

29. Les employés participant à un régime supplémentaire de rentes ou leurs représentants désignés, syndicaux ou autres, qui désirent que soit tenu un scrutin sur leur adhésion au régime de retraite constitué par la Loi doivent faire parvenir un avis écrit à cet effet à la Commission. Cet avis doit contenir les renseignements suivants :

- a) le nom officiel du régime supplémentaire de rentes ;
- b) le nom et l'adresse de l'administrateur ou, s'il s'agit d'un comité de retraite, le nom et l'adresse du secrétaire du comité ;
- c) le nom et l'adresse du représentant des employés désigné ;

et, doit être signé par :

- d) le moindre de 10% des employés participant au régime supplémentaire de rentes ou de 100 employés ; ou
- e) le représentant des employés désigné.

30. L'administrateur, une personne qu'il désigne, ou à défaut un représentant des employés désigné à l'article 29, doit transmettre à chaque participant du régime supplémentaire de rentes, au moins 10 jours avant la date fixée pour la tenue du scrutin, un avis de convocation indiquant

le lieu et la date de l'assemblée au cours de laquelle le scrutin sera tenu.

À la date et au lieu fixés pour ce scrutin, l'assemblée procède à la désignation d'un responsable du vote et de 2 scrutateurs. Ces scrutateurs établissent la liste des employés de niveau syndicable et de niveau non syndicable présents à l'assemblée et procèdent à l'appel pour le vote.

Le vote de chaque employé est exprimé au moyen du bulletin de vote libellé selon la formule suivante :

Je désire transférer au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics. Oui ☐
Non ☐
 Signature (si requis) ☐

Les employés votent à tour de rôle et remettent aux scrutateurs désignés les bulletins de vote. Lorsque la votation est terminée, les scrutateurs comptent les votes et communiquent immédiatement les résultats à l'assemblée.

31. À défaut de pouvoir tenir une assemblée visée à l'article 30, l'administrateur, une personne qu'il désigne à cette fin ou, à défaut, un représentant des employés désigné à l'article 29, peut procéder au vote en remettant à chaque participant un bulletin de vote libellé selon la formule prévue au troisième alinéa de l'article 30.

L'employé qui se prévaut de son droit de vote, doit signer le bulletin de vote et le retourner ou le remettre à l'administrateur, à une personne désignée à cette fin ou, à défaut, au représentant des employés désigné à l'article 29 dans les 15 jours de la réception du bulletin par l'employé.

L'administrateur ou une personne désignée à cette fin compte les votes en présence du représentant des employés et affiche les résultats dans les endroits habituels d'affichage de tous les établissements concernés. Si l'administrateur ou une personne désignée à cette fin ne se conforme pas aux prescriptions du présent alinéa, le représentant des employés désigné à l'article 29 peut compter les votes et afficher les résultats dans les endroits habituels d'affichage de tous les établissements concernés.

32. Le résultat du scrutin, tenu en vertu des articles 30 ou 31, est communiqué à la Commission au moyen d'un avis par le représentant des employés. Cet avis doit être accompagné d'un *affidavit* dûment signé par ce représentant.

Le résultat du scrutin est définitif pour les fins de la présente sous-section lorsqu'il est conforme aux règles édictées ci-dessus.

Un scrutin accepté par la Commission et tenu avant le 11 décembre 1974 est réputé avoir été tenu conformément à la présente sous-section.

33. Les employés, de niveau syndicable ou de niveau non syndicable, qui conformément à l'article 6 de la Loi et conformément aux articles 29, 30, 31 et 32, maintiennent leur participation à un régime supplémentaire de rentes, peuvent de nouveau exercer un choix par voie de scrutin, mais pas avant l'expiration d'un délai de 12 mois depuis la date du 1^{er} scrutin.

Si le 1^{er} scrutin a été antérieur au 24 mars 1976, le délai prévu au premier alinéa comprend la période qui s'est écoulée entre la date du 1^{er} scrutin et le 24 mars 1976.

Un groupe d'employés qui décide d'exercer un nouveau choix doit en aviser par écrit la Commission selon les modalités prévues aux sous-paragraphe *d* et *e* de l'article 29. Le scrutin doit être tenu selon les modalités prévues aux articles 30 et 31.

Advenant le maintien du régime supplémentaire de rentes à la suite de ce nouveau scrutin, tout scrutin ultérieur doit être tenu conformément au présent article.

§2. Maintien de certains régimes de retraite

34. Tout administrateur d'un régime supplémentaire de rentes doit produire à la Commission l'évaluation actuarielle du régime la plus récente avant le 11 mars 1975.

L'application de l'article 113 de la Loi prend effet à compter du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet qui suit d'au moins 2 mois la date à laquelle la Commission informe l'administrateur du régime en cause de l'augmentation du taux de la cotisation de l'employé.

§3. Évaluation de l'actif

35. La valeur de l'actif d'un régime supplémentaire de rentes doit être établie par l'administrateur du régime à la date qui est la plus avantageuse pour les participants à ce régime parmi les 2 dates suivantes :

- a) soit à la date d'assujettissement des participants à la Loi ;
- b) soit à la fin du sixième mois qui suit la date d'assujettissement des participants à la Loi.

36. La valeur attribuée aux obligations, hypothèques, actions et autres titres détenus au nom d'un régime supplémentaire de rentes est établie à la valeur au marché.

Lorsqu'il est impossible d'établir la valeur au marché d'un tel titre, cette valeur est celle qui apparaît à la dernière publication du département des assurances du gouvernement fédéral intitulée : « Liste des titres et leur valeur marchande autorisée ». À cette valeur doit être ajouté, le cas échéant, tout intérêt accru et non payé jusqu'à la date de la présente évaluation.

La valeur de tout autre titre est établie par comparaison avec des titres à échéance comparable émis par un gouvernement canadien, compte tenu d'une prime qui correspond au différentiel généralement observé entre la valeur de tels titres et la valeur marchande d'un titre d'un gouvernement canadien.

Lorsque la valeur au marché d'un titre ne peut être établie de la façon prévue ci-dessus, la Caisse de dépôt et placement du Québec détermine cette valeur.

37. Lorsque l'actif d'un régime est constitué d'unités de fonds séparés d'une compagnie d'assurance, d'une société de fiducie ou de toute autre institution similaire, la valeur attribuée à ces unités est la dernière valeur de rachat de l'unité, telle qu'établie par cette institution.

38. Lorsque l'actif d'un régime fait partie des fonds généraux d'une compagnie d'assurance ou de toute autre institution similaire, y compris un gouvernement, la valeur attribuée à cet actif est la valeur de rachat établie en vertu du contrat qui régit cet actif, ou toute autre valeur supérieure dont peuvent convenir l'administrateur du régime supplémentaire de rentes et l'institution concernée.

S'il est prévu au contrat qui régit l'administration du régime supplémentaire de rentes que l'actif doit être transféré par versements, la valeur de chaque versement doit être escomptée à 8 ½ % pour les 10 premières années et 6% par la suite.

39. La valeur d'une promesse de paiement faite par l'employeur et reconnue comme une créance valable par la Commission est établie à la valeur convenue entre la Commission et l'employeur.

S'il est prévu que cette créance est amortie au moyen de versements périodiques, la valeur de chaque versement doit être escomptée à 8 ½ % pour les 10 premières années et 6% par la suite.

§4. Évaluation du passif

40. La valeur du passif d'un régime supplémentaire de rentes doit être établie à la date d'assujettissement des participants à ce régime à la Loi.

Toutefois, lorsque l'actif de ce régime supplémentaire de rentes est évalué à une date postérieure à la date d'assujettissement des participants à la Loi, la valeur du passif doit être ajustée de la façon suivante :

a) l'intérêt calculé au taux effectif mentionné aux annexes C, D et E est ajouté au passif évalué à la date d'assujettissement, pour la période comprise entre la date d'assujettissement et la date d'évaluation de l'actif ;

b) le passif à l'égard des participants décédés ou ayant quitté leur emploi entre la date d'assujettissement et la date d'évaluation de l'actif tel qu'évalué à la date d'assujettissement, augmenté de l'intérêt applicable, est déduit du passif tel qu'établi au paragraphe a. Toutefois, lorsqu'une rente devient payable à la suite du décès ou du départ d'un participant, le passif à l'égard d'une telle rente doit être inclus dans l'évaluation effectuée en vertu de la présente sous-section si cette rente est versée à même les actifs du régime concerné ;

c) les prestations autres que les prestations mentionnées au paragraphe b payables durant la période comprise entre la date d'assujettissement et la date d'évaluation de l'actif, sont déduites du passif tel qu'établi au paragraphe a ;

d) tout autre ajustement nécessité par le changement de la date d'évaluation de l'actif peut être effectué en se conformant aux stipulations de la présente sous-section et à l'aide des hypothèses énumérées aux annexes C, D et E.

41. Tout crédit de rente accumulé en vertu d'un régime supplémentaire de rentes est ajusté pour tenir compte des modalités prévues aux articles 89, 92, 97 et 98 de la Loi.

Lorsque le régime supplémentaire de rentes est, en partie ou en totalité, un régime à prestations indéterminées, les sommes accumulées à l'endroit de chaque employé sont utilisées pour constituer des crédits de rente établis selon les modalités prévues aux articles 89, 92, 97 et 98 précités.

L'ajustement prévu ci-dessus ne s'applique pas :

- a) aux rentes en cours de paiement ;
- b) aux rentes différées payables aux anciens salariés ;

c) aux sommes accumulées à l'endroit des anciens salariés.

42. Pour établir la valeur du passif, la méthode d'évaluation utilisée est la méthode dite de prime unique.

Les crédits de rente ajustés selon les premier et deuxième alinéas de l'article 41 sont évalués à l'aide des taux établis à l'annexe C et des hypothèses actuarielles énumérées à l'annexe D.

Cependant, les prestations définies au troisième alinéa de l'article 41 sont évaluées selon les hypothèses actuarielles énumérées à l'annexe E. La Commission peut cependant accepter l'utilisation d'hypothèses légèrement différentes s'il lui apparaît qu'une telle modification n'entraîne pas de variation dans la valeur globale du passif du régime.

Lorsqu'un régime prévoit l'accumulation de fonds jusqu'à la date de la retraite, le passif du régime, à l'endroit des anciens salariés, est égal à la valeur totale des sommes accumulées à leur crédit.

§5. Surplus et déficit

43. Le surplus ou le déficit d'un régime supplémentaire de rentes est la différence positive ou négative entre l'actif et le passif du régime supplémentaire de rentes, tels qu'établis en vertu des sous-sections 3 et 4.

44. Lorsqu'il y a un surplus au sens de l'article 43, la disposition de ce surplus doit être effectuée conformément aux stipulations du régime supplémentaire de rentes.

En l'absence de telles stipulations, l'administrateur de ce régime supplémentaire doit adopter les mesures nécessaires à cette disposition.

45. Lorsqu'il y a un déficit au sens de l'article 43, les crédits de rente acquis aux employés ne sont pas réduits si :

- a) le gouvernement est signataire du régime ; ou
- b) si l'employeur accepte de combler ce déficit par une créance valable équivalente.

Lorsqu'il y a un déficit au sens de l'article 43 et que le premier alinéa du présent article ne s'applique pas, les crédits de rente définis et évalués selon les modalités de la sous-section 4 sont constitués jusqu'à épuisement de l'actif tel qu'établi à la sous-section 3 dans l'ordre suivant :

- a) les crédits de rente résultant de l'accumulation des cotisations des participants avec intérêt crédité selon les dispositions du régime supplémentaire de rentes mais uni-

quement jusqu'à concurrence du crédit de rente établi selon les dispositions de la sous-section 4 ;

b) les crédits de rente accordés après déduction des crédits de rente énumérés au paragraphe a du présent alinéa :

i. aux anciens salariés qui ont terminé leur service après avoir atteint 45 ans d'âge et avoir complété une période continue de 10 ans de service ou avoir participé au régime supplémentaire de rentes pendant 10 ans ;

ii. aux pensionnés et aux salariés qui ont opté pour une rente de retraite retardée ;

iii. aux bénéficiaires de toute rente autre qu'une rente de retraite ;

c) les crédits de rente se rapportant au service courant après déduction des crédits de rente énumérés aux paragraphes a et b du présent alinéa ;

d) tout autre crédit de rente non énuméré ci-dessus.

§6. Transfert

46. Lorsque les participants à un régime supplémentaire de rentes conviennent de cotiser au régime de retraite constitué par la Loi, l'administrateur du régime supplémentaire doit :

a) procéder ou faire procéder à l'évaluation de l'actif et du passif du régime conformément aux sous-sections 3 et 4 ;

b) proposer les ajustements pour tenir compte du surplus ou du déficit, tel que requis par la sous-section 5 ;

c) fournir à la Commission, dans les 6 mois du début de la participation des employés au régime de retraite constitué par la Loi :

- i. copie de ces évaluations actuarielles du régime ;
- ii. copie des états financiers du régime ;
- iii. liste descriptive des actifs du régime ;
- iv. liste des participants, retraités et anciens salariés couverts par le régime, comprenant les informations suivantes :

- 1) nom et sexe ;
- 2) numéro d'assurance sociale ;
- 3) date de naissance ;
- 4) date d'entrée en fonction ;
- 5) date d'adhésion au régime supplémentaire ;

6) nombre d'années créditées en vertu du régime supplémentaire indiquant les années créditées pour service antérieur ;

7) montant de la rente payable en vertu d'un certificat de rente libérée ;

8) montant ou pourcentage du crédit de rente après ajustement ;

9) accumulation des cotisations avec intérêt crédité selon les dispositions du régime supplémentaire de rentes jusqu'à la date du début de la participation au régime de retraite constitué par la Loi.

De plus, l'administrateur doit transmettre à la Commission tout renseignement nécessaire au paiement de toute autre prestation en vertu du régime supplémentaire de rentes.

47. Sur acceptation par la Commission des évaluations et des ajustements prévus à l'article 46, l'administrateur transfère à la Commission les actifs du régime, et la Commission assure le paiement des prestations conformément à la Loi et à la sous-section 7.

Un tel transfert d'actifs peut être fait sous forme de liquidité ou, dans le cas où la caisse établie en vertu d'un régime supplémentaire de rentes est distincte, sous forme de titres que détient ce régime.

Ce transfert doit s'effectuer dans les 90 jours qui suivent l'acceptation par la Commission d'un tel transfert ou selon tout autre délai prévu au contrat qui régit l'administration de l'actif d'un régime.

48. L'article 47 ne s'applique pas lorsque le régime supplémentaire prévoit l'émission de certificats de rente libérée en cas de cessation des contributions à ce régime mais s'applique lorsqu'il y a entente entre l'administrateur et l'assureur pour qu'il n'y ait pas émission de certificats de rente libérée.

49. Lorsque les participants à un régime supplémentaire de rentes ont convenu de cotiser au régime de retraite constitué par la Loi avant le 18 décembre 1974, les délais prévus à la présente sous-section commencent à courir à compter de cette date.

§7. Pensions en cours de paiement

50. Aux fins de la présente sous-section, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par « pensions » les pensions en cours de paiement et les pensions différées provenant de régimes supplémentaires de rentes.

51. Lorsque les employés participant à un régime supplémentaire de rentes optent de participer au régime de retraite constitué par la Loi, les pensions sont assumées par la Commission lorsque les fonds nécessaires à leur plein acquittement lui ont été remis selon les modalités édictées par les sous-sections 3, 4 et 5 de la présente section.

À ces fins, l'administrateur transfère à la Commission les fonds nécessaires au plein acquittement des pensions dans les délais et selon les modalités établis à la sous-section 6 de la présente section.

SECTION X COMPENSATION

52. Lorsqu'une personne a reçu un bénéfice ou un remboursement auquel elle n'avait aucun droit ou dont le montant excédait celui auquel elle avait droit, la Commission, sans préjudice à tout autre recours légal, peut déduire toute somme due par elle à cette personne jusqu'à concurrence des montants que cette personne a reçus sans droit ou en trop.

Dans un tel cas, la Commission doit transmettre à cette personne un avis indiquant la somme totale qu'elle doit à la Commission.

53. La déduction faite par la Commission ne peut excéder 10% du montant du bénéfice qu'elle verse à cette personne à chaque période de paie, sauf dans les cas où la somme totale due par cette personne ne pourrait être déduite au cours des 52 périodes de paie qui suivent la date de l'avis mentionné à l'article 52.

SECTION XI GESTION DES FONDS

54. Les montants nécessaires à la Commission pour défrayer les paiements de pensions et de crédits de rente qu'elle doit faire à chaque période de paie sont établis à partir du montant total périodique versé par la Commission à ce titre lors de la période de paie précédente.

55. Le montant ainsi obtenu est augmenté des montants de pensions, de crédits de rente et de rétroactivité payables aux nouveaux pensionnés au cours de la période couverte ainsi que des sommes payables aux pensionnés qui ont droit à un paiement qui ne couvre pas toute la période et réduit du montant des pensions et des crédits de rente qui sont retournés à la Commission par suite d'annulation.

56. Les montants nécessaires à la Commission pour défrayer les remboursements qu'elle doit faire sont établis à partir de l'addition des montants de remboursements à être effectués aux bénéficiaires lors d'une période de paie.

57. Les montants déterminés conformément aux articles 54, 55 et 56 peuvent être retenus par la Commission à compter du quatorzième jour avant la date du paiement des pensions, crédits de rente et remboursements.

58. Les montants requis en vertu des troisième, quatrième, cinquième et sixième alinéas de l'article 127 de la Loi sont établis à partir d'un estimé des déboursés annuels à venir obtenu de l'expérience passée et des hypothèses actuarielles utilisées par la Commission.

59. Les montants ainsi établis sont transmis le 1^{er} de chaque mois à la Commission par le ministre des Finances conformément à la cédule de versements remise au ministre des Finances au début de chaque année.

ANNEXE A (a. 2)

- 1) Le Conseil Scolaire de l'Île de Montréal
- 2) Le Conseil du Statut de la Femme
- 3) L'Association des Collèges du Québec
- 4) L'Association des « Institutions d'Enseignement Secondaire »
- 5) Le Centre d'Animation, de Développement et de Recherche en Éducation
- 6) La Fédération des Collèges d'Enseignement Général et Professionnel
- 7) La Fédération des Commissions Scolaires Catholiques du Québec
- 8) L'Association des Commissions Scolaires du Diocèse de Sherbrooke
- 9) L'Association des Commissions Scolaires du Diocèse de Trois-Rivières Inc.
- 10) L'Association des Commissions Scolaires de la Région de Montréal
- 11) L'Association des Commissions Scolaires du Diocèse de Québec Inc.
- 12) L'Association des Commissions Scolaires de la Vallée du Richelieu
- 13) Fédération des commissions scolaires section Saguenay Lac St-Jean

14) L'Association des Commissions Scolaires de la Gaspésie Inc.

15) L'Association Diocésaine des Commissions Scolaires du Diocèse de St-Hyacinthe, Qué.

16) L'Association des Instituteurs d'Enseignement Pré-Scolaire et Élémentaire du Québec

17) Le Service de Réadaptation Sociale Inc.

18) La Commission permanente de la réforme des districts électoraux

19) La Commission des services juridiques et les corporations constituées ou régies par la Loi sur l'aide juridique (L.R.Q., c. A-14) ou par des règlements adoptés en vertu de cette Loi

20) La Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires

21) La Société québécoise d'information juridique

22) La Commission des droits de la personne

23) L'Association des Commissions Scolaires Laurentiennes

24) Le Conseil de la langue française institué par la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11)

ANNEXE B

(a. 3)

1) Auberge des Quatre Vents Inc.

2) Centre d'Accueil de Brossard Inc.

3) Centre d'Accueil de Ripon Inc.

4) Centre d'Accueil Eldorado

5) Centre d'Accueil Lahaise Inc.

6) Centre d'Accueil Montréal Nord

7) Centre d'Accueil Pavillon St-Théophile Inc.

8) Centre d'Accueil Relda Inc.

9) Centre d'Accueil Richelieu Inc.

10) Centre d'Accueil St-Louis Enr.

11) Centre d'Accueil St-Rédempteur

12) Centre d'Accueil St-Stanislas Inc.

13) Centre Hospitalier Beloeil Inc.

14) Centre Hospitalier de l'Assomption Inc.

15) Centre Hospitalier Deux-Montagnes Inc.

16) Centre Hospitalier Notre-Dame du Chemin Inc.

17) Centre Hospitalier St-François Inc.

18) Centre Hospitalier St-Georges Inc.

19) Centre Hospitalier St-Sacrement Ltée

20) Centre Hospitalier St-Vincent-Marie Inc.

21) Centre Joie St-Pie X Inc.

22) Centre Le Cardinal Inc.

23) Centre Pédiatrique Château Pierrefonds Inc.

24) Centre de Réadaptation Jean-Michel Inc.

25) Clinique Médicale de l'Est Inc.

26) Courville Nursing Home Inc.

27) École Anbar Inc.

28) Foyer Beaupré

29) Centre d'accueil Lorrain Inc.

30) Centre d'accueil Grandes-Piles Inc.

31) Foyer du Sacré-Coeur Inc.

32) Foyer Le Blanc Sommet Inc.

33) Foyer Notre-Dame des Champs Inc.

34) Foyer Notre-Dame de la Prairie Inc.

35) Foyer Notre-Dame de Foy Enr.

36) Foyer St-Cyprien Enr.

37) Foyer St-François

38) Centre d'accueil St-François B.B.G. Inc.

39) Foyer St-Hilaire Enr.

40) La Maison Blanche de North Hatley Inc.

41) Foyer Ste-Anne Marie Inc.

42) Foyer Ste-Bernadette

43) Foyer Ste-Marie-de-Sayabec Enr.

44) Centre d'accueil Ste-Rose Inc.

45) Foyer Saints-Anges

46) Foyer Soleil

47) Garderie de Chavigny

48) Centre-Joie Ste-Thérèse Inc.

49) Hôpital Beaulac Inc.

50) Corporation de l'Hôpital Bellechasse

51) Hôpital Bois-Menu Inc.

52) Hôpital Bourget Inc.

53) Centre hospitalier du Très Saint-Rédempteur Inc.

- 54) Hôpital Fleur-de-Lys (1968) Inc.
- 55) Hôpital Jeanne-Mance Inc.
- 56) Hôpital Le-Château-de-Berthier Inc.
- 57) Résidence Marie-Christine Inc.
- 58) Hôpital Marie Claret
- 59) Mont Saint-Jude Inc.
- 60) Hôpital Notre-Dame-du-Côteau-Landing Ltée
- 61) Hôpital Notre-Dame de Gatineau Ltée
- 62) Hôpital Notre-Dame de Lourdes Inc.
- 63) Hôpital Notre-Dame du Rosaire
- 64) Centre hospitalier Régina Ltée
- 65) Hôpital St-Albert-le-Grand
- 66) Hôpital St-Denis (1980) Inc.
- 67) Hôpital St-Félix de Longueuil Inc.
- 68) Hôpital St-Jude de Laval Ltée
- 69) Hôpital Ste-Anne
- 70) Hôpital Ste-Germaine Cousin Inc.
- 71) Centre d'accueil Ste-Marie
- 72) Hôpital Ste-Monique 1970 Inc.
- 73) Hôpital Ste-Rita Inc.
- 74) Hôpital Ste-Thérèse Inc.
- 75) Hôpital Savard Enr.
- 76) Hôpital Voghel Inc.
- 77) Institut Anbar
- 78) Institut Notre-Dame-du-Bel Amour Inc.
- 79) Jardins Versailles Inc.
- 80) L'Accueil St-Jacques Enr.
- 81) La Résidence du Troisième Âge Inc.
- 82) Le Manoir de Berthier Inc.
- 83) Les Ateliers École Saint-André Inc.
- 84) L'Éveil
- 85) Maison Reine-Marie Inc.
- 86) Manoir Aylmer Inc.
- 87) Manoir du Repos
- 88) Pavillon Bellevue Inc.
- 89) Pavillon St-Raphaël Inc.
- 90) Pavillon Ste-Marie Inc.
- 91) Pension Édouard Lavallée
- 92) La Centrale de l'enseignement du Québec
- 93) Pouponnière Gauthier
- 94) Pouponnière St-Amant Inc.
- 95) Refuge Notre-Dame-de-la-Paix
- 96) Résidence Castel Claire Mathieu Inc.
- 97) Résidence Marois Ltée
- 98) Résidence Melbourne Inc.
- 99) Résidence Riviera Inc.
- 100) Résidence St-Bernard
- 101) Résidence St-François Enr.
- 102) Manoir St-Patrice Inc.
- 103) Résidence Ste-Marguerite Inc.
- 104) Résidence Tracy Enr.
- 105) Maison de santé Roxboro Ltée
- 106) St-Mary's Nursing Home Inc.
- 107) Le centre hospitalier Bayview Inc.
- 108) Bussey Chronic Hospital Reg'd
- 109) The Cedars Home for Elderly People
- 110) Centre hospitalier Rive-Sud Inc.
- 111) The Notre-Dame de Grâce Private Hospital
- 112) Twilight Haven Inc.
- 113) Villa de la Paix Inc.
- 114) Villa du Lac Champlain Inc.
- 115) Villa Marie-André Inc.
- 116) Villa Médica Inc.
- 117) Villa Notre-Dame-des-Anges Inc.
- 118) Villa Paul-Marie Inc.
- 119) Villa St-Lucien Inc.
- 120) West End Convalescent Clinic
- 121) Hôpital West End
- 122) Wheeler Convalescent Home Inc.
- 123) Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR)
- 124) L'Association des Centres d'accueil du Québec

- 125) L'Association des Centres de Services Sociaux du Québec
- 126) Le Service de la Protection civile
- 127) L'Association des Établissements Privés de Santé et de Bien-Être de la Province de Québec
- 128) L'Association des hôpitaux du Québec
- 129) L'Institut Conjoint Hospitalier de Montréal Inc.
- 130) Partage Inc.
- 131) Les Ateliers Dominique Inc.
- 132) Caprol Inc.
- 133) Centrart Inc.
- 134) Les Ateliers Protégés LaRuche Inc.
- 135) Service de Soins à domicile de Chicoutimi-Dubuc Inc.
- 136) Service de Soins à domicile de Drummondville Inc.
- 137) Service de Soins à domicile de Granby Inc.
- 138) Service de Soins à domicile de Hull
- 139) Service de Soins à domicile de Montmorency Inc.
- 140) Service de Soins à domicile de La Tuque
- 141) Service de Soins à domicile de Lévis Inc.
- 142) Société des Infirmières visiteuses
- 143) Service de Soins à domicile Montréal Métropolitain Inc.
- 144) Service de Soins à domicile de Québec Inc.
- 145) Service de Soins à domicile de Shawinigan & Grand-Mère
- 146) Service de Soins à domicile de Sherbrooke Inc.
- 147) Service de Soins à domicile de Ste-Foy Inc.
- 148) Service de Soins à domicile de Sorel Inc.
- 149) Service de Soins à domicile de St-Hyacinthe Inc.
- 150) Service de Soins à domicile des Laurentides Inc.
- 151) Service de Soins à domicile de Trois-Rivières & Cap-de-la-Madeleine
- 152) Victorian Order of Nurses, 1246 rue Bishop, Montréal
- 153) Service de Soins à domicile de Bois-Francs
- 154) Service de Soins à domicile de Charlevoix Inc.
- 155) Centre de travail de Ste-Anne des Monts Inc.
- 156) Les Ateliers Richelieu Inc.
- 157) Centraide Mauricie Inc.
- 158) Les Ateliers du Godendard Inc.
- 159) L'Association canadienne d'éducation de la langue française
- 160) La Fédération des Centres locaux de Services Communautaires
- 161) La Régie de la Place des Arts
- 162) The Priory School Inc.
- 163) Les Ateliers R-10 Inc.
- 164) Atelier Protégé de la Mauricie Inc.
- 165) Centre d'apprentissage et de développement industriel Inc.
- 166) Service d'Assistance aux Handicapés de Sherbrooke Inc.
- 167) Capar Inc.
- 168) Les Ateliers du Grand Portage Inc.
- 169) Centre de Travail Laro Inc.
- 170) Centre d'accueil Socio-Professionnel Salaberry
- 171) Atelier Flèche de Fer Inc.
- 172) Atelier de réadaptation pour adultes Drummondville (ARPAD) Inc.
- 173) Les Ateliers APAM Inc.
- 174) Service de Réadaptation de l'Ouest de l'Île Inc.
- 175) L'Entraide pour les déficients mentaux de Lanau-dièrre Inc.
- 176) Centre de Travail et de Transition des Îles
- 177) Atelier protégé le Fil d'Ariane Inc.
- 178) Atelier de Réadaptation au travail de Beauce Inc.
- 179) Centre d'Accueil La Spirale
- 180) Hôpital Shriners pour l'enfant infirme (Québec) Inc.
- 181) Bibliothèque Centrale de Prêt du Saguenay-Lac St-Jean
- 182) Association des cadres scolaires du Québec
- 183) A/V/M/AL JAMES School, Moisie, Québec
- 184) Laurentide Heights School, Mont Apica, Québec

- 185) Combined High School, St-Hubert, Québec
- 186) St. Michael's Elementary School, St-Hubert, Québec
- 187) St. Michael's Algonquin School, Senneterre, Québec
- 188) École Alexander Wolff, Valcartier, Québec
- 189) École Dollard des Ormeaux, Valcartier, Québec
- 190) École Ste-Jeanne d'Arc, Valcartier, Québec
- 191) Villa du Vieux Sapin Inc.
- 192) Centre de transition pour adultes « Le Transit Inc. »
- 193) Foyer St-Bruno Inc.
- 194) La Régie des entreprises de construction du Québec
- 195) Maribro Inc.
- 196) La Société de développement de l'industrie des courses de chevaux du Québec Inc.
- 197) Le Bureau de financement des partis politiques (L.R.Q., c. F-2).
- 198) Les Établissements du Gentilhomme Inc.
- 199) CEDAP, Lac St-Jean Inc.
- 200) Centre d'Accueil Le Chaînon
- 201) La Société Vie, Intégration, Apprentissage pour handicapés VIA Inc.
- 202) Ateliers populaires de Sept-Îles
- 203) Montréal Association for the Blind
- 204) GREDAP Inc.
- 205) Le Fonds d'aide aux recours collectifs
- 206) L'Association des professionnels non-enseignants du Québec (CEQ)
- 207) St.Margaret's Home
- 208) Résidence Berthiaume Du Tremblay
- 209) Buanderie Centrale de Montréal Inc.
- 210) Centre d'accueil Gouin Inc.
- 211) Centre d'accueil Ste-Sophie Inc.
- 212) Association des cadres intermédiaires des Affaires sociales
- 213) Association pour la santé et la sécurité du travail, secteur Affaires sociales
- 214) Syndicat de l'enseignement de l'Ouest de Montréal
- 215) Résidence des Jeunes de Sorel Inc.
- 216) Ma Maison St-Joseph
- 217) Syndicat des Fonctionnaires Provinciaux du Québec Inc.
- 218) Transport adapté du Québec métro Inc.
- 219) L'Institut de recherche en santé et en sécurité du travail du Québec
- 220) Le Syndicat des professeurs du CEGEP de Limoilou.

ANNEXE C
(a. 40 et 42)

Table 1

**VALEUR PRÉSENTE D'UN CRÉDIT DE RENTE ANNUEL DE 10 \$
PAYABLE MENSUELLEMENT À COMPTER DE 65 ANS**

<i>Âge</i>	<i>Sans indexation</i>		<i>Indexation Maximum de 2%</i>		<i>Indexation Maximum de 3%</i>		<i>Âge</i>
	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	
18	4,70 \$	5,58 \$	5,53 \$	6,71 \$	6,03 \$	7,42 \$	18
19	4,98	5,91	5,87	7,12	6,39	7,86	19
20	5,28	6,27	6,22	7,55	6,78	8,34	20
21	5,60	6,65	6,59	8,00	7,19	8,84	21
22	5,94	7,05	6,99	8,49	7,62	9,38	22
23	6,30	7,47	7,41	9,00	8,08	9,94	23
24	6,67	7,92	7,86	9,54	8,57	10,54	24

Âge	Sans indexation		Indexation Maximum de 2%		Indexation Maximum de 3%		Âge
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
25	7,08 \$	8,40 \$	8,33 \$	10,12 \$	9,08 \$	11,18 \$	25
26	7,50	8,91	8,84	10,73	9,63	11,85	26
27	7,96	9,44	9,37	11,37	10,21	12,56	27
28	8,44	10,01	9,93	12,06	10,83	13,32	28
29	8,95	10,62	10,53	12,79	11,48	14,13	29
30	9,49	11,26	11,17	13,56	12,17	14,98	30
31	10,06	11,94	11,84	14,38	12,91	15,88	31
32	10,67	12,66	12,56	15,24	13,69	16,84	32
33	11,31	13,42	13,32	16,16	14,51	17,86	33
34	11,99	14,23	14,12	17,14	15,39	18,93	34
35	12,72	15,09	14,98	18,17	16,32	20,08	35
36	13,49	16,01	15,89	19,27	17,31	21,29	36
37	14,31	16,97	16,85	20,43	18,36	22,58	37
38	15,17	18,00	17,87	21,67	19,47	23,94	38
39	16,10	19,09	18,95	22,98	20,65	25,39	39
40	17,07	20,24	20,11	24,37	21,91	26,92	40
41	18,11	21,46	21,33	25,84	23,24	28,55	41
42	19,22	22,76	22,63	27,40	24,66	30,28	42
43	20,39	24,14	24,01	29,06	26,16	32,11	43
44	21,63	25,60	25,47	30,82	27,76	34,05	44
45	22,96	27,15	27,04	32,69	29,46	36,12	45
46	24,37	28,80	28,70	34,67	31,27	38,31	46
47	25,87	30,55	30,47	36,78	33,20	40,63	47
48	27,47	32,40	32,35	39,01	35,25	43,10	48
49	29,18	34,37	34,36	41,38	37,44	45,72	49
50	31,00	36,47	36,50	43,90	39,78	48,50	50
51	32,94	38,69	38,79	46,58	42,27	51,46	51
52	35,02	41,05	41,23	49,42	44,93	54,60	52
53	37,24	43,56	43,84	52,44	47,77	57,94	53
54	39,61	46,23	46,63	55,66	50,81	61,48	54
55	42,14	49,07	49,61	59,07	54,06	65,26	55
56	45,07	52,29	52,97	62,91	57,71	69,43	56
57	48,30	55,86	56,68	67,09	61,72	74,00	57
58	51,86	59,75	60,77	71,67	66,13	79,02	58
59	55,78	64,01	65,28	76,67	70,99	84,48	59
60	60,10	68,67	70,24	82,14	76,35	90,45	60
61	64,87	73,78	75,77	88,13	82,25	96,98	61
62	70,13	79,37	81,83	94,71	88,76	104,12	62
63	75,94	85,49	88,51	101,89	95,95	111,93	63
64	82,37	92,20	95,91	109,76	103,97	120,49	64
65	89,48	99,60	104,09	118,39	112,79	129,87	65

ANNEXE D

(a. 40 et 42)

A) HYPOTHÈSES ACTUARIELLES POUR L'ÉVALUATION DES PRESTATIONS AJUSTÉES POUR TENIR COMPTE D'UNE INDEXATION AVANT LA RETRAITE.

Lorsqu'un régime supplémentaire prévoit l'indexation des prestations avant la mise à la retraite, le crédit de rente calculé à la date d'assujettissement est ajusté pour tenir compte de cette indexation, au taux prévu par le régime supplémentaire.

B) HYPOTHÈSES ACTUARIELLES POUR L'ÉVALUATION DES PRESTATIONS AJUSTÉES EN FONCTION DU SALAIRE FINAL OU DU SALAIRE DES MEILLEURES ANNÉES.

- 1) **Taux d'intérêt** : 6%.
- 2) **Taux de mortalité** : Décrits au tableau I.
- 3) **Taux d'indexation après la mise à la retraite** : Lorsque le taux d'indexation est relié au taux d'augmentation du coût de la vie, ce dernier est fixé à 3%.
- 4) **Échelle de rémunération** :

	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>
18 à 30 ans	6%	5 ½ %
31 à 45 ans	5%	5%
46 à 65 ans	4%	4%
66 et plus	3%	3%

- 5) **Taux d'abandon d'emploi** : Nil.

- 6) **Autres hypothèses actuarielles** : Hypothèses utilisées lors de la dernière évaluation actuarielle pourvu que celles-ci soient basées sur une table reconnue et selon une méthode reconnue.

ANNEXE E

(a. 40 et 42)

HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

- 1) **Taux d'intérêt** : 8 ½ % pendant les 10 premières années, 6% par la suite.
- 2) **Taux de mortalité** : Décrits au tableau I.
- 3) **Taux d'indexation** : Lorsque le taux d'indexation est relié au taux d'augmentation du coût de la vie, ce dernier est fixé à 3%.
- 4) **Taux d'abandon d'emploi** : Nil.
- 5) **Autres hypothèses actuarielles** : Hypothèses utilisées lors de la dernière évaluation actuarielle pourvu que celles-ci soient basées sur une table reconnue et selon une méthode reconnue.

Tableau I**TAUX DE MORTALITÉ****a) Avant la retraite**

<i>Âge</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Âge</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>
17	0,0006	0,0006	46	0,0036	0,0014
18	0,0006	0,0006	47	0,0041	0,0015
19	0,0006	0,0006	48	0,0046	0,0016
20	0,0006	0,0006	49	0,0052	0,0018
21	0,0006	0,0006	50	0,0058	0,0019
22	0,0006	0,0006	51	0,0064	0,0021
23	0,0006	0,0006	52	0,0071	0,0023
24	0,0006	0,0006	53	0,0078	0,0025
25	0,0006	0,0006	54	0,0085	0,0028
26	0,0007	0,0006	55	0,0093	0,0030
27	0,0007	0,0007	56	0,0101	0,0033
28	0,0008	0,0007	57	0,0110	0,0037
29	0,0008	0,0007	58	0,0119	0,0040
30	0,0009	0,0007	59	0,0128	0,0044

<i>Âge</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Âge</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>
31	0,0009	0,0007	60	0,0138	0,0049
32	0,0010	0,0007	61	0,0149	0,0054
33	0,0011	0,0008	62	0,0161	0,0060
34	0,0011	0,0008	63	0,0175	0,0067
35	0,0012	0,0008	64	0,0190	0,0075
36	0,0013	0,0008	65	0,0206	0,0084
37	0,0014	0,0008	66	0,0225	0,0094
38	0,0015	0,0009	67	0,0245	0,0106
39	0,0017	0,0009	68	0,0268	0,0120
40	0,0018	0,0010	69	0,0292	0,0137
41	0,0020	0,0010	70	0,0320	0,0157
42	0,0022	0,0011			
43	0,0025	0,0011			
44	0,0028	0,0012			
45	0,0032	0,0013			
b) Retraités					
50	0,004439	0,002454	80	0,081547	0,046177
51	0,004927	0,002787	81	0,090749	0,051592
52	0,005442	0,003153	82	0,100502	0,057876
53	0,005986	0,003551	83	0,110740	0,065000
54	0,006557	0,003981	84	0,121543	0,072912
55	0,007155	0,004439	85	0,132868	0,081547
56	0,007779	0,004927	86	0,144791	0,090749
57	0,008432	0,005442	87	0,157378	0,100502
58	0,009120	0,005986	88	0,170828	0,110740
59	0,009859	0,006557	89	0,185158	0,121543
60	0,010665	0,007155	90	0,200594	0,132868
61	0,011564	0,007779	91	0,212555	0,144791
62	0,012584	0,008432	92	0,225161	0,157378
63	0,013759	0,009120	93	0,238524	0,170828
64	0,015130	0,009859	94	0,252765	0,185158
65	0,016742	0,010665	95	0,268025	0,200594
66	0,018645	0,011564	96	0,284455	0,212555
67	0,020646	0,012584	97	0,302223	0,225161
68	0,022617	0,013759	98	0,321515	0,238524
69	0,024644	0,015130	99	0,342526	0,252765
70	0,026948	0,016742	100	0,365462	0,268025
71	0,030062	0,018645	101	0,390538	0,284455
72	0,033556	0,020646	102	0,417979	0,302223
73	0,037376	0,022617	103	0,450096	0,321515
74	0,041584	0,024644	104	0,489201	0,342526

75	0,046177	0,026948	105	0,537605	0,365462
76	0,051592	0,030062	106	0,597619	0,390538
77	0,057876	0,033556	107	0,671554	0,417979
78	0,065000	0,037376	108	0,761722	0,450096
79	0,072912	0,041584	109	0,870434	0,489201
			110	0,999999	0,537605

A.C. 3387-78, (1978) 110 G.O.II, 6477

A.C. 3831-78, (1979) 111 G.O.II, 57

A.C. 2259-79, (1979) 111 G.O.II, 6053

D. 3982-80, (1981) 113 G.O.II, 351

D. 3983-80, (1981) 113 G.O. II, 353

D. 3984-80, (1981) 113 G.O. II, 303

D. 950-81, (1981) 113 G.O. II, 1777

D. 1074-81, (1981) 113 G.O.II, 1971

D. 2496-81, (1981) 113 G.O.II, 4203

D. 3015-81, (1981) 113 G.O.II, 4928

D. 3152-81, (1981) 113 G.O.II, 5005

D. 3287-81, (1981) 113 G.O.II, 5355



c. R-10, r.2

Régime de retraite des anciens employés de la ville de Montréal-Nord

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10)

SECTION I DÉFINITIONS

1. Dans le présent régime, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « régime antérieur » : le Régime de rentes des employés de la ville de Montréal-Nord ;

b) « employeur » : le Centre hospitalier Sacré-Coeur de Montréal ou, selon le cas, un établissement public au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ;

c) « Loi » : la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10) ;

d) « Commission » : la Commission administrative du régime de retraite constituée par l'article 15 de la Loi.

e) « employé » : un participant au présent régime tel que défini à l'article 2 et dont le nom apparaît à l'annexe I ;

f) « traitement admissible » : le salaire régulier d'un employé à l'exclusion de toute rétribution supplémentaire telle que boni, prime, indemnité, gratification, surtemps ou allocation de tout genre ;

g) « traitement final » : le plus élevé du traitement admissible moyen des 3 dernières années de service ou des 3 meilleures années consécutives de service ;

h) « cotisation » : la cotisation d'un employé en vertu du présent régime ;

i) « contribution » : la contribution d'un employeur en vertu du présent régime ;

j) « pension différée » : une rente viagère payable à l'employé qui a atteint l'âge de 65 ans, qu'elle se continue ou non en faveur d'une autre personne après le décès ;

k) « présent régime » : le régime de retraite des anciens employés de la ville de Montréal-Nord.

SECTION II PARTICIPATION

2. Le présent régime de retraite s'applique de plein droit aux employés de la ville de Montréal-Nord qui participaient au régime antérieur et qui furent intégrés au Centre hospitalier Sacré-Coeur à compter du 16 septembre 1976.

3. En tout temps après le 16 septembre 1976, les employés de niveau syndicable ou non syndicable, selon le cas, qui participent au présent régime peuvent opter, à la majorité des votants, de participer au régime de retraite constitué en vertu de la Loi selon les modalités prévues à l'article 6 de la Loi et aux règlements édictés par cet article concernant la tenue du scrutin.

4. Dans le cas prévu à l'article 3, l'employé obtient un crédit de rente calculé selon les années de service et le traitement qu'il a droit de faire compter en vertu du présent régime, conformément à l'article 92 de la Loi.

SECTION III COTISATIONS ET CONTRIBUTIONS

5. La cotisation de l'employé est égale à 5% de son traitement admissible en tenant compte du montant de cotisations qu'il verse selon les termes de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9).

6. La contribution de l'employeur est égale au coût total du présent régime établi périodiquement par une évaluation actuarielle moins les cotisations versées par l'employé.

Cependant, pour la période comprise entre le 16 septembre 1976 et la date de l'évaluation actuarielle préparée par la Commission, la contribution de l'employeur est égale à la contribution déterminée par l'évaluation actuarielle du régime antérieur avant la date d'intégration.

7. Le taux de cotisation et de contribution est sujet à l'application des premier et troisième alinéas de l'article 113 de la Loi.

8. L'employeur doit déduire les cotisations de chaque versement du traitement de ses employés. Il doit de plus remettre ou faire remettre mensuellement à la Commission, au plus tard le 15 de chaque mois, les cotisations des employés pour le mois précédent accompagnées des renseignements et documents prescrits par la Commission.

L'employeur qui ne perçoit pas ces cotisations en devient débiteur envers la Commission.

9. L'employeur doit verser, en même temps que les cotisations des employés ou à toute autre date déterminée par la Commission, ses propres contributions telles que définies à l'article 6.

SECTION IV PRESTATIONS

10. Il est accordé par la Commission une pension annuelle de retraite à tout employé qui en fait la demande et :

- a) qui a au moins 35 ans de service ; ou
- b) qui a atteint l'âge normal de la retraite ; ou
- c) dont l'âge et les années de service totalisent 90 ou plus.

Si l'employé est âgé de moins de 60 ans au moment de sa mise à la retraite, la pension est réduite, pendant sa durée, de ½ % calculé pour chaque mois compris entre la date à laquelle la pension est accordée et la date du soixantième anniversaire de naissance de l'employé.

11. Il est également accordé une pension annuelle de retraite à tout employé qui en fait la demande et qui est âgé d'au moins 55 ans au moment de sa mise à la retraite.

Dans un tel cas, si le total de son âge et de ses années de service est inférieur à 90 ou s'il n'a pas atteint l'âge de 60 ans, la pension est réduite, pendant sa durée, de ½ % pour chaque mois compris dans la période commençant à la date à laquelle la pension est accordée et la date la plus rapprochée à laquelle une pension sans réduction lui aurait été accordée en vertu de l'article 10.

12. L'âge normal de la retraite est fixé à 65 ans. Toutefois, l'employé peut retarder sa mise à la retraite à la fin de l'année civile durant laquelle il atteint l'âge de 65 ans s'il transmet un avis à cet effet à la Commission avant d'avoir atteint l'âge normal de la retraite.

13. La pension devient payable à l'employé qui y a droit à compter du premier jour du mois qui coïncide avec ou suit immédiatement la date de sa mise à la retraite.

14. La pension est payée au pensionné sa vie durant par mensualités et à terme échu ou de la façon prévue pour le paiement des pensions accordées en vertu des régimes de retraite administrés par la Commission.

15. L'employé qui, après 10 ans de service, cesse ses fonctions par suite d'invalidité alors qu'il n'est pas admissible à une pension sans réduction actuarielle, a droit de

recevoir une pension annuelle calculée selon les modalités édictées par la section V du présent régime.

Le paiement d'une telle pension débute à compter du premier jour du mois qui coïncide avec ou qui suit immédiatement la date du début de l'invalidité telle que reconnue par la Commission selon les règles établies pour les régimes de retraite qu'elle administre.

16. Le paiement d'une pension accordée en vertu du présent régime cesse à la demande du bénéficiaire s'il occupe à nouveau une fonction visée par le présent régime.

Dans ce cas, il cotise à nouveau au présent régime et la pension qu'il recevait est calculée de nouveau au moment de son départ pour tenir compte des années de service et du traitement qui lui sont comptés pendant qu'il occupe une telle fonction.

SECTION V CALCUL DE LA PENSION

17. La pension est fixée à 2% du traitement final de l'employé pour chaque année de service à son crédit.

18. À compter du mois qui suit le soixante-cinquième anniversaire de naissance d'un employé ou à compter du mois qui suit la retraite à raison d'invalidité, la pension payée en vertu de la section IV est réduite de ⅓ % du traitement final de l'employé jusqu'à concurrence de la moyenne du maximum des gains admissibles des 36 mois précédant le soixante-cinquième anniversaire ou la date d'invalidité, selon le cas, multiplié par le nombre d'années de service postérieures au 31 décembre 1965.

19. Dans le calcul du service d'un employé pour fins de calcul de la pension, il ne peut être compté plus de 35 années de service.

20. Il est compté, en vertu du présent régime, une année de service pour tout employé qui occupe une fonction à temps plein pendant une année entière et qui reçoit son plein traitement au cours de cette année.

Il est compté une fraction d'année de service :

- a) pour l'employé qui ne reçoit pas son plein traitement au cours de l'année ; ou
- b) pour l'employé à temps partiel.

La fraction visée au paragraphe a du deuxième alinéa est égale à la proportion que représente le nombre de jours de travail rémunérés de cet employé par rapport au nombre de jours de travail rémunérés qu'il aurait eu pendant une année entière.

La fraction visée au paragraphe *b* du deuxième alinéa est égale à la proportion que représente l'équivalent en nombre de jours complets de travail rémunérés de cet employé par rapport au nombre de jours complets de travail rémunérés, pendant l'année, d'un employé à temps plein qui occupe une fonction similaire.

Le service visé au présent article n'est compté que si les cotisations ont été déduites ou payées.

Il ne peut en aucun cas être compté plus d'une année de service au cours d'une même année civile.

SECTION VI PRESTATIONS À LA CESSATION D'EMPLOI

21. L'employé qui démissionne ou est congédié avant d'être admissible à une pension annuelle de retraite a droit, si, à la date de son départ, il est âgé de 45 ans ou plus et compte une période continue d'au moins 10 années de service ou de participation, à une pension différée calculée selon les modalités édictées à la section V et payable à compter de l'âge normal de retraite tel que défini à l'article 12.

Sous réserve du premier alinéa de l'article 11, l'employé peut toutefois demander que le paiement d'une telle pension différée débute avant l'âge normal de la retraite en transmettant un avis à cet effet à la Commission. Dans un tel cas, la pension est réduite, pendant sa durée, de $\frac{1}{2}\%$ pour chaque mois compris dans la période commençant à la date à laquelle il atteint l'âge normal de la retraite.

22. Si l'employé démissionne ou est congédié avant d'être admissible à une pension annuelle de retraite ou à une pension différée telle que définie à l'article 21, il peut choisir de recevoir :

a) le remboursement de ses cotisations avec intérêt calculé de la façon prévue à l'article 76 de la Loi et des règlements adoptés sous l'autorité de cet article ; ou

b) une pension différée payable à compter de l'âge normal de la retraite. Le montant d'une telle pension est égal à un pourcentage de la pension accordée en vertu de la section V établi comme suit :

<i>Années de service au départ</i>	<i>Pourcentage</i>
6	60%
7	70%
8	80%
9	90%
10 ou plus	100%

SECTION VII PRESTATIONS AU DÉCÈS

23. Si un employé décède avant d'être admissible à une pension annuelle ou à une pension différée, les sommes qui ont été retenues sur son traitement sont remboursées à ses ayants droit avec intérêt calculé de la façon prévue à l'article 76 de la Loi.

24. À compter de la date à laquelle cesse le paiement de la pension d'un pensionné qui décède, son conjoint survivant a droit de recevoir une pension égale à la moitié de la pension que recevait ce pensionné au moment de son décès.

Si l'employé était admissible à une pension annuelle sans en avoir fait la demande au moment de son décès, son conjoint survivant a droit, à compter du décès, de recevoir la moitié de la pension que cet employé aurait eu droit de recevoir.

Aux fins du présent article, la pension est payable au conjoint survivant sa vie durant selon les modalités édictées par l'article 14.

25. À compter de la date à laquelle la pension devient payable au conjoint survivant, cette pension est réduite de la moitié de la réduction prévue à l'article 18 du présent régime.

26. Aux fins de l'article 24, l'expression « conjoint survivant » signifie le conjoint survivant au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9).

27. Si le total des montants versés à titre de pension à un employé et de pension à son conjoint survivant est inférieur au montant total des cotisations de cet employé accumulées avec intérêt calculé de la façon prévue à l'article 76 de la Loi, jusqu'à la date à laquelle le dernier paiement de la pension est payable, la différence est payée à ses ayants droit en un seul versement dès que cesse le versement de la pension à la dernière personne qui y avait droit.

SECTION VIII TRANSFERT ET GESTION DES FONDS

28. La valeur actuelle des prestations accumulées par les employés dans le régime antérieur est établie au 16 septembre 1976.

29. Les montants correspondant à la valeur des prestations accumulées par les employés sont transférés à la Commission selon les modalités de l'entente contenue à l'annexe II.

30. Les sommes versées à la Commission en vertu de l'article 29 sont comptabilisées séparément par la Commission. De même, les cotisations des employés et les contributions de l'employeur effectuées en vertu du présent régime font l'objet d'une comptabilité distincte par la Commission.

31. La Commission verse à la Caisse de dépôt et placement du Québec les montants ainsi transférés du régime antérieur de même que les cotisations des employés et les contributions de l'employeur.

Elle retient cependant des sommes ainsi versées ou transférées la partie dont elle prévoit avoir un besoin immédiat pour effectuer le paiement des pensions ou des remboursements en vertu du présent régime.

32. Les fonds versés à la Caisse de dépôt et placement du Québec sont sujets aux normes générales de placement établies par la Commission relativement à la proportion dans laquelle la Caisse de dépôt et placement du Québec doit investir dans chacun de ses portefeuilles séparés.

33. La Commission fait, au moins tous les 3 ans, une évaluation actuarielle du présent régime selon les hypothèses qu'elle détermine. Si, suite à cette évaluation actuarielle, le taux de cotisation et de contribution doit être modifié, la modification des taux prend effet le 1^{er} janvier qui suit d'au moins 2 mois cette évaluation actuarielle.

Lorsqu'un projet de modifications au présent régime est présenté au gouvernement et a pour objet de modifier immédiatement ou ultérieurement le coût du présent régime, la Commission prépare un rapport indiquant dans quelle mesure ce projet modifierait les estimations de la plus récente évaluation actuarielle ou celle établie à l'occasion de la constitution du présent régime.

SECTION IX RÉVISION

34. Lorsqu'un employé ou un bénéficiaire n'est pas satisfait d'une décision rendue par la Commission sur une demande de pension, quant à l'admissibilité au présent régime, au calcul des années de service, au montant de la pension ou à une prestation prévue par le présent régime, il peut, dans l'année qui suit la date de la mise à la poste de cette décision, demander à la Commission de réexaminer cette décision.

La Commission doit alors le faire sans retard.

35. Sur demande de réexamen, la Commission peut confirmer ou modifier la décision et elle doit notifier par écrit au requérant sa décision motivée.

36. Si l'employé ou le bénéficiaire n'est pas satisfait du réexamen, il peut, dans les 90 jours de la date de la mise à la poste de cette décision, faire une demande écrite à la Commission pour que cette décision soit portée devant l'arbitre.

37. L'arbitre est nommé par le Comité d'administration selon les modalités établies à l'article 145 de la Loi.

38. L'arbitre doit, sans délai, entendre l'employé ou le bénéficiaire ou son représentant et le représentant de la Commission et rendre sa décision dans les 30 jours de l'audition à moins que ce délai ne soit prolongé d'un commun accord des parties.

39. La décision de l'arbitre est obligatoire et sans appel.

SECTION X DISPOSITIONS FINALES

40. Les prestations payables en vertu du présent régime sont incessibles et insaisissables.

41. Sur demande de la Commission, tout employé ou le bénéficiaire doit transmettre les renseignements qui peuvent être requis pour établir le droit aux prestations accordées par le présent régime et pour permettre un contrôle périodique.

42. Lorsqu'un montant a été payé par erreur à un bénéficiaire en vertu des dispositions du présent régime, la Commission peut retenir, par déduction sur les versements subséquents de toute pension ou remboursement payable à ce bénéficiaire, un montant égal à celui qui a été payé par erreur.

43. Tout participant doit recevoir une description écrite des dispositions pertinentes du présent régime ainsi qu'un exposé de ses droits et devoirs accompagnés de tout document jugé pertinent.

ANNEXE I

(a. 1 par. e)

PARTICIPATION AU RÉGIME DE RETRAITE DES
EX-EMPLOYÉS DE LA VILLE DE MONTRÉAL-
NORD AU 16 SEPTEMBRE 1976

<i>Nom</i>	<i>Date de naissance</i>	<i>Service reconnu au 16/09/1976 Années — mois</i>	<i>Cotisations avec intérêt au 16/09/1976</i>
Beaulieu, Pierrette	27/01/38	2 — 07	925,09 \$
Boulangier, Pauline	30/09/28	17 — 07	3 386,71
Colgan, Liliane	27/04/36	8 — 09	2 662,87
Coutu, Jeannine	17/02/32	14 — 10	3 587,53
Coutu, Yolande	07/06/36	5 — 03	1 692,13
Cyr, Huguette	24/02/43	9 — 03	2 604,58
Dionne, Lucille	04/08/27	2 — 07	1 006,71
Duchesne, Andrée	03/10/30	8 — 02	1 548,46
Frégeau, Marguerite	09/11/22	13 — 06	4 586,87
Giguère, Denise	20/01/31	2 — 07	825,13
Langevin, Jeanine	08/06/32	5 — 11	1 804,29
Laramée, Laurence	03/04/24	10 — 05	3 231,09
Lécuyer, Francine	30/08/46	7 — 10	1 836,97
Ménard, Fernande	11/09/19	16 — 02	3 402,39
Papp, Berminie	06/09/31	10 — 07	3 000,70
Richard, Jeannine	15/09/29	3 — 07	1 356,97
Raymond, Nicole	25/11/45	4 — 07	1 646,72
Roufs, Micheline	22/07/29	7 — 10	2 710,72
Simard, Laurianne	23/06/34	0 — 04	205,92
Villeneuve, Marcelle	24/09/31	10 — 06	3 313,95

ANNEXE II

(a. 29)

**ENTENTE ENTRE LA COMMISSION
ADMINISTRATIVE DU RÉGIME DE RETRAITE**

ci-après appelée « La Commission »

LA VILLE DE MONTRÉAL-NORD

ci-après appelée « La Ville »

**LE RÉGIME DE RENTES DES EMPLOYÉS DE
LA VILLE DE MONTRÉAL-NORD**

ci-après appelée « Le Régime »

1. Le Régime s'engage à verser à la Commission un montant représentant la valeur des prestations accumulées dans le Régime telle qu'établie au 31 décembre 1980 à l'égard des employés qui furent intégrés au Centre hospitalier Sacré-Coeur, le 16 septembre 1976.

2. À cet effet, le Régime s'engage à transmettre à la Commission :

a) un versement annuel égal à 24 947 \$ payable le 1^{er} janvier de chaque année durant les 15 prochaines années à compter du 1^{er} janvier 1981 ;

b) un versement final au montant de 318 438 \$ payable le 1^{er} janvier 1996 ;

c) les montants de toute rente de retraite versés à l'égard des employés qui furent intégrés au Centre hospitalier Sacré-Coeur, le 16 septembre 1976, sont déductibles du premier versement prévu ci-dessus.

3. En contrepartie, la Commission s'engage à reconnaître aux employés concernés les prestations acquises en vertu du Régime avant la date d'intégration au Centre hospitalier Sacré-Coeur et à en assumer le paiement.

4. La Ville agit à titre d'intervenante dans la présente entente et, à ce titre, garantit les versements que doit effectuer le Régime.